communauté de l'auxerrois

DIRECTION DE L'ADMINISTRATION GÉNÉRALE

Auxerre, le 10 décembre 2020

Mesdames et Messieurs les Conseillers communautaires,

Mesdames, Messieurs,

J'ai l'honneur de vous convier à participer à la prochaine réunion du Conseil communautaire qui se tiendra le

Jeudi 17 décembre 2020

09h00

EN VISION CONFERENCE

Les modalités pratiques de la visioconférence sont détaillées ci-dessous.

En cas d'absence, vous trouverez, à la fin des délibérations, un modèle de pouvoir à remplir et à renvoyer par mail sur la boite affaires.juridiques@auxerre.com

Sincères salutations.

Le Président,

Crescent MARAULT

AUXERRE

@-SERVICES

communauté
de l'auxerrois

CISCO WEBEX

SOLUTION DE WEBCONFÉRENCE

AUXERRE, LA VILLE POUR TOUS

MANUEL D'UTILISATION À UNE VISIO CONFÉRENCE WEBEX

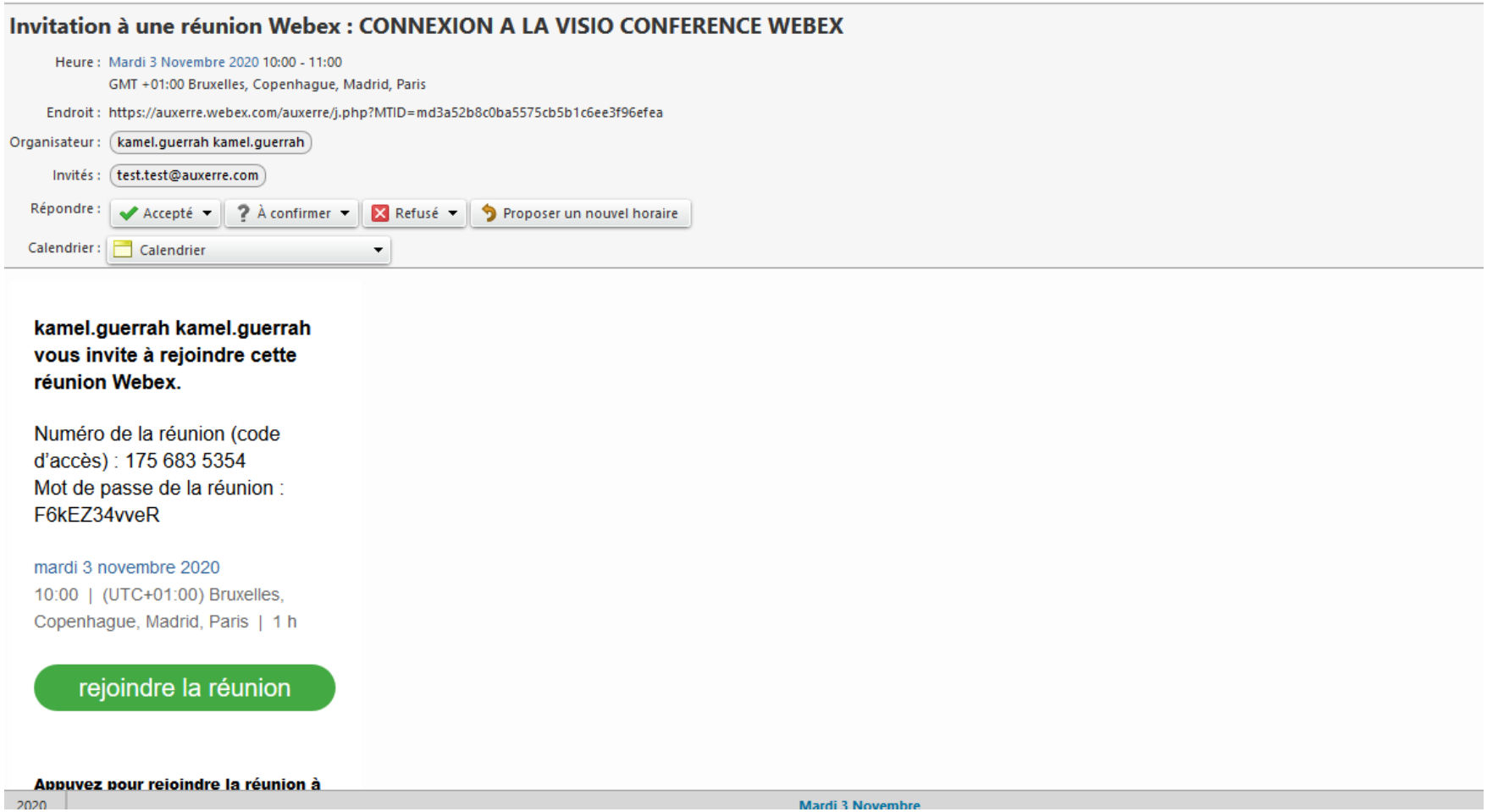
PRÉAMBULE

Pour assister de la meilleure manière qui soit aux visios conférences dédiées au Conseil Municipal et au Conseil Communautaire, il est recommandé de suivre les prés requis et les indications ci-dessous.

PRÉREQUIS

- un ordinateur ou une tablette connecté à Internet avec un navigateur web(Chrome ou Firefox,Opéra, Safari...)
- une webcam
- un micro et des haut-parleurs, ou un casque avec micro intégré
- Une connexion internet de bonne qualité
- Si vous êtes sur un équipement mobile (android, apple) vous avez la possibilité d'installer l'application disponible sur les stores respectifs.

Vous recevez une invitation de la part de l'organisateur



Invitation à une réunion Webex : CONNEXION A LA VISIO CONFERENCE WEBEX

Heure : Mardi 3 Novembre 2020 10:00 - 11:00
GMT +01:00 Bruxelles, Copenhague, Madrid, Paris

Endroit : https://auxerre.webex.com/auxerre/j.php?MTID=md3a52b8c0ba5575cb5b1c6ee3f96efea

Organisateur : kamel.guerrah kamel.guerrah

Invités : test.test@auxerre.com

Répondre : Accepté | À confirmer | Refusé | Proposer un nouvel horaire

Calendrier : Calendrier

kamel.guerrah kamel.guerrah vous invite à rejoindre cette réunion Webex.

Numéro de la réunion (code d'accès) : 175 683 5354
Mot de passe de la réunion : F6kEZ34vveR

mardi 3 novembre 2020
10:00 | (UTC+01:00) Bruxelles, Copenhague, Madrid, Paris | 1 h

rejoindre la réunion

Appuyez pour rejoindre la réunion à

2020 Mardi 3 Novembre

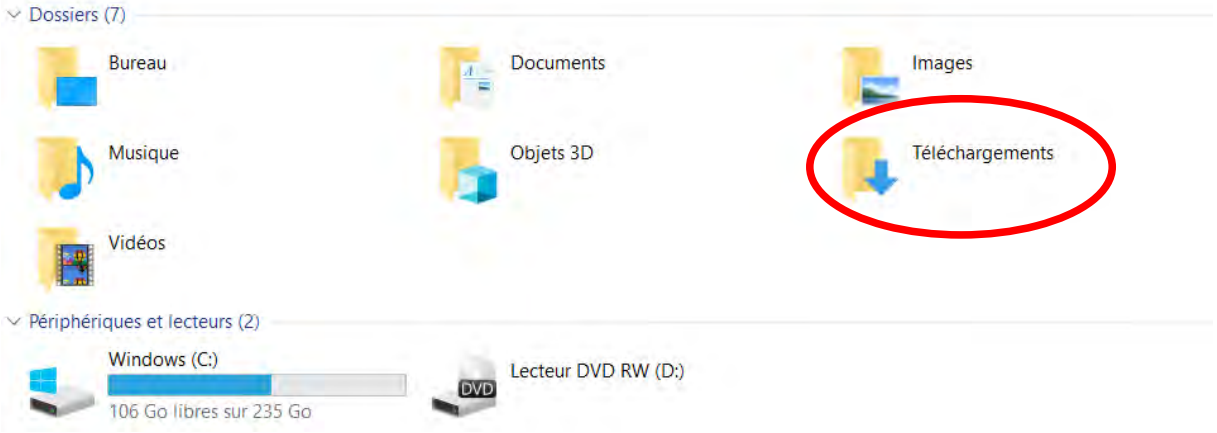
Cliquer sur « accepté » afin de bloquer le rendez-vous dans votre agenda. Le jour de la réunion, vous aurez simplement à retourner sur ce rendez-vous et cliquer sur « Rejoindre la réunion ».

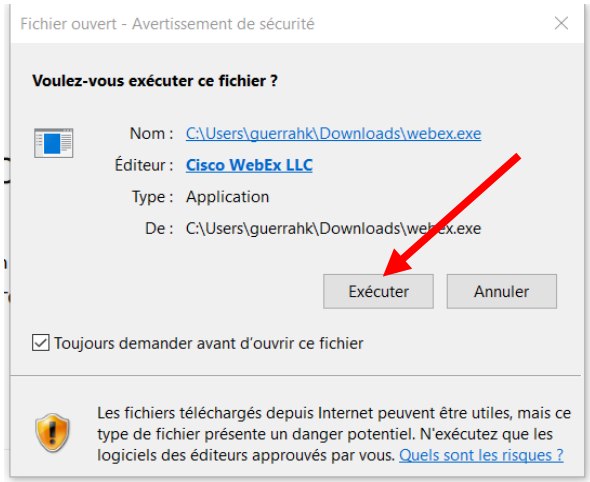
Lorsque vous cliquez sur rejoindre la réunion, sélectionner « Enregistrer le fichier »



L’utilisation du webex.exe permet d’avoir l’intégralité des fonctionnalités en visio. Cliquez sur enregistrer et exécutez le webex.exe, en fonction des postes et des navigateurs il faudra aller le chercher dans les téléchargements.

Allez dans votre explorateur de fichiers puis exécutez le fichier webex.exe



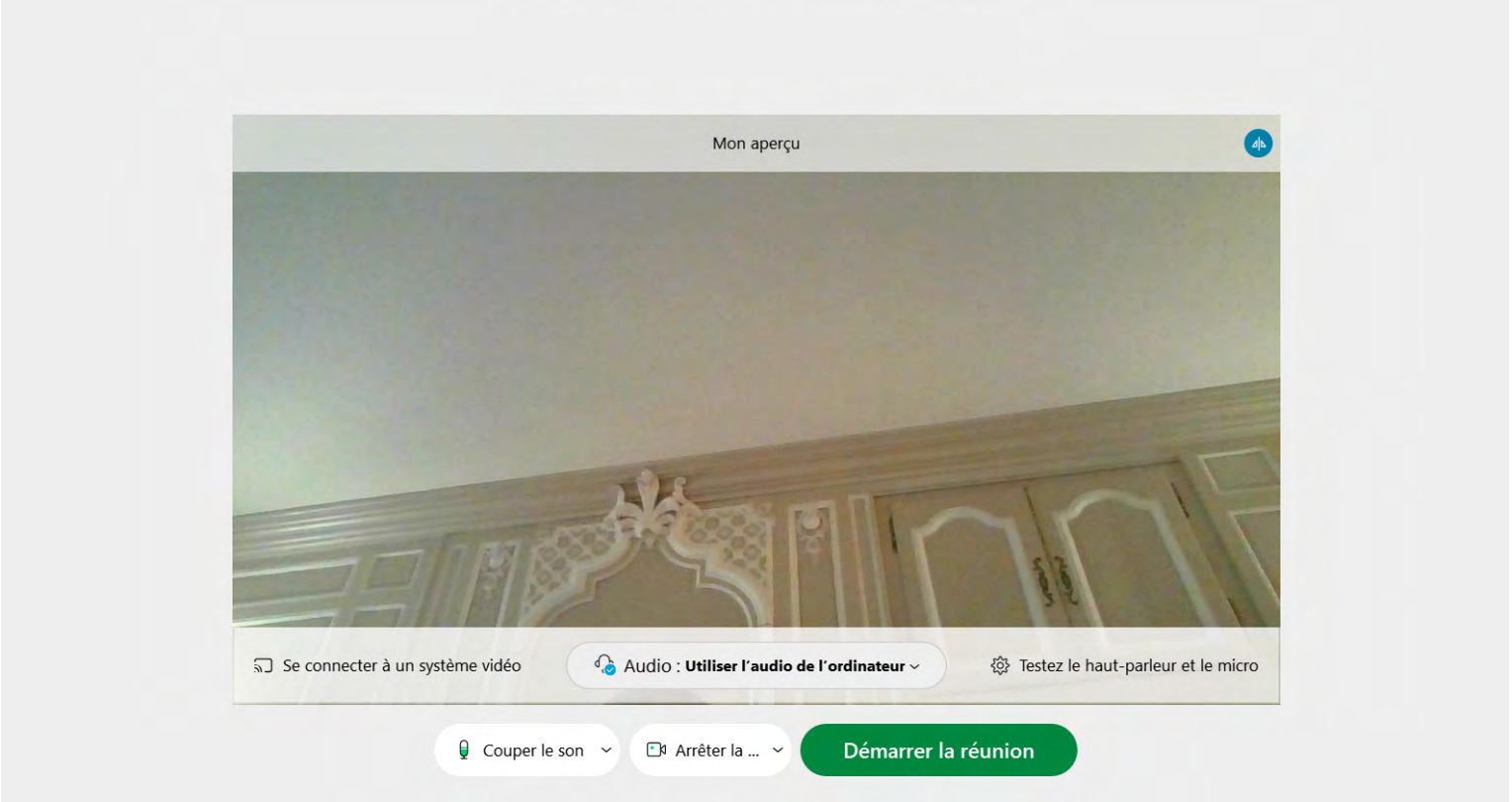


En cliquant sur Exécuter vous arriverez directement dans la salle, il vous suffira de cliquer sur rejoindre la réunion.

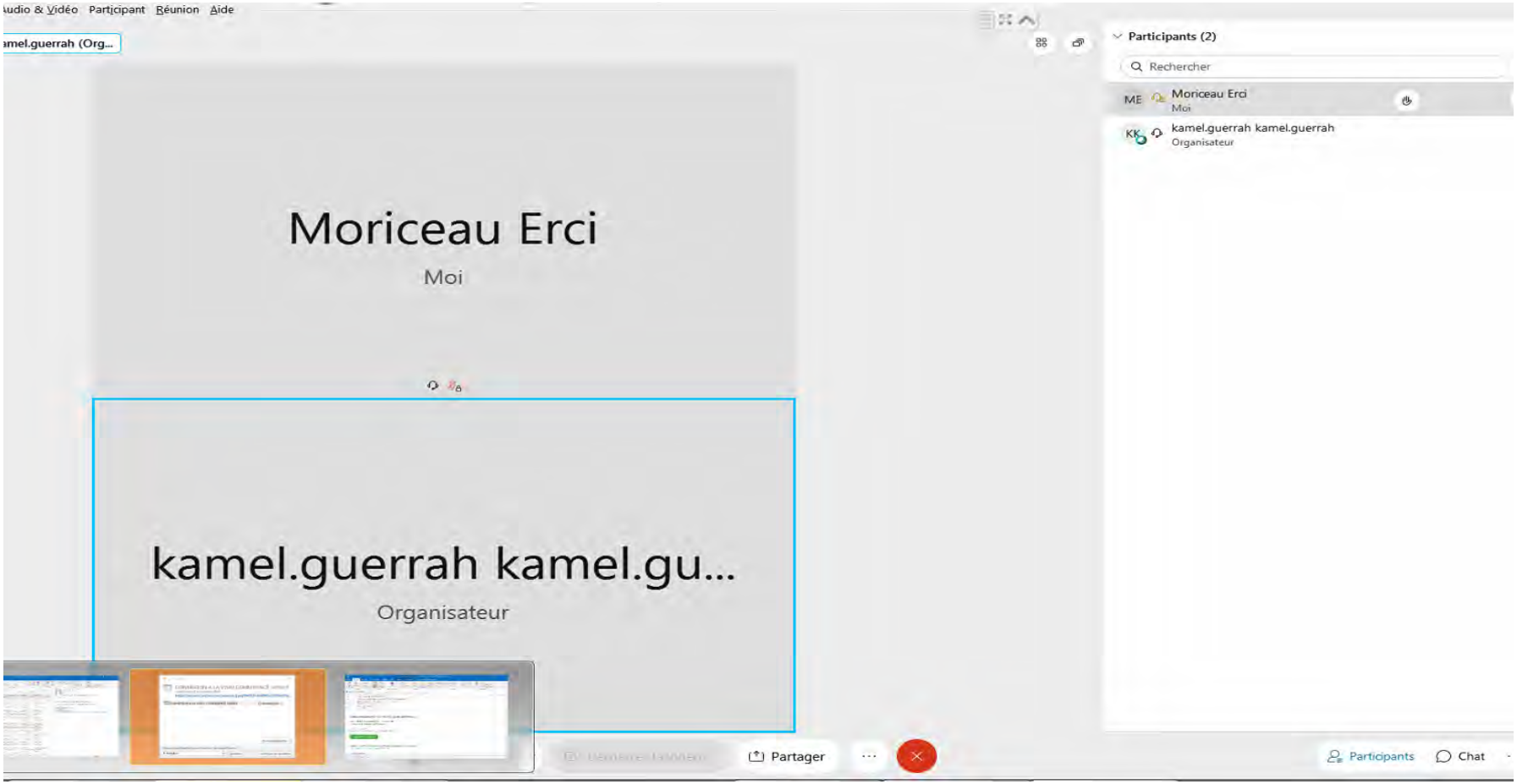
Vous devez saisir les informations demandées (nom et adresse mail) et cliquez sur suivant



Pour les réunions du conseil municipal ou communautaire, le micro est coupé et personne ne peut vous entendre. Seul l'organisateur à la possibilité d'ouvrir les micros. Il vous faudra cliquer sur « Démarrer la réunion ».



Pour voir les participants présents à la réunion cliquez sur le champ « participants ». La liste des participants apparaît et à côté de votre nom vous avez la possibilité de « lever la main ». Elle pourra être utilisée afin de voter (contre ou s'abstenir) le moment venu. Le reste du temps elle peut être utilisée afin de demander la parole. A ce moment là, l'organisateur peut vous donner la parole et ouvrir votre micro.



POUR TERMINER,

- **L’organisateur peut partager un document.**

- **Le service informatique est à votre disposition pour tester le bon fonctionnement avec vous.**

- **Un service de chat textuel est disponible pendant la réunion en cas de problème technique (micro, son, ...).**

- **Webex Meeting aide en ligne : https://help.webex.com/ld-nyw95a4-CiscoWebexMeetings/Webex-Meetings#Get-Started**

AUXERRE

@-SERVICES

communauté
de l'auxerrois

MERCI À TOUS POUR VOTRE ATTENTION !

AUXERRE, LA VILLE POUR TOUS

CONSEIL COMMUNAUTAIRE

Jeudi 17 décembre 2020

ORDRE DU JOUR

ET

PROJETS DE DELIBERATIONS

Procès verbal de la séance du 22 octobre 2020 – Adoption

FINANCES

Pour accéder à la délibération, cliquez sur son titre

1. Budget principal – Décision modificative n° 2

   Rapporteur : Pascal HENRIAT

2. Budgets annexes - Décision modificative

   Rapporteur : Pascal HENRIAT

3. Admissions en non valeur

   Rapporteur : Pascal HENRIAT

4. Attributions de compensation - Approbation

   Rapporteur : Pascal HENRIAT

5. Rapport sur la situation en matière d'égalité hommes-femmes – Exercice 2020

   Rapporteur : Gérard DELILLE

6. Budget Primitif 2021 – Adoption

   Rapporteur : Pascal HENRIAT

7. Autorisations de Programme / Crédits de Paiement - Modifications

   Rapporteur : Pascal HENRIAT

8. Vote des taux de Taxe d'Enlèvement des Ordures Ménagères (TEOM) 2021

   Rapporteur: Pascal HENRIAT

9. Vote des taux ménages 2021

   Rapporteur: Pascal HENRIAT

10. Vote du taux Cotisation Foncière des Entreprises (CFE) 2021

    Rapporteur: Pascal HENRIAT

11. Cotisations au titre de l'année 2021

    Rapporteur: Pascal HENRIAT

12. Convention de mandat avec la société TRANSDEV

    Rapporteur : Pascal HENRIAT

13. Subventions 2021 – Attribution

    Rapporteur: Pascal HENRIAT

14. Situation COVID-19 - Etalement de charges

    Rapporteur : Pascal HENRIAT

15. Garantie d'emprunt - Renouvellement composants 2019 patrimoine OAH

    Rapporteur : Pascal HENRIAT

16. Pôle d'Échange Multimodal - Convention de refacturation avec la Ville d'Auxerre

    Rapporteur : Pascal HENRIAT

17. Forfaits Aquagym seniors - Remboursement

    Rapporteur : Pascal HENRIAT

18. Redevance incitative relative au financement de la gestion des déchets sur les communes de Jussy, Escolives, Gy l'Evêque, Escamps, Coulanges la Vineuse, Irancy, Vincelles et Vincelottes – Grille tarifaire et autres tarifs 2021

Rapporteur : Pascal HENRIAT

DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE

19. Convention Fonds Régional des Territoires – Avenant n° 1

Rapporteur : Crescent MARAULT

20. Règlements d'interventions du Pacte Régional des Territoires pour l'économie de proximité / Volet entreprises et collectivités - Approbation

Rapporteur : Crescent MARAULT

21. Avis sur l'ouverture des commerces le dimanche sur l'année 2021

Rapporteur : Crescent MARAULT

22. Aide au loyer - Agence de voyage « France à Vélo »

Rapporteur : Crescent MARAULT

23. Aide au loyer - Atelier-boutique « Adé Fabrik' »

Rapporteur : Crescent MARAULT

24. Aide au loyer - Atelier-boutique « De Fil en Couleur & Co »

Rapporteur : Crescent MARAULT

25. Aide au loyer - Création d'une boulangerie bio four à bois

Rapporteur : Crescent MARAULT

26. Pôle Environnemental - Validation de l'orientation générale de l'équipement

Rapporteur : Crescent MARAULT

27. Pôle Environnemental - Validation de la procédure de sélection des entreprises

Rapporteur : Crescent MARAULT

28. Pôle Environnemental – Validation du règlement intérieur

Rapporteur : Crescent MARAULT

29. Pôle Environnemental – Tarifs de location

Rapporteur : Crescent MARAULT

30. Pôle Environnemental – Entrée au capital dans la société Time for The Planet

Rapporteur : Crescent MARAULT

31. Chemins ruraux dans le périmètre de la ZAC AuxR_Parc – Acquisition

Rapporteur : Crescent MARAULT

URBANISME

32. Politique locale d'urbanisme de la Communauté de l'Auxerrois - Débat

Rapporteur : Christophe BONNEFOND

33. Règlement Local de Publicité (RLP) d'Auxerre - Approbation de la révision
Rapporteur : Christophe BONNEFOND

34. Convention de prestation de service dans le domaine de l'application du droit des sols et des systèmes d'informations géographiques – Avenant n° 2
Rapporteur : Christophe BONNEFOND

35. Convention de mise en place d'un service commun dans le domaine de l'urbanisme et des systèmes d'informations géographiques – Avenant n° 2
Rapporteur : Christophe BONNEFOND

36. Convention conclue avec les communes pour l'exercice du droit de préemption urbain - Avenant n° 1
Rapporteur : Christophe BONNEFOND

37. Plan Local d'Urbanisme de la commune d'Appoigny - Approbation de la modification
Rapporteur : Christophe BONNEFOND

38. Plan Local d'Urbanisme de la commune de Lindry - Approbation de la révision allégée
Rapporteur : Christophe BONNEFOND

39. Plan Local d'Urbanisme de la commune de Venoy - Approbation de la déclaration de projet valant mise en compatibilité
Rapporteur : Christophe BONNEFOND

40. Plan Local d'Urbanisme de la commune de Chitry-le-Fort - Arrêt et modernisation du projet
Rapporteur : Christophe BONNEFOND

41. Plan Local d'Urbanisme de la commune d'Escamps - Arrêt et modernisation du projet
Rapporteur : Christophe BONNEFOND

42. Plan Local d'Urbanisme de la commune de Jussy - Arrêt et modernisation du projet
Rapporteur : Christophe BONNEFOND

43. Plan Local d'Urbanisme de la commune de Vincelottes - Arrêt et modernisation du projet
Rapporteur : Christophe BONNEFOND

44. Plan Local d'Urbanisme de la commune de Branches - Prescription de la révision allégée
Rapporteur : Christophe BONNEFOND

HABITAT

45. Accès aux données du portail géographique - Convention partenariale avec le Groupement d'intérêt public « Système national d'enregistrement » et l'Union sociale pour l'Habitat de Bourgogne
Rapporteur : Christophe BONNEFOND

GENS DU VOYAGE

46. Aire d'accueil gens du voyage – Modification du règlement intérieur

Rapporteur : Dominique CHAMBENOIT

POLITIQUE DE LA VILLE

47. Politique de la Ville - Rapport Annuel 2019

Rapporteur : Dominique CHAMBENOIT

48. Convention Régionale Urbaine et Sociale entre le Conseil Régional de Bourgogne Franche Comté et la Communauté d'Agglomération de l'Auxerrois - Avenant n° 3

Rapporteur : Dominique CHAMBENOIT

49. Convention de partenariat entre le Centre d'Information des Droits des Femmes et de la Famille (CIDFF) et la Communauté d'Agglomération de l'Auxerrois pour le dispositif de téléprotection grave danger (TGD) – Avenant n°1

Rapporteur : Dominique CHAMBENOIT

50. Convention de partenariat entre la Maison de l'Emploi et de la Formation de l'Auxerrois et la Communauté d'Agglomération de l'Auxerrois – Avenant n°1

Rapporteur : Dominique CHAMBENOIT

51. Convention de partenariat entre la Mission Locale de l'Auxerrois et la Communauté d'Agglomération de l'Auxerrois - Avenant n°1

Rapporteur : Dominique CHAMBENOIT

DÉVELOPPEMENT DURABLE

52. Site Natura 2000 - Validation du portage de l'animation et financement de l'animation du site pour l'année 2021

Rapporteur : Philippe VANTHEEMSCHE

ASSAINISSEMENT

53. Eaux pluviales urbaines – Définition de la compétence

Rapporteur : Pascal BARBERET

54. Service Public d'Assainissement Collectif – Prise en charge financière des mises en conformité des réseaux en domaine privé et création de branchements en domaine public

Rapporteur : Pascal BARBERET

55. Révision du zonage d'assainissement et de la réalisation du zonage des eaux pluviales de la commune de Lindry – Approbation

Rapporteur : Pascal BARBERET

56. Service Public d'Assainissement Collectif – Tarification 2021

Rapporteur : Pascal BARBERET

EAU

57. Service Public d'Eau Potable – Surtaxe 2021

Rapporteur : Michaël TATON

NUMÉRIQUE

58. Déploiement d'un réseau FTTH départemental sur le territoire communautaire hors du périmètre AMII - Convention avec le Département de l'Yonne

Rapporteur : Arminda GUIBLAIN

RESSOURCES HUMAINES

59. Personnel communautaire - Mise à disposition d'un agent municipal pour assurer le pilotage de la politique de la ville

Rapporteur : Gérard DELILLE

60. Personnel communautaire - Mise à disposition d'un agent du CCAS d'Auxerre pour assurer les tâches administratives de la politique de la ville et mise à disposition de locaux pour exercer cette compétence

Rapporteur : Gérard DELILLE

61. Frais de représentation du Président et du Directeur Général des Services

Rapporteur : Gérard DELILLE

62. Régime indemnitaire – Actualisation

Rapporteur : Gérard DELILLE

63. Tableau des effectifs réglementaires - Modification

Rapporteur : Gérard DELILLE

ADMINISTRATION GENERALE

64. Instances communautaires - Règlement intérieur

Rapporteur : Crescent MARAULT

65. Lycée Saint Joseph - Désignation d'un représentant au sein du conseil d'administration

Rapporteur : Crescent MARAULT

66. Conférence des Financeurs de l'Habitat Inclusif - Désignation d'un titulaire et d'un suppléant

Rapporteur : Crescent MARAULT

67. Association des Collectivités pour la Maîtrise des Déchets et de l'Environnement (ASCOMADE) – Désignation d'un représentant

Rapporteur : Crescent MARAULT

68. Comité local de cohésion territoriale – Désignation d'un titulaire et d'un suppléant

Rapporteur : Crescent MARAULT

69. Délégation de service public pour l'exploitation des services publics de l'assainissement collectif sur l'ensemble du territoire de la commune de Venoy – Constitution de la Commission de Délégation de Service Public pour la passation de l'avenant 1

Rapporteur : Crescent MARAULT

70. Délégation d'attribution du conseil communautaire au Président – Modification

Rapporteur : Crescent MARAULT

71. Compte rendu des décisions prises par délégation du Conseil communautaire

Rapporteur: Crescent MARAULT

communauté
de l'auxerrois

Pour accéder à l'annexe, cliquez ici

1. Budget principal – Décision modificative n° 2

Il est proposé au Conseil communautaire d'adopter une décision modificative au budget principal 2020 portant virement de crédits à l'intérieur de la section de fonctionnement en dépenses afin :

- d'augmenter de 90 000 euros le montant à l'article 615232 pour pouvoir procéder au paiement de toutes les dépenses afférentes aux contrats de DSP eaux pluviales. Les crédits sont pris à l'article 6188,

- d'inscrire un montant de 50 000 euros à l'article 6574 (gestionnaire Eco) en dépenses pour pouvoir procéder aux paiements des premières aides aux entreprises au titre du Fonds Régional des Territoires. Les crédits sont pris au 6188 (provision COVID),

- d'augmenter de 457 000 euros le montant inscrit à l'article 739211 suite au calcul du montant des attributions de compensation définitives 2020, Les crédits sont pris au 022 Dépenses imprévues.

Il est proposé au Conseil communautaire :

- d'adopter la décision modificative au budget principal 2020 comme suit :

			SECTION DE FONCTIONNEMENT- DEPENSES					
Fonction	Gestionnaire	service	Chapitre	nature	intitulé	BUDGET	DM	TOTAL BUDGET
811	ASST	EPLU	011	615232	RESEAUX	268 500,00	90 000,00	358 500,00
020	FIN	FIN	011	6188	AUTRES FOURNITURES NON STOCKEES	653 500,00	-140 000,00	513 500,00
94	ECO	ECO	65	6574	SUBVENTION DE FONCTIONNEMENT AUX PERSONNES DE DROIT PRIVE	88 407,28	50 000,00	138 407,28
01	FIN	FIN	014	739211	ATTRIBUTION DE COMPENSATION	8 346 000,00	457 000,00	8 803 000,00
02	FIN	FIN	022	022	DEPENSES IMPREVUES	1 400 000,00	-457 000,00	943 000,00
				TOTAL		10 756 407,28	0,00	10 756 407,28

- D'autoriser le Président à signer toute pièce s'y rapportant.

communauté de l'auxerrois

Pour accéder à l'annexe, cliquez ici

2. Budgets annexes - Décision modificative

Les budgets annexes de la Communauté de l'auxerrois doivent être modifiés comme suit.

BUDGET ANNEXE MOBILITÉ DURABLE 2020 :

Il est proposé au Conseil communautaire d'adopter une décision modificative au budget annexe Mobilité durable 2020 portant virement de crédits afin :

- en section d'investissement - dépenses :

- d'augmenter de 6000 euros le montant à l'article 1641 pour le remboursement d'échéance de prêt en capital En effet, dans le cadre du financement de l'acquisition des bus à hydrogène, un prêt a été souscrit auprès du Crédit agricole de Champagne Bourgogne pour un montant de 1 800 000 euros. Le contrat prévoit le versement de 10 % du capital en 2020 et le versement du solde au plus tard le 04 août 2021. Afin de pouvoir couvrir les échéances d'emprunt 2020 afférentes au 1er versement, il convient de procéder à une décision modificative au budget pour un montant de 6 000 euros en dépenses d'investissement chapitre 16.
- d'inscrire un montant à l'article 28182 de 55 353 euros pour procéder à une reprise d'amortissement concernant un amortissement pratiqué à tort en 2019 sur un bus lequel a été mis a disposition de TRANSDEV et doit être par conséquent amorti par l'entreprise.
Les crédit nécessaires pour les comptes 1641 et 28182 sont pris sur le compte 2315 qui est minoré de 61 353 euros.

- En section de fonctionnement - dépenses :

- d'augmenter de 148 000 euros le montant à l'article 6574 pour pouvoir procéder au paiement du montant total de la Délégation de service public de transport 2020, Les crédits sont pris à l'article 678 autres charges exceptionnelles.

- En section de fonctionnement - recettes :

- d'inscrire un montant à l'article 781 de 55 353 euros, contrepartie de l'écriture passée en dépenses d'investissement au 28182 , pour procéder à une reprise d'amortissement sur amortissement pratiqué à tort en 2019. Les crédits sont pris à l'article 774 subventions exceptionnelles.

BUDGET ANNEXE EAU POTABLE 2020 :

Il est proposé au Conseil communautaire d'adopter une décision modificative au budget annexe Eau potable 2020 portant virement/augmentation de crédits afin :

- en section d'investissement – dépenses et recettes :

- d'augmenter de 7000 euros le montant à l'article 1641 pour régulariser le remboursement d'échéances de prêt en capital suite aux derniers transferts de lignes de prêts afférents à la compétence eau potable. Les crédits nécessaires sont pris en dépenses à l'article 2315

- d'augmenter de 130 000 euros les crédits inscrits en recette à l'article 2762 chapitre 27 et en dépenses à l'article 2762 chapitre 041 pour procéder aux écritures permettant le transfert des droits à déduction de TVA.

BUDGET ANNEXE PARC ACTIVITÉ APPOIGNY 2020 :

Il est proposé au Conseil communautaire d'adopter une décision modificative au budget annexe Parc d'activité Appoigny 2020 portant virement de crédits en section de fonctionnement-dépenses et section d'investissement-recettes afin de pouvoir procéder aux écritures de stocks et notamment l'annulation du stock initial, les crédits inscrits étant insuffisants.

BUDGET ANNEXE ASSAINISSEMENT 2020 :

Il est proposé au Conseil communautaire d'adopter une décision modificative au budget annexe Assainissement 2020 portant virement de crédits afin de financer les dépenses d'investissement de travaux d'assainissement par un emprunt de 1 200 000 euros.

A cet effet, il convient de procéder à une augmentation de crédits à l'article 1641 de 838 000 euros en section d'investissement–recettes. Le virement reçu de la section de fonctionnement à l'article 021 est minoré de ce montant.

En conséquence, en dépenses de fonctionnement, l'article 023 virement à la section d'investissement est lui aussi minoré, le montant de 838 000 euros est réaffecté en dépenses imprévues à l'article 022 pour conserver l'équilibre de la section.

Il est proposé au Conseil communautaire :

- D'adopter les décisions modificatives aux budgets annexes comme suit :

- **BUDGET ANNEXE MOBILITÉ DURABLE 2020**

SECTION D'INVESTISSEMENT - DEPENSES						
Gestionnaire	**chapitre**	**nature**	**intitulé**	**BUDGET**	**DM**	**TOTAL BUDGET**
FIN	16	1641	EMPRUNTS EN EURO	150 000,00	6 000,00	156 000,00
TRANS	23	2315	IMMOBILISATIONS EN COURS INSTALLATIONS MATERIEL ET OUTILLAGE TECHNIQUES	1 654 755,56	-61 353,00	1 593 402,56
FIN	040	28182	AMORTISSEMENT MATERIEL DE TRANSPORT	0,00	55 353,00	55 353,00
TOTAL				1 804 755,56	0,00	1 804 755,56

SECTION DE FONCTIONNEMENT -DEPENSES						
Gestionnaire	**chapitre**	**nature**	**intitulé**	**BUDGET**	**DM**	**TOTAL BUDGET**
TRANS	65	6574	SUBV. EXPLOITATION PERSONNES DROIT PRIVE	6 125 000,00	148 000,00	6 273 000,00
FIN	67	678	AUTRES CHARGES EXCEPTIONNELLES	176 000,00	-148 000,00	324 000,00
TOTAL				6 301 000,00	0,00	6 597 000,00

SECTION DE FONCTIONNEMENT - RECETTES						
Gestionnaire	**chapitre**	**nature**	**intitulé**	**BUDGET**	**DM**	**TOTAL BUDGET**
FIN	77	774	SUBVENTIONS EXCEPTIONNELLES	2 100 000,00	-55 353,00	2 044 647,00
FIN	042	781	REPRISE SUR AMORTISSEMENT	0,00	55 353,00	55 353,00
TOTAL				2 100 000,00	0,00	2 100 000,00

➢ BUDGET ANNEXE EAU POTABLE 2020

SECTION D'INVESTISSEMENT - DEPENSES

Gestionnaire	Chapitre	nature	intitulé	BUDGET	DM	TOTAL BUDGET
FIN	16	1641	EMPRUNTS EN EURO	206 401,41	7 000,00	213 401,41
FIN	23	2315	OUTILLAGE TECHNIQUES	5 776 916,71	-7 000,00	5 769 916,71
FIN	041	2762	CREANCE/TRANSFERT DE DROITS A DEDUCTION DE TVA	400 000,00	130 000,00	530 000,00
total				6 383 318,12	130 000,00	6 513 318,12

SECTION D'INVESTISSEMENT - RECETTES

Gestionnaire	chapitre	nature	intitulé	BUDGET	DM	TOTAL BUDGET
FIN	27	2762	CREANCE/TRANSFERT DE DROITS A DEDUCTION DE TVA	400 000,00	130 000,00	530 000,00
total				400 000,00	130 000,00	530 000,00

➢ BUDGET ANNEXE PARC ACTIVITÉ APPOIGNY 2020

SECTION DE FONCTIONNEMENT - DEPENSES

Fonction	Gestionnaire	Chapitre	nature	intitulé	BUDGET	dm	total budget
	FIN	023	023	VIREMENT A LA SECTION D'INVESTISSEMENT	14 887 417,00	-13 173 716,00	1 713 701,00
	FIN	042	71355	VARIATION DES STOCKS DE TERRAINS AMENAGES	4 885 879,00	13 173 716,00	18 059 595,00
			total		19 773 296,00	0,00	19 773 296,00

SECTION D'INVESTISSEMENT - RECETTES

Fonction	Gestionnaire	chapitre	nature	intitulé	BUDGET	dm	total budget
	FIN	021	021	VIREMENT A LA SECTION FONCTIONNEMENT	14 887 417,00	-13 173 716,00	1 713 701,00
	FIN	040	3354	ETUDES ET PRESTATIONS DE SERVICES	4 714 357,00	-4 714 357,00	0,00
	FIN	040	33581	FRAIS ACCESSOIRES	171 492,00	-171 492,00	0,00
	FIN	040	3355	TRAVAUX	0,00	18 059 565,00	18 059 565,00
			total		19 773 266,00	0,00	19 773 266,00

- **BUDGET ANNEXE ASSAINISSEMENT 2020**

SECTION D'INVESTISSEMENT - RECETTES

Fonction	Gestionnaire	Chapitre	nature	intitulé	BUDGET	dm	total budget
	FIN	021	021	VIREMENT DE LA SECTION DE FONCTIONNEMENT	2 004 332,32	-838 000,00	1 166 332,32
	FIN	16	1641	EMPRUNTS EN EURO	362 068,73	838 000,00	1 200 068,73
			total		2 366 401,05	0,00	2 366 401,05

SECTION DE FONCTIONNMENT-DEPENSES

Fonction	Gestionnaire	Chapitre	nature	intitulé	BUDGET	dm	total budget
	FIN	023	023	VIREMENT A LA SECTION D'INVESTISSEMENT	2 004 332,32	-838 000,00	1 166 332,32
	FIN	022	022	DEPENSES IMPREVUES	300 000,00	838 000,00	1 138 000,00
			total		2 304 332,32	0,00	2 304 332,32

- D'autoriser le Président à signer toute pièce s'y rapportant.

communauté de l'auxerrois

3. Admissions en non valeur

Le trésorier de la communauté de l'Auxerrois, a dressé l'état des taxes et produits irrécouvrables du fait de la disparition, de l'insolvabilité ou de l'indigence des débiteurs.

Considérant que les sommes dont il s'agit ne sont pas susceptibles de recouvrement, il est proposé d'accepter l'admission en non valeur les sommes suivantes conformément à la liste transmise par la DGFIP :

Budget SPANC:

Compte	Montants présentés
6541	2 778,30 €
6542	0,00 €
Total	2 778,30 €

Redevance incitative :

Compte	Montants présentés
6541	0,00 €
6542	928,24 €
Total	928,24 €

Il est proposé au Conseil communautaire :

- D'admettre en non valeur les titres de recettes correspondants aux sommes indiquées ci-dessus ;

- D'autoriser le Président à signer tous actes à intervenir ;

- De dire que les crédits nécessaires sont inscrits au budget 2020.

communauté
de l'auxerrois

Pour accéder à l'annexe, cliquez ici

4. Attributions de compensation

Trois catégories d'attributions de compensation doivent être approuvées, elles sont les suivantes :

✔ **Services communes entre la ville d'Auxerre et la Communauté de l'Auxerrois**

La valorisation des charges mutualisées 2020 des services communs ville d'Auxerre / Communauté de l'Auxerrois est jointe en annexe 1. Ce rapport a fait l'objet d'une présentation en CLECT – Commission mutualisation le 24 novembre dernier.

Par délibération du 20 décembre 2018, le Conseil communautaire a validé l'actualisation du schéma de mutualisation par la création de services communs entre la ville d'Auxerre et la Communauté.

Depuis 2019, l'attribution de compensation de la ville d'Auxerre est réduite du montant des dépenses de personnel pour les agents intégrant les services communs.

Ce montant est figé à 11 795 399,45 €.

En 2019, les charges de personnel ont fait l'objet d'une projection des paies de septembre 2019 et intégraient des postes qui n'ont pas été pourvus sur cette période mais qui avaient été pris compte dans le calcul initial. La réduction de l'attribution de compensation concernant les charges de personnel pour les agents intégrant les services communs avaient été projeté à 11 776 441,27 €. Une régularisation de l'attribution de compensation 2019 doit donc être réalisé à hauteur de la différence.

Pour 2020, les charges de personnel mutualisées sont projetées à 13 002 813,65 €. La variation des charges de personnel (périmètre mutualisation) est projeté à 109 844,23 €. Cette variation tient compte de l'harmonisation du régime indemnitaire pour les agents historiques ville 131 212,63€. Ce coût doit être pris en charge par la ville .

Ainsi en 2020, hors harmonisation du régime indemnitaire, la croissance des charges de personnel sur le périmètre de la mutualisation est négative de 21 368, 39 € dont 18 271,54 € au bénéfice de la ville d'Auxerre.

Les charges de personne projetées pour 2020 a prélevé sur l'attribution de compensation de la ville est évaluée à 11 908 340,54 €.

Il est rappelé que l'impact des charges de personnel 2020 sur l'attribution de compensation sera définitive après la clôture de cet exercice comptable. L'ajustement se fera sur l'attribution de compensation 2021.

Depuis 2020, l'attribution de compensation de la ville d'Auxerre est impactée par les autres charges de fonctionnement qui en découlent soit :

- dépenses nécessaires au fonctionnement des services communs : 324 275,75 € (les dépenses A)
- les autres charges de gestion : 160 720,64 € (les dépenses B),
- le partage de la variation des charges de structures des bâtiments municipaux et communautaires qui hébergent des services mutualisés : 2 443,07 € (les dépenses C).

Ainsi, l'impact sur l'attribution de compensation de la ville d'Auxerre (section fonctionnement) pour 2020 est de :

	Projection CA 2020
1 Régularisation charges de personnel 2019	19 472,04 €
1 Charge de personnel mutualisé – part VA	11 795 399,45 €
1 partage de la variation des charges de personnel 2020	- 18 271,55 €
1 Prise en charge de l'harmonisation du RI	131 212,63 €
2 – Dépenses A	324 275,75 €
2 – Dépenses B	160 720,64 €
2 – Dépenses C	2 443,07 €
Prélèvement sur l'AC – part service commun	**12 415 252,03 €**

Enfin, les dépenses d'investissement réalisées par les services communs sont portées par la Communauté de l'Auxerrois et font l'objet d'un remboursement par le biais d'une Attribution de compensation d'investissement – Aci. Pour 2020, ce montant s'élève à 47 161,53 €.

- ✔ **Service commun de protection des données entre la Communauté de l'Auxerrois et les communes membres adhérentes**

A partir du 1er janvier 2020, un service commun a été créé concernant les missions relatives à la protection des données personnelles. Ce service commun regroupe 15 communes membres de l'agglomération et l'EPCI.

Les dépenses projetées pour cet exercice sont projetées à 67 500,83 € dont 1 412,57 € pour des prestations de services avec des partenaires de la Communauté de l'Auxerrois et 66 088,26 € pour le service commun. Cela représente un coût par habitant pour 2020 à 0,55 €.

Le coût du service commun et le prélèvement sur l'attribution de compensation des communes adhérentes sont détaillés en annexe 2.

- ✔ **IFER**

L'imposition Forfaitaire sur les Entreprises de Réseau (IFER) est déclinée en neuf composantes, dont celle sur les installations de production d'électricité utilisant l'énergie mécanique du vent, dite IFER éolien.

Concernant les EPCI à fiscalité propre et pour les installations implantées avant 2019, le produit issu de l'IFER éolien est réparti entre le département (30%) et l'intercommunalité (70%)

Lors de la Commission Locale d'Évaluation des Charges Transférées (CLECT) du 13 décembre 2017 et par vote du Conseil Communautaire 5 avril 2018, il a été décidé que 15 % des produits d'IFER éolien perçus par l'EPCI seraient reversés aux communes qui accueillent ces installations.

Ainsi, après notification de ces recettes, il convient de reverser les sommes pour 2020 sur l'attribution de compensation des communes intéressées.

Le produit de l'IFER éolien se décline comme suit :

COMMUNE	IFER EPCI EOLIEN 2020	15,00 %
CHITRY	128 520	**19 278,00 €**
ESCAMPS	21 956	**3 293,00 €**
QUENNE	42 840	**6 426,00 €**
VENOY	21 420	**3 213,00 €**
TOTAL	**214 736,00 €**	**32 210,00 €**

L'évolution sur le montant de l'attribution de compensation des communes concernées est présentée en annexe 3 à la délibération.

Il est proposé au Conseil communautaire :

- d'adopter les montants des attributions de compensation tels que présentés en annexe 3.

communauté de l'auxerrois

Pour accéder à l'annexe, cliquez ici

5. Rapport sur la situation en matière d'égalité hommes-femmes – Exercice 2020

En application de la loi n° 2014-873 du 4 août 2014 pour l'égalité réelle entre les femmes et les hommes (articles 61 et 77 de la loi), les communes et EPCI de plus de 20 000 habitants, les départements et les régions doivent présenter à l'assemblée délibérante un rapport annuel en matière d'égalité entre les femmes et les hommes.

Les modalités et contenu de ce rapport ont été précisés par décret n° 2015-761 du 24 juin 2015.

Ce rapport fait état, pour 2020, de la politique de ressources humaines de la Communauté de l'Auxerrois en matière d'égalité professionnelle entre les femmes et les hommes et comporte également un bilan des actions menées et des ressources mobilisées en matière d'égalité professionnelle entre les femmes et les hommes.

Le rapport présente également les politiques menées par la Communauté de l'Auxerrois sur son territoire en faveur de l'égalité entre les femmes et les hommes.

Après présentation du rapport annuel de situation en matière d'égalité hommes-femmes, le Conseil Communautaire prend acte du présent rapport.

communauté
de l'auxerrois

Pour accéder à l'annexe, cliquez ici

6. Budget Primitif 2021

Vu la loi n° 2009-1503 du 8 décembre 2009 relative à l'organisation et à la régulation des transports ferroviaires et portant diverses dispositions relatives aux transports,

Vu la délibération du Conseil Communautaire du 23 juin 2010 portant approbation du Plan Global de Déplacements Urbains,

Considérant qu'il est nécessaire, pour les habitants du territoire communautaire hors circuits réguliers, de disposer d'une offre accessible de transports à la demande, conformément aux préconisations du Plan Global de Déplacements Urbains et de maintenir un niveau de gamme tarifaire raisonnable sur le réseau des transports urbains.

Le budget primitif 2021 joint (budget principal et budgets annexes), arrête les équilibres ainsi qu'il suit :

	Budget Primitif	
Budgets	Fonctionnement	Investissement
BUDGET PRINCIPAL	45 692 642,00	4 928 900,00
MOBILITE DURABLE	7 844 400,00	2 454 800,00
EAU POTABLE	3 070 200,00	3 869 650,00
PARC ACTIV. APPOIGNY	22 982 568,22	32 012 598,00
ZONE DES MACHERINS	8 900,00	3 500,00
SPANC	21 500,00	0,00
PRESTATIONS DE SERVICE	224 138,00	0,00
DECHETS - REDEVANCE INCITATIVE	558 500,00	90 000,00
ASSAINISSEMENT	5 640 000,00	10 361 591,00
Total des budgets	86 042 848,22	53 721 039,00

Il est proposé au Conseil communautaire :

- d'adopter le budget principal et les budgets annexes, chapitre par chapitre, ainsi que les opérations listées dans le document budgétaire,

- de combler le déficit du budget annexe des transports urbains par le versement d'une subvention exceptionnelle d'équilibre.

Pour accéder à l'annexe, cliquez ici

7. Autorisations de Programme / Crédits de Paiement – Modifications

Les articles L.2311-3 et R.2311-9 du Code général des collectivités territoriales permettent aux collectivités de plus de 3 500 habitants d'inscrire des Autorisations de Programme et des Crédits de Paiement (AP/CP) dans leur section d'investissement.

L'autorisation de programme lié au NPNRU est pour le moment suspendue. Les crédits sont positionnés en 2026, date initialement prévue pour la fin de l'AP car il est obligatoire de répartir l'ensemble des CP sur la durée de l'AP. Selon l'orientation donnée au NPNRU cette AP sera modifiée courant 2021 ou au BP 2022.

Les Autorisations de Programme constituent la limite supérieure des dépenses qui peuvent être engagées pour le financement des investissements. Les Crédits de Paiement constituent la limite supérieure des dépenses pouvant être mandatées pendant l'année pour couvrir les engagements contractés dans le cadre des autorisations de programme correspondantes.

Les caractéristiques de ces AP/CP sont décrites dans le tableau annexé.

Il est proposé au conseil communautaire :

- De voter les autorisations de programme telles que décrites ci-dessus,
- De dire que les Crédits de Paiement seront inscrits au budget primitif 2021.

Pour accéder à l'annexe, cliquez ici

8. Vote des taux de Taxe d'Enlèvement des Ordures Ménagères (TEOM) 2021

Vu le code général des collectivités territoriales,

Vu le code général des impôts, et notamment les articles 1609 quarter et 1636 B *undecies*,

Vu l'arrêté préfectoral n° PREF/DCPP/SRC/2016/0751 du 30 décembre 2016 modificatif de l'arrêté préfectoral n° PREF/DCPP/SRC/2016/0532 du 24 octobre 2016 portant création d'un nouvel Etablissement Public de Coopération Intercommunale à fiscalité propre issu de la fusion des établissements publics de coopération intercommunale à fiscalité propre de l'Auxerrois et du Pays Coulangeois, à l'exception des communes de Coulangeron, Migé, Charentenay et Val de Mercy,

Vu les statuts de la communauté de l'auxerrois,

Vu la délibération n° 2 du 21 juin 1994 qui instaure la taxe d'enlèvement des ordures ménagères,

Vu la délibération n°2017-048 du 23 mars 2017 qui définit le zonage ainsi qu'il suit:

ZONE A	Définie d'une part, par l'ensemble du territoire des communes de : Appoigny, Augy, Bleigny le Carreau, Branches**,** Champs sur Yonne, Charbuy, Chevannes, Chitry le Fort, Gurgy, Lindry, Monéteau, Montigny la Resle, Perrigny, Quenne, St Bris le Vineux, St Georges sur Baulche, Vallan, Venoy, Villefargeau, Villeneuve St Salves. Et d'autre part, le secteur d'« Auxerre Ville » défini par le territoire de la commune d'Auxerre retranché des zones B et C Ainsi que des hameaux de Jonches, Laborde et Les Chesnez et la commune associée de Vaux
ZONE B	Secteur Hypercentre de la Ville d'Auxerre défini par les rues cartographiées
ZONE C	Secteur habitat collectif dense défini par la liste des adresses cartographiées

Considérant que l'article 1636 B undecies du code général des impôts dispose : « *Les communes et leurs établissements publics de coopération intercommunale ayant institué la taxe d'enlèvement des ordures ménagères conformément aux articles 1379-0 bis, 1520 et 1609 quater votent le taux de cette taxe dans les conditions fixées à l'article 1639 A. Ils peuvent définir, dans les conditions prévues au 1 du II de l'article 1639 A bis, des zones de perception de la taxe d'enlèvement des ordures ménagères sur lesquelles ils votent des taux différents en vue de proportionner le montant de la taxe à l'importance du service rendu apprécié en fonction des conditions de réalisation du service et de son coût. Les communes ou les établissements publics de coopération intercommunale sur le territoire desquels est située une installation de transfert ou d'élimination des déchets prévue par un plan départemental d'élimination des déchets ménagers peuvent également définir une zone, d'un rayon d'un kilomètre au maximum, sur laquelle ils votent un taux différent ; dans ce cas, la commune ou l'établissement public de coopération intercommunale ne peut définir sur ce périmètre des zones en fonction de l'importance du service rendu. (...)* »

Considérant qu'en cas de fusion d'un EPCI à la TEOM, avec un autre EPCI à la redevance incitative, le nouvel EPCI issu de la fusion dispose d'un délai maximum de 5 ans pour uniformiser le mode de financement du service.

Considérant que la fusion de la communauté de l'Auxerrois avec 8 communes de l'ex CCPC a été effective au 01 janvier 2017, il est proposé au Conseil communautaire de fixer, pour 2021, les taux suivants :

- taux zone A : 8,10 %
- taux zone B : 9,43 %
- taux zone C : 9,43 %

Les taux proposés sont pris en considération des charges et recettes prévisionnelles du budget primitif 2021 présenté en annexe.

communauté
de l'auxerrois

9. Vote des taux ménages 2021

Vu le code général des collectivités territoriales,

Vu le Code Général des impôts, et plus particulièrement les articles 1379-0 bis, 1519-I, 1636 B sexies et 1647 D,

Vu la loi n° 2009-1673 du 30 décembre 2009 de finances pour 2010,

Vu l'arrêté préfectoral n° PREF/DCPP/SRC/2016/0751 du 30 décembre 2016 modificatif de l'arrêté préfectoral n°PREF/DCPP/SRC/2016/0532 du 24 octobre 2016 portant création d'un nouvel Etablissement Public de Coopération Intercommunal à fiscalité propre issu de la fusion des établissements publics de coopération intercommunale à fiscalité propre de l'Auxerrois et du Pays Coulangeois, à l'exeption des communes de coulangeron, Migé, Charentenay et Val de Mercy

Considérant que l'article 1379-0 bis du code général des impôts dispose : « Perçoivent la cotisation foncière des entreprises, la cotisation sur la valeur ajoutée des entreprises, les composantes de l'imposition forfaitaire sur les entreprises de réseaux, prévues aux articles 1519 D, 1519 E, 1519 F, 1519 G, 1519 H et 1519 HA, la taxe foncière sur les propriétés bâties, la taxe foncière sur les propriétés non bâties, la taxe additionnelle à la taxe foncière sur les propriétés non bâties prévue à l'article 1519 I, ainsi que la taxe d'habitation selon le régime fiscal prévu à l'article 1609 nonies C (…)2° Les communautés d'agglomération ; »

Considérant que, par conséquence, depuis la loi de finance pour 2010 et la suppression de la Taxe Professionnelle, les communes et les EPCI récupèrent le taux départemental de la taxe d'habitation ainsi que les anciens taux départementaux et régionaux de taxe professionnelle qui viennent accroitre le taux de CFE de la commune ou de l'EPCI ; qu'ils perçoivent également le produit départemental et régional de la taxe foncière sur les propriétés non bâties, qui constitue désormais la taxe additionnelle sur le foncier non bâti ;

Considérant que, conformément aux dispositions de l'article 1636 B sexies du code général des impôts « sous réserve des dispositions des articles 1636 B septies et 1636 B decies les conseils municipaux et les instances délibérantes des organismes de coopération intercommunale dotés d'une fiscalité propre votent chaque année les taux des taxes foncières, de la taxe d'habitation et de la cotisation foncière des entreprises. » ; qu'il convient donc, pour 2020, de délibérer sur ces taux.

Il est proposé au Conseil Communautaire :

- De fixer, pour 2021, les même taux qu'antérieurement, à savoir :

  § 9.21 % le taux de taxe d'habitation,
  § 0 % le taux de foncier bâti,
  § 2.41 % le taux du foncier non bâti.

communauté
de l'auxerrois

10. Vote du taux Cotisation Foncière des Entreprises (CFE) 2021

Vu le code général des collectivités territoriales,

Vu le Code Général des impôts, et plus particulièrement les articles 1636 B sexies et 1647 D,

Vu la loi n° 2009-1673 du 30 décembre 2009 de finances pour 2010,

Vu l'arrêté préfectoral n° PREF/DCPP/SRC/2016/0751 du 30 décembre 2016 modificatif de l'arrêté préfectoral n°PREF/DCPP/SRC/2016/0532 du 24 octobre 2016 portant création d'un nouvel Etablissement Public de Coopération Intercommunale à fiscalité propre issu de la fusion des établissements publics de coopération intercommunale à fiscalité propre de l'Auxerrois et du Pays Coulangeois, à l'exception des communes de Coulangeron, Migé, Charentenay et Val de Mercy,

Considérant que depuis la loi de finance pour 2010, la taxe professionnelle (TP) est remplacée par la contribution économique territoriale unique, qui est composée d'une cotisation foncière des entreprises (C.F.E.), et d'une cotisation sur la valeur ajoutée (C.V.A.E.), laquelle est payée sous forme déclarative par les entreprises concernées (taux fixé par l'Etat et ne concerne que certaines entreprises) ; que, conformément aux dispositions de l'article 1636 B sexies du code général des impôts *« sous réserve des dispositions des articles 1636 B septies et 1636 B decies les conseils municipaux et les instances délibérantes des organismes de coopération intercommunale dotés d'une fiscalité propre votent chaque année les taux des taxes foncières, de la taxe d'habitation et de la cotisation foncière des entreprises*. » ;

Il est proposé au Conseil communautaire de maintenir la pression fiscale, et donc :

- de fixer, pour 2021, le taux de C.F.E. à 25,70 %.

communauté
de l'auxerrois

11. Cotisations au titre de l'année 2021

Afin de ne pas multiplier le nombre de délibérations pour l'approbation des cotisations aux syndicats dont est membre la Communauté de l'Auxerrois, il est proposé un récapitulatif de celles-ci afin qu'elles soient votées globalement.

Elles ont déjà fait l'objet de décisions antérieures et il convient simplement d'approuver annuellement le montant à verser.

Un acompte de 50% sera versé dès approbation de la délibération. Le solde sera mandaté en juin 2021 ou sur présentation d'un titre de recette

Il est proposé au Conseil Communautaire d'adopter globalement les cotisations qui suivent pour l'année 2021 :

Organisme bénéficiaire	Montant annuel	
Syndicat d'équipement du canal du Nivernais	0.65 € par habitant	35 000 €
Syndicat mixte d'étude pour le traitement des déchets du Centre Yonne	0.65 € par habitant	41 000 €
Syndicat Aéroport d'Auxerre-Branches	Convention	168 000 €
Syndicat mixte de la fourrière animale	1 €/h	70 000 €
PETR	1 € par habitant	72 000 €
Syndicat mixte Yonne Médian (GEMAPI)	1,7€ par habitant	122 000 €
Syndicat du bassin du Serein (GEMAPI -périmètre bassin versant des communes de Montigny la Resle et Bleigny le carreau)	6,27 € par habitant	4 660 €

Ces montants sont établis en fonction des dernières données connues et peuvent éventuellement être modifiés suivant l'évolution de la population et la revalorisation des tarifs des organismes.*

****(chiffres INSEE disponibles courant décembre)***

communauté de l'auxerrois

Pour accéder à l'annexe, cliquez ici

12. Convention de mandat avec TRANSDEV

Par délibération n° 2018-88 en date du 21 juin 2018, la communauté de l'auxerrois à confié à Transdev Auxerrois la gestion et l'exploitation des services publics de transports de personnes et de location de bicyclette.

Ce contrat de délégation de service public a été signé le 5 juillet 2018 pour une durée de 5 ans à compte du 1er septembre 2018.

Ce contrat a été amendé le 22 septembre 2020 afin, notamment, de faire évoluer son régime fiscal avec la mise en place, à compter du 1er janvier 2021 du « schéma fiscal alternatif ».

Cette modification de régime fiscal implique que la communauté devient propriétaire des recettes commerciales. Le délégataire (Transdev Auxerrois) percevra ces recettes au nom et pour le compte de la communauté dans le cadre d'un mandat d'encaissement.

Il est proposé au conseil communautaire :

- d'autoriser le Président à saisir le trésorier afin de recueillir son avis conforme sur cette convention de mandat,
- d'autoriser le Président à signer le mandat d'encaissement et toutes pièces afférentes à cette opération.

communauté
de l'auxerrois

13. Subventions 2021 - Attribution

Il est proposé aux membres du Conseil communautaire d'attribuer les subventions suivantes à divers organismes et associations pour un montant total de 297 500 € :

n°	bénéficiaire	Objet	Imputation	montant accordée
1	Association du quartier d'Egleny	Collectif commerçant – Subvention de fonctionnement	94-6574	3000
2	Association du quartier des quais	Collectif commerçant – Subvention de fonctionnement	94-6574	3000
3	Association du quartier porte de Paris	Collectif commerçant – Subvention de fonctionnement	94-6574	3000
4	Association du quartier du Temple Auxerre	Collectif commerçant – Subvention de fonctionnement	94-6574	3000
5	Association du quartier de l'Horloge	Collectif commerçant – Subvention de fonctionne-ment	94-6574	3000
6	Union Départementale des Associations Familiales	Rencontre des Présidents-Directeurs des UDAF de toute la France	025-6574	2 000
7	Les Terres des arts de la Bazine	Théâtre Bazine Festival sur 4 jours	025-6574	3 500
8	Service Compris	Catalpa festival 2021	025-6574	25 000
9	Centre de sauvegarde pour oiseaux sauvage	Subvention de fonctionnement	025-6574	2 000

10	EPIC Office du tourisme	Subvention de fonctionnement	657-37	250 000

Pour les subventions d'un montant inférieur à 23 000 € une convention avec l'association n'est pas nécessaire. En revanche et in fine si le montant de la subvention allouée est supérieur à 23 000 € il y a nécessité qu'une convention soit établie.

Il est proposé au Conseil communautaire :

- D’attribuer les subventions proposées ci-dessus,
- D'autoriser le président à signer les conventions ou avenants nécessaires au versement de ces subventions.

communauté
de l'auxerrois

Pour accéder à l'annexe, cliquez ici

14. Situation COVID 19 - Etalement de charges

La circulaire ministérielle du 24 août 2020 TERB2020217C précise le traitement comptable des dépenses des collectivités territoriales, des groupements et de leurs établissements publics liés à la gestion de la crise sanitaire COVID-19.

Ladite ciculaire permet de mettre en œuvre un mécanisme d'étalement des charges liées à la gestion de la crise sanitaire sur une durée maximum de 5 ans.

Par ce mécanisme comptable, les dépenses non récurrentes liées à la crise sanitaire initialement comptabilisées en section de fonctionnement sont lissées en section d'investissement via des opérations d'ordre entre section. L'impact de ces dépenses spécifiques est donc étalé dans le temps.

L'état récapitulatif des dépenses éligibles à la gestion de la crise sanitaire COVID-19 pour la période du 24 mars 2020 jusqu'à la fin de l'exercice 2020 est annexé à la présente délibération.

La délibération n° 2020-128 du 22 octobre 2020 de la Communauté de l'Auxerrois portant décision modificative au budget, prévoit l'inscription de crédits au budget principal 2020 afin de permettre la passation des écritures d'étalement de charges.

Il est proposé au Conseil communautaire :

- d'autoriser l'application de l'étalement de charges liées à la gestion de la crise sanitaire COVID-19 pour les dépenses 2020 figurant à l'état récapitulatif des dépenses éligibles en annexe de la présente délibération,

- de fixer la durée d'étalement à 5 ans, soit pour les exercices 2020 à 2024,

- de dire que les crédits nécessaires sont inscrits au budgets 2020, charge le Président de procéder aux écritures comptables et l'autorise à signer toute pièce s'y rapportant.

communauté de l'auxerrois

Pour accéder à l'annexe, cliquez ici

15. Garantie d'emprunt - Renouvellement composants 2019 patrimoine OAH

VU l'article L 511-4 et L 5216-1 et suivants du Code général des collectivités territoriales ;
VU l'article 2298 du Code civil ;
VU la délibération du 10 septembre 2020 du Conseil d'Administration de l'Office Auxerrois de l'Habitat portant souscription d'un contrat de prêt auprès du Crédit Industriel et Commercial, pour le financement de renouvellement de composants 2019 du patrimoine de l'OAH dont le détail figure en annexe de la présente délibération,
Considérant la demande de l'Office Auxerrois de l'Habitat auprès de la Commuanuté d'agglomération de l'Auxerrois pour que celle-ci se porte garant de cet emprunt à hauteur de 49 %,
Considérant qu'en complément de la demande de garantie de cet emprunt la ville d'Auxerre est également sollicitée à hauteur de 49 % ,

Il est proposé au conseil communautaire de décider :

Article 1er : La Communauté d'Agglomération de l'Auxerrois accorde sa garantie d'emprunt à l'Office Auxerrois de l'Habitat pour une opération de renouvellement de composants 2019 du patrimoine de l'OAH dont le détail figure en annexe de la présente délibération, à hauteur de 49 % pour le remboursement d'un contrat de prêt d'un montant total de 1.987 067 euros.
rticle 2 : Les caractéristiques de ce prêt sont les suivantes :

Montant :1 987 067 €
Durée du prêt : 15 ans
Taux fixe : 1,38 %
Frais de dossier : 800 €
Périodicité des échéances : trimestrielles
Amortissement : constant

Article 3 : La garantie de la collectivité est accordée jusqu'au complet remboursement des sommes contractuellement dues par l'Emprunteur, dont il ne se serait pas acquitté à la date d'exigibilité.

Sur notification de l'impayé par lettre simple du Crédit Industriel et Commercial , le Garant s'engage à se substituer à l'Emprunteur pour son paiement, en renonçant au bénéfice de discussion et sans jamais opposer le défaut de ressources nécessaire à ce règlement.

Article 4 : Le Conseil Communautaire s'engage pendant toute la durée du prêt à créer, en cas de besoin, des ressources suffisantes pour couvrir les charges de l'emprunt.

Article 5 : Le Conseil Communautaire autorise le Président, avec faculté de lui substituer le Vice-président ayant délégation, à intervenir au contrat de prêt qui sera passé entre le Crédit Industriel et Commercial et l'Office Auxerrois de l'Habitat.

communauté de l'auxerrois

Pour accéder à l'annexe, cliquez ici

16. Pôle d'échange multimodal - Convention de refacturation avec la Ville d'Auxerre

Suite aux travaux de réalisation du Pôle d'Echanges Multimodal de la Porte de Paris, la Ville d'Auxerre a pris en charge à titre provisoire des fluides pour le compte de la Communauté de l'Auxerrois, et ce le temps que la Communauté passe ses propres contrats de fourniture.

La convention a pour objet que la Ville d'Auxerre refacture les fluides qu'elle a payés pour le compte de la Communauté de l'Auxerrois concernant le Pôle d'Echanges Multimodal.

La convention est conclue pour l'année civile 2020.

Le montant à refacturer est estimé à 4346.62 € selon le détail ci-dessous :

- Bouche arrosage Gare routière des Migraines (n°client 98-0240751053 _ compteur C17SD017210) : 1065 m3 soit 2 449.11 €

- Éclairage public CA1, 1 rue des Migraines (PDL : 12483067962980) : 6941 kWh soit 1350.69 €
- Éclairage public CA2, 13 avenue Charles de Gaulle (PDL : 12477858122106) : 99 kWh soit 546.82 €

La Ville émettra un titre de recette à l'encontre de la Communauté avant le 31 décembre 2020 en fonction du réalisé.

Il est proposé au Conseil communautaire :

- d'approuver la conventionjointe en annexe,

- d'autoriser le Président à signer la convention ainsi que tout autre document relatif à la présente délibération.

Pour accéder à l'annexe, cliquez ici

17. Forfaits Aquagym seniors - Remboursement

Le SNAS applique un forfait « espace d'accueil et d'animation Acquagym Seniors » avec une cotisation annuelle de 63 euros sur la période scolaire, conformément au tarif figurant dans la délibération du 16 décembre 2019.

En raison de la crise sanitaire, les seniors n'ont pu bénéficier d'un accès à cette activité tout au long de la période. Il est proposé au conseil communautaire de procéder à une remise d'un montant de 21 euros par usager correspondant à 1 trimestre d'inactivité. La liste anonymisée des personnes concernées et les montants à rembourser figurent en annexe de la présente délibération.

De plus, un usager étant décédé en début d'année 2020, il est proposé le remboursement de son forfait annuel à l'aquagym.

Il est proposé au Conseil communautaire :

- d'accorder une remise de 21 euros aux usagers l'activité Acquagym Seniors/espace d'accueil et d'animation pour la liste figure en annexe de la présente délibération,
- de décider de procéder au remboursement du forfait annuel pour l'année 2019-2020 de l'usager décédé référencé en annexe,
- de charger Monsieur le Président de procéder aux remboursements,
- d'autoriser le Président à signer toute pièce se rapportant à la présente délibération.

18. Redevance incitative relative au financement de la gestion des déchets sur les communes de Jussy, Escolives, Gy l'Evêque, Escamps, Coulanges la Vineuse, Irancy, Vincelles et Vincelottes – Grille tarifaire et autres tarifs 2021

La grille tarifaire pour la redevance incitative est composée d'une part fixe appelée « part service » qui correspond aux coûts généraux du service, d'une part variable appelée « part foyer/bac » qui dépend du volume de bac équipant le foyer et enfin d'une part variable appelée « part levée » dont le montant est proportionnel au nombre de fois où le bac à ordures est présenté à la collecte.

Il est à noter d'une part que le seuil minimum de levées est maintenu à 4 levées, c'est-à-dire qu'un foyer ne présentant jamais de bac doit quand même payer 4 levées, d'autre part que le coût pour chaque levée dépend du volume du bac, qu'il est identique pour les 8 premières levées et qu'il augmente par pas de 0,50€ pour chaque levée supplémentaire.

La tendance des différents comptes administratifs du budget redevance incitative depuis quelques années montre d'une part une augmentation des charges liées aux prestations et aux marchés publics

correspondants et d'autre part une baisse des recettes que ce soit le rachat des matériaux ou encore les redevances.

Pour 2021, la grille tarifaire proposée est la suivante :

VOLUME DU BAC	PART SERVICE	PART FOYER	COUT A LA LEVEE (de la 1ère à la 9ème levée)	COUT A LA LEVEE (De la 10ème à la 27ème levée)
Non doté (professionnels)	122 €	-	-	-
Forfait Résidences secondaires	122 €	24 €	3,20 €	Chaque levée coûte 0,50 € de plus par rapport au coût de la précédente levée.
80 L	122 €	16 €	2,50 €	
120 L	122 €	24 €	3,20 €	
140 L	122 €	28 €	3,30 €	
180 L	122 €	36 €	3,70 €	
240 L	122 €	48 €	4,00 €	
340 L	122 €	68 €	11,00 €	
660 L	122 €	132 €	21,00 €	
770 L	122 €	154 €	23,00 €	

Tarifs de fourniture de composteur de 320L en plastique

Il est proposé au Conseil communautaire d'approuver les tarifs suivants applicables pour 2021 :

Composteur en plastique	15,00 € l'unité

Tarifs de fourniture de sacs prépayés pour la collecte des ordures sur le territoire en redevance incitative

Il est rappelé que les sacs prépayés sont à destination des foyers à la redevance incitative qui ne peuvent accueillir un bac roulant normé.

Il est proposé au Conseil communautaire d'approuver les tarifs suivants applicables pour 2021 :

Rouleau de 25 sacs 50L prépayés sérigraphiés	20,00 € le rouleau

Pas de paiement à l'unité.

Le paiement se fera sur la facture redevance incitative.

Tarifs de fourniture de petits conteneurs de 35L appelés Modulo Bacs® pour disposer de la collecte au porte à porte des déchets fermentescibles sur le territoire en redevance incitative.

Il est proposé au Conseil communautaire d'approuver les tarifs suivants applicables pour 2021 :

Modulo Bac	10,00 €

Le paiement se fera sur la facture redevance incitative.

Il est proposé au Conseil Communautaire de :

- prendre acte de la présente grille tarifaire 2021 pour la redevance incitative,
- d'approuver les tarifs énoncés ci-dessus pour 2021.

communauté de l'auxerrois

Pour accéder à l'annexe, cliquez ici

19. Convention Fonds Régional des Territoires – Avenant n° 1

Les très petites entreprises de Bourgogne-Franche-Comté, colonne vertébrale de l'économie de proximité, sont particulièrement impactées par la crise liée au COVID-19.

Dans ce contexte, la Région et les EPCI ont conjointement mis en place un Pacte régional pour cette économie de proximité reposant sur deux fonds complémentaires : le fonds régional d'avances remboursables et le fonds régional des territoires.

Ces deux dispositifs ont fait l'objet de conventions définissant les conditions et modalités d'intervention, approuvés par délibération n°2020-105 en date du 03 septembre 2020. Seul le fonds régional des territoires est délégué aux EPCI.

Le fonds régional des territoires s'appuie sur un engagement de la Région à hauteur de 5 euros par habitant dont 1 euro en fonctionnement et d'une contribution des EPCI de 1 euro par habitant soit une enveloppe globale de 305 244€ en investissement et de 101 748 € en fonctionnement.

Les dépenses éligibles, au titre du fonds régional des territoires :

- « volet entreprise » : investissements matériels immobilisables, immatériels et charge des remboursements d'emprunt liés à des investissements pour la partie en capital.
- « volet collectivité » : investissements matériels, immatériels, dépenses de fonctionnement.

Depuis le 30 octobre 2020, certains commerces de proximité font l'objet d'une nouvelle fermeture administrative. De par sa volonté d'apporter un soutien supplémentaire aux TPE, la Région souhaite étendre le dispositif « volet entreprise » aux dépenses de fonctionnement permettant ainsi d'aider directement les entreprises sur le financement par exemple de leur loyer, de leurs charges, de leurs stocks, etc.

La contribution des EPCI pour l'évolution de ce fonds est de 2 euros par habitant soit la somme de 135 664 euros abondée par la Région à hauteur de 2 euros par habitant (135 664 €) soit un montant total « volet entreprise » de 271 328 euros.

L'enveloppe globale dédiée au fonctionnement (entreprises et collectivité) est de 373 076 euros.

Dans cette perspective, la Région a procédé à la modification de son règlement « volet entreprises » en date du 16 novembre 2020 donnant lieu à l'établissement d'un avenant n° 1 de la convention de délégation d'octroi des aides par la Région Bourgogne France Comté.

A noter que ce dispositif vient compléter les différentes aides déjà mises en place.

Il est proposé au Conseil Communautaire :

- d'approuver l'avenant n°1 à la convention de délégation d'octroi des aides par la Région Bourgogne France Comté et d'autorisation à la Communauté de l'Auxerrois pour le fonds régional des territoires,

- d'autoriser le Président à signer tous actes et documents aux fins d'exécution de la présente décision.

communauté de l'auxerrois

Pour accéder à l'annexe, cliquez ici

20. Règlements d'interventions du Pacte Régional des Territoires pour l'économie de proximité / Volet entreprises et collectivités - Approbation

La crise sanitaire liée au coronavirus et le confinement qui en résulte ont mis en grande difficulté économique et financière les entreprises de l'économie de proximité. A ce titre, la Région et les EPCI ont convenu d'un Pacte régional avec les territoires pour l'économie de proximité.

Ce Pacte régional, approuvé par délibération n°2020-105 du 03 septembre 2020, repose sur deux fonds solidaires et indissociables :

> Un fonds régional d'avances remboursables dont l'objectif est d'apporter de la trésorerie aux entreprises.

> Un fonds régional des territoires délégué aux EPCI permettant d'attribuer des subventions pour le financement des projets des entreprises et des actions collectives.

Les deux fonds de ce dispositif sont dédiés à la cible des TPE (très petites entreprises de 0 à 10 salariés) de l'économie de proximité de la Bourgogne-Franche-Comté.

Les projets doivent favoriser :

- La pérennité des entreprises de l'économie de proximité sur le territoire
- La réorganisation, suite à la crise, des modes de production, d'échanges et des usages numérique
- La valorisation de productions locales et de savoir-faire locaux
- La construction d'une économie locale durable, résiliente et vertueuse
- L'adaptation et l'atténuation au changement climatique

Fonds Régional des territoires – volet entreprise

Les dépenses éligibles :

- l'investissement matériel immobilisable ;
- l'investissement immatériel ;
- la charge de remboursement d'emprunts liés à des investissements, pour la partie en capital.

Les aides sont attribuées sous le régime « De Minimis » dans la limite du budget inscrit dans la convention de délégation sous réserve des plafonds des régimes d'aide communautaires applicables.

Le montant de cette subvention, au titre du présent règlement, est de 10 000 € maximum calculé selon les critères ci-après : l'aspect financier, la stratégie marketing digital, la stratégie de développement durable de l'entreprise, les motivations du porteur de projet, la plus-value du projet (cf. grille d'évaluation annexée à la présente délibération).

Fonds Régional des territoires – volet collectivités
Les dépenses éligibles :
- Dépenses d'investissement matériels, immatériels ;
- Dépenses de fonctionnement ;

HT ou TTC si non récupération de la TVA

Les deux volets de ce fonds Régional des Territoires doivent faire l'objet d'un règlement d'intervention précisant les modalités de sélection et de versement de l'aide.

Il est proposé au Conseil Communautaire :

- De valider les règlements d'interventions du Fonds Régional des Territoires,
- D'autoriser le Président à signer tous actes et documents aux fins d'exécution de la présente décision.

communauté
de l'auxerrois

21. Avis sur l'ouverture des commerces le dimanche sur l'année 2021

Par délibération n°2018-137 du 20 décembre 2018, la politique locale du commerce et soutien aux activités commerciales a été définie comme l'un des domaines relevant de l'intérêt communautaire.

L'une des actions de cette politique du commerce est l'octroi des autorisations dominicales.

L'article L.3132-26 du code du travail dispose :

« Dans les établissements de commerce de détail où le repos hebdomadaire a lieu normalement le dimanche, ce repos peut être supprimé les dimanches désignés, pour chaque commerce de détail, par décision du maire prise après avis du conseil municipal. Le nombre de ces dimanches ne peut excéder douze par année civile. La liste des dimanches est arrêtée avant le 31 décembre, pour l'année suivante. Elle peut être modifiée dans les mêmes formes en cours d'année, au moins deux mois avant le premier dimanche concerné par cette modification.

Lorsque le nombre de ces dimanches excède cinq, la décision du maire est prise après avis conforme de l'organe délibérant de l'établissement public de coopération intercommunale à

fiscalité propre dont la commune est membre. A défaut de délibération dans un délai de deux mois suivant sa saisine, cet avis est réputé favorable.

Pour les commerces de détail alimentaire dont la surface de vente est supérieure au seuil mentionné au ***premier alinéa de l'article 3 de la loi n° 72-657 du 13 juillet 1972*** *instituant des mesures en faveur de certaines catégories de commerçants et artisans âgés, lorsque les jours fériés mentionnés à l'article L. 3133-1, à l'exception du 3°, sont travaillés, ils sont déduits par l'établissement des dimanches désignés par le maire au titre du présent article, dans la limite de trois. »*

En application des dispositions précitées, il est en effet important, tout en donnant suffisant de latitude aux commerces, de rechercher une harmonisation des dates retenues pour donner de la cohérence et de la lisibilité à la mise en œuvre de ce dispositif sur l'agglomération.

Les échanges entrepris avec les communes concernées ainsi que la concertation des commerçants, ont conduit à la sélection des dimanches listés ci-après.

Il est précisé qu'en raison de la crise sanitaire liée à la pandémie de COVID 19 et, pour permettre aux commerces de pouvoir reconstituer leur trésorerie via la vente de produits sans réduction de prix, le gouvernement a annoncé le report de la date des soldes d'hiver au 20 janvier 2020.

Aussi, afin d'être en concordance avec cette décision, il est proposé que le dimanche 10 janvier 2021 initialement sélectionné soit annulé et remplacé par le dimanche 24 janvier 2021.

<u>Soldes d'hiver – 1 dimanche</u>
.dimanche 24 janvier

<u>Soldes d'été – 1 dimanche</u>
.dimanche 27 juin

<u>Dimanche de la Saint Martin – 1 dimanche</u>
.dimanche 7 novembre

<u>Dimanches avant Noël 2021– 5 dimanches</u>
.dimanche 28 novembre
.dimanche 5 décembre
.dimanche 12 décembre
.dimanche 19 décembre
.dimanche 26 décembre

Soit, pour l'année 2021, 8 ouvertures dominicales pour les commerces de détails.

Il est proposé au Conseil Communautaire :

- De donner un avis favorable à l'ouverture des commerces de détails pour les 8 dimanches précités pour toutes les communes de la Communauté de l'Auxerrois.

communauté
de l'auxerrois

Pour accéder à l'annexe, cliquez ici

22. Aide au loyer - Agence de voyage « France à Vélo » / Attribution d'une aide financière dans le cadre d'une intervention en matière commerciale

La Communauté de l'Auxerrois est compétente en matière de soutien aux activités commerciales. Par délibération du 20 décembre 2018, l'intérêt communautaire de sa politique locale du commerce et de soutien aux activités commerciales a été approuvé.

Cet intérêt comprend notamment 3 actions :

- AIDE_TRAVAUX :

  Soutien financier destiné aux commerçants souhaitant réaliser des travaux en matière d'accessibilité, de sécurité et/ou de vitrines

- AIDE_LOYERS :

  Soutien financier permettant de sécuriser le commerçant dans son installation en lui versant une aide afin de financer une partie de son loyer mensuelle

- AIDE_ANIMATIONS :

  Soutien financier en faveur de l'animation, de la communication et du fonctionnement général des associations de commerçants et d'artisans du territoire.

Présents depuis plus de 20 ans sur le territoire, et précurseurs du tourisme vert, Monsieur et Madame TREGOUET ont souhaité renforcer leur visibilité et accroître leur notoriété localement en implantant leur agence de voyage "France à vélo" au 7 rue de l'Horloge à Auxerre.

Dans la perspective d'apporter un soutien financier à ce projet, la Communauté de l'Auxerrois a approuvé, par décision n°2020 – FB010, le versement d'une aide financière d'un montant de 500€ mensuel sur la période de juin à décembre 2020.

Par courrier en date du 22 octobre 2020, Monsieur TREGOUET a sollicité la Communauté de l'Auxerrois afin de pouvoir bénéficier d'un renouvellement de l'aide au loyer.

De par son offre de tourisme très actuelle et originale, « France à vélo » fait figure de nouveauté et apporte une certaine forme de dynamisme en centre-ville.

En relation régulière avec l'office de tourisme, l'agence a su mettre à profit cette collaboration en organisant, durant la période estivale, des séjours courts qui ont rencontrés un franc succès.

Afin de diversifier leur offre, l'agence s'est orientée vers la commercialisation d'accessoires de vélos au style singulier.

Par ailleurs, il est précisé que le bail du local a évolué en bail 3-6-9 à compter du 1er novembre 2020. Pour les gérants, cette évolution représente leur volonté de prolonger leur présence malgré les difficultés liées à la situation économique due à la crise sanitaire actuelle.

Le loyer pour l'occupation du local est fixé à 1 250€ / mois.

Au titre de cette demande de renouvellement et, après concertation du comité de sélection, la Communauté de l'Auxerrois propose la prise en charge de 70% du loyer soit 875 € ramené au plafond de l'aide à 500 € par mois sur une période de 6 mois pour un montant total de 3 000 €.

Il est proposé au Conseil Communautaire :

- D'attribuer une aide financière de 3 000 € sous forme de déduction de loyer à l'agence de voyage « France à Vélo » versée directement au locataire.
- D'autoriser le Président à signer tous actes et documents aux fins d'exécution de la présente décision.

communauté
de l'auxerrois

23. Aide au loyer - Atelier-boutique « Adé Fabrik' » / Attribution d'une aide financière dans le cadre d'une intervention en matière commerciale

La Communauté de l'Auxerrois est compétente en matière de soutien aux activités commerciales. Par délibération du 20 décembre 2018, l'intérêt communautaire de sa politique locale du commerce et de soutien aux activités commerciales a été approuvé.

Cet intérêt comprend notamment 3 actions :

Aide_Travaux : Soutien financier destiné aux commerçants souhaitant réaliser des travaux en matière d'accessibilité, de sécurité et/ou de vitrines
Aide_Loyers : Soutien financier permettant de sécuriser le commerçant dans son installation en lui versant une aide qui financera une partie de son loyer mensuelle
Aide_Animations : Soutien financier en faveur de l'animation, de la communication et du fonctionnement général des associations de commerçants et d'artisans du territoire.

Le porteur de projet a sollicité l'Agglomération de l'Auxerrois en date du 20 septembre 2020 pour l'octroi d'une aide financière dans le cadre du dispositif d'aide aux loyers.

Fort de son expérience en métier de bouche (chocolaterie, pâtisserie et cuisine) et passionné par l'apiculture, Adérald CARON devient, fin 2018, auto entrepreneur "artisan-apiculteur". Il propose à travers sa marque « Adé Fabrik' », des spécialités apicoles originales créées à partir d'ingrédients

issus de la ruche et de produits locaux, biologiques ou éco-responsables. Une démarche éthique et responsable renforcée par l'utilisation de contenant recyclables, recyclés ou compostables.

La vente de ces produits s'effectue par le biais de boutiques partenaires (restaurants, épiceries fines) départementales ou limitrophes et auprès des consommateurs des marchés, salons, expositions organisés en Bourgogne et en région Parisienne.

Le ralentissement de son activité dû à l'annulation des marchés, foires et salons durant la période de confinement à donner l'opportunité à l'entrepreneur de se former à distance afin d'étudier et d'affiner son business plan. De cette étude est née, en juin 2020, la SARL ADE FABRIK' qui marque la première étape de son projet à savoir l'ouverture d'une boutique-épicerie fine.

C'est au cœur de la commune d'Appoigny, au 24 rue Professeur Mocquot, que Monsieur CARON proposera ses spécialités apicoles, à emporter ou à déguster sur place (salon de thé et apéro dinatoire) ainsi que des cosmétiques naturels composés de produits de la ruche et d'ingrédients locaux. Une vitrine qui permettra également de faire rayonner les artisans et producteurs locaux.

Le loyer mensuel de la location est fixé à 460 €.

Au titre de ce projet d'ouverture et après concertation du comité de sélection, la Communauté de l'Auxerrois propose une prise en charge d'une partie du loyer à hauteur de 70 % soit 322€ par mois sur une période de 6 mois, pour un total de 1 932€.

Il est proposé au Conseil Communautaire :

- D'attribuer une aide financière d'un montant de 1 932€ sur une période de 6 mois au profit de M. Adérald CARON, SARL « Adé Fabrik'» ;
- D'autoriser le Président à signer tous actes et documents aux fins d'exécution de la présente décision.

communauté
de l'auxerrois

24. Aide au loyer - Atelier-boutique « De Fil en Couleur & Co » / Attribution d'une aide financière dans le cadre d'une intervention en matière commerciale

La Communauté de l'Auxerrois est compétente en matière de soutien aux activités commerciales. Par délibération du 20 décembre 2018, l'intérêt communautaire de sa politique locale du commerce et de soutien aux activités commerciales a été approuvé.

Cet intérêt comprend notamment 3 actions :

Aide_Travaux : Soutien financier destiné aux commerçants souhaitant réaliser des travaux en matière d'accessibilité, de sécurité et/ou de vitrines
Aide_Loyers : Soutien financier permettant de sécuriser le commerçant dans son installation en lui versant une aide qui financera une partie de son loyer mensuelle
Aide_Animations : Soutien financier en faveur de l'animation, de la communication et du fonctionnement général des associations de commerçants et d'artisans du territoire.

La porteuse de projet a sollicité l'Agglomération de l'Auxerrois en date du 29 septembre 2020 pour l'octroi d'une aide financière dans le cadre du dispositif d'aide aux loyers.

Couturière diplômée Julie ESCAFIT, a souhaité faire de sa passion son métier en 2019. D'abord comme activité complémentaire sur les marchés artisanaux puis au sein d'une boutique éphémère en centre-ville d'Auxerre. Forte de cette première expérience positive, et poussée par ses clients elle décide de créer son propre atelier boutique : De fil en couleur.

Implantée au 39 rue Joubert à Auxerre, l'offre s'organise autour de trois secteurs complémentaires :
- la couture au travers de la vente d'articles textiles (décoration, accessoires, habillements, articles adulte et enfant, …) et la confection à la demande (retour et sur-mesure)
- les loisirs créatifs de par l'organisation d'atelier : cours de couture ou ateliers animés par des artisans partenaires,
- la vente de produits de l'artisanat Français en général et Icaunais en particulier.

L'entreprise artisanale, par l'originalité et la qualité de ses produits visent à proposer une offre complémentaire autour de la couture et des créations à une clientèle locale et de passage.

Le loyer du local est fixé à 548 € / mois.

Au titre de ce projet d'ouverture et après concertation du comité de sélection, la Communauté de l'Auxerrois propose une prise en charge d'une partie du loyer à hauteur de 70 % soit 383,60€ par mois sur une période de 6 mois, pour un total de 2 301,60€.

Il est proposé au Conseil Communautaire :

- D'attribuer une aide financière d'un montant de 2 301,60€ sur une période de 6 mois au profit de Mme Julie Escafit, atelier boutique « De Fil en Couleur » ;
- D'autoriser le Président à signer tous actes et documents aux fins d'exécution de la présente décision.

communauté
de l'auxerrois

25. Aide au loyer - Création d'une boulangerie bio four à bois / Attribution d'une aide financière dans le cadre d'une intervention en matière commerciale

La Communauté de l'Auxerrois est compétente en matière de soutien aux activités commerciales. Par délibération du 20 décembre 2018, l'intérêt communautaire de sa politique locale du commerce et de soutien aux activités commerciales a été approuvé.

Cet intérêt comprend notamment 3 actions :

Aide_Travaux : Soutien financier destiné aux commerçants souhaitant réaliser des travaux en matière d'accessibilité, de sécurité et/ou de vitrines
Aide_Loyers : Soutien financier permettant de sécuriser le commerçant dans son installation en lui versant une aide qui financera une partie de son loyer mensuelle
Aide_Animations : Soutien financier en faveur de l'animation, de la communication et du fonctionnement général des associations de commerçants et d'artisans du territoire.

Le porteur de projet a sollicité l'Agglomération de l'Auxerrois en date du 21 octobre 2020 pour l'octroi d'une aide financière dans le cadre du dispositif d'aide aux loyers.

Désireux d'ouvrir sa boulangerie en propre, Monsieur RAUX a choisi de concrétiser son projet en louant le local de l'ancienne boulangerie-pâtisserie situé au 75 Rue du Paris à Auxerre.

Le concept de ce projet repose sur une volonté de proposer, notamment, des pains bio préparés et cuits sur place au feu de bois. Dans cette perspective, Monsieur RAUX accompagné d'entreprises locales, a entrepris la remise en service de l'ancien four à bois présent dans le local.

A travers son projet, l'entrepreneur a à cœur de pouvoir transmettre un savoir-faire ancestral à des jeunes boulangers par le biais de partenaire comme le Moulin Bourgeois mais également de valoriser une démarche éco-responsable par l'utilisation d'une énergie économique et d'ingrédients biologiques.

Monsieur RAUX souhaite activement s'investir dans la vie locale du centre-ville en adhérant à l'association de commerçants de la Rue de Paris, en proposant des dégustations de ces produits auprès des commerçants avoisinant, en organisant des visites de sa boulangerie bio accès conduites autour du four à bois.

Le loyer mensuel de la location est fixé à 850 €.

Au titre de ce projet d'ouverture et après concertation du comité de sélection, la Communauté de l'Auxerrois propose une prise en charge d'une partie du loyer à hauteur de 70 % soit 595€ ramené au plafond de l'aide à 500 € par mois sur une période de 6 mois, pour un total de 3 000€.

Il est proposé au Conseil Communautaire :

- D'attribuer une aide financière d'un montant de 3 000€ sur une période de 6 mois au profit de M. Jean-Louis RAUX, Boulangerie four à bois RAUX'R ;
- D'autoriser le Président à signer tous actes et documents aux fins d'exécution de la présente décision.

communauté
de l'auxerrois

26. Pôle Environnemental / Validation de l'orientation générale de l'équipement

L'objet de la présente délibération consiste à valider les grandes orientations du Pôle Environnemental telles que spécifiées ci-après :

D'une manière générale, il est proposé que cet équipement soit dédié au développement de l'économie verte et innovante. Ce bâtiment permettrait d'une part d'accueillir les entreprises qui travaillent sur ces problématiques, et d'autre part d'être un lieu d'échange et de synergies autour de ces sujets complexes à appréhender, puisque nécessitant une projection sur des grandes échelles de temps et d'espaces.

Au niveau économique, cette orientation permettrait de favoriser la création d'entreprises, d'optimiser la captation des startups exogènes tout en maximisant le taux de pérennisation de l'activité sur le territoire. Par ailleurs, l'agglomération bénéficierait d'un équipement qui lui permettrait de catalyser le déploiement de la filière hydrogène et de l'écosystème associé. Le Pôle pourra en effet y accueillir les entreprises travaillant sur ce sujet ainsi que les événements inhérents à son développement (conférences, ateliers…).

Sur le plan de l'écologie, cette orientation permettra de déployer et d'accélérer la transition écologique des acteurs économiques. En effet, le fait de centraliser les échanges sur les sujets à forts enjeux facilitera la mise en relation opérationnelle des différents acteurs et pourra optimiser l'accompagnement des entreprises sur ces sujets.

Si elle est inscrite dans l'ADN de l'équipement, l'innovation ouvre des perspectives de travail collaboratif avec les structures de recherche et développement (écoles, universités, entreprises). Cette orientation permettrait de capter d'avantages de startups de l'économie verte et ainsi de devenir un pôle de l'éco-innovation reconnu.

Les bénéfices en termes de marketing territorial sont également à prendre en compte. L'objectif étant d'attirer les entrepreneurs de la greentech qui souhaitent bénéficier d'un cadre vie privilégié, très bien équipé et connecté aux grandes métropoles.

Il est proposé au Conseil Communautaire :

- De valider l'orientation générale du Pôle Environnemental

- D'autoriser le Président à signer tous actes et documents aux fins d'exécution de la présente décision.

communauté
de l'auxerrois

Pour accéder à l'annexe, cliquez ici

27. Pôle Environnemental - Validation de la procédure de sélection des entreprises

L'objet de la présente délibération consiste à valider le règlement de sélection des entreprises au sein du Pôle Environnemental. L'intégration des entreprises est soumise à une procédure annexée à la présente délibération et définissant les modalités de sélection des candidats.

En synthèse, cette procédure se déroule comme suit :

1) Téléchargement du document de présentation du Pôle Environnemental afin que le candidat prenne connaissance des ambitions et orientations de l'équipement.

2) Téléchargement de la procédure de candidature et de la grille d'évaluation afin que le candidat prennent connaissance des items évalués.

3) Le candidat remplit le dossier de candidature.

4) Les évaluateurs notent le dossier selon la grille de critères.

5) Notification au porteur de projet / chef d'entreprise, si avis favorable, convocation pour une présentation orale.

6) Présentation orale devant jury.

7) Le jury attribue une note selon la grille d'évaluation.

8) Si les conditions sont remplies, la candidature est acceptée.

Il est proposé au Conseil Communautaire :

- De valider la procédure d'intégration des entreprises au sein du Pôle Environnemental annexée à la présente délibération ;
- D'autoriser le Président à signer tous actes et documents aux fins d'exécution de la présente décision.

communauté
de l'auxerrois

Pour accéder à l'annexe, cliquez ici

28. Pôle Environnemental / Validation du règlement intérieur

L'objet de la présente délibération consiste à valider le règlement intérieur du Pôle Environnemental.

Le règlement intérieur ci-annexé a pour objet de définir les conditions d'occupation et obligations des occupants du pôle. Il est remis aux occupants lors de la signature de la convention d'occupation.

Il comprend une description sur les espaces, les modalités d'accès, la protection des données à caractère personnel, les horaires, les règles de cohabitation et d'hygiène et les services proposés.

Il est proposé au Conseil Communautaire :

- De valider le règlement intérieur du Pôle Environnemental annexé à la présente délibération ;
- D'autoriser le Président à signer tous actes et documents aux fins d'exécution de la présente décision.

communauté
de l'auxerrois

29. Pôle Environnemental – Tarifs de location

Dans le cadre du développement de l'économie verte et innovante, le Pôle environnemental sera un lien d'accueil des entreprises. Il aura notamment pour vocation de louer des bureaux professionnels pour les entreprises en lien avec l'économie verte et innovante.

Ce bâtiment est aussi doté de salles de réunion qui pourront être louées par les entreprises hébergées dans le bâtiment, par des entreprises extérieures, des partenaires de la collectivité.

Il convient donc de déterminer un catalogue des tarifs selon les usages basés sur un prix au m² selon la surface et la durée d'utilisation ; le catalogue des tarifs est joint en annexe :

- **location de bureau à l'année :**

Au total, 18 bureaux (de 11 à 56 m²) sont proposés à la location pour une surface locative de 302 m². (hors aménagements complémentaires)
L'intégration des entreprises se fera selon des critères détaillés dans une procédure proposée dans une délibération séparée.

Deux types d'offre locative sont disponibles :

- *l'offre pépinière d'entreprises :*

Ce type de location va concerner les **entreprises en création ou qui ont moins d'un an**. Elles bénéficieront d'un tarif de location progressif sur 4 ans [1].

- *l'offre hôtel d'entreprises :*
Cela concerne les **entreprises de plus d'un an**.

Ces entreprises seront domiciliées au Pôle.

[1] La progressivité des tarifs est l'un des critères requis dans le cahier des charges de labellisation régionale de la pépinière "à haut niveau de services". Cette labellisation permet à la collectivité d'une part de prétendre à des subventions et d'autre part d'intégrer un réseau de pépinières engagées dans une démarche qualité au niveau régional.

- **location ponctuelle**

- les bureaux :

En cas de disponibilités des bureaux, ces derniers pourront être loués ponctuellement.

- le coworking :

Un espace de coworking pouvant accueillir jusqu'à dix postes est disponible. La location de ce lieu sera privilégié mais cet espace pourra être utilisé gratuitement par les entreprises en hôtel ou en pépinière en cas de disponibilité.

- les salles de réunion :

Le pôle est doté de 2 réunions (salle de conférence, salle de réunion).

Ces lieux pourront être loués par :

- les entreprises domiciliées dans le pôle. Elles bénéficieront d'une réduction de 40 % par rapport au tarif usuel ;
- les entreprises classiques ;
- les partenaires.

Pour ces locations, la terrasse et le rez de jardin pourront être mis à disposition à titre gratuit notamment en cas , de formations ou de colloque.

Les tarifs présentés en annexe ont été déterminé en tenant compte :
- des charges de structures et d'exploitation du pôle,
- des dépenses annexes (mobiliers, entretiens et renouvellements divers),
- des charges de personnel.

Ces tarifs s'appliqueront à compter du 1er janvier 2021, ils seront actualisés chaque année à la même échéance afin de tenir compte des variations des charges.

Il est proposé au Conseil communautaire :

- d' adopter le catalogue des tarifs de location du Pôle environnemental présenté en annexe.

Annexe 1

		Tarifs HT	**Tarifs TTC**
Location à l'année			
Bureau pépinière d'entreprise (prix au m²/mois) **(1)**	année 1	10,50 €	12,60 €
	année 2	12,00 €	14,40 €
	année 3	13,50 €	16,20 €
	année 4	15,00 €	18,00 €
Bureau hôtel d'entreprise (prix au m²/mois)	tarif unique	15,00 €	18,00 €

(1) Ces tarifs progressifs sur 4 ans pour les entreprises en pépinière vont permettre l'obtention de subventions par la région et la labellisation de la pépinière : « pépinière à haute valeur ajoutée et à au niveau de service »

Location ponctuelle			
Bureau d'appoint (11m²)	1/2 journée	28,00 €	33,60 €
	journée	41,00 €	49,20 €
	semaine	83,00 €	99,60 €
	mois	165,00 €	198,00 €
Bureau d'appoint (12m2)	1/2 journée	30,00 €	36,00 €
	journée	45,00 €	54,00 €
	semaine	90,00 €	108,00 €
	mois	180,00 €	216,00 €
Bureau d'appoint (14m²)	1/2 journée	35,00 €	42,00 €
	journée	53,00 €	63,60 €
	semaine	105,00 €	126,00 €
	mois	210,00 €	252,00 €
Bureau d'appoint (15m²)	1/2 journée	40,00 €	48,00 €
	journée	60,00 €	72,00 €
	semaine	120,00 €	144,00 €
	mois	240,00 €	288,00 €
Bureau d'appoint (16m²)	1/2 journée	40,00 €	48,00 €
	journée	60,00 €	72,00 €
	semaine	120,00 €	144,00 €
	mois	240,00 €	288,00 €
Bureau d'appoint (19m²)	1/2 journée	30,00 €	36,00 €
	journée	45,00 €	54,00 €
	semaine	90,00 €	108,00 €
	mois	180,00 €	216,00 €
Bureau d'appoint (29m²)	1/2 journée	73,00 €	87,60 €
	journée	109,00 €	130,80 €
	semaine	218,00 €	261,60 €
	mois	435,00 €	522,00 €
Bureau d'appoint (56 m²)	1/2 journée	140,00 €	168,00 €
	journée	210,00 €	252,00 €
	semaine	420,00 €	504,00 €
	mois	840,00 €	1 008,00 €
Espace coworking	1/2 journée	8,00 €	9,60 €
	journée	12,00 €	14,40 €
	semaine	24,00 €	28,80 €
	mois	48,00 €	57,60 €
Salle de conférence (70 personnes)	heure	88,00 €	105,60 €
	1/2 journée	176,00 €	211,20 €
	journée	263,00 €	315,60 €
	semaine	527,00 €	632,40 €
	mois	1 053,00 €	1 263,60 €
Salle de réunion (25 personnes)	heure	37,00 €	44,40 €
	1/2 journée	74,00 €	88,80 €
	journée	110,00 €	132,00 €
	semaine	221,00 €	265,20 €
	mois	441,00 €	529,20 €

communauté
de l'auxerrois

Pour accéder à l'annexe, cliquez ici

30. Pôle Environnemental – Entrée au capital de la société Time for The Planet

L'objet de la présente délibération consiste à valider l'investissement de l'agglomération dans l'entreprise Time for The Planet.

Time for the Planet est une société en commandite par actions qui a pour objectif de lever des fonds pour créer des entreprises filiales qui luttent contre le réchauffement climatique et la crise de biodiversité.

Cette société innovante dans sa conception et sa mise en œuvre, permet à chacun d'acheter des actions pour devenir associé et ainsi de devenir co-investisseur des solutions sélectionnées par les référents scientifiques. Les actionnaires ne perçoivent aucun dividende puisque la totalité des bénéfices réalisés par la société est réinvestie dans le financement d'autres entreprises, créant ainsi une boucle vertueuse.

Après 7 mois d'existence, l'entreprise compte aujourd'hui près de 5 000 associés (cadres, dirigeants, chargé de RSE, personnalités, sportifs…) et a levé 930 000€ (au 6/11/2020).

L'objectif de Time for the Planet à court terme est de lancer les 3 premières entreprises au 1er semestre 2021. Ce sont des centaines de projets qui ont été proposés à ce jour.

Plusieurs annexes sont jointes à cette délibération :

Annexe 1 : Descriptif Time for the Planet en 1 page
Annexe 2 : Descriptif Time for the Planet en 15 pages
Annexe 3 : Descriptif Time for the Planet en 50 pages
Annexe 4 : Extrait Kbis de la société Time for the Planet
Annexe 5 : Les statuts de la société Time for the Planet

Les échanges avec les dirigeants révèlent qu'à date, aucune collectivité ne s'est engagée dans la démarche, principalement par manque d'agilité. Il est proposé, dans cette délibération, de valider l'engagement de l'agglomération de l'auxerrois dans cette démarche avec les retombées attendues suivantes :

- En tant que 1ère collectivité engagé, l'effet levier sur les autres collectivités mettra en exergue l'auxerrois comme une collectivité fer de lance sur ces problématiques, en plus de bénéficier des retombées médiatiques notamment sur les réseaux sociaux (environ 1 Million d'abonnés suivent quotidiennement les avancées de cette entreprise).

- L'auxerrois intègre un réseau de 5000 associés intéressés par les thématiques conjointe de l'innovation et du développement durable, cœur de cible du Pôle Environnemental. Ce chiffre ne cesse de croitre et l'entreprise Time for the Planet rayonne également à l'international.

- Les innovations proposées à Time for the Planet sélectionnées bénéficieront de gros moyens financier et humains pour un déploiement rapide et mondial sur le principe de l'open source. Il pourrait être opportun de faire la promotion de notre territoire et ses équipements en intégrant directement le cœur de cette structure.

- Les innovations non retenues dans le cadre de Time for the Planet pourront également trouver un intérêt à se développer dans d'autres conditions. Là encore, des retombées en termes de captation d'entreprises sont attendues.

Il est proposé au Conseil Communautaire :

- D'entrer au capital dans la société Time for the Planet pour un montant de 5 000 € correspondant à l'achat de 5 000 actions d'une valeur nominale de 1 €,

- D'autoriser le Président à signer tous actes et documents aux fins d'exécution de la présente décision.

communauté
de l'auxerrois

31. Chemins ruraux dans le périmètre de la ZAC AuxR_Parc – Acquisition

Dans le cadre de l'aménagement de la Zone d'Aménagement Concerté (ZAC) sise à Appoigny Les Bries, dite « AuxR_Parc », le Conseil communautaire a pris la délibération n°2-2009 du 19 février 2009 portant déclaration de projet en vue de la déclaration d'utilité publique.

Au terme d'une enquête publique conjointe préalable à la DUP, et comprenant notamment l'emprise des chemins ruraux à désaffecter, l'arrêté préfectoral du 25 mars 2009 a déclaré d'utilité publique l'acquisition par la Communauté de l'Auxerrois des terrains.

A l'issue des travaux de viabilisation de la ZAC, le plan de bornage définitif des lots cessibles et des chemins a été établi en juillet 2020 par la société GEOMEXPERT et la publication cadastrale afférente a été effectuée.

Le Conseil municipal d'Appoigny a délibéré le 10 septembre 2020 pour :

- constater la désaffection des chemins ruraux inclus dans le périmètre de la ZAC,
- autoriser Monsieur le Maire d'Appoigny à signer tous les actes et documents permettant la cession au profit de la Communauté de l'auxerrois,
- dire qu'en contrepartie des frais de géomètre, d'expertise et d'actes, cette cession est consentie à titre gratuit,

- constater et décider l'affectation à l'usage du public des chemins ruraux situés en périphérie de la ZAC (à l'extérieur du périmètre de la ZAC). Ces chemins ruraux appartiennent au domaine privé de la commune et ne sont pas classés comme voie communale.

Par courrier du 08 octobre 2020, la Commune d'Appoigny a requis Maître Stéphanie FAIVRE FRANCIN de la SCP Laurent FRANCIN, Stéphanie FAIVRE FRANCIN & Elise LAROCHE SAUTEREL, Notaires Associés à Auxerre, pour établir l'acte de cession gratuite des chemins dans le périmètre de la ZAC.

Dans le périmètre de la ZAC, l'emprise cadastrale desdits chemins se décompose en deux catégories :

- La partie des chemins ruraux conservés en l'état de chemins qui deviendra domaine privé communautaire :

Références cadastrales: BC640 (01a26ca), BE605 (08a10ca), BE607 (02a13ca), BE608 (15ca), BE612 (06a85ca), BE616 (46ca), BE618 (11ca), BH334 (10a07ca), BH336 (02a49ca), BL146 (07a53ca).

- La partie des chemins ruraux compris dans les parcelles cessibles, qui sera cédée par la Communauté d'Agglomération de l'Auxerrois en même temps que lesdites parcelles :

Références cadastrales: BC641 (13ca), BE603 (03a63ca), BE604 (30ca), BE606 (03a42ca), BE609 (01a17ca), BE610 (22ca), BE611 (01a28ca), BE613 (01a69ca), BE614 (02a87ca), BE615 (01a94ca), BE617 (01a36ca), BH335 (03a08ca).

Il est proposé au Conseil Communautaire :

- D'acquérir à titre gracieux à la Commune d'Appoigny les chemins ruraux compris dans le périmètre de la ZAC AuxR_Parc,

- D'autoriser le Président à signer tous actes et documents aux fins d'exécution de la présente délibération.

communauté de l'auxerrois

Pour accéder à l'annexe, cliquez ici

32. Politique locale d'urbanisme de la Communauté de l'Auxerrois - Débat

Depuis le 1er janvier 2017, la Communauté de l'auxerrois exerce la compétence en matière de *« Plan Local d'Urbanisme (PLU), de document d'urbanisme en tenant lieu et de carte communale ».*

Par la délibération du conseil communautaire n°2017-012 du 16 février 2017, la Communauté de l'auxerrois a adopté ses nouveaux statuts intégrant ces évolutions législatives.

En application de l'article L 5211-62 du CGCT, les communautés d'agglomération compétentes en matière de *« Plan Local d'Urbanisme (PLU), de document d'urbanisme en tenant lieu et de carte communale »* doivent organiser chaque année un débat sur la politique locale de l'urbanisme.

Ce débat doit permettre aux maires et aux conseillers communautaires d'échanger sur le projet de territoire de la communauté et de formuler des propositions.

Des éléments factuels sont annexés à la présente délibération pour alimenter le débat.

La politique locale de l'urbanisme n'est pas soumise à un vote mais à un débat conformément à l'article L. 5211-62 du CGCT.

Il est proposé au Conseil communautaire :

- D'acter la tenue du débat sur la politique locale d'urbanisme ;
- D'autoriser le Président à signer tous actes et documents aux fins d'exécution de la présente délibération.

communauté de l'auxerrois

Pour accéder à l'annexe, cliquez ici

33. Règlement Local de Publicité (RLP) d'Auxerre - Approbation de la révision

Le conseil municipal d'Auxerre a autorisé la poursuite de la procédure de la révision du RLP de la commune par la Communauté d'agglomération de l'Auxerrois, par délibération du 20 juin 2018.

Le conseil communautaire a arrêté le projet de RLP de la commune d'Auxerre par délibération du 10 octobre 2019.

L'arrêté communautaire du 13 juillet 2020 met le projet de Plan Local d'Urbanisme à enquête publique.

Le rapport et les conclusions de la commission d'enquête en date du 21 octobre 2020 sont favorables.

Il est pris en compte les avis des personnes publiques associées, les observations du public et les conclusions motivées du commissaire enquêteur (cf. note en annexe) ;

Il est proposé au conseil communautaire :

- D'approuver le Règlement Local de Publicité de la Commune d'Auxerre tel qu'il est annexé à la présente délibération,

- D'autoriser le Président à signer tous actes et documents aux fins d'exécution de la présente délibération.

Pour accéder à l'annexe, cliquez ici

34. Convention de prestation de service dans le domaine de l'application du droit des sols et des systèmes d'informations géographiques – Avenant n° 2

La convention fixée pour la prestation de service dans le domaine de l'application du droit des sols et des systèmes d'informations géographiques a été fixée jusqu'à la fin du mandat.

Il convient de prolonger cette durée afin de proposer une nouvelle version d'ici 6 mois (soit jusqu'au 31/08/2021) au vu de l'évolution à venir du périmètre d'intervention et de son mode de calcul de refacturation auprès des communes membres au service commun ADS-SIG.

Il est proposé au Conseil communautaire :

- D'approuver les termes de l'avenant n° 2 à la convention de prestation de service dans le domaine de l'application du droit des sols et des systèmes d'informations géographiques ;

- D'autoriser le Président à signer tous les actes et les documents aux fins d'exécution de la présente délibération.

Pour accéder à l'annexe, cliquez ici

35. Convention de mise en place d'un service commun dans le domaine de l'urbanisme et des systèmes d'informations géographiques – Avenant n° 2

Suite à l'adoption de l'article 134 de la loi Alur, les communes de l'intercommunalité ne pourront plus bénéficier de l'assistance gratuite des services déconcentrés de l'État pour l'instruction des autorisations d'urbanisme à compter du 1er juillet 2015.

Ainsi, par délibération n° 2015-052 du 17 juin 2015, le conseil communautaire a créé le service commun ADS-SIG. Plusieurs communes y ont adhéré.

La communauté d'agglomération facture aux communes les prestations effectuées en fonction du nombre d'autorisations d'urbanisme transmises à l'année.

La convention initiale fixée pour la mise en place d'un service commun dans le domaine de l'urbanisme et des systèmes d'informations géographique a été fixée jusqu'à la fin du mandat.

Il convient de prolonger cette durée afin de proposer une nouvelle version d'ici 6 mois (soit jusqu'au 31/08/2021) au vu de l'évolution à venir du périmètre d'intervention et de son mode de calcul de refacturation auprès des communes membres.

Il est proposé au Conseil communautaire :

- D'approuver les termes de l'avenant n° 2 à la convention de mise en place d'un service commun dans le domaine de l'urbanisme et des systèmes d'informations géographiques ;

- D'autoriser le Président à signer tous les actes et les documents aux fins d'exécution de la présente délibération.

communauté de l'auxerrois

Pour accéder à l'annexe, cliquez ici

36. Convention conclue avec les communes pour l'exercice du droit de préemption urbain - Avenant n° 1

Par délibération n° 2019-072 du 20 juin 2019, la Communauté de l'Auxerrois a décidé de mettre en place une convention de gestion du droit de préemption urbain avec les communes membres de l'EPCI.

En effet, La Communauté d'Agglomération de l'Auxerrois est compétente depuis le 1er janvier 2017 en matière de « *Plan Local d'Urbanisme (PLU), de document d'urbanisme en tenant lieu et de carte communale* ». Cette compétence inclut l'instauration et l'exercice du Droit de Préemption Urbain (DPU), en application de l'article L211-2 du Code de l'Urbanisme : « *la compétence d'un établissement public de coopération intercommunale à fiscalité propre d'un établissement public territorial créé en application de l'article L. 5219-2 du code général des collectivités territoriales, ainsi que celle de la métropole de Lyon en matière de plan local d'urbanisme, emporte leur compétence de plein droit en matière de droit de préemption urbain* ».

L'article L 213-3 du Code de l'Urbanisme permet au « *titulaire du droit de préemption (de) déléguer son droit à l'Etat, à une collectivité locale, à un établissement public y ayant vocation ou au concessionnaire d'une opération d'aménagement. Cette délégation peut porter sur une ou plusieurs parties des zones concernées ou être accordée à l'occasion de l'aliénation d'un bien. Les biens ainsi acquis entrent dans le patrimoine du délégataire* ».

Ainsi, la Communauté d'Agglomération de l'Auxerrois a choisi de déléguer aux communes membres tout ou partie de ce droit de préemption urbain dans les conditions prévues par la législation en vigueur.

La délégation du droit de préemption urbain aux communes permet à celles-ci d'acquérir par priorité dans les communes dotées d'un plan local d'urbanisme approuvé, des terrains faisant l'objet de cessions et situés sur les zones urbaines (U) et à urbaniser
(AU) de ces plans.

La convention initiale se termine au 31 décembre 2020. Il convient donc de prolonger cette convention jusqu'au 31 décembre 2023 par un avenant n° 1 rédigé en ce sens.

Il est proposé au Conseil communautaire :

- D'approuver l'avenant n°1 à la convention conclue avec les communes pour l'exercice du droit de préemption urbain,

- D'autoriser le Maire à signer tous les actes et les documents aux fins d'exécution de la présente délibération.

communauté de l'auxerrois

Pour accéder à l'annexe, cliquez ici

37. Plan Local d'Urbanisme de la commune d'Appoigny - Approbation de la modification

Le PLU d'Appoigny a été approuvé par le conseil municipal d'Appoigny par délibération du 23 mai 2013.

La modification du PLU d'Appoigny a été prescrit par l'arrêté communautaire n°DUDT-001-2020 du 8 janvier 2020.

Un avis PPA, formulé par la société APRR, demande que plusieurs modifications soient apportées sur règlement de la zone Uec.

Le projet de modification du PLU d'Appoigny a été mis à enquête publique par arrêté du président de la Communauté d'Agglomération du 13 juillet 2020.

Les conclusions du commissaire enquêteur ont été remises en date du 26 octobre 2020.
Le PLU de la commune d'Appoigny nécessite des adaptations afin de permettre le développement de la zone d'activité AuxR_Parc qui se situe en zone UEc du PLU.

D'autres changements ont été intégrés à la procédure.

En particulier, le projet de modification du PLU d'Appoigny a pour buts de :

- Dans la zone UEc, modification des règles relatives aux clôtures, des règles relatives à la hauteur des bâtiments et des règles relatives à la hauteur des planchers par rapport au niveau de la voirie d'accès ;
- Dans la zone UEc, suppression des règles relatives à la publicité et aux enseignes ;
- Dans la zone UB, modification des règles relatives à l'aspect extérieur des toitures ;
- Modification de l'emprise de l'emplacement réservé n°6 ;
- Transformation de la zone 1AUh de la rue de la Chapelle aux Bries en zone Ub.

Parmi les personnes publiques associées, seule la société APRR, concessionnaire de l'autoroute qui longe la zone d'activité, a émis plusieurs remarques. Il a été décidé d'en retenir deux :

- La précision que la nouvelle règle sur les affouillements et exhaussements des sols en zone UEc ne s'appliqueront qu'aux terrains situés en contrebas de la voie publique.
- Les clôtures nécessaires à l'exploitation de l'autoroute ne seront pas soumises aux règles prévues dans le PLU.

Les conclusions et l'avis favorable du commissaire enquêteur sont favorables.

L'exposé des motifs de cette procédure, les règlements écrits et graphiques modifiés ainsi que les conclusions du commissaire enquêteur seront annexées à la présente délibération.

Il est proposé au conseil communautaire :

- D'approuver la modification du PLU d'Appoigny ;
- D'autoriser le Président à signer tous actes et documents aux fins d'exécution de la présente délibération.

communauté
de l'auxerrois

38. Plan Local d'Urbanisme de la commune de Lindry - Approbation de la révision allégée

Le PLU de la commune de Lindry a été approuvé par délibération du 25 septembre 2018 du conseil communautaire.

La révision allégée du PLU de la commune de Lindry a été prescrite par délibération du 4 avril 2019.

L'avis de la Mission Régionale d'autorité Environnementale en date du 4 juillet 2019 décide de ne pas soumettre la procédure de révision allégée du PLU Lindry à évaluation environnementale.

L'arrêt de la procédure de révision allégée du PLU de la commune de Lindry a été pris par délibération du 10 octobre 2019 du conseil communautaire.

L'avis des différentes personnes publiques associées lors de la réunion d'examen conjoint du projet remis en date du 27 janvier 2020.

Le projet de révision allégée du PLU de Lindry a été mis à enquête publique par arrêté du Président de la Communauté d'Agglomération de l'Auxerrois du 13 juillet 2020.

Le rapport et les conclusions favorables du commissaire enquêteur remis en date du 12 octobre 2020.

Considérant que le projet de révision allégée a pour objet de supprimer la protection des espaces boisés classés sur plusieurs parcelles de la commune afin de permettre la réalisation d'une station d'épuration.
Considérant les conclusions et l'avis favorable du commissaire enquêteur ;
Considérant que les personnes publiques associées n'ont pas émis d'avis défavorable ou de réserves sur le dossier.

Il est proposé au Conseil communautaire :

- D'approuver le Plan Local d'Urbanisme de la Commune de Lindry tel qu'il est annexé à la présente délibération,

- D'autoriser le Président à signer tous actes et documents aux fins d'exécution de la présente délibération.

communauté
de l'auxerrois

39. Plan Local d'Urbanisme de la commune de Venoy - Approbation de la déclaration de projet valant mise en compatibilité

Le PLU de la commune de Venoy a été approuvé le 23 mai 2013.

Le conseil communautaire a prescrit par délibération du 16 décembre 2019 la déclaration de projet valant mis en compatibilité du PLU de la commune de Venoy.

L'avis de la décision de la Mission Régionale d'autorité Environnementale en date du 20 mai 2020 décide de ne pas soumettre la procédure déclaration de projet du PLU de Venoy à évaluation environnementale.

L'avis des différentes personnes publiques associées lors de la réunion d'examen conjoint du projet en date du 4 septembre 2020 est favorable.

L'avis de la Commission Départementale de Protection des Espaces Naturels, Agricoles et Forestiers est favorable

Le rapport et les conclusions du commissaire enquêteur en date du16 novembre 2020 sont favorables.

Le projet de déclaration de projet a pour objet de permettre la réalisation d'une centrale photovoltaïque sur la commune de Venoy.

Les personnes publiques associées n'ont pas émis d'avis défavorable ou de réserves sur le dossier.

Il est proposé au Conseil communautaire :

- D'approuver le Plan Local d'Urbanisme de la Commune de Venoy tel qu'il est annexé à la présente délibération,

- D'autoriser le Président à signer tous actes et documents aux fins d'exécution de la présente délibération.

communauté
de l'auxerrois

Pour accéder à l'annexe, cliquez ici

40. Plan Local d'Urbanisme de la commune de Chitry-le-Fort - Arrêt et modernisation du projet

L'élaboration du PLU de Chitry-le-Fort a été prescrite en ayant les objectifs suivants :

.Conserver le cœur historique du village.
.Favoriser le stationnement.
.Préserver le secteur agricole et viticole.
.Rationaliser les zones constructibles en proscrivant tout mitage.
.Confectionner un règlement d'urbanisme simplifié adapté aux attentes actuelles permettant de conserver la typologie du bourg.
.Préserver la biodiversité : maintien des écosystèmes, sensibilités écologiques, forestières et agricoles, impacts environnementaux du projet.
.Prendre en compte les risques naturels liés à l'inondation, coulées de boues et gonflements d'argiles.

Il est nécessaire de faire application des dispositions des articles R151-1 à R151-55 du Code de l'urbanisme dans leur rédaction en vigueur à compter du 1er janvier 2016 et issues du Décret n°2015-1783 du 28 décembre 2015 relatif à la partie réglementaire du livre Ier du code de l'urbanisme et à la modernisation du contenu du plan local d'urbanisme.

L'application de la modernisation du contenu du plan local d'urbanisme va notamment permettre d'assurer une concordance entre le contenu du plan local d'urbanisme de la commune de Chitry-le-Fort et le Code de l'urbanisme en vigueur à la date de ce jour, et ouvre davantage de possibilités en matière de réglementation, notamment par la mise en place de nouvelles destinations de construction.

Il convient de faire application des dispositions de l'article R151-28 du Code de l'urbanisme dans leur rédaction en vigueur à compter du 1er février 2020 et issue du Décret n°2020-78 du 31 janvier 2020 modifiant la liste des sous-destinations des constructions pouvant être réglementées par les plans locaux d'urbanisme ou les documents en tenant lieu.

Les modalités de concertation ont été effectuées tout au long de l'élaboration du plan local d'urbanisme de la commune de Chitry-le-Fort. Un tableau récapitulatif est joint en annexe de la présente délibération.

Il est proposé au Conseil communautaire :

- de décider de l'application des dispositions des articles R151-1 à R151-55 du Code de l'urbanisme dans leur rédaction en vigueur à compter du 1er janvier 2016 pour l'élaboration du plan local d'urbanisme de la commune de Chitry-le-Fort ;

- de décider de l'application des dispositions de l'article R151-28 du Code de l'urbanisme dans leur rédaction en vigueur à compter du 1er février 2020 pour l'élaboration du plan local d'urbanisme de la commune de Chitry-le-Fort ;

- de tirer un bilan favorable de la concertation avec la population ;

- d'arrêter le projet de plan local d'urbanisme de la commune de Chitry-le-Fort tel qu'il est annexé à la présente délibération ;

- de préciser que conformément aux articles L153-16, L153-17 et R153-6 du Code de l'urbanisme, le projet de plan local d'urbanisme de la commune de Chitry-le-Fort sera notifié pour avis à l'ensemble des personnes publiques associées à l'élaboration du projet et aux personnes publiques ayant demandé à être consultées, à savoir :

  - L'Etat ;
  - La Région Bourgogne-Franche-Comté ;
  - Le Département de l'Yonne ;
  - La Communauté d'Agglomération de l'auxerrois, compétente en matière de programme local de l'habitat ;
  - La Chambre de commerce et d'industrie de l'Yonne ;
  - La Chambre de métiers et de l'artisanat de Bourgogne ;
  - La Chambre d'agriculture de l'Yonne ;
  - Le Pôle d'équilibre territorial et rural du Grand Auxerrois ;
  - La Commission départementale de la préservation des espaces naturels, agricoles et forestiers prévue à l'article L.112-1-1 du Code rural et de la pêche maritime ;
  - L'Institut national de l'origine et de la qualité ;
  - Le Centre régional de la propriété forestière ;
  - La commune de Saint-Bris-le-Vineux ;
  - La commune de Saint-Cyr-les-Colons ;
  - La commune de Quenne ;
  - La Commune de Courgis ;
  - La commune de Beine ;
  - La commune de Venoy ;
  - ENEDIS ;
  - Orange ;
  - RTE ;
  - GRTgaz ;
  - SNCF Immobilier ;
  - APRR
  - Le Syndicat départemental d'énergie de l'Yonne ;

- de tenir le projet de plan local d'urbanisme de la commune de Chitry-le-Fort à la disposition du public.

communauté de l'auxerrois

Pour accéder à l'annexe, cliquez ici

41. Plan Local d'Urbanisme de la commune d'Escamps - Arrêt et modernisation du projet

L'élaboration du PLU d'Escamps a été prescrite en ayant les objectifs suivants :

- Élaborer un document global ;
- Assurer une bonne gestion du développement communal.

Il est nécessaire de faire application des dispositions des articles R151-1 à R151-55 du Code de l'urbanisme dans leur rédaction en vigueur à compter du 1er janvier 2016 et issues du Décret n°2015-1783 du 28 décembre 2015 relatif à la partie réglementaire du livre Ier du code de l'urbanisme et à la modernisation du contenu du plan local d'urbanisme.

L'application de la modernisation du contenu du plan local d'urbanisme va notamment permettre d'assurer une concordance entre le contenu du plan local d'urbanisme de la commune d'Escamps et le Code de l'urbanisme en vigueur à la date de ce jour, et ouvre davantage de possibilités en matière de réglementation, notamment par la mise en place de nouvelles destinations de construction.

Il convient de faire application des dispositions de l'article R151-28 du Code de l'urbanisme dans leur rédaction en vigueur à compter du 1er février 2020 et issue du Décret n°2020-78 du 31 janvier 2020 modifiant la liste des sous-destinations des constructions pouvant être réglementées par les plans locaux d'urbanisme ou les documents en tenant lieu.

Les modalités de concertation ont été effectuées tout au long de l'élaboration du plan local d'urbanisme de la commune d'Escamps. Un tableau récapitulatif est joint en annexe de la présente délibération.

Il est proposé au conseil communautaire :

- de décider de l'application des dispositions des articles R151-1 à R151-55 du Code de l'urbanisme dans leur rédaction en vigueur à compter du 1er janvier 2016 pour l'élaboration du plan local d'urbanisme de la commune d'Escamps ;
- de décider de l'application des dispositions de l'article R151-28 du Code de l'urbanisme dans leur rédaction en vigueur à compter du 1er février 2020 pour l'élaboration du plan local d'urbanisme de la commune d'Escamps ;
- de tirer un bilan favorable de la concertation avec la population ;
- d'arrêter le projet de plan local d'urbanisme de la commune d'Escamps tel qu'il est annexé à la présente délibération ;
- de préciser que conformément aux articles L153-16, L153-17 et R153-6 du Code de l'urbanisme, le projet de plan local d'urbanisme de la commune d'Escamps sera notifié pour avis à l'ensemble des personnes publiques associées à l'élaboration du projet et aux personnes publiques ayant demandé à être consultées, à savoir :
    - L'Etat ;
    - La Région Bourgogne-Franche-Comté ;
    - Le Département de l'Yonne ;
    - La Communauté d'Agglomération de l'auxerrois, compétente en matière de programme local de l'habitat ;
    - La Chambre de commerce et d'industrie de l'Yonne ;
    - La Chambre de métiers et de l'artisanat de Bourgogne ;
    - La Chambre d'agriculture de l'Yonne ;
    - Le Pôle d'équilibre territorial et rural du Grand Auxerrois ;
    - La Commission départementale de la préservation des espaces naturels, agricoles et forestiers prévue à l'article L.112-1-1 du Code rural et de la pêche maritime ;
    - L'Institut national de l'origine et de la qualité ;
    - Le Centre régional de la propriété forestière ;
    - La commune de Pourrain ;
    - La commune de Diges ;
    - La commune de Coulangeron ;
    - La Commune de Merry-Sec ;
    - La commune de Migé ;
    - La commune de Gy-l'Evêque ;
    - La commune de Chevannes ;
    - ENEDIS ;
    - Orange ;

- RTE ;
- GRTgaz ;
- SNCF immobilier ;
- Le Syndicat départemental d'énergie de l'Yonne ;

- de tenir le projet de plan local d'urbanisme de la commune d'Escamps à la disposition du public.

communauté de l'auxerrois

Pour accéder à l'annexe, cliquez ici

42. Plan Local d'Urbanisme de la commune de Jussy - Arrêt et modernisation du projet

L'élaboration du PLU de Jussy a été prescrite en ayant les objectifs suivants :

- Réviser le plan d'occupation des sols obsolète ;
- Enrayer le déclin démographique et stabiliser la population ;
- Préserver les espaces naturels et le patrimoine architectural et urbain.

Il est nécessaire de faire application des dispositions des articles R151-1 à R151-55 du Code de l'urbanisme dans leur rédaction en vigueur à compter du 1er janvier 2016 et issues du Décret n°2015-1783 du 28 décembre 2015 relatif à la partie réglementaire du livre Ier du code de l'urbanisme et à la modernisation du contenu du plan local d'urbanisme. L'application de la modernisation du contenu du plan local d'urbanisme va notamment permettre d'assurer une concordance entre le contenu du plan local d'urbanisme de la commune de Jussy et le Code de l'urbanisme en vigueur à la date de ce jour, et ouvre davantage de possibilités en matière de réglementation, notamment par la mise en place de nouvelles destinations de construction.

Il convient de faire application des dispositions de l'article R151-28 du Code de l'urbanisme dans leur rédaction en vigueur à compter du 1er février 2020 et issue du Décret n°2020-78 du 31 janvier 2020 modifiant la liste des sous-destinations des constructions pouvant être réglementées par les plans locaux d'urbanisme ou les documents en tenant lieu.

Les modalités de concertation ont été effectuées tout au long de l'élaboration du plan local d'urbanisme de la commune de Jussy. Un tableau récapitulatif est joint en annexe de la présente délibération.

Il est proposé au Conseil communautaire :

- de décider de l'application des dispositions des articles R151-1 à R151-55 du Code de l'urbanisme dans leur rédaction en vigueur à compter du 1er janvier 2016 pour l'élaboration du plan local d'urbanisme de la commune de Jussy ;
- de décider de l'application des dispositions de l'article R151-28 du Code de l'urbanisme dans leur rédaction en vigueur à compter du 1er février 2020 pour l'élaboration du plan local d'urbanisme de la commune de Jussy ;
- de tirer un bilan favorable de la concertation avec la population ;

- d'arrêter le projet de plan local d'urbanisme de la commune de Jussy tel qu'il est annexé à la présente délibération ;
- de préciser que conformément aux articles L153-16, L153-17 et R153-6 du Code de l'urbanisme, le projet de plan local d'urbanisme de la commune de Jussy sera notifié pour avis à l'ensemble des personnes publiques associées à l'élaboration du projet et aux personnes publiques ayant demandé à être consultées, à savoir :
    - L'Etat ;
    - La Région Bourgogne-Franche-Comté ;
    - Le Département de l'Yonne ;
    - La Communauté d'Agglomération de l'auxerrois, compétente en matière de programme local de l'habitat ;
    - La Chambre de commerce et d'industrie de l'Yonne ;
    - La Chambre de métiers et de l'artisanat de Bourgogne ;
    - La Chambre d'agriculture de l'Yonne ;
    - Le Pôle d'équilibre territorial et rural du Grand Auxerrois ;
    - La Commission départementale de la préservation des espaces naturels, agricoles et forestiers prévue à l'article L.112-1-1 du Code rural et de la pêche maritime ;
    - L'Institut national de l'origine et de la qualité ;
    - Le Centre régional de la propriété forestière ;
    - La commune d'Escolives-Sainte-Camille ;
    - La commune d'Auxerre ;
    - La commune de Vallan ;
    - La commune de Gy-l'Evêque ;
    - La commune de Migé ;
    - La commune de Coulanges-la-Vineuse ;
    - ENEDIS ;
    - Orange ;
    - RTE ;
    - GRTgaz ;
    - SNCF immobilier ;
    - Le Syndicat départemental d'énergie de l'Yonne ;

- de tenir le projet de plan local d'urbanisme de la commune de Jussy à la disposition du public.

communauté de l'auxerrois

Pour accéder à l'annexe, cliquez ici

43. Plan Local d'Urbanisme de la commune de Vincelottes - Arrêt et modernisation du projet

L'élaboration du PLU de Vincelottes a été prescrite en ayant les objectifs suivants :

- Transférer en urbanisation constructible individuelle des zones « lotissements » ;
- Redéfinir des zones qui ne correspondent plus aux attentes de la commune par rapport à l'évolution des moyens techniques du village.

Il est nécessaire de faire application des dispositions des articles R151-1 à R151-55 du Code de l'urbanisme dans leur rédaction en vigueur à compter du 1er janvier 2016 et issues du Décret n°2015-1783 du 28 décembre 2015 relatif à la partie réglementaire du livre Ier du code de l'urbanisme et à la modernisation du contenu du plan local d'urbanisme. L'application de la modernisation du contenu du plan local d'urbanisme va notamment permettre d'assurer une concordance entre le contenu du plan local d'urbanisme de la commune de Vincelottes et le Code de

l'urbanisme en vigueur à la date de ce jour, et ouvre davantage de possibilités en matière de réglementation, notamment par la mise en place de nouvelles destinations de construction.

Il convient de faire application des dispositions de l'article R151-28 du Code de l'urbanisme dans leur rédaction en vigueur à compter du 1er février 2020 et issue du Décret n°2020-78 du 31 janvier 2020 modifiant la liste des sous-destinations des constructions pouvant être réglementées par les plans locaux d'urbanisme ou les documents en tenant lieu.

Les modalités de concertation ont été effectuées tout au long de l'élaboration du plan local d'urbanisme de la commune de Vincelottes, un tableau récapitulatif est joint en annexe de la présente délibération.

Il est proposé au Conseil communautaire :

- de décider de l'application des dispositions des articles R151-1 à R151-55 du Code de l'urbanisme dans leur rédaction en vigueur à compter du 1er janvier 2016 pour l'élaboration du plan local d'urbanisme de la commune de Vincelottes ;
- de décider de l'application des dispositions de l'article R151-28 du Code de l'urbanisme dans leur rédaction en vigueur à compter du 1er février 2020 pour l'élaboration du plan local d'urbanisme de la commune de Vincelottes ;
- de tirer un bilan favorable de la concertation avec la population ;
- d'arrêter le projet de plan local d'urbanisme de la commune de Vincelottes tel qu'il est annexé à la présente délibération ;
- de préciser que conformément aux articles L153-16, L153-17 et R153-6 du Code de l'urbanisme, le projet de plan local d'urbanisme de la commune de Vincelottes sera notifié pour avis à l'ensemble des personnes publiques associées à l'élaboration du projet et aux personnes publiques ayant demandé à être consultées, à savoir :
    - L'Etat ;
    - La Région Bourgogne-Franche-Comté ;
    - Le Département de l'Yonne ;
    - La Communauté d'Agglomération de l'auxerrois, compétente en matière de programme local de l'habitat ;
    - La Chambre de commerce et d'industrie de l'Yonne ;
    - La Chambre de métiers et de l'artisanat de Bourgogne ;
    - La Chambre d'agriculture de l'Yonne ;
    - Le Pôle d'équilibre territorial et rural du Grand Auxerrois ;
    - La Commission départementale de la préservation des espaces naturels, agricoles et forestiers prévue à l'article L.112-1-1 du Code rural et de la pêche maritime ;
    - L'Institut national de l'origine et de la qualité ;
    - Le Centre régional de la propriété forestière ;
    - La commune de Saint-Brix-le-Vineux ;
    - La commune d'Irancy ;
    - La commune de Vincelles ;
    - La commune d'Escolives-Sainte-Camille ;
    - ENEDIS ;
    - Orange ;
    - RTE ;
    - GRTgaz ;
    - SNCF immobilier ;
    - Le Syndicat départemental d'énergie de l'Yonne ;

- de tenir le projet de plan local d'urbanisme de la commune de Vincelottes à la disposition du public.

communauté
de l'auxerrois

44. Plan Local d'Urbanisme de la commune de Branches - Prescription de la révision allégée

Conformément à l'article L.153-34 du code de l'urbanisme, le PLU fait l'objet d'une révision allégée lorsque le projet « a uniquement pour objet de réduire un espace boisé classé, une zone agricole ou une zone naturelle et forestière, une protection édictée en raison des risques de nuisance, de la qualité des sites, des paysages ou des milieux naturels, ou est de nature à induire de graves risques de nuisance, sans qu'il soit porté atteinte aux orientations définies par le plan d'aménagement et de développement durables ».

Dans ce cas, le projet de révision arrêté fait l'objet d'un examen conjoint de l'État, de l'établissement public de coopération intercommunale compétent et des personnes publiques associées mentionnées aux articles L.132-7 et L.132-9 du code de l'urbanisme ;

La Commune de Branches a demandé à la Communauté d'Agglomération de l'Auxerrois de changer de place la zone 1AU du PLU au motif qu'elle considère qu'un autre site serait plus à même de favoriser la création de logements. .

De plus, la commune a signalé qu'une entreprise de recherche et développement en matière aéronautique avait des locaux sur la parcelle E542, à proximité de l'aéroport de Branches-Auxerre. Cette parcelle est actuellement classée en zone N, ce qui ne permet pas à cette société de se développer. Cette activité est importante pour l'aéroport car son objet est en lien direct avec l'aéronautique et peut donc contribuer au rayonnement de cet équipement public.
En conséquence, la commune souhaite que le zonage soit revu pour cette parcelle pour permettre la construction de bâtiment économique. Cette parcelle étant située dans une Zone Naturelle d'Intérêt Écologique Faunistique et Floristique, il convient de prendre en compte les enjeux environnementaux de ce terrain en le classant en zone Ne et en limitant les possibilités de construction compte tenu de la problématique économique.

L'objet de la révision consiste à :

- Transformer la zone 1AU de la commune en zone A ;
- Passer les parcelles cadastrées ZI 84 et C1439 (partiellement) situées aux lieudits « L'Echaillier » et « Près de la rue forté » d'un classement de zone A en zone 1AU ;
- Créer une zone Ne sur la parcelle E 542.

Les évolutions envisagées ne portent pas atteinte aux orientations définies par le plan d'aménagement et de développement durable :

- Le changement de localisation de la zone 1AU se fera en respectant le nombre de logements à créer, la superficie ouverte à l'urbanisation et la densité minimale imposée.
- La création de la zone Ne permettra de développer une activité qui participe au maintien de l'activité aéronautique sur l'aéroport.

Les changements du PLU peuvent donc être réalisés par une procédure de révision allégée.

Il est proposé au Conseil communautaire :

- De prescrire la révision allégée n°1 du PLU de la commune de Branches avec pour objectifs de transformer la zone 1AU existante, de classer en zone 1AU les parcelles suivantes ZI 84 et C1439 (partiellement) et de créer une zone Ne sur la parcelle E 542,

- De Créer une zone Ne sur la parcelle,

- De définir, conformément aux articles L.103-3 et L.103-4 du code de l'urbanisme, les modalités de concertations suivantes qui seront strictement respectées pendant toute la durée de l'élaboration du projet :
  1. Mise à disposition du public d'un registre de concertation à la mairie de Branches aux jours et heures d'ouverture ;
  2. Publication sur le site internet de la communauté d'agglomération d'un article présentant l'objet de la procédure de révision allégée.
  3. De tenir une réunion publique.

- De donner délégation au Président pour signer tout contrat, avenant ou convention de prestations ou de services concernant la révision allégée du PLU,

- D'associer les personnes publiques mentionnées aux articles L.123-7 et L.132-9 du code de l'urbanisme,

- De consulter au cours de la procédure, si elles en font la demande, les personnes publiques prévues au titre des articles L.132-12 et L.132-13 du code de l'urbanisme,

- D'autoriser le Président à signer tous les actes et documents aux fins d'exécution de la présente délibération.

communauté
de l'auxerrois

Pour accéder à l'annexe, cliquez ici

45. Convention partenariale entre la Communauté de l'auxerrois, le Groupement d'intérêt public « Système national d'enregistrement » et l'Union sociale pour l'Habitat de Bourgogne aux fins d'accès aux données du portail géographique ainsi que la réalisation d'un diagnostic partagé de l'occupation du parc social

Il s'agit, pour la Communauté de l'auxerrois de pouvoir bénéficier de l'accès aux données partagées entre le Groupement d'intérêt public « Système national d'enregistrement » et l'Union sociale pour l'Habitat de Bourgogne aux fins d'accès aux données du portail géographique ainsi que la réalisation d'un diagnostic partagé de l'occupation du parc social.

La présente convention proposée en annexe permettra à la Communauté de l'auxerrois :

- D'accéder directement aux données sur l'Occupation du parc social (OPS) ainsi que du Répertoire des logements locatifs des bailleurs sociaux (RPLS)
- De mieux remplir sa mission de comptable des objectifs d'accueil des ménages prioritaires et d'équilibres territoriaux

- De définir en lien avec les communes et les acteurs du territoire, des politiques d'attribution territorialisées.

Cette démarche doit contribuer à l'objectif plus général de favoriser des partenariats équilibrés avec les bailleurs sociaux, responsables de l'attribution et du fonctionnement des ensembles immobiliers avec, pour finalités :

- L'aide à la définition des politiques de l'habitat
- L'aide à la programmation du logement social
- L'aide à l'observation et à la mise en œuvre des politiques locales de l'habitat
- La définition des politiques intercommunales d'attribution

Les données consultables et éventuellement téléchargeables par cette application sont des données à caractère personnel relevant du champ de l'analyse sociodémographique et sont soumises à des règles strictes de confidentialité en conformité avec les dispositions de l'article L442-5 du Code de la Construction et de l'Habitation et avec le Règlement Général sur la Protection des Données (RGPD). A ce titre, le projet de convention joint en annexe a été soumis pour avis, favorable, au service en charge du RGPD de la Communauté de l'auxerrois.

L'administrateur local désigné est le responsable du service Habitat. Il aura notamment pour tâche de confirmer les demandes d'ouverture de compte pour l'accès aux données, leur traitement ainsi que le partage avec les bailleurs sociaux du territoire.

Dans ce cadre, sera mis en place un Comité de suivi qui aura pour tâche d'apporter des éléments qualitatifs à l'analyse des données.

Les données pourront également être implantées dans un SIG à développer au sein de la Direction de l'urbanisme et du dynamisme du territoire.

La présente convention n'a aucune incidence financière pour la Communauté de l'auxerrois.

Il est proposé au Conseil communautaire :

- D'adopter les termes de la convention,

- D'autoriser le Président à signer la convention et à désigner un administrateur pour les modalités d'accès au portail et aux données.

communauté
de l'auxerrois

Pour accéder à l'annexe, cliquez ici

46. Aire d'accueil gens du voyage – Modification du règlement intérieur

Dans le cadre du décret n° 2019-1478 du 26 décembre 2019 relatif aux aires permanentes d'accueil et aux terrains familiaux locatifs destinés aux gens du voyage et pris pour l'application de l'article 149 de la loi n° 2017-86 du 27 janvier 2017 relative à l'égalité et la citoyenneté, il est nécessaire de

mettre à jour le règlement intérieur de l'aire d'accueil des gens du voyage de la communauté de l'auxerrois, située route de Toucy.

Conformément à l'article 5, l'aire d'accueil est divisée en emplacements de 2 places soit 20 emplacements pour 40 places. Chaque emplacement dispose d'un bloc sanitaire et d'un accès à l'alimentation en eau potable et en électricité permettant d'individualiser les consommations.

Le règlement doit se mettre en conformité avec l'article 10 du présent décret relatif au dépôt de garantie.

Celui-ci doit être d'un montant maximum équivalent à un mois du droit d'emplacement. Dans le règlement intérieur de 2015, le dépôt de garantie s'élevait à 100€ par emplacement, il convient donc de l'ajuster à 60€ par emplacement.

Par ailleurs il est proposé de passer la durée du séjour maximum (hors dérogation) de 2 mois à 3 mois consécutifs, conformément à l'article 8, du décret sus mentionné. Des dérogations, dans la limite de 7 mois supplémentaires, peuvent être accordées sur justification, en cas de scolarisation des enfants, de suivie d'une formation, de l'exercice d'une activité professionnelle, problèmes de santé, hospitalisation ou l'intégration vers un processus de sédentarisation accru.

Il est proposé au Conseil communautaire :

- D'adopter les modifications du règlement intérieur de l'aire d'accueil des gens du voyage au titre des articles 8 et 10 du décret n° 2019-1478 du 26 décembre 2019,

- D'autoriser le Président à signer le règlement intérieur.

communauté de l'auxerrois

Pour accéder à l'annexe, cliquez ici

47. Politique de Ville de l'Auxerrois - Rapport Annuel 2019

Le Maire de la commune concernée par les Quartiers Politique de la Ville (QPV) ainsi que le Président de l'établissement public de coopération intercommunale (EPCI) compétent en matière de Politique de la Ville, co-signataires du contrat de ville, sont tenus de présenter annuellement à leur assemblée délibérante respective, un rapport sur la situation de la collectivité.

Ce rapport est débattu au sein du conseil communautaire et le sera également au sein du conseil municipal d'Auxerre.

Son contenu est détaillé à l'article 1 du décret pré-cité.

Les contributions et/ou délibérations du conseil communautaire et de toute autre partie signataire du contrat de ville sont annexées au projet de rapport sous la forme d'un avis.

Le présent rapport élaboré par le Service Politique de la Ville de la Communauté d'Agglomération de l'Auxerrois comprend :

- La situation géographique, données socio-démographiques et services existants dans les Quartiers Politique de la Ville ;
- Le déroulement, financements et bilans des actions des programmations d'actions 2019 ;
- Les démarches mises en place en 2019 pour rendre l'outil contrat de ville plus efficient ;
- Les perspectives d'évolution ;
- Avis des co-financeurs signataires du contrat de ville sur ce rapport annuel 2019.

Il est proposé au Conseil communautaire :

- d'approuver le projet de rapport ci-joint ;

- de prendre en compte les éventuelles observations formulées par le conseil municipal d'Auxerre.

communauté de l'auxerrois

Pour accéder à l'annexe, cliquez ici

48. Convention Régionale Urbaine et Sociale entre le Conseil Régional de Bourgogne Franche Comté et la Communauté d'Agglomération de l'Auxerrois - Avenant n° 3

Pour rappel, la convention régionale de cohésion sociale et urbaine définit le cadre ainsi que les modalités de l'engagement réciproque de la région et des signataires, en faveur des orientations de la stratégie de cohésion urbaine et sociale du territoire de l'agglomération de l'auxerrois et plus particulièrement des Quartiers Politique de la Ville d'Auxerre (Sainte Geneviève, Les Rosoirs, Rive-Droite et Saint-Siméon…).

Cette convention comprend :

- les 3 grands axes de la région en matière de cohésion sociale et urbaine concernant les Quartiers Politique de la Ville du territoire :

- Favoriser la qualité des logements sociaux et des équipements publics ;
- Accroître l'attractivité des quartiers par l'amélioration du cadre de vie ;
- et Favoriser l'accès à l'information, à l'orientation, à la formation et à l'emploi.

- les objectifs stratégiques du contrat de ville de l'Auxerrois en matière d'accès à l'emploi et d'insertion, de rénovation urbaine et du public jeune

- la gouvernance du contrat de ville

- les engagements financiers des 2 parties de part leurs orientations.

Le présent avenant (ci-joint) a pour objet :

- la prolongation de la durée de la convention jusqu'au 31 décembre 2024 ;

- l'adaptation des modalités financières d'engagement de la région soit :

- des subventions d'investissement pour le Programme de Renouvellement Urbain des quartiers d'intérêt local (Rive-Droite et Saint-Siméon) à hauteur de 500 000€ ;

- des subventions d'investissement pour le Programme de Renouvellement Urbain du quartier d'intérêt régional (Les Rosoirs) à hauteur de 2,5M d'€ ;

- des subventions de fonctionnement annuelles pour les actions des programmations du contrat de ville à hauteur de 45 000 €.

Il est proposé au Conseil communautaire :

- D'approuver l'avenant joint en annexe ;

- D'autoriser le Président à signer ledit avenant.

communauté de l'auxerrois

Pour accéder à l'annexe, cliquez ici

49. Convention de partenariat entre le Centre d'Information des Droits des Femmes et de la Famille (CIDFF) et la Communauté d'Agglomération de l'Auxerrois pour le dispositif de téléprotection grave danger (TGD) – Avenant n° 1

La téléprotection grave danger (TGD) est un téléphone portable disposant d'une touche préprogrammée et dédiée, permettant à la bénéficiaire de joindre, en cas de danger, la plateforme d'assistance accessible 7j/7 et 24h/24.

Le CIDFF est l'association désignée par le Procureur de la République pour gérer ce dispositif sur le Département. L'association analyse les situations signalées sur la base de critères pré-définis.

Le dispositif repose dans un 1er temps sur un accompagnement fourni par le CIDFF et dans un 2nd temps sur la protection physique de la bénéficiaire et sur l'accompagnement pendant toute la durée de la mesure de protection. Le CIDFF dispose de 24 téléphones à ce jour pour l'ensemble du département.

Entre 2019 et 2020, une évolution notoire liée au confinement est apparue. En effet, en 2019, le CIDFF suivait 7 femmes dont 2 habitants en Quartier Politique de la Ville d'Auxerre. En 2020, le CIDFF suit 18 femmes dont 6 sont de l'auxerrois habitants les Quartiers Politique de la Ville.

La Communauté d'Agglomération de l'auxerrois apporte depuis une participation financière annuelle auprès du CIDFF à hauteur de 1000 €.

Afin de soutenir cette action, il est proposé un avenant à la convention initiale pour un an avec pour objet de reconduire le dispositif et les modalités d'accompagnement (ci-joint).

Il est proposé au Conseil communautaire :

- D'approuver l'avenant joint en annexe ;

- D'autoriser le Président à signer ledit avenant ;

- De dire que les crédits nécessaires sont inscrits au budget de la politique de la ville.

communauté de l'auxerrois

Pour accéder à l'annexe, cliquez ici

50. Convention de partenariat entre la Maison de l'Emploi et de la Formation de l'Auxerrois et la Communauté d'Agglomération de l'Auxerrois – Avenant n° 1

La Maison de l'Emploi et de la Formation de l'Auxerrois s'engage auprès de la Communauté d'Agglomération de l'Auxerrois :

- à promouvoir et compléter les services rendus aux demandeurs d'emploi,
- à fédérer et animer l'action des partenaires publics et privés,
- à assurer une convergence des politiques de l'emploi, de l'insertion, de la formation, de la création d'entreprises, de la reconversion, de l'évolution professionnelle dans le cadre de diagnostics, stratégies et plans d'actions partagés, nécessaires au développement économique et social du territoire.

Elle apporte également aux entreprises une offre de service personnalisée et intégrée d'insertion professionnelle.

Elle gère notamment :

- un centre de ressources qui recouvre un centre de documentation, une cyber-base et un point relais « accueil, information, orientation et accompagnement ».

- le PLIE (Plan Local d'Insertion à l'Emploi) : outil d'harmonisation des initiatives développées en faveur de l'insertion et de la prévention de l'exclusion des publics en difficultés, dans le cadre d'un contrat d'objectifs concerté et pluriannuel.

A noter que malgré les 2 confinements, à ce jour :
- 251 participants ont été accompagnées par le PLIE en 2020,
- 85 entrées ont été validées, dont 26 bénéficiaires du RSA et 49 personnes venant des QPV.
- au 31/10/2020, 39% des personnes accompagnées ont quitté le dispositif en sortie positive, soit pour des emplois durables, des missions intérim de longue durée, des formations qualifiantes validées.

Depuis 2016, dans le cadre d'une convention pluri-annuelle, la Communauté d'Agglomération de l'auxerrois apporte une participation financière à hauteur de 126 700 € auprès de la Maison de l'Emploi de la façon suivante :

- Pour les frais de fonctionnement des fonctions Centre de ressources, Cyber-base Emploi et Accueil-Information-Orientation-Accompagnement une subvention annuelle de 61 700€ comme figurant dans la convention initiale.

- Pour sa fonction PLIE : une subvention annuelle de 65 000 €.

Il est proposé au Conseil communautaire :

- D'approuver l'avenant joint en annexe ;
- D'autoriser le Président à signer ledit avenant ;
- De dire que les crédits nécessaires sont inscrits au budget de la politique de la ville.

communauté de l'auxerrois

Pour accéder à l'annexe, cliquez ici

51. Convention de partenariat entre la Mission Locale de l'Auxerrois et la Communauté d'Agglomération de l'Auxerrois - Avenant n° 1

Le Président informe que la convention pluriannuelle qui lie la Communauté d'Agglomération de l'Auxerrois et la Mission Locale de l'Auxerrois arrive à échéance le 31/12/2020.

La Mission Locale de l'Auxerrois favorise l'insertion sociale et/ou professionnelle au profit des jeunes résidant sur le territoire de la Communauté d'Agglomération de l'Auxerrois dont les jeunes des Quartiers Politique de la Ville.

La Mission locale a pour fonction :

- d'accueillir, informer, orienter et accompagner individuellement les jeunes de 16 à 25 ans ;
- de contribuer à la mise en œuvre des politiques d'insertion initiées par l'Etat et les autres collectivités territoriales ;
- de développer le partenariat local au service des jeunes rencontrant des difficultés d'accès à la formation et à l'emploi ;

Afin de soutenir la Mission locale et permettre la continuité de ses actions, il est proposé de renouveler cette convention pour un an.

Les engagements de la Mission Locale, dans le cadre de l'accompagnement des jeunes, précisés dans la convention sont les suivants :

- Mettre en œuvre le dispositif de service civique en permettant un suivi régulier du jeune, tout au long de son parcours, et de libérer la structure d'accueil de toutes les formalités notamment administratives ;

- Dans le cadre du dispositif garantie jeunes, de compléter les aides visant à sécuriser les parcours et permettre d'accéder à l'autonomie financière des jeunes;

- et Assurer la gestion et l'animation du Point Information Jeunesse.

La Communauté de l'Auxerrois apporte dans ce cadre, un soutien financier à hauteur de 56 000 euros (identique au montant versé en 2019 et 2020).

Il est proposé au Conseil communautaire :

- d'émettre un avis favorable à l'avenant joint en annexe ;
- d'autoriser le Président à signer ledit avenant ;
- de dire que les crédits nécessaires sont inscrits au budget de la politique de la ville.

communauté de l'auxerrois

Pour accéder à l'annexe, cliquez ici

52. Site Natura 2000 - Validation du portage de l'animation et financement de l'animation du site pour l'année 2021

La Communauté de l'auxerrois a été sollicitée par la Direction Départementale des Territoires en juillet 2018 pour porter l'animation du site Natura 2000 FR2600990 « Landes et tourbières du bois de la Biche ».

Ce site est constitué d'une seule entité de 339ha ; il repose sur les « sables jaunes de la Puisaye » et est parcouru par le ru de la Biche. Il se compose de milieux naturels rares que sont les zones tourbeuses et marécageuses, ainsi que les pelouses et landes sur sables. Il est en grande partie installé sur deux communes de la Communauté de l'Auxerrois : Appoigny (18 % de la surface) et Branches (71%), mais également sur la commune de Fleury-la-Vallée (11%).

Ce site est doté d'un document d'objectifs de gestion (DOCOB), élaboré par le COPIL et approuvé par le Préfet de l'Yonne le 14 mars 2018 (Arrêté n°DDT/SEM/2018/0006).

L'animation du site Natura 2000 FR2600990 « Landes et tourbières du bois de la Biche » par la Communauté d'agglomération a été initiée en Juillet 2019.

L'animation d'un site Natura 2000 consiste à animer et coordonner les différentes actions relatives à la préservation, la gestion et la valorisation du patrimoine naturel, telles que définies dans le DOCOB. Un animateur est chargé d'assurer la conduite des différents projets selon plusieurs dimensions : planification pluriannuelle du projet global, animation de la réflexion et de la concertation avec les acteurs concernés, mise en œuvre des Contrats, accompagnement des propriétaires, réalisation d'études, évaluation et redéfinition. L'animateur doit animer des groupes de travail, des réseaux d'acteurs et des commissions liés aux instances décisionnaires et politiques de sa structure : COPIL et Comité de suivi. Il travaille en étroite collaboration avec la Direction Départementale des Territoires, les propriétaires des parcelles, dont les communes, et les différents gestionnaires.

Considérant que le site Natura 2000 n° FR2600990 « Landes et tourbières du bois de la Biche » est l'un des sites les plus remarquables du territoire et que sa préservation constitue un enjeu environnemental non négligeable,

Considérant que l'animation du site peut faire l'objet d'une prise en charge financière par l'État et l'Union européenne,

Il est proposé que la Communauté d'agglomération de l'auxerrois poursuive l'animation du site Natura 2000 n° FR2600990 à hauteur d'un jour/semaine d'un agent avec les compétences requises. Elle sollicite à ce titre auprès de la Direction Départementale des Territoires un financement croisé État - Union européenne. Le montant de cette opération, consiste en la mise à disposition d'un agent de la Communauté d'agglomération de l'auxerrois et en coûts indirects. Ce montant fera l'objet d'une demande de subvention à hauteur de 100 % (47 % État, 53 % Union européenne).

Il est proposé au Conseil communautaire :

- d'approuver
  - l'animation
  - le plan de financement indicatif ci-dessus,

- d'autoriser
  - la poursuite de l'animation pour l'année 2021,
  - Monsieur le Président à signer tous les documents afférents à ce dossier,
  - Monsieur le Président à effectuer toutes les demandes de subventions correspondantes.

communauté
de l'auxerrois

53. Eaux pluviales urbaines – Définition de la compétence

La loi transfère obligatoirement aux communautés d'agglomération au 1er janvier 2020 la compétence assainissement des eaux usées et gestion des eaux pluviales urbaines.

En ce sens, par délibération n°2019-106 la Communauté de l'Auxerrois a initié une modification de ses statuts pour intégrer la compétence assainissement regroupant l'assainissement collectif, l'assainissement non collectif et les eaux pluviales urbaines en compétence obligatoire.

La compétence des eaux pluviales urbaines, limitée aux zones urbainex et à urbaniser doit être définie.

L'article L2226-1 du Code Général des Collectivités Territoriales définit la compétence de gestion des Eaux Pluviales Urbaines comme le service assurant « la collecte, le transport, le stockage et le traitement des eaux pluviales des aires urbaines ».

L'article R2226-1 du même code précise les missions concernées par l'exercice de cette compétence à savoir la définition du patrimoine existant ou celui à créer pour répondre aux enjeux posés par ces eaux ainsi que leur exploitation et entretien en coordination avec les propriétaires.

Il est proposé de définir les éléments constitutifs du système de gestion des eaux pluviales urbaines (GEPU), en zone urbaines et à urbaniser comme suit:

- les réseaux canalisés enterrés,
- les ouvrages de stockage et de traitement enterrés,
- les postes de relèvement ou de refoulement

Les ouvrages suivants sont exclus de la compétence GEPU :

- tous les ouvrages hors zones urbaines et à urbaniser,
- les ouvrages non enterrés (surface) :
  - les gargouilles,
  - les grilles/avaloirs,
  - les bassins à ciel ouvert de tous types (régulation, rétention, stockage, infiltration, etc.), les jardins filtrants, les noues (paysagères ou non), les fossés et les parcs et terrains inondables,
- les ouvrages enterrés :
  - les ouvrages de décantation ou d'infiltration, les boîtes de branchements, les branchements,
  - Ru busé et busage ponctuel,
- tous les ouvrages exclusivement destinés aux eaux de voirie :
  - réseaux, bassins, dessableurs, séparateurs à hydrocarbures, parkings, puits d'infiltration, chaussée drainantes.

A cette définition la répartition des charges associées serait la suivante :

	A la charge de	
Réseaux canalisés enterrés y compris poste de refoulement	Communauté de l'Auxerrois	Communes
Surveillance des réseaux	X	
Curage des postes de refoulement, des réseaux et regards	X	
Désobstruction réseaux et regard	X	
Réparation ou scellement des tampons de voirie		X (sauf en cas de réhabilitation ou création de réseaux)
Bassin de rétention/infiltration non enterrés	Communauté de l'Auxerrois	Communes
Surveillance		X
Entretien et curage des ouvrages de stockage		X
Entretien des espaces verts, des clôtures, ramassage des détritus,...		X
Ouvrages de stockage enterrés	Communauté de l'Auxerrois	Communes
Surveillance et équipement	X	
Entretien et curage des bassins enterrés	X	
Branchement des immeubles (enterrés)	Communauté de l'Auxerrois	Communes

Curage des boîtes de branchement (tabouret)		X
Curage du branchement		X
Désobstruction du branchement		X
Réparation ou scellement tête de tabouret		X
Grilles et avaloirs	Communauté de l'Auxerrois	Communes
Curage grille de surface		X
Curage ouvrage de décantation		X
Désobstruction du branchement		X
Réparation ou scellement des grilles/avaloirs		X
Ouvrages exclusivement destinés aux eaux de voirie (enterrés et non enterrés)	Communauté de l'Auxerrois	Communes
Surveillance		X
Entretien et curage des ouvrages de transport, collecte et stockage/traitement		X
Entretien des espaces verts, des clôtures, ramassage des détritus, ...		X

Il est proposé au Conseil communautaire :

- D'approuver la définition des éléments constitutifs du système de gestion des eaux pluviales urbaines au titre de l'article R.2226-1 du CGCT,
- D'autoriser le Président à signer tous actes nécessaires à l'exécution de la présente délibération.

communauté de l'auxerrois

54. Service Public d'Assainissement Collectif – Prise en charge financière des mises en conformité des réseaux en domaine privé et création de branchements en domaine public

Dans le cadre de diverses opérations avant le transfert de la compétence assainissement, des communes ont pris partiellement en charge le coût des branchements des usagers. Des forfaits ont été appliqués, des branchements en domaine public ont été intégralement financés et une commune a pris en charge les coûts résiduels des mises en conformité des réseaux privés.

Ces décisions étaient motivées par :

- la nécessité, dans le cadre de la mise en séparatif de réseau, de vaincre la réticence à leur participation financière d'un certain nombre de riverains qui avaient en l'état un branchement conforme de leur habitation et que celui-ci serait devenu non conforme du fait de la mise en séparatif,
- l'obligation de résultat vis-à-vis des unités de traitement et des milieux récepteurs, par une mise aux normes rapides d'un maximum d'installations privées et de branchements au réseau collectif (la réglementation laisse un délai de 2 ans),
- l'implication de plus de 80 % des riverains pour bénéficier des aides de l'Agence de l'Eau lors de la mise aux normes de leur réseau.

Compte tenu de l'importance des opérations à venir pour respecter la réglementation et les mises en demeure de la Police de l'eau, il est nécessaire que la Communauté adopte une position sur la prise en charge financière des branchements qu'ils soient sur le domaine public ou privé. Cette décision doit tenir compte :

- des contraintes budgétaires imposées notamment par la levée des nombreuses mises en demeure de la Police de l'eau,
- des aides actuelles de l'Agence de l'Eau qui limite fortement le coût des branchements à la charge de l'usager dans le cadre d'opérations groupées,
- de l'absence d'obligation de la Communauté de l'Auxerrois à participer au financement des branchements.

Ainsi, il est proposé qu'il n'y ait pas de prise en charge financière pour les branchements en domaines public et privé par la Communauté de l'Auxerrois, exception faite du cadre d'opération de mise en séparatif du réseau d'assainissement. Cette prise en charge devant être conditionnée par le fait :

- que les branchements s'inscrivent dans une opération menée par la Communauté de l'Auxerrois,
- que lesdits branchements bénéficient d'une subvention de l'Agence de l'eau,
- que les branchements concernés soient considérés conformes avant la mise en séparatif car connectés correctement au réseau unitaire.

Il est proposé au Conseil communautaire de décider :

- qu'il n'y ait pas de prise en charge financière pour les branchements en domaine public et privé par la Communauté de l'Auxerrois, exception faite dans le cadre d'opération de mise en séparatif du réseau d'assainissement. Cette prise en charge devant être conditionnée par le fait :
    - que les branchements s'inscrivent dans une opération menée par la Communauté de l'auxerrois,
    - que lesdits branchement bénéficient dans le cadre de l'opération de subvention de l'Agence de l'eau,
    - que les branchements concernés soient considérés conformes avant la mise en séparatif car connectés correctement au réseau unitaire.

communauté
de l'auxerrois

Pour accéder à l'annexe, cliquez ici

55. Approbation de la révision du zonage d'assainissement et de la réalisation du zonage des eaux pluviales de la commune de Lindry

L'article L224-10 du code général des Collectivité territoriales prévoit que les communes ou leurs établissements publiques délimitent, après enquête publique :

1. les zones d'assainissement collectif où elles sont tenues d'assurer la collecte des eaux usées domestiques et le stockage, l'épuration et le rejet ou la réutilisation de l'ensemble des eaux collectées ;
2. les zones relevant de l'assainissement non collectif où elles sont tenues d'assurer le contrôle de ces installations et, si elles le décident, le traitement des matières de vidange et, à la demande des propriétaires, l'entretien et les travaux de réalisation et de réhabilitation des installations d'assainissement non collectif ;
3. les zones où des mesures doivent être prises pour limiter l'imperméabilisation des sols et pour assurer la maîtrise du débit et de l'écoulement des eaux pluviales et de ruissellement ;
4. les zones où il est nécessaire de prévoir des installations pour assurer la collecte, le stockage éventuel et, en tant que besoin, le traitement des eaux pluviales et de ruissellement lorsque la pollution qu'elles apportent au milieu aquatique risque de nuire gravement à l'efficacité des dispositifs d'assainissement.

La délibération du 8 février 2019 du Conseil municipal de Lindry a approuvé le projet de zonage d'assainissement des eaux usées et des pluviales qui prévoit :

- de limiter les zones d'assainissement collectif au réseau d'assainissement et de les agrandir au hameau des Loups en totalité et au hameau des Bachelets en partie, du n°1 au n°12 de la rue des Bachelets et du n°32 au n°46 de la rue des Vignes,
- d'édicter quatre zones de gestion des eaux pluviales (une zone de lutte contre le ruissellement sur les zones non urbanisées, une zone de stockage des eaux pluviales, une zone de compensation des imperméabilisations nouvelles sur des zones déjà urbanisées, une zone sans restriction).

L'arrêté du Président de la Communauté de l'Auxerrois en date du 13 juillet 2020 a mis le projet de la révision du zonage d'assainissement et de la réalisation du zonage des eaux pluviales de la commune de Lindry à enquête publique.

Le rapport et les conclusions du commissaire enquêteur en date du 12 octobre 2020 sont favorables.

La révision du zonage d'assainissement et la réalisation du zonage des eaux pluviales de la commune de Lindry a été rendue nécessaire dans le cadre de la révision du Plan local d'urbanisme de la commune de Lindry.

Il est proposé au Conseil communautaire :

- D'approuver la révision du zonage d'assainissement et de la réalisation du zonage des eaux pluviales de la commune de Lindry;
- D'autoriser le Président à signer tous actes nécessaires à l'exécution de la présente délibération.

communauté
de l'auxerrois

Pour accéder à l'annexe, cliquez ici

56. Service Public d'Assainissement Collectif – Tarification 2021

Le Service Public d'Assainissement Collectif a pour objet la collecte, le transport et le traitement des eaux usées. Il doit garantir un réseau efficient sur l'ensemble du territoire et des rejets d'eaux conformes à la réglementation. Ceci demande des moyens financiers conséquents essentiellement fournis par les redevances d'assainissement prélevées sur chaque mètre cube consommé.

Elles se composent de la rémunération des différents titulaires des contrats de concessions et de parts communautaires nécessaires notamment au service géré en régie et aux investissements.

En 2021, il est envisagé de consacrer notamment :

- 1 720 000 € pour des contrats de prestation,
- 179 000 € pour des travaux de réparations,
- 85 000 € pour des assistants à maître d'ouvrage (mise en place futur mode de gestion...)
- 1 803 500 € pour des travaux d'amélioration, de contrôles et surveillance du réseau,
- 379 000 € pour des travaux de mise en séparatif de réseau et 194 000€ pour la mise aux normes des installations en domaine privé,
- 124 000 € pour des travaux d'extension,
- 200 000 € pour des travaux non programmés,
- 100 000 € pour études et des travaux liés aux stations d'épurations,
- 4 230 000 € pour les opérations pluriannuelles.

Le produit des parts communautaires sera complété par des emprunts ainsi que des subvention de l'Agence de l'eau.

Compte des réflexions en cours sur l'harmonisation tarifaire et les modes de gestion, il est proposé d'appliquer la tarification de 2020 (en annexe 1) pour 2021.

Il est proposé au Conseil communautaire :

- d'approuver des tarifs 2021 de la surtaxe communautaire identique à ceux de 2020.

communauté
de l'auxerrois

57. Service Public d'Eau Potable – Surtaxe 2021

Vu, les statuts de la Communauté d'Agglomération de l'Auxerrois, et notamment ses articles traitant des compétences optionnelles en matière de lutte contre la pollution des ressources en eau

potable sur les bassins versants des captages communautaires et d'eau (production, transport, et distribution de l'eau potable, …)

Le Service Public d'eau potable a pour objet la distribution d'eau potable. Il doit garantir un approvisionnement suffisant et de qualité et un réseau efficient sur l'ensemble du territoire. Ceci demande des moyens financiers conséquents essentiellement fournis par la surtaxe communautaire prélevée sur chaque mètre cube consommé.

Il pourrait être envisagé de consacrer en 2021 :

- **pour la protection des ressources:**
  - 105 000 € pour des études (actualisation aire d'alimentation captage des Boisseaux...),
  - 90 000 € pour une assistance à maîtrise d'ouvrage (suivi charte locale et …),
  - 181 000 € pour l'animation et la promotion d'une agriculture compatible avec une eau de qualité,
  - 250 000 € pour le Paiement des Services Environnementaux,
  - 100 000 € pour d'éventuelles acquisitions foncières.

- **pour l'amélioration de la surveillance du réseau** 263 200 € via l'installation de compteurs de sectorisation.

- **pour la pérennisation du patrimoine :**
  - 1 637 600 € pour le renouvellement du réseau de distribution,
  - 380 000 € pour la réhabilitation d'ouvrage,
  - 595 000 € pour le renouvellement du réseau de transport et sa sécurisation.

- **pour le développement urbain** 117 000 € afin de réaliser des extensions de réseaux.

Cette proposition s'inscrit dans l'hypothèse d'une augmentation annuelle de 7 % de la surtaxe menée depuis 2016 pour viser un taux de 2% de renouvellement du réseau au bout de 14 ans contre un taux actuel de 0.63%. Dans ce cadre, la surtaxe passerait de 0,92 € / m^3 à 0,98 € m^3 soit une augmentation de 7,20 € pour une consommation de 120 m^3.

Il est proposé au Conseil communautaire :

- de fixer le montant de la surtaxe à partir du 1er janvier 2021 à 0, 98 €.

communauté de l'auxerrois

Pour accéder à l'annexe, cliquez ici

58. Convention entre le Département de l'Yonne et la Communauté de l'Auxerrois dans le cadre du déploiement d'un réseau FTTH départemental sur le territoire communautaire, situé hors du périmètre AMII

L'existence du fonds national pour la société numérique (FSN), créé dans le cadre du programme national très haut débit (PNTHD) en 2010, ayant pour vocation à stimuler l'investissement, soutenir

les projets d'aménagement numérique et assurer la couverture des zones les plus difficiles d'accès en matière de très haut débit, le Département de l'Yonne a adopté, le 28 janvier 2011, le schéma directeur territorial d'aménagement numérique (SDTAN). En sa qualité d'opérateur aménageur et pilote du réseau d'initiative publique (RIP), Le Conseil Départemental s'est engagé en partenariat avec les établissements publics de coopération intercommunale (Communautés de Communes et Communautés d'Agglomération), dans un programme de développement du Très Haut Débit sur le territoire.

Ce programme Très Haut Débit de l'Yonne est basé sur deux technologies principales et complémentaires et sont l'objet de conventions distinctes :

- sur la première étape de son action (2016-2020/2021), la Montée en Débit (MeD), technologie préparant la Fibre à l'abonné en milieu rural. Initialement prévue sur près de 100 zones mal couvertes pour un montant de l'ordre de 20 M € HT, le programme s'ajuste à la baisse pour une quantité de 26 MeD en substitution de fibre à l'abonné (FttH). La convention n°ANT-MeD n°001-2018 est signée le 20 avril 2018.

- la fibre optique à l'abonné (Fiber To The Home ou FttH) se découpe en deux étapes :

    - une Étape 1 reposant sur un nouveau périmètre étendu à 55 000 locaux. Ce réseau sera construit de 2018 à 2021 ; il est ciblé sur les zones les plus denses et mal desservies en ADSL du Département. La convention n°2018-FTTH-005 est signée le 19 avril 2018,
    - une Étape 2 reposant sur la construction de la zone d'initiative publique résiduelle par le délégataire de service public choisi par le Conseil Départemental de l'Yonne le 13 décembre 2019, à savoir le groupement d'entreprises Altitude Infrastructure/Fuji, qui doit déployer 120 000 prises de 2020 à fin 2022 dans le cadre de la convention attribuée (la DSP Étape 2), qui a été transférée à la société ad hoc dédiée à son exécution, YCONIK (le Délégataire de l'Étape 2).

<u>Pour mémoire</u>, conformément au programme de financement de l'Etape 1 arrêté initialement par la délibération du 14 décembre 2018, modifiant la délibération du 23 juin 2017 du Conseil départemental, la répartition des cofinancements de l'opération de construction du réseau d'initiative publique FttH sous la maîtrise du Département de l'Yonne, pour l'étape 1 étendue, était la suivante :

*<u>Hypothèses Financement EPCI</u> (**FttH : 100 € la prise**)*

Total	*PFTHD*	*Département*	*EPCI*	*Région*	*FEDER*
75 millions €	*20 millions*	*20 millions*	*15 millions*	*18 millions*	*2 millions*
	27 %	*27 %*	*20 %*	*24 %*	*2 %*

Pour l'Étape 2, il ressort de la délégation de service public que le coût public s'avère nul, la DSP ne prévoyant aucune subvention de premier établissement ou de couverture des coûts de raccordement à verser par le Département au Délégataire de l'Étape 2. Autrement dit, le coût net public de l'Étape 2 est nul.

En conséquence, le Département propose aux EPCI d'une part de considérer le déploiement de la fibre comme un projet global, d'autre part d'arrêter un montant de participation des EPCI péréqué à l'échelle de l'ensemble de la zone d'initiative publique icaunaise.

Cette approche globale des étapes 1 et 2 permet donc de traiter équitablement tous les territoires et tous les habitants pour de mêmes équipements, de lisser les besoins de financements et de proposer un coût identique par prise, quel que soit son mode de réalisation (Marché étape 1 ou DSP étape 2).

Le montant de participation de chaque EPCI, pour l'ensemble des déploiements des Étapes 1 et 2 est fixé comme suit :

- une mutualisation des risques et des résultats entre le Conseil Départemental et les EPCI, ce qui supposera :
    - un partage de recettes relatif au niveau d'intervention de chaque acteur public en fonction du solde du budget ANT, qui devra être positif,
    - un ajustement de la contribution des EPCI en cas de non-réalisation du coût cible fixé à 33 €.
- un appel de fonds initial à 33 € ;
- une clause de revoyure annuelle ;
- une association d'un représentant des EPCI au comité de pilotage de l'étape 2. Ce représentant sera désigné par ses pairs parmi les présidents des établissements publics de coopération intercommunale et sera de préférence également Conseiller Départemental ;

Conformément à la participation initiale de 20% pour l'étape 1 de la convention2018-FTTH-005, la Communauté de l'Auxerrois a déjà versé la somme de 324 363.40 € TTC (soit un coût à la prise de 507€ TTC), la péréquation de l'étape 1 et 2 des coûts de construction implique un reversement du Conseil Départemental pour le trop-perçu d'un montant de 170 682.40 € TTC.

La présente Convention annule et remplace la précédente convention 2018-FTTH-005 entre le Département et la Communauté de l'Auxerrois ;

Il est proposé au Conseil communautaire :

- D'approuver la convention CA-CD89_2020-FTTH-016 du département relative à la réalisation d'un déploiement FttH sur la base d'une participation de la Communauté de l'Auxerrois à 33€ par prise raccordable, participation révisée annuellement par une clause de revoyure, quelque soit l'étape de couverture, pour un montant prévisionnel de 87 747€ TTC pour l'étape 1 et de 65 934€ TTC pour la seconde étape soit un montant global prévisionnel de 153 681€ TTC,

- D'autoriser le Président à signer cette convention,

- D'autoriser le Président à signer l'ensemble des pièces nécessaires à la bonne exécution de la présente délibération et à entreprendre toutes démarches nécessaires à sa mise en œuvre.

communauté
de l'auxerrois

Pour accéder à l'annexe, cliquez ici

59. Personnel communautaire - Mise à disposition d'un agent municipal pour assurer le pilotage de la politique de la ville

La politique de la Ville est une compétence communautaire.

Dans le cadre de l'organisation mutualisée entre la Ville d'Auxerre et la Communauté de l'Auxerrois, la politique de la Ville a été intégrée au sein de la Direction de la Cohésion Sociale et de la Solidarité.

Cette direction est chargée de différentes missions et politiques publiques dont l'objectif est le développement et le renforcement du lien social pour le bien vivre ensemble et la lutte contre les exclusions à l'échelle du territoire. Elle doit développer une action forte de cohésion sociale à travers l'ensemble des services dont elle assure la gestion et la politique de la Ville est un dispositif extrêmement important pour contribuer à ce projet.

La Direction de la Cohésion Sociale et de la Solidarité est dirigée par un directeur recruté par la ville d'Auxerre.

Afin de permettre à ce dernier de piloter le service communautaire chargé de la politique de la Ville, il convient d'accepter sa mise à disposition au bénéfice de la Communauté de l'Auxerrois et de signer une convention entre la Ville et la Communauté de l'Auxerrois.

Cette mise à disposition au sein de la Communauté de l'Auxerrois s'effectuera à hauteur de 15 % de son temps de travail, compte tenu du poids des missions dans cet établissement public à partir du 1er janvier 2021.

Les dépenses afférentes à la mise à disposition, basées sur 15 % des éléments constitutifs de la rémunération seront retracées annuellement et remboursées par la Communauté de l'Auxerrois à la Ville d'Auxerre chaque fin d'exercice.

Il est proposé au Conseil communautaire :

- d'approuver la mise à disposition du Directeur de la Cohésion Sociale et de la Solidarité auprès de la Communauté de l'Auxerrois à hauteur de 15 % de son temps,
- d'autoriser le Président à signer la convention de mise à disposition,
- d'autoriser le Président à signer les actes relatifs à l'exécution de la présente délibération.

communauté
de l'auxerrois

Pour accéder à l'annexe, cliquez ici

60. Personnel communautaire - Mise à disposition d'un agent du CCAS d'Auxerre pour assurer les tâches administratives de la politique de la ville et mise à disposition de locaux pour exercer cette compétence

La politique de la Ville est une compétence communautaire.

Dans le cadre de l'organisation mutualisée entre la Ville d'Auxerre et la Communauté de l'Auxerrois (CA), la politique de la Ville a été intégrée au sein de la Direction de la Cohésion Sociale et de la Solidarité.

Cette direction est chargée de différentes missions et politiques publiques dont l'objectif est le développement et le renforcement du lien social pour le bien vivre ensemble et la lutte contre les exclusions à l'échelle du territoire. Elle doit développer une action forte de cohésion sociale à travers l'ensemble des services dont elle assure la gestion et la politique de la Ville est un dispositif extrêmement important pour contribuer à ce projet.

L'assistance administrative du Directeur pour la politique de la Ville est assurée par un agent recruté par le Centre Communal d'Action Sociale (CCAS) d'Auxerre.

Afin de lui permettre d'effectuer les tâches administratives liées à la politique de la Ville, il convient d'accepter sa mise à disposition au bénéfice de la CA et de signer une convention entre le CCAS d'Auxerre et la CA.

Cette mise à disposition au sein de la CA s'effectuera à hauteur de 30 % de son temps de travail, compte tenu du poids des missions à partir de 2020.

Les dépenses afférentes à la mise à disposition de cet agent, basées sur 30 % des éléments constitutifs de la rémunération seront retracées annuellement et remboursées par la CA au CCAS d'Auxerre chaque fin d'exercice.

En complément, l'assistante de direction et deux autres agents de la CA, exercent leur mission dans le cadre de la politique de la Ville de la CA dans les locaux du CCAS. La Communauté devra rembourser les frais de fonctionnement (charges bureautiques, fournitures administratives, charges d'exploitation du bâtiment et charges kilométriques pour les véhicules) à hauteur de leur mise à disposition pour exercer cette compétence.

Il est proposé au Conseil communautaire :

- d'approuver la mise à disposition de l'assistante administrative du Directeur du CCAS auprès de la CA à hauteur de 30 % de son temps,
- d'approuver, dans le cadre de la mise à disposition de locaux pour les agents exerçant leur mission pour la politique de la Ville au sein du CCAS, le remboursement des frais de fonctionnement tels que décrits dans la convention,
- d'autoriser le Président à signer la convention de mise à disposition,
- d'autoriser le Président à signer les actes relatifs à l'exécution de la présente délibération.

communauté
de l'auxerrois

61. Frais de représentation du Président et du Directeur Général des Services

Le code général des collectivités territoriales prévoit que le président d'une communauté d'Agglomération peut percevoir une indemnité pour frais de représentation.

L'objet de cette indemnité pour frais de représentation est de couvrir les dépenses supportées par le Président à l'occasion de l'exercice de ses fonctions.

Les dépenses ainsi couvertes au titre des frais de représentation sont des dépenses accessoires dont le montant peut varier considérablement selon les collectivités et les activités du Président.

Il revient au conseil Communautaire de décider d'octroyer ou non, cette indemnité ainsi que d'en fixer le montant.

L'indemnité peut être accordée sous la forme d'une indemnité unique, fixe et annuelle dont le montant est déterminé forfaitairement.

Au vu des fonctions du Président, il est proposé de lui octroyer à compter de 2021 une indemnité forfaitaire d'un montant annuel de 2 000 euros.

Par ailleurs, le Directeur Général des Services est également amené à supporter des dépenses liées à sa fonction, il est proposé de lui octroyer à compter de 2021 une indemnité forfaitaire de frais de représentation d'un montant annuel de 2 000 euros.

Il est proposé au Conseil communautaire :

- D'attribuer des frais de représentation au Président et au Directeur Généal des services,
- De fixer le montant de l'enveloppe annuelle du Président à 2 000 euros,
- De fixer le montnat de l'enveloppe annuelle du Directeur Général des Services à 2 000 euros,
- De prévoir et d'inscrire au budget les crédits nécessaires au versement de ces frais.

communauté
de l'auxerrois

Pour accéder à l'annexe, cliquez ici

62. Régime indemnitaire – Actualisation

Conformément à l'article 88 de la loi 84-53 du 26 janvier 1984, les organes délibérants des collectivités territoriales et de leurs établissements publics fixent les régimes indemnitaires, dans la

limite de ceux dont bénéficient les différents services de L'État. Les régimes indemnitaires peuvent tenir compte des conditions d'exercice, des fonctions et de l'engagement professionnel des agents. Lorsque les services de L'État servant de référence bénéficient d'une indemnité servie en deux parts, l'organe délibérant détermine les plafonds applicables à chacune de ces parts et en fixe les critères, sans que la somme des deux parts dépasse le plafond global des primes octroyées aux agents de L'État.

Les agents qui subissent une baisse de leur régime indemnitaire dans le cadre de la mise en place de nouvelles dispositions réglementaires, bénéficient à titre individuel du maintien du montant du régime indemnitaire dont ils bénéficiaient en application des dispositions réglementaires antérieures.

Par délibération n°2017-246 du 12 décembre 2017, afin de se conformer au décret n°2014-513 du 20 mai 2014 portant création d'un régime indemnitaire tenant compte des fonctions, des sujétions, de l'expertise et de l'engagement professionnel, la Communauté de l'Auxerrois a mis en place, le régime indemnitaire tenant compte des fonctions, des sujétions, de l'expertise et de l'engagement professionnel (RIFSEEP).

Le RIFSEEP est composé de deux parties :

- l'indemnité de fonctions, de sujétions et d'expertise (I.F.S.E.) qui vise à valoriser l'exercice des fonctions et constitue l'indemnité principale de ce nouveau régime indemnitaire. Cette indemnité repose, d'une part, sur une formalisation précise de critères professionnels et d'autre part, sur la prise en compte de l'expérience professionnelle,
- le complément indemnitaire annuel (C.I.A.) lié à l'engagement professionnel et à la manière de servir.

Le décret 2020-182 du 27 février 2020 actualise les équivalence avec la fonction publique de l'État les différent cadres d'emplois de la fonction publique territoriale pour la définition des régimes indemnitaires servis aux agents territoriaux.

Il convient de modifier les annexes liées au grade , primes de niveau de responsabilité et tenues.

Le comité technique a été consulté le 28 juin 2019, le 16 septembre 2019, le 22 novembre 2019 et le 13 mars 2020, le 20 novembre 2020 , le 27 novembre 2020 et le 4 décembre 2020.

Il est proposé au Conseil communautaire :

- D'adopter le régime indemnitaire tel que défini en annexe,
- D'autoriser le versement du régime indemnitaire tel que décrit dans la présente délibération,
- D'autoriser le président à signer les actes à venir, en application de la présente délibération,
- De dire que les crédits nécessaires seront proposés au vote du budget, chapitre 012.

communauté
de l'auxerrois

Pour accéder à l'annexe, cliquez ici

63. Personnel communautaire – Modification de l'effectif réglementaire

Conformément aux dispositions de l'article 34 de la loi n°84-53 du 26 janvier 1984, « les emplois de chaque collectivité ou établissement sont créés par l'organe délibérant de la collectivité ou de l'établissement ».

L'effectif réglementaire du personnel de la Communauté de l'Auxerrois doit être modifié pour tenir compte des mouvements de personnels.

Il prendra effet à partir du 1er janvier 2021 en référence au projet de budget 2021.

Les postes pourront être pourvus par voie statutaire ou à défaut par voie contractuelle sur le fondement de l'article 3-3 de la loi n°84-53.

Les recrutements par voie contractuelle sur le fondement de l'article 3-3 2° répondent à la notion des besoins du service afin d'assurer la continuité du service public.
Au titre des mouvements, les créations de postes sont les suivantes :

Postes	Grades	Catégorie	Emploi permanent TC	Emploi permanent TNC	Type de Recrutement	Temps de travail
Archiviste	Assistant de conservation	B	1		Par voie statutaire ou Loi n°84-53 du 26.01.1984, article 3-2	35h
Technicien informatique Chargé d'application	Technicien	B	1		Par voie statutaire ou Loi n°84-53 du 26.01.1984, article 3-2	35h
Gestionnaire de collecte	Agent de maîtrise principal	C	1		Par voie statuaire mutation	35h

Au titre de la promotion interne suite à réussite à examen les modifications sont les suivantes :
- suppression d'un poste d'adjoint administratif principal 1ère classe

Au titre des mouvements, les suppressions des postes suite au non remplacement de départs d'agents :

Postes	Grades	Catégorie	Emploi permanent TC	Emploi permanent TNC
Archiviste	Animateur pp 2e cl	B	1	
Rippeur	Adjoint technique	C	1	
Assistante	Adjoint adm pp 2e cl	C	1	
Gestionnaire valorisation des déchets	Adjoint technique	C	1	
Chef d'équipe espaces verts	Agent de maîtrise principal	C	1	
Agent de propreté	Adjoint tech pp 1e cl	C	1	
Agent de voirie	Adjoint tech pp 2e cl	C	1	
Chauffeur rippeur	Adjoint technique	C	1	
Métallier	Adjoint technique	C	1	
Menuisier	Adjoint tech 1ère	C	1	
Maçon	Adjoint technique	C	1	
Conducteur d'opération	Ingénieur	A	1	
Assistante RH	Adjointe administrative	C	1	
Dessinateur	Adjoint tech pp 1ere	C	1	

Le comité technique paritaire a été consulté.

Il est proposé au Conseil communautaire :

- d'approuver l'effectif réglementaire tel qu'il apparaît dans le tableau ci-joint,

- d'autoriser le Président à signer tous actes à intervenir, en application de la présente délibération,

- de dire que les crédits nécessaires au financement des dépenses de personnel correspondant aux effectifs autorisés sont inscrits au budget, au chapitre 012.

communauté de l'auxerrois

Pour accéder à l'annexe, cliquez ici

64. Instances communautaires - Règlement intérieur

L'article L. 5211-1 du Code général des collectivités territoriales prévoit que les communautés d'agglomération sont soumis aux dispositions de l'article L. 2121-8 du Code général des collectivités territoriales.

L'article L2121-8 du code général des collectivités territoriales dispose que dans les communautés d'agglomérations, le conseil communautaire « établit son règlement intérieur dans les six mois qui suivent son installation. Le règlement intérieur précédemment adopté continue à s'appliquer jusqu'à l'établissement du nouveau règlement.
Le règlement intérieur peut être déféré au tribunal administratif . »

Le contenu du règlement intérieur est fixé librement par le conseil communautaire qui peut se donner des règles propres de fonctionnement interne, dans le respect des dispositions législatives et réglementaires en vigueur.

Aussi, ce règlement ne peut porter que sur des mesures concernant le fonctionnement du conseil ou qui ont pour objet de préciser les modalités et les détails de ce fonctionnement.

Il doit cependant comporter obligatoirement les dispositions relatives aux articles suivants du code général des collectivités territoriales :

- les affaires soumises à délibération et les conditions de consultation, par les conseillers communautaires, des projets de contrats ou de marchés (article L.2121-12), comme le délai de dépôt des demandes ;
- les règles de présentation, d'examen et de fréquence des questions orales (article L.2121-19) ;
- les modalités du droit d'expression des conseillers n'appartenant pas à la majorité municipale dans les bulletins d'information générale diffusés par la commune (article L.2121-27-1) ;
- les conditions d'organisation du débat d'orientation budgétaire (article L.2312-1).

Il est proposé au conseil communautaire :

- d'adopter le règlement intérieur tel qu'il figure en annexe.

communauté
de l'auxerrois

65. Lycée Saint Joseph - Désignation d'un représentant au sein du conseil d'administration

Le conseil d'administration est l'assemblée qui prend les décisions importantes de l'organisation de l'établissement. Il est composé notamment de membres de l'établissement et de représentants élus.

Il se réunit au moins 3 fois par an pour adopter des décisions ou donner son avis sur des sujets particuliers.

Il y a donc lieu pour chaque établissement de procéder à la désignation d'un représentant du conseil communautaire pour siéger au sein du conseil d'administration du lycée Saint Joseph à Auxerre.

Il est proposé au Conseil communautaire :

- de désigner M…… pour siéger au sein du Conseil d'administration du lycée Saint Joseph.

communauté
de l'auxerrois

66. Conférence des Financeurs de l'Habitat Inclusif - Désignation d'un titulaire et d'un suppléant

Le soutien aux dispositifs d'habitat inclusif constitue un enjeu fort de développement de la société inclusive, au cœur des politiques à destination des personnes en situation de handicap et des personnes âgées. S'imposant comme une solution alternative à la prise en charge institutionnelle, l'habitat inclusif couple logement autonome et temps partagés, au sein d'un environnement sécurisé et adapté, en lien avec les services sociaux, ambulatoires, médico-sociaux et sanitaires.

Ainsi, conformément aux orientations nationales récentes, les missions de la Conférence des Financeurs de la Prévention de la Perte d'Autonomie des personnes âgées sont étendues à l'habitat inclusif.

Pour rappel, la Conférence des Financeurs de la Prévention de la Perte d'Autonomie (CFPPA), a pour mission de coordonner les acteurs stratégiques de la prévention de la perte d'autonomie. Maintenant élargie à l'habitat inclusif, sa composition sera complétée, dès 2020.

L'implication des communes et Établissements Publics et de Coopération Inter-communale (EPCI) dans les travaux de la Conférence des Financeurs de l'Habitat Inclusif est importante

pour garantir la cohérence des politiques de l'autonomie sur le territoire, en mettant notamment en avant les enjeux de lutte contre l'isolement des personnes en perte d'autonomie et la politique locale du logement.

Ces enjeux constituent une priorité du Schéma Départemental de l'Autonomie, voté par les élus départementaux le 5 juillet 2019.

Dans ce cadre il convient de désigner les représentants de la Communauté de l'auxerrois pour siéger à la Conférence des Financeurs de l'Habitat Inclusif.

Il est proposé au Conseil communautaire de désigner :

- M…… titulaire et M…….. suppléant(e) pour siéger à la Conférence des Financeurs de l'Habitat Inclusif.

communauté de l'auxerrois

67. Association des Collectivités pour la Maîtrise des Déchets et de l'Environnement (ASCOMADE) - Désignation d'un représentant

L'ASCOMADE est un réseau de collectivités territoriales de groupement de communes et de communes de plus de 5 000 habitants.

Régie par la loi de 1901, cette association, à but non lucratif et d'intérêt général, œuvre afin de favoriser l'échange d'informations et d'expériences, de conseiller les collectivités sur les aspects techniques, réglementaires et méthodologiques et de réaliser des actions communes permettant aux collectivités membres de gagner en efficacité, dans les domaines de la gestion de l'eau potable et de l'assainissement, en proposant à ses membres :

- une veille technique et réglementaire,
- des groupes d'échanges, des sessions d'information et d'échanges, des visites,
- des outils d'aide à la décision ou encore la conduite d'opérations pilotes mutualisées.
- un accompagnement opérationnel dans l'exercice quotidien des missions de leurs adhérents.

La Communauté de l'auxerrois adhère à cette association depuis plusieurs années et à ce titre doit désigner ses représentants au sein de cette association.

Il est proposé au Conseil Communautaire :

- de désigner M……. en tant que membre titulaire, et M…… en tant que membre suppléant.

communauté
de l'auxerrois

68. Comité local de cohésion territoriale – Désignation d'un titulaire et d'un suppléant

L'Agence nationale de la cohésion des territoires (ANCT) a été créée par la loi du 22 juillet 2019. Elle a pour mission, en tenant compte des particularités, des atouts et des besoins de chaque territoire, de conseiller et de soutenir les collectivités territoriales et leurs groupements dans la conception, la définition et la mise en œuvre de leurs projets.

Son action vise à aider à concrétiser les dynamiques en faveur de la transition écologique, de la revitalisation territoriale, de l'accès aux services publics, du développement économique, des usages du numérique, des mobilités, de la cohésion sociale et du logement.

L'Agence intervient auprès des collectivités selon des modalités distinctes allant de l'activation de programmes nationaux (Action cœur de ville, Petites villes de demain, France services, Territoires d'industrie, etc.) à la contractualisation pour la mise en œuvre d' un projet de territoire (pacte de cohésion territoriale), en passant par une approche « sur mesure » visant à mettre à disposition une ingénierie territoriale à l'appui de projets spécifiques.

Le législateur a prévu la création dans chaque département d'un Comité local de cohésion territoriale dont la composition est définie par voie réglementaire (art. R. 1232-10 du CGCT). Ce dernier a un rôle d'orientation des travaux de l'Agence dans le département.

A partir des orientations nationales validées par le conseil d'administration de l'ANCT, il définit, dans une feuille de route, la manière dont elles sont déclinées dans le département.

La Communauté de l'auxerrois est pressentie pour figurer au sein du Comité local de cohésion territoriale qui a vocation à se réunir une à deux fois par an, est tenu informé des demandes d'accompagnement émanant des collectivités territoriales et de leurs groupements, des suites qui leur sont données, ainsi que de la mise en œuvre des projets concernés.

Il est proposé au Conseil communautaire de désigner :

- de désigner M……. en tant que membre titulaire, et M…… en tant que membre suppléant pour siéger au sein du Comité local de cohésion territoriale.

communauté
de l'auxerrois

69. Délégation de service public pour l'exploitation des services publics de l'assainissement collectif sur l'ensemble du territoire de la commune de Venoy – Constitution de la Commission de Délégation de Service Public pour la passation de l'avenant 1

Par une délibération en date du 21 décembre 2017, le Conseil municipal de Venoy a approuvé le principe du recours à une délégation de service public pour l'exploitation des services publics de l'assainissement collectif sur l'ensemble du territoire de la commune de Venoy pour une durée allant du 1er juillet 2019 au 30 juin 2031, soit 12 années.

A l'issue de cette procédure et par une nouvelle délibération en date du 11 juin 2019, le Conseil Municipal a approuvé le présent contrat et autorisé Monsieur le Maire de Venoy à le signer avec la société SUEZ EAU FRANCE.

Suite au transfert de la compétence assainissement aux communautés d'agglomération à compter du 1er janvier 2020, la Communauté d'Agglomération de l'Auxerrois, par la délibération n°2019-106 du 20 juin 2020, possède désormais la compétence obligatoire de l'assainissement regroupant l'assainissement collectif, l'assainissement non collectif et les eaux pluviales urbaines en compétence obligatoire.

Le 26 août 2019, un marché public concernant la création du système d'assainissement collectif et des branchements privatifs associés sur le hameau de Montallery à Venoy a été signé. Il convient donc d'intégrer ces nouveaux réseaux d'assainissement à la délégation de service public d'assainissement en place sur le territoire de la commune de Venoy jusqu'à la fin de la délégation, soit jusqu'au 30 juin 2021.

Conformément aux articles L1411-5 et L1411-6 du Code Général des Collectivités Territoriales, tout projet d'avenant à une convention de délégation de service public entraînant une augmentation du montant global supérieure à 5% est soumis pour avis à la commission de délégation de service public. L'assemblée délibérante qui statue sur le projet d'avenant est préalablement informée de cet avis.

Cette commission est composée de 5 membres titulaires et de 5 membres suppléants élus au scrutin de liste à la représentation proportionnelle au plus fort reste. Elle est présidée par le Président ou son représentant désigné par arrêté. Le comptable de la collectivité et le représentant des services de la concurrence y siègent avec voix consultative.

La liste proposée par le Président est :

TITULAIRES :

1.
2.
3.
4.
5.

SUPPLÉANTS :

1.
2.
3.
4.
5.

M. présidera la commission en cas d'absence ou d'empêchement du maire.

Il est proposé au Conseil communautaire :

- De procéder à l'élection de la commission de délégation de service public du service public pour l'exploitation des services publics de l'assainissement collectif sur l'ensemble du territoire de la commune de Venoy , telle que proposée ci-dessus.

communauté
de l'auxerrois

70. Délégation d'attribution du conseil communautaire au Président – Modification

L'article L. 5211-10 du Code général des collectivités territoriales prévoit que « *Le président (peut) recevoir délégation d'une partie des attributions de l'organe délibérant à l'exception :*
1° Du vote du budget, de l'institution et de la fixation des taux ou tarifs des taxes ou redevances ;

2° De l'approbation du compte administratif ;

3° Des dispositions à caractère budgétaire prises par un établissement public de coopération intercommunale à la suite d'une mise en demeure intervenue en application de l'article L. 1612-15 ;

4° Des décisions relatives aux modifications des conditions initiales de composition, de fonctionnement et de durée de l'établissement public de coopération intercommunale ;

5° De l'adhésion de l'établissement à un établissement public ;

6° De la délégation de la gestion d'un service public ;

7° Des dispositions portant orientation en matière d'aménagement de l'espace communautaire, d'équilibre social de l'habitat sur le territoire communautaire et de politique de la ville ».

Par délibération n°2020-032 du 10 juillet 2020, le conseil communautaire a consenti au Président une délégation dans un certain nombre de matières. Il convient aujourd'hui de compléter ces délégations en y ajoutant l'octroi d'aides financières mise en place par le conseil communautaire.

En application de l'article L. 5211-10 du Code général des collectivités territoriales, le Président peut par délégation du conseil communautaire être chargé en tout ou partie, et pour la durée de son mandat :

1. D’arrêter et modifier l'affectation des propriétés de la Communauté de l'Auxerrois ;

2. De procéder, dans les limites fixées par le conseil communautaire, à la réalisation des emprunts destinés au financement des investissements prévus par le budget, et aux opérations financières utiles à la gestion des emprunts, y compris les opérations de couvertures des risques et taux et de change ainsi que de prendre les décisions mentionnées au III de l'article L.1618-2 et au a) de l'article L.2221-5-1, sous réserve des dispositions du c) de ce même article, et de passer à cet effet les actes nécessaires ; Les délégations consenties en application du présent article prennent fin dès l'ouverture de la campagne électorale pour le renouvellement du conseil communautaire.

Le conseil communautaire délègue au Président la réalisation de l’ensemble des emprunts et opérations financières s’y rapportant.

3. De prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres ainsi que toute décision concernant leurs avenants, lorsque les crédits sont inscrits au budget ;

4. De décider de la conclusion et de la révision du louage de choses pour une durée n'excédant pas douze ans ;

5. De passer les contrats d'assurance ainsi que d'accepter les indemnités de sinistre y afférentes ;

6. De créer, modifier ou supprimer les régies comptables nécessaires au fonctionnement des services communautaires;

7. D'accepter les dons et legs qui ne sont pas grevés ni de conditions ni de charges ;

8. De décider l'aliénation de gré à gré de biens mobiliers jusqu'à 4 600 euros ;

9. De fixer les rémunérations et de régler les frais et honoraires des avocats, notaires, avoués, huissiers de justice et experts ;

10. De fixer, dans les limites de l'estimation des services fiscaux (domaines), le montant des offres de la communauté à notifier aux expropriés et de répondre à leurs demandes;

11. D'exercer, au nom de la communauté, les droits de préemption définis par le code de l'urbanisme, que la communauté en soit titulaire ou délégataire, à l'occasion de l'aliénation d'un bien selon les dispositions prévues au premier alinéa de l'article L. 213-3 de ce même code dans les conditions que fixe le conseil communautaire ;

Le conseil communautaire délègue au Président l’ensemble des droits de préemption urbain.

12. D'intenter au nom de la communauté des actions en justice ou de défendre la communauté dans les actions intentées contre elle dans les cas définis par le conseil communautaire et de transiger avec les tiers dans la limite de 1 000 € ;

Le conseil communautaire délègue au Président le pouvoir d’ester en justice, tant en demande qu’en défense, en toutes matières et devant toutes les juridictions y compris la constitution de partie civile.

13. De régler les conséquences dommageables des accidents dans lesquels sont impliqués des véhicules communautaires;

Le conseil communautaire délègue au Président le pouvoir de régler, dans le respect des contrats d'assurances prévus dans le point 5), toutes les conséquences des accidents dans lesquels sont impliqués les véhicules communautaires.

14. De signer la convention prévue par le quatrième alinéa de l'article L. 311-4 du code de l'urbanisme précisant les conditions dans lesquelles un constructeur participe au coût d'équipement d'une zone d'aménagement concerté et de signer la convention prévue par le troisième alinéa de l'article L. 332-11-2 du même code précisant les conditions dans lesquelles un propriétaire peut verser la participation pour voirie et réseaux ;

15. De réaliser les lignes de trésorerie sur la base d'un montant autorisé par le conseil communautaire ;

Le conseil communautaire fixe le montant maximum des lignes de trésorerie à réaliser à 5 000 000 €.

16. D'exercer, au nom de la communauté et dans les conditions fixées par le conseil communautaire, le droit de préemption défini par l'article L. 214-1 du code de l'urbanisme ;

Le conseil communautaire délègue au Président l'ensemble des droits de préemption sur les fonds artisanaux, les fonds de commerce, les baux commerciaux et les terrains faisant l'objet de projets d'aménagement commercial.

17. D'exercer au nom de la communauté le droit de priorité défini aux articles L. 240-1 et suivants du code de l'urbanisme.

18. De prendre les décisions mentionnées aux articles L. 523-4 et L. 523-5 du code du patrimoine relatives à la réalisation de diagnostics d'archéologie préventive prescrits pour les opérations d'aménagement ou de travaux sur le territoire de la communauté ;

19. D'autoriser, au nom de la communauté, le renouvellement de l'adhésion aux associations dont elle est membre ;

20. De demander à tout organisme financeur, dans les conditions fixées par le conseil communautaire, l'attribution de subventions ;

Le conseil communautaire délègue l'intégralité des demandes de subventions à son profit dans tous les domaines.

21. D'attribuer les aides à l'accession à la propriété dans l'ancien et les aides à la réhabilitation du parc privé dans l'ancien dans le respect, pour chacune de ces aides, du règlement d'intervention défini par le conseil communautaire.

22. D'octroyer des aides financières préalablement mise en place par le conseil communautaire.

Il est proposé au Conseil communautaire :

- d'abroger la délibération n°2020-032 du 10 juillet 2020,

- de déléguer au Président les attributions énumérées ci-dessus,

- de confirmer que le conseil communautaire sera tenu informé des décisions prises en application de cette délégation dans les conditions prévues à l'article L. 5211-9 du Code général des collectivités territoriales,

- de dire que les décisions prises en application de cette délibération peuvent, par délégation du président, être signées par un autre élu ou par un agent agissant dans les conditions fixées à l'article L.5211-9 du Code général des collectivités territoriales,

- de préciser que sans préjudice des délégations de fonctions octroyées par le président et conseillers délégués en application de l'article L. 5211-9 du Code général des collectivités territoriales, les décisions relatives aux matières ayant fait l'objet de la délégation sont prises, en cas d'empêchement du maire, par l'élu assurant le remplacement du maire en vertu de l'article L. 5211-2 du Code général des collectivités territoriales.

communauté
de l'auxerrois

71. Compte rendu des décisions prises par délégation du Conseil communautaire

Par délibération n° 2020-032 du 10 juillet 2020, le conseil communautaire a donné délégation au Président pour signer des actes de gestion courante.

Le Conseil communautaire doit être informé des décisions prises dans le cadre de cette délégation.

Les décisions suivantes ont été prises :

Décisions :

N°	Date	Objet
ADM-032-2020	07/10/20	Portant signature d'un contrat avec le centre de gestion de la fonction publique territorial de l'Yonne, ayant pour objet le traitement du fond d'archives de la politique de la Ville de la Communauté de l'Auxerrois (23,5 mètres linéaires) pour un montant de 4 165 euros TTC.
ADM-033-2020	21/10/20	Portant adhésion de la Communauté d'Agglomération de l'Auxerrois à l'accord-cadre n° 2020-08 relatif au fonctionnement des solutions « 2School » et « 2Place » - Lot 2 : Contrat de fonctionnement logiciel et matériel de la solution « 2Place » de la CATP, sur le fondement de l'article L2113-2 1° du Code de la commande publique.

ADM-034-2020	14/10/20	Portant sur la réalisation d'un emprunt auprès de la banque postale pour un montant de 1 600 000,00 euros pour financer le pôle environnemental.
DCG-017-2020	15/10/20	Portant demande de subvention auprès de l'ADEME pour financer la mission d'un conseiller en énergie partagé.
DCG-018-2020	06/11/20	Portant demande de subvention auprès de l'Agence de l'Eau Seine Normandie pour financer les recherches des substances dangereuses au niveau du système d'assainissement de l'auxerrois.
DCG-019-2020	06/11/20	Portant demande de subvention auprès de l'Agence de l'Eau Seine Normandie pour la réalisation d'un schéma directeur intercommunal d'assainissement des eaux usées et des eaux pluviales de la Communauté de l'auxerrois.

Marchés

N°	Date de notification	Objet	Montant (TTC)
20CA09	21/10/2020	Réhabilitation des anciens vestiaires de l'usine Guilliet en Tiers Lieu - Lot 02 - Gros OEuvre Maçonnerie	336 000 €
20CA09	21/10/2020	Réhabilitation des anciens vestiaires de l'usine Guilliet en Tiers Lieu - Lot 03 - Charpente – Couverture – Zinguerie	97 737,28 €
20CA09	21/10/2020	Réhabilitation des anciens vestiaires de l'usine Guilliet en Tiers Lieu - Lot 05 – Cloisons - Doublage – Isolation	118 000 €
20CA09	21/10/2020	Réhabilitation des anciens vestiaires de l'usine Guilliet en Tiers Lieu - Lot 06 - Plomberie – Sanitaires - Chauffage – Ventilation	127 194 €
20CA09	21/10/2020	Réhabilitation des anciens vestiaires de l'usine Guilliet en Tiers Lieu - Lot 07 - Électricité	69 497,26 €
20CA09	21/10/2020	Réhabilitation des anciens vestiaires de l'usine Guilliet en Tiers Lieu - Lot 08 - Monte Personne	19 951,20 €
20CA09	21/10/2020	Réhabilitation des anciens vestiaires de l'usine Guilliet en Tiers Lieu - Lot 09 - Chape – Carrelage – Faïences	28 560 €
20CA09	21/10/2020	Réhabilitation des anciens vestiaires de l'usine Guilliet en	37 678,18 €

		Tiers Lieu - Lot 10 - Menuiseries Intérieures	
20CA09	21/10/2020	Réhabilitation des anciens vestiaires de l'usine Guilliet en Tiers Lieu - Lot 11 - Menuiseries Extérieures et Serrurerie	103 096,20 €
20CA09	21/10/2020	Réhabilitation des anciens vestiaires de l'usine Guilliet en Tiers Lieu - Lot 12 - Enduits, Peintures	22 561,16 €
ASS-CP1	30/10/2020	Réhabilitation du réseau communal de collecte des eaux usées – Champs sur Yonne – Avenant de transfert	Sans incidence financière – Avenant de transfert

Le conseil communautaire prend acte des décisions prises ci-dessus.

POUVOIR

Je soussigné(e) M……..…… donne pouvoir à M……...…… de me représenter et de voter au Conseil communautaire du …… .

Fait à ……, le …….

(Signature précédée de la mention manuscrite « bon pour pouvoir »)

Acceptation du pouvoir

(Signature précédée de la mention manuscrite « bon pour acceptation »)

communauté
de l'auxerrois

Pour retourner au sommaire, cliquez ici

CONSEIL COMMUNAUTAIRE

PROCES-VERBAL

DE LA SÉANCE DU JEUDI 22 OCTOBRE 2020

Le conseil de la Communauté de l'auxerrois, convoqué le 15 octobre 2020, s'est réuni le 22 octobre 2020 à 09 h 00 à AUXERREXPO, sous la présidence du Président, Crescent MARAULT.

Nombre de membres
en exercice : 64
présents : 56
votants : 63 dont 7 pouvoirs

Etaient présents :

Stéphane ANTUNES, Pascal BARBERET, Céline BAHR, Patrick BARBOTIN, Marie-Ange BAULU, Christophe BONNEFOND, Michel BOUBOULEIX, Anna CONTANT, Nordine BOUCHROU, Auria BOUROUBA, Jean-Luc BRETAGNE, Nicolas BRIOLLAND, Carole CRESSON GIRAUD, Mani CAMBEFORT, Dominique CHAMBENOIT, Raymonde DELAGE, Daniel CRENE, Mathieu DEBAIN, Sophie FEVRE, Gérard DELILLE, Michel DUCROUX, Sébastien DOLOZILEK, Chrystelle EDOUARD, Hicham EL MEHDI, Margaux GRANDRUE, Olivier FELIX, Pascal HENRIAT, Francis HEURLEY, Emilie LAFORGE, Julien JOUVET, Souleymane KONÉ, Jean-Luc LIVERNEAUX, Crescent MARAULT, Florence LOURY, Rémi MÉLINE, Odile MALTOFF, Lionel MION, Frédéric PETIT, Marie-Agnès MAURICE, Gilles PEYLET, Emmanuelle MIREDIN, Stephan PODOR, Laurent PONROY, Maryse NAUDIN, Bernard RIANT, Maud NAVARRE, Denis ROYCOURT, Magloire SIOPATHIS, Sylvie PREAU, Michaël TATON, Dominique TORCOL, Maryvonne RAPHAT, Vincent VALLÉ, Philippe VANTHEEMSCHE, Maryline SAINT-ANTONIN, Yves VECTEN.

Pouvoirs : Christian BOULEY à Francis HEURLEY, Arminda GUIBLAIN à Daniel CRENÉ, Isabelle JOAQUINA à Carole CRESSON-GIRAUD, Laurent HOURDRY à Pascal HENRIAT, Patrick PICARD à Patrick BARBOTIN, Guido ROMANO à Odile MALTOFF, Patricia VOYE à Nordine BOUCHROU.

Absent non représenté : Bruno MARMAGNE.

Secrétaire de séance : Christophe BONNEFOND.

Le Président souhaite rendre hommage à Samuel PATY, enseignant d'histoire-géographie au collège du Bois d'Aulne à Conflans-Sainte-Honorine (Yvelines), assassiné ce vendredi 16 octobre, en observant une minute de silence à sa mémoire.

Par ailleurs, le Président soumet à validation des conseillers communautaires l'ajout d'une délibération à l'ordre du jour de la présente séance relative à la désignation des représentants du Centre de gestion de l'Yonne.

Le Président met au voix l'adoption du procès verbal de la séance du 03 septembre 2020.

Maud NAVARRE souhaite que soit apportée une modification en page 3 parce qu'elle indique qu'elle n'a pas présenté sa candidature à l'élection du 3ème Vice-président.

Mani CAMBEFORT demande une modification sur la page 10 pour compléter ses propos par rapport aux écueils à éviter, à savoir que l'agglomération soit une amicale des maires.

Par ailleurs, concernant son intervention relative aux nombres de représentants pour les commissions thématiques en page 38, il souhaite que soit précisé qu'il s'agit de disposer d'un représentant par groupe d'opposition et un pour la majorité donc trois représentants en tout.

Mathieu DEBAIN souhaite que ses propos concernant son intervention en page 38 sur les actions à mener pour attirer les parisiens qui voulaient quitter l'île de France dans le cadre du confinement, soit complétés en précisant que ces actions doivent être rapides car c'est actuellement qu'ils souhaitent quitter l'île de France et que si ils partaient pour un autre territoire, il serait difficile de les faire revenir pour le nôtre.
De plus, il demande que la réponse du Président soit notée, à savoir qu'il souhaitait attendre pour réfléchir à cette question complexe.

Il ajoute, qu'au regard de ces différents souhaits de modifications de ce procès-verbal, il réitère sa demande quant à la possibilité de filmer ou d'enregistrer les séances de conseil communautaire.

Crescent MARAULT rappelle que le procès-verbal, rédigé par les services, reprend en synthèse les échanges et précise que les séances sont déjà intégralement enregistrées.

Florence LOURY précise que son intervention au sujet des commissions thématiques portait sur le nombre de membres prévu, à savoir 2 représentants pour la ville d'Auxerre, ce qui lui apparaissait insuffisant étant donné que la ville compte environ 35 000 habitants et que les problématiques ne sont les mêmes pour les territoires urbains par rapport aux ruraux en termes d'infrastructures et d'environnement.

Crescent MARAULT répond que toutes les modifications sont prises en compte et qu'une délibération sur les commissions thématiques est inscrite à l'ordre du jour de cette séance pour prendre en compte la modification du nombre de membres.

Le procès-verbal est adopté avec les modifications sollicitées.

N° 2020-127
Objet : Débat d'orientations budgétaires 2021

Le conseil communautaire débat sur les orientations budgétaires prévues pour l'exercice 2021.

Vote du conseil communautaire : sans objet

Crescent MARAULT rappelle que la Communauté devra procéder à des investissements importants notamment dans le cadre de la déviation Sud et dans la mise en place dune station hydrogène sur le territoire.

Il laisse la parole à Pascal HENRIAT qui présente les grandes orientations budgétaires pour l'exercice 2021.

Crescent MARAULT félicite le vice-président et le services des finances pour le travail accompli.

Il rappelle que l'objectif est la maîtrise des dépenses afin d'être en capacité de réaliser les investissements prévus dans le plan pluriannuel d'investissement.

Mathieu DEBAIN demande pourquoi le budget AuxR_Parc de 2021 présente plus de dettes que celui de 2020.

Pascal HENRIAT répond que cela correspond aux emprunts réalisés pour les travaux et l'aménagement dont la mobilisation était moins forte en 2020.

Il rappelle que ces emprunts sont amortissables sur une durée de 15 ans et qu'il convient de renégocier les pénalités de chaque remboursement anticipé.

Il fait remarquer qu'il aurait préféré un emprunt in fine sur 10 ans et le rembourser au fur et à mesure de la vente de parcelles en remboursement anticipé.

Mathieu DEBAIN demande pourquoi il y a deux millions de remboursement.

Pascal HENRIAT répond qu'il s'agit de moduler le tirage des fonds selon les travaux et les remboursements et que la partie du capital de l'emprunt ne peut être mis en investissement.

Mani CAMBEFORT rappelle ce que doit comporter un débat d'orientations budgétaires et remarque que celui présenté est plutôt bien fait sur les grands équilibres financiers.

Il appelle à la prudence quant à la maîtrise de la masse salariale afin de ne pas « tailler » de manière inconsidérée dans les effectifs comme cela a été fait pour les hôpitaux et les forces de police par exemple.

Il regrette que les orientations présentées soient générales et seulement sur l'aspect structurel et que les grands projets inscrits dans le tableau du plan pluriannuel d'investissement soient découverts au dernier moment.

Il est interpelé par l'absence de projets relatifs aux déchets et aux gens du voyage notamment au regard des obligations légales à remplir.

Il aurait souhaité une ébauche de projets à mettre en face de ces grands items et des orientations claires avec des éléments plus détaillés, communiqués en amont.

Au niveau de la dette il demande pourquoi on observe un pic de 5,5 millions de remboursement.

Par ailleurs, sur le budget mobilité il fait remarquer qu'un surcoût lié à hydrogène est indiqué alors qu'à partir de 2023 ou 2024 le coût des carburants va baisser avec la création de la station.

Aussi, concernant les 4 scénarios possibles pour équilibrer le budget mobilité, il indique que deux d'entre eux sont absolument à éviter, à savoir une diminution du niveau des services proposés et l'augmentation du versement transport payé par les entreprises.

Concernant le budget AuxR_Parc, il demande quelle est l'avancée de la vente des parcelles.

Sur le budget Redevance incitative, il rappelle que le choix entre la taxe d'enlèvement des ordures ménagères et la redevance incitative devra être fait en 2020 pour une mise en place effective en 2022 et demande à ce titre quel est le calendrier précis et quels sont les résultats de l'étude réalisée à ce sujet.

Pour le budget assainissement, il attire l'attention sur le renouvellement de la délégation de service public et rappelle la fusion des deux principaux prestataires en matière d'assainissement qui va créer un monopole sur ce secteur. A ce titre, il pense qu'il serait peut-être plus judicieux d'envisager une gestion en régie.

Crescent MARAULT rappelle l'état d'esprit en matière budgétaire qui consiste à mettre en œuvre une efficience et mener une vraie réflexion sur les projets.

Concernant la remarque sur le faible budget consacré à l'environnement, il rappelle que le cumul des politiques publiques pour l'eau et l'assainissement représente plus d'1 700 000 €.

Pour le coût de l'hydrogène, il précise qu'il sera difficile de le réduire et qu'il ne souhaite pas que la compensation amène à une diminution du niveau de service ou à une augmentation de la fiscalité des entreprises.

A propos de l'eau potable, il rappelle l'enjeu majeur de sa qualité et de sa quantité et que depuis 3 années consécutives notre territoire est soumis à un arrêté de sécheresse.

Il ajoute que le réseau est vieillissant et qu'il faudra mettre en œuvre une politique d'investissement avec les ressources de la surtaxe et les subventions de l'Agence de l'eau.

Au sujet d'AuxR_Parc, il précise que quatre projets devaient potentiellement aboutir dont un signé avec ENEDIS et un pour lequel aucune suite n'a été donnée.

Il attire l'attention sur le fait qu'il faudra être vigilent quant à la nature des entreprises qui en principe doivent exercer une activité industrielle.

Par ailleurs, il rappelle que le territoire connaît une concurrence et qu'il faudra en tenir compte dans la négociation lors des ventes tout en veillant à équilibrer le budget.

Concernant la redevance incitative, il répond qu'il reste une année pour travailler sur le sujet et ajoute qu'il fait confiance aux élus pour trouver une solution avec éventuellement un lissage dans le temps afin que cela soit mieux intégré.

Pascal HENRIAT, à propos des emprunts, rappelle que le recours à l'emprunt concerne les 5 budgets annexes mais pas le budget principal.

Il précise qu'un emprunt sera contracté pour le pôle environnemental et ceux indiqués dans le budget assainissement seront bientôt terminés.

Maud NAVARRE indique que la présentation est de qualité mais qu'elle aurait souhaité disposer d'éléments supplémentaires pour apprécier les grandes orientations qui vont être mises en oeuvre.

Concernant le budget annexe de l'eau, il est indiqué une augmentation de la surtaxe mais elle s'étonne que le recours aux subventions de l'ADEME et de l'Agence de l'eau n'apparaisse pas dans ce document alors qu'elles peuvent être potentiellement conséquentes.

Par ailleurs, elle fait remarquer que les montants globaux ne permettent pas de savoir si un certain nombre de projets prévus seront maintenus comme par exemple l'achat de terres agricoles dans le cadre de la protection des captages.

Sur le budget des transports elle est interpellée par l'absence d'inscription de subventions de la Région qui pourraient abonder ce budget et donner plus de marge de manœuvre et permettrait d'être plus ambitieux dans les projets proposés dans ce domaine.

Elle regrette que les orientations en matière d'environnement ne représentent que 405 000 € sur un an alors que c'est une compétence régalienne de la Communauté et s'inquiète des projets qui ne pourront pas être réalisés.

Concernant l'urbanisme, elle se demande si un million d'euros sera suffisant par rapport aux grands projets initiés notamment la rénovation du port.

Elle ne perçoit pas les projets derrière les chiffres et s'inquiète du plan de mandat.

Par ailleurs, dans ce contexte de crise sanitaire et économique elle aurait souhaité un engagement dans le cadre du plan de relance à l'échelle locale en lien avec le développement durable et la transition écologique.

Elle fait remarquer que la collectivité aura également à porter des projets forts en matière de politique de la ville et de cohésion sociale, ce qu'elle n'a pas vu transparaître dans ces orientations.

Crescent MARAULT précise qu'il s'agit de raisonner en grandes masses pour le débat d'orientations budgétaires et que les précisions sont apportées au moment du vote du budget primitif.

Concernant les subventions qui pourraient être perçues dans le cadre de projets liés à l'eau, il fait remarquer que l'Agence de l'eau est de moins en moins généreuse

En ce qui concernent les subventions de la Région en matière de transport, il précise que les subventions ont déjà été perçues en investissement pour l'achat des bus et qu'il n'y aura aucune subvention pour le fonctionnement.

Il ajoute qu'éventuellement l'ADEME pourra subventionner la construction de la station hydrogène.

Il précise que le projet de rénovation du port représente 16 millions d'euros et que cela n'est pas inclus dans les orientations budgétaires.

Il rappelle que dans le cadre de la grave crise sanitaire et économique, l'objectif premier est de retrouver des marges de manœuvre pour faire face aux investissements nécessaires et aux besoins d'urgence économiques et sociales dans la mesure où il est plutôt réservé sur un éventuel rebond en 2021.

En complément, Pascal HENRIAT indique qu'il faut tenir compte de la réalité économique et qu'il a fallu resserrer le budget afin de dégager une épargne nette d'un million d'euros et une

capacité d'investissement à hauteur de 5 millions, ce qui amène à faire des choix quant à la réalisation de certains projets.

Denis ROYCOURT se dit déçu par ces orientations notamment en matière d'environnement qui se retrouve « parent pauvre ».

Il estime que la présentation d'un débat d'orientations budgétaires est l'occasion pour la majorité de présenter ses orientations politiques.

Il rappelle que ce contexte de crise exige de prioriser les dépenses mais que ces orientations ne permettent pas d'avoir une vision claire sur les priorités.

Il indique que les dépenses de la collectivité en principe oriente l'économie locale et peut permettre de relancer certains secteurs d'activités notamment celui du bâtiment et des travaux publics en mettant en œuvre une politique de rénovation énergétique des bâtiments.

Concernant le budget l'eau, il fait remarquer que le recours à une usine de traitement des eaux n'est pas judicieuse dans la mesure où toutes les études montrent qu'une politique préventive est plus efficace et moins coûteuse.

A ce titre, il rappelle que le conseil scientifique de la Communauté de l'auxerrois a conclu qu'aucun traitement contre les pesticides n'est efficace et espère vivement que la collectivité ne s'engage pas sur cette voie.

Par ailleurs, il pense qu'il faut aller chercher les appels à projets notamment sur l'alimentation et les circuits courts, ce qui permet de percevoir des financements.

Concernant AuxR_Parc, au regard des difficultés à remplir cette zone, il pourrait être envisagé d'installer le conservatoire de la presse plutôt que sur le site des Piedalloues qui est une zone naturelle.

Il précise à ce titre, que les associations et riverains de cette zone sont très inquiets dans la mesure où elle est classée depuis octobre 2011.

Aussi, il souhaite connaître ce qu'il advient du pôle environnemental qui devrait s'ouvrir aujourd'hui et fait remarquer que cet équipement a été retenu au niveau national pour son aspect innovant et devait à ce titre recevoir des subventions importantes.

Il rappelle également qu'une directrice a été nommée et que, contrairement à ce qui se dit, des start up dans le domaine du développement durable avaient déjà posé leurs candidatures pour s'installer au sein du pôle et une exposition était prévue.

Il demande si ces projets ont été abandonnés.

Au sujet de la rénovation énergétique, Crescent MARAULT répond qu'un Plan Climat Air-Énergie Territorial a été lancé, comprenant également un volet nutrition.

Aussi, il rappelle que dans le cadre de la rénovation des bâtiments, l'outil indispensable permettant de programmer des actions est le Programme Local de l'Habitat qui n'a pas été révisé parce que la précédente équipe a fait le choix de repartir sur un nouveau document qui est à ce jour au stade du diagnostic.

De plus, il précise que le Schéma de Cohérence Territoriale n'est pas encore approuvé et fait remarquer qu'il n'est pas possible d'être en phase opérationnelle tant que ces documents d'accompagnement au renouvellement urbain n'ont pas encore abouti.

Concernant l'usine de traitement de l'eau, il répond que cela n'est pas prévu mais que la question de la fermeture d'un des captages est très préoccupante et qu'il y a urgence à trouver des solutions en la matière.

A propos d' AuxR_Parc et du dossier de la bibliothèque nationale de France, il fait remarquer que le cahier des charges de l'appel à projet est semble-t-il sous dimensionné financièrement et qu'après la sélection de potentiels territoires il y aura une forme d'enchère inversée qui consistera à savoir quel territoire sera disposé à mettre en œuvre les moyens financiers nécessaires pour accueillir ce projet.

Il attire l'attention sur les effets d'annonce en termes de création d'emplois et rappelle que pour AuxR_Parc, il s'agissait de créer 1 500 emplois alors qu'aujourd'hui il sera déjà bien d'en compter 500.

Il précise que le site des Piedalloues a été proposé parce qu'il a été jugé pertinent suite à une étude réalisée par le Département.

Concernant le budget de l'eau, il rappelle à Denis ROYCOURT son choix de baisser le prix de l'eau au moment de la réalisation d'économies lors du renouvellement de la délégation de service public alors que certains élus souhaitaient utiliser ce montant pour renouveler le réseau.

A propos du pôle environnemental, cet équipement représente une dépense de 500 000 € de frais de fonctionnement par an, ce qui est difficilement supportable en l'état actuel des finances communautaires.

Aussi, il précise que ce pôle devait accueillir du jeune public mais que rien n'est prévu pour la dépose en bus de ces derniers et que même les agents qui y travaillent ne disposent pas du stationnement nécessaire.

A cet égard, il a préféré stopper le projet initial et repartir sur une nouvelle base qui sera évoquée lors d'une commission générale qui se tiendra en novembre au cours de laquelle plusieurs scénarios seront présentés, permettant de déterminer la fonction précise du pôle environnemental et de diminuer les coûts de fonctionnement environ de moitié.

Au sujet des start up pressenties pour s'installer au sein du pôle, il estime que cela s'apparentait à du « remplissage » dans la mesure où il n' y avait pas de porteur de projet économique extérieur au territoire.

Maud NAVARRE rappelle les difficultés rencontrées dans le domaine de la qualité de l'eau et, à part l'augmentation de la taxe sur l'eau dont le produit sera utilisé principalement pour le renouvellement des canalisations, elle ne voit pas quelles mesures seront mises en œuvres pour solutionner ce problème.

Crescent MARAULT répond qu'il est clairement indiqué dans les orientations budgétaires que la collectivité a la volonté de se donner les moyens nécessaires pour la qualité de l'eau mais les solutions doivent être apportées à la suite d'une réflexion menée par les élus.

N° 2020-128
Objet : Budgets Principal, Eau potable, Redevance incitative, Zone des Macherins, SPANC, Prestations de service, Assainissement – Décision modificative

Les budgets de la Communauté de l'auxerrois doivent être modifiés comme indiqué ci-dessous :

BUDGET PRINCIPAL :

Les principales demandes de crédits supplémentaires concernent en investissement le soutien aux particuliers pour l'amélioration de l'habitat. En fonctionnement les crédits liés à la masse salariale sont ajustés à la baisse et repris sur les charges à caractère général.

Les crédits consacrés dans le cadre de la crise sanitaire sont basculés en section d'investissement afin de bénéficier de la procédure d'étalement de charges.

Chapitre	Nature	Montant Inscr.
011	CHARGES A CARACTERE GENERAL	439 437,39 €
012	CHARGES DE PERSONNEL ET FRAIS ASSIMILES	-370 080,00 €
023	VIREMENT A LA SECTION D'INVESTISSEMENT	425 000,00 €
042	OPERATION D'ORDRE DE TRANSFERT ENTRE SECTIOI	304 570,00 €
65	AUTRES CHARGES DE GESTION COURANTE	-107 000,00 €
67	AUTRES CHARGES EXCEPTIONNELLES	14 167,00 €
	TOTAL DEPENSES FONCTIONNEMENT	**706 094,39 €**

Chapitre	Nature	Montant Inscr.
002	RESULTAT DE FONCTIONNEMENT REPORTE	36,39 €
042	OPERATION D'ORDRE DE TRANSFERT ENTRE SECTIOI	420 000,00 €
70	PRODUITS DE SERVICES	50 928,00 €
74	DOTATIONS ET PARTICIPATIONS	235 130,00 €
	TOTAL RECETTES FONCTIONNEMENT	**706 094,39 €**

Chapitre	Nature	Montant Inscr.
040	OPERATION D'ORDRE DE TRANSFERT ENTRE SECTIOI	420 000,00 €
20	IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	96 967,00 €
204	SUBVENTIONS D'EQUIPEMENT VERSEES	330 000,00 €
21	IMMOBILISATIONS CORPORELLES	-19 000,00 €
23	IMMOBILISATIONS EN COURS	-278 327,00 €
	TOTAL DEPENSES INVESTISSEMENT	**549 640,00 €**

Chapitre	Nature	Montant Inscr.
021	VIREMENT A LA SECTION FONCTIONNEMENT	425 000,00 €
024	PRODUITS DES CESSIONS D'IMMOBILISATIONS	-180 000,00 €
040	OPERATION D'ORDRE DE TRANSFERT ENTRE SECTIOI	304 570,00 €
10	F.C.T.V.A.	-38 908,00 €
13	SUBVENTIONS D'INVESTISSEMENT RECUES	38 978,00 €
	TOTAL RECETTES INVESTISSEMENT	**549 640,00 €**

BUDGET EAU POTABLE

Les écritures visent à sortir les crédits d'une autorisation de programme pour les intégrer aux crédits « ordinaires » en investissement.

Une opération pour compte de tiers est crée afin de retracer la convention pour le lotissement de Saint Georges sur baulche. C'est une opération qui s'équilibre en dépenses et en recettes.

D/R	I/F	Nature	Opération	Antenne	Programme	Libellé	Montant
D	I	2111				TERRAINS NUS	-35 000,00
D	I	21531				RESEAUX D'ADDUCTION D'EAU	15 000,00
D	I	2315				INSTALLATIONS, MATERIEL ET OUTILLAGE TECHNIQUES	450 700,00
D	I	2315				INSTALLATIONS, MATERIEL ET OUTILLAGE TECHNIQUES	55 300,00
D	I	2315				INSTALLATIONS, MATERIEL ET OUTILLAGE TECHNIQUES	-206 000,00
D	I	2315				INSTALLATIONS, MATERIEL ET OUTILLAGE TECHNIQUES	20 000,00
D	I	2315	2004	APPO	AP2004	INSTALLATIONS, MATERIEL ET OUTILLAGE TECHNIQUES	-50 000,00
D	I	2315	2004	AUXE	AP2004	INSTALLATIONS, MATERIEL ET OUTILLAGE TECHNIQUES	-128 200,00
D	I	2315	2004	CHIT	AP2004	INSTALLATIONS, MATERIEL ET OUTILLAGE TECHNIQUES	-50 000,00
D	I	2315	2004	MONE	AP2004	INSTALLATIONS, MATERIEL ET OUTILLAGE TECHNIQUES	-26 400,00
D	I	2315	2004	STBR	AP2004	INSTALLATIONS, MATERIEL ET OUTILLAGE TECHNIQUES	-40 000,00
D	I	2315	2004	VENO	AP2004	INSTALLATIONS, MATERIEL ET OUTILLAGE TECHNIQUES	-5 400,00
D	I	4581	OPCT202008	STGE		DEPENSES (A SUBDIVISER PAR OPERATION)	44 000,00
							44 000,00
D/R	I/F	Nature	Opération	Antenne	Programme	Libellé	Montant
R	I	4582	OPCT202008	STGE		RECETTES (A SUBDIVISER PAR OPERATION)	44 000,00

BUDGET SPANC

La modification de crédit permettra d'enregistrer une annulation de titre à hauteur de 300€.

D/R	I/F	Libellé	Montant
D	F	CREANCES ADMISES EN NON-VALEUR	-300,00
D	F	TITRES ANNULES (SUR EXERCICES ANTERIEURS)	300,00

BUDGET Zone des Macherins

Les crédits vont permettre la régularisation d'une vente passée à tort TTC alors qu'elle devait l'être hors taxes.

D/R	*I/F*	*Nature*	*Libellé*	*Montant*
D	F	61521	SUR BIENS IMMOBILIERS	-21 244,70
D	F	63512	TAXES FONCIERES	1 907,00
D	F	673	TITRES ANNULES (SUR EXERCICES)	115 853,00

D	F	675	VALEURS COMPTABLES DES ELEMENTS	29,70
				96 545,00
D/R	*I/F*	*Nature*	*Libellé*	*Montant*
R	I	2111	TERRAINS NUS	0,00
R	F	775	PRODUITS DES CESSIONS D'IMMOBILIERS	0,00
R	F	778	AUTRES PRODUITS EXCEPTIONNELS	96 545,00
				96 545,00

BUDGET Prestations de service

Les modifications proposées visent à adapter le coût des mises à disposition de personnel aux montants qui seront réellement dus sur les prestations.

D/R	I/F	Nature	Service	Antenne	Libellé	Montant
D	F	60631	ATME	APPO	FOURNITURES D'ENTRETIEN	1 000,00
D	F	61551	ATME	APPO	MATERIEL ROULANT	1 000,00
D	F	6256	ADS		MISSIONS	0,00
D	F	64111	ADS		REMUNERATION PRINCIPALE	0,00
D	F	65888	ADS		AUTRES - AUTRES CHARGES DE GESTION COURANTE	10,00
						2 010,00
D/R	I/F	Nature	Service	Antenne	Libellé	Montant
R	F	74741	ATME	APPO	COMMUNES MEMBRES DU GFP	2 000,00
R	F	7588	ADS		AUTRES PRODUITS DIVERS DE GESTION COURANTE	10,00
						2 010,00

BUDGET Redevance incitative

Il est prévu sur ce budget d'intégrer le cout des personnels qui travaillent pour partie sur l'exercice de cette compétence. Un ajustement de l'excédent est également inscrit pour 40 €.

D/R	I/F	Nature	Libellé	Montant
D	F	6215	PERSONNEL AFFECTE PAR LA COLLECTIVITE DE RATTACH.	66 681,00 €
D	F	6287	REMBOURSEMENTS DE FRAIS	15 247,00 €
D	F	6541	CREANCES ADMISES EN NON-VALEUR	1 090,00 €
D	F	6541	CREANCES ADMISES EN NON-VALEUR	-83 248,00 €
D	F	6542	CREANCES ETEINTES	270,00 €
				40,00 €
D/R	I/F	Nature	Libellé	Montant
R	F	002	EXCEDENT ANTERIEUR REPORTE	40,00 €

BUDGET Assainissement

Les ajustements concernent la section d'investissement et la section de fonctionnement.

On peut noter l'intégration du transfert des résultats de certaines entités : le SIETEUA, le SIVB, le SIVU de Vincelles Vincellotte, et les communes de Auxerre, Charbuy et Monéteau.

En investissement cette intégration permet de diminuer les inscriptions d'emprunt et de compenser le surcoût du schéma directeur par rapport aux prévisions.

Sur la section de fonctionnement, l'intégration de ces excédent permet d'abonder l'autofinancement au profit de la section d'investissement.

D/R	I/F	Nature	Opération	Antenne	Libellé	Montant
D	I	13111			AGENCE DE L'EAU	408,00
D	I	2031			FRAIS D'ETUDES	676 016,00
D	I	2031		BLEI	FRAIS D'ETUDES	0,00
D	I	4581	OPCT202006	VENO	DEPENSES (A SUBDIVISER PAR OPERATION)	35 000,00
						711 424,00
D/R	I/F	Nature	Opération	Antenne	Libellé	Montant
R	I	001			EXCEDENT ANTERIEUR REPORTE/ MONETEAU	89 731,96
R	I	001			EXCEDENT ANTERIEUR REPORTE/ CHARBUY	-35 007,40
R	I	001			EXCEDENT ANTERIEUR REPORTE/ SIETEUA	376 998,67
R	I	001			EXCEDENT ANTERIEUR REPORTE/ SIVB	9 130,84
R	I	001			EXCEDENT ANTERIEUR REPORTE/ SIVU VV	593 742,59
R	I	001			EXCEDENT ANTERIEUR REPORTE/ AUXERRE	44 428,29
R	I	021			VIREMENT DE LA SECTION DE FONCTIONNEMENT	2 004 332,32
R	I	13111			AESN SCHEMA DIRECTEUR	1 113 613,00
R	I	1641			EMPRUNTS EN EURO	-1 516 213,95
R	I	1641			EMPRUNTS EN EURO	-2 004 332,32
R	I	4582	OPCT202006	VENO	RECETTES (A SUBDIVISER PAR OPERATION)	35 000,00
						711 424,00

D/R	I/F	Nature	Opération	Chapitre	Libellé	Montant
D	F	022		022	DEPENSES IMPREVUES	300 000,00 €
D	F	023		023	VIR section investissement	2 004 332,32 €
D	F	604		011	ACHATS D'ETUDES, PREST. DE SERVICES, EQUIP. ET TRA	43 260,00 €
D	F	617		011	ETUDES ET RECHERCHES	50 000,00 €

D	F	6281		011	CONCOURS DIVERS (COTISATIONS ...)	2 450,00 €
						2 400 042,32 €
D/R	I/F	Nature	Opération	Cha-pitre	Libellé	Montant
R	F	002		002	EXCEDENT ANTERIEUR REPORTE/ SIETEAU	2 307 586,91 €
R	F	002		002	EXCEDENT ANTERIEUR REPORTE/ SIVB	91 035,67 €
R	F	002		002	EXCEDENT ANTERIEUR REPORTE/ SIVU	1 419,74 €
						2 400 042,32 €

Après avoir délibéré, le Conseil communautaire décide :

- d'adopter la décision modificative telle que présentée ci-dessus.

Vote du conseil communautaire :
- voix pour : 55
- voix contre : 2 F. LOURY, D. ROYCOURT
- abstentions : 6 M. DEBAIN, S. FEVRE, M. CAMBEFORT, M. RAPHAT, M. NAVARRE, R. MÉLINE
- n'a pas pris part au vote : 0
- absent lors du vote : 1

Mani CAMBEFORT s'interroge sur le budget principal au sujet des charges à caractères générales et autres charges exceptionnelles qui représentent 14 167 €.

Pascal HENRIAT répond que cette somme correspond à des annulation de créances.

Concernant le budget Redevance incitative, Patrick BARBOTIN demande des précisions sur le montant des frais de personnel qui s'élève à 66 000 € et sur un excédent de 40 €.

Pascal HENRIAT précise que les frais de personnel correspondent au personnel affecté sur ce dossier de redevance incitative et que ce budget annexe a vocation à disparaître.

Delphine CIVEIT-ROGER, Directrice des finances, ajoute qu'il s'agit de remettre des frais de récupération de charges du personnel mis à disposition non passé en 2019 et que par conséquent ils s'ajoutent à l'exercice 2020, ce qui donne lieu à un ajustement de 40 €.

N° 2020-129
Objet : Commission Locale d'Évaluation des Charges Transférées (CLECT) et commission de suivi mutualisation - Approbation du règlement intérieur

L Conseil communautaire décide :

- d'adopter le règlement intérieur de la CLECT,
- d'autoriser le président à signer tous les actes nécessaires à l'exécution de la présente délibération.

Vote du conseil communautaire :
- voix pour : 63
- voix contre : 0

- abstentions : 0
- n'a pas pris part au vote : 0
- absent lors du vote : 1

N° 2020-130
Objet : Redevance incitative – reprise d'amortissement

Le Conseil communautaire décide :

- D'autoriser la régularisation des amortissements non comptabilités sur le budget « Redevance incitative » par une écriture d'ordre budgétaires utilisant les crédits du compte 1068.

Vote du conseil communautaire :
- voix pour : 63
- voix contre : 0
- abstentions : 0
- n'a pas pris part au vote : 0
- absent lors du vote : 1

N° 2020-131
Objet : Fonds de concours enseignement musical 2020 – Attribution aux communes

Le Conseil communautaire décide :

– D'attribuer un fonds de concours de 143 685,54 € pour soutenir l'enseignement musical dans l'auxerrois selon la répartition suivante :
– 97 899,73 € à la ville d'Auxerre,
– 8 747,69 € à la commune de Charbuy,
– 14 145,21 € à la commune de Chevannes,
– 11 725,63 € à la commune de Monéteau,
– 11 167,27 € à la communes de Coulanges-la-Vineuse.

Vote du conseil communautaire :
- voix pour : 63
- voix contre : 0
- abstentions : 0
- n'a pas pris part au vote : 0
- absent lors du vote : 1

N° 2020-132
Objet : Inscription Stade Nautique Arbre Sec (SNAS) – Remboursement inscription aquagym

Après avoir délibéré, le Conseil communautaire décide :

- d'accorder un remboursement intégral de l'inscription de l'usager à l'Aquagym pour un montant de 63 € référencé ci dessous :

N° de dossier	Montant à rembourser
SNAS CA/01	63 €

Vote du conseil communautaire :

- voix pour : 63
- voix contre : 0
- abstentions : 0
- n'a pas pris part au vote : 0
- absent lors du vote : 1

N° 2020-133
Objet : Atelier mécanique – Actualisation du coût horaire moyen

Après avoir délibéré, le Conseil communautaire décide :

- d'actualiser le coût horaire moyen pour l'année à 41,92 euros TTC ;
- d'autoriser le Président à signer tout acte nécessaire à l'exécution de la présente délibération.

Vote du conseil communautaire :

- voix pour : 63
- voix contre : 0
- abstentions : 0
- n'a pas pris part au vote : 0
- absent lors du vote : 1

N° 2020-134
Objet : Admission en non valeur

Après avoir délibéré, le Conseil communautaire décide :

- D'admettre en non valeur les titres de recettes correspondants aux sommes indiquées ci-après :

Budget principal :

Compte	Montants présentés
6541	0,00 €
6542	3 397,76 €
Total	3 397,76 €

Eau potable :

Compte	Montants présentés
6541	297,26 €
6542	0,00 €
Total	297,26 €

Redevance incitative :

Compte	Montants présentés
6541	1 085,18 €
6542	263,00 €
Total	1 348,18 €

Redevance incitative : Résorption 2007-2017

Compte	Montants présentés
6541	103 433,28 €
6542	0,00 €
Total	103 433,28 €

- D'autoriser le Président à signer tous actes à intervenir ;
- De dire que les crédits nécessaires sont inscrits au budget 2020.

Vote du conseil communautaire :

- voix pour : 63
- voix contre : 0
- abstentions : 0
- n'a pas pris part au vote : 0
- absent lors du vote : 1

N° 2020-135
Objet : Autorisations de programme – Modification

Après avoir délibéré, le Conseil communautaire décide :

· De clôturer l'autorisation de programme n° AP2004 relative au renouvellement de réseau de distribution du budget Eau Potable,
· De dire que les crédits sont inscrits à la décision modificative du budget 2020.

Vote du conseil communautaire :

- voix pour : 57
- voix contre : 0
- abstentions : 6 M. DEBAIN, S. FEVRE, M. CAMBEFORT, M. RAPHAT, M. NAVARRE, R. MÉLINE
- n'a pas pris part au vote : 0
- absent lors du vote : 1

Maud NAVARRE demande des précisions sur cette clôture d'autorisation de programme qui concerne 600 000 € de crédits pour le renouvellement du réseau de distribution d'eau potable.

Delphine CIVEIT-ROGER, Directrice des finances, répond que les crédits sont conservés et que la clôture est purement technique parce qu'il est difficile pour les services à gérer ce type de construction budgétaire.

N° 2020-136
Objet : AuxR_Parc - Actualisation du Cahier des Charges de Cession des Terrains (CCCT)

Après avoir délibéré, le Conseil communautaire décide :

- D'adopter l'actualisation du CCCT établie conformément aux dispositions des articles L 311-6 et R 311-19 du Code de l'urbanisme,
- D'autoriser le Président à procéder, conformément à l'alinéa 2 de l'article R. 311-5 du Code de l'urbanisme, aux mesures de publicité et d'information consécutives à la signature de l'actualisation du CCCT,

- D'autoriser le Président à communiquer le CCCT actualisé à tout prospect intéressé par l'achat d'un ou plusieurs lots. Dit que le CCCT actualisé sera annexé aux contrats de cession et autres formes de mise à dispositions,
- D'autoriser le Président à signer tous actes et documents aux fins d'exécution de la présente délibération.

Vote du conseil communautaire :

- voix pour : 63
- voix contre : 0
- abstentions : 0
- n'a pas pris part au vote : 0
- absent lors du vote : 1

Maud NAVARRE demande pourquoi les surfaces ont été revues.

Crescent MARAULT répond que cela a été fait dans le cadre de la clôture des parcelles.

N° 2020-137

Objet : Parc d'Activités à Appoigny – Convention régissant l'acceptation des eaux pluviales Les Bries, dit « AuxR_Parc » dans les ouvrages de la Société Autoroutes Paris-Rhin-Rhône (APRR)

Après avoir délibéré, le Conseil communautaire décide :

- D'adopter le projet de convention et d'en autoriser sa signature par le Président de la Communauté de l'Auxerrois ;
- D'autoriser le Président à signer tous actes et documents aux fins d'exécution de la présente délibération.

Vote du conseil communautaire :

- voix pour : 63
- voix contre : 0
- abstentions : 0
- n'a pas pris part au vote : 0
- absent lors du vote : 1

N° 2020-138

Objet : Aide aux loyers - Commerce de vente d'artisanat, de peinture, de décoration et d'art de la table « Basalte »

Après avoir délibéré, le Conseil Communautaire décide :

- D'attribuer une aide financière d'un montant 350€ mensuel, sur 6 mois au profit de l'EURL Basalte, Mme Ferraz ;
- D'autoriser le Président à signer tous actes et documents aux fins d'exécution de la présente décision.

Vote du conseil communautaire :

- voix pour : 63
- voix contre : 0
- abstentions : 0

- n'a pas pris part au vote : 0
- absent lors du vote : 1

Maud NAVARRE souhaite que les critères d'attribution soient rappelés.

Crescent MARAULT précise qu'il y a trois sortes de dispositifs et que les dossiers de demandes d'aides sont instruits par les services.

Mathieu DEBAIN demande si il existe une grille permettant de calculer la prise en charge des loyers.

Mani CAMBEFORT fait remarquer que certaines délibérations font apparaître des petites erreurs de calcul.

Crescent MARAULT répond que les critères seront rappelés lors des prochaines séances et que ces erreurs seront rectifiées.

N° 2020-139
Objet : Aide aux loyers - Hôtel « Le Cygne »

Après avoir délibéré, le Conseil Communautaire décide :

- D'attribuer une aide financière d'un montant de 500 euros par mois sur 6 mois soit 3 000 euros au profit de la SAS Le Cygne, Mme Tatiana Seguin ;
- D'autoriser le Président à signer tous actes et documents aux fins d'exécution de la présente décision.

Vote du conseil communautaire :
- voix pour : 63
- voix contre : 0
- abstentions : 0
- n'a pas pris part au vote : 0
- absent lors du vote : 1

N° 2020-140
Objet : Aide aux loyers - Commerce de détails vestimentaire « Le Studio Deux »

Après avoir délibéré, le Conseil Communautaire décide :

- D'attribuer une aide financière d'un montant de 500 euros par mois sur une période de 6 mois soit 3000 euros au profit de la SAS Le Studio ;
- D'autoriser le Président à signer tous actes et documents aux fins d'exécution de la présente décision.

Vote du conseil communautaire :
- voix pour : 63
- voix contre : 0
- abstentions : 0
- n'a pas pris part au vote : 0
- absent lors du vote : 1

N° 2020-141
Objet : Aide aux loyers - Bar à couture « Ma Jolie Taille »

Le conseil communautaire décide :

.D'attribuer une aide financière d'un montant de 343 euros par mois sur une période de 6 mois soit un montant de 2058 euros au profit de Mme MICHEL, bar à couture « Ma Jolie Taille » ;

.D'autoriser le Président à signer tous actes et documents aux fins d'exécution de la présente décision.

Vote du conseil communautaire :

- voix pour :
- voix contre : 0
- abstentions : 0
- n'a pas pris part au vote : 0
- absent lors du vote : 1

N° 2020-142
Objet : Aide aux travaux - Boulangerie « Garreau »

Après avoir délibéré, le Conseil Communautaire décide :

- D'attribuer une aide financière de 564,10 euros à la Boulangerie Garreau, M. François GARREAU ;

- D'autoriser le Président à signer tous actes et documents aux fins d'exécution de la présente décision.

Vote du conseil communautaire :

- voix pour : 63
- voix contre : 0
- abstentions : 0
- n'a pas pris part au vote : 0
- absent lors du vote : 1

N° 2020-143
Objet : Aide aux travaux - Atelier de musique « L'Atelier »

Après avoir délibéré, le Conseil Communautaire décide :

- D'attribuer une aide financière de 1 039,58 euros à Monsieur Cottret (L'Atelier) ;

- D'autoriser le Président à signer tous actes et documents aux fins d'exécution de la présente décision.

Vote du conseil communautaire :

- voix pour : 63
- voix contre : 0
- abstentions : 0
- n'a pas pris part au vote : 0
- absent lors du vote : 1

N° 2020-144
Objet : Boutique CRUCY FLOR - Désignation d'un nouveau propriétaire pour le versement de l'aide financière attribuée dans le cadre d'une intervention en matière commerciale

Après avoir délibéré, le Conseil Communautaire décide :

- D'approuver le versement du solde de l'aide, d'un montant de 450 €, au profit de la SCI GEOLOU, pour le dossier CRUCY FLOR ;

- D'autoriser le Président à signer tous actes et documents aux fins d'exécution de la présente décision.

Vote du conseil communautaire :
- voix pour : 63
- voix contre : 0
- abstentions : 0
- n'a pas pris part au vote : 0
- absent lors du vote : 1

Christophe BONNEFOND rappelle que la compétence urbanisme a été transférée à la Communauté d'agglomération et l'engagement de la démarche d'un Plan Local d'Urbanisme Intercommunal qui se déroulera en plusieurs étapes avec un démarrage début 2021.

Il fait remarquer que cet outil permet d'emmener l'ensemble du territoire dans le même sens avec les enjeux propres à chacun.

N° 2020-145
Objet : Projet de modification simplifiée du Plan Local d'Urbanisme (PLU) de la commune de Villefargeau- Approbation des modalités de mise à disposition du public

Après avoir délibéré, le Conseil communautaire décide :

- D'approuver les modalités de la mise à disposition du public du dossier de modification simplifiée du Plan Local d'Urbanisme de Villefargeau,
- D'autoriser le Président à signer tous actes et documents aux fins d'exécution de la présente délibération.

Vote du conseil communautaire :
- voix pour : 63
- voix contre : 0
- abstentions : 0
- n'a pas pris part au vote : 0
- absent lors du vote : 1

N° 2020-146
Objet : Plan Local d'Urbanisme de la commune d'Auxerre - Approbation de la modification simplifiée

Après avoir délibéré, le Conseil communautaire décide :

- D'approuver la modification simplifiée du PLU d'Auxerre,
- D'autoriser le Président à signer tous actes et documents aux fins d'exécution de la présente délibération.

Vote du conseil communautaire :
- voix pour : 56
- voix contre : 0
- abstentions : 7 S. FEVRE, M. CAMBEFORT, M. RAPHAT, M. NAVARRE, R. MÉLINE, D. ROYCOURT, F. LOURY
- n'a pas pris part au vote : 0
- absent lors du vote : 1

Maud NAVARRE explique qu'elle s'abstiendra sur ce vote dans la mesure où il n'a été pris en compte la demande de la chambre d'agriculture concernant des contraintes environnementales supplémentaires dans le cadre des constructions de piscines et rappelle à ce titre que ces structures accentuent les problèmes écologiques.

Christophe BONNEFOND répond que ce débat n'est pas simple notamment au sujet des piscines et que différents moyens existent pour contraindre ces constructions notamment avec la taxe d'aménagement.

Bernard RIANT est dubitatif quant à la mise en œuvre d'un Plan Local d'Urbanisme Intercommunal (PLUI) dans la mesure où le Schéma régional d'aménagement, de développement durable et d'égalité des territoires (SRADDET) vient tout juste d'être approuvé.

Christophe BONNEFOND répond que ce PLUI demandera un certain temps pour emmener les 29 communes vers une unité territoriale et qu'il s'agit d'initier la démarche bien en amont.

Bernard RIANT fait remarquer que certaines communes viennent seulement de terminer leur Plan local d'Urbanisme et qu'il est prématuré de se lancer dans cette démarche.

Crescent MARAULT répond que dans un premier temps il s'agira de sensibilisation auprès des élus et d'entamer les discussions sur la construction de ce PLUI et rappelle que la contrainte apparaîtra relativement rapidement dans le cadre des prochaines révisions de PLU.

Bernard RIANT fait remarquer qu'avant de prévoir un PLUI il faudrait actualiser le projet de territoire.

Cresent MARAULT répond qu'il y a effectivement une forte attente concernant le projet de territoire qui sera actualisé dans les prochains mois.

N° 2020-147
Objet : Prescription d'un règlement local de publicité intercommunal (RLPI)

Après avoir délibéré, le Conseil communautaire décide :

- De prescrire l'élaboration d'un Règlement Local de Publicité Intercommunal sur le Communauté d'Agglomération de l'Auxerrois ;

- De fixer les objectifs suivants à la procédure :

➢ La conciliation entre la protection du patrimoine et le développement économique du territoire auxerrois ;
➢ La promotion du tourisme ;
➢ La préservation du cadre de vie des habitants ;
➢ La préservation des entrées de ville. ;

- De fixer les modalités de collaboration avec les communes membres comme suit :

➢ Mise en place d'une commission spécifique chargée de piloter la procédure d'élaboration du RLPI et composée d'élus de communes membres ;
➢ Des présentations des différentes pièces du RLPI à la conférence des maires en fonction de leurs rédactions ;
➢ Des réunions de travail avec les conseils municipaux concernés par des zones spécifiques du RLPI ;

- De fixer les mesures de concertations avec le public comme suit :
➢ Mise en place d'un registre au siège de la Communauté d'Agglomération de l'Auxerrois ainsi que la possibilité d'effectuer des remarques par courriels ou courriers ;
➢ Organisation d'une réunion avec des représentants d'associations de protection de l'environnement et de publicitaires ;
➢ Organisation d'une réunion publique ;
➢ Publication d'informations sur le bulletin communautaire et le site internet de la Communauté d'Agglomération ;

- De dire que les crédits nécessaires sont à inscrire au budget de l'exercice 2021.

Vote du conseil communautaire :

- voix pour	: 63
- voix contre	: 0
- abstentions	: 0
- n'a pas pris part au vote	: 0
- absent lors du vote	: 1

Maud NAVARRE fait remarquer que le règlement local de publicité élaboré pour la commune d'Auxerre était efficace et qu'il serait judicieux d'en conserver certains aspects et éventuellement les améliorer.

Christophe BONNEFOND répond qu'il ne s'agit pas d'abandonner complètement ce qui a été fait et qu'il s'agira justement de s'inspirer de ce qui existe déjà.

Il précise qu'il attend les conclusions finales pour les envoyer à tous les conseils municipaux qui pourront s'exprimer sur cette base de réflexion.

N° 2020-148
Objet : Projet hydrogène – Engagement de la communauté de l'Auxerrois

Après avoir délibéré, le Conseil communautaire décide :

- De valider l'engagement de la Communauté de l'auxerrois dans le projet hydrogène aux conditions définies ci-dessus ;
- D'autoriser le Président à poursuivre les négociations avec les différents partenaires du projet ;

- D’autoriser le Président à signer tous les actes nécessaires à l’exécution de la délibération.

Vote du conseil communautaire :

- voix pour : 63
- voix contre : 0
- abstentions : 0
- n'a pas pris part au vote : 0
- absent lors du vote : 1

Crescent MARAULT rappelle qu’une commission générale a été organisée pour déterminer si ce projet hydrogène devait être poursuivi.

Il indique qu’il a rencontré les représentants de la société SAFRA pour évoquer les détails techniques notamment la livraison des bus lorsque la station sera opérationnelle.

Il fait également part de sa rencontre avec le délégataire TRANSDEV au sujet des négociations dans le cadre d’un avenant au contrat de la délégation de service public dans laquelle ce projet hydrogène doit être intégré.

Il indique que l’appel d’offres pour la construction de la station hydrogène lancé par le délégataire a été emporté par la société Hynamics et que celle-ci est en attente de la présente délibération pour recevoir la notification du marché.

Il rappelle que le coût de la construction de la station hydrogène est pris en compte dans le prix du carburant et qu’il faudra renégocier ce coût après amortissement de la structure dans 10 ans.

Il précise que la Région intervient financièrement seulement au titre des investissements et éventuellement dans le cadre du plan de relance.

Il rappelle que L’ADEME aide au financement de l’achat des bus et à la construction de la station et qu’il est prévu de demander également un accompagnement dans le cadre du démarrage du projet afin d’atténuer le surcoût assez conséquent.

Par ailleurs, il évoque sa rencontre avec le Préfet au sujet du plan de relance à l’échelle départementale qui se voit attribuer 2,8 millions d’euros supplémentaires en Dotation de soutien à l’investissement local (DSIL), sachant qu’une partie est déjà fléchée sur des projets en suspend.

Aussi, il fait part d’un appel à projet lancé par l’État, intitulé « Hub hydrogène écosystèmes » qui représente l’opportunité de développer toute une filière sur le territoire.

Pour conclure, il indique que les incertitudes sur ce projet ont été pour la plupart levées, ce qui l’amène aujourd’hui à émettre un avis favorable sur sa poursuite.

Maud NAVARRE fait remarquer que ce projet lui plaisait beaucoup à titre personnel mais que la condition qui semble incontournable c’est que l’hydrogène produit soit propre.

Elle rappelle les deux modes de production de cette énergie, à savoir le premier qui est l’hydrogène gris ayant un impact négatif important sur l’environnement et le second qui se fait par hydrolyse, l’hydrogène vert, bon pour l’environnement grâce notamment à l’utilisation d’électricité et donc d’une énergie durable et renouvelable.

Elle souhaite que la deuxième solution soit utilisée et que l'engagement en la matière soit précisé.

Par ailleurs, elle ne souhaite pas que le coût de ce projet entraîne la réduction du niveau de services des transports et demande que d'autres pistes soient étudiées.

Elle souhaite également que le déploiement de la centrale soit réalisé en concertation avec les Auxerrois.

Crescent MARAULT répond qu'un des critères de l'appel d'offres concerne l'utilisation des énergies propres pour la production de l'hydrogène et confirme que le niveau de service des transports sera maintenu.

Denis ROYCOURT rappelle que tout l'intérêt de l'hydrogène est de stocker de l'énergie sous forme de gaz et que le projet d'Auxerre est à valoriser puisqu'il est rare au niveau national dans la mesure où il est question de fabriquer sur place une énergie renouvelable qui ne nécessite pas de transports et issue d'une production propre.

Par ailleurs, il propose une visite à Pau avec des élus pour voir des équipements équivalents déjà en fonction.

Crescent MARAULT répond qu'une visite d'infrastructures en lien avec l'hydogène peut être envisagée.

Mani CAMBEFORT souligne l'aspect innovant du projet qui lui est cher et rappelle que l'appel à projets de la Région date de 2016 et revient sur l'historique du projet hydrogène.

Il fait remarquer qu'il est intéressant d'allier les bus et les trains alimentés en hydrogène et de développer nous-même notre écosystème avec cette filière.

Il fait part de la décision du Directeur de la SNCF de ne plus utiliser de trains diesel d'ici 2030 et de ce fait, notre territoire a un léger temps d'avance.

Il indique que d'autres entreprises pourraient être intéressées au regard du positionnement de notre territoire entre Dijon et Paris pour le ravitaillement de leurs véhicules, notamment des camions appartenant à de grands groupes.

Il ajoute qu'au regard de l'avancée du projet et des engagements financiers, il aurait été compliqué de ne pas le poursuivre.

Bernard RIANT fait remarquer que l'utilisation des bus est claire mais en revanche l'usine de production pose problème en termes de dimensionnement s'il s'agit d'approvisionner seulement quelques bus et un train.

Il rappelle que les véhicules légers sont plus tournés vers l'électrique et appelle à la prudence d'un point de vue financier.

Cresent MARAULT répond que le risque financier est certain et que pour le minimiser et pour pouvoir le supporter il faut maîtriser les équilibres financiers.

Par ailleurs, il précise qu'il conviendra de régler le problème de l'accès à la station pour son attractivité et sa connexion aux axes routiers.

Au sujet des véhicules, il rappelle que le moteur à explosion ne devra plus exister d'ici 2030.

Bernard RIANT précise à cet égard que les constructeurs automobiles proposent plus d'une dizaine de modèles électriques ou hybrides contre trois modèles en hydrogène et seulement deux en utilitaires.

Mani CAMBEFORT précise que les batteries des véhicules électriques n'émettent pas de co2 mais leur recyclage est écologiquement discutable.

Il convient que le projet comporte une part de risque notamment financier mais que ce dernier permet une avance au niveau régional.

Il ajoute que d'autres territoires, comme Dijon ou la région Occitanie commencent à se positionner sur cette énergie.

Julien JOUVET fait part de son inquiétude quand à l'utilisation de l'eau pour fabriquer l'hydrogène dans la mesure où l'eau n'est pas un bien inépuisable et que les épisodes de sécheresse se succèdent depuis trois ans.

Crescent MARAULT répond que ce sujet de l'eau est clairement une priorité et que c'est dans ce cadre qu'il a été décidé de l'augmentation de la surtaxe pour financer les dépenses nécessaires liées à cette gestion et ajoute qu'un lourd travail est attendu sur ce sujet.

Maud NAVARRE fait remarquer que la question de l'eau est importante pour alimenter la centrale hydrogène et rappelle qu'une étude a été réalisée sur la localisation du site qu'il serait judicieux de placer à côté de l'Yonne.

Patrick BARBOTIN indique qu'un projet hydrogène similaire, porté par le Syndicat départemental d'électrification de l'Yonne, existe déjà à Saint-Florentin.

Il précise qu'il est favorable à ce projet innovant qui permet de créer une nouvelle filière sur le territoire.

N° 2020-149
Objet : Adhésion à l'association Energy Cities/Energie Cités

Après avoir délibéré, le Conseil communautaire décide :

- d'adhérer à Energie Cités pour un montant de 1 250 euros,
- de désigner Monsieur Philippe Vantheemsche, comme titulaire et Madame Céline BÄHR comme suppléante pour représenter la Communauté de l'Auxerrois à Energie Cités,
- d'autoriser le Président à signer tout document administratif, juridique et financier relatif à ce dossier,
- de dire que les crédits sont inscrits au budget primitif 2020.

Vote du conseil communautaire :
- voix pour : 63
- voix contre : 0
- abstentions : 0
- n'a pas pris part au vote : 0
- absent lors du vote : 1

N° 2020-150
Objet : Rapport annuel sur le prix et la qualité du service public de prévention et de gestion des déchets – Année 2019

Le Conseil communautaire prend acte du rapport annuel sur le prix et la qualité du service public de prévention et de gestion des déchets pour l'année 2019.

Vote du conseil communautaire : sans objet

Lionel MION présente le rapport annuel et précisee que le choix du système de taxe devra être arrêté en novembre 2021 pour être applicable en janvier 2022.

Il demande la mise en place un comité de pilotage et procède à un appel à candidatures.

Il sollicite les élus des communes rurales et de la ville centre.

Il indique qu'une étude a été réalisée pour aider les élus à choisir une solution et qu'elle sera présentée à ce COPIL puis à l'ensemble des élus début 2021.

Crescent MARAULT est favorable à la création de ce comité de pilotage et souhaite qu'il soit largement ouvert et composé également des conseillers municipaux des communes qui le souhaitent.

N° 2020-151
Objet : Utilisation des déchetteries de Gy l'Evêque et de Val de Mercy pour la période 2020 à 2025 - Convention de coopération intercommunale entre la Communauté de l'auxerrois et la Communauté des communes de Puisaye-Forterre

Après avoir délibéré, le Conseil Communautaire décide :

- d'approuver la convention de coopération intercommunale pour l'accès aux déchetteries de Val de Mercy et de Gy l'Evêque ci-jointe,
- de dire que la convention aura pour incidence une recette de 20 342,00 €,
- de dire que les recettes seront versées au budget primitif à l'imputation 70688/812 (budget principal),
- d'autoriser le Président à signer la convention.

Vote du conseil communautaire :

- voix pour	: 63
- voix contre	: 0
- abstentions	: 0
- n'a pas pris part au vote	: 0
- absent lors du vote	: 1

N° 2020-152
Objet : EcoTLC, éco-organisme pour le recyclage des Textiles d'habillement, Linge de maison et Chaussures - Renouvellement de la convention

Après avoir délibéré, le Conseil Communautaire décide :

- d'approuver la nouvelle convention avec ECOTLC pour la période allant du 1er janvier 2020 jusqu'au 31 décembre 2022,

- d’autoriser le Président à signer la convention et tout document découlant de la convention.

Vote du conseil communautaire :

- voix pour : 63
- voix contre : 0
- abstentions : 0
- n'a pas pris part au vote : 0
- absent lors du vote : 1

N° 2020-153

Objet : Service Public d’Assainissement Collectif – Avenant n° 1 au contrat de Délégation de Service Public et collecte des eaux usées de la commune de Gurgy

Après avoir délibéré, le Conseil communautaire décide :

- d’accepter et d'appliquer les modifications détaillées dans l'avenant 1 au contrat de Délégation de Service Public d’assainissement avec la société Bertrand,
- d'autoriser Monsieur le Président à signer cet avenant et tout acte nécessaire à l’exécution de cette délibération.

Vote du conseil communautaire :

- voix pour : 63
- voix contre : 0
- abstentions : 0
- n'a pas pris part au vote : 0
- absent lors du vote : 1

N° 2020-154

Objet : Service Public d’Assainissement Collectif – Avenant n° 2 au contrat de Délégation de Service Public et collecte des eaux usées de la commune de Monéteau

Après avoir délibéré, le Conseil communautaire décide :

- d’accepter et d'appliquer les modifications détaillées dans l'avenant 2 au contrat de Délégation de Service Public d’assainissement avec la société Bertrand,
- d'autoriser Monsieur le Président à signer cet avenant et tout acte nécessaire à l’exécution de cette délibération.

Vote du conseil communautaire :

- voix pour : 63
- voix contre : 0
- abstentions : 0
- n'a pas pris part au vote : 0
- absent lors du vote : 1

N° 2020-155

Objet : Service Public d’Assainissement Collectif – Instauration d’un contrôle obligatoire pour les installations d’assainissement des immeubles lors des ventes

Après avoir délibéré, le Conseil communautaire décide :

- d'instaurer un contrôle obligatoire pour les installations d'assainissement des immeubles lors des ventes dans les conditions mentionnées ci-dessus.

Vote du conseil communautaire :

- voix pour	: 63
- voix contre	: 0
- abstentions	: 0
- n'a pas pris part au vote	: 0
- absent lors du vote	: 1

Lionel MION demande qui sollicite le contrôle, quelles sont les conséquences si le contrôle n'est pas réalisé et demande si les communes continueront à réaliser les contrôles.

Pascal BARBERET répond que ce contrôle est une pièce informative établie dans le cadre de la vente pour inciter les propriétaires à rendre leur installation d'assainissement conforme à la réglementation en vigueur.

Il indique que l'information et la publicité nécessaires seront faites auprès des notaires.

Il précise que juridiquement il convient de faire réaliser ces contrôles par un prestataire dans la mesure où la commune n'est pas habilitée pour cette prestation.

Bernard RIANT demande quel est le coût de cette prestation.

Pascal BARBERET répond que ce contrôle coûte une centaine d'euros.

Lionel MION s'interroge sur la prise en charge de ce coût.

Pascal BARBERET répond que ce contrôle est payé par le vendeur afin de garantir la conformité de son installation.

Bernard RIANT indique que pour sa commune, un employé communal se rendait sur les installations pour procéder à ces contrôles mais que cette démarche n'était pas satisfaisante.

Christophe BONNEFOND fait remarquer que cette pratique n'est pas la plus fiable et que le dispositif proposé est important pour les acheteurs et fonctionne très bien sur d'autres territoires.

N° 2020-156
Objet : Service Public d'Assainissement Non Collectif – Actualisation des tarifs

Après avoir délibéré, le Conseil communautaire décide :

- de fixer à partir du 1er novembre 2020 le montant de la redevance pour le contrôle de conception et d'implantation d'un système d'assainissement non collectif à 89,25 € HT,

- de fixer à partir du 1er novembre 2020 le montant de la redevance pour le contrôle de réalisation du système d'assainissement non collectif à 63,00 € HT,

- de fixer à partir du 1er novembre 2020 le montant de la redevance pour le 1er contrôle de bon fonctionnement et d'entretien, dit contrôle diagnostic d'un système d'assainissement non collectif existant à 99,75 € HT,

- de fixer à partir du 1er novembre 2020 le montant de la redevance pour le contrôle périodique de bon fonctionnement et d'entretien d'un système d'assainissement non collectif existant 84,00 € HT,

- de fixer à partir du 1er novembre 2020 le montant de la redevance pour le contrôle de bon fonctionnement et d'entretien réalisé à la demande de l'usager dans un délai de moins de 3 semaines, qu'il s'agisse d'un premier contrôle ou d'un contrôle périodique à 136,50 € HT.

Vote du conseil communautaire :

- voix pour : 63
- voix contre : 0
- abstentions : 0
- n'a pas pris part au vote : 0
- absent lors du vote : 1

N° 2020-157

Objet : Participation financière aux réseaux d'assainissement et d'eau potable

Après avoir délibéré, le Conseil communautaire décide :

- D'abroger la délibération n° 2011-002 du 03/02/2011 à compter du 31/12/2020 ;
- D'adopter les conditions de prise en charges des travaux d'extension du réseau d'eau potable et de l'assainissement telles que définies à partir du 1er janvier 2021.

Vote du conseil communautaire :

- voix pour : 63
- voix contre : 0
- abstentions : 0
- n'a pas pris part au vote : 0
- absent lors du vote : 1

N° 2020-158

Objet : Lotissement de la Vierge de Celle à Saint Georges Sur Baulche - Convention de mandat pour l'extension du réseau d'eau potable

Après avoir délibéré, le Conseil communautaire décide :

- d'approuver la convention avec la Commune de Saint Georges sur Baulche pour l'extension du réseau d'eau potable du lotissement de la Vierge de Celle,
- de dire que les crédits nécessaires sont inscrits au budget.
- d'autoriser le Président à signer tous actes nécessaires à l'exécution de la présente délibération.

Vote du conseil communautaire :

- voix pour : 61
- voix contre : 0

- abstentions : 2 D. ROYCOURT, F. LOURY
- n'a pas pris part au vote : 0
- absent lors du vote : 1

N° 2020-159
Objet : Convention financière 2020-2023 avec l'Université de Bourgogne

Après avoir délibéré, le Conseil communautaire décide :

- D'adopter les termes de la convention ci-jointe,

- D'autoriser le Président à la signer cette convention et tout acte nécessaire à l'exécution de la présente délibération,

- De dire que les crédits nécessaires sont inscrits au budget 2020.

Vote du conseil communautaire :
- voix pour : 63
- voix contre : 0
- abstentions : 0
- n'a pas pris part au vote : 0
- absent lors du vote : 1

Crescent MARAULT informe les conseillers communautaires qu'un travail est en cours pour répondre à l' appel à projet « Campus connecté ».

N° 2020-160
Objet : Personnel communautaire - Actualisation des modalités de remboursement des frais de déplacement

Après avoir délibéré, le Conseil communautaire décide :

- De mettre en place les modalités de remboursement des frais de déplacement fixés par la présente délibération à compter du 1er novembre 2020,
- D'autoriser le président à signer les actes à venir en application de la présente délibération,
- De dire que les crédits nécessaires sont inscrits au budget.

Vote du conseil communautaire :
- voix pour : 63
- voix contre : 0
- abstentions : 0
- n'a pas pris part au vote : 0
- absent lors du vote : 1

N° 2020-161
Objet : Personnel communautaire – Tableau des effectifs réglementaires

Après avoir délibéré, le Conseil communautaire décide :

- d'approuver l'effectif réglementaire,

- d’autoriser le Président à signer tous actes à intervenir, en application de la présente délibération,
- de dire que les crédits nécessaires au financement des dépenses de personnel correspondant aux effectifs autorisés sont inscrits au budget, au chapitre 012.

Vote du conseil communautaire :

- voix pour	: 63
- voix contre	: 0
- abstentions	: 0
- n'a pas pris part au vote	: 0
- absent lors du vote	: 1

N° 2020-162
Objet : Prime liée à l’épidémie de Covid-19 – Conditions d’attribution

Après avoir délibéré, le Conseil communautaire décide :

- d’instituer une prime exceptionnelle, dite « prime Covid » en faveur des agents qui remplissent les conditions selon les modalités définies,

- de fixer par arrêté individuel le montant perçu par chaque agent au titre de cette prime exceptionnelle dans le respect des principes définis ci-dessus,

- d’inscrire au budget les crédits nécessaires au versement de ce régime indemnitaire.

Vote du conseil communautaire :

- voix pour	: 63
- voix contre	: 0
- abstentions	: 0
- n'a pas pris part au vote	: 0
- absent lors du vote	: 1

Maryvonne RAPHAT pense que le dispositif retenu manque d’équité dans les différents groupes d’agents.

Elle constate la distinction entre deux groupes, à savoir présentiel et télétravail et 7 catégories de services.

Elle rappelle qu’elle faisait partie du groupe de travail pour la mise en place du télétravail qui a soulevé beaucoup de questions et a demandé une lourde organisation.

Elle rappelle que le droit de retrait n’a pas été utilisé par les agents et que la collecte des déchets à dû s’organiser et le personnel des écoles s’est adapté pour accueillir les enfants des soignants.

Elle fait remarquer que les agents ont fait preuve de solidarité et de conscience professionnelle pour rendre le meilleur service public dans le cadre de ce contexte sanitaire.

Elle estime qu’il n’est pas juste que des agents en présentiel perçoivent une prime moins importante que des agents placés en télétravail.

Aussi, elle trouve lamentable que les agents éligibles au versement de cette prime soient uniquement ceux en activité en novembre 2020.

Elle fait remarquer que l'enveloppe aurait dû être répartie équitablement entre les deux groupes et différentes catégories de personnel afin de ne pas briser la cohésion entre les agents et apporter une reconnaissance à ceux qui se sont retrouvés en première ligne pendant cette crise sanitaire.

Crescent MARAULT répond que le dispositif a été validé par les partenaires sociaux et et les représentants du personnel.

N° 2020-163
Objet : Élus communautaires – Droit à la formation

Après avoir délibéré, le Conseil communautaire décide :

- De fixer l'enveloppe de formation des conseillers municipaux à 15 000 € en année pleine,

- De répartir cette enveloppe à parts égales entre les 64 conseillers communautaires,

- De dire que les demandes de formation seront sollicitées par les responsables de chaque groupe politique auprès du Président,

- D'autoriser le Président à signer avec les organismes de formation agréés les conventions présentées préalablement à toute action de formation en lien avec les fonctions effectivement exercées pour le compte de la Ville par les élus du conseil municipal,

- D'autoriser le Président à mandater le paiement de toute facture relative à la participation effective des élus à une journée d'étude, de stage ou une session de formation organisée par un organisme agréé,

- De dire que les crédits nécessaires aux frais de formation des membres du conseil communautaire sont inscrits au budget.

Vote du conseil communautaire :

- voix pour	: 63
- voix contre	: 0
- abstentions	: 0
- n'a pas pris part au vote	: 0
- absent lors du vote	: 1

Maud NAVARRE s'interroge sur la nécessité de solliciter les chefs de groupe politique pour centraliser les demandes de formation.

Crescent MARAULT répond que cela facilite la gestion des différentes demandes.

N° 2020-164
Objet : Convention de mise à disposition de services entre la Communauté de l'auxerrois et le PETR du Grand Auxerrois – Avenant 1

Après avoir délibéré, le Conseil communautaire décide :

- d’approuver l’avenant n°1 à la convention de mise à disposition de services entre la Communauté de l’auxerrois et le PETR du Grand Auxerrois,

- d’autoriser le Président à signer cet avenant et à prendre tout acte nécessaire à l’exécution de la présente délibération.

Vote du conseil communautaire :

- voix pour : 61
- voix contre : 0
- abstentions : 0
- n'a pas pris part au vote : 0
- absents lors du vote : 3

N° 2020-165

Objet : Convention de mise à disposition de services entre la Communauté de l’auxerrois et le Syndicat mixte Yonne Médian – Avenant n° 1

Après avoir délibéré, le Conseil communautaire décide :

- d’approuver l’avenant n°1 à la convention de mise à disposition de services entre la Communauté de l’auxerrois et le Syndicat Mixte Yonne Médian,

- d’autoriser le Président à signer l’avenant et prendre tout acte nécessaire à l’exécution de la présente délibération.

Vote du conseil communautaire :

- voix pour : 61
- voix contre : 0
- abstentions : 0
- n'a pas pris part au vote : 0
- absents lors du vote : 3

N° 2020-166

Objet : Convention de mise à disposition de services entre la Communauté de l’auxerrois et le Syndicat Mixte de l’Aéroport d’Auxerre-Branches – Avenant 1

Après avoir délibéré, le Conseil communautaire décide :

- d’approuver l’avenant n°1 à la convention de mise à disposition de services entre la Communauté de l’auxerrois et le Syndicat mixte de l’aéroport d’Auxerre-Branches,
- d’autoriser le Président à signer cet avenant et prendre tout acte nécessaire à l’exécution de la présente délibération.

Vote du conseil communautaire :

- voix pour : 61
- voix contre : 0
- abstentions : 0
- n'a pas pris part au vote : 0
- absents lors du vote : 3

N° 2020-167
Objet : Commission Intercommunale des Impôts Directs – Composition

Après avoir délibéré, le Conseil communautaire décide :

- d'établir une liste de contribuables pour le directeur départemental des Finances publiques : vingt noms pour les commissaires titulaires et vingt noms pour les commissaires suppléants, tels qu'inscrits dans la liste annexée ci- dessous,
- de désigner Monsieur le Président de la communauté de l'auxerrois Président de la commission intercommunale des impôts directs,
- de désigner Monsieur Pascal HENRIAT comme Vice-président délégué à la commission.

Membres de la CIID par ordre alphabétique au titulaire

Communes	Titulaire	Suppléant
Lindry	Nathalie ADNET	Mickael TATON
Jussy	Patrick BARBOTIN	David JOANNIC
Chitry-le-Fort	Christian BOULAY	Sylvie DUMESNIL
Gy l'Evêque	Jean-Luc BRETAGNE	Marc THUBET
Gurgy	Laurent CAUCHOIS	Yves NAULLEAU
Venoy	Maryline CHAMEROY	Denis GABRIELLE
Perrigny	Eric CHAPILLON	Emmanuel CHANUT
Monéteau	Daniel CRENE	Jean-Bernard CORMIER
Bleigny la Carreau	Pierre FERRIER	Isabelle LE STRAT
Charbuy	Christine GADUET	Laetitia GEORGES
Champs sur Yonne	Anne GUYOT-DAHLEM	Brigitte GHYS
Branches	Emilie LAFORGE	Alain MANOUVRIEZ
Villeneuve Saint Salves	Lionel MION	Olivier PERRIN
Appoigny	Fadil MIRICANAC	Maryse NAUDIN
Saint Georges sur Baulche	Martine MORETTI	Thomas GUETTARD
Coulanges la Vineuse	Christophe MOUY	Aurélie CHAMFORT
Augy	Maria PEREIRA	Nicolas BRIOLLAND
Irancy	Stéphan PODOR	Sébastien ABRY
Quenne	Pierre POIFOULOT	Michel POUILLOT
Vallan	Bernard RIANT	Joël NAIN
Montigny la Resle	Dominique TORCOL	Marie-Christine GAULUET
Escamps	Yves VECTEN	Bernard PORTALES
Vincelles	Rose-Marie WRONA	Tiphaine DARDOISE

Vote du conseil communautaire :
- voix pour : 61
- voix contre : 0
- abstentions : 0

- n'a pas pris part au vote : 0
- absents lors du vote : 3

N° 2020-168
Objet : Commissions thématiques – Modification de la composition

Après avoir délibéré, le Conseil communautaire décide :

- De fixer la composition de chaque commission à 32 membres soit 1 par commune et 4 pour Auxerre.

Vote du conseil communautaire :
- voix pour : 61
- voix contre : 0
- abstentions : 0
- n'a pas pris part au vote : 0
- absents lors du vote : 3

N° 2020-169
Objet : Rapport d'activités 2019

Le conseil communautaire prend acte du contenu de ce rapport d'activité 2019 qui sera transmis aux maires des communes membres pour mise à l'ordre du jour de leur Conseil Municipal.

Vote du conseil communautaire : sans objet

N° 2020-170
Objet : Pays d'art et d'histoire - Convention de partenariat entre la Communauté de l'auxerrois et le Préfet de l'Yonne

Après avoir délibéré, le Conseil communautaire décide :

- D'autoriser le Président de l'agglomération de l'auxerrois à signer la convention de partenariat entre la Communauté de l'auxerrois et le Préfet de l'Yonne, ainsi que tout document nécessaire à la réalisation des objectifs du pays d'art et d'histoire,

- De dire que les crédits nécessaires à la mise en œuvre du Pays d'art et d'histoire de l'auxerrois sont inscrits au budget culture, nature 611.

Vote du conseil communautaire :
- voix pour : 59
- voix contre : 0
- abstentions : 0
- n'a pas pris part au vote : 0
- absents lors du vote : 5

Mani CAMBEFORT rappelle que le label a été obtenu depuis fin 2019 suite à la volonté de la précédente équipe communautaire et demande quel élu gérera ce dossier.

Crescent MARAULT répond que pour le moment il se charge de la gestion de ce dossier.

N° 2020-171
Objet : Maintenance, entretien et travaux des bâtiments et équipements de la ville d'Auxerre et de la Communauté d'agglomération de l'auxerrois - Convention de groupement de commandes entre la Communauté de l'auxerrois et la ville d'Auxerre

Après avoir délibéré, le Conseil communautaire décide :

- D'autoriser le Président à signer la convention de groupement de commandes ci-annexée, ainsi que tous les actes nécessaires à l'exécution de la présente délibération.

Vote du conseil communautaire :
- voix pour : 59
- voix contre : 0
- abstentions : 0
- n'a pas pris part au vote : 0
- absents lors du vote : 5

N° 2020-172
Objet : Levée du scrutin secret

Après en avoir délibéré, le Conseil communautaire décide :

- De ne pas voter au scrutin secret la désignation des représentants de l'assemblée dans les délibérations n° 2020-173 et n° 2020-175 de la présente séance.

Vote du conseil communautaire :
- voix pour : 59
- voix contre : 0
- abstentions : 0
- n'a pas pris part au vote : 0
- absents lors du vote : 5

N° 2020-173
Objet : Commission consultative des services publics locaux (CCSPL) – Création et désignation des membres

Après avoir délibéré, le Conseil communautaire décide :

- De créer la commission consultative des services publics locaux de la Communauté de l'auxerrois,
- De fixer le nombre de membres à 10 soit 5 élus et 5 représentants d'associations locales,
- De désigner les 5 associations locales suivantes qui nommeront chacune leur représentant,
    - UFC Que Choisir
    - ASSECO-CFDT
    - AVITEC

- AFOC 89
- ANTICOR

- De désigner Pascal HENRIAT en tant que Président de la commission,
- De désigner les 5 membres élus suivants :
  - Pascal BARBERET
  - Lionel MION
  - Michaël TATON
  - Magloire SIOPATHIS
  - Maud NAVARRE

Vote du conseil communautaire :

- voix pour : 59
- voix contre : 0
- abstentions : 0
- n'a pas pris part au vote : 0
- absents lors du vote : 5

N° 2020-174
Objet : Compte rendu des décisions prises par délégation du Conseil communautaire

Le conseil communautaire prend acte des décisions ci-dessous.

N°	Date	Objet
ADM-031-2020	29/09/20	En application de l'article R2185-1 du Code de la commande publique, le marché 20CA17 « Accompagnement dans le processus de renouvellement de l'autorisation d'exploitation de la station d'épuration d'Appoigny » est déclaré infructueux en raison d'une absence d'offre.
DCG-013-2020	15/07/20	Portant demande de subvention auprès de l'etat et de l'agence de l'eau seine normandie afin de financer les travaux de réhabilitation du réservoir d'eau potable de jonches
DCG-014-2020	20/07/20	Portant confirmation des précédentes demandes de subvention déposées au titre de la DETR
DCG-015-2020	03/08/20	Portant demande de subvention auprès de l'agence de l'eau seine normandie afin de financer les travaux de sectorisation de compteurs
DCG-016-2020	20/08/20	Portant demande de subvention auprès de l'agence de l'eau seine normandie afin de financer les compostage des boues station épuration Saint Georges sur Baulche

---

Vote du conseil communautaire : sans objet

N° 2020-175
Objet : Conseil d'administration du Centre De Gestion de l'Yonne - Désignation des représentants

Après avoir délibéré, le Conseil communautaire décide :

- de désigner Madame Auria BOUROUBA représentante titulaire et Madame Anna CONTANT représentante suppléante, pour la durée du mandat en cours, au sein du collège des collectivités bénéficiant du socle commun de compétences du Centre de gestion de l'Yonne.

Vote du conseil communautaire :

- voix pour	: 59
- voix contre	: 0
- abstentions	: 0
- n'a pas pris part au vote	: 0
- absents lors du vote	: 5

<u>Questions diverses</u>

Maud NAVARRE demande quand sera voté le règlement intérieur de la Communauté de l'auxerrois comme cela doit être fait suite au renouvellement général et souhaite que les élus soit largement associés à la construction de ce document, notamment ceux des oppositions.

Crescent MARAULT répond qu'il est prévu de soumettre prochainement ce règlement intérieur et qu'un avant projet sera transmis pour recueillir les éventuels amendements des conseillers communautaires.

Mani CAMBEFORT sollicite des éléments de réponse suite à ses interrogations formulées par courrier concernant la gestion du syndicat mixte fourrière animale qui lui semble déconcertante.

Crescent MARAULT répond qu'il a été effectivement surpris, à titre personnel, de constater que le maire de Branches ne soit pas élue présidente de ce syndicat sachant que les agents de cette commune sont mutualisés dans le cadre de la gestion de la fourrière.

Néanmoins, il rappelle que c'est au syndicat de se mettre en ordre de marche.

Florence LOURY demande à quelle échéance les premières réunions des commissions thématiques interviendront.

Crescent MARAULT répond que dès qu'elles seront constituées, chaque vice-président gère la tenue de ses commissions et convoque quand il en ressent le besoin.

Il ajoute que les réunions des commissions générales sont maintenues pour assurer la transmission des informations.

Magloire SIOPATHIS indique que la commission Mobilité se réunira le 12 novembre prochain.

REPUBLIQUE FRANÇAISE

Pour retourner à la délibération, cliquez ici

EPCI dont la population est de 3500 habitants et plus - COMMUNAUTE DE L'AUXERROIS (1)

AGREGE AU BUDGET PRINCIPAL DE (2)

Numéro SIRET : 20006711400013

POSTE COMPTABLE : Centre des finances publiques d'Auxerre

M. 14

Décision modificative 2 (3)
Voté par nature

BUDGET : BUDGET PRINCIPAL (4)

ANNEE 2020

(1) Indiquer la nature juridique et le nom de la collectivité ou de l'établissement (commune, CCAS, EPCI, syndicat mixte, etc).
(2) A renseigner uniquement pour les budgets annexes.
(3) Préciser s'il s'agit du budget supplémentaire ou d'une décision modificative.
(4) Indiquer le budget concerné : budget principal ou libellé du budget annexe.

Sommaire

I - Informations générales (6)

A - Informations statistiques, fiscales et financières 4
B - Modalités de vote du budget 5

II - Présentation générale du budget

A1 - Vue d'ensemble - Sections 6
A2 - Vue d'ensemble - Section de fonctionnement - Chapitres 7
A3 - Vue d'ensemble - Section d'investissement - Chapitres 9
B1 - Balance générale du budget - Dépenses 11
B2 - Balance générale du budget - Recettes 13

III - Vote du budget

A1 - Section de fonctionnement - Détail des dépenses 15
A2 - Section de fonctionnement - Détail des recettes 18
B1 - Section d'investissement - Détail des dépenses Sans Objet
B2 - Section d'investissement - Détail des recettes Sans Objet
B3 - Opérations d'équipement - Détail des chapitres et articles Sans Objet

IV - Annexes (7)

A - Eléments du bilan

A1 - Présentation croisée par fonction (1) 20
A1.1 - Présentation croisée par fonction - Détail fonctionnement 24
A1.2 - Présentation croisée par fonction - Détail investissement 44
A2.1 - Etat de la dette - Détail des crédits de trésorerie Sans Objet
A2.2 - Etat de la dette - Répartition par nature de dette Sans Objet
A2.3 - Etat de la dette - Répartition des emprunts par structure de taux Sans Objet
A2.4 - Etat de la dette - Typologie de la répartition de l'encours Sans Objet
A2.5 - Etat de la dette - Détail des opérations de couverture Sans Objet
A2.6 - Etat de la dette - Dette pour financer l'emprunt d'un autre organisme Sans Objet
A2.7 - Etat de la dette - Autres dettes Sans Objet
A3 - Méthodes utilisées pour les amortissements 74
A4 - Etat des provisions Sans Objet
A5 - Etalement des provisions Sans Objet
A6.1 - Equilibre des opérations financières - Dépenses Sans Objet
A6.2 - Equilibre des opérations financières - Recettes Sans Objet
A7.1.1 - Etats des dépenses et recettes des services d'eau et d'assainissement - Fonctionnement (2) Sans Objet
A7.1.2 - Etats des dépenses et recettes des services d'eau et d'assainissement - Investissement (2) Sans Objet
A7.2.1 - Etats de la répartition de la TEOM - Fonctionnement (3) Sans Objet
A7.2.2 - Etats de la répartition de la TEOM - Investissement (3) Sans Objet
A8 - Etat des charges transférées Sans Objet
A9 - Détail des opérations pour le compte de tiers Sans Objet

B - Engagements hors bilan

B1.1 - Etat des emprunts garantis par la commune ou l'établissement (4) Sans Objet
B1.2 - Calcul du ratio d'endettement relatif aux garanties d'emprunt Sans Objet
B1.3 - Etat des contrats de crédit-bail Sans Objet
B1.4 - Etat des contrats de partenariat public-privé Sans Objet
B1.5 - Etat des autres engagements donnés Sans Objet
B1.6 - Etat des engagements reçus Sans Objet
B1.7 - Subventions versées dans le cadre du vote du budget (5) Sans Objet
B2.1 - Etat des autorisations de programme et des crédits de paiement afférents Sans Objet
B2.2 - Etat des autorisations d'engagement et des crédits de paiement afférents Sans Objet
B3 - Emploi des recettes grevées d'une affectation spéciale Sans Objet

C - Autres éléments d'informations

C1 - Etat du personnel Sans Objet
C2 - Liste des organismes dans lesquels a été pris un engagement financier (4) Sans Objet
C3.1 - Liste des organismes de regroupement auxquels adhère la commune ou l'établissement Sans Objet
C3.2 - Liste des établissements publics créés Sans Objet
C3.3 - Liste des services individualisés dans un budget annexe Sans Objet
C3.4 - Liste des services assujettis à la TVA et non érigés en budget annexe Sans Objet

D - Décision en matière de taux de contributions directes - Arrêté et signatures

D1 - Décision en matière de taux de contributions directes Sans Objet
D2 - Arrêté et signatures 75

(1) Cette présentation est obligatoire pour les communes de 3 500 habitants et plus (art. L. 2312-3 du CGCT), les groupements comprenant au moins une commune de 3 500 habitants et plus (art. R. 5211-14 du CGCT) et leurs établissements publics. Elle n'a cependant pas à être produite par les services et activité unique érigés en établissement public ou budget annexe. Les autres communes et établissements peuvent les présenter de manière facultative.

(2) Cet état ne peut être produit que par les communes dont la population est inférieure à 500 habitants et qui gèrent les services de distribution de l'eau potable et d'assainissement sous forme de régie simple sans budget annexe (art. L. 2221-11 du CGCT).

(3) Cet état est obligatoirement produit par les communes et groupements de communes de 10 000 habitants et plus ayant institué la TEOM et assurant au moins la collecte des déchets ménagers (art. L. 2313-1 du CGCT).

(4) Ces états ne sont obligatoires que pour les communes de 3 500 habitants et plus (art. L. 2313-1 du CGCT), les groupements comprenant au moins une commune de 3 500 habitants et plus (art. L. 5211-36 du CGCT, art. L. 5711-1 du CGCT) et leurs établissements publics.

(5) Si la commune ou l'établissement décide d'attribuer des subventions dans le cadre du budget dans les conditions décrites à l'article L. 2311-7 du CGCT.

(6) Les associations syndicales autorisées doivent utiliser leur état particulier « *Informations générales* » annexé à l'arrêté n° NOR : INTB1237402A, relatif au cadre budgétaire et comptable applicable aux associations syndicales autorisées.

(7) Les associations syndicales autorisées remplissent et joignent uniquement les états qui les concernent au titre de l'exercice et au titre du détail des comptes de bilan.

Préciser, pour chaque annexe, si l'état est sans objet le cas échéant.

Code INSEE	COMMUNAUTE DE L'AUXERROIS	DM
89024	BUDGET PRINCIPAL	2020

I – INFORMATIONS GENERALES	I
INFORMATIONS STATISTIQUES, FISCALES ET FINANCIERES	A

Informations statistiques	Valeurs
Population totale (colonne h du recensement INSEE) :	71444
Nombre de résidences secondaires (article R. 2313-1 *in fine*) :	1
Nom de l'EPCI à fiscalité propre auquel la commune adhère :	

Potentiel fiscal et financier (1)		Valeurs par hab. (population DGF)	Moyennes nationales du potentiel financier par habitants de la strate
Fiscal	Financier		
0.00	0.00	0.00	0.00

	Informations financières – ratios (2)	Valeurs	Moyennes nationales de la strate (3)
1	Dépenses réelles de fonctionnement/population	580.00	1.00
2	Produit des impositions directes/population	405.00	1.00
3	Recettes réelles de fonctionnement/population	596.00	1.00
4	Dépenses d'équipement brut/population	55.00	1.00
5	Encours de dette/population	0.00	1.00
6	DGF/population	127.00	1.00
7	Dépenses de personnel/dépenses réelles de fonctionnement (2)	0.12	1.00
8	Dépenses de fonct. et remb. dette en capital/recettes réelles de fonct. (2)	1.00	1.00
9	Dépenses d'équipement brut/recettes réelles de fonctionnement (2)	0.09	591.00
10	Encours de la dette/recettes réelles de fonctionnement (2)	0.00	314.00

Dans l'ensemble des tableaux, les cases grisées ne doivent pas être remplies.

(1) Il s'agit du potentiel fiscal et du potentiel financier définis à l'article L. 2334-4 du code général des collectivités territoriales qui figurent sur la fiche de répartition de la DGF de l'exercice N-1 établie sur la base des informations N-2 (transmise par les services préfectoraux).

(2) Les ratios 1 à 6 sont obligatoires pour les communes de 3 500 habitants et plus et leurs établissements publics administratifs ainsi que pour les EPCI dotés d'une fiscalité propre comprenant au moins une commune de 3 500 habitants et plus.

Les ratios 7 à 10 sont obligatoires pour les communes de 10 000 habitants et plus et leurs établissements publics administratifs ainsi que pour les EPCI dotés d'une fiscalité propre comprenant au moins une commune de 10 000 habitants et plus (cf. articles L. 2313-1, L. 2313-2, R. 2313-1, R. 2313-2 et R. 5211-15 du CGCT). Pour les caisses des écoles, les EPCI non dotés d'une fiscalité propre et les syndicats mixtes associant exclusivement des communes et des EPCI, il conviendra d'appliquer les ratios prévus respectivement par les articles R. 2313-7, R. 5211-15 et R. 5711-3 du CGCT.

(3) Il convient d'indiquer les moyennes de la catégorie de l'organisme en cause (commune, communauté urbaine, communauté d'agglomération, …) et les sources d'où sont tirées les informations (statistiques de la direction générale des collectivités locales ou de la direction générale de la comptabilité publique). Il s'agit des moyennes de la dernière année connue.

I – INFORMATIONS GENERALES	I
MODALITES DE VOTE DU BUDGET	B

I – L'assemblée délibérante a voté le présent budget par nature :
- au niveau (1) du chapitre pour la section d'investissement.
- avec (2) les programmes d'équipement.
- au niveau (1) du chapitre pour la section de fonctionnement.
- sans (3) vote formel sur chacun des chapitres.

La liste des articles spécialisés sur lesquels l'ordonnateur ne peut procéder à des virements d'article à article est la suivante :

II – En l'absence de mention au paragraphe I ci-dessus, le budget est réputé voté par chapitre, et, en section d'investissement, sans chapitre de dépense « opération d'équipement ».

III – Les provisions sont (4) .

IV – La comparaison s'effectue par rapport au budget de l'exercice (5).

V – Le présent budget a été voté (6) sans reprise des résultats de l'exercice N-1.

(1) A compléter par « du chapitre » ou « de l'article ».

(2) Indiquer « avec » ou « sans » les chapitres opérations d'équipement.

(3) Indiquer « avec » ou « sans » vote formel.

(4) A compléter par un seul des deux choix suivants :

- semi-budgétaires (pas d'inscription en recette de la section d'investissement) ;
- budgétaires (délibération n° ……. du …….).

(5) Budget de l'exercice = budget primitif + budget supplémentaire + décision modificative, s'il y a lieu.

(6) A compléter par un seul des trois choix suivants :

- sans reprise des résultats de l'exercice N-1 ;
- avec reprise des résultats de l'exercice N-1 après le vote du compte administratif N-1 ;
- avec reprise anticipée des résultats de l'exercice N-1.

II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET — II

VUE D'ENSEMBLE — A1

FONCTIONNEMENT

		DEPENSES DE LA SECTION DE FONCTIONNEMENT	RECETTES DE LA SECTION DE FONCTIONNEMENT
VOTE	CREDITS DE FONCTIONNEMENT VOTES AU TITRE DU PRESENT BUDGET (1)	0,00	0,00
	+	+	+
REPORTS	RESTES A REALISER (R.A.R) DE L'EXERCICE PRECEDENT (2)	0,00	0,00
REPORTS	002 RESULTAT DE FONCTIONNEMENT REPORTE (2)	(si déficit) 0,00	(si excédent) 0,00
	=	=	=
	TOTAL DE LA SECTION DE FONCTIONNEMENT (3)	0,00	0,00

INVESTISSEMENT

		DEPENSES DE LA SECTION D'INVESTISSEMENT	RECETTES DE LA SECTION D'INVESTISSEMENT
VOTE	CREDITS D'INVESTISSEMENT (1) VOTES AU TITRE DU PRESENT BUDGET (y compris le compte 1068)	0,00	0,00
	+	+	+
REPORTS	RESTES A REALISER (R.A.R) DE L'EXERCICE PRECEDENT (2)	0,00	0,00
REPORTS	001 SOLDE D'EXECUTION DE LA SECTION D'INVESTISSEMENT REPORTE (2)	(si solde négatif) 0,00	(si solde positif) 0,00
	=	=	=
	TOTAL DE LA SECTION D'INVESTISSEMENT (3)	0,00	0,00

TOTAL

TOTAL DU BUDGET (3)	0,00	0,00

(1) Au budget primitif, les crédits votés correspondent aux crédits votés lors de cette étape budgétaire. De même, pour les décisions modificatives et le budget supplémentaire, les crédits votés correspondent aux crédits votés lors de l'étape budgétaire sans sommation avec ceux antérieurement votés lors du même exercice.
(2) A servir uniquement en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent, soit après le vote du compte administratif, soit en cas de reprise anticipée des résultats.
Les restes à réaliser de la section de fonctionnement correspondent en dépenses, aux dépenses engagées non mandatées et non rattachées telles qu'elles ressortent de la comptabilité des engagements et en recettes, aux recettes certaines n'ayant pas donné lieu à l'émission d'un titre et non rattachées (R. 2311-11 du CGCT).
Les restes à réaliser de la section d'investissement correspondent en dépenses, aux dépenses engagées non mandatées au 31/12 de l'exercice précédent telles qu'elles ressortent de la comptabilité des engagements et aux recettes certaines n'ayant pas donné lieu à l'émission d'un titre au 31/12 de l'exercice précédent (R. 2311-11 du CGCT).
(3) Total de la section de fonctionnement = RAR + résultat reporté + crédits de fonctionnement votés.

Total de la section d'investissement = RAR + solde d'exécution reporté + crédits d'investissement votés.

Total du budget = Total de la section de fonctionnement + Total de la section d'investissement.

II - PRESENTATION GENERALE DU BUDGET	II
SECTION DE FONCTIONNEMENT – CHAPITRES	A2

DEPENSES DE FONCTIONNEMENT

Chap.	Libellé	Budget de l'exercice (1) I	Restes à réaliser N-1 (2) II	Propositions nouvelles	VOTE (3) III	TOTAL IV = I + II + III
011	Charges à caractère général	11 246 569,39	0,00	-50 000,00	-50 000,00	11 196 569,39
012	Charges de personnel, frais assimilés	18 064 580,00	0,00	0,00	0,00	18 064 580,00
014	Atténuations de produits	13 908 103,00	0,00	457 000,00	457 000,00	14 365 103,00
65	Autres charges de gestion courante	4 099 905,00	0,00	50 000,00	50 000,00	4 149 905,00
656	Frais fonctionnement des groupes d'élus	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des dépenses de gestion courante		**47 319 157,39**	**0,00**	**457 000,00**	**457 000,00**	**47 776 157,39**
66	Charges financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
67	Charges exceptionnelles	223 167,00	0,00	0,00	0,00	223 167,00
68	Dotations provisions semi-budgétaires (4)	0,00		0,00	0,00	0,00
022	Dépenses imprévues	943 000,00		-457 000,00	-457 000,00	486 000,00
Total des dépenses réelles de fonctionnement		**48 485 324,39**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**48 485 324,39**
023	*Virement à la section d'investissement (5)*	*425 000,00*		*0,00*	*0,00*	*425 000,00*
042	*Opérat° ordre transfert entre sections (5)*	*1 649 570,00*		*0,00*	*0,00*	*1 649 570,00*
043	*Opérat° ordre intérieur de la section (5)*	*0,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
Total des dépenses d'ordre de fonctionnement		***2 074 570,00***		***0,00***	***0,00***	***2 074 570,00***
TOTAL		**50 559 894,39**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**50 559 894,39**

+

D 002 RESULTAT REPORTE OU ANTICIPE (2)	0,00

=

TOTAL DES DEPENSES DE FONCTIONNEMENT CUMULEES	50 559 894,39

RECETTES DE FONCTIONNEMENT

Chap.	Libellé	Budget de l'exercice (1) I	Restes à réaliser N-1 (2) II	Propositions nouvelles	VOTE (3) III	TOTAL IV = I + II + III
013	Atténuations de charges	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
70	Produits services, domaine et ventes div	2 271 584,82	0,00	0,00	0,00	2 271 584,82
73	Impôts et taxes	29 744 577,18	0,00	0,00	0,00	29 744 577,18
74	Dotations et participations	11 243 295,00	0,00	0,00	0,00	11 243 295,00
75	Autres produits de gestion courante	43 592,00	0,00	0,00	0,00	43 592,00
Total des recettes de gestion courante		**43 303 049,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**43 303 049,00**
76	Produits financiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
77	Produits exceptionnels	107 000,00	0,00	0,00	0,00	107 000,00
78	Reprises provisions semi-budgétaires (4)	0,00		0,00	0,00	0,00
Total des recettes réelles de fonctionnement		**43 410 049,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**43 410 049,00**
042	*Opérat° ordre transfert entre sections (5)*	*490 000,00*		*0,00*	*0,00*	*490 000,00*
043	*Opérat° ordre intérieur de la section (5)*	*0,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
Total des recettes d'ordre de fonctionnement		***490 000,00***		***0,00***	***0,00***	***490 000,00***
TOTAL		**43 900 049,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**43 900 049,00**

+

R 002 RESULTAT REPORTE OU ANTICIPE (2)	6 659 845,39

=

TOTAL DES RECETTES DE FONCTIONNEMENT CUMULEES	50 559 894,39

Pour information :

AUTOFINANCEMENT PREVISIONNEL DÉGAGÉ AU PROFIT DE LA SECTION D'INVESTISSEMENT (6)	1 584 570,00

Il s'agit, pour un budget voté en équilibre, des ressources propres correspondant à l'excédent des recettes réelles de fonctionnement sur les dépenses réelles de fonctionnement. Il sert à financer le remboursement du capital de la dette et les nouveaux investissements de la commune ou de l'établissement.

(1) Cf. Modalités de vote I-B.
(2) La colonne RAR n'est à renseigner qu'en l'absence de reprise anticipée du résultat lors du vote du budget primitif.
(3) Il s'agit des nouveaux crédits votés lors de la présente délibération, hors RAR.
(4) Si la commune ou l'établissement applique le régime des provisions semi-budgétaires.
(5)DF 023 = RI 021 ; DI 040 = RF 042 ; RI 040 = DF 042 ; DI 041 = RI 041 ; DF 043 = RF 043.
(6) Solde de l'opération *DF 023 + DF 042 – RF 042* ou solde de l'opération *RI 021+ RI 040 – DI 040.*

II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET	II
SECTION D'INVESTISSEMENT – CHAPITRES	A3

DEPENSES D'INVESTISSEMENT

Chap.	Libellé	Budget de l'exercice (1) I	Restes à réaliser N-1 (2) II	Propositions nouvelles	VOTE (3) III	TOTAL IV = I + II + III
010	Stocks (5)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	909 771,12	0,00	0,00	0,00	909 771,12
204	Subventions d'équipement versées	2 095 545,91	0,00	0,00	0,00	2 095 545,91
21	Immobilisations corporelles	2 110 068,80	0,00	0,00	0,00	2 110 068,80
22	Immobilisations reçues en affectation (6)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	420 220,20	0,00	0,00	0,00	420 220,20
	Total des opérations d'équipement	2 500 674,88	0,00	0,00	0,00	2 500 674,88
	Total des dépenses d'équipement	**8 036 280,91**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**8 036 280,91**
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	14 000,00	0,00	0,00	0,00	14 000,00
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie) (7)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participat° et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	8 000,00	0,00	0,00	0,00	8 000,00
020	Dépenses imprévues	0,00		0,00	0,00	0,00
	Total des dépenses financières	**22 000,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**22 000,00**
45…	**Total des opé. pour compte de tiers(8)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Total des dépenses réelles d'investissement		**8 058 280,91**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**8 058 280,91**
040	*Opérat° ordre transfert entre sections (4)*	*490 000,00*		*0,00*	*0,00*	*490 000,00*
041	*Opérations patrimoniales (4)*	*100 000,00*		*0,00*	*0,00*	*100 000,00*
	Total des dépenses d'ordre d'investissement	***590 000,00***		***0,00***	***0,00***	***590 000,00***
	TOTAL	**8 648 280,91**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**8 648 280,91**

+

D 001 SOLDE D'EXECUTION NEGATIF REPORTE OU ANTICIPE (2)	0,00

=

TOTAL DES DEPENSES D'INVESTISSEMENT CUMULEES	8 648 280,91

RECETTES D'INVESTISSEMENT

Chap.	Libellé	Budget de l'exercice(1) I	Restes à réaliser N-1 (2) II	Propositions nouvelles	VOTE (3) III	TOTAL IV = I + II + III
010	Stocks (5)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement (hors 138)	2 000 616,00	0,00	0,00	0,00	2 000 616,00
16	Emprunts et dettes assimilées (hors165)	1 623 164,55	0,00	0,00	0,00	1 623 164,55
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation (6)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	Total des recettes d'équipement	**3 623 780,55**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**3 623 780,55**
10	Dotations, fonds divers et réserves (hors 1068)	506 692,00	0,00	0,00	0,00	506 692,00
1068	Excédents de fonctionnement capitalisés (9)	200 000,00	0,00	0,00	0,00	200 000,00
138	Autres subvent° invest. non transf.	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
165	Dépôts et cautionnements reçus	14 000,00	0,00	0,00	0,00	14 000,00
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie) (7)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participat° et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	8 000,00	0,00	0,00	0,00	8 000,00
024	Produits des cessions d'immobilisations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	Total des recettes financières	**728 692,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**728 692,00**
45…	**Total des opé. pour le compte de tiers (8)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Total des recettes réelles d'investissement		**4 352 472,55**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**4 352 472,55**
021	*Virement de la sect° de fonctionnement (4)*	*425 000,00*		*0,00*	*0,00*	*425 000,00*
040	*Opérat° ordre transfert entre sections (4)*	*1 649 570,00*		*0,00*	*0,00*	*1 649 570,00*

Chap.	Libellé	Budget de l'exercice(1) I	Restes à réaliser N-1 (2) II	Propositions nouvelles	VOTE (3) III	TOTAL IV = I + II + III
041	*Opérations patrimoniales (4)*	*100 000,00*		*0,00*	*0,00*	*100 000,00*
Total des recettes d'ordre d'investissement		***2 174 570,00***		***0,00***	***0,00***	***2 174 570,00***
TOTAL		**6 527 042,55**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**6 527 042,55**

+

R 001 SOLDE D'EXECUTION POSITIF REPORTE OU ANTICIPE (2)	**2 121 238,36**

=

TOTAL DES RECETTES D'INVESTISSEMENT CUMULEES	**8 648 280,91**

Pour information :

Il s'agit, pour un budget voté en équilibre, des ressources propres correspondant à l'excédent des recettes réelles de fonctionnement sur les dépenses réelles de fonctionnement. Il sert à financer le remboursement du capital de la dette et les nouveaux investissements de la commune ou de l'établissement.

AUTOFINANCEMENT PREVISIONNEL DÉGAGÉ PAR LA SECTION DE FONCTIONNEMENT (10)	**1 584 570,00**

(1) Cf. Modalités de vote I-B.

(2) Inscrire en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent (après vote du compte administratif) ou si reprise anticipée des résultats.

(3) Le vote de l'organe délibérant porte uniquement sur les propositions nouvelles.

(4) DF 023 = RI 021 ; DI 040 = RF 042 ; RI 040 = DF 042 ; DI 041 = RI 041 ; DF 043 = RF 043.

(5) A servir uniquement dans le cadre d'un suivi des stocks selon la méthode de l'inventaire permanent simplifié autorisée pour les seules opérations d'aménagements (lotissement, ZAC…) par ailleurs retracées dans le cadre de budgets annexes.

(6) En dépenses, le chapitre 22 retrace les travaux d'investissement réalisés sur les biens reçus en affectation. En recette, il retrace, le cas échéant, l'annulation de tels travaux effectués sur un exercice antérieur.

(7) A servir uniquement lorsque la commune ou l'établissement effectue une dotation initiale en espèces au profit d'un service public non personnalisé qu'elle ou qu'il crée.

(8) Seul le total des opérations pour compte de tiers figure sur cet état (voir le détail Annexe IV A9).

(9) Le compte 1068 n'est pas un chapitre mais un article du chapitre 10.

(10) Solde de l'opération *DF 023 + DF 042 – RF 042* ou solde de l'opération *RI 021 + RI 040 – DI 040*.

II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET	II
BALANCE GENERALE DU BUDGET	B1

1 – DEPENSES (du présent budget + restes à réaliser)

	FONCTIONNEMENT	Opérations réelles (1)	Opérations d'ordre (2)	TOTAL
011	Charges à caractère général	-50 000,00		-50 000,00
012	Charges de personnel, frais assimilés	0,00		0,00
014	Atténuations de produits	457 000,00		457 000,00
60	*Achats et variation des stocks (3)*		*0,00*	0,00
65	Autres charges de gestion courante	50 000,00		50 000,00
656	Frais fonctionnement des groupes d'élus (4)	0,00		0,00
66	Charges financières	0,00	*0,00*	0,00
67	Charges exceptionnelles	0,00	*0,00*	0,00
68	Dot. aux amortissements et provisions	0,00	*0,00*	0,00
71	*Production stockée (ou déstockage) (3)*		*0,00*	0,00
022	Dépenses imprévues	-457 000,00		-457 000,00
023	*Virement à la section d'investissement*		*0,00*	0,00
Dépenses de fonctionnement – Total		**0,00**	***0,00***	**0,00**

+

D 002 RESULTAT REPORTE OU ANTICIPE	0,00

=

TOTAL DES DEPENSES DE FONCTIONNEMENT CUMULEES	0,00

	INVESTISSEMENT	Opérations réelles (1)	Opérations d'ordre (2)	TOTAL
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	*0,00*	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	*0,00*	0,00
15	*Provisions pour risques et charges (5)*		*0,00*	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées (sauf 1688 non budgétaire)	0,00	*0,00*	0,00
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie)	(8) 0,00		0,00
	Total des opérations d'équipement	0,00		0,00
198	*Neutral. amort. subv. équip. versées*		*0,00*	*0,00*
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204) (6)	0,00	*0,00*	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	*0,00*	0,00
21	Immobilisations corporelles (6)	0,00	*0,00*	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation (6)	(9) 0,00	*0,00*	0,00
23	Immobilisations en cours (6)	0,00	*0,00*	0,00
26	Participations et créances rattachées	0,00	*0,00*	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	*0,00*	0,00
28	*Amortissement des immobilisations (reprises)*		*0,00*	0,00
29	*Prov. pour dépréciat° immobilisations (5)*		*0,00*	0,00
39	*Prov. dépréciat° des stocks et en-cours (5)*		*0,00*	0,00
45…	Total des opérations pour compte de tiers (7)	0,00	*0,00*	0,00
481	*Charges à rép. sur plusieurs exercices*		*0,00*	0,00
49	*Prov. dépréc. comptes de tiers (5)*		*0,00*	0,00
59	*Prov. dépréc. comptes financiers (5)*		*0,00*	0,00
3…	Stocks	0,00	*0,00*	0,00
020	Dépenses imprévues	0,00		0,00
Dépenses d'investissement – Total		**0,00**	***0,00***	**0,00**

+

D 001 SOLDE D'EXECUTION NEGATIF REPORTE OU ANTICIPE	0,00

=

TOTAL DES DEPENSES D'INVESTISSEMENT CUMULEES	0,00

(1) Y compris les opérations relatives au rattachement des charges et des produits et les opérations d'ordre semi-budgétaires.
(2) Voir liste des opérations d'ordre.
(3) Permet de retracer des opérations particulières telles que les opérations de stocks liées à la tenue d'un inventaire permanent simplifié.
(4) Communes, communautés d'agglomération et communautés urbaines de plus de 100 000 habitants.
(5) Si la commune ou l'établissement applique le régime des provisions budgétaires.
(6) Hors chapitres « opérations d'équipement ».
(7) Seul le total des opérations pour compte de tiers figure sur cet état (voir le détail Annexe IV A9).
(8) A servir uniquement lorsque la commune ou l'établissement effectue une dotation initiale en espèces au profit d'un service public non personnalisé qu'elle ou qu'il crée.
(9) En dépenses, le chapitre 22 retrace les travaux d'investissement réalisés sur les biens reçus en affectation. En recette, il retrace, le cas échéant, l'annulation de tels travaux effectués sur un exercice antérieur.

II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET	II
BALANCE GENERALE DU BUDGET	B2

2 – RECETTES (du présent budget + restes à réaliser)

	FONCTIONNEMENT	Opérations réelles (1)	Opérations d'ordre (2)	TOTAL
013	Atténuations de charges	0,00		0,00
60	*Achats et variation des stocks (3)*		*0,00*	0,00
70	Produits services, domaine et ventes div	0,00		0,00
71	*Production stockée (ou déstockage)*		*0,00*	0,00
72	*Production immobilisée*		*0,00*	0,00
73	Impôts et taxes	0,00		0,00
74	Dotations et participations	0,00		0,00
75	Autres produits de gestion courante	0,00	*0,00*	0,00
76	Produits financiers	0,00	*0,00*	0,00
77	Produits exceptionnels	0,00	*0,00*	0,00
78	Reprise sur amortissements et provisions	0,00	*0,00*	0,00
79	*Transferts de charges*		*0,00*	0,00
Recettes de fonctionnement – Total		**0,00**	***0,00***	**0,00**

+

R 002 RESULTAT REPORTE OU ANTICIPE	0,00

=

TOTAL DES RECETTES DE FONCTIONNEMENT CUMULEES	0,00

	INVESTISSEMENT	Opérations réelles (1)	Opérations d'ordre (2)	TOTAL
10	Dotations, fonds divers et réserves (sauf 1068)	0,00	*0,00*	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	*0,00*	0,00
15	*Provisions pour risques et charges (4)*		*0,00*	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées (sauf 1688 non budgétaires)	0,00	*0,00*	0,00
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie)	(6) 0,00		0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	0,00	*0,00*	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	*0,00*	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	*0,00*	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	(7) 0,00	*0,00*	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	*0,00*	0,00
26	Participations et créances rattachées	0,00	*0,00*	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	*0,00*	0,00
28	*Amortissement des immobilisations*		*0,00*	0,00
29	*Prov. pour dépréciat° immobilisations (4)*		*0,00*	0,00
39	*Prov. dépréciat° des stocks et en-cours (4)*		*0,00*	0,00
45…	Opérations pour compte de tiers (5)	0,00	*0,00*	0,00
481	*Charges à rép. sur plusieurs exercices*		*0,00*	0,00
49	*Prov. dépréc. comptes de tiers (4)*		*0,00*	0,00
59	*Prov. dépréc. comptes financiers (4)*		*0,00*	0,00
3…	Stocks	0,00	*0,00*	0,00
021	*Virement de la sect° de fonctionnement*		*0,00*	0,00
024	Produits des cessions d'immobilisations	0,00		0,00
Recettes d'investissement – Total		**0,00**	***0,00***	**0,00**

+

R 001 SOLDE D'EXECUTION POSITIF REPORTE OU ANTICIPE	0,00

+

AFFECTATION AU COMPTE 1068	0,00

=

TOTAL DES RECETTES D'INVESTISSEMENT CUMULEES	0,00

(1) Y compris les opérations relatives au rattachement des charges et des produits et les opérations d'ordre semi-budgétaires.
(2) Voir liste des opérations d'ordre.
(3) Permet de retracer des opérations particulières telles que les opérations de stocks liées à la tenue d'un inventaire permanent simplifié.
(4) Si la commune ou l'établissement applique le régime des provisions budgétaires.
(5) Seul le total des opérations pour compte de tiers figure sur cet état (voir le détail Annexe IV A9).
(6) A servir uniquement lorsque la commune ou l'établissement effectue une dotation initiale en espèces au profit d'un service public non personnalisé qu'elle ou qu'il crée.
(7) En dépenses, le chapitre 22 retrace les travaux d'investissement réalisés sur les biens reçus en affectation. En recette, il retrace, le cas échéant, l'annulation de tels travaux effectués sur un exercice antérieur.

III – VOTE DU BUDGET	III
SECTION DE FONCTIONNEMENT – DETAIL DES DEPENSES	A1

Chap / art (1)	Libellé (1)	Budget de l'exercice (2)	Propositions nouvelles (3)	Vote (4)
011	**Charges à caractère général**	**11 246 569,39**	**-50 000,00**	**-50 000,00**
6042	Achats prestat° services (hors terrains)	90 000,00	0,00	0,00
605	Achats matériel, équipements et travaux	2 000,00	0,00	0,00
60611	Eau et assainissement	139 642,00	0,00	0,00
60612	Energie - Electricité	226 981,00	0,00	0,00
60622	Carburants	209 000,00	0,00	0,00
60623	Alimentation	2 750,00	0,00	0,00
60628	Autres fournitures non stockées	706 000,00	0,00	0,00
60631	Fournitures d'entretien	107 240,00	0,00	0,00
60632	Fournitures de petit équipement	87 430,00	0,00	0,00
60636	Vêtements de travail	66 000,00	0,00	0,00
6064	Fournitures administratives	106 500,00	0,00	0,00
6065	Livres, disques, ... (médiathèque)	1 000,00	0,00	0,00
611	Contrats de prestations de services	5 427 425,12	0,00	0,00
6132	Locations immobilières	134 260,00	0,00	0,00
6135	Locations mobilières	26 000,00	0,00	0,00
614	Charges locatives et de copropriété	40 950,00	0,00	0,00
61521	Entretien terrains	230 000,00	0,00	0,00
615221	Entretien, réparations bâtiments publics	80 934,06	0,00	0,00
615231	Entretien, réparations voiries	333 000,00	0,00	0,00
615232	Entretien, réparations réseaux	363 500,00	90 000,00	90 000,00
61551	Entretien matériel roulant	45 300,00	0,00	0,00
61558	Entretien autres biens mobiliers	41 610,00	0,00	0,00
6156	Maintenance	266 949,60	0,00	0,00
6161	Multirisques	43 000,00	0,00	0,00
6162	Assur. obligatoire dommage-construction	11 905,00	0,00	0,00
6168	Autres primes d'assurance	2 500,00	0,00	0,00
617	Etudes et recherches	192 560,00	0,00	0,00
6182	Documentation générale et technique	21 200,00	0,00	0,00
6184	Versements à des organismes de formation	114 500,00	0,00	0,00
6188	Autres frais divers	918 081,31	-140 000,00	-140 000,00
6225	Indemnités aux comptable et régisseurs	1 060,00	0,00	0,00
6226	Honoraires	72 450,00	0,00	0,00
6227	Frais d'actes et de contentieux	43 000,00	0,00	0,00
6228	Divers	200,00	0,00	0,00
6231	Annonces et insertions	61 700,00	0,00	0,00
6233	Foires et expositions	16 500,00	0,00	0,00
6236	Catalogues et imprimés	3 680,00	0,00	0,00
6237	Publications	114 200,00	0,00	0,00
6238	Divers	43 500,00	0,00	0,00
6241	Transports de biens	10 000,00	0,00	0,00
6251	Voyages et déplacements	4 000,00	0,00	0,00
6256	Missions	47 786,00	0,00	0,00
6257	Réceptions	54 500,00	0,00	0,00
6261	Frais d'affranchissement	50 000,00	0,00	0,00
6262	Frais de télécommunications	39 600,00	0,00	0,00
6281	Concours divers (cotisations)	265 335,30	0,00	0,00
6283	Frais de nettoyage des locaux	185 840,00	0,00	0,00
6284	Redevances pour services rendus	59 500,00	0,00	0,00
62872	Remb. frais au budget annexe	60 000,00	0,00	0,00
62873	Remb. frais au CCAS	13 000,00	0,00	0,00
6288	Autres services extérieurs	45 000,00	0,00	0,00
63512	Taxes foncières	12 000,00	0,00	0,00
6355	Taxes et impôts sur les véhicules	4 500,00	0,00	0,00
637	Autres impôts, taxes (autres organismes)	1 000,00	0,00	0,00
012	**Charges de personnel, frais assimilés**	**18 064 580,00**	**0,00**	**0,00**
6218	Autre personnel extérieur	68 000,00	0,00	0,00
6331	Versement de transport	59 117,00	0,00	0,00
6332	Cotisations versées au F.N.A.L.	53 730,00	0,00	0,00
6336	Cotisations CNFPT et CDGFPT	95 295,00	0,00	0,00
64111	Rémunération principale titulaires	8 799 110,00	0,00	0,00
64112	NBI, SFT, indemnité résidence	174 773,00	0,00	0,00
64118	Autres indemnités titulaires	2 107 726,00	0,00	0,00
64131	Rémunérations non tit.	1 157 027,00	0,00	0,00
64138	Autres indemnités non tit.	358 841,00	0,00	0,00
6451	Cotisations à l'U.R.S.S.A.F.	1 847 447,00	0,00	0,00
6453	Cotisations aux caisses de retraites	2 878 156,00	0,00	0,00
6454	Cotisations aux A.S.S.E.D.I.C.	64 350,00	0,00	0,00
6455	Cotisations pour assurance du personnel	103 089,00	0,00	0,00

Chap / art (1)	Libellé (1)	Budget de l'exercice (2)	Propositions nouvelles (3)	Vote (4)
6458	Cotis. aux autres organismes sociaux	35 610,00	0,00	0,00
6474	Versement aux autres oeuvres sociales	83 000,00	0,00	0,00
6475	Médecine du travail, pharmacie	-21 000,00	0,00	0,00
6488	Autres charges	200 309,00	0,00	0,00
014	**Atténuations de produits**	**13 908 103,00**	**457 000,00**	**457 000,00**
739211	Attributions de compensation	8 803 000,00	457 000,00	457 000,00
739221	FNGIR	4 670 103,00	0,00	0,00
739223	Fonds péréquation ress. com. et intercom	160 000,00	0,00	0,00
7398	Reverst., restitut° et prélèvt divers	275 000,00	0,00	0,00
65	**Autres charges de gestion courante**	**4 099 905,00**	**50 000,00**	**50 000,00**
651	Redevances pour licences, logiciels, ...	73 500,00	0,00	0,00
6531	Indemnités	276 416,00	0,00	0,00
6533	Cotisations de retraite	9 783,00	0,00	0,00
6534	Cotis. de sécurité sociale - part patron	46 625,00	0,00	0,00
6541	Créances admises en non-valeur	20 000,00	0,00	0,00
6542	Créances éteintes	20 000,00	0,00	0,00
65548	Autres contributions	355 223,72	0,00	0,00
657341	Subv. fonct. Communes du GFP	189 505,00	0,00	0,00
657364	Subv. fonct. Établ. Industriel, commerc	2 100 000,00	0,00	0,00
65737	Autres établissements publics locaux	389 950,00	0,00	0,00
6574	Subv. fonct. Associat°, personnes privée	618 902,28	50 000,00	50 000,00
656	**Frais fonctionnement des groupes d'élus**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
TOTAL = DEPENSES DE GESTION DES SERVICES (a) = (011 + 012 + 014 + 65 + 656)		**47 319 157,39**	**457 000,00**	**457 000,00**
66	**Charges financières (b)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
67	**Charges exceptionnelles (c)**	**223 167,00**	**0,00**	**0,00**
6714	Bourses et prix	1 000,00	0,00	0,00
6718	Autres charges exceptionnelles gestion	108 000,00	0,00	0,00
673	Titres annulés (sur exercices antérieurs	100 000,00	0,00	0,00
678	Autres charges exceptionnelles	14 167,00	0,00	0,00
68	**Dotations provisions semi-budgétaires (d) (6)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
022	**Dépenses imprévues (e)**	**943 000,00**	**-457 000,00**	**-457 000,00**
TOTAL DES DEPENSES REELLES = a + b + c + d + e		**48 485 324,39**	**0,00**	**0,00**
023	***Virement à la section d'investissement***	***425 000,00***	***0,00***	***0,00***
042	***Opérat° ordre transfert entre sections (7) (8) (9)***	***1 649 570,00***	***0,00***	***0,00***
60311	*Variat° stocks mat. 1ères hors terrains*	*5 000,00*	*0,00*	*0,00*
6811	*Dot. amort. et prov. Immos incorporelles*	*1 560 570,00*	*0,00*	*0,00*
6812	*Dot. amort. et prov. Charges à répartir*	*84 000,00*	*0,00*	*0,00*
TOTAL DES PRELEVEMENTS AU PROFIT DE LA SECTION D'INVESTISSEMENT		***2 074 570,00***	***0,00***	***0,00***
043	***Opérat° ordre intérieur de la section (10)***	**0,00**	**0,00**	**0,00**
TOTAL DES DEPENSES D'ORDRE		***2 074 570,00***	***0,00***	***0,00***
TOTAL DES DEPENSES DE FONCTIONNEMENT DE L'EXERCICE (= Total des opérations réelles et d'ordre)		**50 559 894,39**	**0,00**	**0,00**

+

RESTES A REALISER N-1 (11)	**0,00**

+

D 002 RESULTAT REPORTE OU ANTICIPE (11)	**0,00**

=

TOTAL DES DEPENSES DE FONCTIONNEMENT CUMULEES	**0,00**

Détail du calcul des ICNE au compte 66112 (5)

Montant des ICNE de l'exercice	0,00
Montant des ICNE de l'exercice N-1	0,00
= Différence ICNE N – ICNE N-1	0,00

(1) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes appliqué par la commune ou l'établissement.

(2) Cf. Modalités de vote I-B.

(3) Hors restes à réaliser.

(4) Le vote de l'organe délibérant porte uniquement sur les propositions nouvelles.

(5) Le montant des ICNE de l'exercice correspond au montant de l'étape en cours cumulé aux crédits de l'exercice. Si le montant des ICNE de l'exercice est inférieur au montant de l'exercice N-1, le montant du compte 66112 sera négatif.

(6) Si la commune ou l'établissement applique le régime des provisions semi-budgétaires.

(7) Cf. définitions du chapitre des opérations d'ordre, *DF 042 = RI 040.*

(8) Aucune prévision budgétaire ne doit figurer aux articles 675 et 676 (cf. chapitre 024 « produit des cessions d'immobilisation »).

(9) Le compte 6815 peut figurer dans le détail du chapitre 042 si la commune ou l'établissement applique le régime des provisions budgétaires.

(10) Chapitre destiné à retracer les opérations particulières telles que les opérations de stocks ou liées à la tenue d'un inventaire permanent simplifié.

(11) Inscrire en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent (après vote du compte administratif ou si reprise anticipée des résultats).

III – VOTE DU BUDGET	III
SECTION DE FONCTIONNEMENT – DETAIL DES RECETTES	A2

Chap / art (1)	Libellé (1)	Budget de l'exercice (2)	Propositions nouvelles (3)	Vote (4)
013	**Atténuations de charges**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
70	**Produits services, domaine et ventes div**	**2 271 584,82**	**0,00**	**0,00**
7013	Ventes de produits résiduels	324 000,82	0,00	0,00
70323	Redev. occupat° domaine public communal	22 811,00	0,00	0,00
70388	Autres redevances et recettes diverses	2 000,00	0,00	0,00
70612	Redevance spéciale enlèvement ordures	770 000,00	0,00	0,00
70631	Redevances services à caractère sportif	250 000,00	0,00	0,00
70688	Autres prestations de services	48 000,00	0,00	0,00
70841	Mise à dispo personnel B.A. , régies	163 681,00	0,00	0,00
70872	Remb. frais B.A. et régies municipales	492 519,00	0,00	0,00
70876	Remb. frais par le GFP de rattachement	170 140,00	0,00	0,00
70878	Remb. frais par d'autres redevables	28 433,00	0,00	0,00
73	**Impôts et taxes**	**29 744 577,18**	**0,00**	**0,00**
73111	Taxes foncières et d'habitation	16 752 293,18	0,00	0,00
73112	Cotisation sur la VAE	4 000 000,00	0,00	0,00
73113	Taxe sur les Surfaces Commerciales	1 000 000,00	0,00	0,00
73114	Imposition Forf. sur Entrep. Réseau	630 000,00	0,00	0,00
7318	Autres impôts locaux ou assimilés	95 000,00	0,00	0,00
73211	Attribution de compensation	2 642,00	0,00	0,00
73218	Autres fiscalités revers entre coll.	2 642,00	0,00	0,00
73223	Fonds péréquation ress. com. et intercom	6 000,00	0,00	0,00
7331	Taxe enlèvement ordures ménagères et ass	7 100 000,00	0,00	0,00
7336	Droits de place	6 000,00	0,00	0,00
7362	Taxes de séjour	150 000,00	0,00	0,00
74	**Dotations et participations**	**11 243 295,00**	**0,00**	**0,00**
74124	Dotation d'intercommunalité	1 742 000,00	0,00	0,00
74126	Dot. compensat° groupements de communes	5 598 000,00	0,00	0,00
744	FCTVA	2 000,00	0,00	0,00
74718	Autres participations Etat	594 295,00	0,00	0,00
7472	Participat° Régions	14 000,00	0,00	0,00
7478	Participat° Autres organismes	19 000,00	0,00	0,00
748313	Dotat° de compensation de la TP	1 667 000,00	0,00	0,00
74835	Etat - Compens. exonérat° taxe habitat°	940 000,00	0,00	0,00
7488	Autres attributions et participations	667 000,00	0,00	0,00
75	**Autres produits de gestion courante**	**43 592,00**	**0,00**	**0,00**
752	Revenus des immeubles	35 030,00	0,00	0,00
757	Redevances versées par fermiers, conces.	7 200,00	0,00	0,00
7588	Autres produits div. de gestion courante	1 362,00	0,00	0,00
	TOTAL = RECETTES DE GESTION DES SERVICES (a) = 70 + 73 + 74 + 75 + 013	**43 303 049,00**	**0,00**	**0,00**
76	**Produits financiers (b)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
77	**Produits exceptionnels (c)**	**107 000,00**	**0,00**	**0,00**
7718	Autres produits except. opérat° gestion	107 000,00	0,00	0,00
78	**Reprises provisions semi-budgétaires (d) (5)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
	TOTAL DES RECETTES REELLES = a + b + c + d	**43 410 049,00**	**0,00**	**0,00**
042	***Opérat° ordre transfert entre sections (6) (7) (8)***	***490 000,00***	***0,00***	***0,00***
777	*Quote-part subv invest transf cpte résul*	*70 000,00*	*0,00*	*0,00*
791	*Transferts charges de gestion courante*	*420 000,00*	*0,00*	*0,00*
043	***Opérat° ordre intérieur de la section (9)***	***0,00***	***0,00***	***0,00***
	TOTAL DES RECETTES D'ORDRE	***490 000,00***	***0,00***	***0,00***
	TOTAL DES RECETTES DE FONCTIONNEMENT DE L'EXERCICE (= Total des opérations réelles et d'ordre)	**43 900 049,00**	**0,00**	**0,00**

+

RESTES A REALISER N-1 (10)	**0,00**

+

R 002 RESULTAT REPORTE OU ANTICIPE (10)	**0,00**

=

TOTAL DES RECETTES DE FONCTIONNEMENT CUMULEES	**0,00**

Détail du calcul des ICNE au compte 7622 (11)

Montant des ICNE de l'exercice	0,00
Montant des ICNE de l'exercice N-1	0,00
= Différence ICNE N – ICNE N-1	0,00

(1) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes appliqué par la commune ou l'établissement.

(2) Cf. Modalités de vote I-B.

(3) Hors restes à réaliser.

(4) Le vote de l'assemblée porte uniquement sur les propositions nouvelles.

(5) Si la commune ou l'établissement applique le régime des provisions semi-budgétaires.

(6) Cf. définitions du chapitre des opérations d'ordre, *RF 042 = DI 040.*

(7) Aucune prévision budgétaire ne doit figurer aux articles 775 et 776 (cf. chapitre 024 « produit des cessions d'immobilisation »).

(8) Le compte 7815 peut figurer dans le détail du chapitre 042 si la commune ou l'établissement applique le régime des provisions budgétaires.

(9) Chapitre destiné à retracer les opérations particulières telles que les opérations de stocks ou liées à la tenue d'un inventaire permanent simplifié.

(10) Inscrire en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent (après vote du compte administratif ou si reprise anticipée des résultats).

(11) Le montant des ICNE de l'exercice correspond au montant de l'étape en cours cumulé aux crédits de l'exercice. Si le montant des ICNE de l'exercice est inférieur au montant de l'exercice N-1, le montant du compte 7622 sera négatif.

IV – ANNEXES — IV

PRESENTATION CROISEE PAR FONCTION – VUE D'ENSEMBLE (1) — A1

Libellé	01 Opérations non ventilables	0 Services généraux administrat° publiques	1 Sécurité et salubrité publiques	2 Enseignement - Formation	3 Culture	4 Sport et jeunesse	5 Interventions sociales et santé	6 Famille	7 Logement	8 Aménagt et services urbains, environnemt	9 Action économique	TOTAL
INVESTISSEMENT												
DEPENSES												
Dépenses réelles	377 472	951 273	0	0	0	143 279	20 500	0	1 164 442	4 342 421	1 058 894	8 058 281
- Equipements municipaux (2)		851 273	0	0	0	143 279	6 500	0	112 000	4 311 721	415 962	5 940 735
- Equip. non municipaux (c/204) (3)		100 000	0	0	0	0	0	0	1 052 442	22 700	642 932	2 095 546
- Opérations financières	377 472											377 472
Dépenses d'ordre	590 000											590 000
Total dépenses de l'exercice	**967 472**	**951 273**	**0**	**0**	**0**	**143 279**	**20 500**	**0**	**1 164 442**	**4 342 421**	**1 058 894**	**8 648 281**
RAR N-1 et reports	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**
Total cumulé dépenses d'investissement	**967 472**	**951 273**	**0**	**0**	**0**	**143 279**	**20 500**	**0**	**1 164 442**	**4 342 421**	**1 058 894**	**8 648 281**
RECETTES												
Total recettes de l'exercice	**4 969 327**	**0**	**0**	**0**	**0**	**248 495**	**32 960**	**0**	**45 653**	**1 003 633**	**226 975**	**6 527 043**
RAR N-1 et reports	**2 121 238**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**2 121 238**
Total cumulé recettes d'investissement	**7 090 565**	**0**	**0**	**0**	**0**	**248 495**	**32 960**	**0**	**45 653**	**1 003 633**	**226 975**	**8 648 281**
FONCTIONNEMENT												
DEPENSES												
Total dépenses de l'exercice	**17 013 590**	**11 360 882**	**0**	**50 000**	**157 000**	**1 815 830**	**517 914**	**0**	**514 407**	**17 029 602**	**2 100 670**	**50 559 894**
RAR N-1 et reports	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**
Total cumulé dépenses de fonctionnement	**17 013 590**	**11 360 882**	**0**	**50 000**	**157 000**	**1 815 830**	**517 914**	**0**	**514 407**	**17 029 602**	**2 100 670**	**50 559 894**
RECETTES												
Total recettes de l'exercice	**33 472 505**	**302 645**	**0**	**0**	**14 165**	**290 200**	**66 000**	**0**	**534 130**	**9 034 012**	**186 392**	**43 900 049**
RAR N-1 et reports	**6 659 845**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**6 659 845**
Total cumulé recettes de fonctionnement	**40 132 351**	**302 645**	**0**	**0**	**14 165**	**290 200**	**66 000**	**0**	**534 130**	**9 034 012**	**186 392**	**50 559 894**

(1) La production de cet état est obligatoire pour les communes de 3 500 habitants et plus, les groupements comprenant au moins une telle commune, leurs établissements et services administratifs hormis les caisses des écoles et les services à activité unique érigés en établissement public ou budget annexe (L. 2312-3, R. 2311-1 et R. 2311-10). Dans les communes de 3 500 habitants et plus, le croisement par fonction est fait à un chiffre (correspondant à la fonction). Dans les communes de 10 000 habitants et plus, le croisement par fonction est fait au niveau le plus détaillé de la nomenclature fonctionnelle (sous-fonction ou rubrique).Les groupements et leurs établissement publics suivent les règles de production et de présentation applicable à la commune membre comptant le plus grand nombre d'habitants (articles L. 5211-36 a1 et R. 5211-14 + L. 5711-1 et R. 5711-2 du CGCT).

(2) Ou biens de la structure intercommunale.

(3) Ou biens ne relevant pas de la structure intercommunale.

IV – ANNEXES — IV

PRESENTATION CROISEE PAR FONCTION – VUE D'ENSEMBLE — A1

Art. (1)	Libellé	01 Opérations non ventilables	0 Services généraux administrat° publiques	1 Sécurité et salubrité publiques	2 Enseignement - Formation	3 Culture	4 Sport et jeunesse	5 Interventions sociales et santé	6 Famille	7 Logement	8 Aménagt et services urbains, environnemt	9 Action économique	TOTAL
INVESTISSEMENT													
DEPENSES													
Total dépenses investissement		**967 472**	**951 273**	**0**	**0**	**0**	**143 279**	**20 500**	**0**	**1 164 442**	**4 342 421**	**1 058 894**	**8 648 281**
Dépenses réelles		377 472	951 273	0	0	0	143 279	20 500	0	1 164 442	4 342 421	1 058 894	8 058 281
010	Stocks	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
020	Dépenses imprévues	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
10	Dotations, fonds divers et réserves	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
13	Subventions d'investissement	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
16	Emprunts et dettes assimilées	0	0	0	0	0	0	14 000	0	0	0	0	14 000
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie)	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
20	Immobilisations incorporelles	0	206 610	0	0	0	10 500	0	0	0	583 545	109 116	909 771
204	Subventions d'équipement versées	277 472	100 000	0	0	0	0	0	0	1 052 442	22 700	642 932	2 095 546
21	Immobilisations corporelles	100 000	644 663	0	0	0	128 942	6 500	0	0	1 223 118	6 846	2 110 069
22	Immobilisations reçues en affectation	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
23	Immobilisations en cours	0	0	0	0	0	3 837	0	0	0	416 383	0	420 220
26	Participat° et créances rattachées	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
27	Autres immobilisations financières	0	0	0	0	0	0	0	0	0	8 000	0	8 000
Opérations d'équipement		0	0	0	0	0	0	0	0	112 000	2 088 675	300 000	2 500 675
15	POLE ENVIRONNEMENTAL	0	0	0	0	0	0	0	0	0	2 088 675	0	2 088 675
2001	NPNRU BRICHERES SAINTE GENEVIEVE	0	0	0	0	0	0	0	0	112 000	0	0	112 000
2011	TIERS LIEU	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	300 000	300 000
Opérations pour compte de tiers		0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Dépenses d'ordre		*590 000*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*590 000*
040	*Opérat° ordre transfert entre sections*	*490 000*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*490 000*
041	*Opérations patrimoniales*	*100 000*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*100 000*
RECETTES													
Total recettes investissement		**4 969 327**	**0**	**0**	**0**	**0**	**248 495**	**32 960**	**0**	**45 653**	**1 003 633**	**226 975**	**6 527 043**
Recettes réelles		2 799 757	0	0	0	0	243 495	32 960	0	45 653	1 003 633	226 975	4 352 473
010	Stocks	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0

Art. (1)	Libellé	01 Opérations non ventilables	0 Services généraux administrat° publiques	1 Sécurité et salubrité publiques	2 Enseignement - Formation	3 Culture	4 Sport et jeunesse	5 Interventions sociales et santé	6 Famille	7 Logement	8 Aménagt et services urbains, environnemt	9 Action économique	TOTAL
024	Produits des cessions d'immobilisations	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**
10	Dotations, fonds divers et réserves	616 092	0	0	0	0	0	0	0	0	90 600	0	706 692
13	Subventions d'investissement	560 500	0	0	0	0	243 495	18 960	0	45 653	905 033	226 975	2 000 616
16	Emprunts et dettes assimilées	1 623 165	0	0	0	0	0	14 000	0	0	0	0	1 637 165
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie)	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
20	Immobilisations incorporelles	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
204	Subventions d'équipement versées	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
21	Immobilisations corporelles	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
22	Immobilisations reçues en affectation	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
23	Immobilisations en cours	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
26	Participat° et créances rattachées	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
27	Autres immobilisations financières	0	0	0	0	0	0	0	0	0	8 000	0	8 000
Opérations pour compte de tiers		0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Recettes d'ordre		*2 169 570*	*0*	*0*	*0*	*0*	*5 000*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*2 174 570*
021	*Virement de la sect° de fonctionnement*	*425 000*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*425 000*
040	*Opérat° ordre transfert entre sections*	*1 644 570*	*0*	*0*	*0*	*0*	*5 000*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*1 649 570*
041	*Opérations patrimoniales*	*100 000*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*100 000*

FONCTIONNEMENT

DEPENSES

Total dépenses de fonctionnement		**17 013 590**	**11 360 882**	**0**	**50 000**	**157 000**	**1 815 830**	**517 914**	**0**	**514 407**	**17 029 602**	**2 100 670**	**50 559 894**
Dépenses réelles		14 944 020	11 360 882	0	50 000	157 000	1 810 830	517 914	0	514 407	17 029 602	2 100 670	48 485 324
011	Charges à caractère général	9 750	2 801 208	0	0	7 000	840 664	60 833	0	362 710	6 414 288	700 116	11 196 569
012	Charges de personnel, frais assimilés	200 000	7 986 070	0	0	0	969 166	135 081	0	38 697	8 442 870	292 696	18 064 580
014	Atténuations de produits	14 090 103	0	0	0	0	0	0	0	0	0	275 000	14 365 103
022	Dépenses imprévues	486 000	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	486 000
65	Autres charges de gestion courante	44 000	573 604	0	50 000	150 000	0	322 000	0	6 000	2 171 444	832 857	4 149 905
656	Frais fonctionnement des groupes d'élus	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
66	Charges financières	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
67	Charges exceptionnelles	114 167	0	0	0	0	1 000	0	0	107 000	1 000	0	223 167
68	Dot. aux amortissements et provisions	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Dépenses d'ordre		*2 069 570*	*0*	*0*	*0*	*0*	*5 000*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*2 074 570*

Art. (1)	Libellé	01 Opérations non ventilables	0 Services généraux administrat° publiques	1 Sécurité et salubrité publiques	2 Enseignement - Formation	3 Culture	4 Sport et jeunesse	5 Interventions sociales et santé	6 Famille	7 Logement	8 Aménagt et services urbains, environnemt	9 Action économique	TOTAL
023	*Virement à la section d'investissement*	***425 000***	***0***	***0***	***0***	***0***	***0***	***0***	***0***	***0***	***0***	***0***	***425 000***
042	*Opérat° ordre transfert entre sections*	*1 644 570*	*0*	*0*	*0*	*0*	*5 000*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*1 649 570*
043	*Opérat° ordre intérieur de la section*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*

RECETTES

Total recettes de fonctionnement		**33 472 505**	**302 645**	**0**	**0**	**14 165**	**290 200**	**66 000**	**0**	**534 130**	**9 034 012**	**186 392**	**43 900 049**
Recettes réelles		32 982 505	302 645	0	0	14 165	290 200	66 000	0	534 130	9 034 012	186 392	43 410 049
013	Atténuations de charges	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
70	Produits des services, du domaine, vente	544 928	199 645	0	0	0	250 000	10 000	0	0	1 267 012	0	2 271 585
73	Impôts et taxes	22 488 577	0	0	0	0	0	6 000	0	0	7 100 000	150 000	29 744 577
74	Dotations et participations	9 949 000	103 000	0	0	14 165	33 000	50 000	0	427 130	667 000	0	11 243 295
75	Autres produits de gestion courante	0	0	0	0	0	7 200	0	0	0	0	36 392	43 592
76	Produits financiers	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
77	Produits exceptionnels	0	0	0	0	0	0	0	0	107 000	0	0	107 000
78	Reprise sur amortissements et provisions	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Recettes d'ordre		*490 000*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*490 000*
042	*Opérat° ordre transfert entre sections*	*490 000*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*490 000*
043	*Opérat° ordre intérieur de la section*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*

(1) Pour le croisement par nature, le détail est fait selon le niveau de vote choisi par l'assemblée délibérante (chapitre, article ou article spécialisé).

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN PRESENTATION CROISEE PAR FONCTION – DETAIL FONCTIONNEMENT	A1.1

FONCTION 0 – Services généraux des administrations publiques locales

(1)	Libellé	01 Opérations non ventilables	02 Administration générale	03 Justice	04 Coopérat° décentralisée, act° européen.	Total
DEPENSES (2)		17 013 590,00	11 360 881,69	0,00	0,00	28 374 471,69
Dépenses de l'exercice		17 013 590,00	11 360 881,69	0,00	0,00	28 374 471,69
011	Charges à caractère général	9 750,00	2 801 207,97	0,00	0,00	2 810 957,97
012	Charges de personnel, frais assimilés	200 000,00	7 986 070,00	0,00	0,00	8 186 070,00
014	Atténuations de produits	14 090 103,00	0,00	0,00	0,00	14 090 103,00
022	Dépenses imprévues	486 000,00	0,00	0,00	0,00	486 000,00
023	*Virement à la section d'investissement*	*425 000,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*425 000,00*
042	*Opérat° ordre transfert entre sections*	*1 644 570,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*1 644 570,00*
043	*Opérat° ordre intérieur de la section*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
65	Autres charges de gestion courante	44 000,00	573 603,72	0,00	0,00	617 603,72
656	Frais fonctionnement des groupes d'élus	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
66	Charges financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
67	Charges exceptionnelles	114 167,00	0,00	0,00	0,00	114 167,00
68	Dot. aux amortissements et provisions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser – reports		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES (2)		40 132 350,57	302 645,00	0,00	0,00	40 434 995,57
Recettes de l'exercice		33 472 505,18	302 645,00	0,00	0,00	33 775 150,18
013	Atténuations de charges	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
042	*Opérat° ordre transfert entre sections*	*490 000,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*490 000,00*
043	*Opérat° ordre intérieur de la section*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
70	Produits des services, du domaine, vente	544 928,00	199 645,00	0,00	0,00	744 573,00
73	Impôts et taxes	22 488 577,18	0,00	0,00	0,00	22 488 577,18
74	Dotations et participations	9 949 000,00	103 000,00	0,00	0,00	10 052 000,00
75	Autres produits de gestion courante	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
76	Produits financiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
77	Produits exceptionnels	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
78	Reprise sur amortissements et provisions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser – reports		6 659 845,39	0,00	0,00	0,00	6 659 845,39
SOLDE (2)		23 118 760,57	-11 058 236,69	0,00	0,00	12 060 523,88

(1)	Libellé	Sous-fonction 02							Sous-fonction 04	
		020 Administrat°générale collectivité	021 Assemblée locale	022 Administration générale de l'état	023 Information, communication, publicité	024 Fêtes et cérémonies	025 Aides aux assoc. (non classées ailleurs)	026 Cimetières et pompes funèbres	041 Subvention globale	048 Autres act° de coopérat° décentralisée
DEPENSES (2)		10 087 617,69	465 276,00	41 630,00	714 858,00	0,00	51 500,00	0,00	0,00	0,00
Dépenses de l'exercice		10 087 617,69	465 276,00	41 630,00	714 858,00	0,00	51 500,00	0,00	0,00	0,00
011	Charges à caractère général	2 596 399,97	18 060,00	0,00	186 748,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
012	Charges de personnel, frais assimilés	7 301 938,00	114 392,00	41 630,00	528 110,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
014	Atténuations de produits	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
022	Dépenses imprévues	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
023	*Virement à la section d'investissement*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
042	*Opérat° ordre transfert entre sections*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
043	*Opérat° ordre intérieur de la section*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
65	Autres charges de gestion courante	189 279,72	332 824,00	0,00	0,00	0,00	51 500,00	0,00	0,00	0,00
656	Frais fonctionnement des groupes d'élus	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
66	Charges financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
67	Charges exceptionnelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
68	Dot. aux amortissements et provisions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser – reports		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES (2)		302 645,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Recettes de l'exercice		302 645,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
013	Atténuations de charges	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
042	*Opérat° ordre transfert entre sections*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
043	*Opérat° ordre intérieur de la section*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
70	Produits des services, du domaine, vente	199 645,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
73	Impôts et taxes	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
74	Dotations et participations	103 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
75	Autres produits de gestion courante	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
76	Produits financiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
77	Produits exceptionnels	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
78	Reprise sur amortissements et provisions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser – reports		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
SOLDE (2)		-9 784 972,69	-465 276,00	-41 630,00	-714 858,00	0,00	-51 500,00	0,00	0,00	0,00

(1) Pour le croisement par nature, le détail est fait selon le niveau de vote choisi par l'assemblée délibérante (chapitre, article ou article spécialisé).

(2) S'il s'agit du budget supplémentaire ou de décisions modificatives, les montants indiqués sont cumulés au niveau de l'ensemble des décisions budgétaires (BP + DM + BS). Le solde correspondà la différenceentre les recettes et les dépenses. Les dépenses et les recettes correspondent à la somme des dépenses et des recettes de l'exercice ainsi que des restes à réaliser et des reports (lignes budgétaires 001 et 002). Les lignes reports 001 et 002 apparaissent à la colonne 01-Non ventilables.

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN PRESENTATION CROISEE PAR FONCTION – DETAIL FONCTIONNEMENT	A1.1

FONCTION 1 – Sécurité et salubrité publiques

(1)	Libellé	11 Sécurité intérieure	12 Hygiène et salubrité publique	Total
DEPENSES (2)		0,00	0,00	0,00
Dépenses de l'exercice		0,00	0,00	0,00
011	Charges à caractère général	0,00	0,00	0,00
012	Charges de personnel, frais assimilés	0,00	0,00	0,00
014	Atténuations de produits	0,00	0,00	0,00
022	Dépenses imprévues	0,00	0,00	0,00
023	*Virement à la section d'investissement*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
042	*Opérat° ordre transfert entre sections*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
043	*Opérat° ordre intérieur de la section*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
65	Autres charges de gestion courante	0,00	0,00	0,00
656	Frais fonctionnement des groupes d'élus	0,00	0,00	0,00
66	Charges financières	0,00	0,00	0,00
67	Charges exceptionnelles	0,00	0,00	0,00
68	Dot. aux amortissements et provisions	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser – reports		0,00	0,00	0,00
RECETTES (2)		0,00	0,00	0,00
Recettes de l'exercice		0,00	0,00	0,00
013	Atténuations de charges	0,00	0,00	0,00
042	*Opérat° ordre transfert entre sections*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
043	*Opérat° ordre intérieur de la section*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
70	Produits des services, du domaine, vente	0,00	0,00	0,00
73	Impôts et taxes	0,00	0,00	0,00
74	Dotations et participations	0,00	0,00	0,00
75	Autres produits de gestion courante	0,00	0,00	0,00
76	Produits financiers	0,00	0,00	0,00
77	Produits exceptionnels	0,00	0,00	0,00
78	Reprise sur amortissements et provisions	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser – reports		0,00	0,00	0,00
SOLDE (2)		0,00	0,00	0,00

(1)	Libellé	Sous-fonction 11				
		110 Services communs	111 Police nationale	112 Police municipale	113 Pompiers, incendies et secours	114 Autres services de protection civile
DEPENSES (2)		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1)	Libellé	Sous-fonction 11				
		110 Services communs	111 Police nationale	112 Police municipale	113 Pompiers, incendies et secours	114 Autres services de protection civile
Dépenses de l'exercice		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
011	Charges à caractère général	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
012	Charges de personnel, frais assimilés	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
014	Atténuations de produits	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
022	Dépenses imprévues	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
023	*Virement à la section d'investissement*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
042	*Opérat° ordre transfert entre sections*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
043	*Opérat° ordre intérieur de la section*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
65	Autres charges de gestion courante	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
656	Frais fonctionnement des groupes d'élus	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
66	Charges financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
67	Charges exceptionnelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
68	Dot. aux amortissements et provisions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser – reports		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES (2)		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Recettes de l'exercice		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
013	Atténuations de charges	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
042	*Opérat° ordre transfert entre sections*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
043	*Opérat° ordre intérieur de la section*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
70	Produits des services, du domaine, vente	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
73	Impôts et taxes	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
74	Dotations et participations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
75	Autres produits de gestion courante	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
76	Produits financiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
77	Produits exceptionnels	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
78	Reprise sur amortissements et provisions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser – reports		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
SOLDE (2)		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Pour le croisement par nature, le détail est fait selon le niveau de vote choisi par l'assemblée délibérante (chapitre, article ou article spécialisé).

(2) S'il s'agit du budget supplémentaire ou de décisions modificatives, les montants indiqués sont cumulés au niveau de l'ensemble des décisions budgétaires (BP + DM + BS). Le solde correspondà la différenceentre les recettes et les dépenses. Les dépenses et les recettes correspondent à la somme des dépenses et des recettes de l'exercice ainsi que des restes à réaliser et des reports (lignes budgétaires 001 et 002). Les lignes reports 001 et 002 apparaissent à la colonne 01-Non ventilables.

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN PRESENTATION CROISEE PAR FONCTION – DETAIL FONCTIONNEMENT	A1.1

FONCTION 2 – Enseignement - Formation

(1)	Libellé	20 Services communs	21 Enseignement du premier degré	22 Enseignement du deuxième degré	23 Enseignement supérieur	24 Formation continue	25 Services annexes de l'enseignement	Total
DEPENSES (2)		0,00	0,00	0,00	50 000,00	0,00	0,00	50 000,00
Dépenses de l'exercice		0,00	0,00	0,00	50 000,00	0,00	0,00	50 000,00
011	Charges à caractère général	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
012	Charges de personnel, frais assimilés	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
014	Atténuations de produits	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
022	Dépenses imprévues	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
023	*Virement à la section d'investissement*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
042	*Opérat° ordre transfert entre sections*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
043	*Opérat° ordre intérieur de la section*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
65	Autres charges de gestion courante	0,00	0,00	0,00	50 000,00	0,00	0,00	50 000,00
656	Frais fonctionnement des groupes d'élus	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
66	Charges financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
67	Charges exceptionnelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
68	Dot. aux amortissements et provisions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser – reports		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES (2)		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Recettes de l'exercice		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
013	Atténuations de charges	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
042	*Opérat° ordre transfert entre sections*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
043	*Opérat° ordre intérieur de la section*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
70	Produits des services, du domaine, vente	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
73	Impôts et taxes	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
74	Dotations et participations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
75	Autres produits de gestion courante	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
76	Produits financiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
77	Produits exceptionnels	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
78	Reprise sur amortissements et provisions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1)	Libellé	20 Services communs	21 Enseignement du premier degré	22 Enseignement du deuxième degré	23 Enseignement supérieur	24 Formation continue	25 Services annexes de l'enseignement	Total
Restes à réaliser – reports		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
SOLDE (2)		0,00	0,00	0,00	-50 000,00	0,00	0,00	-50 000,00

(1)	Libellé	Sous-fonction 21			Sous-fonction 25				
		211 Ecoles maternelles	212 Ecoles primaires	213 Classes regroupées	251 Hébergement et restauration scolaire	252 Transports scolaires	253 Sport scolaire	254 Médecine scolaire	255 Classes de découverte et autres services
DEPENSES (2)		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Dépenses de l'exercice		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
011	Charges à caractère général	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
012	Charges de personnel, frais assimilés	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
014	Atténuations de produits	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
022	Dépenses imprévues	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
023	*Virement à la section d'investissement*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
042	*Opérat° ordre transfert entre sections*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
043	*Opérat° ordre intérieur de la section*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
65	Autres charges de gestion courante	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
656	Frais fonctionnement des groupes d'élus	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
66	Charges financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
67	Charges exceptionnelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
68	Dot. aux amortissements et provisions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser – reports		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES (2)		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Recettes de l'exercice		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
013	Atténuations de charges	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
042	*Opérat° ordre transfert entre sections*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
043	*Opérat° ordre intérieur de la section*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
70	Produits des services, du domaine, vente	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
73	Impôts et taxes	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
74	Dotations et participations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
75	Autres produits de gestion courante	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
76	Produits financiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
77	Produits exceptionnels	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
78	Reprise sur amortissements et provisions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser – reports		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
SOLDE (2)		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Pour le croisement par nature, le détail est fait selon le niveau de vote choisi par l'assemblée délibérante (chapitre, article ou article spécialisé).

(2) S'il s'agit du budget supplémentaire ou de décisions modificatives, les montants indiqués sont cumulés au niveau de l'ensemble des décisions budgétaires (BP + DM + BS). Le solde correspondà la différenceentre les recettes et les dépenses. Les dépenses et les recettes correspondent à la somme des dépenses et des recettes de l'exercice ainsi que des restes à réaliser et des reports (lignes budgétaires 001 et 002). Les lignes reports 001 et 002 apparaissent à la colonne 01-Non ventilables.

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN PRESENTATION CROISEE PAR FONCTION – DETAIL FONCTIONNEMENT	A1.1

FONCTION 3 – Culture

(1)	Libellé	30 Services communs	31 Expression artistique	32 Conservation et diffusion des patrimoine	33 Action culturelle	Total
DEPENSES (2)		0,00	150 000,00	0,00	7 000,00	157 000,00
Dépenses de l'exercice		0,00	150 000,00	0,00	7 000,00	157 000,00
011	Charges à caractère général	0,00	0,00	0,00	7 000,00	7 000,00
012	Charges de personnel, frais assimilés	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
014	Atténuations de produits	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
022	Dépenses imprévues	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
023	*Virement à la section d'investissement*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
042	*Opérat° ordre transfert entre sections*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
043	*Opérat° ordre intérieur de la section*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
65	Autres charges de gestion courante	0,00	150 000,00	0,00	0,00	150 000,00
656	Frais fonctionnement des groupes d'élus	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
66	Charges financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
67	Charges exceptionnelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
68	Dot. aux amortissements et provisions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser – reports		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES (2)		0,00	0,00	0,00	14 165,00	14 165,00
Recettes de l'exercice		0,00	0,00	0,00	14 165,00	14 165,00
013	Atténuations de charges	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
042	*Opérat° ordre transfert entre sections*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
043	*Opérat° ordre intérieur de la section*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
70	Produits des services, du domaine, vente	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
73	Impôts et taxes	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
74	Dotations et participations	0,00	0,00	0,00	14 165,00	14 165,00
75	Autres produits de gestion courante	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
76	Produits financiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
77	Produits exceptionnels	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
78	Reprise sur amortissements et provisions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser – reports		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
SOLDE (2)		0,00	-150 000,00	0,00	7 165,00	-142 835,00

(1)	Libellé	Sous-fonction 31				Sous-fonction 32			
		311 Expression musicale, lyrique et choré.	312 Arts plastiques, activités artistiques	313 Théâtres	314 Cinémas et autres salles de spectacles	321 Bibliothèques et médiathèques	322 Musées	323 Archives	324 Entretien du patrimoine culturel
DEPENSES (2)		150 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Dépenses de l'exercice		150 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
011	Charges à caractère général	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
012	Charges de personnel, frais assimilés	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
014	Atténuations de produits	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
022	Dépenses imprévues	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
023	*Virement à la section d'investissement*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
042	*Opérat° ordre transfert entre sections*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
043	*Opérat° ordre intérieur de la section*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
65	Autres charges de gestion courante	150 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
656	Frais fonctionnement des groupes d'élus	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
66	Charges financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
67	Charges exceptionnelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
68	Dot. aux amortissements et provisions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser – reports		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES (2)		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Recettes de l'exercice		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
013	Atténuations de charges	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
042	*Opérat° ordre transfert entre sections*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
043	*Opérat° ordre intérieur de la section*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
70	Produits des services, du domaine, vente	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
73	Impôts et taxes	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
74	Dotations et participations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
75	Autres produits de gestion courante	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
76	Produits financiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
77	Produits exceptionnels	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
78	Reprise sur amortissements et provisions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser – reports		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
SOLDE (2)		-150 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Pour le croisement par nature, le détail est fait selon le niveau de vote choisi par l'assemblée délibérante (chapitre, article ou article spécialisé).

(2) S'il s'agit du budget supplémentaire ou de décisions modificatives, les montants indiqués sont cumulés au niveau de l'ensemble des décisions budgétaires (BP + DM + BS). Le solde correspondà la différenceentre les recettes et les dépenses. Les dépenses et les recettes correspondent à la somme des dépenses et des recettes de l'exercice ainsi que des restes à réaliser et des reports (lignes budgétaires 001 et 002). Les lignes reports 001 et 002 apparaissent à la colonne 01-Non ventilables.

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN PRESENTATION CROISEE PAR FONCTION – DETAIL FONCTIONNEMENT	A1.1

FONCTION 4 – Sport et jeunesse

(1)	Libellé	40 Services communs	41 Sports	42 Jeunesse	Total
DEPENSES (2)		0,00	1 815 830,34	0,00	1 815 830,34
Dépenses de l'exercice		0,00	1 815 830,34	0,00	1 815 830,34
011	Charges à caractère général	0,00	840 664,34	0,00	840 664,34
012	Charges de personnel, frais assimilés	0,00	969 166,00	0,00	969 166,00
014	Atténuations de produits	0,00	0,00	0,00	0,00
022	Dépenses imprévues	0,00	0,00	0,00	0,00
023	*Virement à la section d'investissement*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
042	*Opérat° ordre transfert entre sections*	*0,00*	*5 000,00*	*0,00*	*5 000,00*
043	*Opérat° ordre intérieur de la section*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
65	Autres charges de gestion courante	0,00	0,00	0,00	0,00
656	Frais fonctionnement des groupes d'élus	0,00	0,00	0,00	0,00
66	Charges financières	0,00	0,00	0,00	0,00
67	Charges exceptionnelles	0,00	1 000,00	0,00	1 000,00
68	Dot. aux amortissements et provisions	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser – reports		0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES (2)		0,00	290 200,00	0,00	290 200,00
Recettes de l'exercice		0,00	290 200,00	0,00	290 200,00
013	Atténuations de charges	0,00	0,00	0,00	0,00
042	*Opérat° ordre transfert entre sections*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
043	*Opérat° ordre intérieur de la section*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
70	Produits des services, du domaine, vente	0,00	250 000,00	0,00	250 000,00
73	Impôts et taxes	0,00	0,00	0,00	0,00
74	Dotations et participations	0,00	33 000,00	0,00	33 000,00
75	Autres produits de gestion courante	0,00	7 200,00	0,00	7 200,00
76	Produits financiers	0,00	0,00	0,00	0,00
77	Produits exceptionnels	0,00	0,00	0,00	0,00
78	Reprise sur amortissements et provisions	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser – reports		0,00	0,00	0,00	0,00
SOLDE (2)		0,00	-1 525 630,34	0,00	-1 525 630,34

(1)	Libellé	Sous-fonction 41					Sous-fonction 42		
		411 Salles de sport, gymnases	412 Stades	413 Piscines	414 Autres équipements sportifs ou de loisir	415 Manifestations sportives	421 Centres de loisirs	422 Autres activités pour les jeunes	423 Colonies de vacances
DEPENSES (2)		0,00	0,00	1 815 830,34	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Dépenses de l'exercice		0,00	0,00	1 815 830,34	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
011	Charges à caractère général	0,00	0,00	840 664,34	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
012	Charges de personnel, frais assimilés	0,00	0,00	969 166,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
014	Atténuations de produits	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
022	Dépenses imprévues	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
023	*Virement à la section d'investissement*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
042	*Opérat° ordre transfert entre sections*	*0,00*	*0,00*	*5 000,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
043	*Opérat° ordre intérieur de la section*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
65	Autres charges de gestion courante	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
656	Frais fonctionnement des groupes d'élus	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
66	Charges financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
67	Charges exceptionnelles	0,00	0,00	1 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
68	Dot. aux amortissements et provisions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser – reports		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES (2)		0,00	0,00	290 200,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Recettes de l'exercice		0,00	0,00	290 200,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
013	Atténuations de charges	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
042	*Opérat° ordre transfert entre sections*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
043	*Opérat° ordre intérieur de la section*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
70	Produits des services, du domaine, vente	0,00	0,00	250 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
73	Impôts et taxes	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
74	Dotations et participations	0,00	0,00	33 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
75	Autres produits de gestion courante	0,00	0,00	7 200,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
76	Produits financiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
77	Produits exceptionnels	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
78	Reprise sur amortissements et provisions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser – reports		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
SOLDE (2)		0,00	0,00	-1 525 630,34	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Pour le croisement par nature, le détail est fait selon le niveau de vote choisi par l'assemblée délibérante (chapitre, article ou article spécialisé).

(2) S'il s'agit du budget supplémentaire ou de décisions modificatives, les montants indiqués sont cumulés au niveau de l'ensemble des décisions budgétaires (BP + DM + BS). Le solde correspondà la différenceentre les recettes et les dépenses. Les dépenses et les recettes correspondent à la somme des dépenses et des recettes de l'exercice ainsi que des restes à réaliser et des reports (lignes budgétaires 001 et 002). Les lignes reports 001 et 002 apparaissent à la colonne 01-Non ventilables.

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN PRESENTATION CROISEE PAR FONCTION – DETAIL FONCTIONNEMENT	A1.1

FONCTION 5 – Interventions sociales et santé

(1)	Libellé	51 Santé	52 Interventions sociales	Total
DEPENSES (2)		0,00	517 914,00	517 914,00
Dépenses de l'exercice		0,00	517 914,00	517 914,00
011	Charges à caractère général	0,00	60 833,00	60 833,00
012	Charges de personnel, frais assimilés	0,00	135 081,00	135 081,00
014	Atténuations de produits	0,00	0,00	0,00
022	Dépenses imprévues	0,00	0,00	0,00
023	*Virement à la section d'investissement*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
042	*Opérat° ordre transfert entre sections*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
043	*Opérat° ordre intérieur de la section*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
65	Autres charges de gestion courante	0,00	322 000,00	322 000,00
656	Frais fonctionnement des groupes d'élus	0,00	0,00	0,00
66	Charges financières	0,00	0,00	0,00
67	Charges exceptionnelles	0,00	0,00	0,00
68	Dot. aux amortissements et provisions	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser – reports		0,00	0,00	0,00
RECETTES (2)		0,00	66 000,00	66 000,00
Recettes de l'exercice		0,00	66 000,00	66 000,00
013	Atténuations de charges	0,00	0,00	0,00
042	*Opérat° ordre transfert entre sections*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
043	*Opérat° ordre intérieur de la section*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
70	Produits des services, du domaine, vente	0,00	10 000,00	10 000,00
73	Impôts et taxes	0,00	6 000,00	6 000,00
74	Dotations et participations	0,00	50 000,00	50 000,00
75	Autres produits de gestion courante	0,00	0,00	0,00
76	Produits financiers	0,00	0,00	0,00
77	Produits exceptionnels	0,00	0,00	0,00
78	Reprise sur amortissements et provisions	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser – reports		0,00	0,00	0,00
SOLDE (2)		0,00	-451 914,00	-451 914,00

(1)	Libellé	Sous-fonction 51			Sous-fonction 52				
		510 Services communs	511 Dispensaires, autres établist sanitaires	512 Actions de prévention sanitaire	520 Services communs	521 Services à caractère social handicapés	522 Act° pour l'enfance et l'adolescence	523 Act° pour personnes en difficulté	524 Autres services
DEPENSES (2)		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	381 866,00	136 048,00
Dépenses de l'exercice		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	381 866,00	136 048,00
011	Charges à caractère général	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	13 067,00	47 766,00
012	Charges de personnel, frais assimilés	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	46 799,00	88 282,00
014	Atténuations de produits	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
022	Dépenses imprévues	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
023	Virement à la section d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
042	*Opérat° ordre transfert entre sections*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
043	*Opérat° ordre intérieur de la section*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
65	Autres charges de gestion courante	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	322 000,00	0,00
656	Frais fonctionnement des groupes d'élus	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
66	Charges financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
67	Charges exceptionnelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
68	Dot. aux amortissements et provisions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser – reports		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES (2)		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	66 000,00
Recettes de l'exercice		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	66 000,00
013	Atténuations de charges	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
042	*Opérat° ordre transfert entre sections*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
043	*Opérat° ordre intérieur de la section*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
70	Produits des services, du domaine, vente	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	10 000,00
73	Impôts et taxes	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	6 000,00
74	Dotations et participations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	50 000,00
75	Autres produits de gestion courante	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
76	Produits financiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
77	Produits exceptionnels	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
78	Reprise sur amortissements et provisions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser – reports		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
SOLDE (2)		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	-381 866,00	-70 048,00

(1) Pour le croisement par nature, le détail est fait selon le niveau de vote choisi par l'assemblée délibérante (chapitre, article ou article spécialisé).

(2) S'il s'agit du budget supplémentaire ou de décisions modificatives, les montants indiqués sont cumulés au niveau de l'ensemble des décisions budgétaires (BP + DM + BS). Le solde correspondà la différenceentre les recettes et les dépenses. Les dépenses et les recettes correspondent à la somme des dépenses et des recettes de l'exercice ainsi que des restes à réaliser et des reports (lignes budgétaires 001 et 002). Les lignes reports 001 et 002 apparaissent à la colonne 01-Non ventilables.

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN PRESENTATION CROISEE PAR FONCTION – DETAIL FONCTIONNEMENT	A1.1

FONCTION 6 – Famille

(1)	Libellé	60 Services communs	61 Services en faveur des personnes âgées	62 Actions en faveur de la maternité	63 Aides à la famille	64 Crèches et garderies	Total
DEPENSES (2)		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Dépenses de l'exercice		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
011	Charges à caractère général	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
012	Charges de personnel, frais assimilés	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
014	Atténuations de produits	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
022	Dépenses imprévues	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
023	*Virement à la section d'investissement*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
042	*Opérat° ordre transfert entre sections*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
043	*Opérat° ordre intérieur de la section*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
65	Autres charges de gestion courante	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
656	Frais fonctionnement des groupes d'élus	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
66	Charges financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
67	Charges exceptionnelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
68	Dot. aux amortissements et provisions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser – reports		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES (2)		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Recettes de l'exercice		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
013	Atténuations de charges	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
042	*Opérat° ordre transfert entre sections*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
043	*Opérat° ordre intérieur de la section*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
70	Produits des services, du domaine, vente	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
73	Impôts et taxes	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
74	Dotations et participations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
75	Autres produits de gestion courante	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
76	Produits financiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
77	Produits exceptionnels	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
78	Reprise sur amortissements et provisions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser – reports		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
SOLDE (2)		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Pour le croisement par nature, le détail est fait selon le niveau de vote choisi par l'assemblée délibérante (chapitre, article ou article spécialisé).

(2) S'il s'agit du budget supplémentaire ou de décisions modificatives, les montants indiqués sont cumulés au niveau de l'ensemble des décisions budgétaires (BP + DM + BS). Le solde correspondà la différenceentre les recettes et les dépenses. Les dépenses et les recettes correspondent à la somme des dépenses et des recettes de l'exercice ainsi que des restes à réaliser et des reports (lignes budgétaires 001 et 002). Les lignes reports 001 et 002 apparaissent à la colonne 01-Non ventilables.

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN PRESENTATION CROISEE PAR FONCTION – DETAIL FONCTIONNEMENT	A1.1

FONCTION 7 – Logement

(1)	Libellé	70 Services communs	71 Parc privé de la ville	72 Aide au secteur locatif	73 Aides à l'accession à la propriété	Total
DEPENSES (2)		514 407,00	0,00	0,00	0,00	514 407,00
Dépenses de l'exercice		514 407,00	0,00	0,00	0,00	514 407,00
011	Charges à caractère général	362 710,00	0,00	0,00	0,00	362 710,00
012	Charges de personnel, frais assimilés	38 697,00	0,00	0,00	0,00	38 697,00
014	Atténuations de produits	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
022	Dépenses imprévues	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
023	*Virement à la section d'investissement*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
042	*Opérat° ordre transfert entre sections*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
043	*Opérat° ordre intérieur de la section*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
65	Autres charges de gestion courante	6 000,00	0,00	0,00	0,00	6 000,00
656	Frais fonctionnement des groupes d'élus	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
66	Charges financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
67	Charges exceptionnelles	107 000,00	0,00	0,00	0,00	107 000,00
68	Dot. aux amortissements et provisions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser – reports		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES (2)		534 130,00	0,00	0,00	0,00	534 130,00
Recettes de l'exercice		534 130,00	0,00	0,00	0,00	534 130,00
013	Atténuations de charges	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
042	*Opérat° ordre transfert entre sections*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
043	*Opérat° ordre intérieur de la section*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
70	Produits des services, du domaine, vente	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
73	Impôts et taxes	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
74	Dotations et participations	427 130,00	0,00	0,00	0,00	427 130,00
75	Autres produits de gestion courante	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
76	Produits financiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
77	Produits exceptionnels	107 000,00	0,00	0,00	0,00	107 000,00
78	Reprise sur amortissements et provisions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser – reports		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
SOLDE (2)		19 723,00	0,00	0,00	0,00	19 723,00

(1) Pour le croisement par nature, le détail est fait selon le niveau de vote choisi par l'assemblée délibérante (chapitre, article ou article spécialisé).

(2) S'il s'agit du budget supplémentaire ou de décisions modificatives, les montants indiqués sont cumulés au niveau de l'ensemble des décisions budgétaires (BP + DM + BS). Le solde correspondà la différenceentre les recettes et les dépenses. Les dépenses et les recettes correspondent à la somme des dépenses et des recettes de l'exercice ainsi que des restes à réaliser et des reports (lignes budgétaires 001 et 002). Les lignes reports 001 et 002 apparaissent à la colonne 01-Non ventilables.

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN PRESENTATION CROISEE PAR FONCTION – DETAIL FONCTIONNEMENT	A1.1

FONCTION 8 – Aménagement et services urbains, environnement

(1)	Libellé	81 Services urbains	82 Aménagement urbain	83 Environnement	Total
DEPENSES (2)		11 665 808,60	4 360 644,00	1 003 149,00	17 029 601,60
Dépenses de l'exercice		11 665 808,60	4 360 644,00	1 003 149,00	17 029 601,60
011	Charges à caractère général	5 766 076,60	192 274,00	455 937,00	6 414 287,60
012	Charges de personnel, frais assimilés	3 798 732,00	4 096 926,00	547 212,00	8 442 870,00
014	Atténuations de produits	0,00	0,00	0,00	0,00
022	Dépenses imprévues	0,00	0,00	0,00	0,00
023	*Virement à la section d'investissement*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
042	*Opérat° ordre transfert entre sections*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
043	*Opérat° ordre intérieur de la section*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
65	Autres charges de gestion courante	2 100 000,00	71 444,00	0,00	2 171 444,00
656	Frais fonctionnement des groupes d'élus	0,00	0,00	0,00	0,00
66	Charges financières	0,00	0,00	0,00	0,00
67	Charges exceptionnelles	1 000,00	0,00	0,00	1 000,00
68	Dot. aux amortissements et provisions	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser – reports		0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES (2)		9 034 011,82	0,00	0,00	9 034 011,82
Recettes de l'exercice		9 034 011,82	0,00	0,00	9 034 011,82
013	Atténuations de charges	0,00	0,00	0,00	0,00
042	*Opérat° ordre transfert entre sections*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
043	*Opérat° ordre intérieur de la section*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
70	Produits des services, du domaine, vente	1 267 011,82	0,00	0,00	1 267 011,82
73	Impôts et taxes	7 100 000,00	0,00	0,00	7 100 000,00
74	Dotations et participations	667 000,00	0,00	0,00	667 000,00
75	Autres produits de gestion courante	0,00	0,00	0,00	0,00
76	Produits financiers	0,00	0,00	0,00	0,00
77	Produits exceptionnels	0,00	0,00	0,00	0,00
78	Reprise sur amortissements et provisions	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser – reports		0,00	0,00	0,00	0,00
SOLDE (2)		-2 631 796,78	-4 360 644,00	-1 003 149,00	-7 995 589,78

(1)	Libellé	Sous-fonction 81						
		810 Services communs	811 Eau et assainissement	812 Collecte et traitement ordures ménagères	813 Propreté urbaine	814 Eclairage public	815 Transports urbains	816 Autres réseaux et services divers
DEPENSES (2)		0,00	574 560,00	7 810 741,60	1 152 182,00	23 800,00	2 100 000,00	4 525,00

(1)	Libellé	Sous-fonction 81						
		810 Services communs	811 Eau et assainissement	812 Collecte et traitement ordures ménagères	813 Propreté urbaine	814 Eclairage public	815 Transports urbains	816 Autres réseaux et services divers
Dépenses de l'exercice		0,00	574 560,00	7 810 741,60	1 152 182,00	23 800,00	2 100 000,00	4 525,00
011	Charges à caractère général	0,00	574 560,00	5 120 022,60	43 169,00	23 800,00	0,00	4 525,00
012	Charges de personnel, frais assimilés	0,00	0,00	2 689 719,00	1 109 013,00	0,00	0,00	0,00
014	Atténuations de produits	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
022	Dépenses imprévues	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
023	*Virement à la section d'investissement*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
042	*Opérat° ordre transfert entre sections*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
043	*Opérat° ordre intérieur de la section*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
65	Autres charges de gestion courante	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	2 100 000,00	0,00
656	Frais fonctionnement des groupes d'élus	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
66	Charges financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
67	Charges exceptionnelles	0,00	0,00	1 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
68	Dot. aux amortissements et provisions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser – reports		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES (2)		0,00	97 000,00	8 909 011,82	28 000,00	0,00	0,00	0,00
Recettes de l'exercice		0,00	97 000,00	8 909 011,82	28 000,00	0,00	0,00	0,00
013	Atténuations de charges	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
042	*Opérat° ordre transfert entre sections*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
043	*Opérat° ordre intérieur de la section*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
70	Produits des services, du domaine, vente	0,00	97 000,00	1 142 011,82	28 000,00	0,00	0,00	0,00
73	Impôts et taxes	0,00	0,00	7 100 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
74	Dotations et participations	0,00	0,00	667 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
75	Autres produits de gestion courante	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
76	Produits financiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
77	Produits exceptionnels	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
78	Reprise sur amortissements et provisions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser – reports		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
SOLDE (2)		0,00	-477 560,00	1 098 270,22	-1 124 182,00	-23 800,00	-2 100 000,00	-4 525,00

(1)	Libellé	Sous-fonction 82					Sous fonction 83			
		820 Services communs	821 Equipements de voirie	822 Voirie communale et routes	823 Espaces verts urbains	824 Autres opérations d'aménagement urbain	830 Services communs	831 Aménagement des eaux	832 Act° spécif. lutte contre la pollution	833 Préservation du milieu naturel
DEPENSES (2)		1 472 834,00	446 515,00	718 941,00	1 677 794,00	44 560,00	1 003 149,00	0,00	0,00	0,00
	Dépenses de l'exercice	1 472 834,00	446 515,00	718 941,00	1 677 794,00	44 560,00	1 003 149,00	0,00	0,00	0,00
011	Charges à caractère général	141 295,00	50,00	735,00	5 634,00	44 560,00	455 937,00	0,00	0,00	0,00
012	Charges de personnel, frais assimilés	1 260 095,00	446 465,00	718 206,00	1 672 160,00	0,00	547 212,00	0,00	0,00	0,00
014	Atténuations de produits	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
022	Dépenses imprévues	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
023	*Virement à la section d'investissement*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
042	*Opérat° ordre transfert entre sections*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
043	*Opérat° ordre intérieur de la section*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
65	Autres charges de gestion courante	71 444,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
656	Frais fonctionnement des groupes d'élus	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
66	Charges financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
67	Charges exceptionnelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
68	Dot. aux amortissements et provisions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	Restes à réaliser – reports	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES (2)		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	Recettes de l'exercice	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
013	Atténuations de charges	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
042	*Opérat° ordre transfert entre sections*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
043	*Opérat° ordre intérieur de la section*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
70	Produits des services, du domaine, vente	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
73	Impôts et taxes	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
74	Dotations et participations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
75	Autres produits de gestion courante	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
76	Produits financiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
77	Produits exceptionnels	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
78	Reprise sur amortissements et provisions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	Restes à réaliser – reports	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
SOLDE (2)		-1 472 834,00	-446 515,00	-718 941,00	-1 677 794,00	-44 560,00	-1 003 149,00	0,00	0,00	0,00

(1) Pour le croisement par nature, le détail est fait selon le niveau de vote choisi par l'assemblée délibérante (chapitre, article ou article spécialisé).

(2) S'il s'agit du budget supplémentaire ou de décisions modificatives, les montants indiqués sont cumulés au niveau de l'ensemble des décisions budgétaires (BP + DM + BS). Le solde correspondà la différenceentre les recettes et les dépenses. Les dépenses et les recettes correspondent à la somme des dépenses et des recettes de l'exercice ainsi que des restes à réaliser et des reports (lignes budgétaires 001 et 002). Les lignes reports 001 et 002 apparaissent à la colonne 01-Non ventilables.

IV – ANNEXES

IV

ELEMENTS DU BILAN
PRESENTATION CROISEE PAR FONCTION – DETAIL FONCTIONNEMENT

A1.1

FONCTION 9 – Action économique

(1)	Libellé	90 Interventions économiques	91 Foires et marchés	92 Aides à l'agriculture et aux industries	93 Aides à l'énergie, indus. manufact., BTP	94 Aides commerce et services marchands	95 Aides au tourisme	96 Aides aux services publics	Total
DEPENSES (2)		1 369 619,76	0,00	0,00	0,00	136 000,00	595 050,00	0,00	2 100 669,76
Dépenses de l'exercice		1 369 619,76	0,00	0,00	0,00	136 000,00	595 050,00	0,00	2 100 669,76
011	Charges à caractère général	700 066,48	0,00	0,00	0,00	0,00	50,00	0,00	700 116,48
012	Charges de personnel, frais assimilés	292 696,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	292 696,00
014	Atténuations de produits	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	275 000,00	0,00	275 000,00
022	Dépenses imprévues	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
023	*Virement à la section d'investissement*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
042	*Opérat° ordre transfert entre sections*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
043	*Opérat° ordre intérieur de la section*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
65	Autres charges de gestion courante	376 857,28	0,00	0,00	0,00	136 000,00	320 000,00	0,00	832 857,28
656	Frais fonctionnement des groupes d'élus	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
66	Charges financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
67	Charges exceptionnelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
68	Dot. aux amortissements et provisions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser – reports		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES (2)		19 892,00	0,00	0,00	0,00	0,00	166 500,00	0,00	186 392,00
Recettes de l'exercice		19 892,00	0,00	0,00	0,00	0,00	166 500,00	0,00	186 392,00
013	Atténuations de charges	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
042	*Opérat° ordre transfert entre sections*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
043	*Opérat° ordre intérieur de la section*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
70	Produits des services, du domaine, vente	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
73	Impôts et taxes	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	150 000,00	0,00	150 000,00
74	Dotations et participations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
75	Autres produits de gestion courante	19 892,00	0,00	0,00	0,00	0,00	16 500,00	0,00	36 392,00

(1)	Libellé	90 Interventions économiques	91 Foires et marchés	92 Aides à l'agriculture et aux industries	93 Aides à l'énergie, indus. manufact., BTP	94 Aides commerce et services marchands	95 Aides au tourisme	96 Aides aux services publics	Total
76	Produits financiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
77	Produits exceptionnels	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
78	Reprise sur amortissements et provisions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser – reports		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
SOLDE (2)		-1 349 727,76	0,00	0,00	0,00	-136 000,00	-428 550,00	0,00	-1 914 277,76

(1) Pour le croisement par nature, le détail est fait selon le niveau de vote choisi par l'assemblée délibérante (chapitre, article ou article spécialisé).

(2) S'il s'agit du budget supplémentaire ou de décisions modificatives, les montants indiqués sont cumulés au niveau de l'ensemble des décisions budgétaires (BP + DM + BS). Le solde correspondà la différenceentre les recettes et les dépenses. Les dépenses et les recettes correspondent à la somme des dépenses et des recettes de l'exercice ainsi que des restes à réaliser et des reports (lignes budgétaires 001 et 002). Les lignes reports 001 et 002 apparaissent à la colonne 01-Non ventilables.

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN PRESENTATION CROISEE PAR FONCTION – DETAIL INVESTISSEMENT	A1.2

FONCTION 0 – Services généraux des administrations publiques locales

(1)	Libellé	01 Opérations non ventilables	02 Administration générale	03 Justice	04 Coopérat° décentralisée, act° européen.	Total
DEPENSES (2)		**967 471,91**	**951 272,93**	**0,00**	**0,00**	**1 918 744,84**
Dépenses de l'exercice		**967 471,91**	**951 272,93**	**0,00**	**0,00**	**1 918 744,84**
010	Stocks	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
020	Dépenses imprévues	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
040	*Opérat° ordre transfert entre sections*	*490 000,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*490 000,00*
041	*Opérations patrimoniales*	*100 000,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*100 000,00*
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles	0,00	206 610,12	0,00	0,00	206 610,12
204	Subventions d'équipement versées	277 471,91	100 000,00	0,00	0,00	377 471,91
21	Immobilisations corporelles	100 000,00	644 662,81	0,00	0,00	744 662,81
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participat° et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Opérations d'équipement		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Opérations pour compte de tiers		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser – reports		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES (2)		**7 090 564,91**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**7 090 564,91**
Recettes de l'exercice		**4 969 326,55**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**4 969 326,55**
010	Stocks	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
021	*Virement de la sect° de fonctionnement*	*425 000,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*425 000,00*
024	Produits des cessions d'immobilisations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
040	*Opérat° ordre transfert entre sections*	*1 644 570,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*1 644 570,00*
041	*Opérations patrimoniales*	*100 000,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*100 000,00*
10	Dotations, fonds divers et réserves	616 092,00	0,00	0,00	0,00	616 092,00
13	Subventions d'investissement	560 500,00	0,00	0,00	0,00	560 500,00
16	Emprunts et dettes assimilées	1 623 164,55	0,00	0,00	0,00	1 623 164,55

(1)	Libellé	01 Opérations non ventilables	02 Administration générale	03 Justice	04 Coopérat° décentralisée, act° européen.	Total
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participat° et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Opérations pour compte de tiers		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser – reports		2 121 238,36	0,00	0,00	0,00	2 121 238,36
SOLDE (2)		6 123 093,00	-951 272,93	0,00	0,00	5 171 820,07

(1)	Libellé	Sous-fonction 02							Sous-fonction 04	
		020 Administrat°générale collectivité	021 Assemblée locale	022 Administration générale de l'état	023 Information, communication, publicité	024 Fêtes et cérémonies	025 Aides aux assoc. (non classées ailleurs)	026 Cimetières et pompes funèbres	041 Subvention globale	048 Autres act° de coopérat° décentralisée
DEPENSES (2)		951 272,93	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Dépenses de l'exercice		951 272,93	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
010	Stocks	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
020	Dépenses imprévues	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
040	*Opérat° ordre transfert entre sections*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
041	*Opérations patrimoniales*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles	206 610,12	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	100 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	644 662,81	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1)	Libellé	Sous-fonction 02							Sous-fonction 04	
		020 Administrat°générale collectivité	021 Assemblée locale	022 Administration générale de l'état	023 Information, communication, publicité	024 Fêtes et cérémonies	025 Aides aux assoc. (non classées ailleurs)	026 Cimetières et pompes funèbres	041 Subvention globale	048 Autres act° de coopérat° décentralisée
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participat° et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Opérations d'équipement		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Opérations pour compte de tiers		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser – reports		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES (2)		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Recettes de l'exercice		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
010	Stocks	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
021	*Virement de la sect° de fonctionnement*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
024	Produits des cessions d'immobilisations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
040	*Opérat° ordre transfert entre sections*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
041	*Opérations patrimoniales*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participat° et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1)	Libellé	Sous-fonction 02							Sous-fonction 04	
		020 Administrat°générale collectivité	021 Assemblée locale	022 Administration générale de l'état	023 Information, communication, publicité	024 Fêtes et cérémonies	025 Aides aux assoc. (non classées ailleurs)	026 Cimetières et pompes funèbres	041 Subvention globale	048 Autres act° de coopérat° décentralisée
Opérations pour compte de tiers		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser – reports		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
SOLDE (2)		-951 272,93	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Pour le croisement par nature, le détail est fait selon le niveau de vote choisi par l'assemblée délibérante (chapitre, article ou article spécialisé).

(2) Le solde correspond à la différence entre les recettes et les dépenses. Les dépenses et les recettes correspondent à la somme des dépenses et des recettes de l'exercice ainsi que des restes à réaliser et des reports (lignes budgétaires 001 et 002). Les lignes reports 001 et 002 apparaissent à la colonne 01-Non ventilables.

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN PRESENTATION CROISEE PAR FONCTION – DETAIL INVESTISSEMENT	A1.2

FONCTION 1 – Sécurité et salubrité publiques

(1)	Libellé	11 Sécurité intérieure	12 Hygiène et salubrité publique	Total
DEPENSES (2)		0,00	0,00	0,00
Dépenses de l'exercice		0,00	0,00	0,00
010	Stocks	0,00	0,00	0,00
020	Dépenses imprévues	0,00	0,00	0,00
040	*Opérat° ordre transfert entre sections*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
041	*Opérations patrimoniales*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00	0,00
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie)	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00
26	Participat° et créances rattachées	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00
Opérations d'équipement		0,00	0,00	0,00
Opérations pour compte de tiers		0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser – reports		0,00	0,00	0,00
RECETTES (2)		0,00	0,00	0,00
Recettes de l'exercice		0,00	0,00	0,00
010	Stocks	0,00	0,00	0,00
021	*Virement de la sect° de fonctionnement*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
024	Produits des cessions d'immobilisations	0,00	0,00	0,00
040	*Opérat° ordre transfert entre sections*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
041	*Opérations patrimoniales*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00	0,00
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie)	0,00	0,00	0,00

(1)	Libellé	11 Sécurité intérieure	12 Hygiène et salubrité publique	Total
20	Immobilisations incorporelles	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00
26	Participat° et créances rattachées	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00
Opérations pour compte de tiers		0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser – reports		0,00	0,00	0,00
SOLDE (2)		0,00	0,00	0,00

(1)	Libellé	Sous-fonction 11				
		110 Services communs	111 Police nationale	112 Police municipale	113 Pompiers, incendies et secours	114 Autres services de protection civile
DEPENSES (2)		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Dépenses de l'exercice		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
010	Stocks	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
020	Dépenses imprévues	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
040	*Opérat° ordre transfert entre sections*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
041	*Opérations patrimoniales*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participat° et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Opérations d'équipement		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Opérations pour compte de tiers		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser – reports		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES (2)		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Recettes de l'exercice		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
010	Stocks	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
021	*Virement de la sect° de fonctionnement*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*

(1)	Libellé	Sous-fonction 11				
		110 Services communs	111 Police nationale	112 Police municipale	113 Pompiers, incendies et secours	114 Autres services de protection civile
024	Produits des cessions d'immobilisations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
040	*Opérat° ordre transfert entre sections*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
041	*Opérations patrimoniales*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participat° et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Opérations pour compte de tiers		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser – reports		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
SOLDE (2)		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Pour le croisement par nature, le détail est fait selon le niveau de vote choisi par l'assemblée délibérante (chapitre, article ou article spécialisé).

(2) Le solde correspond à la différence entre les recettes et les dépenses. Les dépenses et les recettes correspondent à la somme des dépenses et des recettes de l'exercice ainsi que des restes à réaliser et des reports (lignes budgétaires 001 et 002). Les lignes reports 001 et 002 apparaissent à la colonne 01-Non ventilables.

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN PRESENTATION CROISEE PAR FONCTION – DETAIL INVESTISSEMENT	A1.2

FONCTION 2 – Enseignement - Formation

(1)	Libellé	20 Services communs	21 Enseignement du premier degré	22 Enseignement du deuxième degré	23 Enseignement supérieur	24 Formation continue	25 Services annexes de l'enseignement	Total
DEPENSES (2)		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Dépenses de l'exercice		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
010	Stocks	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
020	Dépenses imprévues	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
040	*Opérat° ordre transfert entre sections*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
041	*Opérations patrimoniales*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participat° et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Opérations d'équipement		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Opérations pour compte de tiers		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser – reports		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES (2)		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Recettes de l'exercice		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
010	Stocks	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
021	*Virement de la sect° de fonctionnement*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
024	Produits des cessions d'immobilisations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1)	Libellé	20 Services communs	21 Enseignement du premier degré	22 Enseignement du deuxième degré	23 Enseignement supérieur	24 Formation continue	25 Services annexes de l'enseignement	Total
040	*Opérat° ordre transfert entre sections*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
041	*Opérations patrimoniales*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participat° et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Opérations pour compte de tiers		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser – reports		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
SOLDE (2)		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1)	Libellé	Sous-fonction 21			Sous-fonction 25				
		211 Ecoles maternelles	212 Ecoles primaires	213 Classes regroupées	251 Hébergement et restauration scolaire	252 Transports scolaires	253 Sport scolaire	254 Médecine scolaire	255 Classes de découverte et autres services
DEPENSES (2)		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Dépenses de l'exercice		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
010	Stocks	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
020	Dépenses imprévues	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
040	*Opérat° ordre transfert entre sections*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
041	*Opérations patrimoniales*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1)	Libellé	Sous-fonction 21			Sous-fonction 25				
		211 Ecoles maternelles	212 Ecoles primaires	213 Classes regroupées	251 Hébergement et restauration scolaire	252 Transports scolaires	253 Sport scolaire	254 Médecine scolaire	255 Classes de découverte et autres services
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participat° et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Opérations d'équipement		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Opérations pour compte de tiers		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser – reports		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES (2)		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Recettes de l'exercice		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
010	Stocks	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
021	*Virement de la sect° de fonctionnement*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
024	Produits des cessions d'immobilisations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
040	*Opérat° ordre transfert entre sections*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
041	*Opérations patrimoniales*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participat° et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Opérations pour compte de tiers		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser – reports		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
SOLDE (2)		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Pour le croisement par nature, le détail est fait selon le niveau de vote choisi par l'assemblée délibérante (chapitre, article ou article spécialisé).

(2) Le solde correspond à la différence entre les recettes et les dépenses. Les dépenses et les recettes correspondent à la somme des dépenses et des recettes de l'exercice ainsi que des restes à réaliser et des reports (lignes budgétaires 001 et 002). Les lignes reports 001 et 002 apparaissent à la colonne 01-Non ventilables.

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN PRESENTATION CROISEE PAR FONCTION – DETAIL INVESTISSEMENT	A1.2

FONCTION 3 – Culture

(1)	Libellé	30 Services communs	31 Expression artistique	32 Conservation et diffusion des patrimoine	33 Action culturelle	Total
DEPENSES (2)		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Dépenses de l'exercice		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
010	Stocks	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
020	Dépenses imprévues	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
040	*Opérat° ordre transfert entre sections*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
041	*Opérations patrimoniales*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participat° et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Opérations d'équipement		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Opérations pour compte de tiers		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser – reports		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES (2)		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Recettes de l'exercice		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
010	Stocks	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
021	*Virement de la sect° de fonctionnement*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
024	Produits des cessions d'immobilisations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
040	*Opérat° ordre transfert entre sections*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
041	*Opérations patrimoniales*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1)	Libellé	30 Services communs	31 Expression artistique	32 Conservation et diffusion des patrimoine	33 Action culturelle	Total
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participat° et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Opérations pour compte de tiers		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser – reports		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
SOLDE (2)		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1)	Libellé	Sous-fonction 31				Sous-fonction 32			
		311 Expression musicale, lyrique et choré.	312 Arts plastiques, activités artistiques	313 Théâtres	314 Cinémas et autres salles de spectacles	321 Bibliothèques et médiathèques	322 Musées	323 Archives	324 Entretien du patrimoine culturel
DEPENSES (2)		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Dépenses de l'exercice		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
010	Stocks	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
020	Dépenses imprévues	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
040	*Opérat° ordre transfert entre sections*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
041	*Opérations patrimoniales*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participat° et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Opérations d'équipement		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Opérations pour compte de tiers		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser – reports		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES (2)		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Recettes de l'exercice		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1)	Libellé	Sous-fonction 31				Sous-fonction 32			
		311 Expression musicale, lyrique et choré.	312 Arts plastiques, activités artistiques	313 Théâtres	314 Cinémas et autres salles de spectacles	321 Bibliothèques et médiathèques	322 Musées	323 Archives	324 Entretien du patrimoine culturel
010	Stocks	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
021	*Virement de la sect° de fonctionnement*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
024	Produits des cessions d'immobilisations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
040	*Opérat° ordre transfert entre sections*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
041	*Opérations patrimoniales*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participat° et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Opérations pour compte de tiers		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser – reports		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
SOLDE (2)		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Pour le croisement par nature, le détail est fait selon le niveau de vote choisi par l'assemblée délibérante (chapitre, article ou article spécialisé).

(2) Le solde correspond à la différence entre les recettes et les dépenses. Les dépenses et les recettes correspondent à la somme des dépenses et des recettes de l'exercice ainsi que des restes à réaliser et des reports (lignes budgétaires 001 et 002). Les lignes reports 001 et 002 apparaissent à la colonne 01-Non ventilables.

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN PRESENTATION CROISEE PAR FONCTION – DETAIL INVESTISSEMENT	A1.2

FONCTION 4 – Sport et jeunesse

(1)	Libellé	40 Services communs	41 Sports	42 Jeunesse	Total
DEPENSES (2)		0,00	143 279,20	0,00	143 279,20
Dépenses de l'exercice		0,00	143 279,20	0,00	143 279,20
010	Stocks	0,00	0,00	0,00	0,00
020	Dépenses imprévues	0,00	0,00	0,00	0,00
040	*Opérat° ordre transfert entre sections*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
041	*Opérations patrimoniales*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00	0,00	0,00
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles	0,00	10 500,00	0,00	10 500,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	128 942,10	0,00	128 942,10
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	3 837,10	0,00	3 837,10
26	Participat° et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00
Opérations d'équipement		0,00	0,00	0,00	0,00
Opérations pour compte de tiers		0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser – reports		0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES (2)		0,00	248 495,00	0,00	248 495,00
Recettes de l'exercice		0,00	248 495,00	0,00	248 495,00
010	Stocks	0,00	0,00	0,00	0,00
021	*Virement de la sect° de fonctionnement*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
024	Produits des cessions d'immobilisations	0,00	0,00	0,00	0,00
040	*Opérat° ordre transfert entre sections*	*0,00*	*5 000,00*	*0,00*	*5 000,00*
041	*Opérations patrimoniales*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	243 495,00	0,00	243 495,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00	0,00	0,00
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00

(1)	Libellé	40 Services communs	41 Sports	42 Jeunesse	Total
20	Immobilisations incorporelles	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participat° et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00
Opérations pour compte de tiers		0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser – reports		0,00	0,00	0,00	0,00
SOLDE (2)		0,00	105 215,80	0,00	105 215,80

(1)	Libellé	Sous-fonction 41					Sous-fonction 42		
		411 Salles de sport, gymnases	412 Stades	413 Piscines	414 Autres équipements sportifs ou de loisir	415 Manifestations sportives	421 Centres de loisirs	422 Autres activités pour les jeunes	423 Colonies de vacances
DEPENSES (2)		0,00	0,00	143 279,20	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Dépenses de l'exercice		0,00	0,00	143 279,20	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
010	Stocks	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
020	Dépenses imprévues	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
040	*Opérat° ordre transfert entre sections*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
041	*Opérations patrimoniales*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles	0,00	0,00	10 500,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	128 942,10	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	3 837,10	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participat° et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Opérations d'équipement		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Opérations pour compte de tiers		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser – reports		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES (2)		0,00	0,00	248 495,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Recettes de l'exercice		0,00	0,00	248 495,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
010	Stocks	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1)	Libellé	Sous-fonction 41					Sous-fonction 42		
		411 Salles de sport, gymnases	412 Stades	413 Piscines	414 Autres équipements sportifs ou de loisir	415 Manifestations sportives	421 Centres de loisirs	422 Autres activités pour les jeunes	423 Colonies de vacances
021	*Virement de la sect° de fonctionnement*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
024	Produits des cessions d'immobilisations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
040	*Opérat° ordre transfert entre sections*	*0,00*	*0,00*	*5 000,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
041	*Opérations patrimoniales*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	243 495,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participat° et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Opérations pour compte de tiers		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser – reports		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
SOLDE (2)		0,00	0,00	105 215,80	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Pour le croisement par nature, le détail est fait selon le niveau de vote choisi par l'assemblée délibérante (chapitre, article ou article spécialisé).

(2) Le solde correspond à la différence entre les recettes et les dépenses. Les dépenses et les recettes correspondent à la somme des dépenses et des recettes de l'exercice ainsi que des restes à réaliser et des reports (lignes budgétaires 001 et 002). Les lignes reports 001 et 002 apparaissent à la colonne 01-Non ventilables.

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN PRESENTATION CROISEE PAR FONCTION – DETAIL INVESTISSEMENT	A1.2

FONCTION 5 – Interventions sociales et santé

(1)	Libellé	51 Santé	52 Interventions sociales	Total
DEPENSES (2)		0,00	20 500,00	20 500,00
Dépenses de l'exercice		0,00	20 500,00	20 500,00
010	Stocks	0,00	0,00	0,00
020	Dépenses imprévues	0,00	0,00	0,00
040	*Opérat° ordre transfert entre sections*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
041	*Opérations patrimoniales*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	14 000,00	14 000,00
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie)	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	6 500,00	6 500,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00
26	Participat° et créances rattachées	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00
Opérations d'équipement		0,00	0,00	0,00
Opérations pour compte de tiers		0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser – reports		0,00	0,00	0,00
RECETTES (2)		0,00	32 960,00	32 960,00
Recettes de l'exercice		0,00	32 960,00	32 960,00
010	Stocks	0,00	0,00	0,00
021	*Virement de la sect° de fonctionnement*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
024	Produits des cessions d'immobilisations	0,00	0,00	0,00
040	*Opérat° ordre transfert entre sections*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
041	*Opérations patrimoniales*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	18 960,00	18 960,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	14 000,00	14 000,00
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie)	0,00	0,00	0,00

(1)	Libellé	51 Santé	52 Interventions sociales	Total
20	Immobilisations incorporelles	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00
26	Participat° et créances rattachées	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00
Opérations pour compte de tiers		0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser – reports		0,00	0,00	0,00
SOLDE (2)		0,00	12 460,00	12 460,00

(1)	Libellé	Sous-fonction 51			Sous-fonction 52				
		510 Services communs	511 Dispensaires, autres établist sanitaires	512 Actions de prévention sanitaire	520 Services communs	521 Services à caractère social handicapés	522 Act° pour l'enfance et l'adolescence	523 Act° pour personnes en difficulté	524 Autres services
DEPENSES (2)		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	20 500,00
Dépenses de l'exercice		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	20 500,00
010	Stocks	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
020	Dépenses imprévues	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
040	*Opérat° ordre transfert entre sections*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
041	*Opérations patrimoniales*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	14 000,00
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	6 500,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participat° et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Opérations d'équipement		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Opérations pour compte de tiers		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser – reports		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES (2)		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	32 960,00
Recettes de l'exercice		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	32 960,00
010	Stocks	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1)	Libellé	Sous-fonction 51			Sous-fonction 52				
		510 Services communs	511 Dispensaires, autres établist sanitaires	512 Actions de prévention sanitaire	520 Services communs	521 Services à caractère social handicapés	522 Act° pour l'enfance et l'adolescence	523 Act° pour personnes en difficulté	524 Autres services
021	*Virement de la sect° de fonctionnement*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
024	Produits des cessions d'immobilisations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
040	*Opérat° ordre transfert entre sections*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
041	*Opérations patrimoniales*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	18 960,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	14 000,00
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participat° et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Opérations pour compte de tiers		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser – reports		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
SOLDE (2)		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	12 460,00

(1) Pour le croisement par nature, le détail est fait selon le niveau de vote choisi par l'assemblée délibérante (chapitre, article ou article spécialisé).

(2) Le solde correspond à la différence entre les recettes et les dépenses. Les dépenses et les recettes correspondent à la somme des dépenses et des recettes de l'exercice ainsi que des restes à réaliser et des reports (lignes budgétaires 001 et 002). Les lignes reports 001 et 002 apparaissent à la colonne 01-Non ventilables.

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN PRESENTATION CROISEE PAR FONCTION – DETAIL INVESTISSEMENT	A1.2

FONCTION 6 – Famille

(1)	Libellé	60 Services communs	61 Services en faveur des personnes âgées	62 Actions en faveur de la maternité	63 Aides à la famille	64 Crèches et garderies	Total
DEPENSES (2)		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Dépenses de l'exercice		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
010	Stocks	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
020	Dépenses imprévues	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
040	*Opérat° ordre transfert entre sections*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
041	*Opérations patrimoniales*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participat° et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Opérations d'équipement		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Opérations pour compte de tiers		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser – reports		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES (2)		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Recettes de l'exercice		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
010	Stocks	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
021	*Virement de la sect° de fonctionnement*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
024	Produits des cessions d'immobilisations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
040	*Opérat° ordre transfert entre sections*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
041	*Opérations patrimoniales*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1)	Libellé	60 Services communs	61 Services en faveur des personnes âgées	62 Actions en faveur de la maternité	63 Aides à la famille	64 Crèches et garderies	Total
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participat° et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Opérations pour compte de tiers		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser – reports		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
SOLDE (2)		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Pour le croisement par nature, le détail est fait selon le niveau de vote choisi par l'assemblée délibérante (chapitre, article ou article spécialisé).

(2) Le solde correspond à la différence entre les recettes et les dépenses. Les dépenses et les recettes correspondent à la somme des dépenses et des recettes de l'exercice ainsi que des restes à réaliser et des reports (lignes budgétaires 001 et 002). Les lignes reports 001 et 002 apparaissent à la colonne 01-Non ventilables.

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN PRESENTATION CROISEE PAR FONCTION – DETAIL INVESTISSEMENT	A1.2

FONCTION 7 – Logement

(1)	Libellé	70 Services communs	71 Parc privé de la ville	72 Aide au secteur locatif	73 Aides à l'accession à la propriété	Total
DEPENSES (2)		**924 442,00**	**0,00**	**43 500,00**	**196 500,00**	**1 164 442,00**
Dépenses de l'exercice		**924 442,00**	**0,00**	**43 500,00**	**196 500,00**	**1 164 442,00**
010	**Stocks**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
020	**Dépenses imprévues**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
040	***Opérat° ordre transfert entre sections***	***0,00***	***0,00***	***0,00***	***0,00***	***0,00***
041	***Opérations patrimoniales***	***0,00***	***0,00***	***0,00***	***0,00***	***0,00***
10	**Dotations, fonds divers et réserves**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
13	**Subventions d'investissement**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
16	**Emprunts et dettes assimilées**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
18	**Compte de liaison : affectat° (BA,régie)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
20	**Immobilisations incorporelles**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
204	**Subventions d'équipement versées**	**812 442,00**	**0,00**	**43 500,00**	**196 500,00**	**1 052 442,00**
21	**Immobilisations corporelles**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
22	**Immobilisations reçues en affectation**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
23	**Immobilisations en cours**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
26	**Participat° et créances rattachées**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
27	**Autres immobilisations financières**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Opérations d'équipement		**112 000,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**112 000,00**
2001	NPNRU BRICHERES SAINTE GENEVIEVE	112 000,00	0,00	0,00	0,00	112 000,00
Opérations pour compte de tiers		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Restes à réaliser – reports		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
RECETTES (2)		**45 653,17**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**45 653,17**
Recettes de l'exercice		**45 653,17**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**45 653,17**
010	**Stocks**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
021	***Virement de la sect° de fonctionnement***	***0,00***	***0,00***	***0,00***	***0,00***	***0,00***
024	**Produits des cessions d'immobilisations**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
040	***Opérat° ordre transfert entre sections***	***0,00***	***0,00***	***0,00***	***0,00***	***0,00***
041	***Opérations patrimoniales***	***0,00***	***0,00***	***0,00***	***0,00***	***0,00***
10	**Dotations, fonds divers et réserves**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
13	**Subventions d'investissement**	**45 653,17**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**45 653,17**
16	**Emprunts et dettes assimilées**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

COMMUNAUTE DE L'AUXERROIS - BUDGET PRINCIPAL - DM - 2020

(1)	Libellé	70 Services communs	71 Parc privé de la ville	72 Aide au secteur locatif	73 Aides à l'accession à la propriété	Total
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participat° et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Opérations pour compte de tiers		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser – reports		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
SOLDE (2)		-878 788,83	0,00	-43 500,00	-196 500,00	-1 118 788,83

(1) Pour le croisement par nature, le détail est fait selon le niveau de vote choisi par l'assemblée délibérante (chapitre, article ou article spécialisé).

(2) Le solde correspond à la différence entre les recettes et les dépenses. Les dépenses et les recettes correspondent à la somme des dépenses et des recettes de l'exercice ainsi que des restes à réaliser et des reports (lignes budgétaires 001 et 002). Les lignes reports 001 et 002 apparaissent à la colonne 01-Non ventilables.

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN PRESENTATION CROISEE PAR FONCTION – DETAIL INVESTISSEMENT	A1.2

FONCTION 8 – Aménagement et services urbains, environnement

(1)	Libellé	81 Services urbains	82 Aménagement urbain	83 Environnement	Total
DEPENSES (2)		**1 508 336,44**	**633 001,60**	**2 201 082,69**	**4 342 420,73**
Dépenses de l'exercice		**1 508 336,44**	**633 001,60**	**2 201 082,69**	**4 342 420,73**
010	**Stocks**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
020	**Dépenses imprévues**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
040	***Opérat° ordre transfert entre sections***	***0,00***	***0,00***	***0,00***	***0,00***
041	***Opérations patrimoniales***	***0,00***	***0,00***	***0,00***	***0,00***
10	**Dotations, fonds divers et réserves**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
13	**Subventions d'investissement**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
16	**Emprunts et dettes assimilées**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
18	**Compte de liaison : affectat° (BA,régie)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
20	**Immobilisations incorporelles**	**283 875,00**	**283 001,60**	**16 668,00**	**583 544,60**
204	**Subventions d'équipement versées**	**22 700,00**	**0,00**	**0,00**	**22 700,00**
21	**Immobilisations corporelles**	**785 378,34**	**350 000,00**	**87 739,81**	**1 223 118,15**
22	**Immobilisations reçues en affectation**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
23	**Immobilisations en cours**	**416 383,10**	**0,00**	**0,00**	**416 383,10**
26	**Participat° et créances rattachées**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
27	**Autres immobilisations financières**	**0,00**	**0,00**	**8 000,00**	**8 000,00**
Opérations d'équipement		**0,00**	**0,00**	**2 088 674,88**	**2 088 674,88**
15	POLE ENVIRONNEMENTAL	0,00	0,00	2 088 674,88	2 088 674,88
Opérations pour compte de tiers		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Restes à réaliser – reports		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
RECETTES (2)		**290 895,00**	**80 000,00**	**632 737,83**	**1 003 632,83**
Recettes de l'exercice		**290 895,00**	**80 000,00**	**632 737,83**	**1 003 632,83**
010	**Stocks**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
021	***Virement de la sect° de fonctionnement***	***0,00***	***0,00***	***0,00***	***0,00***
024	**Produits des cessions d'immobilisations**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
040	***Opérat° ordre transfert entre sections***	***0,00***	***0,00***	***0,00***	***0,00***
041	***Opérations patrimoniales***	***0,00***	***0,00***	***0,00***	***0,00***
10	**Dotations, fonds divers et réserves**	**90 600,00**	**0,00**	**0,00**	**90 600,00**
13	**Subventions d'investissement**	**200 295,00**	**80 000,00**	**624 737,83**	**905 032,83**
16	**Emprunts et dettes assimilées**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

(1)	Libellé	81 Services urbains	82 Aménagement urbain	83 Environnement	Total
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participat° et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	8 000,00	8 000,00
Opérations pour compte de tiers		0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser – reports		0,00	0,00	0,00	0,00
SOLDE (2)		-1 217 441,44	-553 001,60	-1 568 344,86	-3 338 787,90

(1)	Libellé	Sous-fonction 81						
		810 Services communs	811 Eau et assainissement	812 Collecte et traitement ordures ménagères	813 Propreté urbaine	814 Eclairage public	815 Transports urbains	816 Autres réseaux et services divers
DEPENSES (2)		0,00	800 312,00	617 324,44	0,00	3 000,00	0,00	87 700,00
Dépenses de l'exercice		0,00	800 312,00	617 324,44	0,00	3 000,00	0,00	87 700,00
010	Stocks	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
020	Dépenses imprévues	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
040	*Opérat° ordre transfert entre sections*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
041	*Opérations patrimoniales*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles	0,00	283 875,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	22 700,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	120 000,00	597 378,34	0,00	3 000,00	0,00	65 000,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	396 437,00	19 946,10	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participat° et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1)	Libellé	Sous-fonction 81						
		810 Services communs	811 Eau et assainissement	812 Collecte et traitement ordures ménagères	813 Propreté urbaine	814 Eclairage public	815 Transports urbains	816 Autres réseaux et services divers
Opérations d'équipement		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
15	POLE ENVIRONNEMENTAL	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Opérations pour compte de tiers		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Restes à réaliser – reports		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
RECETTES (2)		**0,00**	**188 170,00**	**102 725,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Recettes de l'exercice		**0,00**	**188 170,00**	**102 725,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
010	**Stocks**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
021	***Virement de la sect° de fonctionnement***	***0,00***	***0,00***	***0,00***	***0,00***	***0,00***	***0,00***	***0,00***
024	**Produits des cessions d'immobilisations**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
040	***Opérat° ordre transfert entre sections***	***0,00***	***0,00***	***0,00***	***0,00***	***0,00***	***0,00***	***0,00***
041	***Opérations patrimoniales***	***0,00***	***0,00***	***0,00***	***0,00***	***0,00***	***0,00***	***0,00***
10	**Dotations, fonds divers et réserves**	**0,00**	**0,00**	**90 600,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
13	**Subventions d'investissement**	**0,00**	**188 170,00**	**12 125,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
16	**Emprunts et dettes assimilées**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
18	**Compte de liaison : affectat° (BA,régie)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
20	**Immobilisations incorporelles**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
204	**Subventions d'équipement versées**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
21	**Immobilisations corporelles**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
22	**Immobilisations reçues en affectation**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
23	**Immobilisations en cours**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
26	**Participat° et créances rattachées**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
27	**Autres immobilisations financières**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Opérations pour compte de tiers		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Restes à réaliser – reports		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
SOLDE (2)		**0,00**	**-612 142,00**	**-514 599,44**	**0,00**	**-3 000,00**	**0,00**	**-87 700,00**

(1)	Libellé	Sous-fonction 82					Sous fonction 83			
		820 Services communs	821 Equipements de voirie	822 Voirie communale et routes	823 Espaces verts urbains	824 Autres opérations d'aménagement urbain	830 Services communs	831 Aménagement des eaux	832 Act° spécif. lutte contre la pollution	833 Préservation du milieu naturel
DEPENSES (2)		**225 691,60**	**20 000,00**	**25 000,00**	**0,00**	**362 310,00**	**2 201 082,69**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Dépenses de l'exercice		**225 691,60**	**20 000,00**	**25 000,00**	**0,00**	**362 310,00**	**2 201 082,69**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
010	**Stocks**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
020	**Dépenses imprévues**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
040	***Opérat° ordre transfert entre sections***	***0,00***	***0,00***	***0,00***	***0,00***	***0,00***	***0,00***	***0,00***	***0,00***	***0,00***
041	***Opérations patrimoniales***	***0,00***	***0,00***	***0,00***	***0,00***	***0,00***	***0,00***	***0,00***	***0,00***	***0,00***
10	**Dotations, fonds divers et réserves**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
13	**Subventions d'investissement**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
16	**Emprunts et dettes assimilées**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
18	**Compte de liaison : affectat° (BA,régie)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
20	**Immobilisations incorporelles**	**225 691,60**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**57 310,00**	**16 668,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
204	**Subventions d'équipement versées**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
21	**Immobilisations corporelles**	**0,00**	**20 000,00**	**25 000,00**	**0,00**	**305 000,00**	**87 739,81**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
22	**Immobilisations reçues en affectation**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
23	**Immobilisations en cours**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
26	**Participat° et créances rattachées**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
27	**Autres immobilisations financières**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**8 000,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Opérations d'équipement		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**2 088 674,88**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
15	POLE ENVIRONNEMENTAL	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	2 088 674,88	0,00	0,00	0,00
Opérations pour compte de tiers		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Restes à réaliser – reports		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
RECETTES (2)		**70 000,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**10 000,00**	**632 737,83**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Recettes de l'exercice		**70 000,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**10 000,00**	**632 737,83**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
010	**Stocks**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
021	***Virement de la sect° de fonctionnement***	***0,00***	***0,00***	***0,00***	***0,00***	***0,00***	***0,00***	***0,00***	***0,00***	***0,00***
024	**Produits des cessions d'immobilisations**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
040	***Opérat° ordre transfert entre sections***	***0,00***	***0,00***	***0,00***	***0,00***	***0,00***	***0,00***	***0,00***	***0,00***	***0,00***
041	***Opérations patrimoniales***	***0,00***	***0,00***	***0,00***	***0,00***	***0,00***	***0,00***	***0,00***	***0,00***	***0,00***
10	**Dotations, fonds divers et réserves**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
13	**Subventions d'investissement**	**70 000,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**10 000,00**	**624 737,83**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
16	**Emprunts et dettes assimilées**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
18		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

(1)	Libellé			Sous-fonction 82				Sous fonction 83		
		820 Services communs	821 Equipements de voirie	822 Voirie communale et routes	823 Espaces verts urbains	824 Autres opérations d'aménagement urbain	830 Services communs	831 Aménagement des eaux	832 Act° spécif. lutte contre la pollution	833 Préservation du milieu naturel
	Compte de liaison : affectat° (BA,régie)									
20	Immobilisations incorporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participat° et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	8 000,00	0,00	0,00	0,00
Opérations pour compte de tiers		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser – reports		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
SOLDE (2)		-155 691,60	-20 000,00	-25 000,00	0,00	-352 310,00	-1 568 344,86	0,00	0,00	0,00

(1) Pour le croisement par nature, le détail est fait selon le niveau de vote choisi par l'assemblée délibérante (chapitre, article ou article spécialisé).

(2) Le solde correspond à la différence entre les recettes et les dépenses. Les dépenses et les recettes correspondent à la somme des dépenses et des recettes de l'exercice ainsi que des restes à réaliser et des reports (lignes budgétaires 001 et 002). Les lignes reports 001 et 002 apparaissent à la colonne 01-Non ventilables.

IV – ANNEXES

IV

ELEMENTS DU BILAN
PRESENTATION CROISEE PAR FONCTION – DETAIL INVESTISSEMENT

A1.2

FONCTION 9 – Action économique

(1)	Libellé	90 Interventions économiques	91 Foires et marchés	92 Aides à l'agriculture et aux industries	93 Aides à l'énergie, indus. manufact., BTP	94 Aides commerce et services marchands	95 Aides au tourisme	96 Aides aux services publics	Total
DEPENSES (2)		**1 010 984,40**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**47 909,74**	**0,00**	**1 058 894,14**
Dépenses de l'exercice		**1 010 984,40**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**47 909,74**	**0,00**	**1 058 894,14**
010	**Stocks**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
020	**Dépenses imprévues**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
040	***Opérat° ordre transfert entre sections***	***0,00***	***0,00***	***0,00***	***0,00***	***0,00***	***0,00***	***0,00***	***0,00***
041	***Opérations patrimoniales***	***0,00***	***0,00***	***0,00***	***0,00***	***0,00***	***0,00***	***0,00***	***0,00***
10	**Dotations, fonds divers et réserves**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
13	**Subventions d'investissement**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
16	**Emprunts et dettes assimilées**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
18	**Compte de liaison : affectat° (BA,régie)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
20	**Immobilisations incorporelles**	**109 116,40**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**109 116,40**
204	**Subventions d'équipement versées**	**595 932,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**47 000,00**	**0,00**	**642 932,00**
21	**Immobilisations corporelles**	**5 936,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**909,74**	**0,00**	**6 845,74**
22	**Immobilisations reçues en affectation**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
23	**Immobilisations en cours**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
26	**Participat° et créances rattachées**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
27	**Autres immobilisations financières**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Opérations d'équipement		**300 000,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**300 000,00**
2011	TIERS LIEU	300 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	300 000,00
Opérations pour compte de tiers		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Restes à réaliser – reports		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
RECETTES (2)		**226 975,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**226 975,00**
Recettes de l'exercice		**226 975,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**226 975,00**
010	**Stocks**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

(1)	Libellé	90 Interventions économiques	91 Foires et marchés	92 Aides à l'agriculture et aux industries	93 Aides à l'énergie, indus. manufact., BTP	94 Aides commerce et services marchands	95 Aides au tourisme	96 Aides aux services publics	Total
021	*Virement de la sect° de fonctionnement*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
024	Produits des cessions d'immobilisations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
040	*Opérat° ordre transfert entre sections*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
041	*Opérations patrimoniales*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	226 975,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	226 975,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participat° et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Opérations pour compte de tiers		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser – reports		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
SOLDE (2)		-784 009,40	0,00	0,00	0,00	0,00	-47 909,74	0,00	-831 919,14

(1) Pour le croisement par nature, le détail est fait selon le niveau de vote choisi par l'assemblée délibérante (chapitre, article ou article spécialisé).

(2) Le solde correspond à la différence entre les recettes et les dépenses. Les dépenses et les recettes correspondent à la somme des dépenses et des recettes de l'exercice ainsi que des restes à réaliser et des reports (lignes budgétaires 001 et 002). Les lignes reports 001 et 002 apparaissent à la colonne 01-Non ventilables.

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN METHODES UTILISEES POUR LES AMORTISSEMENTS	A3

A3 – AMORTISSEMENTS – METHODES UTILISEES

CHOIX DE L'ASSEMBLEE DELIBERANTE	Délibération du
Biens de faible valeur Seuil unitaire en deçà duquel les immobilisations de peu de valeur s'amortissent sur un an (article R. 2321-1 du CGCT) : 1000.00 €	2019-10-10

Procédure d'amortissement (linéaire, dégressif, variable)	Catégories de biens amortis	Durée (en années)	
L	Documents durbanisme	10	10/10/2019
L	Frais détudes, de recherche et de développement (non suivi de travaux)	5	10/10/2019
L	Frais dinsertion (non suivi de travaux)	5	10/10/2019
L	Subventions versées biens mobiliers, matériels ou études	5	10/10/2019
L	Subventions versées bâtiments et installations	30	10/10/2019
L	Subventions versées projets dinfrastructures dintérêt national	40	10/10/2019
L	Concession et droits similaires (dont logiciel)	5	10/10/2019
L	Autres immobilisations incorporelles	5	10/10/2019
L	Plantations	15	10/10/2019
L	Autres aménagements et agencement de terrains	30	10/10/2019
L	Constructions bâtiments durables	50	10/10/2019
L	Autres bâtiments publics (exemple : bâtiments légers et abris)	15	10/10/2019
L	Immeubles de rapport (productifs de revenus qui nest pas à lusage du public)	25	10/10/2019
L	Installations de voirie (exemple : piste cyclable)	10	10/10/2019
L	Matériel et outillage dincendie	15	10/10/2019
L	Matériel roulant de voirie	10	10/10/2019
L	Autre matériel et outillage de voirie	10	10/10/2019
L	Autres installations matériel et outillages techniques (équipements de garage et atelier)	10	10/10/2019
L	Agencements et aménagements divers	15	10/10/2019
L	Matériel de transport - Véhicules légers	10	10/10/2019
L	Matériel de transport Camions et véhicules industriels	10	10/10/2019
L	Matériel de transport Deux roues	5	10/10/2019
L	Matériels informatiques	5	10/10/2019
L	Mobiliers	10	10/10/2019
L	Autres immobilisations corporelles (petits matériels de bureau, électrique, électronique)	5	10/10/2019
L	Autres immobilisations corporelles (outillage)	10	10/10/2019

IV – ANNEXES	IV
ARRETE ET SIGNATURES	D2

Nombre de membres en exercice : 0
Nombre de membres présents : 0
Nombre de suffrages exprimés : 0
VOTES :
Pour : 0
Contre : 0
Abstentions : 0

Date de convocation :

Présenté par (1),
A , le
,

Délibéré par l'assemblée (2), réunie en session
A , le
Les membres de l'assemblée délibérante (2),

.

Certifié exécutoire par (1), compte tenu de la transmission en préfecture, le , et de la publication le

A , le

(1) Indiquer le maire ou le président de l'organisme.
(2) L'assemblée délibérante étant : .

REPUBLIQUE FRANÇAISE

Pour retourner à la délibération, cliquez ici

Numéro SIRET 20006711400146	COLLECTIVITE DE RATTACHEMENT COMMUNE dont la population est de 3500 habitants et plus COMMUNAUTE DE L'AUXERROIS

POSTE COMPTABLE DE : TRESORERIE D'AUXERRE

SERVICE PUBLIC LOCAL

M. 49 (1)

Décision modificative 2 (3)

BUDGET : ASSAINISSEMENT (3)

ANNEE 2020

(1) Compléter en fonction du service public local et du plan de comptes utilisé : M. 4, M. 41, M. 42, M. 43, M. 44 ou M. 49.
(2) Préciser s'il s'agit du budget supplémentaire ou d'une décision modificative.
(3) Indiquer le budget concerné : budget principal ou libellé du budget annexe.

Sommaire

I - Informations générales

Modalités de vote du budget 3

II - Présentation générale du budget

A1 - Vue d'ensemble - Sections 4
A2 - Vue d'ensemble - Section d'exploitation - Chapitres 5
A3 - Vue d'ensemble - Section d'investissement - Chapitres 7
B1 - Balance générale du budget - Dépenses 9
B2 - Balance générale du budget - Recettes 10

III - Vote du budget

A1 - Section d'exploitation - Détail des dépenses 12
A2 - Section d'exploitation - Détail des recettes 14
B1 - Section d'investissement - Détail des dépenses 15
B2 - Section d'investissement - Détail des recettes 16
B3 - Opérations d'équipement - Détail des chapitres et articles 17

IV - Annexes

A - Eléments du bilan

A1.1 - Etat de la dette - Détail des crédits de trésorerie Sans Objet
A1.2 - Etat de la dette - Répartition par nature de dette 25
A1.3 - Etat de la dette - Répartition des emprunts par structure de taux 36
A1.4 - Etat de la dette - Typologie de la répartition de l'encours 37
A1.5 - Etat de la dette - Détail des opérations de couverture Sans Objet
A1.6 - Etat de la dette - Autres dettes Sans Objet
A2 - Méthodes utilisées pour les amortissements 38
A3.1 - Etat des provisions et des dépréciations Sans Objet
A3.2 - Etalement des provisions Sans Objet
A4.1 - Equilibre des opérations financières - Dépenses 39
A4.2 - Equilibre des opérations financières - Recettes 40
A5.1.1 - Etat de ventilation des dépenses et recettes des services d'eau et d'assainissement - Exploitation (1) Sans Objet
A5.1.2 - Etat de ventilation des dépenses et recettes des services d'eau et d'assainissement - Investissement (1) Sans Objet
A5.2.1 - Etat de ventilation des dép. et rec. des services d'assainissement collectif et non collectif - Exploitation (1) Sans Objet
A5.2.2 - Etat de ventilation des dép. et rec. des services d'assainissement collectif et non collectif - Investissement (1) Sans Objet
A6 - Etat des charges transférées Sans Objet
A7 - Détail des opérations pour compte de tiers 41

B - Engagements hors bilan

B1.1 - Etat des emprunts garantis par la régie Sans Objet
B1.2 - Calcul du ratio d'endettement relatif aux garanties d'emprunt Sans Objet
B1.3 - Subventions versées dans le cadre du vote du budget Sans Objet
B1.4 - Etat des contrats de crédit-bail Sans Objet
B1.5 - Etat des contrats de partenariat public-privé Sans Objet
B1.6 - Etat des autres engagements donnés Sans Objet
B1.7 - Etat des engagements reçus Sans Objet
B2.1 - Etat des autorisations de programme et des crédits de paiement afférents 42
B2.2 - Etat des autorisations d'engagement et des crédits de paiement afférents 43

C - Autres éléments d'informations

C1.1 - Etat du personnel Sans Objet
C1.2 - Etat du personnel de la collectivité ou de l'établissement de rattachement employé par la régie Sans Objet
C2 - Liste des organismes dans lesquels a été pris un engagement financier (2) Sans Objet
C3 - Liste des services individualisés dans un budget annexe (3) Sans Objet

D - Arrêté et signatures

D - Arrêté et signatures 44

(1) Ces états ne sont obligatoires que pour les régies rattachées à des communes et groupements de communes de moins de 3 000 habitants ayant décidé d'établir un budget unique pour leurs services de distribution d'eau potable et d'assainissement dans les conditions fixées par l'article L. 2224-6 du CGCT. Ils n'existent qu'en M. 49.

(2) Ces états ne sont obligatoires que pour les régies rattachées à des communes de 3 500 habitants et plus (art. L. 2313-1 du CGCT), à des groupements comprenant au moins une commune de 3 500 habitants et plus (art. L. 5211-36 du CGCT, art L. 5711-1 CGCT) et à leurs établissements publics.

(3) Uniquement pour les services dotés de l'autonomie financière et de la personnalité morale.

Préciser, pour chaque annexe, si l'état est sans objet le cas échéant.

I – INFORMATIONS GENERALES	I
MODALITES DE VOTE DU BUDGET	

I – L'assemblée délibérante a voté le présent budget par nature :
- au niveau (1) du chapitre pour la section de fonctionnement ;
- au niveau (1) du chapitre pour la section d'investissement.
  - sans (2) les chapitres « opérations d'équipement » de l'état III B 3.

La liste des articles spécialisés sur lesquels l'ordonnateur ne peut procéder à des virements d'article à article est la suivante :

II – En l'absence de mention au paragraphe I ci-dessus, le budget est réputé voté par chapitre, et, en section d'investissement, sans chapitre de dépense « opération d'équipement ».

III – Les provisions sont (3) .

IV – La comparaison s'effectue par rapport au budget de l'exercice (4).

V – Le présent budget a été voté (5) sans reprise des résultats de l'exercice N-1.

(1) A compléter par « du chapitre » ou « de l'article ».

(2) Indiquer « avec » ou « sans » les chapitres opérations d'équipement.

(3) A compléter par un seul des deux choix suivants :
- semi-budgétaires (pas d'inscription en recette de la section d'investissement),
- budgétaires (délibération n° ……. du …….).

(4) Budget de l'exercice = budget primitif + budget supplémentaire + décision modificative, s'il y a lieu.

(5) A compléter par un seul des trois choix suivants :
- sans reprise des résultats de l'exercice N-1,
- avec reprise des résultats de l'exercice N-1 après le vote du compte administratif,
- avec reprise anticipée des résultats de l'exercice N-1.

II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET — II

VUE D'ENSEMBLE — A1

EXPLOITATION

		DEPENSES DE LA SECTION D'EXPLOITATION	RECETTES DE LASECTION D'EXPLOITATION
VOTE	CREDITS DE FONCTIONNEMENT VOTES AU TITRE DU PRESENT BUDGET (1)	0,00	0,00
	+	+	+
REPORTS	RESTES A REALISER (R.A.R) DE L'EXERCICE PRECEDENT (2)	0,00	0,00
REPORTS	002 RESULTAT D'EXPLOITATION REPORTE (2)	(si déficit) 0,00	(si excédent) 0,00
	=	=	=
	TOTAL DE LA SECTION D'EXPLOITATION (3)	0,00	0,00

INVESTISSEMENT

		DEPENSES DE LA SECTION D'INVESTISSEMENT	RECETTES DE LASECTION D'INVESTISSEMENT
VOTE	CREDITS D'INVESTISSEMENT (1) VOTES AU TITRE DU PRESENT BUDGET (y compris les comptes 1064 et 1068)	0,00	0,00
	+	+	+
REPORTS	RESTES A REALISER (R.A.R) DE L'EXERCICE PRECEDENT (2)	0,00	0,00
REPORTS	001 SOLDE D'EXECUTION DE LA SECTION D'INVESTISSEMENT REPORTE (2)	(si solde négatif) 0,00	(si solde positif) 0,00
	=	=	=
	TOTAL DE LA SECTION D'INVESTISSEMENT (3)	0,00	0,00

TOTAL

TOTAL DU BUDGET (3)	0,00	0,00

(1) Au budget primitif, les crédits votés correspondent aux crédits votés lors de cette étape budgétaire. De même, pour les décisions modificatives et le budget supplémentaire, les crédits votés correspondent aux crédits votés lors de l'étape budgétaire sans sommation avec ceux antérieurement votés lors du même exercice.
(2) A servir uniquement en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent, soit après le vote du compte administratif, soit en cas de reprise anticipée des résultats.
Pour la section d'exploitation, les RAR sont constitués par l'ensemble des dépenses engagées et n'ayant pas donné lieu à service fait au 31 décembre de l'exercice précédent. En recettes, il s'agit des recettes certaines n'ayant pas donné lieu à l'émission d'un titre au 31/12 de l'exercice précédent.
Pour la section d'investissement, les RAR correspondent aux dépenses engagées non mandatées au 31/12 de l'exercice précédent telles qu'elles ressortent de la comptabilité des engagements et aux recettes certaines n'ayant pas donné lieu à l'émission d'un titre au 31/12 de l'exercice précédent.
(3) Total de la section d'exploitation = RAR + résultat reporté + crédits d'exploitation votés.

Total de la section d'investissement = RAR + solde d'exécution reporté + crédits d'investissement votés.

Total du budget = Total de la section d'exploitation + Total de la section d'investissement.

II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET	II
SECTION D'EXPLOITATION – CHAPITRES	A2

DEPENSES D'EXPLOITATION

Chap.	Libellé	Budget de l'exercice (1) I	Restes à réaliser N-1 (2) II	Propositions nouvelles	VOTE (3) III	TOTAL IV = I + II + III
011	Charges à caractère général	2 603 438,00	0,00	0,00	0,00	2 603 438,00
012	Charges de personnel, frais assimilés	266 400,00	0,00	0,00	0,00	266 400,00
014	Atténuations de produits	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
65	Autres charges de gestion courante	154 124,00	0,00	0,00	0,00	154 124,00
Total des dépenses de gestion des services		**3 023 962,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**3 023 962,00**
66	Charges financières	460 000,00	0,00	0,00	0,00	460 000,00
67	Charges exceptionnelles	50 000,00	0,00	0,00	0,00	50 000,00
68	Dotations aux provisions et dépréciat° (4)	0,00		0,00	0,00	0,00
69	Impôts sur les bénéfices et assimilés (5)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
022	Dépenses imprévues	300 000,00		838 000,00	838 000,00	1 138 000,00
Total des dépenses réelles d'exploitation		**3 833 962,00**	**0,00**	**838 000,00**	**838 000,00**	**4 671 962,00**
023	*Virement à la section d'investissement (6)*	*2 004 332,32*		*-838 000,00*	*-838 000,00*	*1 166 332,32*
042	*Opérat° ordre transfert entre sections (6)*	*3 000 000,00*		*0,00*	*0,00*	*3 000 000,00*
043	*Opérat° ordre intérieur de la section (6)*	*0,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
Total des dépenses d'ordre d'exploitation		***5 004 332,32***		***-838 000,00***	***-838 000,00***	***4 166 332,32***
TOTAL		**8 838 294,32**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**8 838 294,32**

+

D 002 RESULTAT REPORTE OU ANTICIPE (2)	0,00

=

TOTAL DES DEPENSES D'EXPLOITATION CUMULEES	8 838 294,32

RECETTES D'EXPLOITATION

Chap.	Libellé	Budget de l'exercice (1) I	Restes à réaliser N-1 (2) II	Propositions nouvelles	VOTE (3) III	TOTAL IV = I + II + III
013	Atténuations de charges	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
70	Ventes produits fabriqués, prestations	5 477 264,00	0,00	0,00	0,00	5 477 264,00
73	Produits issus de la fiscalité (7)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
74	Subventions d'exploitation	10 988,00	0,00	0,00	0,00	10 988,00
75	Autres produits de gestion courante	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des recettes de gestion des services		**5 488 252,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**5 488 252,00**
76	Produits financiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
77	Produits exceptionnels	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
78	Reprises sur provisions et dépréciations (4)	0,00		0,00	0,00	0,00
Total des recettes réelles d'exploitation		**5 488 252,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**5 488 252,00**
042	*Opérat° ordre transfert entre sections (6)*	*950 000,00*		*0,00*	*0,00*	*950 000,00*
043	*Opérat° ordre intérieur de la section (6)*	*0,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
Total des recettes d'ordre d'exploitation		***950 000,00***		***0,00***	***0,00***	***950 000,00***
TOTAL		**6 438 252,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**6 438 252,00**

+

R 002 RESULTAT REPORTE OU ANTICIPE (2)	2 400 042,32

=

TOTAL DES RECETTES D'EXPLOITATION CUMULEES	8 838 294,32

Pour information :

AUTOFINANCEMENT PREVISIONNEL DÉGAGÉ AU PROFIT DE LA SECTION D'INVESTISSEMENT (8)	3 216 332,32

Il s'agit, pour un budget voté en équilibre, des ressources propres correspondant à l'excédent des recettes réelles de fonctionnement sur les dépenses réelles de fonctionnement. Il sert à financer le remboursement du capital de la dette et les nouveaux investissements de la régie.

(1) Cf. Modalités de vote I.

(2) Inscrire en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent (après vote du compte administratif ou si reprise anticipée des résultats).

(3) Le vote de l'organe délibérant porte uniquement sur les propositions nouvelles.

(4) Si la régie applique le régime des provisions semi-budgétaires, ainsi que pour la dotation aux dépréciations des stocks de fournitures et de marchandises, des créances et des valeurs mobilières de placement, aux dépréciations des comptes de tiers et aux dépréciations des comptes financiers.

(5) Ce chapitre n'existe pas en M. 49.

(6) DE 023 = RI 021 ; DI 040 = RE 042 ; RI 040 = DE 042 ; DI 041 = RI 041 ; DE 043 = RE 043.

(7) Ce chapitre existe uniquement en M. 41, M. 43 et M. 44.

(8) Solde de l'opération *DE 023 + DE 042 – RE 042* ou solde de l'opération *RI 021 + RI 040 – DI 040*.

II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET — II
SECTION D'INVESTISSEMENT – CHAPITRES — A3

DEPENSES D'INVESTISSEMENT

Chap.	Libellé	Budget de l'exercice (1) I	Restes à réaliser N-1 (2) II	Propositions nouvelles	VOTE (3) III	TOTAL IV = I + II + III
20	Immobilisations incorporelles	1 687 979,00	0,00	0,00	0,00	1 687 979,00
21	Immobilisations corporelles	451 781,00	0,00	0,00	0,00	451 781,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	4 444 096,00	0,00	0,00	0,00	4 444 096,00
	Total des opérations d'équipement	523 000,00	0,00	0,00	0,00	523 000,00
Total des dépenses d'équipement		**7 106 856,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**7 106 856,00**
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	408,00	0,00	0,00	0,00	408,00
16	Emprunts et dettes assimilées	1 800 606,00	0,00	0,00	0,00	1 800 606,00
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie) (5)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participat° et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
020	Dépenses imprévues	0,00		0,00	0,00	0,00
Total des dépenses financières		**1 801 014,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**1 801 014,00**
45…	**Total des opérations pour compte de tiers (6)**	**946 327,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**946 327,00**
Total des dépenses réelles d'investissement		**9 854 197,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**9 854 197,00**
040	*Opérat° ordre transfert entre sections (4)*	*950 000,00*		*0,00*	*0,00*	*950 000,00*
041	*Opérations patrimoniales (4)*	*600 000,00*		*0,00*	*0,00*	*600 000,00*
Total des dépenses d'ordre d'investissement		***1 550 000,00***		***0,00***	***0,00***	***1 550 000,00***
TOTAL		**11 404 197,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**11 404 197,00**

+

D 001 SOLDE D'EXECUTION NEGATIF REPORTE OU ANTICIPE (2)	**0,00**

=

TOTAL DES DEPENSES D'INVESTISSEMENT CUMULEES	**11 404 197,00**

RECETTES D'INVESTISSEMENT

Chap.	Libellé	Budget de l'exercice (1) I	Restes à réaliser N-1 (2) II	Propositions nouvelles	VOTE (3) III	TOTAL IV = I + II + III
13	Subventions d'investissement	3 412 444,00	0,00	0,00	0,00	3 412 444,00
16	Emprunts et dettes assimilées (hors 165)	362 068,73	0,00	838 000,00	838 000,00	1 200 068,73
20	Immobilisations incorporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des recettes d'équipement		**3 774 512,73**	**0,00**	**838 000,00**	**838 000,00**	**4 612 512,73**
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
106	Réserves (7)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
165	Dépôts et cautionnements reçus	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie) (5)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participat° et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des recettes financières		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
45…	**Total des opérations pour le compte de tiers (6)**	**946 327,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**946 327,00**
Total des recettes réelles d'investissement		**4 720 839,73**	**0,00**	**838 000,00**	**838 000,00**	**5 558 839,73**
021	*Virement de la section d'exploitation (4)*	*2 004 332,32*		*-838 000,00*	*-838 000,00*	*1 166 332,32*
040	*Opérat° ordre transfert entre sections (4)*	*3 000 000,00*		*0,00*	*0,00*	*3 000 000,00*
041	*Opérations patrimoniales (4)*	*600 000,00*		*0,00*	*0,00*	*600 000,00*
Total des recettes d'ordre d'investissement		***5 604 332,32***		***-838 000,00***	***-838 000,00***	***4 766 332,32***
TOTAL		**10 325 172,05**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**10 325 172,05**

+

R 001 SOLDE D'EXECUTION POSITIF REPORTE OU ANTICIPE (2)	**1 079 024,95**

=

TOTAL DES RECETTES D'INVESTISSEMENT CUMULEES	**11 404 197,00**

Pour information :

Il s'agit, pour un budget voté en équilibre, des ressources propres correspondant à l'excédent des recettes réelles de fonctionnement sur les dépenses réelles de fonctionnement. Il sert à financer le remboursement du capital de la dette et les nouveaux investissements de la régie.

AUTOFINANCEMENT PREVISIONNEL DÉGAGÉ PAR LA SECTION DE FONCTIONNEMENT (8)	**3 216 332,32**

(1) Cf. Modalités de vote I.

(2) Inscrire en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent (après vote du compte administratif ou si reprise anticipée des résultats).

(3) Le vote de l'organe délibérant porte uniquement sur les propositions nouvelles.

(4) DE 023 = RI 021 ; DI 040 = RE 042 ; RI 040 = DE 042 ; DI 041 = RI 041 ; DE 043 = RE 043.

(5) A servir uniquement, en dépense, lorsque la régie effectue une dotation initiale en espèces au profit d'un service public non personnalisé qu'elle crée et, en recettes, lorsque le service non personnalisé reçoit une dotation en espèces de la part de sa collectivité de rattachement.

(6) Seul le total des opérations réelles pour compte de tiers figure sur cet état (voir le détail Annexe IV-A7).

(7) Le compte 106 n'est pas un chapitre mais un article du chapitre 10.

(8) Solde de l'opération *DE 023 + DE 042 – RE 042* ou solde de l'opération *RI 021 + RI 040 – DI 040*.

II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET — II

BALANCE GENERALE DU BUDGET — B1

1 – DEPENSES (du présent budget + restes à réaliser)

	EXPLOITATION	Opérations réelles (1)	Opérations d'ordre (2)	TOTAL
011	Charges à caractère général	0,00		0,00
012	Charges de personnel, frais assimilés	0,00		0,00
014	Atténuations de produits	0,00		0,00
60	*Achats et variation des stocks (3)*		*0,00*	0,00
65	Autres charges de gestion courante	0,00		0,00
66	Charges financières	0,00	*0,00*	0,00
67	Charges exceptionnelles	0,00	*0,00*	0,00
68	Dot. Amortist, dépréciat°, provisions	0,00	*0,00*	0,00
69	Impôts sur les bénéfices et assimilés (4)	0,00		0,00
71	*Production stockée (ou déstockage) (3)*		*0,00*	0,00
022	Dépenses imprévues	838 000,00		838 000,00
023	*Virement à la section d'investissement*		*-838 000,00*	-838 000,00
	Dépenses d'exploitation – Total	**838 000,00**	***-838 000,00***	**0,00**

+

D 002 RESULTAT REPORTE OU ANTICIPE	**0,00**

=

TOTAL DES DEPENSES D'EXPLOITATION CUMULEES	**0,00**

	INVESTISSEMENT	Opérations réelles (1)	Opérations d'ordre (2)	TOTAL
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	*0,00*	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	*0,00*	0,00
14	*Prov. Réglementées, amort. dérogatoires*		*0,00*	0,00
15	*Provisions pour risques et charges (5)*		*0,00*	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées (sauf 1688 non budgétaire)	0,00	*0,00*	0,00
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie)	0,00		0,00
	Total des opérations d'équipement	0,00		0,00
20	Immobilisations incorporelles (6)	0,00	*0,00*	0,00
21	Immobilisations corporelles (6)	0,00	*0,00*	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation (6)	0,00	*0,00*	0,00
23	Immobilisations en cours (6)	0,00	*0,00*	0,00
26	Participations et créances rattachées	0,00	*0,00*	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	*0,00*	0,00
28	*Amortissement des immobilisations (reprises)*		*0,00*	0,00
29	*Dépréciation des immobilisations*		*0,00*	0,00
39	*Dépréciat° des stocks et en-cours*		*0,00*	0,00
45…	Opérations pour compte de tiers (7)	0,00	*0,00*	0,00
481	*Charges à répartir plusieurs exercices*		*0,00*	0,00
3…	Stocks	0,00	*0,00*	0,00
020	Dépenses imprévues	0,00		0,00
	Dépenses d'investissement – Total	**0,00**	***0,00***	**0,00**

+

D 001 SOLDE D'EXECUTION NEGATIF REPORTE OU ANTICIPE	**0,00**

=

TOTAL DES DEPENSES D'INVESTISSEMENT CUMULEES	**0,00**

(1) Y compris les opérations relatives au rattachement des charges et des produits et les opérations d'ordre semi-budgétaires.

(2) Voir liste des opérations d'ordre.

(3) Permet de retracer les variations de stocks (sauf stocks de marchandises et de fournitures).

(4) Ce chapitre n'existe pas en M. 49.

(5) Si la régie applique le régime des provisions budgétaires.

(6) Hors chapitres « opérations d'équipement ».

(7) Seul le total des opérations pour compte de tiers figure sur cet état (voir le détail Annexe IV A7).

II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET	II
BALANCE GENERALE DU BUDGET	B2

2 – RECETTES (du présent budget + restes à réaliser)

	EXPLOITATION	Opérations réelles (1)	Opérations d'ordre (2)	TOTAL
013	Atténuations de charges	0,00		0,00
60	*Achats et variation des stocks (3)*		*0,00*	0,00
70	Ventes produits fabriqués, prestations	0,00		0,00
71	*Production stockée (ou déstockage) (3)*		*0,00*	0,00
72	*Production immobilisée*		*0,00*	0,00
73	Produits issus de la fiscalité (6)	0,00		0,00
74	Subventions d'exploitation	0,00		0,00
75	Autres produits de gestion courante	0,00		0,00
76	Produits financiers	0,00	*0,00*	0,00
77	Produits exceptionnels	0,00	*0,00*	0,00
78	Reprise amort., dépreciat° et provisions	0,00	*0,00*	0,00
79	*Transferts de charges*		*0,00*	0,00
Recettes d'exploitation – Total		**0,00**	***0,00***	**0,00**

\+

R 002 RESULTAT REPORTE OU ANTICIPE	0,00

=

TOTAL DES RECETTES D'EXPLOITATION CUMULEES	0,00

	INVESTISSEMENT	Opérations réelles (1)	Opérations d'ordre (2)	TOTAL
10	Dotations, fonds divers et réserves (sauf 106)	0,00	*0,00*	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	*0,00*	0,00
14	*Prov. Réglementées, amort. dérogatoires*		*0,00*	0,00
15	*Provisions pour risques et charges (4)*		*0,00*	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées (sauf 1688 non budgétaire)	838 000,00	*0,00*	838 000,00
18	Comptes liaison : affectat° BA, régies	0,00	*0,00*	0,00
20	Immobilisations incorporelles	0,00	*0,00*	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	*0,00*	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	*0,00*	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	*0,00*	0,00
26	Participations et créances rattachées	0,00	*0,00*	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	*0,00*	0,00
28	*Amortissement des immobilisations*		*0,00*	0,00
29	*Dépréciation des immobilisations (4)*		*0,00*	0,00
39	*Dépréciat° des stocks et en-cours (4)*		*0,00*	0,00
45…	Opérations pour compte de tiers (5)	0,00	*0,00*	0,00
481	*Charges à répartir plusieurs exercices*		*0,00*	0,00
3…	Stocks	0,00	*0,00*	0,00
021	*Virement de la section d'exploitation*		*-838 000,00*	-838 000,00
Recettes d'investissement – Total		**838 000,00**	***-838 000,00***	**0,00**

\+

R 001 SOLDE D'EXECUTION POSITIF REPORTE OU ANTICIPE	0,00

\+

AFFECTATION AUX COMPTES 106	0,00

=

TOTAL DES RECETTES D'INVESTISSEMENT CUMULEES	0,00

(1) Y compris les opérations relatives au rattachement des charges et des produits et les opérations d'ordre semi-budgétaires.

(2) Voir liste des opérations d'ordre.

(3) Permet de retracer les variations de stocks (sauf stocks de marchandises et de fournitures).

(4) Si la régie applique le régime des provisions budgétaires.

(5) Seul le total des opérations pour compte de tiers figure sur cet état (voir le détail Annexe IV A7).

(6) Ce chapitre existe uniquement en M. 41, en M. 43 et en M. 44.

III – VOTE DU BUDGET	III
SECTION D'EXPLOITATION – DETAIL DES DEPENSES	A1

Chap / art (1)	Libellé (1)	Budget de l'exercice (2)	Propositions nouvelles (3)	Vote (4)
011	**Charges à caractère général (5) (6)**	**2 603 438,00**	**0,00**	**0,00**
604	Achats d'études, prestations de services	1 714 360,00	0,00	0,00
6061	Fournitures non stockables (eau, énergie	88 985,00	0,00	0,00
6063	Fournitures entretien et petit équipt	7 448,00	0,00	0,00
6135	Locations mobilières	500,00	0,00	0,00
61521	Entretien, réparations bâtiments publics	5 000,00	0,00	0,00
61523	Entretien, réparations réseaux	3 000,00	0,00	0,00
61558	Entretien autres biens mobiliers	12 420,00	0,00	0,00
617	Etudes et recherches	144 875,00	0,00	0,00
618	Divers	350 000,00	0,00	0,00
6226	Honoraires	15 000,00	0,00	0,00
6256	Missions	1 000,00	0,00	0,00
6262	Frais de télécommunications	10 000,00	0,00	0,00
6281	Concours divers (cotisations)	3 850,00	0,00	0,00
6287	Remboursements de frais	125 000,00	0,00	0,00
63512	Taxes foncières	12 000,00	0,00	0,00
6356	Redevances occupat° domaine public	48 000,00	0,00	0,00
6378	Autres taxes et redevances	62 000,00	0,00	0,00
012	**Charges de personnel, frais assimilés**	**266 400,00**	**0,00**	**0,00**
6215	Personnel affecté par CL de rattachement	39 400,00	0,00	0,00
6414	Indemnités et avantages divers	227 000,00	0,00	0,00
014	**Atténuations de produits (7)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
65	**Autres charges de gestion courante**	**154 124,00**	**0,00**	**0,00**
651	Redevances pour licences, logiciels, ...	10 000,00	0,00	0,00
6541	Créances admises en non-valeur	100 000,00	0,00	0,00
6542	Créances éteintes	44 124,00	0,00	0,00
TOTAL = DEPENSES DE GESTION DES SERVICES (a) = (011 + 012 + 014 + 65)		**3 023 962,00**	**0,00**	**0,00**
66	**Charges financières (b) (8)**	**460 000,00**	**0,00**	**0,00**
66111	Intérêts réglés à l'échéance	460 000,00	0,00	0,00
67	**Charges exceptionnelles (c)**	**50 000,00**	**0,00**	**0,00**
678	Autres charges exceptionnelles	50 000,00	0,00	0,00
68	**Dotations aux provisions et dépréciat° (d) (9)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
69	**Impôts sur les bénéfices et assimilés (e) (10)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
022	**Dépenses imprévues (f)**	**300 000,00**	**838 000,00**	**838 000,00**
TOTAL DES DEPENSES REELLES = a + b + c + d + e + f		**3 833 962,00**	**838 000,00**	**838 000,00**
023	***Virement à la section d'investissement***	***2 004 332,32***	***-838 000,00***	***-838 000,00***
042	***Opérat° ordre transfert entre sections (11) (12)***	***3 000 000,00***	***0,00***	***0,00***
6811	*Dot. amort. Immos incorp. et corporelles*	*3 000 000,00*	*0,00*	*0,00*
TOTAL DES PRELEVEMENTS AU PROFIT DE LA SECTION D'INVESTISSEMENT		***5 004 332,32***	***-838 000,00***	***-838 000,00***
043	***Opérat° ordre intérieur de la section***	**0,00**	**0,00**	**0,00**
TOTAL DES DEPENSES D'ORDRE		***5 004 332,32***	***-838 000,00***	***-838 000,00***
TOTAL DES DEPENSES D'EXPLOITATION DE L'EXERCICE (= Total des opérations réelles et d'ordre)		**8 838 294,32**	**0,00**	**0,00**

+

RESTES A REALISER N-1 (13)	**0,00**

+

D 002 RESULTAT REPORTE OU ANTICIPE (13)	**0,00**

=

TOTAL DES DEPENSES D'EXPLOITATION CUMULEES	**0,00**

Détail du calcul des ICNE au compte 66112 (8)

Montant des ICNE de l'exercice	0,00
- Montant des ICNE de l'exercice N-1	0,00
= Différence ICNE N – ICNE N-1	0,00

(1) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes appliqué par la commune ou l'établissement.

(2) cf. Modalités de vote I.

(3) Hors restes à réaliser.

(4) Le vote de l'organe délibérant porte uniquement sur les propositions nouvelles.

(5) Le compte 621 est retracé au sein du chapitre 012.

(6) Le compte 634 est uniquement ouvert en M. 41.

(7) Le compte 739 est uniquement ouvert en M. 43 et en M. 44.

(8) Le montant des ICNE de l'exercice correspond au montant de l'étape en cours cumulé aux crédits de l'exercice. Si le montant des ICNE de l'exercice est inférieur au montant de l'exercice N-1, le montant du compte 66112 sera négatif.

(9)Si la régie applique le régime des provisions semi-budgétaires, ainsi que pour la dotation aux dépréciations des stocks de fournitures et de marchandises, des créances et des valeurs mobilières de placement, aux dépréciations des comptes de tiers et aux dépréciations des comptes financiers.

(10) Ce chapitre n'existe pas en M. 49.

(11) Cf. définitions du chapitre des opérations d'ordre, *DE 042 = RI 040.*

(12) Le compte 6815 peut figurer dans le détail du chapitre 042 si la régie applique le régime des provisions budgétaires.

(13) Inscrire en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent (après vote du compte administratif ou si reprise anticipée des résultats).

III – VOTE DU BUDGET — III

SECTION D'EXPLOITATION – DETAIL DES RECETTES — A2

Chap / art (1)	Libellé (1)	Budget de l'exercice (2)	Propositions nouvelles (3)	Vote (4)
013	**Atténuations de charges (5)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
70	**Ventes produits fabriqués, prestations**	**5 477 264,00**	**0,00**	**0,00**
70611	Redevance d'assainissement collectif	5 380 264,00	0,00	0,00
706121	Redevance modernisation des réseaux	62 000,00	0,00	0,00
70613	Participations assainissement collectif	25 000,00	0,00	0,00
7071	Compteurs	10 000,00	0,00	0,00
73	**Produits issus de la fiscalité (6)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
74	**Subventions d'exploitation**	**10 988,00**	**0,00**	**0,00**
748	Autres subventions d'exploitation	10 988,00	0,00	0,00
75	**Autres produits de gestion courante**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
	TOTAL = RECETTES DE GESTION DES SERVICES (a) = 013 + 70 + 73 + 74 + 75	**5 488 252,00**	**0,00**	**0,00**
76	**Produits financiers (b)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
77	**Produits exceptionnels (c)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
78	**Reprises sur provisions et dépréciations (d) (7)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
	TOTAL DES RECETTES REELLES = a + b + c + d	**5 488 252,00**	**0,00**	**0,00**
042	***Opérat° ordre transfert entre sections (8) (9)***	***950 000,00***	***0,00***	***0,00***
777	*Quote-part subv invest transf cpte résul*	*950 000,00*	*0,00*	*0,00*
043	***Opérat° ordre intérieur de la section (8)***	***0,00***	***0,00***	***0,00***
	TOTAL DES RECETTES D'ORDRE	***950 000,00***	***0,00***	***0,00***
	TOTAL DES RECETTES D'EXPLOITATION DE L'EXERCICE (= Total des opérations réelles et d'ordre)	**6 438 252,00**	**0,00**	**0,00**

\+

RESTES A REALISER N-1 (10)	**0,00**

\+

R 002 RESULTAT REPORTE OU ANTICIPE (10)	**0,00**

=

TOTAL DES RECETTES D'EXPLOITATION CUMULEES	**0,00**

Détail du calcul des ICNE au compte 7622 (11)

Montant des ICNE de l'exercice	0,00
- Montant des ICNE de l'exercice N-1	0,00
= Différence ICNE N – ICNE N-1	0,00

(1) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes appliqué par la régie.

(2) cf. Modalités de vote I.

(3) Hors restes à réaliser.

(4) Le vote de l'assemblée porte uniquement sur les propositions nouvelles.

(5) Le compte 699 n'existe pas en M. 49.

(6) Ce chapitre existe uniquement en M. 41, M. 43 et M. 44.

(7)Si la régie applique le régime des provisions semi-budgétaires, ainsi que pour la dotation aux dépréciations des stocks de fournitures et de marchandises, des créances et des valeurs mobilières de placement, aux dépréciations des comptes de tiers et aux dépréciations des comptes financiers.

(8) Cf. définitions du chapitre des opérations d'ordre, *RE 042 = DI 040, RE 043 = DE 043.*

(9) Le compte 7815 peut figurer dans le détail du chapitre 042 si la régie applique le régime des provisions budgétaires.

(10) Inscrire en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent (après vote du compte administratif ou si reprise anticipée des résultats).

(11) Le montant des ICNE de l'exercice correspond au montant de l'étape en cours cumulé aux crédits de l'exercice. Si le montant des ICNE de l'exercice est inférieur au montant de l'exercice N-1, le montant du compte 7622 sera négatif.

III – VOTE DU BUDGET — III

SECTION D'INVESTISSEMENT – DETAIL DES DEPENSES — B1

Chap / art (1)	Libellé (1)	Budget de l'exercice (2)	Propositions nouvelles (3)	Vote (4)
20	**Immobilisations incorporelles (hors opérations)**	**1 687 979,00**	**0,00**	**0,00**
2031	Frais d'études	1 682 979,00	0,00	0,00
2033	Frais d'insertion	5 000,00	0,00	0,00
21	**Immobilisations corporelles (hors opérations)**	**451 781,00**	**0,00**	**0,00**
2111	Terrains nus	10 000,00	0,00	0,00
21532	Réseaux d'assainissement	437 325,00	0,00	0,00
21562	Service d'assainissement	4 456,00	0,00	0,00
22	**Immobilisations reçues en affectation (hors opérations)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
23	**Immobilisations en cours (hors opérations)**	**4 444 096,00**	**0,00**	**0,00**
2313	Constructions	60 000,00	0,00	0,00
2315	Installat°, matériel et outillage techni	4 384 096,00	0,00	0,00
2002	**Opération d'équipement n° 2002 (5)**	**4 000,00**	**0,00**	**0,00**
2005	**Opération d'équipement n° 2005 (5)**	**87 000,00**	**0,00**	**0,00**
2006	**Opération d'équipement n° 2006 (5)**	**58 000,00**	**0,00**	**0,00**
2007	**Opération d'équipement n° 2007 (5)**	**24 000,00**	**0,00**	**0,00**
2008	**Opération d'équipement n° 2008 (5)**	**117 000,00**	**0,00**	**0,00**
2009	**Opération d'équipement n° 2009 (5)**	**96 000,00**	**0,00**	**0,00**
2010	**Opération d'équipement n° 2010 (5)**	**137 000,00**	**0,00**	**0,00**
	Total des dépenses d'équipement	**7 106 856,00**	**0,00**	**0,00**
10	**Dotations, fonds divers et réserves**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
13	**Subventions d'investissement**	**408,00**	**0,00**	**0,00**
13111	Subv. équipt Agence de l'eau	408,00	0,00	0,00
16	**Emprunts et dettes assimilées**	**1 800 606,00**	**0,00**	**0,00**
1641	Emprunts en euros	1 800 606,00	0,00	0,00
18	**Compte de liaison : affectat° (BA,régie)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
26	**Participat° et créances rattachées**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
27	**Autres immobilisations financières**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
020	**Dépenses imprévues**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
	Total des dépenses financières	**1 801 014,00**	**0,00**	**0,00**
45810	DEPENSES (A SUBDIVISER PAR OPERATION) (6)	946 327,00	0,00	0,00
	Total des dépenses d'opérations pour compte de tiers	**946 327,00**	**0,00**	**0,00**
	TOTAL DEPENSES REELLES	**9 854 197,00**	**0,00**	**0,00**
040	***Opérat° ordre transfert entre sections (7) (8)***	***950 000,00***	***0,00***	***0,00***
	Reprises sur autofinancement antérieur	***950 000,00***	***0,00***	***0,00***
139111	*Sub. équipt cpte résult. Agence de l'eau*	*950 000,00*	*0,00*	*0,00*
	Charges transférées	***0,00***	***0,00***	***0,00***
041	***Opérations patrimoniales (9)***	***600 000,00***	***0,00***	***0,00***
2315	*Installat°, matériel et outillage techni*	*600 000,00*	*0,00*	*0,00*
	TOTAL DEPENSES D'ORDRE	***1 550 000,00***	***0,00***	***0,00***
	TOTAL DES DEPENSES D'INVESTISSEMENT DE L'EXERCICE (= Total des dépenses réelles et d'ordre)	**11 404 197,00**	**0,00**	**0,00**

+

RESTES A REALISER N-1 (10)	**0,00**

+

D 001 SOLDE D'EXECUTION NEGATIF REPORTE OU ANTICIPE (10)	**0,00**

=

TOTAL DES DEPENSES D'INVESTISSEMENT CUMULEES	**0,00**

(1) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes appliqué par la régie.

(2) cf. Modalités de vote, I.

(3) Hors restes à réaliser.

(4) Le vote de l'organe délibérant porte uniquement sur les propositions nouvelles.

(5) Voir état III B 3 pour le détail des opérations d'équipement.

(6) Voir annexe IV A7 pour le détail des opérations pour compte de tiers.

(7) Cf. définitions du chapitre des opérations d'ordre, *DI 040 = RE 042.*

(8) Le compte 15…2 peut figurer dans le détail du chapitre 042 si la régie applique le régime des provisions budgétaires.

(9) Cf. définitions du chapitre des opérations d'ordre, *DI 041 = RI 041.*

(10) Inscrire en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent (après vote du compte administratif ou si reprise anticipée des résultats).

III – VOTE DU BUDGET — III

SECTION D'INVESTISSEMENT – DETAIL DES RECETTES — B2

Chap / art (1)	Libellé (1)	Budget de l'exercice (2)	Propositions nouvelles (3)	Vote (4)
13	**Subventions d'investissement**	**3 412 444,00**	**0,00**	**0,00**
13111	Subv. équipt Agence de l'eau	2 514 426,00	0,00	0,00
13118	Autres Subv. Équipt Etat	898 018,00	0,00	0,00
16	**Emprunts et dettes assimilées (hors 165)**	**362 068,73**	**838 000,00**	**838 000,00**
1641	Emprunts en euros	362 068,73	838 000,00	838 000,00
20	**Immobilisations incorporelles**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
21	**Immobilisations corporelles**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
22	**Immobilisations reçues en affectation**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
23	**Immobilisations en cours**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
	Total des recettes d'équipement	**3 774 512,73**	**838 000,00**	**838 000,00**
10	**Dotations, fonds divers et réserves**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
165	**Dépôts et cautionnements reçus**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
18	**Compte de liaison : affectat° (BA,régie)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
26	**Participat° et créances rattachées**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
27	**Autres immobilisations financières**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
	Total des recettes financières	**0,00**	**0,00**	**0,00**
45820	RECETTES (A SUBDIVISER PAR OPERATION) (5)	946 327,00	0,00	0,00
	Total des recettes d'opérations pour compte de tiers	**946 327,00**	**0,00**	**0,00**
	TOTAL RECETTES REELLES	**4 720 839,73**	**838 000,00**	**838 000,00**
021	***Virement de la section d'exploitation***	***2 004 332,32***	***-838 000,00***	***-838 000,00***
040	***Opérat° ordre transfert entre sections (6) (7)***	***3 000 000,00***	***0,00***	***0,00***
281532	*Réseaux d'assainissement*	*3 000 000,00*	*0,00*	*0,00*
	TOTAL DES PRELEVEMENTS PROVENANT DE LA SECTION D'EXPLOITATION	***5 004 332,32***	***-838 000,00***	***-838 000,00***
041	***Opérations patrimoniales (8)***	***600 000,00***	***0,00***	***0,00***
238	*Avances commandes immo. incorp.*	*600 000,00*	*0,00*	*0,00*
	TOTAL RECETTES D'ORDRE	***5 604 332,32***	***-838 000,00***	***-838 000,00***
	TOTAL DES RECETTES D'INVESTISSEMENT DE L'EXERCICE (= Total des recettes réelles et d'ordre)	**10 325 172,05**	**0,00**	**0,00**

+

RESTES A REALISER N-1 (9)	**0,00**

+

R 001 SOLDE D'EXECUTION POSITIF REPORTE OU ANTICIPE (9)	**0,00**

=

TOTAL DES RECETTES D'INVESTISSEMENT CUMULEES	**0,00**

(1) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes appliqué par la régie.

(2) cf. Modalités de vote, I.

(3) Hors restes à réaliser.

(4) Le vote de l'organe délibérant porte uniquement sur les propositions nouvelles.

(5) Voir annexe IV A7 pour le détail des opérations pour compte de tiers.

(6) Cf. définitions du chapitre des opérations d'ordre, R*I 040 = DE 042.*

(7) Le compte 15…2 peut figurer dans le détail du chapitre 042 si la régie applique le régime des provisions budgétaires.

(8) Cf. définitions du chapitre des opérations d'ordre, D*I 041 = RI 041.*

(9) Inscrire en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent (après vote du compte administratif ou si reprise anticipée des résultats).

III – VOTE DU BUDGET	III
DETAIL DES CHAPITRES D'OPERATION D'EQUIPEMENT	B3

OPERATION D'EQUIPEMENT N°: 0 (1)
LIBELLE : DEPENSES (A SUBDIVISER PAR OPERATION)

Pour information

Art. (2)	Libellé (2)	Réalisations cumulées au 01/01/N	Restes à réaliser N-1 (3)(5)	Propositions nouvelles (4)	Vote (4)	Montant pour information (5)
DEPENSES		0,00	a 0,00	0,00	b 0,00	b 0,00
20	Immobilisations incorporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

RECETTES (répartition) (Pour information)		Restes à réaliser N-1 (3)	Recettes de l'exercice
TOTAL RECETTES AFFECTEES		c 0,00	d 0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00

RESULTAT = (c+d) – (a+b) Excédent de financement si positif Besoin de financement si négatif	0,00

(1) Ouvrir un cadre par opération.

(2) Détailler les articles conformément au plan de comptes appliqué par la régie.

(3) A remplir uniquement en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent, soit après le vote du compte administratif, soit en cas de reprise anticipée des résultats.

(4) Lorsque l'opération d'équipement constitue un chapitre faisant l'objet d'un vote, ces deux colonnes sont renseignées. Dans ce cas, le vote de l'assemblée porte uniquement sur les propositions nouvelles.

(5) Lorsque l'opération d'équipement est présentée pour information, seules ces deux colonnes sont renseignées.

III – VOTE DU BUDGET	III
DETAIL DES CHAPITRES D'OPERATION D'EQUIPEMENT	B3

OPERATION D'EQUIPEMENT N°: 2002 (1)
LIBELLE : ASSAINISSEMENT ORMES SENTIER VOSVES APPOIGNY

Pour vote

Art. (2)	Libellé (2)	Réalisations cumulées au 01/01/N	Restes à réaliser N-1 (3)(5)	Propositions nouvelles (4)	Vote (4)	Montant pour information (5)
DEPENSES		0,00	a 0,00	0,00	b 0,00	b 0,00
20	Immobilisations incorporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2031	Frais d'études	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

RECETTES (répartition) (Pour information)		Restes à réaliser N-1 (3)	Recettes de l'exercice
TOTAL RECETTES AFFECTEES		c 0,00	d 0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00

RESULTAT = (c+d) – (a+b) Excédent de financement si positif Besoin de financement si négatif	0,00

(1) Ouvrir un cadre par opération.

(2) Détailler les articles conformément au plan de comptes appliqué par la régie.

(3) A remplir uniquement en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent, soit après le vote du compte administratif, soit en cas de reprise anticipée des résultats.

(4) Lorsque l'opération d'équipement constitue un chapitre faisant l'objet d'un vote, ces deux colonnes sont renseignées. Dans ce cas, le vote de l'assemblée porte uniquement sur les propositions nouvelles.

(5) Lorsque l'opération d'équipement est présentée pour information, seules ces deux colonnes sont renseignées.

III – VOTE DU BUDGET	III
DETAIL DES CHAPITRES D'OPERATION D'EQUIPEMENT	B3

OPERATION D'EQUIPEMENT N°: 2005 (1)
LIBELLE : ASSAINISSEMENT CREATION STEP EXT RESEAU LINDRY

Pour vote

Art. (2)	Libellé (2)	Réalisations cumulées au 01/01/N	Restes à réaliser N-1 (3)(5)	Propositions nouvelles (4)	Vote (4)	Montant pour information (5)
DEPENSES		0,00	a 0,00	0,00	b 0,00	b 0,00
20	**Immobilisations incorporelles**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
2031	Frais d'études	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	**Immobilisations corporelles**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
22	**Immobilisations reçues en affectation**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
23	**Immobilisations en cours**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
2315	Installat°, matériel et outillage techni	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

RECETTES (répartition) (Pour information)		Restes à réaliser N-1 (3)	Recettes de l'exercice
TOTAL RECETTES AFFECTEES		c 0,00	d 0,00
13	**Subventions d'investissement**	**0,00**	**0,00**
16	**Emprunts et dettes assimilées**	**0,00**	**0,00**
20	**Immobilisations incorporelles**	**0,00**	**0,00**
21	**Immobilisations corporelles**	**0,00**	**0,00**
22	**Immobilisations reçues en affectation**	**0,00**	**0,00**
23	**Immobilisations en cours**	**0,00**	**0,00**

RESULTAT = (c+d) – (a+b) **Excédent de financement si positif** **Besoin de financement si négatif**	**0,00**

(1) Ouvrir un cadre par opération.

(2) Détailler les articles conformément au plan de comptes appliqué par la régie.

(3) A remplir uniquement en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent, soit après le vote du compte administratif, soit en cas de reprise anticipée des résultats.

(4) Lorsque l'opération d'équipement constitue un chapitre faisant l'objet d'un vote, ces deux colonnes sont renseignées. Dans ce cas, le vote de l'assemblée porte uniquement sur les propositions nouvelles.

(5) Lorsque l'opération d'équipement est présentée pour information, seules ces deux colonnes sont renseignées.

III – VOTE DU BUDGET	III
DETAIL DES CHAPITRES D'OPERATION D'EQUIPEMENT	B3

OPERATION D'EQUIPEMENT N°: 2006 (1)
LIBELLE : ASSAINISSEMENT MISE EN SEPRATIF QUENNE

Pour vote

Art. (2)	Libellé (2)	Réalisations cumulées au 01/01/N	Restes à réaliser N-1 (3)(5)	Propositions nouvelles (4)	Vote (4)	Montant pour information (5)
DEPENSES		0,00	a 0,00	0,00	b 0,00	b 0,00
20	**Immobilisations incorporelles**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
2031	Frais d'études	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	**Immobilisations corporelles**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
22	**Immobilisations reçues en affectation**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
23	**Immobilisations en cours**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
2315	Installat°, matériel et outillage techni	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

RECETTES (répartition) (Pour information)		Restes à réaliser N-1 (3)	Recettes de l'exercice
TOTAL RECETTES AFFECTEES		c 0,00	d 0,00
13	**Subventions d'investissement**	**0,00**	**0,00**
16	**Emprunts et dettes assimilées**	**0,00**	**0,00**
20	**Immobilisations incorporelles**	**0,00**	**0,00**
21	**Immobilisations corporelles**	**0,00**	**0,00**
22	**Immobilisations reçues en affectation**	**0,00**	**0,00**
23	**Immobilisations en cours**	**0,00**	**0,00**

RESULTAT = (c+d) – (a+b) **Excédent de financement si positif** **Besoin de financement si négatif**	**0,00**

(1) Ouvrir un cadre par opération.

(2) Détailler les articles conformément au plan de comptes appliqué par la régie.

(3) A remplir uniquement en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent, soit après le vote du compte administratif, soit en cas de reprise anticipée des résultats.

(4) Lorsque l'opération d'équipement constitue un chapitre faisant l'objet d'un vote, ces deux colonnes sont renseignées. Dans ce cas, le vote de l'assemblée porte uniquement sur les propositions nouvelles.

(5) Lorsque l'opération d'équipement est présentée pour information, seules ces deux colonnes sont renseignées.

III – VOTE DU BUDGET	III
DETAIL DES CHAPITRES D'OPERATION D'EQUIPEMENT	B3

OPERATION D'EQUIPEMENT N°: 2007 (1)
LIBELLE : CREATION STEP VAUX

Pour vote

Art. (2)	Libellé (2)	Réalisations cumulées au 01/01/N	Restes à réaliser N-1 (3)(5)	Propositions nouvelles (4)	Vote (4)	Montant pour information (5)
DEPENSES		0,00	a 0,00	0,00	b 0,00	b 0,00
20	Immobilisations incorporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2031	Frais d'études	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

RECETTES (répartition) (Pour information)		Restes à réaliser N-1 (3)	Recettes de l'exercice
TOTAL RECETTES AFFECTEES		c 0,00	d 0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00

RESULTAT = (c+d) – (a+b) Excédent de financement si positif Besoin de financement si négatif	0,00

(1) Ouvrir un cadre par opération.

(2) Détailler les articles conformément au plan de comptes appliqué par la régie.

(3) A remplir uniquement en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent, soit après le vote du compte administratif, soit en cas de reprise anticipée des résultats.

(4) Lorsque l'opération d'équipement constitue un chapitre faisant l'objet d'un vote, ces deux colonnes sont renseignées. Dans ce cas, le vote de l'assemblée porte uniquement sur les propositions nouvelles.

(5) Lorsque l'opération d'équipement est présentée pour information, seules ces deux colonnes sont renseignées.

III – VOTE DU BUDGET	III
DETAIL DES CHAPITRES D'OPERATION D'EQUIPEMENT	B3

OPERATION D'EQUIPEMENT N°: 2008 (1)
LIBELLE : ASSAINISSEMENT REHABILITATION RESEAU VINCELLES

Pour vote

Art. (2)	Libellé (2)	Réalisations cumulées au 01/01/N	Restes à réaliser N-1 (3)(5)	Propositions nouvelles (4)	Vote (4)	Montant pour information (5)
DEPENSES		0,00	a 0,00	0,00	b 0,00	b 0,00
20	**Immobilisations incorporelles**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
2031	Frais d'études	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	**Immobilisations corporelles**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
22	**Immobilisations reçues en affectation**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
23	**Immobilisations en cours**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
2315	Installat°, matériel et outillage techni	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

RECETTES (répartition) (Pour information)		Restes à réaliser N-1 (3)	Recettes de l'exercice
TOTAL RECETTES AFFECTEES		c 0,00	d 0,00
13	**Subventions d'investissement**	**0,00**	**0,00**
16	**Emprunts et dettes assimilées**	**0,00**	**0,00**
20	**Immobilisations incorporelles**	**0,00**	**0,00**
21	**Immobilisations corporelles**	**0,00**	**0,00**
22	**Immobilisations reçues en affectation**	**0,00**	**0,00**
23	**Immobilisations en cours**	**0,00**	**0,00**

RESULTAT = (c+d) – (a+b) **Excédent de financement si positif** **Besoin de financement si négatif**	**0,00**

(1) Ouvrir un cadre par opération.

(2) Détailler les articles conformément au plan de comptes appliqué par la régie.

(3) A remplir uniquement en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent, soit après le vote du compte administratif, soit en cas de reprise anticipée des résultats.

(4) Lorsque l'opération d'équipement constitue un chapitre faisant l'objet d'un vote, ces deux colonnes sont renseignées. Dans ce cas, le vote de l'assemblée porte uniquement sur les propositions nouvelles.

(5) Lorsque l'opération d'équipement est présentée pour information, seules ces deux colonnes sont renseignées.

III – VOTE DU BUDGET	III
DETAIL DES CHAPITRES D'OPERATION D'EQUIPEMENT	B3

OPERATION D'EQUIPEMENT N°: 2009 (1)
LIBELLE : ASSAINISSEMENT MISE EN CONFORMITE STEP GY LEVEQUE

Pour vote

Art. (2)	Libellé (2)	Réalisations cumulées au 01/01/N	Restes à réaliser N-1 (3)(5)	Propositions nouvelles (4)	Vote (4)	Montant pour information (5)
DEPENSES		0,00	a 0,00	0,00	b 0,00	b 0,00
20	**Immobilisations incorporelles**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
2031	Frais d'études	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	**Immobilisations corporelles**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
22	**Immobilisations reçues en affectation**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
23	**Immobilisations en cours**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
2315	Installat°, matériel et outillage techni	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

RECETTES (répartition) (Pour information)		Restes à réaliser N-1 (3)	Recettes de l'exercice
TOTAL RECETTES AFFECTEES		c 0,00	d 0,00
13	**Subventions d'investissement**	**0,00**	**0,00**
16	**Emprunts et dettes assimilées**	**0,00**	**0,00**
20	**Immobilisations incorporelles**	**0,00**	**0,00**
21	**Immobilisations corporelles**	**0,00**	**0,00**
22	**Immobilisations reçues en affectation**	**0,00**	**0,00**
23	**Immobilisations en cours**	**0,00**	**0,00**

RESULTAT = (c+d) – (a+b) **Excédent de financement si positif** **Besoin de financement si négatif**	**0,00**

(1) Ouvrir un cadre par opération.

(2) Détailler les articles conformément au plan de comptes appliqué par la régie.

(3) A remplir uniquement en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent, soit après le vote du compte administratif, soit en cas de reprise anticipée des résultats.

(4) Lorsque l'opération d'équipement constitue un chapitre faisant l'objet d'un vote, ces deux colonnes sont renseignées. Dans ce cas, le vote de l'assemblée porte uniquement sur les propositions nouvelles.

(5) Lorsque l'opération d'équipement est présentée pour information, seules ces deux colonnes sont renseignées.

III – VOTE DU BUDGET	III
DETAIL DES CHAPITRES D'OPERATION D'EQUIPEMENT	B3

OPERATION D'EQUIPEMENT N°: 2010 (1)
LIBELLE : ASSAINISSEMENT CREATION SYSTEME EPURATION CHITRY

Pour vote

Art. (2)	Libellé (2)	Réalisations cumulées au 01/01/N	Restes à réaliser N-1 (3)(5)	Propositions nouvelles (4)	Vote (4)	Montant pour information (5)
DEPENSES		0,00	a 0,00	0,00	b 0,00	b 0,00
20	**Immobilisations incorporelles**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
2031	Frais d'études	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	**Immobilisations corporelles**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
22	**Immobilisations reçues en affectation**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
23	**Immobilisations en cours**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
2315	Installat°, matériel et outillage techni	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

RECETTES (répartition) (Pour information)		Restes à réaliser N-1 (3)	Recettes de l'exercice
TOTAL RECETTES AFFECTEES		c 0,00	d 0,00
13	**Subventions d'investissement**	**0,00**	**0,00**
16	**Emprunts et dettes assimilées**	**0,00**	**0,00**
20	**Immobilisations incorporelles**	**0,00**	**0,00**
21	**Immobilisations corporelles**	**0,00**	**0,00**
22	**Immobilisations reçues en affectation**	**0,00**	**0,00**
23	**Immobilisations en cours**	**0,00**	**0,00**

RESULTAT = (c+d) – (a+b) **Excédent de financement si positif** **Besoin de financement si négatif**	**0,00**

(1) Ouvrir un cadre par opération.

(2) Détailler les articles conformément au plan de comptes appliqué par la régie.

(3) A remplir uniquement en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent, soit après le vote du compte administratif, soit en cas de reprise anticipée des résultats.

(4) Lorsque l'opération d'équipement constitue un chapitre faisant l'objet d'un vote, ces deux colonnes sont renseignées. Dans ce cas, le vote de l'assemblée porte uniquement sur les propositions nouvelles.

(5) Lorsque l'opération d'équipement est présentée pour information, seules ces deux colonnes sont renseignées.

IV – ANNEXES

ELEMENTS DU BILAN – ETAT DE LA DETTE – REPARTITION PAR NATURE DE DETTE

IV

A1.2

A1.2 – REPARTITION PAR NATURE DE DETTE (hors 16449 et 166)

Nature (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat)	Emprunts et dettes à l'origine du contrat													
								Taux initial						
	Organisme prêteur ou chef de file	Date de signature	Date d'émission ou date de mobilisation (1)	Date du premier rembour-sement	Nominal (2)	Type de taux d'intérêt (3)	Index (4)	Niveau de taux (5)	Taux actuariel	Devise	Pério-dicité des rembour-sements (6)	Profil d'amor-tissement (7)	Possibilité de rembour-sement anticipé O/N	Caté-gorie d'em-prunt (8)
163 Emprunts obligataires (Total)					**0,00**									
164 Emprunts auprès d'établissement de crédit (Total)					**13 293 818,74**									
1641 Emprunts en euros (total)					11 836 318,74									
201204 - AN096685	CAISSE D'EPARGNE	28/12/2012	01/01/2020	10/01/2020	367 109,19	F	Taux fixe à 3.37 %	3,370	3,410	EUR	T	P	O	A-1
201502 - MON503118EUR	SFIL CAFFIL	06/05/2015	01/01/2020	01/03/2020	1 008 095,54	F	Taux fixe à 1.4 %	1,400	1,410	EUR	T	P	O	A-1
2019-01 CHA 5780655	CAISSE D'EPARGNE	25/08/2019	01/01/2020	25/02/2020	148 324,55	F	Taux fixe à 1.12 %	1,120	1,120	EUR	T	P	O	A-1
2019-02 COU 3420058	CAISSE D'EPARGNE	06/03/2000	01/01/2020	25/03/2020	15 748,12	F	Taux fixe à 5.9 %	5,900	6,030	EUR	T	P	O	A-1
2019-03 CHA 3455016	CAISSE D'EPARGNE	25/12/2005	01/01/2020	25/12/2020	61 952,17	F	Taux fixe à 3.43 %	3,430	3,430	EUR	A	P	O	A-1
2019-04 IRA 3468490	CAISSE D'EPARGNE	12/07/2006	01/01/2020	25/05/2020	65 031,55	F	Taux fixe à 3.9 %	3,900	3,900	EUR	A	P	O	A-1
2019-05 SIV 3493477	CAISSE D'EPARGNE	23/07/2007	01/01/2020	25/01/2020	69 196,75	F	Taux fixe à 4.62 %	4,620	4,620	EUR	A	P	O	A-1
2019-06 SIV 3514699	CAISSE D'EPARGNE	16/01/2009	01/01/2020	25/04/2020	5 145,66	F	Taux fixe à 4.83 %	4,830	4,830	EUR	A	P	O	A-1
2019-07 SIE 8672604	CAISSE D'EPARGNE	25/08/2010	01/01/2020	25/02/2020	1 075 000,00	F	Taux fixe à 3.43 %	3,430	3,470	EUR	T	C	O	A-1
2019-08 CHE 8700992	CAISSE D'EPARGNE	25/07/2010	01/01/2020	25/07/2020	114 022,71	F	Taux fixe à 3.68 %	3,680	3,680	EUR	A	P	O	A-1
2019-09 ESC 8916769	CAISSE D'EPARGNE	25/10/2011	01/01/2020	25/01/2020	4 681,05	F	Taux fixe à 4.12 %	4,120	4,180	EUR	T	P	O	A-1
2019-10 MON 9476504	CAISSE D'EPARGNE	05/12/2014	01/01/2020	25/03/2020	134 855,30	F	Taux fixe à 2.42 %	2,420	2,440	EUR	T	P	O	A-1
2019-11 ESCO 9564735	CAISSE D'EPARGNE	15/09/2014	01/01/2020	15/09/2020	68 370,52	F	Taux fixe à 1.52 %	1,520	1,520	EUR	A	P	O	A-1
2019-12 CHA 98334664	CAISSE D'EPARGNE	25/12/2016	01/01/2020	25/03/2020	112 819,97	F	Taux fixe à 0.49 %	0,490	0,490	EUR	T	P	O	A-1
2019-13 STB 9943257	CAISSE D'EPARGNE	16/05/2017	01/01/2020	25/02/2020	26 381,33	F	Taux fixe à 1.77 %	1,770	1,780	EUR	T	P	O	A-1
2019-14 SIE AN096790	CAISSE D'EPARGNE	13/11/2013	01/01/2020	25/03/2020	2 408 999,98	F	Taux fixe à 3.62 %	3,620	3,620	EUR	A	C	O	A-1

Nature (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat)	Emprunts et dettes à l'origine du contrat													
								Taux initial						
	Organisme prêteur ou chef de file	Date de signature	Date d'émission ou date de mobilisation (1)	Date du premier rembour-sement	Nominal (2)	Type de taux d'intérêt (3)	Index (4)	Niveau de taux (5)	Taux actuariel	Devise	Péri-odicité des rembour-sements (6)	Profil d'amor-tissement (7)	Possibilité de rembour-sement anticipé O/N	Caté-gorie d'em-prunt (8)
2019-15 COU AR095793	CAISSE D'EPARGNE	05/06/2003	01/01/2020	25/01/2020	36 582,14	F	Taux fixe à 4.5 %	4,500	4,500	EUR	A	P	O	A-1
2019-16 SIE MIN261693EUR	DEXIA CL	18/08/2008	01/01/2020	02/01/2020	980 754,09	F	Taux fixe à 5.12 %	5,120	5,240	EUR	M	P	O	A-1
2019-27 VAL 1608183	CREDIT AGRICOLE	29/07/2011	01/01/2020	21/02/2020	350 763,76	F	Taux fixe à 4.42 %	4,420	4,490	EUR	T	P	O	A-1
2019-29 CHE MON233230EUR	SFIL CAFFIL	01/01/2006	01/01/2020	01/01/2021	311 540,72	F	Taux fixe à 3.86 %	3,860	3,860	EUR	A	P	O	A-1
2019-30 CHE MON205384EUR	SFIL CAFFIL	01/01/2008	01/01/2020	01/04/2020	17 205,28	F	Taux fixe à 4.86 %	4,860	4,950	EUR	T	P	O	A-1
2019-39 AUG 1346491	CREDIT AGRICOLE	18/03/2009	01/01/2020	30/06/2020	42 884,75	F	Taux fixe à 4.25 %	4,250	4,250	EUR	A	P	O	A-1
2019-40 STB 1467087	CREDIT AGRICOLE	18/06/2010	01/01/2020	10/01/2020	341 890,15	F	Taux fixe à 3.68 %	3,680	3,680	EUR	A	P	O	A-1
2019-41 IRA 1060078	CREDIT AGRICOLE	15/05/2006	01/01/2020	15/02/2020	82 343,76	F	Taux fixe à 3.86 %	3,860	3,920	EUR	T	P	O	A-1
2019-42 ESCO 1165777	CREDIT AGRICOLE	05/04/2007	01/01/2020	06/01/2020	45 000,00	F	Taux fixe à 4.34 %	4,340	4,410	EUR	T	C	O	A-1
2019-69 SAE 07080403	BANQUE POPULAIRE	13/04/2007	01/01/2020	09/01/2020	97 490,71	F	Taux fixe à 4.1 %	4,100	4,100	EUR	A	P	O	A-1
2019-72 MON 10278 02552 00021081102	CREDIT MUTUEL	28/12/2018	01/01/2020	31/03/2020	191 392,44	F	Taux fixe à 1.54 %	1,540	1,550	EUR	T	P	O	A-1
2019-74 CHA 08783993	BANQUE POPULAIRE	31/03/2018	01/01/2020	31/03/2020	1 467 030,06	F	Taux fixe à 1.55 %	1,550	1,550	EUR	A	P	O	A-1
2019-75 CHA 7061789	BANQUE POPULAIRE	19/10/2005	01/01/2020	19/10/2020	3 406,80	F	Taux fixe à 3.15 %	3,150	3,150	EUR	A	P	O	A-1
2019-76 CHA 7128576	BANQUE POPULAIRE	18/05/2016	01/01/2020	14/03/2020	29 054,18	F	Taux fixe à 2.6 %	2,600	2,600	EUR	A	P	O	A-1
2019-77 CHA 7138215	BANQUE POPULAIRE	18/05/2016	01/01/2020	13/03/2020	13 694,45	F	Taux fixe à 2.6 %	2,600	2,600	EUR	A	P	O	A-1
2019-78 ESC MHP264310	DEXIA CL	24/01/2013	01/01/2020	02/01/2020	24 320,25	V	(Euribor 3M + 1.22)-Floor 0 sur Euribor 3M	1,220	1,240	EUR	T	P	O	A-1
2019-79 ESC MIN228754	DEXIA CL	01/05/2007	01/01/2020	01/05/2020	109 210,81	F	Taux fixe à 4.88 %	4,880	4,880	EUR	A	P	O	A-1
2019-80 ESC MIN1713333	DEXIA CL	01/12/2007	01/01/2008	01/03/2020	79 315,66	F	Taux fixe à 4.85 %	4,850	4,940	EUR	T	P	O	A-1
2019-81 ESC MIN222343	DEXIA CL	01/05/2006	01/01/2020	01/02/2020	171 150,59	F	Taux fixe à 4.12 %	4,120	4,180	EUR	T	P	O	A-1
2019-82 ESC 07137331	DEXIA CL	15/03/2013	01/01/2020	15/03/2020	20 135,38	F	Taux fixe à 4.15 %	4,150	4,150	EUR	A	P	O	A-1
2019-83 VEN 2751332	CREDIT AGRICOLE	05/04/2019	01/01/2020	01/04/2021	120 000,00	F	Taux fixe à 0.35 %	0,350	0,350	EUR	X	F	O	A-1

Nature (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat)	Emprunts et dettes à l'origine du contrat													
	Organisme prêteur ou chef de file	Date de signature	Date d'émission ou date de mobilisation (1)	Date du premier rembour-sement	Nominal (2)	Type de taux d'intérêt (3)	Index (4)	Taux initial		Devise	Péri-odicité des rembour-sements (6)	Profil d'amor-tissement (7)	Possibilité de rembour-sement anticipé O/N	Caté-gorie d'em-prunt (8)
								Niveau de taux (5)	Taux actuariel					
2019-84 VEN 94082	CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	12/03/2019	01/01/2020	01/08/2020	1 300 000,00	V	(Livret A + 0.75)-Floor 0 sur Livret A	1,500	1,510	EUR	T	P	O	A-1
2019-85 LIN 023957	DEXIA CL	31/07/1999	01/01/2020	02/01/2020	75 407,43	F	Taux fixe à 5.28 %	5,280	5,280	EUR	A	P	O	A-1
2019-86 LIN 197557	DEXIA CL	01/06/2001	01/01/2020	01/06/2020	80 550,99	F	Taux fixe à 5.95 %	5,950	5,950	EUR	A	P	O	A-1
30 62044	CAISSE D'EPARGNE	22/02/2006	01/01/2020	25/07/2020	7 373,60	F	Taux fixe à 3.43 %	3,430	3,430	EUR	A	P	O	A-1
MIN529563EUR EX MIN203247EUR	SFIL CAFFIL	04/11/2019	01/01/2020	01/02/2020	152 086,35	F	Taux fixe à 5.46 %	5,460	5,460	EUR	A	P	O	A-1
1643 Emprunts en devises (total)					0,00									
16441 Emprunts assortis d'une option de tirage sur ligne de trésorerie (total)					1 457 500,00									
201101 - 090655	CACIB ex BFT CREDIT AGRICOLE	28/12/2009	01/01/2020	15/03/2020	1 457 500,00	V	(TAM(Postfixé) + 0.7)-Floor -0.7 sur TAM(Postfixé)	0,290	0,290	EUR	X	X	O	A-1
165 Dépôts et cautionnements reçus (Total)					**0,00**									
167 Emprunts et dettes assortis de conditions particulières (Total)					**0,00**									
1675 Dettes pour METP et PPP (total)					0,00									
1678 Autres emprunts et dettes (total)					0,00									
168 Emprunts et dettes assimilés (Total)					**2 647 810,33**									
1681 Autres emprunts (total)					2 647 810,33									
200504 - 04301800	Agence de l'eau Seine Normandie	09/08/2005	01/01/2020	25/08/2020	8 976,00	F	Taux fixe à 0 %	0,000	0,000	EUR	A	C	O	A-1
200606 - 04305600	Agence de l'eau Seine Normandie	04/05/2006	01/01/2020	04/05/2020	3 276,27	F	Taux fixe à 0 %	0,000	0,000	EUR	A	C	O	A-1
200706 - 04305600	Agence de l'eau Seine Normandie	04/04/2007	01/01/2020	04/04/2020	8 880,00	F	Taux fixe à 0 %	0,000	0,000	EUR	A	C	O	A-1
200707 - 04305600	Agence de l'eau Seine Normandie	04/04/2007	01/01/2020	04/04/2020	19 819,99	F	Taux fixe à 0 %	0,000	0,000	EUR	A	C	O	A-1
200708 - 04305600	Agence de l'eau Seine Normandie	04/04/2007	01/01/2020	04/04/2020	2 520,00	F	Taux fixe à 0 %	0,000	0,000	EUR	A	C	O	A-1

Nature (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat)	Emprunts et dettes à l'origine du contrat													
	Organisme prêteur ou chef de file	Date de signature	Date d'émission ou date de mobilisation (1)	Date du premier rembour-sement	Nominal (2)	Type de taux d'intérêt (3)	Index (4)	Taux initial		Devise	Péri-odicité des rembour-sements (6)	Profil d'amor-tissement (7)	Possibilité de rembour-sement anticipé O/N	Caté-gorie d'em-prunt (8)
								Niveau de taux (5)	Taux actuariel					
200805 - 04301801	Agence de l'eau Seine Normandie	21/02/2008	01/01/2020	21/02/2020	1 442,40	F	Taux fixe à 0 %	0,000	0,000	EUR	A	C	O	A-1
200806 - 04301801	Agence de l'eau Seine Normandie	21/02/2008	01/01/2020	21/02/2020	9 540,00	F	Taux fixe à 0 %	0,000	0,000	EUR	A	C	O	A-1
200807 - 04301801	Agence de l'eau Seine Normandie	21/02/2008	01/01/2020	21/02/2020	1 149,75	F	Taux fixe à 0 %	0,000	0,000	EUR	A	C	O	A-1
200808 - 04301801	Agence de l'eau Seine Normandie	03/04/2008	01/01/2020	03/04/2020	9 881,86	F	Taux fixe à 0 %	0,000	0,000	EUR	A	C	O	A-1
200809 - 1000898	Agence de l'eau Seine Normandie	03/04/2008	01/01/2020	03/04/2020	5 160,00	F	Taux fixe à 0 %	0,000	0,000	EUR	A	C	O	A-1
200904	Agence de l'eau Seine Normandie		01/01/2020	01/01/2021	15 146,67	F	Taux fixe à 0 %	0,000	0,000	EUR	A	C	O	A-1
201001	Agence de l'eau Seine Normandie		01/01/2020	18/03/2020	21 602,80	F	Taux fixe à 0 %	0,000	0,000	EUR	A	C	O	A-1
201002	Agence de l'eau Seine Normandie		01/01/2020	01/01/2021	12 600,80	F	Taux fixe à 0 %	0,000	0,000	EUR	A	C	O	A-1
201205 convention 1034400	Agence de l'eau Seine Normandie		01/01/2020	01/01/2021	40 297,60	F	Taux fixe à 0 %	0,000	0,000	EUR	A	C	O	A-1
201206 convention 11035780	Agence de l'eau Seine Normandie		01/01/2020	01/01/2021	78 945,60	F	Taux fixe à 0 %	0,000	0,000	EUR	A	C	O	A-1
201207 convention 1030602	Agence de l'eau Seine Normandie		01/01/2020	01/01/2021	28 344,00	F	Taux fixe à 0 %	0,000	0,000	EUR	A	C	O	A-1
201208	Agence de l'eau Seine Normandie		01/01/2020	13/04/2020	76 113,68	F	Taux fixe à 0 %	0,000	0,000	EUR	A	C	O	A-1
201209	Agence de l'eau Seine Normandie		01/01/2020	01/01/2021	31 347,73	F	Taux fixe à 0 %	0,000	0,000	EUR	A	C	O	A-1
201310 - 10410771	Agence de l'eau Seine Normandie		01/01/2020	18/06/2020	67 465,00	F	Taux fixe à 0 %	0,000	0,000	EUR	A	C	O	A-1
201403	Agence de l'eau Seine Normandie		01/01/2020	01/01/2021	18 111,33	F	Taux fixe à 0 %	0,000	0,000	EUR	A	C	O	A-1
201404	Agence de l'eau Seine Normandie		01/01/2020	12/12/2020	38 579,33	F	Taux fixe à 0 %	0,000	0,000	EUR	A	C	O	A-1
201704	Agence de l'eau Seine Normandie		01/01/2020	01/01/2021	50 652,32	F	Taux fixe à 0 %	0,000	0,000	EUR	A	C	O	A-1
201705	Agence de l'eau Seine Normandie		01/01/2020	01/01/2021	88 395,66	F	Taux fixe à 0 %	0,000	0,000	EUR	A	C	O	A-1
201805 -1078710	Agence de l'eau Seine Normandie	16/10/2018	01/01/2020	16/10/2020	121 428,53	F	Taux fixe à 0 %	0,000	0,000	EUR	A	C	O	A-1
2019-17 SIE AESN 1002716	Agence de l'eau Seine Normandie	19/03/2009	01/01/2020	30/09/2020	19 025,86	F	Taux fixe à 0 %	0,000	0,000	EUR	A	C	O	A-1
2019-18 SIE AESN 045297	Agence de l'eau Seine Normandie	19/03/2009	01/01/2020	01/03/2020	2 326,66	F	Taux fixe à 0 %	0,000	0,000	EUR	A	C	O	A-1
2019-19 SIE AESN 064819	Agence de l'eau Seine Normandie	19/03/2009	01/01/2020	11/07/2020	31 999,99	F	Taux fixe à 0 %	0,000	0,000	EUR	A	C	O	A-1

Nature (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat)	Emprunts et dettes à l'origine du contrat													
								Taux initial						
	Organisme prêteur ou chef de file	Date de signature	Date d'émission ou date de mobilisation (1)	Date du premier rembour-sement	Nominal (2)	Type de taux d'intérêt (3)	Index (4)	Niveau de taux (5)	Taux actuariel	Devise	Pério-dicité des rembour-sements (6)	Profil d'amor-tissement (7)	Possibilité de rembour-sement anticipé O/N	Caté-gorie d'em-prunt (8)
2019-20 SIE AESN 070006	Agence de l'eau Seine Normandie	23/03/2009	01/01/2020	30/09/2020	274 192,00	F	Taux fixe à 0 %	0,000	0,000	EUR	A	C	O	A-1
2019-21 SIE AESN 070006	Agence de l'eau Seine Normandie	19/03/2009	01/01/2020	28/08/2020	342 739,99	F	Taux fixe à 0 %	0,000	0,000	EUR	A	C	O	A-1
2019-22 SIE AESN 070007	Agence de l'eau Seine Normandie	19/03/2009	01/01/2020	07/11/2020	22 644,00	F	Taux fixe à 0 %	0,000	0,000	EUR	A	C	O	A-1
2019-23 SIE AESN 070007	Agence de l'eau Seine Normandie	19/03/2009	01/01/2020	11/07/2020	37 740,00	F	Taux fixe à 0 %	0,000	0,000	EUR	A	C	O	A-1
2019-24 SIE AESN 0648194	Agence de l'eau Seine Normandie	09/12/2010	01/01/2020	08/12/2020	15 999,97	F	Taux fixe à 0 %	0,000	0,000	EUR	A	C	O	A-1
2019-25 SIE AESN 0700074 01	Agence de l'eau Seine Normandie	29/09/2010	01/01/2020	28/09/2020	30 192,00	F	Taux fixe à 0 %	0,000	0,000	EUR	A	C	O	A-1
2019-26 SIE AESN 070006	Agence de l'eau Seine Normandie	23/03/2009	01/01/2020	30/09/2020	274 192,00	F	Taux fixe à 0 %	0,000	0,000	EUR	A	C	O	A-1
2019-33 VAL AESN 1029215	Agence de l'eau Seine Normandie	07/09/2012	01/01/2020	06/09/2020	92 822,60	F	Taux fixe à 0 %	0,000	0,000	EUR	A	C	O	A-1
2019-34 VAL AESN 1033890	Agence de l'eau Seine Normandie	02/05/2012	01/01/2020	02/07/2020	19 814,91	F	Taux fixe à 0 %	0,000	0,000	EUR	A	C	O	A-1
2019-35 VEN AESN 1002187	Agence de l'eau Seine Normandie	10/12/2007	01/01/2020	10/12/2020	2 885,40	F	Taux fixe à 0 %	0,000	0,000	EUR	A	C	O	A-1
2019-36 VEN AESN 1081089	Agence de l'eau Seine Normandie	11/12/2018	01/01/2020	28/02/2020	226 944,00	F	Taux fixe à 0 %	0,000	0,000	EUR	A	C	O	A-1
2019-37 VEN AESN 1081093	Agence de l'eau Seine Normandie	11/12/2018	01/01/2020	28/02/2020	193 403,00	F	Taux fixe à 0 %	0,000	0,000	EUR	A	C	O	A-1
2019-38 SIV- AESN 063516	Agence de l'eau Seine Normandie	04/07/2006	01/01/2020	08/10/2020	15 019,96	F	Taux fixe à 0 %	0,000	0,000	EUR	A	C	O	A-1
2019-44 STG AESN 1000906	Agence de l'eau Seine Normandie	17/12/2007	01/01/2020	27/11/2020	18 134,20	F	Taux fixe à 0 %	0,000	0,000	EUR	A	C	O	A-1
2019-45 VIL AESN 042308 convention	Agence de l'eau Seine Normandie	04/06/2005	01/01/2020	12/05/2020	1 253,33	F	Taux fixe à 0 %	0,000	0,000	EUR	A	C	O	A-1
2019-47 MON AESN 060212	Agence de l'eau Seine Normandie	06/07/2006	01/01/2020	06/07/2020	7 080,00	F	Taux fixe à 0 %	0,000	0,000	EUR	A	C	O	A-1
2019-48 IRA AESN 062316	Agence de l'eau Seine Normandie	04/07/2006	01/01/2020	26/06/2020	19 733,33	F	Taux fixe à 0 %	0,000	0,000	EUR	A	C	O	A-1
2019-52 BLE AESN 1015318	Agence de l'eau Seine Normandie	24/11/2009	01/01/2020	23/11/2020	3 826,00	F	Taux fixe à 0 %	0,000	0,000	EUR	A	C	O	A-1
2019-56 MON AESN 1044028	Agence de l'eau Seine Normandie	14/01/2014	01/01/2020	09/04/2020	90 457,35	F	Taux fixe à 0 %	0,000	0,000	EUR	A	C	O	A-1
2019-58 LIN AESN 1050168	Agence de l'eau Seine Normandie	08/01/2015	01/01/2020	01/12/2020	42 800,25	F	Taux fixe à 0 %	0,000	0,000	EUR	A	C	O	A-1
2019-60 APP AESN 1060678	Agence de l'eau Seine Normandie	15/02/2016	01/01/2020	28/09/2020	54 397,20	F	Taux fixe à 0 %	0,000	0,000	EUR	A	C	O	A-1
2019-63 MON AESN 1032195	Agence de l'eau Seine Normandie	07/03/2012	01/01/2020	18/04/2020	37 931,71	F	Taux fixe à 0 %	0,000	0,000	EUR	A	C	O	A-1

Nature (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat)	Emprunts et dettes à l'origine du contrat													
	Organisme prêteur ou chef de file	Date de signature	Date d'émission ou date de mobilisation (1)	Date du premier rembour-sement	Nominal (2)	Type de taux d'intérêt (3)	Index (4)	Taux initial		Devise	Péri-odicité des rembour-sements (6)	Profil d'amor-tissement (7)	Possibilité de rembour-sement anticipé O/N	Caté-gorie d'em-prunt (8)
								Niveau de taux (5)	Taux actuariel					
2019-73 AUG AESN 1008364	Agence de l'eau Seine Normandie	14/08/2009	01/01/2020	13/08/2020	10 577,30	F	Taux fixe à 0 %	0,000	0,000	EUR	A	C	O	A-1
1682 Bons à moyen terme négociables (total)					0,00									
1687 Autres dettes (total)					0,00									
Total général					**15 941 629,07**									

(1) Si un emprunt donne lieu à plusieurs mobilisations, indiquer la date de la première mobilisation.

(2) Nominal : montant emprunté à l'origine.

(3) Type de taux d'intérêt : F : fixe ; V : variable simple ; C : complexe (c'est-à-dire un taux variable qui n'est pas seulement défini comme la simple addition d'un taux usuel de référence et d'une marge exprimée en point de pourcentage).

(4) Mentionner le ou les types d'index (ex : Euribor 3 mois).

(5) Indiquer le niveau de taux à l'origine du contrat.

(6) Indiquer la périodicité des remboursements : A : annuelle ; M : mensuelle, B : bimestrielle, S : semestrielle, T : trimestrielle, X autre.

(7) Indiquer C pour amortissement constant, P pour amortissement progressif, F pour *in fine*, X pour autres à préciser.

(8) Catégorie d'emprunt à l'origine. Exemple A-1 (cf. la classification des emprunts suivant la typologie de la circulaire IOCB1015077C du 25 juin 2010 sur les produits financiers offerts aux collectivités territoriales).

IV – ANNEXES

ELEMENTS DU BILAN – ETAT DE LA DETTE – REPARTITION PAR NATURE DE DETTE

IV

A1.2

A1.2 – REPARTITION PAR NATURE DE DETTE (hors 16449 et 166) (suite)

Nature (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat)	Emprunts et dettes au 01/01/N											
						Taux d'intérêt			Annuité de l'exercice			
	Couverture ? O/N (10)	Montant couvert	Catégorie d'emprunt après couverture éventuelle (11)	Capital restant dû au 01/01/N	Durée résiduelle (en années)	Type de taux (12)	Index (13)	Niveau de taux d'intérêt à la date de vote du budget (14)	Capital	Charges d'intérêt (15)	Intérêts perçus (le cas échéant) (16)	ICNE de l'exercice
163 Emprunts obligataires (Total)		**0,00**		**0,00**					**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
164 Emprunts auprès d'établissement de crédit (Total)		**0,00**		**13 293 818,74**					**986 285,14**	**335 982,20**	**0,00**	**147 720,32**
1641 Emprunts en euros (total)		0,00		11 836 318,74					853 785,14	335 116,96	0,00	145 736,75
201204 - AN096685	N	0,00	A-1	367 109,19	13,02	F	Taux fixe à 3.37 %	3,410	22 374,81	12 090,79	0,00	2 581,68
201502 - MON503118EUR	N	0,00	A-1	1 008 095,54	12,42	F	Taux fixe à 1.4 %	1,410	74 326,45	13 724,27	0,00	1 053,08
2019-01 CHA 5780655	N	0,00	A-1	148 324,55	19,65	F	Taux fixe à 1.12 %	1,120	6 748,84	1 632,96	0,00	154,16
2019-02 COU 3420058	N	0,00	A-1	15 748,12	5,23	F	Taux fixe à 5.9 %	6,030	2 638,61	871,47	0,00	10,74
2019-03 CHA 3455016	N	0,00	A-1	61 952,17	5,98	F	Taux fixe à 3.43 %	3,430	9 474,76	2 124,96	0,00	25,00
2019-04 IRA 3468490	N	0,00	A-1	65 031,55	6,40	F	Taux fixe à 3.9 %	3,900	8 258,66	2 536,23	0,00	1 322,33
2019-05 SIV 3493477	N	0,00	A-1	69 196,75	2,07	F	Taux fixe à 4.62 %	4,620	22 032,04	3 196,89	0,00	2 027,69
2019-06 SIV 3514699	N	0,00	A-1	5 145,66	0,32	F	Taux fixe à 4.83 %	4,830	5 145,66	248,58	0,00	0,00
2019-07 SIE 8672604	N	0,00	A-1	1 075 000,00	10,65	F	Taux fixe à 3.43 %	3,470	100 000,00	35 586,26	0,00	3 251,36
2019-08 CHE 8700992	N	0,00	A-1	114 022,71	13,57	F	Taux fixe à 3.68 %	3,680	6 371,57	4 196,04	0,00	1 705,67
2019-09 ESC 8916769	N	0,00	A-1	4 681,05	1,82	F	Taux fixe à 4.12 %	4,180	2 292,62	157,74	0,00	17,77
2019-10 MON 9476504	N	0,00	A-1	134 855,30	14,98	F	Taux fixe à 2.42 %	2,440	7 552,17	3 195,31	0,00	42,79
2019-11 ESCO 9564735	N	0,00	A-1	68 370,52	9,71	F	Taux fixe à 1.52 %	1,520	6 382,33	1 039,23	0,00	274,81
2019-12 CHA 98334664	N	0,00	A-1	112 819,97	6,98	F	Taux fixe à 0.49 %	0,490	15 881,34	523,66	0,00	6,60
2019-13 STB 9943257	N	0,00	A-1	26 381,33	15,40	F	Taux fixe à 1.77 %	1,780	1 492,80	457,08	0,00	42,83

Nature (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat)	Emprunts et dettes au 01/01/N											
						Taux d'intérêt			Annuité de l'exercice			
	Couverture ? O/N (10)	Montant couvert	Catégorie d'emprunt après couverture éventuelle (11)	Capital restant dû au 01/01/N	Durée résiduelle (en années)	Type de taux (12)	Index (13)	Niveau de taux d'intérêt à la date de vote du budget (14)	Capital	Charges d'intérêt (15)	Intérêts perçus (le cas échéant) (16)	ICNE de l'exercice
2019-14 SIE AN096790	N	0,00	A-1	2 408 999,98	8,23	F	Taux fixe à 3.62 %	3,620	267 666,67	87 205,80	0,00	59 213,82
2019-15 COU AR095793	N	0,00	A-1	36 582,14	3,07	F	Taux fixe à 4.5 %	4,500	8 550,83	1 646,20	0,00	1 173,81
2019-16 SIE MIN261693EUR	N	0,00	A-1	980 754,09	9,67	F	Taux fixe à 5.12 % Taux fixe à 5.12 %	5,240	79 624,34	48 363,34	0,00	3 716,66
2019-27 VAL 1608183	N	0,00	A-1	350 763,76	21,64	F	Taux fixe à 4.42 %	4,490	9 842,56	15 342,12	0,00	1 632,44
2019-29 CHE MON233230EUR	N	0,00	A-1	311 540,72	15,00	F	Taux fixe à 3.86 %	3,860	0,00	0,00	0,00	11 992,07
2019-30 CHE MON205384EUR	N	0,00	A-1	17 205,28	4,00	F	Taux fixe à 4.86 %	4,950	3 104,70	589,55	0,00	169,42
2019-39 AUG 1346491	N	0,00	A-1	42 884,75	8,50	F	Taux fixe à 4.25 %	4,250	4 011,00	1 822,60	0,00	826,07
2019-40 STB 1467087	N	0,00	A-1	341 890,15	11,02	F	Taux fixe à 3.68 %	3,680	23 174,40	12 581,56	0,00	11 402,94
2019-41 IRA 1060078	N	0,00	A-1	82 343,76	16,37	F	Taux fixe à 3.86 %	3,920	3 644,42	3 126,14	0,00	379,73
2019-42 ESCO 1165777	N	0,00	A-1	45 000,00	7,26	F	Taux fixe à 4.34 %	4,410	6 000,00	1 855,36	0,00	394,94
2019-69 SAE 07080403	N	0,00	A-1	97 490,71	7,02	F	Taux fixe à 4.1 %	4,100	10 563,96	3 997,12	0,00	3 474,90
2019-72 MON 10278 02552 00021081102	N	0,00	A-1	191 392,44	19,00	F	Taux fixe à 1.54 %	1,550	8 740,87	2 897,13	0,00	0,00
2019-74 CHA 08783993	N	0,00	A-1	1 467 030,06	18,25	F	Taux fixe à 1.55 %	1,550	66 992,47	22 738,97	0,00	16 275,44
2019-75 CHA 7061789	N	0,00	A-1	3 406,80	0,80	F	Taux fixe à 3.15 %	3,150	3 406,80	107,34	0,00	0,00
2019-76 CHA 7128576	N	0,00	A-1	29 054,18	6,20	F	Taux fixe à 2.6 %	2,600	3 837,92	755,41	0,00	520,85
2019-77 CHA 7138215	N	0,00	A-1	13 694,45	8,20	F	Taux fixe à 2.6 %	2,600	1 370,12	356,06	0,00	255,45
2019-78 ESC MHP264310	N	0,00	A-1	24 320,25	8,00	V	(Euribor 3M + 1.22)-Floor 0 sur Euribor 3M (Euribor 3M + 1.22)-Floor 0 sur Euribor 3M	1,240	2 548,22	214,09	0,00	67,14
2019-79 ESC MIN228754	N	0,00	A-1	109 210,81	17,33	F	Taux fixe à 4.88 %	4,880	3 925,70	5 329,49	0,00	3 411,00
2019-80 ESC MIN1713333	N	0,00	A-1	79 315,66	8,17	F	Taux fixe à 4.85 %	4,940	8 670,18	3 690,04	0,00	276,01
2019-81 ESC MIN222343	N	0,00	A-1	171 150,59	15,58	F	Taux fixe à 4.12 %	4,180	9 090,66	6 911,64	0,00	1 094,27

Nature (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat)	Emprunts et dettes au 01/01/N											
						Taux d'intérêt			Annuité de l'exercice			
	Couverture ? O/N (10)	Montant couvert	Catégorie d'emprunt après couverture éventuelle (11)	Capital restant dû au 01/01/N	Durée résiduelle (en années)	Type de taux (12)	Index (13)	Niveau de taux d'intérêt à la date de vote du budget (14)	Capital	Charges d'intérêt (15)	Intérêts perçus (le cas échéant) (16)	ICNE de l'exercice
2019-82 ESC 07137331	N	0,00	A-1	20 135,38	8,21	F	Taux fixe à 4.15 %	4,150	1 890,99	835,62	0,00	599,40
2019-83 VEN 2751332	N	0,00	A-1	120 000,00	1,25	F	Taux fixe à 0.35 %	0,350	0,00	420,00	0,00	93,33
2019-84 VEN 94082	N	0,00	A-1	1 300 000,00	40,33	V	(Livret A + 0.75)-Floor 0 sur Livret A	1,510	11 933,03	15 418,89	0,00	2 638,75
2019-85 LIN 023957	N	0,00	A-1	75 407,43	10,00	F	Taux fixe à 5.28 % Taux fixe à 5.28 %	5,280	5 230,70	3 981,51	0,00	3 695,01
2019-86 LIN 197557	N	0,00	A-1	80 550,99	7,42	F	Taux fixe à 5.95 %	5,950	8 153,17	4 792,78	0,00	2 500,84
30 62044	N	0,00	A-1	7 373,60	0,57	F	Taux fixe à 3.43 %	3,430	7 373,60	252,82	0,00	0,00
MIN529563EUR EX MIN203247EUR	N	0,00	A-1	152 086,35	22,08	F	Taux fixe à 5.46 %	5,460	3 465,17	8 303,91	0,00	7 415,95
1643 Emprunts en devises (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
16441 Emprunts assortis d'une option de tirage sur ligne de trésorerie (total) (9)		0,00		1 457 500,00					132 500,00	865,24	0,00	1 983,57
201101 - 090655	N	0,00	A-1	1 457 500,00	10,21	V	(TAM(Postfixé) + 0.7)-Floor -0.7 sur TAM(Postfixé)	0,290	132 500,00	865,24	0,00	1 983,57
165 Dépôts et cautionnements reçus (Total)		**0,00**		**0,00**					**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
167 Emprunts et dettes assortis de conditions particulières (Total)		**0,00**		**0,00**					**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
1675 Dettes pour METP et PPP (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
1678 Autres emprunts et dettes (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
168 Emprunts et dettes assimilés (Total)		**0,00**		**2 620 824,31**					**437 477,34**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
1681 Autres emprunts (total)		0,00		2 620 824,31					437 477,34	0,00	0,00	0,00
200504 - 04301800	N	0,00	A-1	8 976,00	0,65	F	Taux fixe à 0 %	0,000	8 976,00	0,00	0,00	0,00
200606 - 04305600	N	0,00	A-1	3 276,27	1,34	F	Taux fixe à 0 %	0,000	1 638,14	0,00	0,00	0,00
200706 - 04305600	N	0,00	A-1	8 880,00	2,26	F	Taux fixe à 0 %	0,000	2 960,00	0,00	0,00	0,00
200707 - 04305600	N	0,00	A-1	19 819,99	2,26	F	Taux fixe à 0 %	0,000	6 606,66	0,00	0,00	0,00
200708 - 04305600	N	0,00	A-1	2 520,00	2,26	F	Taux fixe à 0 %	0,000	840,00	0,00	0,00	0,00

Nature (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat)	Emprunts et dettes au 01/01/N											
						Taux d'intérêt			Annuité de l'exercice			
	Couverture ? O/N (10)	Montant couvert	Catégorie d'emprunt après couverture éventuelle (11)	Capital restant dû au 01/01/N	Durée résiduelle (en années)	Type de taux (12)	Index (13)	Niveau de taux d'intérêt à la date de vote du budget (14)	Capital	Charges d'intérêt (15)	Intérêts perçus (le cas échéant) (16)	ICNE de l'exercice
200805 - 04301801	N	0,00	A-1	1 442,40	3,14	F	Taux fixe à 0 %	0,000	360,60	0,00	0,00	0,00
200806 - 04301801	N	0,00	A-1	9 540,00	3,14	F	Taux fixe à 0 %	0,000	2 385,00	0,00	0,00	0,00
200807 - 04301801	N	0,00	A-1	1 149,75	0,14	F	Taux fixe à 0 %	0,000	1 149,75	0,00	0,00	0,00
200808 - 04301801	N	0,00	A-1	9 881,86	3,26	F	Taux fixe à 0 %	0,000	2 470,47	0,00	0,00	0,00
200809 - 1000898	N	0,00	A-1	5 160,00	3,26	F	Taux fixe à 0 %	0,000	1 290,00	0,00	0,00	0,00
200904	N	0,00	A-1	15 146,67	4,19	F	Taux fixe à 0 %	0,000	0,00	0,00	0,00	0,00
201001	N	0,00	A-1	21 602,80	5,21	F	Taux fixe à 0 %	0,000	3 600,47	0,00	0,00	0,00
201002	N	0,00	A-1	12 600,80	5,65	F	Taux fixe à 0 %	0,000	0,00	0,00	0,00	0,00
201205 convention 1034400	N	0,00	A-1	40 297,60	7,97	F	Taux fixe à 0 %	0,000	0,00	0,00	0,00	0,00
201206 convention 11035780	N	0,00	A-1	78 945,60	7,97	F	Taux fixe à 0 %	0,000	0,00	0,00	0,00	0,00
201207 convention 1030602	N	0,00	A-1	28 344,00	7,97	F	Taux fixe à 0 %	0,000	0,00	0,00	0,00	0,00
201208	N	0,00	A-1	76 113,68	6,28	F	Taux fixe à 0 %	0,000	10 873,37	0,00	0,00	0,00
201209	N	0,00	A-1	31 347,73	7,14	F	Taux fixe à 0 %	0,000	0,00	0,00	0,00	0,00
201310 - 10410771	N	0,00	A-1	40 478,98	8,46	F	Taux fixe à 0 %	0,000	4 497,67	0,00	0,00	0,00
201403	N	0,00	A-1	18 111,33	9,16	F	Taux fixe à 0 %	0,000	0,00	0,00	0,00	0,00
201404	N	0,00	A-1	38 579,33	9,95	F	Taux fixe à 0 %	0,000	0,00	0,00	0,00	0,00
201704	N	0,00	A-1	50 652,32	12,82	F	Taux fixe à 0 %	0,000	0,00	0,00	0,00	0,00
201705	N	0,00	A-1	88 395,66	12,94	F	Taux fixe à 0 %	0,000	0,00	0,00	0,00	0,00
201805 -1078710	N	0,00	A-1	121 428,53	13,79	F	Taux fixe à 0 %	0,000	8 673,47	0,00	0,00	0,00
2019-17 SIE AESN 1002716	N	0,00	A-1	19 025,86	3,75	F	Taux fixe à 0 %	0,000	4 756,47	0,00	0,00	0,00
2019-18 SIE AESN 045297	N	0,00	A-1	2 326,66	0,17	F	Taux fixe à 0 %	0,000	2 326,66	0,00	0,00	0,00
2019-19 SIE AESN 064819	N	0,00	A-1	31 999,99	2,53	F	Taux fixe à 0 %	0,000	10 666,66	0,00	0,00	0,00
2019-20 SIE AESN 070006	N	0,00	A-1	274 192,00	3,75	F	Taux fixe à 0 %	0,000	68 548,00	0,00	0,00	0,00
2019-21 SIE AESN 070006	N	0,00	A-1	342 739,99	2,66	F	Taux fixe à 0 %	0,000	114 246,66	0,00	0,00	0,00
2019-22 SIE AESN 070007	N	0,00	A-1	22 644,00	2,85	F	Taux fixe à 0 %	0,000	7 548,00	0,00	0,00	0,00
2019-23 SIE AESN 070007	N	0,00	A-1	37 740,00	2,53	F	Taux fixe à 0 %	0,000	12 580,00	0,00	0,00	0,00
2019-24 SIE AESN 0648194	N	0,00	A-1	15 999,97	5,94	F	Taux fixe à 0 %	0,000	2 666,67	0,00	0,00	0,00
2019-25 SIE AESN 0700074 01	N	0,00	A-1	30 192,00	5,74	F	Taux fixe à 0 %	0,000	5 032,00	0,00	0,00	0,00
2019-26 SIE AESN 070006	N	0,00	A-1	274 192,00	3,75	F	Taux fixe à 0 %	0,000	68 548,00	0,00	0,00	0,00
2019-33 VAL AESN 1029215	N	0,00	A-1	92 822,60	12,68	F	Taux fixe à 0 %	0,000	7 140,20	0,00	0,00	0,00
2019-34 VAL AESN 1033890	N	0,00	A-1	19 814,91	7,50	F	Taux fixe à 0 %	0,000	2 476,87	0,00	0,00	0,00
2019-35 VEN AESN 1002187	N	0,00	A-1	2 885,40	2,94	F	Taux fixe à 0 %	0,000	961,80	0,00	0,00	0,00
2019-36 VEN AESN 1081089	N	0,00	A-1	226 944,00	19,16	F	Taux fixe à 0 %	0,000	11 347,20	0,00	0,00	0,00
2019-37 VEN AESN 1081093	N	0,00	A-1	193 403,00	14,16	F	Taux fixe à 0 %	0,000	12 893,53	0,00	0,00	0,00
2019-38 SIV- AESN 063516	N	0,00	A-1	15 019,96	2,77	F	Taux fixe à 0 %	0,000	5 006,67	0,00	0,00	0,00
2019-44 STG AESN 1000906	N	0,00	A-1	18 134,20	2,90	F	Taux fixe à 0 %	0,000	6 044,73	0,00	0,00	0,00

Nature (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat)	Emprunts et dettes au 01/01/N											
						Taux d'intérêt			Annuité de l'exercice			
	Couverture ? O/N (10)	Montant couvert	Catégorie d'emprunt après couverture éventuelle (11)	Capital restant dû au 01/01/N	Durée résiduelle (en années)	Type de taux (12)	Index (13)	Niveau de taux d'intérêt à la date de vote du budget (14)	Capital	Charges d'intérêt (15)	Intérêts perçus (le cas échéant) (16)	ICNE de l'exercice
2019-45 VIL AESN 042308 convention	N	0,00	A-1	1 253,33	0,36	F	Taux fixe à 0 %	0,000	1 253,33	0,00	0,00	0,00
2019-47 MON AESN 060212	N	0,00	A-1	7 080,00	1,51	F	Taux fixe à 0 %	0,000	3 540,00	0,00	0,00	0,00
2019-48 IRA AESN 062316	N	0,00	A-1	19 733,33	1,49	F	Taux fixe à 0 %	0,000	9 866,67	0,00	0,00	0,00
2019-52 BLE AESN 1015318	N	0,00	A-1	3 826,00	4,89	F	Taux fixe à 0 %	0,000	765,20	0,00	0,00	0,00
2019-56 MON AESN 1044028	N	0,00	A-1	90 457,35	9,27	F	Taux fixe à 0 %	0,000	9 045,73	0,00	0,00	0,00
2019-58 LIN AESN 1050168	N	0,00	A-1	42 800,25	14,92	F	Taux fixe à 0 %	0,000	2 853,35	0,00	0,00	0,00
2019-60 APP AESN 1060678	N	0,00	A-1	54 397,20	12,74	F	Taux fixe à 0 %	0,000	4 184,40	0,00	0,00	0,00
2019-63 MON AESN 1032195	N	0,00	A-1	37 931,71	7,30	F	Taux fixe à 0 %	0,000	4 741,47	0,00	0,00	0,00
2019-73 AUG AESN 1008364	N	0,00	A-1	10 577,30	4,62	F	Taux fixe à 0 %	0,000	2 115,47	0,00	0,00	0,00
1682 Bons à moyen terme négociables (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
1687 Autres dettes (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
Total général		**0,00**		**15 914 643,05**					**1 423 762,48**	**335 982,20**	**0,00**	**147 720,32**

(9) S'agissant des emprunts assortis d'une ligne de trésorerie, il faut faire ressortir le remboursement du capital de la dette prévue pour l'exercice correspondant au véritable endettement.

(10) Si l'emprunt est soumis à couverture, il convient de compléter le tableau « détail des opérations de couverture ».

(11) Catégorie d'emprunt. Exemple A-1 (cf. la classification des emprunts suivant la typologie de la circulaire IOCB1015077C du 25 juin 2010 sur les produits financiers offerts aux collectivités territoriales).

(12) Type de taux d'intérêt après opérations de couverture : F : fixe ; V : variable simple ; C : complexe (c'est-à-dire un taux variable qui n'est pas seulement défini comme la simple addition d'un taux usuel de référence et d'une marge exprimée en point de pourcentage).

(13) Mentionner l'index en cours au 01/01/N après opérations de couverture.

(14) Taux après opérations de couverture éventuelles. Pour les emprunts à taux variable, indiquer le niveau à la date de vote du budget.

(15) Il s'agit des intérêts dus au titre du contrat initial et comptabilisés à l'article 66111 « Intérêts réglés à l'échéance » (intérêts décaissés) et intérêts éventuels dus au titre du contrat d'échange éventuel et comptabilisés à l'article 668.

(16) Indiquer les intérêts éventuellement reçus au titre du contrat d'échange éventuel et comptabilisés au 768.

IV – ANNEXES

ELEMENTS DU BILAN – ETAT DE LA DETTE – REPARTITION DES EMPRUNTS PAR STRUCTURE DE TAUX

IV

A1.3

A1.3 – REPARTITION DES EMPRUNTS PAR STRUCTURE DE TAUX (HORS A1)

Emprunts ventilés par structure de taux selon le risque le plus élevé (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat) (1)	Organisme prêteur ou chef de file	Nominal (2)	Capital restant dû au 01/01/N (3)	Type d'indices (4)	Durée du contrat	Dates des périodes bonifiées	Taux minimal (5)	Taux maximal (6)	Coût de sortie (7)	Taux maximal après couver-ture éventu-elle (8)	Niveau du taux à la date de vote du budget (9)	Intérêts à payer au cours de l'exercice (10)	Intérêts à percevoir au cours de l'exercice (le cas échéant) (11)	% par type de taux selon le capital restant dû
Echange de taux, taux variable simple plafonné (cap) ou encadré (tunnel) (A)														
TOTAL (A)		0,00	0,00						0,00			0,00	0,00	0,00
Barrière simple (B)														
TOTAL (B)		0,00	0,00						0,00			0,00	0,00	0,00
Option d'échange (C)														
TOTAL (C)		0,00	0,00						0,00			0,00	0,00	0,00
Multiplicateur jusqu'à 3 ou multiplicateur jusqu'à 5 capé (D)														
TOTAL (D)		0,00	0,00						0,00			0,00	0,00	0,00
Multiplicateur jusqu'à 5 (E)														
TOTAL (E)		0,00	0,00						0,00			0,00	0,00	0,00
Autres types de structures (F)														
TOTAL (F)		0,00	0,00						0,00			0,00	0,00	0,00
TOTAL GENERAL		0,00	0,00						0,00			0,00	0,00	0,00

(1) Répartir les emprunts selon le type de structure de taux (de A à F selon la classification de la charte de bonne conduite) en fonction du risque le plus élevé à courir sur toute la durée de vie du contrat de prêt et après opérations de couverture éventuelles.

(2) Nominal : montant emprunté à l'origine. En cas de couverture partielle d'un emprunt, indiquer séparément sur deux lignes la part du nominal couvert et la part non couverte.

(3) En cas de couverture partielle d'un emprunt, indiquer séparément sur deux lignes la part du capital restant dû couvert et la part non couverte.

(4) Indiquer la classification de l'indice sous-jacent suivant la typologie de la circulaire du 25 juin 2010 sur les produits financiers (de 1 à 6). 1 : Indice zone euro / 2 : Indices inflation française ou zone euro ou écart entre ces indices / 3 : Ecart indice zone euro / 4 : Indices hors zone euro ou écart d'indices dont l'un est hors zone euro / 5 : écarts d'indices hors zone euro / 6 : autres indices.

(5) Taux hors opération de couverture. Indiquer le montant, l'index ou la formule correspondant au taux minimal du contrat de prêt sur toute la durée du contrat.

(6) Taux hors opération de couverture. Indiquer le montant, l'index ou la formule correspondant au taux maximal du contrat de prêt sur toute la durée du contrat.

(7) Coût de sortie : indiquer le montant de l'indemnité contractuelle de remboursement définitif de l'emprunt au 01/01/N ou le cas échéant, à la prochaine date d'échéance.

(8) Montant, index ou formule.

(9) Indiquer le niveau de taux après opérations de couverture éventuelles. Pour les emprunts à taux variables, indiquer le niveau du taux à la date de vote du budget.

(10) Indiquer les intérêts à payer au titre du contrat initial et comptabilisés à l'article 66111 et des intérêts éventuels à payer au titre du contrat d'échange et comptabilisés à l'article 668.

(11) Indiquer les intérêts à percevoir au titre du contrat d'échange et comptabilisés au 768.

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN – ETAT DE LA DETTE – TYPOLOGIE DE LA REPARTITION DE L'ENCOURS	A1.4

A1.4 – TYPOLOGIE DE LA REPARTITION DE L'ENCOURS (1)

Structure / Indices sous-jacents		(1) Indices zone euro	(2) Indices inflation française ou zone euro ou écart entre ces indices	(3) Ecarts d'indices zone euro	(4) Indices hors zone euro et écarts d'indices dont l'un est un indice hors zone euro	(5) Ecarts d'indices hors zone euro	(6) Autres indices
(A) Taux fixe simple. Taux variable simple. Echange de taux fixe contre taux variable ou inversement. Echange de taux structuré contre taux variable ou taux fixe (sens unique). Taux variable simple plafonné (*cap*) ou encadré (*tunnel*)	Nombre de produits	93	0	0	0	0	
	% de l'encours	100,01	0,00	0,00	0,00	0,00	
	Montant en euros	15 914 643,05	0,00	0,00	0,00	0,00	
(B) Barrière simple. Pas d'effet de levier	Nombre de produits	0	0	0	0	0	
	% de l'encours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
	Montant en euros	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
(C) Option d'échange (*swaption*)	Nombre de produits	0	0	0	0	0	
	% de l'encours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
	Montant en euros	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
(D) Multiplicateur jusqu'à 3 ; multiplicateur jusqu'à 5 capé	Nombre de produits	0	0	0	0	0	
	% de l'encours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
	Montant en euros	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
(E) Multiplicateur jusqu'à 5	Nombre de produits	0	0	0	0	0	
	% de l'encours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
	Montant en euros	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
(F) Autres types de structures	Nombre de produits						0
	% de l'encours						0,00
	Montant en euros						0,00

(1) Cette annexe retrace le stock de dette au 01/01/N après opérations de couverture éventuelles.

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN METHODES UTILISEES POUR LES AMORTISSEMENTS	A2

A2 – AMORTISSEMENTS – METHODES UTILISEES

CHOIX DE L'ASSEMBLEE DELIBERANTE	Délibération du
Biens de faible valeur Seuil unitaire en deçà duquel les immobilisations de peu de valeur s'amortissent sur un an (article R. 2321-1 du CGCT) : 0.00 €	2019-10-10

Procédure d'amortissement (linéaire, dégressif, variable)	Catégories de biens amortis	Durée (en années)	
L	2031 Frais détudes 5 ans	5	10/10/2019
L	2033 Frais dinsertion 5 ans	5	10/10/2019
L	2051 Concessions et droits assimilés 5 ans	5	10/10/2019
L	2088 Autres immobilisations incorporelles 5 ans	5	10/10/2019
L	21311 Bâtiments d'exploitation 30 ans	30	10/10/2019
L	21315 Bâtiments administratif 30 ans	30	10/10/2019
L	21351 Bâtiments d'exploitation 15 ans	15	10/10/2019
L	21355 Bâtiments administratif 15 ans	15	10/10/2019
L	21532 Réseaux d'assainissement 50 ans	50	10/10/2019
L	21532 Matériel industriel 15 ans	15	10/10/2019
L	2155 Outillage industriel 5 ans	5	10/10/2019
L	21562 Service d'assainissement15 ans	15	10/10/2019
L	2157 Agencements et aments mat outI indus15 ans	15	10/10/2019
L	2181 Installations géné agencements divers15 ans	15	10/10/2019
L	2182 Matériel de transport 10 ans	10	10/10/2019
L	2182 Matériel de transport velo 5 ans	5	10/10/2019
L	2182 Matériel de transport Camions 10 ans	10	10/10/2019
L	2183 Matériel de bureau et matériel informat 5 ans	5	10/10/2019
L	2184 Mobilier 10 ans	10	10/10/2019
L	2188 Autres immo Petits Mat bureau, éléc, 5 ans	5	10/10/2019
L	2188 Autres immo Outillages 10 ans	10	10/10/2019

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN EQUILIBRE DES OPERATIONS FINANCIERES – DEPENSES	A4.1

DEPENSES A COUVRIR PAR DES RESSOURCES PROPRES

Art. (1)	Libellé (1)	Budget de l'exercice (hors RAR) (BP + BS + DM)	Propositions nouvelles	Vote (2)
DEPENSES TOTALES A COUVRIR PAR DES RESSOURCES PROPRES =A + B		**I 2 750 606,00**	**0,00**	**II 0,00**
16 Emprunts et dettes assimilées (A)		**1 800 606,00**	**0,00**	**0,00**
1631	Emprunts obligataires	0,00	0,00	0,00
1641	Emprunts en euros	1 800 606,00	0,00	0,00
1643	Emprunts en devises	0,00	0,00	0,00
16441	Opérat° afférentes à l'emprunt	0,00	0,00	0,00
1678	Autres emprunts et dettes	0,00	0,00	0,00
1681	Autres emprunts	0,00	0,00	0,00
1682	Bons à moyen terme négociables	0,00	0,00	0,00
1687	Autres dettes	0,00	0,00	0,00
Dépenses et transferts à déduire des ressources propres (B)		**950 000,00**	**0,00**	**0,00**
10…	*Reprise de dotations, fonds divers et réserves*			
10…	Reversement de dotations, fonds divers et réserves			
139	*Subv. invest. transférées cpte résultat*	*950 000,00*	*0,00*	*0,00*
020	Dépenses imprévues	0,00	0,00	0,00

	Op. de l'exercice III = I + II	Restes à réaliser en dépenses de l'exercice précédent (3)	Solde d'exécution D001 (3)	TOTAL IV
Dépenses à couvrir par des ressources propres	**2 750 606,00**	**11 500,00**	**0,00**	**2 762 106,00**

(1) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes.

(2) Crédits de l'exercice votés lors de la séance.

(3) Inscrire uniquement si le compte administratif est voté ou en cas de reprise anticipée des résultats de l'exercice précédent.

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN EQUILIBRE DES OPERATIONS FINANCIERES – RECETTES	A4.2

RESSOURCES PROPRES

Art. (1)	Libellé (1)	Budget de l'exercice (hors RAR) (BP + BS + DM)	Propositions nouvelles	Vote (2)
RECETTES (RESSOURCES PROPRES) = a + b		**V 5 004 332,32**	**-838 000,00**	**VI -838 000,00**
Ressources propres externes de l'année (a)		**0,00**	**0,00**	**0,00**
10222	FCTVA	0,00	0,00	0,00
10228	Autres fonds globalisés	0,00	0,00	0,00
26…	*Participations et créances rattachées*			
27…	*Autres immobilisations financières*			
Ressources propres internes de l'année (b) (3)		**5 004 332,32**	**-838 000,00**	**-838 000,00**
15…	*Provisions pour risques et charges*			
169	*Primes de remboursement des obligations*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
26…	*Participations et créances rattachées*			
27…	*Autres immobilisations financières*			
28…	*Amortissement des immobilisations*			
281532	*Réseaux d'assainissement*	*3 000 000,00*	*0,00*	*0,00*
29…	*Dépréciation des immobilisations*			
39…	*Dépréciat° des stocks et en-cours*			
481…	*Charges à répartir plusieurs exercices*			
021	*Virement de la section d'exploitation*	*2 004 332,32*	*-838 000,00*	*-838 000,00*

	Opérations de l'exercice VII = V + VI	Restes à réaliser en recettes de l'exercice précédent (4)	Solde d'exécution R001 (4)	Affectation R106 (4)	TOTAL VIII
Total ressources propres disponibles	**4 166 332,32**	**0,00**	**1 079 024,95**	**0,00**	**5 245 357,27**

		Montant
Dépenses à couvrir par des ressources propres	IV	**2 762 106,00**
Ressources propres disponibles	VIII	**5 245 357,27**
Solde	IX = VIII – IV (5)	**2 483 251,27**

(1) Les comptes 15, 169, 26, 27, 28, 29, 39 et 481 sont à détailler conformément au plan de comptes.

(2) Crédits de l'exercice votés lors de la séance.

(3) Les comptes 15, 29 et 39 sont présentés uniquement si la commune ou l'établissement applique le régime des provisions budgétaires.

(4) Inscrire uniquement si le compte administratif est voté ou en cas de reprise anticipée des résultats de l'exercice précédent.

(5) Indiquer le signe algébrique.

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN – DETAIL DES OPERATIONS POUR COMPTE DE TIERS	A7

A7 – CHAPITRE D'OPERATIONS POUR COMPTE DE TIERS (Détail) (1)

(1) Ouvrir un cadre par opération pour compte de tiers.

(2) Ensemble des réalisations connues (hors restes à réaliser).

(3) A remplir uniquement en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent, soit après le vote du compte administratif, soit en cas de reprise anticipée des résultats.

(4) Total = Restes à réaliser N-1 + Nouveaux crédits votés.

(5) Inscrire le chapitre et la nature des travaux.

(6) Le chapitre 45 doit être détaillé conformément au plan de comptes, tant en dépenses qu'en recettes.

(7) Indiquer le chapitre.

IV – ANNEXES	IV
ENGAGEMENTS HORS BILAN AUTORISATIONS DE PROGRAMME ET CREDITS DE PAIEMENT	B2.1

B2.1 – SITUATION DES AUTORISATIONS DE PROGRAMME ET CREDITS DE PAIEMENT

N° ou intitulé de l'AP	Montant des AP			Montant des CP		
	Pour mémoire AP votée y compris ajustement	Révision de l'exercice N	Total cumulé (toutes les délibérations y compris pour N)	Crédits de paiement antérieurs (réalisations cumulées au 01/01/N) (1)	Crédits de paiement ouverts au titre de l'exercice N (2)	Restes à financer au-delà de N (3)
AP2005-ASS/2020 ASSAINISSEMENT CREATION STEP EXT RESEAU LINDRY	0,00	1 174 000,00	1 174 000,00	0,00	87 000,00	1 087 000,00
AP2010-ASS/2020 ASSAINISSEMENT CREATION SYSTEME EPURATION CHITRY	0,00	1 976 000,00	1 976 000,00	0,00	137 000,00	1 839 000,00
AP2009-ASS/2020 ASSAINISSEMENT MISE EN CONFORMITE STEP GY LEVEQUE	0,00	375 000,00	375 000,00	0,00	96 000,00	279 000,00
AP2006-ASS/2020 ASSAINISSEMENT MISE EN SEPRATIF QUENNE	0,00	1 007 000,00	1 007 000,00	0,00	58 000,00	949 000,00
AP2002-ASS/2020 ASSAINISSEMENT ORMES SENTIER VOSVES APPOIGNY	0,00	208 000,00	208 000,00	0,00	4 000,00	204 000,00
AP2008-ASS/2020 ASSAINISSEMENT REHABILITATION RESEAU VINCELLES	0,00	624 000,00	624 000,00	0,00	117 000,00	507 000,00
AP2007-ASS/2020 CREATION STEP VAUX	0,00	619 000,00	619 000,00	0,00	24 000,00	595 000,00

(1) Il s'agit des réalisations effectives correspondant aux mandats émis.

(2) Il s'agit du montant prévu initialement par l'échéancier corrigé des révisions.

(3) Il s'agit de la différence entre les AP engagées et les CP consommés.

IV – ANNEXES	IV
ENGAGEMENTS HORS BILAN AUTORISATIONS D'ENGAGEMENT ET CREDITS DE PAIEMENT	B2.2

B2.2 – SITUATION DES AUTORISATIONS D'ENGAGEMENT ET CREDITS DE PAIEMENT

(1) Il s'agit des réalisations effectives correspondant aux mandats émis.

(2) Il s'agit du montant prévu initialement par l'échéancier corrigé des révisions.

(3) Il s'agit de la différence entre les AE engagées et les CP consommés.

IV – ANNEXES	IV
ARRETE ET SIGNATURES	D

Nombre de membres en exercice : 0
Nombre de membres présents : 0
Nombre de suffrages exprimés : 0
VOTES :
Pour : 0
Contre : 0
Abstentions : 0

Date de convocation :

Présenté par (1) ,
A le
(1) ,

Délibéré par l'assemblée (2), réunie en session
A , le
Les membres de l'assemblée délibérante (2),

.

Certifié exécutoire par (1) , compte tenu de la transmission en préfecture, le , et de la publication le

A ,le

(1) Indiquer le « président du conseil d'administration » ou l'exécutif de la collectivité de rattachement : maire, président du conseil général,…
(2) L'assemblée délibérante étant : .

REPUBLIQUE FRANÇAISE

Numéro SIRET 20006711400047	COLLECTIVITE DE RATTACHEMENT EPCI dont la population est de 3500 habitants et plus COMMUNAUTE DE L'AUXERROIS

POSTE COMPTABLE DE : TRESORERIE D'AUXERRE

SERVICE PUBLIC LOCAL

M. 49 (1)

Décision modificative 2 (3)

BUDGET : EAU POTABLE (3)

ANNEE 2020

(1) Compléter en fonction du service public local et du plan de comptes utilisé : M. 4, M. 41, M. 42, M. 43, M. 44 ou M. 49.

(2) Préciser s'il s'agit du budget supplémentaire ou d'une décision modificative.

(3) Indiquer le budget concerné : budget principal ou libellé du budget annexe.

Sommaire

I - Informations générales

Modalités de vote du budget 3

II - Présentation générale du budget

A1 - Vue d'ensemble - Sections 4
A2 - Vue d'ensemble - Section d'exploitation - Chapitres 5
A3 - Vue d'ensemble - Section d'investissement - Chapitres 7
B1 - Balance générale du budget - Dépenses 9
B2 - Balance générale du budget - Recettes 10

III - Vote du budget

A1 - Section d'exploitation - Détail des dépenses 12
A2 - Section d'exploitation - Détail des recettes 14
B1 - Section d'investissement - Détail des dépenses 15
B2 - Section d'investissement - Détail des recettes 16
B3 - Opérations d'équipement - Détail des chapitres et articles 17

IV - Annexes

A - Eléments du bilan

A1.1 - Etat de la dette - Détail des crédits de trésorerie 18
A1.2 - Etat de la dette - Répartition par nature de dette 19
A1.3 - Etat de la dette - Répartition des emprunts par structure de taux 23
A1.4 - Etat de la dette - Typologie de la répartition de l'encours 24
A1.5 - Etat de la dette - Détail des opérations de couverture 25
A1.6 - Etat de la dette - Autres dettes 27
A2 - Méthodes utilisées pour les amortissements 28
A3.1 - Etat des provisions et des dépréciations Sans Objet
A3.2 - Etalement des provisions Sans Objet
A4.1 - Equilibre des opérations financières - Dépenses 29
A4.2 - Equilibre des opérations financières - Recettes 30
A5.1.1 - Etat de ventilation des dépenses et recettes des services d'eau et d'assainissement - Exploitation (1) Sans Objet
A5.1.2 - Etat de ventilation des dépenses et recettes des services d'eau et d'assainissement - Investissement (1) Sans Objet
A5.2.1 - Etat de ventilation des dép. et rec. des services d'assainissement collectif et non collectif - Exploitation (1) Sans Objet
A5.2.2 - Etat de ventilation des dép. et rec. des services d'assainissement collectif et non collectif - Investissement (1) Sans Objet
A6 - Etat des charges transférées 31
A7 - Détail des opérations pour compte de tiers 32

B - Engagements hors bilan

B1.1 - Etat des emprunts garantis par la régie Sans Objet
B1.2 - Calcul du ratio d'endettement relatif aux garanties d'emprunt Sans Objet
B1.3 - Subventions versées dans le cadre du vote du budget 33
B1.4 - Etat des contrats de crédit-bail Sans Objet
B1.5 - Etat des contrats de partenariat public-privé Sans Objet
B1.6 - Etat des autres engagements donnés 34
B1.7 - Etat des engagements reçus 35
B2.1 - Etat des autorisations de programme et des crédits de paiement afférents 36
B2.2 - Etat des autorisations d'engagement et des crédits de paiement afférents 37

C - Autres éléments d'informations

C1.1 - Etat du personnel Sans Objet
C1.2 - Etat du personnel de la collectivité ou de l'établissement de rattachement employé par la régie Sans Objet
C2 - Liste des organismes dans lesquels a été pris un engagement financier (2) 38
C3 - Liste des services individualisés dans un budget annexe (3) Sans Objet

D - Arrêté et signatures

D - Arrêté et signatures 39

(1) Ces états ne sont obligatoires que pour les régies rattachées à des communes et groupements de communes de moins de 3 000 habitants ayant décidé d'établir un budget unique pour leurs services de distribution d'eau potable et d'assainissement dans les conditions fixées par l'article L. 2224-6 du CGCT. Ils n'existent qu'en M. 49.

(2) Ces états ne sont obligatoires que pour les régies rattachées à des communes de 3 500 habitants et plus (art. L. 2313-1 du CGCT), à des groupements comprenant au moins une commune de 3 500 habitants et plus (art. L. 5211-36 du CGCT, art L. 5711-1 CGCT) et à leurs établissements publics.

(3) Uniquement pour les services dotés de l'autonomie financière et de la personnalité morale.

Préciser, pour chaque annexe, si l'état est sans objet le cas échéant.

I – INFORMATIONS GENERALES	I
MODALITES DE VOTE DU BUDGET	

I – L'assemblée délibérante a voté le présent budget par nature :
- au niveau (1) du chapitre pour la section de fonctionnement ;
- au niveau (1) du chapitre pour la section d'investissement.
  - sans (2) les chapitres « opérations d'équipement » de l'état III B 3.

La liste des articles spécialisés sur lesquels l'ordonnateur ne peut procéder à des virements d'article à article est la suivante :

II – En l'absence de mention au paragraphe I ci-dessus, le budget est réputé voté par chapitre, et, en section d'investissement, sans chapitre de dépense « opération d'équipement ».

III – Les provisions sont (3) .

IV – La comparaison s'effectue par rapport au budget de l'exercice (4).

V – Le présent budget a été voté (5) sans reprise des résultats de l'exercice N-1.

(1) A compléter par « du chapitre » ou « de l'article ».

(2) Indiquer « avec » ou « sans » les chapitres opérations d'équipement.

(3) A compléter par un seul des deux choix suivants :
- semi-budgétaires (pas d'inscription en recette de la section d'investissement),
- budgétaires (délibération n° ……. du …….).

(4) Budget de l'exercice = budget primitif + budget supplémentaire + décision modificative, s'il y a lieu.

(5) A compléter par un seul des trois choix suivants :
- sans reprise des résultats de l'exercice N-1,
- avec reprise des résultats de l'exercice N-1 après le vote du compte administratif,
- avec reprise anticipée des résultats de l'exercice N-1.

II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET	II
VUE D'ENSEMBLE	A1

EXPLOITATION

		DEPENSES DE LA SECTION D'EXPLOITATION	RECETTES DE LASECTION D'EXPLOITATION
VOTE	CREDITS DE FONCTIONNEMENT VOTES AU TITRE DU PRESENT BUDGET (1)	0,00	0,00
	+	+	+
REPORTS	RESTES A REALISER (R.A.R) DE L'EXERCICE PRECEDENT (2)	0,00	0,00
REPORTS	002 RESULTAT D'EXPLOITATION REPORTE (2)	(si déficit) 0,00	(si excédent) 0,00
	=	=	=
	TOTAL DE LA SECTION D'EXPLOITATION (3)	0,00	0,00

INVESTISSEMENT

		DEPENSES DE LA SECTION D'INVESTISSEMENT	RECETTES DE LASECTION D'INVESTISSEMENT
VOTE	CREDITS D'INVESTISSEMENT (1) VOTES AU TITRE DU PRESENT BUDGET (y compris les comptes 1064 et 1068)	130 000,00	130 000,00
	+	+	+
REPORTS	RESTES A REALISER (R.A.R) DE L'EXERCICE PRECEDENT (2)	3 661 145,76	2 128 217,80
REPORTS	001 SOLDE D'EXECUTION DE LA SECTION D'INVESTISSEMENT REPORTE (2)	(si solde négatif) 0,00	(si solde positif) 0,00
	=	=	=
	TOTAL DE LA SECTION D'INVESTISSEMENT (3)	3 791 145,76	2 258 217,80

TOTAL

TOTAL DU BUDGET (3)	3 791 145,76	2 258 217,80

(1) Au budget primitif, les crédits votés correspondent aux crédits votés lors de cette étape budgétaire. De même, pour les décisions modificatives et le budget supplémentaire, les crédits votés correspondent aux crédits votés lors de l'étape budgétaire sans sommation avec ceux antérieurement votés lors du même exercice.
(2) A servir uniquement en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent, soit après le vote du compte administratif, soit en cas de reprise anticipée des résultats.
Pour la section d'exploitation, les RAR sont constitués par l'ensemble des dépenses engagées et n'ayant pas donné lieu à service fait au 31 décembre de l'exercice précédent. En recettes, il s'agit des recettes certaines n'ayant pas donné lieu à l'émission d'un titre au 31/12 de l'exercice précédent.
Pour la section d'investissement, les RAR correspondent aux dépenses engagées non mandatées au 31/12 de l'exercice précédent telles qu'elles ressortent de la comptabilité des engagements et aux recettes certaines n'ayant pas donné lieu à l'émission d'un titre au 31/12 de l'exercice précédent.
(3) Total de la section d'exploitation = RAR + résultat reporté + crédits d'exploitation votés.

Total de la section d'investissement = RAR + solde d'exécution reporté + crédits d'investissement votés.

Total du budget = Total de la section d'exploitation + Total de la section d'investissement.

II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET	II
SECTION D'EXPLOITATION – CHAPITRES	A2

DEPENSES D'EXPLOITATION

Chap.	Libellé	Budget de l'exercice (1) I	Restes à réaliser N-1 (2) II	Propositions nouvelles	VOTE (3) III	TOTAL IV = I + II + III
011	Charges à caractère général	322 949,00	0,00	0,00	0,00	322 949,00
012	Charges de personnel, frais assimilés	143 377,00	0,00	0,00	0,00	143 377,00
014	Atténuations de produits	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
65	Autres charges de gestion courante	224 306,00	0,00	0,00	0,00	224 306,00
Total des dépenses de gestion des services		**690 632,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**690 632,00**
66	Charges financières	120 000,00	0,00	0,00	0,00	120 000,00
67	Charges exceptionnelles	50 000,00	0,00	0,00	0,00	50 000,00
68	Dotations aux provisions et dépréciat° (4)	0,00		0,00	0,00	0,00
69	Impôts sur les bénéfices et assimilés (5)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
022	Dépenses imprévues	60 000,00		0,00	0,00	60 000,00
Total des dépenses réelles d'exploitation		**920 632,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**920 632,00**
023	*Virement à la section d'investissement (6)*	*700 000,00*		*0,00*	*0,00*	*700 000,00*
042	*Opérat° ordre transfert entre sections (6)*	*1 515 000,00*		*0,00*	*0,00*	*1 515 000,00*
043	*Opérat° ordre intérieur de la section (6)*	*0,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
Total des dépenses d'ordre d'exploitation		***2 215 000,00***		***0,00***	***0,00***	***2 215 000,00***
TOTAL		**3 135 632,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**3 135 632,00**

+

D 002 RESULTAT REPORTE OU ANTICIPE (2)	0,00

=

TOTAL DES DEPENSES D'EXPLOITATION CUMULEES	3 135 632,00

RECETTES D'EXPLOITATION

Chap.	Libellé	Budget de l'exercice (1) I	Restes à réaliser N-1 (2) II	Propositions nouvelles	VOTE (3) III	TOTAL IV = I + II + III
013	Atténuations de charges	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
70	Ventes produits fabriqués, prestations	2 619 982,05	0,00	0,00	0,00	2 619 982,05
73	Produits issus de la fiscalité (7)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
74	Subventions d'exploitation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
75	Autres produits de gestion courante	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des recettes de gestion des services		**2 619 982,05**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**2 619 982,05**
76	Produits financiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
77	Produits exceptionnels	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
78	Reprises sur provisions et dépréciations (4)	0,00		0,00	0,00	0,00
Total des recettes réelles d'exploitation		**2 619 982,05**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**2 619 982,05**
042	*Opérat° ordre transfert entre sections (6)*	*90 000,00*		*0,00*	*0,00*	*90 000,00*
043	*Opérat° ordre intérieur de la section (6)*	*0,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
Total des recettes d'ordre d'exploitation		***90 000,00***		***0,00***	***0,00***	***90 000,00***
TOTAL		**2 709 982,05**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**2 709 982,05**

+

R 002 RESULTAT REPORTE OU ANTICIPE (2)	425 649,95

=

TOTAL DES RECETTES D'EXPLOITATION CUMULEES	3 135 632,00

Pour information :

AUTOFINANCEMENT PREVISIONNEL DÉGAGÉ AU PROFIT DE LA SECTION D'INVESTISSEMENT (8)	2 125 000,00

Il s'agit, pour un budget voté en équilibre, des ressources propres correspondant à l'excédent des recettes réelles de fonctionnement sur les dépenses réelles de fonctionnement. Il sert à financer le remboursement du capital de la dette et les nouveaux investissements de la régie.

(1) Cf. Modalités de vote I.

(2) Inscrire en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent (après vote du compte administratif ou si reprise anticipée des résultats).

(3) Le vote de l'organe délibérant porte uniquement sur les propositions nouvelles.

(4) Si la régie applique le régime des provisions semi-budgétaires, ainsi que pour la dotation aux dépréciations des stocks de fournitures et de marchandises, des créances et des valeurs mobilières de placement, aux dépréciations des comptes de tiers et aux dépréciations des comptes financiers.

(5) Ce chapitre n'existe pas en M. 49.

(6) DE 023 = RI 021 ; DI 040 = RE 042 ; RI 040 = DE 042 ; DI 041 = RI 041 ; DE 043 = RE 043.

(7) Ce chapitre existe uniquement en M. 41, M. 43 et M. 44.

(8) Solde de l'opération *DE 023 + DE 042 – RE 042* ou solde de l'opération *RI 021 + RI 040 – DI 040*.

II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET — II
SECTION D'INVESTISSEMENT – CHAPITRES — A3

DEPENSES D'INVESTISSEMENT

Chap.	Libellé	Budget de l'exercice (1) I	Restes à réaliser N-1 (2) II	Propositions nouvelles	VOTE (3) III	TOTAL IV = I + II + III
20	Immobilisations incorporelles	171 518,15	110 518,15	0,00	0,00	282 036,30
21	Immobilisations corporelles	145 000,00	0,00	0,00	0,00	145 000,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	6 080 516,71	3 544 226,20	-7 000,00	-7 000,00	9 617 742,91
	Total des opérations d'équipement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	Total des dépenses d'équipement	**6 397 034,86**	**3 654 744,35**	**-7 000,00**	**-7 000,00**	**10 044 779,21**
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	226 401,41	6 401,41	7 000,00	7 000,00	239 802,82
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie) (5)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participat° et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
020	Dépenses imprévues	0,00		0,00	0,00	0,00
	Total des dépenses financières	**226 401,41**	**6 401,41**	**7 000,00**	**7 000,00**	**239 802,82**
45…	**Total des opérations pour compte de tiers (6)**	**44 000,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**44 000,00**
Total des dépenses réelles d'investissement		**6 667 436,27**	**3 661 145,76**	**0,00**	**0,00**	**10 328 582,03**
040	*Opérat° ordre transfert entre sections (4)*	*90 000,00*		*0,00*	*0,00*	*90 000,00*
041	*Opérations patrimoniales (4)*	*500 000,00*		*130 000,00*	*130 000,00*	*630 000,00*
Total des dépenses d'ordre d'investissement		***590 000,00***		***130 000,00***	***130 000,00***	***720 000,00***
TOTAL		**7 257 436,27**	**3 661 145,76**	**130 000,00**	**130 000,00**	**11 048 582,03**

+

D 001 SOLDE D'EXECUTION NEGATIF REPORTE OU ANTICIPE (2)	**0,00**

=

TOTAL DES DEPENSES D'INVESTISSEMENT CUMULEES	**11 048 582,03**

RECETTES D'INVESTISSEMENT

Chap.	Libellé	Budget de l'exercice (1) I	Restes à réaliser N-1 (2) II	Propositions nouvelles	VOTE (3) III	TOTAL IV = I + II + III
13	Subventions d'investissement	2 128 217,80	2 128 217,80	0,00	0,00	4 256 435,60
16	Emprunts et dettes assimilées (hors 165)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	Total des recettes d'équipement	**2 128 217,80**	**2 128 217,80**	**0,00**	**0,00**	**4 256 435,60**
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
106	Réserves (7)	1 600 000,00	0,00	0,00	0,00	1 600 000,00
165	Dépôts et cautionnements reçus	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie) (5)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participat° et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	400 000,00	0,00	130 000,00	130 000,00	530 000,00
	Total des recettes financières	**2 000 000,00**	**0,00**	**130 000,00**	**130 000,00**	**2 130 000,00**
45…	**Total des opérations pour le compte de tiers (6)**	**44 000,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**44 000,00**
Total des recettes réelles d'investissement		**4 172 217,80**	**2 128 217,80**	**130 000,00**	**130 000,00**	**6 430 435,60**
021	*Virement de la section d'exploitation (4)*	*700 000,00*		*0,00*	*0,00*	*700 000,00*
040	*Opérat° ordre transfert entre sections (4)*	*1 515 000,00*		*0,00*	*0,00*	*1 515 000,00*
041	*Opérations patrimoniales (4)*	*500 000,00*		*0,00*	*0,00*	*500 000,00*
Total des recettes d'ordre d'investissement		***2 715 000,00***		***0,00***	***0,00***	***2 715 000,00***
TOTAL		**6 887 217,80**	**2 128 217,80**	**130 000,00**	**130 000,00**	**9 145 435,60**

+

R 001 SOLDE D'EXECUTION POSITIF REPORTE OU ANTICIPE (2)	**370 218,47**

=

TOTAL DES RECETTES D'INVESTISSEMENT CUMULEES	**9 515 654,07**

Pour information :

Il s'agit, pour un budget voté en équilibre, des ressources propres correspondant à l'excédent des recettes réelles de fonctionnement sur les dépenses réelles de fonctionnement. Il sert à financer le remboursement du capital de la dette et les nouveaux investissements de la régie.

AUTOFINANCEMENT PREVISIONNEL DÉGAGÉ PAR LA SECTION DE FONCTIONNEMENT (8)	**2 125 000,00**

(1) Cf. Modalités de vote I.

(2) Inscrire en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent (après vote du compte administratif ou si reprise anticipée des résultats).

(3) Le vote de l'organe délibérant porte uniquement sur les propositions nouvelles.

(4) DE 023 = RI 021 ; DI 040 = RE 042 ; RI 040 = DE 042 ; DI 041 = RI 041 ; DE 043 = RE 043.

(5) A servir uniquement, en dépense, lorsque la régie effectue une dotation initiale en espèces au profit d'un service public non personnalisé qu'elle crée et, en recettes, lorsque le service non personnalisé reçoit une dotation en espèces de la part de sa collectivité de rattachement.

(6) Seul le total des opérations réelles pour compte de tiers figure sur cet état (voir le détail Annexe IV-A7).

(7) Le compte 106 n'est pas un chapitre mais un article du chapitre 10.

(8) Solde de l'opération *DE 023 + DE 042 – RE 042* ou solde de l'opération *RI 021 + RI 040 – DI 040*.

II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET — II

BALANCE GENERALE DU BUDGET — B1

1 – DEPENSES (du présent budget + restes à réaliser)

	EXPLOITATION	Opérations réelles (1)	Opérations d'ordre (2)	TOTAL
011	Charges à caractère général	0,00		0,00
012	Charges de personnel, frais assimilés	0,00		0,00
014	Atténuations de produits	0,00		0,00
60	*Achats et variation des stocks (3)*		*0,00*	0,00
65	Autres charges de gestion courante	0,00		0,00
66	Charges financières	0,00	*0,00*	0,00
67	Charges exceptionnelles	0,00	*0,00*	0,00
68	Dot. Amortist, dépréciat°, provisions	0,00	*0,00*	0,00
69	Impôts sur les bénéfices et assimilés (4)	0,00		0,00
71	*Production stockée (ou déstockage) (3)*		*0,00*	0,00
022	Dépenses imprévues	0,00		0,00
023	*Virement à la section d'investissement*		*0,00*	0,00
	Dépenses d'exploitation – Total	**0,00**	***0,00***	**0,00**

+

D 002 RESULTAT REPORTE OU ANTICIPE	**0,00**

=

TOTAL DES DEPENSES D'EXPLOITATION CUMULEES	**0,00**

	INVESTISSEMENT	Opérations réelles (1)	Opérations d'ordre (2)	TOTAL
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	*0,00*	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	*0,00*	0,00
14	*Prov. Réglementées, amort. dérogatoires*		*0,00*	0,00
15	*Provisions pour risques et charges (5)*		*0,00*	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées (sauf 1688 non budgétaire)	13 401,41	*0,00*	13 401,41
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie)	0,00		0,00
	Total des opérations d'équipement	0,00		0,00
20	Immobilisations incorporelles (6)	110 518,15	*0,00*	110 518,15
21	Immobilisations corporelles (6)	0,00	*0,00*	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation (6)	0,00	*0,00*	0,00
23	Immobilisations en cours (6)	3 537 226,20	*0,00*	3 537 226,20
26	Participations et créances rattachées	0,00	*0,00*	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	*130 000,00*	130 000,00
28	*Amortissement des immobilisations (reprises)*		*0,00*	0,00
29	*Dépréciation des immobilisations*		*0,00*	0,00
39	*Dépréciat° des stocks et en-cours*		*0,00*	0,00
45…	Opérations pour compte de tiers (7)	0,00	*0,00*	0,00
481	*Charges à répartir plusieurs exercices*		*0,00*	0,00
3…	Stocks	0,00	*0,00*	0,00
020	Dépenses imprévues	0,00		0,00
	Dépenses d'investissement – Total	**3 661 145,76**	***130 000,00***	**3 791 145,76**

+

D 001 SOLDE D'EXECUTION NEGATIF REPORTE OU ANTICIPE	**0,00**

=

TOTAL DES DEPENSES D'INVESTISSEMENT CUMULEES	**3 791 145,76**

(1) Y compris les opérations relatives au rattachement des charges et des produits et les opérations d'ordre semi-budgétaires.

(2) Voir liste des opérations d'ordre.

(3) Permet de retracer les variations de stocks (sauf stocks de marchandises et de fournitures).

(4) Ce chapitre n'existe pas en M. 49.

(5) Si la régie applique le régime des provisions budgétaires.

(6) Hors chapitres « opérations d'équipement ».

(7) Seul le total des opérations pour compte de tiers figure sur cet état (voir le détail Annexe IV A7).

II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET	II
BALANCE GENERALE DU BUDGET	B2

2 – RECETTES (du présent budget + restes à réaliser)

	EXPLOITATION	Opérations réelles (1)	Opérations d'ordre (2)	TOTAL
013	Atténuations de charges	0,00		0,00
60	*Achats et variation des stocks (3)*		*0,00*	0,00
70	Ventes produits fabriqués, prestations	0,00		0,00
71	*Production stockée (ou déstockage) (3)*		*0,00*	0,00
72	*Production immobilisée*		*0,00*	0,00
73	Produits issus de la fiscalité (6)	0,00		0,00
74	Subventions d'exploitation	0,00		0,00
75	Autres produits de gestion courante	0,00		0,00
76	Produits financiers	0,00	*0,00*	0,00
77	Produits exceptionnels	0,00	*0,00*	0,00
78	Reprise amort., dépreciat° et provisions	0,00	*0,00*	0,00
79	*Transferts de charges*		*0,00*	0,00
Recettes d'exploitation – Total		**0,00**	***0,00***	**0,00**

+

R 002 RESULTAT REPORTE OU ANTICIPE	0,00

=

TOTAL DES RECETTES D'EXPLOITATION CUMULEES	0,00

	INVESTISSEMENT	Opérations réelles (1)	Opérations d'ordre (2)	TOTAL
10	Dotations, fonds divers et réserves (sauf 106)	0,00	*0,00*	0,00
13	Subventions d'investissement	2 128 217,80	*0,00*	2 128 217,80
14	*Prov. Réglementées, amort. dérogatoires*		*0,00*	0,00
15	*Provisions pour risques et charges (4)*		*0,00*	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées (sauf 1688 non budgétaire)	0,00	*0,00*	0,00
18	Comptes liaison : affectat° BA, régies	0,00	*0,00*	0,00
20	Immobilisations incorporelles	0,00	*0,00*	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	*0,00*	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	*0,00*	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	*0,00*	0,00
26	Participations et créances rattachées	0,00	*0,00*	0,00
27	Autres immobilisations financières	130 000,00	*0,00*	130 000,00
28	*Amortissement des immobilisations*		*0,00*	0,00
29	*Dépréciation des immobilisations (4)*		*0,00*	0,00
39	*Dépréciat° des stocks et en-cours (4)*		*0,00*	0,00
45…	Opérations pour compte de tiers (5)	0,00	*0,00*	0,00
481	*Charges à répartir plusieurs exercices*		*0,00*	0,00
3…	Stocks	0,00	*0,00*	0,00
021	*Virement de la section d'exploitation*		*0,00*	0,00
Recettes d'investissement – Total		**2 258 217,80**	***0,00***	**2 258 217,80**

+

R 001 SOLDE D'EXECUTION POSITIF REPORTE OU ANTICIPE	0,00

+

AFFECTATION AUX COMPTES 106	0,00

=

TOTAL DES RECETTES D'INVESTISSEMENT CUMULEES	2 258 217,80

(1) Y compris les opérations relatives au rattachement des charges et des produits et les opérations d'ordre semi-budgétaires.

(2) Voir liste des opérations d'ordre.

(3) Permet de retracer les variations de stocks (sauf stocks de marchandises et de fournitures).

(4) Si la régie applique le régime des provisions budgétaires.

(5) Seul le total des opérations pour compte de tiers figure sur cet état (voir le détail Annexe IV A7).

(6) Ce chapitre existe uniquement en M. 41, en M. 43 et en M. 44.

III – VOTE DU BUDGET	III
SECTION D'EXPLOITATION – DETAIL DES DEPENSES	A1

Chap / art (1)	Libellé (1)	Budget de l'exercice (2)	Propositions nouvelles (3)	Vote (4)
011	**Charges à caractère général (5) (6)**	**322 949,00**	**0,00**	**0,00**
604	Achats d'études, prestations de services	15 000,00	0,00	0,00
6135	Locations mobilières	500,00	0,00	0,00
6137	Redevances, droits de passage, servitude	5 550,00	0,00	0,00
617	Etudes et recherches	75 200,00	0,00	0,00
618	Divers	20 049,00	0,00	0,00
6226	Honoraires	20 000,00	0,00	0,00
6227	Frais d'actes et de contentieux	5 000,00	0,00	0,00
6228	Divers	1 000,00	0,00	0,00
6233	Foires et expositions	20 000,00	0,00	0,00
6256	Missions	1 200,00	0,00	0,00
6257	Réceptions	2 000,00	0,00	0,00
6281	Concours divers (cotisations)	2 450,00	0,00	0,00
6287	Remboursements de frais	125 000,00	0,00	0,00
63512	Taxes foncières	30 000,00	0,00	0,00
012	**Charges de personnel, frais assimilés**	**143 377,00**	**0,00**	**0,00**
6215	Personnel affecté par CL de rattachement	33 000,00	0,00	0,00
6411	Salaires, appointements, commissions	110 377,00	0,00	0,00
014	**Atténuations de produits (7)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
65	**Autres charges de gestion courante**	**224 306,00**	**0,00**	**0,00**
6541	Créances admises en non-valeur	55 632,00	0,00	0,00
658	Charges diverses de gestion courante	168 674,00	0,00	0,00
TOTAL = DEPENSES DE GESTION DES SERVICES (a) = (011 + 012 + 014 + 65)		**690 632,00**	**0,00**	**0,00**
66	**Charges financières (b) (8)**	**120 000,00**	**0,00**	**0,00**
66111	Intérêts réglés à l'échéance	120 000,00	0,00	0,00
67	**Charges exceptionnelles (c)**	**50 000,00**	**0,00**	**0,00**
673	Titres annulés (sur exercices antérieurs	50 000,00	0,00	0,00
68	**Dotations aux provisions et dépréciat° (d) (9)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
69	**Impôts sur les bénéfices et assimilés (e) (10)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
022	**Dépenses imprévues (f)**	**60 000,00**	**0,00**	**0,00**
TOTAL DES DEPENSES REELLES = a + b + c + d + e + f		**920 632,00**	**0,00**	**0,00**
023	***Virement à la section d'investissement***	***700 000,00***	***0,00***	***0,00***
042	***Opérat° ordre transfert entre sections (11) (12)***	***1 515 000,00***	***0,00***	***0,00***
6811	*Dot. amort. Immos incorp. et corporelles*	*1 515 000,00*	*0,00*	*0,00*
TOTAL DES PRELEVEMENTS AU PROFIT DE LA SECTION D'INVESTISSEMENT		***2 215 000,00***	***0,00***	***0,00***
043	***Opérat° ordre intérieur de la section***	**0,00**	**0,00**	**0,00**
TOTAL DES DEPENSES D'ORDRE		***2 215 000,00***	***0,00***	***0,00***
TOTAL DES DEPENSES D'EXPLOITATION DE L'EXERCICE (= Total des opérations réelles et d'ordre)		**3 135 632,00**	**0,00**	**0,00**

+

RESTES A REALISER N-1 (13)	0,00

+

D 002 RESULTAT REPORTE OU ANTICIPE (13)	0,00

=

TOTAL DES DEPENSES D'EXPLOITATION CUMULEES	0,00

Détail du calcul des ICNE au compte 66112 (8)

Montant des ICNE de l'exercice	0,00
- Montant des ICNE de l'exercice N-1	0,00
= Différence ICNE N – ICNE N-1	0,00

(1) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes appliqué par la commune ou l'établissement.

(2) cf. Modalités de vote I.

(3) Hors restes à réaliser.

(4) Le vote de l'organe délibérant porte uniquement sur les propositions nouvelles.

(5) Le compte 621 est retracé au sein du chapitre 012.

(6) Le compte 634 est uniquement ouvert en M. 41.

(7) Le compte 739 est uniquement ouvert en M. 43 et en M. 44.

(8) Le montant des ICNE de l'exercice correspond au montant de l'étape en cours cumulé aux crédits de l'exercice. Si le montant des ICNE de l'exercice est inférieur au montant de l'exercice N-1, le montant du compte 66112 sera négatif.

(9)Si la régie applique le régime des provisions semi-budgétaires, ainsi que pour la dotation aux dépréciations des stocks de fournitures et de marchandises, des créances et des valeurs mobilières de placement, aux dépréciations des comptes de tiers et aux dépréciations des comptes financiers.

(10) Ce chapitre n'existe pas en M. 49.

(11) Cf. définitions du chapitre des opérations d'ordre, *DE 042 = RI 040.*

(12) Le compte 6815 peut figurer dans le détail du chapitre 042 si la régie applique le régime des provisions budgétaires.

(13) Inscrire en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent (après vote du compte administratif ou si reprise anticipée des résultats).

III – VOTE DU BUDGET — III

SECTION D'EXPLOITATION – DETAIL DES RECETTES — A2

Chap / art (1)	Libellé (1)	Budget de l'exercice (2)	Propositions nouvelles (3)	Vote (4)
013	**Atténuations de charges (5)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
70	**Ventes produits fabriqués, prestations**	**2 619 982,05**	**0,00**	**0,00**
70121	Contre-valeur taxe consommat° eau	2 619 982,05	0,00	0,00
73	**Produits issus de la fiscalité (6)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
74	**Subventions d'exploitation**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
75	**Autres produits de gestion courante**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
	TOTAL = RECETTES DE GESTION DES SERVICES (a) = 013 + 70 + 73 + 74 + 75	**2 619 982,05**	**0,00**	**0,00**
76	**Produits financiers (b)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
77	**Produits exceptionnels (c)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
78	**Reprises sur provisions et dépréciations (d) (7)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
	TOTAL DES RECETTES REELLES = a + b + c + d	**2 619 982,05**	**0,00**	**0,00**
042	***Opérat° ordre transfert entre sections (8) (9)***	***90 000,00***	***0,00***	***0,00***
777	*Quote-part subv invest transf cpte résul*	*90 000,00*	*0,00*	*0,00*
043	***Opérat° ordre intérieur de la section (8)***	***0,00***	***0,00***	***0,00***
	TOTAL DES RECETTES D'ORDRE	***90 000,00***	***0,00***	***0,00***
	TOTAL DES RECETTES D'EXPLOITATION DE L'EXERCICE (= Total des opérations réelles et d'ordre)	**2 709 982,05**	**0,00**	**0,00**

+

RESTES A REALISER N-1 (10)	**0,00**

+

R 002 RESULTAT REPORTE OU ANTICIPE (10)	**0,00**

=

TOTAL DES RECETTES D'EXPLOITATION CUMULEES	**0,00**

Détail du calcul des ICNE au compte 7622 (11)

Montant des ICNE de l'exercice	0,00
- Montant des ICNE de l'exercice N-1	0,00
= Différence ICNE N – ICNE N-1	0,00

(1) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes appliqué par la régie.

(2) cf. Modalités de vote I.

(3) Hors restes à réaliser.

(4) Le vote de l'assemblée porte uniquement sur les propositions nouvelles.

(5) Le compte 699 n'existe pas en M. 49.

(6) Ce chapitre existe uniquement en M. 41, M. 43 et M. 44.

(7)Si la régie applique le régime des provisions semi-budgétaires, ainsi que pour la dotation aux dépréciations des stocks de fournitures et de marchandises, des créances et des valeurs mobilières de placement, aux dépréciations des comptes de tiers et aux dépréciations des comptes financiers.

(8) Cf. définitions du chapitre des opérations d'ordre, *RE 042 = DI 040, RE 043 = DE 043.*

(9) Le compte 7815 peut figurer dans le détail du chapitre 042 si la régie applique le régime des provisions budgétaires.

(10) Inscrire en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent (après vote du compte administratif ou si reprise anticipée des résultats).

(11) Le montant des ICNE de l'exercice correspond au montant de l'étape en cours cumulé aux crédits de l'exercice. Si le montant des ICNE de l'exercice est inférieur au montant de l'exercice N-1, le montant du compte 7622 sera négatif.

III – VOTE DU BUDGET — III

SECTION D'INVESTISSEMENT – DETAIL DES DEPENSES — B1

Chap / art (1)	Libellé (1)	Budget de l'exercice (2)	Propositions nouvelles (3)	Vote (4)
20	**Immobilisations incorporelles (hors opérations)**	**171 518,15**	**0,00**	**0,00**
2031	Frais d'études	170 518,15	0,00	0,00
2033	Frais d'insertion	1 000,00	0,00	0,00
21	**Immobilisations corporelles (hors opérations)**	**145 000,00**	**0,00**	**0,00**
2111	Terrains nus	130 000,00	0,00	0,00
21531	Réseaux d'adduction d'eau	15 000,00	0,00	0,00
22	**Immobilisations reçues en affectation (hors opérations)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
23	**Immobilisations en cours (hors opérations)**	**6 080 516,71**	**-7 000,00**	**-7 000,00**
2313	Constructions	303 600,00	0,00	0,00
2315	Installat°, matériel et outillage techni	5 776 916,71	-7 000,00	-7 000,00
	Total des dépenses d'équipement	**6 397 034,86**	**-7 000,00**	**-7 000,00**
10	**Dotations, fonds divers et réserves**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
13	**Subventions d'investissement**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
16	**Emprunts et dettes assimilées**	**226 401,41**	**7 000,00**	**7 000,00**
1641	Emprunts en euros	206 401,41	7 000,00	7 000,00
1687	Autres dettes	20 000,00	0,00	0,00
18	**Compte de liaison : affectat° (BA,régie)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
26	**Participat° et créances rattachées**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
27	**Autres immobilisations financières**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
020	**Dépenses imprévues**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
	Total des dépenses financières	**226 401,41**	**7 000,00**	**7 000,00**
45810	DEPENSES (A SUBDIVISER PAR OPERATION) (6)	44 000,00	0,00	0,00
	Total des dépenses d'opérations pour compte de tiers	**44 000,00**	**0,00**	**0,00**
	TOTAL DEPENSES REELLES	**6 667 436,27**	**0,00**	**0,00**
040	***Opérat° ordre transfert entre sections (7) (8)***	***90 000,00***	***0,00***	***0,00***
	Reprises sur autofinancement antérieur	***90 000,00***	***0,00***	***0,00***
139111	*Sub. équipt cpte résult. Agence de l'eau*	*40 000,00*	*0,00*	*0,00*
13913	*Sub. équipt cpte résult. Départements*	*40 000,00*	*0,00*	*0,00*
13914	*Sub. équipt cpte résult. Communes*	*10 000,00*	*0,00*	*0,00*
	Charges transférées	***0,00***	***0,00***	***0,00***
041	***Opérations patrimoniales (9)***	***500 000,00***	***130 000,00***	***130 000,00***
2315	*Installat°, matériel et outillage techni*	*100 000,00*	*0,00*	*0,00*
2762	*Créances transfert droit déduct° TVA*	*400 000,00*	*130 000,00*	*130 000,00*
	TOTAL DEPENSES D'ORDRE	***590 000,00***	***130 000,00***	***130 000,00***
	TOTAL DES DEPENSES D'INVESTISSEMENT DE L'EXERCICE (= Total des dépenses réelles et d'ordre)	**7 257 436,27**	**130 000,00**	**130 000,00**
				+
			RESTES A REALISER N-1 (10)	**3 661 145,76**
				+
			D 001 SOLDE D'EXECUTION NEGATIF REPORTE OU ANTICIPE (10)	**0,00**
				=
			TOTAL DES DEPENSES D'INVESTISSEMENT CUMULEES	**3 791 145,76**

(1) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes appliqué par la régie.

(2) cf. Modalités de vote, I.

(3) Hors restes à réaliser.

(4) Le vote de l'organe délibérant porte uniquement sur les propositions nouvelles.

(5) Voir état III B 3 pour le détail des opérations d'équipement.

(6) Voir annexe IV A7 pour le détail des opérations pour compte de tiers.

(7) Cf. définitions du chapitre des opérations d'ordre, *DI 040 = RE 042.*

(8) Le compte 15…2 peut figurer dans le détail du chapitre 042 si la régie applique le régime des provisions budgétaires.

(9) Cf. définitions du chapitre des opérations d'ordre, *DI 041 = RI 041.*

(10) Inscrire en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent (après vote du compte administratif ou si reprise anticipée des résultats).

III – VOTE DU BUDGET — III

SECTION D'INVESTISSEMENT – DETAIL DES RECETTES — B2

Chap / art (1)	Libellé (1)	Budget de l'exercice (2)	Propositions nouvelles (3)	Vote (4)
13	**Subventions d'investissement**	**2 128 217,80**	**0,00**	**0,00**
13111	Subv. équipt Agence de l'eau	2 128 217,80	0,00	0,00
16	**Emprunts et dettes assimilées (hors 165)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
20	**Immobilisations incorporelles**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
21	**Immobilisations corporelles**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
22	**Immobilisations reçues en affectation**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
23	**Immobilisations en cours**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
	Total des recettes d'équipement	**2 128 217,80**	**0,00**	**0,00**
10	**Dotations, fonds divers et réserves**	**1 600 000,00**	**0,00**	**0,00**
1068	Autres réserves	1 600 000,00	0,00	0,00
165	**Dépôts et cautionnements reçus**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
18	**Compte de liaison : affectat° (BA,régie)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
26	**Participat° et créances rattachées**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
27	**Autres immobilisations financières**	**400 000,00**	**130 000,00**	**130 000,00**
2762	Créances transfert droit déduct° TVA	400 000,00	130 000,00	130 000,00
	Total des recettes financières	**2 000 000,00**	**130 000,00**	**130 000,00**
45820	RECETTES (A SUBDIVISER PAR OPERATION) (5)	44 000,00	0,00	0,00
	Total des recettes d'opérations pour compte de tiers	**44 000,00**	**0,00**	**0,00**
	TOTAL RECETTES REELLES	**4 172 217,80**	**130 000,00**	**130 000,00**
021	***Virement de la section d'exploitation***	***700 000,00***	***0,00***	***0,00***
040	***Opérat° ordre transfert entre sections (6) (7)***	***1 515 000,00***	***0,00***	***0,00***
281351	*Aménagement Bâtiments d'exploitation*	*802 000,00*	*0,00*	*0,00*
281531	*Réseaux d'adduction d'eau*	*640 000,00*	*0,00*	*0,00*
2817351	*Aménagt Bât. d'exploitation (mad)*	*5 000,00*	*0,00*	*0,00*
2817531	*Réseaux d'adduction d'eau (mad)*	*8 000,00*	*0,00*	*0,00*
2817561	*Service de distribution d'eau (mad)*	*60 000,00*	*0,00*	*0,00*
	TOTAL DES PRELEVEMENTS PROVENANT DE LA SECTION D'EXPLOITATION	***2 215 000,00***	***0,00***	***0,00***
041	***Opérations patrimoniales (8)***	***500 000,00***	***0,00***	***0,00***
2315	*Installat°, matériel et outillage techni*	*400 000,00*	*0,00*	*0,00*
238	*Avances commandes immo. incorp.*	*100 000,00*	*0,00*	*0,00*
	TOTAL RECETTES D'ORDRE	***2 715 000,00***	***0,00***	***0,00***
	TOTAL DES RECETTES D'INVESTISSEMENT DE L'EXERCICE (= Total des recettes réelles et d'ordre)	**6 887 217,80**	**130 000,00**	**130 000,00**

+

RESTES A REALISER N-1 (9)	**2 128 217,80**

+

R 001 SOLDE D'EXECUTION POSITIF REPORTE OU ANTICIPE (9)	**0,00**

=

TOTAL DES RECETTES D'INVESTISSEMENT CUMULEES	**2 258 217,80**

(1) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes appliqué par la régie.

(2) cf. Modalités de vote, I.

(3) Hors restes à réaliser.

(4) Le vote de l'organe délibérant porte uniquement sur les propositions nouvelles.

(5) Voir annexe IV A7 pour le détail des opérations pour compte de tiers.

(6) Cf. définitions du chapitre des opérations d'ordre, R*I 040 = DE 042.*

(7) Le compte 15…2 peut figurer dans le détail du chapitre 042 si la régie applique le régime des provisions budgétaires.

(8) Cf. définitions du chapitre des opérations d'ordre, D*I 041 = RI 041.*

(9) Inscrire en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent (après vote du compte administratif ou si reprise anticipée des résultats).

III – VOTE DU BUDGET	III
DETAIL DES CHAPITRES D'OPERATION D'EQUIPEMENT	B3

OPERATION D'EQUIPEMENT N°: 0 (1)
LIBELLE : DEPENSES (A SUBDIVISER PAR OPERATION)

Pour information

Art. (2)	Libellé (2)	Réalisations cumulées au 01/01/N	Restes à réaliser N-1 (3)(5)	Propositions nouvelles (4)	Vote (4)	Montant pour information (5)
DEPENSES		0,00	a 0,00	0,00	b 0,00	b 0,00
20	Immobilisations incorporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

RECETTES (répartition) (Pour information)		Restes à réaliser N-1 (3)	Recettes de l'exercice
TOTAL RECETTES AFFECTEES		c 0,00	d 0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00

RESULTAT = (c+d) – (a+b) Excédent de financement si positif Besoin de financement si négatif	0,00

(1) Ouvrir un cadre par opération.

(2) Détailler les articles conformément au plan de comptes appliqué par la régie.

(3) A remplir uniquement en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent, soit après le vote du compte administratif, soit en cas de reprise anticipée des résultats.

(4) Lorsque l'opération d'équipement constitue un chapitre faisant l'objet d'un vote, ces deux colonnes sont renseignées. Dans ce cas, le vote de l'assemblée porte uniquement sur les propositions nouvelles.

(5) Lorsque l'opération d'équipement est présentée pour information, seules ces deux colonnes sont renseignées.

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN – ETAT DE LA DETTE – DETAIL DES CREDITS DE TRESORERIE	A1.1

A1.1 – DETAIL DES CREDITS DE TRESORERIE (1)

Nature (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat)	Date de la décision de réaliser la ligne de trésorerie (2)	Montant maximum autorisé au 01/01/N	Montant des tirages N-1	Montant des remboursements N-1		Encours restant dû au 01/01/N
				Intérêts (3)	Remboursement du tirage	
51921 Avances de trésorerie de la collectivité de rattachement						
51928 Autres avances de trésorerie						
51931 Lignes de trésorerie						
51932 Lignes de trésorerie liées à un emprunt						
5194 Billets de trésorerie						
5198 Autres crédits de trésorerie						
519 Crédits de trésorerie (Total)		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

(1) Circulaire n° NOR : INTB8900071C du 22/02/1989.

(2) Indiquer la date de la délibération de l'assemblée autorisant la ligne de trésorerie ou la date de la décision de l'ordonnateur de réaliser la ligne de trésorerie sur la base d'un montant maximum autorisé par l'organe délibérant (article L. 2122-22 du CGCT).

(3) Il s'agit des intérêts comptabilisés au compte 6615, sauf pour les emprunts assortis d'une option de tirage sur ligne de trésorerie pour lesquels les intérêts sont comptabilisés au compte 66111 et sauf pour les billets de trésorerie pour lesquels les intérêts sont comptabilisés au compte 6618.

IV – ANNEXES

ELEMENTS DU BILAN – ETAT DE LA DETTE – REPARTITION PAR NATURE DE DETTE

IV

A1.2

A1.2 – REPARTITION PAR NATURE DE DETTE (hors 16449 et 166)

Nature (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat)	Emprunts et dettes à l'origine du contrat													
	Organisme prêteur ou chef de file	Date de signature	Date d'émission ou date de mobilisation (1)	Date du premier rembour-sement	Nominal (2)	Type de taux d'intérêt (3)	Index (4)	Taux initial		Devise	Péri-odicité des rembour-sements (6)	Profil d'amor-tissement (7)	Possibilité de rembour-sement anticipé O/N	Caté-gorie d'em-prunt (8)
								Niveau de taux (5)	Taux actuariel					
163 Emprunts obligataires (Total)					**0,00**									
164 Emprunts auprès d'établissement de crédit (Total)					**1 602 000,00**									
1641 Emprunts en euros (total)					1 602 000,00									
2008-06	CAISSE D'EPARGNE	15/12/2008	23/12/2008	25/03/2009	380 000,00	F	Taux fixe à 4.62 %	4,620	4,620	EUR	A	P	O	A-1
2012-02	BANQUE POSTALE	20/12/2012	31/12/2012	01/04/2013	600 000,00	F	Taux fixe à 3.38 %	3,380	3,420	EUR	T	C	O	A-1
2017-02	CAISSE D'EPARGNE	18/12/2008	25/04/2008	25/04/2009	560 000,00	F	Taux fixe à 4.73 %	4,730	4,730	EUR	A	P	O	A-1
2017-03	CREDIT AGRICOLE	27/10/2005	02/11/2005	02/02/2006	62 000,00	V	Euribor 3M + 0.1	2,360	2,420	EUR	T	P	O	A-1
1643 Emprunts en devises (total)					0,00									
16441 Emprunts assortis d'une option de tirage sur ligne de trésorerie (total)					0,00									
165 Dépôts et cautionnements reçus (Total)					**0,00**									
167 Emprunts et dettes assortis de conditions particulières (Total)					**0,00**									
1675 Dettes pour METP et PPP (total)					0,00									
1678 Autres emprunts et dettes (total)					0,00									
168 Emprunts et dettes assimilés (Total)					**134 688,00**									
1681 Autres emprunts (total)					134 688,00									
2009-01	Agence de l'eau Seine Normandie	27/04/2009	20/10/2009	19/10/2010	18 477,00	F	Taux fixe à 0 %	0,000	0,000	EUR	A	C	O	A-1

Nature (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat)	Emprunts et dettes à l'origine du contrat													
	Organisme prêteur ou chef de file	Date de signature	Date d'émission ou date de mobilisation (1)	Date du premier rembour-sement	Nominal (2)	Type de taux d'intérêt (3)	Index (4)	Taux initial		Devise	Péri-odicité des rembour-sements (6)	Profil d'amor-tissement (7)	Possibilité de rembour-sement anticipé O/N	Caté-gorie d'em-prunt (8)
								Niveau de taux (5)	Taux actuariel					
2017-05	Agence de l'eau Seine Normandie	20/07/2017	20/07/2017	20/07/2018	58 122,00	F	Taux fixe à 0 %	0,000	0,000	EUR	A	C	O	A-1
2018-02	Agence de l'eau Seine Normandie	13/07/2018	13/07/2018	13/07/2019	58 089,00	F	Taux fixe à 0 %	0,000	0,000	EUR	A	C	O	A-1
1682 Bons à moyen terme négociables (total)					0,00									
1687 Autres dettes (total)					0,00									
Total général					**1 736 688,00**									

(1) Si un emprunt donne lieu à plusieurs mobilisations, indiquer la date de la première mobilisation.

(2) Nominal : montant emprunté à l'origine.

(3) Type de taux d'intérêt : F : fixe ; V : variable simple ; C : complexe (c'est-à-dire un taux variable qui n'est pas seulement défini comme la simple addition d'un taux usuel de référence et d'une marge exprimée en point de pourcentage).

(4) Mentionner le ou les types d'index (ex : Euribor 3 mois).

(5) Indiquer le niveau de taux à l'origine du contrat.

(6) Indiquer la périodicité des remboursements : A : annuelle ; M : mensuelle, B : bimestrielle, S : semestrielle, T : trimestrielle, X autre.

(7) Indiquer C pour amortissement constant, P pour amortissement progressif, F pour *in fine*, X pour autres à préciser.

(8) Catégorie d'emprunt à l'origine. Exemple A-1 (cf. la classification des emprunts suivant la typologie de la circulaire IOCB1015077C du 25 juin 2010 sur les produits financiers offerts aux collectivités territoriales).

IV – ANNEXES

ELEMENTS DU BILAN – ETAT DE LA DETTE – REPARTITION PAR NATURE DE DETTE

IV

A1.2

A1.2 – REPARTITION PAR NATURE DE DETTE (hors 16449 et 166) (suite)

Nature (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat)	Emprunts et dettes au 01/01/N											
						Taux d'intérêt			Annuité de l'exercice			
	Couverture ? O/N (10)	Montant couvert	Catégorie d'emprunt après couverture éventuelle (11)	Capital restant dû au 01/01/N	Durée résiduelle (en années)	Type de taux (12)	Index (13)	Niveau de taux d'intérêt à la date de vote du budget (14)	Capital	Charges d'intérêt (15)	Intérêts perçus (le cas échéant) (16)	ICNE de l'exercice
163 Emprunts obligataires (Total)		**0,00**		**0,00**					**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
164 Emprunts auprès d'établissement de crédit (Total)		**0,00**		**628 813,99**					**121 346,35**	**25 993,74**	**0,00**	**13 411,41**
1641 Emprunts en euros (total)		0,00		628 813,99					121 346,35	25 993,74	0,00	13 411,41
2008-06	N	0,00	A-1	123 433,46	3,23	F	Taux fixe à 4.62 %	4,620	28 800,31	5 702,63	0,00	3 339,76
2012-02	N	0,00	A-1	195 000,00	3,00	F	Taux fixe à 3.38 %	3,420	60 000,00	5 830,50	0,00	1 128,08
2017-02	N	0,00	A-1	305 885,20	8,32	F	Taux fixe à 4.73 %	4,730	28 050,71	14 468,37	0,00	8 943,57
2017-03	N	0,00	A-1	4 495,33	0,84	V	Euribor 3M + 0.1	-0,300	4 495,33	-7,76	0,00	0,00
1643 Emprunts en devises (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
16441 Emprunts assortis d'une option de tirage sur ligne de trésorerie (total) (9)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
165 Dépôts et cautionnements reçus (Total)		**0,00**		**0,00**					**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
167 Emprunts et dettes assortis de conditions particulières (Total)		**0,00**		**0,00**					**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
1675 Dettes pour METP et PPP (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
1678 Autres emprunts et dettes (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
168 Emprunts et dettes assimilés (Total)		**0,00**		**110 747,80**					**8 979,20**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
1681 Autres emprunts (total)		0,00		110 747,80					8 979,20	0,00	0,00	0,00
2009-01	N	0,00	A-1	6 159,00	4,80	F	Taux fixe à 0 %	0,000	1 231,80	0,00	0,00	0,00
2017-05	N	0,00	A-1	50 372,40	12,55	F	Taux fixe à 0 %	0,000	3 874,80	0,00	0,00	0,00
2018-02	N	0,00	A-1	54 216,40	13,53	F	Taux fixe à 0 %	0,000	3 872,60	0,00	0,00	0,00
1682 Bons à moyen terme négociables (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00

Nature (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat)	Emprunts et dettes au 01/01/N											
						Taux d'intérêt			Annuité de l'exercice			
	Couverture ? O/N (10)	Montant couvert	Catégorie d'emprunt après couverture éventuelle (11)	Capital restant dû au 01/01/N	Durée résiduelle (en années)	Type de taux (12)	Index (13)	Niveau de taux d'intérêt à la date de vote du budget (14)	Capital	Charges d'intérêt (15)	Intérêts perçus (le cas échéant) (16)	ICNE de l'exercice
1687 Autres dettes (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
Total général		**0,00**		**739 561,79**					**130 325,55**	**25 993,74**	**0,00**	**13 411,41**

(9) S'agissant des emprunts assortis d'une ligne de trésorerie, il faut faire ressortir le remboursement du capital de la dette prévue pour l'exercice correspondant au véritable endettement.

(10) Si l'emprunt est soumis à couverture, il convient de compléter le tableau « détail des opérations de couverture ».

(11) Catégorie d'emprunt. Exemple A-1 (cf. la classification des emprunts suivant la typologie de la circulaire IOCB1015077C du 25 juin 2010 sur les produits financiers offerts aux collectivités territoriales).

(12) Type de taux d'intérêt après opérations de couverture : F : fixe ; V : variable simple ; C : complexe (c'est-à-dire un taux variable qui n'est pas seulement défini comme la simple addition d'un taux usuel de référence et d'une marge exprimée en point de pourcentage).

(13) Mentionner l'index en cours au 01/01/N après opérations de couverture.

(14) Taux après opérations de couverture éventuelles. Pour les emprunts à taux variable, indiquer le niveau à la date de vote du budget.

(15) Il s'agit des intérêts dus au titre du contrat initial et comptabilisés à l'article 66111 « Intérêts réglés à l'échéance » (intérêts décaissés) et intérêts éventuels dus au titre du contrat d'échange éventuel et comptabilisés à l'article 668.

(16) Indiquer les intérêts éventuellement reçus au titre du contrat d'échange éventuel et comptabilisés au 768.

IV – ANNEXES

ELEMENTS DU BILAN – ETAT DE LA DETTE – REPARTITION DES EMPRUNTS PAR STRUCTURE DE TAUX

IV

A1.3

A1.3 – REPARTITION DES EMPRUNTS PAR STRUCTURE DE TAUX (HORS A1)

Emprunts ventilés par structure de taux selon le risque le plus élevé (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat) (1)	Organisme prêteur ou chef de file	Nominal (2)	Capital restant dû au 01/01/N (3)	Type d'indices (4)	Durée du contrat	Dates des périodes bonifiées	Taux minimal (5)	Taux maximal (6)	Coût de sortie (7)	Taux maximal après couver-ture éventu-elle (8)	Niveau du taux à la date de vote du budget (9)	Intérêts à payer au cours de l'exercice (10)	Intérêts à percevoir au cours de l'exercice (le cas échéant) (11)	% par type de taux selon le capital restant dû
Echange de taux, taux variable simple plafonné (cap) ou encadré (tunnel) (A)														
TOTAL (A)		**0,00**	**0,00**						**0,00**			**0,00**	**0,00**	**0,00**
Barrière simple (B)														
TOTAL (B)		**0,00**	**0,00**						**0,00**			**0,00**	**0,00**	**0,00**
Option d'échange (C)														
TOTAL (C)		**0,00**	**0,00**						**0,00**			**0,00**	**0,00**	**0,00**
Multiplicateur jusqu'à 3 ou multiplicateur jusqu'à 5 capé (D)														
TOTAL (D)		**0,00**	**0,00**						**0,00**			**0,00**	**0,00**	**0,00**
Multiplicateur jusqu'à 5 (E)														
TOTAL (E)		**0,00**	**0,00**						**0,00**			**0,00**	**0,00**	**0,00**
Autres types de structures (F)														
TOTAL (F)		**0,00**	**0,00**						**0,00**			**0,00**	**0,00**	**0,00**
TOTAL GENERAL		**0,00**	**0,00**						**0,00**			**0,00**	**0,00**	**0,00**

(1) Répartir les emprunts selon le type de structure de taux (de A à F selon la classification de la charte de bonne conduite) en fonction du risque le plus élevé à courir sur toute la durée de vie du contrat de prêt et après opérations de couverture éventuelles.

(2) Nominal : montant emprunté à l'origine. En cas de couverture partielle d'un emprunt, indiquer séparément sur deux lignes la part du nominal couvert et la part non couverte.

(3) En cas de couverture partielle d'un emprunt, indiquer séparément sur deux lignes la part du capital restant dû couvert et la part non couverte.

(4) Indiquer la classification de l'indice sous-jacent suivant la typologie de la circulaire du 25 juin 2010 sur les produits financiers (de 1 à 6). 1 : Indice zone euro / 2 : Indices inflation française ou zone euro ou écart entre ces indices / 3 : Ecart indice zone euro / 4 : Indices hors zone euro ou écart d'indices dont l'un est hors zone euro / 5 : écarts d'indices hors zone euro / 6 : autres indices.

(5) Taux hors opération de couverture. Indiquer le montant, l'index ou la formule correspondant au taux minimal du contrat de prêt sur toute la durée du contrat.

(6) Taux hors opération de couverture. Indiquer le montant, l'index ou la formule correspondant au taux maximal du contrat de prêt sur toute la durée du contrat.

(7) Coût de sortie : indiquer le montant de l'indemnité contractuelle de remboursement définitif de l'emprunt au 01/01/N ou le cas échéant, à la prochaine date d'échéance.

(8) Montant, index ou formule.

(9) Indiquer le niveau de taux après opérations de couverture éventuelles. Pour les emprunts à taux variables, indiquer le niveau du taux à la date de vote du budget.

(10) Indiquer les intérêts à payer au titre du contrat initial et comptabilisés à l'article 66111 et des intérêts éventuels à payer au titre du contrat d'échange et comptabilisés à l'article 668.

(11) Indiquer les intérêts à percevoir au titre du contrat d'échange et comptabilisés au 768.

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN – ETAT DE LA DETTE – TYPOLOGIE DE LA REPARTITION DE L'ENCOURS	A1.4

A1.4 – TYPOLOGIE DE LA REPARTITION DE L'ENCOURS (1)

Structure	Indices sous-jacents	(1) Indices zone euro	(2) Indices inflation française ou zone euro ou écart entre ces indices	(3) Ecarts d'indices zone euro	(4) Indices hors zone euro et écarts d'indices dont l'un est un indice hors zone euro	(5) Ecarts d'indices hors zone euro	(6) Autres indices
(A) Taux fixe simple. Taux variable simple. Echange de taux fixe contre taux variable ou inversement. Echange de taux structuré contre taux variable ou taux fixe (sens unique). Taux variable simple plafonné (*cap*) ou encadré (*tunnel*)	Nombre de produits	7	0	0	0	0	
	% de l'encours	100,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
	Montant en euros	739 561,79	0,00	0,00	0,00	0,00	
(B) Barrière simple. Pas d'effet de levier	Nombre de produits	0	0	0	0	0	
	% de l'encours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
	Montant en euros	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
(C) Option d'échange (*swaption*)	Nombre de produits	0	0	0	0	0	
	% de l'encours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
	Montant en euros	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
(D) Multiplicateur jusqu'à 3 ; multiplicateur jusqu'à 5 capé	Nombre de produits	0	0	0	0	0	
	% de l'encours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
	Montant en euros	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
(E) Multiplicateur jusqu'à 5	Nombre de produits	0	0	0	0	0	
	% de l'encours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
	Montant en euros	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
(F) Autres types de structures	Nombre de produits						0
	% de l'encours						0,00
	Montant en euros						0,00

(1) Cette annexe retrace le stock de dette au 01/01/N après opérations de couverture éventuelles.

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN – ETAT DE LA DETTE – DETAIL DES OPERATIONS DE COUVERTURE	A1.5

A1.5 – DETAIL DES OPERATIONS DE COUVERTURE (1)

Instruments de couverture (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat)	Emprunt couvert			Instrument de couverture								Primes éventuelles	
	Référence de l'emprunt couvert	Capital restant dû au 01/01/N	Date de fin du contrat	Organisme co-contractant	Type de couverture (3)	Nature de la couverture (change ou taux)	Notionnel de l'instrument de couverture	Date de début du contrat	Date de fin du contrat	Périodicité de règlement des intérêts (4)	Montant des commissions diverses	Primes payées pour l'achat d'option	Primes reçues pour la vente d'option
Taux fixe (total)		0,00					0,00				0,00	0,00	0,00
Taux variable simple (total)		0,00					0,00				0,00	0,00	0,00
Taux complexe (total) (2)		0,00					0,00				0,00	0,00	0,00
Total		0,00					0,00				0,00	0,00	0,00

(1) Si un instrument couvre plusieurs emprunts, distinguer une ligne par emprunt couvert.

(2) Il s'agit d'un taux variable qui n'est pas défini comme la simple addition d'un taux usuel de référence et d'une marge exprimée en point de pourcentage.

(3) Indiquer s'il s'agit d'un *swap*, d'une option (*cap*, *floor*, *tunnel*, *swaption*).

(4) Indiquer la périodicité de règlement des intérêts : A : annuelle, M : mensuelle, B : bimestrielle, S : semestrielle, T : trimestrielle, X : autre.

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN – ETAT DE LA DETTE – DETAIL DES OPERATIONS DE COUVERTURE	A1.5

A1.5 – DETAIL DES OPERATIONS DE COUVERTURE (1) (suite)

Instruments de couverture (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat)	Effet de l'instrument de couverture								
	Référence de l'emprunt couvert	Taux payé		Taux reçu (7)		Charges et produits constatés depuis l'origine du contrat		Catégorie d'emprunt (8)	
		Index (5)	Niveau de taux (6)	Index	Niveau de taux	Charges c/668	Produits c/768	Avant opération de couverture	Après opération de couverture
Taux fixe (total)						0,00	0,00		
Taux variable simple (total)						0,00	0,00		
Taux complexe (total) (2)						0,00	0,00		
Total						0,00	0,00		

(5) Indiquer l'index utilisé ou la formule de taux.

(6) Pour les emprunts à taux variable, indiquer le niveau à la date de vote du budget.

(7) A compléter si l'instrument de couverture est un *swap*.

(8) Catégorie d'emprunt. Exemple A-1 (cf. la classification des emprunts suivant la typologie de la circulaire IOCB1015077C du 25 juin 2010 sur les produits financiers offerts aux collectivités territoriales).

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN – ETAT DE LA DETTE AUTRES DETTES	A1.6

A1.6 – AUTRES DETTES

(Issues des engagements juridiques pris autres que ceux destinés à financer la prise en charge d'un emprunt)

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN METHODES UTILISEES POUR LES AMORTISSEMENTS	A2

A2 – AMORTISSEMENTS – METHODES UTILISEES

CHOIX DE L'ASSEMBLEE DELIBERANTE	Délibération du
Biens de faible valeur Seuil unitaire en deçà duquel les immobilisations de peu de valeur s'amortissent sur un an (article R. 2321-1 du CGCT) : 1000.00 €	2019-10-10

Procédure d'amortissement (linéaire, dégressif, variable)	Catégories de biens amortis	Durée (en années)	
L	Frais détudes, de recherche et de développement (non suivi de travaux)	5	10/10/2019
L	Frais dinsertion (non suivi de travaux)	5	10/10/2019
L	Concession et droits similaires (dont logiciel)	5	10/10/2019
L	Autres immobilisations incorporelles	5	10/10/2019
L	Constructions bâtiments	30	10/10/2019
L	Réseaux dadduction deau	40	10/10/2019
L	Matériel industriel	15	10/10/2019
L	Outillage industriel	5	10/10/2019
L	Matériel spécifique d'exploitation (exemple : compteur)	15	10/10/2019
L	Aménagement du matériel et outillage industriel	15	10/10/2019
L	Agencements et aménagements divers	15	10/10/2019
L	Matériel de transport - Véhicules légers	10	10/10/2019
L	Matériel de transport Camions et véhicules industriels	10	10/10/2019
L	Matériel de transport Deux roues	5	10/10/2019
L	Matériels informatiques	5	10/10/2019
L	Mobiliers	10	10/10/2019
L	Autres immobilisations corporelles (petits matériels de bureau, électrique, électronique)	5	10/10/2019
L	Autres immobilisations corporelles (outillage)	10	10/10/2019

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN EQUILIBRE DES OPERATIONS FINANCIERES – DEPENSES	A4.1

DEPENSES A COUVRIR PAR DES RESSOURCES PROPRES

Art. (1)	Libellé (1)	Budget de l'exercice (hors RAR) (BP + BS + DM)	Propositions nouvelles	Vote (2)
DEPENSES TOTALES A COUVRIR PAR DES RESSOURCES PROPRES =A + B		**I 310 000,00**	**7 000,00**	**II 7 000,00**
16 Emprunts et dettes assimilées (A)		**220 000,00**	**7 000,00**	**7 000,00**
1631	Emprunts obligataires	0,00	0,00	0,00
1641	Emprunts en euros	200 000,00	7 000,00	7 000,00
1643	Emprunts en devises	0,00	0,00	0,00
16441	Opérat° afférentes à l'emprunt	0,00	0,00	0,00
1678	Autres emprunts et dettes	0,00	0,00	0,00
1681	Autres emprunts	0,00	0,00	0,00
1682	Bons à moyen terme négociables	0,00	0,00	0,00
1687	Autres dettes	20 000,00	0,00	0,00
Dépenses et transferts à déduire des ressources propres (B)		**90 000,00**	**0,00**	**0,00**
10…	*Reprise de dotations, fonds divers et réserves*			
10…	Reversement de dotations, fonds divers et réserves			
139	*Subv. invest. transférées cpte résultat*	*90 000,00*	*0,00*	*0,00*
020	Dépenses imprévues	0,00	0,00	0,00

	Op. de l'exercice III = I + II	Restes à réaliser en dépenses de l'exercice précédent (3)	Solde d'exécution D001 (3)	TOTAL IV
Dépenses à couvrir par des ressources propres	**317 000,00**	**3 661 145,76**	**0,00**	**3 978 145,76**

(1) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes.

(2) Crédits de l'exercice votés lors de la séance.

(3) Inscrire uniquement si le compte administratif est voté ou en cas de reprise anticipée des résultats de l'exercice précédent.

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN EQUILIBRE DES OPERATIONS FINANCIERES – RECETTES	A4.2

RESSOURCES PROPRES

Art. (1)	Libellé (1)	Budget de l'exercice (hors RAR) (BP + BS + DM)	Propositions nouvelles	Vote (2)
RECETTES (RESSOURCES PROPRES) = a + b		**V 2 615 000,00**	**130 000,00**	**VI 130 000,00**
Ressources propres externes de l'année (a)		**400 000,00**	**130 000,00**	**130 000,00**
10222	FCTVA	0,00	0,00	0,00
10228	Autres fonds globalisés	0,00	0,00	0,00
26…	*Participations et créances rattachées*			
27…	*Autres immobilisations financières*			
2762	Créances transfert droit déduct° TVA	400 000,00	130 000,00	130 000,00
Ressources propres internes de l'année (b) (3)		**2 215 000,00**	**0,00**	**0,00**
15…	*Provisions pour risques et charges*			
169	*Primes de remboursement des obligations*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
26…	*Participations et créances rattachées*			
27…	*Autres immobilisations financières*			
28…	*Amortissement des immobilisations*			
281351	*Aménagement Bâtiments d'exploitation*	*802 000,00*	*0,00*	*0,00*
281531	*Réseaux d'adduction d'eau*	*640 000,00*	*0,00*	*0,00*
2817351	*Aménagt Bât. d'exploitation (mad)*	*5 000,00*	*0,00*	*0,00*
2817531	*Réseaux d'adduction d'eau (mad)*	*8 000,00*	*0,00*	*0,00*
2817561	*Service de distribution d'eau (mad)*	*60 000,00*	*0,00*	*0,00*
29…	*Dépréciation des immobilisations*			
39…	*Dépréciat° des stocks et en-cours*			
481…	*Charges à répartir plusieurs exercices*			
021	*Virement de la section d'exploitation*	*700 000,00*	*0,00*	*0,00*

	Opérations de l'exercice VII = V + VI	Restes à réaliser en recettes de l'exercice précédent (4)	Solde d'exécution R001 (4)	Affectation R106 (4)	TOTAL VIII
Total ressources propres disponibles	**2 745 000,00**	**2 128 217,80**	**370 218,47**	**1 600 000,00**	**6 843 436,27**

		Montant
Dépenses à couvrir par des ressources propres	IV	**3 978 145,76**
Ressources propres disponibles	VIII	**6 843 436,27**
Solde	IX = VIII – IV (5)	**2 865 290,51**

(1) Les comptes 15, 169, 26, 27, 28, 29, 39 et 481 sont à détailler conformément au plan de comptes.

(2) Crédits de l'exercice votés lors de la séance.

(3) Les comptes 15, 29 et 39 sont présentés uniquement si la commune ou l'établissement applique le régime des provisions budgétaires.

(4) Inscrire uniquement si le compte administratif est voté ou en cas de reprise anticipée des résultats de l'exercice précédent.

(5) Indiquer le signe algébrique.

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN ETAT DES CHARGES TRANSFEREES	A6

A6 – ETAT DES CHARGES TRANSFEREES

Exercice	Nature de la dépense transférée	Durée de l'éta-lement	Date de la délibéra-tion	Montant de la dépense transférée au compte 481 (I)	Montant amorti au titre des exercices précédents (II)	Montant de la dotation aux amortissements de l'exercice (c/6812) (III)	Solde (1)
TOTAL				0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Correspond au montant de la charge restant à amortir = I – (II + III).

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN – DETAIL DES OPERATIONS POUR COMPTE DE TIERS	A7

A7 – CHAPITRE D'OPERATIONS POUR COMPTE DE TIERS (Détail) (1)

N° opération : 0 **Intitulé de l'opération : DEPENSES (A SUBDIVISER PAR OPERATION) RECETTES (A SUBDIVISER PAR OPERATION)** **Date de la délibération :**

	Pour mémoire réalisations cumulées au 01/01/N (2)	RAR N-1 (3)	Nouveaux crédits votés	Total (4)
DEPENSES (a)	**0,00**	**0,00**	**44 000,00**	**44 000,00**
45 DEPENSES (A SUBDIVISER PAR OPERATION) (5)	0,00	0,00	44 000,00	44 000,00
040 *Travaux réalisés par le personnel du mandataire (contrepartie 791)*	0,00	0,00	0,00	0,00
041 *Opérations d'ordre à l'intérieur de la section*	0,00	0,00	0,00	0,00
Annulations sur dépenses (c) (6)	0,00	0,00	0,00	0,00
Dépenses nettes (a – c)	**0,00**	**0,00**	**44 000,00**	**44 000,00**
RECETTES (b)	**0,00**	**0,00**	**44 000,00**	**44 000,00**
Financement par le tiers (7)	0,00	0,00	0,00	0,00
45 Financement par d'autres tiers (7)	0,00	0,00	44 000,00	44 000,00
040 *Financement par le service (contrepartie 6742)*	0,00	0,00	0,00	0,00
041 *Financement par emprunt à la charge du tiers (contrepartie D2763)*	0,00	0,00	0,00	0,00
Annulations sur recettes (d) (6)	0,00	0,00	0,00	0,00
Recettes nettes (b - d)	**0,00**	**0,00**	**44 000,00**	**44 000,00**

(1) Ouvrir un cadre par opération pour compte de tiers.

(2) Ensemble des réalisations connues (hors restes à réaliser).

(3) A remplir uniquement en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent, soit après le vote du compte administratif, soit en cas de reprise anticipée des résultats.

(4) Total = Restes à réaliser N-1 + Nouveaux crédits votés.

(5) Inscrire le chapitre et la nature des travaux.

(6) Le chapitre 45 doit être détaillé conformément au plan de comptes, tant en dépenses qu'en recettes.

(7) Indiquer le chapitre.

IV – ANNEXES	IV
ENGAGEMENTS HORS BILAN – ENGAGEMENTS DONNES ET RECUS SUBVENTIONS VERSEES DANS LE CADRE DU VOTE DU BUDGET	B1.3

B1.3 – SUBVENTIONS VERSEES DANS LE CADRE DU VOTE DU BUDGET

(1) Indiquer l'article d'imputation de la subvention.
(2) Dénomination ou numéro éventuel de la subvention.
(3) Objet pour lequel est versée la subvention.

IV – ANNEXES	IV
ENGAGEMENTS HORS BILAN – ENGAGEMENTS DONNES ET RECUS ETAT DES AUTRES ENGAGEMENTS DONNES	B1.6

B1.6 – ETAT DES AUTRES ENGAGEMENTS DONNES

Année d'origine	Nature de l'engagement	Organisme bénéficiaire	Durée en années	Périodicité	Dette en capital à l'origine	Dette en capital 1/1/N	Annuité à verser au cours de l'exercice
8017 Subventions à verser en annuités					0,00	0,00	0,00
8018 Autres engagements donnés					0,00	0,00	0,00
Au profit d'organismes publics					0,00	0,00	0,00
Au profit d'organismes privés (1)					0,00	0,00	0,00
TOTAL					0,00	0,00	0,00

(1) Concernant les garanties accordées à l'Agence France Locale (Article L.1611-3-2 du CGCT) :

- l' « Organisme bénéficiaire » de la garantie est toute personne titulaire d'un « titre éligible » émis ou créé par l'Agence France Locale ;
- la rubrique « Périodicité » n'est pas remplie car la garantie n'a pas de périodicité. La garantie est d'une durée totale indiquée à la colonne qui précède ;
- la colonne « Dette en capital à l'origine » correspond au montant total de la garantie accordée aux titulaires d'un titre éligible ;
- la colonne « Dette en capital 1/1/N » correspond au montant résiduel de la garantie au 1/1/N ;
- la colonne « Annuité à verser au cours de l'exercice » n'est pas remplie car l'octroi de la garantie n'implique pas que des versements annuels aient lieu. Des versements ne seront effectués qu'en cas d'appel de la garantie.

IV – ANNEXES	IV
ENGAGEMENTS HORS BILAN – ENGAGEMENTS DONNES ET RECUS ETAT DES ENGAGEMENTS RECUS	B1.7

B1.7 – ETAT DES ENGAGEMENTS RECUS

Année d'origine	Nature de l'engagement	Organisme émetteur	Durée en années	Périodicité	Créance en capital à l'origine	Créance en capital 01/01/N	Annuité reçue au cours de l'exercice
8027 Subventions à recevoir par annuités (annuités restant à recevoir)					0,00	0,00	0,00
8028 Autres engagements reçus					0,00	0,00	0,00
A l'exception de ceux reçus des entreprises					0,00	0,00	0,00
Engagements reçus des entreprises					0,00	0,00	0,00
TOTAL					0,00	0,00	0,00

IV – ANNEXES	IV
ENGAGEMENTS HORS BILAN AUTORISATIONS DE PROGRAMME ET CREDITS DE PAIEMENT	B2.1

B2.1 – SITUATION DES AUTORISATIONS DE PROGRAMME ET CREDITS DE PAIEMENT

N° ou intitulé de l'AP	Montant des AP			Montant des CP		
	Pour mémoire AP votée y compris ajustement	Révision de l'exercice N	Total cumulé (toutes les délibérations y compris pour N)	Crédits de paiement antérieurs (réalisations cumulées au 01/01/N) (1)	Crédits de paiement ouverts au titre de l'exercice N (2)	Restes à financer au-delà de N (3)
AP2004/2020 AP RENOUV RESEAU DISTRIBUTION	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Il s'agit des réalisations effectives correspondant aux mandats émis.

(2) Il s'agit du montant prévu initialement par l'échéancier corrigé des révisions.

(3) Il s'agit de la différence entre les AP engagées et les CP consommés.

IV – ANNEXES	IV
ENGAGEMENTS HORS BILAN AUTORISATIONS D'ENGAGEMENT ET CREDITS DE PAIEMENT	B2.2

B2.2 – SITUATION DES AUTORISATIONS D'ENGAGEMENT ET CREDITS DE PAIEMENT

(1) Il s'agit des réalisations effectives correspondant aux mandats émis.

(2) Il s'agit du montant prévu initialement par l'échéancier corrigé des révisions.

(3) Il s'agit de la différence entre les AE engagées et les CP consommés.

IV – ANNEXES	IV
AUTRES ELEMENTS D'INFORMATIONS LISTE DES ORGANISMES DANS LESQUELS A ETE PRIS UN ENGAGEMENT FINANCIER	C2

C2 – LISTES DES ORGANISMES DANS LESQUELS A ETE PRIS UN ENGAGEMENT FINANCIER (articles L. 2313-1 et L. 2313-1-1 du CGCT)

Les documents financiers et comptables de ces organismes sont mis à la disposition du public à (1). Toute personne a le droit de demander communication.

La nature de l'engagement (2)	Nom de l'organisme	Raison sociale de l'organisme	Nature juridique de l'organisme	Montant de l'engagement
Délégation de service public (3)				
Garantie ou cautionnement d'un emprunt				
Autres				

(1) Hôtel de ville pour les communes et siège de l'établissement pour les EPCI, syndicat, etc. et autres lieux publics désignés par la commune ou l'établissement.

(2) Indiquer la date de la décision (délibérations, contrats ou décisions de l'exécutif).

(3) Préciser la nature de la délégation (concession, affermage, régie intéressée, ...).

IV – ANNEXES	IV
ARRETE ET SIGNATURES	D

Nombre de membres en exercice : 0
Nombre de membres présents : 0
Nombre de suffrages exprimés : 0
VOTES :
Pour : 0
Contre : 0
Abstentions : 0

Date de convocation : 31/12/2999

Présenté par (1) ,
A le 31/12/2999
(1) ,

Délibéré par l'assemblée (2), réunie en session
A , le 31/12/2999
Les membres de l'assemblée délibérante (2),

.

Certifié exécutoire par (1) , compte tenu de la transmission en préfecture, le , et de la publication le

A ,le

(1) Indiquer le « président du conseil d'administration » ou l'exécutif de la collectivité de rattachement : maire, président du conseil général,…
(2) L'assemblée délibérante étant : .

REPUBLIQUE FRANÇAISE

Numéro SIRET 20006711400054	COLLECTIVITE DE RATTACHEMENT COMMUNAUTE DE L'AUXERROIS

POSTE COMPTABLE DE : TRESORERIE AUXERRE

SERVICE PUBLIC LOCAL

M. 43 (1)

Décision modificative 1 (3)

BUDGET : MOBILITE DURABLE (3)

ANNEE 2020

(1) Compléter en fonction du service public local et du plan de comptes utilisé : M. 4, M. 41, M. 42, M. 43, M. 44 ou M. 49.

(2) Préciser s'il s'agit du budget supplémentaire ou d'une décision modificative.

(3) Indiquer le budget concerné : budget principal ou libellé du budget annexe.

Sommaire

I - Informations générales

Modalités de vote du budget 3

II - Présentation générale du budget

A1 - Vue d'ensemble - Sections 4
A2 - Vue d'ensemble - Section d'exploitation - Chapitres 5
A3 - Vue d'ensemble - Section d'investissement - Chapitres 7
B1 - Balance générale du budget - Dépenses 9
B2 - Balance générale du budget - Recettes 10

III - Vote du budget

A1 - Section d'exploitation - Détail des dépenses 12
A2 - Section d'exploitation - Détail des recettes 14
B1 - Section d'investissement - Détail des dépenses 15
B2 - Section d'investissement - Détail des recettes 16
B3 - Opérations d'équipement - Détail des chapitres et articles 17

IV - Annexes

A - Eléments du bilan

A1.1 - Etat de la dette - Détail des crédits de trésorerie Sans Objet
A1.2 - Etat de la dette - Répartition par nature de dette 18
A1.3 - Etat de la dette - Répartition des emprunts par structure de taux 22
A1.4 - Etat de la dette - Typologie de la répartition de l'encours 23
A1.5 - Etat de la dette - Détail des opérations de couverture 24
A1.6 - Etat de la dette - Autres dettes 26
A2 - Méthodes utilisées pour les amortissements 27
A3.1 - Etat des provisions et des dépréciations Sans Objet
A3.2 - Etalement des provisions Sans Objet
A4.1 - Equilibre des opérations financières - Dépenses 28
A4.2 - Equilibre des opérations financières - Recettes 29
A5.1.1 - Etat de ventilation des dépenses et recettes des services d'eau et d'assainissement - Exploitation (1) Sans Objet
A5.1.2 - Etat de ventilation des dépenses et recettes des services d'eau et d'assainissement - Investissement (1) Sans Objet
A5.2.1 - Etat de ventilation des dép. et rec. des services d'assainissement collectif et non collectif - Exploitation (1) Sans Objet
A5.2.2 - Etat de ventilation des dép. et rec. des services d'assainissement collectif et non collectif - Investissement (1) Sans Objet
A6 - Etat des charges transférées Sans Objet
A7 - Détail des opérations pour compte de tiers Sans Objet

B - Engagements hors bilan

B1.1 - Etat des emprunts garantis par la régie Sans Objet
B1.2 - Calcul du ratio d'endettement relatif aux garanties d'emprunt Sans Objet
B1.3 - Subventions versées dans le cadre du vote du budget Sans Objet
B1.4 - Etat des contrats de crédit-bail Sans Objet
B1.5 - Etat des contrats de partenariat public-privé Sans Objet
B1.6 - Etat des autres engagements donnés Sans Objet
B1.7 - Etat des engagements reçus Sans Objet
B2.1 - Etat des autorisations de programme et des crédits de paiement afférents Sans Objet
B2.2 - Etat des autorisations d'engagement et des crédits de paiement afférents Sans Objet

C - Autres éléments d'informations

C1.1 - Etat du personnel Sans Objet
C1.2 - Etat du personnel de la collectivité ou de l'établissement de rattachement employé par la régie Sans Objet
C2 - Liste des organismes dans lesquels a été pris un engagement financier (2) 30
C3 - Liste des services individualisés dans un budget annexe (3) Sans Objet

D - Arrêté et signatures

D - Arrêté et signatures 31

(1) Ces états ne sont obligatoires que pour les régies rattachées à des communes et groupements de communes de moins de 3 000 habitants ayant décidé d'établir un budget unique pour leurs services de distribution d'eau potable et d'assainissement dans les conditions fixées par l'article L. 2224-6 du CGCT. Ils n'existent qu'en M. 49.

(2) Ces états ne sont obligatoires que pour les régies rattachées à des communes de 3 500 habitants et plus (art. L. 2313-1 du CGCT), à des groupements comprenant au moins une commune de 3 500 habitants et plus (art. L. 5211-36 du CGCT, art L. 5711-1 CGCT) et à leurs établissements publics.

(3) Uniquement pour les services dotés de l'autonomie financière et de la personnalité morale.

Préciser, pour chaque annexe, si l'état est sans objet le cas échéant.

I – INFORMATIONS GENERALES	I
MODALITES DE VOTE DU BUDGET	

I – L'assemblée délibérante a voté le présent budget par nature :
- au niveau (1) du chapitre pour la section de fonctionnement ;
- au niveau (1) du chapitre pour la section d'investissement.
  - sans (2) les chapitres « opérations d'équipement » de l'état III B 3.

La liste des articles spécialisés sur lesquels l'ordonnateur ne peut procéder à des virements d'article à article est la suivante :

II – En l'absence de mention au paragraphe I ci-dessus, le budget est réputé voté par chapitre, et, en section d'investissement, sans chapitre de dépense « opération d'équipement ».

III – Les provisions sont (3) .

IV – La comparaison s'effectue par rapport au budget de l'exercice (4).

V – Le présent budget a été voté (5) sans reprise des résultats de l'exercice N-1.

(1) A compléter par « du chapitre » ou « de l'article ».

(2) Indiquer « avec » ou « sans » les chapitres opérations d'équipement.

(3) A compléter par un seul des deux choix suivants :
- semi-budgétaires (pas d'inscription en recette de la section d'investissement),
- budgétaires (délibération n° ……. du …….).

(4) Budget de l'exercice = budget primitif + budget supplémentaire + décision modificative, s'il y a lieu.

(5) A compléter par un seul des trois choix suivants :
- sans reprise des résultats de l'exercice N-1,
- avec reprise des résultats de l'exercice N-1 après le vote du compte administratif,
- avec reprise anticipée des résultats de l'exercice N-1.

II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET	II
VUE D'ENSEMBLE	A1

EXPLOITATION

		DEPENSES DE LA SECTION D'EXPLOITATION	RECETTES DE LASECTION D'EXPLOITATION
VOTE	CREDITS DE FONCTIONNEMENT VOTES AU TITRE DU PRESENT BUDGET (1)	0,00	0,00
	+	+	+
REPORTS	RESTES A REALISER (R.A.R) DE L'EXERCICE PRECEDENT (2)	0,00	0,00
REPORTS	002 RESULTAT D'EXPLOITATION REPORTE (2)	(si déficit) 0,00	(si excédent) 0,00
	=	=	=
	TOTAL DE LA SECTION D'EXPLOITATION (3)	0,00	0,00

INVESTISSEMENT

		DEPENSES DE LA SECTION D'INVESTISSEMENT	RECETTES DE LASECTION D'INVESTISSEMENT
VOTE	CREDITS D'INVESTISSEMENT (1) VOTES AU TITRE DU PRESENT BUDGET (y compris les comptes 1064 et 1068)	0,00	0,00
	+	+	+
REPORTS	RESTES A REALISER (R.A.R) DE L'EXERCICE PRECEDENT (2)	0,00	0,00
REPORTS	001 SOLDE D'EXECUTION DE LA SECTION D'INVESTISSEMENT REPORTE (2)	(si solde négatif) 0,00	(si solde positif) 0,00
	=	=	=
	TOTAL DE LA SECTION D'INVESTISSEMENT (3)	0,00	0,00

TOTAL

TOTAL DU BUDGET (3)	0,00	0,00

(1) Au budget primitif, les crédits votés correspondent aux crédits votés lors de cette étape budgétaire. De même, pour les décisions modificatives et le budget supplémentaire, les crédits votés correspondent aux crédits votés lors de l'étape budgétaire sans sommation avec ceux antérieurement votés lors du même exercice.
(2) A servir uniquement en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent, soit après le vote du compte administratif, soit en cas de reprise anticipée des résultats.
Pour la section d'exploitation, les RAR sont constitués par l'ensemble des dépenses engagées et n'ayant pas donné lieu à service fait au 31 décembre de l'exercice précédent. En recettes, il s'agit des recettes certaines n'ayant pas donné lieu à l'émission d'un titre au 31/12 de l'exercice précédent.
Pour la section d'investissement, les RAR correspondent aux dépenses engagées non mandatées au 31/12 de l'exercice précédent telles qu'elles ressortent de la comptabilité des engagements et aux recettes certaines n'ayant pas donné lieu à l'émission d'un titre au 31/12 de l'exercice précédent.
(3) Total de la section d'exploitation = RAR + résultat reporté + crédits d'exploitation votés.

Total de la section d'investissement = RAR + solde d'exécution reporté + crédits d'investissement votés.

Total du budget = Total de la section d'exploitation + Total de la section d'investissement.

II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET	II
SECTION D'EXPLOITATION – CHAPITRES	A2

DEPENSES D'EXPLOITATION

Chap.	Libellé	Budget de l'exercice (1) I	Restes à réaliser N-1 (2) II	Propositions nouvelles	VOTE (3) III	TOTAL IV = I + II + III
011	Charges à caractère général	228 663,00	0,00	0,00	0,00	228 663,00
012	Charges de personnel, frais assimilés	87 867,00	0,00	0,00	0,00	87 867,00
014	Atténuations de produits	3 000,00	0,00	0,00	0,00	3 000,00
65	Autres charges de gestion courante	6 353 870,00	0,00	148 000,00	148 000,00	6 501 870,00
Total des dépenses de gestion des services		**6 673 400,00**	**0,00**	**148 000,00**	**148 000,00**	**6 821 400,00**
66	Charges financières	30 000,00	0,00	0,00	0,00	30 000,00
67	Charges exceptionnelles	28 000,00	0,00	-148 000,00	-148 000,00	-120 000,00
68	Dotations aux provisions et dépréciat° (4)	0,00		0,00	0,00	0,00
69	Impôts sur les bénéfices et assimilés (5)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
022	Dépenses imprévues	0,00		0,00	0,00	0,00
Total des dépenses réelles d'exploitation		**6 731 400,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**6 731 400,00**
023	*Virement à la section d'investissement (6)*	*0,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
042	*Opérat° ordre transfert entre sections (6)*	*90 000,00*		*0,00*	*0,00*	*90 000,00*
043	*Opérat° ordre intérieur de la section (6)*	*0,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
Total des dépenses d'ordre d'exploitation		***90 000,00***		***0,00***	***0,00***	***90 000,00***
TOTAL		**6 821 400,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**6 821 400,00**

+

D 002 RESULTAT REPORTE OU ANTICIPE (2)	0,00

=

TOTAL DES DEPENSES D'EXPLOITATION CUMULEES	6 821 400,00

RECETTES D'EXPLOITATION

Chap.	Libellé	Budget de l'exercice (1) I	Restes à réaliser N-1 (2) II	Propositions nouvelles	VOTE (3) III	TOTAL IV = I + II + III
013	Atténuations de charges	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
70	Ventes produits fabriqués, prestations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
73	Produits issus de la fiscalité (7)	2 949 847,27	0,00	0,00	0,00	2 949 847,27
74	Subventions d'exploitation	1 755 000,00	0,00	0,00	0,00	1 755 000,00
75	Autres produits de gestion courante	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des recettes de gestion des services		**4 704 847,27**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**4 704 847,27**
76	Produits financiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
77	Produits exceptionnels	2 044 647,00	0,00	-55 353,00	-55 353,00	1 989 294,00
78	Reprises sur provisions et dépréciations (4)	0,00		0,00	0,00	0,00
Total des recettes réelles d'exploitation		**6 749 494,27**	**0,00**	**-55 353,00**	**-55 353,00**	**6 694 141,27**
042	*Opérat° ordre transfert entre sections (6)*	*71 753,00*		*55 353,00*	*55 353,00*	*127 106,00*
043	*Opérat° ordre intérieur de la section (6)*	*0,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
Total des recettes d'ordre d'exploitation		***71 753,00***		***55 353,00***	***55 353,00***	***127 106,00***
TOTAL		**6 821 247,27**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**6 821 247,27**

+

R 002 RESULTAT REPORTE OU ANTICIPE (2)	152,73

=

TOTAL DES RECETTES D'EXPLOITATION CUMULEES	6 821 400,00

Pour information :

AUTOFINANCEMENT PREVISIONNEL DÉGAGÉ AU PROFIT DE LA SECTION D'INVESTISSEMENT (8)	-37 106,00

Il s'agit, pour un budget voté en équilibre, des ressources propres correspondant à l'excédent des recettes réelles de fonctionnement sur les dépenses réelles de fonctionnement. Il sert à financer le remboursement du capital de la dette et les nouveaux investissements de la régie.

(1) Cf. Modalités de vote I.

(2) Inscrire en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent (après vote du compte administratif ou si reprise anticipée des résultats).

(3) Le vote de l'organe délibérant porte uniquement sur les propositions nouvelles.

(4) Si la régie applique le régime des provisions semi-budgétaires, ainsi que pour la dotation aux dépréciations des stocks de fournitures et de marchandises, des créances et des valeurs mobilières de placement, aux dépréciations des comptes de tiers et aux dépréciations des comptes financiers.

(5) Ce chapitre n'existe pas en M. 49.

(6) DE 023 = RI 021 ; DI 040 = RE 042 ; RI 040 = DE 042 ; DI 041 = RI 041 ; DE 043 = RE 043.

(7) Ce chapitre existe uniquement en M. 41, M. 43 et M. 44.

(8) Solde de l'opération *DE 023 + DE 042 – RE 042* ou solde de l'opération *RI 021 + RI 040 – DI 040*.

II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET — II
SECTION D'INVESTISSEMENT – CHAPITRES — A3

DEPENSES D'INVESTISSEMENT

Chap.	Libellé	Budget de l'exercice (1) I	Restes à réaliser N-1 (2) II	Propositions nouvelles	VOTE (3) III	TOTAL IV = I + II + III
20	Immobilisations incorporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	61 049,78	0,00	0,00	0,00	61 049,78
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	2 158 402,56	0,00	-61 353,00	-61 353,00	2 097 049,56
	Total des opérations d'équipement	1 525 000,00	0,00	0,00	0,00	1 525 000,00
Total des dépenses d'équipement		**3 744 452,34**	**0,00**	**-61 353,00**	**-61 353,00**	**3 683 099,34**
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	156 000,00	0,00	6 000,00	6 000,00	162 000,00
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie) (5)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participat° et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
020	Dépenses imprévues	0,00		0,00	0,00	0,00
Total des dépenses financières		**156 000,00**	**0,00**	**6 000,00**	**6 000,00**	**162 000,00**
45…	**Total des opérations pour compte de tiers (6)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Total des dépenses réelles d'investissement		**3 900 452,34**	**0,00**	**-55 353,00**	**-55 353,00**	**3 845 099,34**
040	*Opérat° ordre transfert entre sections (4)*	*71 753,00*		*55 353,00*	*55 353,00*	*127 106,00*
041	*Opérations patrimoniales (4)*	*0,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
Total des dépenses d'ordre d'investissement		***71 753,00***		***55 353,00***	***55 353,00***	***127 106,00***
TOTAL		**3 972 205,34**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**3 972 205,34**

+

D 001 SOLDE D'EXECUTION NEGATIF REPORTE OU ANTICIPE (2)	**0,00**

=

TOTAL DES DEPENSES D'INVESTISSEMENT CUMULEES	**3 972 205,34**

RECETTES D'INVESTISSEMENT

Chap.	Libellé	Budget de l'exercice (1) I	Restes à réaliser N-1 (2) II	Propositions nouvelles	VOTE (3) III	TOTAL IV = I + II + III
13	Subventions d'investissement	1 814 764,30	0,00	0,00	0,00	1 814 764,30
16	Emprunts et dettes assimilées (hors 165)	1 800 000,00	0,00	0,00	0,00	1 800 000,00
20	Immobilisations incorporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des recettes d'équipement		**3 614 764,30**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**3 614 764,30**
10	Dotations, fonds divers et réserves	10 000,00	0,00	0,00	0,00	10 000,00
106	Réserves (7)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
165	Dépôts et cautionnements reçus	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie) (5)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participat° et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des recettes financières		**10 000,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**10 000,00**
45…	**Total des opérations pour le compte de tiers (6)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Total des recettes réelles d'investissement		**3 624 764,30**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**3 624 764,30**
021	*Virement de la section d'exploitation (4)*	*0,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
040	*Opérat° ordre transfert entre sections (4)*	*90 000,00*		*0,00*	*0,00*	*90 000,00*
041	*Opérations patrimoniales (4)*	*0,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
Total des recettes d'ordre d'investissement		***90 000,00***		***0,00***	***0,00***	***90 000,00***
TOTAL		**3 714 764,30**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**3 714 764,30**

+

R 001 SOLDE D'EXECUTION POSITIF REPORTE OU ANTICIPE (2)	**257 441,04**

=

TOTAL DES RECETTES D'INVESTISSEMENT CUMULEES	**3 972 205,34**

Pour information :

Il s'agit, pour un budget voté en équilibre, des ressources propres correspondant à l'excédent des recettes réelles de fonctionnement sur les dépenses réelles de fonctionnement. Il sert à financer le remboursement du capital de la dette et les nouveaux investissements de la régie.

AUTOFINANCEMENT PREVISIONNEL DÉGAGÉ PAR LA SECTION DE FONCTIONNEMENT (8)	**-37 106,00**

(1) Cf. Modalités de vote I.

(2) Inscrire en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent (après vote du compte administratif ou si reprise anticipée des résultats).

(3) Le vote de l'organe délibérant porte uniquement sur les propositions nouvelles.

(4) DE 023 = RI 021 ; DI 040 = RE 042 ; RI 040 = DE 042 ; DI 041 = RI 041 ; DE 043 = RE 043.

(5) A servir uniquement, en dépense, lorsque la régie effectue une dotation initiale en espèces au profit d'un service public non personnalisé qu'elle crée et, en recettes, lorsque le service non personnalisé reçoit une dotation en espèces de la part de sa collectivité de rattachement.

(6) Seul le total des opérations réelles pour compte de tiers figure sur cet état (voir le détail Annexe IV-A7).

(7) Le compte 106 n'est pas un chapitre mais un article du chapitre 10.

(8) Solde de l'opération *DE 023 + DE 042 – RE 042* ou solde de l'opération *RI 021 + RI 040 – DI 040*.

II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET — II

BALANCE GENERALE DU BUDGET — B1

1 – DEPENSES (du présent budget + restes à réaliser)

	EXPLOITATION	Opérations réelles (1)	Opérations d'ordre (2)	TOTAL
011	Charges à caractère général	0,00		0,00
012	Charges de personnel, frais assimilés	0,00		0,00
014	Atténuations de produits	0,00		0,00
60	*Achats et variation des stocks (3)*		*0,00*	0,00
65	Autres charges de gestion courante	148 000,00		148 000,00
66	Charges financières	0,00	*0,00*	0,00
67	Charges exceptionnelles	-148 000,00	*0,00*	-148 000,00
68	Dot. Amortist, dépréciat°, provisions	0,00	*0,00*	0,00
69	Impôts sur les bénéfices et assimilés (4)	0,00		0,00
71	*Production stockée (ou déstockage) (3)*		*0,00*	0,00
022	Dépenses imprévues	0,00		0,00
023	*Virement à la section d'investissement*		*0,00*	0,00
	Dépenses d'exploitation – Total	**0,00**	***0,00***	**0,00**

+

D 002 RESULTAT REPORTE OU ANTICIPE	**0,00**

=

TOTAL DES DEPENSES D'EXPLOITATION CUMULEES	**0,00**

	INVESTISSEMENT	Opérations réelles (1)	Opérations d'ordre (2)	TOTAL
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	*0,00*	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	*0,00*	0,00
14	*Prov. Réglementées, amort. dérogatoires*		*0,00*	0,00
15	*Provisions pour risques et charges (5)*		*0,00*	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées (sauf 1688 non budgétaire)	6 000,00	*0,00*	6 000,00
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie)	0,00		0,00
	Total des opérations d'équipement	0,00		0,00
20	Immobilisations incorporelles (6)	0,00	*0,00*	0,00
21	Immobilisations corporelles (6)	0,00	*0,00*	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation (6)	0,00	*0,00*	0,00
23	Immobilisations en cours (6)	-61 353,00	*0,00*	-61 353,00
26	Participations et créances rattachées	0,00	*0,00*	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	*0,00*	0,00
28	*Amortissement des immobilisations (reprises)*		*55 353,00*	55 353,00
29	*Dépréciation des immobilisations*		*0,00*	0,00
39	*Dépréciat° des stocks et en-cours*		*0,00*	0,00
45…	Opérations pour compte de tiers (7)	0,00	*0,00*	0,00
481	*Charges à répartir plusieurs exercices*		*0,00*	0,00
3…	Stocks	0,00	*0,00*	0,00
020	Dépenses imprévues	0,00		0,00
	Dépenses d'investissement – Total	**-55 353,00**	***55 353,00***	**0,00**

+

D 001 SOLDE D'EXECUTION NEGATIF REPORTE OU ANTICIPE	**0,00**

=

TOTAL DES DEPENSES D'INVESTISSEMENT CUMULEES	**0,00**

(1) Y compris les opérations relatives au rattachement des charges et des produits et les opérations d'ordre semi-budgétaires.

(2) Voir liste des opérations d'ordre.

(3) Permet de retracer les variations de stocks (sauf stocks de marchandises et de fournitures).

(4) Ce chapitre n'existe pas en M. 49.

(5) Si la régie applique le régime des provisions budgétaires.

(6) Hors chapitres « opérations d'équipement ».

(7) Seul le total des opérations pour compte de tiers figure sur cet état (voir le détail Annexe IV A7).

II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET	II
BALANCE GENERALE DU BUDGET	B2

2 – RECETTES (du présent budget + restes à réaliser)

	EXPLOITATION	Opérations réelles (1)	Opérations d'ordre (2)	TOTAL
013	Atténuations de charges	0,00		0,00
60	*Achats et variation des stocks (3)*		*0,00*	0,00
70	Ventes produits fabriqués, prestations	0,00		0,00
71	*Production stockée (ou déstockage) (3)*		*0,00*	0,00
72	*Production immobilisée*		*0,00*	0,00
73	Produits issus de la fiscalité (6)	0,00		0,00
74	Subventions d'exploitation	0,00		0,00
75	Autres produits de gestion courante	0,00		0,00
76	Produits financiers	0,00	*0,00*	0,00
77	Produits exceptionnels	-55 353,00	*0,00*	-55 353,00
78	Reprise amort., dépreciat° et provisions	0,00	*55 353,00*	55 353,00
79	*Transferts de charges*		*0,00*	0,00
	Recettes d'exploitation – Total	**-55 353,00**	***55 353,00***	**0,00**

+

R 002 RESULTAT REPORTE OU ANTICIPE	0,00

=

TOTAL DES RECETTES D'EXPLOITATION CUMULEES	0,00

	INVESTISSEMENT	Opérations réelles (1)	Opérations d'ordre (2)	TOTAL
10	Dotations, fonds divers et réserves (sauf 106)	0,00	*0,00*	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	*0,00*	0,00
14	*Prov. Réglementées, amort. dérogatoires*		*0,00*	0,00
15	*Provisions pour risques et charges (4)*		*0,00*	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées (sauf 1688 non budgétaire)	0,00	*0,00*	0,00
18	Comptes liaison : affectat° BA, régies	0,00	*0,00*	0,00
20	Immobilisations incorporelles	0,00	*0,00*	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	*0,00*	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	*0,00*	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	*0,00*	0,00
26	Participations et créances rattachées	0,00	*0,00*	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	*0,00*	0,00
28	*Amortissement des immobilisations*		*0,00*	0,00
29	*Dépréciation des immobilisations (4)*		*0,00*	0,00
39	*Dépréciat° des stocks et en-cours (4)*		*0,00*	0,00
45…	Opérations pour compte de tiers (5)	0,00	*0,00*	0,00
481	*Charges à répartir plusieurs exercices*		*0,00*	0,00
3…	Stocks	0,00	*0,00*	0,00
021	*Virement de la section d'exploitation*		*0,00*	0,00
	Recettes d'investissement – Total	**0,00**	***0,00***	**0,00**

+

R 001 SOLDE D'EXECUTION POSITIF REPORTE OU ANTICIPE	0,00

+

AFFECTATION AUX COMPTES 106	0,00

=

TOTAL DES RECETTES D'INVESTISSEMENT CUMULEES	0,00

(1) Y compris les opérations relatives au rattachement des charges et des produits et les opérations d'ordre semi-budgétaires.

(2) Voir liste des opérations d'ordre.

(3) Permet de retracer les variations de stocks (sauf stocks de marchandises et de fournitures).

(4) Si la régie applique le régime des provisions budgétaires.

(5) Seul le total des opérations pour compte de tiers figure sur cet état (voir le détail Annexe IV A7).

(6) Ce chapitre existe uniquement en M. 41, en M. 43 et en M. 44.

III – VOTE DU BUDGET	III
SECTION D'EXPLOITATION – DETAIL DES DEPENSES	A1

Chap / art (1)	Libellé (1)	Budget de l'exercice (2)	Propositions nouvelles (3)	Vote (4)
011	**Charges à caractère général (5) (6)**	**228 663,00**	**0,00**	**0,00**
6061	Fournitures non stockables (eau, énergie	410,00	0,00	0,00
611	Sous-traitance générale	86 400,00	0,00	0,00
6132	Locations immobilières	19 000,00	0,00	0,00
614	Charges locatives et de copropriété	943,00	0,00	0,00
6226	Honoraires	-11 400,00	0,00	0,00
6256	Missions	1 400,00	0,00	0,00
6281	Concours divers (cotisations)	4 000,00	0,00	0,00
6283	Frais de nettoyage des locaux	2 910,00	0,00	0,00
6287	Remboursements de frais	125 000,00	0,00	0,00
012	**Charges de personnel, frais assimilés**	**87 867,00**	**0,00**	**0,00**
6411	Salaires, appointements, commissions	87 867,00	0,00	0,00
014	**Atténuations de produits (7)**	**3 000,00**	**0,00**	**0,00**
739	Restitut° taxe Versement Transport	3 000,00	0,00	0,00
65	**Autres charges de gestion courante**	**6 353 870,00**	**148 000,00**	**148 000,00**
6531	Indemnités élus	23 870,00	0,00	0,00
65714	Subv. équipt Communes	54 000,00	0,00	0,00
65734	Subv. exploitat° Communes	3 000,00	0,00	0,00
6574	Subv. exploitat° personne droit privé	6 273 000,00	148 000,00	148 000,00
TOTAL = DEPENSES DE GESTION DES SERVICES (a) = (011 + 012 + 014 + 65)		**6 673 400,00**	**148 000,00**	**148 000,00**
66	**Charges financières (b) (8)**	**30 000,00**	**0,00**	**0,00**
66111	Intérêts réglés à l'échéance	30 000,00	0,00	0,00
67	**Charges exceptionnelles (c)**	**28 000,00**	**-148 000,00**	**-148 000,00**
678	Autres charges exceptionnelles	28 000,00	-148 000,00	-148 000,00
68	**Dotations aux provisions et dépréciat° (d) (9)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
69	**Impôts sur les bénéfices et assimilés (e) (10)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
022	**Dépenses imprévues (f)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
TOTAL DES DEPENSES REELLES = a + b + c + d + e + f		**6 731 400,00**	**0,00**	**0,00**
023	***Virement à la section d'investissement***	***0,00***	***0,00***	***0,00***
042	***Opérat° ordre transfert entre sections (11) (12)***	***90 000,00***	***0,00***	***0,00***
6811	*Dot. amort. Immos incorp. et corporelles*	*90 000,00*	*0,00*	*0,00*
TOTAL DES PRELEVEMENTS AU PROFIT DE LA SECTION D'INVESTISSEMENT		***90 000,00***	***0,00***	***0,00***
043	***Opérat° ordre intérieur de la section***	**0,00**	**0,00**	**0,00**
TOTAL DES DEPENSES D'ORDRE		***90 000,00***	***0,00***	***0,00***
TOTAL DES DEPENSES D'EXPLOITATION DE L'EXERCICE (= Total des opérations réelles et d'ordre)		**6 821 400,00**	**0,00**	**0,00**

+

RESTES A REALISER N-1 (13)	**0,00**

+

D 002 RESULTAT REPORTE OU ANTICIPE (13)	**0,00**

=

TOTAL DES DEPENSES D'EXPLOITATION CUMULEES	**0,00**

Détail du calcul des ICNE au compte 66112 (8)

Montant des ICNE de l'exercice	0,00
- Montant des ICNE de l'exercice N-1	0,00
= Différence ICNE N – ICNE N-1	0,00

(1) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes appliqué par la commune ou l'établissement.

(2) cf. Modalités de vote I.

(3) Hors restes à réaliser.

(4) Le vote de l'organe délibérant porte uniquement sur les propositions nouvelles.

(5) Le compte 621 est retracé au sein du chapitre 012.

(6) Le compte 634 est uniquement ouvert en M. 41.

(7) Le compte 739 est uniquement ouvert en M. 43 et en M. 44.

(8) Le montant des ICNE de l'exercice correspond au montant de l'étape en cours cumulé aux crédits de l'exercice. Si le montant des ICNE de l'exercice est inférieur au montant de l'exercice N-1, le montant du compte 66112 sera négatif.

(9)Si la régie applique le régime des provisions semi-budgétaires, ainsi que pour la dotation aux dépréciations des stocks de fournitures et de marchandises, des créances et des valeurs mobilières de placement, aux dépréciations des comptes de tiers et aux dépréciations des comptes financiers.

(10) Ce chapitre n'existe pas en M. 49.

(11) Cf. définitions du chapitre des opérations d'ordre, *DE 042 = RI 040.*

(12) Le compte 6815 peut figurer dans le détail du chapitre 042 si la régie applique le régime des provisions budgétaires.

(13) Inscrire en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent (après vote du compte administratif ou si reprise anticipée des résultats).

III – VOTE DU BUDGET — III

SECTION D'EXPLOITATION – DETAIL DES RECETTES — A2

Chap / art (1)	Libellé (1)	Budget de l'exercice (2)	Propositions nouvelles (3)	Vote (4)
013	**Atténuations de charges (5)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
70	**Ventes produits fabriqués, prestations**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
73	**Produits issus de la fiscalité (6)**	**2 949 847,27**	**0,00**	**0,00**
734	Versement de transport	2 949 847,27	0,00	0,00
74	**Subventions d'exploitation**	**1 755 000,00**	**0,00**	**0,00**
7471	Subv. exploitat° État	455 000,00	0,00	0,00
7472	Subv. exploitat° Régions	1 100 000,00	0,00	0,00
7474	Subv. exploitat° Communes	200 000,00	0,00	0,00
75	**Autres produits de gestion courante**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
	TOTAL = RECETTES DE GESTION DES SERVICES (a) = 013 + 70 + 73 + 74 + 75	**4 704 847,27**	**0,00**	**0,00**
76	**Produits financiers (b)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
77	**Produits exceptionnels (c)**	**2 044 647,00**	**-55 353,00**	**-55 353,00**
774	Subventions exceptionnelles	2 044 647,00	-55 353,00	-55 353,00
78	**Reprises sur provisions et dépréciations (d) (7)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
	TOTAL DES RECETTES REELLES = a + b + c + d	**6 749 494,27**	**-55 353,00**	**-55 353,00**
042	***Opérat° ordre transfert entre sections (8) (9)***	***71 753,00***	***55 353,00***	***55 353,00***
777	*Quote-part subv invest transf cpte résul*	*16 400,00*	*0,00*	*0,00*
7811	*Rep. amort. immos corpo. et incorp.*	*55 353,00*	*55 353,00*	*55 353,00*
043	***Opérat° ordre intérieur de la section (8)***	***0,00***	***0,00***	***0,00***
	TOTAL DES RECETTES D'ORDRE	***71 753,00***	***55 353,00***	***55 353,00***
	TOTAL DES RECETTES D'EXPLOITATION DE L'EXERCICE (= Total des opérations réelles et d'ordre)	**6 821 247,27**	**0,00**	**0,00**

+

RESTES A REALISER N-1 (10)	**0,00**

+

R 002 RESULTAT REPORTE OU ANTICIPE (10)	**0,00**

=

TOTAL DES RECETTES D'EXPLOITATION CUMULEES	**0,00**

Détail du calcul des ICNE au compte 7622 (11)

Montant des ICNE de l'exercice	0,00
- Montant des ICNE de l'exercice N-1	0,00
= Différence ICNE N – ICNE N-1	0,00

(1) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes appliqué par la régie.

(2) cf. Modalités de vote I.

(3) Hors restes à réaliser.

(4) Le vote de l'assemblée porte uniquement sur les propositions nouvelles.

(5) Le compte 699 n'existe pas en M. 49.

(6) Ce chapitre existe uniquement en M. 41, M. 43 et M. 44.

(7)Si la régie applique le régime des provisions semi-budgétaires, ainsi que pour la dotation aux dépréciations des stocks de fournitures et de marchandises, des créances et des valeurs mobilières de placement, aux dépréciations des comptes de tiers et aux dépréciations des comptes financiers.

(8) Cf. définitions du chapitre des opérations d'ordre, *RE 042 = DI 040, RE 043 = DE 043.*

(9) Le compte 7815 peut figurer dans le détail du chapitre 042 si la régie applique le régime des provisions budgétaires.

(10) Inscrire en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent (après vote du compte administratif ou si reprise anticipée des résultats).

(11) Le montant des ICNE de l'exercice correspond au montant de l'étape en cours cumulé aux crédits de l'exercice. Si le montant des ICNE de l'exercice est inférieur au montant de l'exercice N-1, le montant du compte 7622 sera négatif.

III – VOTE DU BUDGET — III

SECTION D'INVESTISSEMENT – DETAIL DES DEPENSES — B1

Chap / art (1)	Libellé (1)	Budget de l'exercice (2)	Propositions nouvelles (3)	Vote (4)
20	**Immobilisations incorporelles (hors opérations)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
21	**Immobilisations corporelles (hors opérations)**	**61 049,78**	**0,00**	**0,00**
2135	Installations générales, agencements	3 695,67	0,00	0,00
2145	Construct° sol autrui - Installat° géné.	13 000,00	0,00	0,00
2153	Installations à caractère spécifique	19 354,11	0,00	0,00
2181	Installat° générales, agencements	25 000,00	0,00	0,00
22	**Immobilisations reçues en affectation (hors opérations)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
23	**Immobilisations en cours (hors opérations)**	**2 158 402,56**	**-61 353,00**	**-61 353,00**
2315	Installat°, matériel et outillage techni	1 593 402,56	-61 353,00	-61 353,00
238	Avances commandes immo. incorp.	565 000,00	0,00	0,00
2003	**Opération d'équipement n° 2003 (5)**	**1 525 000,00**	**0,00**	**0,00**
	Total des dépenses d'équipement	**3 744 452,34**	**-61 353,00**	**-61 353,00**
10	**Dotations, fonds divers et réserves**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
13	**Subventions d'investissement**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
16	**Emprunts et dettes assimilées**	**156 000,00**	**6 000,00**	**6 000,00**
1641	Emprunts en euros	156 000,00	6 000,00	6 000,00
18	**Compte de liaison : affectat° (BA,régie)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
26	**Participat° et créances rattachées**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
27	**Autres immobilisations financières**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
020	**Dépenses imprévues**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
	Total des dépenses financières	**156 000,00**	**6 000,00**	**6 000,00**
	Total des dépenses d'opérations pour compte de tiers	**0,00**	**0,00**	**0,00**
	TOTAL DEPENSES REELLES	**3 900 452,34**	**-55 353,00**	**-55 353,00**
040	***Opérat° ordre transfert entre sections (7) (8)***	***71 753,00***	***55 353,00***	***55 353,00***
	Reprises sur autofinancement antérieur	***71 753,00***	***55 353,00***	***55 353,00***
13911	*Sub. équipt cpte résult. Etat*	*15 000,00*	*0,00*	*0,00*
13918	*Autres subventions d'équipement*	*1 400,00*	*0,00*	*0,00*
28182	*Matériel de transport*	*55 353,00*	*55 353,00*	*55 353,00*
	Charges transférées	***0,00***	***0,00***	***0,00***
041	***Opérations patrimoniales (9)***	***0,00***	***0,00***	***0,00***
	TOTAL DEPENSES D'ORDRE	***71 753,00***	***55 353,00***	***55 353,00***
	TOTAL DES DEPENSES D'INVESTISSEMENT DE L'EXERCICE (= Total des dépenses réelles et d'ordre)	**3 972 205,34**	**0,00**	**0,00**

+

RESTES A REALISER N-1 (10)	**0,00**

+

D 001 SOLDE D'EXECUTION NEGATIF REPORTE OU ANTICIPE (10)	**0,00**

=

TOTAL DES DEPENSES D'INVESTISSEMENT CUMULEES	**0,00**

(1) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes appliqué par la régie.

(2) cf. Modalités de vote, I.

(3) Hors restes à réaliser.

(4) Le vote de l'organe délibérant porte uniquement sur les propositions nouvelles.

(5) Voir état III B 3 pour le détail des opérations d'équipement.

(6) Voir annexe IV A7 pour le détail des opérations pour compte de tiers.

(7) Cf. définitions du chapitre des opérations d'ordre, *DI 040 = RE 042.*

(8) Le compte 15…2 peut figurer dans le détail du chapitre 042 si la régie applique le régime des provisions budgétaires.

(9) Cf. définitions du chapitre des opérations d'ordre, *DI 041 = RI 041.*

(10) Inscrire en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent (après vote du compte administratif ou si reprise anticipée des résultats).

III – VOTE DU BUDGET — III

SECTION D'INVESTISSEMENT – DETAIL DES RECETTES — B2

Chap / art (1)	Libellé (1)	Budget de l'exercice (2)	Propositions nouvelles (3)	Vote (4)
13	**Subventions d'investissement**	**1 814 764,30**	**0,00**	**0,00**
1311	Subv. équipt Etat et établ. Nationaux	340 074,00	0,00	0,00
1314	Subv. équipt Communes	8 038,30	0,00	0,00
1317	Subv. équipt Budget communautaire, FS	535 771,00	0,00	0,00
1318	Autres subventions d'équipement	930 881,00	0,00	0,00
16	**Emprunts et dettes assimilées (hors 165)**	**1 800 000,00**	**0,00**	**0,00**
1641	Emprunts en euros	1 800 000,00	0,00	0,00
20	**Immobilisations incorporelles**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
21	**Immobilisations corporelles**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
22	**Immobilisations reçues en affectation**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
23	**Immobilisations en cours**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
	Total des recettes d'équipement	**3 614 764,30**	**0,00**	**0,00**
10	**Dotations, fonds divers et réserves**	**10 000,00**	**0,00**	**0,00**
10222	FCTVA	10 000,00	0,00	0,00
165	**Dépôts et cautionnements reçus**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
18	**Compte de liaison : affectat° (BA,régie)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
26	**Participat° et créances rattachées**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
27	**Autres immobilisations financières**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
	Total des recettes financières	**10 000,00**	**0,00**	**0,00**
	Total des recettes d'opérations pour compte de tiers	**0,00**	**0,00**	**0,00**
	TOTAL RECETTES REELLES	**3 624 764,30**	**0,00**	**0,00**
021	***Virement de la section d'exploitation***	***0,00***	***0,00***	***0,00***
040	***Opérat° ordre transfert entre sections (6) (7)***	***90 000,00***	***0,00***	***0,00***
28145	*Aménagements construction sol d'autrui*	*5 000,00*	*0,00*	*0,00*
28153	*Installations à caractère spécifique*	*20 000,00*	*0,00*	*0,00*
28157	*Aménagements des matériels industriels*	*2 000,00*	*0,00*	*0,00*
28181	*Installations générales, agencements*	*7 000,00*	*0,00*	*0,00*
28182	*Matériel de transport*	*56 000,00*	*0,00*	*0,00*
TOTAL DES PRELEVEMENTS PROVENANT DE LA SECTION D'EXPLOITATION		***90 000,00***	***0,00***	***0,00***
041	***Opérations patrimoniales (8)***	***0,00***	***0,00***	***0,00***
	TOTAL RECETTES D'ORDRE	***90 000,00***	***0,00***	***0,00***
	TOTAL DES RECETTES D'INVESTISSEMENT DE L'EXERCICE (= Total des recettes réelles et d'ordre)	**3 714 764,30**	**0,00**	**0,00**

+

RESTES A REALISER N-1 (9)	**0,00**

+

R 001 SOLDE D'EXECUTION POSITIF REPORTE OU ANTICIPE (9)	**0,00**

=

TOTAL DES RECETTES D'INVESTISSEMENT CUMULEES	**0,00**

(1) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes appliqué par la régie.

(2) cf. Modalités de vote, I.

(3) Hors restes à réaliser.

(4) Le vote de l'organe délibérant porte uniquement sur les propositions nouvelles.

(5) Voir annexe IV A7 pour le détail des opérations pour compte de tiers.

(6) Cf. définitions du chapitre des opérations d'ordre, R*I 040 = DE 042.*

(7) Le compte 15…2 peut figurer dans le détail du chapitre 042 si la régie applique le régime des provisions budgétaires.

(8) Cf. définitions du chapitre des opérations d'ordre, D*I 041 = RI 041.*

(9) Inscrire en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent (après vote du compte administratif ou si reprise anticipée des résultats).

III – VOTE DU BUDGET	III
DETAIL DES CHAPITRES D'OPERATION D'EQUIPEMENT	B3

OPERATION D'EQUIPEMENT N°: 2003 (1)
LIBELLE : ACQUISITION BUS HYDROGENE

Pour vote

Art. (2)	Libellé (2)	Réalisations cumulées au 01/01/N	Restes à réaliser N-1 (3)(5)	Propositions nouvelles (4)	Vote (4)	Montant pour information (5)
DEPENSES		0,00	a 0,00	0,00	b 0,00	b 0,00
20	Immobilisations incorporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2153	Installations à caractère spécifique	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2182	Matériel de transport	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

RECETTES (répartition) (Pour information)		Restes à réaliser N-1 (3)	Recettes de l'exercice
TOTAL RECETTES AFFECTEES		c 0,00	d 0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00

RESULTAT = (c+d) – (a+b) Excédent de financement si positif Besoin de financement si négatif	0,00

(1) Ouvrir un cadre par opération.

(2) Détailler les articles conformément au plan de comptes appliqué par la régie.

(3) A remplir uniquement en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent, soit après le vote du compte administratif, soit en cas de reprise anticipée des résultats.

(4) Lorsque l'opération d'équipement constitue un chapitre faisant l'objet d'un vote, ces deux colonnes sont renseignées. Dans ce cas, le vote de l'assemblée porte uniquement sur les propositions nouvelles.

(5) Lorsque l'opération d'équipement est présentée pour information, seules ces deux colonnes sont renseignées.

IV – ANNEXES

ELEMENTS DU BILAN – ETAT DE LA DETTE – REPARTITION PAR NATURE DE DETTE

IV

A1.2

A1.2 – REPARTITION PAR NATURE DE DETTE (hors 16449 et 166)

Nature (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat)	Emprunts et dettes à l'origine du contrat													
	Organisme prêteur ou chef de file	Date de signature	Date d'émission ou date de mobilisation (1)	Date du premier remboursement	Nominal (2)	Type de taux d'intérêt (3)	Index (4)	Taux initial		Devise	Périodicité des remboursements (6)	Profil d'amortissement (7)	Possibilité de remboursement anticipé O/N	Catégorie d'emprunt (8)
								Niveau de taux (5)	Taux actuariel					
163 Emprunts obligataires (Total)					**0,00**									
164 Emprunts auprès d'établissement de crédit (Total)					**4 800 000,00**									
1641 Emprunts en euros (total)					4 800 000,00									
00003000523	CREDIT AGRICOLE	07/02/2020	07/02/2020	15/11/2021	1 800 000,00	F	Taux fixe à 0.62 %	0,620	0,620	EUR	X	P	O	A-1
2018-03	SFIL CAFFIL	21/12/2018	26/12/2018	01/04/2019	1 500 000,00	F	Taux fixe à 1.47 %	1,470	1,500	EUR	T	C	O	A-1
2018-04	SFIL CAFFIL	21/12/2018	28/12/2018	01/04/2019	1 500 000,00	V	(Euribor 3M + 0.46)-Floor 0 sur Euribor 3M	0,460	0,470	EUR	T	C	O	A-1
1643 Emprunts en devises (total)					0,00									
16441 Emprunts assortis d'une option de tirage sur ligne de trésorerie (total)					0,00									
165 Dépôts et cautionnements reçus (Total)					**0,00**									
167 Emprunts et dettes assortis de conditions particulières (Total)					**0,00**									
1675 Dettes pour METP et PPP (total)					0,00									
1678 Autres emprunts et dettes (total)					0,00									
168 Emprunts et dettes assimilés (Total)					**0,00**									
1681 Autres emprunts (total)					0,00									
1682 Bons à moyen terme négociables (total)					0,00									

Nature (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat)	Emprunts et dettes à l'origine du contrat													
	Organisme prêteur ou chef de file	Date de signature	Date d'émission ou date de mobilisation (1)	Date du premier rembour-sement	Nominal (2)	Type de taux d'intérêt (3)	Index (4)	Taux initial		Devise	Péri-odicité des rembour-sements (6)	Profil d'amor-tissement (7)	Possibilité de rembour-sement anticipé O/N	Caté-gorie d'em-prunt (8)
								Niveau de taux (5)	Taux actuariel					
1687 Autres dettes (total)					0,00									
Total général					**4 800 000,00**									

(1) Si un emprunt donne lieu à plusieurs mobilisations, indiquer la date de la première mobilisation.

(2) Nominal : montant emprunté à l'origine.

(3) Type de taux d'intérêt : F : fixe ; V : variable simple ; C : complexe (c'est-à-dire un taux variable qui n'est pas seulement défini comme la simple addition d'un taux usuel de référence et d'une marge exprimée en point de pourcentage).

(4) Mentionner le ou les types d'index (ex : Euribor 3 mois).

(5) Indiquer le niveau de taux à l'origine du contrat.

(6) Indiquer la périodicité des remboursements : A : annuelle ; M : mensuelle, B : bimestrielle, S : semestrielle, T : trimestrielle, X autre.

(7) Indiquer C pour amortissement constant, P pour amortissement progressif, F pour *in fine*, X pour autres à préciser.

(8) Catégorie d'emprunt à l'origine. Exemple A-1 (cf. la classification des emprunts suivant la typologie de la circulaire IOCB1015077C du 25 juin 2010 sur les produits financiers offerts aux collectivités territoriales).

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN – ETAT DE LA DETTE – REPARTITION PAR NATURE DE DETTE	A1.2

A1.2 – REPARTITION PAR NATURE DE DETTE (hors 16449 et 166) (suite)

Nature (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat)	Emprunts et dettes au 01/01/N											
						Taux d'intérêt			Annuité de l'exercice			
	Couverture ? O/N (10)	Montant couvert	Catégorie d'emprunt après couverture éventuelle (11)	Capital restant dû au 01/01/N	Durée résiduelle (en années)	Type de taux (12)	Index (13)	Niveau de taux d'intérêt à la date de vote du budget (14)	Capital	Charges d'intérêt (15)	Intérêts perçus (le cas échéant) (16)	ICNE de l'exercice
163 Emprunts obligataires (Total)		**0,00**		**0,00**					**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
164 Emprunts auprès d'établissement de crédit (Total)		**0,00**		**2 887 500,00**					**150 000,00**	**27 776,93**	**0,00**	**6 677,60**
1641 Emprunts en euros (total)		0,00		2 887 500,00					150 000,00	27 776,93	0,00	6 677,60
00003000523	N	0,00	A-1	0,00	16,52	F	Taux fixe à 0.62 %	0,000	0,00	0,00	0,00	0,00
2018-03	N	0,00	A-1	1 443 750,00	19,00	F	Taux fixe à 1.47 %	1,500	75 000,00	21 156,52	0,00	5 086,05
2018-04	N	0,00	A-1	1 443 750,00	19,00	V	(Euribor 3M + 0.46)-Floor 0 sur Euribor 3M	0,470	75 000,00	6 620,41	0,00	1 591,55
1643 Emprunts en devises (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
16441 Emprunts assortis d'une option de tirage sur ligne de trésorerie (total) (9)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
165 Dépôts et cautionnements reçus (Total)		**0,00**		**0,00**					**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
167 Emprunts et dettes assortis de conditions particulières (Total)		**0,00**		**0,00**					**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
1675 Dettes pour METP et PPP (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
1678 Autres emprunts et dettes (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
168 Emprunts et dettes assimilés (Total)		**0,00**		**0,00**					**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
1681 Autres emprunts (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
1682 Bons à moyen terme négociables (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
1687 Autres dettes (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
Total général		**0,00**		**2 887 500,00**					**150 000,00**	**27 776,93**	**0,00**	**6 677,60**

(9) S'agissant des emprunts assortis d'une ligne de trésorerie, il faut faire ressortir le remboursement du capital de la dette prévue pour l'exercice correspondant au véritable endettement.

(10) Si l'emprunt est soumis à couverture, il convient de compléter le tableau « détail des opérations de couverture ».

(11) Catégorie d'emprunt. Exemple A-1 (cf. la classification des emprunts suivant la typologie de la circulaire IOCB1015077C du 25 juin 2010 sur les produits financiers offerts aux collectivités territoriales).

(12) Type de taux d'intérêt après opérations de couverture : F : fixe ; V : variable simple ; C : complexe (c'est-à-dire un taux variable qui n'est pas seulement défini comme la simple addition d'un taux usuel de référence et d'une marge exprimée en point de pourcentage).

(13) Mentionner l'index en cours au 01/01/N après opérations de couverture.

(14) Taux après opérations de couverture éventuelles. Pour les emprunts à taux variable, indiquer le niveau à la date de vote du budget.

(15) Il s'agit des intérêts dus au titre du contrat initial et comptabilisés à l'article 66111 « Intérêts réglés à l'échéance » (intérêts décaissés) et intérêts éventuels dus au titre du contrat d'échange éventuel et comptabilisés à l'article 668.

(16) Indiquer les intérêts éventuellement reçus au titre du contrat d'échange éventuel et comptabilisés au 768.

IV – ANNEXES

ELEMENTS DU BILAN – ETAT DE LA DETTE – REPARTITION DES EMPRUNTS PAR STRUCTURE DE TAUX

IV

A1.3

A1.3 – REPARTITION DES EMPRUNTS PAR STRUCTURE DE TAUX (HORS A1)

Emprunts ventilés par structure de taux selon le risque le plus élevé (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat) (1)	Organisme prêteur ou chef de file	Nominal (2)	Capital restant dû au 01/01/N (3)	Type d'indices (4)	Durée du contrat	Dates des périodes bonifiées	Taux minimal (5)	Taux maximal (6)	Coût de sortie (7)	Taux maximal après couver-ture éventu-elle (8)	Niveau du taux à la date de vote du budget (9)	Intérêts à payer au cours de l'exercice (10)	Intérêts à percevoir au cours de l'exercice (le cas échéant) (11)	% par type de taux selon le capital restant dû
Echange de taux, taux variable simple plafonné (cap) ou encadré (tunnel) (A)														
TOTAL (A)		0,00	0,00						0,00			0,00	0,00	0,00
Barrière simple (B)														
TOTAL (B)		0,00	0,00						0,00			0,00	0,00	0,00
Option d'échange (C)														
TOTAL (C)		0,00	0,00						0,00			0,00	0,00	0,00
Multiplicateur jusqu'à 3 ou multiplicateur jusqu'à 5 capé (D)														
TOTAL (D)		0,00	0,00						0,00			0,00	0,00	0,00
Multiplicateur jusqu'à 5 (E)														
TOTAL (E)		0,00	0,00						0,00			0,00	0,00	0,00
Autres types de structures (F)														
TOTAL (F)		0,00	0,00						0,00			0,00	0,00	0,00
TOTAL GENERAL		0,00	0,00						0,00			0,00	0,00	0,00

(1) Répartir les emprunts selon le type de structure de taux (de A à F selon la classification de la charte de bonne conduite) en fonction du risque le plus élevé à courir sur toute la durée de vie du contrat de prêt et après opérations de couverture éventuelles.

(2) Nominal : montant emprunté à l'origine. En cas de couverture partielle d'un emprunt, indiquer séparément sur deux lignes la part du nominal couvert et la part non couverte.

(3) En cas de couverture partielle d'un emprunt, indiquer séparément sur deux lignes la part du capital restant dû couvert et la part non couverte.

(4) Indiquer la classification de l'indice sous-jacent suivant la typologie de la circulaire du 25 juin 2010 sur les produits financiers (de 1 à 6). 1 : Indice zone euro / 2 : Indices inflation française ou zone euro ou écart entre ces indices / 3 : Ecart indice zone euro / 4 : Indices hors zone euro ou écart d'indices dont l'un est hors zone euro / 5 : écarts d'indices hors zone euro / 6 : autres indices.

(5) Taux hors opération de couverture. Indiquer le montant, l'index ou la formule correspondant au taux minimal du contrat de prêt sur toute la durée du contrat.

(6) Taux hors opération de couverture. Indiquer le montant, l'index ou la formule correspondant au taux maximal du contrat de prêt sur toute la durée du contrat.

(7) Coût de sortie : indiquer le montant de l'indemnité contractuelle de remboursement définitif de l'emprunt au 01/01/N ou le cas échéant, à la prochaine date d'échéance.

(8) Montant, index ou formule.

(9) Indiquer le niveau de taux après opérations de couverture éventuelles. Pour les emprunts à taux variables, indiquer le niveau du taux à la date de vote du budget.

(10) Indiquer les intérêts à payer au titre du contrat initial et comptabilisés à l'article 66111 et des intérêts éventuels à payer au titre du contrat d'échange et comptabilisés à l'article 668.

(11) Indiquer les intérêts à percevoir au titre du contrat d'échange et comptabilisés au 768.

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN – ETAT DE LA DETTE – TYPOLOGIE DE LA REPARTITION DE L'ENCOURS	A1.4

A1.4 – TYPOLOGIE DE LA REPARTITION DE L'ENCOURS (1)

Structure	Indices sous-jacents	(1) Indices zone euro	(2) Indices inflation française ou zone euro ou écart entre ces indices	(3) Ecarts d'indices zone euro	(4) Indices hors zone euro et écarts d'indices dont l'un est un indice hors zone euro	(5) Ecarts d'indices hors zone euro	(6) Autres indices
(A) Taux fixe simple. Taux variable simple. Echange de taux fixe contre taux variable ou inversement. Echange de taux structuré contre taux variable ou taux fixe (sens unique). Taux variable simple plafonné (*cap*) ou encadré (*tunnel*)	Nombre de produits	3	0	0	0	0	
	% de l'encours	100,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
	Montant en euros	2 887 500,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
(B) Barrière simple. Pas d'effet de levier	Nombre de produits	0	0	0	0	0	
	% de l'encours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
	Montant en euros	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
(C) Option d'échange (*swaption*)	Nombre de produits	0	0	0	0	0	
	% de l'encours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
	Montant en euros	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
(D) Multiplicateur jusqu'à 3 ; multiplicateur jusqu'à 5 capé	Nombre de produits	0	0	0	0	0	
	% de l'encours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
	Montant en euros	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
(E) Multiplicateur jusqu'à 5	Nombre de produits	0	0	0	0	0	
	% de l'encours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
	Montant en euros	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
(F) Autres types de structures	Nombre de produits						0
	% de l'encours						0,00
	Montant en euros						0,00

(1) Cette annexe retrace le stock de dette au 01/01/N après opérations de couverture éventuelles.

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN – ETAT DE LA DETTE – DETAIL DES OPERATIONS DE COUVERTURE	A1.5

A1.5 – DETAIL DES OPERATIONS DE COUVERTURE (1)

Instruments de couverture (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat)	Emprunt couvert			Instrument de couverture								Primes éventuelles	
	Référence de l'emprunt couvert	Capital restant dû au 01/01/N	Date de fin du contrat	Organisme co-contractant	Type de couverture (3)	Nature de la couverture (change ou taux)	Notionnel de l'instrument de couverture	Date de début du contrat	Date de fin du contrat	Périodicité de règlement des intérêts (4)	Montant des commissions diverses	Primes payées pour l'achat d'option	Primes reçues pour la vente d'option
Taux fixe (total)		0,00					0,00				0,00	0,00	0,00
Taux variable simple (total)		0,00					0,00				0,00	0,00	0,00
Taux complexe (total) (2)		0,00					0,00				0,00	0,00	0,00
Total		0,00					0,00				0,00	0,00	0,00

(1) Si un instrument couvre plusieurs emprunts, distinguer une ligne par emprunt couvert.

(2) Il s'agit d'un taux variable qui n'est pas défini comme la simple addition d'un taux usuel de référence et d'une marge exprimée en point de pourcentage.

(3) Indiquer s'il s'agit d'un *swap*, d'une option (*cap*, *floor*, *tunnel*, *swaption*).

(4) Indiquer la périodicité de règlement des intérêts : A : annuelle, M : mensuelle, B : bimestrielle, S : semestrielle, T : trimestrielle, X : autre.

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN – ETAT DE LA DETTE – DETAIL DES OPERATIONS DE COUVERTURE	A1.5

A1.5 – DETAIL DES OPERATIONS DE COUVERTURE (1) (suite)

Instruments de couverture (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat)	Effet de l'instrument de couverture								
	Référence de l'emprunt couvert	Taux payé		Taux reçu (7)		Charges et produits constatés depuis l'origine du contrat		Catégorie d'emprunt (8)	
		Index (5)	Niveau de taux (6)	Index	Niveau de taux	Charges c/668	Produits c/768	Avant opération de couverture	Après opération de couverture
Taux fixe (total)						0,00	0,00		
Taux variable simple (total)						0,00	0,00		
Taux complexe (total) (2)						0,00	0,00		
Total						0,00	0,00		

(5) Indiquer l'index utilisé ou la formule de taux.

(6) Pour les emprunts à taux variable, indiquer le niveau à la date de vote du budget.

(7) A compléter si l'instrument de couverture est un *swap*.

(8) Catégorie d'emprunt. Exemple A-1 (cf. la classification des emprunts suivant la typologie de la circulaire IOCB1015077C du 25 juin 2010 sur les produits financiers offerts aux collectivités territoriales).

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN – ETAT DE LA DETTE AUTRES DETTES	A1.6

A1.6 – AUTRES DETTES

(Issues des engagements juridiques pris autres que ceux destinés à financer la prise en charge d'un emprunt)

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN METHODES UTILISEES POUR LES AMORTISSEMENTS	A2

A2 – AMORTISSEMENTS – METHODES UTILISEES

CHOIX DE L'ASSEMBLEE DELIBERANTE	Délibération du
Biens de faible valeur Seuil unitaire en deçà duquel les immobilisations de peu de valeur s'amortissent sur un an (article R. 2321-1 du CGCT) : 1000.00 €	2019-10-10

Procédure d'amortissement (linéaire, dégressif, variable)	Catégories de biens amortis	Durée (en années)	
L	Frais détudes, de recherche et de développement (non suivi de travaux)	5	10/10/2019
L	Frais dinsertion (non suivi de travaux)	5	10/10/2019
L	Concession et droits similaires (dont logiciel)	5	10/10/2019
L	Autres immobilisations incorporelles	5	10/10/2019
L	Constructions bâtiments	30	10/10/2019
L	Autres constructions	20	10/10/2019
L	Matériel spécifique	15	10/10/2019
L	Matériel industriel	15	10/10/2019
L	Outillage industriel	5	10/10/2019
L	Aménagement du matériel et outillage industriel	15	10/10/2019
L	Agencements et aménagements divers	15	10/10/2019
L	Matériel de transport - Véhicules légers	10	10/10/2019
L	Matériel de transport Camions et véhicules industriels	10	10/10/2019
L	Matériel de transport Deux roues	5	10/10/2019
L	Matériels informatiques	5	10/10/2019
L	Mobiliers	10	10/10/2019
L	Autres immobilisations corporelles (petits matériels de bureau, électrique, électronique)	5	10/10/2019
L	Autres immobilisations corporelles (outillage)	10	10/10/2019

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN EQUILIBRE DES OPERATIONS FINANCIERES – DEPENSES	A4.1

DEPENSES A COUVRIR PAR DES RESSOURCES PROPRES

Art. (1)	Libellé (1)	Budget de l'exercice (hors RAR) (BP + BS + DM)	Propositions nouvelles	Vote (2)
DEPENSES TOTALES A COUVRIR PAR DES RESSOURCES PROPRES =A + B		**I 172 400,00**	**6 000,00**	**II 6 000,00**
16 Emprunts et dettes assimilées (A)		**156 000,00**	**6 000,00**	**6 000,00**
1631	Emprunts obligataires	0,00	0,00	0,00
1641	Emprunts en euros	156 000,00	6 000,00	6 000,00
1643	Emprunts en devises	0,00	0,00	0,00
16441	Opérat° afférentes à l'emprunt	0,00	0,00	0,00
1678	Autres emprunts et dettes	0,00	0,00	0,00
1681	Autres emprunts	0,00	0,00	0,00
1682	Bons à moyen terme négociables	0,00	0,00	0,00
1687	Autres dettes	0,00	0,00	0,00
Dépenses et transferts à déduire des ressources propres (B)		**16 400,00**	**0,00**	**0,00**
10…	*Reprise de dotations, fonds divers et réserves*			
10…	Reversement de dotations, fonds divers et réserves			
139	*Subv. invest. transférées cpte résultat*	*16 400,00*	*0,00*	*0,00*
020	Dépenses imprévues	0,00	0,00	0,00

	Op. de l'exercice III = I + II	Restes à réaliser en dépenses de l'exercice précédent (3)	Solde d'exécution D001 (3)	TOTAL IV
Dépenses à couvrir par des ressources propres	**178 400,00**	**3 773 049,78**	**0,00**	**3 951 449,78**

(1) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes.

(2) Crédits de l'exercice votés lors de la séance.

(3) Inscrire uniquement si le compte administratif est voté ou en cas de reprise anticipée des résultats de l'exercice précédent.

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN EQUILIBRE DES OPERATIONS FINANCIERES – RECETTES	A4.2

RESSOURCES PROPRES

Art. (1)	Libellé (1)	Budget de l'exercice (hors RAR) (BP + BS + DM)	Propositions nouvelles	Vote (2)
RECETTES (RESSOURCES PROPRES) = a + b		**V 100 000,00**	**0,00**	**VI 0,00**
Ressources propres externes de l'année (a)		**10 000,00**	**0,00**	**0,00**
10222	FCTVA	10 000,00	0,00	0,00
10228	Autres fonds globalisés	0,00	0,00	0,00
26…	*Participations et créances rattachées*			
27…	*Autres immobilisations financières*			
Ressources propres internes de l'année (b) (3)		**90 000,00**	**0,00**	**0,00**
15…	*Provisions pour risques et charges*			
169	*Primes de remboursement des obligations*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
26…	*Participations et créances rattachées*			
27…	*Autres immobilisations financières*			
28…	*Amortissement des immobilisations*			
28145	*Aménagements construction sol d'autrui*	*5 000,00*	*0,00*	*0,00*
28153	*Installations à caractère spécifique*	*20 000,00*	*0,00*	*0,00*
28157	*Aménagements des matériels industriels*	*2 000,00*	*0,00*	*0,00*
28181	*Installations générales, agencements*	*7 000,00*	*0,00*	*0,00*
28182	*Matériel de transport*	*56 000,00*	*0,00*	*0,00*
29…	*Dépréciation des immobilisations*			
39…	*Dépréciat° des stocks et en-cours*			
481…	*Charges à répartir plusieurs exercices*			
021	*Virement de la section d'exploitation*	*0,00*	*0,00*	*0,00*

	Opérations de l'exercice VII = V + VI	Restes à réaliser en recettes de l'exercice précédent (4)	Solde d'exécution R001 (4)	Affectation R106 (4)	TOTAL VIII
Total ressources propres disponibles	**100 000,00**	**3 614 764,30**	**257 441,04**	**0,00**	**3 972 205,34**

		Montant
Dépenses à couvrir par des ressources propres	IV	**3 951 449,78**
Ressources propres disponibles	VIII	**3 972 205,34**
Solde	IX = VIII – IV (5)	**20 755,56**

(1) Les comptes 15, 169, 26, 27, 28, 29, 39 et 481 sont à détailler conformément au plan de comptes.

(2) Crédits de l'exercice votés lors de la séance.

(3) Les comptes 15, 29 et 39 sont présentés uniquement si la commune ou l'établissement applique le régime des provisions budgétaires.

(4) Inscrire uniquement si le compte administratif est voté ou en cas de reprise anticipée des résultats de l'exercice précédent.

(5) Indiquer le signe algébrique.

IV – ANNEXES	IV
AUTRES ELEMENTS D'INFORMATIONS LISTE DES ORGANISMES DANS LESQUELS A ETE PRIS UN ENGAGEMENT FINANCIER	C2

C2 – LISTES DES ORGANISMES DANS LESQUELS A ETE PRIS UN ENGAGEMENT FINANCIER (articles L. 2313-1 et L. 2313-1-1 du CGCT)

Les documents financiers et comptables de ces organismes sont mis à la disposition du public à (1). Toute personne a le droit de demander communication.

La nature de l'engagement (2)	Nom de l'organisme	Raison sociale de l'organisme	Nature juridique de l'organisme	Montant de l'engagement
Délégation de service public (3)				
10/07/1905 - DSP	Auxerrois Mobilités		SA	6 094 623,00
Garantie ou cautionnement d'un emprunt				
Autres				

(1) Hôtel de ville pour les communes et siège de l'établissement pour les EPCI, syndicat, etc. et autres lieux publics désignés par la commune ou l'établissement.

(2) Indiquer la date de la décision (délibérations, contrats ou décisions de l'exécutif).

(3) Préciser la nature de la délégation (concession, affermage, régie intéressée, …).

IV – ANNEXES	IV
ARRETE ET SIGNATURES	D

Nombre de membres en exercice : 0
Nombre de membres présents : 0
Nombre de suffrages exprimés : 0
VOTES :
Pour : 0
Contre : 0
Abstentions : 0

Date de convocation :

Présenté par (1) ,
A le
(1) ,

Délibéré par l'assemblée (2), réunie en session
A , le
Les membres de l'assemblée délibérante (2),

.

Certifié exécutoire par (1) , compte tenu de la transmission en préfecture, le , et de la publication le

A ,le

(1) Indiquer le « président du conseil d'administration » ou l'exécutif de la collectivité de rattachement : maire, président du conseil général,…
(2) L'assemblée délibérante étant : .

REPUBLIQUE FRANÇAISE

EPCI dont la population est de 3500 habitants et plus - COMMUNAUTE DE L'AUXERROIS (1)

AGREGE AU BUDGET PRINCIPAL DE BUDGET PRINCIPAL (2)

Numéro SIRET : 20006711400096

POSTE COMPTABLE : Centre des finances publiques d'Auxerre

M. 14

Décision modificative 1 (3)
Voté par nature

BUDGET : PARC ACTIV. APPOIGNY (4)

ANNEE 2020

(1) Indiquer la nature juridique et le nom de la collectivité ou de l'établissement (commune, CCAS, EPCI, syndicat mixte, etc).
(2) A renseigner uniquement pour les budgets annexes.
(3) Préciser s'il s'agit du budget supplémentaire ou d'une décision modificative.
(4) Indiquer le budget concerné : budget principal ou libellé du budget annexe.

Sommaire

I - Informations générales (6)

A - Informations statistiques, fiscales et financières 4
B - Modalités de vote du budget 5

II - Présentation générale du budget

A1 - Vue d'ensemble - Sections 6
A2 - Vue d'ensemble - Section de fonctionnement - Chapitres 7
A3 - Vue d'ensemble - Section d'investissement - Chapitres 9
B1 - Balance générale du budget - Dépenses 11
B2 - Balance générale du budget - Recettes 13

III - Vote du budget

A1 - Section de fonctionnement - Détail des dépenses 15
A2 - Section de fonctionnement - Détail des recettes 16
B1 - Section d'investissement - Détail des dépenses 17
B2 - Section d'investissement - Détail des recettes 18
B3 - Opérations d'équipement - Détail des chapitres et articles 19

IV - Annexes (7)

A - Eléments du bilan

A1 - Présentation croisée par fonction (1) Sans Objet
A1.1 - Présentation croisée par fonction - Détail fonctionnement Sans Objet
A1.2 - Présentation croisée par fonction - Détail investissement Sans Objet
A2.1 - Etat de la dette - Détail des crédits de trésorerie Sans Objet
A2.2 - Etat de la dette - Répartition par nature de dette 20
A2.3 - Etat de la dette - Répartition des emprunts par structure de taux 24
A2.4 - Etat de la dette - Typologie de la répartition de l'encours 25
A2.5 - Etat de la dette - Détail des opérations de couverture Sans Objet
A2.6 - Etat de la dette - Dette pour financer l'emprunt d'un autre organisme Sans Objet
A2.7 - Etat de la dette - Autres dettes Sans Objet
A3 - Méthodes utilisées pour les amortissements Sans Objet
A4 - Etat des provisions Sans Objet
A5 - Etalement des provisions Sans Objet
A6.1 - Equilibre des opérations financières - Dépenses 26
A6.2 - Equilibre des opérations financières - Recettes 27
A7.1.1 - Etats des dépenses et recettes des services d'eau et d'assainissement - Fonctionnement (2) Sans Objet
A7.1.2 - Etats des dépenses et recettes des services d'eau et d'assainissement - Investissement (2) Sans Objet
A7.2.1 - Etats de la répartition de la TEOM - Fonctionnement (3) Sans Objet
A7.2.2 - Etats de la répartition de la TEOM - Investissement (3) Sans Objet
A8 - Etat des charges transférées Sans Objet
A9 - Détail des opérations pour le compte de tiers Sans Objet

B - Engagements hors bilan

B1.1 - Etat des emprunts garantis par la commune ou l'établissement (4) Sans Objet
B1.2 - Calcul du ratio d'endettement relatif aux garanties d'emprunt Sans Objet
B1.3 - Etat des contrats de crédit-bail Sans Objet
B1.4 - Etat des contrats de partenariat public-privé Sans Objet
B1.5 - Etat des autres engagements donnés Sans Objet
B1.6 - Etat des engagements reçus Sans Objet
B1.7 - Subventions versées dans le cadre du vote du budget (5) Sans Objet
B2.1 - Etat des autorisations de programme et des crédits de paiement afférents Sans Objet
B2.2 - Etat des autorisations d'engagement et des crédits de paiement afférents Sans Objet
B3 - Emploi des recettes grevées d'une affectation spéciale Sans Objet

C - Autres éléments d'informations

C1 - Etat du personnel Sans Objet
C2 - Liste des organismes dans lesquels a été pris un engagement financier (4) Sans Objet
C3.1 - Liste des organismes de regroupement auxquels adhère la commune ou l'établissement Sans Objet
C3.2 - Liste des établissements publics créés Sans Objet
C3.3 - Liste des services individualisés dans un budget annexe Sans Objet
C3.4 - Liste des services assujettis à la TVA et non érigés en budget annexe Sans Objet

D - Décision en matière de taux de contributions directes - Arrêté et signatures

D1 - Décision en matière de taux de contributions directes Sans Objet
D2 - Arrêté et signatures 28

(1) Cette présentation est obligatoire pour les communes de 3 500 habitants et plus (art. L. 2312-3 du CGCT), les groupements comprenant au moins une commune de 3 500 habitants et plus (art. R. 5211-14 du CGCT) et leurs établissements publics. Elle n'a cependant pas à être produite par les services et activité unique érigés en établissement public ou budget annexe. Les autres communes et établissements peuvent les présenter de manière facultative.

(2) Cet état ne peut être produit que par les communes dont la population est inférieure à 500 habitants et qui gèrent les services de distribution de l'eau potable et d'assainissement sous forme de régie simple sans budget annexe (art. L. 2221-11 du CGCT).

(3) Cet état est obligatoirement produit par les communes et groupements de communes de 10 000 habitants et plus ayant institué la TEOM et assurant au moins la collecte des déchets ménagers (art. L. 2313-1 du CGCT).

(4) Ces états ne sont obligatoires que pour les communes de 3 500 habitants et plus (art. L. 2313-1 du CGCT), les groupements comprenant au moins une commune de 3 500 habitants et plus (art. L. 5211-36 du CGCT, art. L. 5711-1 du CGCT) et leurs établissements publics.

(5) Si la commune ou l'établissement décide d'attribuer des subventions dans le cadre du budget dans les conditions décrites à l'article L. 2311-7 du CGCT.

(6) Les associations syndicales autorisées doivent utiliser leur état particulier « *Informations générales* » annexé à l'arrêté n° NOR : INTB1237402A, relatif au cadre budgétaire et comptable applicable aux associations syndicales autorisées.

(7) Les associations syndicales autorisées remplissent et joignent uniquement les états qui les concernent au titre de l'exercice et au titre du détail des comptes de bilan.

Préciser, pour chaque annexe, si l'état est sans objet le cas échéant.

Code INSEE	COMMUNAUTE DE L'AUXERROIS	DM
89024	PARC ACTIV. APPOIGNY	2020

I – INFORMATIONS GENERALES	I
INFORMATIONS STATISTIQUES, FISCALES ET FINANCIERES	A

Informations statistiques	Valeurs
Population totale (colonne h du recensement INSEE) :	0
Nombre de résidences secondaires (article R. 2313-1 *in fine*) :	
Nom de l'EPCI à fiscalité propre auquel la commune adhère :	

Potentiel fiscal et financier (1)		Valeurs par hab. (population DGF)	Moyennes nationales du potentiel financier par habitants de la strate
Fiscal	Financier		
0.00	0.00	0.00	0.00

	Informations financières – ratios (2)	Valeurs	Moyennes nationales de la strate (3)
1	Dépenses réelles de fonctionnement/population	0.00	
2	Produit des impositions directes/population	0.00	
3	Recettes réelles de fonctionnement/population	0.00	
4	Dépenses d'équipement brut/population	0.00	
5	Encours de dette/population	0.00	
6	DGF/population	0.00	
7	Dépenses de personnel/dépenses réelles de fonctionnement (2)	0.00	
8	Dépenses de fonct. et remb. dette en capital/recettes réelles de fonct. (2)	0.00	
9	Dépenses d'équipement brut/recettes réelles de fonctionnement (2)	0.00	
10	Encours de la dette/recettes réelles de fonctionnement (2)	0.00	

Dans l'ensemble des tableaux, les cases grisées ne doivent pas être remplies.

(1) Il s'agit du potentiel fiscal et du potentiel financier définis à l'article L. 2334-4 du code général des collectivités territoriales qui figurent sur la fiche de répartition de la DGF de l'exercice N-1 établie sur la base des informations N-2 (transmise par les services préfectoraux).

(2) Les ratios 1 à 6 sont obligatoires pour les communes de 3 500 habitants et plus et leurs établissements publics administratifs ainsi que pour les EPCI dotés d'une fiscalité propre comprenant au moins une commune de 3 500 habitants et plus.

Les ratios 7 à 10 sont obligatoires pour les communes de 10 000 habitants et plus et leurs établissements publics administratifs ainsi que pour les EPCI dotés d'une fiscalité propre comprenant au moins une commune de 10 000 habitants et plus (cf. articles L. 2313-1, L. 2313-2, R. 2313-1, R. 2313-2 et R. 5211-15 du CGCT). Pour les caisses des écoles, les EPCI non dotés d'une fiscalité propre et les syndicats mixtes associant exclusivement des communes et des EPCI, il conviendra d'appliquer les ratios prévus respectivement par les articles R. 2313-7, R. 5211-15 et R. 5711-3 du CGCT.

(3) Il convient d'indiquer les moyennes de la catégorie de l'organisme en cause (commune, communauté urbaine, communauté d'agglomération, …) et les sources d'où sont tirées les informations (statistiques de la direction générale des collectivités locales ou de la direction générale de la comptabilité publique). Il s'agit des moyennes de la dernière année connue.

I – INFORMATIONS GENERALES	I
MODALITES DE VOTE DU BUDGET	B

I – L'assemblée délibérante a voté le présent budget par nature :
- au niveau (1) du chapitre pour la section d'investissement.
- sans (2) les programmes d'équipement.
- au niveau (1) du chapitre pour la section de fonctionnement.
- sans (3) vote formel sur chacun des chapitres.

La liste des articles spécialisés sur lesquels l'ordonnateur ne peut procéder à des virements d'article à article est la suivante :

II – En l'absence de mention au paragraphe I ci-dessus, le budget est réputé voté par chapitre, et, en section d'investissement, sans chapitre de dépense « opération d'équipement ».

III – Les provisions sont (4) .

IV – La comparaison s'effectue par rapport au budget de l'exercice (5).

V – Le présent budget a été voté (6) sans reprise des résultats de l'exercice N-1.

(1) A compléter par « du chapitre » ou « de l'article ».

(2) Indiquer « avec » ou « sans » les chapitres opérations d'équipement.

(3) Indiquer « avec » ou « sans » vote formel.

(4) A compléter par un seul des deux choix suivants :
- semi-budgétaires (pas d'inscription en recette de la section d'investissement) ;
- budgétaires (délibération n° ……. du …….).

(5) Budget de l'exercice = budget primitif + budget supplémentaire + décision modificative, s'il y a lieu.

(6) A compléter par un seul des trois choix suivants :
- sans reprise des résultats de l'exercice N-1 ;
- avec reprise des résultats de l'exercice N-1 après le vote du compte administratif N-1 ;
- avec reprise anticipée des résultats de l'exercice N-1.

II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET — II

VUE D'ENSEMBLE — A1

FONCTIONNEMENT

		DEPENSES DE LA SECTION DE FONCTIONNEMENT	RECETTES DE LA SECTION DE FONCTIONNEMENT
VOTE	CREDITS DE FONCTIONNEMENT VOTES AU TITRE DU PRESENT BUDGET (1)	0,00	0,00
	+	+	+
REPORTS	RESTES A REALISER (R.A.R) DE L'EXERCICE PRECEDENT (2)	0,00	0,00
REPORTS	002 RESULTAT DE FONCTIONNEMENT REPORTE (2)	(si déficit) 0,00	(si excédent) 0,00
	=	=	=
	TOTAL DE LA SECTION DE FONCTIONNEMENT (3)	0,00	0,00

INVESTISSEMENT

		DEPENSES DE LA SECTION D'INVESTISSEMENT	RECETTES DE LA SECTION D'INVESTISSEMENT
VOTE	CREDITS D'INVESTISSEMENT (1) VOTES AU TITRE DU PRESENT BUDGET (y compris le compte 1068)	0,00	0,00
	+	+	+
REPORTS	RESTES A REALISER (R.A.R) DE L'EXERCICE PRECEDENT (2)	0,00	0,00
REPORTS	001 SOLDE D'EXECUTION DE LA SECTION D'INVESTISSEMENT REPORTE (2)	(si solde négatif) 0,00	(si solde positif) 0,00
	=	=	=
	TOTAL DE LA SECTION D'INVESTISSEMENT (3)	0,00	0,00

TOTAL

TOTAL DU BUDGET (3)	0,00	0,00

(1) Au budget primitif, les crédits votés correspondent aux crédits votés lors de cette étape budgétaire. De même, pour les décisions modificatives et le budget supplémentaire, les crédits votés correspondent aux crédits votés lors de l'étape budgétaire sans sommation avec ceux antérieurement votés lors du même exercice.
(2) A servir uniquement en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent, soit après le vote du compte administratif, soit en cas de reprise anticipée des résultats.
Les restes à réaliser de la section de fonctionnement correspondent en dépenses, aux dépenses engagées non mandatées et non rattachées telles qu'elles ressortent de la comptabilité des engagements et en recettes, aux recettes certaines n'ayant pas donné lieu à l'émission d'un titre et non rattachées (R. 2311-11 du CGCT).
Les restes à réaliser de la section d'investissement correspondent en dépenses, aux dépenses engagées non mandatées au 31/12 de l'exercice précédent telles qu'elles ressortent de la comptabilité des engagements et aux recettes certaines n'ayant pas donné lieu à l'émission d'un titre au 31/12 de l'exercice précédent (R. 2311-11 du CGCT).
(3) Total de la section de fonctionnement = RAR + résultat reporté + crédits de fonctionnement votés.

Total de la section d'investissement = RAR + solde d'exécution reporté + crédits d'investissement votés.

Total du budget = Total de la section de fonctionnement + Total de la section d'investissement.

II - PRESENTATION GENERALE DU BUDGET	II
SECTION DE FONCTIONNEMENT – CHAPITRES	A2

DEPENSES DE FONCTIONNEMENT

Chap.	Libellé	Budget de l'exercice (1) I	Restes à réaliser N-1 (2) II	Propositions nouvelles	VOTE (3) III	TOTAL IV = I + II + III
011	Charges à caractère général	2 845 795,00	0,00	0,00	0,00	2 845 795,00
012	Charges de personnel, frais assimilés	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
014	Atténuations de produits	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
65	Autres charges de gestion courante	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
656	Frais fonctionnement des groupes d'élus	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des dépenses de gestion courante		**2 845 795,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**2 845 795,00**
66	Charges financières	155 000,00	0,00	0,00	0,00	155 000,00
67	Charges exceptionnelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
68	Dotations provisions semi-budgétaires (4)	0,00		0,00	0,00	0,00
022	Dépenses imprévues	0,00		0,00	0,00	0,00
Total des dépenses réelles de fonctionnement		**3 000 795,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**3 000 795,00**
023	*Virement à la section d'investissement (5)*	*14 887 417,00*		*-13 173 716,00*	*-13 173 716,00*	*1 713 701,00*
042	*Opérat° ordre transfert entre sections (5)*	*4 885 849,00*		*13 173 716,00*	*13 173 716,00*	*18 059 565,00*
043	*Opérat° ordre intérieur de la section (5)*	*155 000,00*		*0,00*	*0,00*	*155 000,00*
Total des dépenses d'ordre de fonctionnement		***19 928 266,00***		***0,00***	***0,00***	***19 928 266,00***
TOTAL		**22 929 061,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**22 929 061,00**

+

D 002 RESULTAT REPORTE OU ANTICIPE (2)	174 593,22

=

TOTAL DES DEPENSES DE FONCTIONNEMENT CUMULEES	23 103 654,22

RECETTES DE FONCTIONNEMENT

Chap.	Libellé	Budget de l'exercice (1) I	Restes à réaliser N-1 (2) II	Propositions nouvelles	VOTE (3) III	TOTAL IV = I + II + III
013	Atténuations de charges	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
70	Produits services, domaine et ventes div	1 764 283,22	0,00	0,00	0,00	1 764 283,22
73	Impôts et taxes	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
74	Dotations et participations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
75	Autres produits de gestion courante	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des recettes de gestion courante		**1 764 283,22**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**1 764 283,22**
76	Produits financiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
77	Produits exceptionnels	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
78	Reprises provisions semi-budgétaires (4)	0,00		0,00	0,00	0,00
Total des recettes réelles de fonctionnement		**1 764 283,22**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**1 764 283,22**
042	*Opérat° ordre transfert entre sections (5)*	*21 184 371,00*		*0,00*	*0,00*	*21 184 371,00*
043	*Opérat° ordre intérieur de la section (5)*	*155 000,00*		*0,00*	*0,00*	*155 000,00*
Total des recettes d'ordre de fonctionnement		***21 339 371,00***		***0,00***	***0,00***	***21 339 371,00***
TOTAL		**23 103 654,22**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**23 103 654,22**

+

R 002 RESULTAT REPORTE OU ANTICIPE (2)	0,00

=

TOTAL DES RECETTES DE FONCTIONNEMENT CUMULEES	23 103 654,22

Pour information :

AUTOFINANCEMENT PREVISIONNEL DÉGAGÉ AU PROFIT DE LA SECTION D'INVESTISSEMENT (6)	-1 411 105,00

Il s'agit, pour un budget voté en équilibre, des ressources propres correspondant à l'excédent des recettes réelles de fonctionnement sur les dépenses réelles de fonctionnement. Il sert à financer le remboursement du capital de la dette et les nouveaux investissements de la commune ou de l'établissement.

(1) Cf. Modalités de vote I-B.
(2) La colonne RAR n'est à renseigner qu'en l'absence de reprise anticipée du résultat lors du vote du budget primitif.
(3) Il s'agit des nouveaux crédits votés lors de la présente délibération, hors RAR.
(4) Si la commune ou l'établissement applique le régime des provisions semi-budgétaires.
(5)DF 023 = RI 021 ; DI 040 = RF 042 ; RI 040 = DF 042 ; DI 041 = RI 041 ; DF 043 = RF 043.
(6) Solde de l'opération *DF 023 + DF 042 – RF 042* ou solde de l'opération *RI 021+ RI 040 – DI 040.*

II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET	II
SECTION D'INVESTISSEMENT – CHAPITRES	A3

DEPENSES D'INVESTISSEMENT

Chap.	Libellé	Budget de l'exercice (1) I	Restes à réaliser N-1 (2) II	Propositions nouvelles	VOTE (3) III	TOTAL IV = I + II + III
010	Stocks (5)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation (6)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	Total des opérations d'équipement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	Total des dépenses d'équipement	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	967 001,06	0,00	0,00	0,00	967 001,06
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie) (7)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participat° et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
020	Dépenses imprévues	0,00		0,00	0,00	0,00
	Total des dépenses financières	**967 001,06**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**967 001,06**
45…	**Total des opé. pour compte de tiers(8)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Total des dépenses réelles d'investissement		**967 001,06**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**967 001,06**
040	*Opérat° ordre transfert entre sections (4)*	*21 184 371,00*		*0,00*	*0,00*	*21 184 371,00*
041	*Opérations patrimoniales (4)*	*0,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
	Total des dépenses d'ordre d'investissement	***21 184 371,00***		***0,00***	***0,00***	***21 184 371,00***
	TOTAL	**22 151 372,06**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**22 151 372,06**

+

D 001 SOLDE D'EXECUTION NEGATIF REPORTE OU ANTICIPE (2)	**4 020 053,94**

=

TOTAL DES DEPENSES D'INVESTISSEMENT CUMULEES	**26 171 426,00**

RECETTES D'INVESTISSEMENT

Chap.	Libellé	Budget de l'exercice(1) I	Restes à réaliser N-1 (2) II	Propositions nouvelles	VOTE (3) III	TOTAL IV = I + II + III
010	Stocks (5)	0,00	0,00	18 059 565,00	18 059 565,00	18 059 565,00
13	Subventions d'investissement (hors 138)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées (hors165)	6 398 160,00	0,00	0,00	0,00	6 398 160,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation (6)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	Total des recettes d'équipement	**6 398 160,00**	**0,00**	**18 059 565,00**	**18 059 565,00**	**24 457 725,00**
10	Dotations, fonds divers et réserves (hors 1068)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
1068	Excédents de fonctionnement capitalisés (9)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
138	Autres subvent° invest. non transf.	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
165	Dépôts et cautionnements reçus	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie) (7)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participat° et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
024	Produits des cessions d'immobilisations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	Total des recettes financières	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
45…	**Total des opé. pour le compte de tiers (8)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Total des recettes réelles d'investissement		**6 398 160,00**	**0,00**	**18 059 565,00**	**18 059 565,00**	**24 457 725,00**
021	*Virement de la sect° de fonctionnement (4)*	*14 887 417,00*		*-13 173 716,00*	*-13 173 716,00*	*1 713 701,00*
040	*Opérat° ordre transfert entre sections (4)*	*4 885 849,00*		*-4 885 849,00*	*-4 885 849,00*	*0,00*

Chap.	Libellé	Budget de l'exercice(1) I	Restes à réaliser N-1 (2) II	Propositions nouvelles	VOTE (3) III	TOTAL IV = I + II + III
041	*Opérations patrimoniales (4)*	*0,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
Total des recettes d'ordre d'investissement		***19 773 266,00***		***-18 059 565,00***	***-18 059 565,00***	***1 713 701,00***
TOTAL		**26 171 426,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**26 171 426,00**

+

R 001 SOLDE D'EXECUTION POSITIF REPORTE OU ANTICIPE (2)	**0,00**

=

TOTAL DES RECETTES D'INVESTISSEMENT CUMULEES	**26 171 426,00**

Pour information :

Il s'agit, pour un budget voté en équilibre, des ressources propres correspondant à l'excédent des recettes réelles de fonctionnement sur les dépenses réelles de fonctionnement. Il sert à financer le remboursement du capital de la dette et les nouveaux investissements de la commune ou de l'établissement.

AUTOFINANCEMENT PREVISIONNEL DÉGAGÉ PAR LA SECTION DE FONCTIONNEMENT (10)	**-19 470 670,00**

(1) Cf. Modalités de vote I-B.

(2) Inscrire en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent (après vote du compte administratif) ou si reprise anticipée des résultats.

(3) Le vote de l'organe délibérant porte uniquement sur les propositions nouvelles.

(4) DF 023 = RI 021 ; DI 040 = RF 042 ; RI 040 = DF 042 ; DI 041 = RI 041 ; DF 043 = RF 043.

(5) A servir uniquement dans le cadre d'un suivi des stocks selon la méthode de l'inventaire permanent simplifié autorisée pour les seules opérations d'aménagements (lotissement, ZAC…) par ailleurs retracées dans le cadre de budgets annexes.

(6) En dépenses, le chapitre 22 retrace les travaux d'investissement réalisés sur les biens reçus en affectation. En recette, il retrace, le cas échéant, l'annulation de tels travaux effectués sur un exercice antérieur.

(7) A servir uniquement lorsque la commune ou l'établissement effectue une dotation initiale en espèces au profit d'un service public non personnalisé qu'elle ou qu'il crée.

(8) Seul le total des opérations pour compte de tiers figure sur cet état (voir le détail Annexe IV A9).

(9) Le compte 1068 n'est pas un chapitre mais un article du chapitre 10.

(10) Solde de l'opération *DF 023 + DF 042 – RF 042* ou solde de l'opération *RI 021 + RI 040 – DI 040*.

II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET — II

BALANCE GENERALE DU BUDGET — B1

1 – DEPENSES (du présent budget + restes à réaliser)

	FONCTIONNEMENT	Opérations réelles (1)	Opérations d'ordre (2)	TOTAL
011	Charges à caractère général	0,00		0,00
012	Charges de personnel, frais assimilés	0,00		0,00
014	Atténuations de produits	0,00		0,00
60	*Achats et variation des stocks (3)*		*0,00*	0,00
65	Autres charges de gestion courante	0,00		0,00
656	Frais fonctionnement des groupes d'élus (4)	0,00		0,00
66	Charges financières	0,00	*0,00*	0,00
67	Charges exceptionnelles	0,00	*0,00*	0,00
68	Dot. aux amortissements et provisions	0,00	*0,00*	0,00
71	*Production stockée (ou déstockage) (3)*		*13 173 716,00*	13 173 716,00
022	Dépenses imprévues	0,00		0,00
023	*Virement à la section d'investissement*		*-13 173 716,00*	-13 173 716,00
Dépenses de fonctionnement – Total		**0,00**	***0,00***	**0,00**

+

D 002 RESULTAT REPORTE OU ANTICIPE	**0,00**

=

TOTAL DES DEPENSES DE FONCTIONNEMENT CUMULEES	**0,00**

	INVESTISSEMENT	Opérations réelles (1)	Opérations d'ordre (2)	TOTAL
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	*0,00*	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	*0,00*	0,00
15	*Provisions pour risques et charges (5)*		*0,00*	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées (sauf 1688 non budgétaire)	0,00	*0,00*	0,00
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie)	(8) 0,00		0,00
	Total des opérations d'équipement	0,00		0,00
198	*Neutral. amort. subv. équip. versées*		*0,00*	*0,00*
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204) (6)	0,00	*0,00*	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	*0,00*	0,00
21	Immobilisations corporelles (6)	0,00	*0,00*	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation (6)	(9) 0,00	*0,00*	0,00
23	Immobilisations en cours (6)	0,00	*0,00*	0,00
26	Participations et créances rattachées	0,00	*0,00*	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	*0,00*	0,00
28	*Amortissement des immobilisations (reprises)*		*0,00*	0,00
29	*Prov. pour dépréciat° immobilisations (5)*		*0,00*	0,00
39	*Prov. dépréciat° des stocks et en-cours (5)*		*0,00*	0,00
45…	Total des opérations pour compte de tiers (7)	0,00	*0,00*	0,00
481	*Charges à rép. sur plusieurs exercices*		*0,00*	0,00
49	*Prov. dépréc. comptes de tiers (5)*		*0,00*	0,00
59	*Prov. dépréc. comptes financiers (5)*		*0,00*	0,00
3…	Stocks	0,00	*0,00*	0,00
020	Dépenses imprévues	0,00		0,00
Dépenses d'investissement – Total		**0,00**	***0,00***	**0,00**

+

D 001 SOLDE D'EXECUTION NEGATIF REPORTE OU ANTICIPE	**0,00**

=

TOTAL DES DEPENSES D'INVESTISSEMENT CUMULEES	**0,00**

(1) Y compris les opérations relatives au rattachement des charges et des produits et les opérations d'ordre semi-budgétaires.
(2) Voir liste des opérations d'ordre.
(3) Permet de retracer des opérations particulières telles que les opérations de stocks liées à la tenue d'un inventaire permanent simplifié.
(4) Communes, communautés d'agglomération et communautés urbaines de plus de 100 000 habitants.
(5) Si la commune ou l'établissement applique le régime des provisions budgétaires.
(6) Hors chapitres « opérations d'équipement ».
(7) Seul le total des opérations pour compte de tiers figure sur cet état (voir le détail Annexe IV A9).
(8) A servir uniquement lorsque la commune ou l'établissement effectue une dotation initiale en espèces au profit d'un service public non personnalisé qu'elle ou qu'il crée.
(9) En dépenses, le chapitre 22 retrace les travaux d'investissement réalisés sur les biens reçus en affectation. En recette, il retrace, le cas échéant, l'annulation de tels travaux effectués sur un exercice antérieur.

II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET	II
BALANCE GENERALE DU BUDGET	B2

2 – RECETTES (du présent budget + restes à réaliser)

	FONCTIONNEMENT	Opérations réelles (1)	Opérations d'ordre (2)	TOTAL
013	Atténuations de charges	0,00		0,00
60	*Achats et variation des stocks (3)*		*0,00*	0,00
70	Produits services, domaine et ventes div	0,00		0,00
71	*Production stockée (ou déstockage)*		*0,00*	0,00
72	*Production immobilisée*		*0,00*	0,00
73	Impôts et taxes	0,00		0,00
74	Dotations et participations	0,00		0,00
75	Autres produits de gestion courante	0,00	*0,00*	0,00
76	Produits financiers	0,00	*0,00*	0,00
77	Produits exceptionnels	0,00	*0,00*	0,00
78	Reprise sur amortissements et provisions	0,00	*0,00*	0,00
79	*Transferts de charges*		*0,00*	0,00
Recettes de fonctionnement – Total		**0,00**	***0,00***	**0,00**

+

R 002 RESULTAT REPORTE OU ANTICIPE	0,00

=

TOTAL DES RECETTES DE FONCTIONNEMENT CUMULEES	0,00

	INVESTISSEMENT	Opérations réelles (1)	Opérations d'ordre (2)	TOTAL
10	Dotations, fonds divers et réserves (sauf 1068)	0,00	*0,00*	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	*0,00*	0,00
15	*Provisions pour risques et charges (4)*		*0,00*	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées (sauf 1688 non budgétaires)	0,00	*0,00*	0,00
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie)	(6) 0,00		0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	0,00	*0,00*	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	*0,00*	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	*0,00*	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	(7) 0,00	*0,00*	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	*0,00*	0,00
26	Participations et créances rattachées	0,00	*0,00*	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	*0,00*	0,00
28	*Amortissement des immobilisations*		*0,00*	0,00
29	*Prov. pour dépréciat° immobilisations (4)*		*0,00*	0,00
39	*Prov. dépréciat° des stocks et en-cours (4)*		*0,00*	0,00
45…	Opérations pour compte de tiers (5)	0,00	*0,00*	0,00
481	*Charges à rép. sur plusieurs exercices*		*0,00*	0,00
49	*Prov. dépréc. comptes de tiers (4)*		*0,00*	0,00
59	*Prov. dépréc. comptes financiers (4)*		*0,00*	0,00
3…	Stocks	18 059 565,00	*-4 885 849,00*	13 173 716,00
021	*Virement de la sect° de fonctionnement*		*-13 173 716,00*	-13 173 716,00
024	Produits des cessions d'immobilisations	0,00		0,00
Recettes d'investissement – Total		**18 059 565,00**	***-18 059 565,00***	**0,00**

+

R 001 SOLDE D'EXECUTION POSITIF REPORTE OU ANTICIPE	0,00

+

AFFECTATION AU COMPTE 1068	0,00

=

TOTAL DES RECETTES D'INVESTISSEMENT CUMULEES	0,00

(1) Y compris les opérations relatives au rattachement des charges et des produits et les opérations d'ordre semi-budgétaires.
(2) Voir liste des opérations d'ordre.
(3) Permet de retracer des opérations particulières telles que les opérations de stocks liées à la tenue d'un inventaire permanent simplifié.
(4) Si la commune ou l'établissement applique le régime des provisions budgétaires.
(5) Seul le total des opérations pour compte de tiers figure sur cet état (voir le détail Annexe IV A9).
(6) A servir uniquement lorsque la commune ou l'établissement effectue une dotation initiale en espèces au profit d'un service public non personnalisé qu'elle ou qu'il crée.
(7) En dépenses, le chapitre 22 retrace les travaux d'investissement réalisés sur les biens reçus en affectation. En recette, il retrace, le cas échéant, l'annulation de tels travaux effectués sur un exercice antérieur.

III – VOTE DU BUDGET	III
SECTION DE FONCTIONNEMENT – DETAIL DES DEPENSES	A1

Chap / art (1)	Libellé (1)	Budget de l'exercice (2)	Propositions nouvelles (3)	Vote (4)
011	**Charges à caractère général**	**2 845 795,00**	**0,00**	**0,00**
6045	Achats études, prestat° services (terrai	2 793 795,00	0,00	0,00
608	Frais accessoires sur terrains en cours	52 000,00	0,00	0,00
012	**Charges de personnel, frais assimilés**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
014	**Atténuations de produits**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
65	**Autres charges de gestion courante**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
656	**Frais fonctionnement des groupes d'élus**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
TOTAL = DEPENSES DE GESTION DES SERVICES (a) = (011 + 012 + 014 + 65 + 656)		**2 845 795,00**	**0,00**	**0,00**
66	**Charges financières (b)**	**155 000,00**	**0,00**	**0,00**
66111	Intérêts réglés à l'échéance	155 000,00	0,00	0,00
67	**Charges exceptionnelles (c)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
68	**Dotations provisions semi-budgétaires (d) (6)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
022	**Dépenses imprévues (e)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
TOTAL DES DEPENSES REELLES = a + b + c + d + e		**3 000 795,00**	**0,00**	**0,00**
023	***Virement à la section d'investissement***	***14 887 417,00***	***-13 173 716,00***	***-13 173 716,00***
042	***Opérat° ordre transfert entre sections (7) (8) (9)***	***4 885 849,00***	***13 173 716,00***	***13 173 716,00***
71355	*Variat° stocks terrains aménagés*	*4 885 849,00*	*13 173 716,00*	*13 173 716,00*
TOTAL DES PRELEVEMENTS AU PROFIT DE LA SECTION D'INVESTISSEMENT		***19 773 266,00***	***0,00***	***0,00***
043	***Opérat° ordre intérieur de la section (10)***	**155 000,00**	**0,00**	**0,00**
608	*Frais accessoires sur terrains en cours*	155 000,00	0,00	0,00
TOTAL DES DEPENSES D'ORDRE		***19 928 266,00***	***0,00***	***0,00***
TOTAL DES DEPENSES DE FONCTIONNEMENT DE L'EXERCICE (= Total des opérations réelles et d'ordre)		**22 929 061,00**	**0,00**	**0,00**

+

RESTES A REALISER N-1 (11)	**0,00**

+

D 002 RESULTAT REPORTE OU ANTICIPE (11)	**0,00**

=

TOTAL DES DEPENSES DE FONCTIONNEMENT CUMULEES	**0,00**

Détail du calcul des ICNE au compte 66112 (5)

Montant des ICNE de l'exercice	0,00
Montant des ICNE de l'exercice N-1	0,00
= Différence ICNE N – ICNE N-1	0,00

(1) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes appliqué par la commune ou l'établissement.

(2) Cf. Modalités de vote I-B.

(3) Hors restes à réaliser.

(4) Le vote de l'organe délibérant porte uniquement sur les propositions nouvelles.

(5) Le montant des ICNE de l'exercice correspond au montant de l'étape en cours cumulé aux crédits de l'exercice. Si le montant des ICNE de l'exercice est inférieur au montant de l'exercice N-1, le montant du compte 66112 sera négatif.

(6) Si la commune ou l'établissement applique le régime des provisions semi-budgétaires.

(7) Cf. définitions du chapitre des opérations d'ordre, *DF 042 = RI 040.*

(8) Aucune prévision budgétaire ne doit figurer aux articles 675 et 676 (cf. chapitre 024 « produit des cessions d'immobilisation »).

(9) Le compte 6815 peut figurer dans le détail du chapitre 042 si la commune ou l'établissement applique le régime des provisions budgétaires.

(10) Chapitre destiné à retracer les opérations particulières telles que les opérations de stocks ou liées à la tenue d'un inventaire permanent simplifié.

(11) Inscrire en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent (après vote du compte administratif ou si reprise anticipée des résultats).

III – VOTE DU BUDGET	III
SECTION DE FONCTIONNEMENT – DETAIL DES RECETTES	A2

Chap / art (1)	Libellé (1)	Budget de l'exercice (2)	Propositions nouvelles (3)	Vote (4)
013	**Atténuations de charges**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
70	**Produits services, domaine et ventes div**	**1 764 283,22**	**0,00**	**0,00**
7015	Ventes de terrains aménagés	1 764 283,22	0,00	0,00
73	**Impôts et taxes**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
74	**Dotations et participations**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
75	**Autres produits de gestion courante**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
	TOTAL = RECETTES DE GESTION DES SERVICES (a) = 70 + 73 + 74 + 75 + 013	**1 764 283,22**	**0,00**	**0,00**
76	**Produits financiers (b)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
77	**Produits exceptionnels (c)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
78	**Reprises provisions semi-budgétaires (d) (5)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
	TOTAL DES RECETTES REELLES = a + b + c + d	**1 764 283,22**	**0,00**	**0,00**
042	***Opérat° ordre transfert entre sections (6) (7) (8)***	***21 184 371,00***	***0,00***	***0,00***
71355	*Variat° stocks terrains aménagés*	*21 184 371,00*	*0,00*	*0,00*
043	***Opérat° ordre intérieur de la section (9)***	***155 000,00***	***0,00***	***0,00***
796	*Transferts charges financières*	*155 000,00*	*0,00*	*0,00*
	TOTAL DES RECETTES D'ORDRE	***21 339 371,00***	***0,00***	***0,00***
	TOTAL DES RECETTES DE FONCTIONNEMENT DE L'EXERCICE (= Total des opérations réelles et d'ordre)	**23 103 654,22**	**0,00**	**0,00**

+

RESTES A REALISER N-1 (10)	**0,00**

+

R 002 RESULTAT REPORTE OU ANTICIPE (10)	**0,00**

=

TOTAL DES RECETTES DE FONCTIONNEMENT CUMULEES	**0,00**

Détail du calcul des ICNE au compte 7622 (11)

Montant des ICNE de l'exercice	0,00
Montant des ICNE de l'exercice N-1	0,00
= Différence ICNE N – ICNE N-1	0,00

(1) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes appliqué par la commune ou l'établissement.

(2) Cf. Modalités de vote I-B.

(3) Hors restes à réaliser.

(4) Le vote de l'assemblée porte uniquement sur les propositions nouvelles.

(5) Si la commune ou l'établissement applique le régime des provisions semi-budgétaires.

(6) Cf. définitions du chapitre des opérations d'ordre, *RF 042 = DI 040.*

(7) Aucune prévision budgétaire ne doit figurer aux articles 775 et 776 (cf. chapitre 024 « produit des cessions d'immobilisation »).

(8) Le compte 7815 peut figurer dans le détail du chapitre 042 si la commune ou l'établissement applique le régime des provisions budgétaires.

(9) Chapitre destiné à retracer les opérations particulières telles que les opérations de stocks ou liées à la tenue d'un inventaire permanent simplifié.

(10) Inscrire en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent (après vote du compte administratif ou si reprise anticipée des résultats).

(11) Le montant des ICNE de l'exercice correspond au montant de l'étape en cours cumulé aux crédits de l'exercice. Si le montant des ICNE de l'exercice est inférieur au montant de l'exercice N-1, le montant du compte 7622 sera négatif.

III – VOTE DU BUDGET — III

SECTION D'INVESTISSEMENT – DETAIL DES DEPENSES — B1

Chap / art (1)	Libellé (1)	Budget de l'exercice (2)	Propositions nouvelles (3)	Vote (4)
010	**Stocks**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
20	**Immobilisations incorporelles (sauf opérations et 204)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
204	**Subventions d'équipement versées (hors opérations)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
21	**Immobilisations corporelles (hors opérations)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
22	**Immobilisations reçues en affectation (hors opérations)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
23	**Immobilisations en cours (hors opérations)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
	Total des dépenses d'équipement	**0,00**	**0,00**	**0,00**
10	**Dotations, fonds divers et réserves**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
13	**Subventions d'investissement**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
16	**Emprunts et dettes assimilées**	**967 001,06**	**0,00**	**0,00**
1641	Emprunts en euros	907 001,06	0,00	0,00
16441	Opérat° afférentes à l'emprunt	60 000,00	0,00	0,00
18	**Compte de liaison : affectat° (BA,régie)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
26	**Participat° et créances rattachées**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
27	**Autres immobilisations financières**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
020	**Dépenses imprévues**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
	Total des dépenses financières	**967 001,06**	**0,00**	**0,00**
	Total des dépenses d'opérations pour compte de tiers	**0,00**	**0,00**	**0,00**
	TOTAL DEPENSES REELLES	**967 001,06**	**0,00**	**0,00**
040	***Opérat° ordre transfert entre sections (7)***	***21 184 371,00***	***0,00***	***0,00***
	Reprises sur autofinancement antérieur (8)	***0,00***	***0,00***	***0,00***
	Charges transférées (9)	***21 184 371,00***	***0,00***	***0,00***
3354	*Etudes et prestations de services*	*21 184 371,00*	*0,00*	*0,00*
041	***Opérations patrimoniales (10)***	***0,00***	***0,00***	***0,00***
	TOTAL DEPENSES D'ORDRE	***21 184 371,00***	***0,00***	***0,00***
	TOTAL DES DEPENSES D'INVESTISSEMENT DE L'EXERCICE (= Total des dépenses réelles et d'ordre)	**22 151 372,06**	**0,00**	**0,00**

+

RESTES A REALISER N-1 (11)	**0,00**

+

D 001 SOLDE D'EXECUTION NEGATIF REPORTE OU ANTICIPE (11)	**0,00**

=

TOTAL DES DEPENSES D'INVESTISSEMENT CUMULEES	**0,00**

(1) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes appliqué par la commune ou l'établissement.

(2) Cf. Modalités de vote, I-B.

(3) Hors restes à réaliser.

(4) Le vote de l'organe délibérant porte uniquement sur les propositions nouvelles.

(5) Voir état III B 3 pour le détail des opérations d'équipement.

(6) Voir annexe IV A 9 pour le détail des opérations pour compte de tiers.

(7) Cf. définitions du chapitre des opérations d'ordre, *DI 040 = RF 042.*

(8) Les comptes 15, 29, 39, 49 et 59 peuvent figurer dans le détail du chapitre 040 si la commune ou l'établissement applique le régime des provisions budgétaires.

(9) Aucune prévision budgétaire ne doit figurer à l'article 192 (cf. chapitre 024 « produit des cessions d'immobilisation »).

(10) Cf. définitions du chapitre des opérations d'ordre, *DI 041 = RI 041.*

(11) Inscrire en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent (après vote du compte administratif ou si reprise anticipée des résultats).

III – VOTE DU BUDGET — III

SECTION D'INVESTISSEMENT – DETAIL DES RECETTES — B2

Chap / art (1)	Libellé (1)	Budget de l'exercice (2)	Propositions nouvelles (3)	Vote (4)
010	**Stocks**	**0,00**	**18 059 565,00**	**18 059 565,00**
3355	Travaux	0,00	18 059 565,00	18 059 565,00
13	**Subventions d'investissement (hors 138)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
16	**Emprunts et dettes assimilées (hors 165)**	**6 398 160,00**	**0,00**	**0,00**
1641	Emprunts en euros	6 398 160,00	0,00	0,00
20	**Immobilisations incorporelles (sauf 204)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
204	**Subventions d'équipement versées**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
21	**Immobilisations corporelles**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
22	**Immobilisations reçues en affectation**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
23	**Immobilisations en cours**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
	Total des recettes d'équipement	**6 398 160,00**	**18 059 565,00**	**18 059 565,00**
10	**Dotations, fonds divers et réserves**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
138	**Autres subvent° invest. non transf.**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
165	**Dépôts et cautionnements reçus**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
18	**Compte de liaison : affectat° (BA,régie)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
26	**Participat° et créances rattachées**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
27	**Autres immobilisations financières**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
024	**Produits des cessions d'immobilisations**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
	Total des recettes financières	**0,00**	**0,00**	**0,00**
	Total des recettes d'opérations pour compte de tiers	**0,00**	**0,00**	**0,00**
	TOTAL RECETTES REELLES	**6 398 160,00**	**18 059 565,00**	**18 059 565,00**
021	***Virement de la sect° de fonctionnement***	***14 887 417,00***	***-13 173 716,00***	***-13 173 716,00***
040	***Opérat° ordre transfert entre sections (6) (7) (8)***	***4 885 849,00***	***-4 885 849,00***	***-4 885 849,00***
3354	*Etudes et prestations de services*	*4 714 357,00*	*-4 714 357,00*	*-4 714 357,00*
33581	*Frais accessoires*	*171 492,00*	*-171 492,00*	*-171 492,00*
	TOTAL DES PRELEVEMENTS PROVENANT DE LA SECTION DE FONCTIONNEMENT	***19 773 266,00***	***-18 059 565,00***	***-18 059 565,00***
041	***Opérations patrimoniales (9)***	***0,00***	***0,00***	***0,00***
	TOTAL RECETTES D'ORDRE	***19 773 266,00***	***-18 059 565,00***	***-18 059 565,00***
	TOTAL DES RECETTES D'INVESTISSEMENT DE L'EXERCICE (= Total des recettes réelles et d'ordre)	**26 171 426,00**	**0,00**	**0,00**

+

RESTES A REALISER N-1 (10)	**0,00**

+

R 001 SOLDE D'EXECUTION POSITIF REPORTE OU ANTICIPE (10)	**0,00**

=

TOTAL DES RECETTES D'INVESTISSEMENT CUMULEES	**0,00**

(1) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes appliqué par la commune ou l'établissement.

(2) Cf. Modalités de vote, I-B.

(3) Hors restes à réaliser.

(4) Le vote de l'organe délibérant porte uniquement sur les propositions nouvelles.

(5) Voir annexe IV A 9 pour le détail des opérations pour compte de tiers.

(6) Cf. définitions du chapitre des opérations d'ordre, R*I 040 = DF 042.*

(7) Aucune prévision budgétaire ne doit figurer à l'article 192 (cf. chapitre 024 « produit des cessions d'immobilisations »).

(8) Les comptes 15, 29, 39, 49 et 59 peuvent figurer dans le détail du chapitre 040 si la commune ou l'établissement applique le régime des provisions budgétaires.

(9) Cf. définitions du chapitre des opérations d'ordre, D*I 041 = RI 041.*

(10) Inscrire en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent (après vote du compte administratif ou si reprise anticipée des résultats).

III – VOTE DU BUDGET	III
DETAIL DES CHAPITRES D'OPERATION D'EQUIPEMENT	B3

Cet état ne contient pas d'information.

IV – ANNEXES

ELEMENTS DU BILAN – ETAT DE LA DETTE – REPARTITION PAR NATURE DE DETTE

IV

A2.2

A2.2 – REPARTITION PAR NATURE DE DETTE (hors 16449 et 166)

Nature (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat)	Emprunts et dettes à l'origine du contrat													
	Organisme prêteur ou chef de file	Date de signature	Date d'émission ou date de mobilisation (1)	Date du premier rembour-sement	Nominal (2)	Type de taux d'intérêt (3)	Index (4)	Taux initial		Devise	Péri-odicité des rembour-sements (6)	Profil d'amor-tissement (7)	Possibilité de rembour-sement anticipé O/N	Caté-gorie d'em-prunt (8)
								Niveau de taux (5)	Taux actuariel					
163 Emprunts obligataires (Total)					**0,00**									
164 Emprunts auprès des établissements financiers (Total)					**14 100 000,00**									
1641 Emprunts en euros (total)					13 500 000,00									
2008-07	CAISSE D'EPARGNE	15/12/2008	23/12/2008	25/03/2009	500 000,00	F	Taux fixe à 4.62 %	4,620	4,620	EUR	A	P	O	A-1
2012-01	CAISSE D'EPARGNE	26/12/2012	21/03/2013	25/03/2021	1 000 000,00	F	Taux fixe à 3.88 %	3,880	3,940	EUR	X	F	O	A-1
2016-01	SFIL CAFFIL	23/11/2016	21/12/2016	01/04/2017	2 000 000,00	F	Taux fixe à 0.52 %	0,520	0,520	EUR	T	C	O	A-1
2017-04	CAISSE D'EPARGNE	23/10/2017	15/01/2018	25/04/2018	10 000 000,00	F	Taux fixe à 1.13 %	1,130	1,130	EUR	T	C	O	A-1
1643 Emprunts en devises (total)					0,00									
16441 Emprunts assortis d'une option de tirage sur ligne de trésorerie (total)					600 000,00									
2010-01	CACIB ex BFT CREDIT AGRICOLE	20/12/2010	30/12/2010	15/01/2011	600 000,00	V	Euribor 3M + 0.71	1,720	1,760	EUR	X	X	O	A-1
165 Dépôts et cautionnements reçus (Total)					**0,00**									
167 Emprunts et dettes assortis de conditions particulières (Total)					**0,00**									
1671 Avances consolidées du Trésor (total)					0,00									
1672 Emprunts sur comptes spéciaux du Trésor (total)					0,00									
1675 Dettes pour METP et PPP (total)					0,00									
1676 Dettes envers locataires-acquéreurs (total)					0,00									

Nature (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat)	Emprunts et dettes à l'origine du contrat													
	Organisme prêteur ou chef de file	Date de signature	Date d'émission ou date de mobilisation (1)	Date du premier rembour-sement	Nominal (2)	Type de taux d'intérêt (3)	Index (4)	Taux initial		Devise	Péri-odicité des rembour-sements (6)	Profil d'amor-tissement (7)	Possibilité de rembour-sement anticipé O/N	Caté-gorie d'em-prunt (8)
								Niveau de taux (5)	Taux actuariel					
1678 Autres emprunts et dettes (total)					0,00									
168 Emprunts et dettes assimilés (Total)					**0,00**									
1681 Autres emprunts (total)					0,00									
1682 Bons à moyen terme négociables (total)					0,00									
1687 Autres dettes (total)					0,00									
Total général					**14 100 000,00**									

(1) Si un emprunt donne lieu à plusieurs mobilisations, indiquer la date de la première mobilisation.

(2) Nominal : montant emprunté à l'origine.

(3) Type de taux d'intérêt : F : fixe ; V : variable simple ; C : complexe (c'est-à-dire un taux variable qui n'est pas seulement défini comme la simple addition d'un taux usuel de référence et d'une marge exprimée en point de pourcentage).

(4) Mentionner le ou les types d'index (ex : Euribor 3 mois).

(5) Indiquer le niveau de taux à l'origine du contrat.

(6) Indiquer la périodicité des remboursements : A : annuelle ; M : mensuelle, B : bimestrielle, S : semestrielle, T : trimestrielle, X autre.

(7) Indiquer C pour amortissement constant, P pour amortissement progressif, F pour *in fine*, X pour autres à préciser.

(8) Catégorie d'emprunt à l'origine. Exemple A-1 (cf. la classification des emprunts suivant la typologie de la circulaire IOCB1015077C du 25 juin 2010 sur les produits financiers offerts aux collectivités territoriales).

IV – ANNEXES

ELEMENTS DU BILAN – ETAT DE LA DETTE – REPARTITION PAR NATURE DE DETTE

IV

A2.2

A2.2 – REPARTITION PAR NATURE DE DETTE (hors 16449 et 166) (suite)

Nature (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat)	Emprunts et dettes au 01/01/N											
						Taux d'intérêt			Annuité de l'exercice			
	Couverture ? O/N (10)	Montant couvert	Catégorie d'emprunt après couverture éventuelle (11)	Capital restant dû au 01/01/N	Durée résiduelle (en années)	Type de taux (12)	Index (13)	Niveau de taux d'intérêt à la date de vote du budget (14)	Capital	Charges d'intérêt (15)	Intérêts perçus (le cas échéant) (16)	ICNE de l'exercice
163 Emprunts obligataires (Total)		**0,00**		**0,00**					**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
164 Emprunts auprès des établissements financiers (Total)		**0,00**		**11 445 745,68**					**904 561,84**	**150 489,89**	**0,00**	**23 202,52**
1641 Emprunts en euros (total)		0,00		11 445 745,68					904 561,84	150 445,12	0,00	23 202,52
2008-07	N	0,00	A-1	162 412,37	3,23	F	Taux fixe à 4.62 %	4,620	37 895,16	7 503,45	0,00	4 394,42
2012-01	N	0,00	A-1	1 000 000,00	1,23	F	Taux fixe à 3.88 %	3,940	0,00	38 800,00	0,00	538,89
2016-01	N	0,00	A-1	1 450 000,00	7,00	F	Taux fixe à 0.52 %	0,520	200 000,00	7 150,00	0,00	1 606,94
2017-04	N	0,00	A-1	8 833 333,31	13,07	F	Taux fixe à 1.13 %	1,130	666 666,68	96 991,67	0,00	16 662,27
1643 Emprunts en devises (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
16441 Emprunts assortis d'une option de tirage sur ligne de trésorerie (total) (9)		0,00		0,00					0,00	44,77	0,00	0,00
2010-01	N	0,00	A-1	0,00	0,04	V	Euribor 3M + 0.71	0,300	0,00	44,77	0,00	0,00
165 Dépôts et cautionnements reçus (Total)		**0,00**		**0,00**					**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
167 Emprunts et dettes assortis de conditions particulières (Total)		**0,00**		**0,00**					**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
1671 Avances consolidées du Trésor (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
1672 Emprunts sur comptes spéciaux (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
1675 Dettes pour METP et PPP (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
1676 Dettes envers locataires-acquéreurs (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
1678 Autres emprunts et dettes (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
168 Emprunts et dettes assimilés (Total)		**0,00**		**0,00**					**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

Nature (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat)	Emprunts et dettes au 01/01/N											
						Taux d'intérêt			Annuité de l'exercice			
	Couverture ? O/N (10)	Montant couvert	Catégorie d'emprunt après couverture éventuelle (11)	Capital restant dû au 01/01/N	Durée résiduelle (en années)	Type de taux (12)	Index (13)	Niveau de taux d'intérêt à la date de vote du budget (14)	Capital	Charges d'intérêt (15)	Intérêts perçus (le cas échéant) (16)	ICNE de l'exercice
1681 Autres emprunts (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
1682 Bons à moyen terme négociables (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
1687 Autres dettes (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
Total général		**0,00**		**11 445 745,68**					**904 561,84**	**150 489,89**	**0,00**	**23 202,52**

(9) S'agissant des emprunts assortis d'une ligne de trésorerie, il faut faire ressortir le remboursement du capital de la dette prévue pour l'exercice correspondant au véritable endettement.

(10) Si l'emprunt est soumis à couverture, il convient de compléter le tableau « détail des opérations de couverture ».

(11) Catégorie d'emprunt. Exemple A-1 (cf. la classification des emprunts suivant la typologie de la circulaire IOCB1015077C du 25 juin 2010 sur les produits financiers offerts aux collectivités territoriales).

(12) Type de taux d'intérêt après opérations de couverture : F : fixe ; V : variable simple ; C : complexe (c'est-à-dire un taux variable qui n'est pas seulement défini comme la simple addition d'un taux usuel de référence et d'une marge exprimée en point de pourcentage).

(13) Mentionner l'index en cours au 01/01/N après opérations de couverture.

(14) Taux après opérations de couverture éventuelles. Pour les emprunts à taux variable, indiquer le niveau à la date de vote du budget.

(15) Il s'agit des intérêts dus au titre du contrat initial et comptabilisés à l'article 66111 « Intérêts réglés à l'échéance » (intérêts décaissés) et intérêts éventuels dus au titre du contrat d'échange éventuel et comptabilisés à l'article 668.

(16) Indiquer les intérêts éventuellement reçus au titre du contrat d'échange éventuel et comptabilisés au 768.

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN – ETAT DE LA DETTE – REPARTITION DES EMPRUNTS PAR STRUCTURE DE TAUX	A2.3

A2.3 – REPARTITION DES EMPRUNTS PAR STRUCTURE DE TAUX (HORS A1)

Emprunts ventilés par structure de taux selon le risque le plus élevé (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat) (1)	Organisme prêteur ou chef de file	Nominal (2)	Capital restant dû au 01/01/N (3)	Type d'indices (4)	Durée du contrat	Dates des périodes bonifiées	Taux minimal (5)	Taux maximal (6)	Coût de sortie (7)	Taux maximal après couver-ture éventu-elle (8)	Niveau du taux à la date de vote du budget (9)	Intérêts à payer au cours de l'exercice (10)	Intérêts à percevoir au cours de l'exercice (le cas échéant) (11)	% par type de taux selon le capital restant dû
Echange de taux, taux variable simple plafonné (cap) ou encadré (tunnel) (A)														
TOTAL (A)		0,00	0,00						0,00			0,00	0,00	0,00
Barrière simple (B)														
TOTAL (B)		0,00	0,00						0,00			0,00	0,00	0,00
Option d'échange (C)														
TOTAL (C)		0,00	0,00						0,00			0,00	0,00	0,00
Multiplicateur jusqu'à 3 ou multiplicateur jusqu'à 5 capé (D)														
TOTAL (D)		0,00	0,00						0,00			0,00	0,00	0,00
Multiplicateur jusqu'à 5 (E)														
TOTAL (E)		0,00	0,00						0,00			0,00	0,00	0,00
Autres types de structures (F)														
TOTAL (F)		0,00	0,00						0,00			0,00	0,00	0,00
TOTAL GENERAL		0,00	0,00						0,00			0,00	0,00	0,00

(1) Répartir les emprunts selon le type de structure de taux (de A à F selon la classification de la charte de bonne conduite) en fonction du risque le plus élevé à courir sur toute la durée de vie du contrat de prêt et après opérations de couverture éventuelles.

(2) Nominal : montant emprunté à l'origine. En cas de couverture partielle d'un emprunt, indiquer séparément sur deux lignes la part du nominal couvert et la part non couverte.

(3) En cas de couverture partielle d'un emprunt, indiquer séparément sur deux lignes la part du capital restant dû couvert et la part non couverte.

(4) Indiquer la classification de l'indice sous-jacent suivant la typologie de la circulaire du 25 juin 2010 sur les produits financiers (de 1 à 6). 1 : Indice zone euro / 2 : Indices inflation française ou zone euro ou écart entre ces indices / 3 : Ecart indice zone euro / 4 : Indices hors zone euro ou écart d'indices dont l'un est hors zone euro / 5 : écarts d'indices hors zone euro / 6 : autres indices.

(5) Taux hors opération de couverture. Indiquer le montant, l'index ou la formule correspondant au taux minimal du contrat de prêt sur toute la durée du contrat.

(6) Taux hors opération de couverture. Indiquer le montant, l'index ou la formule correspondant au taux maximal du contrat de prêt sur toute la durée du contrat.

(7) Coût de sortie : indiquer le montant de l'indemnité contractuelle de remboursement définitif de l'emprunt au 01/01/N ou le cas échéant, à la prochaine date d'échéance.

(8) Montant, index ou formule.

(9) Indiquer le niveau de taux après opérations de couverture éventuelles. Pour les emprunts à taux variables, indiquer le niveau du taux à la date de vote du budget.

(10) Indiquer les intérêts à payer au titre du contrat initial et comptabilisés à l'article 66111 et des intérêts éventuels à payer au titre du contrat d'échange et comptabilisés à l'article 668.

(11) Indiquer les intérêts à percevoir au titre du contrat d'échange et comptabilisés au 768.

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN – ETAT DE LA DETTE – TYPOLOGIE DE LA REPARTITION DE L'ENCOURS	A2.4

A2.4 – TYPOLOGIE DE LA REPARTITION DE L'ENCOURS (1)

Structure / Indices sous-jacents		(1) Indices zone euro	(2) Indices inflation française ou zone euro ou écart entre ces indices	(3) Ecarts d'indices zone euro	(4) Indices hors zone euro et écarts d'indices dont l'un est un indice hors zone euro	(5) Ecarts d'indices hors zone euro	(6) Autres indices
(A) Taux fixe simple. Taux variable simple. Echange de taux fixe contre taux variable ou inversement. Echange de taux structuré contre taux variable ou taux fixe (sens unique). Taux variable simple plafonné (*cap*) ou encadré (*tunnel*)	Nombre de produits	5	0	0	0	0	
	% de l'encours	100,01	0,00	0,00	0,00	0,00	
	Montant en euros	11 445 745,68	0,00	0,00	0,00	0,00	
(B) Barrière simple. Pas d'effet de levier	Nombre de produits	0	0	0	0	0	
	% de l'encours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
	Montant en euros	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
(C) Option d'échange (*swaption*)	Nombre de produits	0	0	0	0	0	
	% de l'encours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
	Montant en euros	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
(D) Multiplicateur jusqu'à 3 ; multiplicateur jusqu'à 5 capé	Nombre de produits	0	0	0	0	0	
	% de l'encours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
	Montant en euros	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
(E) Multiplicateur jusqu'à 5	Nombre de produits	0	0	0	0	0	
	% de l'encours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
	Montant en euros	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
(F) Autres types de structures	Nombre de produits						0
	% de l'encours						0,00
	Montant en euros						0,00

(1) Cette annexe retrace le stock de dette au 01/01/N après opérations de couverture éventuelles.

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN EQUILIBRE DES OPERATIONS FINANCIERES – DEPENSES	A6.1

DEPENSES A COUVRIR PAR DES RESSOURCES PROPRES

Art. (1)	Libellé (1)	Budget de l'exercice (hors RAR) (BP + BS + DM)	Propositions nouvelles	Vote (2)
DEPENSES TOTALES A COUVRIR PAR DES RESSOURCES PROPRES =A + B		**I 967 001,06**	**0,00**	**II 0,00**
16 Emprunts et dettes assimilées (A)		**967 001,06**	**0,00**	**0,00**
1631	Emprunts obligataires	0,00	0,00	0,00
1641	Emprunts en euros	907 001,06	0,00	0,00
1643	Emprunts en devises	0,00	0,00	0,00
16441	Opérat° afférentes à l'emprunt	60 000,00	0,00	0,00
1671	Avances consolidées du Trésor	0,00	0,00	0,00
1672	Emprunts sur comptes spéciaux du Trésor	0,00	0,00	0,00
1678	Autres emprunts et dettes	0,00	0,00	0,00
1681	Autres emprunts	0,00	0,00	0,00
1682	Bons à moyen terme négociables	0,00	0,00	0,00
1687	Autres dettes	0,00	0,00	0,00
Dépenses et transferts à déduire des ressources propres (B)		**0,00**	**0,00**	**0,00**
10…	*Reprise de dotations, fonds divers et réserves*			
10…	Reversement de dotations, fonds divers et réserves			
139	*Subv. invest. transférées cpte résultat*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
020	Dépenses imprévues	0,00	0,00	0,00

	Op. de l'exercice III = I + II	Restes à réaliser en dépenses de l'exercice précédent (3)	Solde d'exécution D001 (3)	TOTAL IV
Dépenses à couvrir par des ressources propres	**967 001,06**	**0,00**	**4 020 053,94**	**4 987 055,00**

(1) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes.

(2) Crédits de l'exercice votés lors de la séance.

(3) Inscrire uniquement si le compte administratif est voté ou en cas de reprise anticipée des résultats de l'exercice précédent.

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN EQUILIBRE DES OPERATIONS FINANCIERES – RECETTES	A6.2

RESSOURCES PROPRES

Art. (1)	Libellé (1)	Budget de l'exercice (hors RAR) (BP + BS + DM)	Propositions nouvelles	Vote (2)
RECETTES (RESSOURCES PROPRES) = a + b		**V 14 887 417,00**	**-13 173 716,00**	**VI -13 173 716,00**
Ressources propres externes de l'année (a)		**0,00**	**0,00**	**0,00**
10222	FCTVA	0,00	0,00	0,00
10223	TLE	0,00	0,00	0,00
10226	Taxe d'aménagement	0,00	0,00	0,00
10228	Autres fonds	0,00	0,00	0,00
13146	Attributions de compensation d'investissement	0,00	0,00	0,00
13156	Attributions de compensation d'investissement	0,00	0,00	0,00
13246	Attributions de compensation d'investissement	0,00	0,00	0,00
13256	Attributions de compensation d'investissement	0,00	0,00	0,00
138	Autres subvent° invest. non transf.	0,00	0,00	0,00
26…	Participations et créances rattachées			
27…	Autres immobilisations financières			
Ressources propres internes de l'année (b) (3)		**14 887 417,00**	**-13 173 716,00**	**-13 173 716,00**
15…	*Provisions pour risques et charges*			
169	*Primes de remboursement des obligations*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
26…	*Participations et créances rattachées*			
27…	*Autres immobilisations financières*			
28…	*Amortissement des immobilisations*			
29…	*Prov. pour dépréciat° immobilisations*			
39…	*Prov. dépréciat° des stocks et en-cours*			
481…	*Charges à rép. sur plusieurs exercices*			
49…	*Prov. dépréc. comptes de tiers*			
59…	*Prov. dépréc. comptes financiers*			
024	Produits des cessions d'immobilisations	0,00	0,00	0,00
021	*Virement de la sect° de fonctionnement*	*14 887 417,00*	*-13 173 716,00*	*-13 173 716,00*

	Opérations de l'exercice VII = V + VI	Restes à réaliser en recettes de l'exercice précédent (4)	Solde d'exécution R001 (4)	Affectation R1068 (4)	TOTAL VIII
Total ressources propres disponibles	**1 713 701,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**1 713 701,00**

		Montant
Dépenses à couvrir par des ressources propres	IV	**4 987 055,00**
Ressources propres disponibles	VIII	**1 713 701,00**
Solde	IX = VIII – IV (5)	**-3 273 354,00**

(1) Les comptes 15, 169, 26, 27, 28, 29, 39, 481, 49 et 59 sont à détailler conformément au plan de comptes.

(2) Crédits de l'exercice votés lors de la séance.

(3) Les comptes 15, 29, 39, 49 et 59 sont présentés uniquement si la commune ou l'établissement applique le régime des provisions budgétaires.

(4) Inscrire uniquement si le compte administratif est voté ou en cas de reprise anticipée des résultats de l'exercice précédent.

(5) Indiquer le signe algébrique.

IV – ANNEXES	IV
ARRETE ET SIGNATURES	D2

Nombre de membres en exercice : 0
Nombre de membres présents : 0
Nombre de suffrages exprimés : 0
VOTES :
Pour : 0
Contre : 0
Abstentions : 0

Date de convocation :

Présenté par (1),
A , le
,

Délibéré par l'assemblée (2), réunie en session
A , le
Les membres de l'assemblée délibérante (2),

.

Certifié exécutoire par (1), compte tenu de la transmission en préfecture, le , et de la publication le

A , le

(1) Indiquer le maire ou le président de l'organisme.
(2) L'assemblée délibérante étant : .

ANNEXE 1

Pour retourner à la délibération, cliquez ici

Services communs entre la ville d'Auxerre et la Communauté de l'Auxerrois :

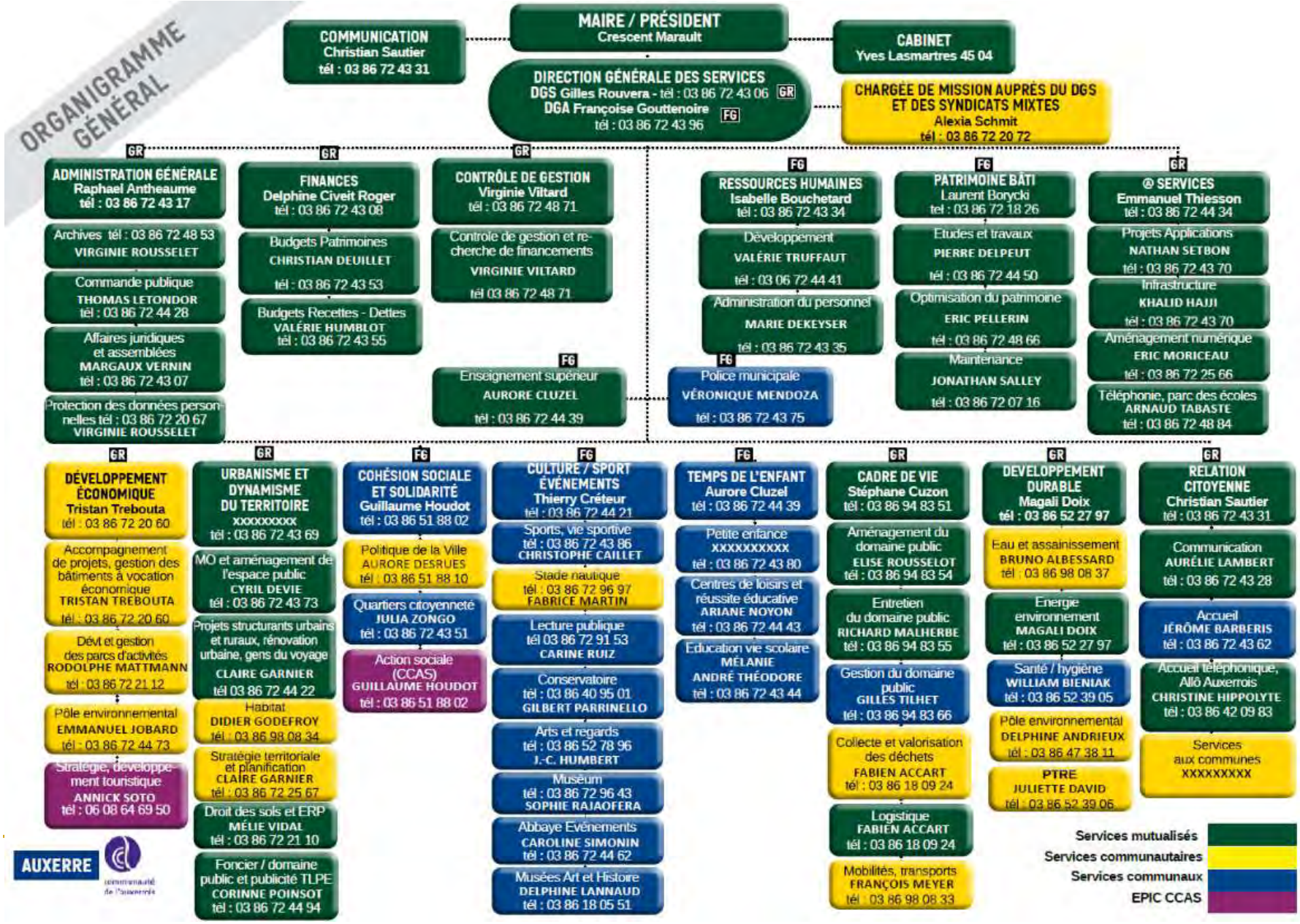
Présentation de la méthode de valorisation des charges

Projection des dépenses mutualisées 2020 avec ajustement de l'AC 2020

AUXERRE

communauté de l'auxerrois

Organigramme mutualisé

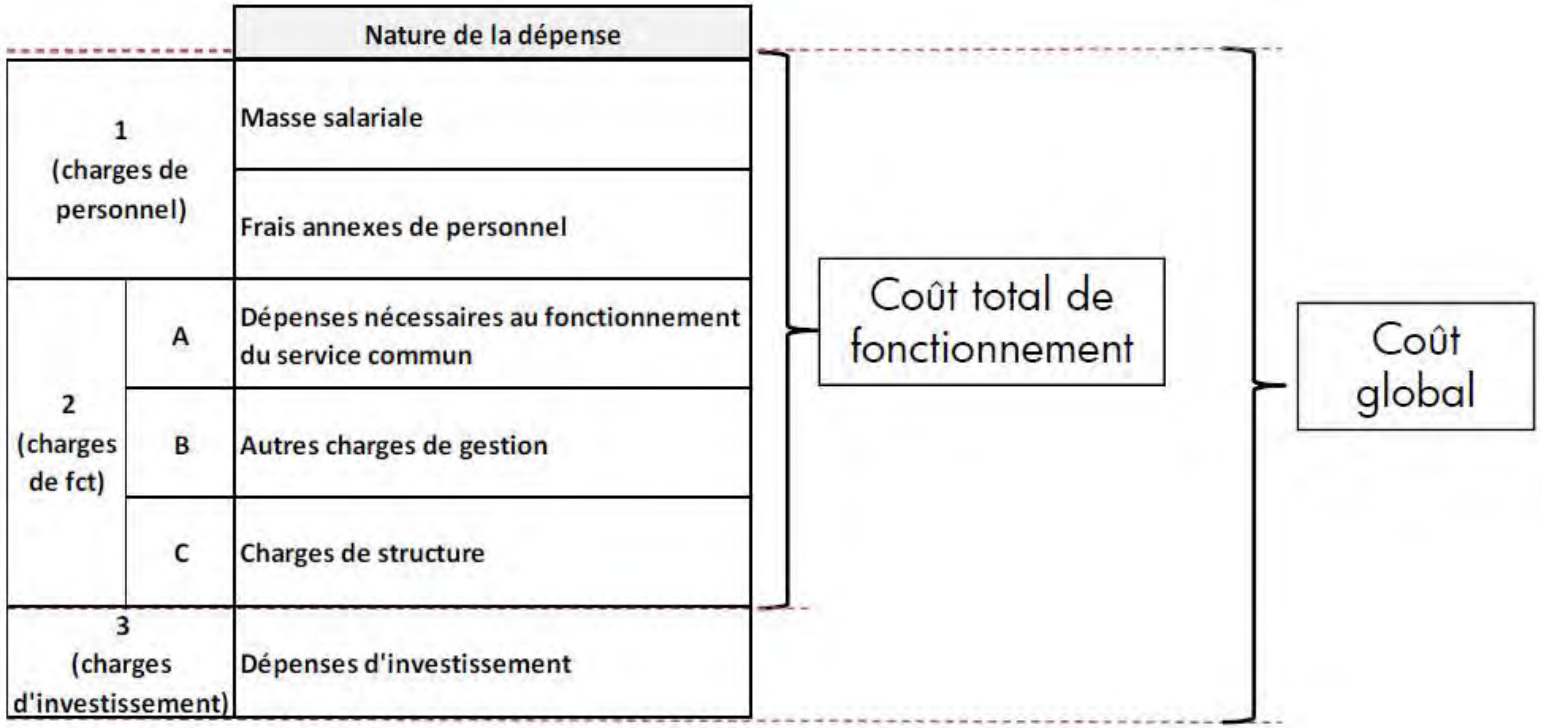


Définition du coût global des services communs

L'évaluation du coût global des services communs a nécessité de définir la méthode retenue :

- ✓ Le périmètre des dépenses permettant d'établir le coût global du service commun et le détail des dépenses concernées ;
- ✓ La méthode d'évaluation des dépenses ;
- ✓ Les modalités de refacturation du service commun entre la Ville et la CA.

Le périmètre des dépenses permettant d'établir le coût global du service commun



Le contenu des dépenses concernées

Le contenu des dépenses est détaillé ci-dessous :

		Nature de la dépense	Contenu de la dépense
1 (charges de personnel)		Masse salariale	Salaires des agents
		Frais annexes de personnel	AIST, formation CNFPT, assurance statutaire, CNAS, FIPHFP
2 (charges de fct)	A	Dépenses nécessaires au fonctionnement du service commun	Prestations extérieures, contrats de services rattachés, maintenance métier, maintenance logiciel, magazines, frais de fonctionnement divers
	B	Autres charges de gestion	Affranchissement, téléphonie, fournitures...
	C	Charges de structure	Charges locatives ou de copropriété, fluides, petit entretien, taxes, assurance et nettoyage, maintenance batiment, gardiennage éventuel...
3 (charges d'investissement)		Dépenses d'investissement	Equipements mis en commun entre la CA et la Ville imputés en section d'investissement (gros et petit matériel)

La méthode d'évaluation de ces dépenses

Selon la dépense, la répartition de la charge est adaptée (répartition du coût ou de la croissance) ainsi que la clé (clé de répartition du service commun, poids des charges de gestion…)

		Nature de la dépense	Méthode d'évaluation et de répartition	Nature du partage	Clé de répartition
1 (charges de personnel)		Masse salariale	Prise en compte au coût réel 2019 sur les AC 2019 puis partage de la variation entre CA et ville en fonction de la clé de répartition du service commun	Partage de la croissance	Clé du service commun
		Frais annexes de personnel	Détermination d'un coût au poste sur 2019 et prise en compte sur AC 2019 puis partage de la variation entre CA et ville en fonction de la clé de répartition du service commun	Partage de la croissance	Clé du service commun
2 (charges de fct)	A	Dépenses nécessaires au fonctionnement du service commun			
	B	Autres charges de gestion			
	C	Charges de structure			
3 (charges d'investissement)		Dépenses d'investissement			

✓ Les dépenses « 1 » relatives aux charges de personnel a donné lieu à minoration de l'AC de la Commune dès 2019.

Détail de la méthode d'évaluation : les charges de personnel

La masse salariale : la méthode a été présentée et validée par la CLECT (commission suivi mutualisation) fin 2018. La commune d'Auxerre prend en charge le montant de ses charges de personnel dès 2019. Depuis 2020, la variation de la masse salariale est répartie entre les deux structures en fonction de la clé de répartition de chaque service.

Frais annexes de personnel : il est défini un coût moyen au poste pour ces frais annexes sur la base des coûts 2019. Ce coût est déduit de l'AC 2019 de la Commune. Le montant est actualisé chaque année et la variation est répartie entre la Ville et la CA selon la clé de répartition des services.

2019

€ par agent	Montant 2019*
Assurance statutaire	110 €
Formation CNFPT	189 €
AIST	100 €
FIPHFP	0 €
CNAS	207 €
Total frais annexes	606 €

** montant 2019 selon les marchés en cours et le respect des normes actuelles (FIHPFP)*

2020

€ par agent	Montant 2020 *
Assurance statutaire	107,00 €
Formation CNFPT	148,00 €
AIST	96,00 €
FIPHFP	47,00 €
CNAS	212,00 €
Total frais annexe	***610,00 €***

* montant 2020 selon les marchés en cours et le respect des normes actuelles (FIHPFP)

Le tableau ci-après présente le montant définitif des charges de personnel 2019 (calculé sur la base d'une projection réalisée à partir de la paie de septembre 2019 et des dépenses réellement exécutées). Ces montants intègrent l'ensemble des charges de personnel (masse salariale et frais annexes de personnel).

1 – Charges de personnel : AC 2019 définitive

Contexte : l'année 2019 n'intègre que les charges de personnel et la recette des mises à disposition d'agents CA à la Ville dans le cadre de la compétence Assainissement

Services mutualisés		Projection avec paie de septembre 2019 (B)			Paie définitive décembre 2019 (C)			Différence (C) – (B)		
Direction	Services	Total charges de personnel 2019	*Dont Ville*	*Dont CA*	Total charges de personnel 2019	*Dont Ville*	*Dont CA*	Total charges de personnel 2019	*Dont Ville*	*Dont CA*
Direction générale des services et cabinet	Direction générale des services et cabinet	**449 652,12 €**	*384 372,67 €*	*65 279,45 €*	**447 992,36 €**	*382 735,76 €*	*65 256,60 €*	-1 659,76 €	*-1 636,91 €*	*-22,85 €*
Administration générale	Affaires juridiques et assemblées	321 333,46 €	*277 510,40 €*	*43 823,07 €*	321 407,29 €	*277 776,61 €*	*43 630,68 €*	73,83 €	*266,22 €*	*-192,39 €*
	Archives	215 503,36 €	*215 503,36 €*	*0,00 €*	214 979,40 €	*214 979,40 €*	*0,00 €*	-523,95 €	*-523,95 €*	*0,00 €*
	Commande publique	304 908,62 €	*272 490,74 €*	*32 417,88 €*	304 227,56 €	*272 928,87 €*	*31 298,69 €*	-681,05 €	*438,13 €*	*-1 119,19 €*
	Sous total	**841 745,44 €**	**765 504,49 €**	**76 240,94 €**	**840 614,26 €**	**765 684,89 €**	**74 929,37 €**	**-1 131,18 €**	**180,40 €**	**-1 311,57 €**
Finances	Finances	**522 242,00 €**	*388 566,00 €*	*133 676,00 €*	**513 161,31 €**	*379 968,79 €*	*133 192,52 €*	-9 080,69 €	*-8 597,21 €*	*-483,48 €*
Contrôle de gestion	Contrôle de gestion	**223 358,84 €**	*169 710,33 €*	*53 648,51 €*	**224 591,57 €**	*171 393,45 €*	*53 198,12 €*	**1 232,73 €**	*1 683,12 €*	*-450,39 €*
Ressources humaines	Ressources humaines	**1 059 391,40 €**	*874 076,46 €*	*185 314,94 €*	**1 057 279,83 €**	*873 232,54 €*	*184 047,29 €*	-2 111,57 €	*-843,92 €*	*-1 267,65 €*
Patrimoine bâti	Direction	95 590,95 €	*38 968,96 €*	*56 621,99 €*	94 926,54 €	*38 776,47 €*	*56 150,07 €*	-664,41 €	*-192,49 €*	*-471,92 €*
	Etudes et travaux	376 748,00 €	376748	*0,00 €*	381 441,53 €	*381 441,53 €*	*0,00 €*	4 693,53 €	*4 693,53 €*	*0,00 €*
	Maintenance batiments	1 338 845,69 €	*1 277 894,00 €*	*60 951,69 €*	1 347 074,67 €	*1 278 290,10 €*	*68 784,57 €*	8 228,98 €	*396,10 €*	*7 832,88 €*
	Optimisation du patrimoine	309 908,53 €	*309 908,53 €*	*0,00 €*	317 178,28 €	*317 178,28 €*	*0,00 €*	7 269,75 €	*7 269,75 €*	*0,00 €*
	Sous total	**2 121 093,17 €**	**2 003 519,49 €**	**117 573,68 €**	**2 140 621,02 €**	**2 015 686,38 €**	**124 934,64 €**	**19 527,85 €**	**12 166,89 €**	**7 360,96 €**
@ services	@ services	**561 509,00 €**	*462 502,00 €*	*99 007,00 €*	**562 415,23 €**	*466 458,23 €*	*95 957,00 €*	**906,23 €**	*3 956,23 €*	*-3 050,00 €*
Urbanisme et dynamisme du territoire	Droit des sols	185 728,62 €	*171 848,59 €*	*13 880,03 €*	191 601,13 €	*175 707,86 €*	*15 893,27 €*	**5 872,51 €**	*3 859,27 €*	*2 013,24 €*
	Foncier	95 990,18 €	*95 990,18 €*	*0,00 €*	96 466,36 €	*96 466,36 €*	*0,00 €*	**476,19 €**	*476,19 €*	*0,00 €*
	Maitrise d'œuvre, projets structurants	325 778,31 €	*325 778,31 €*	*0,00 €*	326 112,64 €	*326 112,64 €*	*0,00 €*	**334,33 €**	*334,33 €*	*0,00 €*
	Sous total	**607 497,11 €**	**593 617,08 €**	**13 880,03 €**	**614 180,13 €**	**598 286,86 €**	**15 893,27 €**	**6 683,02 €**	**4 669,79 €**	**2 013,24 €**
Cadre de vie	Aménagement domaine public	180 113,22 €	*180 113,22 €*	*0,00 €*	178 842,48 €	*178 842,48 €*		-1 270,73 €	*-1 270,73 €*	*0,00 €*
	Entretien du domaine public	4 041 114,50 €	*4 041 114,50 €*	*0,00 €*	4 027 111,14 €	*4 027 111,14 €*		-14 003,36 €	*-14 003,36 €*	*0,00 €*
	Logistique	988 508,72 €	*912 759,99 €*	*75 748,73 €*	983 839,01 €	*908 709,43 €*	*75 129,58 €*	-4 669,72 €	*-4 050,57 €*	*-619,15 €*
	Sous total	**5 209 736,44 €**	**5 133 987,71 €**	**75 748,73 €**	**5 189 792,63 €**	**5 114 663,05 €**	**75 129,58 €**	**-19 943,81 €**	**-19 324,66 €**	**-619,15 €**
Développement durable	Direction	134 426,17 €	*134 426,17 €*	*0,00 €*	134 903,99 €	*134 903,99 €*		477,82 €	*477,82 €*	*0,00 €*
	Energie environnement	214 841,09 €	*99 771,57 €*	*115 069,52 €*	248 741,64 €	*118 897,05 €*	*129 844,59 €*	33 900,55 €	*19 125,48 €*	*14 775,07 €*
	Sous total	**349 267,26 €**	**234 197,74 €**	**115 069,52 €**	**383 645,63 €**	**253 801,04 €**	**129 844,59 €**	**34 378,37 €**	**19 603,30 €**	**14 775,07 €**
Relation citoyenne	Communication	523 047,02 €	414 375,93 €	108 671,09 €	523 604,51 €	*414 690,51 €*	*108 914,00 €*	557,50 €	*314,59 €*	*242,91 €*
	Allo Auxerrois, accueil	387 370,65 €	*352 011,36 €*	*35 359,29 €*	395 070,93 €	*358 797,94 €*	*36 272,98 €*	7 700,27 €	*6 786,58 €*	*913,69 €*
	Sous total	**910 417,67 €**	**766 387,29 €**	**144 030,38 €**	**918 675,44 €**	**773 488,46 €**	**145 186,98 €**	**8 257,77 €**	**7 101,17 €**	**1 156,60 €**
Total services mutualisés		**12 855 910,45 €**	**11 776 441,27 €**	**1 079 469,18 €**	**12 892 969,41 €**	**11 795 399,45 €**	**1 097 569,96 €**	**37 058,96 €**	**18 958,18 €**	**18 100,78 €**
		Effectif dans la convention =	304,00	25,50				0,29 %	0,16 %	1,68 %

	AC	MAD Ass.t	
Provisoire fin 2019	11 776 441,27 €	-71 000,00 €	
Définitif 2019	11 795 399,45 €	-70 486,14 €	
Régul sur AC 2020	**18 958,18 €**	**513,86 €**	**19 472,04 €**

La régularisation de l'AC définitive 2019 sur 2020 est de 19 472,04 €

1 – Charges de personnel 2020 – prise en charge de l'harmonisation du régime indemnitaire

Contexte : L'harmonisation pour les agents mutualisés dont l'employeur était la ville en 2018 est pris en charge par la ville

- ***Le CIA***

	CIA Chargé	CIA versé
RI 2019	78,75 €	75,00 €
RI 2020	315,00 €	300,00 €
Différence	**236,25 €**	**225,00 €**

Nombre d'agents mutualisés transféré à la CA en 2018 : 304

Incidence : + 71 820 € (304*236,25 €)

- **Le coût métier**

	Nombre agents CA origine Ville	Hausse 2020/2019 mensuel	Hausse 2020/2019 annuel chargé	Incidence
	Catégorie A			
Directeur	3	160,32 €	2 020,03 €	**6 060,10 €**
Principal	3	69,24 €	872,42 €	**2 617,27 €**
Attaché	15	60,00 €	756,00 €	**11 340,00 €**
	Sous total			***20 017,37 €***
	Catégorie B			
Filière IFSE B3	8	106,50 €	1 341,90 €	**10 735,20 €**
Filière IFSE B2	5	61,50 €	774,90 €	**3 874,50 €**
Filière IFSE B1	18	47,00 €	592,20 €	**10 659,60 €**
	Sous total			**25 269,30 €**
	Catégorie C			
IFSE C3	34	14,07 €	177,28 €	6 027,59 €
IFSE C2	93	11,33 €	142,76 €	13 276,49 €
IFSE C1	90	10,00 €	126,00 €	11 340,00 €
	Sous total			**30 644,08 €**
	TOTAL			75 930,75 €

L'impact de l'harmonisation du régime indemnitaire était estimé début 2020 à 147 750,75 €.

=> Prise en compte d'un taux de vacance et absentéisme en fin d'année selon les taux de vacances et le taux de réalisation par rapport à l'absentéisme 2020 :

	Prévisionnel 2020	Taux d'absentéisme	Montant suite à déduction taux absentéisme	Taux de vacance	Montant à déduire de l'AC
CIA	71 820,00 €	6,48 %	67 166,06	5,04%	**63 780,89 €**
Coût métier	75 931,00 €	6,48 %	71 010,67	5,04%	**67 431,73 €**
					131 212,63 €

L'impact de l'harmonisation du régime indemnitaire est de 131 212,63 € et viendra en déduction de l'AC de la ville.

1 – Charges de personnel 2020 (1)

Contexte : La CA et la ville se partagent la croissance des charges de personnel par rapport aux charges de personnel 2019 figées moins le retraitement de l'harmonisation du régime indemnitaire pris en charge par la ville

- La variation des charges de personnel (périmètre mutualisation) est projetée à 109 844,23 €. Cette variation tient compte de l'harmonisation du régime indemnitaire pour les agents historiques ville 131 212,63€. Ce coût doit être pris en charge par la ville ; la variation est moins importante que prévu suite à des postes non pourvus ;
- Ce poste doit être sorti du raisonnement pour le partage de la croissance. Suite à une variation peut importante entre 2019 et 2020, l'harmonisation du régime indemnitaire est plus importante que la variation globale.

		Paie définitive décembre 2019					Clé de répartition 2020		Répartition de la croissance	
Services mutualisés Direction	Services	Total charges de personnel 2019	*Dont Ville*	*Dont CA*	Charges de personnel mutualisé projeté – CA projeté 2020	Différence	ville	CA	Poids ville	Poids CA
Direction générale des services et cabinet	Direction générale des services et cabinet	**447 992,36 €**	***382 735,76 €***	***65 256,60 €***	**482 456,28 €**	**34 463,92 €**	**51,18 %**	**48,82 %**	**17 638,63 €**	**16 825,28 €**
Administration générale	Affaires juridiques et assemblées	321 407,29 €	*277 776,61 €*	*43 630,68 €*	309 154,66 €	-12 252,64 €	0,58 €	0,42 €	-7 090,60 €	-5 162,04 €
	Archives	214 979,40 €	*214 979,40 €*	*0,00 €*	222 163,39 €	7 183,98 €	51,18 %	48,82 %	3 676,76 €	3 507,22 €
	Commande publique	304 227,56 €	*272 928,87 €*	*31 298,69 €*	305 796,43 €	1 568,86 €	69,63 %	30,37 %	1 092,40 €	476,46 €
	Sous total	**840 614,26 €**	**765 684,89 €**	**74 929,37 €**	**837 114,47 €**	**-3 499,79 €**			**-2 321,44 €**	**-1 178,36 €**
Finances	**Finances**	**513 161,31 €**	***379 968,79 €***	***133 192,52 €***	**458 460,13 €**	**-54 701,18 €**	**76,77 %**	**23,23 %**	**-41 994,10 €**	**-12 707,08 €**
Contrôle de gestion	**Contrôle de gestion**	**224 591,57 €**	***171 393,45 €***	***53 198,12 €***	**256 698,19 €**	**32 106,62 €**	**76,77 %**	**23,23 %**	**24 648,25 €**	**7 458,37 €**
Ressources humaines	**Ressources humaines**	**1 057 279,83 €**	***873 232,54 €***	***184 047,29 €***	**879 166,30 €**	**-178 113,53 €**	**58,09 %**	**41,91 %**	**-103 466,15 €**	**-74 647,38 €**
Patrimoine bâti	Direction	94 926,54 €	*38 776,47 €*	*56 150,07 €*	178 230,51 €	83 303,97 €	82,76 %	17,24 %	68 942,37 €	14 361,61 €
	Études et travaux	381 441,53 €	*381 441,53 €*	*0,00 €*	312 998,79 €	-68 442,74 €	69,74 %	30,26 %	-47 731,97 €	-20 710,77 €
	Maintenance bâtiments	1 347 074,67 €	*1 278 290,10 €*	*68 784,57 €*	1 343 710,40 €	-3 364,27 €	95,78 %	4,22 %	-3 222,29 €	-141,97 €
	Optimisation du patrimoine	317 178,28 €	*317 178,28 €*	*0,00 €*	353 322,57 €	36 144,29 €	95,78 %	4,22 %	34 619,00 €	1 525,29 €
	Sous total	**2 140 621,02 €**	**2 015 686,38 €**	**124 934,64 €**	**2 188 262,28 €**	**47 641,26 €**			**52 607,11 €**	**-4 965,84 €**
@ services	**@ services**	**562 415,23 €**	***466 458,23 €***	***95 957,00 €***	**562 564,17 €**	**148,94 €**	**51,18 %**	**48,82 %**	**76,23 €**	**72,71 €**
Urbanisme et dynamisme du territoire	Droit des sols	191 601,13 €	*175 707,86 €*	*15 893,27 €*	256 104,65 €	64 503,53 €	51,18 %	48,82 %	33 012,91 €	31 490,62 €
	Foncier	96 466,36 €	*96 466,36 €*	*0,00 €*	96 764,67 €	298,31 €	51,18 %	48,82 %	152,68 €	145,63 €
	Maîtrise d'œuvre, projets structurants	326 112,64 €	*326 112,64 €*	*0,00 €*	300 659,54 €	-25 453,11 €	51,18 %	48,82 %	-13 026,90 €	-12 426,21 €
	Sous total	**614 180,13 €**	**598 286,86 €**	**15 893,27 €**	**653 528,86 €**	**39 348,73 €**			**20 138,69 €**	**19 210,04 €**
Cadre de vie	Aménagement domaine public	178 842,48 €	*178 842,48 €*		191 781,34 €	12 938,86 €	85,66 %	14,34 %	11 083,43 €	1 855,43 €
	Entretien du domaine public	4 027 111,14 €	*4 027 111,14 €*		4 126 548,62 €	99 437,48 €	85,66 %	14,34 %	85 178,16 €	14 259,33 €
	Logistique	983 839,01 €	*908 709,43 €*	*75 129,58 €*	1 013 346,22 €	29 507,22 €	77,84 %	22,16 %	22 968,42 €	6 538,80 €
	Sous total	**5 189 792,63 €**	**5 114 663,05 €**	**75 129,58 €**	**5 331 676,19 €**	**141 883,56 €**			**119 230,01 €**	**22 653,56 €**
Développement durable	Direction	134 903,99 €	*134 903,99 €*		137 204,83 €	2 300,84 €	51,18 %	48,82 %	1 177,57 €	1 123,27 €
	Énergie environnement	248 741,64 €	*118 897,05 €*	*129 844,59 €*	274 187,81 €	25 446,17 €	51,18 %	48,82 %	13 023,35 €	12 422,82 €
	Sous total	**383 645,63 €**	**253 801,04 €**	**129 844,59 €**	**411 392,63 €**	**27 747,00 €**			**14 200,92 €**	**13 546,09 €**
Relation citoyenne	Communication	523 604,51 €	*414 690,51 €*	*108 914,00 €*	532 450,86 €	8 846,34 €	51,18 %	48,82 %	4 527,56 €	4 318,78 €
	Allo Auxerrois, accueil	395 070,93 €	*358 797,94 €*	*36 272,98 €*	409 043,29 €	13 972,36 €	51,18 %	48,82 %	7 151,05 €	6 821,31 €
	Sous total	**918 675,44 €**	**773 488,46 €**	**145 186,98 €**	**941 494,14 €**	**22 818,70 €**			**11 678,61 €**	**11 140,09 €**
Total services mutualisés		**12 892 969,41 €**	**11 795 399,45 €**	**1 097 569,96 €**	**13 002 813,65 €**	**109 844,23 €**			**112 436,76 €**	**-2 592,52 €**
Retraitement du régime indemnitaire						-131 212,63 €	*119,45%*			
TOTAL services mutualisés sans prise en charge du RI						**-21 368,39 €**			**-18 271,54 €**	**-3 096,85 €**
Prise en charge du Régime indemnitaire par la ville						131 212,63 €			131 212,63 €	
TOTAL services mutualisés avec retraitement du RI						**109 844,23 €**			**112 941,09 €**	**-3 096,85 €**

1 – Charges de personnel 2020 (2)

Charge de personnel mutualisé – part ville figée 2019	11 795 399,45 €
+ Partage de la variation 2020	-18 271,54 €
+ Harmonisation du régime indemnitaire	131 212,63 €
TOTAL Prise en charge ville	**11 908 340,54 €**

⇒ **Les charges de personnel projetées pour 2020 a prélevé sur l'AC de la ville sont estimées à 11 908 340,54 €.**

La méthode d'évaluation de ces dépenses

Selon la dépense, la répartition de la charge sera adaptée (répartition du coût ou de la croissance) ainsi que la clé (clé de répartition du service commun, poids des charges de gestion…)

		Nature de la dépense	Méthode d'évaluation et de répartition	Nature du partage	Clé de répartition
1 (charges de personnel)		Masse salariale	Prise en compte au coût réel 2019 sur les AC 2019 puis partage de la variation entre CA et ville en fonction de la clé de répartition du service commun	Partage de la croissance	Clé du service commun
		Frais annexes de personnel	Détermination d'un coût au poste sur 2019 et prise en compte sur AC 2019 puis partage de la variation entre CA et ville en fonction de la clé de répartition du service commun	Partage de la croissance	Clé du service commun
2 (charges de fct)	A	Dépenses nécessaires au fonctionnement du service commun	Coûts identifiables et directement imputables aux services concernés. Partage du coût en fonction de la clé de répartition du service commun	Partage du coût	Clé du service commun
	B	Autres charges de gestion			
	C	Charges de structure			
3 (charges d'investissement)		Dépenses d'investissement			

✓ Les dépenses « 2 » seront prises en compte dans l'AC communale en 2020.

2- Détail de la méthode d'évaluation : **dépenses nécessaires au fonctionnement du service (A)**

Dépenses nécessaires au fonctionnement du service (A) : ces dépenses engagées directement par le service sont prises en compte au réel. Les dépenses sont réparties entre la Ville et la CA selon la clé de répartition du service.

✓ Les dépenses prises en compte sont notamment celles liées à la maintenance des logiciels métiers, les abonnements et la documentation, les frais liés à la publication des magazines…

✓ Pour être mise en place, la prise en compte des dépenses au réel suppose un suivi comptable adapté. Ce dernier passe donc nécessairement par la mise en place d'une comptabilité de gestion. Il faut en effet pouvoir rattacher la dépense au service concerné mais également pouvoir définir si la dépense concerne les deux collectivités ou bien une seule.

✓ Les montants qui figurent ci-après sont des chiffres provisoires basés sur les montants budgétés en 2020. Les dépenses sont budgétées principalement par la CA. La Ville prendra en charge sa part des dépenses (selon les clés de répartition arrêtées) via une réduction de son attribution de compensation.

Nature de la dépense		Contenu de la dépense	Méthode d'évaluation et de répartition	Nature du partage	Clé de répartition
A	Dépenses nécessaires au fonctionnement du service commun	Prestations extérieures, contrats de services rattachés, maintenance métier, maintenance logiciel, magazines, frais de fonctionnement divers, etc.	Coûts identifiables et directement imputables aux services concernés. Partage du coût en fonction de la clé de répartition du service commun	Partage du coût	Clé du service commun à l'origine de la dépense (cf. annexe 2 de la convention)

2- Détail de la méthode d'évaluation : **dépenses nécessaires au fonctionnement du service (A)**

✓ Les dépenses présentées ci-dessous sont réparties selon la clé du service bénéficiaire de la dépense.

		Prestations extérieures	Maintenance et abonnements informatiques	Publication et communications	Abonnements, documentations et adhésion	Annonces et insertion	Produits pharmacie	Formations	Fournitures pièces + entretien + location	Réception	COVID	TOTAL	Clé de répartition Nature	VA	CA	Répartition VA	Répartition CA
Ville d'Auxerre	@ service		22 844,78 €									**22 844,78 €**	Nombre de PC	52,61 %	47,39 %	12 018,64 €	10 826,14 €
	Logistique								7 191,08 €	4 218,48 €		**11 409,56 €**	Nombre d'heures de main d'oeuvre	77,84 %	22,16 %	8 881,20 €	2 528,36 €
	MOE et projets structurants		1 440,00 €									**1 440,00 €**	Nombre d'habitants	51,18 %	48,82 %	736,99 €	703,01 €
	Communication		14 553,50 €	420,00 €								**14 973,50 €**	Nombre d'habitants	51,18 %	48,82 %	7 663,44 €	7 310,06 €
	Commande publique					8 640,00 €						**8 640,00 €**	Nombre de lots	69,63 %	30,37 %	6 016,03 €	2 623,97 €
	Sous total Charge A	***0,00 €***	***38 838,28 €***	***420,00 €***	***0,00 €***	***8 640,00 €***	***0,00 €***	***0,00 €***	***7 191,08 €***	***4 218,48 €***	***0,00 €***	**59 307,84 €**	*Sous total*			***35 316,30 €***	***23 991,54 €***
Communauté de l'Auxerrois	@ service		199 592,10 €						1 104,40 €			**200 696,50 €**	Nombre de PC	52,61 %	47,39 %	105 586,43 €	95 110,07 €
	Archives	23 990,81 €	1 200,00 €		200,00 €							**25 390,81 €**	Nombre d'habitants	51,18 %	48,82 %	12 995,02 €	12 395,79 €
	Communication			91 796,37 €					1 026,00 €			**92 822,37 €**	Nombre d'habitants	51,18 %	48,82 %	47 506,49 €	45 315,88 €
	Finances		12 878,28 €									**12 878,28 €**	Nombre d'écritures	76,77 %	23,23 %	9 886,66 €	2 991,62 €
	Patrimoine bâti – maintenance		15 296,69 €									**15 296,69 €**	m² planchers assurés et entretenu	95,78 %	4,22 %	14 651,17 €	645,52 €
	MOE et projets structurants		1 897,66 €									**1 897,66 €**	Nombre d'habitants	51,18 %	48,82 %	971,22 €	926,44 €
	Ressources humaines	36 000,00 €	2 700,00 €		47 006,20 €			42 892,30 €		419,70 €		**129 018,20 €**	Nombre de feuilles de paie	58,09 %	41,91 %	74 946,67 €	54 071,53 €
	Commande publique						404,30 €		3 200,51 €		101 648,72 €	**105 253,53 €**	Nombre de lots	69,63 %	30,37 %	73 288,03 €	31 965,50 €
	Aff. Juridiques et assemblées				14 416,90 €					159,92 €		**14 576,82 €**	Nombre délibérations et arrêtés	57,87 %	42,13 %	8 435,61 €	6 141,21 €
	Sous total Charge A	***59 990,81 €***	***233 564,73 €***	***91 796,37 €***	***61 623,10 €***	***0,00 €***	***404,30 €***	***42 892,30 €***	***5 330,91 €***	***579,62 €***	***101 648,72 €***	***597 830,86 €***	*Sous total*			***348 267,29 €***	***249 563,57 €***
TOTAL CHARGE A		**59 990,81 €**	**272 403,01 €**	**92 216,37 €**	**61 623,10 €**	**8 640,00 €**	**404,30 €**	**42 892,30 €**	**12 521,99 €**	**4 798,10 €**	**101 648,72 €**	**657 138,70 €**	TOTAL			**383 583,59 €**	**273 555,11 €**

Charges supportées	59 307,84 €	597 830,86 €
Ecart	324 275,75 €	-324 275,75 €

Prélèvement sur l'AC de la ville : 324 275,75 €

✓ Le tableau ci-dessus recense les dépenses de la catégorie « A » par services concernés. Les dépenses totales s'élèvent à 657 138,70 €, dont 597 830,86 € payées ou engagées par la CA et 59 307,84 € par la ville d'Auxerre. Ces dépenses sont plus élevées (budget 2020 : 616 427 €) suite aux dépenses liées aux mesures COVID.

✓ Compte tenu des clés de répartition par services, la part finale de la ville s'élèverait à 383 583,59 € et à 273 555,11 € pour la CA.

✓ **Compte tenu de la projection des dépenses 2020, le prélèvement sur l'AC de la ville est évaluées à 324 275,75 €.**

La méthode d'évaluation de ces dépenses

Selon la dépense, la répartition de la charge est adaptée (répartition du coût ou de la croissance) ainsi que la clé (clé de répartition du service commun, poids des charges de gestion…)

		Nature de la dépense	Méthode d'évaluation et de répartition	Nature du partage	Clé de répartition
1 (charges de personnel)		Masse salariale	Prise en compte au coût réel 2019 sur les AC 2019 puis partage de la variation entre CA et ville en fonction de la clé de répartition du service commun	Partage de la croissance	Clé du service commun
		Frais annexes de personnel	Détermination d'un coût au poste sur 2019 et prise en compte sur AC 2019 puis partage de la variation entre CA et ville en fonction de la clé de répartition du service commun	Partage de la croissance	Clé du service commun
2 (charges de fct)	A	Dépenses nécessaires au fonctionnement du service commun	Coûts identifiables et directement imputables aux services concernés. Partage du coût en fonction de la clé de répartition du service commun	Partage du coût	Clé du service commun
	B	Autres charges de gestion	Coûts de fonctionnement du service commun qui ne peuvent pas être imputés directement aux services. Répartition du coût en fonction du poids des charges de gestion 2018	Partage du coût	En fonction des charges de gestion 2018
	C	Charges de structure			
3 (charges d'investissement)		Dépenses d'investissement			

✓ Les dépenses « 2 » sont prises en compte dans l'AC communale en 2020.

2- Détail de la méthode d'évaluation :
les autres charges de gestion (B)

Autres charges de gestion (B) : ces charges ne peuvent pas être rattachées à un service en particulier mais elles participent à son fonctionnement quotidien. Elles sont réparties au prorata des charges de gestion constatées dans les deux collectivités en 2018, soit 82,32% pour la Ville et 17,68% pour la CA

✓ Les dépenses prises en compte sont l'affranchissement, la téléphonie, les photocopieurs (location, maintenance, service reprographie), les fournitures administratives et les vêtements de travail.

✓ Comme pour les dépenses « A », les montants qui figurent ci-après sont des chiffres provisoires basés sur les montants budgétés en 2020. Les dépenses sont budgétées par la CA sauf pour les contrats de la ville qui n'ont pu être transférés. Pour ces dépenses également, la mise en place d'une comptabilité de gestion permet un meilleur suivi comptable.

✓ La Ville prend en charge sa part des dépenses (selon les clés de répartition arrêtées) via une réduction de son attribution de compensation.

Nature de la dépense		Contenu de la dépense	Méthode d'évaluation et de répartition	Nature du partage	Clé de répartition
B	Autres charges de gestion	Affranchissement, téléphonie, fournitures, etc.	Coûts de fonctionnement du service commun qui ne peuvent pas être imputés directement aux services. Répartition du coût en fonction du poids des charges de gestion 2018	Partage du coût	En fonction des charges de gestion 2018 (soit 82,32 % pour la ville et 17,68 % pour la communauté)

2- Détail de la méthode d'évaluation :
les autres charges de gestion (B)

	Projection CA 2020			Budget 2020			Différence CA/BP 2020		
	VA	CA		VA	CA		VA	CA	
Affranchissement	67 433,34 €	27 371,64 €		45 000,00 €	50 000,00 €		22 433,34 €	-22 628,36 €	
Entretien machine à affranchir	1 655,90 €			1 425,00 €	0,00 €		230,90 €	0,00 €	
Collecte et remise courrier	4 319,82 €	3 170,40 €		3 800,00 €	3 500,00 €		519,82 €	-329,60 €	
Affranchissement	**73 409,06 €**	**30 542,04 €**		**50 225,00 €**	**53 500,00 €**		**23 184,06 €**	**-22 957,96 €**	
Téléphonie	**183 000,41 €**	**18 394,08 €**		**190 000,00 €**	**19 600,00 €**		**-6 999,59 €**	**-1 205,92 €**	
Location photocopieur	22 931,62 €	9 304,63 €		20 106,00 €	9 000,00 €		2 825,62 €	304,63 €	
Maintenance photocopieur		65 247,21 €			67 500,00 €			-2 252,79 €	
Photocopieur	**22 931,62 €**	**74 551,84 €**		**20 106,00 €**	**76 500,00 €**		**2 825,62 €**	**-1 948,16 €**	
Fournitures administratives	**0,00 €**	**78 126,57 €**		**0,00 €**	**111 000,00 €**		**0,00 €**	**-32 873,43 €**	
Vêtements de travail	**0,00 €**	**53 618,88 €**		**0,00 €**	**35 000,00 €**		**0,00 €**	**18 618,88 €**	
TOTAL	**279 341,08 €**	**255 233,41 €**	**534 574,49 €**	**260 331,00 €**	**295 600,00 €**	**555 931,00 €**	**19 010,08 €**	**-40 366,59 €**	**-21 356,51 €**

Partage de la dépense avec la clé de répartition « autre charge de gestion »	**82,32 %**	**17,68 %**
Charges que chaque collectivité auraient dû porter	440 061,72 €	94 512,77 €
Ecart	160 720,64 €	-160 720,64 €
Prélèvement sur l'AC de la ville	**160 720,64 €**	

- ✓ Les dépenses totales des autres charges de gestion (B) sont projetés à 534 574,39 €,dont 279 341,08 € payées par la Ville et 255 233,41 € payées par la CA.
- ✓ Avec le mode de répartition basé sur le poids des dépenses de gestion 2018, la répartition des charges 2019 entre la Ville et la CA est respectivement de 440 061,72 € et 94 512,77 €.
- ✓ **Compte tenu des dépenses budgétées sur 2020, le prélèvement sur l'AC de la ville est projetée et prise en compte pour 160 720,64 €.**

La méthode d'évaluation de ces dépenses

Selon la dépense, la répartition de la charge sera adaptée (répartition du coût ou de la croissance) ainsi que la clé (clé de répartition du service commun, poids des charges de gestion…)

		Nature de la dépense	Méthode d'évaluation et de répartition	Nature du partage	Clé de répartition
1 (charges de personnel)		Masse salariale	Prise en compte au coût réel 2019 sur les AC 2019 puis partage de la variation entre CA et ville en fonction de la clé de répartition du service commun	Partage de la croissance	Clé du service commun
		Frais annexes de personnel	Détermination d'un coût au poste sur 2019 et prise en compte sur AC 2019 puis partage de la variation entre CA et ville en fonction de la clé de répartition du service commun	Partage de la croissance	Clé du service commun
2 (charges de fct)	A	Dépenses nécessaires au fonctionnement du service commun	Coûts identifiables et directement imputables aux services concernés. Partage du coût en fonction de la clé de répartition du service commun	Partage du coût	Clé du service commun
	B	Autres charges de gestion	Coûts de fonctionnement du service commun qui ne peuvent pas être imputés directement aux services. Répartition du coût en fonction du poids des charges de gestion 2018	Partage du coût	En fonction des charges de gestion 2018
	C	Charges de structure	Définition du coût des bâtiments. Réfacturation de la croissance des charges au prorata des surfaces occupées par les services en 2019	Partage de la croissance	En fonction des surfaces occupées en 2019
3 (charges d'investissement)		Dépenses d'investissement			

✓ Les dépenses « 2 » sont prises en compte dans l'AC communale en 2020.

2- Détail de la méthode d'évaluation :
les charges de structure (C)

- **Charges de structure (C) :** l'objectif est de partager le coût des locaux occupés par les services communs entre la Ville et la CA. L'évaluation et la répartition est la suivante : évaluer le coût global des sites utilisés par les services commun et répartir la variation de ce coût entre les deux collectivités. La clé de répartition est fonction de la surface occupée en 2019. L'application d'une répartition en fonction des surfaces occupées par les services communs conduit à répartir la croissance des charges entre 93,2% pour la Ville et 6,8% pour la CA :

Collectivité	Bâtiments	Surface en m²	Clé de répartition
Ville d'Auxerre	Hôtel de ville	3 975	93,2 %
	Mairie Annexe	1 751	
	Ecole rue de Paris – DRH	283	
	Centre technique Municipal	6 232	
	Atelier et logement de la Maladière	4 513	
	Pavillon Gérot	359	
	Bottes d'Or	189	
	Centre horticole	3 427	
	PC jardiniers centre ville (C.Hort.)	119	
	PC jardniers Emile Bernard	292	
	PC jardiniers Rive Droite	100	
	PC jardiniers secteur sud	201	
	Service voirie	423	
	Service signalisation	1 184	
	Boutisses B – cadre de vie	519	
	Sous total	**23 567**	
Communauté d'Agglomération	Siège CA	1 017	6,8 %
	Parking Monop		
	Boutisses D – Patrimoine bâtie	704	
	Sous total	**1 721**	
TOTAL		**25 288**	**100,0 %**

Contrairement aux dépenses « A » et « B », les dépenses « C » restent budgétées par les collectivités propriétaires ou occupants historiques des bâtiments.

Nature de la dépense		Contenu de la dépense	Méthode d'évaluation et de répartition	Nature du partage	Clé de répartition
C	Charges de structure	Charges locatives ou de copropriété, fluides, entretiens et réparations des bâtiments, taxes, assurance, nettoyage des locaux, maintenance bâtiment, gardiennage éventuel	Définition du coût des bâtiments. Refacturation de la croissance des charges au prorata des surfaces occupées par les services	Partage de la croissance	En fonction des surfaces occupées en 2019 (soit 93,19 % pour la ville et 6,81 % pour la Communauté d'Agglomération)

2- Détail de la méthode d'évaluation :
les charges de structure (C)

La comptabilité de gestion permet d'identifier la majorité des dépenses cependant des retraitements sont encore nécessaires pour les dépenses à petit enjeu financier (ex : maintenance ascenseurs, électriques, etc.).

		Dépenses réelles 2019	Dépenses projetées 2020					
Ville d'Auxerre	Hôtel de ville	67 955,02 €	59 368,52 €					
	Mairie Annexe	25 414,39 €	27 361,90 €					
	Ecole rue de Paris – DRH	23 921,45 €	26 563,93 €					
	Centre technique Municipal	87 809,37 €	82 285,24 €					
	Atelier et logement de la Maladière	72 448,13 €	75 203,50 €					
	Pavillon Gérot	10 075,18 €	10 085,83 €					
	Bottes d'Or	34 193,52 €	39 480,22 €					
	Centre horticole	57 136,35 €	60 172,38 €					
	PC jardiniers centre ville (C.Hort.)	9 236,59 €	8 979,11 €					
	PC jardniers Emile Bernard	4 711,95 €	3 006,64 €					
	PC jardiniers Rive Droite	3 820,19 €	2 521,09 €					
	PC jardiniers secteur sud	19 274,33 €	5 826,85 €					
	Service voirie	6 131,70 €	3 761,38 €					
	Service signalisation	18 745,79 €	19 106,81 €					
	Boutisses B – cadre de vie	22 624,03 €	23 992,03 €					
	Sous-TOTAL	**463 497,97 €**	**446 029,02 €**	**-17 468,95 €**	**Part ville**		**Part CA**	
					93,20 %	**-16 281,06 €**	**6,80 %**	**-1 187,89 €**
Communauté d'Agglomération	Siège CA	68 103,65 €	73 268,97 €					
	Parking Monop	8 234,40 €	2 527,38 €					
	Boutisses D – Patrimoine bâti	27 831,88 €	29 720,33 €					
	Sous-TOTAL	**104 169,93 €**	**105 516,69 €**	**1 346,76 €**	**93,20 %**	**1 255,18 €**	**6,80 %**	**91,58 €**
TOTAL		**567 667,90 €**	**551 545,71 €**	**-16 122,20 €**	**93,20 %**	**-15 025,88 €**	**6,80 %**	**-1 096,31 €**

Croissance supportée	**-17 468,95 €**	**1 346,76 €**
Ecart	**2 443,07 €**	**-2 443,07 €**
Prélèvement sur l'AC de la Ville	**2 443,07 €**	

Entre 2020 et 2019, les charges de structures baisse de 16 122,20 €. Selon les surfaces occupées, la ville bénéficie de 93,20 % de cette baisse et la CA de 6,80 % soit réciproquement 15 025,88 € et 1 096,31 €.

Au vu de la croissance supportée pour la ville de -17 468,95 €, la ville se verra prélevé sur son AC de 2 443,07 permettant ainsi à la CA de bénéficier aussi de la diminution des charges de structure.

La méthode d'évaluation de ces dépenses

Selon la dépense, la répartition de la charge sera adaptée (répartition du coût ou de la croissance) ainsi que la clé (clé de répartition du service commun, poids des charges de gestion…)

		Nature de la dépense	Méthode d'évaluation et de répartition	Nature du partage	Clé de répartition
1 (charges de personnel)		Masse salariale	Prise en compte au coût réel 2019 sur les AC 2019 puis partage de la variation entre CA et ville en fonction de la clé de répartition du service commun	Partage de la croissance	Clé du service commun
		Frais annexes de personnel	Détermination d'un coût au poste sur 2019 et prise en compte sur AC 2019 puis partage de la variation entre CA et ville en fonction de la clé de répartition du service commun	Partage de la croissance	Clé du service commun
2 (charges de fct)	A	Dépenses nécessaires au fonctionnement du service commun	Coûts identifiables et directement imputables aux services concernés. Partage du coût en fonction de la clé de répartition du service commun	Partage du coût	Clé du service commun
	B	Autres charges de gestion	Coûts de fonctionnement du service commun qui ne peuvent pas être imputés directement aux services. Répartition du coût en fonction du poids des charges de gestion 2018	Partage du coût	En fonction des charges de gestion 2018
	C	Charges de structure	Définition du coût des bâtiments. Réfacturation de la croissance des charges au prorata des surfaces occupées par les services en 2018	Partage de la croissance	En fonction des surfaces occupées en 2019
3 (charges d'investissement)		Dépenses d'investissement	Prise en charge conjointe de l'investissement : coût porté par la CA et refacturation à la Ville selon la clé de répartition du service sous forme d'AC investissement	Partage du coût	Clé du service commun

✓ Les dépenses « 3 » font l'objet d'une AC d'investissement – Aci

3 – Les charges d'investissement

Dépenses d'investissement : les dépenses d'investissement réalisées par les services communs sont réparties entre la CA et Ville en fonction des clés de répartition des services communs.

✓Comme pour les dépenses nécessaires au service, le suivi comptable, et donc la comptabilité de gestion, doit permettre de rattacher la dépense au service concerné mais également de distinguer la collectivité bénéficiaire de la dépense : les deux collectivités ou bien une seule.

✓Dans le cas d'une dépense destinée aux deux collectivités, l'acquisition se fait par la CA avec un remboursement de la Ville par le biais d'une AC investissement.

✓Les dépenses concernées sont les dépenses d'investissement nécessaires au fonctionnement du service. Sont donc ici concernés les biens mobiliers (matériel de transport, informatique, bureau…). Les dépenses réalisées sur les bâtiments (biens immobiliers) restent à la charge de la collectivité propriétaire ou occupant historique des bâtiments.

3 – Les charges d'investissement / octobre 2020

		Logiciels et matériels informatique	Matériels informatiques	Matériels Divers	Mobiliers	Annonces et insertion	TOTAL	Clé de répartition – Nature	VA	CA	Répartition – VA	Répartition – CA
Ville d'Auxerre	Commande publique					4 791,41 €	**4 791,41 €**	Nombre de lots	69,63 %	30,37 %	3 336,26 €	1 455,15 €
	Sous total Charge A	**0,00 €**				**4 791,41 €**	**4 791,41 €**	**Sous total**			**3 336,26 €**	**1 455,15 €**
Communauté de l'Auxerrois	@ service		14 838,12 €				**14 838,12 €**	Nombre de PC	52,61 %	47,39 %	7 806,33 €	7 031,79 €
	Administration générale - Archives				812,44 €		**812,44 €**	Nombre d'habitants	51,18 %	48,82 %	415,81 €	396,63 €
	Commande publique				1 228,92 €		**1 228,92 €**	Nombre de lots	69,63 %	30,37 %	855,70 €	373,22 €
	Communication						**0,00 €**	Nombre d'habitants	51,18 %	48,82 %	0,00 €	0,00 €
	Contrôle de gestion				614,81 €		**614,81 €**	Nombre d'écritures	76,77 %	23,23 %	471,99 €	142,82 €
	Finances				491,57 €		**491,57 €**	Nombre d'écritures	76,77 %	23,23 %	377,38 €	114,19 €
	Energie Environnement	4 584,00 €					**4 584,00 €**	Nombre d'habitants	51,18 %	48,82 %	2 346,09 €	2 237,91 €
	Cadre de vie - Entretien du domaine public			28 525,77 €	944,18 €		**29 469,95 €**	Entretien des espaces en hectares	85,66 %	14,34 %	25 243,96 €	4 225,99 €
	Carde de vie - Logistique			3 343,81 €			**3 343,81 €**	Nombres d'heures de main d'oeuvre	77,84 %	22,16 %	2 602,82 €	740,99 €
	Urbanisme - Foncier		1 689,35 €	1 049,85 €	491,57 €		**3 230,77 €**	Nombre d'habitants	51,18 %	48,82 %	1 653,51 €	1 577,26 €
	Urbanisme – Droit des sols				123,24 €		**123,24 €**	Nombre d'habitants	51,18 %	48,82 %	63,07 €	60,17 €
	Patrimoine bâti – maintenance			6 632,26 €			**6 632,26 €**	m² planchers assurés et entretenu	95,78 %	4,22 %	6 352,38 €	279,88 €
	Patrimoine bâti – Etude et travaux				613,19 €		**613,19 €**	Budget investissement réalisé	69,74 %	30,26 %	427,64 €	185,55 €
	Sous total Charge A	**4 584,00 €**	**16 527,47 €**	**39 551,69 €**	**5 319,92 €**	**0,00 €**	**65 983,08 €**	**Sous total**			**48 616,68 €**	**17 366,40 €**
TOTAL CHARGE A		**4 584,00 €**	**16 527,47 €**	**39 551,69 €**	**5 319,92 €**	**4 791,41 €**	**70 774,49 €**	**TOTAL**			**51 952,94 €**	**18 821,55 €**

Charges supportées	**4 791,41 €**	**65 983,08 €**
Ecart	**47 161,53 €**	**-47 161,53 €**

Prélèvement sur l'ACi de la ville	**47 161,53 €**

✓ Les dépenses mandatées fin octobre 2020 s'élèvent à 70 774,49 €, dont 65 983,08 € payées par la CA et 4 791,41 € payées par la ville.

✓ Compte tenu des clés de répartition par services, la part ville s'élève à 51 952,94 € et 18 821,55 € pour la CA.

✓ **Au vu de ces dépenses constatées fin octobre 2020, la ville verse une attribution de compensation d'investissement – ACi – de 47 161,53 €.**

Un écart important entre le budgété 2020 (+745 520 €) et le mandaté constaté jusqu'à fin octobre est important. Cet écart s'explique par le vote d'un budget fin juillet 2020 et certaines dépenses d'investissement budgétées mais qui ne feront pas l'objet d'une réalisation. Les dépenses d'investissement qui seront mandatées en novembre et décembre 2020 seront impactées sur l'ACI 2021.

Synthèse sur l'attribution de compensation de la ville d'Auxerre

Projection de l'AC 2020 de la ville

	Projection CA 2020	BP 2020
1 Régularisation charges de personnel 2019	-19 472,04 €	-19 472,04 €
1 Charge de personnel mutualisé – part VA	-11 795 399,45 €	-11 795 399,45 €
1 partage de la variation des charges de personnel 2020	18 271,55 €	-406 877,35 €
1 Prise en charge de l'harmonisation du RI	-131 212,63 €	-147 750,75 €
2 – Dépenses A	-324 275,75 €	-283 696,30 €
2 – Dépenses B	-160 720,64 €	-197 311,40 €
2 – Dépenses C	-2 443,07 €	*non évaluée*
Impact mutualisation	**-12 415 252,03 €**	**-12 850 507,29 €**
Impact des autres transferts de compétences	-1 379 250,12 €	-1 394 097,46 €
AC fiscale	16 017 721,00 €	16 017 721,00 €
AC provisoire actualisée de la ville (estimation)	**2 223 218,85 €**	**1 773 116,25 €**

Projection de l'ACi de la ville

	Projection CA 2020	BP 2020
Mutualisation	47 161,53 €	480 468,13 €
SNAS	234 355,00 €	234 356,00 €
Aci provisoires	**281 516,53 €**	**714 824,13 €**

Annexe : Les clés de répartition 2020

Services mutualisés		Clé de répartition	Année référence	2020		Poids ville	Poids CA
Direction	Services			Données ville	Données CA		
Direction générale des services et cabinet	Direction générale des services et cabinet	Nombre d'habitants	N	35916 sur 70 182	34266 sur 71 384	51,18 %	48,82 %
Administration générale	Affaires juridiques et assemblées	Nombre de délibérations et d'arrêtés réglementaires et décisions	N-1	184 et 2157	267 et 50	57,87 %	42,13 %
	Archives	Nombre d'habitants	N	35916 sur 70 182	34266 sur 71 384	51,18 %	48,82 %
	Commande publique	Nombre de lots	N-1	94	41	69,63 %	30,37 %
Finances	Finances	Nombre d'écritures	N-1	20 756	6 281	76,77 %	23,23 %
Contrôle de gestion	Contrôle de gestion	Nombre d'écritures	N-1	20 756	6 281	76,77 %	23,23 %
Ressources humaines	Ressources humaines	Nombres de feuilles de paie	N	7 938	5 726	58,09 %	41,91 %
Patrimoine Bâti	Direction	Proportionnelle à la répartition des services	-	-	-	82,76 %	17,24 %
	Etudes et travaux	Budget investissement réalisé	N-1	4 023 620,24 €	1 745 762,47 €	69,74 %	30,26 %
	Maintenance bâtiments	m² de planchers assurés et entretenus	N	263 321	11 612	95,78 %	4,22 %
	Optimisation du patrimoine						
@ service	@ service	Nombre d'ordinateurs	N	332	299	52,61 %	47,39 %
Urbanisme et dynamisme du territoire	Droit des sols	Nombre d'habitants	N	35916 sur 70 182	34266 sur 71 384	51,18 %	48,82 %
	Foncier						
	Maîtrise d'oeuvre et projets structurants						
Cadre de vie	Aménagement domaine public	Entretien des espaces en hectares	N	1613,86	270,14	85,66 %	14,34 %
	Entretien du domaine public						
	Logistique	Nombres d'heures de main d'oeuvre	N-1	5 076	1 445	77,84 %	22,16 %
Développement durable	Direction	Nombre d'habitants	N	35916 sur 70 182	34266 sur 71 384	51,18 %	48,82 %
	Energie environnement						
Relation Citoyenne	Communication	Nombre d'habitants	N	35916 sur 70 182	34266 sur 71 384	51,18 %	48,82 %
	Allo Auxerrois, accueil						
Autres charges de gestion « B »		Au prorata des dépenses de gestion	2018	456 433 € sur 554 431 €	97 998 € sur 554 431 €	82,32 %	17,68 %
Charges de structure « C »		Au prorata des surfaces occupées	2019	23 567 m² sur 25 288 m²	1 721 m² sur 25 288 m²	93,20 %	6,80 %

ANNEXE 2

Service commun de la protection des données à caractère personnel

Présentation de la méthode de valorisation des charges

Projection des dépenses mutualisées 2020 avec ajustement de l'AC 2020

AUXERRE

communauté de l'auxerrois

La méthodologie

La CA et les communes qui l'ont souhaité ont créé ensemble un service commun chargé de l'exercice des mission de protection des données (DPO).

Le coût du service avait été évalué à 130 652,12 €. Il se partage entre le service commun avec les communes membres adhérentes de la CA et des missions de prestations de service qui seront réalisés auprès de syndicats et d'établissement (calculé sur la base des jours passés sur le mission de DPO).

La charge restante, après déduction des missions de prestations de service, est répartit en fonction du nombre d'habitants de la Communauté et des communes membres du service commun. Pour 2020, le coût avait été estimé à 0,93 €.

Les charges du service avaient été évaluées à 130 652,12 € comprennent :

- **Les charges de personnel et frais assimilés pour 2,5 ETP par agents;**
- **Le matériel mis à disposition (ordinateur et bureau) pour un coût unitaire de 229,15 par agent : 572,87 € ;**
- **Un coût téléphonie de unitaire de 250 € par agent ramené au 2,5 ETP : 625 € ;**
- **Les moyens mis à disposition (logiciel, assistance à maîtrise d'ouvrage pour une mission de conseil et d'analyse d'impact) : 29 600 €.**

Les dépenses projetées 2020

	Projeté CA 2020	*Montant convention*
Charges de personnel et frais assimilés	60 782,11 €	*99 854,25 €*
Matériels mis à disposition	343,72 €	*572,87 €*
Téléphonie	375,00 €	*625,00 €*
Moyens mis à disposition	6 000,00 €	*29 600,00 €*
TOTAL	**67 500,83 €**	130 652,12 €

Prestation de service	7	65
Coût des missions de prestation	**1 412,57 €**	15 232,98 €
Solde service commun	66 088,26 €	115 419,14 €
Nombre d'habitants	119 657	121 984
Coût par habitant	**0,55 €**	0,95 €

<u>Les écarts se justifient par :</u>

- Un agent n'a pas été recruté en 2020,
- Avec la pandémie, le logiciel n'a pas été choisie et l'assistance à maîtrise d'ouvrage de conseil et d'analyse sera recrutée en 2021

AD1

Coût du service commun par communes adhérentes

Collectivités	Nombre d'habitants 2020	Coût du service commun réparti
APPOIGNY	3 219	1 777,90 €
AUGY	1100	607,55 €
AUXERRE	35 916	19 836,92 €
BRANCHES	461	254,62 €
CHEVANNES	2 240	1 237,18 €
CHITRY	362	199,94 €
ESCAMPS	910	502,61 €
GY L'EVEQUE	464	256,27 €
IRANCY	285	157,41 €
JUSSY	399	220,37 €
SAINT-BRIS-LE-VINEUX	1049	579,38 €
VALLAN	699	386,07 €
VILLEFARGEAU	1136	627,43 €
VINCELLES	950	524,70 €
VINCELOTTES	285	157,41 €
Communauté de l'Auxerrois	70 182	38 762,52 €
TOTAL	**119657**	**66 088,28 €**

Le coût du service est de 67 500,83 :

- 1 412,57 € en prestation de service,
- 66 088,26 € en service commun dont 27 325,76 € de prélèvement sur AC pour les communes membres adhérentes et 38 762,52 € pour la CA

Diapositive 29

AD1 Aurélie Desvignes; 23/11/2020

ANNEXE 3 : Attribution de compentation définitive 2020

Conseil communautaire de décembre

AC de Fonctionnement

		Charges transférées										
	Attribution de compensation fiscale	**Prélèvement Adhésion syndicat Mixte du Nivernais**	**Prélèvement Adhésion CAUE**	**Transfert Stade nautique**	**Transfert Compétence Urba**	**Transfert ZAE 2019-2025**	**Service commun VA et CA**	**Services communs ADS SIG 2019**	**Services Communs DPO**	**Reversement du produit D'IFER(15 %) 2020**	**Reversement aux communes Ex CCPC SPL 2020**	**Attribution de compensation provisoire 2020**
APPOIGNY	**872 975,00 €**		-167,00 €		-2 375,00 €	-29 962,00 €		-10 909,13 €	-1 777,90 €			**827 783,97 €**
AUGY	**68 549,00 €**	-576,00 €	-60,00 €		-4 079,00 €	-1 436,00 €		-3 261,33 €	-607,55 €			**58 529,12 €**
AUXERRE	**16 017 721,00 €**	-18 431,00 €	-1 935,00 €	-847 672,00 €	-16 000,00 €	-381 479,00 €	-12 415 252,03 €	-93 757,16 €	-19 836,92 €			**2 223 357,89 €**
BLEIGNY-LE-CARREAU	**37 413,00 €**		-16,00 €		-675,00 €							**36 722,00 €**
BRANCHES	**32 867,00 €**		-26,00 €		-4 702,71 €			-2 098,58 €	-254,62 €			**25 785,09 €**
CHAMPS SUR YONNE	**223 395,00 €**	-854,00 €	-90,00 €		-3 993,33 €	-9 706,00 €		-5 417,25 €				**203 334,42 €**
CHARBUY	**32 932,00 €**		-98,00 €		-1 000,00 €			-5 211,86 €				**26 622,14 €**
CHEVANNES	**61 727,00 €**		-124,00 €		-3 000,00 €				-1 237,18 €			**57 365,82 €**
CHITRY	**87 854,00 €**		-19,00 €		-10 068,33 €				-199,94 €	19 278,00 €		**96 844,73 €**
COULANGES LA VINEUSE	**5 874,00 €**							-2 696,80 €			57 217,00 €	**60 394,20 €**
ESCAMPS	**5 701,00 €**				-10 068,33 €			-2 899,69 €	-502,61 €	3 293,00 €	60 674,00 €	**56 197,37 €**
ESCOLIVES SAINTE CAMILLE	**144 032,00 €**				-675,00 €	-1 321,00 €		-2 058,24 €			48 013,00 €	**187 990,76 €**
GURGY	**139 102,00 €**		-94,00 €		-9 668,75 €	-1 611,00 €						**127 728,25 €**
GY-L'EVEQUE	**1 948,00 €**				-675,00 €			-1 218,04 €	-256,27 €		30 801,00 €	**30 599,69 €**
IRANCY	**1 682,00 €**				-675,00 €			-1 257,76 €	-157,41 €		19 438,00 €	**19 029,83 €**
JUSSY	**352,00 €**				-10 068,33 €			-1 244,74 €	-220,37 €		27 412,00 €	**16 230,56 €**
LINDRY	**136 967,00 €**		-75,00 €		-4 095,67 €	-995,00 €		-4 742,42 €				**127 058,91 €**
MONETEAU	**3 392 455,00 €**		-216,00 €		-2 375,00 €	-114 443,00 €						**3 275 421,00 €**
MONTIGNY-LA-RESLE	**73 368,00 €**		-32,00 €		-2 675,00 €			-2 055,35 €				**68 605,65 €**
PERRIGNY	**375 880,00 €**		-70,00 €		-3 000,00 €	-8 820,00 €						**363 990,00 €**
QUENNE	**5 297,00 €**		-24,00 €		-675,00 €					6 426,00 €		**11 024,00 €**
SAINT-BRIS-LE-VINEUX	**96 375,00 €**	-557,00 €	-58,00 €		-8 741,67 €	-719,00 €		-4 121,78 €	-579,38 €			**81 598,17 €**
SAINT-GEORGES-SUR-BAULCHES	**290 135,00 €**		-181,00 €		-2 375,00 €	-7 775,00 €						**279 804,00 €**
VALLAN	**18 147,00 €**		-37,00 €		-675,00 €			-1 986,21 €	-386,07 €			**15 062,72 €**
VENOY	**274 038,00 €**		-104,00 €		-1 000,00 €	-1 421,00 €				3 213,00 €		**274 726,00 €**
VILLEFARGEAU	**80 721,00 €**		-58,00 €		-1 000,00 €			-3 367,72 €	-627,43 €			**75 667,85 €**
VILLENEUVE-SAINT-SALVES	**48,00 €**		-15,00 €		-2 675,00 €							**-2 642,00 €**
VINCELLES	**58 826,00 €**	-741,00 €				-5 845,00 €		-3 368,75 €	-524,70 €		69 875,00 €	**118 221,55 €**
VINCELOTTES	**48 873,00 €**	-218,00 €			-10 068,33 €			-921,82 €	-157,41 €		18 840,00 €	**56 347,44 €**
TOTAL	**22 585 254,00 €**	**-21 377,00 €**	**-3 499,00 €**	**-847 672,00 €**	**-117 079,45 €**	**-565 533,00 €**	**-12 415 252,03 €**	**-152 594,63 €**	**-27 325,76 €**	**32 210,00 €**	**332 270,00 €**	**8 799 401,13 €**

AC d'investissement

	Attribution de compensation fiscale	**Transfert Stade nautique**	**Service commun VA et CA**	**Attribution de compensation provisoire 2020**
AUXERRE		-234 355,00 €	-47 161,53 €	**-281 516,53 €**
TOTAL		**-234 355,00 €**	**-47 161,53 €**	**-281 516,53 €**

communauté
de l'auxerrois

Pour retourner à la délibération, cliquez ici

RAPPORT ÉGALITE HOMMES/FEMMES 2020

RAPPORT PRÉALABLE AU BUDGET 2021
LOI DU 4 AOÛT 2014

PLAN

I) La politique de ressources humaines de la commune en matière d'égalité professionnelle entre les femmes et les hommes

A) Caractéristiques démographiques

B) Emploi

C) Déroulement de carrière

D) Temps de travail

E) Formations

F) Rémunération

II) Les politiques menées par la commune sur son territoire en faveur de l'égalité entre les femmes et les hommes telles que définies à l'article 1er de la loi du 4 août 2014

A) En matière d'action sociale

B) A travers la commande publique

I) LA POLITIQUE DE RESSOURCES HUMAINES DE LA COMMUNAUTE DE L'AUXERROIS EN MATIÈRE D'ÉGALITÉ PROFESSIONNELLE ENTRE LES FEMMES ET LES HOMMES

A) Les caracactéristiques démographiques

Le rapport est basé sur les effectifs permanents au 31 décembre 2019.

Au 31 décembre 2019, la communauté de l'auxerrois compte :

➔ **424 agents permanents** (stagiaires, titulaires, contractuels)

* 392 agents stagiaires et titulaires
* 32 agents non titulaires sur emplois permanents.

➔ **15 agents non titulaires sur emplois non permanents**

1. Taux de féminisation

En 2018*****, la part des femmes dans les organismes intercommunaux est de 51,3 %.

En 2019, à la Communauté de l'Auxerrois le taux de féminisation pour l'ensemble des agents permanents est de 31,69 %.

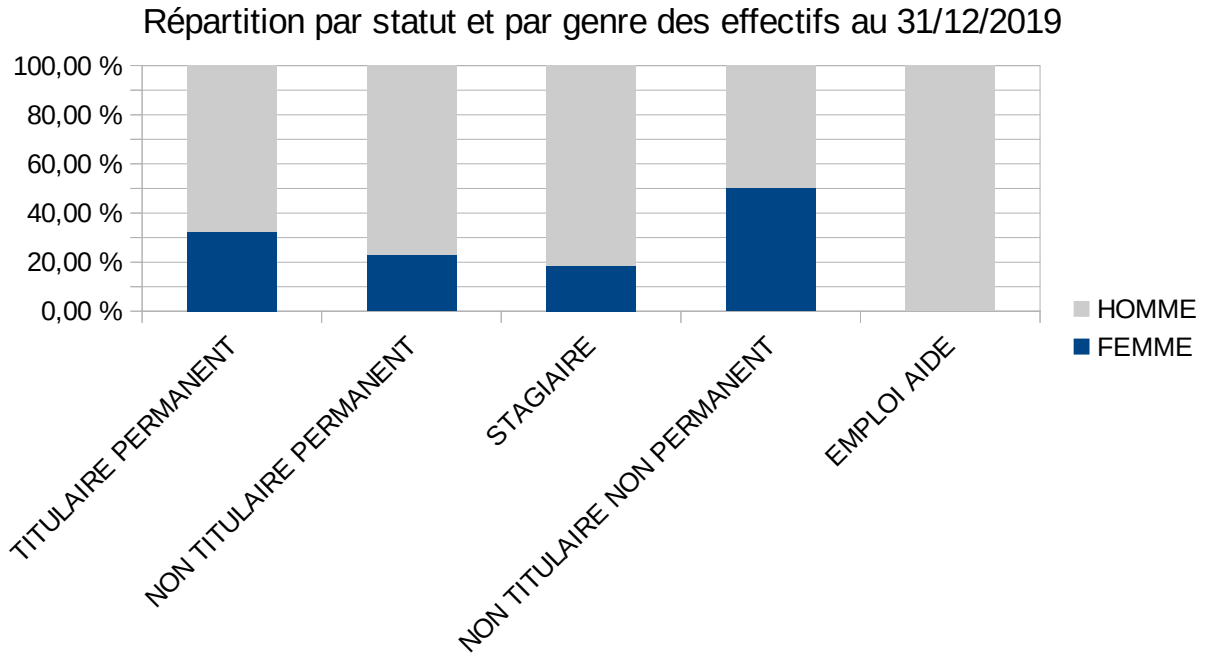
Les femmes représentent 28,88 % des effectifs permanents titulaires/stagiaires et 2,82 % des effectifs permanents non titulaires.

➢ **RÉPARTITION PAR STATUT ET PAR GENRE DES EFFECTIFS AU 31/12/2018**

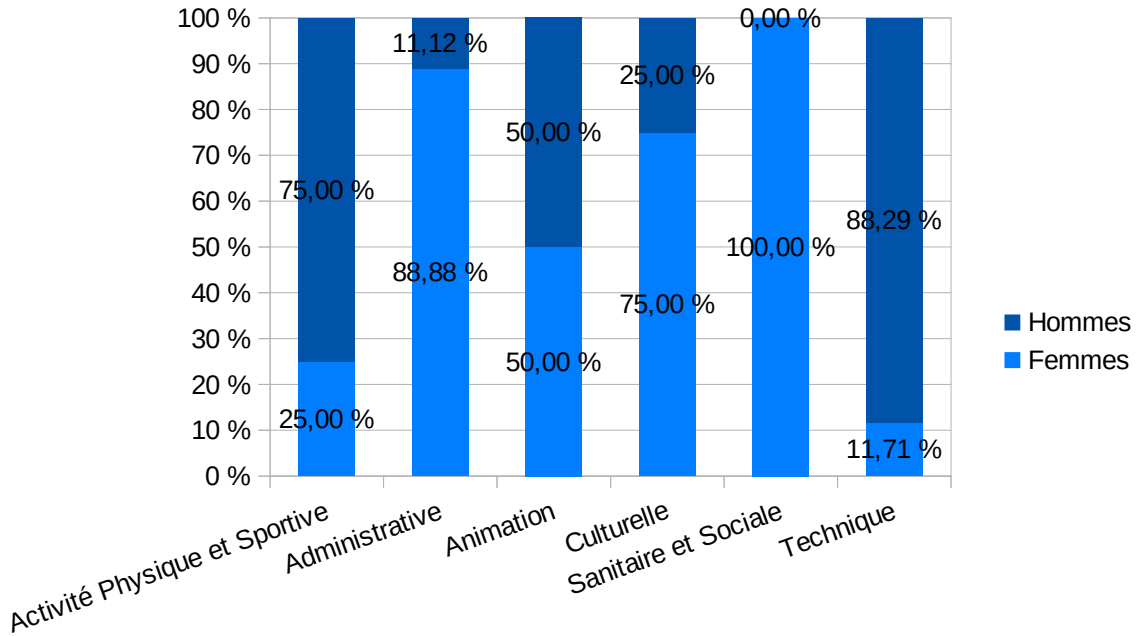
	GENRE				
STATUT	FEMME	PART(%)	HOMME	PART(%)	TOTAL
TITULAIRE PERMANENT	112	32,27 %	241	68,27 %	353
NON TITULAIRE PERMANENT	11	22,5 %	21	65,62 %	32
STAGIAIRE	7	30,43 %	32	79,48 %	39
NON TITULAIRE NON PERMANENT	7	50 %	7	50 %	14
EMPLOI AIDE	0	0%	1	100 %	1
TOTAL	137	31,20 %	302	68,79 %	439

Le personnel de la collectivité est pour cette année majoritairement masculin (68,79 % contre

31,20 % effectif féminin) pour les agents titulaires permanents.



Les femmes représentent 52,1 % de l'ensemble des agents titulaires et non titulaires permanents et les hommes 47,9 %.
Une sur-représentation féminine est à remarquer pour les emplois sur des postes de non titulaires non permanents avec 80,32 % contre 19,68 % d'effectifs masculins sur ces mêmes postes.
Ces chiffres peuvent s'expliquer par le fait que de nombreux contrats de vacations sont pourvus dans le secteur de la petite enfance, avec un taux de féminisation très important dû aux missions sur ce secteur.

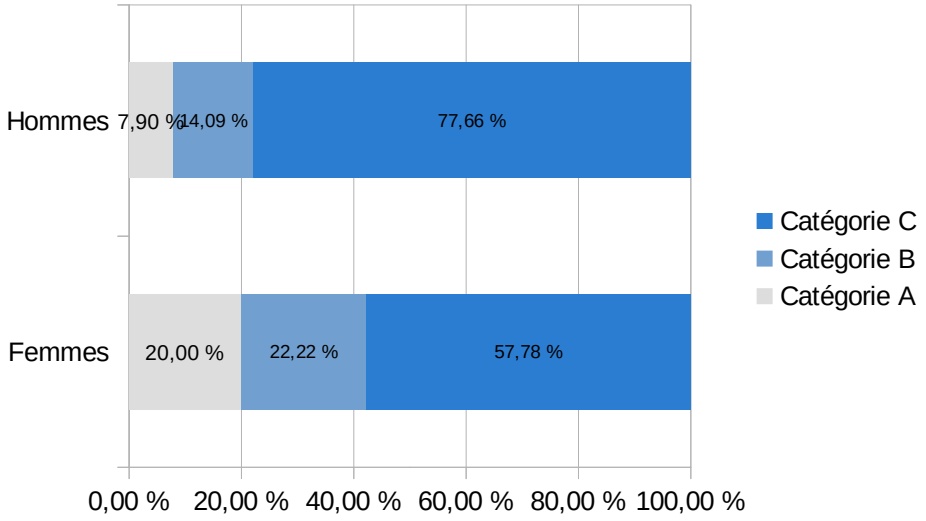


2. Répartition H/F selon les filières

Il faut noter une très forte représentativité des femmes au sein des filières sanitaire et sociale (100,00 %), administrative (88,88 %), culturelle (75 %). En revanche, au sein des filières activité physique et sportive et technique les femmes sont sous-représentées (respectivement 25 %, et 11,71 %).
Le taux de féminisation remarqué dans les effectifs de la Communauté de l'Auxerrois est supérieur à celui constaté dans les collectivités territoriales pour les filières administrative, culturelle et Sanitaire et Sociale.
Pour les filières technique et activité physique et sportive, la Communauté de l'Auxerrois a un taux de féminisation en deçà de la moyenne constatée dans les collectivités territoriales.

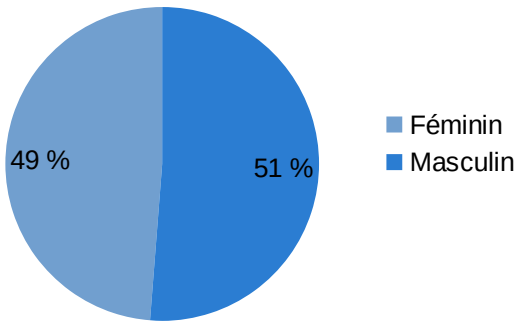
3 . Répartition H/F selon la catégorie hiérarchique

Dans la fonction publique territoriale, en 2016, la part des femmes au sein des trois niveaux hiérarchiques est de 62,2 % dans la catégorie A, 63,7 % dans la catégorie B et de 53,27 % dans la catégorie C.*



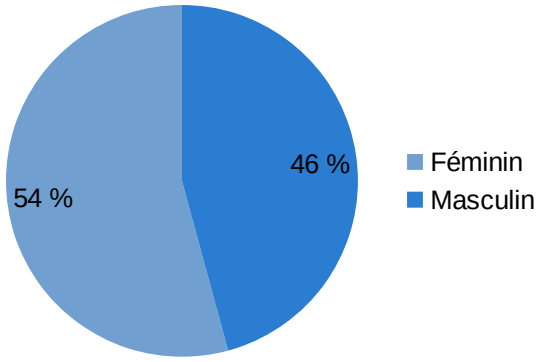
A la communauté de l'Auxerrois que ce soit dans les effectifs féminins ou masculins de la collectivité la part des agents de catégorie C est la plus importante : 57,78 % des effectifs féminins et 77,66 % pour les effectifs masculins.

- Répartition Femme-Hommes des agents de catégorie A



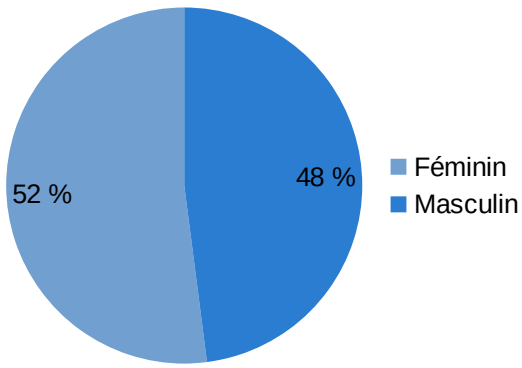
A la Ville d'Auxerre, 49 % des agents permanents de catégorie A sont des femmes. Cette proportion est inférieure à la part de femmes dans cette catégorie pour l'ensemble de la fonction publique territoriale, qui était de 62,2 % en 2016*.

- <u>Répartition Femme-Hommes des agents de catégorie B</u>



A la ville d'Auxerre, 54 % des agents permanents de catégorie B sont des femmes, contre 63,1 % pour l'ensemble des agents de la fonction publique territoriale de cette catégorie en 2016*.

- <u>Répartition Femme-Hommes des agents de catégorie C</u>



A la Ville d'Auxerre, 52 % de l'effectif permanent de catégorie C est composé de femmes. Dans la fonction publique territoriale, ce chiffre s'élève à 53,3 %.

4. Répartition H/F selon le niveau de responsabilités

	FEMMES	HOMMES	TOTAL	% FEMMES	% HOMMES
DGS	0	1	1	0,00%	100,00%
DGA	1	0	1	100,00%	0,00%
DIRECTEUR	3	6	9	33,33%	66,67%
RESPONSABLE DE SERVICE	9	8	17	52,94%	47,06%
CHEF D'EQUIPE +5 AGENTS	4	21	25	16,00%	84,00%
CHEF D'EQUIPE – 5 AGENTS	0	2	2	0,00%	100,00%
TOTAL	17	38	55	30,90%	69,10%

En 2015 dans la fonction publique territoriale les emplois fonctionnels DGS, DGA sont pourvus à 40,47 % par des femmes.
A la communauté de l'agglomération la parité est respectée.

A la Communauté de l'Auxerrois, le taux de féminisation pour les postes à responsabilité est de 35 % .

Pour les postes de direction (directeur, DGA, DGS), les femmes représentent 36,36 %.
Les femmes sont plus nombreuses que les hommes sur le niveau responsable de service : 52,94 %.

Par ailleurs, c'est sur les niveaux de chef d'équipe que la part des femmes est la plus faible 16 %. Ces proportions s'expliquent par le fait que les chefs d'équipe appartiennent majoritairement à la filière technique dans laquelle les femmes sont sous représentées globalement.

B) L'emploi

31 prises de poste sur 64 ont été réalisées par des femmes.

1. La mobilité

20 postes ont été pourvus par de la mobilité interne toutes mobilités confondues (choisie ou contrainte). Ces 20 postes ont concerné 11 femmes et 9 hommes.

C) Le déroulement de carrière

En ce qui concerne les avancements de grade, la promotion interne ou la nomination suite à réussite à concours, ils concernent aussi bien les femmes que les hommes et la parité est respectée.
3 % des femmes sur l'effectif global de la collectivité ont bénéficié d'un avancement de grade, une promotion interne ou une nomination suite à la réussite à un concours.

Pour les hommes ce chiffre est de 3,53 %

La répartition des avancements de grade et promotions internes selon le sexe pour l'année 2019 est la suivante :

	Avancement de grade	Promotion interne	Nomination suite réussite concours
Hommes	11	2	2
Femmes	10	1	2

D) Le temps de travail

Pour rappel, en fonction des cadres d'emploi, il existe différentes durées hebdomadaires de référence, à savoir 35 heures pour la majorité des cas, 20 heures ou 16 heures pour certains cadres d'emploi de la filière culturelle.

Les conditions d'activité des emplois permanents :

- à temps complet : l'activité à temps plein, l'activité à temps partiel (choisi ou de droit) selon une quotité de travail comprise entre 50 % et 90 % du temps hebdomadaire de référence,
- à temps non-complet : il s'agit des emplois créés pour une durée inférieure à la durée hebdomadaire de référence.

1. Répartition du temps de travail des emplois permanents

- ***RÉPARTITION DES AGENTS PERMANENTS PAR TYPE DE TEMPS DE TRAVAIL ET PAR SEXE***

	HOMMES	FEMMES
TEMPS COMPLET	288	131
TEMPS NON-COMPLET	1	4
TOTAL	289	135

Les agents à temps complet sont des hommes à 68,80% et des femmes à 31,19 %.
Les agents à temps non complet sont des femmes à 80%.

1/ L'activité à temps complet

- **RÉPARTITION DES AGENTS A TEMPS COMPLET (DONT LES TEMPS PARTIELS) SUR EMPLOIS PERMANENT PAR CATÉGORIE ET PAR SEXE**

	HOMMES	FEMMES	TOTAL
CATÉGORIE A	23	27	**50**
CATÉGORIE B	41	30	**71**
CATÉGORIE C	224	74	**298**
TOTAL	**288**	**131**	**419**

- **RÉPARTITION DES AGENTS A TEMPS PLEIN SUR EMPLOIS PERMANENT PAR CATÉGORIE ET PAR SEXE (HORS TEMPS PARTIEL)**

	HOMMES	FEMMES	TOTAL
CATÉGORIE A	22	24	**46**
CATÉGORIE B	41	28	**69**
CATÉGORIE C	219	61	**280**
TOTAL	**282**	**113**	**395**

Les agents exerçant une activité à temps plein (sans temps partiel) sont représentés à 28% par des femmes. Un équilibre presque parfait est constaté pour les agents de catégorie A. Parmi les agents permanents ayant une activité à temps plein, la répartition hommes/femmes par catégorie est la suivante :

- Catégorie A = 47,82 % sont des hommes et 52,18 % sont des femmes
- Catégorie B = 59,42 % sont des hommes et 40,58 % sont des femmes
- Catégorie C = 78,2 % sont des hommes et 40,35 % sont des femmes

C'est dans la catégorie C que l'activité à temps plein est la plus représentée par des hommes. Ce qui s'explique par la forte représentativité de la filière technique au sein de cette catégorie.

2. Le temps partiel

	Hommes	Femmes	Total
Temps PARTIEL	**5**	**19**	**24**

La proportion des agents travaillant à temps partiel est de 5,89 %. L'activité à temps partiel concerne une majorité de l'effectif féminin.

- **RÉPARTITION DES AGENTS TRAVAILLANT À TEMPS PARTIEL PAR CATÉGORIE ET PAR QUOTITÉ DE TEMPS DE TRAVAIL**

	QUOTITÉ TEMPS PARTIEL	HOMMES	FEMMES	TOTAL
CATÉGORIE A	80,00%	1	1	**2**
	90,00%	0	2	**2**
CATÉGORIE B	50,00%	1	0	**1**
	80,00%		1	**1**
	90,00%		1	**1**
CATÉGORIE C	50,00%			
	60,00%		1	**1**
	80,00%	4	8	**12**
	90,00%	0	4	**4**
TOTAL		**6**	**18**	**24**

Toutes catégories confondues dans la collectivité les femmes ont une quotité de temps de travail à temps partiel plus importante que les hommes. Nous remarquons que ce sont majoritairement les femmes issues de la catégorie C .

E) Formations

Sur les 208 actions de formation suivies en 2019 par les agents permanents, 49 ont été suivies par des femmes et 159 par des hommes. Les femmes ont suivi 294 heures de formation et les hommes 954 heures.

SERVICE	Nombre d'actions de formation	Jours de formation	Volume horaire
ADMINISTRATION GENERALE	19	44	264
CADRE DE VIE	122	334,5	2007
COMMUNICATION	2	7	42
CONTROLE DE GESTION	4	10,5	63
DEVELOPPEMENT DURABLE	1	2	12
DYNAMISME URBAIN	1	5	30
E SERVICES	1	10	60
FINANCES	3	3,5	21
PATRIMOINE BATI	50	163	978
RESSOURCES HUMAINES	5	5,5	33
Total général	208	585	3510

Répartition des actions de formation selon la catégorie hiérarchique

	Femme	Homme	**Total**
Catégorie A	13	12	**25**
Catégorie B	9	25	**34**
Catégorie C	27	122	**149**
Total	**49**	**159**	**208**

Il est remarqué que selon la catégorie hiérarchique la répartition hommes/femmes est différente. Ainsi la proportion de femmes de catégorie C ayant suivi une action de formation est moins importante que les hommes de même catégorie : 18 % contre 81,88 %.

Dans la catégorie A la parité en terme de suivi d'action de formation est à remarquer alors que dans la catégorie B la part des femmes ayant suivi une formation est moins importante : 26,47 % contre 73,52 %.

Sur l'ensemble des agents permanents le taux de formation pour les femmes est de 11,55 % contre 37,5 % pour les hommes.

F) Rémunération

La rémunération est un élément de la situation statutaire et réglementaire de l'agent ; elle est donc essentiellement déterminée en fonction de son statut, qui établit des règles communes à tous les agents placés dans la même situation.

L'article 20 de la loi n° 83-634 du 13 juillet 1983, qui fixe les éléments de rémunération auxquels ont droit, après service fait, les fonctionnaires, est applicable aux fonctionnaires de l'Etat, territoriaux et hospitaliers.
Les éléments obligatoires (traitement indiciaire brut, indemnité de résidence, Supplément Familial de Traitement) sont calculés de façon identique quelle que soit la fonction publique d'appartenance.

Pour ce qui est du régime indemnitaire, l'article 88 de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 dispose qu'il est fixé par l'assemblée délibérante ou le conseil d'administration, dans la limite de celui dont bénéficient les différents services de l'Etat. A la Ville d'Auxerre le régime indemnitaire est défini par la délibération n° 2018-163. Le régime indemnitaire varie en fonction des grades, métiers et responsabilités.

Enfin, les conditions d'attribution d'une Nouvelle Bonification Indiciaire (NBI) aux fonctionnaires territoriaux sont déterminées par des dispositions qui leur sont spécifiques.

1- Rémunération moyenne mensuelle nette par catégorie

Filières	Catégorie	Femmes	Hommes
Activité Physique et Sportive	Catégorie A		
	Catégorie B	1946	1896
Administrative	Catégorie A	**2477**	**2992**
	Catégorie B	1906	1672
	Catégorie C	1596	1779
Animation	Catégorie B		2061
	Catégorie C	1001	
Culturelle	Catégorie A		
	Catégorie B		
	Catégorie C	1592	
Sanitaire et Sociale	Catégorie A	2239	
	Catégorie C		
Technique	Catégorie A	2792	3297
	Catégorie B	1976	2004
	Catégorie C	1695	1632

Les hommes sont mieux rémunérés dans la filière administrative pour la catégorie A et la C. Dans la filière technique les femmes ont une rémunération quasi identique pour la catégorie C et B, en ce qui concerne la catégorie A les hommes ont une rémunération nettement supérieure.
Les écarts de rémunération les plus importants sont sur la filière administrative pour la catégorie A et la catégorie C .

II) LES POLITIQUES MENÉES PAR LA COMMUNE SUR SON TERRITOIRE EN FAVEUR DE L'ÉGALITÉ ENTRE LES FEMMES ET LES HOMMES TELLES QUE DÉFINIES À L'ARTICLE 1ER DE LA LOI DU 4 AOÛT 2014

A) En matière d'action sociale

L'égalité entre les femmes et les hommes est une priorité transversale de la Politique de la ville. Elle n'est cependant, pas à ce jour, un critère rédhibitoire d'éligibilité au contrat de ville.

Pour 2020, 71 actions sont financées (ainsi que les 9 actions du Programme de Réussite Educative) dans le cadre de la programmation annuelle du contrat de ville *(par l'État, la Région, le Département, l'Agglomération de l'auxerrois et la ville d'Auxerre)* et dans le cadre du Plan quartier d'été et d'automne 2020 *(actions financées par l'État et l'agglomération de l'Auxerrois)*.

Cependant, en décembre 2020, au moment du vote du BP 2021, le service Politique de la Ville ne dispose pas des bilans d'actions 2020. En effet, les porteurs de projets ont jusqu'au 30 juin 2021 pour adresser leurs bilans. De plus, la crise sanitaire actuelle ne permet pas une réalisation totale des actions sur 2020 et certaines sont reportées en 2021. Ainsi, dans ce contexte, les éléments relatifs à la part hommes-femmes des actions du contrat de ville pourront être recensés courant 2021 pour le prochain rapport.

B) A travers la commande publique

L'article 16 de la loi n° 2014-873 du 4 août 2014 pour l'égalité réelle entre les femmes et les hommes a pour objet d'inciter les opérateurs économiques au respect des dispositions relatives à l'égalité entre les sexes. Afin d'assurer l'effectivité de celles-ci, c'est la voie de la sanction qui a été privilégiée, avec l'ajout de trois nouvelles interdictions de soumissionner à la commande publique attachées à la méconnaissance de la législation en la matière.

1. Les contrats concernés

Cet article s'applique à l'essentiel des contrats de la commande publique puisque le texte adopté couvre les marchés publics, les Délégations de Service Public ainsi que les marchés de partenariat.

2. Les nouvelles interdictions de soumissionner

Les nouveaux cas d'exclusion de la commande publique retenus par l'article 16 de la loi du 4 août 2014 visent les personnes qui ont fait l'objet d'une condamnation pénale pour des faits liés à la violation des dispositions sur l'égalité entre les femmes et les hommes.

Sont ainsi interdites de soumissionner les personnes qui ont fait l'objet, depuis moins de 5 ans, d'une condamnation définitive pour discrimination, au sens de l'article 225-1 du Code pénal ; infraction qui couvre naturellement les discriminations opérées entre les personnes à raison de leur sexe, mais également, et bien au-delà, toute distinction opérée entre les personnes à raison de leur origine, de leur situation de famille, de leur grossesse, de leur orientation ou identité sexuelle ou encore, notamment, de leurs opinions politiques ou de leur état de santé.

Sont également exclues des contrats de la commande publique les personnes qui ont fait l'objet, depuis moins de cinq ans, d'une condamnation inscrite au bulletin n° 2 du casier judiciaire, en application des dispositions de l'article L.1146-1 du Code du travail, pour méconnaissance des dispositions relatives à l'égalité professionnelle entre les femmes et les hommes prévues par les articles L.1142-1 et L.1142-2 du Code du travail.

Ces articles interdisent, sous réserve de quelques exceptions, de mentionner ou de faire mentionner dans une offre d'emploi le sexe ou la situation de famille du candidat recherché, de refuser d'embaucher une personne, de prononcer une mutation, de résilier ou refuser de renouveler un contrat de travail d'un salarié en considération du sexe, de la situation de famille ou de la grossesse sur la base de critères de choix différents selon le sexe, la situation de famille ou la grossesse, ou encore de prendre en considération du sexe ou de la grossesse toute mesure, notamment en matière de rémunération, de formation, d'affectation, de qualification, de classification, de promotion professionnelle ou de mutation.

Sont par ailleurs exclues les personnes qui, au 31 décembre de l'année précédant celle au cours de laquelle a lieu le lancement de la consultation, n'ont pas mis en œuvre l'obligation de négociation en matière en matière d'égalité professionnelle entre les femmes et les hommes prévue à l'article L.2242-8 du Code du travail et qui, à la date à laquelle elles soumissionnent, n'ont pas réalisé ou engagé la régularisation de leur situation.

3. Modalités de contrôle

La Communauté de l'Auxerrois applique donc ces nouvelles modalités depuis leur publication.

A ce titre, au niveau de la phase candidatures, elle vérifie l'attestation sur l'honneur des candidats de bien respecter les dispositions du Code du travail précitées et de n'avoir pas fait l'objet d'une condamnation à ce sujet au cours des 5 années précédentes.

Pour ce faire, c'est le formulaire DC 1 (Déclaration du Candidat) qui est utilisé. Les candidats le remplissent et la Ville contrôle les informations avant d'attribuer le marché.
Cela répond ainsi à la double exigence de renforcer l'égalité entre les hommes et les femmes d'une part, mais aussi, de ne pas complexifier encore davantage l'accès à la commande publique, notamment pour les PME, d'autre part.

Pour retourner à la délibération, cliquez ici

communauté
de l'auxerrois

DIRECTION DES FINANCES

BUDGET PRIMITIF 2021
COMMUNAUTE DE L'AUXERROIS
RAPPORT DE PRESENTATION

Le budget 2021 pourra être exécuté dès le 1er janvier 2021 ce qui permet de se donner le temps de mener à bien les projets de l'année. Les services auront les moyens et les délais nécessaires à la mise en œuvre des décisions des élus.

De plus, ce budget primitif 2021 qui vous est présenté aujourd'hui est sincère : toutes les dépenses auxquelles doit faire face la communauté sont inscrites, quitte à compliquer l'atteinte de l'équilibre budgétaire. Les nouveaux engagements type pôle environnemental ou hydrogène sont intégrés.
Le faible dynamisme des recettes fiscales est assumé et intégré comme tel.
C'est également un budget transparent : l'ensemble des variations sont présentées et expliquées.

Dans une organisation stabilisée, ce budget 2021 se veut être un budget de sérénité, qui va constituer une base de référence pour la prospective financière à partir de laquelle les projets du mandat pourront être programmés.

SOMMAIRE

1/ Contexte et éléments clés Page 3
- 1.1 Situation économique nationale
- 1.2 Equilibre du budget principal
- 1.3 Attribution de compensation
- 1.4 Flux croisés entre budgets

2/ Budget principal Page 8

3/ Budget mobilité durable Page 14

4/ Budget eau potable Page 17

5/ Budget parc d'activité d'Appoigny Page 20

6/ Budget zone des Macherins Page 21

7/ Budget SPANC Page 23

8/ Budget prestations de service Page 24

9/ Budget déchets redevance incitative Page 25

10/ Budget assainissement Page 28

ANNEXES

1/ Attribution de compensation

2/ Tableau PPI

3/ Emprunts du budget annexe assainissement

1/ Contexte et éléments clés

1.1 Un contexte international et national marqué par une crise économique qui affectera les entreprises en 2021. Dans le cadre de sa compétence économique la communauté sera amenée à intervenir afin de soutenir les acteurs du territoire.

La pandémie de COVID-19 et les mesures de confinement décidés au printemps avaient conduit à une baisse de PIB de 5,9% au 1er trimestre 2020 et 13,7% au 2ème trimestre. Malgré le rebond observé sur le 3ème trimestre, les nouvelles mesures de confinement en vigueur depuis le 30 octobre conduisent à une anticipation de baisse de la croissance de 10,3% en 2020. Pour le moment les analystes envisagent un rebond de 5,7% en 2021.

Dans ce contexte l'Etat souhaite soutenir les entreprises et limiter la hausse du chômage notamment à travers le dispositif d'activité partielle. Des mesures d'urgence de soutien ont été mises en place à la sortie du 1er confinement et au mois de septembre un plan de relance sur les années 2021-2022 a été instauré à hauteur de 100 milliards d'euros, lui-même complété par 20 milliards d'euros au déclenchement du second confinement.

Les collectivités locales représentent 55% de l'investissement public. A travers les dispositions du PLF 2021 l'Etat souhaite à la fois atténuer l'impact de la crise sur les finances locales mais également donner les moyens aux collectivités d'être des acteurs à part entière de la relance.

1.2 Le budget primitif 2021 respecte les orientations définies dans le Débat d'Orientations Budgétaires à savoir :

- maîtrise des dépenses de fonctionnement : l'évolution des dépenses réelles entre le BP 2020 et le BP 2021 est de -9,2 %
- maximisation de l'épargne nette à 550.720€
- enveloppe maximale de 5M d'euros : les crédits consacrés aux subventions d'équipement, acquisition et travaux s'élèvent à 4.532.900€.
- maintien de la capacité de désendettement de la communauté à moins de 7 ans : seul un emprunt de 1,6M d'euros a été souscrit en 2020 et l'emprunt d'équilibre 2021 est de 789.860€.

PRODUITS DE FONCTIONNEMENT : MONTANT

€	CA 2019	BP+reports 2020	Var 2019/2020	2021	Var 2020/2021
Impôts et taxes	**30 997 602**	**29 744 577**	**-4,04 %**	**31 352 156**	**5,4%**
Contributions directes	23 606 385	22 477 293	-4,78 %	13 818 694	-38,5%
TEOM	7 137 427	7 100 000	-0,52 %	7 344 462	3,4%
Produit TVA transférée	0	0		9 983 000	
Attribution FPIC	11 211	6 000	-46,48 %	0	
Taxe de séjour	236 677	150 000	-36,62 %	200 000	33,3%
Solde impôts et taxe	5 902	11 284	91,20 %	6 000	-46,8%
Dotations et participations	**11 655 887**	**11 008 165**	**-5,56 %**	**10 944 150**	**-0,6%**
DGF	7 586 359	7 340 000	-3,25 %	7 283 482	-0,8%
Compensations fiscales	911 834	940 000	3,09 %	814 180	-13,4%
Dotation compensation réforme TP	1 671 195	1 667 000	-0,25 %	1 654 385	-0,8%
Part. des éco-organismes (Eco-emballages...)	899 949	667 000	-25,88 %	700 000	4,9%
Subventions reçues et divers	586 550	394 165	-32,80 %	492 103	24,8%
Produits des services et du domaine (70)	**2 461 050**	**2 220 657**	**-9,77 %**	**2 274 182**	**2,4%**
REOM/Redevance spé.	858 145	770 000	-10,27 %	850 000	10,4%
Mise à disposition de personnel (7084 + 70876)	246 911	790 645	220,21 %	735 372	-7,0%
Autres recettes environnement	620 599	400 012	-35,54 %	200 000	-50,0%
SNAS (70631)	431 068	250 000	-42,00 %	400 000	60,0%
Divers produits	166 068	10 000	-93,98 %	88 810	788,1%
Autres produits de gestion courante (75)	**30 863**	**43 592**	**41,25 %**	**27 250**	**-37,5%**
Atténuations de charges	**25 354**	**0**		**96 400**	
Produits de fonctionnement courant	**45 170 755**	**43 016 991**	**-4,8%**	**44 694 139**	**3,9%**
Produits exceptionnels	14 071	6 766 809			-100,0%
Produits de fonctionnement	**45 184 826**	**49 783 800**	**10,2%**	**44 694 139**	**-10,2%**

€	CA 2019	BP+reports 2020	Var 2019/2020	2021	Var 2020/2021
Charges à caractère général	**7 700 705**	**10 857 132**	**40,99 %**	**9 396 180**	**-13,46 %**
Prestations de services OM (611/812)	4 045 246	4 201 850	3,87 %	4 450 800	5,92 %
Prestations de services hors OM (611-611/812)	729 169	1 368 448	87,67 %	1 187 559	-13,22 %
pôle environnemental - 011	0	344 095		143 478	-58,30 %
SNAS	0	824 408		780 644	-5,31 %
Voirie ZAE	0	583 000		579 797	-0,55 %
Solde charges à caractère général	2 926 290	3 535 331	20,81 %	2 253 902	-36,25 %
Charges de personnel	**17 646 659**	**18 434 660**	**4,47 %**	**17 962 161**	**-2,56 %**
Autres charges de gestion courante	**2 626 757**	**4 156 905**	**58,25 %**	**3 256 070**	**-21,67 %**
Cotisation syndicats	328 543	189 505	-42,32 %	425 505	124,53 %
Subventions (657)	1 096 765	1 006 445	-8,24 %	1 153 515	14,61 %
Indemnités & frais mission élus	240 881	482 824	100,44 %	341 000	-29,37 %
Subvention budget Transport	957 405	2 100 000	119,34 %	1 232 000	-41,33 %
Solde autres charges de gestion courante	3 163	378 131	11854,82 %	104 050	-72,48 %
Atténuations de produits	**14 586 416**	**13 451 103**	**-7,78 %**	**13 412 231**	**-0,29 %**
Attribution de compensation versée	9 539 893	8 346 000	-12,51 %	8 264 900	-0,97 %
Prélèvement FNGIR	4 670 103	4 670 103	0,00 %	4 670 103	0,00 %
Contribution FPIC	107 715	160 000	48,54 %	277 228	73,27 %
Solde atténuations de produits	268 705	275 000	2,34 %	200 000	-27,27 %
Charges de fonctionnement courant	**42 560 538**	**46 899 800**	**10,2%**	**44 026 642**	**-6,1%**
Charges exceptionnelles	306 711	1 609 000	424,60 %	13 000	-99,19 %
Intérêts	0	0		9 000	
Charges de fonctionnement	**42 867 249**	**48 508 800**	**13,2%**	**44 048 642**	**-9,2%**

FINANCEMENT DE L'INVESTISSEMENT

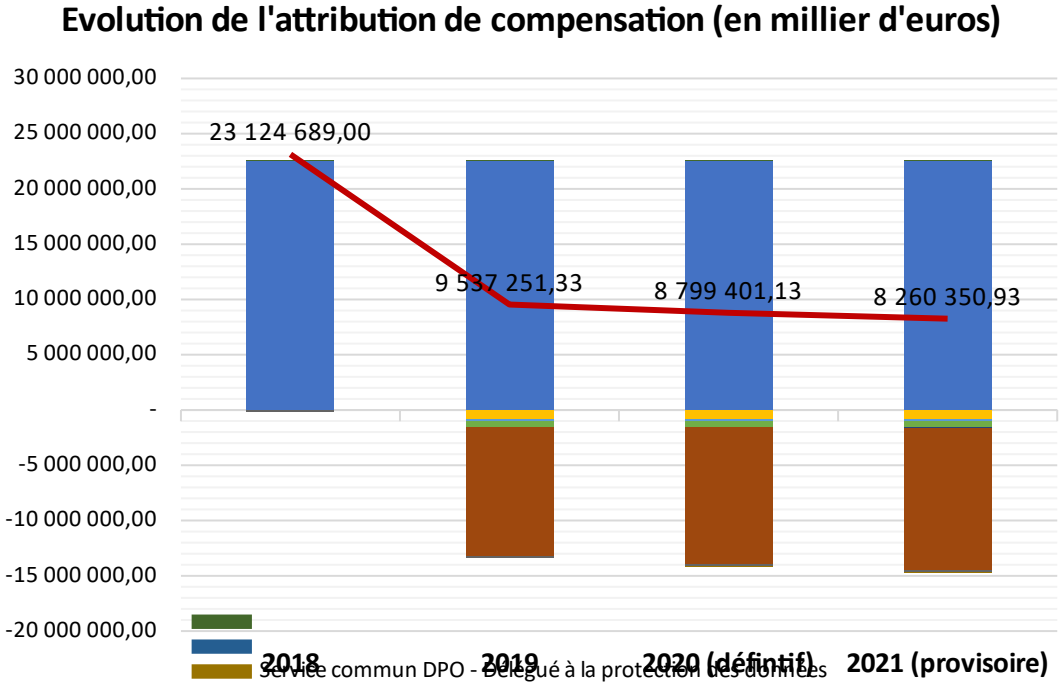
€	2019	BP+reports 2020	Var 2019/2020	2021	Var 2020/2021
EPARGNE DE GESTION	**2 624 288**	**2 884 000**		**667 497**	
EPARGNE BRUTE	**2 624 288**	**2 884 000**		**658 497**	
Remboursement de capital d'emprunt	**0**	**0**		**107 777**	
EPARGNE DE NETTE	**2 624 288**	**2 884 000**		**550 720**	
Subventions d'équipement (habitat/ fds concours)	616 187	1 765 546	186,53 %	945 846	-46,43 %
Dépenses directes d'équipement	2 703 371	6 141 095	127,16 %	3 587 054	-41,59 %
Autres dépenses financières d'inv.	12 735	22 000	72,75 %	19 000	-13,64 %
Dépenses d'investissement hors dette	**3 332 293**	**7 928 641**	**137,9%**	**4 551 900**	**-42,6%**
Total dépenses d'investissement	**3 332 293**	**7 928 641**	137,93 %	**4 659 677**	-41,23 %
FCTVA	50 897	545 600	971,97 %	405 000	-25,77 %
Produits des cessions	3 708	180 000	4754,37 %	0	
AC Investissement	0	714 855		881 355	23,29 %
Diverses RPI	7 504	22 000	193,18 %	14 000	-36,36 %
Ressources propres d'inv. (RPI)	**62 109**	**1 462 455**	**2254,7%**	**1 300 355**	**-38,8%**
INDICE RPI	**43,3**	**3,0**		**1,4**	
Subventions yc DETR / DSIL	263 166	1 246 783	373,76 %	994 685	-20,22 %
Emprunt d'équilibre	0	1 623 165		789 860	-51,34 %
Recettes d'investissement	**325 275**	**4 332 403**	**1231,9%**	**3 084 900**	**-28,8%**

Variables de pilotage	2019	2020	Taux	2021	Taux
Encours de dette au 31/12	**0**	**1 600 000**		**1 493 333**	
Capacité de désendettement		**0,55**		**2,27**	
Epargne de gestion	**2 624 288**	**2 884 000**	5,79 %	**667 497**	1,49 %
Epargne brute	**2 624 288**	**2 884 000**	5,79 %	**658 497**	1,47 %
Epargne nette	**2 624 288**	**2 884 000**	5,79 %	**550 720**	1,23 %
RPI : indice	**43,3**	**3,0**		**1,4**	

1.3 L'attribution de compensation et son impact sur le BP 2021

L'attribution de compensation est le support des flux financiers entre les communes membres et la communauté. Initialement, elle constituait une dépense pour la communauté puisqu'elle a été instituée lors du transfert de la taxe professionnelle des communes vers l'EPCI.
Au cours des années, cette attribution de compensation évolue sur les transferts de compétences. En effet, le législateur a instauré le principe de neutralité financière des transferts de compétences. Cela signifie que lorsqu'une compétence est transférée du bloc communal à l'intercommunalité, elle doit faire l'objet d'une évaluation en dépenses et en recettes. Le reliquat doit être compensé, en plus ou en moins selon les cas de figure, sur l'attribution de compensation.

	2018	2019	2020 (définitif)	2021 (provisoire)
Attriubtion de compensation Fiscale	22 585 254,00	22 585 254,00	22 585 254,00	22 585 254,00
Adhésion syndicat du nivernais	-21 377,00	-21 377,00	-21 377,00	-21 377,00
CAUE - Conseil d'Architecture, d'Urbanisme et de l'Environnement	-3 499,00	-3 499,00	-3 499,00	-3 499,00
SNAS - Stade nautique de l'arbre sec		-847 672,00	-847 672,00	-847 672,00
Urbanisme		-117 079,45	-117 079,45	-117 079,45
ZAE - Zones d'activités économiques		-565 533,00	-565 533,00	-565 533,00
Eaux Pluviales				-129 278,00
Service commun Auxerre		-11 705 441,27	-12 415 252,03	-12 804 845,99
Service commun ADS SIG - Droit des sols	-128 619,00	-156 103,95	-152 594,63	-152 594,63
Service commun DPO - Délégué à la protection des données			-27 325,76	-43 538,00
Reversement IFER		31 873,00	32 210,00	32 210,00
SPL Coulangeois (1)	692 930,00	336 830,00	332 270,00	328 304,00
AC reversées aux communes	**23 124 689,00**	**9 537 251,33**	**8 799 401,13**	**8 260 350,93**



1.4 Les flux croisés entre budgets

Les budgets annexes ont pour vocation d'isoler une compétence et donc d'avoir une vision globale du coût du service, souvent un SPIC.
Dans ce cadre, divers mécaniques de refacturation existent, principalement du budget principal au budget annexe, mais il existe également des flux entre budgets annexes.
Ces transferts concernent à la fois des frais de personnel mais également la part des charges à caractère général qui correspond aux frais généraux du service.

		Flux financier entre budgets anenxes et budget principal							Flux pour financements des Services communs ou équipements transférés (SNAS)	TOTAL
		Eaux usées	Eau potable	Transport	Redevance incitative	Prestation de service (1)				
						ADS	DPO	Atelier mécanique		
Charges de personnel		158 000,00 €	158 000,00 €	130 000,00 €	37 000,00 €	8 400,00 €	1 700,00 €	14 272,00 €	168 816,00 €	**676 188,00 €**
Charges indirectes de fct					33 000,00 €	18 000,00 €	800,00 €			**51 800,00 €**
AC services communs ville d'Auxerre	Charges de personnel								12 212 512,98 €	**12 212 512,98 €**
	Charges indirectes fct								592 333,01 €	**592 333,01 €**
AC service commun DPO	Charges de personnel								74 187,34 €	**74 187,34 €**
	Charges indirectes fct								31 110,82 €	**31 110,82 €**
Recettes budget principal		**158 000,00 €**	**158 000,00 €**	**130 000,00 €**	**70 000,00 €**	**26 400,00 €**	**2 500,00 €**	**14 272,00 €**	**13 078 960,15 €**	**13 638 132,15 €**
Charges de personnel					18 500,00 €	168 816,00 €				**187 316,00 €**
Charges indirectes										**0,00 €**
Dépenses budget principal		**0,00 €**	**0,00 €**	**0,00 €**	**18 500,00 €**	**168 816,00 €**	**0,00 €**	**0,00 €**	**0,00 €**	**187 316,00 €**
Recettes à charges		**158 000,00 €**	**158 000,00 €**	**130 000,00 €**	**51 500,00 €**	**-142 416,00 €**	**2 500,00 €**	**14 272,00 €**	**13 078 960,15 €**	**13 450 816,15 €**

2/ L'équilibre du budget primitif 2021 pour le budget principal

L'objectif fixé sur le budget principal de la communauté est de contenir les charges de fonctionnement afin d'assurer l'équilibre budgétaire mais surtout pour dégager des capacités d'investissement pour la collectivité.
Cependant l'exercice est compliqué car compte tenu des compétences de la communauté une grande part des charges est constituée de contrats, contrôles obligatoires,…
D'autre part, cet objectif ne peut être atteint sans un effort de stabilisation de la masse salariale. Malgré le gel des ouvertures de poste c'est une dépense qui présente une forte inertie : les décisions d'aujourd'hui ne peuvent être que marginales à court terme et un réel changement de cap nécessite plusieurs années, le temps de restructurer les politiques publiques, réorganiser les services, utiliser les départs en retraite pour redéployer les effectifs,...

2.1/ Les recettes de fonctionnement

	CA 2018	CA 2019	% Variation CA18 / CA19	BP 2020	% Variation CA 19 / BP20	BP 2021	% Variation BP20 / BP21
002 RESULTAT REPORTE DE FONC	7 059 095,33	5 794 752,89	-17,91	6 659 809,00	14,93	928 503,00	-86,06
013 ATTENUATIONS DE CHARGES	41 431,73	25 353,70	-38,81	0,00	-100	96 400,00	0
042 OP D'ORDRE DE TRANSFERT	60 774,53	67 411,58	10,92	70 000,00	3,84	70 000,00	0
70 PRODUITS DE SERVICES	1 862 307,34	2 461 050,18	32,15	2 220 656,82	-9,77	2 274 183,00	2,41
73 IMPOTS ET TAXES	30 845 412,00	30 997 601,54	0,49	29 744 577,18	-4,04	31 352 156,00	5,4
74 DOTATIONS ET PARTICIPATIONS	11 668 492,83	11 655 887,09	-0,11	11 008 165,00	-5,56	10 944 150,00	-0,58
75 AUTRES PRODUITS DE GESTION	41 638,22	30 862,51	-25,88	43 592,00	41,25	27 250,00	-37,49
77 PRODUITS EXCEPTIONNELS	71 636,00	14 071,30	-80,36	107 000,00	660,41	0,00	-100
Total Recettes	51 650 787,98	51 046 990,79	-1,17	49 853 800,00	-2,34	45 692 642,00	-8,35

- Les produits des services s'élèvent à 2.274.183€ contre 2.220.656€ soit une évolution de 2,41%.
  Ce chapitre recouvre:
  - la redevance spéciale d'enlèvement des ordures ménagères : 850.000€
  - les mises à disposition de personnel : 735.372€
  - les ventes de recyclage : 200.000€ contre 400.000€ en 2020 du fait de la baisse des cours de rachat des matières
  - les recettes d'entrées du stade nautique : 400.000€

- La fiscalité représente 31.352.156€ contre 29.744.577,18€ inscrits au BP 2020.
  - A noter que les ressources fiscales de la communauté évoluent puisque les recettes de taxe d'habitation vont être converties en recettes de TVA. En principe c'est une ressource plutôt dynamique qui, une fois la crise économique passée, devrait pouvoir apporter des recettes en augmentation annuelle d'environ 1,5%. Ceci explique que le chapitre des contributions directes diminue de 22,48M€ en 2020 à 13,82M€ en 2021. Les recettes de TVA sont évaluées à 9,98M€
  - la taxe d'enlèvement des ordures ménagères est prévue à 7.344.462€ soit une hausse de 3,4 % par rapport au BP 2020.

- Les recettes de la cotisation sur la valeur ajoutée des entreprises risquent de subir le contrecoup de la crise économique. Il est envisagé une perte de 400.000€.

- Les dotations et participations sont en baisse de 0,58 % et sont estimées à 10.944.150€. Notamment du fait de la baisse des compensations fiscales puisqu'une partie d'entre elles concernaient la taxe d'habitation.
  La participation des éco organismes qui représentait 900.000€ en 2019 n'est aujourd'hui estimée qu'à 700.000€ pour 2021.

2.2/ Les dépenses de fonctionnement

	CA 2018	CA 2019	% Variation CA18 / CA19	BP 2020	% Variation CA 19 / BP20	BP 2021	% Variation BP20 / BP21
011 CHARGES CARACTERE GEN	6 355 950,48	7 700 705,45	21,16	10 857 132,00	40,99	9 396 180,00	-13,46
012 CHARGES DE PERSONNEL	4 931 261,91	17 646 659,37	257,85	18 434 660,00	4,47	17 962 161,00	-2,56
014 ATTENUATIONS DE PRODUITS	28 019 953,00	14 586 415,94	-47,94	13 451 103,00	-7,78	13 412 231,00	-0,29
022 DEPENSES IMPREVUES	0,00	0,00	0	1 400 000,00	0	0,00	-100
042 OP D'ORDRE TRANSFERT	1 273 691,65	1 319 933,08	3,63	1 345 000,00	1,9	1 644 000,00	22,23
65 AUTRES CHARGES DE GESTION C	1 614 230,94	2 626 756,87	62,72	4 156 905,00	58,25	3 256 070,00	-21,67
66 CHARGES FINANCIERES	0,00	0,00	0	0,00	0	9 000,00	0
67 CHARGES EXCEPTIONNELLES	1 528 910,90	306 710,90	-79,94	209 000,00	-31,86	13 000,00	-93,78
Total Dépenses	43 723 998,88	44 187 181,61	1,06	49 853 800,00	12,82	45 692 642,00	-8,35

2.2.1/ Les charges à caractère général s'élèvent à 9.393.180€ soit -13 % par rapport au BP 2020.

Cette maîtrise a été possible grâce à un questionnement sur chaque poste de dépense afin d'être au plus proche possible de ce que sera l'exécution budgétaire 2021.
D'autant plus que sur ces charges à caractère général il a fallut absorber certaines dépenses :

- les frais de fonctionnement du pôle environnemental : 141.206€
- contrat de traitement des déchets : +248.000€
- compétence eau pluviale : +129.276€
- cotisations aux syndicats dont Yonne Médian : +30.000€
- développement durable : conseiller effilogis et AMI solaire : +165.400€

2.2.2/ Les dépenses de personnel comprennent la rémunération des agents, les cotisations sociales, les dépenses d'assurance statutaire, les frais de médecine du travail ainsi que l'adhésion au CNAS.

Sur 2021, l'ensemble des crédits consacrés à la masse salariale sont de 17.962.461€, en baisse de 3 %par rapport au BP 2020.

Outre le GVT et la dernière étape du PPCR, la prévision intègre la cotisation au CNAS pour 92.000€, l'assurance statutaire pour 40.000€, la médecine du travail à hauteur de 40.000€, le versement de la prime de précarité pour 58.000€, un crédit de 34.000€ pour le versement d'une prime d'entretien des tenues aux agents du service collecte, suite à l'arrêt du système de location-entretien au 31/12/2020.

Par ailleurs, 67.300€ sont inscrits au titre de la dernière phase de revalorisation du régime indemnitaire métier suite à la mutualisation. Cette dépense qui concerne pour une large part les agents des services communs sera retracée et prise en compte dans le calcul de l'attribution de compensation entre la Ville d'Auxerre et la Communauté.

L'objectif de maîtrise de la masse salariale conduit à limiter au strict minimum les créations de postes, à favoriser des redéploiements internes et à supprimer des postes.

Ainsi, pour 2021, seront créés un poste d'animateur de la plateforme territoriale de rénovation énergétique et un technicien chargé des applications informatiques.

Au titre des redéploiements, il convient de relever le positionnement d'un agent du pôle environnemental sur la nouvelle mission de gestion de l'actif à la direction des finances et d'un second agent sur le poste de chargé de mission PCEAT qui était devenu vacant.

Des postes seront supprimés à la faveur de départs d'agents de la collectivité : deux postes techniques et deux postes administratifs à la collecte des déchets, deux postes de terrain-propreté, voirie ainsi qu'un chef d'équipe au service entretien du domaine public, quatre postes techniques à la direction du patrimoine bâti, un poste administratif à la DRH, un dessinateur à la direction de l'urbanisme.

2.2.3/ L'attribution de compensation est envisagée en baisse de 81.100€ mais il faut rappeler que toute baisse sur l'attribution de compensation n'est que le reflet d'un transfert de compétence et donc d'une dépense supplémentaire portée par la communauté de l'Auxerrois. Elle est estimée à 8.264.900€ pour 2021
Le FNGIR pèse pour 4.670.103€ sur ce chapitre d'atténuation de produits.

2.2.4/ Les charges de gestion courantes sont également en baisse de 22 % à 3.256.070€ contre 4.156.905€ au BP 2020.

Sur ce chapitre figurent :

- Les aides économiques dans le cadre du plan de soutien des territoires : 311.398€ (dont une participation de la région inscrite en recettes)
- Les indemnités et frais de formation des élus : 341.000€
- Les subventions dont 270.000€ pour l'office de tourisme
- L'abondement du budget transport : 1.232.000€

Il est cependant nécessaire de souligner que, malgré ce pilotage très serré des dépenses, il n'a pas été possible de parvenir à équilibrer le budget 2021 sans anticiper une partie de l'excédent 2020. Ce sont 928.503€ qui sont nécessaire et qui seront autant en moins qui pourront être consacrés à l'investissement.

Pour les années à venir il sera donc indispensable de poursuivre cet exercice de questionnement systématique sur la pertinence de chaque dépense. Mais il faut également mettre à profit l'année 2021 pour trouver de véritables marges de manœuvre en modifiant les pratiques et en questionnant notre organisation et la manière dont elle exerce ses compétences.

2.3/ Les recettes d'investissement

	CA 2018	CA 2019	% Variation CA18 / CA19	BP 2020	% Variation CA 19 / BP20	BP 2021	% Variation BP20 / BP21
001 RESULTAT REPORTE D'INVEST	1 267 853,78	1 747 442,79	37,83	2 121 238,36	21,39	0,00	-100
024 PRODUITS DES CESSIONS	0,00	0,00	0	180 000,00	0	0,00	-100
040 OP D'ORDRE TRANSFERT	1 273 691,65	1 319 933,08	3,63	1 345 000,00	1,9	1 644 000,00	22,23
041 OP PATRIMONIALES	488 740,83	0,00	-100	100 000,00	0	100 000,00	0
10 DOTATIONS,FONDS DIVERS	1 355 703,00	2 182 897,00	61,02	450 000,00	-79,39	405 000,00	-10
13 SUBV D'INVEST RECUES	115 510,00	263 166,00	127,83	1 144 047,00	334,72	1 876 040,00	63,98
16 EMPRUNTS ET DETTES	7 236,00	7 504,00	3,7	1 637 164,55	0	803 860,00	-50,9
21 IMMOS CORPORELLES	5 544,40	0,00	-100	0,00	0	0,00	0
27 AUTRES IMMOS FINANCIERES	0	0	0	8000	0	0	-100
45 OP POUR COMPTE DE TIERS	0,00	0,00	0	0,00	0	100 000,00	0
Total Recettes	4 514 279,66	5 520 942,87	22,3	6 985 449,91	26,53	4 928 900,00	-29,44

Sur les 4.929.900€ de la section d'investissement, les subventions représentent 1.876.040€. Il est nécessaire de distinguer les subventions liées à des projets d'investissement qui s'élèvent à 994.685€ et les attributions de compensation d'investissement qui représentent 881.355€.

Le FCTVA est estimé à 405.000€. Pour la communauté de l'Auxerrois c'est une recette qui est encaissée la même année que celle de réalisation de la dépense.

2.4/ Les dépenses d'investissement

	CA 2018	CA 2019	% Variation CA18 / CA19	BP 2020	% Variation CA 19 / BP20	BP 2021	% BP20 / BP21
040 OP D'ORDRE TRANSFERT	60 774,53	67 411,58	10,92	70 000,00	3,84	70 000,00	0
041 OP PATRIMONIALES	488 740,83	0,00	-100	100 000,00	0	100 000,00	0
16 EMPRUNTS ET DETTES	7 504,00	7 370,00	-1,79	14 000,00	89,96	121 000,00	764,29
20 IMMOS INCORPORELLES	150 693,49	240 847,26	59,83	667 908,00	177,32	491 200,00	-26,46
204 SUBV D'EQUIPEMENT VERSEES	941 148,52	616 187,18	-34,53	964 500,00	56,53	945 846,00	-1,93
21 IMMOS CORPORELLES	419 640,02	795 279,93	89,51	1 659 530,00	108,67	1 746 290,00	5,23
23 IMMOS EN COURS	698 335,48	1 667 243,56	138,75	1 208 122,00	-27,54	1 349 564,00	11,71
26 PARTICIPATIONS, CREANCES	0,00	5 000,00	0	0,00	-100	5 000,00	0
27 AUTRES IMMOS FINANCIERES	0	365	0	8000	2091,78	0	-100
45 OP POUR COMPTE DE TIERS	0,00	0,00	0	0,00	0	100 000,00	0
Total Dépenses	2 766 836,87	3 399 704,51	22,87	4 692 060,00	38,01	4 928 900,00	5,05

- Le remboursement du capital de l'emprunt souscrit pour le financement du pôle environnemental est inscrit pour 121.000€

- Les subventions d'équipement versées : 945.846€ sont constituées par :
  - l'aide aux entreprises pour 325.846€ dont 223.846€ dans le cadre du fonds de soutien régional
  - les aides aux particuliers pour l'habitat : 385.000€
  - la convention pour le tour de Bourgogne : 120.000€

- Les autres dépenses sont détaillées dans le tableau du PPI. On peut notamment signaler :
  - 800.000€ pour le Tiers Lieu
  - 100.000€ pour engager une démarche de PLUI
  - 200.000€ pour les dépenses d'investissement liées au transfert de la compétence eaux pluviales
  - 155.000€ pour les haltes nautiques
  - 220.568€ de travaux de gros entretien pour le stade nautique
  - 252.000€ de travaux de sécurisation et d'aménagement des déchetteries

2.5/ Les projets pluriannuels et leur financement

Au delà des inscriptions budgétaires 2021 certaines décisions auront des impacts sur les budgets à venir et doivent être intégrées dans un plan pluriannuel afin de vérifier leur adéquation avec les capacités financières de la collectivité.

En général la notion de pluriannualité se traduit par le fléchage des opérations dans des autorisations de programme.
L'autorisation de programme (AP) constitue l'enveloppe de crédits destinés à l'opération, les crédits de paiements (CP) constituent la limite annuelle de paiement des dépenses.

Sur le budget principal, seule une autorisation de programme, liée au bâtiment du Tiers Lieu existe.

Programme		**Montant total**	**CP**	**CP**	**CP**
Opération			2020	2021	2022
20011	APCP NPNRU BRICHERES SAINTE GENEVIEVE	11 566 000,00	112 000,00	En attente redéfinition projet ANRU	
2011	APCP TIERS LIEU	1 100 000,00	300 000,00	800 000,00	0,00
Type de Programme INVESTISSEMENT EN AP		**12 666 000,00**	**412 000,00**	**1 690 000,00**	**0,00**

Une 1ère version, incomplète et perfectible, du Plan Pluriannuel d'Investissement (PPI) a été élaborée en fin d'année. Il va servir de base de travail pour définir totalement les projets du mandat et leur phasage.

La notion de subvention est évidemment essentielle dans le raisonnement puisque la capacité de la collectivité à réaliser des projets dépend de la charge nette de chacun d'entre eux.

Voir tableau version paysage en annexe

Programme	Montant total	2021	2022	2023	2024	2025	2026	2027 et suivants	Subventions recherchées	Taux subvention	Financeurs	ACI	Charge nette
	13 176 000	**1 210 000**	**5 437 000**	**5 137 000**	**155 000**	**155 000**	**80 000**	**1 002 000**	**2 511 250**				**10 664 750**
PLUI	500 000	100 000	350 000	50 000	-	-	-	-	50 000	12,00 %	Etat		450 000
Foncier	390 000	390 000	-	-	-	-	-	-	-	0,00 %			390 000
Haltes Nautiques	155 000	155 000		-	-	-	-	-	51 667	40,00 %	Etat-DETR		103 333
Port Fluvial	80 000	80 000							-	0,00 %			80 000
Aides aux particuliers SPEE	100 000	100 000	-	-	-	-	-	-		0,00 %			100 000
Aides aux particuliers PLD	275 000	275 000	-	-	-	-	-	-		0,00 %			275 000
Aides aux particuliers Accession à la propriété	35 000	35 000	-	-	-	-	-	-		0,00 %			35 000
Aides production logements sociaux	75 000	75 000	-	-	-	-	-	-		0,00 %			75 000
NPNRU Brichères	11 566 000	-	5 087 000	5 087 000	155 000	155 000	80 000	1 002 000	2 409 583	25,00 %			9 156 417
	1 730 244	**1 135 846**	**354 398**	**60 000**	**60 000**	**60 000**	**60 000**	**0**	**893 833**				**836 411**
Déviation SUD													
Aides à l'immobilier d'entreprise	402 000	102 000	60 000	60 000	60 000	60 000	60 000	-	-	0,00 %			402 000
Contribution EPCI + Région / COVID19	305 244	223 846	81 398	-	-	-	-	-	271 328	88,89 %			33 916
Tiers Lieu	1 013 000	800 000	213 000	-	-	-	-	-	622 505	73,74 %	Feder		390 495
Pôle environnemental – panneaux signalétiques	10 000	10 000	-	-	-	-	-	-		0,00 %			10 000
	2 532 000	**612 000**	**320 000**	**320 000**	**320 000**	**320 000**	**320 000**	**320 000**	**10 000**			**1 200 000**	**1 322 000**
Travaux sur déchetteries	252 000	252 000	-	-	-	-	-	-	10 000	0,00 %	Etat-DETR		242 000
Travaux CTM	25 000	25 000	-	-	-	-	-	-		0,00 %	SDEY Sur bornes électriques ?		25 000
Bacs roulants / conteneurs	847 000	127 000	120 000	120 000	120 000	120 000	120 000	120 000		0,00 %			847 000
Panneaux signalisations	3 000	3 000	-	-	-	-	-	-		0,00 %			3 000
Système géolocalisation BOM	5 000	5 000	-	-	-	-	-	-		0,00 %			5 000
Eaux pluviales – Travaux sur réseau	1 400 000	200 000	200 000	200 000	200 000	200 000	200 000	200 000	-	0,00 %		1 200 000	200 000
	345 000	**145 000**	**200 000**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**				**345 000**
Balisage sur chemins de randonnées	20 000	20 000	-	-	-	-	-	-		0,00 %			20 000
Aire de covoiturage	5 000	5 000											5 000
Tour de Bourgogne	320 000	120 000	200 000	-	-	-	-	-		0,00 %			320 000
	1 999 318	**241 968**	**351 470**	**351 470**	**351 470**	**351 470**	**351 470**	**0**	**50 000**			**1 406 130**	**543 188**
Stade nautique (montant ACI = 234 355€)	1 957 918	220 568	347 470	347 470	347 470	347 470	347 470	-	50 000	22,67 %		1 406 130	501 788
Bâtiment mutualisé VA / CA / CD89	15 000	15 000	-	-	-	-	-	-		0,00 %			15 000
Restauration des documents	24 000	4 000	4 000	4 000	4 000	4 000	4 000	-		0,00 %			24 000
Drône	2 400	2 400	-	-	-	-	-	-		0,00 %			2 400
	119 800	**119 800**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**14 583**				**105 217**
Actions Plan Climat	80 800	80 800	-	-	-	-	-	-	-	0,00 %			80 800
Etudes thermique locaux	20 000	20 000	-	-	-	-	-	-	6 667	40,00 %			13 333
SDN – Modelisation quotidienne qualité air	19 000	19 000	-	-	-	-	-	-	7 917	50,00 %	CRBFC		11 083
	300 000	**50 000**	**50 000**	**50 000**	**50 000**	**50 000**	**50 000**	**0**	**0**				**300 000**
Abbaye Saint Germain										0,00 %			-
Besoins de maintien d'actif	300 000	50 000	50 000	50 000	50 000	50 000	50 000	-		0,00 %			300 000
	1 498 290	**783 290**	**143 000**	**143 000**	**143 000**	**143 000**	**143 000**	**0**	**0**				**1 498 290**
Informatique – Besoins de maintien d'actif	141 000	26 000	23 000	23 000	23 000	23 000	23 000	-		0,00 %		A calculer	141 000
Liaisons prioritaires CA-VA – Raccordements	270 090	270 090	-	-	-	-	-	-		0,00 %	pour La société numérique	A calculer	270 090
Remplacement infra virtualisée PCA	250 000	250 000	-	-	-	-	-	-		0,00 %		A calculer	250 000
Matériel informatique	420 000	70 000	70 000	70 000	70 000	70 000	70 000	-		0,00 %		A calculer	420 000
Licences / logiciels	417 200	167 200	50 000	50 000	50 000	50 000	50 000	-		0,00 %		A calculer	417 200
	2 100 000	**175 000**	**385 000**	**385 000**	**385 000**	**385 000**	**385 000**	**0**	**0**				**2 100 000**
Besoins de maintien d'actif	605 000	105 000	100 000	100 000	100 000	100 000	100 000	-		0,00 %		A calculer	605 000
Frais d'insertions	120 000	20 000	20 000	20 000	20 000	20 000	20 000			0,00 %			120 000
Véhicules – BOM	1 165 000	15 000	230 000	230 000	230 000	230 000	230 000	-		0,00 %		A calculer	1 165 000
Mobilier	210 000	35 000	35 000	35 000	35 000	35 000	35 000	-		0,00 %		A calculer	210 000
	60 000	**60 000**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**12 667**				**47 333**
Travaux aire d'accueil	40 000	40 000	-	-	-	-	-	-	6 000	15,00 %			34 000
Sédentarisation - Aménagement secteur Cassoirs			-	-	-	-	-	-	-	40,00 %	Etat-DETR		-
Mobil home éducatif	20 000	20 000	-	-	-	-	-	-	6 667	40,00 %			13 333
Aire de grand passage										0,00 %			-
	23 860 652	**4 532 904**	**7 240 868**	**6 446 470**	**1 464 470**	**1 464 470**	**1 389 470**	**1 322 000**	**3 492 333**			**2 606 130**	**17 762 189**

3/ L'équilibre du budget primitif 2021 pour le budget mobilité durable

Le budget mobilité durable retrace l'exercice de la compétence transport au niveau de la communauté de l'Auxerrois. Cette compétence a été confiée au délégataire Transdev Auxerrois.
Dans un souci d'optimisation budgétaire et fiscale le fonctionnement de ce budget a été modifié une 1ère fois en 2020 afin de l'assujettir à la TVA.

Pour 2021 un avenant a été passé avec le délégataire pour la mise en place d'un schéma fiscal alternatif.
Dorénavant la communauté de l'Auxerrois versera au délégataire un forfait de charges de 6.968.325€ contre une contribution forfaitaire annuelle de 6.153.156€ selon les dispositions antérieures de la DSP.
En contrepartie Transdev Auxerrois reversera à la communauté les recettes du transport soit 1.011.901€.
Cette opération est neutre budgétairement mais permet à Transdev de bénéficier d'un système de charges sociales plus favorable, économie dont profite la communauté puisque le nouvel avenant signé prévoit également cette disposition à hauteur de 118.000€.

Du 01/09/2018 au 31/12/2020

Année N	2018	2019	2020	2021	2022	2023
CFF N € HT	2 359 331	6 094 623	6 174 148			
Avenant 1	-	-	-20 992			
CFF N €HT actualisée	2 359 331	6 094 623	6 153 156	-	-	-

Du 01/01/2021 au 31/08/2023

Année N	2018	2019	2020	2021	2022	2023
FC N €HT				7 203 578	7 241 064	4 651 931
Avenant 1				-235 253	-310 005	-205 712
FC N €HT actualisé	-	-	-	6 968 325	6 931 059	4 446 219

3.1/ Les recettes de fonctionnement

Du 01/09/2018 au 31/08/2023

	2018
Recettes tarifaires	358 790
Avenant 1	-
Recettes tarifaires mise à jour	358 790

Mis à part les recettes tarifaires à hauteur de 1M d'euros, la section de fonctionnement du budget transport s'équilibre avec :

- Le versement mobilité évalué à 3.803.000€ soit un retour à son niveau de 2019 (3.849.037,61€)

- Les participations de l'État, la région pour l'exercice, par la communauté, de la partie de la compétence transport qui rentre dans leur champ de compétence
- La participation de la ville d'Auxerre pour les navettes électriques : 200.000€
- La prévision d'abondement du budget général pour équilibrer ce budget est estimée à 1.232.000€

	CA 2018	CA 2019	Evolution CA 18-19	BP 2020	Evolution CA19 - BP20	BP 2021	Evolution BP20-21
002 RESULTAT REPORTE DE FONC	0,00	0,00	0,00 %	152,73	X	0,00	-100,00 %
042 OP D'ORDRE DE TRANSFERT	45 600,54	16 069,00	-64,76 %	16 400,00	2,06 %	16 400,00	0,00 %
70 PRODUITS DE SERVICES	0,00	0,00	0,00 %	0,00	0,00 %	1 011 000,00	X
73 IMPOTS ET TAXES	3 572 385,73	3 849 037,61	7,74 %	2 949 847,27	-23,36 %	3 803 000,00	28,92 %
74 DOTATIONS PARTICIPATIONS	1 891 989,50	1 757 167,50	-7,13 %	1 755 000,00	-0,12 %	1 757 000,00	0,11 %
75 AUTRES PRODUITS GESTION C	0,00	1,77	X	0,00	-100,00 %	25 000,00	X
77 PRODUITS EXCEPTIONNELS	1818829,46	1 103 014,00	-39,36 %	2 100 000,00	90,39 %	1 232 000,00	-41,33 %
Total Recettes	7 328 805,23	6 725 289,88	-8,23 %	6 821 400,00	1,43 %	7 844 400,00	15,00 %

3.2/ Les dépenses de fonctionnement

Les dépenses de fonctionnement évoluent de +15 % entre le BP 2020 et le BP 2021.

Cette hausse s'explique simplement par la modification du régime de la DSP et se retrouve en recettes.
La forte augmentation sur le chapitre des charges à caractère général s'explique tout d'abord par l'affectation de la redevance de la DSP sur ce chapitre alors qu'elle figurait dans les charges de gestion courantes les années antérieures.

- La principale dépense de fonctionnement de ce budget est la redevance de la DSP : 6.968.325€ auxquels il faut ajouter une enveloppe de 200.000€ pour un avenant éventuel lié à la mise en service des bus hydrogène
- Le marché de la billetique représente un coût de 65.000€
- 87.000€ sont proposés afin de s'attacher les services d'un assistant à maîtrise d'ouvrage pour débuter la construction de la prochaine DSP
- Les rémunérations du personnel affecté à l'exercice de cette compétence représentent 217.000€ dont une partie de refacturation des services supports (RH, informatique,...)

	CA 2018	CA 2019	Evolution CA 18-19	BP 2020	Evolution CA19 - BP20	BP 2021	Evolution BP20-21
002 RESULTAT REPORTE DE FONC	254 735,21	0,00	-100,00 %	0,00	0,00 %	0,00	0,00 %
011 CHARGES CARACTERE GEN	289 635,46	229 744,87	-20,68 %	228 663,00	-0,47 %	7 354 960,00	3116,51 %
012 CHARGES DE PERSONNEL	92 459,98	87 924,08	-4,91 %	87 867,00	-0,06 %	217 700,00	147,76 %
014 ATTENUATIONS DE PRODUITS	1 334,22	785,76	-41,11 %	3 000,00	281,80 %	3 000,00	0,00 %
023 VIR SECTION D'INVEST	0,00	0,00	0,00 %	0,00	0,00 %	116 600,00	X
042 OP D'ORDRE DE TRANSFERT	10 806,00	137 266,10	1170,28 %	90 000,00	-34,43 %	90 000,00	0,00 %
65 AUTRES CHARGES GESTION C	6676980,16	6 247 417,35	-6,43 %	6 205 870,00	-0,67 %	32 000,00	-99,48 %
66 CHARGES FINANCIERES	0,00	21 998,99	X	30 000,00	36,37 %	30 140,00	0,47 %
67 CHARGES EXCEPTIONNELLES	2 854,20	0,00	-100,00 %	176 000,00	X	0,00	-100,00 %
Total Dépenses	7 328 805,23	6 725 137,15	-8,24 %	6 821 400,00	1,43 %	7 844 400,00	15,00 %

3.3/ Les recettes d'investissement

Sur ce projet de budget 2021 les dépenses d'investissement impliquent l'inscription d'un emprunt d'équilibre équivalent au montant consacré à l'acquisition du bus en 2021 soit 2.248.000€ Cependant lors de la reprise du résultat cet emprunt sera largement minoré du fait des reports de subventions et de l'emprunt réalisé antérieurement pour cette opération.

	CA 2018	CA 2019	% CA18 / CA19	BP 2020	% CA 19 / BP20	BP 2021	% BP20 / BP21
001 RESULTAT REPORTE D'INVEST	314 222,65	556 921,21	77,24	257 441,04	-53,77	0,00	-100,00
021 VIR DE LA SECTION DE FONCTI	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	116 600,00	0,00
040 OP D'ORDRE DE TRANSFERT EN	10 806,00	137 266,10	1 170,28	90 000,00	-34,43	90 000,00	0,00
041 OP PATRIMONIALES	4 500,00	0,00	-100,00	0,00	0,00	0,00	0,00
10 DOTATIONS,FONDS DIVERS	1 834,00	10 722,00	484,62	10 000,00	-6,73	0,00	-100,00
13 SUBV D'INVESTISSEMENT RECUES	411 999,80	145 746,00	-64,62	0,00	-100,00	0,00	0,00
16 EMPRUNTS ET DETTES	3 000 000,00	0,00	-100,00	0,00	0,00	2 248 200,00	0,00
Total Recettes	3 743 362,45	850 655,31	-77,28	357 441,04	-57,98	2 454 800,00	586,77

3.4/ Les dépenses d'investissement

	CA 2018	CA 2019	% CA18 / CA19	BP 2020	% CA 19 / BP20	BP 2021	% BP20 / BP21
040 OP D'ORDRE DE TRANSFERT EN	45 600,54	16 069,00	-64,76	16 400,00	2,06	16 400,00	0,00
041 OP PATRIMONIALES	4 500,00	0,00	-100,00	0,00	0,00	0,00	0,00
16 EMPRUNTS ET DETTES	4 500,00	112 500,00	2 400,00	150 000,00	33,33	190 200,00	26,80
20 IMMOS INCORPORELLES	90 837,00	35 496,51	-60,92	0,00	-100,00	0,00	0,00
21 IMMOS CORPORELLES	734 317,12	253 087,89	-65,53	1 573 000,00	521,52	2 248 200,00	42,92
23 IMMOS EN COURS	2 306 686,58	176 060,87	-92,37	-1 540 244,44	-974,84	0,00	-100,00
Total Dépenses	3 186 441,24	593 214,27	-81,38	199 155,56	-66,43	2 454 800,00	1 132,60

Une autorisation de programme de 3.773.000€ a été votée pour l'acquisition des bus.Les CP 2021 s'élèvent à 2.248.000€

Prêteur	Capital restant dû	Durée résiduelle	Taux	Année de réalisation	Montant initial	Risque de taux	CBC
SFIL	1 368 750,00 €	18,09	(Euribor 3M + 0.46)-Floor 0 sur Euribor 3M	2018	1 500 000,00 €	Variable	1A
SFIL	1 368 750,00 €	18,09	Taux fixe à 1.47 %	2018	1 500 000,00 €	Fixe	1A
CREDIT AGRICOLE	0,00 €	15,71	Taux fixe à 0.62 %	2020	1 800 000,00 €	Fixe	1A
	2 911 765,60 €				**4 800 000,00 €**		

4/ L'équilibre du budget primitif 2021 pour le budget eau potable

Le budget eau potable retrace l'exercice de la compétence par la communauté de l'Auxerrois. C'est un Service Public Industriel et Commercial (SPIC) : les recettes de ce budget ont donc l'obligation de couvrir la totalité des dépenses.

La surtaxe fournit les ressources du budget, son niveau détermine les possibilités d'investissement pour le maintien en état du réseau.

4.1/ Les recettes de fonctionnement

- La surtaxe sur l'eau représente 2.642.200€ au BP 2021. Elle est anticipée en très légère augmentation de +0,85 % car la hausse des tarifs : +7 % compense tout juste les baisses des consommations. Pour 2021 la surtaxe est de 0,98€/m³.

- Les conventions et subventions obtenues dans le cadre de la préservation de la ressource constituent les autres recettes réelles de fonctionnement. Elles sont estimées à 338.000€. Compte tenu des faibles possibilités d'action de ce type en 2020 aucune prévision de recette n'avait été inscrite.

	CA 2018	CA 2019	Evolution CA 18-19	BP 2020	Evolution CA19 - BP20	BP 2021	Evolution BP20-21
002 RESULTAT REPORTE DE FONC	462 828,12	18,69	-100,00 %	425 649,95	2277320,81 %	0,00	-100,00 %
042 OP D'ORDRE DE TRANSFERT	52 610,26	71 317,26	35,56 %	90 000,00	26,20 %	90 000,00	0,00 %
70 PRODUITS DE SERVICES	2 454 065,52	3 185 300,29	29,80 %	2 619 982,05	-17,75 %	2 642 200,00	0,85 %
74 DOTATIONS PARTICIPATIONS	32 929,00	362 080,00	999,58 %	0,00	-100,00 %	338 000,00	x
75 AUTRES PRODUITS GESTION C	1 471,22	8,83	-99,40 %	0,00	-100,00 %	0,00	0,00 %
77 PRODUITS EXCEPTIONNELS	0,00	17 366,86	x	0,00	-100,00 %	0,00	0,00 %
Total Recettes	3 003 904,12	3 636 091,93	21,05 %	3 135 632,00	-13,76 %	3 070 200,00	-2,09 %

4.2/ Les dépenses de fonctionnement

Le total des dépenses de fonctionnement diminue de 2,09 % avec la répartition selon les grands chapitres budgétaires :

- charges à caractère général : -10,08 % pour un montant de 290.392€.

La baisse s'explique notamment par les remboursements de charges indirectes du personnel, imputée sur ce chapitre en 2020 et qui sont basculés sur les charges de personnel en 2021. Cela représente 125.000€.
Les crédits pour frais d'études sont de 105.000€ : ils concerneront notamment le captage des Boisseaux ainsi qu'un travail sur les cédants agricoles et la sensibilisation à des pratiques agricoles plus compatibles avec la préservation de la ressource en eau.

- charges de personnel : +138,12 % mais qui ne correspondent qu'à une augmentation de 198.031€ dont 125.000€ proviennent du basculement des refacturations de charges indirectes mentionnées en baisse sur les charges à caractère général.

- charges de gestion courante : +4,85 % soit 235.194€ supplémentaires dus notamment au programme de paiement pour services environnementaux qui est subventionné à 100 % et qui figure donc pour la même somme en recettes.

On peut noter sur ce chapitre une subvention pour l'association pour la qualité de l'eau potable : 91.000€ ainsi que la convention avec Bio Bourgogne, financée à 80 % par l'agence de l'eau.

- charges financières : -65,83 % car sur 2020 des rattrapages d'annuités transférées depuis 2018 de communes de l'ex CCPC ont été rattrapées. Aujourd'hui l'ensemble du reliquat sur ces dettes est soldé.

On peut noter que l'abondement de la section d'investissement est de 422.900€. Ajouté aux écritures d'ordre cela permet de dégager un autofinancement de 1.847.900€

	CA 2018	CA 2019	Evolution CA 18-19	BP 2020	Evolution CA19 - BP20	BP 2021	Evolution BP20-21
011 CHARGES CARACTERE GEN	470 846,00	570 330,30	21,13 %	322 949,00	-43,38 %	290 392,00	-10,08 %
012 CHARGES DE PERSONNEL	181 322,85	181 822,93	0,28 %	143 377,00	-21,14 %	341 408,00	138,12 %
022 DEPENSES IMPREVUES	0,00	0,00	0,00 %	60 000,00	X	0,00	-100,00 %
023 VIR SECTION D'INVEST	0,00	0,00	0,00 %	700 000,00	X	422 900,00	-39,59 %
042 OP D'ORDRE DE TRANSFERT	801 154,46	761 861,29	-4,90 %	1 515 000,00	98,86 %	1 515 000,00	0,00 %
65 AUTRES CHARGES GESTION C	30 000,00	54 096,31	80,32 %	224 306,00	314,64 %	459 500,00	104,85 %
66 CHARGES FINANCIERES	63 562,12	41 974,96	-33,96 %	120 000,00	185,88 %	41 000,00	-65,83 %
67 CHARGES EXCEPTIONNELLES	0,00	356,19	X	50 000,00	13937,45 %	0,00	-100,00 %
Total Dépenses	1 546 885,43	1 610 441,98	4,11 %	3 135 632,00	94,71 %	3 070 200,00	-2,09 %

4.3/ Les recettes d'investissement

Les recettes d'investissement sont en baisse de 23,90 % par rapport au BP 2020 puisque les résultats étaient repris à hauteur de 370.218,47€ auxquels il fallait ajouter 1,6M d'euros d'affectation de résultat de fonctionnement.

Pour 2021 les subventions attendues sont liées au programme d'investissement, elles sont estimées à 414.403€ en provenant de l'agence de l'eau et de la DETR.

Une prévision d'emprunt d'équilibre est inscrite pour 617 347€.

	CA 2018	CA 2019	Evolution CA 18-19	BP 2020	Evolution CA19 - BP20	BP 2021	Evolution BP20-21
001 RESULTAT REPORTE D'INVEST	1 418 290,94	862 654,28	-39,18 %	370 218,47	-57,08 %	0,00	-100,00 %
021 VIR SECTION FONC	0,00	0,00	0,00 %	700 000,00	X	422 900,00	-39,59 %
040 OP D'ORDRE DE TRANSFERT	801 154,46	761 861,29	-4,90 %	1 515 000,00	98,86 %	1 515 000,00	0,00 %
041 OP PATRIMONIALES	395 391,39	307 540,22	-22,22 %	500 000,00	62,58 %	500 000,00	0,00 %
10 DOTATIONS,FONDS DIVERS	689 010,00	1 457 000,00	111,46 %	1 600 000,00	9,81 %	0,00	-100,00 %
13 SUBV D'INVEST RECUES	228 123,00	9 643,00	-95,77 %	0,00	-100,00 %	414 403,00	X
16 EMPRUNTS ET DETTES	58 089,00	0,00	-100,00 %	0,00	0,00 %	617 347,00	X
27 AUTRES IMMOS FINANCIERES	324 101,44	307 540,22	-5,11 %	400 000,00	30,06 %	400 000,00	0,00 %
Total Recettes	3 914 160,23	3 706 239,01	-5,31 %	5 085 218,47	37,21 %	3 869 650,00	-23,90 %

4.4/ Les dépenses d'investissement

Le programme d'investissement 2021 est de 3.204.650€, il correspond actuellement à un renouvellement des réseaux de 0,63 % par an.
Il est notamment prévu :

- l'installation de compteurs de sectorisation : 263.200€
- 1.637.600 pour le renouvellement du réseau de distribution et 595.000€ pour celui du réseau de transport
- 380.000€ pour la réhabilitation d'ouvrage

Le remboursement du capital de l'emprunt est en baisse de 20,45 % là encore du fait de reprises d'annuités antérieures de l'ex CCPC sur l'exercice 2020.
Le budget supporte 14 emprunts pour un capital restant dû de 1.484.302,48€

Prêteur	Capital restant dû	Durée résiduelle	Taux	Année de réalisation	Montant initial	Risque de taux	CBC
CE	277 834,49 €	7,40	Taux fixe à 4.73 %	2008	560 000,00 €	Fixe	1A
ASN	178 648,00 €	14,79	Taux fixe à 0 %	2020	178 648,00 €	Fixe	1A
CDC	166 320,00 €	20,42	(Livret A + 0.75)-Floor 0 sur Livret A	2020	174 240,00 €	Livret A	1A
SFIL	148 621,18 €	21,17	Taux fixe à 5.46 %	2020	152 086,35 €	Fixe	1A
BANQUE POSTALE	135 000,00 €	2,09	Taux fixe à 3.38 %	2012	600 000,00 €	Fixe	1A
CDC	129 971,13 €	21,67	Taux fixe à 2.01 %	2020	134 699,35 €	Fixe	1A
CDC	124 700,00 €	21,42	(Livret A + 0.75)-Floor 0 sur Livret A	2020	130 500,00 €	Livret A	1A
CE	94 633,15 €	2,32	Taux fixe à 4.62 %	2008	380 000,00 €	Fixe	1A
BANQUE POPULAIRE	87 805,93 €	11,43	Taux fixe à 4.09 %	2020	93 673,40 €	Fixe	1A
ASN	50 343,80 €	12,62	Taux fixe à 0 %	2018	58 089,00 €	Fixe	1A
ASN	46 497,60 €	11,64	Taux fixe à 0 %	2017	58 122,00 €	Fixe	1A
CREDIT AGRICOLE	39 000,00 €	6,35	Taux fixe à 4.34 %	2020	45 000,00 €	Fixe	1A
ASN	4 927,20 €	3,89	Taux fixe à 0 %	2009	18 477,00 €	Fixe	1A
CACIB ex BFT	0,00 €	5,04	(TAM(Postfixé) + 0.05)-Floor -0.05 sur TAM(Postfixé)	2006	1 300 000,00 €	Variable	1A

	CA 2018	CA 2019	Evolution CA 18-19	BP 2020	Evolution CA19 - BP20	BP 2021	Evolution BP20-21
040 OP D'ORDRE DE TRANSFERT	52 610,26	71 317,26	35,56 %	90 000,00	26,20 %	90 000,00	0,00 %
041 OP PATRIMONIALES	395 391,39	307 540,22	-22,22 %	500 000,00	62,58 %	400 000,00	-20,00 %
16 EMPRUNTS ET DETTES	207 410,97	217 334,18	4,78 %	220 000,00	1,23 %	175 000,00	-20,45 %
20 IMMOS INCORPORELLES	138 651,36	51 572,30	-62,80 %	61 000,00	18,28 %	100 000,00	63,93 %
21 IMMOS CORPORELLES	347 700,46	7 567,79	-97,82 %	165 000,00	2080,29 %	120 000,00	-27,27 %
23 IMMOS EN COURS	1 909 741,51	2 680 688,79	40,37 %	2 516 290,51	-6,13 %	2 984 650,00	18,61 %
Total Dépenses	3 051 505,95	3 336 020,54	9,32 %	3 552 290,51	6,48 %	3 869 650,00	8,93 %

5/ L'équilibre du budget primitif 2021 pour le budget parc d'activité d'Appoigny

Le budget du Parc d'activité retrace l'ensemble des dépenses liées à l'aménagement de la zone. Toutes les dépenses sont imputées en section de fonctionnement puis basculée en investissement par des opérations de stocks.

5.1/ Les recettes de fonctionnement

	CA 2018	CA 2019	% CA18 / CA19	BP 2020	% CA 19 / BP20	BP 2021	% BP20 / BP21
042 OP D'ORDRE DE TRANSFERT	4 885 848,25	18 059 564,62	269,63	21 184 371,00	17,30	21 106 285,00	-0,37
043 OP ORDRE INTERIEUR	107 005,33	122 186,12	14,19	155 000,00	26,86	112 000,00	-27,74
70 PRODUITS DE SERVICES	0,00	0,00	0,00	1 764 283,22	0,00	1 764 283,22	0,00
74 DOTATIONS ET PARTICIPATIONS	0,00	480 000,00	0,00	0,00	-100,00	0,00	0,00
75 AUTRES PRODUITS DE GESTION C	0,29	0,00	-100,00	0,00	0,00	0,00	0,00
77 PRODUITS EXCEPTIONNELS	73,28	177,00	141,54	0,00	-100,00	0,00	0,00
Total Recettes	4 992 927,15	18 661 927,74	273,77	23 103 654,22	23,80	22 982 568,22	-0,52

Des ventes ont déjà été votées par le conseil communautaire mais elles n'ont pas été finalisées en 2020. On retrouve donc une estimation de recettes de vente de terrain pour 1.764.283,22€

5.2/ Les dépenses de fonctionnement

	CA 2018	CA 2019	% CA18 / CA19	BP 2020	% CA 19 / BP20	BP 2021	% BP20 / BP21
002 RESULTAT REPORTE FONCT	5 616 398,26	10 116 550,54	80,13	174 593,22	-98,27	0,00	-100,00
011 CHARGES A CARACTERE GEN	8 659 441,59	3 581 645,51	-58,64	2 845 795,00	-20,55	732 705,00	-74,25
023 VIREMENT SECTION D'INVEST	0,00	0,00	0,00	14 887 417,00	0,00	1 765 261,22	-88,14
042 OP D'ORDRE DE TRANSFERT	619 627,18	4 885 848,25	688,51	4 885 849,00	0,00	20 261 580,00	314,70
043 OP ORDRE INTERIEUR FONCT.	107 005,33	122 186,12	14,19	155 000,00	26,86	112 000,00	-27,74
66 CHARGES FINANCIERES	107 005,33	122 186,12	14,19	155 000,00	26,86	111 022,00	-28,37
67 CHARGES EXCEPTIONNELLES	0,00	8 104,42	0,00	0,00	-100,00	0,00	0,00
Total Dépenses	15 109 477,69	18 836 520,96	24,67	23 103 654,22	22,65	22 982 568,22	-0,52

La section de fonctionnement va retracer en 2021 la fin du marché de travaux : 732.705€ sont prévus à ce titre.
Les charges financières représentent 111.022€.
On peut noter un transfert au profit de la section d'investissement pour 1.765.261,22€

5.3/ Les recettes d'investissement

	CA 2018	CA 2019	% CA18 / CA19	BP 2020	% CA 19 / BP20	BP 2021	% BP20 / BP21
001 RESULTAT REPORTE D'INVEST	5 177 394,08	10 116 550,83	95,40	0,00	-100,00	0,00	0,00
021 VIREMENT SECTION DE FONCT	0,00	0,00	0,00	14 887 417,00	0,00	1 765 261,22	-88,14
040 OP D'ORDRE DE TRANSFERT	619 627,18	4 885 848,25	688,51	4 885 849,00	0,00	20 261 580,00	314,70
16 EMPRUNTS ET DETTES ASSIMILES	10 000 000,00	0,00	-100,00	6 398 160,00	0,00	9 985 756,78	56,07
Total Recettes	15 797 021,26	15 002 399,08	-5,03	26 171 426,00	74,45	32 012 598,00	22,32

Au dela des écritures d'ordre, un emprunt d'équilibre est prévu pour 9.985.756€. En fonction des ventes de terrain cette prévision sera réajustée en cours d'année.

A noter que 9M d'euros ont été inscrits en dépenses et en recettes sur cette section d'investissement au compte 16 afin d'être en mesure de renégocier les emprunts initialement souscrits pour cette zone, notamment en les transformant en contrat avec remboursement du capital in fine et possibilités de remboursement anticipé sans frais.

5.4/ Les dépenses d'investissement

	CA 2018	CA 2019	% CA18 / CA19	BP 2020	% CA 19 / BP20	BP 2021	% BP20 / BP21
001 RESULTAT REPORTE D'INVEST	0,00	0,00	0,00	4 020 053,94	0,00	0,00	-100,00
040 OP D'ORDRE TRANSFERT	4 885 848,25	18 059 564,62	269,63	21 184 371,00	17,30	21 106 285,00	-0,37
16 EMPRUNTS ET DETTES	794 622,18	962 888,40	21,18	967 001,06	0,43	10 906 313,00	1 027,85
Total Dépenses	5 680 470,43	19 022 453,02	234,87	26 171 426,00	37,58	32 012 598,00	22,32

Les dépenses de la section d'investissement sont constituées par le remboursement du capital de l'emprunt.

6/ L'équilibre du budget primitif 2021 pour le budget zone des Macherins

La zone des Macherins est une zone qui a été créée et aménagée par la communauté de l'Auxerrois. Aujourd'hui les travaux sont achevés.
Le budget de la zone va donc retracer quelques menus travaux d'aménagement, de bornages de parcelles,… et en recettes les ventes réalisés.

6.1/ Les recettes de fonctionnement

La seule recette encaissée sur ce budget est la location d'un des lots. Cela représente 8.900€ en 2021 et cette recette est assez stable d'un exercice à l'autre.

	CA 2018	CA 2019	Evolution CA 18-19	BP 2020	Evolution CA19 - BP20	BP 2021	Evolution BP20-21
002 RESULTAT REPORTE DE FONC	63 870,21	63 000,56	-1,36 %	56 131,92	-10,90 %	0,00	-100,00 %
75 AUTRES PRODUITS GESTION C	8 577,02	8 778,91	2,35 %	8 506,08	-3,11 %	8 900,00	4,63 %
77 PRODUITS EXCEPTIONNELS	0,00	115 853,00	X	185 426,00	60,05 %	0,00	-100,00 %
Total Recettes	72 447,23	187 632,47	158,99 %	250 064,00	33,27 %	8 900,00	-96,44 %

6.2/ Les dépenses de fonctionnement

- les taxes foncières sont prévues pour 2.000€
- des crédits sont prévus pour d'éventuels travaux d'entretien de la zone
- un virement de 3.500€ est prévu afin de financer la section de fonctionnement

	CA 2018	CA 2019	Evolution CA 18-19	BP 2020	Evolution CA19 - BP20	BP 2021	Evolution BP20-21
011 CHARGES CARACTERE GEN	4 496,67	3 375,56	-24,93 %	59 638,92	1666,79 %	5 400,00	-90,95 %
023 VIR SECTION D'INVEST	0,00	0,00	0,00 %	0,00	0,00 %	3 500,00	X
042 OP D'ORDRE DE TRANSFERT	0,00	128 124,99	X	190 425,08	48,62 %	0,00	-100,00 %
Total Dépenses	4 496,67	131 500,55	2824,40 %	250 064,00	90,16 %	8 900,00	-96,44 %

6.3/ Les recettes d'investissement

L'unique recette d'investissement est l'abondement de 3.500€ depuis la section de fonctionnement

	CA 2018	CA 2019	Evolution CA 18-19	BP 2020	Evolution CA19 - BP20	BP 2021	Evolution BP20-21
001 RESULTAT REPORTE D'INVEST	257 437,11	0,00	-100,00 %	122 314,22	X	0,00	-100,00 %
021 VIR SECTION FONC	0,00	0,00	0,00 %	0,00	0,00 %	3 500,00	X
040 OP D'ORDRE DE TRANSFERT	0,00	128 124,99	X	190 454,78	48,65 %	0,00	-100,00 %
041 OP PATRIMONIALES	11 394,97	0,00	-100,00 %	0,00	0,00 %	0,00	0,00 %
10 DOTATIONS,FONDS DIVERS	0,00	4 950,00	X	0,00	-100,00 %	0,00	0,00 %
21 IMMOS CORPORELLES	0,00	554 023,33	X	0,00	-100,00 %	0,00	0,00 %
Total Recettes	268 832,08	687 098,32	155,59 %	312 769,00	-54,48 %	3 500,00	-98,88 %

6.4/ Les dépenses d'investissement

Des crédits sont positionnés en investissement pour d'éventuels aménagements de lots si nécessaire.

	CA 2018	CA 2019	Evolution CA 18-19	BP 2020	Evolution CA19 - BP20	BP 2021	Evolution BP20-21
001 RESULTAT REPORTE D'INVEST	0,00	4 944,36	X	0,00	-100,00 %	0,00	0,00 %
041 OP PATRIMONIALES	11 394,97	0,00	-100,00 %	0,00	0,00 %	0,00	0,00 %
20 IMMOS INCORPORELLES	0,00	0,00	0,00 %	10 000,00	X	0,00	-100,00 %
21 IMMOS CORPORELLES	0,00	559 839,74	X	302 769,00	-45,92 %	3 500,00	-98,84 %
23 IMMOS EN COURS	262 381,47	0,00	-100,00 %	0,00	0,00 %	0,00	0,00 %
Total Dépenses	273 776,44	564 784,10	106,29 %	312 769,00	-44,62 %	3 500,00	-98,88 %

7/ L'équilibre du budget primitif 2021 pour le budget du Service Public de l'Assainissement Non Collectif (SPANC)

La communauté de l'Auxerrois exerce la compétence SPANC uniquement sur la partie contrôle des installations. Ce budget vise à individualiser l'exercice de cette compétence.

Le budget n'a qu'une section de fonctionnement qui retrace en dépenses les contrôles réalisés par le prestataire et en recette leur refacturation au même prix aux usagers bénéficiaires du service.

Par conséquent c'est un budget dont les crédits sont relativement faibles et très stables.

	CA 2018	CA 2019	Evolution CA 18-19	BP 2020	Evolution CA19 - BP20	BP 2021	Evolution BP20-21
011 CHARGES CARACTERE GEN	10 784,14	6 794,92	-36,99 %	19 000,00	179,62 %	20 000,00	5,26 %
65 AUTRES CHARGES GESTION C	3,08	0,00	-100,00 %	23 186,00	X	1 000,00	-95,69 %
67 CHARGES EXCEPTIONNELLES	70,00	0,00	-100,00 %	0,00	0,00 %	500,00	X
Total Dépenses	10 857,22	6 794,92	-37,42 %	42 186,00	520,85 %	21 500,00	-49,04 %

	CA 2018	CA 2019	Evolution CA 18-19	BP 2020	Evolution CA19 - BP20	BP 2021	Evolution BP20-21
002 RESULTAT REPORTE DE FONC	17 774,39	19 996,67	12,50 %	23 185,55	15,95 %	0,00	-100,00 %
70 PRODUITS DE SERVICES	13 079,50	9 983,80	-23,67 %	19 000,45	90,31 %	21 500,00	13,16 %
Total Recettes	30 853,89	29 980,47	-2,83 %	42 186,00	40,71 %	21 500,00	-49,04 %

8/ L'équilibre du budget primitif 2021 pour le budget prestations de service

Ce budget a été créé afin de permettre soit à des communes non membres de la communauté de l'Auxerrois, soit aux syndicats mixtes de bénéficier de certains service de la communauté.

Ainsi sont érigés en prestations de service :

- l'atelier mécanique mutualisé ville/CA dont bénéficient également la commune d'Appoigny, le CCAS et le syndicat mixte Yonne Médian
- l'administration du droit des sols (ADS) pour lesquelles les communes hors CA de Fleury la vallée, Sanan, Valravillon, Champvallon, Aillant-sur-tholon, Volgre, Villers-sur-tholon, sont bénéficiaires
- le délégué à la protection des données (DPO) qui réalise des prestations pour les syndicats mixtes Yonne Médian, aéroport Auxerre Branches et PETR
- le service aux communes pour d'éventuelles actions selon les demandes : maîtrise d'œuvre, communication,…

Ce budget ne comprend qu'une section de fonctionnement et a vocation à s'équilibrer puisque les services rendus sont facturés à leur coût exact de revient selon les mêmes règles pour tous les bénéficiaires.

Le périmètre de ce budget a vocation à évoluer en fonction des prestations proposées en service commun ou mutualisés mais également en fonction des communes souhaitant rejoindre un des dispositifs.

8.1/ Les recettes de fonctionnement

	CA 2018	CA 2019	% CA18 / CA19	BP 2020	% CA 19 / BP20	BP 2021	% BP20 / BP21
PAS DE SERVICE	19 766,01	1 795,25	-96,65	664,85	0,54	0,00	-100,00
ADS APPLICATION DROIT DES SOLS	177688,13	173 936,75	-2,11	254 399,15	46,26	193 816,00	-23,81
ATME ATELIER MECANIQUE	0,00	0,00	0,00	25 672,00	0,00	27 822,00	8,37
DPO DELEGUE A LA PROTECTION DES DONNEES	0,00	0,00	0,00	15 233,00	0,00	2 500,00	-83,59
SCOM SERVICES AUX COMMUNES	0,00	0,00	0,00	30 000,00	0,00	0,00	-100,00
Total Recettes	197 454,14	175 732,00	-11,00	325 969,00	85,49	224 138,00	-31,24

8.2/ Les dépenses de fonctionnement

	CA 2018	CA 2019	% CA18 / CA19	BP 2020	% CA 19 / BP20	BP 2021	% BP20 / BP21
ADS APPLICATION DROIT DES SOLS	177 681,09	175 067,15	-1,47	255 064,00	62,91	193 816,00	-24,01
ATME ATELIER MECANIQUE	0,00	0,00	0,00	25 672,00	0,00	27 822,00	8,37
DPO DELEGUE A LA PROTECTION DES DONNEES	0,00	0,00	0,00	15 233,00	0,00	2 500,00	-83,59
SCOM SERVICES AUX COMMUNES	0,00	0,00	0,00	30 000,00	0,00	0,00	-100,00
SIG SYSTEME INFORM. GEOGRAPHIQUE	19 111,80	0,00	-100,00	0,00	0,00	0,00	0,00

9/ L'équilibre du budget primitif 2021 pour le budget redevance incitative

Ce budget retrace la collecte des ordures ménagères sur les communes de l'ex communauté de communes du Coulangeois. C'est un système de redevance avec une facturation en fonction des levées réalisées au delà d'un seuil minimum.

A compter de 2022, la communauté a l'obligation d'uniformiser le mode de financement de la collecte des ordures ménagères sur son territoire. L'exercice unifié de cette compétence sera individualisé dans un budget annexe dans un souci de traçabilité et d'analyse fine du coût de cette compétence.

9.1/ Les recettes de fonctionnement

- Les recettes de la redevance incitative sont envisagées comme stables par rapport à 2020 et sont inscrites pour 450.000€

- Le budget principal reverse au budget redevance incitative une partie des recettes de revente des matériaux et du soutien des éco organismes calculés au prorata de la population.

Compte tenu des baisses de recettes anticipées sur le budget principal dans ce domaine, le calcul du prorata baisse également et est inscrit à hauteur de 60.000€

- Le budget principal reverse également 50% du coût salarial total (18.500€) d'une personne qui travaille pour moitié de son temps sur le budget redevance incitative et pour l'autre partie sur la partie déchets traitée sur le budget principal.

	CA 2018	CA 2019	Evolution CA 18-19	BP 2020	Evolution CA19 - BP20	BP 2021	Evolution BP20-21
002 RESULTAT REPORTE DE FONC	2 320,60	36 445,21	1470,51 %	70 319,47	92,95 %	0,00	-100,00 %
042 OP D'ORDRE DE TRANSFERT	0,00	28 923,00	X	102 000,00	252,66 %	30 000,00	-70,59 %
70 PRODUITS DE SERVICES	480 569,97	468 834,49	-2,44 %	510 000,53	8,78 %	528 500,00	3,63 %
74 DOTATIONS PARTICIPATIONS	11 915,00	-4 189,00	-135,16 %	0,00	-100,00 %	0,00	0,00 %
77 PRODUITS EXCEPTIONNELS	60,00	1 248,89	1981,48 %	0,00	-100,00 %	0,00	0,00 %
Total Recettes	494 865,57	531 262,59	7,35 %	682 320,00	28,43 %	558 500,00	-18,15 %

9.2/ Les dépenses de fonctionnement

- Les charges à caractère général s'élèvent à 331.000€ contre 305.000,53€ en 2020.

Le marché de collecte représente à lui seul 220.000€
Les remboursements de charges à caractère général du budget annexe au profit du budget principal représentent 16.000€
Le reliquat sur ce chapitre : 70.000€ permet de pallier à des diverses dépenses liées au fonctionnement du service

- Les charges de personnel sont estimées à 108.500€.

L'augmentation par rapport au budget 2020 (71.000€) n'est qu'apparente puisque 66.681€ ont été ajoutés en décision modificative. Cette somme permet de retracer la

masse salariale des personnels œuvrant pour tout ou partie de leur temps au profit de la collecte sur l'ex CCPC

- Les charges de gestion courante sont proposées à 5.000€ contre 211.319,47€ au BP 2020.

Cette forte variation s'explique par l'apurement réalisé sur 2020 sur les non valeurs antérieures. Les crédits inscrits sur 2021 devraient permettre de passer les écritures liées aux impayés constatés par le trésorier sur une seule année.

- Les charges exceptionnelles vont également permettre de prendre en charge des annulations de titres en cas d'erreur, de recours de tiers,…

- Les dépenses imprévues sont inscrites pour assurer l'équilibre du budget, elles n'ont pas vocation à être utilisées. C'est une somme de 17.000€

	CA 2018	CA 2019	Evolution CA 18-19	BP 2020	Evolution CA19 - BP20	BP 2021	Evolution BP20-21
011 CHARGES CARACTERE GEN	367 565,58	361 734,49	-1,59 %	305 000,53	-15,68 %	331 000,00	8,52 %
012 CHARGES DE PERSONNEL	69 200,00	0,00	-100,00 %	71 000,00	X	108 500,00	52,82 %
022 DEPENSES IMPREVUES	0,00	0,00	0,00 %	0,00	0,00 %	17 000,00	X
042 OP D'ORDRE DE TRANSFERT	665,00	83 306,22	12427,25 %	90 000,00	8,04 %	90 000,00	0,00 %
65 AUTRES CHARGES GESTION C	296,00	10 902,41	3583,25 %	211 319,47	1838,28 %	5 000,00	-97,63 %
66 CHARGES FINANCIERES	42,65	0,00	-100,00 %	0,00	0,00 %	0,00	0,00 %
67 CHARGES EXCEPTIONNELLES	20 651,13	4 960,00	-75,98 %	5 000,00	0,81 %	7 000,00	40,00 %
Total Dépenses	458 420,36	460 903,12	0,54 %	682 320,00	48,04 %	558 500,00	-18,15 %

9.3/ Les recettes d'investissement

- Au budget primitif 2020 les seules recettes prévues sont constituées par la dotation aux amortissements (que l'on retrouve en dépense de fonctionnement)

- 90.000€ sont prévus pour des écritures à hauteur de 83.306,22€ réalisées en 2019

	CA 2018	CA 2019	Evolution CA 18-19	BP 2020	Evolution CA19 - BP20	BP 2021	Evolution BP20-21
001 RESULTAT REPORTE D'INVEST	193 451,00	163 451,78	-15,51 %	205 842,67	25,93 %	0,00	-100,00 %
040 OP D'ORDRE DE TRANSFERT	665,00	83 306,22	12427,25 %	90 000,00	8,04 %	90 000,00	0,00 %
10 DOTATIONS,FONDS DIVERS	0,00	69,00	X	0,33	-99,52 %	0,00	-100,00 %
Total Recettes	194 116,00	246 827,00	27,15 %	295 843,00	19,86 %	90 000,00	-69,58 %

9.4/ Les dépenses d'investissement

- Le remboursement du capital de l'emprunt représente 13.700€.

Le capital restant dû sur cet emprunt est de 38.826,26€ au 1er janvier 2021 et il sera totalement remboursé en novembre 2023.

- Des crédits pour des investissements liés au service sont inscrits pour 46.300€ mais le montant des réalisations est en général très inférieur.

	CA 2018	CA 2019	Evolution CA 18-19	BP 2020	Evolution CA19 - BP20	BP 2021	Evolution BP20-21
040 OP D'ORDRE DE TRANSFERT	0,00	28 923,00	X	102 000,00	252,66 %	30 000,00	-70,59 %
16 EMPRUNTS ET DETTES	27 651,68	12 061,33	-56,38 %	11 000,00	-8,80 %	13 700,00	24,55 %
21 IMMOS CORPORELLES	3 012,54	0,00	-100,00 %	182 843,00	X	46 300,00	-74,68 %
Total Dépenses	30 664,22	40 984,33	33,66 %	295 843,00	621,84 %	90 000,00	-69,58 %

10/ L'équilibre du budget primitif 2021 pour le budget assainissement

La compétence assainissement a été transférée à la communauté de l'Auxerrois au 1er janvier 2020. Le budget 2020 avait été construit à partir de la compilation des budgets des 32 entités antérieurement compétentes en matière d'assainissement.

Contrairement aux autres budgets de la communauté, les résultats de l'année 2019 n'avaient pas été repris au budget primitif faute d'information sur la position des communes en matière de transfert des résultats de clôture de leurs budgets.

Pour 2021 une analyse plus fine des crédits à inscrire a pu être réalisée puisque la quasi-intégralité des contrats en cours ont été transférés à la communauté et qu'un 1er retour d'expérience sur trois trimestres d'exécution budgétaire de 2020 a pu être fait.

10.1/ Les recettes de fonctionnement

Les recettes de fonctionnement sont estimées à 5.640.000€ soit une baisse de 12,40 % par rapport au BP 2020.
- Le produit de la surtaxe assainissement est estimé stable par rapport aux prévisions de 2020. Il est inscrit pour 5.380.000€
- Le montant des redevances pour la modernisation du réseau de collecte qui figurait pour 62.000€ au BP 2020 n'est estimé qu'à 5.000€ en 2021 car seules des opérations sur la commune d'Escamps seraient concernées.

	BP 2020	BP 2021	% BP20 / BP21
042 OP D'ORDRE DE TRANSFERT	950 000,00	200 000,00	-78,95
70 PRODUITS DE SERVICES	5 477 264,00	5 440 000,00	-0,68
74 DOTATIONS ET PARTICIPATIONS	10 988,00	0,00	-100,00
Total Recettes	6 438 252,00	5 640 000,00	-12,40

10.2/ Les dépenses de fonctionnement

A l'exception des charges de personnel, l'ensemble des chapitres budgétaires sont en baisse par rapport à 2020. Ceci s'explique par une connaissance plus fine du budget qui a permis d'ajuster les ouvertures de crédits au plus proche de la réalité.

Les charges à caractère général représentent 2.274.380€ et sont en baisse de 9,31 % par rapport au BP 2020 :

- Le marché de prestation, pour l'exercice de la compétence en régie représente 340.000€ et celui de l'exploitation de la station d'épuration d'Appoigny 1.300.000€
- Des crédits de prestations sont prévus pour un AMO pour le futur contrat (DSP ou régie) qui couvrirait la quasi-totalité du territoire communautaire : 70.000€
- Des études sont envisagées pour le renouvellement de la STEP d'Appoigny : 58.000€ et les plans d'épandages : 28.000€

Les charges de personnel augmentent du fait de l'ajustement de l'évaluation des personnels mis à disposition du service pour l'exercice de la compétence : 413.896€ contre 266.400€ au BP 2020.
Les personnels travaillant pour le service sont affectés à ce budget alors qu'en 2020 il existait un mécanisme de remboursement. Il faut également signaler la création d'un poste de suivi d'opération sur 2020 compte tenu du volume de chantiers à suivre.

Les charges financières sont évaluées à 326.620€. En principe l'ensemble des emprunts liés à la compétences assainissement ont été repris par la communauté. Cela représente 98 contrats pour un capital restant dû de 17M d'euros.
Voir état en annexe

	BP 2020	BP 2021	% BP20 / BP21
011 CHARGES A CARACTERE GEN	2 507 728,00	2 274 380,00	-9,31
012 CHARGES DE PERSONNEL	266 400,00	413 896,00	55,37
023 VIR SECTION D'INVEST	0,00	851 000,00	0,00
042 OP D'ORDRE DE TRANSFERT	3 000 000,00	1 700 000,00	-43,33
65 AUTRES CHARGES DE GESTION C	154 124,00	48 500,00	-68,53
66 CHARGES FINANCIERES	460 000,00	326 620,00	-29,00
67 CHARGES EXCEPTIONNELLES	50 000,00	25 604,00	-48,79
Total Dépenses	6 438 252,00	5 640 000,00	-12,40

10.3/ Les recettes d'investissement

Les recettes de subventions devraient représenter 2.681.450€ en 2021, essentiellement par rapport à des travaux subventionnés par l'agence de l'eau.

Une prévision d'emprunt d'équilibre figure pour 4.935.141€ sur ce budget.

	BP 2020	BP 2021	% BP20 / BP21
021 VIR SECTION FONC	0,00	851 000,00	0,00
040 OP D'ORDRE DE TRANSFERTe	3 000 000,00	1 700 000,00	-43,33
041 OP PATRIMONIALES	600 000,00	0,00	-100,00
13 SUBV D'INVEST RECUES	2 298 831,00	2 681 450,00	16,64
16 EMPRUNTS ET DETTES	3 882 615,00	4 935 141,00	27,11
45 OP POUR COMPTE DE TIERS	911 327,00	194 000,00	-78,71
Total Recettes	10 692 773,00	10 361 591,00	-3,10

10.4/ Les dépenses d'investissement

La section de fonctionnement permet de dégager un autofinancement de 2.351.000€ soit 25 % des recettes totales d'investissement.

Dans le cadre de la réflexion sur l'harmonisation tarifaire, il sera nécessaire d'intégrer une réflexion prospective afin de s'assurer de l'adéquation de la capacité d'autofinancement de ce budget avec le programme de travaux envisagé.
En effet le montant d'endettement est déjà relativement élevé sur ce budget et pourrait conduire rapidement à une insuffisance des ressources propres pour honorer le remboursement du capital de la dette.

Les principaux éléments du programme de travaux 2021 sont :

- La station d'épuration et la création du réseau à Chitry : 1,3M€
- 1,064M€ de travaux sur Lindry, dont la création d'une station d'épuration
- 718.000€ pour la création d'une station d'épuration à Vaux
- 636.000€ de travaux de réhabilitation de collecteurs sur Auxerre
- 362.000€ pour des mises en séparatif sur Appoigny
- 675.000€ sur Gy l'évêque pour la mise en conformité de la station et des travaux de mise en séparatif

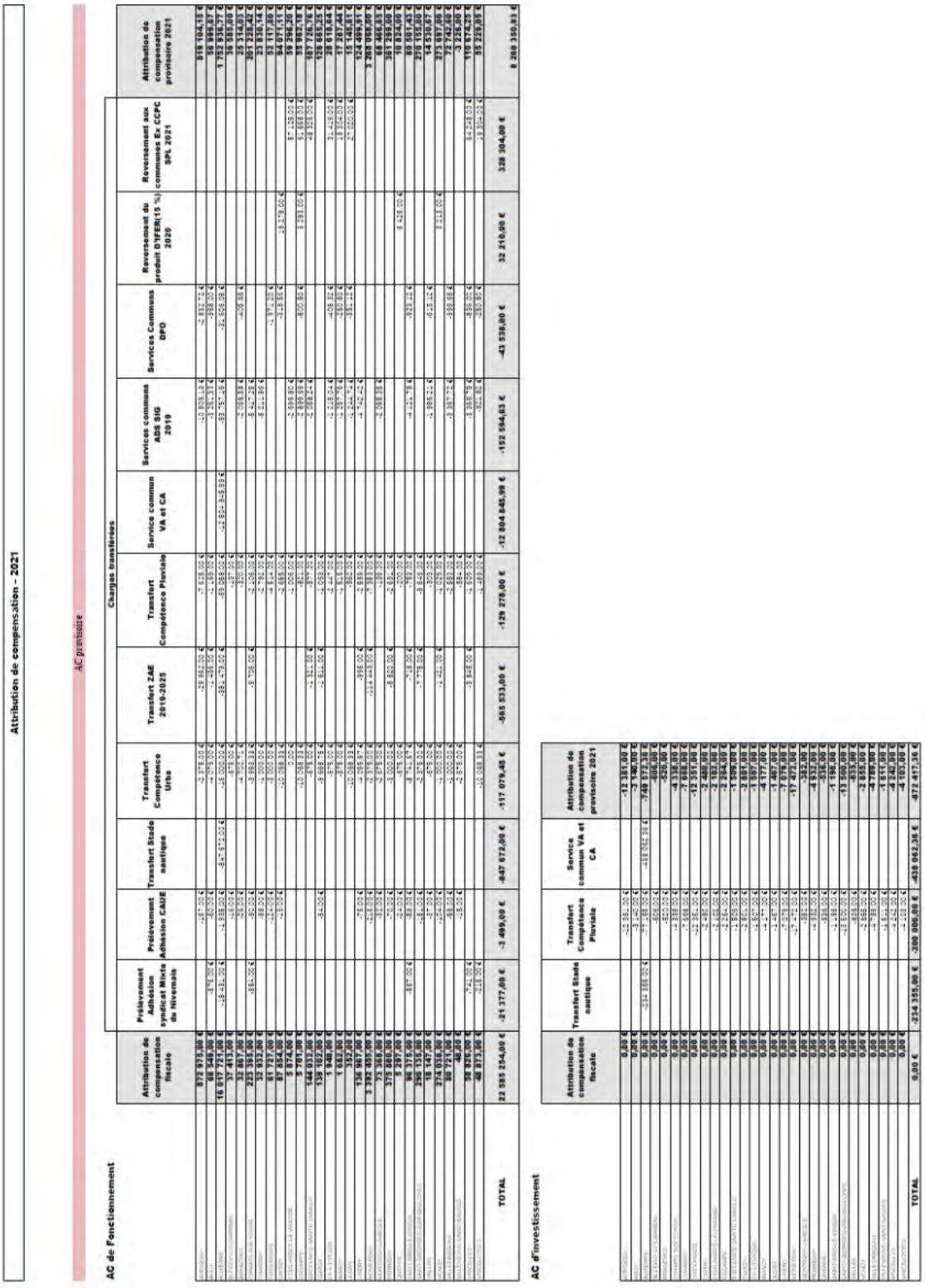
Certains travaux dont la réalisation s'étale sur plusieurs années font l'objet du AP/CP.

Programme	AP	Autorisation de Programme		Crédits de paiement antérieurs	Crédit de paiement 2021	Reste à Financer	Répartition des crédits de paiement ultérieurs				
		Initiale	Actualisée				2022	2023	2024	2025	2026 et plus
AP2002-ASS ASSAINISSEMENT ORMES SENTIER VOSVES APP	2020	208 000.00	208 000.00	4 000.00	204 000.00						
AP2005-ASS ASSAINISSEMENT CREATION STEP EXT RESEAU	2020	1 174 000.00	1 174 000.00	87 000.00	1 087 000.00						
AP2006-ASS ASSAINISSEMENT MISE EN SEPRATIF QUENNE	2020	1 007 000.00	1 007 000.00	58 000.00	206 000.00	743 000.00	420 000.00	323 000.00			
AP2007-ASS CREATION STEP VAUX	2020	619 000.00	619 000.00	24 000.00	595 000.00						
AP2008-ASS ASSAINISSEMENT REHABILITATION RESEAU VI	2020	624 000.00	624 000.00	117 000.00	305 000.00	202 000.00	202 000.00				
AP2009-ASS ASSAINISSEMENT MISE EN CONFORMITE STEP	2020	375 000.00	375 000.00	96 000.00	279 000.00						
AP2010-ASS ASSAINISSEMENT CREATION SYSTEME EPURATI	2020	1 976 000.00	1 976 000.00	137 000.00	1 380 000.00	459 000.00	459 000.00				

	BP 2020	BP 2021	% BP20 / BP21
040 OP D'ORDRE DE TRANSFERT	950 000,00	200 000,00	-78,95
041 OP PATRIMONIALES	600 000,00	0,00	-100,00
16 EMPRUNTS ET DETTES	1 800 606,00	2 856 949,00	58,67
20 IMMOS INCORPORELLES	1 240 446,00	950 642,00	-23,36
21 IMMOS CORPORELLES	451 781,00	10 000,00	-97,79
23 IMMOS EN COURS	4 738 613,00	6 150 000,00	29,78
45 OP POUR COMPTE DE TIERS	911 327,00	194 000,00	-78,71
Total Dépenses	10 692 773,00	10 361 591,00	-3,10

ANNEXES

1/ Attribution de compensation provisoire 2021



2/ Projet de Plan Pluriannuel d'Investissement

Programme	Montant total	2021	2022	2023	2024	2025	2026	2027 et suivants	Subventions recherchées	Taux subvention	Financeurs	ACI	Charge nette
	13 176 000	**1 210 000**	**5 437 000**	**5 137 000**	**155 000**	**155 000**	**80 000**	**1 002 000**	**2 511 250**				**10 664 750**
PLUI	500 000	100 000	350 000	50 000	-	-	-	-	50 000	12,00 %	Etat		450 000
Foncier	390 000	390 000	-	-	-	-	-	-	-	0,00 %			390 000
Haltes Nautiques	155 000	155 000		-	-	-	-	-	51 667	40,00 %	Etat-DETR		103 333
Port Fluvial	80 000	80 000							-	0,00 %			80 000
Aides aux particuliers SPEE	100 000	100 000	-	-	-	-	-	-	-	0,00 %			100 000
Aides aux particuliers PLD	275 000	275 000	-	-	-	-	-	-	-	0,00 %			275 000
Aides aux particuliers Accession à la propriété	35 000	35 000	-	-	-	-	-	-	-	0,00 %			35 000
Aides production logements sociaux	75 000	75 000	-	-	-	-	-	-	-	0,00 %			75 000
NPNRU Brichères	11 566 000	-	5 087 000	5 087 000	155 000	155 000	80 000	1 002 000	2 409 583	25,00 %			9 156 417
	1 730 244	**1 135 846**	**354 398**	**60 000**	**60 000**	**60 000**	**60 000**	**0**	**893 833**				**836 411**
Déviation SUD													
Aides à l'immobilier d'entreprise	402 000	102 000	60 000	60 000	60 000	60 000	60 000	-	-	0,00 %			402 000
Contribution EPCI + Région / COVID19	305 244	223 846	81 398	-	-	-	-	-	271 328	88,89 %			33 916
Tiers Lieu	1 013 000	800 000	213 000	-	-	-	-	-	622 505	73,74 %	Feder		390 495
Pôle environnemental – panneaux signalétiques	10 000	10 000	-	-	-	-	-	-	-	0,00 %			10 000
	2 532 000	**612 000**	**320 000**	**320 000**	**320 000**	**320 000**	**320 000**	**320 000**	**10 000**			**1 200 000**	**1 322 000**
Travaux sur déchetteries	252 000	252 000	-	-	-	-	-	-	10 000	0,00 %	Etat-DETR		242 000
Travaux CTM	25 000	25 000	-	-	-	-	-	-	-	0,00 %	SDEY Sur bornes électriques ?		25 000
Bacs roulants / conteneurs	847 000	127 000	120 000	120 000	120 000	120 000	120 000	120 000		0,00 %			847 000
Panneaux signalisations	3 000	3 000	-	-	-	-	-	-	-	0,00 %			3 000
Système géolocalisation BOM	5 000	5 000	-	-	-	-	-	-	-	0,00 %			5 000
Eaux pluviales – Travaux sur réseau	1 400 000	200 000	200 000	200 000	200 000	200 000	200 000	200 000	-	0,00 %		1 200 000	200 000
	345 000	**145 000**	**200 000**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**				**345 000**
Balisage sur chemins de randonnées	20 000	20 000	-	-	-	-	-	-		0,00 %			20 000
Aire de covoiturage	5 000	5 000											5 000
Tour de Bourgogne	320 000	120 000	200 000	-	-	-	-	-		0,00 %			320 000
	1 999 318	**241 968**	**351 470**	**351 470**	**351 470**	**351 470**	**351 470**	**0**	**50 000**			**1 406 130**	**543 188**
Stade nautique (montant ACI = 234 355€)	1 957 918	220 568	347 470	347 470	347 470	347 470	347 470	-	50 000	22,67 %		1 406 130	501 788
Bâtiment mutualisé VA / CA / CD89	15 000	15 000	-	-	-	-	-	-		0,00 %			15 000
Restauration des documents	24 000	4 000	4 000	4 000	4 000	4 000	4 000	-		0,00 %			24 000
Drône	2 400	2 400	-	-	-	-	-	-		0,00 %			2 400
	119 800	**119 800**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**14 583**				**105 217**
Actions Plan Climat	80 800	80 800	-	-	-	-	-	-	-	0,00 %			80 800
Etudes thermique locaux	20 000	20 000	-	-	-	-	-	-	6 667	40,00 %			13 333
SDN – Modélisation quotidienne qualité air	19 000	19 000	-	-	-	-	-	-	7 917	50,00 %	CRBFC		11 083
	300 000	**50 000**	**50 000**	**50 000**	**50 000**	**50 000**	**50 000**	**0**	**0**				**300 000**
Abbaye Saint Germain										0,00 %			-
Besoins de maintien d'actif	300 000	50 000	50 000	50 000	50 000	50 000	50 000	-		0,00 %			300 000
	1 498 290	**783 290**	**143 000**	**143 000**	**143 000**	**143 000**	**143 000**	**0**	**0**				**1 498 290**
Informatique – Besoins de maintien d'actif	141 000	26 000	23 000	23 000	23 000	23 000	23 000	-		0,00 %		A calculer	141 000
Liaisons prioritaires CA-VA – Raccordements	270 090	270 090	-	-	-	-	-	-		0,00 %	pour La société numérique	A calculer	270 090
Remplacement infra virtualisée PCA	250 000	250 000	-	-	-	-	-	-		0,00 %		A calculer	250 000
Matériel informatique	420 000	70 000	70 000	70 000	70 000	70 000	70 000	-		0,00 %		A calculer	420 000
Licences / logiciels	417 200	167 200	50 000	50 000	50 000	50 000	50 000	-		0,00 %		A calculer	417 200
	2 100 000	**175 000**	**385 000**	**385 000**	**385 000**	**385 000**	**385 000**	**0**	**0**				**2 100 000**
Besoins de maintien d'actif	605 000	105 000	100 000	100 000	100 000	100 000	100 000	-		0,00 %		A calculer	605 000
Frais d'insertions	120 000	20 000	20 000	20 000	20 000	20 000	20 000			0,00 %			120 000
Véhicules – BOM	1 165 000	15 000	230 000	230 000	230 000	230 000	230 000	-		0,00 %		A calculer	1 165 000
Mobilier	210 000	35 000	35 000	35 000	35 000	35 000	35 000	-		0,00 %		A calculer	210 000
	60 000	**60 000**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**12 667**				**47 333**
Travaux aire d'accueil	40 000	40 000	-	-	-	-	-	-	6 000	15,00 %			34 000
Sédentarisation - Aménagement secteur Caissoirs			-	-	-	-	-	-	-	40,00 %	Etat-DETR		-
Mobil home éducatif	20 000	20 000	-	-	-	-	-	-	6 667	40,00 %			13 333
Aire de grand passage										0,00 %			-
	23 860 652	**4 532 904**	**7 240 868**	**6 446 470**	**1 464 470**	**1 464 470**	**1 389 470**	**1 322 000**	**3 492 333**			**2 606 130**	**17 762 189**

3/ Emprunts du budget assainissement

Prêteur	Capital restant dû (au 01/12/2020)	Taux	Année de réalisation
ASN	1 638,13 €	Taux fixe à 0 %	2020
ASN	5 920,00 €	Taux fixe à 0 %	2020
ASN	13 213,33 €	Taux fixe à 0 %	2020
ASN	1 680,00 €	Taux fixe à 0 %	2020
ASN	1 081,80 €	Taux fixe à 0 %	2020
ASN	7 155,00 €	Taux fixe à 0 %	2020
ASN	7 411,39 €	Taux fixe à 0 %	2020
ASN	3 870,00 €	Taux fixe à 0 %	2020
ASN	15 146,67 €	Taux fixe à 0 %	2020
ASN	18 002,33 €	Taux fixe à 0 %	2020
ASN	12 600,80 €	Taux fixe à 0 %	2020
CACIB ex BFT	1 325 000,00 €	(TAM(Postfixé) + 0.7)-Floor -0.7 sur TAM(Postfixé)	2020
ASN	65 240,31 €	Taux fixe à 0 %	2020
ASN	31 347,73 €	Taux fixe à 0 %	2020
CE	344 734,38 €	Taux fixe à 3.37 %	2020
ASN	40 297,60 €	Taux fixe à 0 %	2020
ASN	78 945,60 €	Taux fixe à 0 %	2020
ASN	28 344,00 €	Taux fixe à 0 %	2020
ASN	35 981,31 €	Taux fixe à 0 %	2020
ASN	18 111,33 €	Taux fixe à 0 %	2020
ASN	38 579,33 €	Taux fixe à 0 %	2020
SFIL	952 448,19 €	Taux fixe à 1.4 %	2020
ASN	50 652,32 €	Taux fixe à 0 %	2020
ASN	88 395,66 €	Taux fixe à 0 %	2020
ASN	112 755,06 €	Taux fixe à 0 %	2020
CE	141 575,71 €	Taux fixe à 1.12 %	2020
CE	13 783,72 €	Taux fixe à 5.9 %	2020
CE	61 952,17 €	Taux fixe à 3.43 %	2020
CE	56 772,89 €	Taux fixe à 3.9 %	2020
CE	47 164,71 €	Taux fixe à 4.62 %	2020
CE	975 000,00 €	Taux fixe à 3.43 %	2020
CE	107 651,14 €	Taux fixe à 3.68 %	2020
CE	2 388,43 €	Taux fixe à 4.12 %	2020
CE	129 208,29 €	Taux fixe à 2.42 %	2020
CE	61 988,19 €	Taux fixe à 1.52 %	2020
CE	100 916,26 €	Taux fixe à 0.49 %	2020
CE	24 888,53 €	Taux fixe à 1.77 %	2020
CE	2 141 333,31 €	Taux fixe à 3.62 %	2020
CE	28 031,31 €	Taux fixe à 4.5 %	2020
DEXIA CL	907 921,59 €	Taux fixe à 5.12 %	2020
ASN	14 269,39 €	Taux fixe à 0 %	2020
ASN	21 333,33 €	Taux fixe à 0 %	2020
ASN	205 644,00 €	Taux fixe à 0 %	2020
ASN	228 493,33 €	Taux fixe à 0 %	2020
ASN	15 096,00 €	Taux fixe à 0 %	2020
ASN	25 160,00 €	Taux fixe à 0 %	2020
ASN	15 999,97 €	Taux fixe à 0 %	2020
ASN	25 160,00 €	Taux fixe à 0 %	2020

Prêteur	Capital restant dû (au 01/12/2020)	Taux	Année de réalisation
ASN	365 589,31 €	Taux fixe à 0 %	2020
CREDIT AGRICOLE	340 921,20 €	Taux fixe à 4.42 %	2020
SG	675 000,00 €	(Euribor 3M + 0.0145)-Floor -0.0145 sur Euribor 3M	2020
SFIL	311 540,72 €	Taux fixe à 3.86 %	2020
SFIL	14 100,58 €	Taux fixe à 4.86 %	2020
SFIL	45 502,78 €	(Euribor 3M + 0.18)-Floor -0.18 sur Euribor 3M	2020
ASN	85 682,40 €	Taux fixe à 0 %	2020
ASN	17 338,04 €	Taux fixe à 0 %	2020
ASN	2 885,40 €	Taux fixe à 0 %	2020
ASN	215 596,80 €	Taux fixe à 0 %	2020
ASN	180 509,47 €	Taux fixe à 0 %	2020
ASN	10 013,29 €	Taux fixe à 0 %	2020
CREDIT AGRICOLE	38 873,75 €	Taux fixe à 4.25 %	2020
CREDIT AGRICOLE	318 715,75 €	Taux fixe à 3.68 %	2020
CREDIT AGRICOLE	78 699,34 €	Taux fixe à 3.86 %	2020
ASN	19 740,00 €	Taux fixe à 0 %	2015
ASN	12 089,47 €	Taux fixe à 0 %	2020
ASN	3 540,00 €	Taux fixe à 0 %	2020
ASN	9 866,66 €	Taux fixe à 0 %	2020
ASN	10 649,00 €	Taux fixe à 0 %	2010
ASN	3 060,80 €	Taux fixe à 0 %	2020
ASN	81 411,62 €	Taux fixe à 0 %	2020
ASN	42 800,25 €	Taux fixe à 0 %	2020
ASN	50 212,80 €	Taux fixe à 0 %	2020
ASN	33 190,24 €	Taux fixe à 0 %	2020
BANQUE POPULAIRE	86 926,75 €	Taux fixe à 4.1 %	2020
SFIL	124 682,49 €	(Euribor 12M + 0.2)-Floor -0.2 sur Euribor 12M	2020
CREDIT MUTUEL	32 762,48 €	Taux fixe à 4.35 %	2020
CREDIT MUTUEL	184 849,40 €	Taux fixe à 1.54 %	2020
ASN	8 461,83 €	Taux fixe à 0 %	2020
BANQUE POPULAIRE	1 400 037,59 €	Taux fixe à 1.55 %	2020
BANQUE POPULAIRE	25 216,26 €	Taux fixe à 2.6 %	2020
BANQUE POPULAIRE	12 324,33 €	Taux fixe à 2.6 %	2020
SFIL	21 772,03 €	(Euribor 3M + 1.22)-Floor -1.22 sur Euribor 3M	2020
DEXIA CL	105 285,11 €	Taux fixe à 4.88 %	2020
DEXIA CL	72 835,76 €	Taux fixe à 4.85 %	2020
DEXIA CL	162 059,93 €	Taux fixe à 4.12 %	2020
BANQUE POPULAIRE	18 244,39 €	Taux fixe à 4.15 %	2020
CREDIT AGRICOLE	1 200 000,00 €	Taux fixe à 0.35 %	2020
CDC	1 287 415,28 €	(Livret A + 0.75)-Floor 0 sur Livret A	2020
DEXIA CL	70 176,73 €	Taux fixe à 5.28 %	2020
DEXIA CL	72 397,82 €	Taux fixe à 5.95 %	2020
ASN	172 569,00 €	Taux fixe à 0 %	2019
BANQUE POPULAIRE	17 500,00 €	Taux fixe à 4.27 %	2020
BANQUE POPULAIRE	29 982,87 €	Taux fixe à 3.11 %	2020
BANQUE POPULAIRE	89 900,26 €	Taux fixe à 3.5 %	2020
DEXIA CL	79 334,99 €	Taux fixe à 5.11 %	2020
CDC	197 141,17 €	(Livret A + 0.75)-Floor 0 sur Livret A	2020
CREDIT AGRICOLE	1 043,19 €	Taux fixe à 2.53 %	2020
CREDIT AGRICOLE	6 287,26 €	Taux fixe à 0.3 %	2020
	17 097 021,13 €		

REPUBLIQUE FRANÇAISE

Numéro SIRET 20006711400146	COLLECTIVITE DE RATTACHEMENT COMMUNE dont la population est de 3500 habitants et plus COMMUNAUTE DE L'AUXERROIS

POSTE COMPTABLE DE : TRESORERIE D'AUXERRE

SERVICE PUBLIC LOCAL

M. 49 (1)

Budget primitif

BUDGET : ASSAINISSEMENT (2)

ANNEE 2021

(1) Compléter en fonction du service public local et du plan de comptes utilisé : M. 4, M. 41, M. 42, M. 43, M. 44 ou M. 49.

(2) Indiquer le budget concerné : budget principal ou libellé du budget annexe.

Sommaire

I - Informations générales

Modalités de vote du budget 3

II - Présentation générale du budget

A1 - Vue d'ensemble - Sections 4
A2 - Vue d'ensemble - Section d'exploitation - Chapitres 5
A3 - Vue d'ensemble - Section d'investissement - Chapitres 7
B1 - Balance générale du budget - Dépenses 9
B2 - Balance générale du budget - Recettes 10

III - Vote du budget

A1 - Section d'exploitation - Détail des dépenses 12
A2 - Section d'exploitation - Détail des recettes 14
B1 - Section d'investissement - Détail des dépenses 15
B2 - Section d'investissement - Détail des recettes 16
B3 - Opérations d'équipement - Détail des chapitres et articles 17

IV - Annexes

A - Eléments du bilan

A1.1 - Etat de la dette - Détail des crédits de trésorerie 24
A1.2 - Etat de la dette - Répartition par nature de dette 25
A1.3 - Etat de la dette - Répartition des emprunts par structure de taux 36
A1.4 - Etat de la dette - Typologie de la répartition de l'encours 37
A1.5 - Etat de la dette - Détail des opérations de couverture 38
A1.6 - Etat de la dette - Autres dettes 40
A2 - Méthodes utilisées pour les amortissements 41
A3.1 - Etat des provisions et des dépréciations 42
A3.2 - Etalement des provisions 43
A4.1 - Equilibre des opérations financières - Dépenses 44
A4.2 - Equilibre des opérations financières - Recettes 45
A5.1.1 - Etat de ventilation des dépenses et recettes des services d'eau et d'assainissement - Exploitation (1) 46
A5.1.2 - Etat de ventilation des dépenses et recettes des services d'eau et d'assainissement - Investissement (1) 47
A5.2.1 - Etat de ventilation des dép. et rec. des services d'assainissement collectif et non collectif - Exploitation (1) 48
A5.2.2 - Etat de ventilation des dép. et rec. des services d'assainissement collectif et non collectif - Investissement (1) 49
A6 - Etat des charges transférées 50
A7 - Détail des opérations pour compte de tiers 51

B - Engagements hors bilan

B1.1 - Etat des emprunts garantis par la régie 52
B1.2 - Calcul du ratio d'endettement relatif aux garanties d'emprunt 53
B1.3 - Subventions versées dans le cadre du vote du budget 54
B1.4 - Etat des contrats de crédit-bail 55
B1.5 - Etat des contrats de partenariat public-privé 56
B1.6 - Etat des autres engagements donnés 57
B1.7 - Etat des engagements reçus 58
B2.1 - Etat des autorisations de programme et des crédits de paiement afférents 59
B2.2 - Etat des autorisations d'engagement et des crédits de paiement afférents 60

C - Autres éléments d'informations

C1.1 - Etat du personnel 61
C1.2 - Etat du personnel de la collectivité ou de l'établissement de rattachement employé par la régie 63
C2 - Liste des organismes dans lesquels a été pris un engagement financier (2) 64
C3 - Liste des services individualisés dans un budget annexe (3) 65

D - Arrêté et signatures

D - Arrêté et signatures 66

(1) Ces états ne sont obligatoires que pour les régies rattachées à des communes et groupements de communes de moins de 3 000 habitants ayant décidé d'établir un budget unique pour leurs services de distribution d'eau potable et d'assainissement dans les conditions fixées par l'article L. 2224-6 du CGCT. Ils n'existent qu'en M. 49.

(2) Ces états ne sont obligatoires que pour les régies rattachées à des communes de 3 500 habitants et plus (art. L. 2313-1 du CGCT), à des groupements comprenant au moins une commune de 3 500 habitants et plus (art. L. 5211-36 du CGCT, art L. 5711-1 CGCT) et à leurs établissements publics.

(3) Uniquement pour les services dotés de l'autonomie financière et de la personnalité morale.

Préciser, pour chaque annexe, si l'état est sans objet le cas échéant.

I – INFORMATIONS GENERALES	I
MODALITES DE VOTE DU BUDGET	

I – L'assemblée délibérante a voté le présent budget par nature :
- au niveau (1) du chapitre pour la section de fonctionnement ;
- au niveau (1) du chapitre pour la section d'investissement.
  - sans (2) les chapitres « opérations d'équipement » de l'état III B 3.

La liste des articles spécialisés sur lesquels l'ordonnateur ne peut procéder à des virements d'article à article est la suivante :

II – En l'absence de mention au paragraphe I ci-dessus, le budget est réputé voté par chapitre, et, en section d'investissement, sans chapitre de dépense « opération d'équipement ».

III – Les provisions sont (3) .

IV – La comparaison avec le budget précédent (cf. colonne « Pour mémoire ») s'effectue par rapport à la colonne du budget (4) cumulé de l'exercice précédent.

V – Le présent budget a été voté (5) sans reprise des résultats de l'exercice N-1.

(1) A compléter par « du chapitre » ou « de l'article ».

(2) Indiquer « avec » ou « sans » les chapitres opérations d'équipement.

(3) A compléter par un seul des deux choix suivants :
- semi-budgétaires (pas d'inscription en recette de la section d'investissement),
- budgétaires (délibération n° ……. du …….).

(4) Indiquer « primitif de l'exercice précédent » ou « cumulé de l'exercice précédent ».

(5) A compléter par un seul des trois choix suivants :
- sans reprise des résultats de l'exercice N-1,
- avec reprise des résultats de l'exercice N-1 après le vote du compte administratif,
- avec reprise anticipée des résultats de l'exercice N-1.

II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET — II

VUE D'ENSEMBLE — A1

EXPLOITATION

		DEPENSES DE LA SECTION D'EXPLOITATION	RECETTES DE LASECTION D'EXPLOITATION
VOTE	CREDITS DE FONCTIONNEMENT VOTES AU TITRE DU PRESENT BUDGET (1)	5 640 000,00	5 640 000,00
	+	+	+
REPORTS	RESTES A REALISER (R.A.R) DE L'EXERCICE PRECEDENT (2)	0,00	0,00
REPORTS	002 RESULTAT D'EXPLOITATION REPORTE (2)	(si déficit) 0,00	(si excédent) 0,00
	=	=	=
	TOTAL DE LA SECTION D'EXPLOITATION (3)	5 640 000,00	5 640 000,00

INVESTISSEMENT

		DEPENSES DE LA SECTION D'INVESTISSEMENT	RECETTES DE LASECTION D'INVESTISSEMENT
VOTE	CREDITS D'INVESTISSEMENT (1) VOTES AU TITRE DU PRESENT BUDGET (y compris les comptes 1064 et 1068)	10 361 591,00	10 361 591,00
	+	+	+
REPORTS	RESTES A REALISER (R.A.R) DE L'EXERCICE PRECEDENT (2)	0,00	0,00
REPORTS	001 SOLDE D'EXECUTION DE LA SECTION D'INVESTISSEMENT REPORTE (2)	(si solde négatif) 0,00	(si solde positif) 0,00
	=	=	=
	TOTAL DE LA SECTION D'INVESTISSEMENT (3)	10 361 591,00	10 361 591,00

TOTAL

TOTAL DU BUDGET (3)	16 001 591,00	16 001 591,00

(1) Au budget primitif, les crédits votés correspondent aux crédits votés lors de cette étape budgétaire. De même, pour les décisions modificatives et le budget supplémentaire, les crédits votés correspondent aux crédits votés lors de l'étape budgétaire sans sommation avec ceux antérieurement votés lors du même exercice.
(2) A servir uniquement en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent, soit après le vote du compte administratif, soit en cas de reprise anticipée des résultats.
Pour la section d'exploitation, les RAR sont constitués par l'ensemble des dépenses engagées et n'ayant pas donné lieu à service fait au 31 décembre de l'exercice précédent. En recettes, il s'agit des recettes certaines n'ayant pas donné lieu à l'émission d'un titre au 31/12 de l'exercice précédent.
Pour la section d'investissement, les RAR correspondent aux dépenses engagées non mandatées au 31/12 de l'exercice précédent telles qu'elles ressortent de la comptabilité des engagements et aux recettes certaines n'ayant pas donné lieu à l'émission d'un titre au 31/12 de l'exercice précédent.
(3) Total de la section d'exploitation = RAR + résultat reporté + crédits d'exploitation votés.

Total de la section d'investissement = RAR + solde d'exécution reporté + crédits d'investissement votés.

Total du budget = Total de la section d'exploitation + Total de la section d'investissement.

II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET	II
SECTION D'EXPLOITATION – CHAPITRES	A2

DEPENSES D'EXPLOITATION

Chap.	Libellé	Pour mémoire budget précédent (1)	Restes à réaliser N-1 (2)	Propositions nouvelles	VOTE (3)	TOTAL (= RAR + vote)
011	Charges à caractère général	2 507 728,00	0,00	2 274 380,00	2 274 380,00	2 274 380,00
012	Charges de personnel, frais assimilés	266 400,00	0,00	413 896,00	413 896,00	413 896,00
014	Atténuations de produits	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
65	Autres charges de gestion courante	154 124,00	0,00	48 500,00	48 500,00	48 500,00
Total des dépenses de gestion des services		**2 928 252,00**	**0,00**	**2 736 776,00**	**2 736 776,00**	**2 736 776,00**
66	Charges financières	460 000,00	0,00	326 620,00	326 620,00	326 620,00
67	Charges exceptionnelles	50 000,00	0,00	25 604,00	25 604,00	25 604,00
68	Dotations aux provisions et dépréciat° (4)	0,00		0,00	0,00	0,00
69	Impôts sur les bénéfices et assimilés (5)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
022	Dépenses imprévues	0,00		0,00	0,00	0,00
Total des dépenses réelles d'exploitation		**3 438 252,00**	**0,00**	**3 089 000,00**	**3 089 000,00**	**3 089 000,00**
023	*Virement à la section d'investissement (6)*	*0,00*		*851 000,00*	*851 000,00*	*851 000,00*
042	*Opérat° ordre transfert entre sections (6)*	*3 000 000,00*		*1 700 000,00*	*1 700 000,00*	*1 700 000,00*
043	*Opérat° ordre intérieur de la section (6)*	*0,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
Total des dépenses d'ordre d'exploitation		***3 000 000,00***		***2 551 000,00***	***2 551 000,00***	***2 551 000,00***
TOTAL		**6 438 252,00**	**0,00**	**5 640 000,00**	**5 640 000,00**	**5 640 000,00**

+

D 002 RESULTAT REPORTE OU ANTICIPE (2)	0,00

=

TOTAL DES DEPENSES D'EXPLOITATION CUMULEES	5 640 000,00

RECETTES D'EXPLOITATION

Chap.	Libellé	Pour mémoire budget précédent (1)	Restes à réaliser N-1 (2)	Propositions nouvelles	VOTE (3)	TOTAL (= RAR + vote)
013	Atténuations de charges	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
70	Ventes produits fabriqués, prestations	5 477 264,00	0,00	5 440 000,00	5 440 000,00	5 440 000,00
73	Produits issus de la fiscalité (7)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
74	Subventions d'exploitation	10 988,00	0,00	0,00	0,00	0,00
75	Autres produits de gestion courante	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des recettes de gestion des services		**5 488 252,00**	**0,00**	**5 440 000,00**	**5 440 000,00**	**5 440 000,00**
76	Produits financiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
77	Produits exceptionnels	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
78	Reprises sur provisions et dépréciations (4)	0,00		0,00	0,00	0,00
Total des recettes réelles d'exploitation		**5 488 252,00**	**0,00**	**5 440 000,00**	**5 440 000,00**	**5 440 000,00**
042	*Opérat° ordre transfert entre sections (6)*	*950 000,00*		*200 000,00*	*200 000,00*	*200 000,00*
043	*Opérat° ordre intérieur de la section (6)*	*0,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
Total des recettes d'ordre d'exploitation		***950 000,00***		***200 000,00***	***200 000,00***	***200 000,00***
TOTAL		**6 438 252,00**	**0,00**	**5 640 000,00**	**5 640 000,00**	**5 640 000,00**

+

R 002 RESULTAT REPORTE OU ANTICIPE (2)	0,00

=

TOTAL DES RECETTES D'EXPLOITATION CUMULEES	5 640 000,00

Pour information :

AUTOFINANCEMENT PREVISIONNEL DÉGAGÉ AU PROFIT DE LA SECTION D'INVESTISSEMENT (8)	2 351 000,00

Il s'agit, pour un budget voté en équilibre, des ressources propres correspondant à l'excédent des recettes réelles de fonctionnement sur les dépenses réelles de fonctionnement. Il sert à financer le remboursement du capital de la dette et les nouveaux investissements de la régie.

(1) Cf. Modalités de vote I.

(2) Inscrire en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent (après vote du compte administratif ou si reprise anticipée des résultats).

(3) Le vote de l'organe délibérant porte uniquement sur les propositions nouvelles.

(4) Si la régie applique le régime des provisions semi-budgétaires, ainsi que pour la dotation aux dépréciations des stocks de fournitures et de marchandises, des créances et des valeurs mobilières de placement, aux dépréciations des comptes de tiers et aux dépréciations des comptes financiers.

(5) Ce chapitre n'existe pas en M. 49.

(6) DE 023 = RI 021 ; DI 040 = RE 042 ; RI 040 = DE 042 ; DI 041 = RI 041 ; DE 043 = RE 043.

(7) Ce chapitre existe uniquement en M. 41, M. 43 et M. 44.

(8) Solde de l'opération *DE 023 + DE 042 – RE 042* ou solde de l'opération *RI 021 + RI 040 – DI 040*.

II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET	II
SECTION D'INVESTISSEMENT – CHAPITRES	A3

DEPENSES D'INVESTISSEMENT

Chap.	Libellé	Pour mémoire budget précédent (1)	Restes à réaliser N-1 (2)	Propositions nouvelles	VOTE (3)	TOTAL (= RAR + vote)
20	Immobilisations incorporelles	1 011 963,00	0,00	521 642,00	521 642,00	521 642,00
21	Immobilisations corporelles	451 781,00	0,00	10 000,00	10 000,00	10 000,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	4 444 096,00	0,00	2 476 000,00	2 476 000,00	2 476 000,00
	Total des opérations d'équipement	523 000,00	0,00	4 103 000,00	4 103 000,00	4 103 000,00
	Total des dépenses d'équipement	**6 430 840,00**	**0,00**	**7 110 642,00**	**7 110 642,00**	**7 110 642,00**
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	1 800 606,00	0,00	2 856 949,00	2 856 949,00	2 856 949,00
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie) (5)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participat° et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
020	Dépenses imprévues	0,00		0,00	0,00	0,00
	Total des dépenses financières	**1 800 606,00**	**0,00**	**2 856 949,00**	**2 856 949,00**	**2 856 949,00**
45…	**Total des opérations pour compte de tiers (6)**	**911 327,00**	**0,00**	**194 000,00**	**194 000,00**	**194 000,00**
Total des dépenses réelles d'investissement		**9 142 773,00**	**0,00**	**10 161 591,00**	**10 161 591,00**	**10 161 591,00**
040	*Opérat° ordre transfert entre sections (4)*	*950 000,00*		*200 000,00*	*200 000,00*	*200 000,00*
041	*Opérations patrimoniales (4)*	*600 000,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
Total des dépenses d'ordre d'investissement		***1 550 000,00***		***200 000,00***	***200 000,00***	***200 000,00***
TOTAL		**10 692 773,00**	**0,00**	**10 361 591,00**	**10 361 591,00**	**10 361 591,00**

+

D 001 SOLDE D'EXECUTION NEGATIF REPORTE OU ANTICIPE (1)	0,00

=

TOTAL DES DEPENSES D'INVESTISSEMENT CUMULEES	10 361 591,00

RECETTES D'INVESTISSEMENT

Chap.	Libellé	Pour mémoire budget précédent (1)	Restes à réaliser N-1 (2)	Propositions nouvelles	VOTE (3)	TOTAL (= RAR + vote)
13	Subventions d'investissement	2 298 831,00	0,00	2 681 450,00	2 681 450,00	2 681 450,00
16	Emprunts et dettes assimilées (hors 165)	3 882 615,00	0,00	4 935 141,00	4 935 141,00	4 935 141,00
20	Immobilisations incorporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	Total des recettes d'équipement	**6 181 446,00**	**0,00**	**7 616 591,00**	**7 616 591,00**	**7 616 591,00**
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
106	Réserves (7)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
165	Dépôts et cautionnements reçus	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie) (5)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participat° et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	Total des recettes financières	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
45…	**Total des opérations pour le compte de tiers (6)**	**911 327,00**	**0,00**	**194 000,00**	**194 000,00**	**194 000,00**
Total des recettes réelles d'investissement		**7 092 773,00**	**0,00**	**7 810 591,00**	**7 810 591,00**	**7 810 591,00**
021	*Virement de la section d'exploitation (4)*	*0,00*		*851 000,00*	*851 000,00*	*851 000,00*
040	*Opérat° ordre transfert entre sections (4)*	*3 000 000,00*		*1 700 000,00*	*1 700 000,00*	*1 700 000,00*
041	*Opérations patrimoniales (4)*	*600 000,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
Total des recettes d'ordre d'investissement		***3 600 000,00***		***2 551 000,00***	***2 551 000,00***	***2 551 000,00***
TOTAL		**10 692 773,00**	**0,00**	**10 361 591,00**	**10 361 591,00**	**10 361 591,00**

+

R 001 SOLDE D'EXECUTION POSITIF REPORTE OU ANTICIPE (2)	0,00

=

TOTAL DES RECETTES D'INVESTISSEMENT CUMULEES	10 361 591,00

Pour information :

Il s'agit, pour un budget voté en équilibre, des ressources propres correspondant à l'excédent des recettes réelles de fonctionnement sur les dépenses réelles de fonctionnement. Il sert à financer le remboursement du capital de la dette et les nouveaux investissements de la régie.

AUTOFINANCEMENT PREVISIONNEL DÉGAGÉ PAR LA SECTION DE FONCTIONNEMENT (8)	**2 351 000,00**

(1) cf. Modalités de vote I.

(2) Inscrire en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent (après vote du compte administratif ou si reprise anticipée des résultats).

(3) Le vote de l'organe délibérant porte uniquement sur les propositions nouvelles.

(4) DE 023 = RI 021 ; DI 040 = RE 042 ; RI 040 = DE 042 ; DI 041 = RI 041 ; DE 043 = RE 043.

(5) A servir uniquement, en dépense, lorsque la régie effectue une dotation initiale en espèces au profit d'un service public non personnalisé qu'elle crée et, en recettes, lorsque le service non personnalisé reçoit une dotation en espèces de la part de sa collectivité de rattachement.

(6) Seul le total des opérations réelles pour compte de tiers figure sur cet état (voir le détail Annexe IV-A7).

(7) Le compte 106 n'est pas un chapitre mais un article du chapitre 10.

(8) Solde de l'opération *DE 023 + DE 042 – RE 042* ou solde de l'opération *RI 021 + RI 040 – DI 040*.

II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET — II

BALANCE GENERALE DU BUDGET — B1

1 – DEPENSES (du présent budget + restes à réaliser)

	EXPLOITATION	Opérations réelles (1)	Opérations d'ordre (2)	TOTAL
011	Charges à caractère général	2 274 380,00		2 274 380,00
012	Charges de personnel, frais assimilés	413 896,00		413 896,00
014	Atténuations de produits	0,00		0,00
60	*Achats et variation des stocks (3)*		*0,00*	0,00
65	Autres charges de gestion courante	48 500,00		48 500,00
66	Charges financières	326 620,00	*0,00*	326 620,00
67	Charges exceptionnelles	25 604,00	*0,00*	25 604,00
68	Dot. Amortist, dépréciat°, provisions	0,00	*1 700 000,00*	1 700 000,00
69	Impôts sur les bénéfices et assimilés (4)	0,00		0,00
71	*Production stockée (ou déstockage) (3)*		*0,00*	0,00
022	Dépenses imprévues	0,00		0,00
023	*Virement à la section d'investissement*		*851 000,00*	851 000,00
	Dépenses d'exploitation – Total	**3 089 000,00**	***2 551 000,00***	**5 640 000,00**

+

D 002 RESULTAT REPORTE OU ANTICIPE	**0,00**

=

TOTAL DES DEPENSES D'EXPLOITATION CUMULEES	**5 640 000,00**

	INVESTISSEMENT	Opérations réelles (1)	Opérations d'ordre (2)	TOTAL
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	*0,00*	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	*200 000,00*	200 000,00
14	*Prov. Réglementées, amort. dérogatoires*		*0,00*	0,00
15	*Provisions pour risques et charges (5)*		*0,00*	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées (sauf 1688 non budgétaire)	2 856 949,00	*0,00*	2 856 949,00
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie)	0,00		0,00
	Total des opérations d'équipement	4 103 000,00		4 103 000,00
20	Immobilisations incorporelles (6)	521 642,00	*0,00*	521 642,00
21	Immobilisations corporelles (6)	10 000,00	*0,00*	10 000,00
22	Immobilisations reçues en affectation (6)	0,00	*0,00*	0,00
23	Immobilisations en cours (6)	2 476 000,00	*0,00*	2 476 000,00
26	Participations et créances rattachées	0,00	*0,00*	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	*0,00*	0,00
28	*Amortissement des immobilisations (reprises)*		*0,00*	0,00
29	*Dépréciation des immobilisations*		*0,00*	0,00
39	*Dépréciat° des stocks et en-cours*		*0,00*	0,00
45…	Opérations pour compte de tiers (7)	194 000,00	*0,00*	194 000,00
481	*Charges à répartir plusieurs exercices*		*0,00*	0,00
3…	Stocks	0,00	*0,00*	0,00
020	Dépenses imprévues	0,00		0,00
	Dépenses d'investissement – Total	**10 161 591,00**	***200 000,00***	**10 361 591,00**

+

D 001 SOLDE D'EXECUTION NEGATIF REPORTE OU ANTICIPE	**0,00**

=

TOTAL DES DEPENSES D'INVESTISSEMENT CUMULEES	**10 361 591,00**

(1) Y compris les opérations relatives au rattachement des charges et des produits et les opérations d'ordre semi-budgétaires.

(2) Voir liste des opérations d'ordre.

(3) Permet de retracer les variations de stocks (sauf stocks de marchandises et de fournitures).

(4) Ce chapitre n'existe pas en M. 49.

(5) Si la régie applique le régime des provisions budgétaires.

(6) Hors chapitres « opérations d'équipement ».

(7) Seul le total des opérations pour compte de tiers figure sur cet état (voir le détail Annexe IV A7).

II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET	II
BALANCE GENERALE DU BUDGET	B2

2 – RECETTES (du présent budget + restes à réaliser)

	EXPLOITATION	Opérations réelles (1)	Opérations d'ordre (2)	TOTAL
013	Atténuations de charges	0,00		0,00
60	*Achats et variation des stocks (3)*		*0,00*	0,00
70	Ventes produits fabriqués, prestations	5 440 000,00		5 440 000,00
71	*Production stockée (ou déstockage) (3)*		*0,00*	0,00
72	*Production immobilisée*		*0,00*	0,00
73	Produits issus de la fiscalité (6)	0,00		0,00
74	Subventions d'exploitation	0,00		0,00
75	Autres produits de gestion courante	0,00		0,00
76	Produits financiers	0,00	*0,00*	0,00
77	Produits exceptionnels	0,00	*200 000,00*	200 000,00
78	Reprise amort., dépreciat° et provisions	0,00	*0,00*	0,00
79	*Transferts de charges*		*0,00*	0,00
	Recettes d'exploitation – Total	**5 440 000,00**	***200 000,00***	**5 640 000,00**

\+

R 002 RESULTAT REPORTE OU ANTICIPE	0,00

=

TOTAL DES RECETTES D'EXPLOITATION CUMULEES	5 640 000,00

	INVESTISSEMENT	Opérations réelles (1)	Opérations d'ordre (2)	TOTAL
10	Dotations, fonds divers et réserves (sauf 106)	0,00	*0,00*	0,00
13	Subventions d'investissement	2 681 450,00	*0,00*	2 681 450,00
14	*Prov. Réglementées, amort. dérogatoires*		*0,00*	0,00
15	*Provisions pour risques et charges (4)*		*0,00*	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées (sauf 1688 non budgétaire)	4 935 141,00	*0,00*	4 935 141,00
18	Comptes liaison : affectat° BA, régies	0,00	*0,00*	0,00
20	Immobilisations incorporelles	0,00	*0,00*	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	*0,00*	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	*0,00*	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	*0,00*	0,00
26	Participations et créances rattachées	0,00	*0,00*	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	*0,00*	0,00
28	*Amortissement des immobilisations*		*1 700 000,00*	1 700 000,00
29	*Dépréciation des immobilisations (4)*		*0,00*	0,00
39	*Dépréciat° des stocks et en-cours (4)*		*0,00*	0,00
45…	Opérations pour compte de tiers (5)	194 000,00	*0,00*	194 000,00
481	*Charges à répartir plusieurs exercices*		*0,00*	0,00
3…	Stocks	0,00	*0,00*	0,00
021	*Virement de la section d'exploitation*		*851 000,00*	851 000,00
	Recettes d'investissement – Total	**7 810 591,00**	***2 551 000,00***	**10 361 591,00**

\+

R 001 SOLDE D'EXECUTION POSITIF REPORTE OU ANTICIPE	0,00

\+

AFFECTATION AUX COMPTES 106	0,00

=

TOTAL DES RECETTES D'INVESTISSEMENT CUMULEES	10 361 591,00

(1) Y compris les opérations relatives au rattachement des charges et des produits et les opérations d'ordre semi-budgétaires.
(2) Voir liste des opérations d'ordre.
(3) Permet de retracer les variations de stocks (sauf stocks de marchandises et de fournitures).
(4) Si la régie applique le régime des provisions budgétaires.
(5) Seul le total des opérations pour compte de tiers figure sur cet état (voir le détail Annexe IV A7).
(6) Ce chapitre existe uniquement en M. 41, en M. 43 et en M. 44.

III – VOTE DU BUDGET	III
SECTION D'EXPLOITATION – DETAIL DES DEPENSES	A1

Chap / art (1)	Libellé (1)	Pour mémoire budget précédent (2)	Propositions nouvelles (3)	Vote (4)
011	**Charges à caractère général (5) (6)**	**2 507 728,00**	**2 274 380,00**	**2 274 380,00**
604	Achats d'études, prestations de services	1 671 100,00	1 720 000,00	1 720 000,00
6061	Fournitures non stockables (eau, énergie	88 985,00	44 423,00	44 423,00
6063	Fournitures entretien et petit équipt	7 448,00	10 000,00	10 000,00
6135	Locations mobilières	500,00	500,00	500,00
61521	Entretien, réparations bâtiments publics	5 000,00	61 500,00	61 500,00
61523	Entretien, réparations réseaux	3 000,00	117 500,00	117 500,00
61558	Entretien autres biens mobiliers	12 420,00	0,00	0,00
617	Etudes et recherches	94 875,00	86 000,00	86 000,00
618	Divers	350 000,00	71 457,00	71 457,00
6226	Honoraires	15 000,00	85 000,00	85 000,00
6256	Missions	1 000,00	1 000,00	1 000,00
6262	Frais de télécommunications	10 000,00	10 000,00	10 000,00
6281	Concours divers (cotisations)	1 400,00	3 000,00	3 000,00
6287	Remboursements de frais	125 000,00	0,00	0,00
63512	Taxes foncières	12 000,00	12 000,00	12 000,00
6356	Redevances occupat° domaine public	48 000,00	48 000,00	48 000,00
6378	Autres taxes et redevances	62 000,00	4 000,00	4 000,00
012	**Charges de personnel, frais assimilés**	**266 400,00**	**413 896,00**	**413 896,00**
6215	Personnel affecté par CL de rattachement	39 400,00	186 000,00	186 000,00
6332	Cotisations versées au F.N.A.L.	0,00	646,00	646,00
6336	Cotisations CNFPT et CDGFPT	0,00	1 162,00	1 162,00
6411	Salaires, appointements, commissions	0,00	125 000,00	125 000,00
6413	Primes et gratifications	0,00	12 392,00	12 392,00
6414	Indemnités et avantages divers	227 000,00	30 853,00	30 853,00
6415	Supplément familial	0,00	890,00	890,00
6451	Cotisations à l'U.R.S.S.A.F.	0,00	25 132,00	25 132,00
6453	Cotisations aux caisses de retraites	0,00	31 821,00	31 821,00
014	**Atténuations de produits (7)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
65	**Autres charges de gestion courante**	**154 124,00**	**48 500,00**	**48 500,00**
651	Redevances pour licences, logiciels, ...	10 000,00	0,00	0,00
6531	Indemnités élus	0,00	27 500,00	27 500,00
6532	Frais de mission élus	0,00	500,00	500,00
6535	Formation élus	0,00	500,00	500,00
6541	Créances admises en non-valeur	100 000,00	10 000,00	10 000,00
6542	Créances éteintes	44 124,00	10 000,00	10 000,00
	TOTAL = DEPENSES DE GESTION DES SERVICES (a) = (011 + 012 + 014 + 65)	**2 928 252,00**	**2 736 776,00**	**2 736 776,00**
66	**Charges financières (b) (8)**	**460 000,00**	**326 620,00**	**326 620,00**
66111	Intérêts réglés à l'échéance	460 000,00	326 620,00	326 620,00
67	**Charges exceptionnelles (c)**	**50 000,00**	**25 604,00**	**25 604,00**
6742	Subventions exceptionnelles d'équipement	0,00	15 000,00	15 000,00
678	Autres charges exceptionnelles	50 000,00	10 604,00	10 604,00
68	**Dotations aux provisions et dépréciat° (d) (9)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
69	**Impôts sur les bénéfices et assimilés (e) (10)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
022	**Dépenses imprévues (f)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
	TOTAL DES DEPENSES REELLES = a + b + c + d + e + f	**3 438 252,00**	**3 089 000,00**	**3 089 000,00**
023	***Virement à la section d'investissement***	***0,00***	***851 000,00***	***851 000,00***
042	***Opérat° ordre transfert entre sections (11) (12)***	***3 000 000,00***	***1 700 000,00***	***1 700 000,00***
6811	*Dot. amort. Immos incorp. et corporelles*	*3 000 000,00*	*1 700 000,00*	*1 700 000,00*
	TOTAL DES PRELEVEMENTS AU PROFIT DE LA SECTION D'INVESTISSEMENT	***3 000 000,00***	***2 551 000,00***	***2 551 000,00***
043	***Opérat° ordre intérieur de la section***	***0,00***	***0,00***	***0,00***
	TOTAL DES DEPENSES D'ORDRE	***3 000 000,00***	***2 551 000,00***	***2 551 000,00***
	TOTAL DES DEPENSES D'EXPLOITATION DE L'EXERCICE (= Total des opérations réelles et d'ordre)	**6 438 252,00**	**5 640 000,00**	**5 640 000,00**

+

RESTES A REALISER N-1 (13)	**0,00**

+

D 002 RESULTAT REPORTE OU ANTICIPE (13)	**0,00**

=

Chap / art (1)	Libellé (1)	Pour mémoire budget précédent (2)	Propositions nouvelles (3)	Vote (4)
	TOTAL DES DEPENSES D'EXPLOITATION CUMULEES			**5 640 000,00**

Détail du calcul des ICNE au compte 66112 (8)

Montant des ICNE de l'exercice	0,00
- Montant des ICNE de l'exercice N-1	0,00
= Différence ICNE N – ICNE N-1	0,00

(1) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes appliqué par la commune ou l'établissement.

(2) Cf. Modalités de vote I.

(3) Hors restes à réaliser.

(4) Le vote de l'organe délibérant porte uniquement sur les propositions nouvelles.

(5) Le compte 621 est retracé au sein du chapitre 012.

(6) Le compte 634 est uniquement ouvert en M. 41.

(7) Le compte 739 est uniquement ouvert en M. 43 et en M. 44.

(8) Si le mandatement des ICNE de l'exercice est inférieur au montant de l'exercice N-1, le montant du compte 66112 sera négatif.

(9) Si la régie applique le régime des provisions semi-budgétaires, ainsi que pour la dotation aux dépréciations des stocks de fournitures et de marchandises, des créances et des valeurs mobilières de placement, aux dépréciations des comptes de tiers et aux dépréciations des comptes financiers.

(10) Ce chapitre n'existe pas en M. 49.

(11) Cf. définitions du chapitre des opérations d'ordre, *DE 042 = RI 040.*

(12) Le compte 6815 peut figurer dans le détail du chapitre 042 si la régie applique le régime des provisions budgétaires.

(13) Inscrire en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent (après vote du compte administratif ou si reprise anticipée des résultats).

III – VOTE DU BUDGET — III

SECTION D'EXPLOITATION – DETAIL DES RECETTES — A2

Chap / art(1)	Libellé (1)	Pour mémoire budget précédent (2)	Propositions nouvelles (3)	Vote (4)
013	**Atténuations de charges (5)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
70	**Ventes produits fabriqués, prestations**	**5 477 264,00**	**5 440 000,00**	**5 440 000,00**
70611	Redevance d'assainissement collectif	5 380 264,00	5 380 000,00	5 380 000,00
706121	Redevance modernisation des réseaux	62 000,00	5 000,00	5 000,00
70613	Participations assainissement collectif	25 000,00	25 000,00	25 000,00
7068	Autres prestations de services	0,00	30 000,00	30 000,00
7071	Compteurs	10 000,00	0,00	0,00
73	**Produits issus de la fiscalité (6)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
74	**Subventions d'exploitation**	**10 988,00**	**0,00**	**0,00**
748	Autres subventions d'exploitation	10 988,00	0,00	0,00
75	**Autres produits de gestion courante**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
	TOTAL = RECETTES DE GESTION DES SERVICES (a) = 013 + 70 + 73 + 74 + 75	**5 488 252,00**	**5 440 000,00**	**5 440 000,00**
76	**Produits financiers (b)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
77	**Produits exceptionnels (c)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
78	**Reprises sur provisions et dépréciations (d) (7)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
	TOTAL DES RECETTES REELLES = a + b + c + d	**5 488 252,00**	**5 440 000,00**	**5 440 000,00**
042	***Opérat° ordre transfert entre sections (8) (9)***	***950 000,00***	***200 000,00***	***200 000,00***
777	*Quote-part subv invest transf cpte résul*	*950 000,00*	*200 000,00*	*200 000,00*
043	***Opérat° ordre intérieur de la section (8)***	***0,00***	***0,00***	***0,00***
	TOTAL DES RECETTES D'ORDRE	***950 000,00***	***200 000,00***	***200 000,00***
	TOTAL DES RECETTES D'EXPLOITATION DE L'EXERCICE (= Total des opérations réelles et d'ordre)	**6 438 252,00**	**5 640 000,00**	**5 640 000,00**

+

RESTES A REALISER N-1 (10)	**0,00**

+

R 002 RESULTAT REPORTE OU ANTICIPE (10)	**0,00**

=

TOTAL DES RECETTES D'EXPLOITATION CUMULEES	**5 640 000,00**

Détail du calcul des ICNE au compte 7622

Montant des ICNE de l'exercice	0,00
- Montant des ICNE de l'exercice N-1	0,00
= Différence ICNE N – ICNE N-1	0,00

(1) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes appliqué par la régie.

(2) Cf. Modalités de vote I.

(3) Hors restes à réaliser.

(4) Le vote de l'assemblée porte uniquement sur les propositions nouvelles.

(5) Le compte 699 n'existe pas en M. 49.

(6) Ce chapitre existe uniquement en M. 41, M. 43 et M. 44.

(7)Si la régie applique le régime des provisions semi-budgétaires, ainsi que pour la dotation aux dépréciations des stocks de fournitures et de marchandises, des créances et des valeurs mobilières de placement, aux dépréciations des comptes de tiers et aux dépréciations des comptes financiers.

(8) Cf. définitions du chapitre des opérations d'ordre, *RE 042 = DI 040, RE 043 = DE 043.*

(9) Le compte 7815 peut figurer dans le détail du chapitre 042 si la régie applique le régime des provisions budgétaires.

(10) Inscrire en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent (après vote du compte administratif ou si reprise anticipée des résultats).

III – VOTE DU BUDGET — III

SECTION D'INVESTISSEMENT – DETAIL DES DEPENSES — B1

Chap / art (1)	Libellé (1)	Pour mémoire budget précédent (2)	Propositions nouvelles (3)	Vote (4)
20	**Immobilisations incorporelles (hors opérations)**	**1 011 963,00**	**521 642,00**	**521 642,00**
2031	Frais d'études	1 006 963,00	521 642,00	521 642,00
2033	Frais d'insertion	5 000,00	0,00	0,00
21	**Immobilisations corporelles (hors opérations)**	**451 781,00**	**10 000,00**	**10 000,00**
2111	Terrains nus	10 000,00	10 000,00	10 000,00
21532	Réseaux d'assainissement	437 325,00	0,00	0,00
21562	Service d'assainissement	4 456,00	0,00	0,00
22	**Immobilisations reçues en affectation (hors opérations)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
23	**Immobilisations en cours (hors opérations)**	**4 444 096,00**	**2 476 000,00**	**2 476 000,00**
2313	Constructions	60 000,00	0,00	0,00
2315	Installat°, matériel et outillage techni	4 384 096,00	2 476 000,00	2 476 000,00
2002	**Opération d'équipement n° 2002 (5)**	**4 000,00**	**204 000,00**	**204 000,00**
2005	**Opération d'équipement n° 2005 (5)**	**87 000,00**	**1 054 000,00**	**1 054 000,00**
2006	**Opération d'équipement n° 2006 (5)**	**58 000,00**	**315 000,00**	**315 000,00**
2007	**Opération d'équipement n° 2007 (5)**	**24 000,00**	**595 000,00**	**595 000,00**
2008	**Opération d'équipement n° 2008 (5)**	**117 000,00**	**415 000,00**	**415 000,00**
2009	**Opération d'équipement n° 2009 (5)**	**96 000,00**	**220 000,00**	**220 000,00**
2010	**Opération d'équipement n° 2010 (5)**	**137 000,00**	**1 300 000,00**	**1 300 000,00**
	Total des dépenses d'équipement	**6 430 840,00**	**7 110 642,00**	**7 110 642,00**
10	**Dotations, fonds divers et réserves**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
13	**Subventions d'investissement**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
16	**Emprunts et dettes assimilées**	**1 800 606,00**	**2 856 949,00**	**2 856 949,00**
1641	Emprunts en euros	1 800 606,00	2 357 274,00	2 357 274,00
1681	Autres emprunts	0,00	499 675,00	499 675,00
18	**Compte de liaison : affectat° (BA,régie)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
26	**Participat° et créances rattachées**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
27	**Autres immobilisations financières**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
020	**Dépenses imprévues**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
	Total des dépenses financières	**1 800 606,00**	**2 856 949,00**	**2 856 949,00**
45810	DEPENSES (A SUBDIVISER PAR OPERATION) (6)	911 327,00	194 000,00	194 000,00
	Total des dépenses d'opérations pour compte de tiers	**911 327,00**	**194 000,00**	**194 000,00**
	TOTAL DEPENSES REELLES	**9 142 773,00**	**10 161 591,00**	**10 161 591,00**
040	***Opérat° ordre transfert entre sections (7) (8)***	***950 000,00***	***200 000,00***	***200 000,00***
	Reprises sur autofinancement antérieur	***950 000,00***	***200 000,00***	***200 000,00***
139111	*Sub. équipt cpte résult. Agence de l'eau*	*950 000,00*	*200 000,00*	*200 000,00*
	Charges transférées	***0,00***	***0,00***	***0,00***
041	***Opérations patrimoniales (9)***	***600 000,00***	***0,00***	***0,00***
2315	*Installat°, matériel et outillage techni*	*600 000,00*	*0,00*	*0,00*
	TOTAL DEPENSES D'ORDRE	***1 550 000,00***	***200 000,00***	***200 000,00***
	TOTAL DES DEPENSES D'INVESTISSEMENT DE L'EXERCICE (= Total des dépenses réelles et d'ordre)	**10 692 773,00**	**10 361 591,00**	**10 361 591,00**

+

RESTES A REALISER N-1 (10)	**0,00**

+

D 001 SOLDE D'EXECUTION NEGATIF REPORTE OU ANTICIPE (10)	**0,00**

=

TOTAL DES DEPENSES D'INVESTISSEMENT CUMULEES	**10 361 591,00**

(1) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes appliqué par la régie.

(2) Cf. Modalités de vote I.

(3) Hors restes à réaliser.

(4) Le vote de l'organe délibérant porte uniquement sur les propositions nouvelles.

(5) Voir état III B3 pour le détail des opérations d'équipement.

(6) Voir annexe IV A7 pour le détail des opérations pour compte de tiers.

(7) Cf. définitions du chapitre des opérations d'ordre, *DI 040 = RE 042.*

(8) Le compte 15…2 peut figurer dans le détail du chapitre 042 si la régie applique le régime des provisions budgétaires.

(9) Cf. définitions du chapitre des opérations d'ordre, *DI 041 = RI 041.*

(10) Inscrire en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent (après vote du compte administratif ou si reprise anticipée des résultats).

III – VOTE DU BUDGET — III

SECTION D'INVESTISSEMENT – DETAIL DES RECETTES — B2

Chap / art (1)	Libellé (1)	Pour mémoire budget précédent (2)	Propositions nouvelles (3)	Vote (4)
13	**Subventions d'investissement**	**2 298 831,00**	**2 681 450,00**	**2 681 450,00**
13111	Subv. équipt Agence de l'eau	1 400 813,00	2 681 450,00	2 681 450,00
13118	Autres Subv. Équipt Etat	898 018,00	0,00	0,00
16	**Emprunts et dettes assimilées (hors 165)**	**3 882 615,00**	**4 935 141,00**	**4 935 141,00**
1641	Emprunts en euros	3 882 615,00	4 935 141,00	4 935 141,00
20	**Immobilisations incorporelles**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
21	**Immobilisations corporelles**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
22	**Immobilisations reçues en affectation**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
23	**Immobilisations en cours**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
	Total des recettes d'équipement	**6 181 446,00**	**7 616 591,00**	**7 616 591,00**
10	**Dotations, fonds divers et réserves**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
165	**Dépôts et cautionnements reçus**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
18	**Compte de liaison : affectat° (BA,régie)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
26	**Participat° et créances rattachées**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
27	**Autres immobilisations financières**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
	Total des recettes financières	**0,00**	**0,00**	**0,00**
45820	RECETTES (A SUBDIVISER PAR OPERATION) (5)	911 327,00	194 000,00	194 000,00
	Total des recettes d'opérations pour compte de tiers	**911 327,00**	**194 000,00**	**194 000,00**
	TOTAL RECETTES REELLES	**7 092 773,00**	**7 810 591,00**	**7 810 591,00**
021	***Virement de la section d'exploitation***	***0,00***	***851 000,00***	***851 000,00***
040	***Opérat° ordre transfert entre sections (6) (7)***	***3 000 000,00***	***1 700 000,00***	***1 700 000,00***
281532	*Réseaux d'assainissement*	*3 000 000,00*	*1 700 000,00*	*1 700 000,00*
	TOTAL DES PRELEVEMENTS PROVENANT DE LA SECTION D'EXPLOITATION	***3 000 000,00***	***2 551 000,00***	***2 551 000,00***
041	***Opérations patrimoniales (8)***	***600 000,00***	***0,00***	***0,00***
238	*Avances commandes immo. incorp.*	*600 000,00*	*0,00*	*0,00*
	TOTAL RECETTES D'ORDRE	***3 600 000,00***	***2 551 000,00***	***2 551 000,00***
	TOTAL DES RECETTES D'INVESTISSEMENT DE L'EXERCICE (= Total des recettes réelles et d'ordre)	**10 692 773,00**	**10 361 591,00**	**10 361 591,00**

+

RESTES A REALISER N-1 (9)	**0,00**

+

R 001 SOLDE D'EXECUTION POSITIF REPORTE OU ANTICIPE (9	**0,00**

=

TOTAL DES RECETTES D'INVESTISSEMENT CUMULEES	**10 361 591,00**

(1) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes appliqué par la régie.

(2) Cf. Modalités de vote I.

(3) Hors restes à réaliser.

(4) Le vote de l'organe délibérant porte uniquement sur les propositions nouvelles.

(5) Voir annexe IV A7 pour le détail des opérations pour compte de tiers.

(6) Cf. définitions du chapitre des opérations d'ordre, R*I 040 = DE 042.*

(7) Le compte 15…2 peut figurer dans le détail du chapitre 042 si la régie applique le régime des provisions budgétaires.

(8) Cf. définitions du chapitre des opérations d'ordre, D*I 041 = RI 041.*

(9) Inscrire en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent (après vote du compte administratif ou si reprise anticipée des résultats).

III – VOTE DU BUDGET	III
DETAIL DES CHAPITRES D'OPERATION D'EQUIPEMENT	B3

OPERATION D'EQUIPEMENT N°: 2002 (1)
LIBELLE : ASSAINISSEMENT ORMES SENTIER VOSVES APPOIGNY

Pour vote

Art. (2)	Libellé (2)	Réalisations cumulées au 01/01/N	Restes à réaliser N-1 (3)(5)	Propositions nouvelles (4)	Vote (4)	Montant pour information (5)
DEPENSES		0,00	a 0,00	204 000,00	b 204 000,00	b 0,00
20	**Immobilisations incorporelles**	**0,00**	**0,00**	**4 000,00**	**4 000,00**	**0,00**
2031	Frais d'études	0,00	0,00	4 000,00	4 000,00	0,00
21	**Immobilisations corporelles**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
22	**Immobilisations reçues en affectation**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
23	**Immobilisations en cours**	**0,00**	**0,00**	**200 000,00**	**200 000,00**	**0,00**
2315	Installat°, matériel et outillage techni	0,00	0,00	200 000,00	200 000,00	0,00

RECETTES (répartition) (Pour information)		Restes à réaliser N-1 (3)	Recettes de l'exercice
TOTAL RECETTES AFFECTEES		c 0,00	d 0,00
13	**Subventions d'investissement**	**0,00**	**0,00**
16	**Emprunts et dettes assimilées**	**0,00**	**0,00**
20	**Immobilisations incorporelles**	**0,00**	**0,00**
21	**Immobilisations corporelles**	**0,00**	**0,00**
22	**Immobilisations reçues en affectation**	**0,00**	**0,00**
23	**Immobilisations en cours**	**0,00**	**0,00**

RESULTAT = (c+d) – (a+b) **Excédent de financement si positif** **Besoin de financement si négatif**	**-204 000,00**

(1) Ouvrir un cadre par opération.

(2) Détailler les articles conformément au plan de comptes appliqué par la régie.

(3) A remplir uniquement en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent, soit après le vote du compte administratif, soit en cas de reprise anticipée des résultats.

(4) Lorsque l'opération d'équipement constitue un chapitre faisant l'objet d'un vote, ces deux colonnes sont renseignées. Dans ce cas, le vote de l'assemblée porte uniquement sur les propositions nouvelles.

(5) Lorsque l'opération d'équipement est présentée pour information, seules ces deux colonnes sont renseignées.

III – VOTE DU BUDGET	III
DETAIL DES CHAPITRES D'OPERATION D'EQUIPEMENT	B3

OPERATION D'EQUIPEMENT N°: 2005 (1)
LIBELLE : ASSAINISSEMENT CREATION STEP EXT RESEAU LINDRY

Pour vote

Art. (2)	Libellé (2)	Réalisations cumulées au 01/01/N	Restes à réaliser N-1 (3)(5)	Propositions nouvelles (4)	Vote (4)	Montant pour information (5)
DEPENSES		**4 698,08**	**a 0,00**	**1 054 000,00**	**b 1 054 000,00**	**b 0,00**
20	**Immobilisations incorporelles**	**4 698,08**	**0,00**	**100 000,00**	**100 000,00**	**0,00**
2031	Frais d'études	4 698,08	0,00	100 000,00	100 000,00	0,00
21	**Immobilisations corporelles**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
22	**Immobilisations reçues en affectation**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
23	**Immobilisations en cours**	**0,00**	**0,00**	**954 000,00**	**954 000,00**	**0,00**
2315	Installat°, matériel et outillage techni	0,00	0,00	954 000,00	954 000,00	0,00

RECETTES (répartition) (Pour information)		Restes à réaliser N-1 (3)	Recettes de l'exercice
TOTAL RECETTES AFFECTEES		**c 0,00**	**d 0,00**
13	**Subventions d'investissement**	**0,00**	**0,00**
16	**Emprunts et dettes assimilées**	**0,00**	**0,00**
20	**Immobilisations incorporelles**	**0,00**	**0,00**
21	**Immobilisations corporelles**	**0,00**	**0,00**
22	**Immobilisations reçues en affectation**	**0,00**	**0,00**
23	**Immobilisations en cours**	**0,00**	**0,00**

RESULTAT = (c+d) – (a+b) **Excédent de financement si positif** **Besoin de financement si négatif**	**-1 054 000,00**

(1) Ouvrir un cadre par opération.

(2) Détailler les articles conformément au plan de comptes appliqué par la régie.

(3) A remplir uniquement en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent, soit après le vote du compte administratif, soit en cas de reprise anticipée des résultats.

(4) Lorsque l'opération d'équipement constitue un chapitre faisant l'objet d'un vote, ces deux colonnes sont renseignées. Dans ce cas, le vote de l'assemblée porte uniquement sur les propositions nouvelles.

(5) Lorsque l'opération d'équipement est présentée pour information, seules ces deux colonnes sont renseignées.

III – VOTE DU BUDGET	III
DETAIL DES CHAPITRES D'OPERATION D'EQUIPEMENT	B3

OPERATION D'EQUIPEMENT N°: 2006 (1)
LIBELLE : ASSAINISSEMENT MISE EN SEPRATIF QUENNE

Pour vote

Art. (2)	Libellé (2)	Réalisations cumulées au 01/01/N	Restes à réaliser N-1 (3)(5)	Propositions nouvelles (4)	Vote (4)	Montant pour information (5)
DEPENSES		0,00	a 0,00	315 000,00	b 315 000,00	b 0,00
20	**Immobilisations incorporelles**	**0,00**	**0,00**	**120 000,00**	**120 000,00**	**0,00**
2031	Frais d'études	0,00	0,00	120 000,00	120 000,00	0,00
21	**Immobilisations corporelles**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
22	**Immobilisations reçues en affectation**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
23	**Immobilisations en cours**	**0,00**	**0,00**	**195 000,00**	**195 000,00**	**0,00**
2315	Installat°, matériel et outillage techni	0,00	0,00	195 000,00	195 000,00	0,00

RECETTES (répartition) (Pour information)		Restes à réaliser N-1 (3)	Recettes de l'exercice
TOTAL RECETTES AFFECTEES		c 0,00	d 0,00
13	**Subventions d'investissement**	**0,00**	**0,00**
16	**Emprunts et dettes assimilées**	**0,00**	**0,00**
20	**Immobilisations incorporelles**	**0,00**	**0,00**
21	**Immobilisations corporelles**	**0,00**	**0,00**
22	**Immobilisations reçues en affectation**	**0,00**	**0,00**
23	**Immobilisations en cours**	**0,00**	**0,00**

RESULTAT = (c+d) – (a+b) **Excédent de financement si positif** **Besoin de financement si négatif**	**-315 000,00**

(1) Ouvrir un cadre par opération.

(2) Détailler les articles conformément au plan de comptes appliqué par la régie.

(3) A remplir uniquement en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent, soit après le vote du compte administratif, soit en cas de reprise anticipée des résultats.

(4) Lorsque l'opération d'équipement constitue un chapitre faisant l'objet d'un vote, ces deux colonnes sont renseignées. Dans ce cas, le vote de l'assemblée porte uniquement sur les propositions nouvelles.

(5) Lorsque l'opération d'équipement est présentée pour information, seules ces deux colonnes sont renseignées.

III – VOTE DU BUDGET	III
DETAIL DES CHAPITRES D'OPERATION D'EQUIPEMENT	B3

OPERATION D'EQUIPEMENT N°: 2007 (1)
LIBELLE : CREATION STEP VAUX

Pour vote

Art. (2)	Libellé (2)	Réalisations cumulées au 01/01/N	Restes à réaliser N-1 (3)(5)	Propositions nouvelles (4)	Vote (4)	Montant pour information (5)
DEPENSES		**0,00**	**a 0,00**	**595 000,00**	**b 595 000,00**	**b 0,00**
20	**Immobilisations incorporelles**	**0,00**	**0,00**	**38 000,00**	**38 000,00**	**0,00**
2031	Frais d'études	0,00	0,00	38 000,00	38 000,00	0,00
21	**Immobilisations corporelles**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
22	**Immobilisations reçues en affectation**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
23	**Immobilisations en cours**	**0,00**	**0,00**	**557 000,00**	**557 000,00**	**0,00**
2315	Installat°, matériel et outillage techni	0,00	0,00	557 000,00	557 000,00	0,00

RECETTES (répartition) (Pour information)		Restes à réaliser N-1 (3)	Recettes de l'exercice
TOTAL RECETTES AFFECTEES		**c 0,00**	**d 0,00**
13	**Subventions d'investissement**	**0,00**	**0,00**
16	**Emprunts et dettes assimilées**	**0,00**	**0,00**
20	**Immobilisations incorporelles**	**0,00**	**0,00**
21	**Immobilisations corporelles**	**0,00**	**0,00**
22	**Immobilisations reçues en affectation**	**0,00**	**0,00**
23	**Immobilisations en cours**	**0,00**	**0,00**

RESULTAT = (c+d) – (a+b) **Excédent de financement si positif** **Besoin de financement si négatif**	**-595 000,00**

(1) Ouvrir un cadre par opération.

(2) Détailler les articles conformément au plan de comptes appliqué par la régie.

(3) A remplir uniquement en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent, soit après le vote du compte administratif, soit en cas de reprise anticipée des résultats.

(4) Lorsque l'opération d'équipement constitue un chapitre faisant l'objet d'un vote, ces deux colonnes sont renseignées. Dans ce cas, le vote de l'assemblée porte uniquement sur les propositions nouvelles.

(5) Lorsque l'opération d'équipement est présentée pour information, seules ces deux colonnes sont renseignées.

III – VOTE DU BUDGET	III
DETAIL DES CHAPITRES D'OPERATION D'EQUIPEMENT	B3

OPERATION D'EQUIPEMENT N°: 2008 (1)
LIBELLE : ASSAINISSEMENT REHABILITATION RESEAU VINCELLES

Pour vote

Art. (2)	Libellé (2)	Réalisations cumulées au 01/01/N	Restes à réaliser N-1 (3)(5)	Propositions nouvelles (4)	Vote (4)	Montant pour information (5)
DEPENSES		3 170,00	a 0,00	415 000,00	b 415 000,00	b 0,00
20	**Immobilisations incorporelles**	**3 170,00**	**0,00**	**45 000,00**	**45 000,00**	**0,00**
2031	Frais d'études	3 170,00	0,00	45 000,00	45 000,00	0,00
21	**Immobilisations corporelles**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
22	**Immobilisations reçues en affectation**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
23	**Immobilisations en cours**	**0,00**	**0,00**	**370 000,00**	**370 000,00**	**0,00**
2315	Installat°, matériel et outillage techni	0,00	0,00	370 000,00	370 000,00	0,00

RECETTES (répartition) (Pour information)		Restes à réaliser N-1 (3)	Recettes de l'exercice
TOTAL RECETTES AFFECTEES		c 0,00	d 0,00
13	**Subventions d'investissement**	**0,00**	**0,00**
16	**Emprunts et dettes assimilées**	**0,00**	**0,00**
20	**Immobilisations incorporelles**	**0,00**	**0,00**
21	**Immobilisations corporelles**	**0,00**	**0,00**
22	**Immobilisations reçues en affectation**	**0,00**	**0,00**
23	**Immobilisations en cours**	**0,00**	**0,00**

RESULTAT = (c+d) – (a+b) **Excédent de financement si positif** **Besoin de financement si négatif**	**-415 000,00**

(1) Ouvrir un cadre par opération.

(2) Détailler les articles conformément au plan de comptes appliqué par la régie.

(3) A remplir uniquement en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent, soit après le vote du compte administratif, soit en cas de reprise anticipée des résultats.

(4) Lorsque l'opération d'équipement constitue un chapitre faisant l'objet d'un vote, ces deux colonnes sont renseignées. Dans ce cas, le vote de l'assemblée porte uniquement sur les propositions nouvelles.

(5) Lorsque l'opération d'équipement est présentée pour information, seules ces deux colonnes sont renseignées.

III – VOTE DU BUDGET	III
DETAIL DES CHAPITRES D'OPERATION D'EQUIPEMENT	B3

OPERATION D'EQUIPEMENT N°: 2009 (1)
LIBELLE : ASSAINISSEMENT MISE EN CONFORMITE STEP GY LEVEQUE

Pour vote

Art. (2)	Libellé (2)	Réalisations cumulées au 01/01/N	Restes à réaliser N-1 (3)(5)	Propositions nouvelles (4)	Vote (4)	Montant pour information (5)
DEPENSES		0,00	a 0,00	220 000,00	b 220 000,00	b 0,00
20	**Immobilisations incorporelles**	**0,00**	**0,00**	**52 000,00**	**52 000,00**	**0,00**
2031	Frais d'études	0,00	0,00	52 000,00	52 000,00	0,00
21	**Immobilisations corporelles**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
22	**Immobilisations reçues en affectation**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
23	**Immobilisations en cours**	**0,00**	**0,00**	**168 000,00**	**168 000,00**	**0,00**
2315	Installat°, matériel et outillage techni	0,00	0,00	168 000,00	168 000,00	0,00

RECETTES (répartition) (Pour information)		Restes à réaliser N-1 (3)	Recettes de l'exercice
TOTAL RECETTES AFFECTEES		c 0,00	d 0,00
13	**Subventions d'investissement**	**0,00**	**0,00**
16	**Emprunts et dettes assimilées**	**0,00**	**0,00**
20	**Immobilisations incorporelles**	**0,00**	**0,00**
21	**Immobilisations corporelles**	**0,00**	**0,00**
22	**Immobilisations reçues en affectation**	**0,00**	**0,00**
23	**Immobilisations en cours**	**0,00**	**0,00**

RESULTAT = (c+d) – (a+b) **Excédent de financement si positif** **Besoin de financement si négatif**	**-220 000,00**

(1) Ouvrir un cadre par opération.

(2) Détailler les articles conformément au plan de comptes appliqué par la régie.

(3) A remplir uniquement en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent, soit après le vote du compte administratif, soit en cas de reprise anticipée des résultats.

(4) Lorsque l'opération d'équipement constitue un chapitre faisant l'objet d'un vote, ces deux colonnes sont renseignées. Dans ce cas, le vote de l'assemblée porte uniquement sur les propositions nouvelles.

(5) Lorsque l'opération d'équipement est présentée pour information, seules ces deux colonnes sont renseignées.

III – VOTE DU BUDGET	III
DETAIL DES CHAPITRES D'OPERATION D'EQUIPEMENT	B3

OPERATION D'EQUIPEMENT N°: 2010 (1)
LIBELLE : ASSAINISSEMENT CREATION SYSTEME EPURATION CHITRY

Pour vote

Art. (2)	Libellé (2)	Réalisations cumulées au 01/01/N	Restes à réaliser N-1 (3)(5)	Propositions nouvelles (4)	Vote (4)	Montant pour information (5)
DEPENSES		0,00	a 0,00	1 300 000,00	b 1 300 000,00	b 0,00
20	**Immobilisations incorporelles**	**0,00**	**0,00**	**70 000,00**	**70 000,00**	**0,00**
2031	Frais d'études	0,00	0,00	70 000,00	70 000,00	0,00
21	**Immobilisations corporelles**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
22	**Immobilisations reçues en affectation**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
23	**Immobilisations en cours**	**0,00**	**0,00**	**1 230 000,00**	**1 230 000,00**	**0,00**
2315	Installat°, matériel et outillage techni	0,00	0,00	1 230 000,00	1 230 000,00	0,00

RECETTES (répartition) (Pour information)		Restes à réaliser N-1 (3)	Recettes de l'exercice
TOTAL RECETTES AFFECTEES		c 0,00	d 0,00
13	**Subventions d'investissement**	**0,00**	**0,00**
16	**Emprunts et dettes assimilées**	**0,00**	**0,00**
20	**Immobilisations incorporelles**	**0,00**	**0,00**
21	**Immobilisations corporelles**	**0,00**	**0,00**
22	**Immobilisations reçues en affectation**	**0,00**	**0,00**
23	**Immobilisations en cours**	**0,00**	**0,00**

RESULTAT = (c+d) – (a+b) **Excédent de financement si positif** **Besoin de financement si négatif**	**-1 300 000,00**

(1) Ouvrir un cadre par opération.

(2) Détailler les articles conformément au plan de comptes appliqué par la régie.

(3) A remplir uniquement en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent, soit après le vote du compte administratif, soit en cas de reprise anticipée des résultats.

(4) Lorsque l'opération d'équipement constitue un chapitre faisant l'objet d'un vote, ces deux colonnes sont renseignées. Dans ce cas, le vote de l'assemblée porte uniquement sur les propositions nouvelles.

(5) Lorsque l'opération d'équipement est présentée pour information, seules ces deux colonnes sont renseignées.

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN – ETAT DE LA DETTE – DETAIL DES CREDITS DE TRESORERIE	A1.1

A1.1 – DETAIL DES CREDITS DE TRESORERIE (1)

Nature (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat)	Date de la décision de réaliser la ligne de trésorerie (2)	Montant maximum autorisé au 01/01/N	Montant des tirages N-1	Montant des remboursements N-1		Encours restant dû au 01/01/N
				Intérêts (3)	Remboursement du tirage	
51921 Avances de trésorerie de la collectivité de rattachement						
51928 Autres avances de trésorerie						
51931 Lignes de trésorerie						
51932 Lignes de trésorerie liées à un emprunt						
5194 Billets de trésorerie						
5198 Autres crédits de trésorerie						
519 Crédits de trésorerie (Total)		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

(1) Circulaire n° NOR : INTB8900071C du 22/02/1989.

(2) Indiquer la date de la délibération de l'assemblée autorisant la ligne de trésorerie ou la date de la décision de l'ordonnateur de réaliser la ligne de trésorerie sur la base d'un montant maximum autorisé par l'organe délibérant (article L. 2122-22 du CGCT).

(3) Il s'agit des intérêts comptabilisés au compte 6615, sauf pour les emprunts assortis d'une option de tirage sur ligne de trésorerie pour lesquels les intérêts sont comptabilisés au compte 66111 et sauf pour les billets de trésorerie pour lesquels les intérêts sont comptabilisés au compte 6618.

IV – ANNEXES

ELEMENTS DU BILAN – ETAT DE LA DETTE – REPARTITION PAR NATURE DE DETTE

IV

A1.2

A1.2 – REPARTITION PAR NATURE DE DETTE (hors 16449 et 166)

Nature (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat)	Emprunts et dettes à l'origine du contrat													
								Taux initial						
	Organisme prêteur ou chef de file	Date de signature	Date d'émission ou date de mobilisation (1)	Date du premier rembour-sement	Nominal (2)	Type de taux d'intérêt (3)	Index (4)	Niveau de taux (5)	Taux actuariel	Devise	Péri-odicité des rembour-sements (6)	Profil d'amor-tissement (7)	Possibilité de rembour-sement anticipé O/N	Caté-gorie d'em-prunt (8)
163 Emprunts obligataires (Total)					**0,00**									
164 Emprunts auprès d'établissement de crédit (Total)					**14 548 389,73**									
1641 Emprunts en euros (total)					13 090 889,73									
201204 - AN096685	CAISSE D'EPARGNE	28/12/2012	01/01/2020	10/01/2020	367 109,19	F	Taux fixe à 3.37 %	3,370	3,410	EUR	T	P	O	A-1
201502 - MON531453EUR001	SFIL CAFFIL	06/05/2015	01/01/2020	01/03/2020	1 008 095,54	F	Taux fixe à 1.4 %	1,400	1,410	EUR	T	P	O	A-1
2019-01 CHA 5780655	CAISSE D'EPARGNE	25/08/2019	01/01/2020	25/02/2020	148 324,55	F	Taux fixe à 1.12 %	1,120	1,120	EUR	T	P	O	A-1
2019-02 COU 3420058	CAISSE D'EPARGNE	06/03/2000	01/01/2020	25/03/2020	15 748,12	F	Taux fixe à 5.9 %	5,900	6,030	EUR	T	P	O	A-1
2019-03 CHA 3455016	CAISSE D'EPARGNE	25/12/2005	01/01/2020	25/12/2020	61 952,17	F	Taux fixe à 3.43 %	3,430	3,430	EUR	A	P	O	A-1
2019-04 IRA 3468490	CAISSE D'EPARGNE	12/07/2006	01/01/2020	25/05/2020	65 031,55	F	Taux fixe à 3.9 %	3,900	3,900	EUR	A	P	O	A-1
2019-05 SIV 3493477	CAISSE D'EPARGNE	23/07/2007	01/01/2020	25/01/2020	69 196,75	F	Taux fixe à 4.62 %	4,620	4,620	EUR	A	P	O	A-1
2019-07 SIE 8672604	CAISSE D'EPARGNE	25/08/2010	01/01/2020	25/02/2020	1 075 000,00	F	Taux fixe à 3.43 %	3,430	3,470	EUR	T	C	O	A-1
2019-08 CHE 8700992	CAISSE D'EPARGNE	25/07/2010	01/01/2020	25/07/2020	114 022,71	F	Taux fixe à 3.68 %	3,680	3,680	EUR	A	P	O	A-1
2019-09 ESC 8916769	CAISSE D'EPARGNE	25/10/2011	01/01/2020	25/01/2020	4 681,05	F	Taux fixe à 4.12 %	4,120	4,180	EUR	T	P	O	A-1
2019-10 MON 9476504	CAISSE D'EPARGNE	05/12/2014	01/01/2020	25/03/2020	134 855,30	F	Taux fixe à 2.42 %	2,420	2,440	EUR	T	P	O	A-1
2019-11 ESCO 9564735	CAISSE D'EPARGNE	15/09/2014	01/01/2020	15/09/2020	68 370,52	F	Taux fixe à 1.52 %	1,520	1,520	EUR	A	P	O	A-1
2019-12 CHA 98334664	CAISSE D'EPARGNE	25/12/2016	01/01/2020	25/03/2020	112 819,97	F	Taux fixe à 0.49 %	0,490	0,490	EUR	T	P	O	A-1
2019-13 STB 9943257	CAISSE D'EPARGNE	16/05/2017	01/01/2020	25/02/2020	26 381,33	F	Taux fixe à 1.77 %	1,770	1,780	EUR	T	P	O	A-1
2019-14 SIE AN096790	CAISSE D'EPARGNE	13/11/2013	01/01/2020	25/03/2020	2 408 999,98	F	Taux fixe à 3.62 %	3,620	3,620	EUR	A	C	O	A-1
2019-15 COU AR095793	CAISSE D'EPARGNE	05/06/2003	01/01/2020	25/01/2020	36 582,14	F	Taux fixe à 4.5 %	4,500	4,500	EUR	A	P	O	A-1

Nature (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat)	Emprunts et dettes à l'origine du contrat													
	Organisme prêteur ou chef de file	Date de signature	Date d'émission ou date de mobilisation (1)	Date du premier rembour-sement	Nominal (2)	Type de taux d'intérêt (3)	Index (4)	Taux initial		Devise	Péri-odicité des rembour-sements (6)	Profil d'amor-tissement (7)	Possibilité de rembour-sement anticipé O/N	Caté-gorie d'em-prunt (8)
								Niveau de taux (5)	Taux actuariel					
2019-16 SIE MIN261693EUR	DEXIA CL	18/08/2008	01/01/2020	02/01/2020	980 754,09	F	Taux fixe à 5.12 %	5,120	5,240	EUR	M	P	O	A-1
2019-27 VAL 1608183	CREDIT AGRICOLE	29/07/2011	01/01/2020	21/02/2020	350 763,76	F	Taux fixe à 4.42 %	4,420	4,490	EUR	T	P	O	A-1
2019-28 SIE	SOCIETE GENERALE	31/08/2007	01/01/2020	29/02/2020	775 000,00	V	(Euribor 3M + 0.0145)-Floor -0.0145 sur Euribor 3M	0,000	0,000	EUR	T	C	O	A-1
2019-29 CHE MON233230EUR	SFIL CAFFIL	01/01/2006	01/01/2020	02/01/2020	326 677,66	F	Taux fixe à 3.86 %	3,860	3,860	EUR	A	P	O	A-1
2019-30 CHE MON205384EUR	SFIL CAFFIL	01/01/2008	01/01/2020	02/01/2020	18 228,17	F	Taux fixe à 4.86 %	4,860	4,950	EUR	T	P	O	A-1
2019-31 STG MON532743EUR	SFIL CAFFIL	01/07/2004	01/01/2020	02/01/2020	54 976,31	V	(Euribor 3M + 0.18)-Floor -0.18 sur Euribor 3M	0,000	0,000	EUR	T	P	O	A-1
2019-39 AUG 1346491	CREDIT AGRICOLE	18/03/2009	01/01/2020	30/06/2020	42 884,75	F	Taux fixe à 4.25 %	4,250	4,250	EUR	A	P	O	A-1
2019-40 STB 1467087	CREDIT AGRICOLE	18/06/2010	01/01/2020	10/01/2020	341 890,15	F	Taux fixe à 3.68 %	3,680	3,680	EUR	A	P	O	A-1
2019-41 IRA 1060078	CREDIT AGRICOLE	15/05/2006	01/01/2020	15/02/2020	82 343,76	F	Taux fixe à 3.86 %	3,860	3,920	EUR	T	P	O	A-1
2019-69 SAE 07080403	BANQUE POPULAIRE	13/04/2007	01/01/2020	09/01/2020	97 490,71	F	Taux fixe à 4.1 %	4,100	4,100	EUR	A	P	O	A-1
2019-70 VSS MON534555EUR	SFIL CAFFIL	01/01/2020	01/01/2020	01/08/2020	132 832,59	V	(Euribor 12M + 0.2)-Floor -0.2 sur Euribor 12M	0,000	0,000	EUR	A	P	O	A-1
2019-71 STB 20581204	CREDIT MUTUEL	14/12/2011	01/01/2020	15/01/2020	36 695,59	F	Taux fixe à 4.35 %	4,350	4,350	EUR	A	P	O	A-1
2019-72 MON 21081102	CREDIT MUTUEL	28/12/2018	01/01/2020	31/03/2020	191 392,44	F	Taux fixe à 1.54 %	1,540	1,550	EUR	T	P	O	A-1
2019-74 CHA 08783993	BANQUE POPULAIRE	31/03/2018	01/01/2020	31/03/2020	1 467 030,06	F	Taux fixe à 1.55 %	1,550	1,550	EUR	A	P	O	A-1
2019-76 CHA 7128576	BANQUE POPULAIRE	18/05/2016	01/01/2020	14/03/2020	29 054,18	F	Taux fixe à 2.6 %	2,600	2,600	EUR	A	P	O	A-1
2019-77 CHA 7138215	BANQUE POPULAIRE	18/05/2016	01/01/2020	13/03/2020	13 694,45	F	Taux fixe à 2.6 %	2,600	2,600	EUR	A	P	O	A-1
2019-78 ESC MHP532700EUR	SFIL CAFFIL	24/01/2013	01/01/2020	02/01/2020	24 320,25	V	(Euribor 3M + 1.22)-Floor -1.22 sur Euribor 3M	0,830	0,850	EUR	T	P	O	A-1
2019-79 ESC MIN228754	DEXIA CL	01/05/2007	01/01/2020	01/05/2020	109 210,81	F	Taux fixe à 4.88 %	4,880	4,880	EUR	A	P	O	A-1

Nature (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat)	Emprunts et dettes à l'origine du contrat													
	Organisme prêteur ou chef de file	Date de signature	Date d'émission ou date de mobilisation (1)	Date du premier rembour-sement	Nominal (2)	Type de taux d'intérêt (3)	Index (4)	Taux initial		Devise	Péri-odicité des rembour-sements (6)	Profil d'amor-tissement (7)	Possibilité de rembour-sement anticipé O/N	Caté-gorie d'em-prunt (8)
								Niveau de taux (5)	Taux actuariel					
2019-80 ESC MIN1713333	DEXIA CL	01/12/2007	01/01/2020	01/03/2020	79 315,66	F	Taux fixe à 4.85 %	4,850	4,940	EUR	T	P	O	A-1
2019-81 ESC MIN222343	DEXIA CL	01/05/2006	01/01/2020	01/02/2020	171 150,59	F	Taux fixe à 4.12 %	4,120	4,180	EUR	T	P	O	A-1
2019-82 ESC 07137331	BANQUE POPULAIRE	15/03/2013	01/01/2020	15/03/2020	20 135,38	F	Taux fixe à 4.15 %	4,150	4,150	EUR	A	P	O	A-1
2019-83 VEN 2751332	CREDIT AGRICOLE	05/04/2019	01/01/2020	01/04/2021	120 000,00	F	Taux fixe à 0.35 %	0,350	0,350	EUR	X	F	O	A-1
2019-84 VEN 94082	CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	12/03/2019	01/01/2020	01/08/2020	1 300 000,00	V	(Livret A + 0.75)-Floor 0 sur Livret A	1,500	1,500	EUR	T	P	O	A-1
2019-85 LIN 023957	DEXIA CL	31/07/1999	01/01/2020	02/01/2020	75 407,43	F	Taux fixe à 5.28 %	5,280	5,280	EUR	A	P	O	A-1
2019-86 LIN 197557	DEXIA CL	01/06/2001	01/01/2020	01/06/2020	80 550,99	F	Taux fixe à 5.95 %	5,950	5,950	EUR	A	P	O	A-1
2019-90 ESCO 7083376	BANQUE POPULAIRE	13/07/2008	01/01/2020	13/07/2020	20 000,00	F	Taux fixe à 4.27 %	4,270	4,270	EUR	A	C	O	A-1
2019-91 CHE 07144175	BANQUE POPULAIRE	30/01/2013	01/01/2020	31/01/2020	39 373,76	F	Taux fixe à 3.11 %	3,110	3,150	EUR	T	P	O	A-1
2019-92 ESC 07144705	BANQUE POPULAIRE	03/03/2013	01/01/2020	03/03/2020	99 496,73	F	Taux fixe à 3.5 %	3,500	3,500	EUR	A	P	O	A-1
2019-93 LIN MIN19004	DEXIA CL	01/12/2002	01/01/2020	01/06/2020	83 631,78	F	Taux fixe à 5.11 %	5,110	5,180	EUR	S	P	O	A-1
2019-96 VEN 103781	CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	25/11/2019	01/01/2020	01/04/2020	200 000,00	V	(Livret A + 0.75)-Floor 0 sur Livret A	1,500	1,500	EUR	T	X	O	A-1
2019-99 COU 400330	CREDIT AGRICOLE	01/01/2020	01/01/2020	21/02/2020	9 416,81	F	Taux fixe à 0.3 %	0,300	0,300	EUR	T	P	O	A-1
1643 Emprunts en devises (total)					0,00									
16441 Emprunts assortis d'une option de tirage sur ligne de trésorerie (total)					1 457 500,00									
201101 - 090655	CACIB ex BFT CREDIT AGRICOLE	28/12/2009	01/01/2020	15/03/2020	1 457 500,00	V	(TAM(Postfixé) + 0.7)-Floor -0.7 sur TAM(Postfixé)	0,290	0,290	EUR	X	X	O	A-1
165 Dépôts et cautionnements reçus (Total)					**0,00**									
167 Emprunts et dettes assortis de conditions particulières (Total)					**0,00**									
1675 Dettes pour METP et PPP (total)					0,00									

Nature (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat)	Emprunts et dettes à l'origine du contrat													
	Organisme prêteur ou chef de file	Date de signature	Date d'émission ou date de mobilisation (1)	Date du premier rembour-sement	Nominal (2)	Type de taux d'intérêt (3)	Index (4)	Taux initial		Devise	Péri-odicité des rembour-sements (6)	Profil d'amor-tissement (7)	Possibilité de rembour-sement anticipé O/N	Caté-gorie d'em-prunt (8)
								Niveau de taux (5)	Taux actuariel					
1678 Autres emprunts et dettes (total)					0,00									
168 Emprunts et dettes assimilés (Total)					**3 005 326,57**									
1681 Autres emprunts (total)					3 005 326,57									
200606 - 04305600	Agence de l'eau Seine Normandie	04/05/2006	01/01/2020	04/05/2020	3 276,27	F	Taux fixe à 0 %	0,000	0,000	EUR	A	C	O	A-1
200706 - 04305600	Agence de l'eau Seine Normandie	04/04/2007	01/01/2020	04/04/2020	8 880,00	F	Taux fixe à 0 %	0,000	0,000	EUR	A	C	O	A-1
200707 - 04305600	Agence de l'eau Seine Normandie	04/04/2007	01/01/2020	04/04/2020	19 819,99	F	Taux fixe à 0 %	0,000	0,000	EUR	A	C	O	A-1
200708 - 04305600	Agence de l'eau Seine Normandie	04/04/2007	01/01/2020	04/04/2020	2 520,00	F	Taux fixe à 0 %	0,000	0,000	EUR	A	C	O	A-1
200805 - 04301801	Agence de l'eau Seine Normandie	21/02/2008	01/01/2020	21/02/2020	1 442,40	F	Taux fixe à 0 %	0,000	0,000	EUR	A	C	O	A-1
200806 - 04301801	Agence de l'eau Seine Normandie	21/02/2008	01/01/2020	21/02/2020	9 540,00	F	Taux fixe à 0 %	0,000	0,000	EUR	A	C	O	A-1
200808 - 04301801	Agence de l'eau Seine Normandie	03/04/2008	01/01/2020	03/04/2020	9 881,86	F	Taux fixe à 0 %	0,000	0,000	EUR	A	C	O	A-1
200809 - 1000898	Agence de l'eau Seine Normandie	03/04/2008	01/01/2020	03/04/2020	5 160,00	F	Taux fixe à 0 %	0,000	0,000	EUR	A	C	O	A-1
2009-04 / 1007219	Agence de l'eau Seine Normandie		01/01/2020	01/01/2021	15 146,67	F	Taux fixe à 0 %	0,000	0,000	EUR	A	C	O	A-1
2010-01 / 1009341	Agence de l'eau Seine Normandie		01/01/2020	18/03/2020	21 602,80	F	Taux fixe à 0 %	0,000	0,000	EUR	A	C	O	A-1
2010-02 / 10200841	Agence de l'eau Seine Normandie		01/01/2020	01/01/2021	12 600,80	F	Taux fixe à 0 %	0,000	0,000	EUR	A	C	O	A-1
2012-08 / 1024334	Agence de l'eau Seine Normandie		01/01/2020	13/04/2020	76 113,68	F	Taux fixe à 0 %	0,000	0,000	EUR	A	C	O	A-1
2012-09 / 1023130	Agence de l'eau Seine Normandie		01/01/2020	01/01/2021	31 347,73	F	Taux fixe à 0 %	0,000	0,000	EUR	A	C	O	A-1
201205 convention 1034400	Agence de l'eau Seine Normandie		01/01/2020	01/01/2021	40 297,60	F	Taux fixe à 0 %	0,000	0,000	EUR	A	C	O	A-1
201206 convention 11035780	Agence de l'eau Seine Normandie		01/01/2020	01/01/2021	78 945,60	F	Taux fixe à 0 %	0,000	0,000	EUR	A	C	O	A-1
201207 convention 1030602	Agence de l'eau Seine Normandie		01/01/2020	01/01/2021	28 344,00	F	Taux fixe à 0 %	0,000	0,000	EUR	A	C	O	A-1
201310 - 10410771	Agence de l'eau Seine Normandie		01/01/2020	18/06/2020	67 465,00	F	Taux fixe à 0 %	0,000	0,000	EUR	A	C	O	A-1
2014-03 / 1044234	Agence de l'eau Seine Normandie		01/01/2020	01/01/2021	18 111,33	F	Taux fixe à 0 %	0,000	0,000	EUR	A	C	O	A-1

Nature (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat)	Emprunts et dettes à l'origine du contrat													
	Organisme prêteur ou chef de file	Date de signature	Date d'émission ou date de mobilisation (1)	Date du premier rembour-sement	Nominal (2)	Type de taux d'intérêt (3)	Index (4)	Taux initial		Devise	Péri-odicité des rembour-sements (6)	Profil d'amor-tissement (7)	Possibilité de rembour-sement anticipé O/N	Caté-gorie d'em-prunt (8)
								Niveau de taux (5)	Taux actuariel					
2014-04 / 1052090	Agence de l'eau Seine Normandie		01/01/2020	12/12/2020	38 579,33	F	Taux fixe à 0 %	0,000	0,000	EUR	A	C	O	A-1
2017-04 / 1064655	Agence de l'eau Seine Normandie		01/01/2020	01/01/2021	50 652,32	F	Taux fixe à 0 %	0,000	0,000	EUR	A	C	O	A-1
201705 / 1072030	Agence de l'eau Seine Normandie		01/01/2020	08/12/2020	88 395,66	F	Taux fixe à 0 %	0,000	0,000	EUR	A	C	O	A-1
201805 -1078710	Agence de l'eau Seine Normandie	16/10/2018	01/01/2020	16/10/2020	121 428,53	F	Taux fixe à 0 %	0,000	0,000	EUR	A	C	O	A-1
2019-17 SIE AESN 1002716	Agence de l'eau Seine Normandie	19/03/2009	01/01/2020	30/09/2020	19 025,86	F	Taux fixe à 0 %	0,000	0,000	EUR	A	C	O	A-1
2019-19 SIE AESN 064819	Agence de l'eau Seine Normandie	19/03/2009	01/01/2020	11/07/2020	31 999,99	F	Taux fixe à 0 %	0,000	0,000	EUR	A	C	O	A-1
2019-20 SIE AESN 070006	Agence de l'eau Seine Normandie	23/03/2009	01/01/2020	30/09/2020	274 192,00	F	Taux fixe à 0 %	0,000	0,000	EUR	A	C	O	A-1
2019-21 SIE AESN 070006	Agence de l'eau Seine Normandie	19/03/2009	01/01/2020	28/08/2020	342 739,99	F	Taux fixe à 0 %	0,000	0,000	EUR	A	C	O	A-1
2019-22 SIE AESN 070007	Agence de l'eau Seine Normandie	19/03/2009	01/01/2020	07/11/2020	22 644,00	F	Taux fixe à 0 %	0,000	0,000	EUR	A	C	O	A-1
2019-23 SIE AESN 070007	Agence de l'eau Seine Normandie	19/03/2009	01/01/2020	11/07/2020	37 740,00	F	Taux fixe à 0 %	0,000	0,000	EUR	A	C	O	A-1
2019-24 SIE AESN 0648194	Agence de l'eau Seine Normandie	09/12/2010	01/01/2020	08/12/2020	15 999,97	F	Taux fixe à 0 %	0,000	0,000	EUR	A	C	O	A-1
2019-25 SIE AESN 0700074 01	Agence de l'eau Seine Normandie	29/09/2010	01/01/2020	28/09/2020	30 192,00	F	Taux fixe à 0 %	0,000	0,000	EUR	A	C	O	A-1
2019-26 SIE AESN 070006	Agence de l'eau Seine Normandie	23/03/2009	01/01/2020	31/07/2020	411 287,98	F	Taux fixe à 0 %	0,000	0,000	EUR	A	C	O	A-1
2019-33 VAL AESN 1029215	Agence de l'eau Seine Normandie	07/09/2012	01/01/2020	06/09/2020	92 822,60	F	Taux fixe à 0 %	0,000	0,000	EUR	A	C	O	A-1
2019-34 VAL AESN 1033890	Agence de l'eau Seine Normandie	03/07/2012	01/01/2020	02/07/2020	19 814,91	F	Taux fixe à 0 %	0,000	0,000	EUR	A	C	O	A-1
2019-35 VEN AESN 1002187	Agence de l'eau Seine Normandie	10/12/2007	01/01/2020	10/12/2020	2 885,40	F	Taux fixe à 0 %	0,000	0,000	EUR	A	C	O	A-1
2019-36 VEN AESN 1081089	Agence de l'eau Seine Normandie	11/12/2018	01/01/2020	28/02/2020	226 944,00	F	Taux fixe à 0 %	0,000	0,000	EUR	A	C	O	A-1
2019-37 VEN AESN 1081093	Agence de l'eau Seine Normandie	11/12/2018	01/01/2020	28/02/2020	193 403,00	F	Taux fixe à 0 %	0,000	0,000	EUR	A	C	O	A-1
2019-38 SIV- AESN 063516	Agence de l'eau Seine Normandie	22/09/2006	01/01/2020	08/10/2020	15 019,96	F	Taux fixe à 0 %	0,000	0,000	EUR	A	C	O	A-1
2019-43 STG 1055681	Agence de l'eau Seine Normandie	09/03/2020	10/09/2015	09/09/2016	29 610,00	F	Taux fixe à 0 %	0,000	0,000	EUR	A	C	O	A-1
2019-44 STG AESN 1000906	Agence de l'eau Seine Normandie	17/12/2007	01/01/2020	27/11/2020	18 134,20	F	Taux fixe à 0 %	0,000	0,000	EUR	A	C	O	A-1
2019-47 MON AESN 060212	Agence de l'eau Seine Normandie	06/07/2006	01/01/2020	06/07/2020	7 080,00	F	Taux fixe à 0 %	0,000	0,000	EUR	A	C	O	A-1

Nature (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat)	Emprunts et dettes à l'origine du contrat													
	Organisme prêteur ou chef de file	Date de signature	Date d'émission ou date de mobilisation (1)	Date du premier rembour-sement	Nominal (2)	Type de taux d'intérêt (3)	Index (4)	Taux initial		Devise	Péri-odicité des rembour-sements (6)	Profil d'amor-tissement (7)	Possibilité de rembour-sement anticipé O/N	Caté-gorie d'em-prunt (8)
								Niveau de taux (5)	Taux actuariel					
2019-48 IRA AESN 062316	Agence de l'eau Seine Normandie	04/07/2006	01/01/2020	26/06/2020	19 733,33	F	Taux fixe à 0 %	0,000	0,000	EUR	A	C	O	A-1
2019-51	Agence de l'eau Seine Normandie	17/06/2009	17/06/2010	16/06/2011	31 947,00	F	Taux fixe à 0 %	0,000	0,000	EUR	A	C	O	A-1
2019-52 BLE AESN 1015318	Agence de l'eau Seine Normandie	24/11/2009	01/01/2020	23/11/2020	3 826,00	F	Taux fixe à 0 %	0,000	0,000	EUR	A	C	O	A-1
2019-56 MON AESN 1044028	Agence de l'eau Seine Normandie	14/01/2014	01/01/2020	09/04/2020	90 457,35	F	Taux fixe à 0 %	0,000	0,000	EUR	A	C	O	A-1
2019-58 LIN AESN 1050168	Agence de l'eau Seine Normandie	08/01/2015	01/01/2020	01/12/2020	42 800,25	F	Taux fixe à 0 %	0,000	0,000	EUR	A	C	O	A-1
2019-60 APP AESN 1060678	Agence de l'eau Seine Normandie	15/02/2016	01/01/2020	28/09/2020	54 397,20	F	Taux fixe à 0 %	0,000	0,000	EUR	A	C	O	A-1
2019-63 MON AESN 1032195	Agence de l'eau Seine Normandie	07/03/2012	01/01/2020	18/04/2020	37 931,71	F	Taux fixe à 0 %	0,000	0,000	EUR	A	C	O	A-1
2019-73 AUG AESN 1008364	Agence de l'eau Seine Normandie	14/08/2009	01/01/2020	13/08/2020	10 577,30	F	Taux fixe à 0 %	0,000	0,000	EUR	A	C	O	A-1
2019-89 AUX	Agence de l'eau Seine Normandie	17/12/2019	17/12/2019	17/12/2020	172 569,00	F	Taux fixe à 0 %	0,000	0,000	EUR	A	C	O	A-1
1682 Bons à moyen terme négociables (total)					0,00									
1687 Autres dettes (total)					0,00									
Total général					**17 553 716,30**									

(1) Si un emprunt donne lieu à plusieurs mobilisations, indiquer la date de la première mobilisation.

(2) Nominal : montant emprunté à l'origine.

(3) Type de taux d'intérêt : F : fixe ; V : variable simple ; C : complexe (c'est-à-dire un taux variable qui n'est pas seulement défini comme la simple addition d'un taux usuel de référence et d'une marge exprimée en point de pourcentage).

(4) Mentionner le ou les types d'index (ex : Euribor 3 mois).

(5) Indiquer le niveau de taux à l'origine du contrat.

(6) Indiquer la périodicité des remboursements : A : annuelle ; M : mensuelle, B : bimestrielle, S : semestrielle, T : trimestrielle, X autre.

(7) Indiquer C pour amortissement constant, P pour amortissement progressif, F pour *in fine*, X pour autres à préciser.

(8) Catégorie d'emprunt à l'origine. Exemple A-1 (cf. la classification des emprunts suivant la typologie de la circulaire IOCB1015077C du 25 juin 2010 sur les produits financiers offerts aux collectivités territoriales).

IV – ANNEXES — IV

ELEMENTS DU BILAN – ETAT DE LA DETTE – REPARTITION PAR NATURE DE DETTE — A1.2

A1.2 – REPARTITION PAR NATURE DE DETTE (hors 16449 et 166) (suite)

Nature (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat)	Emprunts et dettes au 01/01/N											
						Taux d'intérêt			Annuité de l'exercice			
	Couverture ? O/N (10)	Montant couvert	Catégorie d'emprunt après couverture éventuelle (11)	Capital restant dû au 01/01/N	Durée résiduelle (en années)	Type de taux (12)	Index (13)	Niveau de taux d'intérêt à la date de vote du budget (14)	Capital	Charges d'intérêt (15)	Intérêts perçus (le cas échéant) (16)	ICNE de l'exercice
163 Emprunts obligataires (Total)		**0,00**		**0,00**					**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
164 Emprunts auprès d'établissement de crédit (Total)		**0,00**		**14 492 948,45**					**2 365 610,57**	**326 545,14**	**0,00**	**130 159,90**
1641 Emprunts en euros (total)		0,00		13 167 948,45					2 233 110,57	323 499,65	0,00	128 531,81
201204 - AN096685	N	0,00	A-1	344 734,38	12,02	F	Taux fixe à 3.37 %	3,410	23 138,42	11 327,18	0,00	2 408,40
201502 - MON531453EUR001	N	0,00	A-1	933 769,08	11,42	F	Taux fixe à 1.4 %	1,410	75 372,51	12 678,21	0,00	968,08
2019-01 CHA 5780655	N	0,00	A-1	141 575,71	18,65	F	Taux fixe à 1.12 %	1,120	6 824,76	1 557,04	0,00	146,73
2019-02 COU 3420058	N	0,00	A-1	13 109,51	4,23	F	Taux fixe à 5.9 %	6,030	2 797,77	712,31	0,00	8,45
2019-03 CHA 3455016	N	0,00	A-1	52 477,41	4,98	F	Taux fixe à 3.43 %	3,430	9 799,74	1 799,98	0,00	20,33
2019-04 IRA 3468490	N	0,00	A-1	56 772,89	5,40	F	Taux fixe à 3.9 %	3,900	8 580,75	2 214,14	0,00	1 122,47
2019-05 SIV 3493477	N	0,00	A-1	47 164,71	1,07	F	Taux fixe à 4.62 %	4,620	23 049,92	2 179,01	0,00	1 036,77
2019-07 SIE 8672604	N	0,00	A-1	975 000,00	9,65	F	Taux fixe à 3.43 %	3,470	100 000,00	32 156,26	0,00	2 917,88
2019-08 CHE 8700992	N	0,00	A-1	107 651,14	12,57	F	Taux fixe à 3.68 %	3,680	6 606,05	3 961,56	0,00	1 601,00
2019-09 ESC 8916769	N	0,00	A-1	2 388,43	0,82	F	Taux fixe à 4.12 %	4,180	2 388,43	61,93	0,00	0,00
2019-10 MON 9476504	N	0,00	A-1	127 303,13	13,98	F	Taux fixe à 2.42 %	2,440	7 736,60	3 010,88	0,00	40,19
2019-11 ESCO 9564735	N	0,00	A-1	61 988,19	8,71	F	Taux fixe à 1.52 %	1,520	6 479,34	942,22	0,00	246,09
2019-12 CHA 98334664	N	0,00	A-1	96 938,63	5,98	F	Taux fixe à 0.49 %	0,490	15 959,29	445,71	0,00	5,51
2019-13 STB 9943257	N	0,00	A-1	24 888,53	14,40	F	Taux fixe à 1.77 %	1,780	1 519,41	430,47	0,00	40,21
2019-14 SIE AN096790	N	0,00	A-1	2 141 333,31	7,23	F	Taux fixe à 3.62 %	3,620	267 666,67	77 516,27	0,00	51 812,09
2019-15 COU AR095793	N	0,00	A-1	28 031,31	2,07	F	Taux fixe à 4.5 %	4,500	8 935,62	1 261,41	0,00	799,64

Nature (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat)	Emprunts et dettes au 01/01/N											
						Taux d'intérêt			Annuité de l'exercice			
	Couverture ? O/N (10)	Montant couvert	Catégorie d'emprunt après couverture éventuelle (11)	Capital restant dû au 01/01/N	Durée résiduelle (en années)	Type de taux (12)	Index (13)	Niveau de taux d'intérêt à la date de vote du budget (14)	Capital	Charges d'intérêt (15)	Intérêts perçus (le cas échéant) (16)	ICNE de l'exercice
2019-16 SIE MIN261693EUR	N	0,00	A-1	901 129,75	8,67	F	Taux fixe à 5.12 %	5,240	83 798,16	44 189,52	0,00	3 371,04
2019-27 VAL 1608183	N	0,00	A-1	340 921,20	20,64	F	Taux fixe à 4.42 %	4,490	10 284,88	14 899,80	0,00	1 583,20
2019-28 SIE	N	0,00	A-1	675 000,00	6,66	V	(Euribor 3M + 0.0145)-Floor -0.0145 sur Euribor 3M	0,000	100 000,00	0,00	0,00	0,00
2019-29 CHE MON233230EUR	N	0,00	A-1	311 540,72	14,00	F	Taux fixe à 3.86 %	3,860	15 721,23	12 025,47	0,00	11 386,91
2019-30 CHE MON205384EUR	N	0,00	A-1	14 100,58	3,00	F	Taux fixe à 4.86 %	4,950	4 225,03	608,65	0,00	118,66
2019-31 STG MON532743EUR	N	0,00	A-1	45 502,78	4,25	V	(Euribor 3M + 0.18)-Floor -0.18 sur Euribor 3M	0,000	9 699,37	0,00	0,00	0,00
2019-39 AUG 1346491	N	0,00	A-1	38 873,75	7,50	F	Taux fixe à 4.25 %	4,250	4 181,47	1 652,13	0,00	737,21
2019-40 STB 1467087	N	0,00	A-1	318 715,75	10,02	F	Taux fixe à 3.68 %	3,680	24 027,22	11 728,74	0,00	10 543,30
2019-41 IRA 1060078	N	0,00	A-1	78 699,34	15,37	F	Taux fixe à 3.86 %	3,920	3 787,15	2 983,41	0,00	361,45
2019-69 SAE 07080403	N	0,00	A-1	86 926,75	6,02	F	Taux fixe à 4.1 %	4,100	10 997,08	3 564,00	0,00	3 035,29
2019-70 VSS MON534555EUR	N	0,00	A-1	124 682,49	12,58	V	(Euribor 12M + 0.2)-Floor -0.2 sur Euribor 12M	0,000	8 337,55	0,00	0,00	0,00
2019-71 STB 20581204	N	0,00	A-1	32 762,48	6,04	F	Taux fixe à 4.35 %	4,350	4 104,20	1 425,17	0,00	1 194,70
2019-72 MON 21081102	N	0,00	A-1	182 651,57	18,00	F	Taux fixe à 1.54 %	1,550	8 876,26	2 761,74	0,00	0,00
2019-74 CHA 08783993	N	0,00	A-1	1 400 037,59	17,25	F	Taux fixe à 1.55 %	1,550	68 030,86	21 700,58	0,00	15 484,57
2019-76 CHA 7128576	N	0,00	A-1	25 216,26	5,20	F	Taux fixe à 2.6 %	2,600	3 937,71	655,62	0,00	439,52
2019-77 CHA 7138215	N	0,00	A-1	12 324,33	7,20	F	Taux fixe à 2.6 %	2,600	1 405,75	320,43	0,00	226,32
2019-78 ESC MHP532700EUR	N	0,00	A-1	21 772,03	7,00	V	(Euribor 3M + 1.22)-Floor -1.22 sur Euribor 3M	0,700	2 649,56	146,05	0,00	32,51
2019-79 ESC MIN228754	N	0,00	A-1	105 285,11	16,33	F	Taux fixe à 4.88 %	4,880	4 117,28	5 137,91	0,00	3 277,61
2019-80 ESC MIN1713333	N	0,00	A-1	70 645,48	7,17	F	Taux fixe à 4.85 %	4,940	8 915,52	3 265,09	0,00	241,18

Nature (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat)	Emprunts et dettes au 01/01/N											
						Taux d'intérêt			Annuité de l'exercice			
	Couverture ? O/N (10)	Montant couvert	Catégorie d'emprunt après couverture éventuelle (11)	Capital restant dû au 01/01/N	Durée résiduelle (en années)	Type de taux (12)	Index (13)	Niveau de taux d'intérêt à la date de vote du budget (14)	Capital	Charges d'intérêt (15)	Intérêts perçus (le cas échéant) (16)	ICNE de l'exercice
2019-81 ESC MIN222343	N	0,00	A-1	162 059,93	14,58	F	Taux fixe à 4.12 %	4,180	9 306,18	6 533,79	0,00	1 031,42
2019-82 ESC 07137331	N	0,00	A-1	18 244,39	7,21	F	Taux fixe à 4.15 %	4,150	1 969,47	757,14	0,00	534,70
2019-83 VEN 2751332	N	0,00	A-1	1 200 000,00	0,25	F	Taux fixe à 0.35 %	0,350	1 200 000,00	2 100,00	0,00	0,00
2019-84 VEN 94082	N	0,00	A-1	1 287 415,28	39,33	V	(Livret A + 0.75)-Floor 0 sur Livret A	1,250	25 405,14	15 899,58	0,00	2 573,34
2019-85 LIN 023957	N	0,00	A-1	70 176,73	9,00	F	Taux fixe à 5.28 %	5,280	5 506,88	3 705,33	0,00	3 405,09
2019-86 LIN 197557	N	0,00	A-1	72 397,82	6,42	F	Taux fixe à 5.95 %	5,950	8 638,28	4 307,67	0,00	2 202,45
2019-90 ESCO 7083376	N	0,00	A-1	17 500,00	6,53	F	Taux fixe à 4.27 %	4,270	2 500,00	747,25	0,00	297,12
2019-91 CHE 07144175	N	0,00	A-1	29 982,87	2,83	F	Taux fixe à 3.11 %	3,150	9 686,37	820,23	0,00	105,21
2019-92 ESC 07144705	N	0,00	A-1	89 900,26	7,17	F	Taux fixe à 3.5 %	3,500	9 932,35	3 146,51	0,00	2 309,08
2019-93 LIN MIN19004	N	0,00	A-1	74 928,42	6,92	F	Taux fixe à 5.11 %	5,180	9 153,78	3 713,38	0,00	270,75
2019-96 VEN 103781	N	0,00	A-1	197 141,17	39,00	V	(Livret A + 0.75)-Floor 0 sur Livret A	1,250	3 921,62	2 434,54	0,00	594,32
2019-99 COU 400330	N	0,00	A-1	6 287,26	1,89	F	Taux fixe à 0.3 %	0,300	3 138,94	15,34	0,00	1,02
1643 Emprunts en devises (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
16441 Emprunts assortis d'une option de tirage sur ligne de trésorerie (total) (9)		0,00		1 325 000,00					132 500,00	3 045,49	0,00	1 628,09
201101 - 090655	N	0,00	A-1	1 325 000,00	9,21	V	(TAM(Postfixé) + 0.7)-Floor -0.7 sur TAM(Postfixé)	0,230	132 500,00	3 045,49	0,00	1 628,09
165 Dépôts et cautionnements reçus (Total)		**0,00**		**0,00**					**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
167 Emprunts et dettes assortis de conditions particulières (Total)		**0,00**		**0,00**					**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
1675 Dettes pour METP et PPP (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
1678 Autres emprunts et dettes (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
168 Emprunts et dettes assimilés (Total)		**0,00**		**2 527 946,01**					**460 392,07**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

Nature (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat)	Emprunts et dettes au 01/01/N											
						Taux d'intérêt			Annuité de l'exercice			
	Couverture ? O/N (10)	Montant couvert	Catégorie d'emprunt après couverture éventuelle (11)	Capital restant dû au 01/01/N	Durée résiduelle (en années)	Type de taux (12)	Index (13)	Niveau de taux d'intérêt à la date de vote du budget (14)	Capital	Charges d'intérêt (15)	Intérêts perçus (le cas échéant) (16)	ICNE de l'exercice
1681 Autres emprunts (total)		0,00		2 527 946,01					460 392,07	0,00	0,00	0,00
200606 - 04305600	N	0,00	A-1	1 638,13	0,34	F	Taux fixe à 0 %	0,000	1 638,13	0,00	0,00	0,00
200706 - 04305600	N	0,00	A-1	5 920,00	1,26	F	Taux fixe à 0 %	0,000	2 960,00	0,00	0,00	0,00
200707 - 04305600	N	0,00	A-1	13 213,33	1,26	F	Taux fixe à 0 %	0,000	6 606,67	0,00	0,00	0,00
200708 - 04305600	N	0,00	A-1	1 680,00	1,26	F	Taux fixe à 0 %	0,000	840,00	0,00	0,00	0,00
200805 - 04301801	N	0,00	A-1	1 081,80	2,14	F	Taux fixe à 0 %	0,000	360,60	0,00	0,00	0,00
200806 - 04301801	N	0,00	A-1	7 155,00	2,14	F	Taux fixe à 0 %	0,000	2 385,00	0,00	0,00	0,00
200808 - 04301801	N	0,00	A-1	7 411,39	2,26	F	Taux fixe à 0 %	0,000	2 470,46	0,00	0,00	0,00
200809 - 1000898	N	0,00	A-1	3 870,00	2,26	F	Taux fixe à 0 %	0,000	1 290,00	0,00	0,00	0,00
2009-04 / 1007219	N	0,00	A-1	15 146,67	3,19	F	Taux fixe à 0 %	0,000	3 029,33	0,00	0,00	0,00
2010-01 / 1009341	N	0,00	A-1	18 002,33	4,21	F	Taux fixe à 0 %	0,000	3 600,47	0,00	0,00	0,00
2010-02 / 10200841	N	0,00	A-1	12 600,80	4,65	F	Taux fixe à 0 %	0,000	2 100,13	0,00	0,00	0,00
2012-08 / 1024334	N	0,00	A-1	65 240,31	5,28	F	Taux fixe à 0 %	0,000	10 873,37	0,00	0,00	0,00
2012-09 / 1023130	N	0,00	A-1	31 347,73	6,14	F	Taux fixe à 0 %	0,000	3 918,47	0,00	0,00	0,00
201205 convention 1034400	N	0,00	A-1	40 297,60	6,97	F	Taux fixe à 0 %	0,000	5 037,20	0,00	0,00	0,00
201206 convention 11035780	N	0,00	A-1	78 945,60	6,97	F	Taux fixe à 0 %	0,000	9 868,20	0,00	0,00	0,00
201207 convention 1030602	N	0,00	A-1	28 344,00	6,97	F	Taux fixe à 0 %	0,000	3 543,00	0,00	0,00	0,00
201310 - 10410771	N	0,00	A-1	35 981,31	7,46	F	Taux fixe à 0 %	0,000	4 497,67	0,00	0,00	0,00
2014-03 / 1044234	N	0,00	A-1	18 111,33	8,16	F	Taux fixe à 0 %	0,000	1 811,13	0,00	0,00	0,00
2014-04 / 1052090	N	0,00	A-1	38 579,33	8,95	F	Taux fixe à 0 %	0,000	3 857,93	0,00	0,00	0,00
2017-04 / 1064655	N	0,00	A-1	50 652,32	11,82	F	Taux fixe à 0 %	0,000	3 896,34	0,00	0,00	0,00
201705 / 1072030	N	0,00	A-1	81 595,99	11,94	F	Taux fixe à 0 %	0,000	6 799,67	0,00	0,00	0,00
201805 -1078710	N	0,00	A-1	112 755,06	12,79	F	Taux fixe à 0 %	0,000	8 673,47	0,00	0,00	0,00
2019-17 SIE AESN 1002716	N	0,00	A-1	14 269,39	2,75	F	Taux fixe à 0 %	0,000	4 756,46	0,00	0,00	0,00
2019-19 SIE AESN 064819	N	0,00	A-1	21 333,33	1,53	F	Taux fixe à 0 %	0,000	10 666,67	0,00	0,00	0,00
2019-20 SIE AESN 070006	N	0,00	A-1	205 644,00	2,75	F	Taux fixe à 0 %	0,000	68 548,00	0,00	0,00	0,00
2019-21 SIE AESN 070006	N	0,00	A-1	228 493,33	1,66	F	Taux fixe à 0 %	0,000	114 246,67	0,00	0,00	0,00
2019-22 SIE AESN 070007	N	0,00	A-1	15 096,00	1,85	F	Taux fixe à 0 %	0,000	7 548,00	0,00	0,00	0,00
2019-23 SIE AESN 070007	N	0,00	A-1	25 160,00	1,53	F	Taux fixe à 0 %	0,000	12 580,00	0,00	0,00	0,00
2019-24 SIE AESN 0648194	N	0,00	A-1	13 333,30	4,94	F	Taux fixe à 0 %	0,000	2 666,67	0,00	0,00	0,00
2019-25 SIE AESN 0700074 01	N	0,00	A-1	25 160,00	4,74	F	Taux fixe à 0 %	0,000	5 032,00	0,00	0,00	0,00
2019-26 SIE AESN 070006	N	0,00	A-1	365 589,31	7,58	F	Taux fixe à 0 %	0,000	45 698,67	0,00	0,00	0,00
2019-33 VAL AESN 1029215	N	0,00	A-1	85 682,40	11,68	F	Taux fixe à 0 %	0,000	7 140,20	0,00	0,00	0,00
2019-34 VAL AESN 1033890	N	0,00	A-1	17 338,04	6,50	F	Taux fixe à 0 %	0,000	2 476,87	0,00	0,00	0,00
2019-35 VEN AESN 1002187	N	0,00	A-1	1 923,60	1,94	F	Taux fixe à 0 %	0,000	961,80	0,00	0,00	0,00

Nature (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat)	Emprunts et dettes au 01/01/N											
						Taux d'intérêt			Annuité de l'exercice			
	Couverture ? O/N (10)	Montant couvert	Catégorie d'emprunt après couverture éventuelle (11)	Capital restant dû au 01/01/N	Durée résiduelle (en années)	Type de taux (12)	Index (13)	Niveau de taux d'intérêt à la date de vote du budget (14)	Capital	Charges d'intérêt (15)	Intérêts perçus (le cas échéant) (16)	ICNE de l'exercice
2019-36 VEN AESN 1081089	N	0,00	A-1	215 596,80	18,16	F	Taux fixe à 0 %	0,000	11 347,20	0,00	0,00	0,00
2019-37 VEN AESN 1081093	N	0,00	A-1	180 509,47	13,16	F	Taux fixe à 0 %	0,000	12 893,53	0,00	0,00	0,00
2019-38 SIV- AESN 063516	N	0,00	A-1	10 013,29	1,77	F	Taux fixe à 0 %	0,000	5 006,67	0,00	0,00	0,00
2019-43 STG 1055681	N	0,00	A-1	19 740,00	9,69	F	Taux fixe à 0 %	0,000	1 974,00	0,00	0,00	0,00
2019-44 STG AESN 1000906	N	0,00	A-1	12 089,47	1,90	F	Taux fixe à 0 %	0,000	6 044,74	0,00	0,00	0,00
2019-47 MON AESN 060212	N	0,00	A-1	3 540,00	0,51	F	Taux fixe à 0 %	0,000	3 540,00	0,00	0,00	0,00
2019-48 IRA AESN 062316	N	0,00	A-1	9 866,66	0,49	F	Taux fixe à 0 %	0,000	9 866,66	0,00	0,00	0,00
2019-51	N	0,00	A-1	10 649,00	4,46	F	Taux fixe à 0 %	0,000	2 129,80	0,00	0,00	0,00
2019-52 BLE AESN 1015318	N	0,00	A-1	3 060,80	3,89	F	Taux fixe à 0 %	0,000	765,20	0,00	0,00	0,00
2019-56 MON AESN 1044028	N	0,00	A-1	81 411,62	8,27	F	Taux fixe à 0 %	0,000	9 045,73	0,00	0,00	0,00
2019-58 LIN AESN 1050168	N	0,00	A-1	39 946,90	13,92	F	Taux fixe à 0 %	0,000	2 853,35	0,00	0,00	0,00
2019-60 APP AESN 1060678	N	0,00	A-1	50 212,80	11,74	F	Taux fixe à 0 %	0,000	4 184,40	0,00	0,00	0,00
2019-63 MON AESN 1032195	N	0,00	A-1	33 190,24	6,30	F	Taux fixe à 0 %	0,000	4 741,47	0,00	0,00	0,00
2019-73 AUG AESN 1008364	N	0,00	A-1	8 461,83	3,62	F	Taux fixe à 0 %	0,000	2 115,47	0,00	0,00	0,00
2019-89 AUX	N	0,00	A-1	161 064,40	13,96	F	Taux fixe à 0 %	0,000	11 504,60	0,00	0,00	0,00
1682 Bons à moyen terme négociables (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
1687 Autres dettes (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
Total général		**0,00**		**17 020 894,46**					**2 826 002,64**	**326 545,14**	**0,00**	**130 159,90**

(9) S'agissant des emprunts assortis d'une ligne de trésorerie, il faut faire ressortir le remboursement du capital de la dette prévue pour l'exercice correspondant au véritable endettement.

(10) Si l'emprunt est soumis à couverture, il convient de compléter le tableau « détail des opérations de couverture ».

(11) Catégorie d'emprunt. Exemple A-1 (cf. la classification des emprunts suivant la typologie de la circulaire IOCB1015077C du 25 juin 2010 sur les produits financiers offerts aux collectivités territoriales).

(12) Type de taux d'intérêt après opérations de couverture : F : fixe ; V : variable simple ; C : complexe (c'est-à-dire un taux variable qui n'est pas seulement défini comme la simple addition d'un taux usuel de référence et d'une marge exprimée en point de pourcentage).

(13) Mentionner l'index en cours au 01/01/N après opérations de couverture.

(14) Taux après opérations de couverture éventuelles. Pour les emprunts à taux variable, indiquer le niveau à la date de vote du budget.

(15) Il s'agit des intérêts dus au titre du contrat initial et comptabilisés à l'article 66111 « Intérêts réglés à l'échéance » (intérêts décaissés) et intérêts éventuels dus au titre du contrat d'échange éventuel et comptabilisés à l'article 668.

(16) Indiquer les intérêts éventuellement reçus au titre du contrat d'échange éventuel et comptabilisés au 768.

IV – ANNEXES

ELEMENTS DU BILAN – ETAT DE LA DETTE – REPARTITION DES EMPRUNTS PAR STRUCTURE DE TAUX

IV

A1.3

A1.3 – REPARTITION DES EMPRUNTS PAR STRUCTURE DE TAUX (HORS A1)

Emprunts ventilés par structure de taux selon le risque le plus élevé (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat) (1)	Organisme prêteur ou chef de file	Nominal (2)	Capital restant dû au 01/01/N (3)	Type d'indices (4)	Durée du contrat	Dates des périodes bonifiées	Taux minimal (5)	Taux maximal (6)	Coût de sortie (7)	Taux maximal après couver-ture éventu-elle (8)	Niveau du taux à la date de vote du budget (9)	Intérêts à payer au cours de l'exercice (10)	Intérêts à percevoir au cours de l'exercice (le cas échéant) (11)	% par type de taux selon le capital restant dû
Echange de taux, taux variable simple plafonné (cap) ou encadré (tunnel) (A)														
TOTAL (A)		0,00	0,00						0,00			0,00	0,00	0,00
Barrière simple (B)														
TOTAL (B)		0,00	0,00						0,00			0,00	0,00	0,00
Option d'échange (C)														
TOTAL (C)		0,00	0,00						0,00			0,00	0,00	0,00
Multiplicateur jusqu'à 3 ou multiplicateur jusqu'à 5 capé (D)														
TOTAL (D)		0,00	0,00						0,00			0,00	0,00	0,00
Multiplicateur jusqu'à 5 (E)														
TOTAL (E)		0,00	0,00						0,00			0,00	0,00	0,00
Autres types de structures (F)														
TOTAL (F)		0,00	0,00						0,00			0,00	0,00	0,00
TOTAL GENERAL		0,00	0,00						0,00			0,00	0,00	0,00

(1) Répartir les emprunts selon le type de structure de taux (de A à F selon la classification de la charte de bonne conduite) en fonction du risque le plus élevé à courir sur toute la durée de vie du contrat de prêt et après opérations de couverture éventuelles.

(2) Nominal : montant emprunté à l'origine. En cas de couverture partielle d'un emprunt, indiquer séparément sur deux lignes la part du nominal couvert et la part non couverte.

(3) En cas de couverture partielle d'un emprunt, indiquer séparément sur deux lignes la part du capital restant dû couvert et la part non couverte.

(4) Indiquer la classification de l'indice sous-jacent suivant la typologie de la circulaire du 25 juin 2010 sur les produits financiers (de 1 à 6). 1 : Indice zone euro / 2 : Indices inflation française ou zone euro ou écart entre ces indices / 3 : Ecart indice zone euro / 4 : Indices hors zone euro ou écart d'indices dont l'un est hors zone euro / 5 : écarts d'indices hors zone euro / 6 : autres indices.

(5) Taux hors opération de couverture. Indiquer le montant, l'index ou la formule correspondant au taux minimal du contrat de prêt sur toute la durée du contrat.

(6) Taux hors opération de couverture. Indiquer le montant, l'index ou la formule correspondant au taux maximal du contrat de prêt sur toute la durée du contrat.

(7) Coût de sortie : indiquer le montant de l'indemnité contractuelle de remboursement définitif de l'emprunt au 01/01/N ou le cas échéant, à la prochaine date d'échéance.

(8) Montant, index ou formule.

(9) Indiquer le niveau de taux après opérations de couverture éventuelles. Pour les emprunts à taux variables, indiquer le niveau du taux à la date de vote du budget.

(10) Indiquer les intérêts à payer au titre du contrat initial et comptabilisés à l'article 66111 et des intérêts éventuels à payer au titre du contrat d'échange et comptabilisés à l'article 668.

(11) Indiquer les intérêts à percevoir au titre du contrat d'échange et comptabilisés au 768.

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN – ETAT DE LA DETTE – TYPOLOGIE DE LA REPARTITION DE L'ENCOURS	A1.4

A1.4 – TYPOLOGIE DE LA REPARTITION DE L'ENCOURS (1)

Structure / Indices sous-jacents		(1) Indices zone euro	(2) Indices inflation française ou zone euro ou écart entre ces indices	(3) Ecarts d'indices zone euro	(4) Indices hors zone euro et écarts d'indices dont l'un est un indice hors zone euro	(5) Ecarts d'indices hors zone euro	(6) Autres indices
(A) Taux fixe simple. Taux variable simple. Echange de taux fixe contre taux variable ou inversement. Echange de taux structuré contre taux variable ou taux fixe (sens unique). Taux variable simple plafonné (*cap*) ou encadré (*tunnel*)	Nombre de produits	97	0	0	0	0	
	% de l'encours	100,01	0,00	0,00	0,00	0,00	
	Montant en euros	17 020 894,46	0,00	0,00	0,00	0,00	
(B) Barrière simple. Pas d'effet de levier	Nombre de produits	0	0	0	0	0	
	% de l'encours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
	Montant en euros	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
(C) Option d'échange (*swaption*)	Nombre de produits	0	0	0	0	0	
	% de l'encours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
	Montant en euros	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
(D) Multiplicateur jusqu'à 3 ; multiplicateur jusqu'à 5 capé	Nombre de produits	0	0	0	0	0	
	% de l'encours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
	Montant en euros	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
(E) Multiplicateur jusqu'à 5	Nombre de produits	0	0	0	0	0	
	% de l'encours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
	Montant en euros	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
(F) Autres types de structures	Nombre de produits						0
	% de l'encours						0,00
	Montant en euros						0,00

(1) Cette annexe retrace le stock de dette au 01/01/N après opérations de couverture éventuelles.

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN – ETAT DE LA DETTE – DETAIL DES OPERATIONS DE COUVERTURE	A1.5

A1.5 – DETAIL DES OPERATIONS DE COUVERTURE (1)

Instruments de couverture (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat)	Emprunt couvert			Instrument de couverture								Primes éventuelles	
	Référence de l'emprunt couvert	Capital restant dû au 01/01/N	Date de fin du contrat	Organisme co-contractant	Type de couverture (3)	Nature de la couverture (change ou taux)	Notionnel de l'instrument de couverture	Date de début du contrat	Date de fin du contrat	Périodicité de règlement des intérêts (4)	Montant des commissions diverses	Primes payées pour l'achat d'option	Primes reçues pour la vente d'option
Taux fixe (total)		0,00					0,00				0,00	0,00	0,00
Taux variable simple (total)		0,00					0,00				0,00	0,00	0,00
Taux complexe (total) (2)		0,00					0,00				0,00	0,00	0,00
Total		0,00					0,00				0,00	0,00	0,00

(1) Si un instrument couvre plusieurs emprunts, distinguer une ligne par emprunt couvert.

(2) Il s'agit d'un taux variable qui n'est pas défini comme la simple addition d'un taux usuel de référence et d'une marge exprimée en point de pourcentage.

(3) Indiquer s'il s'agit d'un *swap*, d'une option (*cap*, *floor*, *tunnel*, *swaption*).

(4) Indiquer la périodicité de règlement des intérêts : A : annuelle, M : mensuelle, B : bimestrielle, S : semestrielle, T : trimestrielle, X : autre.

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN – ETAT DE LA DETTE – DETAIL DES OPERATIONS DE COUVERTURE	A1.5

A1.5 – DETAIL DES OPERATIONS DE COUVERTURE (1) (suite)

Instruments de couverture (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat)	Effet de l'instrument de couverture								
	Référence de l'emprunt couvert	Taux payé		Taux reçu (7)		Charges et produits constatés depuis l'origine du contrat		Catégorie d'emprunt (8)	
		Index (5)	Niveau de taux (6)	Index	Niveau de taux	Charges c/668	Produits c/768	Avant opération de couverture	Après opération de couverture
Taux fixe (total)						0,00	0,00		
Taux variable simple (total)						0,00	0,00		
Taux complexe (total) (2)						0,00	0,00		
Total						0,00	0,00		

(5) Indiquer l'index utilisé ou la formule de taux.

(6) Pour les emprunts à taux variable, indiquer le niveau à la date de vote du budget.

(7) A compléter si l'instrument de couverture est un *swap*.

(8) Catégorie d'emprunt. Exemple A-1 (cf. la classification des emprunts suivant la typologie de la circulaire IOCB1015077C du 25 juin 2010 sur les produits financiers offerts aux collectivités territoriales).

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN – ETAT DE LA DETTE AUTRES DETTES	A1.6

A1.6 – AUTRES DETTES

(Issues des engagements juridiques pris autres que ceux destinés à financer la prise en charge d'un emprunt)

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN METHODES UTILISEES POUR LES AMORTISSEMENTS	A2

A2 – AMORTISSEMENTS – METHODES UTILISEES

CHOIX DE L'ASSEMBLEE DELIBERANTE	Délibération du
Biens de faible valeur Seuil unitaire en deçà duquel les immobilisations de peu de valeur s'amortissent sur un an (article R. 2321-1 du CGCT) : 0.00 €	2019-10-10

Procédure d'amortissement (linéaire, dégressif, variable)	Catégories de biens amortis	Durée (en années)	
L	2031 Frais détudes 5 ans	5	10/10/2019
L	2033 Frais dinsertion 5 ans	5	10/10/2019
L	2051 Concessions et droits assimilés 5 ans	5	10/10/2019
L	2088 Autres immobilisations incorporelles 5 ans	5	10/10/2019
L	21311 Bâtiments d'exploitation 30 ans	30	10/10/2019
L	21315 Bâtiments administratif 30 ans	30	10/10/2019
L	21351 Bâtiments d'exploitation 15 ans	15	10/10/2019
L	21355 Bâtiments administratif 15 ans	15	10/10/2019
L	21532 Réseaux d'assainissement 50 ans	50	10/10/2019
L	21532 Matériel industriel 15 ans	15	10/10/2019
L	2155 Outillage industriel 5 ans	5	10/10/2019
L	21562 Service d'assainissement15 ans	15	10/10/2019
L	2157 Agencements et aments mat outI indus15 ans	15	10/10/2019
L	2181 Installations géné agencements divers15 ans	15	10/10/2019
L	2182 Matériel de transport 10 ans	10	10/10/2019
L	2182 Matériel de transport velo 5 ans	5	10/10/2019
L	2182 Matériel de transport Camions 10 ans	10	10/10/2019
L	2183 Matériel de bureau et matériel informat 5 ans	5	10/10/2019
L	2184 Mobilier 10 ans	10	10/10/2019
L	2188 Autres immo Petits Mat bureau, éléc, 5 ans	5	10/10/2019
L	2188 Autres immo Outillages 10 ans	10	10/10/2019

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN ETAT DES PROVISIONS ET DES DEPRECIATIONS	A3.1

A3.1 – ETAT DES PROVISIONS ET DES DEPRECIATIONS

Nature de la provision ou de la dépréciation	Dotations inscrites au budget de l'exercice (1)	Date de constitution	Montant des prov. et dépréciations constituées au 01/01/N	Montant total des prov. et dépréciations constituées	Reprises inscrites au budget de l'exercice	SOLDE prévisionnel au 31/12/N
PROVISIONS ET DEPRECIATIONS BUDGETAIRES						
Provisions réglementées et amortissements dérogatoires	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00
Provisions pour risques et charges (2)	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00
Dépréciations (2)	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00
TOTAL BUDGETAIRES	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00
PROVISIONS ET DEPRECIATIONS SEMI-BUDGETAIRES						
Provisions pour risques et charges (2)	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00
Dépréciations (2)	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00
TOTAL SEMI-BUDGETAIRES	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Provisions nouvelles ou abondement d'une provision déjà constituée.

(2) Indiquer l'objet de la provision (exemples : provision pour litiges au titre du procès ; provisions pour dépréciation des immobilisations de l'équipement …).

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN ETALEMENT DES PROVISIONS	A3.2

A3.2 – ETALEMENT DES PROVISIONS

(1) Il s'agit des provisions pour risques et charges qui peuvent faire l'objet d'un étalement.

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN EQUILIBRE DES OPERATIONS FINANCIERES – DEPENSES	A4.1

DEPENSES A COUVRIR PAR DES RESSOURCES PROPRES

Art. (1)	Libellé (1)	Propositions nouvelles	Vote (2)
DEPENSES TOTALES A COUVRIR PAR DES RESSOURCES PROPRES =A + B		**3 056 949,00**	**I** **3 056 949,00**
16 Emprunts et dettes assimilées (A)		**2 856 949,00**	**2 856 949,00**
1631	Emprunts obligataires	0,00	0,00
1641	Emprunts en euros	2 357 274,00	2 357 274,00
1643	Emprunts en devises	0,00	0,00
16441	Opérat° afférentes à l'emprunt	0,00	0,00
1678	Autres emprunts et dettes	0,00	0,00
1681	Autres emprunts	499 675,00	499 675,00
1682	Bons à moyen terme négociables	0,00	0,00
1687	Autres dettes	0,00	0,00
Dépenses et transferts à déduire des ressources propres (B)		**200 000,00**	**200 000,00**
10…	*Reprise de dotations, fonds divers et réserves*		
10…	Reversement de dotations, fonds divers et réserves		
139	*Subv. invest. transférées cpte résultat*	*200 000,00*	*200 000,00*
020	Dépenses imprévues	0,00	0,00

	Op. de l'exercice I	Restes à réaliser en dépenses de l'exercice précédent (3) (4)	Solde d'exécution D001 (3) (4)	TOTAL II
Dépenses à couvrir par des ressources propres	**3 056 949,00**	**0,00**	**0,00**	**3 056 949,00**

(1) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes.

(2) Crédits de l'exercice votés lors de la séance.

(3) Inscrire uniquement si le compte administratif est voté ou en cas de reprise anticipée des résultats de l'exercice précédent.

(4) Indiquer le montant correspondant figurant en II - Présentation générale du budget – vue d'ensemble.

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN EQUILIBRE DES OPERATIONS FINANCIERES – RECETTES	A4.2

RESSOURCES PROPRES

Art. (1)	Libellé (1)	Propositions nouvelles	Vote (2)	
RECETTES (RESSOURCES PROPRES) = a + b		**2 551 000,00**	**III**	**2 551 000,00**
Ressources propres externes de l'année (a)		**0,00**		**0,00**
10222	FCTVA	0,00		0,00
10228	Autres fonds globalisés	0,00		0,00
26…	*Participations et créances rattachées*			
27…	*Autres immobilisations financières*			
Ressources propres internes de l'année (b) (3)		**2 551 000,00**		**2 551 000,00**
15…	*Provisions pour risques et charges*			
169	*Primes de remboursement des obligations*	*0,00*		*0,00*
26…	*Participations et créances rattachées*			
27…	*Autres immobilisations financières*			
28…	*Amortissement des immobilisations*			
281532	*Réseaux d'assainissement*	*1 700 000,00*		*1 700 000,00*
29…	*Dépréciation des immobilisations*			
39…	*Dépréciat° des stocks et en-cours*			
481…	*Charges à répartir plusieurs exercices*			
021	*Virement de la section d'exploitation*	*851 000,00*		*851 000,00*

	Opérations de l'exercice III	Restes à réaliser en recettes de l'exercice précédent (4) (5)	Solde d'exécution R001 (4) (5)	Affectation R106 (4)	TOTAL IV
Total ressources propres disponibles	**2 551 000,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**2 551 000,00**

		Montant
Dépenses à couvrir par des ressources propres	II	**3 056 949,00**
Ressources propres disponibles	IV	**2 551 000,00**
Solde	V = IV – II (6)	**-505 949,00**

(1) Les comptes 15, 169, 26, 27, 28, 29, 39 et 481 sont à détailler conformément au plan de comptes.

(2) Crédits de l'exercice votés lors de la séance.

(3) Les comptes 15, 29 et 39 sont présentés uniquement si la commune ou l'établissement applique le régime des provisions budgétaires.

(4) Inscrire uniquement si le compte administratif est voté ou en cas de reprise anticipée des résultats de l'exercice précédent.

(5) Indiquer le montant correspondant figurant en II - Présentation générale du budget – vue d'ensemble.

(6) Indiquer le signe algébrique.

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN **ETAT DE VENTILATION DES DEPENSES ET RECETTES DES SERVICES D'EAU ET D'ASSAINISSEMENT – SECTION D'EXPLOITATION**	**A5.1.1**

Cet état ne contient pas d'information.

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN **ETAT DE VENTILATION DES DEPENSES ET RECETTES DES SERVICES D'EAU ET D'ASSAINISSEMENT – SECTION D'INVESTISSEMENT**	**A5.1.2**

Cet état ne contient pas d'information.

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN **ETAT DE VENTILATION DES DEPENSES ET RECETTES DES SERVICES D'ASSAINISSEMENT COLLECTIF ET NON COLLECTIF – SECTION D'EXPLOITATION**	**A5.2.1**

Cet état ne contient pas d'information.

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN **ETAT DE VENTILATION DES DEPENSES ET RECETTES DES SERVICES D'ASSAINISSEMENT COLLECTIF ET NON COLLECTIF – SECTION D'INVESTISSEMENT**	**A5.2.2**

Cet état ne contient pas d'information.

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN ETAT DES CHARGES TRANSFEREES	A6

A6 – ETAT DES CHARGES TRANSFEREES

Exercice	Nature de la dépense transférée	Durée de l'éta-lement	Date de la délibéra-tion	Montant de la dépense transférée au compte 481 (I)	Montant amorti au titre des exercices précédents (II)	Montant de la dotation aux amortissements de l'exercice (c/6812) (III)	Solde (1)
TOTAL				0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Correspond au montant de la charge restant à amortir = I – (II + III).

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN – DETAIL DES OPERATIONS POUR COMPTE DE TIERS	A7

A7 – CHAPITRE D'OPERATIONS POUR COMPTE DE TIERS (Détail) (1)

N° opération : 0 **Intitulé de l'opération : DEPENSES (A SUBDIVISER PAR OPERATION) RECETTES (A SUBDIVISER PAR OPERATION)** **Date de la délibération :**

	Pour mémoire réalisations cumulées au 01/01/N (2)	RAR N-1 (3)	Nouveaux crédits votés	Total (4)
DEPENSES (a)	**121 854,14**	**0,00**	**194 000,00**	**194 000,00**
45 DEPENSES (A SUBDIVISER PAR OPERATION) (5)	117 215,18	0,00	0,00	0,00
45 DEPENSES (A SUBDIVISER PAR OPERATION) (5)	4 638,96	0,00	0,00	0,00
45 DEPENSES (A SUBDIVISER PAR OPERATION) (5)	0,00	0,00	0,00	0,00
45 DEPENSES (A SUBDIVISER PAR OPERATION) (5)	0,00	0,00	78 000,00	78 000,00
45 DEPENSES (A SUBDIVISER PAR OPERATION) (5)	0,00	0,00	0,00	0,00
45 DEPENSES (A SUBDIVISER PAR OPERATION) (5)	0,00	0,00	40 000,00	40 000,00
45 DEPENSES (A SUBDIVISER PAR OPERATION) (5)	0,00	0,00	48 000,00	48 000,00
45 DEPENSES (A SUBDIVISER PAR OPERATION) (5)	0,00	0,00	28 000,00	28 000,00
040 *Travaux réalisés par le personnel du mandataire (contrepartie 791)*	0,00	0,00	0,00	0,00
041 *Opérations d'ordre à l'intérieur de la section*	0,00	0,00	0,00	0,00
Annulations sur dépenses (c) (6)	0,00	0,00	0,00	0,00
Dépenses nettes (a – c)	**121 854,14**	**0,00**	**194 000,00**	**194 000,00**
RECETTES (b)	**138 300,00**	**0,00**	**194 000,00**	**194 000,00**
Financement par le tiers (7)	0,00	0,00	0,00	0,00
45 Financement par d'autres tiers (7)	138 300,00	0,00	194 000,00	194 000,00
040 *Financement par le service (contrepartie 6742)*	0,00	0,00	0,00	0,00
041 *Financement par emprunt à la charge du tiers (contrepartie D2763)*	0,00	0,00	0,00	0,00
Annulations sur recettes (d) (6)	0,00	0,00	0,00	0,00
Recettes nettes (b - d)	**138 300,00**	**0,00**	**194 000,00**	**194 000,00**

(1) Ouvrir un cadre par opération pour compte de tiers.

(2) Ensemble des réalisations connues (hors restes à réaliser).

(3) A remplir uniquement en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent, soit après le vote du compte administratif, soit en cas de reprise anticipée des résultats.

(4) Total = Restes à réaliser N-1 + Nouveaux crédits votés.

(5) Inscrire le chapitre et la nature des travaux.

(6) Le chapitre 45 doit être détaillé conformément au plan de comptes, tant en dépenses qu'en recettes.

(7) Indiquer le chapitre.

IV – ANNEXES	IV
ENGAGEMENTS HORS BILAN – ENGAGEMENTS DONNES ET RECUS EMPRUNTS GARANTIS PAR LA REGIE	B1.1

B1.1 – ETAT DES EMPRUNTS GARANTIS PAR LA REGIE

Désignation du bénéficiaire	Année de mobilisation et profil d'amortissement de l'emprunt (1)		Objet de l'emprunt garanti	Organisme prêteur ou chef de file	Montant initial	Capital restant dû au 01/01/N	Durée résiduelle	Périodicité des remboursements (2)	Taux initial			Taux à la date de vote du budget (6)			Catégorie d'emprunt (7)	Indices ou devises pouvant modifier l'emprunt	Annuité garantie au cours de l'exercice	
	Année	Profil							Taux (3)	Index (4)	Taux actuariel (5)	Taux (3)	Index (4)	Niveau de taux			En intérêts (8)	En capital
Total des emprunts contractés par des collectivités ou des EP (hors logements sociaux)					0,00	0,00											0,00	0,00
Total des emprunts autres que ceux contractés par des collectivités ou des EP (hors logements sociaux)					0,00	0,00											0,00	0,00
Total des emprunts contractés pour des opérations de logement social					0,00	0,00											0,00	0,00
TOTAL GENERAL					0,00	0,00											0,00	0,00

(1) Indiquer C pour amortissement constant, P pour amortissement progressif, F pour in fine, X pour autres (à préciser).

(2) Indiquer la périodicité des remboursements A : annuelle ; M : mensuelle ; B : bimestrielle ; S : semestrielle ; T : trimestrielle ; X : autre.

(3) Type de taux d'intérêt : F : fixe ; V : variable simple ; C : complexe (c'est-à-dire un taux variable qui n'est pas seulement défini comme la simple addition d'un taux usuel de référence et d'une marge exprimée en point de pourcentage).

(4) Indiquer le type d'index (ex. EURIBOR 3 mois …).

(5) Taux annuel, tous frais compris.

(6) Taux hors opération de couverture. Pour les emprunts à taux variable, indiquer le niveau à la date de vote du budget.

(7) Catégorie d'emprunt hors opération de couverture. Exemple A-1 (cf. la classification des emprunts suivant la typologie de la circulaire IOCB1015077C du 25 juin 2010 sur les produits financiers offerts aux collectivités territoriales).

(8) Il s'agit des intérêts dus au titre du contrat initial et comptabilisés à l'article 66111 « Intérêts réglés à l'échéance » (intérêts décaissés).

IV – ANNEXES	IV
ENGAGEMENTS HORS BILAN – CALCUL DU RATIO D'ENDETTEMENT RELATIF AUX GARANTIES D'EMPRUNT	B1.2

B1.2 – CALCUL DU RATIO D'ENDETTEMENT RELATIF AUX GARANTIES D'EMPRUNT

Calcul du ratio de l'article L. 2252-1 du CGCT	Valeur en euros	
Total des annuités déjà garanties à échoir dans l'exercice (1)	A	0,00
Total des premières annuités entières des nouvelles garanties de l'exercice (1)	B	0,00
Annuité nette de la dette de l'exercice (2)	C	0,00
Provisions pour garanties d'emprunts	D	0,00
Total des annuités d'emprunts garantis de l'exercice	**I = A+ B + C - D**	**0,00**
Recettes réelles de fonctionnement	**II**	**0,00**

Part des garanties d'emprunt accordées au titre de l'exercice en % (3)	**I / II**	**0,00**

(1) Hors opérations visées par l'article L. 2252-2 du CGCT.

(2) Cf. définition de l'article D. 1511-30 du CGCT.

(3) Les garanties d'emprunt accordées au titre d'un exercice ne doivent pas représenter plus de 50 % des recettes réelles de fonctionnement de ce même exercice.

IV – ANNEXES	IV
ENGAGEMENTS HORS BILAN – ENGAGEMENTS DONNES ET RECUS SUBVENTIONS VERSEES DANS LE CADRE DU VOTE DU BUDGET	B1.3

B1.3 – SUBVENTIONS VERSEES DANS LE CADRE DU VOTE DU BUDGET

(1) Indiquer l'article d'imputation de la subvention.
(2) Dénomination ou numéro éventuel de la subvention.
(3) Objet pour lequel est versée la subvention.

IV – ANNEXES	IV
ENGAGEMENTS HORS BILAN – ENGAGEMENTS DONNES ET RECUS ETAT DES CONTRATS DE CREDIT-BAIL	B1.4

B1.4 – 8016 ETAT DES CONTRATS DE CREDIT-BAIL

(1) Indiquer l'objet du bien mobilier ou immobilier.

(2) Total = (N+1, N+2, N+3, N+4) + restant cumul.

IV – ANNEXES	IV
ENGAGEMENTS HORS BILAN – ENGAGEMENTS DONNES ET RECUS ETAT DES CONTRATS DE PARTENARIAT PUBLIC-PRIVE	B1.5

B1.5 – ETAT DES CONTRATS DE PARTENARIAT PUBLIC-PRIVE

IV – ANNEXES	IV
ENGAGEMENTS HORS BILAN – ENGAGEMENTS DONNES ET RECUS ETAT DES AUTRES ENGAGEMENTS DONNES	B1.6

B1.6 – ETAT DES AUTRES ENGAGEMENTS DONNES

Année d'origine	Nature de l'engagement	Organisme bénéficiaire	Durée en années	Périodicité	Dette en capital à l'origine	Dette en capital 1/1/N	Annuité à verser au cours de l'exercice
8017 Subventions à verser en annuités					0,00	0,00	0,00
8018 Autres engagements donnés					0,00	0,00	0,00
Au profit d'organismes publics					0,00	0,00	0,00
Au profit d'organismes privés (1)					0,00	0,00	0,00
TOTAL					0,00	0,00	0,00

(1) Concernant les garanties accordées à l'Agence France Locale (Article L.1611-3-2 du CGCT) :

- l' « Organisme bénéficiaire » de la garantie est toute personne titulaire d'un « titre éligible » émis ou créé par l'Agence France Locale ;
- la rubrique « Périodicité » n'est pas remplie car la garantie n'a pas de périodicité. La garantie est d'une durée totale indiquée à la colonne qui précède ;
- la colonne « Dette en capital à l'origine » correspond au montant total de la garantie accordée aux titulaires d'un titre éligible ;
- la colonne « Dette en capital 1/1/N » correspond au montant résiduel de la garantie au 1/1/N ;
- la colonne « Annuité à verser au cours de l'exercice » n'est pas remplie car l'octroi de la garantie n'implique pas que des versements annuels aient lieu. Des versements ne seront effectués qu'en cas d'appel de la garantie.

IV – ANNEXES	IV
ENGAGEMENTS HORS BILAN – ENGAGEMENTS DONNES ET RECUS ETAT DES ENGAGEMENTS RECUS	B1.7

B1.7 – ETAT DES ENGAGEMENTS RECUS

Année d'origine	Nature de l'engagement	Organisme émetteur	Durée en années	Périodicité	Créance en capital à l'origine	Créance en capital 01/01/N	Annuité reçue au cours de l'exercice
8027 Subventions à recevoir par annuités (annuités restant à recevoir)					0,00	0,00	0,00
8028 Autres engagements reçus					0,00	0,00	0,00
A l'exception de ceux reçus des entreprises					0,00	0,00	0,00
Engagements reçus des entreprises					0,00	0,00	0,00
TOTAL					0,00	0,00	0,00

IV – ANNEXES	IV
ENGAGEMENTS HORS BILAN AUTORISATIONS DE PROGRAMME ET CREDITS DE PAIEMENT	B2.1

B2.1 – SITUATION DES AUTORISATIONS DE PROGRAMME ET CREDITS DE PAIEMENT

N° ou intitulé de l'AP	Montant des AP			Montant des CP		
	Pour mémoire AP votée y compris ajustement	Révision de l'exercice N	Total cumulé (toutes les délibérations y compris pour N)	Crédits de paiement antérieurs (réalisations cumulées au 01/01/N) (1)	Crédits de paiement ouverts au titre de l'exercice N (2)	Restes à financer au-delà de N (3)
AP2005-ASS/2020 ASSAINISSEMENT CREATION STEP EXT RESEAU LINDRY	1 174 000,00	0,00	1 174 000,00	87 000,00	1 054 000,00	33 000,00
AP2010-ASS/2020 ASSAINISSEMENT CREATION SYSTEME EPURATION CHITRY	1 976 000,00	0,00	1 976 000,00	137 000,00	1 300 000,00	539 000,00
AP2009-ASS/2020 ASSAINISSEMENT MISE EN CONFORMITE STEP GY LEVEQUE	375 000,00	0,00	375 000,00	96 000,00	220 000,00	59 000,00
AP2006-ASS/2020 ASSAINISSEMENT MISE EN SEPRATIF QUENNE	1 007 000,00	0,00	1 007 000,00	58 000,00	315 000,00	634 000,00
AP2002-ASS/2020 ASSAINISSEMENT ORMES SENTIER VOSVES APPOIGNY	208 000,00	0,00	208 000,00	4 000,00	204 000,00	0,00
AP2008-ASS/2020 ASSAINISSEMENT REHABILITATION RESEAU VINCELLES	624 000,00	0,00	624 000,00	117 000,00	415 000,00	92 000,00
AP2007-ASS/2020 CREATION STEP VAUX	619 000,00	0,00	619 000,00	24 000,00	595 000,00	0,00

(1) Il s'agit des réalisations effectives correspondant aux mandats émis.

(2) Il s'agit du montant prévu initialement par l'échéancier corrigé des révisions.

(3) Il s'agit de la différence entre les AP engagées et les CP consommés.

IV – ANNEXES	IV
ENGAGEMENTS HORS BILAN AUTORISATIONS D'ENGAGEMENT ET CREDITS DE PAIEMENT	B2.2

B2.2 – SITUATION DES AUTORISATIONS D'ENGAGEMENT ET CREDITS DE PAIEMENT

(1) Il s'agit des réalisations effectives correspondant aux mandats émis.

(2) Il s'agit du montant prévu initialement par l'échéancier corrigé des révisions.

(3) Il s'agit de la différence entre les AE engagées et les CP consommés.

IV – ANNEXES	IV
AUTRES ELEMENTS D'INFORMATIONS – ETAT DU PERSONNEL AU 01/01/N	C1.1

C1.1 – ETAT DU PERSONNEL AU 01/01/N

GRADES OU EMPLOIS (1)	CATEGORIES (2)	EMPLOIS BUDGETAIRES (3)			EFFECTIFS POURVUS SUR EMPLOIS BUDGETAIRES EN ETPT (4)		
		EMPLOIS PERMANENTS À TEMPS COMPLET	EMPLOIS PERMANENTS À TEMPS NON COMPLET	TOTAL	AGENTS TITULAIRES	AGENTS NON TITULAIRES	TOTAL
EMPLOIS FONCTIONNELS (a)		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Directeur général des services		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Directeur général adjoint des services		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Directeur général des services techniques		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Emplois créés au titre de l'article 6-1 de la loi n° 84-53		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
FILIERE ADMINISTRATIVE (b)		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
FILIERE TECHNIQUE (c)		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**3,00**	**1,00**	**4,00**
Ingénieur	A	0,00	0,00	0,00	0,00	1,00	1,00
Ingénieur principal	A	0,00	0,00	0,00	1,00	0,00	1,00
Technicien principal de 1 cl	B	0,00	0,00	0,00	1,00	0,00	1,00
Technicien principal de 2 cl	B	0,00	0,00	0,00	1,00	0,00	1,00
FILIERE SOCIALE (d)		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
FILIERE MEDICO-SOCIALE(e)		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
FILIERE MEDICO-TECHNIQUE (f)		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
FILIERE SPORTIVE (g)		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
FILIERE CULTURELLE (h)		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
FILIERE ANIMATION (i)		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
FILIERE POLICE (j)		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
EMPLOIS NON CITES (k) (5)		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
TOTAL GENERAL (b + c + d + e + f + g + h + i + j + k)		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**3,00**	**1,00**	**4,00**

(1) Les grades ou emplois sont désignés conformément à la circulaire n° NOR : INTB9500102C du 23 mars 1995. Les emplois fonctionnels sont également comptabilisés dans leur filière d'origine.

(2) Catégories : A, B ou C.

(3) Emplois budgétaires créés par l'assemblée délibérante. Les emplois permanents à temps complet sont comptabilisés pour une unité, les emplois à temps non complet sont comptabilisés à hauteur de la quotité de travail prévue par la délibération créant l'emploi.

(4) Equivalent temps plein annuel travaillé (ETPT). Le décompte est proportionnel à l'activité des agents, mesurée par leur quotité de temps de travail et par leur période d'activité sur l'année :

ETPT = Effectifs physiques * quotité de temps de travail * période d'activité dans l'année

Exemple : un agent à temps plein (quotité de travail = 100 %) présent toute l'année correspond à 1 ETPT ; un agent à temps partiel, à 80 % (quotité de travail = 80 %) présent toute l'année correspond à 0,8 ETPT ; un agent à temps partiel, à 80 % (quotité de travail = 80 %) présent la moitié de l'année (ex : CDD de 6 mois, recrutement à mi-année) correspond à 0,4 ETPT (0,8 * 6 / 12).

(5) Par exemple : emplois dont les missions ne correspondent pas à un cadre d'emploi existant, « emplois spécifiques » régis par l'article 139 ter de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 etc.

IV – ANNEXES	IV
AUTRES ELEMENTS D'INFORMATIONS – ETAT DU PERSONNEL AU 01/01/N	C1.1

C1.1 – ETAT DU PERSONNEL AU 01/01/N (suite)

AGENTS NON TITULAIRES EN FONCTION AU 01/01/N	CATEGORIES (1)	SECTEUR (2)	REMUNERATION (3)		CONTRAT	
			Indice (8)	Euros	Fondement du contrat (4)	Nature du contrat (5)
Agents occupant un emploi permanent (6)				**0,00**		
Ingénieur	A	TECH	478	0,00	3-3-2°	CDD
Agents occupant un emploi non permanent (7)				**0,00**		
TOTAL GENERAL				**0,00**		

(1) CATEGORIES: A, B et C.

(2) SECTEUR ADM : Administratif.
TECH : Technique.
URB : Urbanisme (dont aménagement urbain).
S : Social.
MS : Médico-social.
MT : Médico-technique.
SP : Sportif.
CULT : Culturel
ANIM : Animation.
PM : Police.
OTR : Missions non rattachables à une filière.

(3) REMUNERATION : Référence à un indice brut (indiquer le niveau de l'indice brut) de la fonction publique ou en euros annuels bruts (indiquer l'ensemble des éléments de la rémunération brute annuelle).

(4) CONTRAT : Motif du contrat (loi du 26 janvier 1984 modifiée) :
3-a° : article 3, 1er alinéa : accroissement temporaire d'activité.
3-b : article 3, 2ème alinéa : accroissement saisonnier d'activité.
3-1 : remplacement d'un fonctionnaire autorisé à servir à temps partiel ou indisponible (maladie, maternité...).
3-2 : vacance temporaire d'un emploi.
3-3-1° : absence de cadre d'emplois de fonctionnaires susceptibles d'assurer les fonctions correspondantes.
3-3-2° : emplois du niveau de la catégorie A lorsque les besoins des services ou la nature des fonctions le justifient.
3-3-3° : emplois de secrétaire de mairie des communes de moins de 1 000 habitants et de secrétaire des groupements composés de communes dont la population moyenne est inférieure à ce seuil.
3-3-4° : emplois à temps non complet des communes de moins de 1 000 habitants et des groupements composés de communes dont la population moyenne est inférieure à ce seuil, lorsque la quotité de temps de travail est inférieure à 50 %.
3-3-5° : emplois des communes de moins de 2 000 habitants et des groupements de communes de moins de 10 000 habitants dont la création ou la suppression dépend de la décision d'une autorité qui s'impose à la collectivité ou à l'établissement en matière de création, de changement de périmètre ou de suppression d'un service public.
3-4 : article 21 de la loi n° 2012-347 : contrat à durée indéterminée obligatoirement proposée à un agent contractuel.
38 : article 38 travailleurs handicapés catégorie C.
47 : article 47 recrutements directs sur emplois fonctionnels
110 : article 110 collaborateurs de groupes de cabinets.
110-1 : collaborateurs de groupes d'élus.
A : autres (préciser).

(5) Indiquer si l'agent contractuel est titulaire d'un contrat à durée déterminée (CDD) ou d'un contrat à durée indéterminée (CDI). Les contrats particuliers devront être labellisés « A / autres » et feront l'objet d'une précision (ex : « contrats aidés »).

(6) Occupent un emploi permanent de la fonction publique territoriale, les agents non titulaires recrutés sur le fondement des articles 3-1, 3-2, 3-3, 38 et 47 de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984, ainsi que les agents qui sont titulaires d'un contrat à durée indéterminée pris sur le fondement de l'article 21 de la loi n° 2012-347.

(7) Occupent un emploi non permanent de la fonction publique territoriale, les agents non titulaires recrutés sur le fondement des articles 3, 110 et 110-1.

(8) Si un contrat fixe comme référence de rémunération un traitement hors échelle, il convient de mentionner le chevron conformément à l'article 6 décret 85-1148 du 20 octobre 1985.

IV – ANNEXES	IV
AUTRES ELEMENTS D'INFORMATIONS ETAT DU PERSONNEL DE LA COLLECTIVITE OU DE L'ETABLISSEMENT DE RATTACHEMENT EMPLOYE PAR LA REGIE	C1.2

C1.2 – ETAT DU PERSONNEL DE LA COLLECTIVITE OU DE L'ETABLISSEMENT DE RATTACHEMENT EMPLOYE PAR LA REGIE (1)

AGENTS TITULAIRES OU NON	CATEGORIES	EFFECTIFS	MONTANT PREVU A L'ARTICLE 6215
TOTAL GENERAL		0	0,00

(1) Cette annexe est servie s'il s'agit d'un budget annexé au budget d'une collectivité locale ou d'un établissement public local et si la collectivité de rattachement a mis à disposition du personnel en vue de l'exploitation du service.

IV – ANNEXES	IV
AUTRES ELEMENTS D'INFORMATIONS LISTE DES ORGANISMES DANS LESQUELS A ETE PRIS UN ENGAGEMENT FINANCIER	C2

C2 – LISTES DES ORGANISMES DANS LESQUELS A ETE PRIS UN ENGAGEMENT FINANCIER (articles L. 2313-1 et L. 2313-1-1 du CGCT)

Les documents financiers et comptables de ces organismes sont mis à la disposition du public à (1). Toute personne a le droit de demander communication.

La nature de l'engagement (2)	Nom de l'organisme	Raison sociale de l'organisme	Nature juridique de l'organisme	Montant de l'engagement
Délégation de service public (3)				
Garantie ou cautionnement d'un emprunt				
Autres				

(1) Hôtel de ville pour les communes et siège de l'établissement pour les EPCI, syndicat, etc. et autres lieux publics désignés par la commune ou l'établissement.

(2) Indiquer la date de la décision (délibérations, contrats ou décisions de l'exécutif).

(3) Préciser la nature de la délégation (concession, affermage, régie intéressée, ...).

IV – ANNEXES	IV
AUTRES ELEMENTS D'INFORMATIONS LISTE DES SERVICES INDIVIDUALISES DANS UN BUDGET ANNEXE	C3

C3 – LISTE DES SERVICES INDIVIDUALISES DANS UN BUDGET ANNEXE

IV – ANNEXES	IV
ARRETE ET SIGNATURES	D

Nombre de membres en exercice : 0
Nombre de membres présents : 0
Nombre de suffrages exprimés : 0
VOTES :
Pour : 0
Contre : 0
Abstentions : 0

Date de convocation :

Présenté par (1) ,
A le
(1) ,

Délibéré par l'assemblée (2), réunie en session
A , le
Les membres de l'assemblée délibérante (2),

.

Certifié exécutoire par (1) , compte tenu de la transmission en préfecture, le , et de la publication le

A ,le

(1) Indiquer le « président du conseil d'administration » ou l'exécutif de la collectivité de rattachement : maire, président du conseil général,…
(2) L'assemblée délibérante étant : .

REPUBLIQUE FRANÇAISE

EPCI dont la population est de 3500 habitants et plus - COMMUNAUTE DE L'AUXERROIS (1)

AGREGE AU BUDGET PRINCIPAL DE (2)

Numéro SIRET : 20006711400013

POSTE COMPTABLE : Centre des finances publiques d'Auxerre

M. 14

Budget primitif

voté par nature

BUDGET : BUDGET PRINCIPAL (3)

ANNEE 2021

(1) Indiquer la nature juridique et le nom de la collectivité ou de l'établissement (commune, CCAS, EPCI, syndicat mixte, etc).

(2) A renseigner uniquement pour les budgets annexes.

(3) Indiquer le budget concerné : budget principal ou libellé du budget annexe.

Sommaire

I - Informations générales (6)

A - Informations statistiques, fiscales et financières 4
B - Modalités de vote du budget 5

II - Présentation générale du budget

A1 - Vue d'ensemble - Sections 6
A2 - Vue d'ensemble - Section de fonctionnement - Chapitres 7
A3 - Vue d'ensemble - Section d'investissement - Chapitres 9
B1 - Balance générale du budget - Dépenses 11
B2 - Balance générale du budget - Recettes 13

III - Vote du budget

A1 - Section de fonctionnement - Détail des dépenses 15
A2 - Section de fonctionnement - Détail des recettes 18
B1 - Section d'investissement - Détail des dépenses 20
B2 - Section d'investissement - Détail des recettes 22
B3 - Opérations d'équipement - Détail des chapitres et articles 24

IV - Annexes (7)

A - Eléments du bilan

A1 - Présentation croisée par fonction (1) 27
A1.1 - Présentation croisée par fonction - Détail fonctionnement 31
A1.2 - Présentation croisée par fonction - Détail investissement 51
A2.1 - Etat de la dette - Détail des crédits de trésorerie 81
A2.2 - Etat de la dette - Répartition par nature de dette 82
A2.3 - Etat de la dette - Répartition des emprunts par structure de taux 86
A2.4 - Etat de la dette - Typologie de la répartition de l'encours 87
A2.5 - Etat de la dette - Détail des opérations de couverture 88
A2.6 - Etat de la dette - Dette pour financer l'emprunt d'un autre organisme 90
A2.7 - Etat de la dette - Autres dettes 91
A3 - Méthodes utilisées pour les amortissements 92
A4 - Etat des provisions 93
A5 - Etalement des provisions 94
A6.1 - Equilibre des opérations financières - Dépenses 95
A6.2 - Equilibre des opérations financières - Recettes 96
A7.1.1 - Etats des dépenses et recettes des services d'eau et d'assainissement - Fonctionnement (2) 97
A7.1.2 - Etats des dépenses et recettes des services d'eau et d'assainissement - Investissement (2) 98
A7.2.1 - Etats de la répartition de la TEOM - Fonctionnement (3) 99
A7.2.2 - Etats de la répartition de la TEOM - Investissement (3) 101
A8 - Etat des charges transférées 102
A9 - Détail des opérations pour le compte de tiers 103

B - Engagements hors bilan

B1.1 - Etat des emprunts garantis par la commune ou l'établissement (4) 104
B1.2 - Calcul du ratio d'endettement relatif aux garanties d'emprunt 105
B1.3 - Etat des contrats de crédit-bail 106
B1.4 - Etat des contrats de partenariat public-privé 107
B1.5 - Etat des autres engagements donnés 108
B1.6 - Etat des engagements reçus 109
B1.7 - Subventions versées dans le cadre du vote du budget (5) 110
B2.1 - Etat des autorisations de programme et des crédits de paiement afférents 111
B2.2 - Etat des autorisations d'engagement et des crédits de paiement afférents 112
B3 - Emploi des recettes grevées d'une affectation spéciale 113

C - Autres éléments d'informations

C1 - Etat du personnel 114
C2 - Liste des organismes dans lesquels a été pris un engagement financier (4) 118
C3.1 - Liste des organismes de regroupement auxquels adhère la commune ou l'établissement 119
C3.2 - Liste des établissements publics créés 120
C3.3 - Liste des services individualisés dans un budget annexe 121
C3.4 - Liste des services assujettis à la TVA et non érigés en budget annexe 122

D - Décision en matière de taux de contributions directes - Arrêté et signatures

D1 - Décision en matière de taux de contributions directes 123

(1) Cette présentation est obligatoire pour les communes de 3 500 habitants et plus (art. L. 2312-3 du CGCT), les groupements comprenant au moins une commune de 3 500 habitants et plus (art. R. 5211-14 du CGCT) et leurs établissements publics. Elle n'a cependant pas à être produite par les services et activité unique érigés en établissement public ou budget annexe. Les autres communes et établissements peuvent les présenter de manière facultative.

(2) Cet état ne peut être produit que par les communes dont la population est inférieure à 500 habitants et qui gèrent les services de distribution de l'eau potable et d'assainissement sous forme de régie simple sans budget annexe (art. L. 2221-11 du CGCT).

(3) Cet état est obligatoirement produit par les communes et groupements de communes de 10 000 habitants et plus ayant institué la TEOM et assurant au moins la collecte des déchets ménagers (art. L. 2313-1 du CGCT).

(4) Ces états ne sont obligatoires que pour les communes de 3 500 habitants et plus (art. L. 2313-1 du CGCT), les groupements comprenant au moins une commune de 3 500 habitants et plus (art. L. 5211-36 du CGCT, art. L. 5711-1 du CGCT) et leurs établissements publics.

(5) Si la commune ou l'établissement décide d'attribuer des subventions dans le cadre du budget dans les conditions décrites à l'article L. 2311-7 du CGCT.

(6) Les associations syndicales autorisées doivent utiliser leur état particulier « *Informations générales* » annexé à l'arrêté n° NOR : INTB1237402A, relatif au cadre budgétaire et comptable applicable aux associations syndicales autorisées.

(7) Les associations syndicales autorisées remplissent et joignent uniquement les états qui les concernent au titre de l'exercice et au titre du détail des comptes de bilan.

Préciser, pour chaque annexe, si l'état est sans objet le cas échéant.

Code INSEE	COMMUNAUTE DE L'AUXERROIS	BP
89024	BUDGET PRINCIPAL	2021

I – INFORMATIONS GENERALES	I
INFORMATIONS STATISTIQUES, FISCALES ET FINANCIERES	A

Informations statistiques	Valeurs
Population totale (colonne h du recensement INSEE) :	71444
Nombre de résidences secondaires (article R. 2313-1 *in fine*) :	1
Nom de l'EPCI à fiscalité propre auquel la commune adhère :	

Potentiel fiscal et financier (1)		Valeurs par hab. (population DGF)	Moyennes nationales du potentiel financier par habitants de la strate
Fiscal	Financier		
0.00	0.00	0.00	0.00

	Informations financières – ratios (2)	Valeurs	Moyennes nationales de la strate (3)
1	Dépenses réelles de fonctionnement/population	580.00	1.00
2	Produit des impositions directes/population	405.00	1.00
3	Recettes réelles de fonctionnement/population	596.00	1.00
4	Dépenses d'équipement brut/population	55.00	1.00
5	Encours de dette/population	0.00	1.00
6	DGF/population	127.00	1.00
7	Dépenses de personnel/dépenses réelles de fonctionnement (2)	0.12	1.00
8	Dépenses de fonct. et remb. dette en capital/recettes réelles de fonct. (2)	1.00	1.00
9	Dépenses d'équipement brut/recettes réelles de fonctionnement (2)	0.09	591.00
10	Encours de la dette/recettes réelles de fonctionnement (2)	0.00	314.00

Dans l'ensemble des tableaux, les cases grisées ne doivent pas être remplies.

(1) Il s'agit du potentiel fiscal et du potentiel financier définis à l'article L. 2334-4 du code général des collectivités territoriales qui figurent sur la fiche de répartition de la DGF de l'exercice N-1 établie sur la base des informations N-2 (transmise par les services préfectoraux).

(2) Les ratios 1 à 6 sont obligatoires pour les communes de 3 500 habitants et plus et leurs établissements publics administratifs ainsi que pour les EPCI dotés d'une fiscalité propre comprenant au moins une commune de 3 500 habitants et plus.

Les ratios 7 à 10 sont obligatoires pour les communes de 10 000 habitants et plus et leurs établissements publics administratifs ainsi que pour les EPCI dotés d'une fiscalité propre comprenant au moins une commune de 10 000 habitants et plus (cf. articles L. 2313-1, L. 2313-2, R. 2313-1, R. 2313-2 et R. 5211-15 du CGCT). Pour les caisses des écoles, les EPCI non dotés d'une fiscalité propre et les syndicats mixtes associant exclusivement des communes et des EPCI, il conviendra d'appliquer les ratios prévus respectivement par les articles R. 2313-7, R. 5211-15 et R. 5711-3 du CGCT.

(3) Il convient d'indiquer les moyennes de la catégorie de l'organisme en cause (commune, communauté urbaine, communauté d'agglomération, …) et les sources d'où sont tirées les informations (statistiques de la direction générale des collectivités locales ou de la direction générale de la comptabilité publique). Il s'agit des moyennes de la dernière année connue.

I – INFORMATIONS GENERALES	I
MODALITES DE VOTE DU BUDGET	B

I – L'assemblée délibérante a voté le présent budget par nature :
- au niveau (1) du chapitre pour la section de fonctionnement,
- au niveau (1) du chapitre pour la section d'investissement.
  - avec (2) les chapitres « opérations d'équipement » de l'état III B 3.
  - sans (3) vote formel sur chacun des chapitres.

La liste des articles spécialisés sur lesquels l'ordonnateur ne peut procéder à des virements d'article à article est la suivante :

II – En l'absence de mention au paragraphe I ci-dessus, le budget est réputé voté par chapitre, et, en section d'investissement, sans chapitre de dépense « opération d'équipement ».

III – Les provisions sont (4) .

IV – La comparaison avec le budget précédent (cf. colonne « Pour mémoire ») s'effectue par rapport à la colonne du budget (5) cumulé de l'exercice précédent.

V – Le présent budget a été voté (6) sans reprise des résultats de l'exercice N-1.

(1) A compléter par « du chapitre » ou « de l'article ».

(2) Indiquer « avec » ou « sans » les chapitres opérations d'équipement.

(3) Indiquer « avec » ou « sans » vote formel.

(4) A compléter par un seul des deux choix suivants :
- semi-budgétaires (pas d'inscription en recette de la section d'investissement),
- budgétaires (délibération n° ……. du …….).

(5) Indiquer « primitif de l'exercice précédent » ou « cumulé de l'exercice précédent ».

(6) A compléter par un seul des trois choix suivants :
- sans reprise des résultats de l'exercice N-1,
- avec reprise des résultats de l'exercice N-1 après le vote du compte administratif N-1,
- avec reprise anticipée des résultats de l'exercice N-1.

II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET — II

VUE D'ENSEMBLE — A1

FONCTIONNEMENT

		DEPENSES DE LA SECTION DE FONCTIONNEMENT	RECETTES DE LA SECTION DE FONCTIONNEMENT
VOTE	CREDITS DE FONCTIONNEMENT VOTES AU TITRE DU PRESENT BUDGET (1)	45 692 642,00	44 764 139,00
	+	+	+
REPORTS	RESTES A REALISER (R.A.R) DE L'EXERCICE PRECEDENT (2)	0,00	0,00
REPORTS	002 RESULTAT DE FONCTIONNEMENT REPORTE (2)	(si déficit) 0,00	(si excédent) 928 503,00
	=	=	=
	TOTAL DE LA SECTION DE FONCTIONNEMENT (3)	45 692 642,00	45 692 642,00

INVESTISSEMENT

		DEPENSES DE LA SECTION D'INVESTISSEMENT	RECETTES DE LA SECTION D'INVESTISSEMENT
VOTE	CREDITS D'INVESTISSEMENT (1) VOTES AU TITRE DU PRESENT BUDGET (y compris le compte 1068)	4 928 900,00	4 928 900,00
	+	+	+
REPORTS	RESTES A REALISER (R.A.R) DE L'EXERCICE PRECEDENT (2)	0,00	0,00
REPORTS	001 SOLDE D'EXECUTION DE LA SECTION D'INVESTISSEMENT REPORTE (2)	(si solde négatif) 0,00	(si solde positif) 0,00
	=	=	=
	TOTAL DE LA SECTION D'INVESTISSEMENT (3)	4 928 900,00	4 928 900,00

TOTAL

TOTAL DU BUDGET (3)	50 621 542,00	50 621 542,00

(1) Au budget primitif, les crédits votés correspondent aux crédits votés lors de cette étape budgétaire. De même, pour les décisions modificatives et le budget supplémentaire, les crédits votés correspondent aux crédits votés lors de l'étape budgétaire sans sommation avec ceux antérieurement votés lors du même exercice.
(2) A servir uniquement en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent, soit après le vote du compte administratif, soit en cas de reprise anticipée des résultats.
Les restes à réaliser de la section de fonctionnement correspondent en dépenses, aux dépenses engagées non mandatées et non rattachées telles qu'elles ressortent de la comptabilité des engagements et en recettes, aux recettes certaines n'ayant pas donné lieu à l'émission d'un titre et non rattachées (R. 2311-11 du CGCT).
Les restes à réaliser de la section d'investissement correspondent en dépenses, aux dépenses engagées non mandatées au 31/12 de l'exercice précédent telles qu'elles ressortent de la comptabilité des engagements et aux recettes certaines n'ayant pas donné lieu à l'émission d'un titre au 31/12 de l'exercice précédent (R. 2311-11 du CGCT).
(3) Total de la section de fonctionnement = RAR + résultat reporté + crédits de fonctionnement votés.

Total de la section d'investissement = RAR + solde d'exécution reporté + crédits d'investissement votés.

Total du budget = Total de la section de fonctionnement + Total de la section d'investissement.

II - PRESENTATION GENERALE DU BUDGET — II
SECTION DE FONCTIONNEMENT – CHAPITRES — A2

DEPENSES DE FONCTIONNEMENT

Chap.	Libellé	Pour mémoire budget précédent (1)	Restes à réaliser N-1 (2)	Propositions nouvelles	VOTE (3)	TOTAL (= RAR + vote)
011	Charges à caractère général	10 857 132,00	0,00	9 396 180,00	9 396 180,00	9 396 180,00
012	Charges de personnel, frais assimilés	18 434 660,00	0,00	17 962 161,00	17 962 161,00	17 962 161,00
014	Atténuations de produits	13 451 103,00	0,00	13 412 231,00	13 412 231,00	13 412 231,00
65	Autres charges de gestion courante	4 156 905,00	0,00	3 256 070,00	3 256 070,00	3 256 070,00
656	Frais fonctionnement des groupes d'élus	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	Total des dépenses de gestion courante	**46 899 800,00**	**0,00**	**44 026 642,00**	**44 026 642,00**	**44 026 642,00**
66	Charges financières	0,00	0,00	9 000,00	9 000,00	9 000,00
67	Charges exceptionnelles	209 000,00	0,00	13 000,00	13 000,00	13 000,00
68	Dotations provisions semi-budgétaires (4)	0,00		0,00	0,00	0,00
022	Dépenses imprévues	1 400 000,00		0,00	0,00	0,00
	Total des dépenses réelles de fonctionnement	**48 508 800,00**	**0,00**	**44 048 642,00**	**44 048 642,00**	**44 048 642,00**
023	*Virement à la section d'investissement (5)*	*0,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
042	*Opérat° ordre transfert entre sections (5)*	*1 345 000,00*		*1 644 000,00*	*1 644 000,00*	*1 644 000,00*
043	*Opérat° ordre intérieur de la section (5)*	*0,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
	Total des dépenses d'ordre de fonctionnement	***1 345 000,00***		***1 644 000,00***	***1 644 000,00***	***1 644 000,00***
	TOTAL	**49 853 800,00**	**0,00**	**45 692 642,00**	**45 692 642,00**	**45 692 642,00**

+

D 002 RESULTAT REPORTE OU ANTICIPE (2)	**0,00**

=

TOTAL DES DEPENSES DE FONCTIONNEMENT CUMULEES	**45 692 642,00**

RECETTES DE FONCTIONNEMENT

Chap.	Libellé	Pour mémoire budget précédent (1)	Restes à réaliser N-1 (2)	Propositions nouvelles	VOTE (3)	TOTAL (= RAR + vote)
013	Atténuations de charges	0,00	0,00	96 400,00	96 400,00	96 400,00
70	Produits services, domaine et ventes div	2 220 656,82	0,00	2 274 183,00	2 274 183,00	2 274 183,00
73	Impôts et taxes	29 744 577,18	0,00	31 352 156,00	31 352 156,00	31 352 156,00
74	Dotations et participations	11 008 165,00	0,00	10 944 150,00	10 944 150,00	10 944 150,00
75	Autres produits de gestion courante	43 592,00	0,00	27 250,00	27 250,00	27 250,00
	Total des recettes de gestion courante	**43 016 991,00**	**0,00**	**44 694 139,00**	**44 694 139,00**	**44 694 139,00**
76	Produits financiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
77	Produits exceptionnels	107 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
78	Reprises provisions semi-budgétaires (4)	0,00		0,00	0,00	0,00
	Total des recettes réelles de fonctionnement	**43 123 991,00**	**0,00**	**44 694 139,00**	**44 694 139,00**	**44 694 139,00**
042	*Opérat° ordre transfert entre sections (5)*	*70 000,00*		*70 000,00*	*70 000,00*	*70 000,00*
043	*Opérat° ordre intérieur de la section (5)*	*0,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
	Total des recettes d'ordre de fonctionnement	***70 000,00***		***70 000,00***	***70 000,00***	***70 000,00***
	TOTAL	**43 193 991,00**	**0,00**	**44 764 139,00**	**44 764 139,00**	**44 764 139,00**

+

R 002 RESULTAT REPORTE OU ANTICIPE (2)	**928 503,00**

=

TOTAL DES RECETTES DE FONCTIONNEMENT CUMULEES	**45 692 642,00**

Pour information :

AUTOFINANCEMENT PREVISIONNEL DÉGAGÉ AU PROFIT DE LA SECTION D'INVESTISSEMENT (6)	**1 574 000,00**

Il s'agit, pour un budget voté en équilibre, des ressources propres correspondant à l'excédent des recettes réelles de fonctionnement sur les dépenses réelles de fonctionnement. Il sert à financer le remboursement du capital de la dette et les nouveaux investissements de la commune ou de l'établissement.

(1) Cf. Modalités de vote I-B.

(2) Inscrire en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent (après vote du compte administratif) ou si reprise anticipée des résultats.

(3) Le vote de l'organe délibérant porte uniquement sur les propositions nouvelles.

(4) Si la commune ou l'établissement applique le régime des provisions semi-budgétaires.

(5) DF 023 = RI 021 ; DI 040 = RF 042 ; RI 040 = DF 042 ; DI 041 = RI 041 ; DF 043 = RF 043.

(6) Solde de l'opération *DF 023 + DF 042 – RF 042* ou solde de l'opération *RI 021 + RI 040 – DI 040.*

II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET — II
SECTION D'INVESTISSEMENT – CHAPITRES — A3

DEPENSES D'INVESTISSEMENT

Chap.	Libellé	Pour mémoire budget précédent (1)	Restes à réaliser N-1 (2)	Propositions nouvelles	VOTE (3)	TOTAL (= RAR + vote)
010	Stocks (5)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	567 908,00	0,00	491 200,00	491 200,00	491 200,00
204	Subventions d'équipement versées	964 500,00	0,00	945 846,00	945 846,00	945 846,00
21	Immobilisations corporelles	1 630 530,00	0,00	1 736 290,00	1 736 290,00	1 736 290,00
22	Immobilisations reçues en affectation (6)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	677 332,00	0,00	549 564,00	549 564,00	549 564,00
	Total des opérations d'équipement	659 790,00	0,00	810 000,00	810 000,00	810 000,00
	Total des dépenses d'équipement	**4 500 060,00**	**0,00**	**4 532 900,00**	**4 532 900,00**	**4 532 900,00**
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	14 000,00	0,00	121 000,00	121 000,00	121 000,00
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie) (7)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participat° et créances rattachées	0,00	0,00	5 000,00	5 000,00	5 000,00
27	Autres immobilisations financières	8 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
020	Dépenses imprévues	0,00		0,00	0,00	0,00
	Total des dépenses financières	**22 000,00**	**0,00**	**126 000,00**	**126 000,00**	**126 000,00**
45…	**Total des opé. pour compte de tiers (8)**	**0,00**	**0,00**	**100 000,00**	**100 000,00**	**100 000,00**
Total des dépenses réelles d'investissement		**4 522 060,00**	**0,00**	**4 758 900,00**	**4 758 900,00**	**4 758 900,00**
040	*Opérat° ordre transfert entre sections (4)*	*70 000,00*		*70 000,00*	*70 000,00*	*70 000,00*
041	*Opérations patrimoniales (4)*	*100 000,00*		*100 000,00*	*100 000,00*	*100 000,00*
	Total des dépenses d'ordre d'investissement	***170 000,00***		***170 000,00***	***170 000,00***	***170 000,00***
	TOTAL	**4 692 060,00**	**0,00**	**4 928 900,00**	**4 928 900,00**	**4 928 900,00**

+

D 001 SOLDE D'EXECUTION NEGATIF REPORTE OU ANTICIPE (2)	**0,00**

=

TOTAL DES DEPENSES D'INVESTISSEMENT CUMULEES	**4 928 900,00**

RECETTES D'INVESTISSEMENT

Chap.	Libellé	Pour mémoire budget précédent (1)	Restes à réaliser N-1 (2)	Propositions nouvelles	VOTE (3)	TOTAL (= RAR + vote)
010	Stocks (5)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement (hors 138)	1 144 047,00	0,00	1 686 110,00	1 686 110,00	1 686 110,00
16	Emprunts et dettes assimilées (hors165)	1 623 164,55	0,00	789 860,00	789 860,00	789 860,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation (6)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	Total des recettes d'équipement	**2 767 211,55**	**0,00**	**2 475 970,00**	**2 475 970,00**	**2 475 970,00**
10	Dotations, fonds divers et réserves (hors 1068)	250 000,00	0,00	405 000,00	405 000,00	405 000,00
1068	Excédents de fonctionnement capitalisés (9)	200 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
138	Autres subvent° invest. non transf.	0,00	0,00	189 930,00	189 930,00	189 930,00
165	Dépôts et cautionnements reçus	14 000,00	0,00	14 000,00	14 000,00	14 000,00
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie) (7)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participat° et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	8 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
024	Produits des cessions d'immobilisations	180 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	Total des recettes financières	**652 000,00**	**0,00**	**608 930,00**	**608 930,00**	**608 930,00**
45…	**Total des opé. pour le compte de tiers (8)**	**0,00**	**0,00**	**100 000,00**	**100 000,00**	**100 000,00**
Total des recettes réelles d'investissement		**3 419 211,55**	**0,00**	**3 184 900,00**	**3 184 900,00**	**3 184 900,00**
021	*Virement de la sect° de fonctionnement (4)*	*0,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
040	*Opérat° ordre transfert entre sections (4)*	*1 345 000,00*		*1 644 000,00*	*1 644 000,00*	*1 644 000,00*
041	*Opérations patrimoniales (4)*	*100 000,00*		*100 000,00*	*100 000,00*	*100 000,00*
Total des recettes d'ordre d'investissement		***1 445 000,00***		***1 744 000,00***	***1 744 000,00***	***1 744 000,00***

Chap.	Libellé	Pour mémoire budget précédent (1)	Restes à réaliser N-1 (2)	Propositions nouvelles	VOTE (3)	TOTAL (= RAR + vote)
TOTAL		4 864 211,55	0,00	4 928 900,00	4 928 900,00	4 928 900,00

+

R 001 SOLDE D'EXECUTION POSITIF REPORTE OU ANTICIPE (2)	0,00

=

TOTAL DES RECETTES D'INVESTISSEMENT CUMULEES	4 928 900,00

Pour information :

Il s'agit, pour un budget voté en équilibre, des ressources propres correspondant à l'excédent des recettes réelles de fonctionnement sur les dépenses réelles de fonctionnement. Il sert à financer le remboursement du capital de la dette et les nouveaux investissements de la commune ou de l'établissement.

AUTOFINANCEMENT PREVISIONNEL DÉGAGÉ PAR LA SECTION DE FONCTIONNEMENT (10)	1 574 000,00

(1) Cf. Modalités de vote I-B.

(2) Inscrire en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent (après vote du compte administratif) ou si reprise anticipée des résultats.

(3) Le vote de l'organe délibérant porte uniquement sur les propositions nouvelles.

(4) DF 023 = RI 021 ; DI 040 = RF 042 ; RI 040 = DF 042 ; DI 041 = RI 041 ; DF 043 = RF 043.

(5) A servir uniquement dans le cadre d'un suivi des stocks selon la méthode de l'inventaire permanent simplifié autorisée pour les seules opérations d'aménagements (lotissement, ZAC…) par ailleurs retracées dans le cadre de budgets annexes.

(6) En dépenses, le chapitre 22 retrace les travaux d'investissement réalisés sur les biens reçus en affectation. En recette, il retrace, le cas échéant, l'annulation de tels travaux effectués sur un exercice antérieur.

(7) A servir uniquement lorsque la commune ou l'établissement effectue une dotation initiale en espèces au profit d'un service public non personnalisé qu'elle ou qu'il crée.

(8) Seul le total des opérations pour compte de tiers figure sur cet état (voir le détail Annexe IV A9).

(9) Le compte 1068 n'est pas un chapitre mais un article du chapitre 10.

(10) Solde de l'opération *DF 023 + DF 042 – RF 042* ou solde de l'opération *RI 021+ RI 040 – DI 040*.

II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET — II

BALANCE GENERALE DU BUDGET — B1

1 – DEPENSES (du présent budget + restes à réaliser)

	FONCTIONNEMENT	Opérations réelles (1)	Opérations d'ordre (2)	TOTAL
011	Charges à caractère général	9 396 180,00		9 396 180,00
012	Charges de personnel, frais assimilés	17 962 161,00		17 962 161,00
014	Atténuations de produits	13 412 231,00		13 412 231,00
60	*Achats et variation des stocks (3)*		*0,00*	0,00
65	Autres charges de gestion courante	3 256 070,00		3 256 070,00
656	Frais fonctionnement des groupes d'élus (4)	0,00		0,00
66	Charges financières	9 000,00	*0,00*	9 000,00
67	Charges exceptionnelles	13 000,00	*0,00*	13 000,00
68	Dot. aux amortissements et provisions	0,00	*1 644 000,00*	1 644 000,00
71	*Production stockée (ou déstockage) (3)*		*0,00*	0,00
022	Dépenses imprévues	0,00		0,00
023	*Virement à la section d'investissement*		*0,00*	0,00
Dépenses de fonctionnement – Total		**44 048 642,00**	***1 644 000,00***	**45 692 642,00**

+

D 002 RESULTAT REPORTE OU ANTICIPE	**0,00**

=

TOTAL DES DEPENSES DE FONCTIONNEMENT CUMULEES	**45 692 642,00**

	INVESTISSEMENT	Opérations réelles (1)	Opérations d'ordre (2)	TOTAL
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	*0,00*	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	*70 000,00*	70 000,00
15	*Provisions pour risques et charges (5)*		*0,00*	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées (sauf 1688 non budgétaire)	121 000,00	*0,00*	121 000,00
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie)	(8) 0,00		0,00
	Total des opérations d'équipement	810 000,00		810 000,00
198	*Neutral. amort. subv. équip. versées*		*0,00*	*0,00*
20	Immobilisations incorporelles(sauf 204) (6)	491 200,00	*0,00*	491 200,00
204	Subventions d'équipement versées	945 846,00	*0,00*	945 846,00
21	Immobilisations corporelles (6)	1 736 290,00	*0,00*	1 736 290,00
22	Immobilisations reçues en affectation (6)	(9) 0,00	*0,00*	0,00
23	Immobilisations en cours (6)	549 564,00	*100 000,00*	649 564,00
26	Participations et créances rattachées	5 000,00	*0,00*	5 000,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	*0,00*	0,00
28	*Amortissement des immobilisations (reprises)*		*0,00*	0,00
29	*Prov. pour dépréciat° immobilisations (5)*		*0,00*	0,00
39	*Prov. dépréciat° des stocks et en-cours (5)*		*0,00*	0,00
45…	Total des opérations pour compte de tiers (7)	100 000,00	*0,00*	100 000,00
481	*Charges à rép. sur plusieurs exercices*		*0,00*	0,00
49	*Prov. dépréc. comptes de tiers (5)*		*0,00*	0,00
59	*Prov. dépréc. comptes financiers (5)*		*0,00*	0,00
3…	Stocks	0,00	*0,00*	0,00
020	Dépenses imprévues	0,00		0,00
Dépenses d'investissement – Total		**4 758 900,00**	***170 000,00***	**4 928 900,00**

+

D 001 SOLDE D'EXECUTION NEGATIF REPORTE OU ANTICIPE	**0,00**

=

TOTAL DES DEPENSES D'INVESTISSEMENT CUMULEES	**4 928 900,00**

(1) Y compris les opérations relatives au rattachement des charges et des produits et les opérations d'ordre semi-budgétaires.
(2) Voir liste des opérations d'ordre.
(3) Permet de retracer des opérations particulières telles que les opérations de stocks liées à la tenue d'un inventaire permanent simplifié.
(4) Communes, communautés d'agglomération et communautés urbaines de plus de 100 000 habitants.
(5) Si la commune ou l'établissement applique le régime des provisions budgétaires.
(6) Hors chapitres « opérations d'équipement ».
(7) Seul le total des opérations pour compte de tiers figure sur cet état (voir le détail Annexe IV A9).
(8) A servir uniquement lorsque la commune ou l'établissement effectue une dotation initiale en espèces au profit d'un service public non personnalisé qu'elle ou qu'il crée.
(9) En dépenses, le chapitre 22 retrace les travaux d'investissement réalisés sur les biens reçus en affectation. En recette, il retrace, le cas échéant, l'annulation de tels travaux effectués sur un exercice antérieur.

II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET	II
BALANCE GENERALE DU BUDGET	B2

2 – RECETTES (du présent budget + restes à réaliser)

	FONCTIONNEMENT	Opérations réelles (1)	Opérations d'ordre (2)	TOTAL
013	Atténuations de charges	96 400,00		96 400,00
60	*Achats et variation des stocks (3)*		*0,00*	0,00
70	Produits services, domaine et ventes div	2 274 183,00		2 274 183,00
71	*Production stockée (ou déstockage)*		*0,00*	0,00
72	*Production immobilisée*		*0,00*	0,00
73	Impôts et taxes	31 352 156,00		31 352 156,00
74	Dotations et participations	10 944 150,00		10 944 150,00
75	Autres produits de gestion courante	27 250,00	*0,00*	27 250,00
76	Produits financiers	0,00	*0,00*	0,00
77	Produits exceptionnels	0,00	*70 000,00*	70 000,00
78	Reprise sur amortissements et provisions	0,00	*0,00*	0,00
79	*Transferts de charges*		*0,00*	0,00
Recettes de fonctionnement – Total		**44 694 139,00**	***70 000,00***	**44 764 139,00**

+

R 002 RESULTAT REPORTE OU ANTICIPE	928 503,00

=

TOTAL DES RECETTES DE FONCTIONNEMENT CUMULEES	45 692 642,00

	INVESTISSEMENT	Opérations réelles (1)	Opérations d'ordre (2)	TOTAL
10	Dotations, fonds divers et réserves (sauf 1068)	405 000,00	*0,00*	405 000,00
13	Subventions d'investissement	1 876 040,00	*0,00*	1 876 040,00
15	*Provisions pour risques et charges (4)*		*0,00*	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées (sauf 1688 non budgétaires)	803 860,00	*0,00*	803 860,00
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie)	(6) 0,00		0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	0,00	*0,00*	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	*0,00*	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	*0,00*	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	(7) 0,00	*0,00*	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	*100 000,00*	100 000,00
26	Participations et créances rattachées	0,00	*0,00*	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	*0,00*	0,00
28	*Amortissement des immobilisations*		*1 560 000,00*	1 560 000,00
29	*Prov. pour dépréciat° immobilisations (4)*		*0,00*	0,00
39	*Prov. dépréciat° des stocks et en-cours (4)*		*0,00*	0,00
45…	Opérations pour compte de tiers (5)	100 000,00	*0,00*	100 000,00
481	*Charges à rép. sur plusieurs exercices*		*84 000,00*	84 000,00
49	*Prov. dépréc. comptes de tiers (4)*		*0,00*	0,00
59	*Prov. dépréc. comptes financiers (4)*		*0,00*	0,00
3…	Stocks	0,00	*0,00*	0,00
021	*Virement de la sect° de fonctionnement*		*0,00*	0,00
024	Produits des cessions d'immobilisations	0,00		0,00
Recettes d'investissement – Total		**3 184 900,00**	***1 744 000,00***	**4 928 900,00**

+

R 001 SOLDE D'EXECUTION POSITIF REPORTE OU ANTICIPE	0,00

+

AFFECTATION AU COMPTE 1068	0,00

=

TOTAL DES RECETTES D'INVESTISSEMENT CUMULEES	4 928 900,00

(1) Y compris les opérations relatives au rattachement des charges et des produits et les opérations d'ordre semi-budgétaires.
(2) Voir liste des opérations d'ordre.
(3) Permet de retracer des opérations particulières telles que les opérations de stocks liées à la tenue d'un inventaire permanent simplifié.
(4) Si la commune ou l'établissement applique le régime des provisions budgétaires.
(5) Seul le total des opérations pour compte de tiers figure sur cet état (voir le détail Annexe IV A9).
(6) A servir uniquement lorsque la commune ou l'établissement effectue une dotation initiale en espèces au profit d'un service public non personnalisé qu'elle ou qu'il crée.
(7) En dépenses, le chapitre 22 retrace les travaux d'investissement réalisés sur les biens reçus en affectation. En recette, il retrace, le cas échéant, l'annulation de tels travaux effectués sur un exercice antérieur.

III – VOTE DU BUDGET	III
SECTION DE FONCTIONNEMENT – DETAIL DES DEPENSES	A1

Chap / art (1)	Libellé (1)	Pour mémoire budget précédent (2)	Propositions nouvelles (3)	Vote (4)
011	**Charges à caractère général**	**10 857 132,00**	**9 396 180,00**	**9 396 180,00**
6042	Achats prestat° services (hors terrains)	90 000,00	30 000,00	30 000,00
605	Achats matériel, équipements et travaux	2 000,00	2 000,00	2 000,00
60611	Eau et assainissement	131 482,00	134 111,00	134 111,00
60612	Energie - Electricité	216 181,00	214 792,00	214 792,00
60622	Carburants	209 000,00	199 000,00	199 000,00
60623	Alimentation	2 750,00	7 000,00	7 000,00
60628	Autres fournitures non stockées	710 000,00	87 250,00	87 250,00
60631	Fournitures d'entretien	103 450,00	92 400,00	92 400,00
60632	Fournitures de petit équipement	48 280,00	68 100,00	68 100,00
60636	Vêtements de travail	47 000,00	75 000,00	75 000,00
6064	Fournitures administratives	115 500,00	73 500,00	73 500,00
6065	Livres, disques, ... (médiathèque)	1 000,00	0,00	0,00
611	Contrats de prestations de services	5 570 298,00	5 638 359,00	5 638 359,00
6132	Locations immobilières	134 260,00	134 400,00	134 400,00
6135	Locations mobilières	28 000,00	8 000,00	8 000,00
614	Charges locatives et de copropriété	40 950,00	41 200,00	41 200,00
61521	Entretien terrains	230 000,00	220 617,00	220 617,00
615221	Entretien, réparations bâtiments publics	85 100,00	94 300,00	94 300,00
615231	Entretien, réparations voiries	333 000,00	336 000,00	336 000,00
615232	Entretien, réparations réseaux	273 500,00	104 276,00	104 276,00
61551	Entretien matériel roulant	48 300,00	49 000,00	49 000,00
61558	Entretien autres biens mobiliers	44 500,00	35 500,00	35 500,00
6156	Maintenance	234 640,00	314 290,00	314 290,00
6161	Multirisques	43 000,00	45 000,00	45 000,00
6162	Assur. obligatoire dommage-construction	11 905,00	12 000,00	12 000,00
6168	Autres primes d'assurance	2 500,00	0,00	0,00
617	Etudes et recherches	188 560,00	45 000,00	45 000,00
6182	Documentation générale et technique	21 200,00	16 080,00	16 080,00
6184	Versements à des organismes de formation	104 500,00	84 800,00	84 800,00
6188	Autres frais divers	564 726,00	43 500,00	43 500,00
6225	Indemnités aux comptable et régisseurs	1 060,00	0,00	0,00
6226	Honoraires	72 450,00	32 000,00	32 000,00
6227	Frais d'actes et de contentieux	43 000,00	45 000,00	45 000,00
6228	Divers	200,00	0,00	0,00
6231	Annonces et insertions	71 700,00	51 036,00	51 036,00
6232	Fêtes et cérémonies	0,00	1 000,00	1 000,00
6233	Foires et expositions	16 500,00	0,00	0,00
6236	Catalogues et imprimés	3 680,00	1 666,00	1 666,00
6237	Publications	114 200,00	104 200,00	104 200,00
6238	Divers	43 500,00	15 000,00	15 000,00
6241	Transports de biens	10 000,00	5 000,00	5 000,00
6251	Voyages et déplacements	4 000,00	4 000,00	4 000,00
6256	Missions	47 786,00	23 500,00	23 500,00
6257	Réceptions	36 500,00	36 500,00	36 500,00
6261	Frais d'affranchissement	50 000,00	90 000,00	90 000,00
6262	Frais de télécommunications	39 600,00	115 300,00	115 300,00
627	Services bancaires et assimilés	0,00	1 050,00	1 050,00
6281	Concours divers (cotisations)	259 534,00	296 953,00	296 953,00
6283	Frais de nettoyage des locaux	187 840,00	177 000,00	177 000,00
6284	Redevances pour services rendus	59 500,00	59 500,00	59 500,00
62872	Remb. frais au budget annexe	60 000,00	60 000,00	60 000,00
62873	Remb. frais au CCAS	13 000,00	4 500,00	4 500,00
6288	Autres services extérieurs	70 000,00	25 000,00	25 000,00
63512	Taxes foncières	12 000,00	12 000,00	12 000,00
6355	Taxes et impôts sur les véhicules	4 500,00	4 500,00	4 500,00
637	Autres impôts, taxes (autres organismes)	1 000,00	26 000,00	26 000,00
012	**Charges de personnel, frais assimilés**	**18 434 660,00**	**17 962 161,00**	**17 962 161,00**
6218	Autre personnel extérieur	68 000,00	76 200,00	76 200,00
6331	Versement de transport	59 117,00	58 142,00	58 142,00
6332	Cotisations versées au F.N.A.L.	53 730,00	52 857,00	52 857,00
6336	Cotisations CNFPT et CDGFPT	95 295,00	92 719,00	92 719,00
64111	Rémunération principale titulaires	9 011 263,00	8 674 161,00	8 674 161,00
64112	NBI, SFT, indemnité résidence	174 773,00	158 872,00	158 872,00
64118	Autres indemnités titulaires	2 107 726,00	2 213 218,00	2 213 218,00
64131	Rémunérations non tit.	1 242 203,00	1 278 205,00	1 278 205,00
64138	Autres indemnités non tit.	358 841,00	418 247,00	418 247,00
6451	Cotisations à l'U.R.S.S.A.F.	1 869 622,00	1 842 275,00	1 842 275,00
6453	Cotisations aux caisses de retraites	2 916 732,00	2 802 466,00	2 802 466,00

Chap / art (1)	Libellé (1)	Pour mémoire budget précédent (2)	Propositions nouvelles (3)	Vote (4)
6454	Cotisations aux A.S.S.E.D.I.C.	64 350,00	68 748,00	68 748,00
6455	Cotisations pour assurance du personnel	27 089,00	50 000,00	50 000,00
6458	Cotis. aux autres organismes sociaux	35 610,00	34 051,00	34 051,00
6474	Versement aux autres oeuvres sociales	95 000,00	92 000,00	92 000,00
6475	Médecine du travail, pharmacie	55 000,00	50 000,00	50 000,00
6488	Autres charges	200 309,00	0,00	0,00
014	**Atténuations de produits**	**13 451 103,00**	**13 412 231,00**	**13 412 231,00**
739211	Attributions de compensation	8 346 000,00	8 264 900,00	8 264 900,00
739221	FNGIR	4 670 103,00	4 670 103,00	4 670 103,00
739223	Fonds péréquation ress. com. et intercom	160 000,00	277 228,00	277 228,00
7398	Reverst., restitut° et prélèvt divers	275 000,00	200 000,00	200 000,00
65	**Autres charges de gestion courante**	**4 156 905,00**	**3 256 070,00**	**3 256 070,00**
651	Redevances pour licences, logiciels, ...	30 500,00	24 050,00	24 050,00
6531	Indemnités	426 416,00	320 000,00	320 000,00
6532	Frais de mission	0,00	6 000,00	6 000,00
6533	Cotisations de retraite	9 783,00	0,00	0,00
6534	Cotis. de sécurité sociale - part patron	46 625,00	0,00	0,00
6535	Formation	0,00	15 000,00	15 000,00
6541	Créances admises en non-valeur	20 000,00	5 000,00	5 000,00
6542	Créances éteintes	20 000,00	5 000,00	5 000,00
65548	Autres contributions	307 631,00	310 000,00	310 000,00
657341	Subv. fonct. Communes du GFP	189 505,00	185 505,00	185 505,00
657364	Subv. fonct. Établ. Industriel, commerc	2 100 000,00	1 232 000,00	1 232 000,00
65737	Autres établissements publics locaux	389 950,00	349 950,00	349 950,00
6574	Subv. fonct. Associat°, personnes privée	616 495,00	803 565,00	803 565,00
656	**Frais fonctionnement des groupes d'élus**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
TOTAL = DEPENSES DE GESTION DES SERVICES (a) = (011 + 012 + 014 + 65 + 656)		**46 899 800,00**	**44 026 642,00**	**44 026 642,00**
66	**Charges financières (b)**	**0,00**	**9 000,00**	**9 000,00**
66111	Intérêts réglés à l'échéance	0,00	9 000,00	9 000,00
67	**Charges exceptionnelles (c)**	**209 000,00**	**13 000,00**	**13 000,00**
6714	Bourses et prix	1 000,00	1 000,00	1 000,00
6718	Autres charges exceptionnelles gestion	108 000,00	7 000,00	7 000,00
673	Titres annulés (sur exercices antérieurs	100 000,00	5 000,00	5 000,00
68	**Dotations provisions semi-budgétaires (d) (6)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
022	**Dépenses imprévues (e)**	**1 400 000,00**	**0,00**	**0,00**
TOTAL DES DEPENSES REELLES = a + b + c + d + e		**48 508 800,00**	**44 048 642,00**	**44 048 642,00**
023	***Virement à la section d'investissement***	***0,00***	***0,00***	***0,00***
042	***Opérat° ordre transfert entre sections (7) (8) (9)***	***1 345 000,00***	***1 644 000,00***	***1 644 000,00***
60311	*Variat° stocks mat. 1ères hors terrains*	*5 000,00*	*0,00*	*0,00*
6811	*Dot. amort. et prov. Immos incorporelles*	*1 340 000,00*	*1 560 000,00*	*1 560 000,00*
6812	*Dot. amort. et prov. Charges à répartir*	*0,00*	*84 000,00*	*84 000,00*
TOTAL DES PRELEVEMENTS AU PROFIT DE LA SECTION D'INVESTISSEMENT		***1 345 000,00***	***1 644 000,00***	***1 644 000,00***
043	***Opérat° ordre intérieur de la section (10)***	**0,00**	**0,00**	**0,00**
TOTAL DES DEPENSES D'ORDRE		***1 345 000,00***	***1 644 000,00***	***1 644 000,00***
TOTAL DES DEPENSES DE FONCTIONNEMENT DE L'EXERCICE (= Total des opérations réelles et d'ordre)		**49 853 800,00**	**45 692 642,00**	**45 692 642,00**

+

RESTES A REALISER N-1 (11)	**0,00**

+

D 002 RESULTAT REPORTE OU ANTICIPE (11)	**0,00**

=

TOTAL DES DEPENSES DE FONCTIONNEMENT CUMULEES	**45 692 642,00**

Détail du calcul des ICNE au compte 66112 (5)

Montant des ICNE de l'exercice	0,00
Montant des ICNE de l'exercice N-1	0,00
= Différence ICNE N – ICNE N-1	0,00

(1) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes appliqué par la commune ou l'établissement.

(2) Cf. Modalités de vote I-B.

(3) Hors restes à réaliser.

(4) Le vote de l'organe délibérant porte uniquement sur les propositions nouvelles.

(5) Si le mandatement des ICNE de l'exercice est inférieur au montant de l'exercice N-1, le montant du compte 66112 sera négatif.

(6) Si la commune ou l'établissement applique le régime des provisions semi-budgétaires.

(7) Cf. définitions du chapitre des opérations d'ordre, *DF 042 = RI 040*.

(8) Aucune prévision budgétaire ne doit figurer aux articles 675 et 676 (cf. chapitre 024 « produit des cessions d'immobilisation »).

(9) Le compte 6815 peut figurer dans le détail du chapitre 042 si la commune ou l'établissement applique le régime des provisions budgétaires.

(10) Chapitre destiné à retracer les opérations particulières telles que les opérations de stocks ou liées à la tenue d'un inventaire permanent simplifié.

(11) Inscrire en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent (après vote du compte administratif ou si reprise anticipée des résultats).

III – VOTE DU BUDGET — III

SECTION DE FONCTIONNEMENT – DETAIL DES RECETTES — A2

Chap / art(1)	Libellé (1)	Pour mémoire budget précédent (2)	Propositions nouvelles (3)	Vote (4)
013	**Atténuations de charges**	**0,00**	**96 400,00**	**96 400,00**
6419	Remboursements rémunérations personnel	0,00	96 400,00	96 400,00
70	**Produits services, domaine et ventes div**	**2 220 656,82**	**2 274 183,00**	**2 274 183,00**
7013	Ventes de produits résiduels	324 000,82	200 000,00	200 000,00
70323	Redev. occupat° domaine public communal	22 811,00	22 811,00	22 811,00
70388	Autres redevances et recettes diverses	2 000,00	2 000,00	2 000,00
70612	Redevance spéciale enlèvement ordures	770 000,00	850 000,00	850 000,00
70631	Redevances services à caractère sportif	250 000,00	400 000,00	400 000,00
70688	Autres prestations de services	48 000,00	48 000,00	48 000,00
70841	Mise à dispo personnel B.A. , régies	97 000,00	493 872,00	493 872,00
70846	Mise à dispo personnel GFP rattachement	0,00	145 500,00	145 500,00
70848	Mise à dispo personnel autres organismes	0,00	70 700,00	70 700,00
70872	Remb. frais B.A. et régies municipales	488 672,00	16 000,00	16 000,00
70876	Remb. frais par le GFP de rattachement	189 740,00	11 300,00	11 300,00
70878	Remb. frais par d'autres redevables	28 433,00	14 000,00	14 000,00
73	**Impôts et taxes**	**29 744 577,18**	**31 352 156,00**	**31 352 156,00**
73111	Taxes foncières et d'habitation	16 752 293,18	7 840 963,00	7 840 963,00
73112	Cotisation sur la VAE	4 000 000,00	4 004 001,00	4 004 001,00
73113	Taxe sur les Surfaces Commerciales	1 000 000,00	1 234 373,00	1 234 373,00
73114	Imposition Forf. sur Entrep. Réseau	630 000,00	636 057,00	636 057,00
7318	Autres impôts locaux ou assimilés	95 000,00	10 083 000,00	10 083 000,00
73211	Attribution de compensation	2 642,00	3 300,00	3 300,00
73218	Autres fiscalités revers entre coll.	2 642,00	0,00	0,00
73223	Fonds péréquation ress. com. et intercom	6 000,00	0,00	0,00
7331	Taxe enlèvement ordures ménagères et ass	7 100 000,00	7 344 462,00	7 344 462,00
7336	Droits de place	6 000,00	6 000,00	6 000,00
7362	Taxes de séjour	150 000,00	200 000,00	200 000,00
74	**Dotations et participations**	**11 008 165,00**	**10 944 150,00**	**10 944 150,00**
74124	Dotation d'intercommunalité	1 742 000,00	1 731 654,00	1 731 654,00
74126	Dot. compensat° groupements de communes	5 598 000,00	5 551 828,00	5 551 828,00
744	FCTVA	2 000,00	60 038,00	60 038,00
74718	Autres participations Etat	359 165,00	114 819,00	114 819,00
7472	Participat° Régions	14 000,00	230 046,00	230 046,00
7473	Participat° Départements	0,00	62 000,00	62 000,00
7477	Participat° Budget communautaire et FS	0,00	6 200,00	6 200,00
7478	Participat° Autres organismes	19 000,00	19 000,00	19 000,00
748313	Dotat° de compensation de la TP	1 667 000,00	1 654 385,00	1 654 385,00
74835	Etat - Compens. exonérat° taxe habitat°	940 000,00	814 180,00	814 180,00
7488	Autres attributions et participations	667 000,00	700 000,00	700 000,00
75	**Autres produits de gestion courante**	**43 592,00**	**27 250,00**	**27 250,00**
752	Revenus des immeubles	35 030,00	27 250,00	27 250,00
757	Redevances versées par fermiers, conces.	7 200,00	0,00	0,00
7588	Autres produits div. de gestion courante	1 362,00	0,00	0,00
	TOTAL = RECETTES DE GESTION DES SERVICES (a) = 70 + 73 + 74 + 75 + 013	**43 016 991,00**	**44 694 139,00**	**44 694 139,00**
76	**Produits financiers (b)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
77	**Produits exceptionnels (c)**	**107 000,00**	**0,00**	**0,00**
7718	Autres produits except. opérat° gestion	107 000,00	0,00	0,00
78	**Reprises provisions semi-budgétaires (d) (5)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
	TOTAL DES RECETTES REELLES = a+b+c+d	**43 123 991,00**	**44 694 139,00**	**44 694 139,00**
042	***Opérat° ordre transfert entre sections (6) (7) (8)***	***70 000,00***	***70 000,00***	***70 000,00***
777	*Quote-part subv invest transf cpte résul*	*70 000,00*	*70 000,00*	*70 000,00*
043	***Opérat° ordre intérieur de la section (9)***	***0,00***	***0,00***	***0,00***
	TOTAL DES RECETTES D'ORDRE	***70 000,00***	***70 000,00***	***70 000,00***
	TOTAL DES RECETTES DE FONCTIONNEMENT DE L'EXERCICE (= Total des opérations réelles et d'ordre)	**43 193 991,00**	**44 764 139,00**	**44 764 139,00**

+

RESTES A REALISER N-1 (10)	**0,00**

+

R 002 RESULTAT REPORTE OU ANTICIPE (10)	**928 503,00**

=

Chap / art(1)	Libellé (1)	Pour mémoire budget précédent (2)	Propositions nouvelles (3)	Vote (4)
	TOTAL DES RECETTES DE FONCTIONNEMENT CUMULEES			**45 692 642,00**

Détail du calcul des ICNE au compte 7622

Montant des ICNE de l'exercice	0,00
Montant des ICNE de l'exercice N-1	0,00
= Différence ICNE N – ICNE N-1	0,00

(1) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes appliqué par la commune ou l'établissement.

(2) Cf. Modalités de vote I-B.

(3) Hors restes à réaliser.

(4) Le vote de l'assemblée porte uniquement sur les propositions nouvelles.

(5) Si la commune ou l'établissement applique le régime des provisions semi-budgétaires.

(6) Cf. définitions du chapitre des opérations d'ordre, *RF 042 = DI 040.*

(7) Aucune prévision budgétaire ne doit figurer aux articles 775 et 776 (cf. chapitre 024 « produit des cessions d'immobilisation »).

(8) Le compte 7815 peut figurer dans le détail du chapitre 042 si la commune ou l'établissement applique le régime des provisions budgétaires.

(9) Chapitre destiné à retracer les opérations particulières telles que les opérations de stocks ou liées à la tenue d'un inventaire permanent simplifié.

(10) Inscrire en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent (après vote du compte administratif ou si reprise anticipée des résultats).

III – VOTE DU BUDGET — III

SECTION D'INVESTISSEMENT – DETAIL DES DEPENSES — B1

Chap / art (1)	Libellé (1)	Pour mémoire budget précédent (2)	Propositions nouvelles (3)	Vote (4)
010	**Stocks**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
20	**Immobilisations incorporelles (sauf opérations et 204)**	**567 908,00**	**491 200,00**	**491 200,00**
202	Frais réalisat° documents urbanisme	117 700,00	100 000,00	100 000,00
2031	Frais d'études	96 620,00	185 000,00	185 000,00
2032	Frais de recherche et de développement	223 788,00	0,00	0,00
2033	Frais d'insertion	10 000,00	20 000,00	20 000,00
2051	Concessions, droits similaires	119 800,00	186 200,00	186 200,00
204	**Subventions d'équipement versées (hors opérations)**	**964 500,00**	**945 846,00**	**945 846,00**
204123	Subv.Régions : Projet infrastructure	140 000,00	223 846,00	223 846,00
204131	Subv. Dpt : Bien mobilier, matériel	0,00	15 000,00	15 000,00
204132	Subv. Dpt : Bâtiments, installations	279 500,00	120 000,00	120 000,00
204133	Subv. Dpt : Projet infrastructure	10 200,00	0,00	0,00
2041411	Subv.Cne GFP : Bien mobilier, matériel	5 300,00	0,00	0,00
2041583	Autres grpts-Proj infrastruct Int nation	12 500,00	0,00	0,00
204182	Autres org pub - Bâtiments et installat°	0,00	75 000,00	75 000,00
20421	Privé : Bien mobilier, matériel	0,00	50 000,00	50 000,00
20422	Privé : Bâtiments, installations	517 000,00	462 000,00	462 000,00
21	**Immobilisations corporelles (hors opérations)**	**1 630 530,00**	**1 736 290,00**	**1 736 290,00**
2111	Terrains nus	30 000,00	60 000,00	60 000,00
2115	Terrains bâtis	275 000,00	330 000,00	330 000,00
2128	Autres agencements et aménagements	20 000,00	20 000,00	20 000,00
2135	Installations générales, agencements	150 000,00	330 000,00	330 000,00
2138	Autres constructions	50 000,00	0,00	0,00
2152	Installations de voirie	28 000,00	0,00	0,00
21533	Réseaux câblés	15 000,00	270 090,00	270 090,00
21538	Autres réseaux	120 000,00	0,00	0,00
21568	Autres matériels, outillages incendie	1 210,00	0,00	0,00
2158	Autres inst.,matériel,outil. techniques	126 500,00	120 800,00	120 800,00
2161	Oeuvres et objets d'art	4 000,00	4 000,00	4 000,00
2182	Matériel de transport	185 000,00	15 000,00	15 000,00
2183	Matériel de bureau et informatique	432 000,00	346 000,00	346 000,00
2184	Mobilier	13 430,00	35 000,00	35 000,00
2188	Autres immobilisations corporelles	180 390,00	205 400,00	205 400,00
22	**Immobilisations reçues en affectation (hors opérations)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
23	**Immobilisations en cours (hors opérations)**	**677 332,00**	**549 564,00**	**549 564,00**
2313	Constructions	2 568,00	349 564,00	349 564,00
2315	Installat°, matériel et outillage techni	674 764,00	200 000,00	200 000,00
15	**Opération d'équipement n° 15 (5)**	**247 790,00**	**10 000,00**	**10 000,00**
2001	**Opération d'équipement n° 2001 (5)**	**112 000,00**	**0,00**	**0,00**
2011	**Opération d'équipement n° 2011 (5)**	**300 000,00**	**800 000,00**	**800 000,00**
	Total des dépenses d'équipement	**4 500 060,00**	**4 532 900,00**	**4 532 900,00**
10	**Dotations, fonds divers et réserves**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
13	**Subventions d'investissement**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
16	**Emprunts et dettes assimilées**	**14 000,00**	**121 000,00**	**121 000,00**
1641	Emprunts en euros	0,00	107 000,00	107 000,00
165	Dépôts et cautionnements reçus	14 000,00	14 000,00	14 000,00
18	**Compte de liaison : affectat° (BA,régie)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
26	**Participat° et créances rattachées**	**0,00**	**5 000,00**	**5 000,00**
266	Autres formes de participation	0,00	5 000,00	5 000,00
27	**Autres immobilisations financières**	**8 000,00**	**0,00**	**0,00**
275	Dépôts et cautionnements versés	8 000,00	0,00	0,00
020	**Dépenses imprévues**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
	Total des dépenses financières	**22 000,00**	**126 000,00**	**126 000,00**
458101	TX COMPTE DE TIERS PERIL (6)	0,00	100 000,00	100 000,00
	Total des dépenses d'opérations pour compte de tiers	**0,00**	**100 000,00**	**100 000,00**
	TOTAL DEPENSES REELLES	**4 522 060,00**	**4 758 900,00**	**4 758 900,00**
040	***Opérat° ordre transfert entre sections (7)***	***70 000,00***	***70 000,00***	***70 000,00***
	Reprises sur autofinancement antérieur (8)	***70 000,00***	***70 000,00***	***70 000,00***
13912	*Sub. transf cpte résult. Régions*	*70 000,00*	*70 000,00*	*70 000,00*
	Charges transférées (9)	***0,00***	***0,00***	***0,00***
041	***Opérations patrimoniales (10)***	***100 000,00***	***100 000,00***	***100 000,00***
2313	*Constructions*	*100 000,00*	*100 000,00*	*100 000,00*
	TOTAL DEPENSES D'ORDRE	***170 000,00***	***170 000,00***	***170 000,00***

Chap / art (1)	Libellé (1)	Pour mémoire budget précédent (2)	Propositions nouvelles (3)	Vote (4)
TOTAL DES DEPENSES D'INVESTISSEMENT DE L'EXERCICE (= Total des dépenses réelles et d'ordre)		**4 692 060,00**	**4 928 900,00**	**4 928 900,00**
				+
	RESTES A REALISER N-1 (11)			**0,00**
				+
	D 001 SOLDE D'EXECUTION NEGATIF REPORTE OU ANTICIPE (11)			**0,00**
				=
	TOTAL DES DEPENSES D'INVESTISSEMENT CUMULEES			**4 928 900,00**

(1) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes appliqué par la commune ou l'établissement.

(2) Cf. Modalités de vote, I-B.

(3) Hors restes à réaliser.

(4) Le vote de l'organe délibérant porte uniquement sur les propositions nouvelles.

(5) Voir état III B 3 pour le détail des opérations d'équipement.

(6) Voir annexe IV A 9 pour le détail des opérations pour compte de tiers.

(7) Cf. définitions du chapitre des opérations d'ordre, *DI 040 = RF 042.*

(8) Les comptes 15, 29, 39, 49 et 59 peuvent figurer dans le détail du chapitre 040 si la commune ou l'établissement applique le régime des provisions budgétaires.

(9) Aucune prévision budgétaire ne doit figurer à l'article 192 (cf. chapitre 024 « produit des cessions d'immobilisation »).

(10) Cf. définitions du chapitre des opérations d'ordre, *DI 041 = RI 041.*

(11) Inscrire en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent (après vote du compte administratif ou si reprise anticipée des résultats).

III – VOTE DU BUDGET — III

SECTION D'INVESTISSEMENT – DETAIL DES RECETTES — B2

Chap / art (1)	Libellé (1)	Pour mémoire budget précédent (2)	Propositions nouvelles (3)	Vote (4)
010	**Stocks**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
13	**Subventions d'investissement (hors 138)**	**1 144 047,00**	**1 686 110,00**	**1 686 110,00**
1312	Subv. transf. Régions	0,00	200 000,00	200 000,00
13146	Attrib. de compensation d'investissement	714 855,00	881 355,00	881 355,00
1321	Subv. non transf. Etat, établ. nationaux	0,00	50 000,00	50 000,00
1322	Subv. non transf. Régions	200 000,00	7 917,00	7 917,00
1327	Subv. non transf. Budget communautaire	0,00	159 000,00	159 000,00
1328	Autres subventions d'équip. non transf.	149 192,00	0,00	0,00
1331	D.E.T.R. transférable	0,00	263 504,00	263 504,00
1341	D.E.T.R. non transférable	80 000,00	124 334,00	124 334,00
16	**Emprunts et dettes assimilées (hors 165)**	**1 623 164,55**	**789 860,00**	**789 860,00**
1641	Emprunts en euros	1 623 164,55	789 860,00	789 860,00
20	**Immobilisations incorporelles (sauf 204)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
204	**Subventions d'équipement versées**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
21	**Immobilisations corporelles**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
22	**Immobilisations reçues en affectation**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
23	**Immobilisations en cours**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
	Total des recettes d'équipement	**2 767 211,55**	**2 475 970,00**	**2 475 970,00**
10	**Dotations, fonds divers et réserves**	**450 000,00**	**405 000,00**	**405 000,00**
10222	FCTVA	250 000,00	405 000,00	405 000,00
1068	Excédents de fonctionnement capitalisés	200 000,00	0,00	0,00
138	**Autres subvent° invest. non transf.**	**0,00**	**189 930,00**	**189 930,00**
1382	Subv non transf Régions	0,00	189 930,00	189 930,00
165	**Dépôts et cautionnements reçus**	**14 000,00**	**14 000,00**	**14 000,00**
18	**Compte de liaison : affectat° (BA,régie)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
26	**Participat° et créances rattachées**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
27	**Autres immobilisations financières**	**8 000,00**	**0,00**	**0,00**
275	Dépôts et cautionnements versés	8 000,00	0,00	0,00
024	**Produits des cessions d'immobilisations**	**180 000,00**	**0,00**	**0,00**
	Total des recettes financières	**652 000,00**	**608 930,00**	**608 930,00**
458201	TX COMPTE DE TIERS PERIL (5)	0,00	100 000,00	100 000,00
	Total des recettes d'opérations pour compte de tiers	**0,00**	**100 000,00**	**100 000,00**
	TOTAL RECETTES REELLES	**3 419 211,55**	**3 184 900,00**	**3 184 900,00**
021	***Virement de la sect° de fonctionnement***	***0,00***	***0,00***	***0,00***
040	***Opérat° ordre transfert entre sections (6) (7) (8)***	***1 345 000,00***	***1 644 000,00***	***1 644 000,00***
28041412	*Subv.Cne GFP : Bâtiments, installations*	*1 340 000,00*	*1 560 000,00*	*1 560 000,00*
311	*Mat. Premières, fournitures hors terrain*	*5 000,00*	*0,00*	*0,00*
4815	*Charges liées à crise sanitaire Covid-19*	*0,00*	*84 000,00*	*84 000,00*
	TOTAL DES PRELEVEMENTS PROVENANT DE LA SECTION DE FONCTIONNEMENT	***1 345 000,00***	***1 644 000,00***	***1 644 000,00***
041	***Opérations patrimoniales (9)***	***100 000,00***	***100 000,00***	***100 000,00***
238	*Avances versées commandes immo. incorp.*	*100 000,00*	*100 000,00*	*100 000,00*
	TOTAL RECETTES D'ORDRE	***1 445 000,00***	***1 744 000,00***	***1 744 000,00***
	TOTAL DES RECETTES D'INVESTISSEMENT DE L'EXERCICE (= Total des recettes réelles et d'ordre)	**4 864 211,55**	**4 928 900,00**	**4 928 900,00**

+

RESTES A REALISER N-1 (10)	**0,00**

+

R 001 SOLDE D'EXECUTION POSITIF REPORTE OU ANTICIPE (10)	**0,00**

=

TOTAL DES RECETTES D'INVESTISSEMENT CUMULEES	**4 928 900,00**

(1) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes appliqué par la commune ou l'établissement.

(2) Cf. Modalités de vote, I-B.

(3) Hors restes à réaliser.

(4) Le vote de l'organe délibérant porte uniquement sur les propositions nouvelles.

(5) Voir annexe IV-A9 pour le détail des opérations pour compte de tiers.

(6) Cf. définitions du chapitre des opérations d'ordre, R*I 040 = DF 042.*

(7) Aucune prévision budgétaire ne doit figurer à l'article 192 (cf. chapitre 024 « produit des cessions d'immobilisations »).

(8) Les comptes 15, 29, 39, 49 et 59 peuvent figurer dans le détail du chapitre 040 si la commune ou l'établissement applique le régime des provisions budgétaires.

(9) Cf. définitions du chapitre des opérations d'ordre, D*I 041 = RI 041.*

(10) Inscrire en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent (après vote du compte administratif ou si reprise anticipée des résultats).

III – VOTE DU BUDGET	III
DETAIL DES CHAPITRES D'OPERATION D'EQUIPEMENT	B3

OPERATION D'EQUIPEMENT N°: 15 (1)
LIBELLE : POLE ENVIRONNEMENTAL

Pour vote

Art. (2)	Libellé (2)	Réalisations cumulées au 01/01/N	Restes à réaliser N-1 (3) (5)	Propositions nouvelles (4)	Vote (4)	Montant pour information (5)
DEPENSES		**0,00**	**a 0,00**	**10 000,00**	**b 10 000,00**	**b 0,00**
20	**Immobilisations incorporelles**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
204	**Subventions d'équipement versées**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
21	**Immobilisations corporelles**	**0,00**	**0,00**	**10 000,00**	**10 000,00**	**0,00**
2152	Installations de voirie	0,00	0,00	10 000,00	10 000,00	0,00
2184	Mobilier	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
22	**Immobilisations reçues en affectation**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
23	**Immobilisations en cours**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
2313	Constructions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

RECETTES (répartition) (Pour information)		Restes à réaliser N-1 (3)	Recettes de l'exercice
TOTAL RECETTES AFFECTEES		**c 0,00**	**d 0,00**
13	**Subventions d'investissement**	**0,00**	**0,00**
16	**Emprunts et dettes assimilées**	**0,00**	**0,00**
20	**Immobilisations incorporelles**	**0,00**	**0,00**
204	**Subventions d'équipement versées**	**0,00**	**0,00**
21	**Immobilisations corporelles**	**0,00**	**0,00**
22	**Immobilisations reçues en affectation**	**0,00**	**0,00**
23	**Immobilisations en cours**	**0,00**	**0,00**

RESULTAT = (c + d) – (a + b) **Excédent de financement si positif** **Besoin de financement si négatif**	**-10 000,00**

(1) Ouvrir un cadre par opération.

(2) Détailler les articles conformément au plan de comptes appliqué par la commune ou l'établissement.

(3) A remplir uniquement en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent, soit après le vote du compte administratif, soit en cas de reprise anticipée des résultats.

(4) Lorsque l'opération d'équipement constitue un chapitre faisant l'objet d'un vote, ces deux colonnes sont renseignées. Dans ce cas, le vote de l'assemblée porte uniquement sur les propositions nouvelles.

(5) Lorsque l'opération d'équipement est présentée pour information, seules ces deux colonnes sont renseignées.

III – VOTE DU BUDGET	III
DETAIL DES CHAPITRES D'OPERATION D'EQUIPEMENT	B3

OPERATION D'EQUIPEMENT N°: 2001 (1)
LIBELLE : NPNRU BRICHERES SAINTE GENEVIEVE

Pour vote

Art. (2)	Libellé (2)	Réalisations cumulées au 01/01/N	Restes à réaliser N-1 (3) (5)	Propositions nouvelles (4)	Vote (4)	Montant pour information (5)
DEPENSES		0,00	a 0,00	0,00	b 0,00	b 0,00
20	**Immobilisations incorporelles**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
2031	Frais d'études	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	**Subventions d'équipement versées**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
21	**Immobilisations corporelles**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
22	**Immobilisations reçues en affectation**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
23	**Immobilisations en cours**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
2313	Constructions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

RECETTES (répartition) (Pour information)		Restes à réaliser N-1 (3)	Recettes de l'exercice
TOTAL RECETTES AFFECTEES		c 0,00	d 0,00
13	**Subventions d'investissement**	**0,00**	**0,00**
16	**Emprunts et dettes assimilées**	**0,00**	**0,00**
20	**Immobilisations incorporelles**	**0,00**	**0,00**
204	**Subventions d'équipement versées**	**0,00**	**0,00**
21	**Immobilisations corporelles**	**0,00**	**0,00**
22	**Immobilisations reçues en affectation**	**0,00**	**0,00**
23	**Immobilisations en cours**	**0,00**	**0,00**

RESULTAT = (c + d) – (a + b) **Excédent de financement si positif** **Besoin de financement si négatif**	**0,00**

(1) Ouvrir un cadre par opération.

(2) Détailler les articles conformément au plan de comptes appliqué par la commune ou l'établissement.

(3) A remplir uniquement en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent, soit après le vote du compte administratif, soit en cas de reprise anticipée des résultats.

(4) Lorsque l'opération d'équipement constitue un chapitre faisant l'objet d'un vote, ces deux colonnes sont renseignées. Dans ce cas, le vote de l'assemblée porte uniquement sur les propositions nouvelles.

(5) Lorsque l'opération d'équipement est présentée pour information, seules ces deux colonnes sont renseignées.

III – VOTE DU BUDGET	III
DETAIL DES CHAPITRES D'OPERATION D'EQUIPEMENT	B3

OPERATION D'EQUIPEMENT N°: 2011 (1)
LIBELLE : TIERS LIEU

Pour vote

Art. (2)	Libellé (2)	Réalisations cumulées au 01/01/N	Restes à réaliser N-1 (3) (5)	Propositions nouvelles (4)	Vote (4)	Montant pour information (5)
DEPENSES		0,00	a 0,00	800 000,00	b 800 000,00	b 0,00
20	Immobilisations incorporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	800 000,00	800 000,00	0,00
2313	Constructions	0,00	0,00	800 000,00	800 000,00	0,00

RECETTES (répartition) (Pour information)		Restes à réaliser N-1 (3)	Recettes de l'exercice
TOTAL RECETTES AFFECTEES		c 0,00	d 0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00

RESULTAT = (c + d) – (a + b) Excédent de financement si positif Besoin de financement si négatif	-800 000,00

(1) Ouvrir un cadre par opération.

(2) Détailler les articles conformément au plan de comptes appliqué par la commune ou l'établissement.

(3) A remplir uniquement en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent, soit après le vote du compte administratif, soit en cas de reprise anticipée des résultats.

(4) Lorsque l'opération d'équipement constitue un chapitre faisant l'objet d'un vote, ces deux colonnes sont renseignées. Dans ce cas, le vote de l'assemblée porte uniquement sur les propositions nouvelles.

(5) Lorsque l'opération d'équipement est présentée pour information, seules ces deux colonnes sont renseignées.

IV – ANNEXES — IV

PRESENTATION CROISEE PAR FONCTION – VUE D'ENSEMBLE (1) — A1

Libellé	01 Opérations non ventilables	0 Services généraux administrat° publiques	1 Sécurité et salubrité publiques	2 Enseignement - Formation	3 Culture	4 Sport et jeunesse	5 Interventions sociales et santé	6 Famille	7 Logement	8 Aménagt et services urbains, environnemt	9 Action économique	TOTAL
INVESTISSEMENT												
DEPENSES												
Dépenses réelles	107 000	774 600	0	0	0	220 568	74 000	0	585 000	1 507 886	1 489 846	4 758 900
- Equipements municipaux (2)		759 600	0	0	0	220 568	60 000	0	0	1 507 886	1 039 000	3 587 054
- Equip. non municipaux (c/204) (3)		15 000	0	0	0	0	0	0	485 000	0	445 846	945 846
- Opérations financières	107 000											107 000
Dépenses d'ordre	170 000											170 000
Total dépenses de l'exercice	**277 000**	**774 600**	**0**	**0**	**0**	**220 568**	**74 000**	**0**	**585 000**	**1 507 886**	**1 489 846**	**4 928 900**
RAR N-1 et reports	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**
Total cumulé dépenses d'investissement	**277 000**	**774 600**	**0**	**0**	**0**	**220 568**	**74 000**	**0**	**585 000**	**1 507 886**	**1 489 846**	**4 928 900**
RECETTES												
Total recettes de l'exercice	**3 058 194**	**454 917**	**0**	**0**	**0**	**234 355**	**14 000**	**0**	**100 000**	**255 000**	**812 434**	**4 928 900**
RAR N-1 et reports	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**
Total cumulé recettes d'investissement	**3 058 194**	**454 917**	**0**	**0**	**0**	**234 355**	**14 000**	**0**	**100 000**	**255 000**	**812 434**	**4 928 900**
FONCTIONNEMENT												
DEPENSES												
Total dépenses de l'exercice	**14 889 731**	**10 004 224**	**0**	**50 000**	**328 727**	**1 749 461**	**625 142**	**0**	**372 075**	**15 754 595**	**1 918 687**	**45 692 642**
RAR N-1 et reports	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**
Total cumulé dépenses de fonctionnement	**14 889 731**	**10 004 224**	**0**	**50 000**	**328 727**	**1 749 461**	**625 142**	**0**	**372 075**	**15 754 595**	**1 918 687**	**45 692 642**
RECETTES												
Total recettes de l'exercice	**33 683 779**	**338 972**	**0**	**0**	**23 319**	**433 000**	**128 000**	**0**	**73 600**	**9 713 773**	**369 696**	**44 764 139**
RAR N-1 et reports	**928 503**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**928 503**
Total cumulé recettes de fonctionnement	**34 612 282**	**338 972**	**0**	**0**	**23 319**	**433 000**	**128 000**	**0**	**73 600**	**9 713 773**	**369 696**	**45 692 642**

(1) La production de cet état est obligatoire pour les communes de 3 500 habitants et plus, les groupements comprenant au moins une telle commune, leurs établissements et services administratifs hormis les caisses des écoles et les services à activité unique érigés en établissement public ou budget annexe (L. 2312-3, R. 2311-1 et R. 2311-10). Dans les communes de 3 500 habitants et plus, le croisement par fonction est fait à un chiffre (correspondant à la fonction). Dans les communes de 10 000 habitants et plus, le croisement par fonction est fait au niveau le plus détaillé de la nomenclature fonctionnelle (sous-fonction ou rubrique).Les groupements et leurs établissement publics suivent les règles de production et de présentation applicable à la commune membre comptant le plus grand nombre d'habitants (articles L. 5211-36 a1 et R. 5211-14 + L. 5711-1 et R. 5711-2 du CGCT).

(2) Ou biens de la structure intercommunale.

(3) Ou biens ne relevant pas de la structure intercommunale.

IV – ANNEXES — IV

PRESENTATION CROISEE PAR FONCTION – VUE D'ENSEMBLE — A1

Art. (1)	Libellé	01 Opérations non ventilables	0 Services généraux administrat° publiques	1 Sécurité et salubrité publiques	2 Enseignement - Formation	3 Culture	4 Sport et jeunesse	5 Interventions sociales et santé	6 Famille	7 Logement	8 Aménagt et services urbains, environnemt	9 Action économique	TOTAL
INVESTISSEMENT													
DEPENSES													
Total dépenses investissement		**277 000**	**774 600**	**0**	**0**	**0**	**220 568**	**74 000**	**0**	**585 000**	**1 507 886**	**1 489 846**	**4 928 900**
Dépenses réelles		107 000	774 600	0	0	0	220 568	74 000	0	585 000	1 507 886	1 489 846	4 758 900
010	Stocks	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
020	Dépenses imprévues	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
10	Dotations, fonds divers et réserves	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
13	Subventions d'investissement	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
16	Emprunts et dettes assimilées	107 000	0	0	0	0	0	14 000	0	0	0	0	121 000
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie)	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
20	Immobilisations incorporelles	0	207 200	0	0	0	0	40 000	0	0	160 000	84 000	491 200
204	Subventions d'équipement versées	0	15 000	0	0	0	0	0	0	485 000	0	445 846	945 846
21	Immobilisations corporelles	0	552 400	0	0	0	218 000	20 000	0	0	945 890	0	1 736 290
22	Immobilisations reçues en affectation	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
23	Immobilisations en cours	0	0	0	0	0	2 568	0	0	0	391 996	155 000	549 564
26	Participat° et créances rattachées	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	5 000	5 000
27	Autres immobilisations financières	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Opérations d'équipement		0	0	0	0	0	0	0	0	0	10 000	800 000	810 000
15	POLE ENVIRONNEMENTAL	0	0	0	0	0	0	0	0	0	10 000	0	10 000
2001	NPNRU BRICHERES SAINTE GENEVIEVE	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
2011	TIERS LIEU	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	800 000	800 000
Opérations pour compte de tiers		0	0	0	0	0	0	0	0	100 000	0	0	100 000
458101	TX COMPTE DE TIERS PERIL	0	0	0	0	0	0	0	0	100 000	0	0	100 000
Dépenses d'ordre		*170 000*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*170 000*
040	*Opérat° ordre transfert entre sections*	*70 000*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*70 000*
041	*Opérations patrimoniales*	*100 000*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*100 000*
RECETTES													
Total recettes investissement		**3 058 194**	**454 917**	**0**	**0**	**0**	**234 355**	**14 000**	**0**	**100 000**	**255 000**	**812 434**	**4 928 900**
Recettes réelles		1 314 194	454 917	0	0	0	234 355	14 000	0	100 000	255 000	812 434	3 184 900
010	Stocks	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0

Art. (1)	Libellé	01 Opérations non ventilables	0 Services généraux administrat° publiques	1 Sécurité et salubrité publiques	2 Enseignement - Formation	3 Culture	4 Sport et jeunesse	5 Interventions sociales et santé	6 Famille	7 Logement	8 Aménagt et services urbains, environnemt	9 Action économique	TOTAL
024	Produits des cessions d'immobilisations	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**
10	Dotations, fonds divers et réserves	400 000	0	0	0	0	0	0	0	0	5 000	0	405 000
13	Subventions d'investissement	124 334	454 917	0	0	0	234 355	0	0	0	250 000	812 434	1 876 040
16	Emprunts et dettes assimilées	789 860	0	0	0	0	0	14 000	0	0	0	0	803 860
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie)	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
20	Immobilisations incorporelles	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
204	Subventions d'équipement versées	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
21	Immobilisations corporelles	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
22	Immobilisations reçues en affectation	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
23	Immobilisations en cours	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
26	Participat° et créances rattachées	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
27	Autres immobilisations financières	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Opérations pour compte de tiers		0	0	0	0	0	0	0	0	100 000	0	0	100 000
458201	TX COMPTE DE TIERS PERIL	0	0	0	0	0	0	0	0	100 000	0	0	100 000
Recettes d'ordre		*1 744 000*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*1 744 000*
021	*Virement de la sect° de fonctionnement*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*
040	*Opérat° ordre transfert entre sections*	*1 644 000*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*1 644 000*
041	*Opérations patrimoniales*	*100 000*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*100 000*

FONCTIONNEMENT

DEPENSES

Total dépenses de fonctionnement		**14 889 731**	**10 004 224**	**0**	**50 000**	**328 727**	**1 749 461**	**625 142**	**0**	**372 075**	**15 754 595**	**1 918 687**	**45 692 642**
Dépenses réelles		13 245 731	10 004 224	0	50 000	328 727	1 749 461	625 142	0	372 075	15 754 595	1 918 687	44 048 642
011	Charges à caractère général	9 500	1 597 463	0	0	7 000	780 644	83 706	0	253 702	6 075 632	588 533	9 396 180
012	Charges de personnel, frais assimilés	0	7 920 211	0	0	171 727	968 817	169 436	0	105 373	8 373 963	252 634	17 962 161
014	Atténuations de produits	13 212 231	0	0	0	0	0	0	0	0	0	200 000	13 412 231
022	Dépenses imprévues	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
65	Autres charges de gestion courante	10 000	486 550	0	50 000	150 000	0	372 000	0	6 000	1 304 000	877 520	3 256 070
656	Frais fonctionnement des groupes d'élus	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
66	Charges financières	9 000	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	9 000
67	Charges exceptionnelles	5 000	0	0	0	0	0	0	0	7 000	1 000	0	13 000
68	Dot. aux amortissements et provisions	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0

Art. (1)	Libellé	01 Opérations non ventilables	0 Services généraux administrat° publiques	1 Sécurité et salubrité publiques	2 Enseignement - Formation	3 Culture	4 Sport et jeunesse	5 Interventions sociales et santé	6 Famille	7 Logement	8 Aménagt et services urbains, environnemt	9 Action économique	TOTAL
Dépenses d'ordre		***1 644 000***	***0***	***0***	***0***	***0***	***0***	***0***	***0***	***0***	***0***	***0***	***1 644 000***
023	*Virement à la section d'investissement*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*
042	*Opérat° ordre transfert entre sections*	*1 644 000*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*1 644 000*
043	*Opérat° ordre intérieur de la section*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*

RECETTES

Total recettes de fonctionnement		**33 683 779**	**338 972**	**0**	**0**	**23 319**	**433 000**	**128 000**	**0**	**73 600**	**9 713 773**	**369 696**	**44 764 139**
Recettes réelles		33 613 779	338 972	0	0	23 319	433 000	128 000	0	73 600	9 713 773	369 696	44 694 139
013	Atténuations de charges	0	96 400	0	0	0	0	0	0	0	0	0	96 400
70	Produits des services, du domaine, vente	0	242 572	0	0	0	400 000	10 000	0	0	1 621 611	0	2 274 183
73	Impôts et taxes	23 801 694	0	0	0	0	0	6 000	0	0	7 344 462	200 000	31 352 156
74	Dotations et participations	9 812 085	0	0	0	23 319	33 000	112 000	0	73 600	747 700	142 446	10 944 150
75	Autres produits de gestion courante	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	27 250	27 250
76	Produits financiers	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
77	Produits exceptionnels	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
78	Reprise sur amortissements et provisions	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Recettes d'ordre		*70 000*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*70 000*
042	*Opérat° ordre transfert entre sections*	*70 000*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*70 000*
043	*Opérat° ordre intérieur de la section*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*

(1) Pour le croisement par nature, le détail est fait selon le niveau de vote choisi par l'assemblée délibérante (chapitre, article ou article spécialisé).

IV – ANNEXES

IV

ELEMENTS DU BILAN
PRESENTATION CROISEE PAR FONCTION – DETAIL FONCTIONNEMENT

A1.1

FONCTION 0 – Services généraux des administrations publiques locales

(1)	Libellé	01 Opérations non ventilables	02 Administration générale	03 Justice	04 Coopérat° décentralisée, act° européen.	Total
DEPENSES (2)		14 889 731,00	10 004 224,00	0,00	0,00	24 893 955,00
Dépenses de l'exercice		14 889 731,00	10 004 224,00	0,00	0,00	24 893 955,00
011	Charges à caractère général	9 500,00	1 597 463,00	0,00	0,00	1 606 963,00
012	Charges de personnel, frais assimilés	0,00	7 920 211,00	0,00	0,00	7 920 211,00
014	Atténuations de produits	13 212 231,00	0,00	0,00	0,00	13 212 231,00
022	Dépenses imprévues	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
023	*Virement à la section d'investissement*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
042	*Opérat° ordre transfert entre sections*	*1 644 000,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*1 644 000,00*
043	*Opérat° ordre intérieur de la section*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
65	Autres charges de gestion courante	10 000,00	486 550,00	0,00	0,00	496 550,00
656	Frais fonctionnement des groupes d'élus	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
66	Charges financières	9 000,00	0,00	0,00	0,00	9 000,00
67	Charges exceptionnelles	5 000,00	0,00	0,00	0,00	5 000,00
68	Dot. aux amortissements et provisions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser – reports		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES (2)		34 612 282,00	338 972,00	0,00	0,00	34 951 254,00
Recettes de l'exercice		33 683 779,00	338 972,00	0,00	0,00	34 022 751,00
013	Atténuations de charges	0,00	96 400,00	0,00	0,00	96 400,00
042	*Opérat° ordre transfert entre sections*	*70 000,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*70 000,00*
043	*Opérat° ordre intérieur de la section*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
70	Produits des services, du domaine, vente	0,00	242 572,00	0,00	0,00	242 572,00
73	Impôts et taxes	23 801 694,00	0,00	0,00	0,00	23 801 694,00
74	Dotations et participations	9 812 085,00	0,00	0,00	0,00	9 812 085,00
75	Autres produits de gestion courante	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
76	Produits financiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
77	Produits exceptionnels	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
78	Reprise sur amortissements et provisions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser – reports		928 503,00	0,00	0,00	0,00	928 503,00
SOLDE (2)		19 722 551,00	-9 665 252,00	0,00	0,00	10 057 299,00

(1)	Libellé	Sous-fonction 02							Sous-fonction 04	
		020 Administrat°générale collectivité	021 Assemblée locale	022 Administration générale de l'état	023 Information, communication, publicité	024 Fêtes et cérémonies	025 Aides aux assoc. (non classées ailleurs)	026 Cimetières et pompes funèbres	041 Subvention globale	048 Autres act° de coopérat° décentralisée
DEPENSES (2)		8 793 781,00	458 822,00	5 493,00	694 628,00	0,00	51 500,00	0,00	0,00	0,00
Dépenses de l'exercice		8 793 781,00	458 822,00	5 493,00	694 628,00	0,00	51 500,00	0,00	0,00	0,00
011	Charges à caractère général	1 384 963,00	0,00	0,00	212 500,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
012	Charges de personnel, frais assimilés	7 314 768,00	117 822,00	5 493,00	482 128,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
014	Atténuations de produits	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
022	Dépenses imprévues	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
023	*Virement à la section d'investissement*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
042	*Opérat° ordre transfert entre sections*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
043	*Opérat° ordre intérieur de la section*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
65	Autres charges de gestion courante	94 050,00	341 000,00	0,00	0,00	0,00	51 500,00	0,00	0,00	0,00
656	Frais fonctionnement des groupes d'élus	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
66	Charges financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
67	Charges exceptionnelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
68	Dot. aux amortissements et provisions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser – reports		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES (2)		338 972,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Recettes de l'exercice		338 972,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
013	Atténuations de charges	96 400,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
042	*Opérat° ordre transfert entre sections*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
043	*Opérat° ordre intérieur de la section*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
70	Produits des services, du domaine, vente	242 572,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
73	Impôts et taxes	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
74	Dotations et participations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
75	Autres produits de gestion courante	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
76	Produits financiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
77	Produits exceptionnels	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
78	Reprise sur amortissements et provisions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser – reports		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
SOLDE (2)		-8 454 809,00	-458 822,00	-5 493,00	-694 628,00	0,00	-51 500,00	0,00	0,00	0,00

(1) Pour le croisement par nature, le détail est fait selon le niveau de vote choisi par l'assemblée délibérante (chapitre, article ou article spécialisé).

(2) Le solde correspond à la différence entre les recettes et les dépenses. Les dépenses et les recettes correspondent à la somme des dépenses et des recettes de l'exercice ainsi que des restes à réaliser et des reports (lignes budgétaires 001 et 002). Les lignes reports 001 et 002 apparaissent à la colonne 01-Non ventilables.

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN PRESENTATION CROISEE PAR FONCTION – DETAIL FONCTIONNEMENT	A1.1

FONCTION 1 – Sécurité et salubrité publiques

(1)	Libellé	11 Sécurité intérieure	12 Hygiène et salubrité publique	Total
DEPENSES (2)		0,00	0,00	0,00
Dépenses de l'exercice		0,00	0,00	0,00
011	Charges à caractère général	0,00	0,00	0,00
012	Charges de personnel, frais assimilés	0,00	0,00	0,00
014	Atténuations de produits	0,00	0,00	0,00
022	Dépenses imprévues	0,00	0,00	0,00
023	*Virement à la section d'investissement*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
042	*Opérat° ordre transfert entre sections*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
043	*Opérat° ordre intérieur de la section*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
65	Autres charges de gestion courante	0,00	0,00	0,00
656	Frais fonctionnement des groupes d'élus	0,00	0,00	0,00
66	Charges financières	0,00	0,00	0,00
67	Charges exceptionnelles	0,00	0,00	0,00
68	Dot. aux amortissements et provisions	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser – reports		0,00	0,00	0,00
RECETTES (2)		0,00	0,00	0,00
Recettes de l'exercice		0,00	0,00	0,00
013	Atténuations de charges	0,00	0,00	0,00
042	*Opérat° ordre transfert entre sections*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
043	*Opérat° ordre intérieur de la section*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
70	Produits des services, du domaine, vente	0,00	0,00	0,00
73	Impôts et taxes	0,00	0,00	0,00
74	Dotations et participations	0,00	0,00	0,00
75	Autres produits de gestion courante	0,00	0,00	0,00
76	Produits financiers	0,00	0,00	0,00
77	Produits exceptionnels	0,00	0,00	0,00
78	Reprise sur amortissements et provisions	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser – reports		0,00	0,00	0,00
SOLDE (2)		0,00	0,00	0,00

(1)	Libellé	Sous-fonction 11				
		110 Services communs	111 Police nationale	112 Police municipale	113 Pompiers, incendies et secours	114 Autres services de protection civile
DEPENSES (2)		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1)	Libellé	Sous-fonction 11				
		110 Services communs	111 Police nationale	112 Police municipale	113 Pompiers, incendies et secours	114 Autres services de protection civile
Dépenses de l'exercice		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
011	Charges à caractère général	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
012	Charges de personnel, frais assimilés	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
014	Atténuations de produits	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
022	Dépenses imprévues	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
023	*Virement à la section d'investissement*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
042	*Opérat° ordre transfert entre sections*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
043	*Opérat° ordre intérieur de la section*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
65	Autres charges de gestion courante	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
656	Frais fonctionnement des groupes d'élus	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
66	Charges financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
67	Charges exceptionnelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
68	Dot. aux amortissements et provisions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser – reports		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES (2)		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Recettes de l'exercice		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
013	Atténuations de charges	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
042	*Opérat° ordre transfert entre sections*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
043	*Opérat° ordre intérieur de la section*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
70	Produits des services, du domaine, vente	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
73	Impôts et taxes	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
74	Dotations et participations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
75	Autres produits de gestion courante	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
76	Produits financiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
77	Produits exceptionnels	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
78	Reprise sur amortissements et provisions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser – reports		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
SOLDE (2)		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Pour le croisement par nature, le détail est fait selon le niveau de vote choisi par l'assemblée délibérante (chapitre, article ou article spécialisé).

(2) Le solde correspond à la différence entre les recettes et les dépenses. Les dépenses et les recettes correspondent à la somme des dépenses et des recettes de l'exercice ainsi que des restes à réaliser et des reports (lignes budgétaires 001 et 002). Les lignes reports 001 et 002 apparaissent à la colonne 01-Non ventilables.

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN PRESENTATION CROISEE PAR FONCTION – DETAIL FONCTIONNEMENT	A1.1

FONCTION 2 – Enseignement - Formation

(1)	Libellé	20 Services communs	21 Enseignement du premier degré	22 Enseignement du deuxième degré	23 Enseignement supérieur	24 Formation continue	25 Services annexes de l'enseignement	Total
	DEPENSES (2)	0,00	0,00	0,00	50 000,00	0,00	0,00	50 000,00
	Dépenses de l'exercice	0,00	0,00	0,00	50 000,00	0,00	0,00	50 000,00
011	Charges à caractère général	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
012	Charges de personnel, frais assimilés	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
014	Atténuations de produits	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
022	Dépenses imprévues	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
023	*Virement à la section d'investissement*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
042	*Opérat° ordre transfert entre sections*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
043	*Opérat° ordre intérieur de la section*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
65	Autres charges de gestion courante	0,00	0,00	0,00	50 000,00	0,00	0,00	50 000,00
656	Frais fonctionnement des groupes d'élus	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
66	Charges financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
67	Charges exceptionnelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
68	Dot. aux amortissements et provisions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	Restes à réaliser – reports	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	RECETTES (2)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	Recettes de l'exercice	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
013	Atténuations de charges	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
042	*Opérat° ordre transfert entre sections*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
043	*Opérat° ordre intérieur de la section*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
70	Produits des services, du domaine, vente	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
73	Impôts et taxes	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
74	Dotations et participations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
75	Autres produits de gestion courante	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
76	Produits financiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
77	Produits exceptionnels	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
78	Reprise sur amortissements et provisions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1)	Libellé	20 Services communs	21 Enseignement du premier degré	22 Enseignement du deuxième degré	23 Enseignement supérieur	24 Formation continue	25 Services annexes de l'enseignement	Total
Restes à réaliser – reports		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
SOLDE (2)		0,00	0,00	0,00	-50 000,00	0,00	0,00	-50 000,00

(1)	Libellé	Sous-fonction 21			Sous-fonction 25				
		211 Ecoles maternelles	212 Ecoles primaires	213 Classes regroupées	251 Hébergement et restauration scolaire	252 Transports scolaires	253 Sport scolaire	254 Médecine scolaire	255 Classes de découverte et autres services
DEPENSES (2)		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Dépenses de l'exercice		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
011	Charges à caractère général	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
012	Charges de personnel, frais assimilés	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
014	Atténuations de produits	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
022	Dépenses imprévues	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
023	*Virement à la section d'investissement*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
042	*Opérat° ordre transfert entre sections*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
043	*Opérat° ordre intérieur de la section*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
65	Autres charges de gestion courante	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
656	Frais fonctionnement des groupes d'élus	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
66	Charges financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
67	Charges exceptionnelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
68	Dot. aux amortissements et provisions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser – reports		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES (2)		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Recettes de l'exercice		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
013	Atténuations de charges	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
042	*Opérat° ordre transfert entre sections*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
043	*Opérat° ordre intérieur de la section*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
70	Produits des services, du domaine, vente	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
73	Impôts et taxes	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
74	Dotations et participations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
75	Autres produits de gestion courante	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
76	Produits financiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
77	Produits exceptionnels	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
78	Reprise sur amortissements et provisions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser – reports		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
SOLDE (2)		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Pour le croisement par nature, le détail est fait selon le niveau de vote choisi par l'assemblée délibérante (chapitre, article ou article spécialisé).

(2) Le solde correspond à la différence entre les recettes et les dépenses. Les dépenses et les recettes correspondent à la somme des dépenses et des recettes de l'exercice ainsi que des restes à réaliser et des reports (lignes budgétaires 001 et 002). Les lignes reports 001 et 002 apparaissent à la colonne 01-Non ventilables.

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN PRESENTATION CROISEE PAR FONCTION – DETAIL FONCTIONNEMENT	A1.1

FONCTION 3 – Culture

(1)	Libellé	30 Services communs	31 Expression artistique	32 Conservation et diffusion des patrimoine	33 Action culturelle	Total
DEPENSES (2)		0,00	150 000,00	171 727,00	7 000,00	328 727,00
Dépenses de l'exercice		0,00	150 000,00	171 727,00	7 000,00	328 727,00
011	Charges à caractère général	0,00	0,00	0,00	7 000,00	7 000,00
012	Charges de personnel, frais assimilés	0,00	0,00	171 727,00	0,00	171 727,00
014	Atténuations de produits	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
022	Dépenses imprévues	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
023	*Virement à la section d'investissement*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
042	*Opérat° ordre transfert entre sections*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
043	*Opérat° ordre intérieur de la section*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
65	Autres charges de gestion courante	0,00	150 000,00	0,00	0,00	150 000,00
656	Frais fonctionnement des groupes d'élus	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
66	Charges financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
67	Charges exceptionnelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
68	Dot. aux amortissements et provisions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser – reports		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES (2)		0,00	0,00	0,00	23 319,00	23 319,00
Recettes de l'exercice		0,00	0,00	0,00	23 319,00	23 319,00
013	Atténuations de charges	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
042	*Opérat° ordre transfert entre sections*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
043	*Opérat° ordre intérieur de la section*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
70	Produits des services, du domaine, vente	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
73	Impôts et taxes	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
74	Dotations et participations	0,00	0,00	0,00	23 319,00	23 319,00
75	Autres produits de gestion courante	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
76	Produits financiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
77	Produits exceptionnels	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
78	Reprise sur amortissements et provisions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser – reports		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
SOLDE (2)		0,00	-150 000,00	-171 727,00	16 319,00	-305 408,00

(1)	Libellé	Sous-fonction 31				Sous-fonction 32			
		311 Expression musicale, lyrique et choré.	312 Arts plastiques, activités artistiques	313 Théâtres	314 Cinémas et autres salles de spectacles	321 Bibliothèques et médiathèques	322 Musées	323 Archives	324 Entretien du patrimoine culturel
DEPENSES (2)		150 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	171 727,00	0,00
Dépenses de l'exercice		150 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	171 727,00	0,00
011	Charges à caractère général	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
012	Charges de personnel, frais assimilés	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	171 727,00	0,00
014	Atténuations de produits	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
022	Dépenses imprévues	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
023	*Virement à la section d'investissement*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
042	*Opérat° ordre transfert entre sections*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
043	*Opérat° ordre intérieur de la section*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
65	Autres charges de gestion courante	150 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
656	Frais fonctionnement des groupes d'élus	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
66	Charges financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
67	Charges exceptionnelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
68	Dot. aux amortissements et provisions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser – reports		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES (2)		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Recettes de l'exercice		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
013	Atténuations de charges	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
042	*Opérat° ordre transfert entre sections*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
043	*Opérat° ordre intérieur de la section*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
70	Produits des services, du domaine, vente	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
73	Impôts et taxes	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
74	Dotations et participations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
75	Autres produits de gestion courante	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
76	Produits financiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
77	Produits exceptionnels	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
78	Reprise sur amortissements et provisions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser – reports		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
SOLDE (2)		-150 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	-171 727,00	0,00

(1) Pour le croisement par nature, le détail est fait selon le niveau de vote choisi par l'assemblée délibérante (chapitre, article ou article spécialisé).

(2) Le solde correspond à la différence entre les recettes et les dépenses. Les dépenses et les recettes correspondent à la somme des dépenses et des recettes de l'exercice ainsi que des restes à réaliser et des reports (lignes budgétaires 001 et 002). Les lignes reports 001 et 002 apparaissent à la colonne 01-Non ventilables.

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN PRESENTATION CROISEE PAR FONCTION – DETAIL FONCTIONNEMENT	A1.1

FONCTION 4 – Sport et jeunesse

(1)	Libellé	40 Services communs	41 Sports	42 Jeunesse	Total
DEPENSES (2)		0,00	1 749 461,00	0,00	1 749 461,00
Dépenses de l'exercice		0,00	1 749 461,00	0,00	1 749 461,00
011	Charges à caractère général	0,00	780 644,00	0,00	780 644,00
012	Charges de personnel, frais assimilés	0,00	968 817,00	0,00	968 817,00
014	Atténuations de produits	0,00	0,00	0,00	0,00
022	Dépenses imprévues	0,00	0,00	0,00	0,00
023	*Virement à la section d'investissement*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
042	*Opérat° ordre transfert entre sections*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
043	*Opérat° ordre intérieur de la section*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
65	Autres charges de gestion courante	0,00	0,00	0,00	0,00
656	Frais fonctionnement des groupes d'élus	0,00	0,00	0,00	0,00
66	Charges financières	0,00	0,00	0,00	0,00
67	Charges exceptionnelles	0,00	0,00	0,00	0,00
68	Dot. aux amortissements et provisions	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser – reports		0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES (2)		0,00	433 000,00	0,00	433 000,00
Recettes de l'exercice		0,00	433 000,00	0,00	433 000,00
013	Atténuations de charges	0,00	0,00	0,00	0,00
042	*Opérat° ordre transfert entre sections*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
043	*Opérat° ordre intérieur de la section*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
70	Produits des services, du domaine, vente	0,00	400 000,00	0,00	400 000,00
73	Impôts et taxes	0,00	0,00	0,00	0,00
74	Dotations et participations	0,00	33 000,00	0,00	33 000,00
75	Autres produits de gestion courante	0,00	0,00	0,00	0,00
76	Produits financiers	0,00	0,00	0,00	0,00
77	Produits exceptionnels	0,00	0,00	0,00	0,00
78	Reprise sur amortissements et provisions	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser – reports		0,00	0,00	0,00	0,00
SOLDE (2)		0,00	-1 316 461,00	0,00	-1 316 461,00

(1)	Libellé	Sous-fonction 41					Sous-fonction 42		
		411 Salles de sport, gymnases	412 Stades	413 Piscines	414 Autres équipements sportifs ou de loisir	415 Manifestations sportives	421 Centres de loisirs	422 Autres activités pour les jeunes	423 Colonies de vacances
DEPENSES (2)		0,00	0,00	1 749 461,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Dépenses de l'exercice		0,00	0,00	1 749 461,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
011	Charges à caractère général	0,00	0,00	780 644,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
012	Charges de personnel, frais assimilés	0,00	0,00	968 817,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
014	Atténuations de produits	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
022	Dépenses imprévues	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
023	*Virement à la section d'investissement*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
042	*Opérat° ordre transfert entre sections*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
043	*Opérat° ordre intérieur de la section*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
65	Autres charges de gestion courante	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
656	Frais fonctionnement des groupes d'élus	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
66	Charges financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
67	Charges exceptionnelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
68	Dot. aux amortissements et provisions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser – reports		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES (2)		0,00	0,00	433 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Recettes de l'exercice		0,00	0,00	433 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
013	Atténuations de charges	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
042	*Opérat° ordre transfert entre sections*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
043	*Opérat° ordre intérieur de la section*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
70	Produits des services, du domaine, vente	0,00	0,00	400 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
73	Impôts et taxes	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
74	Dotations et participations	0,00	0,00	33 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
75	Autres produits de gestion courante	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
76	Produits financiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
77	Produits exceptionnels	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
78	Reprise sur amortissements et provisions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser – reports		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
SOLDE (2)		0,00	0,00	-1 316 461,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Pour le croisement par nature, le détail est fait selon le niveau de vote choisi par l'assemblée délibérante (chapitre, article ou article spécialisé).

(2) Le solde correspond à la différence entre les recettes et les dépenses. Les dépenses et les recettes correspondent à la somme des dépenses et des recettes de l'exercice ainsi que des restes à réaliser et des reports (lignes budgétaires 001 et 002). Les lignes reports 001 et 002 apparaissent à la colonne 01-Non ventilables.

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN PRESENTATION CROISEE PAR FONCTION – DETAIL FONCTIONNEMENT	A1.1

FONCTION 5 – Interventions sociales et santé

(1)	Libellé	51 Santé	52 Interventions sociales	Total
DEPENSES (2)		0,00	625 142,00	625 142,00
Dépenses de l'exercice		0,00	625 142,00	625 142,00
011	Charges à caractère général	0,00	83 706,00	83 706,00
012	Charges de personnel, frais assimilés	0,00	169 436,00	169 436,00
014	Atténuations de produits	0,00	0,00	0,00
022	Dépenses imprévues	0,00	0,00	0,00
023	*Virement à la section d'investissement*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
042	*Opérat° ordre transfert entre sections*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
043	*Opérat° ordre intérieur de la section*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
65	Autres charges de gestion courante	0,00	372 000,00	372 000,00
656	Frais fonctionnement des groupes d'élus	0,00	0,00	0,00
66	Charges financières	0,00	0,00	0,00
67	Charges exceptionnelles	0,00	0,00	0,00
68	Dot. aux amortissements et provisions	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser – reports		0,00	0,00	0,00
RECETTES (2)		0,00	128 000,00	128 000,00
Recettes de l'exercice		0,00	128 000,00	128 000,00
013	Atténuations de charges	0,00	0,00	0,00
042	*Opérat° ordre transfert entre sections*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
043	*Opérat° ordre intérieur de la section*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
70	Produits des services, du domaine, vente	0,00	10 000,00	10 000,00
73	Impôts et taxes	0,00	6 000,00	6 000,00
74	Dotations et participations	0,00	112 000,00	112 000,00
75	Autres produits de gestion courante	0,00	0,00	0,00
76	Produits financiers	0,00	0,00	0,00
77	Produits exceptionnels	0,00	0,00	0,00
78	Reprise sur amortissements et provisions	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser – reports		0,00	0,00	0,00
SOLDE (2)		0,00	-497 142,00	-497 142,00

(1)	Libellé	Sous-fonction 51			Sous-fonction 52				
		510 Services communs	511 Dispensaires, autres établist sanitaires	512 Actions de prévention sanitaire	520 Services communs	521 Services à caractère social handicapés	522 Act° pour l'enfance et l'adolescence	523 Act° pour personnes en difficulté	524 Autres services
DEPENSES (2)		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	450 574,00	174 568,00
Dépenses de l'exercice		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	450 574,00	174 568,00
011	Charges à caractère général	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	4 500,00	79 206,00
012	Charges de personnel, frais assimilés	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	74 074,00	95 362,00
014	Atténuations de produits	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
022	Dépenses imprévues	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
023	Virement à la section d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
042	*Opérat° ordre transfert entre sections*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
043	*Opérat° ordre intérieur de la section*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
65	Autres charges de gestion courante	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	372 000,00	0,00
656	Frais fonctionnement des groupes d'élus	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
66	Charges financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
67	Charges exceptionnelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
68	Dot. aux amortissements et provisions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser – reports		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES (2)		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	62 000,00	66 000,00
Recettes de l'exercice		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	62 000,00	66 000,00
013	Atténuations de charges	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
042	*Opérat° ordre transfert entre sections*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
043	*Opérat° ordre intérieur de la section*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
70	Produits des services, du domaine, vente	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	10 000,00
73	Impôts et taxes	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	6 000,00
74	Dotations et participations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	62 000,00	50 000,00
75	Autres produits de gestion courante	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
76	Produits financiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
77	Produits exceptionnels	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
78	Reprise sur amortissements et provisions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser – reports		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
SOLDE (2)		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	-388 574,00	-108 568,00

(1) Pour le croisement par nature, le détail est fait selon le niveau de vote choisi par l'assemblée délibérante (chapitre, article ou article spécialisé).

(2) Le solde correspond à la différence entre les recettes et les dépenses. Les dépenses et les recettes correspondent à la somme des dépenses et des recettes de l'exercice ainsi que des restes à réaliser et des reports (lignes budgétaires 001 et 002). Les lignes reports 001 et 002 apparaissent à la colonne 01-Non ventilables.

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN PRESENTATION CROISEE PAR FONCTION – DETAIL FONCTIONNEMENT	A1.1

FONCTION 6 – Famille

(1)	Libellé	60 Services communs	61 Services en faveur des personnes âgées	62 Actions en faveur de la maternité	63 Aides à la famille	64 Crèches et garderies	Total
DEPENSES (2)		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Dépenses de l'exercice		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
011	Charges à caractère général	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
012	Charges de personnel, frais assimilés	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
014	Atténuations de produits	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
022	Dépenses imprévues	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
023	*Virement à la section d'investissement*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
042	*Opérat° ordre transfert entre sections*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
043	*Opérat° ordre intérieur de la section*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
65	Autres charges de gestion courante	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
656	Frais fonctionnement des groupes d'élus	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
66	Charges financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
67	Charges exceptionnelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
68	Dot. aux amortissements et provisions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser – reports		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES (2)		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Recettes de l'exercice		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
013	Atténuations de charges	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
042	*Opérat° ordre transfert entre sections*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
043	*Opérat° ordre intérieur de la section*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
70	Produits des services, du domaine, vente	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
73	Impôts et taxes	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
74	Dotations et participations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
75	Autres produits de gestion courante	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
76	Produits financiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
77	Produits exceptionnels	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
78	Reprise sur amortissements et provisions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser – reports		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
SOLDE (2)		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Pour le croisement par nature, le détail est fait selon le niveau de vote choisi par l'assemblée délibérante (chapitre, article ou article spécialisé).

(2) Le solde correspond à la différence entre les recettes et les dépenses. Les dépenses et les recettes correspondent à la somme des dépenses et des recettes de l'exercice ainsi que des restes à réaliser et des reports (lignes budgétaires 001 et 002). Les lignes reports 001 et 002 apparaissent à la colonne 01-Non ventilables.

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN PRESENTATION CROISEE PAR FONCTION – DETAIL FONCTIONNEMENT	A1.1

FONCTION 7 – Logement

(1)	Libellé	70 Services communs	71 Parc privé de la ville	72 Aide au secteur locatif	73 Aides à l'accession à la propriété	Total
DEPENSES (2)		372 075,00	0,00	0,00	0,00	372 075,00
Dépenses de l'exercice		372 075,00	0,00	0,00	0,00	372 075,00
011	Charges à caractère général	253 702,00	0,00	0,00	0,00	253 702,00
012	Charges de personnel, frais assimilés	105 373,00	0,00	0,00	0,00	105 373,00
014	Atténuations de produits	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
022	Dépenses imprévues	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
023	*Virement à la section d'investissement*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
042	*Opérat° ordre transfert entre sections*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
043	*Opérat° ordre intérieur de la section*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
65	Autres charges de gestion courante	6 000,00	0,00	0,00	0,00	6 000,00
656	Frais fonctionnement des groupes d'élus	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
66	Charges financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
67	Charges exceptionnelles	7 000,00	0,00	0,00	0,00	7 000,00
68	Dot. aux amortissements et provisions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser – reports		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES (2)		73 600,00	0,00	0,00	0,00	73 600,00
Recettes de l'exercice		73 600,00	0,00	0,00	0,00	73 600,00
013	Atténuations de charges	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
042	*Opérat° ordre transfert entre sections*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
043	*Opérat° ordre intérieur de la section*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
70	Produits des services, du domaine, vente	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
73	Impôts et taxes	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
74	Dotations et participations	73 600,00	0,00	0,00	0,00	73 600,00
75	Autres produits de gestion courante	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
76	Produits financiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
77	Produits exceptionnels	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
78	Reprise sur amortissements et provisions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser – reports		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
SOLDE (2)		-298 475,00	0,00	0,00	0,00	-298 475,00

(1) Pour le croisement par nature, le détail est fait selon le niveau de vote choisi par l'assemblée délibérante (chapitre, article ou article spécialisé).

(2) Le solde correspond à la différence entre les recettes et les dépenses. Les dépenses et les recettes correspondent à la somme des dépenses et des recettes de l'exercice ainsi que des restes à réaliser et des reports (lignes budgétaires 001 et 002). Les lignes reports 001 et 002 apparaissent à la colonne 01-Non ventilables.

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN PRESENTATION CROISEE PAR FONCTION – DETAIL FONCTIONNEMENT	A1.1

FONCTION 8 – Aménagement et services urbains, environnement

(1)	Libellé	81 Services urbains	82 Aménagement urbain	83 Environnement	Total
DEPENSES (2)		10 590 556,00	4 281 599,00	882 440,00	15 754 595,00
Dépenses de l'exercice		10 590 556,00	4 281 599,00	882 440,00	15 754 595,00
011	Charges à caractère général	5 545 648,00	155 836,00	374 148,00	6 075 632,00
012	Charges de personnel, frais assimilés	3 811 908,00	4 053 763,00	508 292,00	8 373 963,00
014	Atténuations de produits	0,00	0,00	0,00	0,00
022	Dépenses imprévues	0,00	0,00	0,00	0,00
023	*Virement à la section d'investissement*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
042	*Opérat° ordre transfert entre sections*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
043	*Opérat° ordre intérieur de la section*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
65	Autres charges de gestion courante	1 232 000,00	72 000,00	0,00	1 304 000,00
656	Frais fonctionnement des groupes d'élus	0,00	0,00	0,00	0,00
66	Charges financières	0,00	0,00	0,00	0,00
67	Charges exceptionnelles	1 000,00	0,00	0,00	1 000,00
68	Dot. aux amortissements et provisions	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser – reports		0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES (2)		9 657 673,00	8 400,00	47 700,00	9 713 773,00
Recettes de l'exercice		9 657 673,00	8 400,00	47 700,00	9 713 773,00
013	Atténuations de charges	0,00	0,00	0,00	0,00
042	*Opérat° ordre transfert entre sections*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
043	*Opérat° ordre intérieur de la section*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
70	Produits des services, du domaine, vente	1 613 211,00	8 400,00	0,00	1 621 611,00
73	Impôts et taxes	7 344 462,00	0,00	0,00	7 344 462,00
74	Dotations et participations	700 000,00	0,00	47 700,00	747 700,00
75	Autres produits de gestion courante	0,00	0,00	0,00	0,00
76	Produits financiers	0,00	0,00	0,00	0,00
77	Produits exceptionnels	0,00	0,00	0,00	0,00
78	Reprise sur amortissements et provisions	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser – reports		0,00	0,00	0,00	0,00
SOLDE (2)		-932 883,00	-4 273 199,00	-834 740,00	-6 040 822,00

(1)	Libellé	Sous-fonction 81						
		810 Services communs	811 Eau et assainissement	812 Collecte et traitement ordures ménagères	813 Propreté urbaine	814 Eclairage public	815 Transports urbains	816 Autres réseaux et services divers
DEPENSES (2)		0,00	132 276,00	8 001 862,00	1 196 538,00	23 180,00	1 232 000,00	4 700,00

(1)	Libellé	Sous-fonction 81						
		810 Services communs	811 Eau et assainissement	812 Collecte et traitement ordures ménagères	813 Propreté urbaine	814 Eclairage public	815 Transports urbains	816 Autres réseaux et services divers
Dépenses de l'exercice		0,00	132 276,00	8 001 862,00	1 196 538,00	23 180,00	1 232 000,00	4 700,00
011	Charges à caractère général	0,00	132 276,00	5 335 992,00	49 500,00	23 180,00	0,00	4 700,00
012	Charges de personnel, frais assimilés	0,00	0,00	2 664 870,00	1 147 038,00	0,00	0,00	0,00
014	Atténuations de produits	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
022	Dépenses imprévues	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
023	*Virement à la section d'investissement*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
042	*Opérat° ordre transfert entre sections*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
043	*Opérat° ordre intérieur de la section*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
65	Autres charges de gestion courante	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 232 000,00	0,00
656	Frais fonctionnement des groupes d'élus	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
66	Charges financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
67	Charges exceptionnelles	0,00	0,00	1 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
68	Dot. aux amortissements et provisions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser – reports		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES (2)		0,00	304 200,00	9 195 473,00	28 000,00	0,00	130 000,00	0,00
Recettes de l'exercice		0,00	304 200,00	9 195 473,00	28 000,00	0,00	130 000,00	0,00
013	Atténuations de charges	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
042	*Opérat° ordre transfert entre sections*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
043	*Opérat° ordre intérieur de la section*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
70	Produits des services, du domaine, vente	0,00	304 200,00	1 151 011,00	28 000,00	0,00	130 000,00	0,00
73	Impôts et taxes	0,00	0,00	7 344 462,00	0,00	0,00	0,00	0,00
74	Dotations et participations	0,00	0,00	700 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
75	Autres produits de gestion courante	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
76	Produits financiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
77	Produits exceptionnels	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
78	Reprise sur amortissements et provisions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser – reports		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
SOLDE (2)		0,00	171 924,00	1 193 611,00	-1 168 538,00	-23 180,00	-1 102 000,00	-4 700,00

(1)	Libellé	Sous-fonction 82					Sous fonction 83			
		820 Services communs	821 Equipements de voirie	822 Voirie communale et routes	823 Espaces verts urbains	824 Autres opérations d'aménagement urbain	830 Services communs	831 Aménagement des eaux	832 Act° spécif. lutte contre la pollution	833 Préservation du milieu naturel
DEPENSES (2)		1 401 794,00	475 876,00	689 244,00	1 674 685,00	40 000,00	882 440,00	0,00	0,00	0,00
	Dépenses de l'exercice	1 401 794,00	475 876,00	689 244,00	1 674 685,00	40 000,00	882 440,00	0,00	0,00	0,00
011	Charges à caractère général	115 536,00	0,00	300,00	0,00	40 000,00	374 148,00	0,00	0,00	0,00
012	Charges de personnel, frais assimilés	1 214 258,00	475 876,00	688 944,00	1 674 685,00	0,00	508 292,00	0,00	0,00	0,00
014	Atténuations de produits	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
022	Dépenses imprévues	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
023	*Virement à la section d'investissement*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
042	*Opérat° ordre transfert entre sections*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
043	*Opérat° ordre intérieur de la section*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
65	Autres charges de gestion courante	72 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
656	Frais fonctionnement des groupes d'élus	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
66	Charges financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
67	Charges exceptionnelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
68	Dot. aux amortissements et provisions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	Restes à réaliser – reports	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES (2)		8 400,00	0,00	0,00	0,00	0,00	47 700,00	0,00	0,00	0,00
	Recettes de l'exercice	8 400,00	0,00	0,00	0,00	0,00	47 700,00	0,00	0,00	0,00
013	Atténuations de charges	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
042	*Opérat° ordre transfert entre sections*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
043	*Opérat° ordre intérieur de la section*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
70	Produits des services, du domaine, vente	8 400,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
73	Impôts et taxes	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
74	Dotations et participations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	47 700,00	0,00	0,00	0,00
75	Autres produits de gestion courante	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
76	Produits financiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
77	Produits exceptionnels	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
78	Reprise sur amortissements et provisions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	Restes à réaliser – reports	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
SOLDE (2)		-1 393 394,00	-475 876,00	-689 244,00	-1 674 685,00	-40 000,00	-834 740,00	0,00	0,00	0,00

(1) Pour le croisement par nature, le détail est fait selon le niveau de vote choisi par l'assemblée délibérante (chapitre, article ou article spécialisé).

(2) Le solde correspond à la différence entre les recettes et les dépenses. Les dépenses et les recettes correspondent à la somme des dépenses et des recettes de l'exercice ainsi que des restes à réaliser et des reports (lignes budgétaires 001 et 002). Les lignes reports 001 et 002 apparaissent à la colonne 01-Non ventilables.

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN PRESENTATION CROISEE PAR FONCTION – DETAIL FONCTIONNEMENT	A1.1

FONCTION 9 – Action économique

(1)	Libellé	90 Interventions économiques	91 Foires et marchés	92 Aides à l'agriculture et aux industries	93 Aides à l'énergie, indus. manufact., BTP	94 Aides commerce et services marchands	95 Aides au tourisme	96 Aides aux services publics	Total
DEPENSES (2)		1 433 637,00	0,00	0,00	0,00	15 000,00	470 050,00	0,00	1 918 687,00
Dépenses de l'exercice		1 433 637,00	0,00	0,00	0,00	15 000,00	470 050,00	0,00	1 918 687,00
011	Charges à caractère général	588 483,00	0,00	0,00	0,00	0,00	50,00	0,00	588 533,00
012	Charges de personnel, frais assimilés	252 634,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	252 634,00
014	Atténuations de produits	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	200 000,00	0,00	200 000,00
022	Dépenses imprévues	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
023	*Virement à la section d'investissement*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
042	*Opérat° ordre transfert entre sections*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
043	*Opérat° ordre intérieur de la section*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
65	Autres charges de gestion courante	592 520,00	0,00	0,00	0,00	15 000,00	270 000,00	0,00	877 520,00
656	Frais fonctionnement des groupes d'élus	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
66	Charges financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
67	Charges exceptionnelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
68	Dot. aux amortissements et provisions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser – reports		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES (2)		153 196,00	0,00	0,00	0,00	0,00	216 500,00	0,00	369 696,00
Recettes de l'exercice		153 196,00	0,00	0,00	0,00	0,00	216 500,00	0,00	369 696,00
013	Atténuations de charges	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
042	*Opérat° ordre transfert entre sections*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
043	*Opérat° ordre intérieur de la section*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
70	Produits des services, du domaine, vente	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
73	Impôts et taxes	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	200 000,00	0,00	200 000,00
74	Dotations et participations	142 446,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	142 446,00
75	Autres produits de gestion courante	10 750,00	0,00	0,00	0,00	0,00	16 500,00	0,00	27 250,00

(1)	Libellé	90 Interventions économiques	91 Foires et marchés	92 Aides à l'agriculture et aux industries	93 Aides à l'énergie, indus. manufact., BTP	94 Aides commerce et services marchands	95 Aides au tourisme	96 Aides aux services publics	Total
76	Produits financiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
77	Produits exceptionnels	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
78	Reprise sur amortissements et provisions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser – reports		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
SOLDE (2)		-1 280 441,00	0,00	0,00	0,00	-15 000,00	-253 550,00	0,00	-1 548 991,00

(1) Pour le croisement par nature, le détail est fait selon le niveau de vote choisi par l'assemblée délibérante (chapitre, article ou article spécialisé).

(2) Le solde correspond à la différence entre les recettes et les dépenses. Les dépenses et les recettes correspondent à la somme des dépenses et des recettes de l'exercice ainsi que des restes à réaliser et des reports (lignes budgétaires 001 et 002). Les lignes reports 001 et 002 apparaissent à la colonne 01-Non ventilables.

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN PRESENTATION CROISEE PAR FONCTION – DETAIL INVESTISSEMENT	A1.2

FONCTION 0 – Services généraux des administrations publiques locales

(1)	Libellé	01 Opérations non ventilables	02 Administration générale	03 Justice	04 Coopérat° décentralisée, act° européen.	Total
DEPENSES (2)		277 000,00	774 600,00	0,00	0,00	1 051 600,00
Dépenses de l'exercice		277 000,00	774 600,00	0,00	0,00	1 051 600,00
010	Stocks	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
020	Dépenses imprévues	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
040	*Opérat° ordre transfert entre sections*	*70 000,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*70 000,00*
041	*Opérations patrimoniales*	*100 000,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*100 000,00*
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	107 000,00	0,00	0,00	0,00	107 000,00
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles	0,00	207 200,00	0,00	0,00	207 200,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	15 000,00	0,00	0,00	15 000,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	552 400,00	0,00	0,00	552 400,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participat° et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Opérations d'équipement		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Opérations pour compte de tiers		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser – reports		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES (2)		3 058 194,00	454 917,00	0,00	0,00	3 513 111,00
Recettes de l'exercice		3 058 194,00	454 917,00	0,00	0,00	3 513 111,00
010	Stocks	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
021	*Virement de la sect° de fonctionnement*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
024	Produits des cessions d'immobilisations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
040	*Opérat° ordre transfert entre sections*	*1 644 000,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*1 644 000,00*
041	*Opérations patrimoniales*	*100 000,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*100 000,00*
10	Dotations, fonds divers et réserves	400 000,00	0,00	0,00	0,00	400 000,00
13	Subventions d'investissement	124 334,00	454 917,00	0,00	0,00	579 251,00
16	Emprunts et dettes assimilées	789 860,00	0,00	0,00	0,00	789 860,00

(1)	Libellé	01 Opérations non ventilables	02 Administration générale	03 Justice	04 Coopérat° décentralisée, act° européen.	Total
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participat° et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Opérations pour compte de tiers		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser – reports		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
SOLDE (2)		2 781 194,00	-319 683,00	0,00	0,00	2 461 511,00

(1)	Libellé	Sous-fonction 02							Sous-fonction 04	
		020 Administrat°générale collectivité	021 Assemblée locale	022 Administration générale de l'état	023 Information, communication, publicité	024 Fêtes et cérémonies	025 Aides aux assoc. (non classées ailleurs)	026 Cimetières et pompes funèbres	041 Subvention globale	048 Autres act° de coopérat° décentralisée
DEPENSES (2)		772 200,00	0,00	0,00	2 400,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Dépenses de l'exercice		772 200,00	0,00	0,00	2 400,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
010	Stocks	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
020	Dépenses imprévues	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
040	*Opérat° ordre transfert entre sections*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
041	*Opérations patrimoniales*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles	207 200,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	15 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	550 000,00	0,00	0,00	2 400,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1)	Libellé	Sous-fonction 02							Sous-fonction 04	
		020 Administrat°générale collectivité	021 Assemblée locale	022 Administration générale de l'état	023 Information, communication, publicité	024 Fêtes et cérémonies	025 Aides aux assoc. (non classées ailleurs)	026 Cimetières et pompes funèbres	041 Subvention globale	048 Autres act° de coopérat° décentralisée
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participat° et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Opérations d'équipement		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Opérations pour compte de tiers		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser – reports		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES (2)		454 917,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Recettes de l'exercice		454 917,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
010	Stocks	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
021	*Virement de la sect° de fonctionnement*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
024	Produits des cessions d'immobilisations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
040	*Opérat° ordre transfert entre sections*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
041	*Opérations patrimoniales*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	454 917,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participat° et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1)	Libellé	Sous-fonction 02							Sous-fonction 04	
		020 Administrat°générale collectivité	021 Assemblée locale	022 Administration générale de l'état	023 Information, communication, publicité	024 Fêtes et cérémonies	025 Aides aux assoc. (non classées ailleurs)	026 Cimetières et pompes funèbres	041 Subvention globale	048 Autres act° de coopérat° décentralisée
Opérations pour compte de tiers		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser – reports		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
SOLDE (2)		-317 283,00	0,00	0,00	-2 400,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Pour le croisement par nature, le détail est fait selon le niveau de vote choisi par l'assemblée délibérante (chapitre, article ou article spécialisé).

(2) Le solde correspond à la différence entre les recettes et les dépenses. Les dépenses et les recettes correspondent à la somme des dépenses et des recettes de l'exercice ainsi que des restes à réaliser et des reports (lignes budgétaires 001 et 002). Les lignes reports 001 et 002 apparaissent à la colonne 01-Non ventilables.

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN PRESENTATION CROISEE PAR FONCTION – DETAIL INVESTISSEMENT	A1.2

FONCTION 1 – Sécurité et salubrité publiques

(1)	Libellé	11 Sécurité intérieure	12 Hygiène et salubrité publique	Total
DEPENSES (2)		0,00	0,00	0,00
Dépenses de l'exercice		0,00	0,00	0,00
010	Stocks	0,00	0,00	0,00
020	Dépenses imprévues	0,00	0,00	0,00
040	*Opérat° ordre transfert entre sections*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
041	*Opérations patrimoniales*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00	0,00
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie)	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00
26	Participat° et créances rattachées	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00
Opérations d'équipement		0,00	0,00	0,00
Opérations pour compte de tiers		0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser – reports		0,00	0,00	0,00
RECETTES (2)		0,00	0,00	0,00
Recettes de l'exercice		0,00	0,00	0,00
010	Stocks	0,00	0,00	0,00
021	*Virement de la sect° de fonctionnement*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
024	Produits des cessions d'immobilisations	0,00	0,00	0,00
040	*Opérat° ordre transfert entre sections*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
041	*Opérations patrimoniales*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00	0,00
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie)	0,00	0,00	0,00

(1)	Libellé	11 Sécurité intérieure	12 Hygiène et salubrité publique	Total
20	Immobilisations incorporelles	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00
26	Participat° et créances rattachées	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00
Opérations pour compte de tiers		0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser – reports		0,00	0,00	0,00
SOLDE (2)		0,00	0,00	0,00

(1)	Libellé	Sous-fonction 11				
		110 Services communs	111 Police nationale	112 Police municipale	113 Pompiers, incendies et secours	114 Autres services de protection civile
DEPENSES (2)		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Dépenses de l'exercice		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
010	Stocks	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
020	Dépenses imprévues	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
040	*Opérat° ordre transfert entre sections*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
041	*Opérations patrimoniales*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participat° et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Opérations d'équipement		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Opérations pour compte de tiers		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser – reports		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES (2)		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Recettes de l'exercice		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
010	Stocks	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
021	*Virement de la sect° de fonctionnement*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*

(1)	Libellé	Sous-fonction 11				
		110 Services communs	111 Police nationale	112 Police municipale	113 Pompiers, incendies et secours	114 Autres services de protection civile
024	Produits des cessions d'immobilisations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
040	*Opérat° ordre transfert entre sections*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
041	*Opérations patrimoniales*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participat° et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Opérations pour compte de tiers		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser – reports		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
SOLDE (2)		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Pour le croisement par nature, le détail est fait selon le niveau de vote choisi par l'assemblée délibérante (chapitre, article ou article spécialisé).

(2) Le solde correspond à la différence entre les recettes et les dépenses. Les dépenses et les recettes correspondent à la somme des dépenses et des recettes de l'exercice ainsi que des restes à réaliser et des reports (lignes budgétaires 001 et 002). Les lignes reports 001 et 002 apparaissent à la colonne 01-Non ventilables.

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN PRESENTATION CROISEE PAR FONCTION – DETAIL INVESTISSEMENT	A1.2

FONCTION 2 – Enseignement - Formation

(1)	Libellé	20 Services communs	21 Enseignement du premier degré	22 Enseignement du deuxième degré	23 Enseignement supérieur	24 Formation continue	25 Services annexes de l'enseignement	Total
DEPENSES (2)		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Dépenses de l'exercice		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
010	Stocks	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
020	Dépenses imprévues	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
040	*Opérat° ordre transfert entre sections*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
041	*Opérations patrimoniales*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participat° et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Opérations d'équipement		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Opérations pour compte de tiers		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser – reports		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES (2)		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Recettes de l'exercice		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
010	Stocks	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
021	*Virement de la sect° de fonctionnement*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
024	Produits des cessions d'immobilisations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1)	Libellé	20 Services communs	21 Enseignement du premier degré	22 Enseignement du deuxième degré	23 Enseignement supérieur	24 Formation continue	25 Services annexes de l'enseignement	Total
040	*Opérat° ordre transfert entre sections*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
041	*Opérations patrimoniales*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participat° et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Opérations pour compte de tiers		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser – reports		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
SOLDE (2)		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1)	Libellé	Sous-fonction 21			Sous-fonction 25				
		211 Ecoles maternelles	212 Ecoles primaires	213 Classes regroupées	251 Hébergement et restauration scolaire	252 Transports scolaires	253 Sport scolaire	254 Médecine scolaire	255 Classes de découverte et autres services
DEPENSES (2)		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Dépenses de l'exercice		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
010	Stocks	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
020	Dépenses imprévues	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
040	*Opérat° ordre transfert entre sections*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
041	*Opérations patrimoniales*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1)	Libellé	Sous-fonction 21			Sous-fonction 25				
		211 Ecoles maternelles	212 Ecoles primaires	213 Classes regroupées	251 Hébergement et restauration scolaire	252 Transports scolaires	253 Sport scolaire	254 Médecine scolaire	255 Classes de découverte et autres services
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participat° et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Opérations d'équipement		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Opérations pour compte de tiers		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser – reports		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES (2)		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Recettes de l'exercice		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
010	Stocks	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
021	*Virement de la sect° de fonctionnement*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
024	Produits des cessions d'immobilisations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
040	*Opérat° ordre transfert entre sections*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
041	*Opérations patrimoniales*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participat° et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Opérations pour compte de tiers		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser – reports		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
SOLDE (2)		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Pour le croisement par nature, le détail est fait selon le niveau de vote choisi par l'assemblée délibérante (chapitre, article ou article spécialisé).

(2) Le solde correspond à la différence entre les recettes et les dépenses. Les dépenses et les recettes correspondent à la somme des dépenses et des recettes de l'exercice ainsi que des restes à réaliser et des reports (lignes budgétaires 001 et 002). Les lignes reports 001 et 002 apparaissent à la colonne 01-Non ventilables.

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN PRESENTATION CROISEE PAR FONCTION – DETAIL INVESTISSEMENT	A1.2

FONCTION 3 – Culture

(1)	Libellé	30 Services communs	31 Expression artistique	32 Conservation et diffusion des patrimoine	33 Action culturelle	Total
DEPENSES (2)		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Dépenses de l'exercice		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
010	Stocks	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
020	Dépenses imprévues	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
040	*Opérat° ordre transfert entre sections*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
041	*Opérations patrimoniales*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participat° et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Opérations d'équipement		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Opérations pour compte de tiers		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser – reports		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES (2)		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Recettes de l'exercice		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
010	Stocks	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
021	*Virement de la sect° de fonctionnement*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
024	Produits des cessions d'immobilisations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
040	*Opérat° ordre transfert entre sections*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
041	*Opérations patrimoniales*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1)	Libellé	30 Services communs	31 Expression artistique	32 Conservation et diffusion des patrimoine	33 Action culturelle	Total
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participat° et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Opérations pour compte de tiers		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser – reports		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
SOLDE (2)		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1)	Libellé	Sous-fonction 31				Sous-fonction 32			
		311 Expression musicale, lyrique et choré.	312 Arts plastiques, activités artistiques	313 Théâtres	314 Cinémas et autres salles de spectacles	321 Bibliothèques et médiathèques	322 Musées	323 Archives	324 Entretien du patrimoine culturel
DEPENSES (2)		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Dépenses de l'exercice		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
010	Stocks	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
020	Dépenses imprévues	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
040	*Opérat° ordre transfert entre sections*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
041	*Opérations patrimoniales*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participat° et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Opérations d'équipement		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Opérations pour compte de tiers		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser – reports		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES (2)		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Recettes de l'exercice		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1)	Libellé	Sous-fonction 31				Sous-fonction 32			
		311 Expression musicale, lyrique et choré.	312 Arts plastiques, activités artistiques	313 Théâtres	314 Cinémas et autres salles de spectacles	321 Bibliothèques et médiathèques	322 Musées	323 Archives	324 Entretien du patrimoine culturel
010	Stocks	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
021	*Virement de la sect° de fonctionnement*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
024	Produits des cessions d'immobilisations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
040	*Opérat° ordre transfert entre sections*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
041	*Opérations patrimoniales*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participat° et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Opérations pour compte de tiers		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser – reports		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
SOLDE (2)		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Pour le croisement par nature, le détail est fait selon le niveau de vote choisi par l'assemblée délibérante (chapitre, article ou article spécialisé).

(2) Le solde correspond à la différence entre les recettes et les dépenses. Les dépenses et les recettes correspondent à la somme des dépenses et des recettes de l'exercice ainsi que des restes à réaliser et des reports (lignes budgétaires 001 et 002). Les lignes reports 001 et 002 apparaissent à la colonne 01-Non ventilables.

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN PRESENTATION CROISEE PAR FONCTION – DETAIL INVESTISSEMENT	A1.2

FONCTION 4 – Sport et jeunesse

(1)	Libellé	40 Services communs	41 Sports	42 Jeunesse	Total
DEPENSES (2)		0,00	220 568,00	0,00	220 568,00
Dépenses de l'exercice		0,00	220 568,00	0,00	220 568,00
010	Stocks	0,00	0,00	0,00	0,00
020	Dépenses imprévues	0,00	0,00	0,00	0,00
040	*Opérat° ordre transfert entre sections*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
041	*Opérations patrimoniales*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00	0,00	0,00
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	218 000,00	0,00	218 000,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	2 568,00	0,00	2 568,00
26	Participat° et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00
Opérations d'équipement		0,00	0,00	0,00	0,00
Opérations pour compte de tiers		0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser – reports		0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES (2)		0,00	234 355,00	0,00	234 355,00
Recettes de l'exercice		0,00	234 355,00	0,00	234 355,00
010	Stocks	0,00	0,00	0,00	0,00
021	*Virement de la sect° de fonctionnement*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
024	Produits des cessions d'immobilisations	0,00	0,00	0,00	0,00
040	*Opérat° ordre transfert entre sections*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
041	*Opérations patrimoniales*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	234 355,00	0,00	234 355,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00	0,00	0,00
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00

(1)	Libellé	40 Services communs	41 Sports	42 Jeunesse	Total
20	Immobilisations incorporelles	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participat° et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00
Opérations pour compte de tiers		0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser – reports		0,00	0,00	0,00	0,00
SOLDE (2)		0,00	13 787,00	0,00	13 787,00

(1)	Libellé	Sous-fonction 41					Sous-fonction 42		
		411 Salles de sport, gymnases	412 Stades	413 Piscines	414 Autres équipements sportifs ou de loisir	415 Manifestations sportives	421 Centres de loisirs	422 Autres activités pour les jeunes	423 Colonies de vacances
DEPENSES (2)		0,00	0,00	220 568,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Dépenses de l'exercice		0,00	0,00	220 568,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
010	Stocks	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
020	Dépenses imprévues	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
040	*Opérat° ordre transfert entre sections*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
041	*Opérations patrimoniales*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	218 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	2 568,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participat° et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Opérations d'équipement		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Opérations pour compte de tiers		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser – reports		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES (2)		0,00	0,00	234 355,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Recettes de l'exercice		0,00	0,00	234 355,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
010	Stocks	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1)	Libellé	Sous-fonction 41					Sous-fonction 42		
		411 Salles de sport, gymnases	412 Stades	413 Piscines	414 Autres équipements sportifs ou de loisir	415 Manifestations sportives	421 Centres de loisirs	422 Autres activités pour les jeunes	423 Colonies de vacances
021	*Virement de la sect° de fonctionnement*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
024	Produits des cessions d'immobilisations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
040	*Opérat° ordre transfert entre sections*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
041	*Opérations patrimoniales*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	234 355,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participat° et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Opérations pour compte de tiers		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser – reports		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
SOLDE (2)		0,00	0,00	13 787,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Pour le croisement par nature, le détail est fait selon le niveau de vote choisi par l'assemblée délibérante (chapitre, article ou article spécialisé).

(2) Le solde correspond à la différence entre les recettes et les dépenses. Les dépenses et les recettes correspondent à la somme des dépenses et des recettes de l'exercice ainsi que des restes à réaliser et des reports (lignes budgétaires 001 et 002). Les lignes reports 001 et 002 apparaissent à la colonne 01-Non ventilables.

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN PRESENTATION CROISEE PAR FONCTION – DETAIL INVESTISSEMENT	A1.2

FONCTION 5 – Interventions sociales et santé

(1)	Libellé	51 Santé	52 Interventions sociales	Total
DEPENSES (2)		0,00	74 000,00	74 000,00
Dépenses de l'exercice		0,00	74 000,00	74 000,00
010	Stocks	0,00	0,00	0,00
020	Dépenses imprévues	0,00	0,00	0,00
040	*Opérat° ordre transfert entre sections*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
041	*Opérations patrimoniales*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	14 000,00	14 000,00
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie)	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles	0,00	40 000,00	40 000,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	20 000,00	20 000,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00
26	Participat° et créances rattachées	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00
Opérations d'équipement		0,00	0,00	0,00
Opérations pour compte de tiers		0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser – reports		0,00	0,00	0,00
RECETTES (2)		0,00	14 000,00	14 000,00
Recettes de l'exercice		0,00	14 000,00	14 000,00
010	Stocks	0,00	0,00	0,00
021	*Virement de la sect° de fonctionnement*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
024	Produits des cessions d'immobilisations	0,00	0,00	0,00
040	*Opérat° ordre transfert entre sections*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
041	*Opérations patrimoniales*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	14 000,00	14 000,00
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie)	0,00	0,00	0,00

(1)	Libellé	51 Santé	52 Interventions sociales	Total
20	Immobilisations incorporelles	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00
26	Participat° et créances rattachées	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00
Opérations pour compte de tiers		0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser – reports		0,00	0,00	0,00
SOLDE (2)		0,00	-60 000,00	-60 000,00

(1)	Libellé	Sous-fonction 51			Sous-fonction 52				
		510 Services communs	511 Dispensaires, autres établist sanitaires	512 Actions de prévention sanitaire	520 Services communs	521 Services à caractère social handicapés	522 Act° pour l'enfance et l'adolescence	523 Act° pour personnes en difficulté	524 Autres services
DEPENSES (2)		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	74 000,00
Dépenses de l'exercice		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	74 000,00
010	Stocks	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
020	Dépenses imprévues	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
040	*Opérat° ordre transfert entre sections*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
041	*Opérations patrimoniales*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	14 000,00
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	40 000,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	20 000,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participat° et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Opérations d'équipement		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Opérations pour compte de tiers		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser – reports		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES (2)		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	14 000,00
Recettes de l'exercice		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	14 000,00
010	Stocks	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1)	Libellé	Sous-fonction 51			Sous-fonction 52				
		510 Services communs	511 Dispensaires, autres établist sanitaires	512 Actions de prévention sanitaire	520 Services communs	521 Services à caractère social handicapés	522 Act° pour l'enfance et l'adolescence	523 Act° pour personnes en difficulté	524 Autres services
021	*Virement de la sect° de fonctionnement*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
024	Produits des cessions d'immobilisations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
040	*Opérat° ordre transfert entre sections*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
041	*Opérations patrimoniales*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	14 000,00
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participat° et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Opérations pour compte de tiers		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser – reports		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
SOLDE (2)		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	-60 000,00

(1) Pour le croisement par nature, le détail est fait selon le niveau de vote choisi par l'assemblée délibérante (chapitre, article ou article spécialisé).

(2) Le solde correspond à la différence entre les recettes et les dépenses. Les dépenses et les recettes correspondent à la somme des dépenses et des recettes de l'exercice ainsi que des restes à réaliser et des reports (lignes budgétaires 001 et 002). Les lignes reports 001 et 002 apparaissent à la colonne 01-Non ventilables.

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN PRESENTATION CROISEE PAR FONCTION – DETAIL INVESTISSEMENT	A1.2

FONCTION 6 – Famille

(1)	Libellé	60 Services communs	61 Services en faveur des personnes âgées	62 Actions en faveur de la maternité	63 Aides à la famille	64 Crèches et garderies	Total
DEPENSES (2)		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Dépenses de l'exercice		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
010	Stocks	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
020	Dépenses imprévues	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
040	*Opérat° ordre transfert entre sections*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
041	*Opérations patrimoniales*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participat° et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Opérations d'équipement		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Opérations pour compte de tiers		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser – reports		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES (2)		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Recettes de l'exercice		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
010	Stocks	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
021	*Virement de la sect° de fonctionnement*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
024	Produits des cessions d'immobilisations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
040	*Opérat° ordre transfert entre sections*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
041	*Opérations patrimoniales*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1)	Libellé	60 Services communs	61 Services en faveur des personnes âgées	62 Actions en faveur de la maternité	63 Aides à la famille	64 Crèches et garderies	Total
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participat° et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Opérations pour compte de tiers		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser – reports		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
SOLDE (2)		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Pour le croisement par nature, le détail est fait selon le niveau de vote choisi par l'assemblée délibérante (chapitre, article ou article spécialisé).

(2) Le solde correspond à la différence entre les recettes et les dépenses. Les dépenses et les recettes correspondent à la somme des dépenses et des recettes de l'exercice ainsi que des restes à réaliser et des reports (lignes budgétaires 001 et 002). Les lignes reports 001 et 002 apparaissent à la colonne 01-Non ventilables.

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN PRESENTATION CROISEE PAR FONCTION – DETAIL INVESTISSEMENT	A1.2

FONCTION 7 – Logement

(1)	Libellé	70 Services communs	71 Parc privé de la ville	72 Aide au secteur locatif	73 Aides à l'accession à la propriété	Total
DEPENSES (2)		**550 000,00**	**0,00**	**0,00**	**35 000,00**	**585 000,00**
Dépenses de l'exercice		**550 000,00**	**0,00**	**0,00**	**35 000,00**	**585 000,00**
010	**Stocks**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
020	**Dépenses imprévues**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
040	***Opérat° ordre transfert entre sections***	***0,00***	***0,00***	***0,00***	***0,00***	***0,00***
041	***Opérations patrimoniales***	***0,00***	***0,00***	***0,00***	***0,00***	***0,00***
10	**Dotations, fonds divers et réserves**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
13	**Subventions d'investissement**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
16	**Emprunts et dettes assimilées**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
18	**Compte de liaison : affectat° (BA,régie)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
20	**Immobilisations incorporelles**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
204	**Subventions d'équipement versées**	**450 000,00**	**0,00**	**0,00**	**35 000,00**	**485 000,00**
21	**Immobilisations corporelles**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
22	**Immobilisations reçues en affectation**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
23	**Immobilisations en cours**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
26	**Participat° et créances rattachées**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
27	**Autres immobilisations financières**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Opérations d'équipement		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
2001	NPNRU BRICHERES SAINTE GENEVIEVE	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Opérations pour compte de tiers		**100 000,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**100 000,00**
458101	TX COMPTE DE TIERS PERIL	100 000,00	0,00	0,00	0,00	100 000,00
Restes à réaliser – reports		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
RECETTES (2)		**100 000,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**100 000,00**
Recettes de l'exercice		**100 000,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**100 000,00**
010	**Stocks**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
021	***Virement de la sect° de fonctionnement***	***0,00***	***0,00***	***0,00***	***0,00***	***0,00***
024	**Produits des cessions d'immobilisations**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
040	***Opérat° ordre transfert entre sections***	***0,00***	***0,00***	***0,00***	***0,00***	***0,00***
041	***Opérations patrimoniales***	***0,00***	***0,00***	***0,00***	***0,00***	***0,00***
10	**Dotations, fonds divers et réserves**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
13	**Subventions d'investissement**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

(1)	Libellé	70 Services communs	71 Parc privé de la ville	72 Aide au secteur locatif	73 Aides à l'accession à la propriété	Total
16	**Emprunts et dettes assimilées**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
18	**Compte de liaison : affectat° (BA,régie)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
20	**Immobilisations incorporelles**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
204	**Subventions d'équipement versées**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
21	**Immobilisations corporelles**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
22	**Immobilisations reçues en affectation**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
23	**Immobilisations en cours**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
26	**Participat° et créances rattachées**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
27	**Autres immobilisations financières**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Opérations pour compte de tiers		**100 000,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**100 000,00**
458201	TX COMPTE DE TIERS PERIL	100 000,00	0,00	0,00	0,00	100 000,00
Restes à réaliser – reports		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
SOLDE (2)		**-450 000,00**	**0,00**	**0,00**	**-35 000,00**	**-485 000,00**

(1) Pour le croisement par nature, le détail est fait selon le niveau de vote choisi par l'assemblée délibérante (chapitre, article ou article spécialisé).

(2) Le solde correspond à la différence entre les recettes et les dépenses. Les dépenses et les recettes correspondent à la somme des dépenses et des recettes de l'exercice ainsi que des restes à réaliser et des reports (lignes budgétaires 001 et 002). Les lignes reports 001 et 002 apparaissent à la colonne 01-Non ventilables.

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN PRESENTATION CROISEE PAR FONCTION – DETAIL INVESTISSEMENT	A1.2

FONCTION 8 – Aménagement et services urbains, environnement

(1)	Libellé	81 Services urbains	82 Aménagement urbain	83 Environnement	Total
DEPENSES (2)		**887 086,00**	**525 000,00**	**95 800,00**	**1 507 886,00**
Dépenses de l'exercice		**887 086,00**	**525 000,00**	**95 800,00**	**1 507 886,00**
010	**Stocks**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
020	**Dépenses imprévues**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
040	***Opérat° ordre transfert entre sections***	***0,00***	***0,00***	***0,00***	***0,00***
041	***Opérations patrimoniales***	***0,00***	***0,00***	***0,00***	***0,00***
10	**Dotations, fonds divers et réserves**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
13	**Subventions d'investissement**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
16	**Emprunts et dettes assimilées**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
18	**Compte de liaison : affectat° (BA,régie)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
20	**Immobilisations incorporelles**	**5 000,00**	**115 000,00**	**40 000,00**	**160 000,00**
204	**Subventions d'équipement versées**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
21	**Immobilisations corporelles**	**490 090,00**	**410 000,00**	**45 800,00**	**945 890,00**
22	**Immobilisations reçues en affectation**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
23	**Immobilisations en cours**	**391 996,00**	**0,00**	**0,00**	**391 996,00**
26	**Participat° et créances rattachées**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
27	**Autres immobilisations financières**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Opérations d'équipement		**0,00**	**0,00**	**10 000,00**	**10 000,00**
15	POLE ENVIRONNEMENTAL	0,00	0,00	10 000,00	10 000,00
Opérations pour compte de tiers		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Restes à réaliser – reports		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
RECETTES (2)		**205 000,00**	**50 000,00**	**0,00**	**255 000,00**
Recettes de l'exercice		**205 000,00**	**50 000,00**	**0,00**	**255 000,00**
010	**Stocks**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
021	***Virement de la sect° de fonctionnement***	***0,00***	***0,00***	***0,00***	***0,00***
024	**Produits des cessions d'immobilisations**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
040	***Opérat° ordre transfert entre sections***	***0,00***	***0,00***	***0,00***	***0,00***
041	***Opérations patrimoniales***	***0,00***	***0,00***	***0,00***	***0,00***
10	**Dotations, fonds divers et réserves**	**5 000,00**	**0,00**	**0,00**	**5 000,00**
13	**Subventions d'investissement**	**200 000,00**	**50 000,00**	**0,00**	**250 000,00**
16	**Emprunts et dettes assimilées**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

(1)	Libellé	81 Services urbains	82 Aménagement urbain	83 Environnement	Total
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participat° et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00
Opérations pour compte de tiers		0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser – reports		0,00	0,00	0,00	0,00
SOLDE (2)		-682 086,00	-475 000,00	-95 800,00	-1 252 886,00

(1)	Libellé	Sous-fonction 81						
		810 Services communs	811 Eau et assainissement	812 Collecte et traitement ordures ménagères	813 Propreté urbaine	814 Eclairage public	815 Transports urbains	816 Autres réseaux et services divers
DEPENSES (2)		0,00	200 000,00	416 996,00	0,00	0,00	0,00	270 090,00
Dépenses de l'exercice		0,00	200 000,00	416 996,00	0,00	0,00	0,00	270 090,00
010	Stocks	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
020	Dépenses imprévues	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
040	*Opérat° ordre transfert entre sections*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
041	*Opérations patrimoniales*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles	0,00	0,00	5 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	220 000,00	0,00	0,00	0,00	270 090,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	200 000,00	191 996,00	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participat° et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1)	Libellé	Sous-fonction 81						
		810 Services communs	811 Eau et assainissement	812 Collecte et traitement ordures ménagères	813 Propreté urbaine	814 Eclairage public	815 Transports urbains	816 Autres réseaux et services divers
Opérations d'équipement		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
15	POLE ENVIRONNEMENTAL	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Opérations pour compte de tiers		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser – reports		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES (2)		0,00	200 000,00	5 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Recettes de l'exercice		0,00	200 000,00	5 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
010	Stocks	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
021	*Virement de la sect° de fonctionnement*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
024	Produits des cessions d'immobilisations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
040	*Opérat° ordre transfert entre sections*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
041	*Opérations patrimoniales*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	5 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	200 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participat° et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Opérations pour compte de tiers		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser – reports		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
SOLDE (2)		0,00	0,00	-411 996,00	0,00	0,00	0,00	-270 090,00

(1)	Libellé	Sous-fonction 82					Sous fonction 83			
		820 Services communs	821 Equipements de voirie	822 Voirie communale et routes	823 Espaces verts urbains	824 Autres opérations d'aménagement urbain	830 Services communs	831 Aménagement des eaux	832 Act° spécif. lutte contre la pollution	833 Préservation du milieu naturel
DEPENSES (2)		**115 000,00**	**20 000,00**	**0,00**	**0,00**	**390 000,00**	**95 800,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Dépenses de l'exercice		**115 000,00**	**20 000,00**	**0,00**	**0,00**	**390 000,00**	**95 800,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
010	Stocks	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
020	Dépenses imprévues	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
040	*Opérat° ordre transfert entre sections*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
041	*Opérations patrimoniales*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles	115 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	40 000,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	20 000,00	0,00	0,00	390 000,00	45 800,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participat° et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Opérations d'équipement		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	10 000,00	0,00	0,00	0,00
15	POLE ENVIRONNEMENTAL	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	10 000,00	0,00	0,00	0,00
Opérations pour compte de tiers		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Restes à réaliser – reports		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
RECETTES (2)		**50 000,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Recettes de l'exercice		**50 000,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
010	Stocks	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
021	*Virement de la sect° de fonctionnement*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
024	Produits des cessions d'immobilisations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
040	*Opérat° ordre transfert entre sections*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
041	*Opérations patrimoniales*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	50 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
18		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1)	Libellé			Sous-fonction 82				Sous fonction 83		
		820 Services communs	821 Equipements de voirie	822 Voirie communale et routes	823 Espaces verts urbains	824 Autres opérations d'aménagement urbain	830 Services communs	831 Aménagement des eaux	832 Act° spécif. lutte contre la pollution	833 Préservation du milieu naturel
	Compte de liaison : affectat° (BA,régie)									
20	Immobilisations incorporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participat° et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Opérations pour compte de tiers		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser – reports		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
SOLDE (2)		-65 000,00	-20 000,00	0,00	0,00	-390 000,00	-95 800,00	0,00	0,00	0,00

(1) Pour le croisement par nature, le détail est fait selon le niveau de vote choisi par l'assemblée délibérante (chapitre, article ou article spécialisé).

(2) Le solde correspond à la différence entre les recettes et les dépenses. Les dépenses et les recettes correspondent à la somme des dépenses et des recettes de l'exercice ainsi que des restes à réaliser et des reports (lignes budgétaires 001 et 002). Les lignes reports 001 et 002 apparaissent à la colonne 01-Non ventilables.

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN PRESENTATION CROISEE PAR FONCTION – DETAIL INVESTISSEMENT	A1.2

FONCTION 9 – Action économique

(1)	Libellé	90 Interventions économiques	91 Foires et marchés	92 Aides à l'agriculture et aux industries	93 Aides à l'énergie, indus. manufact., BTP	94 Aides commerce et services marchands	95 Aides au tourisme	96 Aides aux services publics	Total
DEPENSES (2)		**1 240 846,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**249 000,00**	**0,00**	**1 489 846,00**
Dépenses de l'exercice		**1 240 846,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**249 000,00**	**0,00**	**1 489 846,00**
010	**Stocks**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
020	**Dépenses imprévues**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
040	***Opérat° ordre transfert entre sections***	***0,00***	***0,00***	***0,00***	***0,00***	***0,00***	***0,00***	***0,00***	***0,00***
041	***Opérations patrimoniales***	***0,00***	***0,00***	***0,00***	***0,00***	***0,00***	***0,00***	***0,00***	***0,00***
10	**Dotations, fonds divers et réserves**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
13	**Subventions d'investissement**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
16	**Emprunts et dettes assimilées**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
18	**Compte de liaison : affectat° (BA,régie)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
20	**Immobilisations incorporelles**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**84 000,00**	**0,00**	**84 000,00**
204	**Subventions d'équipement versées**	**435 846,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**10 000,00**	**0,00**	**445 846,00**
21	**Immobilisations corporelles**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
22	**Immobilisations reçues en affectation**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
23	**Immobilisations en cours**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**155 000,00**	**0,00**	**155 000,00**
26	**Participat° et créances rattachées**	**5 000,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**5 000,00**
27	**Autres immobilisations financières**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Opérations d'équipement		**800 000,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**800 000,00**
2011	TIERS LIEU	800 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	800 000,00
Opérations pour compte de tiers		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Restes à réaliser – reports		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
RECETTES (2)		**812 434,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**812 434,00**
Recettes de l'exercice		**812 434,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**812 434,00**
010	**Stocks**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

(1)	Libellé	90 Interventions économiques	91 Foires et marchés	92 Aides à l'agriculture et aux industries	93 Aides à l'énergie, indus. manufact., BTP	94 Aides commerce et services marchands	95 Aides au tourisme	96 Aides aux services publics	Total
021	*Virement de la sect° de fonctionnement*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
024	Produits des cessions d'immobilisations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
040	*Opérat° ordre transfert entre sections*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
041	*Opérations patrimoniales*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	812 434,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	812 434,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participat° et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Opérations pour compte de tiers		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser – reports		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
SOLDE (2)		-428 412,00	0,00	0,00	0,00	0,00	-249 000,00	0,00	-677 412,00

(1) Pour le croisement par nature, le détail est fait selon le niveau de vote choisi par l'assemblée délibérante (chapitre, article ou article spécialisé).

(2) Le solde correspond à la différence entre les recettes et les dépenses. Les dépenses et les recettes correspondent à la somme des dépenses et des recettes de l'exercice ainsi que des restes à réaliser et des reports (lignes budgétaires 001 et 002). Les lignes reports 001 et 002 apparaissent à la colonne 01-Non ventilables.

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN – ETAT DE LA DETTE – DETAIL DES CREDITS DE TRESORERIE	A2.1

A2.1 – DETAIL DES CREDITS DE TRESORERIE (1)

Nature (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat)	Date de la décision de réaliser la ligne de trésorerie (2)	Montant maximum autorisé au 01/01/N	Montant des tirages N-1	Montant des remboursements N-1		Encours restant dû au 01/01/N
				Intérêts (3)	Remboursement du tirage	
5191 Avances du Trésor						
5192 Avances de trésorerie						
51931 Lignes de trésorerie						
51932 Lignes de trésorerie liées à un emprunt						
5194 Billets de trésorerie						
5198 Autres crédits de trésorerie						
519 Crédits de trésorerie (Total)		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

(1) Circulaire n° NOR : INTB8900071C du 22/02/1989.

(2) Indiquer la date de la délibération de l'assemblée autorisant la ligne de trésorerie ou la date de la décision de l'ordonnateur de réaliser la ligne de trésorerie sur la base d'un montant maximum autorisé par l'organe délibérant (article L. 2122-22 du CGCT).

(3) Il s'agit des intérêts comptabilisés au compte 6615, sauf pour les emprunts assortis d'une option de tirage sur ligne de trésorerie pour lesquels les intérêts sont comptabilisés au compte 66111 et sauf pour les billets de trésorerie pour lesquels les intérêts sont comptabilisés au compte 6618.

IV – ANNEXES

ELEMENTS DU BILAN – ETAT DE LA DETTE – REPARTITION PAR NATURE DE DETTE

IV

A2.2

A2.2 – REPARTITION PAR NATURE DE DETTE (hors 16449 et 166)

Nature (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat)	Emprunts et dettes à l'origine du contrat													
								Taux initial						
	Organisme prêteur ou chef de file	Date de signature	Date d'émission ou date de mobilisation (1)	Date du premier rembour-sement	Nominal (2)	Type de taux d'intérêt (3)	Index (4)	Niveau de taux (5)	Taux actuariel	Devise	Pério-dicité des rembour-sements (6)	Profil d'amor-tissement (7)	Possibilité de rembour-sement anticipé O/N	Caté-gorie d'em-prunt (8)
163 Emprunts obligataires (Total)					**0,00**									
164 Emprunts auprès des établissements financiers (Total)					**1 600 000,00**									
1641 Emprunts en euros (total)					1 600 000,00									
2020-03 MON534358EUR	BANQUE POSTALE	18/10/2020	27/10/2020	01/02/2021	1 600 000,00	F	Taux fixe à 0.52 %	0,520	0,520	EUR	T	C	O	A-1
1643 Emprunts en devises (total)					0,00									
16441 Emprunts assortis d'une option de tirage sur ligne de trésorerie (total)					0,00									
165 Dépôts et cautionnements reçus (Total)					**0,00**									
167 Emprunts et dettes assortis de conditions particulières (Total)					**0,00**									
1671 Avances consolidées du Trésor (total)					0,00									
1672 Emprunts sur comptes spéciaux du Trésor (total)					0,00									
1675 Dettes pour METP et PPP (total)					0,00									
1676 Dettes envers locataires-acquéreurs (total)					0,00									
1678 Autres emprunts et dettes (total)					0,00									
168 Emprunts et dettes assimilés (Total)					**0,00**									

Nature (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat)	Emprunts et dettes à l'origine du contrat													
	Organisme prêteur ou chef de file	Date de signature	Date d'émission ou date de mobilisation (1)	Date du premier rembour-sement	Nominal (2)	Type de taux d'intérêt (3)	Index (4)	Taux initial		Devise	Péri-odicité des rembour-sements (6)	Profil d'amor-tissement (7)	Possibilité de rembour-sement anticipé O/N	Caté-gorie d'em-prunt (8)
								Niveau de taux (5)	Taux actuariel					
1681 Autres emprunts (total)					0,00									
1682 Bons à moyen terme négociables (total)					0,00									
1687 Autres dettes (total)					0,00									
Total général					**1 600 000,00**									

(1) Si un emprunt donne lieu à plusieurs mobilisations, indiquer la date de la première mobilisation.

(2) Nominal : montant emprunté à l'origine.

(3) Type de taux d'intérêt : F : fixe ; V : variable simple ; C : complexe (c'est-à-dire un taux variable qui n'est pas seulement défini comme la simple addition d'un taux usuel de référence et d'une marge exprimée en point de pourcentage).

(4) Mentionner le ou les types d'index (ex : Euribor 3 mois).

(5) Indiquer le niveau de taux à l'origine du contrat.

(6) Indiquer la périodicité des remboursements : A : annuelle ; M : mensuelle, B : bimestrielle, S : semestrielle, T : trimestrielle, X autre.

(7) Indiquer C pour amortissement constant, P pour amortissement progressif, F pour *in fine*, X pour autres à préciser.

(8) Catégorie d'emprunt à l'origine. Exemple A-1 (cf. la classification des emprunts suivant la typologie de la circulaire IOCB1015077C du 25 juin 2010 sur les produits financiers offerts aux collectivités territoriales).

IV – ANNEXES

ELEMENTS DU BILAN – ETAT DE LA DETTE – REPARTITION PAR NATURE DE DETTE

IV

A2.2

A2.2 – REPARTITION PAR NATURE DE DETTE (hors 16449 et 166) (suite)

Nature (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat)	Emprunts et dettes au 01/01/N											
						Taux d'intérêt			Annuité de l'exercice			
	Couverture ? O/N (10)	Montant couvert	Catégorie d'emprunt après couverture éventuelle (11)	Capital restant dû au 01/01/N	Durée résiduelle (en années)	Type de taux (12)	Index (13)	Niveau de taux d'intérêt à la date de vote du budget (14)	Capital	Charges d'intérêt (15)	Intérêts perçus (le cas échéant) (16)	ICNE de l'exercice
163 Emprunts obligataires (Total)		**0,00**		**0,00**					**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
164 Emprunts auprès des établissements financiers (Total)		**0,00**		**1 600 000,00**					**106 666,68**	**8 204,44**	**0,00**	**1 272,65**
1641 Emprunts en euros (total)		0,00		1 600 000,00					106 666,68	8 204,44	0,00	1 272,65
2020-03 MON534358EUR	N	0,00	A-1	1 600 000,00	14,83	F	Taux fixe à 0.52 %	0,520	106 666,68	8 204,44	0,00	1 272,65
1643 Emprunts en devises (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
16441 Emprunts assortis d'une option de tirage sur ligne de trésorerie (total) (9)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
165 Dépôts et cautionnements reçus (Total)		**0,00**		**0,00**					**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
167 Emprunts et dettes assortis de conditions particulières (Total)		**0,00**		**0,00**					**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
1671 Avances consolidées du Trésor (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
1672 Emprunts sur comptes spéciaux (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
1675 Dettes pour METP et PPP (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
1676 Dettes envers locataires-acquéreurs (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
1678 Autres emprunts et dettes (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
168 Emprunts et dettes assimilés (Total)		**0,00**		**0,00**					**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
1681 Autres emprunts (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
1682 Bons à moyen terme négociables (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
1687 Autres dettes (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
Total général		**0,00**		**1 600 000,00**					**106 666,68**	**8 204,44**	**0,00**	**1 272,65**

(9) S'agissant des emprunts assortis d'une ligne de trésorerie, il faut faire ressortir le remboursement du capital de la dette prévue pour l'exercice correspondant au véritable endettement.

(10) Si l'emprunt est soumis à couverture, il convient de compléter le tableau « détail des opérations de couverture ».

(11) Catégorie d'emprunt. Exemple A-1 (cf. la classification des emprunts suivant la typologie de la circulaire IOCB1015077C du 25 juin 2010 sur les produits financiers offerts aux collectivités territoriales).

(12) Type de taux d'intérêt après opérations de couverture : F : fixe ; V : variable simple ; C : complexe (c'est-à-dire un taux variable qui n'est pas seulement défini comme la simple addition d'un taux usuel de référence et d'une marge exprimée en point de pourcentage).

(13) Mentionner l'index en cours au 01/01/N après opérations de couverture.

(14) Taux après opérations de couverture éventuelles. Pour les emprunts à taux variable, indiquer le niveau à la date de vote du budget.

(15) Il s'agit des intérêts dus au titre du contrat initial et comptabilisés à l'article 66111 « Intérêts réglés à l'échéance » (intérêts décaissés) et intérêts éventuels dus au titre du contrat d'échange éventuel et comptabilisés à l'article 668.

(16) Indiquer les intérêts éventuellement reçus au titre du contrat d'échange éventuel et comptabilisés au 768.

IV – ANNEXES

IV

ELEMENTS DU BILAN – ETAT DE LA DETTE – REPARTITION DES EMPRUNTS PAR STRUCTURE DE TAUX

A2.3

A2.3 – REPARTITION DES EMPRUNTS PAR STRUCTURE DE TAUX (HORS A1)

Emprunts ventilés par structure de taux selon le risque le plus élevé (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat) (1)	Organisme prêteur ou chef de file	Nominal (2)	Capital restant dû au 01/01/N (3)	Type d'indices (4)	Durée du contrat	Dates des périodes bonifiées	Taux minimal (5)	Taux maximal (6)	Coût de sortie (7)	Taux maximal après couver-ture éventu-elle (8)	Niveau du taux à la date de vote du budget (9)	Intérêts à payer au cours de l'exercice (10)	Intérêts à percevoir au cours de l'exercice (le cas échéant) (11)	% par type de taux selon le capital restant dû
Echange de taux, taux variable simple plafonné (cap) ou encadré (tunnel) (A)														
TOTAL (A)		0,00	0,00						0,00			0,00	0,00	0,00
Barrière simple (B)														
TOTAL (B)		0,00	0,00						0,00			0,00	0,00	0,00
Option d'échange (C)														
TOTAL (C)		0,00	0,00						0,00			0,00	0,00	0,00
Multiplicateur jusqu'à 3 ou multiplicateur jusqu'à 5 capé (D)														
TOTAL (D)		0,00	0,00						0,00			0,00	0,00	0,00
Multiplicateur jusqu'à 5 (E)														
TOTAL (E)		0,00	0,00						0,00			0,00	0,00	0,00
Autres types de structures (F)														
TOTAL (F)		0,00	0,00						0,00			0,00	0,00	0,00
TOTAL GENERAL		0,00	0,00						0,00			0,00	0,00	0,00

(1) Répartir les emprunts selon le type de structure de taux (de A à F selon la classification de la charte de bonne conduite) en fonction du risque le plus élevé à courir sur toute la durée de vie du contrat de prêt et après opérations de couverture éventuelles.

(2) Nominal : montant emprunté à l'origine. En cas de couverture partielle d'un emprunt, indiquer séparément sur deux lignes la part du nominal couvert et la part non couverte.

(3) En cas de couverture partielle d'un emprunt, indiquer séparément sur deux lignes la part du capital restant dû couvert et la part non couverte.

(4) Indiquer la classification de l'indice sous-jacent suivant la typologie de la circulaire du 25 juin 2010 sur les produits financiers (de 1 à 6). 1 : Indice zone euro / 2 : Indices inflation française ou zone euro ou écart entre ces indices / 3 : Ecart indice zone euro / 4 : Indices hors zone euro ou écart d'indices dont l'un est hors zone euro / 5 : écarts d'indices hors zone euro / 6 : autres indices.

(5) Taux hors opération de couverture. Indiquer le montant, l'index ou la formule correspondant au taux minimal du contrat de prêt sur toute la durée du contrat.

(6) Taux hors opération de couverture. Indiquer le montant, l'index ou la formule correspondant au taux maximal du contrat de prêt sur toute la durée du contrat.

(7) Coût de sortie : indiquer le montant de l'indemnité contractuelle de remboursement définitif de l'emprunt au 01/01/N ou le cas échéant, à la prochaine date d'échéance.

(8) Montant, index ou formule.

(9) Indiquer le niveau de taux après opérations de couverture éventuelles. Pour les emprunts à taux variables, indiquer le niveau du taux à la date de vote du budget.

(10) Indiquer les intérêts à payer au titre du contrat initial et comptabilisés à l'article 66111 et des intérêts éventuels à payer au titre du contrat d'échange et comptabilisés à l'article 668.

(11) Indiquer les intérêts à percevoir au titre du contrat d'échange et comptabilisés au 768.

IV – ANNEXES

ELEMENTS DU BILAN – ETAT DE LA DETTE – TYPOLOGIE DE LA REPARTITION DE L'ENCOURS

IV

A2.4

A2.4 – TYPOLOGIE DE LA REPARTITION DE L'ENCOURS (1)

Structure	Indices sous-jacents	(1) Indices zone euro	(2) Indices inflation française ou zone euro ou écart entre ces indices	(3) Ecarts d'indices zone euro	(4) Indices hors zone euro et écarts d'indices dont l'un est un indice hors zone euro	(5) Ecarts d'indices hors zone euro	(6) Autres indices
(A) Taux fixe simple. Taux variable simple. Echange de taux fixe contre taux variable ou inversement. Echange de taux structuré contre taux variable ou taux fixe (sens unique). Taux variable simple plafonné (*cap*) ou encadré (*tunnel*)	Nombre de produits	1	0	0	0	0	
	% de l'encours	100,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
	Montant en euros	1 600 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
(B) Barrière simple. Pas d'effet de levier	Nombre de produits	0	0	0	0	0	
	% de l'encours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
	Montant en euros	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
(C) Option d'échange (*swaption*)	Nombre de produits	0	0	0	0	0	
	% de l'encours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
	Montant en euros	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
(D) Multiplicateur jusqu'à 3 ; multiplicateur jusqu'à 5 capé	Nombre de produits	0	0	0	0	0	
	% de l'encours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
	Montant en euros	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
(E) Multiplicateur jusqu'à 5	Nombre de produits	0	0	0	0	0	
	% de l'encours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
	Montant en euros	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
(F) Autres types de structures	Nombre de produits						0
	% de l'encours						0,00
	Montant en euros						0,00

(1) Cette annexe retrace le stock de dette au 01/01/N après opérations de couverture éventuelles.

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN – ETAT DE LA DETTE – DETAIL DES OPERATIONS DE COUVERTURE	A2.5

A2.5 – DETAIL DES OPERATIONS DE COUVERTURE (1)

Instruments de couverture (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat)	Emprunt couvert			Instrument de couverture								Primes éventuelles	
	Référence de l'emprunt couvert	Capital restant dû au 01/01/N	Date de fin du contrat	Organisme co-contractant	Type de couverture (3)	Nature de la couverture (change ou taux)	Notionnel de l'instrument de couverture	Date de début du contrat	Date de fin du contrat	Périodicité de règlement des intérêts (4)	Montant des commissions diverses	Primes payées pour l'achat d'option	Primes reçues pour la vente d'option
Taux fixe (total)		0,00					0,00				0,00	0,00	0,00
Taux variable simple (total)		0,00					0,00				0,00	0,00	0,00
Taux complexe (total) (2)		0,00					0,00				0,00	0,00	0,00
Total		0,00					0,00				0,00	0,00	0,00

(1) Si un instrument couvre plusieurs emprunts, distinguer une ligne par emprunt couvert.

(2) Il s'agit d'un taux variable qui n'est pas défini comme la simple addition d'un taux usuel de référence et d'une marge exprimée en point de pourcentage.

(3) Indiquer s'il s'agit d'un *swap*, d'une option (*cap*, *floor*, *tunnel*, *swaption*).

(4) Indiquer la périodicité de règlement des intérêts : A : annuelle, M : mensuelle, B : bimestrielle, S : semestrielle, T : trimestrielle, X : autre.

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN – ETAT DE LA DETTE – DETAIL DES OPERATIONS DE COUVERTURE	A2.5

A2.5 – DETAIL DES OPERATIONS DE COUVERTURE (1) (suite)

Instruments de couverture (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat)	Effet de l'instrument de couverture								
	Référence de l'emprunt couvert	Taux payé		Taux reçu (7)		Charges et produits constatés depuis l'origine du contrat		Catégorie d'emprunt (8)	
		Index (5)	Niveau de taux (6)	Index	Niveau de taux	Charges c/668	Produits c/768	Avant opération de couverture	Après opération de couverture
Taux fixe (total)						0,00	0,00		
Taux variable simple (total)						0,00	0,00		
Taux complexe (total) (2)						0,00	0,00		
Total						0,00	0,00		

(5) Indiquer l'index utilisé ou la formule de taux.

(6) Pour les emprunts à taux variable, indiquer le niveau à la date de vote du budget.

(7) A compléter si l'instrument de couverture est un *swap*.

(8) Catégorie d'emprunt. Exemple A-1 (cf. la classification des emprunts suivant la typologie de la circulaire IOCB1015077C du 25 juin 2010 sur les produits financiers offerts aux collectivités territoriales).

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN – ETAT DE LA DETTE DETTE POUR FINANCER L'EMPRUNT D'UN AUTRE ORGANISME	A2.6

A2.6 – DETTE POUR FINANCER L'EMPRUNT D'UN AUTRE ORGANISME (1)

REPARTITION PAR PRÊTEUR	Dette en capital à l'origine (2)	Dette en capital au 01/01/N de l'exercice	Annuité à payer au cours de l'exercice	Dont	
				Intérêts (3)	Capital
TOTAL	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Auprès des organismes de droit privé	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Auprès des organismes de droit public	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Dette provenant d'émissions obligataires (ex : émissions publiques ou privées)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Il s'agit des cas où une collectivité ou un établissement public accepte de prendre en charge l'emprunt au profit d'un autre organisme sans qu'il y ait pour autant transfert du contrat.
(2) La dette en capital à l'origine correspond à la part de dette prise en charge par la commune.
(3) Il s'agit des intérêts dus au titre du contrat initial et comptabilisés à l'article 66111 et des intérêts éventuels dus au titre du contrat d'échange et comptabilisés à l'article 668.

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN – ETAT DE LA DETTE AUTRES DETTES	A2.7

A2.7 – AUTRES DETTES

(Issues des engagements juridiques pris autres que ceux destinés à financer la prise en charge d'un emprunt)

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN METHODES UTILISEES POUR LES AMORTISSEMENTS	A3

A3 – AMORTISSEMENTS – METHODES UTILISEES

CHOIX DE L'ASSEMBLEE DELIBERANTE	Délibération du
Biens de faible valeur Seuil unitaire en deçà duquel les immobilisations de peu de valeur s'amortissent sur un an (article R. 2321-1 du CGCT) : 1000.00 €	2019-10-10

Procédure d'amortissement (linéaire, dégressif, variable)	Catégories de biens amortis	Durée (en années)	
L	Documents durbanisme	10	10/10/2019
L	Frais détudes, de recherche et de développement (non suivi de travaux)	5	10/10/2019
L	Frais dinsertion (non suivi de travaux)	5	10/10/2019
L	Subventions versées biens mobiliers, matériels ou études	5	10/10/2019
L	Subventions versées bâtiments et installations	30	10/10/2019
L	Subventions versées projets dinfrastructures dintérêt national	40	10/10/2019
L	Concession et droits similaires (dont logiciel)	5	10/10/2019
L	Autres immobilisations incorporelles	5	10/10/2019
L	Plantations	15	10/10/2019
L	Autres aménagements et agencement de terrains	30	10/10/2019
L	Constructions bâtiments durables	50	10/10/2019
L	Autres bâtiments publics (exemple : bâtiments légers et abris)	15	10/10/2019
L	Immeubles de rapport (productifs de revenus qui nest pas à lusage du public)	25	10/10/2019
L	Installations de voirie (exemple : piste cyclable)	10	10/10/2019
L	Matériel et outillage dincendie	15	10/10/2019
L	Matériel roulant de voirie	10	10/10/2019
L	Autre matériel et outillage de voirie	10	10/10/2019
L	Autres installations matériel et outillages techniques (équipements de garage et atelier)	10	10/10/2019
L	Agencements et aménagements divers	15	10/10/2019
L	Matériel de transport - Véhicules légers	10	10/10/2019
L	Matériel de transport Camions et véhicules industriels	10	10/10/2019
L	Matériel de transport Deux roues	5	10/10/2019
L	Matériels informatiques	5	10/10/2019
L	Mobiliers	10	10/10/2019
L	Autres immobilisations corporelles (petits matériels de bureau, électrique, électronique)	5	10/10/2019
L	Autres immobilisations corporelles (outillage)	10	10/10/2019

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN ETAT DES PROVISIONS	A4

A4 – ETAT DES PROVISIONS

Nature de la provision	Montant de la provision de l'exercice (1)	Date de constitution de la provision	Montant des provisions constituées au 01/01/N	Montant total des provisions constituées	Montant des reprises	SOLDE
PROVISIONS BUDGETAIRES						
Provisions pour risques et charges (2)	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00
Provisions pour dépréciation (2)	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00
TOTAL PROVISIONS BUDGETAIRES	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00
PROVISIONS SEMI-BUDGETAIRES						
Provisions. pour risques et charges (2)	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00
Provisions pour dépréciation (2)	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00
TOTAL PROVISIONS SEMI-BUDGETAIRES	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Provisions nouvelles ou abondement d'une provision déjà constituée.

(2) Indiquer l'objet de la provision (exemples : provision pour litiges au titre du procès, provisions pour dépréciation des immobilisations de l'équipement).

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN ETALEMENT DES PROVISIONS	A5

A5 – ETALEMENT DES PROVISIONS (1)

(1) Il s'agit des provisions figurant dans le tableau précédent « Etat des provisions » qui font l'objet d'un étalement.

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN EQUILIBRE DES OPERATIONS FINANCIERES – DEPENSES	A6.1

DEPENSES A COUVRIR PAR DES RESSOURCES PROPRES

Art. (1)	Libellé (1)	Propositions nouvelles	Vote (2)
DEPENSES TOTALES A COUVRIR PAR DES RESSOURCES PROPRES =A + B		**177 000,00**	**I** **177 000,00**
16 Emprunts et dettes assimilées (A)		**107 000,00**	**107 000,00**
1631	Emprunts obligataires	0,00	0,00
1641	Emprunts en euros	107 000,00	107 000,00
1643	Emprunts en devises	0,00	0,00
16441	Opérat° afférentes à l'emprunt	0,00	0,00
1671	Avances consolidées du Trésor	0,00	0,00
1672	Emprunts sur comptes spéciaux du Trésor	0,00	0,00
1678	Autres emprunts et dettes	0,00	0,00
1681	Autres emprunts	0,00	0,00
1682	Bons à moyen terme négociables	0,00	0,00
1687	Autres dettes	0,00	0,00
Dépenses et transferts à déduire des ressources propres (B)		**70 000,00**	**70 000,00**
10…	*Reprise de dotations, fonds divers et réserves*		
10…	Reversement de dotations, fonds divers et réserves		
139	*Subv. invest. transférées cpte résultat*	*70 000,00*	*70 000,00*
020	Dépenses imprévues	0,00	0,00

	Op. de l'exercice I	Restes à réaliser en dépenses de l'exercice précédent (3) (4)	Solde d'exécution D001 (3) (4)	TOTAL II
Dépenses à couvrir par des ressources propres	**177 000,00**	**0,00**	**0,00**	**177 000,00**

(1) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes.

(2) Crédits de l'exercice votés lors de la séance.

(3) Inscrire uniquement si le compte administratif est voté ou en cas de reprise anticipée des résultats de l'exercice précédent.

(4) Indiquer le montant correspondant figurant en II - Présentation générale du budget – vue d'ensemble.

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN EQUILIBRE DES OPERATIONS FINANCIERES – RECETTES	A6.2

RESSOURCES PROPRES

Art. (1)	Libellé (1)	Propositions nouvelles	Vote (2)	
RECETTES (RESSOURCES PROPRES) = a + b		**3 120 285,00**	**III**	**3 120 285,00**
Ressources propres externes de l'année (a)		**1 476 285,00**		**1 476 285,00**
10222	FCTVA	405 000,00		405 000,00
10223	TLE	0,00		0,00
10226	Taxe d'aménagement	0,00		0,00
10228	Autres fonds	0,00		0,00
13146	Attributions de compensation d'investissement	881 355,00		881 355,00
13156	Attributions de compensation d'investissement	0,00		0,00
13246	Attributions de compensation d'investissement	0,00		0,00
13256	Attributions de compensation d'investissement	0,00		0,00
138	Autres subvent° invest. non transf.	189 930,00		189 930,00
26…	Participations et créances rattachées			
27…	Autres immobilisations financières			
275	Dépôts et cautionnements versés	0,00		0,00
Ressources propres internes de l'année (b) (3)		**1 644 000,00**		**1 644 000,00**
15…	*Provisions pour risques et charges*			
169	*Primes de remboursement des obligations*	*0,00*		*0,00*
26…	*Participations et créances rattachées*			
27…	*Autres immobilisations financières*			
28…	*Amortissement des immobilisations*			
28041412	*Subv.Cne GFP : Bâtiments, installations*	*1 560 000,00*		*1 560 000,00*
29…	*Prov. pour dépréciat° immobilisations*			
39…	*Prov. dépréciat° des stocks et en-cours*			
481…	*Charges à rép. sur plusieurs exercices*			
4815	*Charges liées à crise sanitaire Covid-19*	*84 000,00*		*84 000,00*
49…	*Prov. dépréc. comptes de tiers*			
59…	*Prov. dépréc. comptes financiers*			
024	Produits des cessions d'immobilisations	0,00		0,00
021	*Virement de la sect° de fonctionnement*	*0,00*		*0,00*

	Opérations de l'exercice III	Restes à réaliser en recettes de l'exercice précédent (4) (5)	Solde d'exécution R001 (4) (5)	Affectation R1068 (4)	TOTAL IV
Total ressources propres disponibles	**3 120 285,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**3 120 285,00**

		Montant
Dépenses à couvrir par des ressources propres	II	**177 000,00**
Ressources propres disponibles	IV	**3 120 285,00**
Solde	V = IV – II (6)	**2 943 285,00**

(1) Les comptes 15, 169, 26, 27, 28, 29, 39, 481, 49 et 59 sont à détailler conformément au plan de comptes.

(2) Crédits de l'exercice votés lors de la séance.

(3) Les comptes 15, 29, 39, 49 et 59 sont présentés uniquement si la commune ou l'établissement applique le régime des provisions budgétaires.

(4) Inscrire uniquement si le compte administratif est voté ou en cas de reprise anticipée des résultats de l'exercice précédent.

(5) Indiquer le montant correspondant figurant en II - Présentation générale du budget – vue d'ensemble.

(6) Indiquer le signe algébrique.

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN **ETAT DE VENTILATION DES DEPENSES ET RECETTES DES SERVICES D'EAU ET D'ASSAINISSEMENT – SECTION DE FONCTIONNEMENT**	**A7.1.1**

Cet état ne contient pas d'information.

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN **ETAT DE VENTILATION DES DEPENSES ET RECETTES DES SERVICES D'EAU ET D'ASSAINISSEMENT – SECTION D'INVESTISSEMENT**	**A7.1.2**

Cet état ne contient pas d'information.

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN ETAT DE REPARTITION DE LA TEOM	A7.2.1

(COMMUNES ET GROUPEMENTS DE 10 000 HABITANTS ET PLUS, article L. 2313-1)

A7.2.1 – SECTION DE FONCTIONNEMENT – DEPENSES

DEPENSES (1)		
Article (2)	**Libellé (2)**	**Montant**
011	**Charges à caractère général**	**5 335 992,00**
60611	EAU ET ASSAINISSEMENT	902,00
60612	ENERGIE - ELECTRICITE	10 000,00
60622	CARBURANTS	190 000,00
60628	AUTRES FOURNITURES NON STOCKEES	31 000,00
60631	FOURNITURES D'ENTRETIEN	67 200,00
60632	FOURNITURES DE PETIT EQUIPEMENT	6 500,00
60636	VETEMENTS DE TRAVAIL	27 000,00
6064	FOURNITURES ADMINISTRATIVES	0,00
611	CONTRATS DE PRESTATIONS DE SERVICES	4 450 800,00
6132	LOCATIONS IMMOBILIERES	90 300,00
6135	LOCATIONS MOBILIERES	6 000,00
614	CHARGES LOCATIVES ET DE COPROPRIETE	11 700,00
615221	ENTRETIEN BATIMENTS PUBLICS	45 500,00
61551	MATERIEL ROULANT	45 000,00
61558	AUTRES BIENS MOBILIERS	20 000,00
6156	MAINTENANCE	23 500,00
6161	MULTIRISQUES	25 000,00
617	ETUDES ET RECHERCHES	45 000,00
6182	DOCUMENTATION GENERALE ET TECHNIQUE	1 000,00
6184	VERSEMENTS A DES ORGANISMES DE FORMATION	5 500,00
6237	PUBLICATIONS	9 200,00
6238	DIVERS	10 000,00
6241	TRANSPORTS DE BIENS	5 000,00
6256	MISSIONS	8 500,00
6262	FRAIS DE TELECOMMUNICATIONS	9 000,00
627	SERVICES BANCAIRES ET ASSIMILES	50,00
6281	CONCOURS DIVERS (COTISATIONS ...)	41 000,00
6283	FRAIS DE NETTOYAGE DES LOCAUX	15 840,00
6284	REDEVANCES POUR SERVICES RENDUS	46 000,00
62872	AUX BUDGETS ANNEXES ET AUX REGIES MUNICIPALES	60 000,00
6288	AUTRES SERVICES EXTERIEURS	25 000,00
6355	TAXES ET IMPOTS SUR LES VEHICULES	4 500,00
012	**Charges de personnel, frais assimilés**	**2 664 870,00**
6218	AUTRE PERSONNEL EXTERIEUR	30 000,00
6331	VERSEMENT DE TRANSPORT	8 128,00
6332	COTISATIONS VERSEES AU F.N.A.L.	7 388,00
6336	COTISATIONS CENTRE NATIONAL ET DE GESTION	13 300,00
64111	REMUNERATION PRINCIPALE	1 366 215,00
64112	NBI, SUPPLEMENT FAMILIAL ET INDEMNITE DE RESIDENCE	28 022,00
64118	AUTRES INDEMNITES	350 681,00
64131	REMUNERATIONS NON TITULAIRES	145 000,00
64138	AUTRES INDEMNITES	28 852,00
6451	COTISATIONS A L' U.R.S.S.A.F.	254 649,00
6453	COTISATIONS AUX CAISSES DE RETRAITES	420 399,00
6454	COTISATIONS AUX A.S.S.E.D.I.C.	7 038,00
6458	COTISATIONS AUX AUTRES ORGANISMES SOCIAUX	5 198,00
6474	VERSEMENTS AUX AUTRES OEUVRES SOCIALES	0,00
65	**Autres charges de gestion courante**	**0,00**
66	**Charges financières**	**0,00**
67	**Charges exceptionnelles**	**1 000,00**
6714	BOURSES ET PRIX	1 000,00
68	**Dotations provisions semi-budgétaires (3)**	**0,00**
014	**Atténuations de produits**	**0,00**
022	**Dépenses imprévues**	**0,00**

DEPENSES (1)		
Article (2)	**Libellé (2)**	**Montant**
Total des dépenses réelles		**8 001 862,00**
042	***Opérat° ordre transfert entre sections***	***0,00***
043	***Opérat° ordre intérieur de la section***	***0,00***
023	***Virement à la section d'investissement (4)***	***0,00***
Total des dépenses d'ordre		***0,00***
TOTAL GENERAL		**8 001 862,00**

A7.2.1 – SECTION DE FONCTIONNEMENT – RECETTES

RECETTES (1)		
Article (2)	**Libellé (2)**	**Montant**
Recettes issues de la TEOM		**7 344 462,00**
7331	TAXE D'ENLEVEMENT DES O.M.	7 344 462,00
Dotations et participations reçues		**700 000,00**
7488	AUTRES ATTRIBUTIONS ET PARTICIPATIONS	700 000,00
Autres recettes de fonctionnement éventuelles		**1 151 011,00**
70	**Produits services, domaine et ventes div**	**1 151 011,00**
7013	VENTES DE PRODUITS RESIDUELS	200 000,00
70323	REDEV. D'OCCUPAT. DU DOMAINE PUBLIC COMMUNAL	22 811,00
70388	AUTRES REDEVANCES ET RECETTES DIVERSES	2 000,00
70612	REDEVANCE SPECIALE D'ENLEVEMENT DES ORDURES	850 000,00
70688	AUTRES PRESTATIONS DE SERVICE	20 000,00
70841	AUX BUDG. ANNEX., REGIES MUNICIPALES, CCAS ET CDE	37 000,00
70872	PAR LES BUDGETS ANNEXES ET LES REGIES MUNICIPALES	16 000,00
70878	PAR D'AUTRES REDEVABLES	3 200,00
75	**Autres produits de gestion courante**	**0,00**
76	**Produits financiers**	**0,00**
77	**Produits exceptionnels**	**0,00**
78	**Reprises provisions semi-budgétaires (3)**	**0,00**
013	**Atténuations de charges**	**0,00**
Total des recettes réelles		**9 195 473,00**
042	***Opérat° ordre transfert entre sections***	***0,00***
043	***Opérat° ordre intérieur de la section***	***0,00***
Total des recettes d'ordre		***0,00***
TOTAL GENERAL		**9 195 473,00**

(1) Dépenses et recettes, directes et indirectes, afférentes à l'exercice de la compétence visée à l'article L. 2313-1 du CGCT.

(2) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes appliqué par la commune ou l'établissement.

(3) Si la commune ou l'établissement applique les provisions semi-budgétaires.

(4) Montant des recettes de fonctionnement transféré en investissement pour le financement des dépenses d'investissement afférentes à l'exercice de la compétence susmentionnée.

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN ETAT DE REPARTITION DE LA TEOM	A7.2.2

(COMMUNES ET GROUPEMENTS DE 10 000 HABITANTS ET PLUS, article L. 2313-1)

A7.2.2 – SECTION D'INVESTISSEMENT – DEPENSES

DEPENSES (1)		
Article (2)	**Libellé (2)**	**Montant**
Remboursement d'emprunts et dettes assimilées		**0,00**
Acquisitions d'immobilisations		**416 996,00**
2033	FRAIS D'INSERTION	5 000,00
2135	INSTAL. GEN., AGENCEMENTS, AMENAGEMENTS DES CONST.	92 000,00
2158	AUTRES INSTALLATIONS, MATERIEL ET OUTILLAGE TECH.	120 000,00
2183	MATERIEL DE BUREAU ET INFORMATIQUE	0,00
2188	AUTRES IMMOBILISATIONS CORPORELLES	8 000,00
2313	CONSTRUCTIONS	191 996,00
Opérations d'équipement (1 ligne par opération)		
Autres dépenses éventuelles		**0,00**
Opérations pour compte de tiers (1 ligne par opération)		
020	Dépenses imprévues	0,00
Total des dépenses réelles		**416 996,00**
040	***Opérat° ordre transfert entre sections***	***0,00***
041	***Opérations patrimoniales***	***0,00***
Total des dépenses d'ordre		***0,00***
TOTAL GENERAL		**416 996,00**

A7.2.2 – SECTION D'INVESTISSEMENT – RECETTES

RECETTES (1)		
Article (2)	**Libellé (2)**	**Montant**
Souscription d'emprunts et dettes assimilées		**0,00**
Dotations et subventions reçues		**5 000,00**
10222	F.C.T.V.A.	5 000,00
Autres recettes éventuelles		**0,00**
Opérations pour compte de tiers (1 ligne par opération)		
024	Produits des cessions d'immobilisations	0,00
Total des recettes réelles		**5 000,00**
040	***Opérat° ordre transfert entre sections***	***0,00***
041	***Opérations patrimoniales***	***0,00***
021	***Virement de la sect° de fonctionnement (3)***	***0,00***
Total des recettes d'ordre		***0,00***
TOTAL GENERAL		**5 000,00**

(1) Dépenses et recettes, directes et indirectes, afférentes à l'exercice de la compétence visée à l'article L. 2313-1 du CGCT.

(2) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes appliqué par la commune ou l'établissement.

(3) Montant des recettes de fonctionnement transféré en investissement pour le financement des dépenses d'investissement afférentes à l'exercice de la compétence susmentionnée.

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN ETAT DES CHARGES TRANSFEREES	A8

A8 – ETAT DES CHARGES TRANSFEREES

Exercice	Nature de la dépense transférée	Durée de l'étale-ment (en mois)	Date de la délibération	Montant de la dépense transférée au compte 481 (I)	Montant amorti au titre des exercices précédents (II)	Montant de la dotation aux amortissements de l'exercice (c/6812) (III)	Solde (1)
TOTAL				0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Correspond au montant de la charge restant à amortir = I – (II + III).

Exercice	Nature de la dépense transférée	Durée de l'étale-ment (en mois)	Date de la délibération	Montant de la dépense transférée au compte 481 (I)	Montant amorti au titre des exercices précédents (II)	Montant de la dotation aux amortissements de l'exercice (c/6862) (III)	Solde (1)
TOTAL				0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Correspond au montant de la charge restant à amortir = I – (II + III).

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN – DETAIL DES OPERATIONS POUR COMPTE DE TIERS	A9

A9 – CHAPITRE D'OPERATIONS POUR COMPTE DE TIERS (Détail) (1)

(1) Ouvrir un cadre par opération pour compte de tiers.

(2) Ensemble des réalisations connues (hors restes à réaliser).

(3) A remplir uniquement en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent, soit après le vote du compte administratif, soit en cas de reprise anticipée des résultats.

(4) Total = Restes à réaliser N-1 + Nouveaux crédits votés.

(5) Inscrire le chapitre et la nature des travaux.

(6) Le chapitre 45 doit être détaillé conformément au plan de comptes, tant en dépenses qu'en recettes.

(7) Indiquer le chapitre.

IV – ANNEXES	IV
ENGAGEMENTS HORS BILAN – ENGAGEMENTS DONNES ET RECUS EMPRUNTS GARANTIS PAR LA COMMUNE OU L'ETABLISSEMENT	B1.1

B1.1 – ETAT DES EMPRUNTS GARANTIS PAR LA COMMUNE OU L'ETABLISSEMENT (art. L. 2313-1 6°, L. 5211-36 et L. 5711-1 du CGCT)

Désignation du bénéficiaire	Année de mobilisation et profil d'amortissement de l'emprunt (1)		Objet de l'emprunt garanti	Organisme prêteur ou chef de file	Montant initial	Capital restant dû au 01/01/N	Durée résiduelle	Périodicité des remboursements (2)	Taux initial			Taux à la date de vote du budget (6)			Catégorie d'emprunt (7)	Indices ou devises pouvant modifier l'emprunt	Annuité garantie au cours de l'exercice	
	Année	Profil							Taux (3)	Index (4)	Taux actuariel (5)	Taux (3)	Index (4)	Niveau de taux			En intérêts (8)	En capital
Total des emprunts contractés par des collectivités ou des EP (hors logements sociaux)					0,00	0,00											0,00	0,00
Total des emprunts autres que ceux contractés par des collectivités ou des EP (hors logements sociaux)					0,00	0,00											0,00	0,00
Total des emprunts contractés pour des opérations de logement social					0,00	0,00											0,00	0,00
TOTAL GENERAL					0,00	0,00											0,00	0,00

(1) Indiquer C pour amortissement constant, P pour amortissement progressif, F pour in fine, X pour autres (à préciser).

(2) Indiquer la périodicité des remboursements A : annuelle ; M : mensuelle ; B : bimestrielle ; S : semestrielle ; T : trimestrielle ; X : autre.

(3) Type de taux d'intérêt : F : fixe ; V : variable simple ; C : complexe (c'est-à-dire un taux variable qui n'est pas seulement défini comme la simple addition d'un taux usuel de référence et d'une marge exprimée en point de pourcentage).

(4) Indiquer le type d'index (ex. EURIBOR 3 mois …).

(5) Taux annuel, tous frais compris.

(6) Taux hors opération de couverture. Pour les emprunts à taux variable, indiquer le niveau à la date de vote du budget.

(7) Catégorie d'emprunt hors opération de couverture. Exemple A-1 (cf. la classification des emprunts suivant la typologie de la circulaire IOCB1015077C du 25 juin 2010 sur les produits financiers offerts aux collectivités territoriales).

(8) Il s'agit des intérêts dus au titre du contrat initial et comptabilisés à l'article 66111 « Intérêts réglés à l'échéance » (intérêts décaissés).

IV – ANNEXES	IV
ENGAGEMENTS HORS BILAN – CALCUL DU RATIO D'ENDETTEMENT RELATIF AUX GARANTIES D'EMPRUNT	B1.2

B1.2 – CALCUL DU RATIO D'ENDETTEMENT RELATIF AUX GARANTIES D'EMPRUNT

Calcul du ratio de l'article L. 2252-1 du CGCT	Valeur en euros	
Total des annuités déjà garanties à échoir dans l'exercice (1)	A	0,00
Total des premières annuités entières des nouvelles garanties de l'exercice (1)	B	0,00
Annuité nette de la dette de l'exercice (2)	C	0,00
Provisions pour garanties d'emprunts	D	0,00
Total des annuités d'emprunts garantis de l'exercice	**I = A+ B + C - D**	**0,00**
Recettes réelles de fonctionnement	**II**	**0,00**

Part des garanties d'emprunt accordées au titre de l'exercice en % (3)	**I / II**	**0,00**

(1) Hors opérations visées par l'article L. 2252-2 du CGCT.

(2) Cf. définition de l'article D. 1511-30 du CGCT.

(3) Les garanties d'emprunt accordées au titre d'un exercice ne doivent pas représenter plus de 50 % des recettes réelles de fonctionnement de ce même exercice.

IV – ANNEXES	IV
ENGAGEMENTS HORS BILAN – ENGAGEMENTS DONNES ET RECUS ETAT DES CONTRATS DE CREDIT-BAIL	B1.3

B1.3 – 8016 ETAT DES CONTRATS DE CREDIT-BAIL

(1) Indiquer l'objet du bien mobilier ou immobilier.

(2) Total = (N+1, N+2, N+3, N+4) + restant cumul.

IV – ANNEXES	IV
ENGAGEMENTS HORS BILAN – ENGAGEMENTS DONNES ET RECUS ETAT DES CONTRATS DE PARTENARIAT PUBLIC-PRIVE	B1.4

B1.4 – ETAT DES CONTRATS DE PARTENARIAT PUBLIC-PRIVE

(1) Somme des rémunérations relatives à l'investissement restant à verser au cocontractant pour la durée restante du contrat de PPP au 01/01/N.

(2) Montant inscrit à la colonne précédente déduction faite de la somme des participations reçues d'autres collectivités publiques au titre de la part investissement.

IV – ANNEXES	IV
ENGAGEMENTS HORS BILAN – ENGAGEMENTS DONNES ET RECUS ETAT DES AUTRES ENGAGEMENTS DONNES	B1.5

B1.5 – ETAT DES AUTRES ENGAGEMENTS DONNES

Année d'origine	Nature de l'engagement	Organisme bénéficiaire	Durée en années	Périodicité	Dette en capital à l'origine	Dette en capital 1/1/N	Annuité à verser au cours de l'exercice
8017 Subventions à verser en annuités					0,00	0,00	0,00
8018 Autres engagements donnés					0,00	0,00	0,00
Au profit d'organismes publics					0,00	0,00	0,00
Au profit d'organismes privés (1)					0,00	0,00	0,00
TOTAL					0,00	0,00	0,00

(1) Concernant les garanties accordées à l'Agence France Locale (Article L.1611-3-2 du CGCT) :

- l' « Organisme bénéficiaire » de la garantie est toute personne titulaire d'un « titre éligible » émis ou créé par l'Agence France Locale ;
- la rubrique « Périodicité » n'est pas remplie car la garantie n'a pas de périodicité. La garantie est d'une durée totale indiquée à la colonne qui précède ;
- la colonne « Dette en capital à l'origine » correspond au montant total de la garantie accordée aux titulaires d'un titre éligible ;
- la colonne « Dette en capital 1/1/N » correspond au montant résiduel de la garantie au 1/1/N ;
- la colonne « Annuité à verser au cours de l'exercice » n'est pas remplie car l'octroi de la garantie n'implique pas que des versements annuels aient lieu. Des versements ne seront effectués qu'en cas d'appel de la garantie.

IV – ANNEXES	IV
ENGAGEMENTS HORS BILAN – ENGAGEMENTS DONNES ET RECUS ETAT DES ENGAGEMENTS RECUS	B1.6

B1.6 – ETAT DES ENGAGEMENTS RECUS

Année d'origine	Nature de l'engagement	Organisme émetteur	Durée en années	Périodicité	Créance en capital à l'origine	Créance en capital 01/01/N	Annuité reçue au cours de l'exercice
8026 Redevance de crédit-bail restant à recevoir (crédit-bail immobilier)					0,00	0,00	0,00
8027 Subventions à recevoir par annuités (annuités restant à recevoir)					0,00	0,00	0,00
8028 Autres engagements reçus					0,00	0,00	0,00
A l'exception de ceux reçus des entreprises					0,00	0,00	0,00
Engagements reçus des entreprises					0,00	0,00	0,00
TOTAL					0,00	0,00	0,00

IV – ANNEXES	IV
ENGAGEMENTS HORS BILAN – ENGAGEMENTS DONNES ET RECUS SUBVENTIONS VERSEES DANS LE CADRE DU VOTE DU BUDGET	B1.7

B1.7 – SUBVENTIONS VERSEES DANS LE CADRE DU VOTE DU BUDGET

(Article L. 2311-7 du CGCT)

Article (1)	Subventions (2)	Objet (3)	Nom de l'organisme	Nature juridique de l'organisme	Montant de la subvention
INVESTISSEMENT					
FONCTIONNEMENT					

(1) Indiquer l'article d'imputation de la subvention.
(2) Dénomination ou numéro éventuel de la subvention.
(3) Objet pour lequel est versée la subvention.

IV – ANNEXES	IV
ENGAGEMENTS HORS BILAN AUTORISATIONS DE PROGRAMME ET CREDITS DE PAIEMENT	B2.1

B2.1 – SITUATION DES AUTORISATIONS DE PROGRAMME ET CREDITS DE PAIEMENT

N° ou intitulé de l'AP	Montant des AP			Montant des CP			
	Pour mémoire AP votée y compris ajustement	Révision de l'exercice N	Total cumulé (toutes les délibérations y compris pour N)	Crédits de paiement antérieurs (réalisations cumulées au 01/01/N) (1)	Crédits de paiement ouverts au titre de l'exercice N (2)	Restes à financer de l'exercice N+1	Restes à financer (exercices au-delà de N+1)
AP2001/2020 AP NPNRU BRICHERES SAINTE GENEVIEVE	11 566 000,00	0,00	11 566 000,00	112 000,00	0,00	5 087 000,00	6 367 000,00
AP2011 BPL/2020 TIERS LIEU	1 100 000,00	0,00	1 100 000,00	300 000,00	800 000,00	0,00	0,00

(1) Il s'agit des réalisations effectives correspondant aux mandats émis.

(2) Il s'agit du montant prévu initialement par l'échéancier corrigé des révisions.

IV – ANNEXES	IV
ENGAGEMENTS HORS BILAN AUTORISATIONS D'ENGAGEMENT ET CREDITS DE PAIEMENT	B2.2

B2.2 – SITUATION DES AUTORISATIONS D'ENGAGEMENT ET CREDITS DE PAIEMENT

(1) Il s'agit des réalisations effectives correspondant aux mandats émis.

(2) Il s'agit du montant prévu initialement par l'échéancier corrigé des révisions.

IV – ANNEXES	IV
ENGAGEMENTS HORS BILAN ETAT DES RECETTES GREVEES D'UNE AFFECTATION SPECIALE	B3

B3 – ETAT DES RECETTES GREVEES D'UNE AFFECTATION SPECIALE

TOTAL Reste à employer au 01/01/N :		0,00	
TOTAL Recettes	0,00	Total Dépenses	0,00
TOTAL Reste à employer au 31/12/N :		0,00	

IV – ANNEXES	IV
AUTRES ELEMENTS D'INFORMATIONS – ETAT DU PERSONNEL AU 01/01/N	C1

C1 – ETAT DU PERSONNEL AU 01/01/N

GRADES OU EMPLOIS (1)	CATEGORIES (2)	EMPLOIS BUDGETAIRES (3)			EFFECTIFS POURVUS SUR EMPLOIS BUDGETAIRES EN ETPT (4)		
		EMPLOIS PERMANENTS À TEMPS COMPLET	EMPLOIS PERMANENTS À TEMPS NON COMPLET	TOTAL	AGENTS TITULAIRES	AGENTS NON TITULAIRES	TOTAL
EMPLOIS FONCTIONNELS (a)		**1,00**	**0,00**	**1,00**	**2,00**	**0,00**	**2,00**
Directeur général des services	A	1,00	0,00	1,00	0,00	0,00	0,00
Directeur général adjoint des services	A	0,00	0,00	0,00	2,00	0,00	2,00
Directeur général des services techniques		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Emplois créés au titre de l'article 6-1 de la loi n° 84-53		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
FILIERE ADMINISTRATIVE (b)		**118,00**	**3,00**	**121,00**	**90,59**	**9,80**	**100,39**
Adjoint administratif pal 1 cl	C	14,00	0,00	14,00	14,60	0,00	14,60
Adjoint administratif pal 2 cl	C	23,00	1,00	24,00	20,40	0,00	20,40
Adjoint administratif territo	C	22,00	2,00	24,00	17,09	0,00	17,09
Attaché	A	21,00	0,00	21,00	11,90	6,80	18,70
Attaché hors classe	A	1,00	0,00	1,00	1,00	0,00	1,00
Attaché principal	A	3,00	0,00	3,00	2,90	0,00	2,90
Directeur	A	2,00	0,00	2,00	2,00	0,00	2,00
Rédacteur	B	18,00	0,00	18,00	10,80	3,00	13,80
Rédacteur principal 1 cl	B	7,00	0,00	7,00	5,90	0,00	5,90
Rédacteur principal 2 cl	B	7,00	0,00	7,00	4,00	0,00	4,00
FILIERE TECHNIQUE (c)		**318,00**	**2,00**	**320,00**	**271,49**	**15,67**	**287,16**
Adjoint technique pal 1 cl	C	52,00	0,00	52,00	48,80	0,00	48,80
Adjoint technique pal 2 cl	C	88,00	0,00	88,00	84,80	0,00	84,80
Adjoint technique territorial	C	95,00	2,00	97,00	84,89	1,67	86,56
Agent de maîtrise	C	10,00	0,00	10,00	10,00	0,00	10,00
Agent de maîtrise principal	C	8,00	0,00	8,00	7,00	0,00	7,00
Ingénieur	A	14,00	0,00	14,00	5,00	3,00	8,00
Ingénieur hors classe	A	2,00	0,00	2,00	1,00	0,00	1,00
Ingénieur principal	A	9,00	0,00	9,00	6,00	1,00	7,00
Technicien	B	18,00	0,00	18,00	8,00	7,00	15,00
Technicien principal de 1 cl	B	10,00	0,00	10,00	10,00	0,00	10,00
Technicien principal de 2 cl	B	12,00	0,00	12,00	6,00	3,00	9,00
FILIERE SOCIALE (d)		**1,00**	**0,00**	**1,00**	**1,00**	**0,00**	**1,00**
Conseiller socio-éducatif	A	1,00	0,00	1,00	1,00	0,00	1,00
FILIERE MEDICO-SOCIALE(e)		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
FILIERE MEDICO-TECHNIQUE (f)		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
FILIERE SPORTIVE (g)		**9,00**	**0,00**	**9,00**	**6,00**	**1,00**	**7,00**
Educateur A.P.S pal 1er cl	B	3,00	0,00	3,00	3,00	0,00	3,00
Educateur A.P.S pal 2cl	B	1,00	0,00	1,00	1,00	0,00	1,00
Educateur territorial A.P.S	B	5,00	0,00	5,00	2,00	1,00	3,00

GRADES OU EMPLOIS (1)	CATEGORIES (2)	EMPLOIS BUDGETAIRES (3)			EFFECTIFS POURVUS SUR EMPLOIS BUDGETAIRES EN ETPT (4)		
		EMPLOIS PERMANENTS À TEMPS COMPLET	EMPLOIS PERMANENTS À TEMPS NON COMPLET	TOTAL	AGENTS TITULAIRES	AGENTS NON TITULAIRES	TOTAL
FILIERE CULTURELLE (h)		**4,00**	**0,00**	**4,00**	**3,00**	**0,00**	**3,00**
Adjoint du patrimoine pal 2 cl	C	1,00	0,00	1,00	1,00	0,00	1,00
Attaché cons.	A	3,00	0,00	3,00	2,00	0,00	2,00
FILIERE ANIMATION (i)		**2,00**	**0,00**	**2,00**	**2,00**	**0,00**	**2,00**
Adjoint d'animation pal 2 cl	C	1,00	0,00	1,00	1,00	0,00	1,00
Adjoint territorial animation	C	0,00	0,00	0,00	1,00	0,00	1,00
Animateur principal de 2ème cl	B	1,00	0,00	1,00	0,00	0,00	0,00
FILIERE POLICE (j)		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
EMPLOIS NON CITES (k) (5)		**1,00**	**0,00**	**1,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Collaborateur de cabinet		1,00	0,00	1,00	0,00	0,00	0,00
TOTAL GENERAL (b + c + d + e + f + g + h + i + j + k)		**453,00**	**5,00**	**458,00**	**374,08**	**26,47**	**400,55**

(1) Les grades ou emplois sont désignés conformément à la circulaire n° NOR : INTB9500102C du 23 mars 1995. Les emplois fonctionnels sont également comptabilisés dans leur filière d'origine.

(2) Catégories : A, B ou C.

(3) Emplois budgétaires créés par l'assemblée délibérante. Les emplois permanents à temps complet sont comptabilisés pour une unité, les emplois à temps non complet sont comptabilisés à hauteur de la quotité de travail prévue par la délibération créant l'emploi.

(4) Equivalent temps plein annuel travaillé (ETPT). Le décompte est proportionnel à l'activité des agents, mesurée par leur quotité de temps de travail et par leur période d'activité sur l'année :

ETPT = Effectifs physiques * quotité de temps de travail * période d'activité dans l'année

Exemple : un agent à temps plein (quotité de travail = 100 %) présent toute l'année correspond à 1 ETPT ; un agent à temps partiel, à 80 % (quotité de travail = 80 %) présent toute l'année correspond à 0,8 ETPT ; un agent à temps partiel, à 80 % (quotité de travail = 80 %) présent la moitié de l'année (ex : CDD de 6 mois, recrutement à mi-année) correspond à 0,4 ETPT (0,8 * 6 / 12).

(5) Par exemple : emplois dont les missions ne correspondent pas à un cadre d'emploi existant, « emplois spécifiques » régis par l'article 139 ter de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 etc.

IV – ANNEXES	IV
AUTRES ELEMENTS D'INFORMATIONS – ETAT DU PERSONNEL AU 01/01/N	C1

C1 – ETAT DU PERSONNEL AU 01/01/N (suite)

AGENTS NON TITULAIRES EN FONCTION AU 01/01/N	CATEGORIES (1)	SECTEUR (2)	REMUNERATION (3)		CONTRAT	
			Indice (8)	Euros	Fondement du contrat (4)	Nature du contrat (5)
Agents occupant un emploi permanent (6)				**0,00**		
Adjoint technique territorial	C	TECH	334	0,00	3-4	CDI
Adjoint technique territorial	C	TECH	346	0,00	3-4	CDI
Attaché	A	ADM	450	0,00	3-3-2°	CDD
Attaché	A	ADM	430	0,00	3-3-2°	CDD
Attaché	A	ADM	545	0,00	3-3-2°	CDD
Attaché	A	ADM	390	0,00	3-3-2°	CDD
Attaché	A	ADM	410	0,00	3-3-2°	CDD
Attaché	A	ADM	410	0,00	3-3-2°	CDD
Attaché	A	ADM	390	0,00	3-3-2°	CDD
Educateur territorial A.P.S	B	SP	361	0,00	3-2	CDD
Ingénieur	A	TECH	673	0,00	3-3-2°	CDD
Ingénieur	A	TECH	390	0,00	3-3-2°	CDD
Ingénieur	A	TECH	390	0,00	3-3-2°	CDD
Ingénieur principal	A	TECH	806	0,00	3-4	CDI
Rédacteur	B	ADM	349	0,00	3-2	CDD
Rédacteur	B	ADM	355	0,00	3-2	CDD
Rédacteur	B	ADM	343	0,00	3-2	CDD
Technicien	B	TECH	343	0,00	3-2	CDD
Technicien	B	TECH	361	0,00	3-2	CDD
Technicien	B	TECH	431	0,00	3-2	CDD
Technicien	B	TECH	343	0,00	3-2	CDD
Technicien	B	TECH	343	0,00	3-2	CDD
Technicien	B	TECH	343	0,00	3-2	CDD
Technicien	B	TECH	349	0,00	3-2	CDD
Technicien principal de 2 cl	B	TECH	534	0,00	A	A
Technicien principal de 2 cl	B	TECH	436	0,00	3-2	CDD
Technicien principal de 2 cl	B	TECH	390	0,00	3-2	CDD
Agents occupant un emploi non permanent (7)				**0,00**		
TOTAL GENERAL				**0,00**		

(1) CATEGORIES: A, B et C.

(2) SECTEUR ADM : Administratif.
TECH : Technique.
URB : Urbanisme (dont aménagement urbain).
S : Social.
MS : Médico-social.
MT : Médico-technique.
SP : Sportif.
CULT : Culturel
ANIM : Animation.
PM : Police.
OTR : Missions non rattachables à une filière.

(3) REMUNERATION : Référence à un indice brut (indiquer le niveau de l'indice brut) de la fonction publique ou en euros annuels bruts (indiquer l'ensemble des éléments de la rémunération brute annuelle).

(4) CONTRAT : Motif du contrat (loi du 26 janvier 1984 modifiée) :

3-a° : article 3, 1er alinéa : accroissement temporaire d'activité.
3-b : article 3, 2ème alinéa : accroissement saisonnier d'activité.
3-1 : remplacement d'un fonctionnaire autorisé à servir à temps partiel ou indisponible (maladie, maternité...).
3-2 : vacance temporaire d'un emploi.
3-3-1° : absence de cadre d'emplois de fonctionnaires susceptibles d'assurer les fonctions correspondantes.
3-3-2° : emplois du niveau de la catégorie A lorsque les besoins des services ou la nature des fonctions le justifient.
3-3-3° : emplois de secrétaire de mairie des communes de moins de 1 000 habitants et de secrétaire des groupements composés de communes dont la population moyenne est inférieure à ce seuil.
3-3-4° : emplois à temps non complet des communes de moins de 1 000 habitants et des groupements composés de communes dont la population moyenne est inférieure à ce seuil, lorsque la quotité de temps de travail est inférieure à 50 %.
3-3-5° : emplois des communes de moins de 2 000 habitants et des groupements de communes de moins de 10 000 habitants dont la création ou la suppression dépend de la décision d'une autorité qui s'impose à la collectivité ou à l'établissement en matière de création, de changement de périmètre ou de suppression d'un service public.
3-4 : article 21 de la loi n° 2012-347 : contrat à durée indéterminée obligatoirement proposée à un agent contractuel.
38 : article 38 travailleurs handicapés catégorie C.
47 : article 47 recrutements directs sur emplois fonctionnels
110 : article 110 collaborateurs de groupes de cabinets.
110-1 : collaborateurs de groupes d'élus.
A : autres (préciser).

(5) Indiquer si l'agent contractuel est titulaire d'un contrat à durée déterminée (CDD) ou d'un contrat à durée indéterminée (CDI). Les contrats particuliers devront être labellisés « A / autres » et feront l'objet d'une précision (ex : « contrats aidés »).

(6) Occupent un emploi permanent de la fonction publique territoriale, les agents non titulaires recrutés sur le fondement des articles 3-1, 3-2, 3-3, 38 et 47 de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984, ainsi que les agents qui sont titulaires d'un contrat à durée indéterminée pris sur le fondement de l'article 21 de la loi n° 2012-347.

(7) Occupent un emploi non permanent de la fonction publique territoriale, les agents non titulaires recrutés sur le fondement des articles 3, 110 et 110-1.

(8) Si un contrat fixe comme référence de rémunération un traitement hors échelle, il convient de mentionner le chevron conformément à l'article 6 décret 85-1148 du 20 octobre 1985.

IV – ANNEXES	IV
AUTRES ELEMENTS D'INFORMATIONS LISTE DES ORGANISMES DANS LESQUELS A ETE PRIS UN ENGAGEMENT FINANCIER	C2

C2 – LISTES DES ORGANISMES DANS LESQUELS A ETE PRIS UN ENGAGEMENT FINANCIER (articles L. 2313-1 et L. 2313-1-1 du CGCT)

Les documents financiers et comptables de ces organismes sont mis à la disposition du public à Communauté de l'Auxerrois - 89000 AUXERRE (1). Toute personne a le droit de demander communication.

La nature de l'engagement (2)	Nom de l'organisme	Raison sociale de l'organisme	Nature juridique de l'organisme	Montant de l'engagement
Délégation de service public (3)				
Détention d'une part du capital				
Garantie ou cautionnement d'un emprunt				
Subventions supérieures à 75 000 € ou représentant plus de 50 % du produit figurant au compte de résultat de l'organisme				
Autres				

(1) Hôtel de ville pour les communes et siège de l'établissement pour les EPCI, syndicat, etc. et autres lieux publics désignés par la commune ou l'établissement.

(2) Indiquer la date de la décision (délibérations, contrats ou décisions de l'exécutif).

(3) Préciser la nature de la délégation (concession, affermage, régie intéressée, …).

IV – ANNEXES	IV
AUTRES ELEMENTS D'INFORMATIONS LISTE DES ORGANISMES DE REGROUPEMENT	C3.1

C3.1 – LISTE DES ORGANISMES DE REGROUPEMENT AUXQUELS ADHERE LA COMMUNE OU L'ETABLISSEMENT

DESIGNATION DES ORGANISMES	DATE D'ADHESION	MODE DE FINANCEMENT (1)	MONTANT DU FINANCEMENT
Etablissements publics de coopération intercommunale			
Autres organismes de regroupement			

(1) Indiquer si le financement est fait par TPZ, TPU, TPU + fiscalité additionnelle, fiscalité additionnelle ou sans fiscalité propre.

IV – ANNEXES	IV
AUTRES ELEMENTS D'INFORMATIONS LISTE DES ETABLISSEMENTS PUBLICS CREES PAR LA COMMUNE	C3.2

C3.2 – LISTE DES ETABLISSEMENTS PUBLICS CREES (1)

(1) Il s'agit de recenser les établissements publics créés par la collectivité pour l'exploitation directe d'un service public relevant de sa compétence.
Pour rappel, la collectivité a l'obligation de constituer une régie si le service concerné est de nature industrielle et commerciale (cf. article L. 1412-1 du CGCT) ou la faculté de constituer une régie si le service concerné est de nature administrative et n'est pas de ceux qui, par leur nature ou par la loi, ne peuvent être assurés que par la collectivité elle-même (cf. article L. 1412-2 du CGCT).
Les régies ainsi créées peuvent, au choix de la collectivité, être dotées :
- soit de la personnalité morale et de l'autonomie financière ;
- soit de la seule autonomie financière.
Cependant, il convient de préciser que seules les régies dotées de la personnalité morale et de l'autonomie financière sont dénommées établissement public et doivent être recensées dans cet état.

IV – ANNEXES	IV
AUTRES ELEMENTS D'INFORMATIONS LISTE DES SERVICES INDIVIDUALISES DANS UN BUDGET ANNEXE	C3.3

C3.3 – LISTE DES SERVICES INDIVIDUALISES DANS UN BUDGET ANNEXE

IV – ANNEXES	IV
AUTRES ELEMENTS D'INFORMATIONS LISTE DES SERVICES ASSUJETTIS A LA TVA ET NON ERIGES EN BUDGET ANNEXE	C3.4

C3.4 – LISTE DES SERVICES ASSUJETTIS A LA TVA ET NON ERIGES EN BUDGET ANNEXE

IV – ANNEXES	IV
DECISIONS EN MATIERE DE TAUX DE CONTRIBUTIONS DIRECTES	D1

D1 – TAUX DE CONTRIBUTIONS DIRECTES

Libellés	Bases notifiées (si connues à la date de vote)	Variation des bases/(N-1) (%)	Taux appliqués par décision de l'assemblée délibérante (%)	Variation de taux/N-1 (%)	Produit voté par l'assemblée délibérante	Variation du produit/N-1 (%)
Taxe d'habitation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
TFPB	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
TFPNB	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
CFE	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
TOTAL	**0,00**	**0,00**			**0,00**	**0,00**

IV – ANNEXES	IV
ARRETE ET SIGNATURES	D2

Nombre de membres en exercice : 0
Nombre de membres présents : 0
Nombre de suffrages exprimés : 0
VOTES :
Pour : 0
Contre : 0
Abstentions : 0

Date de convocation :

Présenté par (1),
A , le
,

Délibéré par l'assemblée (2), réunie en session
A , le
Les membres de l'assemblée délibérante (2),

.

Certifié exécutoire par (1), compte tenu de la transmission en préfecture, le , et de la publication le

A , le

(1) Indiquer le maire ou le président de l'organisme.
(2) L'assemblée délibérante étant : .

REPUBLIQUE FRANÇAISE

Numéro SIRET 20006711400047	COLLECTIVITE DE RATTACHEMENT EPCI dont la population est de 3500 habitants et plus COMMUNAUTE DE L'AUXERROIS

POSTE COMPTABLE DE : TRESORERIE D'AUXERRE

SERVICE PUBLIC LOCAL

M. 49 (1)

Budget primitif

BUDGET : EAU POTABLE (2)

ANNEE 2021

(1) Compléter en fonction du service public local et du plan de comptes utilisé : M. 4, M. 41, M. 42, M. 43, M. 44 ou M. 49.

(2) Indiquer le budget concerné : budget principal ou libellé du budget annexe.

Sommaire

I - Informations générales

Modalités de vote du budget 3

II - Présentation générale du budget

A1 - Vue d'ensemble - Sections 4
A2 - Vue d'ensemble - Section d'exploitation - Chapitres 5
A3 - Vue d'ensemble - Section d'investissement - Chapitres 7
B1 - Balance générale du budget - Dépenses 9
B2 - Balance générale du budget - Recettes 10

III - Vote du budget

A1 - Section d'exploitation - Détail des dépenses 12
A2 - Section d'exploitation - Détail des recettes 14
B1 - Section d'investissement - Détail des dépenses 15
B2 - Section d'investissement - Détail des recettes 16
B3 - Opérations d'équipement - Détail des chapitres et articles 17

IV - Annexes

A - Eléments du bilan

A1.1 - Etat de la dette - Détail des crédits de trésorerie 18
A1.2 - Etat de la dette - Répartition par nature de dette 19
A1.3 - Etat de la dette - Répartition des emprunts par structure de taux 23
A1.4 - Etat de la dette - Typologie de la répartition de l'encours 24
A1.5 - Etat de la dette - Détail des opérations de couverture Sans Objet
A1.6 - Etat de la dette - Autres dettes Sans Objet
A2 - Méthodes utilisées pour les amortissements 25
A3.1 - Etat des provisions et des dépréciations Sans Objet
A3.2 - Etalement des provisions Sans Objet
A4.1 - Equilibre des opérations financières - Dépenses 26
A4.2 - Equilibre des opérations financières - Recettes 27
A5.1.1 - Etat de ventilation des dépenses et recettes des services d'eau et d'assainissement - Exploitation (1) Sans Objet
A5.1.2 - Etat de ventilation des dépenses et recettes des services d'eau et d'assainissement - Investissement (1) Sans Objet
A5.2.1 - Etat de ventilation des dép. et rec. des services d'assainissement collectif et non collectif - Exploitation (1) Sans Objet
A5.2.2 - Etat de ventilation des dép. et rec. des services d'assainissement collectif et non collectif - Investissement (1) Sans Objet
A6 - Etat des charges transférées Sans Objet
A7 - Détail des opérations pour compte de tiers 28

B - Engagements hors bilan

B1.1 - Etat des emprunts garantis par la régie Sans Objet
B1.2 - Calcul du ratio d'endettement relatif aux garanties d'emprunt Sans Objet
B1.3 - Subventions versées dans le cadre du vote du budget Sans Objet
B1.4 - Etat des contrats de crédit-bail Sans Objet
B1.5 - Etat des contrats de partenariat public-privé Sans Objet
B1.6 - Etat des autres engagements donnés Sans Objet
B1.7 - Etat des engagements reçus Sans Objet
B2.1 - Etat des autorisations de programme et des crédits de paiement afférents Sans Objet
B2.2 - Etat des autorisations d'engagement et des crédits de paiement afférents Sans Objet

C - Autres éléments d'informations

C1.1 - Etat du personnel Sans Objet
C1.2 - Etat du personnel de la collectivité ou de l'établissement de rattachement employé par la régie Sans Objet
C2 - Liste des organismes dans lesquels a été pris un engagement financier (2) Sans Objet
C3 - Liste des services individualisés dans un budget annexe (3) Sans Objet

D - Arrêté et signatures

D - Arrêté et signatures 29

(1) Ces états ne sont obligatoires que pour les régies rattachées à des communes et groupements de communes de moins de 3 000 habitants ayant décidé d'établir un budget unique pour leurs services de distribution d'eau potable et d'assainissement dans les conditions fixées par l'article L. 2224-6 du CGCT. Ils n'existent qu'en M. 49.

(2) Ces états ne sont obligatoires que pour les régies rattachées à des communes de 3 500 habitants et plus (art. L. 2313-1 du CGCT), à des groupements comprenant au moins une commune de 3 500 habitants et plus (art. L. 5211-36 du CGCT, art L. 5711-1 CGCT) et à leurs établissements publics.

(3) Uniquement pour les services dotés de l'autonomie financière et de la personnalité morale.

Préciser, pour chaque annexe, si l'état est sans objet le cas échéant.

I – INFORMATIONS GENERALES	I
MODALITES DE VOTE DU BUDGET	

I – L'assemblée délibérante a voté le présent budget par nature :
- au niveau (1) du chapitre pour la section de fonctionnement ;
- au niveau (1) du chapitre pour la section d'investissement.
  - sans (2) les chapitres « opérations d'équipement » de l'état III B 3.

La liste des articles spécialisés sur lesquels l'ordonnateur ne peut procéder à des virements d'article à article est la suivante :

II – En l'absence de mention au paragraphe I ci-dessus, le budget est réputé voté par chapitre, et, en section d'investissement, sans chapitre de dépense « opération d'équipement ».

III – Les provisions sont (3) .

IV – La comparaison avec le budget précédent (cf. colonne « Pour mémoire ») s'effectue par rapport à la colonne du budget (4) cumulé de l'exercice précédent.

V – Le présent budget a été voté (5) sans reprise des résultats de l'exercice N-1.

(1) A compléter par « du chapitre » ou « de l'article ».

(2) Indiquer « avec » ou « sans » les chapitres opérations d'équipement.

(3) A compléter par un seul des deux choix suivants :
- semi-budgétaires (pas d'inscription en recette de la section d'investissement),
- budgétaires (délibération n° ……. du …….).

(4) Indiquer « primitif de l'exercice précédent » ou « cumulé de l'exercice précédent ».

(5) A compléter par un seul des trois choix suivants :
- sans reprise des résultats de l'exercice N-1,
- avec reprise des résultats de l'exercice N-1 après le vote du compte administratif,
- avec reprise anticipée des résultats de l'exercice N-1.

II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET	II
VUE D'ENSEMBLE	A1

EXPLOITATION

		DEPENSES DE LA SECTION D'EXPLOITATION	RECETTES DE LASECTION D'EXPLOITATION
VOTE	CREDITS DE FONCTIONNEMENT VOTES AU TITRE DU PRESENT BUDGET (1)	3 070 200,00	3 070 200,00
	+	+	+
REPORTS	RESTES A REALISER (R.A.R) DE L'EXERCICE PRECEDENT (2)	0,00	0,00
REPORTS	002 RESULTAT D'EXPLOITATION REPORTE (2)	(si déficit) 0,00	(si excédent) 0,00
	=	=	=
	TOTAL DE LA SECTION D'EXPLOITATION (3)	3 070 200,00	3 070 200,00

INVESTISSEMENT

		DEPENSES DE LA SECTION D'INVESTISSEMENT	RECETTES DE LASECTION D'INVESTISSEMENT
VOTE	CREDITS D'INVESTISSEMENT (1) VOTES AU TITRE DU PRESENT BUDGET (y compris les comptes 1064 et 1068)	3 869 650,00	3 869 650,00
	+	+	+
REPORTS	RESTES A REALISER (R.A.R) DE L'EXERCICE PRECEDENT (2)	0,00	0,00
REPORTS	001 SOLDE D'EXECUTION DE LA SECTION D'INVESTISSEMENT REPORTE (2)	(si solde négatif) 0,00	(si solde positif) 0,00
	=	=	=
	TOTAL DE LA SECTION D'INVESTISSEMENT (3)	3 869 650,00	3 869 650,00

TOTAL

TOTAL DU BUDGET (3)	6 939 850,00	6 939 850,00

(1) Au budget primitif, les crédits votés correspondent aux crédits votés lors de cette étape budgétaire. De même, pour les décisions modificatives et le budget supplémentaire, les crédits votés correspondent aux crédits votés lors de l'étape budgétaire sans sommation avec ceux antérieurement votés lors du même exercice.
(2) A servir uniquement en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent, soit après le vote du compte administratif, soit en cas de reprise anticipée des résultats.
Pour la section d'exploitation, les RAR sont constitués par l'ensemble des dépenses engagées et n'ayant pas donné lieu à service fait au 31 décembre de l'exercice précédent. En recettes, il s'agit des recettes certaines n'ayant pas donné lieu à l'émission d'un titre au 31/12 de l'exercice précédent.
Pour la section d'investissement, les RAR correspondent aux dépenses engagées non mandatées au 31/12 de l'exercice précédent telles qu'elles ressortent de la comptabilité des engagements et aux recettes certaines n'ayant pas donné lieu à l'émission d'un titre au 31/12 de l'exercice précédent.
(3) Total de la section d'exploitation = RAR + résultat reporté + crédits d'exploitation votés.

Total de la section d'investissement = RAR + solde d'exécution reporté + crédits d'investissement votés.

Total du budget = Total de la section d'exploitation + Total de la section d'investissement.

II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET	II
SECTION D'EXPLOITATION – CHAPITRES	A2

DEPENSES D'EXPLOITATION

Chap.	Libellé	Pour mémoire budget précédent (1)	Restes à réaliser N-1 (2)	Propositions nouvelles	VOTE (3)	TOTAL (= RAR + vote)
011	Charges à caractère général	322 949,00	0,00	290 392,00	290 392,00	290 392,00
012	Charges de personnel, frais assimilés	143 377,00	0,00	341 408,00	341 408,00	341 408,00
014	Atténuations de produits	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
65	Autres charges de gestion courante	224 306,00	0,00	459 500,00	459 500,00	459 500,00
Total des dépenses de gestion des services		**690 632,00**	**0,00**	**1 091 300,00**	**1 091 300,00**	**1 091 300,00**
66	Charges financières	120 000,00	0,00	41 000,00	41 000,00	41 000,00
67	Charges exceptionnelles	50 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
68	Dotations aux provisions et dépréciat° (4)	0,00		0,00	0,00	0,00
69	Impôts sur les bénéfices et assimilés (5)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
022	Dépenses imprévues	60 000,00		0,00	0,00	0,00
Total des dépenses réelles d'exploitation		**920 632,00**	**0,00**	**1 132 300,00**	**1 132 300,00**	**1 132 300,00**
023	*Virement à la section d'investissement (6)*	*700 000,00*		*422 900,00*	*422 900,00*	*422 900,00*
042	*Opérat° ordre transfert entre sections (6)*	*1 515 000,00*		*1 515 000,00*	*1 515 000,00*	*1 515 000,00*
043	*Opérat° ordre intérieur de la section (6)*	*0,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
Total des dépenses d'ordre d'exploitation		***2 215 000,00***		***1 937 900,00***	***1 937 900,00***	***1 937 900,00***
TOTAL		**3 135 632,00**	**0,00**	**3 070 200,00**	**3 070 200,00**	**3 070 200,00**

+

D 002 RESULTAT REPORTE OU ANTICIPE (2)	0,00

=

TOTAL DES DEPENSES D'EXPLOITATION CUMULEES	3 070 200,00

RECETTES D'EXPLOITATION

Chap.	Libellé	Pour mémoire budget précédent (1)	Restes à réaliser N-1 (2)	Propositions nouvelles	VOTE (3)	TOTAL (= RAR + vote)
013	Atténuations de charges	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
70	Ventes produits fabriqués, prestations	2 619 982,05	0,00	2 642 200,00	2 642 200,00	2 642 200,00
73	Produits issus de la fiscalité (7)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
74	Subventions d'exploitation	0,00	0,00	338 000,00	338 000,00	338 000,00
75	Autres produits de gestion courante	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des recettes de gestion des services		**2 619 982,05**	**0,00**	**2 980 200,00**	**2 980 200,00**	**2 980 200,00**
76	Produits financiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
77	Produits exceptionnels	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
78	Reprises sur provisions et dépréciations (4)	0,00		0,00	0,00	0,00
Total des recettes réelles d'exploitation		**2 619 982,05**	**0,00**	**2 980 200,00**	**2 980 200,00**	**2 980 200,00**
042	*Opérat° ordre transfert entre sections (6)*	*90 000,00*		*90 000,00*	*90 000,00*	*90 000,00*
043	*Opérat° ordre intérieur de la section (6)*	*0,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
Total des recettes d'ordre d'exploitation		***90 000,00***		***90 000,00***	***90 000,00***	***90 000,00***
TOTAL		**2 709 982,05**	**0,00**	**3 070 200,00**	**3 070 200,00**	**3 070 200,00**

+

R 002 RESULTAT REPORTE OU ANTICIPE (2)	0,00

=

TOTAL DES RECETTES D'EXPLOITATION CUMULEES	3 070 200,00

Pour information :

AUTOFINANCEMENT PREVISIONNEL DÉGAGÉ AU PROFIT DE LA SECTION D'INVESTISSEMENT (8)	1 847 900,00

Il s'agit, pour un budget voté en équilibre, des ressources propres correspondant à l'excédent des recettes réelles de fonctionnement sur les dépenses réelles de fonctionnement. Il sert à financer le remboursement du capital de la dette et les nouveaux investissements de la régie.

(1) Cf. Modalités de vote I.

(2) Inscrire en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent (après vote du compte administratif ou si reprise anticipée des résultats).

(3) Le vote de l'organe délibérant porte uniquement sur les propositions nouvelles.

(4) Si la régie applique le régime des provisions semi-budgétaires, ainsi que pour la dotation aux dépréciations des stocks de fournitures et de marchandises, des créances et des valeurs mobilières de placement, aux dépréciations des comptes de tiers et aux dépréciations des comptes financiers.

(5) Ce chapitre n'existe pas en M. 49.

(6) DE 023 = RI 021 ; DI 040 = RE 042 ; RI 040 = DE 042 ; DI 041 = RI 041 ; DE 043 = RE 043.

(7) Ce chapitre existe uniquement en M. 41, M. 43 et M. 44.

(8) Solde de l'opération *DE 023 + DE 042 – RE 042* ou solde de l'opération *RI 021 + RI 040 – DI 040*.

II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET	II
SECTION D'INVESTISSEMENT – CHAPITRES	A3

DEPENSES D'INVESTISSEMENT

Chap.	Libellé	Pour mémoire budget précédent (1)	Restes à réaliser N-1 (2)	Propositions nouvelles	VOTE (3)	TOTAL (= RAR + vote)
20	Immobilisations incorporelles	61 000,00	0,00	100 000,00	100 000,00	100 000,00
21	Immobilisations corporelles	165 000,00	0,00	120 000,00	120 000,00	120 000,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	2 216 290,51	0,00	2 984 650,00	2 984 650,00	2 984 650,00
	Total des opérations d'équipement	300 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des dépenses d'équipement		**2 742 290,51**	**0,00**	**3 204 650,00**	**3 204 650,00**	**3 204 650,00**
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	220 000,00	0,00	175 000,00	175 000,00	175 000,00
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie) (5)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participat° et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
020	Dépenses imprévues	0,00		0,00	0,00	0,00
Total des dépenses financières		**220 000,00**	**0,00**	**175 000,00**	**175 000,00**	**175 000,00**
45…	**Total des opérations pour compte de tiers (6)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Total des dépenses réelles d'investissement		**2 962 290,51**	**0,00**	**3 379 650,00**	**3 379 650,00**	**3 379 650,00**
040	*Opérat° ordre transfert entre sections (4)*	*90 000,00*		*90 000,00*	*90 000,00*	*90 000,00*
041	*Opérations patrimoniales (4)*	*500 000,00*		*400 000,00*	*400 000,00*	*400 000,00*
Total des dépenses d'ordre d'investissement		***590 000,00***		***490 000,00***	***490 000,00***	***490 000,00***
TOTAL		**3 552 290,51**	**0,00**	**3 869 650,00**	**3 869 650,00**	**3 869 650,00**

+

D 001 SOLDE D'EXECUTION NEGATIF REPORTE OU ANTICIPE (1)	0,00

=

TOTAL DES DEPENSES D'INVESTISSEMENT CUMULEES	3 869 650,00

RECETTES D'INVESTISSEMENT

Chap.	Libellé	Pour mémoire budget précédent (1)	Restes à réaliser N-1 (2)	Propositions nouvelles	VOTE (3)	TOTAL (= RAR + vote)
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	414 403,00	414 403,00	414 403,00
16	Emprunts et dettes assimilées (hors 165)	0,00	0,00	617 347,00	617 347,00	617 347,00
20	Immobilisations incorporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des recettes d'équipement		**0,00**	**0,00**	**1 031 750,00**	**1 031 750,00**	**1 031 750,00**
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
106	Réserves (7)	1 600 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
165	Dépôts et cautionnements reçus	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie) (5)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participat° et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	400 000,00	0,00	400 000,00	400 000,00	400 000,00
Total des recettes financières		**2 000 000,00**	**0,00**	**400 000,00**	**400 000,00**	**400 000,00**
45…	**Total des opérations pour le compte de tiers (6)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Total des recettes réelles d'investissement		**2 000 000,00**	**0,00**	**1 431 750,00**	**1 431 750,00**	**1 431 750,00**
021	*Virement de la section d'exploitation (4)*	*700 000,00*		*422 900,00*	*422 900,00*	*422 900,00*
040	*Opérat° ordre transfert entre sections (4)*	*1 515 000,00*		*1 515 000,00*	*1 515 000,00*	*1 515 000,00*
041	*Opérations patrimoniales (4)*	*500 000,00*		*500 000,00*	*500 000,00*	*500 000,00*
Total des recettes d'ordre d'investissement		***2 715 000,00***		***2 437 900,00***	***2 437 900,00***	***2 437 900,00***
TOTAL		**4 715 000,00**	**0,00**	**3 869 650,00**	**3 869 650,00**	**3 869 650,00**

+

R 001 SOLDE D'EXECUTION POSITIF REPORTE OU ANTICIPE (2)	0,00

=

TOTAL DES RECETTES D'INVESTISSEMENT CUMULEES	3 869 650,00

Pour information :

Il s'agit, pour un budget voté en équilibre, des ressources propres correspondant à l'excédent des recettes réelles de fonctionnement sur les dépenses réelles de fonctionnement. Il sert à financer le remboursement du capital de la dette et les nouveaux investissements de la régie.

AUTOFINANCEMENT PREVISIONNEL DÉGAGÉ PAR LA SECTION DE FONCTIONNEMENT (8)	**1 847 900,00**

(1) cf. Modalités de vote I.

(2) Inscrire en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent (après vote du compte administratif ou si reprise anticipée des résultats).

(3) Le vote de l'organe délibérant porte uniquement sur les propositions nouvelles.

(4) DE 023 = RI 021 ; DI 040 = RE 042 ; RI 040 = DE 042 ; DI 041 = RI 041 ; DE 043 = RE 043.

(5) A servir uniquement, en dépense, lorsque la régie effectue une dotation initiale en espèces au profit d'un service public non personnalisé qu'elle crée et, en recettes, lorsque le service non personnalisé reçoit une dotation en espèces de la part de sa collectivité de rattachement.

(6) Seul le total des opérations réelles pour compte de tiers figure sur cet état (voir le détail Annexe IV-A7).

(7) Le compte 106 n'est pas un chapitre mais un article du chapitre 10.

(8) Solde de l'opération *DE 023 + DE 042 – RE 042* ou solde de l'opération *RI 021 + RI 040 – DI 040*.

II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET	II
BALANCE GENERALE DU BUDGET	B1

1 – DEPENSES (du présent budget + restes à réaliser)

	EXPLOITATION	Opérations réelles (1)	Opérations d'ordre (2)	TOTAL
011	Charges à caractère général	290 392,00		290 392,00
012	Charges de personnel, frais assimilés	341 408,00		341 408,00
014	Atténuations de produits	0,00		0,00
60	*Achats et variation des stocks (3)*		*0,00*	0,00
65	Autres charges de gestion courante	459 500,00		459 500,00
66	Charges financières	41 000,00	*0,00*	41 000,00
67	Charges exceptionnelles	0,00	*0,00*	0,00
68	Dot. Amortist, dépréciat°, provisions	0,00	*1 515 000,00*	1 515 000,00
69	Impôts sur les bénéfices et assimilés (4)	0,00		0,00
71	*Production stockée (ou déstockage) (3)*		*0,00*	0,00
022	Dépenses imprévues	0,00		0,00
023	*Virement à la section d'investissement*		*422 900,00*	422 900,00
	Dépenses d'exploitation – Total	**1 132 300,00**	***1 937 900,00***	**3 070 200,00**

+

D 002 RESULTAT REPORTE OU ANTICIPE	**0,00**

=

TOTAL DES DEPENSES D'EXPLOITATION CUMULEES	**3 070 200,00**

	INVESTISSEMENT	Opérations réelles (1)	Opérations d'ordre (2)	TOTAL
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	*0,00*	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	*90 000,00*	90 000,00
14	*Prov. Réglementées, amort. dérogatoires*		*0,00*	0,00
15	*Provisions pour risques et charges (5)*		*0,00*	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées (sauf 1688 non budgétaire)	175 000,00	*0,00*	175 000,00
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie)	0,00		0,00
	Total des opérations d'équipement	0,00		0,00
20	Immobilisations incorporelles (6)	100 000,00	*0,00*	100 000,00
21	Immobilisations corporelles (6)	120 000,00	*0,00*	120 000,00
22	Immobilisations reçues en affectation (6)	0,00	*0,00*	0,00
23	Immobilisations en cours (6)	2 984 650,00	*0,00*	2 984 650,00
26	Participations et créances rattachées	0,00	*0,00*	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	*400 000,00*	400 000,00
28	*Amortissement des immobilisations (reprises)*		*0,00*	0,00
29	*Dépréciation des immobilisations*		*0,00*	0,00
39	*Dépréciat° des stocks et en-cours*		*0,00*	0,00
45…	Opérations pour compte de tiers (7)	0,00	*0,00*	0,00
481	*Charges à répartir plusieurs exercices*		*0,00*	0,00
3…	Stocks	0,00	*0,00*	0,00
020	Dépenses imprévues	0,00		0,00
	Dépenses d'investissement – Total	**3 379 650,00**	***490 000,00***	**3 869 650,00**

+

D 001 SOLDE D'EXECUTION NEGATIF REPORTE OU ANTICIPE	**0,00**

=

TOTAL DES DEPENSES D'INVESTISSEMENT CUMULEES	**3 869 650,00**

(1) Y compris les opérations relatives au rattachement des charges et des produits et les opérations d'ordre semi-budgétaires.

(2) Voir liste des opérations d'ordre.

(3) Permet de retracer les variations de stocks (sauf stocks de marchandises et de fournitures).

(4) Ce chapitre n'existe pas en M. 49.

(5) Si la régie applique le régime des provisions budgétaires.

(6) Hors chapitres « opérations d'équipement ».

(7) Seul le total des opérations pour compte de tiers figure sur cet état (voir le détail Annexe IV A7).

II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET	II
BALANCE GENERALE DU BUDGET	B2

2 – RECETTES (du présent budget + restes à réaliser)

	EXPLOITATION	Opérations réelles (1)	Opérations d'ordre (2)	TOTAL
013	Atténuations de charges	0,00		0,00
60	*Achats et variation des stocks (3)*		*0,00*	0,00
70	Ventes produits fabriqués, prestations	2 642 200,00		2 642 200,00
71	*Production stockée (ou déstockage) (3)*		*0,00*	0,00
72	*Production immobilisée*		*0,00*	0,00
73	Produits issus de la fiscalité (6)	0,00		0,00
74	Subventions d'exploitation	338 000,00		338 000,00
75	Autres produits de gestion courante	0,00		0,00
76	Produits financiers	0,00	*0,00*	0,00
77	Produits exceptionnels	0,00	*90 000,00*	90 000,00
78	Reprise amort., dépreciat° et provisions	0,00	*0,00*	0,00
79	*Transferts de charges*		*0,00*	0,00
	Recettes d'exploitation – Total	**2 980 200,00**	***90 000,00***	**3 070 200,00**

+

R 002 RESULTAT REPORTE OU ANTICIPE	**0,00**

=

TOTAL DES RECETTES D'EXPLOITATION CUMULEES	**3 070 200,00**

	INVESTISSEMENT	Opérations réelles (1)	Opérations d'ordre (2)	TOTAL
10	Dotations, fonds divers et réserves (sauf 106)	0,00	*0,00*	0,00
13	Subventions d'investissement	414 403,00	*0,00*	414 403,00
14	*Prov. Réglementées, amort. dérogatoires*		*0,00*	0,00
15	*Provisions pour risques et charges (4)*		*0,00*	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées (sauf 1688 non budgétaire)	617 347,00	*0,00*	617 347,00
18	Comptes liaison : affectat° BA, régies	0,00	*0,00*	0,00
20	Immobilisations incorporelles	0,00	*0,00*	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	*0,00*	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	*0,00*	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	*500 000,00*	500 000,00
26	Participations et créances rattachées	0,00	*0,00*	0,00
27	Autres immobilisations financières	400 000,00	*0,00*	400 000,00
28	*Amortissement des immobilisations*		*1 515 000,00*	1 515 000,00
29	*Dépréciation des immobilisations (4)*		*0,00*	0,00
39	*Dépréciat° des stocks et en-cours (4)*		*0,00*	0,00
45…	Opérations pour compte de tiers (5)	0,00	*0,00*	0,00
481	*Charges à répartir plusieurs exercices*		*0,00*	0,00
3…	Stocks	0,00	*0,00*	0,00
021	*Virement de la section d'exploitation*		*422 900,00*	422 900,00
	Recettes d'investissement – Total	**1 431 750,00**	***2 437 900,00***	**3 869 650,00**

+

R 001 SOLDE D'EXECUTION POSITIF REPORTE OU ANTICIPE	**0,00**

+

AFFECTATION AUX COMPTES 106	**0,00**

=

TOTAL DES RECETTES D'INVESTISSEMENT CUMULEES	**3 869 650,00**

(1) Y compris les opérations relatives au rattachement des charges et des produits et les opérations d'ordre semi-budgétaires.

(2) Voir liste des opérations d'ordre.

(3) Permet de retracer les variations de stocks (sauf stocks de marchandises et de fournitures).

(4) Si la régie applique le régime des provisions budgétaires.

(5) Seul le total des opérations pour compte de tiers figure sur cet état (voir le détail Annexe IV A7).

(6) Ce chapitre existe uniquement en M. 41, en M. 43 et en M. 44.

III – VOTE DU BUDGET	III
SECTION D'EXPLOITATION – DETAIL DES DEPENSES	A1

Chap / art (1)	Libellé (1)	Pour mémoire budget précédent (2)	Propositions nouvelles (3)	Vote (4)
011	**Charges à caractère général (5) (6)**	**322 949,00**	**290 392,00**	**290 392,00**
604	Achats d'études, prestations de services	15 000,00	0,00	0,00
6135	Locations mobilières	500,00	500,00	500,00
6137	Redevances, droits de passage, servitude	5 550,00	5 500,00	5 500,00
617	Etudes et recherches	75 200,00	105 000,00	105 000,00
618	Divers	20 049,00	10 000,00	10 000,00
6226	Honoraires	20 000,00	120 000,00	120 000,00
6227	Frais d'actes et de contentieux	5 000,00	2 892,00	2 892,00
6228	Divers	1 000,00	2 000,00	2 000,00
6233	Foires et expositions	20 000,00	14 000,00	14 000,00
6256	Missions	1 200,00	500,00	500,00
6257	Réceptions	2 000,00	0,00	0,00
6281	Concours divers (cotisations)	2 450,00	0,00	0,00
6287	Remboursements de frais	125 000,00	0,00	0,00
63512	Taxes foncières	30 000,00	30 000,00	30 000,00
012	**Charges de personnel, frais assimilés**	**143 377,00**	**341 408,00**	**341 408,00**
6215	Personnel affecté par CL de rattachement	33 000,00	158 200,00	158 200,00
6331	Versement de transport	0,00	583,00	583,00
6332	Cotisations versées au F.N.A.L.	0,00	530,00	530,00
6336	Cotisations CNFPT et CDGFPT	0,00	955,00	955,00
6411	Salaires, appointements, commissions	110 377,00	93 000,00	93 000,00
6413	Primes et gratifications	0,00	14 997,00	14 997,00
6414	Indemnités et avantages divers	0,00	24 797,00	24 797,00
6415	Supplément familial	0,00	3 313,00	3 313,00
6451	Cotisations à l'U.R.S.S.A.F.	0,00	22 560,00	22 560,00
6453	Cotisations aux caisses de retraites	0,00	22 473,00	22 473,00
014	**Atténuations de produits (7)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
65	**Autres charges de gestion courante**	**224 306,00**	**459 500,00**	**459 500,00**
6531	Indemnités élus	0,00	27 500,00	27 500,00
6532	Frais de mission élus	0,00	500,00	500,00
6535	Formation élus	0,00	500,00	500,00
6541	Créances admises en non-valeur	55 632,00	0,00	0,00
658	Charges diverses de gestion courante	168 674,00	431 000,00	431 000,00
TOTAL = DEPENSES DE GESTION DES SERVICES (a) = (011 + 012 + 014 + 65)		**690 632,00**	**1 091 300,00**	**1 091 300,00**
66	**Charges financières (b) (8)**	**120 000,00**	**41 000,00**	**41 000,00**
66111	Intérêts réglés à l'échéance	120 000,00	41 000,00	41 000,00
67	**Charges exceptionnelles (c)**	**50 000,00**	**0,00**	**0,00**
673	Titres annulés (sur exercices antérieurs	50 000,00	0,00	0,00
68	**Dotations aux provisions et dépréciat° (d) (9)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
69	**Impôts sur les bénéfices et assimilés (e) (10)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
022	**Dépenses imprévues (f)**	**60 000,00**	**0,00**	**0,00**
TOTAL DES DEPENSES REELLES = a + b + c + d + e + f		**920 632,00**	**1 132 300,00**	**1 132 300,00**
023	***Virement à la section d'investissement***	***700 000,00***	***422 900,00***	***422 900,00***
042	***Opérat° ordre transfert entre sections (11) (12)***	***1 515 000,00***	***1 515 000,00***	***1 515 000,00***
6811	*Dot. amort. Immos incorp. et corporelles*	*1 515 000,00*	*1 515 000,00*	*1 515 000,00*
TOTAL DES PRELEVEMENTS AU PROFIT DE LA SECTION D'INVESTISSEMENT		***2 215 000,00***	***1 937 900,00***	***1 937 900,00***
043	***Opérat° ordre intérieur de la section***	**0,00**	**0,00**	**0,00**
TOTAL DES DEPENSES D'ORDRE		***2 215 000,00***	***1 937 900,00***	***1 937 900,00***
TOTAL DES DEPENSES D'EXPLOITATION DE L'EXERCICE (= Total des opérations réelles et d'ordre)		**3 135 632,00**	**3 070 200,00**	**3 070 200,00**

+

RESTES A REALISER N-1 (13)	**0,00**

+

D 002 RESULTAT REPORTE OU ANTICIPE (13)	**0,00**

=

TOTAL DES DEPENSES D'EXPLOITATION CUMULEES	**3 070 200,00**

Détail du calcul des ICNE au compte 66112 (8)

Montant des ICNE de l'exercice	0,00
- Montant des ICNE de l'exercice N-1	0,00
= Différence ICNE N – ICNE N-1	0,00

(1) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes appliqué par la commune ou l'établissement.

(2) Cf. Modalités de vote I.

(3) Hors restes à réaliser.

(4) Le vote de l'organe délibérant porte uniquement sur les propositions nouvelles.

(5) Le compte 621 est retracé au sein du chapitre 012.

(6) Le compte 634 est uniquement ouvert en M. 41.

(7) Le compte 739 est uniquement ouvert en M. 43 et en M. 44.

(8) Si le mandatement des ICNE de l'exercice est inférieur au montant de l'exercice N-1, le montant du compte 66112 sera négatif.

(9) Si la régie applique le régime des provisions semi-budgétaires, ainsi que pour la dotation aux dépréciations des stocks de fournitures et de marchandises, des créances et des valeurs mobilières de placement, aux dépréciations des comptes de tiers et aux dépréciations des comptes financiers.

(10) Ce chapitre n'existe pas en M. 49.

(11) Cf. définitions du chapitre des opérations d'ordre, *DE 042 = RI 040.*

(12) Le compte 6815 peut figurer dans le détail du chapitre 042 si la régie applique le régime des provisions budgétaires.

(13) Inscrire en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent (après vote du compte administratif ou si reprise anticipée des résultats).

III – VOTE DU BUDGET — III

SECTION D'EXPLOITATION – DETAIL DES RECETTES — A2

Chap / art(1)	Libellé (1)	Pour mémoire budget précédent (2)	Propositions nouvelles (3)	Vote (4)
013	**Atténuations de charges (5)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
70	**Ventes produits fabriqués, prestations**	**2 619 982,05**	**2 642 200,00**	**2 642 200,00**
70121	Contre-valeur taxe consommat° eau	2 619 982,05	2 600 000,00	2 600 000,00
7083	Locations diverses	0,00	2 400,00	2 400,00
7084	Mise à disposition de personnel facturée	0,00	39 800,00	39 800,00
73	**Produits issus de la fiscalité (6)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
74	**Subventions d'exploitation**	**0,00**	**338 000,00**	**338 000,00**
748	Autres subventions d'exploitation	0,00	338 000,00	338 000,00
75	**Autres produits de gestion courante**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
	TOTAL = RECETTES DE GESTION DES SERVICES (a) = 013 + 70 + 73 + 74 + 75	**2 619 982,05**	**2 980 200,00**	**2 980 200,00**
76	**Produits financiers (b)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
77	**Produits exceptionnels (c)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
78	**Reprises sur provisions et dépréciations (d) (7)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
	TOTAL DES RECETTES REELLES = a + b + c + d	**2 619 982,05**	**2 980 200,00**	**2 980 200,00**
042	***Opérat° ordre transfert entre sections (8) (9)***	***90 000,00***	***90 000,00***	***90 000,00***
777	*Quote-part subv invest transf cpte résul*	*90 000,00*	*90 000,00*	*90 000,00*
043	***Opérat° ordre intérieur de la section (8)***	***0,00***	***0,00***	***0,00***
	TOTAL DES RECETTES D'ORDRE	***90 000,00***	***90 000,00***	***90 000,00***
	TOTAL DES RECETTES D'EXPLOITATION DE L'EXERCICE (= Total des opérations réelles et d'ordre)	**2 709 982,05**	**3 070 200,00**	**3 070 200,00**

+

RESTES A REALISER N-1 (10)	**0,00**

+

R 002 RESULTAT REPORTE OU ANTICIPE (10)	**0,00**

=

TOTAL DES RECETTES D'EXPLOITATION CUMULEES	**3 070 200,00**

Détail du calcul des ICNE au compte 7622

Montant des ICNE de l'exercice	0,00
- Montant des ICNE de l'exercice N-1	0,00
= Différence ICNE N – ICNE N-1	0,00

(1) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes appliqué par la régie.

(2) Cf. Modalités de vote I.

(3) Hors restes à réaliser.

(4) Le vote de l'assemblée porte uniquement sur les propositions nouvelles.

(5) Le compte 699 n'existe pas en M. 49.

(6) Ce chapitre existe uniquement en M. 41, M. 43 et M. 44.

(7)Si la régie applique le régime des provisions semi-budgétaires, ainsi que pour la dotation aux dépréciations des stocks de fournitures et de marchandises, des créances et des valeurs mobilières de placement, aux dépréciations des comptes de tiers et aux dépréciations des comptes financiers.

(8) Cf. définitions du chapitre des opérations d'ordre, *RE 042 = DI 040, RE 043 = DE 043.*

(9) Le compte 7815 peut figurer dans le détail du chapitre 042 si la régie applique le régime des provisions budgétaires.

(10) Inscrire en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent (après vote du compte administratif ou si reprise anticipée des résultats).

III – VOTE DU BUDGET — III

SECTION D'INVESTISSEMENT – DETAIL DES DEPENSES — B1

Chap / art (1)	Libellé (1)	Pour mémoire budget précédent (2)	Propositions nouvelles (3)	Vote (4)
20	**Immobilisations incorporelles (hors opérations)**	**61 000,00**	**100 000,00**	**100 000,00**
2031	Frais d'études	60 000,00	100 000,00	100 000,00
2033	Frais d'insertion	1 000,00	0,00	0,00
21	**Immobilisations corporelles (hors opérations)**	**165 000,00**	**120 000,00**	**120 000,00**
2111	Terrains nus	165 000,00	100 000,00	100 000,00
21531	Réseaux d'adduction d'eau	0,00	20 000,00	20 000,00
22	**Immobilisations reçues en affectation (hors opérations)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
23	**Immobilisations en cours (hors opérations)**	**2 216 290,51**	**2 984 650,00**	**2 984 650,00**
2313	Constructions	303 600,00	330 000,00	330 000,00
2315	Installat°, matériel et outillage techni	1 912 690,51	2 654 650,00	2 654 650,00
2004	**Opération d'équipement n° 2004 (5)**	**300 000,00**	**0,00**	**0,00**
	Total des dépenses d'équipement	**2 742 290,51**	**3 204 650,00**	**3 204 650,00**
10	**Dotations, fonds divers et réserves**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
13	**Subventions d'investissement**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
16	**Emprunts et dettes assimilées**	**220 000,00**	**175 000,00**	**175 000,00**
1641	Emprunts en euros	200 000,00	154 000,00	154 000,00
1687	Autres dettes	20 000,00	21 000,00	21 000,00
18	**Compte de liaison : affectat° (BA,régie)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
26	**Participat° et créances rattachées**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
27	**Autres immobilisations financières**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
020	**Dépenses imprévues**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
	Total des dépenses financières	**220 000,00**	**175 000,00**	**175 000,00**
	Total des dépenses d'opérations pour compte de tiers	**0,00**	**0,00**	**0,00**
	TOTAL DEPENSES REELLES	**2 962 290,51**	**3 379 650,00**	**3 379 650,00**
040	***Opérat° ordre transfert entre sections (7) (8)***	***90 000,00***	***90 000,00***	***90 000,00***
	Reprises sur autofinancement antérieur	***90 000,00***	***90 000,00***	***90 000,00***
139111	*Sub. équipt cpte résult. Agence de l'eau*	*40 000,00*	*40 000,00*	*40 000,00*
13913	*Sub. équipt cpte résult. Départements*	*40 000,00*	*40 000,00*	*40 000,00*
13914	*Sub. équipt cpte résult. Communes*	*10 000,00*	*10 000,00*	*10 000,00*
	Charges transférées	***0,00***	***0,00***	***0,00***
041	***Opérations patrimoniales (9)***	***500 000,00***	***400 000,00***	***400 000,00***
2315	*Installat°, matériel et outillage techni*	*100 000,00*	*0,00*	*0,00*
2762	*Créances transfert droit déduct° TVA*	*400 000,00*	*400 000,00*	*400 000,00*
	TOTAL DEPENSES D'ORDRE	***590 000,00***	***490 000,00***	***490 000,00***
	TOTAL DES DEPENSES D'INVESTISSEMENT DE L'EXERCICE (= Total des dépenses réelles et d'ordre)	**3 552 290,51**	**3 869 650,00**	**3 869 650,00**

+

RESTES A REALISER N-1 (10)	**0,00**

+

D 001 SOLDE D'EXECUTION NEGATIF REPORTE OU ANTICIPE (10)	**0,00**

=

TOTAL DES DEPENSES D'INVESTISSEMENT CUMULEES	**3 869 650,00**

(1) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes appliqué par la régie.

(2) Cf. Modalités de vote I.

(3) Hors restes à réaliser.

(4) Le vote de l'organe délibérant porte uniquement sur les propositions nouvelles.

(5) Voir état III B3 pour le détail des opérations d'équipement.

(6) Voir annexe IV A7 pour le détail des opérations pour compte de tiers.

(7) Cf. définitions du chapitre des opérations d'ordre, *DI 040 = RE 042.*

(8) Le compte 15…2 peut figurer dans le détail du chapitre 042 si la régie applique le régime des provisions budgétaires.

(9) Cf. définitions du chapitre des opérations d'ordre, *DI 041 = RI 041.*

(10) Inscrire en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent (après vote du compte administratif ou si reprise anticipée des résultats).

III – VOTE DU BUDGET — III

SECTION D'INVESTISSEMENT – DETAIL DES RECETTES — B2

Chap / art (1)	Libellé (1)	Pour mémoire budget précédent (2)	Propositions nouvelles (3)	Vote (4)
13	**Subventions d'investissement**	**0,00**	**414 403,00**	**414 403,00**
13111	Subv. équipt Agence de l'eau	0,00	304 402,00	304 402,00
13118	Autres Subv. Équipt Etat	0,00	110 001,00	110 001,00
16	**Emprunts et dettes assimilées (hors 165)**	**0,00**	**617 347,00**	**617 347,00**
1641	Emprunts en euros	0,00	617 347,00	617 347,00
20	**Immobilisations incorporelles**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
21	**Immobilisations corporelles**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
22	**Immobilisations reçues en affectation**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
23	**Immobilisations en cours**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
	Total des recettes d'équipement	**0,00**	**1 031 750,00**	**1 031 750,00**
10	**Dotations, fonds divers et réserves**	**1 600 000,00**	**0,00**	**0,00**
1068	Autres réserves	1 600 000,00	0,00	0,00
165	**Dépôts et cautionnements reçus**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
18	**Compte de liaison : affectat° (BA,régie)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
26	**Participat° et créances rattachées**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
27	**Autres immobilisations financières**	**400 000,00**	**400 000,00**	**400 000,00**
2762	Créances transfert droit déduct° TVA	400 000,00	400 000,00	400 000,00
	Total des recettes financières	**2 000 000,00**	**400 000,00**	**400 000,00**
	Total des recettes d'opérations pour compte de tiers	**0,00**	**0,00**	**0,00**
	TOTAL RECETTES REELLES	**2 000 000,00**	**1 431 750,00**	**1 431 750,00**
021	***Virement de la section d'exploitation***	***700 000,00***	***422 900,00***	***422 900,00***
040	***Opérat° ordre transfert entre sections (6) (7)***	***1 515 000,00***	***1 515 000,00***	***1 515 000,00***
281351	*Aménagement Bâtiments d'exploitation*	*802 000,00*	*802 000,00*	*802 000,00*
281531	*Réseaux d'adduction d'eau*	*640 000,00*	*640 000,00*	*640 000,00*
2817351	*Aménagt Bât. d'exploitation (mad)*	*5 000,00*	*5 000,00*	*5 000,00*
2817531	*Réseaux d'adduction d'eau (mad)*	*8 000,00*	*8 000,00*	*8 000,00*
2817561	*Service de distribution d'eau (mad)*	*60 000,00*	*60 000,00*	*60 000,00*
TOTAL DES PRELEVEMENTS PROVENANT DE LA SECTION D'EXPLOITATION		***2 215 000,00***	***1 937 900,00***	***1 937 900,00***
041	***Opérations patrimoniales (8)***	***500 000,00***	***500 000,00***	***500 000,00***
2315	*Installat°, matériel et outillage techni*	*400 000,00*	*400 000,00*	*400 000,00*
238	*Avances commandes immo. incorp.*	*100 000,00*	*100 000,00*	*100 000,00*
	TOTAL RECETTES D'ORDRE	***2 715 000,00***	***2 437 900,00***	***2 437 900,00***
	TOTAL DES RECETTES D'INVESTISSEMENT DE L'EXERCICE (= Total des recettes réelles et d'ordre)	**4 715 000,00**	**3 869 650,00**	**3 869 650,00**

+

RESTES A REALISER N-1 (9)	**0,00**

+

R 001 SOLDE D'EXECUTION POSITIF REPORTE OU ANTICIPE (9	**0,00**

=

TOTAL DES RECETTES D'INVESTISSEMENT CUMULEES	**3 869 650,00**

(1) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes appliqué par la régie.

(2) Cf. Modalités de vote I.

(3) Hors restes à réaliser.

(4) Le vote de l'organe délibérant porte uniquement sur les propositions nouvelles.

(5) Voir annexe IV A7 pour le détail des opérations pour compte de tiers.

(6) Cf. définitions du chapitre des opérations d'ordre, R*I 040 = DE 042.*

(7) Le compte 15…2 peut figurer dans le détail du chapitre 042 si la régie applique le régime des provisions budgétaires.

(8) Cf. définitions du chapitre des opérations d'ordre, D*I 041 = RI 041.*

(9) Inscrire en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent (après vote du compte administratif ou si reprise anticipée des résultats).

III – VOTE DU BUDGET	III
DETAIL DES CHAPITRES D'OPERATION D'EQUIPEMENT	B3

OPERATION D'EQUIPEMENT N°: 2004 (1)
LIBELLE : RENOUV RESEAU DISTRIBUTION EAU POTABLE 2020- 2022

Pour vote

Art. (2)	Libellé (2)	Réalisations cumulées au 01/01/N	Restes à réaliser N-1 (3)(5)	Propositions nouvelles (4)	Vote (4)	Montant pour information (5)
DEPENSES		0,00	a 0,00	0,00	b 0,00	b 0,00
20	Immobilisations incorporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2315	Installat°, matériel et outillage techni	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

RECETTES (répartition) (Pour information)		Restes à réaliser N-1 (3)	Recettes de l'exercice
TOTAL RECETTES AFFECTEES		c 0,00	d 0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00

RESULTAT = (c+d) – (a+b) Excédent de financement si positif Besoin de financement si négatif	0,00

(1) Ouvrir un cadre par opération.

(2) Détailler les articles conformément au plan de comptes appliqué par la régie.

(3) A remplir uniquement en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent, soit après le vote du compte administratif, soit en cas de reprise anticipée des résultats.

(4) Lorsque l'opération d'équipement constitue un chapitre faisant l'objet d'un vote, ces deux colonnes sont renseignées. Dans ce cas, le vote de l'assemblée porte uniquement sur les propositions nouvelles.

(5) Lorsque l'opération d'équipement est présentée pour information, seules ces deux colonnes sont renseignées.

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN – ETAT DE LA DETTE – DETAIL DES CREDITS DE TRESORERIE	A1.1

A1.1 – DETAIL DES CREDITS DE TRESORERIE (1)

Nature (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat)	Date de la décision de réaliser la ligne de trésorerie (2)	Montant maximum autorisé au 01/01/N	Montant des tirages N-1	Montant des remboursements N-1		Encours restant dû au 01/01/N
				Intérêts (3)	Remboursement du tirage	
51921 Avances de trésorerie de la collectivité de rattachement						
51928 Autres avances de trésorerie						
51931 Lignes de trésorerie						
51932 Lignes de trésorerie liées à un emprunt						
2005-00 050405	30/12/2005	441 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
5194 Billets de trésorerie						
5198 Autres crédits de trésorerie						
519 Crédits de trésorerie (Total)		**441 000,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

(1) Circulaire n° NOR : INTB8900071C du 22/02/1989.

(2) Indiquer la date de la délibération de l'assemblée autorisant la ligne de trésorerie ou la date de la décision de l'ordonnateur de réaliser la ligne de trésorerie sur la base d'un montant maximum autorisé par l'organe délibérant (article L. 2122-22 du CGCT).

(3) Il s'agit des intérêts comptabilisés au compte 6615, sauf pour les emprunts assortis d'une option de tirage sur ligne de trésorerie pour lesquels les intérêts sont comptabilisés au compte 66111 et sauf pour les billets de trésorerie pour lesquels les intérêts sont comptabilisés au compte 6618.

IV – ANNEXES

ELEMENTS DU BILAN – ETAT DE LA DETTE – REPARTITION PAR NATURE DE DETTE

IV

A1.2

A1.2 – REPARTITION PAR NATURE DE DETTE (hors 16449 et 166)

Nature (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat)	Emprunts et dettes à l'origine du contrat													
	Organisme prêteur ou chef de file	Date de signature	Date d'émission ou date de mobilisation (1)	Date du premier remboursement	Nominal (2)	Type de taux d'intérêt (3)	Index (4)	Taux initial		Devise	Périodicité des remboursements (6)	Profil d'amortissement (7)	Possibilité de remboursement anticipé O/N	Catégorie d'emprunt (8)
								Niveau de taux (5)	Taux actuariel					
163 Emprunts obligataires (Total)					**0,00**									
164 Emprunts auprès d'établissement de crédit (Total)					**3 570 199,10**									
1641 Emprunts en euros (total)					2 270 199,10									
2008-06 3276024	CAISSE D'EPARGNE	15/12/2008	23/12/2008	25/03/2009	380 000,00	F	Taux fixe à 4.62 %	4,620	4,620	EUR	A	P	O	A-1
2012-02 MON521688	BANQUE POSTALE	20/12/2012	31/12/2012	01/04/2013	600 000,00	F	Taux fixe à 3.38 %	3,380	3,420	EUR	T	C	O	A-1
2017-02 3513936	CAISSE D'EPARGNE	18/12/2008	25/04/2008	25/04/2009	560 000,00	F	Taux fixe à 4.73 %	4,730	4,730	EUR	A	P	O	A-1
2018-03 JUS MIN529563	SFIL CAFFIL	04/11/2019	01/01/2020	01/02/2020	152 086,35	F	Taux fixe à 5.46 %	5,460	5,460	EUR	A	P	O	A-1
2019-101 IRA 07073022	BANQUE POPULAIRE	04/08/2006	01/01/2020	04/02/2020	93 673,40	F	Taux fixe à 4.09 %	4,090	4,150	EUR	T	P	O	A-1
2019-42 ESCO 1165777	CREDIT AGRICOLE	05/04/2007	01/01/2020	06/01/2020	45 000,00	F	Taux fixe à 4.34 %	4,340	4,410	EUR	T	C	O	A-1
2019-94 COU 63177	CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	18/04/2017	01/01/2020	01/02/2020	130 500,00	V	(Livret A + 0.75)-Floor 0 sur Livret A	1,500	1,500	EUR	T	C	O	A-1
2019-95 COU 47604	CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	25/03/2016	01/01/2020	01/05/2020	174 240,00	V	(Livret A + 0.75)-Floor 0 sur Livret A	1,500	1,500	EUR	A	C	O	A-1
2019-97 COU 63177	CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	18/04/2017	01/01/2020	01/02/2020	134 699,35	F	Taux fixe à 2.01 %	2,010	2,010	EUR	T	P	O	A-1
1643 Emprunts en devises (total)					0,00									
16441 Emprunts assortis d'une option de tirage sur ligne de trésorerie (total)					1 300 000,00									
2005-00 050405	CACIB ex BFT CREDIT AGRICOLE	30/12/2005	15/12/2006	29/12/2006	1 300 000,00	V	(TAM(Postfixé) + 0.05)-Floor -0.05 sur TAM(Postfixé)	4,010	4,130	EUR	X	X	O	A-1
165 Dépôts et cautionnements reçus (Total)					**0,00**									

Nature (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat)	Emprunts et dettes à l'origine du contrat													
	Organisme prêteur ou chef de file	Date de signature	Date d'émission ou date de mobilisation (1)	Date du premier rembour-sement	Nominal (2)	Type de taux d'intérêt (3)	Index (4)	Taux initial		Devise	Péri-odicité des rembour-sements (6)	Profil d'amor-tissement (7)	Possibilité de rembour-sement anticipé O/N	Caté-gorie d'em-prunt (8)
								Niveau de taux (5)	Taux actuariel					
167 Emprunts et dettes assortis de conditions particulières (Total)					**0,00**									
1675 Dettes pour METP et PPP (total)					0,00									
1678 Autres emprunts et dettes (total)					0,00									
168 Emprunts et dettes assimilés (Total)					**313 336,00**									
1681 Autres emprunts (total)					255 214,00									
2009-01 1012105	Agence de l'eau Seine Normandie	27/04/2009	20/10/2009	19/10/2010	18 477,00	F	Taux fixe à 0 %	0,000	0,000	EUR	A	C	O	A-1
2018-02 1076614	Agence de l'eau Seine Normandie	13/07/2018	13/07/2018	13/07/2019	58 089,00	F	Taux fixe à 0 %	0,000	0,000	EUR	A	C	O	A-1
2020-02 CHI 1086556	Agence de l'eau Seine Normandie	16/09/2020	16/09/2020	16/09/2021	178 648,00	F	Taux fixe à 0 %	0,000	0,000	EUR	A	C	O	A-1
1682 Bons à moyen terme négociables (total)					0,00									
1687 Autres dettes (total)					58 122,00									
2017-05 1069411	Agence de l'eau Seine Normandie	20/07/2017	20/07/2017	20/07/2018	58 122,00	F	Taux fixe à 0 %	0,000	0,000	EUR	A	C	O	A-1
Total général					**3 883 535,10**									

(1) Si un emprunt donne lieu à plusieurs mobilisations, indiquer la date de la première mobilisation.

(2) Nominal : montant emprunté à l'origine.

(3) Type de taux d'intérêt : F : fixe ; V : variable simple ; C : complexe (c'est-à-dire un taux variable qui n'est pas seulement défini comme la simple addition d'un taux usuel de référence et d'une marge exprimée en point de pourcentage).

(4) Mentionner le ou les types d'index (ex : Euribor 3 mois).

(5) Indiquer le niveau de taux à l'origine du contrat.

(6) Indiquer la périodicité des remboursements : A : annuelle ; M : mensuelle, B : bimestrielle, S : semestrielle, T : trimestrielle, X autre.

(7) Indiquer C pour amortissement constant, P pour amortissement progressif, F pour *in fine*, X pour autres à préciser.

(8) Catégorie d'emprunt à l'origine. Exemple A-1 (cf. la classification des emprunts suivant la typologie de la circulaire IOCB1015077C du 25 juin 2010 sur les produits financiers offerts aux collectivités territoriales).

IV – ANNEXES

ELEMENTS DU BILAN – ETAT DE LA DETTE – REPARTITION PAR NATURE DE DETTE

IV

A1.2

A1.2 – REPARTITION PAR NATURE DE DETTE (hors 16449 et 166) (suite)

Nature (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat)	Emprunts et dettes au 01/01/N											
						Taux d'intérêt			Annuité de l'exercice			
	Couverture ? O/N (10)	Montant couvert	Catégorie d'emprunt après couverture éventuelle (11)	Capital restant dû au 01/01/N	Durée résiduelle (en années)	Type de taux (12)	Index (13)	Niveau de taux d'intérêt à la date de vote du budget (14)	Capital	Charges d'intérêt (15)	Intérêts perçus (le cas échéant) (16)	ICNE de l'exercice
163 Emprunts obligataires (Total)		**0,00**		**0,00**					**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
164 Emprunts auprès d'établissement de crédit (Total)		**0,00**		**1 203 885,88**					**153 817,17**	**40 684,57**	**0,00**	**20 954,66**
1641 Emprunts en euros (total)		0,00		1 203 885,88					153 817,17	40 684,57	0,00	20 954,66
2008-06 3276024	N	0,00	A-1	94 633,15	2,23	F	Taux fixe à 4.62 %	4,620	30 130,89	4 372,05	0,00	2 276,39
2012-02 MON521688	N	0,00	A-1	135 000,00	2,00	F	Taux fixe à 3.38 %	3,420	60 000,00	3 802,50	0,00	626,71
2017-02 3513936	N	0,00	A-1	277 834,49	7,32	F	Taux fixe à 4.73 %	4,730	29 377,51	13 141,57	0,00	7 997,90
2018-03 JUS MIN529563	N	0,00	A-1	148 621,18	21,08	F	Taux fixe à 5.46 %	5,460	3 654,36	8 114,72	0,00	7 233,60
2019-101 IRA 07073022	N	0,00	A-1	87 805,93	11,34	F	Taux fixe à 4.09 %	4,150	6 111,15	3 498,33	0,00	519,76
2019-42 ESCO 1165777	N	0,00	A-1	39 000,00	6,26	F	Taux fixe à 4.34 %	4,410	6 000,00	1 594,96	0,00	334,18
2019-94 COU 63177	N	0,00	A-1	124 700,00	21,33	V	(Livret A + 0.75)-Floor 0 sur Livret A	1,250	5 800,00	1 524,42	0,00	242,44
2019-95 COU 47604	N	0,00	A-1	166 320,00	20,33	V	(Livret A + 0.75)-Floor 0 sur Livret A	1,250	7 920,00	2 079,00	0,00	1 314,50
2019-97 COU 63177	N	0,00	A-1	129 971,13	21,58	F	Taux fixe à 2.01 %	2,010	4 823,26	2 557,02	0,00	409,18
1643 Emprunts en devises (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
16441 Emprunts assortis d'une option de tirage sur ligne de trésorerie (total) (9)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
2005-00 050405	N	0,00	A-1	0,00	4,96	V	(TAM(Postfixé) + 0.05)-Floor -0.05 sur TAM(Postfixé)	0,000	0,00	0,00	0,00	0,00

Nature (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat)	Emprunts et dettes au 01/01/N											
						Taux d'intérêt			Annuité de l'exercice			
	Couverture ? O/N (10)	Montant couvert	Catégorie d'emprunt après couverture éventuelle (11)	Capital restant dû au 01/01/N	Durée résiduelle (en années)	Type de taux (12)	Index (13)	Niveau de taux d'intérêt à la date de vote du budget (14)	Capital	Charges d'intérêt (15)	Intérêts perçus (le cas échéant) (16)	ICNE de l'exercice
165 Dépôts et cautionnements reçus (Total)		**0,00**		**0,00**					**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
167 Emprunts et dettes assortis de conditions particulières (Total)		**0,00**		**0,00**					**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
1675 Dettes pour METP et PPP (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
1678 Autres emprunts et dettes (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
168 Emprunts et dettes assimilés (Total)		**0,00**		**280 416,60**					**20 889,07**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
1681 Autres emprunts (total)		0,00		233 919,00					17 014,27	0,00	0,00	0,00
2009-01 1012105	N	0,00	A-1	4 927,20	3,80	F	Taux fixe à 0 %	0,000	1 231,80	0,00	0,00	0,00
2018-02 1076614	N	0,00	A-1	50 343,80	12,53	F	Taux fixe à 0 %	0,000	3 872,60	0,00	0,00	0,00
2020-02 CHI 1086556	N	0,00	A-1	178 648,00	14,71	F	Taux fixe à 0 %	0,000	11 909,87	0,00	0,00	0,00
1682 Bons à moyen terme négociables (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
1687 Autres dettes (total)		0,00		46 497,60					3 874,80	0,00	0,00	0,00
2017-05 1069411	N	0,00	A-1	46 497,60	11,55	F	Taux fixe à 0 %	0,000	3 874,80	0,00	0,00	0,00
Total général		**0,00**		**1 484 302,48**					**174 706,24**	**40 684,57**	**0,00**	**20 954,66**

(9) S'agissant des emprunts assortis d'une ligne de trésorerie, il faut faire ressortir le remboursement du capital de la dette prévue pour l'exercice correspondant au véritable endettement.

(10) Si l'emprunt est soumis à couverture, il convient de compléter le tableau « détail des opérations de couverture ».

(11) Catégorie d'emprunt. Exemple A-1 (cf. la classification des emprunts suivant la typologie de la circulaire IOCB1015077C du 25 juin 2010 sur les produits financiers offerts aux collectivités territoriales).

(12) Type de taux d'intérêt après opérations de couverture : F : fixe ; V : variable simple ; C : complexe (c'est-à-dire un taux variable qui n'est pas seulement défini comme la simple addition d'un taux usuel de référence et d'une marge exprimée en point de pourcentage).

(13) Mentionner l'index en cours au 01/01/N après opérations de couverture.

(14) Taux après opérations de couverture éventuelles. Pour les emprunts à taux variable, indiquer le niveau à la date de vote du budget.

(15) Il s'agit des intérêts dus au titre du contrat initial et comptabilisés à l'article 66111 « Intérêts réglés à l'échéance » (intérêts décaissés) et intérêts éventuels dus au titre du contrat d'échange éventuel et comptabilisés à l'article 668.

(16) Indiquer les intérêts éventuellement reçus au titre du contrat d'échange éventuel et comptabilisés au 768.

IV – ANNEXES

ELEMENTS DU BILAN – ETAT DE LA DETTE – REPARTITION DES EMPRUNTS PAR STRUCTURE DE TAUX

IV

A1.3

A1.3 – REPARTITION DES EMPRUNTS PAR STRUCTURE DE TAUX (HORS A1)

Emprunts ventilés par structure de taux selon le risque le plus élevé (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat) (1)	Organisme prêteur ou chef de file	Nominal (2)	Capital restant dû au 01/01/N (3)	Type d'indices (4)	Durée du contrat	Dates des périodes bonifiées	Taux minimal (5)	Taux maximal (6)	Coût de sortie (7)	Taux maximal après couver-ture éventu-elle (8)	Niveau du taux à la date de vote du budget (9)	Intérêts à payer au cours de l'exercice (10)	Intérêts à percevoir au cours de l'exercice (le cas échéant) (11)	% par type de taux selon le capital restant dû
Echange de taux, taux variable simple plafonné (cap) ou encadré (tunnel) (A)														
TOTAL (A)		**0,00**	**0,00**						**0,00**			**0,00**	**0,00**	**0,00**
Barrière simple (B)														
TOTAL (B)		**0,00**	**0,00**						**0,00**			**0,00**	**0,00**	**0,00**
Option d'échange (C)														
TOTAL (C)		**0,00**	**0,00**						**0,00**			**0,00**	**0,00**	**0,00**
Multiplicateur jusqu'à 3 ou multiplicateur jusqu'à 5 capé (D)														
TOTAL (D)		**0,00**	**0,00**						**0,00**			**0,00**	**0,00**	**0,00**
Multiplicateur jusqu'à 5 (E)														
TOTAL (E)		**0,00**	**0,00**						**0,00**			**0,00**	**0,00**	**0,00**
Autres types de structures (F)														
TOTAL (F)		**0,00**	**0,00**						**0,00**			**0,00**	**0,00**	**0,00**
TOTAL GENERAL		**0,00**	**0,00**						**0,00**			**0,00**	**0,00**	**0,00**

(1) Répartir les emprunts selon le type de structure de taux (de A à F selon la classification de la charte de bonne conduite) en fonction du risque le plus élevé à courir sur toute la durée de vie du contrat de prêt et après opérations de couverture éventuelles.

(2) Nominal : montant emprunté à l'origine. En cas de couverture partielle d'un emprunt, indiquer séparément sur deux lignes la part du nominal couvert et la part non couverte.

(3) En cas de couverture partielle d'un emprunt, indiquer séparément sur deux lignes la part du capital restant dû couvert et la part non couverte.

(4) Indiquer la classification de l'indice sous-jacent suivant la typologie de la circulaire du 25 juin 2010 sur les produits financiers (de 1 à 6). 1 : Indice zone euro / 2 : Indices inflation française ou zone euro ou écart entre ces indices / 3 : Ecart indice zone euro / 4 : Indices hors zone euro ou écart d'indices dont l'un est hors zone euro / 5 : écarts d'indices hors zone euro / 6 : autres indices.

(5) Taux hors opération de couverture. Indiquer le montant, l'index ou la formule correspondant au taux minimal du contrat de prêt sur toute la durée du contrat.

(6) Taux hors opération de couverture. Indiquer le montant, l'index ou la formule correspondant au taux maximal du contrat de prêt sur toute la durée du contrat.

(7) Coût de sortie : indiquer le montant de l'indemnité contractuelle de remboursement définitif de l'emprunt au 01/01/N ou le cas échéant, à la prochaine date d'échéance.

(8) Montant, index ou formule.

(9) Indiquer le niveau de taux après opérations de couverture éventuelles. Pour les emprunts à taux variables, indiquer le niveau du taux à la date de vote du budget.

(10) Indiquer les intérêts à payer au titre du contrat initial et comptabilisés à l'article 66111 et des intérêts éventuels à payer au titre du contrat d'échange et comptabilisés à l'article 668.

(11) Indiquer les intérêts à percevoir au titre du contrat d'échange et comptabilisés au 768.

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN – ETAT DE LA DETTE – TYPOLOGIE DE LA REPARTITION DE L'ENCOURS	A1.4

A1.4 – TYPOLOGIE DE LA REPARTITION DE L'ENCOURS (1)

Structure	Indices sous-jacents	(1) Indices zone euro	(2) Indices inflation française ou zone euro ou écart entre ces indices	(3) Ecarts d'indices zone euro	(4) Indices hors zone euro et écarts d'indices dont l'un est un indice hors zone euro	(5) Ecarts d'indices hors zone euro	(6) Autres indices
(A) Taux fixe simple. Taux variable simple. Echange de taux fixe contre taux variable ou inversement. Echange de taux structuré contre taux variable ou taux fixe (sens unique). Taux variable simple plafonné (*cap*) ou encadré (*tunnel*)	Nombre de produits	14	0	0	0	0	
	% de l'encours	100,02	0,00	0,00	0,00	0,00	
	Montant en euros	1 484 302,48	0,00	0,00	0,00	0,00	
(B) Barrière simple. Pas d'effet de levier	Nombre de produits	0	0	0	0	0	
	% de l'encours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
	Montant en euros	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
(C) Option d'échange (*swaption*)	Nombre de produits	0	0	0	0	0	
	% de l'encours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
	Montant en euros	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
(D) Multiplicateur jusqu'à 3 ; multiplicateur jusqu'à 5 capé	Nombre de produits	0	0	0	0	0	
	% de l'encours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
	Montant en euros	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
(E) Multiplicateur jusqu'à 5	Nombre de produits	0	0	0	0	0	
	% de l'encours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
	Montant en euros	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
(F) Autres types de structures	Nombre de produits						0
	% de l'encours						0,00
	Montant en euros						0,00

(1) Cette annexe retrace le stock de dette au 01/01/N après opérations de couverture éventuelles.

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN METHODES UTILISEES POUR LES AMORTISSEMENTS	A2

A2 – AMORTISSEMENTS – METHODES UTILISEES

CHOIX DE L'ASSEMBLEE DELIBERANTE	Délibération du
Biens de faible valeur Seuil unitaire en deçà duquel les immobilisations de peu de valeur s'amortissent sur un an (article R. 2321-1 du CGCT) : 1000.00 €	2019-10-10

Procédure d'amortissement (linéaire, dégressif, variable)	Catégories de biens amortis	Durée (en années)	
L	Frais détudes, de recherche et de développement (non suivi de travaux)	5	10/10/2019
L	Frais dinsertion (non suivi de travaux)	5	10/10/2019
L	Concession et droits similaires (dont logiciel)	5	10/10/2019
L	Autres immobilisations incorporelles	5	10/10/2019
L	Constructions bâtiments	30	10/10/2019
L	Réseaux dadduction deau	40	10/10/2019
L	Matériel industriel	15	10/10/2019
L	Outillage industriel	5	10/10/2019
L	Matériel spécifique d'exploitation (exemple : compteur)	15	10/10/2019
L	Aménagement du matériel et outillage industriel	15	10/10/2019
L	Agencements et aménagements divers	15	10/10/2019
L	Matériel de transport - Véhicules légers	10	10/10/2019
L	Matériel de transport Camions et véhicules industriels	10	10/10/2019
L	Matériel de transport Deux roues	5	10/10/2019
L	Matériels informatiques	5	10/10/2019
L	Mobiliers	10	10/10/2019
L	Autres immobilisations corporelles (petits matériels de bureau, électrique, électronique)	5	10/10/2019
L	Autres immobilisations corporelles (outillage)	10	10/10/2019

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN EQUILIBRE DES OPERATIONS FINANCIERES – DEPENSES	A4.1

DEPENSES A COUVRIR PAR DES RESSOURCES PROPRES

Art. (1)	Libellé (1)	Propositions nouvelles	Vote (2)	
DEPENSES TOTALES A COUVRIR PAR DES RESSOURCES PROPRES =A + B		**265 000,00**	**I**	**265 000,00**
16 Emprunts et dettes assimilées (A)		**175 000,00**		**175 000,00**
1631	Emprunts obligataires	0,00		0,00
1641	Emprunts en euros	154 000,00		154 000,00
1643	Emprunts en devises	0,00		0,00
16441	Opérat° afférentes à l'emprunt	0,00		0,00
1678	Autres emprunts et dettes	0,00		0,00
1681	Autres emprunts	0,00		0,00
1682	Bons à moyen terme négociables	0,00		0,00
1687	Autres dettes	21 000,00		21 000,00
Dépenses et transferts à déduire des ressources propres (B)		**90 000,00**		**90 000,00**
10…	*Reprise de dotations, fonds divers et réserves*			
10…	Reversement de dotations, fonds divers et réserves			
139	*Subv. invest. transférées cpte résultat*	*90 000,00*		*90 000,00*
020	Dépenses imprévues	0,00		0,00

	Op. de l'exercice I	Restes à réaliser en dépenses de l'exercice précédent (3) (4)	Solde d'exécution D001 (3) (4)	TOTAL II
Dépenses à couvrir par des ressources propres	**265 000,00**	**0,00**	**0,00**	**265 000,00**

(1) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes.

(2) Crédits de l'exercice votés lors de la séance.

(3) Inscrire uniquement si le compte administratif est voté ou en cas de reprise anticipée des résultats de l'exercice précédent.

(4) Indiquer le montant correspondant figurant en II - Présentation générale du budget – vue d'ensemble.

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN EQUILIBRE DES OPERATIONS FINANCIERES – RECETTES	A4.2

RESSOURCES PROPRES

Art. (1)	Libellé (1)	Propositions nouvelles	Vote (2)	
RECETTES (RESSOURCES PROPRES) = a + b		**2 337 900,00**	**III**	**2 337 900,00**
Ressources propres externes de l'année (a)		**400 000,00**		**400 000,00**
10222	FCTVA	0,00		0,00
10228	Autres fonds globalisés	0,00		0,00
26…	*Participations et créances rattachées*			
27…	*Autres immobilisations financières*			
2762	Créances transfert droit déduct° TVA	400 000,00		400 000,00
Ressources propres internes de l'année (b) (3)		**1 937 900,00**		**1 937 900,00**
15…	*Provisions pour risques et charges*			
169	*Primes de remboursement des obligations*	*0,00*		*0,00*
26…	*Participations et créances rattachées*			
27…	*Autres immobilisations financières*			
28…	*Amortissement des immobilisations*			
281351	*Aménagement Bâtiments d'exploitation*	*802 000,00*		*802 000,00*
281531	*Réseaux d'adduction d'eau*	*640 000,00*		*640 000,00*
2817351	*Aménagt Bât. d'exploitation (mad)*	*5 000,00*		*5 000,00*
2817531	*Réseaux d'adduction d'eau (mad)*	*8 000,00*		*8 000,00*
2817561	*Service de distribution d'eau (mad)*	*60 000,00*		*60 000,00*
29…	*Dépréciation des immobilisations*			
39…	*Dépréciat° des stocks et en-cours*			
481…	*Charges à répartir plusieurs exercices*			
021	*Virement de la section d'exploitation*	*422 900,00*		*422 900,00*

	Opérations de l'exercice III	Restes à réaliser en recettes de l'exercice précédent (4) (5)	Solde d'exécution R001 (4) (5)	Affectation R106 (4)	TOTAL IV
Total ressources propres disponibles	**2 337 900,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**2 337 900,00**

		Montant
Dépenses à couvrir par des ressources propres	II	**265 000,00**
Ressources propres disponibles	IV	**2 337 900,00**
Solde	V = IV – II (6)	**2 072 900,00**

(1) Les comptes 15, 169, 26, 27, 28, 29, 39 et 481 sont à détailler conformément au plan de comptes.

(2) Crédits de l'exercice votés lors de la séance.

(3) Les comptes 15, 29 et 39 sont présentés uniquement si la commune ou l'établissement applique le régime des provisions budgétaires.

(4) Inscrire uniquement si le compte administratif est voté ou en cas de reprise anticipée des résultats de l'exercice précédent.

(5) Indiquer le montant correspondant figurant en II - Présentation générale du budget – vue d'ensemble.

(6) Indiquer le signe algébrique.

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN – DETAIL DES OPERATIONS POUR COMPTE DE TIERS	A7

A7 – CHAPITRE D'OPERATIONS POUR COMPTE DE TIERS (Détail) (1)

(1) Ouvrir un cadre par opération pour compte de tiers.

(2) Ensemble des réalisations connues (hors restes à réaliser).

(3) A remplir uniquement en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent, soit après le vote du compte administratif, soit en cas de reprise anticipée des résultats.

(4) Total = Restes à réaliser N-1 + Nouveaux crédits votés.

(5) Inscrire le chapitre et la nature des travaux.

(6) Le chapitre 45 doit être détaillé conformément au plan de comptes, tant en dépenses qu'en recettes.

(7) Indiquer le chapitre.

IV – ANNEXES	IV
ARRETE ET SIGNATURES	D

Nombre de membres en exercice : 0
Nombre de membres présents : 0
Nombre de suffrages exprimés : 0
VOTES :
Pour : 0
Contre : 0
Abstentions : 0

Date de convocation :

Présenté par (1) ,
A le
(1) ,

Délibéré par l'assemblée (2), réunie en session
A , le
Les membres de l'assemblée délibérante (2),

.

Certifié exécutoire par (1) , compte tenu de la transmission en préfecture, le , et de la publication le

A ,le

(1) Indiquer le « président du conseil d'administration » ou l'exécutif de la collectivité de rattachement : maire, président du conseil général,…
(2) L'assemblée délibérante étant : .

REPUBLIQUE FRANÇAISE

Numéro SIRET 20006711400054	COLLECTIVITE DE RATTACHEMENT COMMUNAUTE DE L'AUXERROIS

POSTE COMPTABLE DE : TRESORERIE AUXERRE

SERVICE PUBLIC LOCAL

M. 43 (1)

Budget primitif

BUDGET : MOBILITE DURABLE (2)

ANNEE 2021

(1) Compléter en fonction du service public local et du plan de comptes utilisé : M. 4, M. 41, M. 42, M. 43, M. 44 ou M. 49.

(2) Indiquer le budget concerné : budget principal ou libellé du budget annexe.

Sommaire

I - Informations générales

Modalités de vote du budget 3

II - Présentation générale du budget

A1 - Vue d'ensemble - Sections 4
A2 - Vue d'ensemble - Section d'exploitation - Chapitres 5
A3 - Vue d'ensemble - Section d'investissement - Chapitres 7
B1 - Balance générale du budget - Dépenses 9
B2 - Balance générale du budget - Recettes 10

III - Vote du budget

A1 - Section d'exploitation - Détail des dépenses 12
A2 - Section d'exploitation - Détail des recettes 14
B1 - Section d'investissement - Détail des dépenses 15
B2 - Section d'investissement - Détail des recettes 16
B3 - Opérations d'équipement - Détail des chapitres et articles 17

IV - Annexes

A - Eléments du bilan

A1.1 - Etat de la dette - Détail des crédits de trésorerie Sans Objet
A1.2 - Etat de la dette - Répartition par nature de dette 18
A1.3 - Etat de la dette - Répartition des emprunts par structure de taux 22
A1.4 - Etat de la dette - Typologie de la répartition de l'encours 23
A1.5 - Etat de la dette - Détail des opérations de couverture Sans Objet
A1.6 - Etat de la dette - Autres dettes Sans Objet
A2 - Méthodes utilisées pour les amortissements 24
A3.1 - Etat des provisions et des dépréciations Sans Objet
A3.2 - Etalement des provisions Sans Objet
A4.1 - Equilibre des opérations financières - Dépenses 25
A4.2 - Equilibre des opérations financières - Recettes 26
A5.1.1 - Etat de ventilation des dépenses et recettes des services d'eau et d'assainissement - Exploitation (1) Sans Objet
A5.1.2 - Etat de ventilation des dépenses et recettes des services d'eau et d'assainissement - Investissement (1) Sans Objet
A5.2.1 - Etat de ventilation des dép. et rec. des services d'assainissement collectif et non collectif - Exploitation (1) Sans Objet
A5.2.2 - Etat de ventilation des dép. et rec. des services d'assainissement collectif et non collectif - Investissement (1) Sans Objet
A6 - Etat des charges transférées Sans Objet
A7 - Détail des opérations pour compte de tiers Sans Objet

B - Engagements hors bilan

B1.1 - Etat des emprunts garantis par la régie Sans Objet
B1.2 - Calcul du ratio d'endettement relatif aux garanties d'emprunt Sans Objet
B1.3 - Subventions versées dans le cadre du vote du budget Sans Objet
B1.4 - Etat des contrats de crédit-bail Sans Objet
B1.5 - Etat des contrats de partenariat public-privé Sans Objet
B1.6 - Etat des autres engagements donnés Sans Objet
B1.7 - Etat des engagements reçus Sans Objet
B2.1 - Etat des autorisations de programme et des crédits de paiement afférents 27
B2.2 - Etat des autorisations d'engagement et des crédits de paiement afférents Sans Objet

C - Autres éléments d'informations

C1.1 - Etat du personnel Sans Objet
C1.2 - Etat du personnel de la collectivité ou de l'établissement de rattachement employé par la régie Sans Objet
C2 - Liste des organismes dans lesquels a été pris un engagement financier (2) Sans Objet
C3 - Liste des services individualisés dans un budget annexe (3) Sans Objet

D - Arrêté et signatures

D - Arrêté et signatures 28

(1) Ces états ne sont obligatoires que pour les régies rattachées à des communes et groupements de communes de moins de 3 000 habitants ayant décidé d'établir un budget unique pour leurs services de distribution d'eau potable et d'assainissement dans les conditions fixées par l'article L. 2224-6 du CGCT. Ils n'existent qu'en M. 49.
(2) Ces états ne sont obligatoires que pour les régies rattachées à des communes de 3 500 habitants et plus (art. L. 2313-1 du CGCT), à des groupements comprenant au moins une commune de 3 500 habitants et plus (art. L. 5211-36 du CGCT, art L. 5711-1 CGCT) et à leurs établissements publics.
(3) Uniquement pour les services dotés de l'autonomie financière et de la personnalité morale.

Préciser, pour chaque annexe, si l'état est sans objet le cas échéant.

I – INFORMATIONS GENERALES	I
MODALITES DE VOTE DU BUDGET	

I – L'assemblée délibérante a voté le présent budget par nature :
- au niveau (1) du chapitre pour la section de fonctionnement ;
- au niveau (1) du chapitre pour la section d'investissement.
  - sans (2) les chapitres « opérations d'équipement » de l'état III B 3.

La liste des articles spécialisés sur lesquels l'ordonnateur ne peut procéder à des virements d'article à article est la suivante :

II – En l'absence de mention au paragraphe I ci-dessus, le budget est réputé voté par chapitre, et, en section d'investissement, sans chapitre de dépense « opération d'équipement ».

III – Les provisions sont (3) .

IV – La comparaison avec le budget précédent (cf. colonne « Pour mémoire ») s'effectue par rapport à la colonne du budget (4) cumulé de l'exercice précédent.

V – Le présent budget a été voté (5) sans reprise des résultats de l'exercice N-1.

(1) A compléter par « du chapitre » ou « de l'article ».

(2) Indiquer « avec » ou « sans » les chapitres opérations d'équipement.

(3) A compléter par un seul des deux choix suivants :
- semi-budgétaires (pas d'inscription en recette de la section d'investissement),
- budgétaires (délibération n° ……. du …….).

(4) Indiquer « primitif de l'exercice précédent » ou « cumulé de l'exercice précédent ».

(5) A compléter par un seul des trois choix suivants :
- sans reprise des résultats de l'exercice N-1,
- avec reprise des résultats de l'exercice N-1 après le vote du compte administratif,
- avec reprise anticipée des résultats de l'exercice N-1.

II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET	II
VUE D'ENSEMBLE	A1

EXPLOITATION

		DEPENSES DE LA SECTION D'EXPLOITATION	RECETTES DE LASECTION D'EXPLOITATION
VOTE	CREDITS DE FONCTIONNEMENT VOTES AU TITRE DU PRESENT BUDGET (1)	7 844 400,00	7 844 400,00
	+	+	+
REPORTS	RESTES A REALISER (R.A.R) DE L'EXERCICE PRECEDENT (2)	0,00	0,00
REPORTS	002 RESULTAT D'EXPLOITATION REPORTE (2)	(si déficit) 0,00	(si excédent) 0,00
	=	=	=
	TOTAL DE LA SECTION D'EXPLOITATION (3)	7 844 400,00	7 844 400,00

INVESTISSEMENT

		DEPENSES DE LA SECTION D'INVESTISSEMENT	RECETTES DE LASECTION D'INVESTISSEMENT
VOTE	CREDITS D'INVESTISSEMENT (1) VOTES AU TITRE DU PRESENT BUDGET (y compris les comptes 1064 et 1068)	2 454 800,00	2 454 800,00
	+	+	+
REPORTS	RESTES A REALISER (R.A.R) DE L'EXERCICE PRECEDENT (2)	0,00	0,00
REPORTS	001 SOLDE D'EXECUTION DE LA SECTION D'INVESTISSEMENT REPORTE (2)	(si solde négatif) 0,00	(si solde positif) 0,00
	=	=	=
	TOTAL DE LA SECTION D'INVESTISSEMENT (3)	2 454 800,00	2 454 800,00

TOTAL

TOTAL DU BUDGET (3)	10 299 200,00	10 299 200,00

(1) Au budget primitif, les crédits votés correspondent aux crédits votés lors de cette étape budgétaire. De même, pour les décisions modificatives et le budget supplémentaire, les crédits votés correspondent aux crédits votés lors de l'étape budgétaire sans sommation avec ceux antérieurement votés lors du même exercice.
(2) A servir uniquement en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent, soit après le vote du compte administratif, soit en cas de reprise anticipée des résultats.
Pour la section d'exploitation, les RAR sont constitués par l'ensemble des dépenses engagées et n'ayant pas donné lieu à service fait au 31 décembre de l'exercice précédent. En recettes, il s'agit des recettes certaines n'ayant pas donné lieu à l'émission d'un titre au 31/12 de l'exercice précédent.
Pour la section d'investissement, les RAR correspondent aux dépenses engagées non mandatées au 31/12 de l'exercice précédent telles qu'elles ressortent de la comptabilité des engagements et aux recettes certaines n'ayant pas donné lieu à l'émission d'un titre au 31/12 de l'exercice précédent.
(3) Total de la section d'exploitation = RAR + résultat reporté + crédits d'exploitation votés.

Total de la section d'investissement = RAR + solde d'exécution reporté + crédits d'investissement votés.

Total du budget = Total de la section d'exploitation + Total de la section d'investissement.

II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET	II
SECTION D'EXPLOITATION – CHAPITRES	A2

DEPENSES D'EXPLOITATION

Chap.	Libellé	Pour mémoire budget précédent (1)	Restes à réaliser N-1 (2)	Propositions nouvelles	VOTE (3)	TOTAL (= RAR + vote)
011	Charges à caractère général	228 663,00	0,00	7 354 960,00	7 354 960,00	7 354 960,00
012	Charges de personnel, frais assimilés	87 867,00	0,00	217 700,00	217 700,00	217 700,00
014	Atténuations de produits	3 000,00	0,00	3 000,00	3 000,00	3 000,00
65	Autres charges de gestion courante	6 205 870,00	0,00	32 000,00	32 000,00	32 000,00
Total des dépenses de gestion des services		**6 525 400,00**	**0,00**	**7 607 660,00**	**7 607 660,00**	**7 607 660,00**
66	Charges financières	30 000,00	0,00	30 140,00	30 140,00	30 140,00
67	Charges exceptionnelles	176 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
68	Dotations aux provisions et dépréciat° (4)	0,00		0,00	0,00	0,00
69	Impôts sur les bénéfices et assimilés (5)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
022	Dépenses imprévues	0,00		0,00	0,00	0,00
Total des dépenses réelles d'exploitation		**6 731 400,00**	**0,00**	**7 637 800,00**	**7 637 800,00**	**7 637 800,00**
023	*Virement à la section d'investissement (6)*	*0,00*		*116 600,00*	*116 600,00*	*116 600,00*
042	*Opérat° ordre transfert entre sections (6)*	*90 000,00*		*90 000,00*	*90 000,00*	*90 000,00*
043	*Opérat° ordre intérieur de la section (6)*	*0,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
Total des dépenses d'ordre d'exploitation		***90 000,00***		***206 600,00***	***206 600,00***	***206 600,00***
TOTAL		**6 821 400,00**	**0,00**	**7 844 400,00**	**7 844 400,00**	**7 844 400,00**

+

D 002 RESULTAT REPORTE OU ANTICIPE (2)	0,00

=

TOTAL DES DEPENSES D'EXPLOITATION CUMULEES	7 844 400,00

RECETTES D'EXPLOITATION

Chap.	Libellé	Pour mémoire budget précédent (1)	Restes à réaliser N-1 (2)	Propositions nouvelles	VOTE (3)	TOTAL (= RAR + vote)
013	Atténuations de charges	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
70	Ventes produits fabriqués, prestations	0,00	0,00	1 011 000,00	1 011 000,00	1 011 000,00
73	Produits issus de la fiscalité (7)	2 949 847,27	0,00	3 803 000,00	3 803 000,00	3 803 000,00
74	Subventions d'exploitation	1 755 000,00	0,00	1 757 000,00	1 757 000,00	1 757 000,00
75	Autres produits de gestion courante	0,00	0,00	25 000,00	25 000,00	25 000,00
Total des recettes de gestion des services		**4 704 847,27**	**0,00**	**6 596 000,00**	**6 596 000,00**	**6 596 000,00**
76	Produits financiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
77	Produits exceptionnels	2 100 000,00	0,00	1 232 000,00	1 232 000,00	1 232 000,00
78	Reprises sur provisions et dépréciations (4)	0,00		0,00	0,00	0,00
Total des recettes réelles d'exploitation		**6 804 847,27**	**0,00**	**7 828 000,00**	**7 828 000,00**	**7 828 000,00**
042	*Opérat° ordre transfert entre sections (6)*	*16 400,00*		*16 400,00*	*16 400,00*	*16 400,00*
043	*Opérat° ordre intérieur de la section (6)*	*0,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
Total des recettes d'ordre d'exploitation		***16 400,00***		***16 400,00***	***16 400,00***	***16 400,00***
TOTAL		**6 821 247,27**	**0,00**	**7 844 400,00**	**7 844 400,00**	**7 844 400,00**

+

R 002 RESULTAT REPORTE OU ANTICIPE (2)	0,00

=

TOTAL DES RECETTES D'EXPLOITATION CUMULEES	7 844 400,00

Pour information :

AUTOFINANCEMENT PREVISIONNEL DÉGAGÉ AU PROFIT DE LA SECTION D'INVESTISSEMENT (8)	190 200,00

Il s'agit, pour un budget voté en équilibre, des ressources propres correspondant à l'excédent des recettes réelles de fonctionnement sur les dépenses réelles de fonctionnement. Il sert à financer le remboursement du capital de la dette et les nouveaux investissements de la régie.

(1) Cf. Modalités de vote I.

(2) Inscrire en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent (après vote du compte administratif ou si reprise anticipée des résultats).

(3) Le vote de l'organe délibérant porte uniquement sur les propositions nouvelles.

(4) Si la régie applique le régime des provisions semi-budgétaires, ainsi que pour la dotation aux dépréciations des stocks de fournitures et de marchandises, des créances et des valeurs mobilières de placement, aux dépréciations des comptes de tiers et aux dépréciations des comptes financiers.

(5) Ce chapitre n'existe pas en M. 49.

(6) DE 023 = RI 021 ; DI 040 = RE 042 ; RI 040 = DE 042 ; DI 041 = RI 041 ; DE 043 = RE 043.

(7) Ce chapitre existe uniquement en M. 41, M. 43 et M. 44.

(8) Solde de l'opération *DE 023 + DE 042 – RE 042* ou solde de l'opération *RI 021 + RI 040 – DI 040*.

II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET	II
SECTION D'INVESTISSEMENT – CHAPITRES	A3

DEPENSES D'INVESTISSEMENT

Chap.	Libellé	Pour mémoire budget précédent (1)	Restes à réaliser N-1 (2)	Propositions nouvelles	VOTE (3)	TOTAL (= RAR + vote)
20	Immobilisations incorporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	48 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	-1 540 244,44	0,00	0,00	0,00	0,00
	Total des opérations d'équipement	1 525 000,00	0,00	2 248 200,00	2 248 200,00	2 248 200,00
	Total des dépenses d'équipement	**32 755,56**	**0,00**	**2 248 200,00**	**2 248 200,00**	**2 248 200,00**
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	150 000,00	0,00	190 200,00	190 200,00	190 200,00
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie) (5)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participat° et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
020	Dépenses imprévues	0,00		0,00	0,00	0,00
	Total des dépenses financières	**150 000,00**	**0,00**	**190 200,00**	**190 200,00**	**190 200,00**
45…	**Total des opérations pour compte de tiers (6)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Total des dépenses réelles d'investissement		**182 755,56**	**0,00**	**2 438 400,00**	**2 438 400,00**	**2 438 400,00**
040	*Opérat° ordre transfert entre sections (4)*	*16 400,00*		*16 400,00*	*16 400,00*	*16 400,00*
041	*Opérations patrimoniales (4)*	*0,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
Total des dépenses d'ordre d'investissement		***16 400,00***		***16 400,00***	***16 400,00***	***16 400,00***
TOTAL		**199 155,56**	**0,00**	**2 454 800,00**	**2 454 800,00**	**2 454 800,00**

+

D 001 SOLDE D'EXECUTION NEGATIF REPORTE OU ANTICIPE (1)	0,00

=

TOTAL DES DEPENSES D'INVESTISSEMENT CUMULEES	2 454 800,00

RECETTES D'INVESTISSEMENT

Chap.	Libellé	Pour mémoire budget précédent (1)	Restes à réaliser N-1 (2)	Propositions nouvelles	VOTE (3)	TOTAL (= RAR + vote)
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées (hors 165)	0,00	0,00	2 248 200,00	2 248 200,00	2 248 200,00
20	Immobilisations incorporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	Total des recettes d'équipement	**0,00**	**0,00**	**2 248 200,00**	**2 248 200,00**	**2 248 200,00**
10	Dotations, fonds divers et réserves	10 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
106	Réserves (7)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
165	Dépôts et cautionnements reçus	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie) (5)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participat° et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	Total des recettes financières	**10 000,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
45…	**Total des opérations pour le compte de tiers (6)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Total des recettes réelles d'investissement		**10 000,00**	**0,00**	**2 248 200,00**	**2 248 200,00**	**2 248 200,00**
021	*Virement de la section d'exploitation (4)*	*0,00*		*116 600,00*	*116 600,00*	*116 600,00*
040	*Opérat° ordre transfert entre sections (4)*	*90 000,00*		*90 000,00*	*90 000,00*	*90 000,00*
041	*Opérations patrimoniales (4)*	*0,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
Total des recettes d'ordre d'investissement		***90 000,00***		***206 600,00***	***206 600,00***	***206 600,00***
TOTAL		**100 000,00**	**0,00**	**2 454 800,00**	**2 454 800,00**	**2 454 800,00**

+

R 001 SOLDE D'EXECUTION POSITIF REPORTE OU ANTICIPE (2)	0,00

=

TOTAL DES RECETTES D'INVESTISSEMENT CUMULEES	2 454 800,00

Pour information :

Il s'agit, pour un budget voté en équilibre, des ressources propres correspondant à l'excédent des recettes réelles de fonctionnement sur les dépenses réelles de fonctionnement. Il sert à financer le remboursement du capital de la dette et les nouveaux investissements de la régie.

AUTOFINANCEMENT PREVISIONNEL DÉGAGÉ PAR LA SECTION DE FONCTIONNEMENT (8)	**190 200,00**

(1) cf. Modalités de vote I.

(2) Inscrire en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent (après vote du compte administratif ou si reprise anticipée des résultats).

(3) Le vote de l'organe délibérant porte uniquement sur les propositions nouvelles.

(4) DE 023 = RI 021 ; DI 040 = RE 042 ; RI 040 = DE 042 ; DI 041 = RI 041 ; DE 043 = RE 043.

(5) A servir uniquement, en dépense, lorsque la régie effectue une dotation initiale en espèces au profit d'un service public non personnalisé qu'elle crée et, en recettes, lorsque le service non personnalisé reçoit une dotation en espèces de la part de sa collectivité de rattachement.

(6) Seul le total des opérations réelles pour compte de tiers figure sur cet état (voir le détail Annexe IV-A7).

(7) Le compte 106 n'est pas un chapitre mais un article du chapitre 10.

(8) Solde de l'opération *DE 023 + DE 042 – RE 042* ou solde de l'opération *RI 021 + RI 040 – DI 040*.

II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET — II
BALANCE GENERALE DU BUDGET — B1

1 – DEPENSES (du présent budget + restes à réaliser)

	EXPLOITATION	Opérations réelles (1)	Opérations d'ordre (2)	TOTAL
011	Charges à caractère général	7 354 960,00		7 354 960,00
012	Charges de personnel, frais assimilés	217 700,00		217 700,00
014	Atténuations de produits	3 000,00		3 000,00
60	*Achats et variation des stocks (3)*		*0,00*	0,00
65	Autres charges de gestion courante	32 000,00		32 000,00
66	Charges financières	30 140,00	*0,00*	30 140,00
67	Charges exceptionnelles	0,00	*0,00*	0,00
68	Dot. Amortist, dépréciat°, provisions	0,00	*90 000,00*	90 000,00
69	Impôts sur les bénéfices et assimilés (4)	0,00		0,00
71	*Production stockée (ou déstockage) (3)*		*0,00*	0,00
022	Dépenses imprévues	0,00		0,00
023	*Virement à la section d'investissement*		*116 600,00*	116 600,00
	Dépenses d'exploitation – Total	**7 637 800,00**	***206 600,00***	**7 844 400,00**

\+

D 002 RESULTAT REPORTE OU ANTICIPE	**0,00**

=

TOTAL DES DEPENSES D'EXPLOITATION CUMULEES	**7 844 400,00**

	INVESTISSEMENT	Opérations réelles (1)	Opérations d'ordre (2)	TOTAL
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	*0,00*	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	*16 400,00*	16 400,00
14	*Prov. Réglementées, amort. dérogatoires*		*0,00*	0,00
15	*Provisions pour risques et charges (5)*		*0,00*	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées (sauf 1688 non budgétaire)	190 200,00	*0,00*	190 200,00
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie)	0,00		0,00
	Total des opérations d'équipement	2 248 200,00		2 248 200,00
20	Immobilisations incorporelles (6)	0,00	*0,00*	0,00
21	Immobilisations corporelles (6)	0,00	*0,00*	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation (6)	0,00	*0,00*	0,00
23	Immobilisations en cours (6)	0,00	*0,00*	0,00
26	Participations et créances rattachées	0,00	*0,00*	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	*0,00*	0,00
28	*Amortissement des immobilisations (reprises)*		*0,00*	0,00
29	*Dépréciation des immobilisations*		*0,00*	0,00
39	*Dépréciat° des stocks et en-cours*		*0,00*	0,00
45…	Opérations pour compte de tiers (7)	0,00	*0,00*	0,00
481	*Charges à répartir plusieurs exercices*		*0,00*	0,00
3…	Stocks	0,00	*0,00*	0,00
020	Dépenses imprévues	0,00		0,00
	Dépenses d'investissement – Total	**2 438 400,00**	***16 400,00***	**2 454 800,00**

\+

D 001 SOLDE D'EXECUTION NEGATIF REPORTE OU ANTICIPE	**0,00**

=

TOTAL DES DEPENSES D'INVESTISSEMENT CUMULEES	**2 454 800,00**

(1) Y compris les opérations relatives au rattachement des charges et des produits et les opérations d'ordre semi-budgétaires.

(2) Voir liste des opérations d'ordre.

(3) Permet de retracer les variations de stocks (sauf stocks de marchandises et de fournitures).

(4) Ce chapitre n'existe pas en M. 49.

(5) Si la régie applique le régime des provisions budgétaires.

(6) Hors chapitres « opérations d'équipement ».

(7) Seul le total des opérations pour compte de tiers figure sur cet état (voir le détail Annexe IV A7).

II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET	II
BALANCE GENERALE DU BUDGET	B2

2 – RECETTES (du présent budget + restes à réaliser)

	EXPLOITATION	Opérations réelles (1)	Opérations d'ordre (2)	TOTAL
013	Atténuations de charges	0,00		0,00
60	*Achats et variation des stocks (3)*		*0,00*	0,00
70	Ventes produits fabriqués, prestations	1 011 000,00		1 011 000,00
71	*Production stockée (ou déstockage) (3)*		*0,00*	0,00
72	*Production immobilisée*		*0,00*	0,00
73	Produits issus de la fiscalité (6)	3 803 000,00		3 803 000,00
74	Subventions d'exploitation	1 757 000,00		1 757 000,00
75	Autres produits de gestion courante	25 000,00		25 000,00
76	Produits financiers	0,00	*0,00*	0,00
77	Produits exceptionnels	1 232 000,00	*16 400,00*	1 248 400,00
78	Reprise amort., dépreciat° et provisions	0,00	*0,00*	0,00
79	*Transferts de charges*		*0,00*	0,00
	Recettes d'exploitation – Total	**7 828 000,00**	***16 400,00***	**7 844 400,00**

\+

R 002 RESULTAT REPORTE OU ANTICIPE	0,00

=

TOTAL DES RECETTES D'EXPLOITATION CUMULEES	7 844 400,00

	INVESTISSEMENT	Opérations réelles (1)	Opérations d'ordre (2)	TOTAL
10	Dotations, fonds divers et réserves (sauf 106)	0,00	*0,00*	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	*0,00*	0,00
14	*Prov. Réglementées, amort. dérogatoires*		*0,00*	0,00
15	*Provisions pour risques et charges (4)*		*0,00*	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées (sauf 1688 non budgétaire)	2 248 200,00	*0,00*	2 248 200,00
18	Comptes liaison : affectat° BA, régies	0,00	*0,00*	0,00
20	Immobilisations incorporelles	0,00	*0,00*	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	*0,00*	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	*0,00*	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	*0,00*	0,00
26	Participations et créances rattachées	0,00	*0,00*	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	*0,00*	0,00
28	*Amortissement des immobilisations*		*90 000,00*	90 000,00
29	*Dépréciation des immobilisations (4)*		*0,00*	0,00
39	*Dépréciat° des stocks et en-cours (4)*		*0,00*	0,00
45…	Opérations pour compte de tiers (5)	0,00	*0,00*	0,00
481	*Charges à répartir plusieurs exercices*		*0,00*	0,00
3…	Stocks	0,00	*0,00*	0,00
021	*Virement de la section d'exploitation*		*116 600,00*	116 600,00
	Recettes d'investissement – Total	**2 248 200,00**	***206 600,00***	**2 454 800,00**

\+

R 001 SOLDE D'EXECUTION POSITIF REPORTE OU ANTICIPE	0,00

\+

AFFECTATION AUX COMPTES 106	0,00

=

TOTAL DES RECETTES D'INVESTISSEMENT CUMULEES	2 454 800,00

(1) Y compris les opérations relatives au rattachement des charges et des produits et les opérations d'ordre semi-budgétaires.

(2) Voir liste des opérations d'ordre.

(3) Permet de retracer les variations de stocks (sauf stocks de marchandises et de fournitures).

(4) Si la régie applique le régime des provisions budgétaires.

(5) Seul le total des opérations pour compte de tiers figure sur cet état (voir le détail Annexe IV A7).

(6) Ce chapitre existe uniquement en M. 41, en M. 43 et en M. 44.

III – VOTE DU BUDGET	III
SECTION D'EXPLOITATION – DETAIL DES DEPENSES	A1

Chap / art (1)	Libellé (1)	Pour mémoire budget précédent (2)	Propositions nouvelles (3)	Vote (4)
011	**Charges à caractère général (5) (6)**	**228 663,00**	**7 354 960,00**	**7 354 960,00**
6061	Fournitures non stockables (eau, énergie	410,00	7 610,00	7 610,00
611	Sous-traitance générale	75 000,00	7 233 000,00	7 233 000,00
6132	Locations immobilières	19 000,00	19 000,00	19 000,00
614	Charges locatives et de copropriété	943,00	1 550,00	1 550,00
6226	Honoraires	0,00	87 000,00	87 000,00
6256	Missions	1 400,00	300,00	300,00
6281	Concours divers (cotisations)	4 000,00	4 000,00	4 000,00
6283	Frais de nettoyage des locaux	2 910,00	2 500,00	2 500,00
6287	Remboursements de frais	125 000,00	0,00	0,00
012	**Charges de personnel, frais assimilés**	**87 867,00**	**217 700,00**	**217 700,00**
6215	Personnel affecté par CL de rattachement	0,00	130 000,00	130 000,00
6331	Versement de transport	0,00	342,00	342,00
6332	Cotisations versées au F.N.A.L.	0,00	311,00	311,00
6336	Cotisations CNFPT et CDGFPT	0,00	560,00	560,00
6411	Salaires, appointements, commissions	87 867,00	44 940,00	44 940,00
6414	Indemnités et avantages divers	0,00	17 433,00	17 433,00
6451	Cotisations à l'U.R.S.S.A.F.	0,00	18 982,00	18 982,00
6453	Cotisations aux caisses de retraites	0,00	2 613,00	2 613,00
6454	Cotisations aux A.S.S.E.D.I.C.	0,00	2 519,00	2 519,00
014	**Atténuations de produits (7)**	**3 000,00**	**3 000,00**	**3 000,00**
739	Restitut° taxe Versement Transport	3 000,00	3 000,00	3 000,00
65	**Autres charges de gestion courante**	**6 205 870,00**	**32 000,00**	**32 000,00**
6531	Indemnités élus	23 870,00	31 000,00	31 000,00
6532	Frais de mission élus	0,00	500,00	500,00
6535	Formation élus	0,00	500,00	500,00
65714	Subv. équipt Communes	54 000,00	0,00	0,00
65734	Subv. exploitat° Communes	3 000,00	0,00	0,00
6574	Subv. exploitat° personne droit privé	6 125 000,00	0,00	0,00
TOTAL = DEPENSES DE GESTION DES SERVICES (a) = (011 + 012 + 014 + 65)		**6 525 400,00**	**7 607 660,00**	**7 607 660,00**
66	**Charges financières (b) (8)**	**30 000,00**	**30 140,00**	**30 140,00**
66111	Intérêts réglés à l'échéance	30 000,00	30 140,00	30 140,00
67	**Charges exceptionnelles (c)**	**176 000,00**	**0,00**	**0,00**
678	Autres charges exceptionnelles	176 000,00	0,00	0,00
68	**Dotations aux provisions et dépréciat° (d) (9)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
69	**Impôts sur les bénéfices et assimilés (e) (10)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
022	**Dépenses imprévues (f)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
TOTAL DES DEPENSES REELLES = a + b + c + d + e + f		**6 731 400,00**	**7 637 800,00**	**7 637 800,00**
023	***Virement à la section d'investissement***	***0,00***	***116 600,00***	***116 600,00***
042	***Opérat° ordre transfert entre sections (11) (12)***	***90 000,00***	***90 000,00***	***90 000,00***
6811	*Dot. amort. Immos incorp. et corporelles*	*90 000,00*	*90 000,00*	*90 000,00*
TOTAL DES PRELEVEMENTS AU PROFIT DE LA SECTION D'INVESTISSEMENT		***90 000,00***	***206 600,00***	***206 600,00***
043	***Opérat° ordre intérieur de la section***	**0,00**	**0,00**	**0,00**
TOTAL DES DEPENSES D'ORDRE		***90 000,00***	***206 600,00***	***206 600,00***
TOTAL DES DEPENSES D'EXPLOITATION DE L'EXERCICE (= Total des opérations réelles et d'ordre)		**6 821 400,00**	**7 844 400,00**	**7 844 400,00**

+

RESTES A REALISER N-1 (13)	**0,00**

+

D 002 RESULTAT REPORTE OU ANTICIPE (13)	**0,00**

=

TOTAL DES DEPENSES D'EXPLOITATION CUMULEES	**7 844 400,00**

Détail du calcul des ICNE au compte 66112 (8)

Montant des ICNE de l'exercice	0,00
- Montant des ICNE de l'exercice N-1	0,00
= Différence ICNE N – ICNE N-1	0,00

(1) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes appliqué par la commune ou l'établissement.

(2) Cf. Modalités de vote I.

(3) Hors restes à réaliser.

(4) Le vote de l'organe délibérant porte uniquement sur les propositions nouvelles.

(5) Le compte 621 est retracé au sein du chapitre 012.

(6) Le compte 634 est uniquement ouvert en M. 41.

(7) Le compte 739 est uniquement ouvert en M. 43 et en M. 44.

(8) Si le mandatement des ICNE de l'exercice est inférieur au montant de l'exercice N-1, le montant du compte 66112 sera négatif.

(9) Si la régie applique le régime des provisions semi-budgétaires, ainsi que pour la dotation aux dépréciations des stocks de fournitures et de marchandises, des créances et des valeurs mobilières de placement, aux dépréciations des comptes de tiers et aux dépréciations des comptes financiers.

(10) Ce chapitre n'existe pas en M. 49.

(11) Cf. définitions du chapitre des opérations d'ordre, *DE 042 = RI 040.*

(12) Le compte 6815 peut figurer dans le détail du chapitre 042 si la régie applique le régime des provisions budgétaires.

(13) Inscrire en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent (après vote du compte administratif ou si reprise anticipée des résultats).

III – VOTE DU BUDGET — III

SECTION D'EXPLOITATION – DETAIL DES RECETTES — A2

Chap / art(1)	Libellé (1)	Pour mémoire budget précédent (2)	Propositions nouvelles (3)	Vote (4)
013	**Atténuations de charges (5)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
70	**Ventes produits fabriqués, prestations**	**0,00**	**1 011 000,00**	**1 011 000,00**
7061	Transport de voyageur	0,00	1 011 000,00	1 011 000,00
73	**Produits issus de la fiscalité (6)**	**2 949 847,27**	**3 803 000,00**	**3 803 000,00**
734	Versement de transport	2 949 847,27	3 803 000,00	3 803 000,00
74	**Subventions d'exploitation**	**1 755 000,00**	**1 757 000,00**	**1 757 000,00**
7471	Subv. exploitat° État	455 000,00	457 000,00	457 000,00
7472	Subv. exploitat° Régions	1 100 000,00	1 100 000,00	1 100 000,00
7474	Subv. exploitat° Communes	200 000,00	200 000,00	200 000,00
75	**Autres produits de gestion courante**	**0,00**	**25 000,00**	**25 000,00**
7588	Autres	0,00	25 000,00	25 000,00
	TOTAL = RECETTES DE GESTION DES SERVICES (a) = 013 + 70 + 73 + 74 + 75	**4 704 847,27**	**6 596 000,00**	**6 596 000,00**
76	**Produits financiers (b)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
77	**Produits exceptionnels (c)**	**2 100 000,00**	**1 232 000,00**	**1 232 000,00**
774	Subventions exceptionnelles	2 100 000,00	1 232 000,00	1 232 000,00
78	**Reprises sur provisions et dépréciations (d) (7)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
	TOTAL DES RECETTES REELLES = a + b + c + d	**6 804 847,27**	**7 828 000,00**	**7 828 000,00**
042	***Opérat° ordre transfert entre sections (8) (9)***	***16 400,00***	***16 400,00***	***16 400,00***
777	*Quote-part subv invest transf cpte résul*	*16 400,00*	*16 400,00*	*16 400,00*
043	***Opérat° ordre intérieur de la section (8)***	***0,00***	***0,00***	***0,00***
	TOTAL DES RECETTES D'ORDRE	***16 400,00***	***16 400,00***	***16 400,00***
	TOTAL DES RECETTES D'EXPLOITATION DE L'EXERCICE (= Total des opérations réelles et d'ordre)	**6 821 247,27**	**7 844 400,00**	**7 844 400,00**

+

RESTES A REALISER N-1 (10)	**0,00**

+

R 002 RESULTAT REPORTE OU ANTICIPE (10)	**0,00**

=

TOTAL DES RECETTES D'EXPLOITATION CUMULEES	**7 844 400,00**

Détail du calcul des ICNE au compte 7622

Montant des ICNE de l'exercice	0,00
- Montant des ICNE de l'exercice N-1	0,00
= Différence ICNE N – ICNE N-1	0,00

(1) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes appliqué par la régie.

(2) Cf. Modalités de vote I.

(3) Hors restes à réaliser.

(4) Le vote de l'assemblée porte uniquement sur les propositions nouvelles.

(5) Le compte 699 n'existe pas en M. 49.

(6) Ce chapitre existe uniquement en M. 41, M. 43 et M. 44.

(7)Si la régie applique le régime des provisions semi-budgétaires, ainsi que pour la dotation aux dépréciations des stocks de fournitures et de marchandises, des créances et des valeurs mobilières de placement, aux dépréciations des comptes de tiers et aux dépréciations des comptes financiers.

(8) Cf. définitions du chapitre des opérations d'ordre, *RE 042 = DI 040, RE 043 = DE 043.*

(9) Le compte 7815 peut figurer dans le détail du chapitre 042 si la régie applique le régime des provisions budgétaires.

(10) Inscrire en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent (après vote du compte administratif ou si reprise anticipée des résultats).

III – VOTE DU BUDGET — III

SECTION D'INVESTISSEMENT – DETAIL DES DEPENSES — B1

Chap / art (1)	Libellé (1)	Pour mémoire budget précédent (2)	Propositions nouvelles (3)	Vote (4)
20	**Immobilisations incorporelles (hors opérations)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
21	**Immobilisations corporelles (hors opérations)**	**48 000,00**	**0,00**	**0,00**
2145	Construct° sol autrui - Installat° géné.	13 000,00	0,00	0,00
2153	Installations à caractère spécifique	10 000,00	0,00	0,00
2181	Installat° générales, agencements	25 000,00	0,00	0,00
22	**Immobilisations reçues en affectation (hors opérations)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
23	**Immobilisations en cours (hors opérations)**	**-1 540 244,44**	**0,00**	**0,00**
2315	Installat°, matériel et outillage techni	-1 540 244,44	0,00	0,00
2003	**Opération d'équipement n° 2003 (5)**	**1 525 000,00**	**2 248 200,00**	**2 248 200,00**
	Total des dépenses d'équipement	**32 755,56**	**2 248 200,00**	**2 248 200,00**
10	**Dotations, fonds divers et réserves**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
13	**Subventions d'investissement**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
16	**Emprunts et dettes assimilées**	**150 000,00**	**190 200,00**	**190 200,00**
1641	Emprunts en euros	150 000,00	190 200,00	190 200,00
18	**Compte de liaison : affectat° (BA,régie)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
26	**Participat° et créances rattachées**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
27	**Autres immobilisations financières**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
020	**Dépenses imprévues**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
	Total des dépenses financières	**150 000,00**	**190 200,00**	**190 200,00**
	Total des dépenses d'opérations pour compte de tiers	**0,00**	**0,00**	**0,00**
	TOTAL DEPENSES REELLES	**182 755,56**	**2 438 400,00**	**2 438 400,00**
040	***Opérat° ordre transfert entre sections (7) (8)***	***16 400,00***	***16 400,00***	***16 400,00***
	Reprises sur autofinancement antérieur	***16 400,00***	***16 400,00***	***16 400,00***
13911	*Sub. équipt cpte résult. Etat*	*15 000,00*	*15 000,00*	*15 000,00*
13918	*Autres subventions d'équipement*	*1 400,00*	*1 400,00*	*1 400,00*
	Charges transférées	***0,00***	***0,00***	***0,00***
041	***Opérations patrimoniales (9)***	***0,00***	***0,00***	***0,00***
	TOTAL DEPENSES D'ORDRE	***16 400,00***	***16 400,00***	***16 400,00***
	TOTAL DES DEPENSES D'INVESTISSEMENT DE L'EXERCICE (= Total des dépenses réelles et d'ordre)	**199 155,56**	**2 454 800,00**	**2 454 800,00**

+

RESTES A REALISER N-1 (10)	**0,00**

+

D 001 SOLDE D'EXECUTION NEGATIF REPORTE OU ANTICIPE (10)	**0,00**

=

TOTAL DES DEPENSES D'INVESTISSEMENT CUMULEES	**2 454 800,00**

(1) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes appliqué par la régie.

(2) Cf. Modalités de vote I.

(3) Hors restes à réaliser.

(4) Le vote de l'organe délibérant porte uniquement sur les propositions nouvelles.

(5) Voir état III B3 pour le détail des opérations d'équipement.

(6) Voir annexe IV A7 pour le détail des opérations pour compte de tiers.

(7) Cf. définitions du chapitre des opérations d'ordre, *DI 040 = RE 042.*

(8) Le compte 15…2 peut figurer dans le détail du chapitre 042 si la régie applique le régime des provisions budgétaires.

(9) Cf. définitions du chapitre des opérations d'ordre, *DI 041 = RI 041.*

(10) Inscrire en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent (après vote du compte administratif ou si reprise anticipée des résultats).

III – VOTE DU BUDGET — III

SECTION D'INVESTISSEMENT – DETAIL DES RECETTES — B2

Chap / art (1)	Libellé (1)	Pour mémoire budget précédent (2)	Propositions nouvelles (3)	Vote (4)
13	**Subventions d'investissement**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
16	**Emprunts et dettes assimilées (hors 165)**	**0,00**	**2 248 200,00**	**2 248 200,00**
1641	Emprunts en euros	0,00	2 248 200,00	2 248 200,00
20	**Immobilisations incorporelles**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
21	**Immobilisations corporelles**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
22	**Immobilisations reçues en affectation**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
23	**Immobilisations en cours**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
	Total des recettes d'équipement	**0,00**	**2 248 200,00**	**2 248 200,00**
10	**Dotations, fonds divers et réserves**	**10 000,00**	**0,00**	**0,00**
10222	FCTVA	10 000,00	0,00	0,00
165	**Dépôts et cautionnements reçus**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
18	**Compte de liaison : affectat° (BA,régie)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
26	**Participat° et créances rattachées**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
27	**Autres immobilisations financières**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
	Total des recettes financières	**10 000,00**	**0,00**	**0,00**
	Total des recettes d'opérations pour compte de tiers	**0,00**	**0,00**	**0,00**
	TOTAL RECETTES REELLES	**10 000,00**	**2 248 200,00**	**2 248 200,00**
021	***Virement de la section d'exploitation***	***0,00***	***116 600,00***	***116 600,00***
040	***Opérat° ordre transfert entre sections (6) (7)***	***90 000,00***	***90 000,00***	***90 000,00***
28145	*Aménagements construction sol d'autrui*	*5 000,00*	*5 000,00*	*5 000,00*
28153	*Installations à caractère spécifique*	*20 000,00*	*20 000,00*	*20 000,00*
28157	*Aménagements des matériels industriels*	*2 000,00*	*2 000,00*	*2 000,00*
28181	*Installations générales, agencements*	*7 000,00*	*7 000,00*	*7 000,00*
28182	*Matériel de transport*	*56 000,00*	*56 000,00*	*56 000,00*
	TOTAL DES PRELEVEMENTS PROVENANT DE LA SECTION D'EXPLOITATION	***90 000,00***	***206 600,00***	***206 600,00***
041	***Opérations patrimoniales (8)***	***0,00***	***0,00***	***0,00***
	TOTAL RECETTES D'ORDRE	***90 000,00***	***206 600,00***	***206 600,00***
	TOTAL DES RECETTES D'INVESTISSEMENT DE L'EXERCICE (= Total des recettes réelles et d'ordre)	**100 000,00**	**2 454 800,00**	**2 454 800,00**

+

RESTES A REALISER N-1 (9)	**0,00**

+

R 001 SOLDE D'EXECUTION POSITIF REPORTE OU ANTICIPE (9	**0,00**

=

TOTAL DES RECETTES D'INVESTISSEMENT CUMULEES	**2 454 800,00**

(1) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes appliqué par la régie.

(2) Cf. Modalités de vote I.

(3) Hors restes à réaliser.

(4) Le vote de l'organe délibérant porte uniquement sur les propositions nouvelles.

(5) Voir annexe IV A7 pour le détail des opérations pour compte de tiers.

(6) Cf. définitions du chapitre des opérations d'ordre, R*I 040 = DE 042.*

(7) Le compte 15…2 peut figurer dans le détail du chapitre 042 si la régie applique le régime des provisions budgétaires.

(8) Cf. définitions du chapitre des opérations d'ordre, D*I 041 = RI 041.*

(9) Inscrire en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent (après vote du compte administratif ou si reprise anticipée des résultats).

III – VOTE DU BUDGET	III
DETAIL DES CHAPITRES D'OPERATION D'EQUIPEMENT	B3

OPERATION D'EQUIPEMENT N°: 2003 (1)
LIBELLE : ACQUISITION BUS HYDROGENE

Pour vote

Art. (2)	Libellé (2)	Réalisations cumulées au 01/01/N	Restes à réaliser N-1 (3)(5)	Propositions nouvelles (4)	Vote (4)	Montant pour information (5)
DEPENSES		468 525,00	a 0,00	2 248 200,00	b 2 248 200,00	b 0,00
20	Immobilisations incorporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	2 248 200,00	2 248 200,00	0,00
2153	Installations à caractère spécifique	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2182	Matériel de transport	0,00	0,00	2 248 200,00	2 248 200,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	468 525,00	0,00	0,00	0,00	0,00
238	Avances commandes immo. incorp.	468 525,00	0,00	0,00	0,00	0,00

RECETTES (répartition) (Pour information)		Restes à réaliser N-1 (3)	Recettes de l'exercice
TOTAL RECETTES AFFECTEES		c 0,00	d 0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00

RESULTAT = (c+d) – (a+b) Excédent de financement si positif Besoin de financement si négatif	-2 248 200,00

(1) Ouvrir un cadre par opération.

(2) Détailler les articles conformément au plan de comptes appliqué par la régie.

(3) A remplir uniquement en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent, soit après le vote du compte administratif, soit en cas de reprise anticipée des résultats.

(4) Lorsque l'opération d'équipement constitue un chapitre faisant l'objet d'un vote, ces deux colonnes sont renseignées. Dans ce cas, le vote de l'assemblée porte uniquement sur les propositions nouvelles.

(5) Lorsque l'opération d'équipement est présentée pour information, seules ces deux colonnes sont renseignées.

IV – ANNEXES

ELEMENTS DU BILAN – ETAT DE LA DETTE – REPARTITION PAR NATURE DE DETTE

IV

A1.2

A1.2 – REPARTITION PAR NATURE DE DETTE (hors 16449 et 166)

Nature (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat)	Emprunts et dettes à l'origine du contrat													
	Organisme prêteur ou chef de file	Date de signature	Date d'émission ou date de mobilisation (1)	Date du premier rembour-sement	Nominal (2)	Type de taux d'intérêt (3)	Index (4)	Taux initial		Devise	Péri-odicité des rembour-sements (6)	Profil d'amor-tissement (7)	Possibilité de rembour-sement anticipé O/N	Caté-gorie d'em-prunt (8)
								Niveau de taux (5)	Taux actuariel					
163 Emprunts obligataires (Total)					**0,00**									
164 Emprunts auprès d'établissement de crédit (Total)					**4 800 000,00**									
1641 Emprunts en euros (total)					4 800 000,00									
00003000523-Reste à mobiliser	CREDIT AGRICOLE	07/02/2020	07/02/2020	15/11/2021	1 620 000,00	F	Taux fixe à 0.62 %	0,620	0,620	EUR	X	P	O	A-1
2018-03 MON525872	SFIL CAFFIL	21/12/2018	26/12/2018	01/04/2019	1 500 000,00	F	Taux fixe à 1.47 %	1,470	1,500	EUR	T	C	O	A-1
2018-04 MON525860	SFIL CAFFIL	21/12/2018	28/12/2018	01/04/2019	1 500 000,00	V	(Euribor 3M + 0.46)-Floor 0 sur Euribor 3M	0,460	0,470	EUR	T	C	O	A-1
2020-01 3000523	CREDIT AGRICOLE	07/02/2020	06/05/2020	15/07/2020	180 000,00	F	Taux fixe à 0.62 %	0,620	0,620	EUR	T	P	O	A-1
1643 Emprunts en devises (total)					0,00									
16441 Emprunts assortis d'une option de tirage sur ligne de trésorerie (total)					0,00									
165 Dépôts et cautionnements reçus (Total)					**0,00**									
167 Emprunts et dettes assortis de conditions particulières (Total)					**0,00**									
1675 Dettes pour METP et PPP (total)					0,00									
1678 Autres emprunts et dettes (total)					0,00									
168 Emprunts et dettes assimilés (Total)					**0,00**									
1681 Autres emprunts (total)					0,00									

Nature (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat)	Emprunts et dettes à l'origine du contrat													
	Organisme prêteur ou chef de file	Date de signature	Date d'émission ou date de mobilisation (1)	Date du premier rembour-sement	Nominal (2)	Type de taux d'intérêt (3)	Index (4)	Taux initial		Devise	Péri-odicité des rembour-sements (6)	Profil d'amor-tissement (7)	Possibilité de rembour-sement anticipé O/N	Caté-gorie d'em-prunt (8)
								Niveau de taux (5)	Taux actuariel					
1682 Bons à moyen terme négociables (total)					0,00									
1687 Autres dettes (total)					0,00									
Total général					**4 800 000,00**									

(1) Si un emprunt donne lieu à plusieurs mobilisations, indiquer la date de la première mobilisation.

(2) Nominal : montant emprunté à l'origine.

(3) Type de taux d'intérêt : F : fixe ; V : variable simple ; C : complexe (c'est-à-dire un taux variable qui n'est pas seulement défini comme la simple addition d'un taux usuel de référence et d'une marge exprimée en point de pourcentage).

(4) Mentionner le ou les types d'index (ex : Euribor 3 mois).

(5) Indiquer le niveau de taux à l'origine du contrat.

(6) Indiquer la périodicité des remboursements : A : annuelle ; M : mensuelle, B : bimestrielle, S : semestrielle, T : trimestrielle, X autre.

(7) Indiquer C pour amortissement constant, P pour amortissement progressif, F pour *in fine*, X pour autres à préciser.

(8) Catégorie d'emprunt à l'origine. Exemple A-1 (cf. la classification des emprunts suivant la typologie de la circulaire IOCB1015077C du 25 juin 2010 sur les produits financiers offerts aux collectivités territoriales).

IV – ANNEXES

ELEMENTS DU BILAN – ETAT DE LA DETTE – REPARTITION PAR NATURE DE DETTE

IV

A1.2

A1.2 – REPARTITION PAR NATURE DE DETTE (hors 16449 et 166) (suite)

Nature (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat)	Emprunts et dettes au 01/01/N											
						Taux d'intérêt			Annuité de l'exercice			
	Couverture ? O/N (10)	Montant couvert	Catégorie d'emprunt après couverture éventuelle (11)	Capital restant dû au 01/01/N	Durée résiduelle (en années)	Type de taux (12)	Index (13)	Niveau de taux d'intérêt à la date de vote du budget (14)	Capital	Charges d'intérêt (15)	Intérêts perçus (le cas échéant) (16)	ICNE de l'exercice
163 Emprunts obligataires (Total)		**0,00**		**0,00**					**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
164 Emprunts auprès d'établissement de crédit (Total)		**0,00**		**2 911 765,60**					**190 172,07**	**30 104,53**	**0,00**	**7 755,21**
1641 Emprunts en euros (total)		0,00		2 911 765,60					190 172,07	30 104,53	0,00	7 755,21
00003000523-Reste à mobiliser	N	0,00	A-1	0,00	15,62	F	Taux fixe à 0.62 % Taux fixe à 0.62 %	0,620	28 649,85	2 817,90	0,00	1 233,30
2018-03 MON525872	N	0,00	A-1	1 368 750,00	18,00	F	Taux fixe à 1.47 %	1,500	75 000,00	19 980,52	0,00	4 807,36
2018-04 MON525860	N	0,00	A-1	1 368 750,00	18,00	V	(Euribor 3M + 0.46)-Floor 0 sur Euribor 3M	0,470	75 000,00	6 252,41	0,00	1 504,34
2020-01 3000523	N	0,00	A-1	174 265,60	14,29	F	Taux fixe à 0.62 %	0,620	11 522,22	1 053,70	0,00	210,21
1643 Emprunts en devises (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
16441 Emprunts assortis d'une option de tirage sur ligne de trésorerie (total) (9)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
165 Dépôts et cautionnements reçus (Total)		**0,00**		**0,00**					**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
167 Emprunts et dettes assortis de conditions particulières (Total)		**0,00**		**0,00**					**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
1675 Dettes pour METP et PPP (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
1678 Autres emprunts et dettes (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
168 Emprunts et dettes assimilés (Total)		**0,00**		**0,00**					**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
1681 Autres emprunts (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
1682 Bons à moyen terme négociables (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
1687 Autres dettes (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00

Nature (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat)	Emprunts et dettes au 01/01/N											
						Taux d'intérêt			Annuité de l'exercice			
	Couverture ? O/N (10)	Montant couvert	Catégorie d'emprunt après couverture éventuelle (11)	Capital restant dû au 01/01/N	Durée résiduelle (en années)	Type de taux (12)	Index (13)	Niveau de taux d'intérêt à la date de vote du budget (14)	Capital	Charges d'intérêt (15)	Intérêts perçus (le cas échéant) (16)	ICNE de l'exercice
Total général		**0,00**		**2 911 765,60**					**190 172,07**	**30 104,53**	**0,00**	**7 755,21**

(9) S'agissant des emprunts assortis d'une ligne de trésorerie, il faut faire ressortir le remboursement du capital de la dette prévue pour l'exercice correspondant au véritable endettement.

(10) Si l'emprunt est soumis à couverture, il convient de compléter le tableau « détail des opérations de couverture ».

(11) Catégorie d'emprunt. Exemple A-1 (cf. la classification des emprunts suivant la typologie de la circulaire IOCB1015077C du 25 juin 2010 sur les produits financiers offerts aux collectivités territoriales).

(12) Type de taux d'intérêt après opérations de couverture : F : fixe ; V : variable simple ; C : complexe (c'est-à-dire un taux variable qui n'est pas seulement défini comme la simple addition d'un taux usuel de référence et d'une marge exprimée en point de pourcentage).

(13) Mentionner l'index en cours au 01/01/N après opérations de couverture.

(14) Taux après opérations de couverture éventuelles. Pour les emprunts à taux variable, indiquer le niveau à la date de vote du budget.

(15) Il s'agit des intérêts dus au titre du contrat initial et comptabilisés à l'article 66111 « Intérêts réglés à l'échéance » (intérêts décaissés) et intérêts éventuels dus au titre du contrat d'échange éventuel et comptabilisés à l'article 668.

(16) Indiquer les intérêts éventuellement reçus au titre du contrat d'échange éventuel et comptabilisés au 768.

IV – ANNEXES

IV

ELEMENTS DU BILAN – ETAT DE LA DETTE – REPARTITION DES EMPRUNTS PAR STRUCTURE DE TAUX

A1.3

A1.3 – REPARTITION DES EMPRUNTS PAR STRUCTURE DE TAUX (HORS A1)

Emprunts ventilés par structure de taux selon le risque le plus élevé (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat) (1)	Organisme prêteur ou chef de file	Nominal (2)	Capital restant dû au 01/01/N (3)	Type d'indices (4)	Durée du contrat	Dates des périodes bonifiées	Taux minimal (5)	Taux maximal (6)	Coût de sortie (7)	Taux maximal après couver-ture éventu-elle (8)	Niveau du taux à la date de vote du budget (9)	Intérêts à payer au cours de l'exercice (10)	Intérêts à percevoir au cours de l'exercice (le cas échéant) (11)	% par type de taux selon le capital restant dû
Echange de taux, taux variable simple plafonné (cap) ou encadré (tunnel) (A)														
TOTAL (A)		0,00	0,00						0,00			0,00	0,00	0,00
Barrière simple (B)														
TOTAL (B)		0,00	0,00						0,00			0,00	0,00	0,00
Option d'échange (C)														
TOTAL (C)		0,00	0,00						0,00			0,00	0,00	0,00
Multiplicateur jusqu'à 3 ou multiplicateur jusqu'à 5 capé (D)														
TOTAL (D)		0,00	0,00						0,00			0,00	0,00	0,00
Multiplicateur jusqu'à 5 (E)														
TOTAL (E)		0,00	0,00						0,00			0,00	0,00	0,00
Autres types de structures (F)														
TOTAL (F)		0,00	0,00						0,00			0,00	0,00	0,00
TOTAL GENERAL		0,00	0,00						0,00			0,00	0,00	0,00

(1) Répartir les emprunts selon le type de structure de taux (de A à F selon la classification de la charte de bonne conduite) en fonction du risque le plus élevé à courir sur toute la durée de vie du contrat de prêt et après opérations de couverture éventuelles.

(2) Nominal : montant emprunté à l'origine. En cas de couverture partielle d'un emprunt, indiquer séparément sur deux lignes la part du nominal couvert et la part non couverte.

(3) En cas de couverture partielle d'un emprunt, indiquer séparément sur deux lignes la part du capital restant dû couvert et la part non couverte.

(4) Indiquer la classification de l'indice sous-jacent suivant la typologie de la circulaire du 25 juin 2010 sur les produits financiers (de 1 à 6). 1 : Indice zone euro / 2 : Indices inflation française ou zone euro ou écart entre ces indices / 3 : Ecart indice zone euro / 4 : Indices hors zone euro ou écart d'indices dont l'un est hors zone euro / 5 : écarts d'indices hors zone euro / 6 : autres indices.

(5) Taux hors opération de couverture. Indiquer le montant, l'index ou la formule correspondant au taux minimal du contrat de prêt sur toute la durée du contrat.

(6) Taux hors opération de couverture. Indiquer le montant, l'index ou la formule correspondant au taux maximal du contrat de prêt sur toute la durée du contrat.

(7) Coût de sortie : indiquer le montant de l'indemnité contractuelle de remboursement définitif de l'emprunt au 01/01/N ou le cas échéant, à la prochaine date d'échéance.

(8) Montant, index ou formule.

(9) Indiquer le niveau de taux après opérations de couverture éventuelles. Pour les emprunts à taux variables, indiquer le niveau du taux à la date de vote du budget.

(10) Indiquer les intérêts à payer au titre du contrat initial et comptabilisés à l'article 66111 et des intérêts éventuels à payer au titre du contrat d'échange et comptabilisés à l'article 668.

(11) Indiquer les intérêts à percevoir au titre du contrat d'échange et comptabilisés au 768.

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN – ETAT DE LA DETTE – TYPOLOGIE DE LA REPARTITION DE L'ENCOURS	A1.4

A1.4 – TYPOLOGIE DE LA REPARTITION DE L'ENCOURS (1)

Structure / Indices sous-jacents		(1) Indices zone euro	(2) Indices inflation française ou zone euro ou écart entre ces indices	(3) Ecarts d'indices zone euro	(4) Indices hors zone euro et écarts d'indices dont l'un est un indice hors zone euro	(5) Ecarts d'indices hors zone euro	(6) Autres indices
(A) Taux fixe simple. Taux variable simple. Echange de taux fixe contre taux variable ou inversement. Echange de taux structuré contre taux variable ou taux fixe (sens unique). Taux variable simple plafonné (*cap*) ou encadré (*tunnel*)	Nombre de produits	4	0	0	0	0	
	% de l'encours	100,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
	Montant en euros	2 911 765,60	0,00	0,00	0,00	0,00	
(B) Barrière simple. Pas d'effet de levier	Nombre de produits	0	0	0	0	0	
	% de l'encours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
	Montant en euros	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
(C) Option d'échange (*swaption*)	Nombre de produits	0	0	0	0	0	
	% de l'encours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
	Montant en euros	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
(D) Multiplicateur jusqu'à 3 ; multiplicateur jusqu'à 5 capé	Nombre de produits	0	0	0	0	0	
	% de l'encours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
	Montant en euros	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
(E) Multiplicateur jusqu'à 5	Nombre de produits	0	0	0	0	0	
	% de l'encours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
	Montant en euros	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
(F) Autres types de structures	Nombre de produits						0
	% de l'encours						0,00
	Montant en euros						0,00

(1) Cette annexe retrace le stock de dette au 01/01/N après opérations de couverture éventuelles.

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN METHODES UTILISEES POUR LES AMORTISSEMENTS	A2

A2 – AMORTISSEMENTS – METHODES UTILISEES

CHOIX DE L'ASSEMBLEE DELIBERANTE	Délibération du
Biens de faible valeur Seuil unitaire en deçà duquel les immobilisations de peu de valeur s'amortissent sur un an (article R. 2321-1 du CGCT) : 1000.00 €	2019-10-10

Procédure d'amortissement (linéaire, dégressif, variable)	Catégories de biens amortis	Durée (en années)	
L	2031 Frais détudes	5	10/10/2019
L	2033 Frais dinsertion	5	10/10/2019
L	2051 Concessions et droits assimilés 5 ans	5	10/10/2019
L	2088 Autres immobilisations incorporelles 5 ans	5	10/10/2019
L	21311 Bâtiments d'exploitation 30 ans	30	10/10/2019
L	21351 Bâtiments d'exploitation 15 ans	15	10/10/2019
L	2138 Autres constructions 30 ans	30	10/10/2019
L	2153 Matériel spécifique 15 ans	15	10/10/2019
L	21532 Matériel industriel 15 ans	15	10/10/2019
L	2155 Outillage industriel 5 ans	5	10/10/2019
L	2157 Agencements et aments mat outI indus15 ans	15	10/10/2019
L	2181 Installations géné agencements divers15 ans	15	10/10/2019
L	2182 Matériel de transport 10 ans	10	10/10/2019
L	2182 Matériel de transport velo 5 ans	5	10/10/2019
L	2182 Matériel de transport Camions 10 ans	10	10/10/2019
L	2183 Matériel de bureau et matériel informat 5 ans	5	10/10/2019
L	2184 Mobilier 10 ans	10	10/10/2019
L	2188 Autres immo Petits Mat bureau, éléc, 5 ans	5	10/10/2019
L	2188 Autres immo Outillages 10 ans	10	10/10/2019

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN EQUILIBRE DES OPERATIONS FINANCIERES – DEPENSES	A4.1

DEPENSES A COUVRIR PAR DES RESSOURCES PROPRES

Art. (1)	Libellé (1)	Propositions nouvelles	Vote (2)
DEPENSES TOTALES A COUVRIR PAR DES RESSOURCES PROPRES =A + B		**206 600,00**	**I 206 600,00**
16 Emprunts et dettes assimilées (A)		**190 200,00**	**190 200,00**
1631	Emprunts obligataires	0,00	0,00
1641	Emprunts en euros	190 200,00	190 200,00
1643	Emprunts en devises	0,00	0,00
16441	Opérat° afférentes à l'emprunt	0,00	0,00
1678	Autres emprunts et dettes	0,00	0,00
1681	Autres emprunts	0,00	0,00
1682	Bons à moyen terme négociables	0,00	0,00
1687	Autres dettes	0,00	0,00
Dépenses et transferts à déduire des ressources propres (B)		**16 400,00**	**16 400,00**
10…	*Reprise de dotations, fonds divers et réserves*		
10…	Reversement de dotations, fonds divers et réserves		
139	*Subv. invest. transférées cpte résultat*	*16 400,00*	*16 400,00*
020	Dépenses imprévues	0,00	0,00

	Op. de l'exercice I	Restes à réaliser en dépenses de l'exercice précédent (3) (4)	Solde d'exécution D001 (3) (4)	TOTAL II
Dépenses à couvrir par des ressources propres	**206 600,00**	**0,00**	**0,00**	**206 600,00**

(1) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes.

(2) Crédits de l'exercice votés lors de la séance.

(3) Inscrire uniquement si le compte administratif est voté ou en cas de reprise anticipée des résultats de l'exercice précédent.

(4) Indiquer le montant correspondant figurant en II - Présentation générale du budget – vue d'ensemble.

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN EQUILIBRE DES OPERATIONS FINANCIERES – RECETTES	A4.2

RESSOURCES PROPRES

Art. (1)	Libellé (1)	Propositions nouvelles	Vote (2)	
RECETTES (RESSOURCES PROPRES) = a + b		**206 600,00**	**III**	**206 600,00**
Ressources propres externes de l'année (a)		**0,00**		**0,00**
10222	FCTVA	0,00		0,00
10228	Autres fonds globalisés	0,00		0,00
26…	*Participations et créances rattachées*			
27…	*Autres immobilisations financières*			
Ressources propres internes de l'année (b) (3)		**206 600,00**		**206 600,00**
15…	*Provisions pour risques et charges*			
169	*Primes de remboursement des obligations*	*0,00*		*0,00*
26…	*Participations et créances rattachées*			
27…	*Autres immobilisations financières*			
28…	*Amortissement des immobilisations*			
28145	*Aménagements construction sol d'autrui*	*5 000,00*		*5 000,00*
28153	*Installations à caractère spécifique*	*20 000,00*		*20 000,00*
28157	*Aménagements des matériels industriels*	*2 000,00*		*2 000,00*
28181	*Installations générales, agencements*	*7 000,00*		*7 000,00*
28182	*Matériel de transport*	*56 000,00*		*56 000,00*
29…	*Dépréciation des immobilisations*			
39…	*Dépréciat° des stocks et en-cours*			
481…	*Charges à répartir plusieurs exercices*			
021	*Virement de la section d'exploitation*	*116 600,00*		*116 600,00*

	Opérations de l'exercice III	Restes à réaliser en recettes de l'exercice précédent (4) (5)	Solde d'exécution R001 (4) (5)	Affectation R106 (4)	TOTAL IV
Total ressources propres disponibles	**206 600,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**206 600,00**

		Montant
Dépenses à couvrir par des ressources propres	II	**206 600,00**
Ressources propres disponibles	IV	**206 600,00**
Solde	V = IV – II (6)	**0,00**

(1) Les comptes 15, 169, 26, 27, 28, 29, 39 et 481 sont à détailler conformément au plan de comptes.

(2) Crédits de l'exercice votés lors de la séance.

(3) Les comptes 15, 29 et 39 sont présentés uniquement si la commune ou l'établissement applique le régime des provisions budgétaires.

(4) Inscrire uniquement si le compte administratif est voté ou en cas de reprise anticipée des résultats de l'exercice précédent.

(5) Indiquer le montant correspondant figurant en II - Présentation générale du budget – vue d'ensemble.

(6) Indiquer le signe algébrique.

IV – ANNEXES	IV
ENGAGEMENTS HORS BILAN AUTORISATIONS DE PROGRAMME ET CREDITS DE PAIEMENT	B2.1

B2.1 – SITUATION DES AUTORISATIONS DE PROGRAMME ET CREDITS DE PAIEMENT

N° ou intitulé de l'AP	Montant des AP			Montant des CP		
	Pour mémoire AP votée y compris ajustement	Révision de l'exercice N	Total cumulé (toutes les délibérations y compris pour N)	Crédits de paiement antérieurs (réalisations cumulées au 01/01/N) (1)	Crédits de paiement ouverts au titre de l'exercice N (2)	Restes à financer au-delà de N (3)
AP2003/2020 AP ACQUISITION BUS HYDROGENE	3 773 200,00	0,00	3 773 200,00	1 525 000,00	2 248 200,00	0,00

(1) Il s'agit des réalisations effectives correspondant aux mandats émis.

(2) Il s'agit du montant prévu initialement par l'échéancier corrigé des révisions.

(3) Il s'agit de la différence entre les AP engagées et les CP consommés.

IV – ANNEXES	IV
ARRETE ET SIGNATURES	D

Nombre de membres en exercice : 0
Nombre de membres présents : 0
Nombre de suffrages exprimés : 0
VOTES :
Pour : 0
Contre : 0
Abstentions : 0

Date de convocation :

Présenté par (1) ,
A le
(1) ,

Délibéré par l'assemblée (2), réunie en session
A , le
Les membres de l'assemblée délibérante (2),

.

Certifié exécutoire par (1) , compte tenu de la transmission en préfecture, le , et de la publication le

A ,le

(1) Indiquer le « président du conseil d'administration » ou l'exécutif de la collectivité de rattachement : maire, président du conseil général,…
(2) L'assemblée délibérante étant : .

REPUBLIQUE FRANÇAISE

EPCI dont la population est de 3500 habitants et plus - COMMUNAUTE DE L'AUXERROIS (1)

AGREGE AU BUDGET PRINCIPAL DE BUDGET PRINCIPAL (2)

Numéro SIRET : 20006711400096

POSTE COMPTABLE : Centre des finances publiques d'Auxerre

M. 14

Budget primitif

voté par nature

BUDGET : PARC ACTIV. APPOIGNY (3)

ANNEE 2021

(1) Indiquer la nature juridique et le nom de la collectivité ou de l'établissement (commune, CCAS, EPCI, syndicat mixte, etc).

(2) A renseigner uniquement pour les budgets annexes.

(3) Indiquer le budget concerné : budget principal ou libellé du budget annexe.

Sommaire

I - Informations générales (6)

A - Informations statistiques, fiscales et financières 4
B - Modalités de vote du budget 5

II - Présentation générale du budget

A1 - Vue d'ensemble - Sections 6
A2 - Vue d'ensemble - Section de fonctionnement - Chapitres 7
A3 - Vue d'ensemble - Section d'investissement - Chapitres 9
B1 - Balance générale du budget - Dépenses 11
B2 - Balance générale du budget - Recettes 13

III - Vote du budget

A1 - Section de fonctionnement - Détail des dépenses 15
A2 - Section de fonctionnement - Détail des recettes 16
B1 - Section d'investissement - Détail des dépenses 17
B2 - Section d'investissement - Détail des recettes 18
B3 - Opérations d'équipement - Détail des chapitres et articles 19

IV - Annexes (7)

A - Eléments du bilan

A1 - Présentation croisée par fonction (1) Sans Objet
A1.1 - Présentation croisée par fonction - Détail fonctionnement Sans Objet
A1.2 - Présentation croisée par fonction - Détail investissement Sans Objet
A2.1 - Etat de la dette - Détail des crédits de trésorerie Sans Objet
A2.2 - Etat de la dette - Répartition par nature de dette 20
A2.3 - Etat de la dette - Répartition des emprunts par structure de taux 24
A2.4 - Etat de la dette - Typologie de la répartition de l'encours 25
A2.5 - Etat de la dette - Détail des opérations de couverture Sans Objet
A2.6 - Etat de la dette - Dette pour financer l'emprunt d'un autre organisme Sans Objet
A2.7 - Etat de la dette - Autres dettes Sans Objet
A3 - Méthodes utilisées pour les amortissements Sans Objet
A4 - Etat des provisions Sans Objet
A5 - Etalement des provisions Sans Objet
A6.1 - Equilibre des opérations financières - Dépenses 26
A6.2 - Equilibre des opérations financières - Recettes 27
A7.1.1 - Etats des dépenses et recettes des services d'eau et d'assainissement - Fonctionnement (2) Sans Objet
A7.1.2 - Etats des dépenses et recettes des services d'eau et d'assainissement - Investissement (2) Sans Objet
A7.2.1 - Etats de la répartition de la TEOM - Fonctionnement (3) Sans Objet
A7.2.2 - Etats de la répartition de la TEOM - Investissement (3) Sans Objet
A8 - Etat des charges transférées Sans Objet
A9 - Détail des opérations pour le compte de tiers Sans Objet

B - Engagements hors bilan

B1.1 - Etat des emprunts garantis par la commune ou l'établissement (4) Sans Objet
B1.2 - Calcul du ratio d'endettement relatif aux garanties d'emprunt Sans Objet
B1.3 - Etat des contrats de crédit-bail Sans Objet
B1.4 - Etat des contrats de partenariat public-privé Sans Objet
B1.5 - Etat des autres engagements donnés Sans Objet
B1.6 - Etat des engagements reçus Sans Objet
B1.7 - Subventions versées dans le cadre du vote du budget (5) Sans Objet
B2.1 - Etat des autorisations de programme et des crédits de paiement afférents Sans Objet
B2.2 - Etat des autorisations d'engagement et des crédits de paiement afférents Sans Objet
B3 - Emploi des recettes grevées d'une affectation spéciale Sans Objet

C - Autres éléments d'informations

C1 - Etat du personnel Sans Objet
C2 - Liste des organismes dans lesquels a été pris un engagement financier (4) Sans Objet
C3.1 - Liste des organismes de regroupement auxquels adhère la commune ou l'établissement Sans Objet
C3.2 - Liste des établissements publics créés Sans Objet
C3.3 - Liste des services individualisés dans un budget annexe Sans Objet
C3.4 - Liste des services assujettis à la TVA et non érigés en budget annexe Sans Objet

D - Décision en matière de taux de contributions directes - Arrêté et signatures

D1 - Décision en matière de taux de contributions directes Sans Objet
D2 - Arrêté et signatures 28

(1) Cette présentation est obligatoire pour les communes de 3 500 habitants et plus (art. L. 2312-3 du CGCT), les groupements comprenant au moins une commune de 3 500 habitants et plus (art. R. 5211-14 du CGCT) et leurs établissements publics. Elle n'a cependant pas à être produite par les services et activité unique érigés en établissement public ou budget annexe. Les autres communes et établissements peuvent les présenter de manière facultative.

(2) Cet état ne peut être produit que par les communes dont la population est inférieure à 500 habitants et qui gèrent les services de distribution de l'eau potable et d'assainissement sous forme de régie simple sans budget annexe (art. L. 2221-11 du CGCT).

(3) Cet état est obligatoirement produit par les communes et groupements de communes de 10 000 habitants et plus ayant institué la TEOM et assurant au moins la collecte des déchets ménagers (art. L. 2313-1 du CGCT).

(4) Ces états ne sont obligatoires que pour les communes de 3 500 habitants et plus (art. L. 2313-1 du CGCT), les groupements comprenant au moins une commune de 3 500 habitants et plus (art. L. 5211-36 du CGCT, art. L. 5711-1 du CGCT) et leurs établissements publics.

(5) Si la commune ou l'établissement décide d'attribuer des subventions dans le cadre du budget dans les conditions décrites à l'article L. 2311-7 du CGCT.

(6) Les associations syndicales autorisées doivent utiliser leur état particulier « *Informations générales* » annexé à l'arrêté n° NOR : INTB1237402A, relatif au cadre budgétaire et comptable applicable aux associations syndicales autorisées.

(7) Les associations syndicales autorisées remplissent et joignent uniquement les états qui les concernent au titre de l'exercice et au titre du détail des comptes de bilan.

Préciser, pour chaque annexe, si l'état est sans objet le cas échéant.

Code INSEE	COMMUNAUTE DE L'AUXERROIS	BP
89024	PARC ACTIV. APPOIGNY	2021

I – INFORMATIONS GENERALES	I
INFORMATIONS STATISTIQUES, FISCALES ET FINANCIERES	A

Informations statistiques	Valeurs
Population totale (colonne h du recensement INSEE) :	0
Nombre de résidences secondaires (article R. 2313-1 *in fine*) :	
Nom de l'EPCI à fiscalité propre auquel la commune adhère :	

Potentiel fiscal et financier (1)		Valeurs par hab. (population DGF)	Moyennes nationales du potentiel financier par habitants de la strate
Fiscal	Financier		
0.00	0.00	0.00	0.00

	Informations financières – ratios (2)	Valeurs	Moyennes nationales de la strate (3)
1	Dépenses réelles de fonctionnement/population	0.00	
2	Produit des impositions directes/population	0.00	
3	Recettes réelles de fonctionnement/population	0.00	
4	Dépenses d'équipement brut/population	0.00	
5	Encours de dette/population	0.00	
6	DGF/population	0.00	
7	Dépenses de personnel/dépenses réelles de fonctionnement (2)	0.00	
8	Dépenses de fonct. et remb. dette en capital/recettes réelles de fonct. (2)	0.00	
9	Dépenses d'équipement brut/recettes réelles de fonctionnement (2)	0.00	
10	Encours de la dette/recettes réelles de fonctionnement (2)	0.00	

Dans l'ensemble des tableaux, les cases grisées ne doivent pas être remplies.

(1) Il s'agit du potentiel fiscal et du potentiel financier définis à l'article L. 2334-4 du code général des collectivités territoriales qui figurent sur la fiche de répartition de la DGF de l'exercice N-1 établie sur la base des informations N-2 (transmise par les services préfectoraux).
(2) Les ratios 1 à 6 sont obligatoires pour les communes de 3 500 habitants et plus et leurs établissements publics administratifs ainsi que pour les EPCI dotés d'une fiscalité propre comprenant au moins une commune de 3 500 habitants et plus.
Les ratios 7 à 10 sont obligatoires pour les communes de 10 000 habitants et plus et leurs établissements publics administratifs ainsi que pour les EPCI dotés d'une fiscalité propre comprenant au moins une commune de 10 000 habitants et plus (cf. articles L. 2313-1, L. 2313-2, R. 2313-1, R. 2313-2 et R. 5211-15 du CGCT). Pour les caisses des écoles, les EPCI non dotés d'une fiscalité propre et les syndicats mixtes associant exclusivement des communes et des EPCI, il conviendra d'appliquer les ratios prévus respectivement par les articles R. 2313-7, R. 5211-15 et R. 5711-3 du CGCT.
(3) Il convient d'indiquer les moyennes de la catégorie de l'organisme en cause (commune, communauté urbaine, communauté d'agglomération, …) et les sources d'où sont tirées les informations (statistiques de la direction générale des collectivités locales ou de la direction générale de la comptabilité publique). Il s'agit des moyennes de la dernière année connue.

I – INFORMATIONS GENERALES	I
MODALITES DE VOTE DU BUDGET	B

I – L'assemblée délibérante a voté le présent budget par nature :
- au niveau (1) du chapitre pour la section de fonctionnement,
- au niveau (1) du chapitre pour la section d'investissement.
  - sans (2) les chapitres « opérations d'équipement » de l'état III B 3.
  - sans (3) vote formel sur chacun des chapitres.

La liste des articles spécialisés sur lesquels l'ordonnateur ne peut procéder à des virements d'article à article est la suivante :

II – En l'absence de mention au paragraphe I ci-dessus, le budget est réputé voté par chapitre, et, en section d'investissement, sans chapitre de dépense « opération d'équipement ».

III – Les provisions sont (4) .

IV – La comparaison avec le budget précédent (cf. colonne « Pour mémoire ») s'effectue par rapport à la colonne du budget (5) cumulé de l'exercice précédent.

V – Le présent budget a été voté (6) sans reprise des résultats de l'exercice N-1.

(1) A compléter par « du chapitre » ou « de l'article ».

(2) Indiquer « avec » ou « sans » les chapitres opérations d'équipement.

(3) Indiquer « avec » ou « sans » vote formel.

(4) A compléter par un seul des deux choix suivants :
- semi-budgétaires (pas d'inscription en recette de la section d'investissement),
- budgétaires (délibération n° ……. du …….).

(5) Indiquer « primitif de l'exercice précédent » ou « cumulé de l'exercice précédent ».

(6) A compléter par un seul des trois choix suivants :
- sans reprise des résultats de l'exercice N-1,
- avec reprise des résultats de l'exercice N-1 après le vote du compte administratif N-1,
- avec reprise anticipée des résultats de l'exercice N-1.

II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET — II

VUE D'ENSEMBLE — A1

FONCTIONNEMENT

		DEPENSES DE LA SECTION DE FONCTIONNEMENT	RECETTES DE LA SECTION DE FONCTIONNEMENT
VOTE	CREDITS DE FONCTIONNEMENT VOTES AU TITRE DU PRESENT BUDGET (1)	22 982 568,22	22 982 568,22
	+	+	+
REPORTS	RESTES A REALISER (R.A.R) DE L'EXERCICE PRECEDENT (2)	0,00	0,00
REPORTS	002 RESULTAT DE FONCTIONNEMENT REPORTE (2)	(si déficit) 0,00	(si excédent) 0,00
	=	=	=
	TOTAL DE LA SECTION DE FONCTIONNEMENT (3)	22 982 568,22	22 982 568,22

INVESTISSEMENT

		DEPENSES DE LA SECTION D'INVESTISSEMENT	RECETTES DE LA SECTION D'INVESTISSEMENT
VOTE	CREDITS D'INVESTISSEMENT (1) VOTES AU TITRE DU PRESENT BUDGET (y compris le compte 1068)	32 012 598,00	32 012 598,00
	+	+	+
REPORTS	RESTES A REALISER (R.A.R) DE L'EXERCICE PRECEDENT (2)	0,00	0,00
REPORTS	001 SOLDE D'EXECUTION DE LA SECTION D'INVESTISSEMENT REPORTE (2)	(si solde négatif) 0,00	(si solde positif) 0,00
	=	=	=
	TOTAL DE LA SECTION D'INVESTISSEMENT (3)	32 012 598,00	32 012 598,00

TOTAL

TOTAL DU BUDGET (3)	54 995 166,22	54 995 166,22

(1) Au budget primitif, les crédits votés correspondent aux crédits votés lors de cette étape budgétaire. De même, pour les décisions modificatives et le budget supplémentaire, les crédits votés correspondent aux crédits votés lors de l'étape budgétaire sans sommation avec ceux antérieurement votés lors du même exercice.
(2) A servir uniquement en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent, soit après le vote du compte administratif, soit en cas de reprise anticipée des résultats.
Les restes à réaliser de la section de fonctionnement correspondent en dépenses, aux dépenses engagées non mandatées et non rattachées telles qu'elles ressortent de la comptabilité des engagements et en recettes, aux recettes certaines n'ayant pas donné lieu à l'émission d'un titre et non rattachées (R. 2311-11 du CGCT).
Les restes à réaliser de la section d'investissement correspondent en dépenses, aux dépenses engagées non mandatées au 31/12 de l'exercice précédent telles qu'elles ressortent de la comptabilité des engagements et aux recettes certaines n'ayant pas donné lieu à l'émission d'un titre au 31/12 de l'exercice précédent (R. 2311-11 du CGCT).
(3) Total de la section de fonctionnement = RAR + résultat reporté + crédits de fonctionnement votés.

Total de la section d'investissement = RAR + solde d'exécution reporté + crédits d'investissement votés.

Total du budget = Total de la section de fonctionnement + Total de la section d'investissement.

II - PRESENTATION GENERALE DU BUDGET	II
SECTION DE FONCTIONNEMENT – CHAPITRES	A2

DEPENSES DE FONCTIONNEMENT

Chap.	Libellé	Pour mémoire budget précédent (1)	Restes à réaliser N-1 (2)	Propositions nouvelles	VOTE (3)	TOTAL (= RAR + vote)
011	Charges à caractère général	2 845 795,00	0,00	732 705,00	732 705,00	732 705,00
012	Charges de personnel, frais assimilés	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
014	Atténuations de produits	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
65	Autres charges de gestion courante	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
656	Frais fonctionnement des groupes d'élus	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des dépenses de gestion courante		**2 845 795,00**	**0,00**	**732 705,00**	**732 705,00**	**732 705,00**
66	Charges financières	155 000,00	0,00	111 022,00	111 022,00	111 022,00
67	Charges exceptionnelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
68	Dotations provisions semi-budgétaires (4)	0,00		0,00	0,00	0,00
022	Dépenses imprévues	0,00		0,00	0,00	0,00
Total des dépenses réelles de fonctionnement		**3 000 795,00**	**0,00**	**843 727,00**	**843 727,00**	**843 727,00**
023	*Virement à la section d'investissement (5)*	*14 887 417,00*		*1 765 261,22*	*1 765 261,22*	*1 765 261,22*
042	*Opérat° ordre transfert entre sections (5)*	*4 885 849,00*		*20 261 580,00*	*20 261 580,00*	*20 261 580,00*
043	*Opérat° ordre intérieur de la section (5)*	*155 000,00*		*112 000,00*	*112 000,00*	*112 000,00*
Total des dépenses d'ordre de fonctionnement		***19 928 266,00***		***22 138 841,22***	***22 138 841,22***	***22 138 841,22***
TOTAL		**22 929 061,00**	**0,00**	**22 982 568,22**	**22 982 568,22**	**22 982 568,22**

+

D 002 RESULTAT REPORTE OU ANTICIPE (2)	0,00

=

TOTAL DES DEPENSES DE FONCTIONNEMENT CUMULEES	22 982 568,22

RECETTES DE FONCTIONNEMENT

Chap.	Libellé	Pour mémoire budget précédent (1)	Restes à réaliser N-1 (2)	Propositions nouvelles	VOTE (3)	TOTAL (= RAR + vote)
013	Atténuations de charges	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
70	Produits services, domaine et ventes div	1 764 283,22	0,00	1 764 283,22	1 764 283,22	1 764 283,22
73	Impôts et taxes	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
74	Dotations et participations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
75	Autres produits de gestion courante	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des recettes de gestion courante		**1 764 283,22**	**0,00**	**1 764 283,22**	**1 764 283,22**	**1 764 283,22**
76	Produits financiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
77	Produits exceptionnels	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
78	Reprises provisions semi-budgétaires (4)	0,00		0,00	0,00	0,00
Total des recettes réelles de fonctionnement		**1 764 283,22**	**0,00**	**1 764 283,22**	**1 764 283,22**	**1 764 283,22**
042	*Opérat° ordre transfert entre sections (5)*	*21 184 371,00*		*21 106 285,00*	*21 106 285,00*	*21 106 285,00*
043	*Opérat° ordre intérieur de la section (5)*	*155 000,00*		*112 000,00*	*112 000,00*	*112 000,00*
Total des recettes d'ordre de fonctionnement		***21 339 371,00***		***21 218 285,00***	***21 218 285,00***	***21 218 285,00***
TOTAL		**23 103 654,22**	**0,00**	**22 982 568,22**	**22 982 568,22**	**22 982 568,22**

+

R 002 RESULTAT REPORTE OU ANTICIPE (2)	0,00

=

TOTAL DES RECETTES DE FONCTIONNEMENT CUMULEES	22 982 568,22

Pour information :

AUTOFINANCEMENT PREVISIONNEL DÉGAGÉ AU PROFIT DE LA SECTION D'INVESTISSEMENT (6)	920 556,22

Il s'agit, pour un budget voté en équilibre, des ressources propres correspondant à l'excédent des recettes réelles de fonctionnement sur les dépenses réelles de fonctionnement. Il sert à financer le remboursement du capital de la dette et les nouveaux investissements de la commune ou de l'établissement.

(1) Cf. Modalités de vote I-B.

(2) Inscrire en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent (après vote du compte administratif) ou si reprise anticipée des résultats.

(3) Le vote de l'organe délibérant porte uniquement sur les propositions nouvelles.

(4) Si la commune ou l'établissement applique le régime des provisions semi-budgétaires.

(5) DF 023 = RI 021 ; DI 040 = RF 042 ; RI 040 = DF 042 ; DI 041 = RI 041 ; DF 043 = RF 043.

(6) Solde de l'opération *DF 023 + DF 042 – RF 042* ou solde de l'opération *RI 021 + RI 040 – DI 040.*

II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET — II
SECTION D'INVESTISSEMENT – CHAPITRES — A3

DEPENSES D'INVESTISSEMENT

Chap.	Libellé	Pour mémoire budget précédent (1)	Restes à réaliser N-1 (2)	Propositions nouvelles	VOTE (3)	TOTAL (= RAR + vote)
010	Stocks (5)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation (6)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	Total des opérations d'équipement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	Total des dépenses d'équipement	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	967 001,06	0,00	10 906 313,00	10 906 313,00	10 906 313,00
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie) (7)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participat° et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
020	Dépenses imprévues	0,00		0,00	0,00	0,00
	Total des dépenses financières	**967 001,06**	**0,00**	**10 906 313,00**	**10 906 313,00**	**10 906 313,00**
45…	**Total des opé. pour compte de tiers (8)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Total des dépenses réelles d'investissement		**967 001,06**	**0,00**	**10 906 313,00**	**10 906 313,00**	**10 906 313,00**
040	*Opérat° ordre transfert entre sections (4)*	*21 184 371,00*		*21 106 285,00*	*21 106 285,00*	*21 106 285,00*
041	*Opérations patrimoniales (4)*	*0,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
Total des dépenses d'ordre d'investissement		***21 184 371,00***		***21 106 285,00***	***21 106 285,00***	***21 106 285,00***
TOTAL		**22 151 372,06**	**0,00**	**32 012 598,00**	**32 012 598,00**	**32 012 598,00**

+

D 001 SOLDE D'EXECUTION NEGATIF REPORTE OU ANTICIPE (2)	**0,00**

=

TOTAL DES DEPENSES D'INVESTISSEMENT CUMULEES	**32 012 598,00**

RECETTES D'INVESTISSEMENT

Chap.	Libellé	Pour mémoire budget précédent (1)	Restes à réaliser N-1 (2)	Propositions nouvelles	VOTE (3)	TOTAL (= RAR + vote)
010	Stocks (5)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement (hors 138)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées (hors165)	6 398 160,00	0,00	9 985 756,78	9 985 756,78	9 985 756,78
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation (6)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	Total des recettes d'équipement	**6 398 160,00**	**0,00**	**9 985 756,78**	**9 985 756,78**	**9 985 756,78**
10	Dotations, fonds divers et réserves (hors 1068)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
1068	Excédents de fonctionnement capitalisés (9)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
138	Autres subvent° invest. non transf.	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
165	Dépôts et cautionnements reçus	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie) (7)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participat° et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
024	Produits des cessions d'immobilisations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	Total des recettes financières	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
45…	**Total des opé. pour le compte de tiers (8)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Total des recettes réelles d'investissement		**6 398 160,00**	**0,00**	**9 985 756,78**	**9 985 756,78**	**9 985 756,78**
021	*Virement de la sect° de fonctionnement (4)*	*14 887 417,00*		*1 765 261,22*	*1 765 261,22*	*1 765 261,22*
040	*Opérat° ordre transfert entre sections (4)*	*4 885 849,00*		*20 261 580,00*	*20 261 580,00*	*20 261 580,00*
041	*Opérations patrimoniales (4)*	*0,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
Total des recettes d'ordre d'investissement		***19 773 266,00***		***22 026 841,22***	***22 026 841,22***	***22 026 841,22***

Chap.	Libellé	Pour mémoire budget précédent (1)	Restes à réaliser N-1 (2)	Propositions nouvelles	VOTE (3)	TOTAL (= RAR + vote)
TOTAL		26 171 426,00	0,00	32 012 598,00	32 012 598,00	32 012 598,00
						+
	R 001 SOLDE D'EXECUTION POSITIF REPORTE OU ANTICIPE (2)					0,00
						=
	TOTAL DES RECETTES D'INVESTISSEMENT CUMULEES					32 012 598,00

Pour information :

Il s'agit, pour un budget voté en équilibre, des ressources propres correspondant à l'excédent des recettes réelles de fonctionnement sur les dépenses réelles de fonctionnement. Il sert à financer le remboursement du capital de la dette et les nouveaux investissements de la commune ou de l'établissement.

AUTOFINANCEMENT PREVISIONNEL DÉGAGÉ PAR LA SECTION DE FONCTIONNEMENT (10)	**920 556,22**

(1) Cf. Modalités de vote I-B.

(2) Inscrire en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent (après vote du compte administratif) ou si reprise anticipée des résultats.

(3) Le vote de l'organe délibérant porte uniquement sur les propositions nouvelles.

(4) DF 023 = RI 021 ; DI 040 = RF 042 ; RI 040 = DF 042 ; DI 041 = RI 041 ; DF 043 = RF 043.

(5) A servir uniquement dans le cadre d'un suivi des stocks selon la méthode de l'inventaire permanent simplifié autorisée pour les seules opérations d'aménagements (lotissement, ZAC…) par ailleurs retracées dans le cadre de budgets annexes.

(6) En dépenses, le chapitre 22 retrace les travaux d'investissement réalisés sur les biens reçus en affectation. En recette, il retrace, le cas échéant, l'annulation de tels travaux effectués sur un exercice antérieur.

(7) A servir uniquement lorsque la commune ou l'établissement effectue une dotation initiale en espèces au profit d'un service public non personnalisé qu'elle ou qu'il crée.

(8) Seul le total des opérations pour compte de tiers figure sur cet état (voir le détail Annexe IV A9).

(9) Le compte 1068 n'est pas un chapitre mais un article du chapitre 10.

(10) Solde de l'opération *DF 023 + DF 042 – RF 042* ou solde de l'opération *RI 021+ RI 040 – DI 040*.

II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET — II

BALANCE GENERALE DU BUDGET — B1

1 – DEPENSES (du présent budget + restes à réaliser)

	FONCTIONNEMENT	Opérations réelles (1)	Opérations d'ordre (2)	TOTAL
011	Charges à caractère général	732 705,00		732 705,00
012	Charges de personnel, frais assimilés	0,00		0,00
014	Atténuations de produits	0,00		0,00
60	*Achats et variation des stocks (3)*		*112 000,00*	112 000,00
65	Autres charges de gestion courante	0,00		0,00
656	Frais fonctionnement des groupes d'élus (4)	0,00		0,00
66	Charges financières	111 022,00	*0,00*	111 022,00
67	Charges exceptionnelles	0,00	*0,00*	0,00
68	Dot. aux amortissements et provisions	0,00	*0,00*	0,00
71	*Production stockée (ou déstockage) (3)*		*20 261 580,00*	20 261 580,00
022	Dépenses imprévues	0,00		0,00
023	*Virement à la section d'investissement*		*1 765 261,22*	1 765 261,22
Dépenses de fonctionnement – Total		**843 727,00**	***22 138 841,22***	**22 982 568,22**

+

D 002 RESULTAT REPORTE OU ANTICIPE	**0,00**

=

TOTAL DES DEPENSES DE FONCTIONNEMENT CUMULEES	**22 982 568,22**

	INVESTISSEMENT	Opérations réelles (1)	Opérations d'ordre (2)	TOTAL
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	*0,00*	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	*0,00*	0,00
15	*Provisions pour risques et charges (5)*		*0,00*	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées (sauf 1688 non budgétaire)	10 906 313,00	*0,00*	10 906 313,00
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie)	(8) 0,00		0,00
	Total des opérations d'équipement	0,00		0,00
198	*Neutral. amort. subv. équip. versées*		*0,00*	*0,00*
20	Immobilisations incorporelles(sauf 204) (6)	0,00	*0,00*	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	*0,00*	0,00
21	Immobilisations corporelles (6)	0,00	*0,00*	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation (6)	(9) 0,00	*0,00*	0,00
23	Immobilisations en cours (6)	0,00	*0,00*	0,00
26	Participations et créances rattachées	0,00	*0,00*	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	*0,00*	0,00
28	*Amortissement des immobilisations (reprises)*		*0,00*	0,00
29	*Prov. pour dépréciat° immobilisations (5)*		*0,00*	0,00
39	*Prov. dépréciat° des stocks et en-cours (5)*		*0,00*	0,00
45…	Total des opérations pour compte de tiers (7)	0,00	*0,00*	0,00
481	*Charges à rép. sur plusieurs exercices*		*0,00*	0,00
49	*Prov. dépréc. comptes de tiers (5)*		*0,00*	0,00
59	*Prov. dépréc. comptes financiers (5)*		*0,00*	0,00
3…	Stocks	0,00	*21 106 285,00*	21 106 285,00
020	Dépenses imprévues	0,00		0,00
Dépenses d'investissement – Total		**10 906 313,00**	***21 106 285,00***	**32 012 598,00**

+

D 001 SOLDE D'EXECUTION NEGATIF REPORTE OU ANTICIPE	**0,00**

=

TOTAL DES DEPENSES D'INVESTISSEMENT CUMULEES	**32 012 598,00**

(1) Y compris les opérations relatives au rattachement des charges et des produits et les opérations d'ordre semi-budgétaires.
(2) Voir liste des opérations d'ordre.
(3) Permet de retracer des opérations particulières telles que les opérations de stocks liées à la tenue d'un inventaire permanent simplifié.
(4) Communes, communautés d'agglomération et communautés urbaines de plus de 100 000 habitants.
(5) Si la commune ou l'établissement applique le régime des provisions budgétaires.
(6) Hors chapitres « opérations d'équipement ».
(7) Seul le total des opérations pour compte de tiers figure sur cet état (voir le détail Annexe IV A9).
(8) A servir uniquement lorsque la commune ou l'établissement effectue une dotation initiale en espèces au profit d'un service public non personnalisé qu'elle ou qu'il crée.
(9) En dépenses, le chapitre 22 retrace les travaux d'investissement réalisés sur les biens reçus en affectation. En recette, il retrace, le cas échéant, l'annulation de tels travaux effectués sur un exercice antérieur.

II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET — II
BALANCE GENERALE DU BUDGET — B2

2 – RECETTES (du présent budget + restes à réaliser)

	FONCTIONNEMENT	Opérations réelles (1)	Opérations d'ordre (2)	TOTAL
013	Atténuations de charges	0,00		0,00
60	*Achats et variation des stocks (3)*		*0,00*	0,00
70	Produits services, domaine et ventes div	1 764 283,22		1 764 283,22
71	*Production stockée (ou déstockage)*		*21 106 285,00*	21 106 285,00
72	*Production immobilisée*		*0,00*	0,00
73	Impôts et taxes	0,00		0,00
74	Dotations et participations	0,00		0,00
75	Autres produits de gestion courante	0,00	*0,00*	0,00
76	Produits financiers	0,00	*0,00*	0,00
77	Produits exceptionnels	0,00	*0,00*	0,00
78	Reprise sur amortissements et provisions	0,00	*0,00*	0,00
79	*Transferts de charges*		*112 000,00*	112 000,00
Recettes de fonctionnement – Total		**1 764 283,22**	***21 218 285,00***	**22 982 568,22**

+

R 002 RESULTAT REPORTE OU ANTICIPE	**0,00**

=

TOTAL DES RECETTES DE FONCTIONNEMENT CUMULEES	**22 982 568,22**

	INVESTISSEMENT	Opérations réelles (1)	Opérations d'ordre (2)	TOTAL
10	Dotations, fonds divers et réserves (sauf 1068)	0,00	*0,00*	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	*0,00*	0,00
15	*Provisions pour risques et charges (4)*		*0,00*	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées (sauf 1688 non budgétaires)	9 985 756,78	*0,00*	9 985 756,78
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie)	(6) 0,00		0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	0,00	*0,00*	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	*0,00*	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	*0,00*	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	(7) 0,00	*0,00*	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	*0,00*	0,00
26	Participations et créances rattachées	0,00	*0,00*	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	*0,00*	0,00
28	*Amortissement des immobilisations*		*0,00*	0,00
29	*Prov. pour dépréciat° immobilisations (4)*		*0,00*	0,00
39	*Prov. dépréciat° des stocks et en-cours (4)*		*0,00*	0,00
45…	Opérations pour compte de tiers (5)	0,00	*0,00*	0,00
481	*Charges à rép. sur plusieurs exercices*		*0,00*	0,00
49	*Prov. dépréc. comptes de tiers (4)*		*0,00*	0,00
59	*Prov. dépréc. comptes financiers (4)*		*0,00*	0,00
3…	Stocks	0,00	*20 261 580,00*	20 261 580,00
021	*Virement de la sect° de fonctionnement*		*1 765 261,22*	1 765 261,22
024	Produits des cessions d'immobilisations	0,00		0,00
Recettes d'investissement – Total		**9 985 756,78**	***22 026 841,22***	**32 012 598,00**

+

R 001 SOLDE D'EXECUTION POSITIF REPORTE OU ANTICIPE	**0,00**

+

AFFECTATION AU COMPTE 1068	**0,00**

=

TOTAL DES RECETTES D'INVESTISSEMENT CUMULEES	**32 012 598,00**

(1) Y compris les opérations relatives au rattachement des charges et des produits et les opérations d'ordre semi-budgétaires.

(2) Voir liste des opérations d'ordre.

(3) Permet de retracer des opérations particulières telles que les opérations de stocks liées à la tenue d'un inventaire permanent simplifié.

(4) Si la commune ou l'établissement applique le régime des provisions budgétaires.

(5) Seul le total des opérations pour compte de tiers figure sur cet état (voir le détail Annexe IV A9).

(6) A servir uniquement lorsque la commune ou l'établissement effectue une dotation initiale en espèces au profit d'un service public non personnalisé qu'elle ou qu'il crée.

(7) En dépenses, le chapitre 22 retrace les travaux d'investissement réalisés sur les biens reçus en affectation. En recette, il retrace, le cas échéant, l'annulation de tels travaux effectués sur un exercice antérieur.

III – VOTE DU BUDGET	III
SECTION DE FONCTIONNEMENT – DETAIL DES DEPENSES	A1

Chap / art (1)	Libellé (1)	Pour mémoire budget précédent (2)	Propositions nouvelles (3)	Vote (4)
011	**Charges à caractère général**	**2 845 795,00**	**732 705,00**	**732 705,00**
6045	Achats études, prestat° services (terrai	2 793 795,00	651 955,00	651 955,00
608	Frais accessoires sur terrains en cours	52 000,00	80 750,00	80 750,00
012	**Charges de personnel, frais assimilés**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
014	**Atténuations de produits**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
65	**Autres charges de gestion courante**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
656	**Frais fonctionnement des groupes d'élus**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
TOTAL = DEPENSES DE GESTION DES SERVICES (a) = (011 + 012 + 014 + 65 + 656)		**2 845 795,00**	**732 705,00**	**732 705,00**
66	**Charges financières (b)**	**155 000,00**	**111 022,00**	**111 022,00**
66111	Intérêts réglés à l'échéance	155 000,00	111 022,00	111 022,00
67	**Charges exceptionnelles (c)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
68	**Dotations provisions semi-budgétaires (d) (6)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
022	**Dépenses imprévues (e)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
TOTAL DES DEPENSES REELLES = a + b + c + d + e		**3 000 795,00**	**843 727,00**	**843 727,00**
023	***Virement à la section d'investissement***	***14 887 417,00***	***1 765 261,22***	***1 765 261,22***
042	***Opérat° ordre transfert entre sections (7) (8) (9)***	***4 885 849,00***	***20 261 580,00***	***20 261 580,00***
71355	*Variat° stocks terrains aménagés*	*4 885 849,00*	*20 261 580,00*	*20 261 580,00*
TOTAL DES PRELEVEMENTS AU PROFIT DE LA SECTION D'INVESTISSEMENT		***19 773 266,00***	***22 026 841,22***	***22 026 841,22***
043	***Opérat° ordre intérieur de la section (10)***	**155 000,00**	**112 000,00**	**112 000,00**
608	*Frais accessoires sur terrains en cours*	155 000,00	112 000,00	112 000,00
TOTAL DES DEPENSES D'ORDRE		***19 928 266,00***	***22 138 841,22***	***22 138 841,22***
TOTAL DES DEPENSES DE FONCTIONNEMENT DE L'EXERCICE (= Total des opérations réelles et d'ordre)		**22 929 061,00**	**22 982 568,22**	**22 982 568,22**

+

RESTES A REALISER N-1 (11)	**0,00**

+

D 002 RESULTAT REPORTE OU ANTICIPE (11)	**0,00**

=

TOTAL DES DEPENSES DE FONCTIONNEMENT CUMULEES	**22 982 568,22**

Détail du calcul des ICNE au compte 66112 (5)

Montant des ICNE de l'exercice	0,00
Montant des ICNE de l'exercice N-1	0,00
= Différence ICNE N – ICNE N-1	0,00

(1) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes appliqué par la commune ou l'établissement.

(2) Cf. Modalités de vote I-B.

(3) Hors restes à réaliser.

(4) Le vote de l'organe délibérant porte uniquement sur les propositions nouvelles.

(5) Si le mandatement des ICNE de l'exercice est inférieur au montant de l'exercice N-1, le montant du compte 66112 sera négatif.

(6) Si la commune ou l'établissement applique le régime des provisions semi-budgétaires.

(7) Cf. définitions du chapitre des opérations d'ordre, *DF 042 = RI 040.*

(8) Aucune prévision budgétaire ne doit figurer aux articles 675 et 676 (cf. chapitre 024 « produit des cessions d'immobilisation »).

(9) Le compte 6815 peut figurer dans le détail du chapitre 042 si la commune ou l'établissement applique le régime des provisions budgétaires.

(10) Chapitre destiné à retracer les opérations particulières telles que les opérations de stocks ou liées à la tenue d'un inventaire permanent simplifié.

(11) Inscrire en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent (après vote du compte administratif ou si reprise anticipée des résultats).

III – VOTE DU BUDGET — III

SECTION DE FONCTIONNEMENT – DETAIL DES RECETTES — A2

Chap / art(1)	Libellé (1)	Pour mémoire budget précédent (2)	Propositions nouvelles (3)	Vote (4)
013	**Atténuations de charges**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
70	**Produits services, domaine et ventes div**	**1 764 283,22**	**1 764 283,22**	**1 764 283,22**
7015	Ventes de terrains aménagés	1 764 283,22	1 764 283,22	1 764 283,22
73	**Impôts et taxes**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
74	**Dotations et participations**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
75	**Autres produits de gestion courante**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
TOTAL = RECETTES DE GESTION DES SERVICES (a) = 70 + 73 + 74 + 75 + 013		**1 764 283,22**	**1 764 283,22**	**1 764 283,22**
76	**Produits financiers (b)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
77	**Produits exceptionnels (c)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
78	**Reprises provisions semi-budgétaires (d) (5)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
TOTAL DES RECETTES REELLES = a+b+c+d		**1 764 283,22**	**1 764 283,22**	**1 764 283,22**
042	***Opérat° ordre transfert entre sections (6) (7) (8)***	***21 184 371,00***	***21 106 285,00***	***21 106 285,00***
71355	*Variat° stocks terrains aménagés*	*21 184 371,00*	*21 106 285,00*	*21 106 285,00*
043	***Opérat° ordre intérieur de la section (9)***	***155 000,00***	***112 000,00***	***112 000,00***
796	*Transferts charges financières*	*155 000,00*	*112 000,00*	*112 000,00*
TOTAL DES RECETTES D'ORDRE		***21 339 371,00***	***21 218 285,00***	***21 218 285,00***
TOTAL DES RECETTES DE FONCTIONNEMENT DE L'EXERCICE (= Total des opérations réelles et d'ordre)		**23 103 654,22**	**22 982 568,22**	**22 982 568,22**

+

RESTES A REALISER N-1 (10)	**0,00**

+

R 002 RESULTAT REPORTE OU ANTICIPE (10)	**0,00**

=

TOTAL DES RECETTES DE FONCTIONNEMENT CUMULEES	**22 982 568,22**

Détail du calcul des ICNE au compte 7622

Montant des ICNE de l'exercice	0,00
Montant des ICNE de l'exercice N-1	0,00
= Différence ICNE N – ICNE N-1	0,00

(1) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes appliqué par la commune ou l'établissement.

(2) Cf. Modalités de vote I-B.

(3) Hors restes à réaliser.

(4) Le vote de l'assemblée porte uniquement sur les propositions nouvelles.

(5) Si la commune ou l'établissement applique le régime des provisions semi-budgétaires.

(6) Cf. définitions du chapitre des opérations d'ordre, *RF 042 = DI 040.*

(7) Aucune prévision budgétaire ne doit figurer aux articles 775 et 776 (cf. chapitre 024 « produit des cessions d'immobilisation »).

(8) Le compte 7815 peut figurer dans le détail du chapitre 042 si la commune ou l'établissement applique le régime des provisions budgétaires.

(9) Chapitre destiné à retracer les opérations particulières telles que les opérations de stocks ou liées à la tenue d'un inventaire permanent simplifié.

(10) Inscrire en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent (après vote du compte administratif ou si reprise anticipée des résultats).

III – VOTE DU BUDGET — III

SECTION D'INVESTISSEMENT – DETAIL DES DEPENSES — B1

Chap / art (1)	Libellé (1)	Pour mémoire budget précédent (2)	Propositions nouvelles (3)	Vote (4)
010	**Stocks**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
20	**Immobilisations incorporelles (sauf opérations et 204)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
204	**Subventions d'équipement versées (hors opérations)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
21	**Immobilisations corporelles (hors opérations)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
22	**Immobilisations reçues en affectation (hors opérations)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
23	**Immobilisations en cours (hors opérations)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
	Total des dépenses d'équipement	**0,00**	**0,00**	**0,00**
10	**Dotations, fonds divers et réserves**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
13	**Subventions d'investissement**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
16	**Emprunts et dettes assimilées**	**967 001,06**	**10 906 313,00**	**10 906 313,00**
1641	Emprunts en euros	907 001,06	1 906 313,00	1 906 313,00
16441	Opérat° afférentes à l'emprunt	60 000,00	0,00	0,00
166	Refinancement de dette	0,00	9 000 000,00	9 000 000,00
18	**Compte de liaison : affectat° (BA,régie)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
26	**Participat° et créances rattachées**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
27	**Autres immobilisations financières**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
020	**Dépenses imprévues**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
	Total des dépenses financières	**967 001,06**	**10 906 313,00**	**10 906 313,00**
	Total des dépenses d'opérations pour compte de tiers	**0,00**	**0,00**	**0,00**
	TOTAL DEPENSES REELLES	**967 001,06**	**10 906 313,00**	**10 906 313,00**
040	***Opérat° ordre transfert entre sections (7)***	***21 184 371,00***	***21 106 285,00***	***21 106 285,00***
	Reprises sur autofinancement antérieur (8)	***0,00***	***0,00***	***0,00***
	Charges transférées (9)	***21 184 371,00***	***21 106 285,00***	***21 106 285,00***
3354	*Etudes et prestations de services*	*21 184 371,00*	*0,00*	*0,00*
3355	*Travaux*	*0,00*	*21 106 285,00*	*21 106 285,00*
041	***Opérations patrimoniales (10)***	***0,00***	***0,00***	***0,00***
	TOTAL DEPENSES D'ORDRE	***21 184 371,00***	***21 106 285,00***	***21 106 285,00***
	TOTAL DES DEPENSES D'INVESTISSEMENT DE L'EXERCICE (= Total des dépenses réelles et d'ordre)	**22 151 372,06**	**32 012 598,00**	**32 012 598,00**

+

RESTES A REALISER N-1 (11)	**0,00**

+

D 001 SOLDE D'EXECUTION NEGATIF REPORTE OU ANTICIPE (11)	**0,00**

=

TOTAL DES DEPENSES D'INVESTISSEMENT CUMULEES	**32 012 598,00**

(1) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes appliqué par la commune ou l'établissement.

(2) Cf. Modalités de vote, I-B.

(3) Hors restes à réaliser.

(4) Le vote de l'organe délibérant porte uniquement sur les propositions nouvelles.

(5) Voir état III B 3 pour le détail des opérations d'équipement.

(6) Voir annexe IV A 9 pour le détail des opérations pour compte de tiers.

(7) Cf. définitions du chapitre des opérations d'ordre, *DI 040 = RF 042.*

(8) Les comptes 15, 29, 39, 49 et 59 peuvent figurer dans le détail du chapitre 040 si la commune ou l'établissement applique le régime des provisions budgétaires.

(9) Aucune prévision budgétaire ne doit figurer à l'article 192 (cf. chapitre 024 « produit des cessions d'immobilisation »).

(10) Cf. définitions du chapitre des opérations d'ordre, *DI 041 = RI 041.*

(11) Inscrire en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent (après vote du compte administratif ou si reprise anticipée des résultats).

III – VOTE DU BUDGET — III

SECTION D'INVESTISSEMENT – DETAIL DES RECETTES — B2

Chap / art (1)	Libellé (1)	Pour mémoire budget précédent (2)	Propositions nouvelles (3)	Vote (4)
010	**Stocks**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
13	**Subventions d'investissement (hors 138)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
16	**Emprunts et dettes assimilées (hors 165)**	**6 398 160,00**	**9 985 756,78**	**9 985 756,78**
1641	Emprunts en euros	6 398 160,00	985 756,78	985 756,78
166	Refinancement de dette	0,00	9 000 000,00	9 000 000,00
20	**Immobilisations incorporelles (sauf 204)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
204	**Subventions d'équipement versées**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
21	**Immobilisations corporelles**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
22	**Immobilisations reçues en affectation**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
23	**Immobilisations en cours**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
	Total des recettes d'équipement	**6 398 160,00**	**9 985 756,78**	**9 985 756,78**
10	**Dotations, fonds divers et réserves**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
138	**Autres subvent° invest. non transf.**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
165	**Dépôts et cautionnements reçus**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
18	**Compte de liaison : affectat° (BA,régie)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
26	**Participat° et créances rattachées**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
27	**Autres immobilisations financières**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
024	**Produits des cessions d'immobilisations**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
	Total des recettes financières	**0,00**	**0,00**	**0,00**
	Total des recettes d'opérations pour compte de tiers	**0,00**	**0,00**	**0,00**
	TOTAL RECETTES REELLES	**6 398 160,00**	**9 985 756,78**	**9 985 756,78**
021	***Virement de la sect° de fonctionnement***	***14 887 417,00***	***1 765 261,22***	***1 765 261,22***
040	***Opérat° ordre transfert entre sections (6) (7) (8)***	***4 885 849,00***	***20 261 580,00***	***20 261 580,00***
3354	*Etudes et prestations de services*	*4 714 357,00*	*0,00*	*0,00*
3355	*Travaux*	*0,00*	*20 261 580,00*	*20 261 580,00*
33581	*Frais accessoires*	*171 492,00*	*0,00*	*0,00*
	TOTAL DES PRELEVEMENTS PROVENANT DE LA SECTION DE FONCTIONNEMENT	***19 773 266,00***	***22 026 841,22***	***22 026 841,22***
041	***Opérations patrimoniales (9)***	***0,00***	***0,00***	***0,00***
	TOTAL RECETTES D'ORDRE	***19 773 266,00***	***22 026 841,22***	***22 026 841,22***
	TOTAL DES RECETTES D'INVESTISSEMENT DE L'EXERCICE (= Total des recettes réelles et d'ordre)	**26 171 426,00**	**32 012 598,00**	**32 012 598,00**

+

RESTES A REALISER N-1 (10)	**0,00**

+

R 001 SOLDE D'EXECUTION POSITIF REPORTE OU ANTICIPE (10)	**0,00**

=

TOTAL DES RECETTES D'INVESTISSEMENT CUMULEES	**32 012 598,00**

(1) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes appliqué par la commune ou l'établissement.

(2) Cf. Modalités de vote, I-B.

(3) Hors restes à réaliser.

(4) Le vote de l'organe délibérant porte uniquement sur les propositions nouvelles.

(5) Voir annexe IV-A9 pour le détail des opérations pour compte de tiers.

(6) Cf. définitions du chapitre des opérations d'ordre, R*I 040 = DF 042.*

(7) Aucune prévision budgétaire ne doit figurer à l'article 192 (cf. chapitre 024 « produit des cessions d'immobilisations »).

(8) Les comptes 15, 29, 39, 49 et 59 peuvent figurer dans le détail du chapitre 040 si la commune ou l'établissement applique le régime des provisions budgétaires.

(9) Cf. définitions du chapitre des opérations d'ordre, D*I 041 = RI 041.*

(10) Inscrire en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent (après vote du compte administratif ou si reprise anticipée des résultats).

III – VOTE DU BUDGET	III
DETAIL DES CHAPITRES D'OPERATION D'EQUIPEMENT	B3

Cet état ne contient pas d'information.

IV – ANNEXES

ELEMENTS DU BILAN – ETAT DE LA DETTE – REPARTITION PAR NATURE DE DETTE

IV

A2.2

A2.2 – REPARTITION PAR NATURE DE DETTE (hors 16449 et 166)

Nature (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat)	Emprunts et dettes à l'origine du contrat													
								Taux initial						
	Organisme prêteur ou chef de file	Date de signature	Date d'émission ou date de mobilisation (1)	Date du premier rembour-sement	Nominal (2)	Type de taux d'intérêt (3)	Index (4)	Niveau de taux (5)	Taux actuariel	Devise	Pério-dicité des rembour-sements (6)	Profil d'amor-tissement (7)	Possibilité de rembour-sement anticipé O/N	Caté-gorie d'em-prunt (8)
163 Emprunts obligataires (Total)					**0,00**									
164 Emprunts auprès des établissements financiers (Total)					**12 500 000,00**									
1641 Emprunts en euros (total)					12 500 000,00									
2008-07	CAISSE D'EPARGNE	15/12/2008	23/12/2008	25/03/2009	500 000,00	F	Taux fixe à 4.62 %	4,620	4,620	EUR	A	P	O	A-1
2016-01	SFIL CAFFIL	23/11/2016	21/12/2016	01/04/2017	2 000 000,00	F	Taux fixe à 0.52 %	0,520	0,520	EUR	T	C	O	A-1
2017-04 0966490	CAISSE D'EPARGNE	23/10/2017	15/01/2018	25/04/2018	10 000 000,00	F	Taux fixe à 1.13 %	1,130	1,130	EUR	T	C	O	A-1
1643 Emprunts en devises (total)					0,00									
16441 Emprunts assortis d'une option de tirage sur ligne de trésorerie (total)					0,00									
165 Dépôts et cautionnements reçus (Total)					**0,00**									
167 Emprunts et dettes assortis de conditions particulières (Total)					**0,00**									
1671 Avances consolidées du Trésor (total)					0,00									
1672 Emprunts sur comptes spéciaux du Trésor (total)					0,00									
1675 Dettes pour METP et PPP (total)					0,00									
1676 Dettes envers locataires-acquéreurs (total)					0,00									
1678 Autres emprunts et dettes (total)					0,00									

Nature (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat)	Emprunts et dettes à l'origine du contrat													
	Organisme prêteur ou chef de file	Date de signature	Date d'émission ou date de mobilisation (1)	Date du premier rembour-sement	Nominal (2)	Type de taux d'intérêt (3)	Index (4)	Taux initial		Devise	Péri-odicité des rembour-sements (6)	Profil d'amor-tissement (7)	Possibilité de rembour-sement anticipé O/N	Caté-gorie d'em-prunt (8)
								Niveau de taux (5)	Taux actuariel					
168 Emprunts et dettes assimilés (Total)					**0,00**									
1681 Autres emprunts (total)					0,00									
1682 Bons à moyen terme négociables (total)					0,00									
1687 Autres dettes (total)					0,00									
Total général					**12 500 000,00**									

(1) Si un emprunt donne lieu à plusieurs mobilisations, indiquer la date de la première mobilisation.

(2) Nominal : montant emprunté à l'origine.

(3) Type de taux d'intérêt : F : fixe ; V : variable simple ; C : complexe (c'est-à-dire un taux variable qui n'est pas seulement défini comme la simple addition d'un taux usuel de référence et d'une marge exprimée en point de pourcentage).

(4) Mentionner le ou les types d'index (ex : Euribor 3 mois).

(5) Indiquer le niveau de taux à l'origine du contrat.

(6) Indiquer la périodicité des remboursements : A : annuelle ; M : mensuelle, B : bimestrielle, S : semestrielle, T : trimestrielle, X autre.

(7) Indiquer C pour amortissement constant, P pour amortissement progressif, F pour *in fine*, X pour autres à préciser.

(8) Catégorie d'emprunt à l'origine. Exemple A-1 (cf. la classification des emprunts suivant la typologie de la circulaire IOCB1015077C du 25 juin 2010 sur les produits financiers offerts aux collectivités territoriales).

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN – ETAT DE LA DETTE – REPARTITION PAR NATURE DE DETTE	A2.2

A2.2 – REPARTITION PAR NATURE DE DETTE (hors 16449 et 166) (suite)

Nature (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat)	Emprunts et dettes au 01/01/N											
						Taux d'intérêt			Annuité de l'exercice			
	Couverture ? O/N (10)	Montant couvert	Catégorie d'emprunt après couverture éventuelle (11)	Capital restant dû au 01/01/N	Durée résiduelle (en années)	Type de taux (12)	Index (13)	Niveau de taux d'intérêt à la date de vote du budget (14)	Capital	Charges d'intérêt (15)	Intérêts perçus (le cas échéant) (16)	ICNE de l'exercice
163 Emprunts obligataires (Total)		**0,00**		**0,00**					**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
164 Emprunts auprès des établissements financiers (Total)		**0,00**		**9 541 183,84**					**906 312,59**	**101 321,03**	**0,00**	**19 647,16**
1641 Emprunts en euros (total)		0,00		9 541 183,84					906 312,59	101 321,03	0,00	19 647,16
2008-07	N	0,00	A-1	124 517,21	2,23	F	Taux fixe à 4.62 %	4,620	39 645,91	5 752,70	0,00	2 995,25
2016-01	N	0,00	A-1	1 250 000,00	6,00	F	Taux fixe à 0.52 %	0,520	200 000,00	6 110,00	0,00	1 349,83
2017-04 0966490	N	0,00	A-1	8 166 666,63	12,07	F	Taux fixe à 1.13 %	1,130	666 666,68	89 458,33	0,00	15 302,08
1643 Emprunts en devises (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
16441 Emprunts assortis d'une option de tirage sur ligne de trésorerie (total) (9)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
165 Dépôts et cautionnements reçus (Total)		**0,00**		**0,00**					**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
167 Emprunts et dettes assortis de conditions particulières (Total)		**0,00**		**0,00**					**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
1671 Avances consolidées du Trésor (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
1672 Emprunts sur comptes spéciaux (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
1675 Dettes pour METP et PPP (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
1676 Dettes envers locataires-acquéreurs (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
1678 Autres emprunts et dettes (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
168 Emprunts et dettes assimilés (Total)		**0,00**		**0,00**					**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
1681 Autres emprunts (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
1682 Bons à moyen terme négociables (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00

Nature (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat)	Emprunts et dettes au 01/01/N											
						Taux d'intérêt			Annuité de l'exercice			
	Couverture ? O/N (10)	Montant couvert	Catégorie d'emprunt après couverture éventuelle (11)	Capital restant dû au 01/01/N	Durée résiduelle (en années)	Type de taux (12)	Index (13)	Niveau de taux d'intérêt à la date de vote du budget (14)	Capital	Charges d'intérêt (15)	Intérêts perçus (le cas échéant) (16)	ICNE de l'exercice
1687 Autres dettes (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
Total général		**0,00**		**9 541 183,84**					**906 312,59**	**101 321,03**	**0,00**	**19 647,16**

(9) S'agissant des emprunts assortis d'une ligne de trésorerie, il faut faire ressortir le remboursement du capital de la dette prévue pour l'exercice correspondant au véritable endettement.

(10) Si l'emprunt est soumis à couverture, il convient de compléter le tableau « détail des opérations de couverture ».

(11) Catégorie d'emprunt. Exemple A-1 (cf. la classification des emprunts suivant la typologie de la circulaire IOCB1015077C du 25 juin 2010 sur les produits financiers offerts aux collectivités territoriales).

(12) Type de taux d'intérêt après opérations de couverture : F : fixe ; V : variable simple ; C : complexe (c'est-à-dire un taux variable qui n'est pas seulement défini comme la simple addition d'un taux usuel de référence et d'une marge exprimée en point de pourcentage).

(13) Mentionner l'index en cours au 01/01/N après opérations de couverture.

(14) Taux après opérations de couverture éventuelles. Pour les emprunts à taux variable, indiquer le niveau à la date de vote du budget.

(15) Il s'agit des intérêts dus au titre du contrat initial et comptabilisés à l'article 66111 « Intérêts réglés à l'échéance » (intérêts décaissés) et intérêts éventuels dus au titre du contrat d'échange éventuel et comptabilisés à l'article 668.

(16) Indiquer les intérêts éventuellement reçus au titre du contrat d'échange éventuel et comptabilisés au 768.

IV – ANNEXES

ELEMENTS DU BILAN – ETAT DE LA DETTE – REPARTITION DES EMPRUNTS PAR STRUCTURE DE TAUX

IV

A2.3

A2.3 – REPARTITION DES EMPRUNTS PAR STRUCTURE DE TAUX (HORS A1)

Emprunts ventilés par structure de taux selon le risque le plus élevé (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat) (1)	Organisme prêteur ou chef de file	Nominal (2)	Capital restant dû au 01/01/N (3)	Type d'indices (4)	Durée du contrat	Dates des périodes bonifiées	Taux minimal (5)	Taux maximal (6)	Coût de sortie (7)	Taux maximal après couver-ture éventu-elle (8)	Niveau du taux à la date de vote du budget (9)	Intérêts à payer au cours de l'exercice (10)	Intérêts à percevoir au cours de l'exercice (le cas échéant) (11)	% par type de taux selon le capital restant dû
Echange de taux, taux variable simple plafonné (cap) ou encadré (tunnel) (A)														
TOTAL (A)		0,00	0,00						0,00			0,00	0,00	0,00
Barrière simple (B)														
TOTAL (B)		0,00	0,00						0,00			0,00	0,00	0,00
Option d'échange (C)														
TOTAL (C)		0,00	0,00						0,00			0,00	0,00	0,00
Multiplicateur jusqu'à 3 ou multiplicateur jusqu'à 5 capé (D)														
TOTAL (D)		0,00	0,00						0,00			0,00	0,00	0,00
Multiplicateur jusqu'à 5 (E)														
TOTAL (E)		0,00	0,00						0,00			0,00	0,00	0,00
Autres types de structures (F)														
TOTAL (F)		0,00	0,00						0,00			0,00	0,00	0,00
TOTAL GENERAL		0,00	0,00						0,00			0,00	0,00	0,00

(1) Répartir les emprunts selon le type de structure de taux (de A à F selon la classification de la charte de bonne conduite) en fonction du risque le plus élevé à courir sur toute la durée de vie du contrat de prêt et après opérations de couverture éventuelles.

(2) Nominal : montant emprunté à l'origine. En cas de couverture partielle d'un emprunt, indiquer séparément sur deux lignes la part du nominal couvert et la part non couverte.

(3) En cas de couverture partielle d'un emprunt, indiquer séparément sur deux lignes la part du capital restant dû couvert et la part non couverte.

(4) Indiquer la classification de l'indice sous-jacent suivant la typologie de la circulaire du 25 juin 2010 sur les produits financiers (de 1 à 6). 1 : Indice zone euro / 2 : Indices inflation française ou zone euro ou écart entre ces indices / 3 : Ecart indice zone euro / 4 : Indices hors zone euro ou écart d'indices dont l'un est hors zone euro / 5 : écarts d'indices hors zone euro / 6 : autres indices.

(5) Taux hors opération de couverture. Indiquer le montant, l'index ou la formule correspondant au taux minimal du contrat de prêt sur toute la durée du contrat.

(6) Taux hors opération de couverture. Indiquer le montant, l'index ou la formule correspondant au taux maximal du contrat de prêt sur toute la durée du contrat.

(7) Coût de sortie : indiquer le montant de l'indemnité contractuelle de remboursement définitif de l'emprunt au 01/01/N ou le cas échéant, à la prochaine date d'échéance.

(8) Montant, index ou formule.

(9) Indiquer le niveau de taux après opérations de couverture éventuelles. Pour les emprunts à taux variables, indiquer le niveau du taux à la date de vote du budget.

(10) Indiquer les intérêts à payer au titre du contrat initial et comptabilisés à l'article 66111 et des intérêts éventuels à payer au titre du contrat d'échange et comptabilisés à l'article 668.

(11) Indiquer les intérêts à percevoir au titre du contrat d'échange et comptabilisés au 768.

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN – ETAT DE LA DETTE – TYPOLOGIE DE LA REPARTITION DE L'ENCOURS	A2.4

A2.4 – TYPOLOGIE DE LA REPARTITION DE L'ENCOURS (1)

Structure	Indices sous-jacents	(1) Indices zone euro	(2) Indices inflation française ou zone euro ou écart entre ces indices	(3) Ecarts d'indices zone euro	(4) Indices hors zone euro et écarts d'indices dont l'un est un indice hors zone euro	(5) Ecarts d'indices hors zone euro	(6) Autres indices
(A) Taux fixe simple. Taux variable simple. Echange de taux fixe contre taux variable ou inversement. Echange de taux structuré contre taux variable ou taux fixe (sens unique). Taux variable simple plafonné (*cap*) ou encadré (*tunnel*)	Nombre de produits	3	0	0	0	0	
	% de l'encours	100,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
	Montant en euros	9 541 183,84	0,00	0,00	0,00	0,00	
(B) Barrière simple. Pas d'effet de levier	Nombre de produits	0	0	0	0	0	
	% de l'encours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
	Montant en euros	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
(C) Option d'échange (*swaption*)	Nombre de produits	0	0	0	0	0	
	% de l'encours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
	Montant en euros	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
(D) Multiplicateur jusqu'à 3 ; multiplicateur jusqu'à 5 capé	Nombre de produits	0	0	0	0	0	
	% de l'encours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
	Montant en euros	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
(E) Multiplicateur jusqu'à 5	Nombre de produits	0	0	0	0	0	
	% de l'encours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
	Montant en euros	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
(F) Autres types de structures	Nombre de produits						0
	% de l'encours						0,00
	Montant en euros						0,00

(1) Cette annexe retrace le stock de dette au 01/01/N après opérations de couverture éventuelles.

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN EQUILIBRE DES OPERATIONS FINANCIERES – DEPENSES	A6.1

DEPENSES A COUVRIR PAR DES RESSOURCES PROPRES

Art. (1)	Libellé (1)	Propositions nouvelles	Vote (2)	
DEPENSES TOTALES A COUVRIR PAR DES RESSOURCES PROPRES =A + B		**1 906 313,00**	**I**	**1 906 313,00**
16 Emprunts et dettes assimilées (A)		**1 906 313,00**		**1 906 313,00**
1631	Emprunts obligataires	0,00		0,00
1641	Emprunts en euros	1 906 313,00		1 906 313,00
1643	Emprunts en devises	0,00		0,00
16441	Opérat° afférentes à l'emprunt	0,00		0,00
1671	Avances consolidées du Trésor	0,00		0,00
1672	Emprunts sur comptes spéciaux du Trésor	0,00		0,00
1678	Autres emprunts et dettes	0,00		0,00
1681	Autres emprunts	0,00		0,00
1682	Bons à moyen terme négociables	0,00		0,00
1687	Autres dettes	0,00		0,00
Dépenses et transferts à déduire des ressources propres (B)		**0,00**		**0,00**
10…	*Reprise de dotations, fonds divers et réserves*			
10…	Reversement de dotations, fonds divers et réserves			
139	*Subv. invest. transférées cpte résultat*	*0,00*		*0,00*
020	Dépenses imprévues	0,00		0,00

	Op. de l'exercice I	Restes à réaliser en dépenses de l'exercice précédent (3) (4)	Solde d'exécution D001 (3) (4)	TOTAL II
Dépenses à couvrir par des ressources propres	**1 906 313,00**	**0,00**	**0,00**	**1 906 313,00**

(1) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes.

(2) Crédits de l'exercice votés lors de la séance.

(3) Inscrire uniquement si le compte administratif est voté ou en cas de reprise anticipée des résultats de l'exercice précédent.

(4) Indiquer le montant correspondant figurant en II - Présentation générale du budget – vue d'ensemble.

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN EQUILIBRE DES OPERATIONS FINANCIERES – RECETTES	A6.2

RESSOURCES PROPRES

Art. (1)	Libellé (1)	Propositions nouvelles	Vote (2)	
RECETTES (RESSOURCES PROPRES) = a + b		**1 765 261,22**	**III**	**1 765 261,22**
Ressources propres externes de l'année (a)		**0,00**		**0,00**
10222	FCTVA	0,00		0,00
10223	TLE	0,00		0,00
10226	Taxe d'aménagement	0,00		0,00
10228	Autres fonds	0,00		0,00
13146	Attributions de compensation d'investissement	0,00		0,00
13156	Attributions de compensation d'investissement	0,00		0,00
13246	Attributions de compensation d'investissement	0,00		0,00
13256	Attributions de compensation d'investissement	0,00		0,00
138	Autres subvent° invest. non transf.	0,00		0,00
26…	Participations et créances rattachées			
27…	Autres immobilisations financières			
Ressources propres internes de l'année (b) (3)		**1 765 261,22**		**1 765 261,22**
15…	*Provisions pour risques et charges*			
169	*Primes de remboursement des obligations*	*0,00*		*0,00*
26…	*Participations et créances rattachées*			
27…	*Autres immobilisations financières*			
28…	*Amortissement des immobilisations*			
29…	*Prov. pour dépréciat° immobilisations*			
39…	*Prov. dépréciat° des stocks et en-cours*			
481…	*Charges à rép. sur plusieurs exercices*			
49…	*Prov. dépréc. comptes de tiers*			
59…	*Prov. dépréc. comptes financiers*			
024	Produits des cessions d'immobilisations	0,00		0,00
021	*Virement de la sect° de fonctionnement*	*1 765 261,22*		*1 765 261,22*

	Opérations de l'exercice III	Restes à réaliser en recettes de l'exercice précédent (4) (5)	Solde d'exécution R001 (4) (5)	Affectation R1068 (4)	TOTAL IV
Total ressources propres disponibles	**1 765 261,22**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**1 765 261,22**

		Montant
Dépenses à couvrir par des ressources propres	II	**1 906 313,00**
Ressources propres disponibles	IV	**1 765 261,22**
Solde	V = IV – II (6)	**-141 051,78**

(1) Les comptes 15, 169, 26, 27, 28, 29, 39, 481, 49 et 59 sont à détailler conformément au plan de comptes.

(2) Crédits de l'exercice votés lors de la séance.

(3) Les comptes 15, 29, 39, 49 et 59 sont présentés uniquement si la commune ou l'établissement applique le régime des provisions budgétaires.

(4) Inscrire uniquement si le compte administratif est voté ou en cas de reprise anticipée des résultats de l'exercice précédent.

(5) Indiquer le montant correspondant figurant en II - Présentation générale du budget – vue d'ensemble.

(6) Indiquer le signe algébrique.

IV – ANNEXES	IV
ARRETE ET SIGNATURES	D2

Nombre de membres en exercice : 0
Nombre de membres présents : 0
Nombre de suffrages exprimés : 0
VOTES :
Pour : 0
Contre : 0
Abstentions : 0

Date de convocation :

Présenté par (1),
A , le
,

Délibéré par l'assemblée (2), réunie en session
A , le
Les membres de l'assemblée délibérante (2),

.

Certifié exécutoire par (1), compte tenu de la transmission en préfecture, le , et de la publication le

A , le

(1) Indiquer le maire ou le président de l'organisme.
(2) L'assemblée délibérante étant : .

REPUBLIQUE FRANÇAISE

COMMUNE dont la population est de 3500 habitants et plus - COMMUNAUTE DE L'AUXERROIS (1)

AGREGE AU BUDGET PRINCIPAL DE BUDGET PRINCIPAL (2)

Numéro SIRET : 20006711400104

POSTE COMPTABLE : TRESORERIE AUXERRE

M. 14

Budget primitif

voté par nature

BUDGET : PRESTATIONS DE SERVICE (3)

ANNEE 2021

(1) Indiquer la nature juridique et le nom de la collectivité ou de l'établissement (commune, CCAS, EPCI, syndicat mixte, etc).

(2) A renseigner uniquement pour les budgets annexes.

(3) Indiquer le budget concerné : budget principal ou libellé du budget annexe.

Sommaire

I - Informations générales (6)

A - Informations statistiques, fiscales et financières 4
B - Modalités de vote du budget 5

II - Présentation générale du budget

A1 - Vue d'ensemble - Sections 6
A2 - Vue d'ensemble - Section de fonctionnement - Chapitres 7
A3 - Vue d'ensemble - Section d'investissement - Chapitres 9
B1 - Balance générale du budget - Dépenses 11
B2 - Balance générale du budget - Recettes 13

III - Vote du budget

A1 - Section de fonctionnement - Détail des dépenses 15
A2 - Section de fonctionnement - Détail des recettes 17
B1 - Section d'investissement - Détail des dépenses 18
B2 - Section d'investissement - Détail des recettes 19
B3 - Opérations d'équipement - Détail des chapitres et articles 20

IV - Annexes (7)

A - Eléments du bilan

A1 - Présentation croisée par fonction (1) 21
A1.1 - Présentation croisée par fonction - Détail fonctionnement 25
A1.2 - Présentation croisée par fonction - Détail investissement Sans Objet
A2.1 - Etat de la dette - Détail des crédits de trésorerie Sans Objet
A2.2 - Etat de la dette - Répartition par nature de dette Sans Objet
A2.3 - Etat de la dette - Répartition des emprunts par structure de taux Sans Objet
A2.4 - Etat de la dette - Typologie de la répartition de l'encours Sans Objet
A2.5 - Etat de la dette - Détail des opérations de couverture Sans Objet
A2.6 - Etat de la dette - Dette pour financer l'emprunt d'un autre organisme Sans Objet
A2.7 - Etat de la dette - Autres dettes Sans Objet
A3 - Méthodes utilisées pour les amortissements Sans Objet
A4 - Etat des provisions Sans Objet
A5 - Etalement des provisions Sans Objet
A6.1 - Equilibre des opérations financières - Dépenses Sans Objet
A6.2 - Equilibre des opérations financières - Recettes Sans Objet
A7.1.1 - Etats des dépenses et recettes des services d'eau et d'assainissement - Fonctionnement (2) Sans Objet
A7.1.2 - Etats des dépenses et recettes des services d'eau et d'assainissement - Investissement (2) Sans Objet
A7.2.1 - Etats de la répartition de la TEOM - Fonctionnement (3) Sans Objet
A7.2.2 - Etats de la répartition de la TEOM - Investissement (3) Sans Objet
A8 - Etat des charges transférées Sans Objet
A9 - Détail des opérations pour le compte de tiers Sans Objet

B - Engagements hors bilan

B1.1 - Etat des emprunts garantis par la commune ou l'établissement (4) Sans Objet
B1.2 - Calcul du ratio d'endettement relatif aux garanties d'emprunt Sans Objet
B1.3 - Etat des contrats de crédit-bail Sans Objet
B1.4 - Etat des contrats de partenariat public-privé Sans Objet
B1.5 - Etat des autres engagements donnés Sans Objet
B1.6 - Etat des engagements reçus Sans Objet
B1.7 - Subventions versées dans le cadre du vote du budget (5) Sans Objet
B2.1 - Etat des autorisations de programme et des crédits de paiement afférents Sans Objet
B2.2 - Etat des autorisations d'engagement et des crédits de paiement afférents Sans Objet
B3 - Emploi des recettes grevées d'une affectation spéciale Sans Objet

C - Autres éléments d'informations

C1 - Etat du personnel Sans Objet
C2 - Liste des organismes dans lesquels a été pris un engagement financier (4) Sans Objet
C3.1 - Liste des organismes de regroupement auxquels adhère la commune ou l'établissement Sans Objet
C3.2 - Liste des établissements publics créés Sans Objet
C3.3 - Liste des services individualisés dans un budget annexe Sans Objet
C3.4 - Liste des services assujettis à la TVA et non érigés en budget annexe Sans Objet

D - Décision en matière de taux de contributions directes - Arrêté et signatures

D1 - Décision en matière de taux de contributions directes Sans Objet
D2 - Arrêté et signatures 45

(1) Cette présentation est obligatoire pour les communes de 3 500 habitants et plus (art. L. 2312-3 du CGCT), les groupements comprenant au moins une commune de 3 500 habitants et plus (art. R. 5211-14 du CGCT) et leurs établissements publics. Elle n'a cependant pas à être produite par les services et activité unique érigés en établissement public ou budget annexe. Les autres communes et établissements peuvent les présenter de manière facultative.

(2) Cet état ne peut être produit que par les communes dont la population est inférieure à 500 habitants et qui gèrent les services de distribution de l'eau potable et d'assainissement sous forme de régie simple sans budget annexe (art. L. 2221-11 du CGCT).

(3) Cet état est obligatoirement produit par les communes et groupements de communes de 10 000 habitants et plus ayant institué la TEOM et assurant au moins la collecte des déchets ménagers (art. L. 2313-1 du CGCT).

(4) Ces états ne sont obligatoires que pour les communes de 3 500 habitants et plus (art. L. 2313-1 du CGCT), les groupements comprenant au moins une commune de 3 500 habitants et plus (art. L. 5211-36 du CGCT, art. L. 5711-1 du CGCT) et leurs établissements publics.

(5) Si la commune ou l'établissement décide d'attribuer des subventions dans le cadre du budget dans les conditions décrites à l'article L. 2311-7 du CGCT.

(6) Les associations syndicales autorisées doivent utiliser leur état particulier « *Informations générales* » annexé à l'arrêté n° NOR : INTB1237402A, relatif au cadre budgétaire et comptable applicable aux associations syndicales autorisées.

(7) Les associations syndicales autorisées remplissent et joignent uniquement les états qui les concernent au titre de l'exercice et au titre du détail des comptes de bilan.

Préciser, pour chaque annexe, si l'état est sans objet le cas échéant.

Code INSEE	COMMUNAUTE DE L'AUXERROIS	BP
89024	PRESTATIONS DE SERVICE	2021

I – INFORMATIONS GENERALES	I
INFORMATIONS STATISTIQUES, FISCALES ET FINANCIERES	A

Informations statistiques	Valeurs
Population totale (colonne h du recensement INSEE) :	0
Nombre de résidences secondaires (article R. 2313-1 *in fine*) :	
Nom de l'EPCI à fiscalité propre auquel la commune adhère :	

Potentiel fiscal et financier (1)		Valeurs par hab. (population DGF)	Moyennes nationales du potentiel financier par habitants de la strate
Fiscal	Financier		
0.00	0.00	0.00	0.00

	Informations financières – ratios (2)	Valeurs	Moyennes nationales de la strate (3)
1	Dépenses réelles de fonctionnement/population	0.00	
2	Produit des impositions directes/population	0.00	
3	Recettes réelles de fonctionnement/population	0.00	
4	Dépenses d'équipement brut/population	0.00	
5	Encours de dette/population	0.00	
6	DGF/population	0.00	
7	Dépenses de personnel/dépenses réelles de fonctionnement (2)	0.00	
8	Dépenses de fonct. et remb. dette en capital/recettes réelles de fonct. (2)	0.00	
9	Dépenses d'équipement brut/recettes réelles de fonctionnement (2)	0.00	
10	Encours de la dette/recettes réelles de fonctionnement (2)	0.00	

Dans l'ensemble des tableaux, les cases grisées ne doivent pas être remplies.

(1) Il s'agit du potentiel fiscal et du potentiel financier définis à l'article L. 2334-4 du code général des collectivités territoriales qui figurent sur la fiche de répartition de la DGF de l'exercice N-1 établie sur la base des informations N-2 (transmise par les services préfectoraux).

(2) Les ratios 1 à 6 sont obligatoires pour les communes de 3 500 habitants et plus et leurs établissements publics administratifs ainsi que pour les EPCI dotés d'une fiscalité propre comprenant au moins une commune de 3 500 habitants et plus.

Les ratios 7 à 10 sont obligatoires pour les communes de 10 000 habitants et plus et leurs établissements publics administratifs ainsi que pour les EPCI dotés d'une fiscalité propre comprenant au moins une commune de 10 000 habitants et plus (cf. articles L. 2313-1, L. 2313-2, R. 2313-1, R. 2313-2 et R. 5211-15 du CGCT). Pour les caisses des écoles, les EPCI non dotés d'une fiscalité propre et les syndicats mixtes associant exclusivement des communes et des EPCI, il conviendra d'appliquer les ratios prévus respectivement par les articles R. 2313-7, R. 5211-15 et R. 5711-3 du CGCT.

(3) Il convient d'indiquer les moyennes de la catégorie de l'organisme en cause (commune, communauté urbaine, communauté d'agglomération, …) et les sources d'où sont tirées les informations (statistiques de la direction générale des collectivités locales ou de la direction générale de la comptabilité publique). Il s'agit des moyennes de la dernière année connue.

I – INFORMATIONS GENERALES	I
MODALITES DE VOTE DU BUDGET	B

I – L'assemblée délibérante a voté le présent budget par nature :
- au niveau (1) du chapitre pour la section de fonctionnement,
- au niveau (1) du chapitre pour la section d'investissement.
  - sans (2) les chapitres « opérations d'équipement » de l'état III B 3.
  - sans (3) vote formel sur chacun des chapitres.

La liste des articles spécialisés sur lesquels l'ordonnateur ne peut procéder à des virements d'article à article est la suivante :

II – En l'absence de mention au paragraphe I ci-dessus, le budget est réputé voté par chapitre, et, en section d'investissement, sans chapitre de dépense « opération d'équipement ».

III – Les provisions sont (4) .

IV – La comparaison avec le budget précédent (cf. colonne « Pour mémoire ») s'effectue par rapport à la colonne du budget (5) cumulé de l'exercice précédent.

V – Le présent budget a été voté (6) sans reprise des résultats de l'exercice N-1.

(1) A compléter par « du chapitre » ou « de l'article ».

(2) Indiquer « avec » ou « sans » les chapitres opérations d'équipement.

(3) Indiquer « avec » ou « sans » vote formel.

(4) A compléter par un seul des deux choix suivants :
- semi-budgétaires (pas d'inscription en recette de la section d'investissement),
- budgétaires (délibération n° ……. du …….).

(5) Indiquer « primitif de l'exercice précédent » ou « cumulé de l'exercice précédent ».

(6) A compléter par un seul des trois choix suivants :
- sans reprise des résultats de l'exercice N-1,
- avec reprise des résultats de l'exercice N-1 après le vote du compte administratif N-1,
- avec reprise anticipée des résultats de l'exercice N-1.

II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET — II
VUE D'ENSEMBLE — A1

FONCTIONNEMENT

		DEPENSES DE LA SECTION DE FONCTIONNEMENT	RECETTES DE LA SECTION DE FONCTIONNEMENT
VOTE	CREDITS DE FONCTIONNEMENT VOTES AU TITRE DU PRESENT BUDGET (1)	224 138,00	224 138,00
	+	+	+
REPORTS	RESTES A REALISER (R.A.R) DE L'EXERCICE PRECEDENT (2)	0,00	0,00
REPORTS	002 RESULTAT DE FONCTIONNEMENT REPORTE (2)	(si déficit) 0,00	(si excédent) 0,00
	=	=	=
	TOTAL DE LA SECTION DE FONCTIONNEMENT (3)	224 138,00	224 138,00

INVESTISSEMENT

		DEPENSES DE LA SECTION D'INVESTISSEMENT	RECETTES DE LA SECTION D'INVESTISSEMENT
VOTE	CREDITS D'INVESTISSEMENT (1) VOTES AU TITRE DU PRESENT BUDGET (y compris le compte 1068)	0,00	0,00
	+	+	+
REPORTS	RESTES A REALISER (R.A.R) DE L'EXERCICE PRECEDENT (2)	0,00	0,00
REPORTS	001 SOLDE D'EXECUTION DE LA SECTION D'INVESTISSEMENT REPORTE (2)	(si solde négatif) 0,00	(si solde positif) 0,00
	=	=	=
	TOTAL DE LA SECTION D'INVESTISSEMENT (3)	0,00	0,00

TOTAL

TOTAL DU BUDGET (3)	224 138,00	224 138,00

(1) Au budget primitif, les crédits votés correspondent aux crédits votés lors de cette étape budgétaire. De même, pour les décisions modificatives et le budget supplémentaire, les crédits votés correspondent aux crédits votés lors de l'étape budgétaire sans sommation avec ceux antérieurement votés lors du même exercice.
(2) A servir uniquement en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent, soit après le vote du compte administratif, soit en cas de reprise anticipée des résultats.
Les restes à réaliser de la section de fonctionnement correspondent en dépenses, aux dépenses engagées non mandatées et non rattachées telles qu'elles ressortent de la comptabilité des engagements et en recettes, aux recettes certaines n'ayant pas donné lieu à l'émission d'un titre et non rattachées (R. 2311-11 du CGCT).
Les restes à réaliser de la section d'investissement correspondent en dépenses, aux dépenses engagées non mandatées au 31/12 de l'exercice précédent telles qu'elles ressortent de la comptabilité des engagements et aux recettes certaines n'ayant pas donné lieu à l'émission d'un titre au 31/12 de l'exercice précédent (R. 2311-11 du CGCT).
(3) Total de la section de fonctionnement = RAR + résultat reporté + crédits de fonctionnement votés.

Total de la section d'investissement = RAR + solde d'exécution reporté + crédits d'investissement votés.

Total du budget = Total de la section de fonctionnement + Total de la section d'investissement.

II - PRESENTATION GENERALE DU BUDGET	II
SECTION DE FONCTIONNEMENT – CHAPITRES	A2

DEPENSES DE FONCTIONNEMENT

Chap.	Libellé	Pour mémoire budget précédent (1)	Restes à réaliser N-1 (2)	Propositions nouvelles	VOTE (3)	TOTAL (= RAR + vote)
011	Charges à caractère général	103 555,00	0,00	46 480,00	46 480,00	46 480,00
012	Charges de personnel, frais assimilés	222 414,00	0,00	177 658,00	177 658,00	177 658,00
014	Atténuations de produits	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
65	Autres charges de gestion courante	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
656	Frais fonctionnement des groupes d'élus	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des dépenses de gestion courante		**325 969,00**	**0,00**	**224 138,00**	**224 138,00**	**224 138,00**
66	Charges financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
67	Charges exceptionnelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
68	Dotations provisions semi-budgétaires (4)	0,00		0,00	0,00	0,00
022	Dépenses imprévues	0,00		0,00	0,00	0,00
Total des dépenses réelles de fonctionnement		**325 969,00**	**0,00**	**224 138,00**	**224 138,00**	**224 138,00**
023	*Virement à la section d'investissement (5)*	*0,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
042	*Opérat° ordre transfert entre sections (5)*	*0,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
043	*Opérat° ordre intérieur de la section (5)*	*0,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
Total des dépenses d'ordre de fonctionnement		***0,00***		***0,00***	***0,00***	***0,00***
TOTAL		**325 969,00**	**0,00**	**224 138,00**	**224 138,00**	**224 138,00**

+

D 002 RESULTAT REPORTE OU ANTICIPE (2)	0,00

=

TOTAL DES DEPENSES DE FONCTIONNEMENT CUMULEES	224 138,00

RECETTES DE FONCTIONNEMENT

Chap.	Libellé	Pour mémoire budget précédent (1)	Restes à réaliser N-1 (2)	Propositions nouvelles	VOTE (3)	TOTAL (= RAR + vote)
013	Atténuations de charges	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
70	Produits services, domaine et ventes div	40 905,00	0,00	30 322,00	30 322,00	30 322,00
73	Impôts et taxes	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
74	Dotations et participations	284 399,15	0,00	193 816,00	193 816,00	193 816,00
75	Autres produits de gestion courante	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des recettes de gestion courante		**325 304,15**	**0,00**	**224 138,00**	**224 138,00**	**224 138,00**
76	Produits financiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
77	Produits exceptionnels	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
78	Reprises provisions semi-budgétaires (4)	0,00		0,00	0,00	0,00
Total des recettes réelles de fonctionnement		**325 304,15**	**0,00**	**224 138,00**	**224 138,00**	**224 138,00**
042	*Opérat° ordre transfert entre sections (5)*	*0,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
043	*Opérat° ordre intérieur de la section (5)*	*0,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
Total des recettes d'ordre de fonctionnement		***0,00***		***0,00***	***0,00***	***0,00***
TOTAL		**325 304,15**	**0,00**	**224 138,00**	**224 138,00**	**224 138,00**

+

R 002 RESULTAT REPORTE OU ANTICIPE (2)	0,00

=

TOTAL DES RECETTES DE FONCTIONNEMENT CUMULEES	224 138,00

Pour information :

AUTOFINANCEMENT PREVISIONNEL DÉGAGÉ AU PROFIT DE LA SECTION D'INVESTISSEMENT (6)	0,00

Il s'agit, pour un budget voté en équilibre, des ressources propres correspondant à l'excédent des recettes réelles de fonctionnement sur les dépenses réelles de fonctionnement. Il sert à financer le remboursement du capital de la dette et les nouveaux investissements de la commune ou de l'établissement.

(1) Cf. Modalités de vote I-B.

(2) Inscrire en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent (après vote du compte administratif) ou si reprise anticipée des résultats.

(3) Le vote de l'organe délibérant porte uniquement sur les propositions nouvelles.

(4) Si la commune ou l'établissement applique le régime des provisions semi-budgétaires.

(5) DF 023 = RI 021 ; DI 040 = RF 042 ; RI 040 = DF 042 ; DI 041 = RI 041 ; DF 043 = RF 043.

(6) Solde de l'opération *DF 023 + DF 042 – RF 042* ou solde de l'opération *RI 021 + RI 040 – DI 040.*

II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET — II
SECTION D'INVESTISSEMENT – CHAPITRES — A3

DEPENSES D'INVESTISSEMENT

Chap.	Libellé	Pour mémoire budget précédent (1)	Restes à réaliser N-1 (2)	Propositions nouvelles	VOTE (3)	TOTAL (= RAR + vote)
010	Stocks (5)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation (6)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	Total des opérations d'équipement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	Total des dépenses d'équipement	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie) (7)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participat° et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
020	Dépenses imprévues	0,00		0,00	0,00	0,00
	Total des dépenses financières	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
45…	**Total des opé. pour compte de tiers (8)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Total des dépenses réelles d'investissement		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
040	*Opérat° ordre transfert entre sections (4)*	*0,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
041	*Opérations patrimoniales (4)*	*0,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
	Total des dépenses d'ordre d'investissement	***0,00***		***0,00***	***0,00***	***0,00***
	TOTAL	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

+

D 001 SOLDE D'EXECUTION NEGATIF REPORTE OU ANTICIPE (2)	**0,00**

=

TOTAL DES DEPENSES D'INVESTISSEMENT CUMULEES	**0,00**

RECETTES D'INVESTISSEMENT

Chap.	Libellé	Pour mémoire budget précédent (1)	Restes à réaliser N-1 (2)	Propositions nouvelles	VOTE (3)	TOTAL (= RAR + vote)
010	Stocks (5)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement (hors 138)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées (hors165)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation (6)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	Total des recettes d'équipement	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
10	Dotations, fonds divers et réserves (hors 1068)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
1068	Excédents de fonctionnement capitalisés (9)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
138	Autres subvent° invest. non transf.	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
165	Dépôts et cautionnements reçus	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie) (7)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participat° et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
024	Produits des cessions d'immobilisations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	Total des recettes financières	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
45…	**Total des opé. pour le compte de tiers (8)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Total des recettes réelles d'investissement		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
021	*Virement de la sect° de fonctionnement (4)*	*0,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
040	*Opérat° ordre transfert entre sections (4)*	*0,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
041	*Opérations patrimoniales (4)*	*0,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
Total des recettes d'ordre d'investissement		***0,00***		***0,00***	***0,00***	***0,00***

Chap.	Libellé	Pour mémoire budget précédent (1)	Restes à réaliser N-1 (2)	Propositions nouvelles	VOTE (3)	TOTAL (= RAR + vote)
TOTAL		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

+

R 001 SOLDE D'EXECUTION POSITIF REPORTE OU ANTICIPE (2)	0,00

=

TOTAL DES RECETTES D'INVESTISSEMENT CUMULEES	0,00

Pour information :

Il s'agit, pour un budget voté en équilibre, des ressources propres correspondant à l'excédent des recettes réelles de fonctionnement sur les dépenses réelles de fonctionnement. Il sert à financer le remboursement du capital de la dette et les nouveaux investissements de la commune ou de l'établissement.

AUTOFINANCEMENT PREVISIONNEL DÉGAGÉ PAR LA SECTION DE FONCTIONNEMENT (10)	0,00

(1) Cf. Modalités de vote I-B.

(2) Inscrire en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent (après vote du compte administratif) ou si reprise anticipée des résultats.

(3) Le vote de l'organe délibérant porte uniquement sur les propositions nouvelles.

(4) DF 023 = RI 021 ; DI 040 = RF 042 ; RI 040 = DF 042 ; DI 041 = RI 041 ; DF 043 = RF 043.

(5) A servir uniquement dans le cadre d'un suivi des stocks selon la méthode de l'inventaire permanent simplifié autorisée pour les seules opérations d'aménagements (lotissement, ZAC…) par ailleurs retracées dans le cadre de budgets annexes.

(6) En dépenses, le chapitre 22 retrace les travaux d'investissement réalisés sur les biens reçus en affectation. En recette, il retrace, le cas échéant, l'annulation de tels travaux effectués sur un exercice antérieur.

(7) A servir uniquement lorsque la commune ou l'établissement effectue une dotation initiale en espèces au profit d'un service public non personnalisé qu'elle ou qu'il crée.

(8) Seul le total des opérations pour compte de tiers figure sur cet état (voir le détail Annexe IV A9).

(9) Le compte 1068 n'est pas un chapitre mais un article du chapitre 10.

(10) Solde de l'opération *DF 023 + DF 042 – RF 042* ou solde de l'opération *RI 021+ RI 040 – DI 040*.

II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET — II

BALANCE GENERALE DU BUDGET — B1

1 – DEPENSES (du présent budget + restes à réaliser)

	FONCTIONNEMENT	Opérations réelles (1)	Opérations d'ordre (2)	TOTAL
011	Charges à caractère général	46 480,00		46 480,00
012	Charges de personnel, frais assimilés	177 658,00		177 658,00
014	Atténuations de produits	0,00		0,00
60	*Achats et variation des stocks (3)*		*0,00*	0,00
65	Autres charges de gestion courante	0,00		0,00
656	Frais fonctionnement des groupes d'élus (4)	0,00		0,00
66	Charges financières	0,00	*0,00*	0,00
67	Charges exceptionnelles	0,00	*0,00*	0,00
68	Dot. aux amortissements et provisions	0,00	*0,00*	0,00
71	*Production stockée (ou déstockage) (3)*		*0,00*	0,00
022	Dépenses imprévues	0,00		0,00
023	*Virement à la section d'investissement*		*0,00*	0,00
Dépenses de fonctionnement – Total		**224 138,00**	***0,00***	**224 138,00**

+

D 002 RESULTAT REPORTE OU ANTICIPE	**0,00**

=

TOTAL DES DEPENSES DE FONCTIONNEMENT CUMULEES	**224 138,00**

	INVESTISSEMENT	Opérations réelles (1)	Opérations d'ordre (2)	TOTAL
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	*0,00*	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	*0,00*	0,00
15	*Provisions pour risques et charges (5)*		*0,00*	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées (sauf 1688 non budgétaire)	0,00	*0,00*	0,00
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie)	(8) 0,00		0,00
	Total des opérations d'équipement	0,00		0,00
198	*Neutral. amort. subv. équip. versées*		*0,00*	*0,00*
20	Immobilisations incorporelles(sauf 204) (6)	0,00	*0,00*	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	*0,00*	0,00
21	Immobilisations corporelles (6)	0,00	*0,00*	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation (6)	(9) 0,00	*0,00*	0,00
23	Immobilisations en cours (6)	0,00	*0,00*	0,00
26	Participations et créances rattachées	0,00	*0,00*	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	*0,00*	0,00
28	*Amortissement des immobilisations (reprises)*		*0,00*	0,00
29	*Prov. pour dépréciat° immobilisations (5)*		*0,00*	0,00
39	*Prov. dépréciat° des stocks et en-cours (5)*		*0,00*	0,00
45…	Total des opérations pour compte de tiers (7)	0,00	*0,00*	0,00
481	*Charges à rép. sur plusieurs exercices*		*0,00*	0,00
49	*Prov. dépréc. comptes de tiers (5)*		*0,00*	0,00
59	*Prov. dépréc. comptes financiers (5)*		*0,00*	0,00
3…	Stocks	0,00	*0,00*	0,00
020	Dépenses imprévues	0,00		0,00
Dépenses d'investissement – Total		**0,00**	***0,00***	**0,00**

+

D 001 SOLDE D'EXECUTION NEGATIF REPORTE OU ANTICIPE	**0,00**

=

TOTAL DES DEPENSES D'INVESTISSEMENT CUMULEES	**0,00**

(1) Y compris les opérations relatives au rattachement des charges et des produits et les opérations d'ordre semi-budgétaires.
(2) Voir liste des opérations d'ordre.
(3) Permet de retracer des opérations particulières telles que les opérations de stocks liées à la tenue d'un inventaire permanent simplifié.
(4) Communes, communautés d'agglomération et communautés urbaines de plus de 100 000 habitants.
(5) Si la commune ou l'établissement applique le régime des provisions budgétaires.
(6) Hors chapitres « opérations d'équipement ».
(7) Seul le total des opérations pour compte de tiers figure sur cet état (voir le détail Annexe IV A9).
(8) A servir uniquement lorsque la commune ou l'établissement effectue une dotation initiale en espèces au profit d'un service public non personnalisé qu'elle ou qu'il crée.
(9) En dépenses, le chapitre 22 retrace les travaux d'investissement réalisés sur les biens reçus en affectation. En recette, il retrace, le cas échéant, l'annulation de tels travaux effectués sur un exercice antérieur.

II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET	II
BALANCE GENERALE DU BUDGET	B2

2 – RECETTES (du présent budget + restes à réaliser)

	FONCTIONNEMENT	Opérations réelles (1)	Opérations d'ordre (2)	TOTAL
013	Atténuations de charges	0,00		0,00
60	*Achats et variation des stocks (3)*		*0,00*	0,00
70	Produits services, domaine et ventes div	30 322,00		30 322,00
71	*Production stockée (ou déstockage)*		*0,00*	0,00
72	*Production immobilisée*		*0,00*	0,00
73	Impôts et taxes	0,00		0,00
74	Dotations et participations	193 816,00		193 816,00
75	Autres produits de gestion courante	0,00	*0,00*	0,00
76	Produits financiers	0,00	*0,00*	0,00
77	Produits exceptionnels	0,00	*0,00*	0,00
78	Reprise sur amortissements et provisions	0,00	*0,00*	0,00
79	*Transferts de charges*		*0,00*	0,00
Recettes de fonctionnement – Total		**224 138,00**	***0,00***	**224 138,00**

+

R 002 RESULTAT REPORTE OU ANTICIPE	0,00

=

TOTAL DES RECETTES DE FONCTIONNEMENT CUMULEES	224 138,00

	INVESTISSEMENT	Opérations réelles (1)	Opérations d'ordre (2)	TOTAL
10	Dotations, fonds divers et réserves (sauf 1068)	0,00	*0,00*	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	*0,00*	0,00
15	*Provisions pour risques et charges (4)*		*0,00*	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées (sauf 1688 non budgétaires)	0,00	*0,00*	0,00
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie)	(6) 0,00		0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	0,00	*0,00*	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	*0,00*	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	*0,00*	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	(7) 0,00	*0,00*	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	*0,00*	0,00
26	Participations et créances rattachées	0,00	*0,00*	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	*0,00*	0,00
28	*Amortissement des immobilisations*		*0,00*	0,00
29	*Prov. pour dépréciat° immobilisations (4)*		*0,00*	0,00
39	*Prov. dépréciat° des stocks et en-cours (4)*		*0,00*	0,00
45…	Opérations pour compte de tiers (5)	0,00	*0,00*	0,00
481	*Charges à rép. sur plusieurs exercices*		*0,00*	0,00
49	*Prov. dépréc. comptes de tiers (4)*		*0,00*	0,00
59	*Prov. dépréc. comptes financiers (4)*		*0,00*	0,00
3…	Stocks	0,00	*0,00*	0,00
021	*Virement de la sect° de fonctionnement*		*0,00*	0,00
024	Produits des cessions d'immobilisations	0,00		0,00
Recettes d'investissement – Total		**0,00**	***0,00***	**0,00**

+

R 001 SOLDE D'EXECUTION POSITIF REPORTE OU ANTICIPE	0,00

+

AFFECTATION AU COMPTE 1068	0,00

=

TOTAL DES RECETTES D'INVESTISSEMENT CUMULEES	0,00

(1) Y compris les opérations relatives au rattachement des charges et des produits et les opérations d'ordre semi-budgétaires.
(2) Voir liste des opérations d'ordre.
(3) Permet de retracer des opérations particulières telles que les opérations de stocks liées à la tenue d'un inventaire permanent simplifié.
(4) Si la commune ou l'établissement applique le régime des provisions budgétaires.
(5) Seul le total des opérations pour compte de tiers figure sur cet état (voir le détail Annexe IV A9).
(6) A servir uniquement lorsque la commune ou l'établissement effectue une dotation initiale en espèces au profit d'un service public non personnalisé qu'elle ou qu'il crée.
(7) En dépenses, le chapitre 22 retrace les travaux d'investissement réalisés sur les biens reçus en affectation. En recette, il retrace, le cas échéant, l'annulation de tels travaux effectués sur un exercice antérieur.

III – VOTE DU BUDGET — III

SECTION DE FONCTIONNEMENT – DETAIL DES DEPENSES — A1

Chap / art (1)	Libellé (1)	Pour mémoire budget précédent (2)	Propositions nouvelles (3)	Vote (4)
011	**Charges à caractère général**	**103 555,00**	**46 480,00**	**46 480,00**
60631	Fournitures d'entretien	7 300,00	8 300,00	8 300,00
611	Contrats de prestations de services	800,00	1 050,00	1 050,00
61551	Entretien matériel roulant	3 300,00	4 200,00	4 200,00
6156	Maintenance	13 350,00	13 130,00	13 130,00
6256	Missions	3 000,00	1 000,00	1 000,00
62871	Remb. frais à la collectivité de rattach	75 805,00	18 800,00	18 800,00
012	**Charges de personnel, frais assimilés**	**222 414,00**	**177 658,00**	**177 658,00**
6215	Personnel affecté par CL de rattachement	0,00	24 372,00	24 372,00
6331	Versement de transport	0,00	493,00	493,00
6332	Cotisations versées au F.N.A.L.	0,00	448,00	448,00
6336	Cotisations CNFPT et CDGFPT	0,00	807,00	807,00
64111	Rémunération principale titulaires	222 414,00	63 000,00	63 000,00
64112	NBI, SFT, indemnité résidence	0,00	3 608,00	3 608,00
64118	Autres indemnités titulaires	0,00	18 773,00	18 773,00
64131	Rémunérations non tit.	0,00	20 300,00	20 300,00
64138	Autres indemnités non tit.	0,00	5 573,00	5 573,00
6451	Cotisations à l'U.R.S.S.A.F.	0,00	17 766,00	17 766,00
6453	Cotisations aux caisses de retraites	0,00	21 214,00	21 214,00
6454	Cotisations aux A.S.S.E.D.I.C.	0,00	1 055,00	1 055,00
6458	Cotis. aux autres organismes sociaux	0,00	249,00	249,00
014	**Atténuations de produits**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
65	**Autres charges de gestion courante**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
656	**Frais fonctionnement des groupes d'élus**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
TOTAL = DEPENSES DE GESTION DES SERVICES (a) = (011 + 012 + 014 + 65 + 656)		**325 969,00**	**224 138,00**	**224 138,00**
66	**Charges financières (b)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
67	**Charges exceptionnelles (c)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
68	**Dotations provisions semi-budgétaires (d) (6)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
022	**Dépenses imprévues (e)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
TOTAL DES DEPENSES REELLES = a + b + c + d + e		**325 969,00**	**224 138,00**	**224 138,00**
023	***Virement à la section d'investissement***	***0,00***	***0,00***	***0,00***
042	***Opérat° ordre transfert entre sections (7) (8) (9)***	***0,00***	***0,00***	***0,00***
TOTAL DES PRELEVEMENTS AU PROFIT DE LA SECTION D'INVESTISSEMENT		***0,00***	***0,00***	***0,00***
043	***Opérat° ordre intérieur de la section (10)***	**0,00**	**0,00**	**0,00**
TOTAL DES DEPENSES D'ORDRE		***0,00***	***0,00***	***0,00***
TOTAL DES DEPENSES DE FONCTIONNEMENT DE L'EXERCICE (= Total des opérations réelles et d'ordre)		**325 969,00**	**224 138,00**	**224 138,00**

+

RESTES A REALISER N-1 (11)	**0,00**

+

D 002 RESULTAT REPORTE OU ANTICIPE (11)	**0,00**

=

TOTAL DES DEPENSES DE FONCTIONNEMENT CUMULEES	**224 138,00**

Détail du calcul des ICNE au compte 66112 (5)

Montant des ICNE de l'exercice	0,00
Montant des ICNE de l'exercice N-1	0,00
= Différence ICNE N – ICNE N-1	0,00

(1) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes appliqué par la commune ou l'établissement.

(2) Cf. Modalités de vote I-B.

(3) Hors restes à réaliser.

(4) Le vote de l'organe délibérant porte uniquement sur les propositions nouvelles.

(5) Si le mandatement des ICNE de l'exercice est inférieur au montant de l'exercice N-1, le montant du compte 66112 sera négatif.

(6) Si la commune ou l'établissement applique le régime des provisions semi-budgétaires.

(7) Cf. définitions du chapitre des opérations d'ordre, *DF 042 = RI 040.*

(8) Aucune prévision budgétaire ne doit figurer aux articles 675 et 676 (cf. chapitre 024 « produit des cessions d'immobilisation »).

(9) Le compte 6815 peut figurer dans le détail du chapitre 042 si la commune ou l'établissement applique le régime des provisions budgétaires.

(10) Chapitre destiné à retracer les opérations particulières telles que les opérations de stocks ou liées à la tenue d'un inventaire permanent simplifié.

(11) Inscrire en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent (après vote du compte administratif ou si reprise anticipée des résultats).

III – VOTE DU BUDGET — III

SECTION DE FONCTIONNEMENT – DETAIL DES RECETTES — A2

Chap / art(1)	Libellé (1)	Pour mémoire budget précédent (2)	Propositions nouvelles (3)	Vote (4)
013	**Atténuations de charges**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
70	**Produits services, domaine et ventes div**	**40 905,00**	**30 322,00**	**30 322,00**
70841	Mise à dispo personnel B.A. , régies	0,00	9 272,00	9 272,00
70845	Mise à dispo personnel communes du GFP	0,00	3 000,00	3 000,00
70848	Mise à dispo personnel autres organismes	0,00	3 700,00	3 700,00
70873	Remb. frais par les C.C.A.S.	20 674,00	3 700,00	3 700,00
70875	Remb. frais par les communes du GFP	10 500,00	9 650,00	9 650,00
70878	Remb. frais par d'autres redevables	9 731,00	1 000,00	1 000,00
73	**Impôts et taxes**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
74	**Dotations et participations**	**284 399,15**	**193 816,00**	**193 816,00**
74741	Participat° Communes du GFP	248 588,15	0,00	0,00
74748	Participat° Autres communes	35 811,00	25 000,00	25 000,00
74751	Participat° GFP de rattachement	0,00	168 816,00	168 816,00
75	**Autres produits de gestion courante**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
TOTAL = RECETTES DE GESTION DES SERVICES (a) = 70 + 73 + 74 + 75 + 013		**325 304,15**	**224 138,00**	**224 138,00**
76	**Produits financiers (b)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
77	**Produits exceptionnels (c)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
78	**Reprises provisions semi-budgétaires (d) (5)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
TOTAL DES RECETTES REELLES = a+b+c+d		**325 304,15**	**224 138,00**	**224 138,00**
042	***Opérat° ordre transfert entre sections (6) (7) (8)***	***0,00***	***0,00***	***0,00***
043	***Opérat° ordre intérieur de la section (9)***	***0,00***	***0,00***	***0,00***
TOTAL DES RECETTES D'ORDRE		***0,00***	***0,00***	***0,00***
TOTAL DES RECETTES DE FONCTIONNEMENT DE L'EXERCICE (= Total des opérations réelles et d'ordre)		**325 304,15**	**224 138,00**	**224 138,00**

+

RESTES A REALISER N-1 (10)	**0,00**

+

R 002 RESULTAT REPORTE OU ANTICIPE (10)	**0,00**

=

TOTAL DES RECETTES DE FONCTIONNEMENT CUMULEES	**224 138,00**

Détail du calcul des ICNE au compte 7622

Montant des ICNE de l'exercice	0,00
Montant des ICNE de l'exercice N-1	0,00
= Différence ICNE N – ICNE N-1	0,00

(1) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes appliqué par la commune ou l'établissement.

(2) Cf. Modalités de vote I-B.

(3) Hors restes à réaliser.

(4) Le vote de l'assemblée porte uniquement sur les propositions nouvelles.

(5) Si la commune ou l'établissement applique le régime des provisions semi-budgétaires.

(6) Cf. définitions du chapitre des opérations d'ordre, *RF 042 = DI 040.*

(7) Aucune prévision budgétaire ne doit figurer aux articles 775 et 776 (cf. chapitre 024 « produit des cessions d'immobilisation »).

(8) Le compte 7815 peut figurer dans le détail du chapitre 042 si la commune ou l'établissement applique le régime des provisions budgétaires.

(9) Chapitre destiné à retracer les opérations particulières telles que les opérations de stocks ou liées à la tenue d'un inventaire permanent simplifié.

(10) Inscrire en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent (après vote du compte administratif ou si reprise anticipée des résultats).

III – VOTE DU BUDGET — III

SECTION D'INVESTISSEMENT – DETAIL DES DEPENSES — B1

Chap / art (1)	Libellé (1)	Pour mémoire budget précédent (2)	Propositions nouvelles (3)	Vote (4)
010	Stocks	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf opérations et 204)	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées (hors opérations)	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles (hors opérations)	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation (hors opérations)	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours (hors opérations)	0,00	0,00	0,00
	Total des dépenses d'équipement	0,00	0,00	0,00
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00	0,00
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie)	0,00	0,00	0,00
26	Participat° et créances rattachées	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00
020	Dépenses imprévues	0,00	0,00	0,00
	Total des dépenses financières	0,00	0,00	0,00
	Total des dépenses d'opérations pour compte de tiers	0,00	0,00	0,00
	TOTAL DEPENSES REELLES	0,00	0,00	0,00
040	*Opérat° ordre transfert entre sections (7)*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
	Reprises sur autofinancement antérieur (8)	*0,00*	*0,00*	*0,00*
	Charges transférées (9)	*0,00*	*0,00*	*0,00*
041	*Opérations patrimoniales (10)*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
	TOTAL DEPENSES D'ORDRE	*0,00*	*0,00*	*0,00*
	TOTAL DES DEPENSES D'INVESTISSEMENT DE L'EXERCICE (= Total des dépenses réelles et d'ordre)	0,00	0,00	0,00

+

RESTES A REALISER N-1 (11)	0,00

+

D 001 SOLDE D'EXECUTION NEGATIF REPORTE OU ANTICIPE (11)	0,00

=

TOTAL DES DEPENSES D'INVESTISSEMENT CUMULEES	0,00

(1) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes appliqué par la commune ou l'établissement.

(2) Cf. Modalités de vote, I-B.

(3) Hors restes à réaliser.

(4) Le vote de l'organe délibérant porte uniquement sur les propositions nouvelles.

(5) Voir état III B 3 pour le détail des opérations d'équipement.

(6) Voir annexe IV A 9 pour le détail des opérations pour compte de tiers.

(7) Cf. définitions du chapitre des opérations d'ordre, *DI 040 = RF 042.*

(8) Les comptes 15, 29, 39, 49 et 59 peuvent figurer dans le détail du chapitre 040 si la commune ou l'établissement applique le régime des provisions budgétaires.

(9) Aucune prévision budgétaire ne doit figurer à l'article 192 (cf. chapitre 024 « produit des cessions d'immobilisation »).

(10) Cf. définitions du chapitre des opérations d'ordre, *DI 041 = RI 041.*

(11) Inscrire en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent (après vote du compte administratif ou si reprise anticipée des résultats).

III – VOTE DU BUDGET — III

SECTION D'INVESTISSEMENT – DETAIL DES RECETTES — B2

Chap / art (1)	Libellé (1)	Pour mémoire budget précédent (2)	Propositions nouvelles (3)	Vote (4)
010	Stocks	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement (hors 138)	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées (hors 165)	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00
	Total des recettes d'équipement	0,00	0,00	0,00
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00
138	Autres subvent° invest. non transf.	0,00	0,00	0,00
165	Dépôts et cautionnements reçus	0,00	0,00	0,00
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie)	0,00	0,00	0,00
26	Participat° et créances rattachées	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00
024	Produits des cessions d'immobilisations	0,00	0,00	0,00
	Total des recettes financières	0,00	0,00	0,00
	Total des recettes d'opérations pour compte de tiers	0,00	0,00	0,00
	TOTAL RECETTES REELLES	0,00	0,00	0,00
021	*Virement de la sect° de fonctionnement*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
040	*Opérat° ordre transfert entre sections (6) (7) (8)*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
	TOTAL DES PRELEVEMENTS PROVENANT DE LA SECTION DE FONCTIONNEMENT	*0,00*	*0,00*	*0,00*
041	*Opérations patrimoniales (9)*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
	TOTAL RECETTES D'ORDRE	*0,00*	*0,00*	*0,00*
	TOTAL DES RECETTES D'INVESTISSEMENT DE L'EXERCICE (= Total des recettes réelles et d'ordre)	0,00	0,00	0,00

+

RESTES A REALISER N-1 (10)	0,00

+

R 001 SOLDE D'EXECUTION POSITIF REPORTE OU ANTICIPE (10)	0,00

=

TOTAL DES RECETTES D'INVESTISSEMENT CUMULEES	0,00

(1) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes appliqué par la commune ou l'établissement.

(2) Cf. Modalités de vote, I-B.

(3) Hors restes à réaliser.

(4) Le vote de l'organe délibérant porte uniquement sur les propositions nouvelles.

(5) Voir annexe IV-A9 pour le détail des opérations pour compte de tiers.

(6) Cf. définitions du chapitre des opérations d'ordre, R*I 040 = DF 042.*

(7) Aucune prévision budgétaire ne doit figurer à l'article 192 (cf. chapitre 024 « produit des cessions d'immobilisations »).

(8) Les comptes 15, 29, 39, 49 et 59 peuvent figurer dans le détail du chapitre 040 si la commune ou l'établissement applique le régime des provisions budgétaires.

(9) Cf. définitions du chapitre des opérations d'ordre, D*I 041 = RI 041.*

(10) Inscrire en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent (après vote du compte administratif ou si reprise anticipée des résultats).

III – VOTE DU BUDGET	III
DETAIL DES CHAPITRES D'OPERATION D'EQUIPEMENT	B3

Cet état ne contient pas d'information.

IV – ANNEXES — IV

PRESENTATION CROISEE PAR FONCTION – VUE D'ENSEMBLE (1) — A1

Libellé	01 Opérations non ventilables	0 Services généraux administrat° publiques	1 Sécurité et salubrité publiques	2 Enseignement - Formation	3 Culture	4 Sport et jeunesse	5 Interventions sociales et santé	6 Famille	7 Logement	8 Aménagt et services urbains, environnemt	9 Action économique	TOTAL
INVESTISSEMENT												
DEPENSES												
Dépenses réelles	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
- Equipements municipaux (2)		0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
- Equip. non municipaux (c/204) (3)		0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
- Opérations financières	0											0
Dépenses d'ordre	0											0
Total dépenses de l'exercice	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**
RAR N-1 et reports	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**
Total cumulé dépenses d'investissement	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**
RECETTES												
Total recettes de l'exercice	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**
RAR N-1 et reports	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**
Total cumulé recettes d'investissement	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**
FONCTIONNEMENT												
DEPENSES												
Total dépenses de l'exercice	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**
RAR N-1 et reports	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**
Total cumulé dépenses de fonctionnement	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**
RECETTES												
Total recettes de l'exercice	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**
RAR N-1 et reports	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**
Total cumulé recettes de fonctionnement	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**

(1) La production de cet état est obligatoire pour les communes de 3 500 habitants et plus, les groupements comprenant au moins une telle commune, leurs établissements et services administratifs hormis les caisses des écoles et les services à activité unique érigés en établissement public ou budget annexe (L. 2312-3, R. 2311-1 et R. 2311-10). Dans les communes de 3 500 habitants et plus, le croisement par fonction est fait à un chiffre (correspondant à la fonction). Dans les communes de 10 000 habitants et plus, le croisement par fonction est fait au niveau le plus détaillé de la nomenclature fonctionnelle (sous-fonction ou rubrique).Les groupements et leurs établissement publics suivent les règles de production et de présentation applicable à la commune membre comptant le plus grand nombre d'habitants (articles L. 5211-36 a1 et R. 5211-14 + L. 5711-1 et R. 5711-2 du CGCT).

(2) Ou biens de la structure intercommunale.

(3) Ou biens ne relevant pas de la structure intercommunale.

IV – ANNEXES — IV

PRESENTATION CROISEE PAR FONCTION – VUE D'ENSEMBLE — A1

Art. (1)	Libellé	01 Opérations non ventilables	0 Services généraux administrat° publiques	1 Sécurité et salubrité publiques	2 Enseignement - Formation	3 Culture	4 Sport et jeunesse	5 Interventions sociales et santé	6 Famille	7 Logement	8 Aménagt et services urbains, environnemt	9 Action économique	TOTAL
INVESTISSEMENT													
DEPENSES													
Total dépenses investissement		**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**
Dépenses réelles		0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
010	Stocks	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
020	Dépenses imprévues	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
10	Dotations, fonds divers et réserves	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
13	Subventions d'investissement	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
16	Emprunts et dettes assimilées	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie)	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
20	Immobilisations incorporelles	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
204	Subventions d'équipement versées	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
21	Immobilisations corporelles	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
22	Immobilisations reçues en affectation	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
23	Immobilisations en cours	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
26	Participat° et créances rattachées	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
27	Autres immobilisations financières	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Opérations d'équipement		0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Opérations pour compte de tiers		0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Dépenses d'ordre		*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*
040	*Opérat° ordre transfert entre sections*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*
041	*Opérations patrimoniales*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*
RECETTES													
Total recettes investissement		**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**
Recettes réelles		0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
010	Stocks	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
024	Produits des cessions d'immobilisations	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
10	Dotations, fonds divers et réserves	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
13	Subventions d'investissement	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0

Art. (1)	Libellé	01 Opérations non ventilables	0 Services généraux administrat° publiques	1 Sécurité et salubrité publiques	2 Enseignement - Formation	3 Culture	4 Sport et jeunesse	5 Interventions sociales et santé	6 Famille	7 Logement	8 Aménagt et services urbains, environnemt	9 Action économique	TOTAL
16	Emprunts et dettes assimilées	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie)	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
20	Immobilisations incorporelles	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
204	Subventions d'équipement versées	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
21	Immobilisations corporelles	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
22	Immobilisations reçues en affectation	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
23	Immobilisations en cours	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
26	Participat° et créances rattachées	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
27	Autres immobilisations financières	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Opérations pour compte de tiers		0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Recettes d'ordre		*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*
021	*Virement de la sect° de fonctionnement*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*
040	*Opérat° ordre transfert entre sections*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*
041	*Opérations patrimoniales*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*

FONCTIONNEMENT

DEPENSES

Total dépenses de fonctionnement		**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**
Dépenses réelles		0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
011	Charges à caractère général	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
012	Charges de personnel, frais assimilés	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
014	Atténuations de produits	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
022	Dépenses imprévues	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
65	Autres charges de gestion courante	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
656	Frais fonctionnement des groupes d'élus	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
66	Charges financières	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
67	Charges exceptionnelles	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
68	Dot. aux amortissements et provisions	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Dépenses d'ordre		*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*
023	*Virement à la section d'investissement*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*
042	*Opérat° ordre transfert entre sections*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*
043	*Opérat° ordre intérieur de la section*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*

Art. (1)	Libellé	01 Opérations non ventilables	0 Services généraux administrat° publiques	1 Sécurité et salubrité publiques	2 Enseignement - Formation	3 Culture	4 Sport et jeunesse	5 Interventions sociales et santé	6 Famille	7 Logement	8 Aménagt et services urbains, environnemt	9 Action économique	TOTAL
RECETTES													
Total recettes de fonctionnement		**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**
Recettes réelles		0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
013	Atténuations de charges	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
70	Produits des services, du domaine, vente	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
73	Impôts et taxes	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
74	Dotations et participations	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
75	Autres produits de gestion courante	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
76	Produits financiers	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
77	Produits exceptionnels	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
78	Reprise sur amortissements et provisions	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Recettes d'ordre		*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*
042	*Opérat° ordre transfert entre sections*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*
043	*Opérat° ordre intérieur de la section*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*

(1) Pour le croisement par nature, le détail est fait selon le niveau de vote choisi par l'assemblée délibérante (chapitre, article ou article spécialisé).

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN PRESENTATION CROISEE PAR FONCTION – DETAIL FONCTIONNEMENT	A1.1

FONCTION 0 – Services généraux des administrations publiques locales

(1)	Libellé	01 Opérations non ventilables	02 Administration générale	03 Justice	04 Coopérat° décentralisée, act° européen.	Total
DEPENSES (2)		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Dépenses de l'exercice		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
011	Charges à caractère général	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
012	Charges de personnel, frais assimilés	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
014	Atténuations de produits	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
022	Dépenses imprévues	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
023	*Virement à la section d'investissement*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
042	*Opérat° ordre transfert entre sections*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
043	*Opérat° ordre intérieur de la section*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
65	Autres charges de gestion courante	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
656	Frais fonctionnement des groupes d'élus	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
66	Charges financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
67	Charges exceptionnelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
68	Dot. aux amortissements et provisions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser – reports		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES (2)		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Recettes de l'exercice		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
013	Atténuations de charges	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
042	*Opérat° ordre transfert entre sections*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
043	*Opérat° ordre intérieur de la section*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
70	Produits des services, du domaine, vente	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
73	Impôts et taxes	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
74	Dotations et participations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
75	Autres produits de gestion courante	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
76	Produits financiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
77	Produits exceptionnels	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
78	Reprise sur amortissements et provisions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser – reports		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
SOLDE (2)		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1)	Libellé	Sous-fonction 02							Sous-fonction 04	
		020 Administrat°générale collectivité	021 Assemblée locale	022 Administration générale de l'état	023 Information, communication, publicité	024 Fêtes et cérémonies	025 Aides aux assoc. (non classées ailleurs)	026 Cimetières et pompes funèbres	041 Subvention globale	048 Autres act° de coopérat° décentralisée
DEPENSES (2)		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Dépenses de l'exercice		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
011	Charges à caractère général	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
012	Charges de personnel, frais assimilés	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
014	Atténuations de produits	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
022	Dépenses imprévues	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
023	*Virement à la section d'investissement*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
042	*Opérat° ordre transfert entre sections*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
043	*Opérat° ordre intérieur de la section*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
65	Autres charges de gestion courante	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
656	Frais fonctionnement des groupes d'élus	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
66	Charges financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
67	Charges exceptionnelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
68	Dot. aux amortissements et provisions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser – reports		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES (2)		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Recettes de l'exercice		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
013	Atténuations de charges	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
042	*Opérat° ordre transfert entre sections*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
043	*Opérat° ordre intérieur de la section*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
70	Produits des services, du domaine, vente	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
73	Impôts et taxes	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
74	Dotations et participations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
75	Autres produits de gestion courante	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
76	Produits financiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
77	Produits exceptionnels	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
78	Reprise sur amortissements et provisions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser – reports		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
SOLDE (2)		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Pour le croisement par nature, le détail est fait selon le niveau de vote choisi par l'assemblée délibérante (chapitre, article ou article spécialisé).

(2) Le solde correspond à la différence entre les recettes et les dépenses. Les dépenses et les recettes correspondent à la somme des dépenses et des recettes de l'exercice ainsi que des restes à réaliser et des reports (lignes budgétaires 001 et 002). Les lignes reports 001 et 002 apparaissent à la colonne 01-Non ventilables.

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN PRESENTATION CROISEE PAR FONCTION – DETAIL FONCTIONNEMENT	A1.1

FONCTION 1 – Sécurité et salubrité publiques

(1)	Libellé	11 Sécurité intérieure	12 Hygiène et salubrité publique	Total
DEPENSES (2)		0,00	0,00	0,00
Dépenses de l'exercice		0,00	0,00	0,00
011	Charges à caractère général	0,00	0,00	0,00
012	Charges de personnel, frais assimilés	0,00	0,00	0,00
014	Atténuations de produits	0,00	0,00	0,00
022	Dépenses imprévues	0,00	0,00	0,00
023	*Virement à la section d'investissement*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
042	*Opérat° ordre transfert entre sections*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
043	*Opérat° ordre intérieur de la section*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
65	Autres charges de gestion courante	0,00	0,00	0,00
656	Frais fonctionnement des groupes d'élus	0,00	0,00	0,00
66	Charges financières	0,00	0,00	0,00
67	Charges exceptionnelles	0,00	0,00	0,00
68	Dot. aux amortissements et provisions	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser – reports		0,00	0,00	0,00
RECETTES (2)		0,00	0,00	0,00
Recettes de l'exercice		0,00	0,00	0,00
013	Atténuations de charges	0,00	0,00	0,00
042	*Opérat° ordre transfert entre sections*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
043	*Opérat° ordre intérieur de la section*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
70	Produits des services, du domaine, vente	0,00	0,00	0,00
73	Impôts et taxes	0,00	0,00	0,00
74	Dotations et participations	0,00	0,00	0,00
75	Autres produits de gestion courante	0,00	0,00	0,00
76	Produits financiers	0,00	0,00	0,00
77	Produits exceptionnels	0,00	0,00	0,00
78	Reprise sur amortissements et provisions	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser – reports		0,00	0,00	0,00
SOLDE (2)		0,00	0,00	0,00

(1)	Libellé	Sous-fonction 11				
		110 Services communs	111 Police nationale	112 Police municipale	113 Pompiers, incendies et secours	114 Autres services de protection civile
DEPENSES (2)		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1)	Libellé	Sous-fonction 11				
		110 Services communs	111 Police nationale	112 Police municipale	113 Pompiers, incendies et secours	114 Autres services de protection civile
Dépenses de l'exercice		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
011	Charges à caractère général	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
012	Charges de personnel, frais assimilés	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
014	Atténuations de produits	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
022	Dépenses imprévues	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
023	*Virement à la section d'investissement*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
042	*Opérat° ordre transfert entre sections*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
043	*Opérat° ordre intérieur de la section*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
65	Autres charges de gestion courante	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
656	Frais fonctionnement des groupes d'élus	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
66	Charges financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
67	Charges exceptionnelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
68	Dot. aux amortissements et provisions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser – reports		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES (2)		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Recettes de l'exercice		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
013	Atténuations de charges	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
042	*Opérat° ordre transfert entre sections*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
043	*Opérat° ordre intérieur de la section*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
70	Produits des services, du domaine, vente	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
73	Impôts et taxes	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
74	Dotations et participations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
75	Autres produits de gestion courante	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
76	Produits financiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
77	Produits exceptionnels	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
78	Reprise sur amortissements et provisions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser – reports		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
SOLDE (2)		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Pour le croisement par nature, le détail est fait selon le niveau de vote choisi par l'assemblée délibérante (chapitre, article ou article spécialisé).

(2) Le solde correspond à la différence entre les recettes et les dépenses. Les dépenses et les recettes correspondent à la somme des dépenses et des recettes de l'exercice ainsi que des restes à réaliser et des reports (lignes budgétaires 001 et 002). Les lignes reports 001 et 002 apparaissent à la colonne 01-Non ventilables.

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN PRESENTATION CROISEE PAR FONCTION – DETAIL FONCTIONNEMENT	A1.1

FONCTION 2 – Enseignement - Formation

(1)	Libellé	20 Services communs	21 Enseignement du premier degré	22 Enseignement du deuxième degré	23 Enseignement supérieur	24 Formation continue	25 Services annexes de l'enseignement	Total
	DEPENSES (2)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	Dépenses de l'exercice	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
011	Charges à caractère général	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
012	Charges de personnel, frais assimilés	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
014	Atténuations de produits	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
022	Dépenses imprévues	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
023	*Virement à la section d'investissement*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
042	*Opérat° ordre transfert entre sections*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
043	*Opérat° ordre intérieur de la section*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
65	Autres charges de gestion courante	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
656	Frais fonctionnement des groupes d'élus	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
66	Charges financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
67	Charges exceptionnelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
68	Dot. aux amortissements et provisions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	Restes à réaliser – reports	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	RECETTES (2)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	Recettes de l'exercice	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
013	Atténuations de charges	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
042	*Opérat° ordre transfert entre sections*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
043	*Opérat° ordre intérieur de la section*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
70	Produits des services, du domaine, vente	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
73	Impôts et taxes	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
74	Dotations et participations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
75	Autres produits de gestion courante	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
76	Produits financiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
77	Produits exceptionnels	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
78	Reprise sur amortissements et provisions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1)	Libellé	20 Services communs	21 Enseignement du premier degré	22 Enseignement du deuxième degré	23 Enseignement supérieur	24 Formation continue	25 Services annexes de l'enseignement	Total
Restes à réaliser – reports		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
SOLDE (2)		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1)	Libellé	Sous-fonction 21			Sous-fonction 25				
		211 Ecoles maternelles	212 Ecoles primaires	213 Classes regroupées	251 Hébergement et restauration scolaire	252 Transports scolaires	253 Sport scolaire	254 Médecine scolaire	255 Classes de découverte et autres services
DEPENSES (2)		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Dépenses de l'exercice		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
011	Charges à caractère général	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
012	Charges de personnel, frais assimilés	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
014	Atténuations de produits	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
022	Dépenses imprévues	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
023	*Virement à la section d'investissement*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
042	*Opérat° ordre transfert entre sections*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
043	*Opérat° ordre intérieur de la section*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
65	Autres charges de gestion courante	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
656	Frais fonctionnement des groupes d'élus	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
66	Charges financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
67	Charges exceptionnelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
68	Dot. aux amortissements et provisions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser – reports		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES (2)		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Recettes de l'exercice		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
013	Atténuations de charges	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
042	*Opérat° ordre transfert entre sections*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
043	*Opérat° ordre intérieur de la section*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
70	Produits des services, du domaine, vente	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
73	Impôts et taxes	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
74	Dotations et participations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
75	Autres produits de gestion courante	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
76	Produits financiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
77	Produits exceptionnels	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
78	Reprise sur amortissements et provisions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser – reports		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
SOLDE (2)		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Pour le croisement par nature, le détail est fait selon le niveau de vote choisi par l'assemblée délibérante (chapitre, article ou article spécialisé).

(2) Le solde correspond à la différence entre les recettes et les dépenses. Les dépenses et les recettes correspondent à la somme des dépenses et des recettes de l'exercice ainsi que des restes à réaliser et des reports (lignes budgétaires 001 et 002). Les lignes reports 001 et 002 apparaissent à la colonne 01-Non ventilables.

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN PRESENTATION CROISEE PAR FONCTION – DETAIL FONCTIONNEMENT	A1.1

FONCTION 3 – Culture

(1)	Libellé	30 Services communs	31 Expression artistique	32 Conservation et diffusion des patrimoine	33 Action culturelle	Total
DEPENSES (2)		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Dépenses de l'exercice		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
011	Charges à caractère général	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
012	Charges de personnel, frais assimilés	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
014	Atténuations de produits	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
022	Dépenses imprévues	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
023	*Virement à la section d'investissement*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
042	*Opérat° ordre transfert entre sections*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
043	*Opérat° ordre intérieur de la section*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
65	Autres charges de gestion courante	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
656	Frais fonctionnement des groupes d'élus	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
66	Charges financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
67	Charges exceptionnelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
68	Dot. aux amortissements et provisions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser – reports		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES (2)		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Recettes de l'exercice		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
013	Atténuations de charges	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
042	*Opérat° ordre transfert entre sections*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
043	*Opérat° ordre intérieur de la section*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
70	Produits des services, du domaine, vente	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
73	Impôts et taxes	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
74	Dotations et participations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
75	Autres produits de gestion courante	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
76	Produits financiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
77	Produits exceptionnels	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
78	Reprise sur amortissements et provisions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser – reports		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
SOLDE (2)		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1)	Libellé	Sous-fonction 31				Sous-fonction 32			
		311 Expression musicale, lyrique et choré.	312 Arts plastiques, activités artistiques	313 Théâtres	314 Cinémas et autres salles de spectacles	321 Bibliothèques et médiathèques	322 Musées	323 Archives	324 Entretien du patrimoine culturel
DEPENSES (2)		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Dépenses de l'exercice		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
011	Charges à caractère général	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
012	Charges de personnel, frais assimilés	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
014	Atténuations de produits	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
022	Dépenses imprévues	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
023	*Virement à la section d'investissement*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
042	*Opérat° ordre transfert entre sections*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
043	*Opérat° ordre intérieur de la section*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
65	Autres charges de gestion courante	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
656	Frais fonctionnement des groupes d'élus	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
66	Charges financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
67	Charges exceptionnelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
68	Dot. aux amortissements et provisions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser – reports		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES (2)		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Recettes de l'exercice		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
013	Atténuations de charges	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
042	*Opérat° ordre transfert entre sections*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
043	*Opérat° ordre intérieur de la section*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
70	Produits des services, du domaine, vente	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
73	Impôts et taxes	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
74	Dotations et participations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
75	Autres produits de gestion courante	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
76	Produits financiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
77	Produits exceptionnels	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
78	Reprise sur amortissements et provisions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser – reports		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
SOLDE (2)		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Pour le croisement par nature, le détail est fait selon le niveau de vote choisi par l'assemblée délibérante (chapitre, article ou article spécialisé).

(2) Le solde correspond à la différence entre les recettes et les dépenses. Les dépenses et les recettes correspondent à la somme des dépenses et des recettes de l'exercice ainsi que des restes à réaliser et des reports (lignes budgétaires 001 et 002). Les lignes reports 001 et 002 apparaissent à la colonne 01-Non ventilables.

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN PRESENTATION CROISEE PAR FONCTION – DETAIL FONCTIONNEMENT	A1.1

FONCTION 4 – Sport et jeunesse

(1)	Libellé	40 Services communs	41 Sports	42 Jeunesse	Total
DEPENSES (2)		0,00	0,00	0,00	0,00
Dépenses de l'exercice		0,00	0,00	0,00	0,00
011	Charges à caractère général	0,00	0,00	0,00	0,00
012	Charges de personnel, frais assimilés	0,00	0,00	0,00	0,00
014	Atténuations de produits	0,00	0,00	0,00	0,00
022	Dépenses imprévues	0,00	0,00	0,00	0,00
023	*Virement à la section d'investissement*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
042	*Opérat° ordre transfert entre sections*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
043	*Opérat° ordre intérieur de la section*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
65	Autres charges de gestion courante	0,00	0,00	0,00	0,00
656	Frais fonctionnement des groupes d'élus	0,00	0,00	0,00	0,00
66	Charges financières	0,00	0,00	0,00	0,00
67	Charges exceptionnelles	0,00	0,00	0,00	0,00
68	Dot. aux amortissements et provisions	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser – reports		0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES (2)		0,00	0,00	0,00	0,00
Recettes de l'exercice		0,00	0,00	0,00	0,00
013	Atténuations de charges	0,00	0,00	0,00	0,00
042	*Opérat° ordre transfert entre sections*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
043	*Opérat° ordre intérieur de la section*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
70	Produits des services, du domaine, vente	0,00	0,00	0,00	0,00
73	Impôts et taxes	0,00	0,00	0,00	0,00
74	Dotations et participations	0,00	0,00	0,00	0,00
75	Autres produits de gestion courante	0,00	0,00	0,00	0,00
76	Produits financiers	0,00	0,00	0,00	0,00
77	Produits exceptionnels	0,00	0,00	0,00	0,00
78	Reprise sur amortissements et provisions	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser – reports		0,00	0,00	0,00	0,00
SOLDE (2)		0,00	0,00	0,00	0,00

(1)	Libellé	Sous-fonction 41					Sous-fonction 42		
		411 Salles de sport, gymnases	412 Stades	413 Piscines	414 Autres équipements sportifs ou de loisir	415 Manifestations sportives	421 Centres de loisirs	422 Autres activités pour les jeunes	423 Colonies de vacances
DEPENSES (2)		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Dépenses de l'exercice		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
011	Charges à caractère général	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
012	Charges de personnel, frais assimilés	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
014	Atténuations de produits	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
022	Dépenses imprévues	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
023	*Virement à la section d'investissement*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
042	*Opérat° ordre transfert entre sections*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
043	*Opérat° ordre intérieur de la section*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
65	Autres charges de gestion courante	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
656	Frais fonctionnement des groupes d'élus	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
66	Charges financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
67	Charges exceptionnelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
68	Dot. aux amortissements et provisions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser – reports		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES (2)		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Recettes de l'exercice		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
013	Atténuations de charges	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
042	*Opérat° ordre transfert entre sections*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
043	*Opérat° ordre intérieur de la section*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
70	Produits des services, du domaine, vente	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
73	Impôts et taxes	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
74	Dotations et participations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
75	Autres produits de gestion courante	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
76	Produits financiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
77	Produits exceptionnels	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
78	Reprise sur amortissements et provisions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser – reports		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
SOLDE (2)		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Pour le croisement par nature, le détail est fait selon le niveau de vote choisi par l'assemblée délibérante (chapitre, article ou article spécialisé).

(2) Le solde correspond à la différence entre les recettes et les dépenses. Les dépenses et les recettes correspondent à la somme des dépenses et des recettes de l'exercice ainsi que des restes à réaliser et des reports (lignes budgétaires 001 et 002). Les lignes reports 001 et 002 apparaissent à la colonne 01-Non ventilables.

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN PRESENTATION CROISEE PAR FONCTION – DETAIL FONCTIONNEMENT	A1.1

FONCTION 5 – Interventions sociales et santé

(1)	Libellé	51 Santé	52 Interventions sociales	Total
DEPENSES (2)		0,00	0,00	0,00
Dépenses de l'exercice		0,00	0,00	0,00
011	Charges à caractère général	0,00	0,00	0,00
012	Charges de personnel, frais assimilés	0,00	0,00	0,00
014	Atténuations de produits	0,00	0,00	0,00
022	Dépenses imprévues	0,00	0,00	0,00
023	*Virement à la section d'investissement*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
042	*Opérat° ordre transfert entre sections*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
043	*Opérat° ordre intérieur de la section*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
65	Autres charges de gestion courante	0,00	0,00	0,00
656	Frais fonctionnement des groupes d'élus	0,00	0,00	0,00
66	Charges financières	0,00	0,00	0,00
67	Charges exceptionnelles	0,00	0,00	0,00
68	Dot. aux amortissements et provisions	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser – reports		0,00	0,00	0,00
RECETTES (2)		0,00	0,00	0,00
Recettes de l'exercice		0,00	0,00	0,00
013	Atténuations de charges	0,00	0,00	0,00
042	*Opérat° ordre transfert entre sections*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
043	*Opérat° ordre intérieur de la section*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
70	Produits des services, du domaine, vente	0,00	0,00	0,00
73	Impôts et taxes	0,00	0,00	0,00
74	Dotations et participations	0,00	0,00	0,00
75	Autres produits de gestion courante	0,00	0,00	0,00
76	Produits financiers	0,00	0,00	0,00
77	Produits exceptionnels	0,00	0,00	0,00
78	Reprise sur amortissements et provisions	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser – reports		0,00	0,00	0,00
SOLDE (2)		0,00	0,00	0,00

COMMUNAUTE DE L'AUXERROIS - PRESTATIONS DE SERVICE - BP - 2021

(1)	Libellé	Sous-fonction 51			Sous-fonction 52				
		510 Services communs	511 Dispensaires, autres établist sanitaires	512 Actions de prévention sanitaire	520 Services communs	521 Services à caractère social handicapés	522 Act° pour l'enfance et l'adolescence	523 Act° pour personnes en difficulté	524 Autres services
DEPENSES (2)		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Dépenses de l'exercice		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
011	Charges à caractère général	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
012	Charges de personnel, frais assimilés	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
014	Atténuations de produits	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
022	Dépenses imprévues	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
023	Virement à la section d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
042	*Opérat° ordre transfert entre sections*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
043	*Opérat° ordre intérieur de la section*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
65	Autres charges de gestion courante	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
656	Frais fonctionnement des groupes d'élus	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
66	Charges financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
67	Charges exceptionnelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
68	Dot. aux amortissements et provisions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser – reports		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES (2)		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Recettes de l'exercice		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
013	Atténuations de charges	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
042	*Opérat° ordre transfert entre sections*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
043	*Opérat° ordre intérieur de la section*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
70	Produits des services, du domaine, vente	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
73	Impôts et taxes	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
74	Dotations et participations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
75	Autres produits de gestion courante	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
76	Produits financiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
77	Produits exceptionnels	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
78	Reprise sur amortissements et provisions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser – reports		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
SOLDE (2)		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Pour le croisement par nature, le détail est fait selon le niveau de vote choisi par l'assemblée délibérante (chapitre, article ou article spécialisé).

(2) Le solde correspond à la différence entre les recettes et les dépenses. Les dépenses et les recettes correspondent à la somme des dépenses et des recettes de l'exercice ainsi que des restes à réaliser et des reports (lignes budgétaires 001 et 002). Les lignes reports 001 et 002 apparaissent à la colonne 01-Non ventilables.

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN PRESENTATION CROISEE PAR FONCTION – DETAIL FONCTIONNEMENT	A1.1

FONCTION 6 – Famille

(1)	Libellé	60 Services communs	61 Services en faveur des personnes âgées	62 Actions en faveur de la maternité	63 Aides à la famille	64 Crèches et garderies	Total
DEPENSES (2)		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Dépenses de l'exercice		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
011	Charges à caractère général	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
012	Charges de personnel, frais assimilés	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
014	Atténuations de produits	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
022	Dépenses imprévues	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
023	*Virement à la section d'investissement*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
042	*Opérat° ordre transfert entre sections*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
043	*Opérat° ordre intérieur de la section*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
65	Autres charges de gestion courante	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
656	Frais fonctionnement des groupes d'élus	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
66	Charges financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
67	Charges exceptionnelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
68	Dot. aux amortissements et provisions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser – reports		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES (2)		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Recettes de l'exercice		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
013	Atténuations de charges	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
042	*Opérat° ordre transfert entre sections*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
043	*Opérat° ordre intérieur de la section*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
70	Produits des services, du domaine, vente	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
73	Impôts et taxes	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
74	Dotations et participations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
75	Autres produits de gestion courante	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
76	Produits financiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
77	Produits exceptionnels	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
78	Reprise sur amortissements et provisions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser – reports		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
SOLDE (2)		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Pour le croisement par nature, le détail est fait selon le niveau de vote choisi par l'assemblée délibérante (chapitre, article ou article spécialisé).

(2) Le solde correspond à la différence entre les recettes et les dépenses. Les dépenses et les recettes correspondent à la somme des dépenses et des recettes de l'exercice ainsi que des restes à réaliser et des reports (lignes budgétaires 001 et 002). Les lignes reports 001 et 002 apparaissent à la colonne 01-Non ventilables.

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN PRESENTATION CROISEE PAR FONCTION – DETAIL FONCTIONNEMENT	A1.1

FONCTION 7 – Logement

(1)	Libellé	70 Services communs	71 Parc privé de la ville	72 Aide au secteur locatif	73 Aides à l'accession à la propriété	Total
	DEPENSES (2)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	Dépenses de l'exercice	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
011	Charges à caractère général	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
012	Charges de personnel, frais assimilés	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
014	Atténuations de produits	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
022	Dépenses imprévues	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
023	*Virement à la section d'investissement*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
042	*Opérat° ordre transfert entre sections*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
043	*Opérat° ordre intérieur de la section*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
65	Autres charges de gestion courante	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
656	Frais fonctionnement des groupes d'élus	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
66	Charges financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
67	Charges exceptionnelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
68	Dot. aux amortissements et provisions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	Restes à réaliser – reports	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	RECETTES (2)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	Recettes de l'exercice	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
013	Atténuations de charges	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
042	*Opérat° ordre transfert entre sections*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
043	*Opérat° ordre intérieur de la section*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
70	Produits des services, du domaine, vente	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
73	Impôts et taxes	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
74	Dotations et participations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
75	Autres produits de gestion courante	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
76	Produits financiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
77	Produits exceptionnels	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
78	Reprise sur amortissements et provisions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	Restes à réaliser – reports	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	SOLDE (2)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Pour le croisement par nature, le détail est fait selon le niveau de vote choisi par l'assemblée délibérante (chapitre, article ou article spécialisé).

(2) Le solde correspond à la différence entre les recettes et les dépenses. Les dépenses et les recettes correspondent à la somme des dépenses et des recettes de l'exercice ainsi que des restes à réaliser et des reports (lignes budgétaires 001 et 002). Les lignes reports 001 et 002 apparaissent à la colonne 01-Non ventilables.

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN PRESENTATION CROISEE PAR FONCTION – DETAIL FONCTIONNEMENT	A1.1

FONCTION 8 – Aménagement et services urbains, environnement

(1)	Libellé	81 Services urbains	82 Aménagement urbain	83 Environnement	Total
DEPENSES (2)		0,00	0,00	0,00	0,00
Dépenses de l'exercice		0,00	0,00	0,00	0,00
011	Charges à caractère général	0,00	0,00	0,00	0,00
012	Charges de personnel, frais assimilés	0,00	0,00	0,00	0,00
014	Atténuations de produits	0,00	0,00	0,00	0,00
022	Dépenses imprévues	0,00	0,00	0,00	0,00
023	*Virement à la section d'investissement*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
042	*Opérat° ordre transfert entre sections*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
043	*Opérat° ordre intérieur de la section*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
65	Autres charges de gestion courante	0,00	0,00	0,00	0,00
656	Frais fonctionnement des groupes d'élus	0,00	0,00	0,00	0,00
66	Charges financières	0,00	0,00	0,00	0,00
67	Charges exceptionnelles	0,00	0,00	0,00	0,00
68	Dot. aux amortissements et provisions	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser – reports		0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES (2)		0,00	0,00	0,00	0,00
Recettes de l'exercice		0,00	0,00	0,00	0,00
013	Atténuations de charges	0,00	0,00	0,00	0,00
042	*Opérat° ordre transfert entre sections*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
043	*Opérat° ordre intérieur de la section*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
70	Produits des services, du domaine, vente	0,00	0,00	0,00	0,00
73	Impôts et taxes	0,00	0,00	0,00	0,00
74	Dotations et participations	0,00	0,00	0,00	0,00
75	Autres produits de gestion courante	0,00	0,00	0,00	0,00
76	Produits financiers	0,00	0,00	0,00	0,00
77	Produits exceptionnels	0,00	0,00	0,00	0,00
78	Reprise sur amortissements et provisions	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser – reports		0,00	0,00	0,00	0,00
SOLDE (2)		0,00	0,00	0,00	0,00

(1)	Libellé	Sous-fonction 81						
		810 Services communs	811 Eau et assainissement	812 Collecte et traitement ordures ménagères	813 Propreté urbaine	814 Eclairage public	815 Transports urbains	816 Autres réseaux et services divers
DEPENSES (2)		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1)	Libellé	Sous-fonction 81						
		810 Services communs	811 Eau et assainissement	812 Collecte et traitement ordures ménagères	813 Propreté urbaine	814 Eclairage public	815 Transports urbains	816 Autres réseaux et services divers
Dépenses de l'exercice		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
011	Charges à caractère général	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
012	Charges de personnel, frais assimilés	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
014	Atténuations de produits	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
022	Dépenses imprévues	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
023	*Virement à la section d'investissement*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
042	*Opérat° ordre transfert entre sections*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
043	*Opérat° ordre intérieur de la section*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
65	Autres charges de gestion courante	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
656	Frais fonctionnement des groupes d'élus	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
66	Charges financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
67	Charges exceptionnelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
68	Dot. aux amortissements et provisions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser – reports		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES (2)		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Recettes de l'exercice		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
013	Atténuations de charges	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
042	*Opérat° ordre transfert entre sections*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
043	*Opérat° ordre intérieur de la section*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
70	Produits des services, du domaine, vente	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
73	Impôts et taxes	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
74	Dotations et participations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
75	Autres produits de gestion courante	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
76	Produits financiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
77	Produits exceptionnels	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
78	Reprise sur amortissements et provisions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser – reports		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
SOLDE (2)		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

COMMUNAUTE DE L'AUXERROIS - PRESTATIONS DE SERVICE - BP - 2021

(1)	Libellé	Sous-fonction 82					Sous fonction 83			
		820 Services communs	821 Equipements de voirie	822 Voirie communale et routes	823 Espaces verts urbains	824 Autres opérations d'aménagement urbain	830 Services communs	831 Aménagement des eaux	832 Act° spécif. lutte contre la pollution	833 Préservation du milieu naturel
DEPENSES (2)		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	Dépenses de l'exercice	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
011	Charges à caractère général	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
012	Charges de personnel, frais assimilés	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
014	Atténuations de produits	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
022	Dépenses imprévues	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
023	*Virement à la section d'investissement*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
042	*Opérat° ordre transfert entre sections*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
043	*Opérat° ordre intérieur de la section*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
65	Autres charges de gestion courante	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
656	Frais fonctionnement des groupes d'élus	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
66	Charges financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
67	Charges exceptionnelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
68	Dot. aux amortissements et provisions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	Restes à réaliser – reports	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES (2)		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	Recettes de l'exercice	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
013	Atténuations de charges	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
042	*Opérat° ordre transfert entre sections*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
043	*Opérat° ordre intérieur de la section*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
70	Produits des services, du domaine, vente	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
73	Impôts et taxes	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
74	Dotations et participations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
75	Autres produits de gestion courante	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
76	Produits financiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
77	Produits exceptionnels	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
78	Reprise sur amortissements et provisions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	Restes à réaliser – reports	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
SOLDE (2)		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Pour le croisement par nature, le détail est fait selon le niveau de vote choisi par l'assemblée délibérante (chapitre, article ou article spécialisé).

(2) Le solde correspond à la différence entre les recettes et les dépenses. Les dépenses et les recettes correspondent à la somme des dépenses et des recettes de l'exercice ainsi que des restes à réaliser et des reports (lignes budgétaires 001 et 002). Les lignes reports 001 et 002 apparaissent à la colonne 01-Non ventilables.

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN PRESENTATION CROISEE PAR FONCTION – DETAIL FONCTIONNEMENT	A1.1

FONCTION 9 – Action économique

(1)	Libellé	90 Interventions économiques	91 Foires et marchés	92 Aides à l'agriculture et aux industries	93 Aides à l'énergie, indus. manufact., BTP	94 Aides commerce et services marchands	95 Aides au tourisme	96 Aides aux services publics	Total
	DEPENSES (2)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	Dépenses de l'exercice	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
011	Charges à caractère général	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
012	Charges de personnel, frais assimilés	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
014	Atténuations de produits	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
022	Dépenses imprévues	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
023	*Virement à la section d'investissement*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
042	*Opérat° ordre transfert entre sections*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
043	*Opérat° ordre intérieur de la section*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
65	Autres charges de gestion courante	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
656	Frais fonctionnement des groupes d'élus	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
66	Charges financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
67	Charges exceptionnelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
68	Dot. aux amortissements et provisions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	Restes à réaliser – reports	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	RECETTES (2)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	Recettes de l'exercice	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
013	Atténuations de charges	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
042	*Opérat° ordre transfert entre sections*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
043	*Opérat° ordre intérieur de la section*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
70	Produits des services, du domaine, vente	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
73	Impôts et taxes	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
74	Dotations et participations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
75	Autres produits de gestion courante	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

COMMUNAUTE DE L'AUXERROIS - PRESTATIONS DE SERVICE - BP - 2021

(1)	Libellé	90 Interventions économiques	91 Foires et marchés	92 Aides à l'agriculture et aux industries	93 Aides à l'énergie, indus. manufact., BTP	94 Aides commerce et services marchands	95 Aides au tourisme	96 Aides aux services publics	Total
76	Produits financiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
77	Produits exceptionnels	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
78	Reprise sur amortissements et provisions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser – reports		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
SOLDE (2)		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Pour le croisement par nature, le détail est fait selon le niveau de vote choisi par l'assemblée délibérante (chapitre, article ou article spécialisé).

(2) Le solde correspond à la différence entre les recettes et les dépenses. Les dépenses et les recettes correspondent à la somme des dépenses et des recettes de l'exercice ainsi que des restes à réaliser et des reports (lignes budgétaires 001 et 002). Les lignes reports 001 et 002 apparaissent à la colonne 01-Non ventilables.

IV – ANNEXES	IV
ARRETE ET SIGNATURES	D2

Nombre de membres en exercice : 0
Nombre de membres présents : 0
Nombre de suffrages exprimés : 0
VOTES :
Pour : 0
Contre : 0
Abstentions : 0

Date de convocation :

Présenté par (1),
A , le
,

Délibéré par l'assemblée (2), réunie en session
A , le
Les membres de l'assemblée délibérante (2),

.

Certifié exécutoire par (1), compte tenu de la transmission en préfecture, le , et de la publication le

A , le

(1) Indiquer le maire ou le président de l'organisme.
(2) L'assemblée délibérante étant : .

REPUBLIQUE FRANÇAISE

Numéro SIRET 20006711400120	COLLECTIVITE DE RATTACHEMENT COMMUNE dont la population est de 3500 habitants et plus COMMUNAUTE DE L'AUXERROIS

POSTE COMPTABLE DE : TRESORERIE AUXERRE

SERVICE PUBLIC LOCAL

M. 4 (1)

Budget primitif

BUDGET : DECHETS - REDEVANCE INCITATIVE (2)

ANNEE 2021

(1) Compléter en fonction du service public local et du plan de comptes utilisé : M. 4, M. 41, M. 42, M. 43, M. 44 ou M. 49.

(2) Indiquer le budget concerné : budget principal ou libellé du budget annexe.

Sommaire

I - Informations générales

Modalités de vote du budget 3

II - Présentation générale du budget

A1 - Vue d'ensemble - Sections 4
A2 - Vue d'ensemble - Section d'exploitation - Chapitres 5
A3 - Vue d'ensemble - Section d'investissement - Chapitres 7
B1 - Balance générale du budget - Dépenses 9
B2 - Balance générale du budget - Recettes 10

III - Vote du budget

A1 - Section d'exploitation - Détail des dépenses 12
A2 - Section d'exploitation - Détail des recettes 13
B1 - Section d'investissement - Détail des dépenses 14
B2 - Section d'investissement - Détail des recettes 15
B3 - Opérations d'équipement - Détail des chapitres et articles 16

IV - Annexes

A - Eléments du bilan

A1.1 - Etat de la dette - Détail des crédits de trésorerie Sans Objet
A1.2 - Etat de la dette - Répartition par nature de dette 17
A1.3 - Etat de la dette - Répartition des emprunts par structure de taux 21
A1.4 - Etat de la dette - Typologie de la répartition de l'encours 22
A1.5 - Etat de la dette - Détail des opérations de couverture Sans Objet
A1.6 - Etat de la dette - Autres dettes Sans Objet
A2 - Méthodes utilisées pour les amortissements 23
A3.1 - Etat des provisions et des dépréciations Sans Objet
A3.2 - Etalement des provisions Sans Objet
A4.1 - Equilibre des opérations financières - Dépenses 24
A4.2 - Equilibre des opérations financières - Recettes 25
A5.1.1 - Etat de ventilation des dépenses et recettes des services d'eau et d'assainissement - Exploitation (1) Sans Objet
A5.1.2 - Etat de ventilation des dépenses et recettes des services d'eau et d'assainissement - Investissement (1) Sans Objet
A5.2.1 - Etat de ventilation des dép. et rec. des services d'assainissement collectif et non collectif - Exploitation (1) Sans Objet
A5.2.2 - Etat de ventilation des dép. et rec. des services d'assainissement collectif et non collectif - Investissement (1) Sans Objet
A6 - Etat des charges transférées Sans Objet
A7 - Détail des opérations pour compte de tiers Sans Objet

B - Engagements hors bilan

B1.1 - Etat des emprunts garantis par la régie Sans Objet
B1.2 - Calcul du ratio d'endettement relatif aux garanties d'emprunt Sans Objet
B1.3 - Subventions versées dans le cadre du vote du budget Sans Objet
B1.4 - Etat des contrats de crédit-bail Sans Objet
B1.5 - Etat des contrats de partenariat public-privé Sans Objet
B1.6 - Etat des autres engagements donnés Sans Objet
B1.7 - Etat des engagements reçus Sans Objet
B2.1 - Etat des autorisations de programme et des crédits de paiement afférents Sans Objet
B2.2 - Etat des autorisations d'engagement et des crédits de paiement afférents Sans Objet

C - Autres éléments d'informations

C1.1 - Etat du personnel Sans Objet
C1.2 - Etat du personnel de la collectivité ou de l'établissement de rattachement employé par la régie Sans Objet
C2 - Liste des organismes dans lesquels a été pris un engagement financier (2) Sans Objet
C3 - Liste des services individualisés dans un budget annexe (3) Sans Objet

D - Arrêté et signatures

D - Arrêté et signatures 26

(1) Ces états ne sont obligatoires que pour les régies rattachées à des communes et groupements de communes de moins de 3 000 habitants ayant décidé d'établir un budget unique pour leurs services de distribution d'eau potable et d'assainissement dans les conditions fixées par l'article L. 2224-6 du CGCT. Ils n'existent qu'en M. 49.

(2) Ces états ne sont obligatoires que pour les régies rattachées à des communes de 3 500 habitants et plus (art. L. 2313-1 du CGCT), à des groupements comprenant au moins une commune de 3 500 habitants et plus (art. L. 5211-36 du CGCT, art L. 5711-1 CGCT) et à leurs établissements publics.

(3) Uniquement pour les services dotés de l'autonomie financière et de la personnalité morale.

Préciser, pour chaque annexe, si l'état est sans objet le cas échéant.

I – INFORMATIONS GENERALES

MODALITES DE VOTE DU BUDGET

I

I – L'assemblée délibérante a voté le présent budget par nature :
- au niveau (1) du chapitre pour la section de fonctionnement ;
- au niveau (1) du chapitre pour la section d'investissement.
  - sans (2) les chapitres « opérations d'équipement » de l'état III B 3.

La liste des articles spécialisés sur lesquels l'ordonnateur ne peut procéder à des virements d'article à article est la suivante :

II – En l'absence de mention au paragraphe I ci-dessus, le budget est réputé voté par chapitre, et, en section d'investissement, sans chapitre de dépense « opération d'équipement ».

III – Les provisions sont (3) .

IV – La comparaison avec le budget précédent (cf. colonne « Pour mémoire ») s'effectue par rapport à la colonne du budget (4) cumulé de l'exercice précédent.

V – Le présent budget a été voté (5) sans reprise des résultats de l'exercice N-1.

(1) A compléter par « du chapitre » ou « de l'article ».

(2) Indiquer « avec » ou « sans » les chapitres opérations d'équipement.

(3) A compléter par un seul des deux choix suivants :
- semi-budgétaires (pas d'inscription en recette de la section d'investissement),
- budgétaires (délibération n° ……. du …….).

(4) Indiquer « primitif de l'exercice précédent » ou « cumulé de l'exercice précédent ».

(5) A compléter par un seul des trois choix suivants :
- sans reprise des résultats de l'exercice N-1,
- avec reprise des résultats de l'exercice N-1 après le vote du compte administratif,
- avec reprise anticipée des résultats de l'exercice N-1.

II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET — II
VUE D'ENSEMBLE — A1

EXPLOITATION

		DEPENSES DE LA SECTION D'EXPLOITATION	RECETTES DE LASECTION D'EXPLOITATION
VOTE	CREDITS DE FONCTIONNEMENT VOTES AU TITRE DU PRESENT BUDGET (1)	558 500,00	558 500,00
	+	+	+
REPORTS	RESTES A REALISER (R.A.R) DE L'EXERCICE PRECEDENT (2)	0,00	0,00
REPORTS	002 RESULTAT D'EXPLOITATION REPORTE (2)	(si déficit) 0,00	(si excédent) 0,00
	=	=	=
	TOTAL DE LA SECTION D'EXPLOITATION (3)	558 500,00	558 500,00

INVESTISSEMENT

		DEPENSES DE LA SECTION D'INVESTISSEMENT	RECETTES DE LASECTION D'INVESTISSEMENT
VOTE	CREDITS D'INVESTISSEMENT (1) VOTES AU TITRE DU PRESENT BUDGET (y compris les comptes 1064 et 1068)	90 000,00	90 000,00
	+	+	+
REPORTS	RESTES A REALISER (R.A.R) DE L'EXERCICE PRECEDENT (2)	0,00	0,00
REPORTS	001 SOLDE D'EXECUTION DE LA SECTION D'INVESTISSEMENT REPORTE (2)	(si solde négatif) 0,00	(si solde positif) 0,00
	=	=	=
	TOTAL DE LA SECTION D'INVESTISSEMENT (3)	90 000,00	90 000,00

TOTAL

TOTAL DU BUDGET (3)	648 500,00	648 500,00

(1) Au budget primitif, les crédits votés correspondent aux crédits votés lors de cette étape budgétaire. De même, pour les décisions modificatives et le budget supplémentaire, les crédits votés correspondent aux crédits votés lors de l'étape budgétaire sans sommation avec ceux antérieurement votés lors du même exercice.
(2) A servir uniquement en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent, soit après le vote du compte administratif, soit en cas de reprise anticipée des résultats.
Pour la section d'exploitation, les RAR sont constitués par l'ensemble des dépenses engagées et n'ayant pas donné lieu à service fait au 31 décembre de l'exercice précédent. En recettes, il s'agit des recettes certaines n'ayant pas donné lieu à l'émission d'un titre au 31/12 de l'exercice précédent.
Pour la section d'investissement, les RAR correspondent aux dépenses engagées non mandatées au 31/12 de l'exercice précédent telles qu'elles ressortent de la comptabilité des engagements et aux recettes certaines n'ayant pas donné lieu à l'émission d'un titre au 31/12 de l'exercice précédent.
(3) Total de la section d'exploitation = RAR + résultat reporté + crédits d'exploitation votés.

Total de la section d'investissement = RAR + solde d'exécution reporté + crédits d'investissement votés.

Total du budget = Total de la section d'exploitation + Total de la section d'investissement.

II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET	II
SECTION D'EXPLOITATION – CHAPITRES	A2

DEPENSES D'EXPLOITATION

Chap.	Libellé	Pour mémoire budget précédent (1)	Restes à réaliser N-1 (2)	Propositions nouvelles	VOTE (3)	TOTAL (= RAR + vote)
011	Charges à caractère général	305 000,53	0,00	331 000,00	331 000,00	331 000,00
012	Charges de personnel, frais assimilés	71 000,00	0,00	108 500,00	108 500,00	108 500,00
014	Atténuations de produits	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
65	Autres charges de gestion courante	211 319,47	0,00	5 000,00	5 000,00	5 000,00
Total des dépenses de gestion des services		**587 320,00**	**0,00**	**444 500,00**	**444 500,00**	**444 500,00**
66	Charges financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
67	Charges exceptionnelles	5 000,00	0,00	7 000,00	7 000,00	7 000,00
68	Dotations aux provisions et dépréciat° (4)	0,00		0,00	0,00	0,00
69	Impôts sur les bénéfices et assimilés (5)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
022	Dépenses imprévues	0,00		17 000,00	17 000,00	17 000,00
Total des dépenses réelles d'exploitation		**592 320,00**	**0,00**	**468 500,00**	**468 500,00**	**468 500,00**
023	*Virement à la section d'investissement (6)*	*0,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
042	*Opérat° ordre transfert entre sections (6)*	*90 000,00*		*90 000,00*	*90 000,00*	*90 000,00*
043	*Opérat° ordre intérieur de la section (6)*	*0,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
Total des dépenses d'ordre d'exploitation		***90 000,00***		***90 000,00***	***90 000,00***	***90 000,00***
TOTAL		**682 320,00**	**0,00**	**558 500,00**	**558 500,00**	**558 500,00**

+

D 002 RESULTAT REPORTE OU ANTICIPE (2)	0,00

=

TOTAL DES DEPENSES D'EXPLOITATION CUMULEES	558 500,00

RECETTES D'EXPLOITATION

Chap.	Libellé	Pour mémoire budget précédent (1)	Restes à réaliser N-1 (2)	Propositions nouvelles	VOTE (3)	TOTAL (= RAR + vote)
013	Atténuations de charges	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
70	Ventes produits fabriqués, prestations	510 000,53	0,00	528 500,00	528 500,00	528 500,00
73	Produits issus de la fiscalité (7)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
74	Subventions d'exploitation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
75	Autres produits de gestion courante	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des recettes de gestion des services		**510 000,53**	**0,00**	**528 500,00**	**528 500,00**	**528 500,00**
76	Produits financiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
77	Produits exceptionnels	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
78	Reprises sur provisions et dépréciations (4)	0,00		0,00	0,00	0,00
Total des recettes réelles d'exploitation		**510 000,53**	**0,00**	**528 500,00**	**528 500,00**	**528 500,00**
042	*Opérat° ordre transfert entre sections (6)*	*102 000,00*		*30 000,00*	*30 000,00*	*30 000,00*
043	*Opérat° ordre intérieur de la section (6)*	*0,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
Total des recettes d'ordre d'exploitation		***102 000,00***		***30 000,00***	***30 000,00***	***30 000,00***
TOTAL		**612 000,53**	**0,00**	**558 500,00**	**558 500,00**	**558 500,00**

+

R 002 RESULTAT REPORTE OU ANTICIPE (2)	0,00

=

TOTAL DES RECETTES D'EXPLOITATION CUMULEES	558 500,00

Pour information :

AUTOFINANCEMENT PREVISIONNEL DÉGAGÉ AU PROFIT DE LA SECTION D'INVESTISSEMENT (8)	60 000,00

Il s'agit, pour un budget voté en équilibre, des ressources propres correspondant à l'excédent des recettes réelles de fonctionnement sur les dépenses réelles de fonctionnement. Il sert à financer le remboursement du capital de la dette et les nouveaux investissements de la régie.

(1) Cf. Modalités de vote I.

(2) Inscrire en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent (après vote du compte administratif ou si reprise anticipée des résultats).

(3) Le vote de l'organe délibérant porte uniquement sur les propositions nouvelles.

(4) Si la régie applique le régime des provisions semi-budgétaires, ainsi que pour la dotation aux dépréciations des stocks de fournitures et de marchandises, des créances et des valeurs mobilières de placement, aux dépréciations des comptes de tiers et aux dépréciations des comptes financiers.

(5) Ce chapitre n'existe pas en M. 49.

(6) DE 023 = RI 021 ; DI 040 = RE 042 ; RI 040 = DE 042 ; DI 041 = RI 041 ; DE 043 = RE 043.

(7) Ce chapitre existe uniquement en M. 41, M. 43 et M. 44.

(8) Solde de l'opération *DE 023 + DE 042 – RE 042* ou solde de l'opération *RI 021 + RI 040 – DI 040*.

II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET	II
SECTION D'INVESTISSEMENT – CHAPITRES	A3

DEPENSES D'INVESTISSEMENT

Chap.	Libellé	Pour mémoire budget précédent (1)	Restes à réaliser N-1 (2)	Propositions nouvelles	VOTE (3)	TOTAL (= RAR + vote)
20	Immobilisations incorporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	182 843,00	0,00	46 300,00	46 300,00	46 300,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	Total des opérations d'équipement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	Total des dépenses d'équipement	**182 843,00**	**0,00**	**46 300,00**	**46 300,00**	**46 300,00**
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	11 000,00	0,00	13 700,00	13 700,00	13 700,00
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie) (5)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participat° et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
020	Dépenses imprévues	0,00		0,00	0,00	0,00
	Total des dépenses financières	**11 000,00**	**0,00**	**13 700,00**	**13 700,00**	**13 700,00**
45…	**Total des opérations pour compte de tiers (6)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Total des dépenses réelles d'investissement		**193 843,00**	**0,00**	**60 000,00**	**60 000,00**	**60 000,00**
040	*Opérat° ordre transfert entre sections (4)*	*102 000,00*		*30 000,00*	*30 000,00*	*30 000,00*
041	*Opérations patrimoniales (4)*	*0,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
Total des dépenses d'ordre d'investissement		***102 000,00***		***30 000,00***	***30 000,00***	***30 000,00***
TOTAL		**295 843,00**	**0,00**	**90 000,00**	**90 000,00**	**90 000,00**

+

D 001 SOLDE D'EXECUTION NEGATIF REPORTE OU ANTICIPE (1)	0,00

=

TOTAL DES DEPENSES D'INVESTISSEMENT CUMULEES	90 000,00

RECETTES D'INVESTISSEMENT

Chap.	Libellé	Pour mémoire budget précédent (1)	Restes à réaliser N-1 (2)	Propositions nouvelles	VOTE (3)	TOTAL (= RAR + vote)
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées (hors 165)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	Total des recettes d'équipement	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,33	0,00	0,00	0,00	0,00
106	Réserves (7)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
165	Dépôts et cautionnements reçus	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie) (5)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participat° et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	Total des recettes financières	**0,33**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
45…	**Total des opérations pour le compte de tiers (6)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Total des recettes réelles d'investissement		**0,33**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
021	*Virement de la section d'exploitation (4)*	*0,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
040	*Opérat° ordre transfert entre sections (4)*	*90 000,00*		*90 000,00*	*90 000,00*	*90 000,00*
041	*Opérations patrimoniales (4)*	*0,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
Total des recettes d'ordre d'investissement		***90 000,00***		***90 000,00***	***90 000,00***	***90 000,00***
TOTAL		**90 000,33**	**0,00**	**90 000,00**	**90 000,00**	**90 000,00**

+

R 001 SOLDE D'EXECUTION POSITIF REPORTE OU ANTICIPE (2)	0,00

=

TOTAL DES RECETTES D'INVESTISSEMENT CUMULEES	90 000,00

Pour information :

Il s'agit, pour un budget voté en équilibre, des ressources propres correspondant à l'excédent des recettes réelles de fonctionnement sur les dépenses réelles de fonctionnement. Il sert à financer le remboursement du capital de la dette et les nouveaux investissements de la régie.

AUTOFINANCEMENT PREVISIONNEL DÉGAGÉ PAR LA SECTION DE FONCTIONNEMENT (8)	**60 000,00**

(1) cf. Modalités de vote I.

(2) Inscrire en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent (après vote du compte administratif ou si reprise anticipée des résultats).

(3) Le vote de l'organe délibérant porte uniquement sur les propositions nouvelles.

(4) DE 023 = RI 021 ; DI 040 = RE 042 ; RI 040 = DE 042 ; DI 041 = RI 041 ; DE 043 = RE 043.

(5) A servir uniquement, en dépense, lorsque la régie effectue une dotation initiale en espèces au profit d'un service public non personnalisé qu'elle crée et, en recettes, lorsque le service non personnalisé reçoit une dotation en espèces de la part de sa collectivité de rattachement.

(6) Seul le total des opérations réelles pour compte de tiers figure sur cet état (voir le détail Annexe IV-A7).

(7) Le compte 106 n'est pas un chapitre mais un article du chapitre 10.

(8) Solde de l'opération *DE 023 + DE 042 – RE 042* ou solde de l'opération *RI 021 + RI 040 – DI 040*.

II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET — II
BALANCE GENERALE DU BUDGET — B1

1 – DEPENSES (du présent budget + restes à réaliser)

	EXPLOITATION	Opérations réelles (1)	Opérations d'ordre (2)	TOTAL
011	Charges à caractère général	331 000,00		331 000,00
012	Charges de personnel, frais assimilés	108 500,00		108 500,00
014	Atténuations de produits	0,00		0,00
60	*Achats et variation des stocks (3)*		*0,00*	0,00
65	Autres charges de gestion courante	5 000,00		5 000,00
66	Charges financières	0,00	*0,00*	0,00
67	Charges exceptionnelles	7 000,00	*0,00*	7 000,00
68	Dot. Amortist, dépréciat°, provisions	0,00	*90 000,00*	90 000,00
69	Impôts sur les bénéfices et assimilés (4)	0,00		0,00
71	*Production stockée (ou déstockage) (3)*		*0,00*	0,00
022	Dépenses imprévues	17 000,00		17 000,00
023	*Virement à la section d'investissement*		*0,00*	0,00
	Dépenses d'exploitation – Total	**468 500,00**	***90 000,00***	**558 500,00**

+

D 002 RESULTAT REPORTE OU ANTICIPE	**0,00**

=

TOTAL DES DEPENSES D'EXPLOITATION CUMULEES	**558 500,00**

	INVESTISSEMENT	Opérations réelles (1)	Opérations d'ordre (2)	TOTAL
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	*0,00*	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	*30 000,00*	30 000,00
14	*Prov. Réglementées, amort. dérogatoires*		*0,00*	0,00
15	*Provisions pour risques et charges (5)*		*0,00*	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées (sauf 1688 non budgétaire)	13 700,00	*0,00*	13 700,00
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie)	0,00		0,00
	Total des opérations d'équipement	0,00		0,00
20	Immobilisations incorporelles (6)	0,00	*0,00*	0,00
21	Immobilisations corporelles (6)	46 300,00	*0,00*	46 300,00
22	Immobilisations reçues en affectation (6)	0,00	*0,00*	0,00
23	Immobilisations en cours (6)	0,00	*0,00*	0,00
26	Participations et créances rattachées	0,00	*0,00*	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	*0,00*	0,00
28	*Amortissement des immobilisations (reprises)*		*0,00*	0,00
29	*Dépréciation des immobilisations*		*0,00*	0,00
39	*Dépréciat° des stocks et en-cours*		*0,00*	0,00
45…	Opérations pour compte de tiers (7)	0,00	*0,00*	0,00
481	*Charges à répartir plusieurs exercices*		*0,00*	0,00
3…	Stocks	0,00	*0,00*	0,00
020	Dépenses imprévues	0,00		0,00
	Dépenses d'investissement – Total	**60 000,00**	***30 000,00***	**90 000,00**

+

D 001 SOLDE D'EXECUTION NEGATIF REPORTE OU ANTICIPE	**0,00**

=

TOTAL DES DEPENSES D'INVESTISSEMENT CUMULEES	**90 000,00**

(1) Y compris les opérations relatives au rattachement des charges et des produits et les opérations d'ordre semi-budgétaires.

(2) Voir liste des opérations d'ordre.

(3) Permet de retracer les variations de stocks (sauf stocks de marchandises et de fournitures).

(4) Ce chapitre n'existe pas en M. 49.

(5) Si la régie applique le régime des provisions budgétaires.

(6) Hors chapitres « opérations d'équipement ».

(7) Seul le total des opérations pour compte de tiers figure sur cet état (voir le détail Annexe IV A7).

II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET — II

BALANCE GENERALE DU BUDGET — B2

2 – RECETTES (du présent budget + restes à réaliser)

	EXPLOITATION	Opérations réelles (1)	Opérations d'ordre (2)	TOTAL
013	Atténuations de charges	0,00		0,00
60	*Achats et variation des stocks (3)*		*0,00*	0,00
70	Ventes produits fabriqués, prestations	528 500,00		528 500,00
71	*Production stockée (ou déstockage) (3)*		*0,00*	0,00
72	*Production immobilisée*		*0,00*	0,00
73	Produits issus de la fiscalité (6)	0,00		0,00
74	Subventions d'exploitation	0,00		0,00
75	Autres produits de gestion courante	0,00		0,00
76	Produits financiers	0,00	*0,00*	0,00
77	Produits exceptionnels	0,00	*30 000,00*	30 000,00
78	Reprise amort., dépreciat° et provisions	0,00	*0,00*	0,00
79	*Transferts de charges*		*0,00*	0,00
	Recettes d'exploitation – Total	**528 500,00**	***30 000,00***	**558 500,00**

\+

R 002 RESULTAT REPORTE OU ANTICIPE	**0,00**

=

TOTAL DES RECETTES D'EXPLOITATION CUMULEES	**558 500,00**

	INVESTISSEMENT	Opérations réelles (1)	Opérations d'ordre (2)	TOTAL
10	Dotations, fonds divers et réserves (sauf 106)	0,00	*0,00*	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	*0,00*	0,00
14	*Prov. Réglementées, amort. dérogatoires*		*0,00*	0,00
15	*Provisions pour risques et charges (4)*		*0,00*	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées (sauf 1688 non budgétaire)	0,00	*0,00*	0,00
18	Comptes liaison : affectat° BA, régies	0,00	*0,00*	0,00
20	Immobilisations incorporelles	0,00	*0,00*	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	*0,00*	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	*0,00*	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	*0,00*	0,00
26	Participations et créances rattachées	0,00	*0,00*	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	*0,00*	0,00
28	*Amortissement des immobilisations*		*90 000,00*	90 000,00
29	*Dépréciation des immobilisations (4)*		*0,00*	0,00
39	*Dépréciat° des stocks et en-cours (4)*		*0,00*	0,00
45…	Opérations pour compte de tiers (5)	0,00	*0,00*	0,00
481	*Charges à répartir plusieurs exercices*		*0,00*	0,00
3…	Stocks	0,00	*0,00*	0,00
021	*Virement de la section d'exploitation*		*0,00*	0,00
	Recettes d'investissement – Total	**0,00**	***90 000,00***	**90 000,00**

\+

R 001 SOLDE D'EXECUTION POSITIF REPORTE OU ANTICIPE	**0,00**

\+

AFFECTATION AUX COMPTES 106	**0,00**

=

TOTAL DES RECETTES D'INVESTISSEMENT CUMULEES	**90 000,00**

(1) Y compris les opérations relatives au rattachement des charges et des produits et les opérations d'ordre semi-budgétaires.

(2) Voir liste des opérations d'ordre.

(3) Permet de retracer les variations de stocks (sauf stocks de marchandises et de fournitures).

(4) Si la régie applique le régime des provisions budgétaires.

(5) Seul le total des opérations pour compte de tiers figure sur cet état (voir le détail Annexe IV A7).

(6) Ce chapitre existe uniquement en M. 41, en M. 43 et en M. 44.

III – VOTE DU BUDGET — III

SECTION D'EXPLOITATION – DETAIL DES DEPENSES — A1

Chap / art (1)	Libellé (1)	Pour mémoire budget précédent (2)	Propositions nouvelles (3)	Vote (4)
011	**Charges à caractère général (5) (6)**	**305 000,53**	**331 000,00**	**331 000,00**
6068	Autres matières et fournitures	300,00	300,00	300,00
611	Sous-traitance générale	270 000,00	220 000,00	220 000,00
6156	Maintenance	5 500,00	5 500,00	5 500,00
618	Divers	10 000,53	70 000,00	70 000,00
6236	Catalogues et imprimés	2 200,00	2 200,00	2 200,00
6287	Remboursements de frais	17 000,00	33 000,00	33 000,00
012	**Charges de personnel, frais assimilés**	**71 000,00**	**108 500,00**	**108 500,00**
6215	Personnel affecté par CL de rattachement	71 000,00	108 500,00	108 500,00
014	**Atténuations de produits (7)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
65	**Autres charges de gestion courante**	**211 319,47**	**5 000,00**	**5 000,00**
6541	Créances admises en non-valeur	211 319,47	5 000,00	5 000,00
TOTAL = DEPENSES DE GESTION DES SERVICES (a) = (011 + 012 + 014 + 65)		**587 320,00**	**444 500,00**	**444 500,00**
66	**Charges financières (b) (8)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
67	**Charges exceptionnelles (c)**	**5 000,00**	**7 000,00**	**7 000,00**
673	Titres annulés sur exercices antérieurs	5 000,00	5 000,00	5 000,00
678	Autres charges exceptionnelles	0,00	2 000,00	2 000,00
68	**Dotations aux provisions et dépréciat° (d) (9)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
69	**Impôts sur les bénéfices et assimilés (e) (10)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
022	**Dépenses imprévues (f)**	**0,00**	**17 000,00**	**17 000,00**
TOTAL DES DEPENSES REELLES = a + b + c + d + e + f		**592 320,00**	**468 500,00**	**468 500,00**
023	***Virement à la section d'investissement***	***0,00***	***0,00***	***0,00***
042	***Opérat° ordre transfert entre sections (11) (12)***	***90 000,00***	***90 000,00***	***90 000,00***
6811	*Dot. amort. Immos incorp. et corporelles*	*90 000,00*	*90 000,00*	*90 000,00*
TOTAL DES PRELEVEMENTS AU PROFIT DE LA SECTION D'INVESTISSEMENT		***90 000,00***	***90 000,00***	***90 000,00***
043	***Opérat° ordre intérieur de la section***	**0,00**	**0,00**	**0,00**
TOTAL DES DEPENSES D'ORDRE		***90 000,00***	***90 000,00***	***90 000,00***
TOTAL DES DEPENSES D'EXPLOITATION DE L'EXERCICE (= Total des opérations réelles et d'ordre)		**682 320,00**	**558 500,00**	**558 500,00**

+

RESTES A REALISER N-1 (13)	**0,00**

+

D 002 RESULTAT REPORTE OU ANTICIPE (13)	**0,00**

=

TOTAL DES DEPENSES D'EXPLOITATION CUMULEES	**558 500,00**

Détail du calcul des ICNE au compte 66112 (8)

Montant des ICNE de l'exercice	0,00
- Montant des ICNE de l'exercice N-1	0,00
= Différence ICNE N – ICNE N-1	0,00

(1) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes appliqué par la commune ou l'établissement.

(2) Cf. Modalités de vote I.

(3) Hors restes à réaliser.

(4) Le vote de l'organe délibérant porte uniquement sur les propositions nouvelles.

(5) Le compte 621 est retracé au sein du chapitre 012.

(6) Le compte 634 est uniquement ouvert en M. 41.

(7) Le compte 739 est uniquement ouvert en M. 43 et en M. 44.

(8) Si le mandatement des ICNE de l'exercice est inférieur au montant de l'exercice N-1, le montant du compte 66112 sera négatif.

(9) Si la régie applique le régime des provisions semi-budgétaires, ainsi que pour la dotation aux dépréciations des stocks de fournitures et de marchandises, des créances et des valeurs mobilières de placement, aux dépréciations des comptes de tiers et aux dépréciations des comptes financiers.

(10) Ce chapitre n'existe pas en M. 49.

(11) Cf. définitions du chapitre des opérations d'ordre, *DE 042 = RI 040.*

(12) Le compte 6815 peut figurer dans le détail du chapitre 042 si la régie applique le régime des provisions budgétaires.

(13) Inscrire en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent (après vote du compte administratif ou si reprise anticipée des résultats).

III – VOTE DU BUDGET — III

SECTION D'EXPLOITATION – DETAIL DES RECETTES — A2

Chap / art(1)	Libellé (1)	Pour mémoire budget précédent (2)	Propositions nouvelles (3)	Vote (4)
013	**Atténuations de charges (5)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
70	**Ventes produits fabriqués, prestations**	**510 000,53**	**528 500,00**	**528 500,00**
706	Prestations de services	450 000,53	450 000,00	450 000,00
7084	Mise à disposition de personnel facturée	0,00	18 500,00	18 500,00
7087	Remboursement de frais	60 000,00	60 000,00	60 000,00
73	**Produits issus de la fiscalité (6)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
74	**Subventions d'exploitation**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
75	**Autres produits de gestion courante**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
	TOTAL = RECETTES DE GESTION DES SERVICES (a) = 013 + 70 + 73 + 74 + 75	**510 000,53**	**528 500,00**	**528 500,00**
76	**Produits financiers (b)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
77	**Produits exceptionnels (c)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
78	**Reprises sur provisions et dépréciations (d) (7)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
	TOTAL DES RECETTES REELLES = a + b + c + d	**510 000,53**	**528 500,00**	**528 500,00**
042	***Opérat° ordre transfert entre sections (8) (9)***	***102 000,00***	***30 000,00***	***30 000,00***
777	*Quote-part subv invest transf cpte résul*	*32 000,00*	*30 000,00*	*30 000,00*
778	*Autres produits exceptionnels*	*70 000,00*	*0,00*	*0,00*
043	***Opérat° ordre intérieur de la section (8)***	***0,00***	***0,00***	***0,00***
	TOTAL DES RECETTES D'ORDRE	***102 000,00***	***30 000,00***	***30 000,00***
	TOTAL DES RECETTES D'EXPLOITATION DE L'EXERCICE (= Total des opérations réelles et d'ordre)	**612 000,53**	**558 500,00**	**558 500,00**

+

RESTES A REALISER N-1 (10)	**0,00**

+

R 002 RESULTAT REPORTE OU ANTICIPE (10)	**0,00**

=

TOTAL DES RECETTES D'EXPLOITATION CUMULEES	**558 500,00**

Détail du calcul des ICNE au compte 7622

Montant des ICNE de l'exercice	0,00
- Montant des ICNE de l'exercice N-1	0,00
= Différence ICNE N – ICNE N-1	0,00

(1) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes appliqué par la régie.

(2) Cf. Modalités de vote I.

(3) Hors restes à réaliser.

(4) Le vote de l'assemblée porte uniquement sur les propositions nouvelles.

(5) Le compte 699 n'existe pas en M. 49.

(6) Ce chapitre existe uniquement en M. 41, M. 43 et M. 44.

(7)Si la régie applique le régime des provisions semi-budgétaires, ainsi que pour la dotation aux dépréciations des stocks de fournitures et de marchandises, des créances et des valeurs mobilières de placement, aux dépréciations des comptes de tiers et aux dépréciations des comptes financiers.

(8) Cf. définitions du chapitre des opérations d'ordre, *RE 042 = DI 040, RE 043 = DE 043.*

(9) Le compte 7815 peut figurer dans le détail du chapitre 042 si la régie applique le régime des provisions budgétaires.

(10) Inscrire en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent (après vote du compte administratif ou si reprise anticipée des résultats).

III – VOTE DU BUDGET — III

SECTION D'INVESTISSEMENT – DETAIL DES DEPENSES — B1

Chap / art (1)	Libellé (1)	Pour mémoire budget précédent (2)	Propositions nouvelles (3)	Vote (4)
20	**Immobilisations incorporelles (hors opérations)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
21	**Immobilisations corporelles (hors opérations)**	**182 843,00**	**46 300,00**	**46 300,00**
2188	Autres immobilisations corporelles	182 843,00	46 300,00	46 300,00
22	**Immobilisations reçues en affectation (hors opérations)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
23	**Immobilisations en cours (hors opérations)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
	Total des dépenses d'équipement	**182 843,00**	**46 300,00**	**46 300,00**
10	**Dotations, fonds divers et réserves**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
13	**Subventions d'investissement**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
16	**Emprunts et dettes assimilées**	**11 000,00**	**13 700,00**	**13 700,00**
1641	Emprunts en euros	10 000,00	12 700,00	12 700,00
165	Dépôts et cautionnements reçus	1 000,00	1 000,00	1 000,00
18	**Compte de liaison : affectat° (BA,régie)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
26	**Participat° et créances rattachées**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
27	**Autres immobilisations financières**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
020	**Dépenses imprévues**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
	Total des dépenses financières	**11 000,00**	**13 700,00**	**13 700,00**
	Total des dépenses d'opérations pour compte de tiers	**0,00**	**0,00**	**0,00**
	TOTAL DEPENSES REELLES	**193 843,00**	**60 000,00**	**60 000,00**
040	***Opérat° ordre transfert entre sections (7) (8)***	***102 000,00***	***30 000,00***	***30 000,00***
	Reprises sur autofinancement antérieur	***102 000,00***	***30 000,00***	***30 000,00***
1068	*Autres réserves*	*70 000,00*	*0,00*	*0,00*
13911	*Sub. équipt cpte résult. Etat*	*14 000,00*	*14 000,00*	*14 000,00*
13912	*Sub. équipt cpte résult. Régions*	*7 000,00*	*6 000,00*	*6 000,00*
13918	*Autres subventions d'équipement*	*11 000,00*	*10 000,00*	*10 000,00*
	Charges transférées	***0,00***	***0,00***	***0,00***
041	***Opérations patrimoniales (9)***	***0,00***	***0,00***	***0,00***
	TOTAL DEPENSES D'ORDRE	***102 000,00***	***30 000,00***	***30 000,00***
	TOTAL DES DEPENSES D'INVESTISSEMENT DE L'EXERCICE (= Total des dépenses réelles et d'ordre)	**295 843,00**	**90 000,00**	**90 000,00**

+

RESTES A REALISER N-1 (10)	**0,00**

+

D 001 SOLDE D'EXECUTION NEGATIF REPORTE OU ANTICIPE (10)	**0,00**

=

TOTAL DES DEPENSES D'INVESTISSEMENT CUMULEES	**90 000,00**

(1) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes appliqué par la régie.

(2) Cf. Modalités de vote I.

(3) Hors restes à réaliser.

(4) Le vote de l'organe délibérant porte uniquement sur les propositions nouvelles.

(5) Voir état III B3 pour le détail des opérations d'équipement.

(6) Voir annexe IV A7 pour le détail des opérations pour compte de tiers.

(7) Cf. définitions du chapitre des opérations d'ordre, *DI 040 = RE 042.*

(8) Le compte 15…2 peut figurer dans le détail du chapitre 042 si la régie applique le régime des provisions budgétaires.

(9) Cf. définitions du chapitre des opérations d'ordre, *DI 041 = RI 041.*

(10) Inscrire en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent (après vote du compte administratif ou si reprise anticipée des résultats).

III – VOTE DU BUDGET — III

SECTION D'INVESTISSEMENT – DETAIL DES RECETTES — B2

Chap / art (1)	Libellé (1)	Pour mémoire budget précédent (2)	Propositions nouvelles (3)	Vote (4)
13	**Subventions d'investissement**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
16	**Emprunts et dettes assimilées (hors 165)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
20	**Immobilisations incorporelles**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
21	**Immobilisations corporelles**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
22	**Immobilisations reçues en affectation**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
23	**Immobilisations en cours**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
	Total des recettes d'équipement	**0,00**	**0,00**	**0,00**
10	**Dotations, fonds divers et réserves**	**0,33**	**0,00**	**0,00**
10222	FCTVA	0,33	0,00	0,00
165	**Dépôts et cautionnements reçus**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
18	**Compte de liaison : affectat° (BA,régie)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
26	**Participat° et créances rattachées**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
27	**Autres immobilisations financières**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
	Total des recettes financières	**0,33**	**0,00**	**0,00**
	Total des recettes d'opérations pour compte de tiers	**0,00**	**0,00**	**0,00**
	TOTAL RECETTES REELLES	**0,33**	**0,00**	**0,00**
021	***Virement de la section d'exploitation***	***0,00***	***0,00***	***0,00***
040	***Opérat° ordre transfert entre sections (6) (7)***	***90 000,00***	***90 000,00***	***90 000,00***
28188	*Autres*	*90 000,00*	*90 000,00*	*90 000,00*
	TOTAL DES PRELEVEMENTS PROVENANT DE LA SECTION D'EXPLOITATION	***90 000,00***	***90 000,00***	***90 000,00***
041	***Opérations patrimoniales (8)***	***0,00***	***0,00***	***0,00***
	TOTAL RECETTES D'ORDRE	***90 000,00***	***90 000,00***	***90 000,00***
	TOTAL DES RECETTES D'INVESTISSEMENT DE L'EXERCICE (= Total des recettes réelles et d'ordre)	**90 000,33**	**90 000,00**	**90 000,00**

+

RESTES A REALISER N-1 (9)	**0,00**

+

R 001 SOLDE D'EXECUTION POSITIF REPORTE OU ANTICIPE (9	**0,00**

=

TOTAL DES RECETTES D'INVESTISSEMENT CUMULEES	**90 000,00**

(1) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes appliqué par la régie.

(2) Cf. Modalités de vote I.

(3) Hors restes à réaliser.

(4) Le vote de l'organe délibérant porte uniquement sur les propositions nouvelles.

(5) Voir annexe IV A7 pour le détail des opérations pour compte de tiers.

(6) Cf. définitions du chapitre des opérations d'ordre, R*I 040 = DE 042.*

(7) Le compte 15…2 peut figurer dans le détail du chapitre 042 si la régie applique le régime des provisions budgétaires.

(8) Cf. définitions du chapitre des opérations d'ordre, D*I 041 = RI 041.*

(9) Inscrire en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent (après vote du compte administratif ou si reprise anticipée des résultats).

III – VOTE DU BUDGET	III
DETAIL DES CHAPITRES D'OPERATION D'EQUIPEMENT	B3

Cet état ne contient pas d'information.

IV – ANNEXES

ELEMENTS DU BILAN – ETAT DE LA DETTE – REPARTITION PAR NATURE DE DETTE

IV

A1.2

A1.2 – REPARTITION PAR NATURE DE DETTE (hors 16449 et 166)

Nature (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat)	Emprunts et dettes à l'origine du contrat													
	Organisme prêteur ou chef de file	Date de signature	Date d'émission ou date de mobilisation (1)	Date du premier rembour-sement	Nominal (2)	Type de taux d'intérêt (3)	Index (4)	Taux initial		Devise	Péri-odicité des rembour-sements (6)	Profil d'amor-tissement (7)	Possibilité de rembour-sement anticipé O/N	Caté-gorie d'em-prunt (8)
								Niveau de taux (5)	Taux actuariel					
163 Emprunts obligataires (Total)					**0,00**									
164 Emprunts auprès d'établissement de crédit (Total)					**51 173,55**									
1641 Emprunts en euros (total)					51 173,55									
2018-01	SFIL CAFFIL	01/08/2018	01/01/2020	01/02/2020	51 173,55	V	(Euribor 3M + 0.2)-Floor -0.2 sur Euribor 3M	0,000	0,000	EUR	T	X	O	A-1
1643 Emprunts en devises (total)					0,00									
16441 Emprunts assortis d'une option de tirage sur ligne de trésorerie (total)					0,00									
165 Dépôts et cautionnements reçus (Total)					**0,00**									
167 Emprunts et dettes assortis de conditions particulières (Total)					**0,00**									
1675 Dettes pour METP et PPP (total)					0,00									
1678 Autres emprunts et dettes (total)					0,00									
168 Emprunts et dettes assimilés (Total)					**0,00**									
1681 Autres emprunts (total)					0,00									
1682 Bons à moyen terme négociables (total)					0,00									
1687 Autres dettes (total)					0,00									
Total général					**51 173,55**									

(1) Si un emprunt donne lieu à plusieurs mobilisations, indiquer la date de la première mobilisation.

(2) Nominal : montant emprunté à l'origine.

(3) Type de taux d'intérêt : F : fixe ; V : variable simple ; C : complexe (c'est-à-dire un taux variable qui n'est pas seulement défini comme la simple addition d'un taux usuel de référence et d'une marge exprimée en point de pourcentage).

(4) Mentionner le ou les types d'index (ex : Euribor 3 mois).

(5) Indiquer le niveau de taux à l'origine du contrat.

(6) Indiquer la périodicité des remboursements : A : annuelle ; M : mensuelle, B : bimestrielle, S : semestrielle, T : trimestrielle, X autre.

(7) Indiquer C pour amortissement constant, P pour amortissement progressif, F pour *in fine*, X pour autres à préciser.

(8) Catégorie d'emprunt à l'origine. Exemple A-1 (cf. la classification des emprunts suivant la typologie de la circulaire IOCB1015077C du 25 juin 2010 sur les produits financiers offerts aux collectivités territoriales).

IV – ANNEXES

ELEMENTS DU BILAN – ETAT DE LA DETTE – REPARTITION PAR NATURE DE DETTE

IV

A1.2

A1.2 – REPARTITION PAR NATURE DE DETTE (hors 16449 et 166) (suite)

Nature (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat)	Emprunts et dettes au 01/01/N											
						Taux d'intérêt			Annuité de l'exercice			
	Couverture ? O/N (10)	Montant couvert	Catégorie d'emprunt après couverture éventuelle (11)	Capital restant dû au 01/01/N	Durée résiduelle (en années)	Type de taux (12)	Index (13)	Niveau de taux d'intérêt à la date de vote du budget (14)	Capital	Charges d'intérêt (15)	Intérêts perçus (le cas échéant) (16)	ICNE de l'exercice
163 Emprunts obligataires (Total)		**0,00**		**0,00**					**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
164 Emprunts auprès d'établissement de crédit (Total)		**0,00**		**38 826,26**					**12 640,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
1641 Emprunts en euros (total)		0,00		38 826,26					12 640,00	0,00	0,00	0,00
2018-01	N	0,00	A-1	38 826,26	2,83	V	(Euribor 3M + 0.2)-Floor -0.2 sur Euribor 3M	0,000	12 640,00	0,00	0,00	0,00
1643 Emprunts en devises (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
16441 Emprunts assortis d'une option de tirage sur ligne de trésorerie (total) (9)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
165 Dépôts et cautionnements reçus (Total)		**0,00**		**0,00**					**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
167 Emprunts et dettes assortis de conditions particulières (Total)		**0,00**		**0,00**					**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
1675 Dettes pour METP et PPP (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
1678 Autres emprunts et dettes (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
168 Emprunts et dettes assimilés (Total)		**0,00**		**0,00**					**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
1681 Autres emprunts (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
1682 Bons à moyen terme négociables (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
1687 Autres dettes (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
Total général		**0,00**		**38 826,26**					**12 640,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

(9) S'agissant des emprunts assortis d'une ligne de trésorerie, il faut faire ressortir le remboursement du capital de la dette prévue pour l'exercice correspondant au véritable endettement.

(10) Si l'emprunt est soumis à couverture, il convient de compléter le tableau « détail des opérations de couverture ».

(11) Catégorie d'emprunt. Exemple A-1 (cf. la classification des emprunts suivant la typologie de la circulaire IOCB1015077C du 25 juin 2010 sur les produits financiers offerts aux collectivités territoriales).

(12) Type de taux d'intérêt après opérations de couverture : F : fixe ; V : variable simple ; C : complexe (c'est-à-dire un taux variable qui n'est pas seulement défini comme la simple addition d'un taux usuel de référence et d'une marge exprimée en point de pourcentage).

(13) Mentionner l'index en cours au 01/01/N après opérations de couverture.

(14) Taux après opérations de couverture éventuelles. Pour les emprunts à taux variable, indiquer le niveau à la date de vote du budget.

(15) Il s'agit des intérêts dus au titre du contrat initial et comptabilisés à l'article 66111 « Intérêts réglés à l'échéance » (intérêts décaissés) et intérêts éventuels dus au titre du contrat d'échange éventuel et comptabilisés à l'article 668.

(16) Indiquer les intérêts éventuellement reçus au titre du contrat d'échange éventuel et comptabilisés au 768.

IV – ANNEXES

IV

ELEMENTS DU BILAN – ETAT DE LA DETTE – REPARTITION DES EMPRUNTS PAR STRUCTURE DE TAUX

A1.3

A1.3 – REPARTITION DES EMPRUNTS PAR STRUCTURE DE TAUX (HORS A1)

Emprunts ventilés par structure de taux selon le risque le plus élevé (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat) (1)	Organisme prêteur ou chef de file	Nominal (2)	Capital restant dû au 01/01/N (3)	Type d'indices (4)	Durée du contrat	Dates des périodes bonifiées	Taux minimal (5)	Taux maximal (6)	Coût de sortie (7)	Taux maximal après couver-ture éventu-elle (8)	Niveau du taux à la date de vote du budget (9)	Intérêts à payer au cours de l'exercice (10)	Intérêts à percevoir au cours de l'exercice (le cas échéant) (11)	% par type de taux selon le capital restant dû
Echange de taux, taux variable simple plafonné (cap) ou encadré (tunnel) (A)														
TOTAL (A)		**0,00**	**0,00**						**0,00**			**0,00**	**0,00**	**0,00**
Barrière simple (B)														
TOTAL (B)		**0,00**	**0,00**						**0,00**			**0,00**	**0,00**	**0,00**
Option d'échange (C)														
TOTAL (C)		**0,00**	**0,00**						**0,00**			**0,00**	**0,00**	**0,00**
Multiplicateur jusqu'à 3 ou multiplicateur jusqu'à 5 capé (D)														
TOTAL (D)		**0,00**	**0,00**						**0,00**			**0,00**	**0,00**	**0,00**
Multiplicateur jusqu'à 5 (E)														
TOTAL (E)		**0,00**	**0,00**						**0,00**			**0,00**	**0,00**	**0,00**
Autres types de structures (F)														
TOTAL (F)		**0,00**	**0,00**						**0,00**			**0,00**	**0,00**	**0,00**
TOTAL GENERAL		**0,00**	**0,00**						**0,00**			**0,00**	**0,00**	**0,00**

(1) Répartir les emprunts selon le type de structure de taux (de A à F selon la classification de la charte de bonne conduite) en fonction du risque le plus élevé à courir sur toute la durée de vie du contrat de prêt et après opérations de couverture éventuelles.

(2) Nominal : montant emprunté à l'origine. En cas de couverture partielle d'un emprunt, indiquer séparément sur deux lignes la part du nominal couvert et la part non couverte.

(3) En cas de couverture partielle d'un emprunt, indiquer séparément sur deux lignes la part du capital restant dû couvert et la part non couverte.

(4) Indiquer la classification de l'indice sous-jacent suivant la typologie de la circulaire du 25 juin 2010 sur les produits financiers (de 1 à 6). 1 : Indice zone euro / 2 : Indices inflation française ou zone euro ou écart entre ces indices / 3 : Ecart indice zone euro / 4 : Indices hors zone euro ou écart d'indices dont l'un est hors zone euro / 5 : écarts d'indices hors zone euro / 6 : autres indices.

(5) Taux hors opération de couverture. Indiquer le montant, l'index ou la formule correspondant au taux minimal du contrat de prêt sur toute la durée du contrat.

(6) Taux hors opération de couverture. Indiquer le montant, l'index ou la formule correspondant au taux maximal du contrat de prêt sur toute la durée du contrat.

(7) Coût de sortie : indiquer le montant de l'indemnité contractuelle de remboursement définitif de l'emprunt au 01/01/N ou le cas échéant, à la prochaine date d'échéance.

(8) Montant, index ou formule.

(9) Indiquer le niveau de taux après opérations de couverture éventuelles. Pour les emprunts à taux variables, indiquer le niveau du taux à la date de vote du budget.

(10) Indiquer les intérêts à payer au titre du contrat initial et comptabilisés à l'article 66111 et des intérêts éventuels à payer au titre du contrat d'échange et comptabilisés à l'article 668.

(11) Indiquer les intérêts à percevoir au titre du contrat d'échange et comptabilisés au 768.

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN – ETAT DE LA DETTE – TYPOLOGIE DE LA REPARTITION DE L'ENCOURS	A1.4

A1.4 – TYPOLOGIE DE LA REPARTITION DE L'ENCOURS (1)

Structure	Indices sous-jacents	(1) Indices zone euro	(2) Indices inflation française ou zone euro ou écart entre ces indices	(3) Ecarts d'indices zone euro	(4) Indices hors zone euro et écarts d'indices dont l'un est un indice hors zone euro	(5) Ecarts d'indices hors zone euro	(6) Autres indices
(A) Taux fixe simple. Taux variable simple. Echange de taux fixe contre taux variable ou inversement. Echange de taux structuré contre taux variable ou taux fixe (sens unique). Taux variable simple plafonné (*cap*) ou encadré (*tunnel*)	Nombre de produits	1	0	0	0	0	
	% de l'encours	100,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
	Montant en euros	38 826,26	0,00	0,00	0,00	0,00	
(B) Barrière simple. Pas d'effet de levier	Nombre de produits	0	0	0	0	0	
	% de l'encours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
	Montant en euros	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
(C) Option d'échange (*swaption*)	Nombre de produits	0	0	0	0	0	
	% de l'encours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
	Montant en euros	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
(D) Multiplicateur jusqu'à 3 ; multiplicateur jusqu'à 5 capé	Nombre de produits	0	0	0	0	0	
	% de l'encours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
	Montant en euros	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
(E) Multiplicateur jusqu'à 5	Nombre de produits	0	0	0	0	0	
	% de l'encours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
	Montant en euros	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
(F) Autres types de structures	Nombre de produits						0
	% de l'encours						0,00
	Montant en euros						0,00

(1) Cette annexe retrace le stock de dette au 01/01/N après opérations de couverture éventuelles.

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN METHODES UTILISEES POUR LES AMORTISSEMENTS	A2

A2 – AMORTISSEMENTS – METHODES UTILISEES

CHOIX DE L'ASSEMBLEE DELIBERANTE	Délibération du
Biens de faible valeur Seuil unitaire en deçà duquel les immobilisations de peu de valeur s'amortissent sur un an (article R. 2321-1 du CGCT) : 1000.00 €	2019-10-10

Procédure d'amortissement (linéaire, dégressif, variable)	Catégories de biens amortis	Durée (en années)	
L	Frais détudes, de recherche et de développement (non suivi de travaux)	5	10/10/2019
L	Frais dinsertion (non suivi de travaux)	5	10/10/2019
L	Concession et droits similaires (dont logiciel)	5	10/10/2019
L	Autres immobilisations incorporelles	5	10/10/2019
L	Constructions bâtiments	30	10/10/2019
L	Matériel industriel	15	10/10/2019
L	Outillage industriel	5	10/10/2019
L	Matériel spécifique d'exploitation (exemple : compteur)	15	10/10/2019
L	Aménagement du matériel et outillage industriel	15	10/10/2019
L	Agencements et aménagements divers	15	10/10/2019
L	Matériel de transport - Véhicules légers	10	10/10/2019
L	Matériel de transport Camions et véhicules industriels	10	10/10/2019
L	Matériel de transport Deux roues	5	10/10/2019
L	Matériels informatiques	5	10/10/2019
L	Mobiliers	10	10/10/2019
L	Autres immobilisations corporelles (petits matériels de bureau, électrique, électronique)	5	10/10/2019
L	Autres immobilisations corporelles (outillage)	10	10/10/2019

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN EQUILIBRE DES OPERATIONS FINANCIERES – DEPENSES	A4.1

DEPENSES A COUVRIR PAR DES RESSOURCES PROPRES

Art. (1)	Libellé (1)	Propositions nouvelles	Vote (2)	
DEPENSES TOTALES A COUVRIR PAR DES RESSOURCES PROPRES =A + B		**42 700,00**	**I**	**42 700,00**
16 Emprunts et dettes assimilées (A)		**12 700,00**		**12 700,00**
1631	Emprunts obligataires	0,00		0,00
1641	Emprunts en euros	12 700,00		12 700,00
1643	Emprunts en devises	0,00		0,00
16441	Opérat° afférentes à l'emprunt	0,00		0,00
1678	Autres emprunts et dettes	0,00		0,00
1681	Autres emprunts	0,00		0,00
1682	Bons à moyen terme négociables	0,00		0,00
1687	Autres dettes	0,00		0,00
Dépenses et transferts à déduire des ressources propres (B)		**30 000,00**		**30 000,00**
10…	*Reprise de dotations, fonds divers et réserves*			
1068	*Autres réserves*	*0,00*		*0,00*
10…	Reversement de dotations, fonds divers et réserves			
139	*Subv. invest. transférées cpte résultat*	*30 000,00*		*30 000,00*
020	Dépenses imprévues	0,00		0,00

	Op. de l'exercice I	Restes à réaliser en dépenses de l'exercice précédent (3) (4)	Solde d'exécution D001 (3) (4)	TOTAL II
Dépenses à couvrir par des ressources propres	**42 700,00**	**0,00**	**0,00**	**42 700,00**

(1) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes.

(2) Crédits de l'exercice votés lors de la séance.

(3) Inscrire uniquement si le compte administratif est voté ou en cas de reprise anticipée des résultats de l'exercice précédent.

(4) Indiquer le montant correspondant figurant en II - Présentation générale du budget – vue d'ensemble.

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN EQUILIBRE DES OPERATIONS FINANCIERES – RECETTES	A4.2

RESSOURCES PROPRES

Art. (1)	Libellé (1)	Propositions nouvelles	Vote (2)	
RECETTES (RESSOURCES PROPRES) = a + b		**90 000,00**	**III**	**90 000,00**
Ressources propres externes de l'année (a)		**0,00**		**0,00**
10222	FCTVA	0,00		0,00
10228	Autres fonds globalisés	0,00		0,00
26…	*Participations et créances rattachées*			
27…	*Autres immobilisations financières*			
Ressources propres internes de l'année (b) (3)		**90 000,00**		**90 000,00**
15…	*Provisions pour risques et charges*			
169	*Primes de remboursement des obligations*	*0,00*		*0,00*
26…	*Participations et créances rattachées*			
27…	*Autres immobilisations financières*			
28…	*Amortissement des immobilisations*			
28188	*Autres*	*90 000,00*		*90 000,00*
29…	*Dépréciation des immobilisations*			
39…	*Dépréciat° des stocks et en-cours*			
481…	*Charges à répartir plusieurs exercices*			
021	*Virement de la section d'exploitation*	*0,00*		*0,00*

	Opérations de l'exercice III	Restes à réaliser en recettes de l'exercice précédent (4) (5)	Solde d'exécution R001 (4) (5)	Affectation R106 (4)	TOTAL IV
Total ressources propres disponibles	**90 000,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**90 000,00**

		Montant
Dépenses à couvrir par des ressources propres	II	**42 700,00**
Ressources propres disponibles	IV	**90 000,00**
Solde	V = IV – II (6)	**47 300,00**

(1) Les comptes 15, 169, 26, 27, 28, 29, 39 et 481 sont à détailler conformément au plan de comptes.

(2) Crédits de l'exercice votés lors de la séance.

(3) Les comptes 15, 29 et 39 sont présentés uniquement si la commune ou l'établissement applique le régime des provisions budgétaires.

(4) Inscrire uniquement si le compte administratif est voté ou en cas de reprise anticipée des résultats de l'exercice précédent.

(5) Indiquer le montant correspondant figurant en II - Présentation générale du budget – vue d'ensemble.

(6) Indiquer le signe algébrique.

IV – ANNEXES	IV
ARRETE ET SIGNATURES	D

Nombre de membres en exercice : 0
Nombre de membres présents : 0
Nombre de suffrages exprimés : 0
VOTES :
Pour : 0
Contre : 0
Abstentions : 0

Date de convocation :

Présenté par (1) ,
A le
(1) ,

Délibéré par l'assemblée (2), réunie en session
A , le
Les membres de l'assemblée délibérante (2),

.

Certifié exécutoire par (1) , compte tenu de la transmission en préfecture, le , et de la publication le

A ,le

(1) Indiquer le « président du conseil d'administration » ou l'exécutif de la collectivité de rattachement : maire, président du conseil général,…
(2) L'assemblée délibérante étant : .

REPUBLIQUE FRANÇAISE

Numéro SIRET 20006711400062	COLLECTIVITE DE RATTACHEMENT EPCI dont la population est de 3500 habitants et plus COMMUNAUTE DE L'AUXERROIS

POSTE COMPTABLE DE : Centre des finances publiques d'Auxerre...

SERVICE PUBLIC LOCAL

M. 49 (1)

Budget primitif

BUDGET : SPANC (2)

ANNEE 2021

(1) Compléter en fonction du service public local et du plan de comptes utilisé : M. 4, M. 41, M. 42, M. 43, M. 44 ou M. 49.

(2) Indiquer le budget concerné : budget principal ou libellé du budget annexe.

Sommaire

I - Informations générales

Modalités de vote du budget 3

II - Présentation générale du budget

A1 - Vue d'ensemble - Sections 4
A2 - Vue d'ensemble - Section d'exploitation - Chapitres 5
A3 - Vue d'ensemble - Section d'investissement - Chapitres 7
B1 - Balance générale du budget - Dépenses 9
B2 - Balance générale du budget - Recettes 10

III - Vote du budget

A1 - Section d'exploitation - Détail des dépenses 12
A2 - Section d'exploitation - Détail des recettes 13
B1 - Section d'investissement - Détail des dépenses 14
B2 - Section d'investissement - Détail des recettes 15
B3 - Opérations d'équipement - Détail des chapitres et articles 16

IV - Annexes

A - Eléments du bilan

A1.1 - Etat de la dette - Détail des crédits de trésorerie Sans Objet
A1.2 - Etat de la dette - Répartition par nature de dette Sans Objet
A1.3 - Etat de la dette - Répartition des emprunts par structure de taux Sans Objet
A1.4 - Etat de la dette - Typologie de la répartition de l'encours Sans Objet
A1.5 - Etat de la dette - Détail des opérations de couverture Sans Objet
A1.6 - Etat de la dette - Autres dettes Sans Objet
A2 - Méthodes utilisées pour les amortissements Sans Objet
A3.1 - Etat des provisions et des dépréciations Sans Objet
A3.2 - Etalement des provisions Sans Objet
A4.1 - Equilibre des opérations financières - Dépenses Sans Objet
A4.2 - Equilibre des opérations financières - Recettes Sans Objet
A5.1.1 - Etat de ventilation des dépenses et recettes des services d'eau et d'assainissement - Exploitation (1) Sans Objet
A5.1.2 - Etat de ventilation des dépenses et recettes des services d'eau et d'assainissement - Investissement (1) Sans Objet
A5.2.1 - Etat de ventilation des dép. et rec. des services d'assainissement collectif et non collectif - Exploitation (1) Sans Objet
A5.2.2 - Etat de ventilation des dép. et rec. des services d'assainissement collectif et non collectif - Investissement (1) Sans Objet
A6 - Etat des charges transférées Sans Objet
A7 - Détail des opérations pour compte de tiers Sans Objet

B - Engagements hors bilan

B1.1 - Etat des emprunts garantis par la régie Sans Objet
B1.2 - Calcul du ratio d'endettement relatif aux garanties d'emprunt Sans Objet
B1.3 - Subventions versées dans le cadre du vote du budget Sans Objet
B1.4 - Etat des contrats de crédit-bail Sans Objet
B1.5 - Etat des contrats de partenariat public-privé Sans Objet
B1.6 - Etat des autres engagements donnés Sans Objet
B1.7 - Etat des engagements reçus Sans Objet
B2.1 - Etat des autorisations de programme et des crédits de paiement afférents Sans Objet
B2.2 - Etat des autorisations d'engagement et des crédits de paiement afférents Sans Objet

C - Autres éléments d'informations

C1.1 - Etat du personnel Sans Objet
C1.2 - Etat du personnel de la collectivité ou de l'établissement de rattachement employé par la régie Sans Objet
C2 - Liste des organismes dans lesquels a été pris un engagement financier (2) Sans Objet
C3 - Liste des services individualisés dans un budget annexe (3) Sans Objet

D - Arrêté et signatures

D - Arrêté et signatures 17

(1) Ces états ne sont obligatoires que pour les régies rattachées à des communes et groupements de communes de moins de 3 000 habitants ayant décidé d'établir un budget unique pour leurs services de distribution d'eau potable et d'assainissement dans les conditions fixées par l'article L. 2224-6 du CGCT. Ils n'existent qu'en M. 49.

(2) Ces états ne sont obligatoires que pour les régies rattachées à des communes de 3 500 habitants et plus (art. L. 2313-1 du CGCT), à des groupements comprenant au moins une commune de 3 500 habitants et plus (art. L. 5211-36 du CGCT, art L. 5711-1 CGCT) et à leurs établissements publics.

(3) Uniquement pour les services dotés de l'autonomie financière et de la personnalité morale.

Préciser, pour chaque annexe, si l'état est sans objet le cas échéant.

I – INFORMATIONS GENERALES	I
MODALITES DE VOTE DU BUDGET	

I – L'assemblée délibérante a voté le présent budget par nature :
- au niveau (1) du chapitre pour la section de fonctionnement ;
- au niveau (1) du chapitre pour la section d'investissement.
  - sans (2) les chapitres « opérations d'équipement » de l'état III B 3.

La liste des articles spécialisés sur lesquels l'ordonnateur ne peut procéder à des virements d'article à article est la suivante :

II – En l'absence de mention au paragraphe I ci-dessus, le budget est réputé voté par chapitre, et, en section d'investissement, sans chapitre de dépense « opération d'équipement ».

III – Les provisions sont (3) .

IV – La comparaison avec le budget précédent (cf. colonne « Pour mémoire ») s'effectue par rapport à la colonne du budget (4) cumulé de l'exercice précédent.

V – Le présent budget a été voté (5) sans reprise des résultats de l'exercice N-1.

(1) A compléter par « du chapitre » ou « de l'article ».

(2) Indiquer « avec » ou « sans » les chapitres opérations d'équipement.

(3) A compléter par un seul des deux choix suivants :
- semi-budgétaires (pas d'inscription en recette de la section d'investissement),
- budgétaires (délibération n° ……. du …….).

(4) Indiquer « primitif de l'exercice précédent » ou « cumulé de l'exercice précédent ».

(5) A compléter par un seul des trois choix suivants :
- sans reprise des résultats de l'exercice N-1,
- avec reprise des résultats de l'exercice N-1 après le vote du compte administratif,
- avec reprise anticipée des résultats de l'exercice N-1.

II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET — II
VUE D'ENSEMBLE — A1

EXPLOITATION

		DEPENSES DE LA SECTION D'EXPLOITATION	RECETTES DE LASECTION D'EXPLOITATION
VOTE	CREDITS DE FONCTIONNEMENT VOTES AU TITRE DU PRESENT BUDGET (1)	21 500,00	21 500,00
	+	+	+
REPORTS	RESTES A REALISER (R.A.R) DE L'EXERCICE PRECEDENT (2)	0,00	0,00
REPORTS	002 RESULTAT D'EXPLOITATION REPORTE (2)	(si déficit) 0,00	(si excédent) 0,00
	=	=	=
	TOTAL DE LA SECTION D'EXPLOITATION (3)	21 500,00	21 500,00

INVESTISSEMENT

		DEPENSES DE LA SECTION D'INVESTISSEMENT	RECETTES DE LASECTION D'INVESTISSEMENT
VOTE	CREDITS D'INVESTISSEMENT (1) VOTES AU TITRE DU PRESENT BUDGET (y compris les comptes 1064 et 1068)	0,00	0,00
	+	+	+
REPORTS	RESTES A REALISER (R.A.R) DE L'EXERCICE PRECEDENT (2)	0,00	0,00
REPORTS	001 SOLDE D'EXECUTION DE LA SECTION D'INVESTISSEMENT REPORTE (2)	(si solde négatif) 0,00	(si solde positif) 0,00
	=	=	=
	TOTAL DE LA SECTION D'INVESTISSEMENT (3)	0,00	0,00

TOTAL

TOTAL DU BUDGET (3)	21 500,00	21 500,00

(1) Au budget primitif, les crédits votés correspondent aux crédits votés lors de cette étape budgétaire. De même, pour les décisions modificatives et le budget supplémentaire, les crédits votés correspondent aux crédits votés lors de l'étape budgétaire sans sommation avec ceux antérieurement votés lors du même exercice.
(2) A servir uniquement en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent, soit après le vote du compte administratif, soit en cas de reprise anticipée des résultats.
Pour la section d'exploitation, les RAR sont constitués par l'ensemble des dépenses engagées et n'ayant pas donné lieu à service fait au 31 décembre de l'exercice précédent. En recettes, il s'agit des recettes certaines n'ayant pas donné lieu à l'émission d'un titre au 31/12 de l'exercice précédent.
Pour la section d'investissement, les RAR correspondent aux dépenses engagées non mandatées au 31/12 de l'exercice précédent telles qu'elles ressortent de la comptabilité des engagements et aux recettes certaines n'ayant pas donné lieu à l'émission d'un titre au 31/12 de l'exercice précédent.
(3) Total de la section d'exploitation = RAR + résultat reporté + crédits d'exploitation votés.

Total de la section d'investissement = RAR + solde d'exécution reporté + crédits d'investissement votés.

Total du budget = Total de la section d'exploitation + Total de la section d'investissement.

II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET	II
SECTION D'EXPLOITATION – CHAPITRES	A2

DEPENSES D'EXPLOITATION

Chap.	Libellé	Pour mémoire budget précédent (1)	Restes à réaliser N-1 (2)	Propositions nouvelles	VOTE (3)	TOTAL (= RAR + vote)
011	Charges à caractère général	19 000,00	0,00	20 000,00	20 000,00	20 000,00
012	Charges de personnel, frais assimilés	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
014	Atténuations de produits	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
65	Autres charges de gestion courante	23 186,00	0,00	1 000,00	1 000,00	1 000,00
Total des dépenses de gestion des services		**42 186,00**	**0,00**	**21 000,00**	**21 000,00**	**21 000,00**
66	Charges financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
67	Charges exceptionnelles	0,00	0,00	500,00	500,00	500,00
68	Dotations aux provisions et dépréciat° (4)	0,00		0,00	0,00	0,00
69	Impôts sur les bénéfices et assimilés (5)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
022	Dépenses imprévues	0,00		0,00	0,00	0,00
Total des dépenses réelles d'exploitation		**42 186,00**	**0,00**	**21 500,00**	**21 500,00**	**21 500,00**
023	*Virement à la section d'investissement (6)*	*0,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
042	*Opérat° ordre transfert entre sections (6)*	*0,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
043	*Opérat° ordre intérieur de la section (6)*	*0,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
Total des dépenses d'ordre d'exploitation		***0,00***		***0,00***	***0,00***	***0,00***
TOTAL		**42 186,00**	**0,00**	**21 500,00**	**21 500,00**	**21 500,00**

+

D 002 RESULTAT REPORTE OU ANTICIPE (2)	0,00

=

TOTAL DES DEPENSES D'EXPLOITATION CUMULEES	21 500,00

RECETTES D'EXPLOITATION

Chap.	Libellé	Pour mémoire budget précédent (1)	Restes à réaliser N-1 (2)	Propositions nouvelles	VOTE (3)	TOTAL (= RAR + vote)
013	Atténuations de charges	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
70	Ventes produits fabriqués, prestations	19 000,45	0,00	21 500,00	21 500,00	21 500,00
73	Produits issus de la fiscalité (7)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
74	Subventions d'exploitation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
75	Autres produits de gestion courante	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des recettes de gestion des services		**19 000,45**	**0,00**	**21 500,00**	**21 500,00**	**21 500,00**
76	Produits financiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
77	Produits exceptionnels	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
78	Reprises sur provisions et dépréciations (4)	0,00		0,00	0,00	0,00
Total des recettes réelles d'exploitation		**19 000,45**	**0,00**	**21 500,00**	**21 500,00**	**21 500,00**
042	*Opérat° ordre transfert entre sections (6)*	*0,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
043	*Opérat° ordre intérieur de la section (6)*	*0,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
Total des recettes d'ordre d'exploitation		***0,00***		***0,00***	***0,00***	***0,00***
TOTAL		**19 000,45**	**0,00**	**21 500,00**	**21 500,00**	**21 500,00**

+

R 002 RESULTAT REPORTE OU ANTICIPE (2)	0,00

=

TOTAL DES RECETTES D'EXPLOITATION CUMULEES	21 500,00

Pour information :

AUTOFINANCEMENT PREVISIONNEL DÉGAGÉ AU PROFIT DE LA SECTION D'INVESTISSEMENT (8)	0,00

Il s'agit, pour un budget voté en équilibre, des ressources propres correspondant à l'excédent des recettes réelles de fonctionnement sur les dépenses réelles de fonctionnement. Il sert à financer le remboursement du capital de la dette et les nouveaux investissements de la régie.

(1) Cf. Modalités de vote I.

(2) Inscrire en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent (après vote du compte administratif ou si reprise anticipée des résultats).

(3) Le vote de l'organe délibérant porte uniquement sur les propositions nouvelles.

(4) Si la régie applique le régime des provisions semi-budgétaires, ainsi que pour la dotation aux dépréciations des stocks de fournitures et de marchandises, des créances et des valeurs mobilières de placement, aux dépréciations des comptes de tiers et aux dépréciations des comptes financiers.

(5) Ce chapitre n'existe pas en M. 49.

(6) DE 023 = RI 021 ; DI 040 = RE 042 ; RI 040 = DE 042 ; DI 041 = RI 041 ; DE 043 = RE 043.

(7) Ce chapitre existe uniquement en M. 41, M. 43 et M. 44.

(8) Solde de l'opération *DE 023 + DE 042 – RE 042* ou solde de l'opération *RI 021 + RI 040 – DI 040*.

II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET	II
SECTION D'INVESTISSEMENT – CHAPITRES	A3

DEPENSES D'INVESTISSEMENT

Chap.	Libellé	Pour mémoire budget précédent (1)	Restes à réaliser N-1 (2)	Propositions nouvelles	VOTE (3)	TOTAL (= RAR + vote)
20	Immobilisations incorporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	Total des opérations d'équipement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	Total des dépenses d'équipement	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie) (5)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participat° et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
020	Dépenses imprévues	0,00		0,00	0,00	0,00
	Total des dépenses financières	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
45…	**Total des opérations pour compte de tiers (6)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Total des dépenses réelles d'investissement		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
040	*Opérat° ordre transfert entre sections (4)*	*0,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
041	*Opérations patrimoniales (4)*	*0,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
Total des dépenses d'ordre d'investissement		***0,00***		***0,00***	***0,00***	***0,00***
TOTAL		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

+

D 001 SOLDE D'EXECUTION NEGATIF REPORTE OU ANTICIPE (1)	0,00

=

TOTAL DES DEPENSES D'INVESTISSEMENT CUMULEES	0,00

RECETTES D'INVESTISSEMENT

Chap.	Libellé	Pour mémoire budget précédent (1)	Restes à réaliser N-1 (2)	Propositions nouvelles	VOTE (3)	TOTAL (= RAR + vote)
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées (hors 165)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	Total des recettes d'équipement	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
106	Réserves (7)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
165	Dépôts et cautionnements reçus	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie) (5)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participat° et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	Total des recettes financières	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
45…	**Total des opérations pour le compte de tiers (6)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Total des recettes réelles d'investissement		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
021	*Virement de la section d'exploitation (4)*	*0,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
040	*Opérat° ordre transfert entre sections (4)*	*0,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
041	*Opérations patrimoniales (4)*	*0,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
Total des recettes d'ordre d'investissement		***0,00***		***0,00***	***0,00***	***0,00***
TOTAL		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

+

R 001 SOLDE D'EXECUTION POSITIF REPORTE OU ANTICIPE (2)	0,00

=

TOTAL DES RECETTES D'INVESTISSEMENT CUMULEES	0,00

Pour information :

Il s'agit, pour un budget voté en équilibre, des ressources propres correspondant à l'excédent des recettes réelles de fonctionnement sur les dépenses réelles de fonctionnement. Il sert à financer le remboursement du capital de la dette et les nouveaux investissements de la régie.

AUTOFINANCEMENT PREVISIONNEL DÉGAGÉ PAR LA SECTION DE FONCTIONNEMENT (8)	**0,00**

(1) cf. Modalités de vote I.

(2) Inscrire en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent (après vote du compte administratif ou si reprise anticipée des résultats).

(3) Le vote de l'organe délibérant porte uniquement sur les propositions nouvelles.

(4) DE 023 = RI 021 ; DI 040 = RE 042 ; RI 040 = DE 042 ; DI 041 = RI 041 ; DE 043 = RE 043.

(5) A servir uniquement, en dépense, lorsque la régie effectue une dotation initiale en espèces au profit d'un service public non personnalisé qu'elle crée et, en recettes, lorsque le service non personnalisé reçoit une dotation en espèces de la part de sa collectivité de rattachement.

(6) Seul le total des opérations réelles pour compte de tiers figure sur cet état (voir le détail Annexe IV-A7).

(7) Le compte 106 n'est pas un chapitre mais un article du chapitre 10.

(8) Solde de l'opération *DE 023 + DE 042 – RE 042* ou solde de l'opération *RI 021 + RI 040 – DI 040*.

II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET	II
BALANCE GENERALE DU BUDGET	B1

1 – DEPENSES (du présent budget + restes à réaliser)

	EXPLOITATION	Opérations réelles (1)	Opérations d'ordre (2)	TOTAL
011	Charges à caractère général	20 000,00		20 000,00
012	Charges de personnel, frais assimilés	0,00		0,00
014	Atténuations de produits	0,00		0,00
60	*Achats et variation des stocks (3)*		*0,00*	0,00
65	Autres charges de gestion courante	1 000,00		1 000,00
66	Charges financières	0,00	*0,00*	0,00
67	Charges exceptionnelles	500,00	*0,00*	500,00
68	Dot. Amortist, dépréciat°, provisions	0,00	*0,00*	0,00
69	Impôts sur les bénéfices et assimilés (4)	0,00		0,00
71	*Production stockée (ou déstockage) (3)*		*0,00*	0,00
022	Dépenses imprévues	0,00		0,00
023	*Virement à la section d'investissement*		*0,00*	0,00
	Dépenses d'exploitation – Total	**21 500,00**	***0,00***	**21 500,00**

+

D 002 RESULTAT REPORTE OU ANTICIPE	**0,00**

=

TOTAL DES DEPENSES D'EXPLOITATION CUMULEES	**21 500,00**

	INVESTISSEMENT	Opérations réelles (1)	Opérations d'ordre (2)	TOTAL
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	*0,00*	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	*0,00*	0,00
14	*Prov. Réglementées, amort. dérogatoires*		*0,00*	0,00
15	*Provisions pour risques et charges (5)*		*0,00*	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées (sauf 1688 non budgétaire)	0,00	*0,00*	0,00
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie)	0,00		0,00
	Total des opérations d'équipement	0,00		0,00
20	Immobilisations incorporelles (6)	0,00	*0,00*	0,00
21	Immobilisations corporelles (6)	0,00	*0,00*	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation (6)	0,00	*0,00*	0,00
23	Immobilisations en cours (6)	0,00	*0,00*	0,00
26	Participations et créances rattachées	0,00	*0,00*	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	*0,00*	0,00
28	*Amortissement des immobilisations (reprises)*		*0,00*	0,00
29	*Dépréciation des immobilisations*		*0,00*	0,00
39	*Dépréciat° des stocks et en-cours*		*0,00*	0,00
45…	Opérations pour compte de tiers (7)	0,00	*0,00*	0,00
481	*Charges à répartir plusieurs exercices*		*0,00*	0,00
3…	Stocks	0,00	*0,00*	0,00
020	Dépenses imprévues	0,00		0,00
	Dépenses d'investissement – Total	**0,00**	***0,00***	**0,00**

+

D 001 SOLDE D'EXECUTION NEGATIF REPORTE OU ANTICIPE	**0,00**

=

TOTAL DES DEPENSES D'INVESTISSEMENT CUMULEES	**0,00**

(1) Y compris les opérations relatives au rattachement des charges et des produits et les opérations d'ordre semi-budgétaires.

(2) Voir liste des opérations d'ordre.

(3) Permet de retracer les variations de stocks (sauf stocks de marchandises et de fournitures).

(4) Ce chapitre n'existe pas en M. 49.

(5) Si la régie applique le régime des provisions budgétaires.

(6) Hors chapitres « opérations d'équipement ».

(7) Seul le total des opérations pour compte de tiers figure sur cet état (voir le détail Annexe IV A7).

II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET	II
BALANCE GENERALE DU BUDGET	B2

2 – RECETTES (du présent budget + restes à réaliser)

	EXPLOITATION	Opérations réelles (1)	Opérations d'ordre (2)	TOTAL
013	Atténuations de charges	0,00		0,00
60	*Achats et variation des stocks (3)*		*0,00*	0,00
70	Ventes produits fabriqués, prestations	21 500,00		21 500,00
71	*Production stockée (ou déstockage) (3)*		*0,00*	0,00
72	*Production immobilisée*		*0,00*	0,00
73	Produits issus de la fiscalité (6)	0,00		0,00
74	Subventions d'exploitation	0,00		0,00
75	Autres produits de gestion courante	0,00		0,00
76	Produits financiers	0,00	*0,00*	0,00
77	Produits exceptionnels	0,00	*0,00*	0,00
78	Reprise amort., dépreciat° et provisions	0,00	*0,00*	0,00
79	*Transferts de charges*		*0,00*	0,00
Recettes d'exploitation – Total		**21 500,00**	***0,00***	**21 500,00**

\+

R 002 RESULTAT REPORTE OU ANTICIPE	0,00

=

TOTAL DES RECETTES D'EXPLOITATION CUMULEES	21 500,00

	INVESTISSEMENT	Opérations réelles (1)	Opérations d'ordre (2)	TOTAL
10	Dotations, fonds divers et réserves (sauf 106)	0,00	*0,00*	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	*0,00*	0,00
14	*Prov. Réglementées, amort. dérogatoires*		*0,00*	0,00
15	*Provisions pour risques et charges (4)*		*0,00*	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées (sauf 1688 non budgétaire)	0,00	*0,00*	0,00
18	Comptes liaison : affectat° BA, régies	0,00	*0,00*	0,00
20	Immobilisations incorporelles	0,00	*0,00*	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	*0,00*	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	*0,00*	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	*0,00*	0,00
26	Participations et créances rattachées	0,00	*0,00*	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	*0,00*	0,00
28	*Amortissement des immobilisations*		*0,00*	0,00
29	*Dépréciation des immobilisations (4)*		*0,00*	0,00
39	*Dépréciat° des stocks et en-cours (4)*		*0,00*	0,00
45…	Opérations pour compte de tiers (5)	0,00	*0,00*	0,00
481	*Charges à répartir plusieurs exercices*		*0,00*	0,00
3…	Stocks	0,00	*0,00*	0,00
021	*Virement de la section d'exploitation*		*0,00*	0,00
Recettes d'investissement – Total		**0,00**	***0,00***	**0,00**

\+

R 001 SOLDE D'EXECUTION POSITIF REPORTE OU ANTICIPE	0,00

\+

AFFECTATION AUX COMPTES 106	0,00

=

TOTAL DES RECETTES D'INVESTISSEMENT CUMULEES	0,00

(1) Y compris les opérations relatives au rattachement des charges et des produits et les opérations d'ordre semi-budgétaires.

(2) Voir liste des opérations d'ordre.

(3) Permet de retracer les variations de stocks (sauf stocks de marchandises et de fournitures).

(4) Si la régie applique le régime des provisions budgétaires.

(5) Seul le total des opérations pour compte de tiers figure sur cet état (voir le détail Annexe IV A7).

(6) Ce chapitre existe uniquement en M. 41, en M. 43 et en M. 44.

III – VOTE DU BUDGET — III

SECTION D'EXPLOITATION – DETAIL DES DEPENSES — A1

Chap / art (1)	Libellé (1)	Pour mémoire budget précédent (2)	Propositions nouvelles (3)	Vote (4)
011	**Charges à caractère général (5) (6)**	**19 000,00**	**20 000,00**	**20 000,00**
611	Sous-traitance générale	19 000,00	20 000,00	20 000,00
012	**Charges de personnel, frais assimilés**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
014	**Atténuations de produits (7)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
65	**Autres charges de gestion courante**	**23 186,00**	**1 000,00**	**1 000,00**
6541	Créances admises en non-valeur	23 186,00	1 000,00	1 000,00
TOTAL = DEPENSES DE GESTION DES SERVICES (a) = (011 + 012 + 014 + 65)		**42 186,00**	**21 000,00**	**21 000,00**
66	**Charges financières (b) (8)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
67	**Charges exceptionnelles (c)**	**0,00**	**500,00**	**500,00**
673	Titres annulés (sur exercices antérieurs	0,00	500,00	500,00
68	**Dotations aux provisions et dépréciat° (d) (9)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
69	**Impôts sur les bénéfices et assimilés (e) (10)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
022	**Dépenses imprévues (f)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
TOTAL DES DEPENSES REELLES = a + b + c + d + e + f		**42 186,00**	**21 500,00**	**21 500,00**
023	***Virement à la section d'investissement***	***0,00***	***0,00***	***0,00***
042	***Opérat° ordre transfert entre sections (11) (12)***	***0,00***	***0,00***	***0,00***
TOTAL DES PRELEVEMENTS AU PROFIT DE LA SECTION D'INVESTISSEMENT		***0,00***	***0,00***	***0,00***
043	***Opérat° ordre intérieur de la section***	**0,00**	**0,00**	**0,00**
TOTAL DES DEPENSES D'ORDRE		***0,00***	***0,00***	***0,00***
TOTAL DES DEPENSES D'EXPLOITATION DE L'EXERCICE (= Total des opérations réelles et d'ordre)		**42 186,00**	**21 500,00**	**21 500,00**

+

RESTES A REALISER N-1 (13)	**0,00**

+

D 002 RESULTAT REPORTE OU ANTICIPE (13)	**0,00**

=

TOTAL DES DEPENSES D'EXPLOITATION CUMULEES	**21 500,00**

Détail du calcul des ICNE au compte 66112 (8)

Montant des ICNE de l'exercice	0,00
- Montant des ICNE de l'exercice N-1	0,00
= Différence ICNE N – ICNE N-1	0,00

(1) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes appliqué par la commune ou l'établissement.

(2) Cf. Modalités de vote I.

(3) Hors restes à réaliser.

(4) Le vote de l'organe délibérant porte uniquement sur les propositions nouvelles.

(5) Le compte 621 est retracé au sein du chapitre 012.

(6) Le compte 634 est uniquement ouvert en M. 41.

(7) Le compte 739 est uniquement ouvert en M. 43 et en M. 44.

(8) Si le mandatement des ICNE de l'exercice est inférieur au montant de l'exercice N-1, le montant du compte 66112 sera négatif.

(9) Si la régie applique le régime des provisions semi-budgétaires, ainsi que pour la dotation aux dépréciations des stocks de fournitures et de marchandises, des créances et des valeurs mobilières de placement, aux dépréciations des comptes de tiers et aux dépréciations des comptes financiers.

(10) Ce chapitre n'existe pas en M. 49.

(11) Cf. définitions du chapitre des opérations d'ordre, *DE 042 = RI 040.*

(12) Le compte 6815 peut figurer dans le détail du chapitre 042 si la régie applique le régime des provisions budgétaires.

(13) Inscrire en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent (après vote du compte administratif ou si reprise anticipée des résultats).

III – VOTE DU BUDGET — III

SECTION D'EXPLOITATION – DETAIL DES RECETTES — A2

Chap / art(1)	Libellé (1)	Pour mémoire budget précédent (2)	Propositions nouvelles (3)	Vote (4)
013	**Atténuations de charges (5)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
70	**Ventes produits fabriqués, prestations**	**19 000,45**	**21 500,00**	**21 500,00**
70128	Autres taxes et redevances	19 000,45	21 500,00	21 500,00
73	**Produits issus de la fiscalité (6)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
74	**Subventions d'exploitation**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
75	**Autres produits de gestion courante**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
TOTAL = RECETTES DE GESTION DES SERVICES (a) = 013 + 70 + 73 + 74 + 75		**19 000,45**	**21 500,00**	**21 500,00**
76	**Produits financiers (b)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
77	**Produits exceptionnels (c)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
78	**Reprises sur provisions et dépréciations (d) (7)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
TOTAL DES RECETTES REELLES = a + b + c + d		**19 000,45**	**21 500,00**	**21 500,00**
042	***Opérat° ordre transfert entre sections (8) (9)***	***0,00***	***0,00***	***0,00***
043	***Opérat° ordre intérieur de la section (8)***	***0,00***	***0,00***	***0,00***
TOTAL DES RECETTES D'ORDRE		***0,00***	***0,00***	***0,00***
TOTAL DES RECETTES D'EXPLOITATION DE L'EXERCICE (= Total des opérations réelles et d'ordre)		**19 000,45**	**21 500,00**	**21 500,00**

+

RESTES A REALISER N-1 (10)	**0,00**

+

R 002 RESULTAT REPORTE OU ANTICIPE (10)	**0,00**

=

TOTAL DES RECETTES D'EXPLOITATION CUMULEES	**21 500,00**

Détail du calcul des ICNE au compte 7622

Montant des ICNE de l'exercice	0,00
- Montant des ICNE de l'exercice N-1	0,00
= Différence ICNE N – ICNE N-1	0,00

(1) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes appliqué par la régie.

(2) Cf. Modalités de vote I.

(3) Hors restes à réaliser.

(4) Le vote de l'assemblée porte uniquement sur les propositions nouvelles.

(5) Le compte 699 n'existe pas en M. 49.

(6) Ce chapitre existe uniquement en M. 41, M. 43 et M. 44.

(7)Si la régie applique le régime des provisions semi-budgétaires, ainsi que pour la dotation aux dépréciations des stocks de fournitures et de marchandises, des créances et des valeurs mobilières de placement, aux dépréciations des comptes de tiers et aux dépréciations des comptes financiers.

(8) Cf. définitions du chapitre des opérations d'ordre, *RE 042 = DI 040, RE 043 = DE 043.*

(9) Le compte 7815 peut figurer dans le détail du chapitre 042 si la régie applique le régime des provisions budgétaires.

(10) Inscrire en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent (après vote du compte administratif ou si reprise anticipée des résultats).

III – VOTE DU BUDGET — III

SECTION D'INVESTISSEMENT – DETAIL DES DEPENSES — B1

Chap / art (1)	Libellé (1)	Pour mémoire budget précédent (2)	Propositions nouvelles (3)	Vote (4)
20	Immobilisations incorporelles (hors opérations)	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles (hors opérations)	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation (hors opérations)	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours (hors opérations)	0,00	0,00	0,00
	Total des dépenses d'équipement	0,00	0,00	0,00
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00	0,00
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie)	0,00	0,00	0,00
26	Participat° et créances rattachées	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00
020	Dépenses imprévues	0,00	0,00	0,00
	Total des dépenses financières	0,00	0,00	0,00
	Total des dépenses d'opérations pour compte de tiers	0,00	0,00	0,00
	TOTAL DEPENSES REELLES	0,00	0,00	0,00
040	*Opérat° ordre transfert entre sections (7) (8)*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
	Reprises sur autofinancement antérieur	*0,00*	*0,00*	*0,00*
	Charges transférées	*0,00*	*0,00*	*0,00*
041	*Opérations patrimoniales (9)*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
	TOTAL DEPENSES D'ORDRE	*0,00*	*0,00*	*0,00*
	TOTAL DES DEPENSES D'INVESTISSEMENT DE L'EXERCICE (= Total des dépenses réelles et d'ordre)	0,00	0,00	0,00

+

RESTES A REALISER N-1 (10)	0,00

+

D 001 SOLDE D'EXECUTION NEGATIF REPORTE OU ANTICIPE (10)	0,00

=

TOTAL DES DEPENSES D'INVESTISSEMENT CUMULEES	0,00

(1) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes appliqué par la régie.

(2) Cf. Modalités de vote I.

(3) Hors restes à réaliser.

(4) Le vote de l'organe délibérant porte uniquement sur les propositions nouvelles.

(5) Voir état III B3 pour le détail des opérations d'équipement.

(6) Voir annexe IV A7 pour le détail des opérations pour compte de tiers.

(7) Cf. définitions du chapitre des opérations d'ordre, *DI 040 = RE 042.*

(8) Le compte 15…2 peut figurer dans le détail du chapitre 042 si la régie applique le régime des provisions budgétaires.

(9) Cf. définitions du chapitre des opérations d'ordre, *DI 041 = RI 041.*

(10) Inscrire en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent (après vote du compte administratif ou si reprise anticipée des résultats).

III – VOTE DU BUDGET — III

SECTION D'INVESTISSEMENT – DETAIL DES RECETTES — B2

Chap / art (1)	Libellé (1)	Pour mémoire budget précédent (2)	Propositions nouvelles (3)	Vote (4)
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées (hors 165)	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00
	Total des recettes d'équipement	0,00	0,00	0,00
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00
165	Dépôts et cautionnements reçus	0,00	0,00	0,00
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie)	0,00	0,00	0,00
26	Participat° et créances rattachées	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00
	Total des recettes financières	0,00	0,00	0,00
	Total des recettes d'opérations pour compte de tiers	0,00	0,00	0,00
	TOTAL RECETTES REELLES	0,00	0,00	0,00
021	*Virement de la section d'exploitation*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
040	*Opérat° ordre transfert entre sections (6) (7)*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
	TOTAL DES PRELEVEMENTS PROVENANT DE LA SECTION D'EXPLOITATION	*0,00*	*0,00*	*0,00*
041	*Opérations patrimoniales (8)*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
	TOTAL RECETTES D'ORDRE	*0,00*	*0,00*	*0,00*
	TOTAL DES RECETTES D'INVESTISSEMENT DE L'EXERCICE (= Total des recettes réelles et d'ordre)	0,00	0,00	0,00

+	
RESTES A REALISER N-1 (9)	0,00
+	
R 001 SOLDE D'EXECUTION POSITIF REPORTE OU ANTICIPE (9	0,00
=	
TOTAL DES RECETTES D'INVESTISSEMENT CUMULEES	0,00

(1) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes appliqué par la régie.

(2) Cf. Modalités de vote I.

(3) Hors restes à réaliser.

(4) Le vote de l'organe délibérant porte uniquement sur les propositions nouvelles.

(5) Voir annexe IV A7 pour le détail des opérations pour compte de tiers.

(6) Cf. définitions du chapitre des opérations d'ordre, R*I 040 = DE 042.*

(7) Le compte 15…2 peut figurer dans le détail du chapitre 042 si la régie applique le régime des provisions budgétaires.

(8) Cf. définitions du chapitre des opérations d'ordre, D*I 041 = RI 041.*

(9) Inscrire en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent (après vote du compte administratif ou si reprise anticipée des résultats).

III – VOTE DU BUDGET	III
DETAIL DES CHAPITRES D'OPERATION D'EQUIPEMENT	B3

Cet état ne contient pas d'information.

IV – ANNEXES	IV
ARRETE ET SIGNATURES	D

Nombre de membres en exercice : 0
Nombre de membres présents : 0
Nombre de suffrages exprimés : 0
VOTES :
Pour : 0
Contre : 0
Abstentions : 0

Date de convocation :

Présenté par (1) ,
A le
(1) ,

Délibéré par l'assemblée (2), réunie en session
A , le
Les membres de l'assemblée délibérante (2),

.

Certifié exécutoire par (1) , compte tenu de la transmission en préfecture, le , et de la publication le

A ,le

(1) Indiquer le « président du conseil d'administration » ou l'exécutif de la collectivité de rattachement : maire, président du conseil général,…
(2) L'assemblée délibérante étant : .

REPUBLIQUE FRANÇAISE

Numéro SIRET 20006711400088	COLLECTIVITE DE RATTACHEMENT EPCI dont la population est de 3500 habitants et plus COMMUNAUTE DE L'AUXERROIS

POSTE COMPTABLE DE : Centre des finances publiques d'Auxerre

SERVICE PUBLIC LOCAL

M. 4 (1)

Budget primitif

BUDGET : ZONE DES MACHERINS (2)

ANNEE 2021

(1) Compléter en fonction du service public local et du plan de comptes utilisé : M. 4, M. 41, M. 42, M. 43, M. 44 ou M. 49.

(2) Indiquer le budget concerné : budget principal ou libellé du budget annexe.

Sommaire

I - Informations générales

Modalités de vote du budget 3

II - Présentation générale du budget

A1 - Vue d'ensemble - Sections 4
A2 - Vue d'ensemble - Section d'exploitation - Chapitres 5
A3 - Vue d'ensemble - Section d'investissement - Chapitres 7
B1 - Balance générale du budget - Dépenses 9
B2 - Balance générale du budget - Recettes 10

III - Vote du budget

A1 - Section d'exploitation - Détail des dépenses 12
A2 - Section d'exploitation - Détail des recettes 13
B1 - Section d'investissement - Détail des dépenses 14
B2 - Section d'investissement - Détail des recettes 15
B3 - Opérations d'équipement - Détail des chapitres et articles 16

IV - Annexes

A - Eléments du bilan

A1.1 - Etat de la dette - Détail des crédits de trésorerie Sans Objet
A1.2 - Etat de la dette - Répartition par nature de dette Sans Objet
A1.3 - Etat de la dette - Répartition des emprunts par structure de taux Sans Objet
A1.4 - Etat de la dette - Typologie de la répartition de l'encours Sans Objet
A1.5 - Etat de la dette - Détail des opérations de couverture Sans Objet
A1.6 - Etat de la dette - Autres dettes Sans Objet
A2 - Méthodes utilisées pour les amortissements Sans Objet
A3.1 - Etat des provisions et des dépréciations Sans Objet
A3.2 - Etalement des provisions Sans Objet
A4.1 - Equilibre des opérations financières - Dépenses Sans Objet
A4.2 - Equilibre des opérations financières - Recettes Sans Objet
A5.1.1 - Etat de ventilation des dépenses et recettes des services d'eau et d'assainissement - Exploitation (1) Sans Objet
A5.1.2 - Etat de ventilation des dépenses et recettes des services d'eau et d'assainissement - Investissement (1) Sans Objet
A5.2.1 - Etat de ventilation des dép. et rec. des services d'assainissement collectif et non collectif - Exploitation (1) Sans Objet
A5.2.2 - Etat de ventilation des dép. et rec. des services d'assainissement collectif et non collectif - Investissement (1) Sans Objet
A6 - Etat des charges transférées Sans Objet
A7 - Détail des opérations pour compte de tiers Sans Objet

B - Engagements hors bilan

B1.1 - Etat des emprunts garantis par la régie Sans Objet
B1.2 - Calcul du ratio d'endettement relatif aux garanties d'emprunt Sans Objet
B1.3 - Subventions versées dans le cadre du vote du budget Sans Objet
B1.4 - Etat des contrats de crédit-bail Sans Objet
B1.5 - Etat des contrats de partenariat public-privé Sans Objet
B1.6 - Etat des autres engagements donnés Sans Objet
B1.7 - Etat des engagements reçus Sans Objet
B2.1 - Etat des autorisations de programme et des crédits de paiement afférents Sans Objet
B2.2 - Etat des autorisations d'engagement et des crédits de paiement afférents Sans Objet

C - Autres éléments d'informations

C1.1 - Etat du personnel Sans Objet
C1.2 - Etat du personnel de la collectivité ou de l'établissement de rattachement employé par la régie Sans Objet
C2 - Liste des organismes dans lesquels a été pris un engagement financier (2) Sans Objet
C3 - Liste des services individualisés dans un budget annexe (3) Sans Objet

D - Arrêté et signatures

D - Arrêté et signatures 17

(1) Ces états ne sont obligatoires que pour les régies rattachées à des communes et groupements de communes de moins de 3 000 habitants ayant décidé d'établir un budget unique pour leurs services de distribution d'eau potable et d'assainissement dans les conditions fixées par l'article L. 2224-6 du CGCT. Ils n'existent qu'en M. 49.

(2) Ces états ne sont obligatoires que pour les régies rattachées à des communes de 3 500 habitants et plus (art. L. 2313-1 du CGCT), à des groupements comprenant au moins une commune de 3 500 habitants et plus (art. L. 5211-36 du CGCT, art L. 5711-1 CGCT) et à leurs établissements publics.

(3) Uniquement pour les services dotés de l'autonomie financière et de la personnalité morale.

Préciser, pour chaque annexe, si l'état est sans objet le cas échéant.

I – INFORMATIONS GENERALES	I
MODALITES DE VOTE DU BUDGET	

I – L'assemblée délibérante a voté le présent budget par nature :
- au niveau (1) du chapitre pour la section de fonctionnement ;
- au niveau (1) du chapitre pour la section d'investissement.
  - sans (2) les chapitres « opérations d'équipement » de l'état III B 3.

La liste des articles spécialisés sur lesquels l'ordonnateur ne peut procéder à des virements d'article à article est la suivante :

II – En l'absence de mention au paragraphe I ci-dessus, le budget est réputé voté par chapitre, et, en section d'investissement, sans chapitre de dépense « opération d'équipement ».

III – Les provisions sont (3) .

IV – La comparaison avec le budget précédent (cf. colonne « Pour mémoire ») s'effectue par rapport à la colonne du budget (4) cumulé de l'exercice précédent.

V – Le présent budget a été voté (5) sans reprise des résultats de l'exercice N-1.

(1) A compléter par « du chapitre » ou « de l'article ».

(2) Indiquer « avec » ou « sans » les chapitres opérations d'équipement.

(3) A compléter par un seul des deux choix suivants :
- semi-budgétaires (pas d'inscription en recette de la section d'investissement),
- budgétaires (délibération n° ……. du …….).

(4) Indiquer « primitif de l'exercice précédent » ou « cumulé de l'exercice précédent ».

(5) A compléter par un seul des trois choix suivants :
- sans reprise des résultats de l'exercice N-1,
- avec reprise des résultats de l'exercice N-1 après le vote du compte administratif,
- avec reprise anticipée des résultats de l'exercice N-1.

II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET — II

VUE D'ENSEMBLE — A1

EXPLOITATION

		DEPENSES DE LA SECTION D'EXPLOITATION	RECETTES DE LASECTION D'EXPLOITATION
VOTE	CREDITS DE FONCTIONNEMENT VOTES AU TITRE DU PRESENT BUDGET (1)	8 900,00	8 900,00
	+	+	+
REPORTS	RESTES A REALISER (R.A.R) DE L'EXERCICE PRECEDENT (2)	0,00	0,00
REPORTS	002 RESULTAT D'EXPLOITATION REPORTE (2)	(si déficit) 0,00	(si excédent) 0,00
	=	=	=
	TOTAL DE LA SECTION D'EXPLOITATION (3)	8 900,00	8 900,00

INVESTISSEMENT

		DEPENSES DE LA SECTION D'INVESTISSEMENT	RECETTES DE LASECTION D'INVESTISSEMENT
VOTE	CREDITS D'INVESTISSEMENT (1) VOTES AU TITRE DU PRESENT BUDGET (y compris les comptes 1064 et 1068)	3 500,00	3 500,00
	+	+	+
REPORTS	RESTES A REALISER (R.A.R) DE L'EXERCICE PRECEDENT (2)	0,00	0,00
REPORTS	001 SOLDE D'EXECUTION DE LA SECTION D'INVESTISSEMENT REPORTE (2)	(si solde négatif) 0,00	(si solde positif) 0,00
	=	=	=
	TOTAL DE LA SECTION D'INVESTISSEMENT (3)	3 500,00	3 500,00

TOTAL

TOTAL DU BUDGET (3)	12 400,00	12 400,00

(1) Au budget primitif, les crédits votés correspondent aux crédits votés lors de cette étape budgétaire. De même, pour les décisions modificatives et le budget supplémentaire, les crédits votés correspondent aux crédits votés lors de l'étape budgétaire sans sommation avec ceux antérieurement votés lors du même exercice.
(2) A servir uniquement en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent, soit après le vote du compte administratif, soit en cas de reprise anticipée des résultats.
Pour la section d'exploitation, les RAR sont constitués par l'ensemble des dépenses engagées et n'ayant pas donné lieu à service fait au 31 décembre de l'exercice précédent. En recettes, il s'agit des recettes certaines n'ayant pas donné lieu à l'émission d'un titre au 31/12 de l'exercice précédent.
Pour la section d'investissement, les RAR correspondent aux dépenses engagées non mandatées au 31/12 de l'exercice précédent telles qu'elles ressortent de la comptabilité des engagements et aux recettes certaines n'ayant pas donné lieu à l'émission d'un titre au 31/12 de l'exercice précédent.
(3) Total de la section d'exploitation = RAR + résultat reporté + crédits d'exploitation votés.

Total de la section d'investissement = RAR + solde d'exécution reporté + crédits d'investissement votés.

Total du budget = Total de la section d'exploitation + Total de la section d'investissement.

II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET	II
SECTION D'EXPLOITATION – CHAPITRES	A2

DEPENSES D'EXPLOITATION

Chap.	Libellé	Pour mémoire budget précédent (1)	Restes à réaliser N-1 (2)	Propositions nouvelles	VOTE (3)	TOTAL (= RAR + vote)
011	Charges à caractère général	59 638,92	0,00	5 400,00	5 400,00	5 400,00
012	Charges de personnel, frais assimilés	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
014	Atténuations de produits	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
65	Autres charges de gestion courante	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des dépenses de gestion des services		**59 638,92**	**0,00**	**5 400,00**	**5 400,00**	**5 400,00**
66	Charges financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
67	Charges exceptionnelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
68	Dotations aux provisions et dépréciat° (4)	0,00		0,00	0,00	0,00
69	Impôts sur les bénéfices et assimilés (5)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
022	Dépenses imprévues	0,00		0,00	0,00	0,00
Total des dépenses réelles d'exploitation		**59 638,92**	**0,00**	**5 400,00**	**5 400,00**	**5 400,00**
023	*Virement à la section d'investissement (6)*	*0,00*		*3 500,00*	*3 500,00*	*3 500,00*
042	*Opérat° ordre transfert entre sections (6)*	*190 425,08*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
043	*Opérat° ordre intérieur de la section (6)*	*0,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
Total des dépenses d'ordre d'exploitation		***190 425,08***		***3 500,00***	***3 500,00***	***3 500,00***
TOTAL		**250 064,00**	**0,00**	**8 900,00**	**8 900,00**	**8 900,00**

+

D 002 RESULTAT REPORTE OU ANTICIPE (2)	0,00

=

TOTAL DES DEPENSES D'EXPLOITATION CUMULEES	8 900,00

RECETTES D'EXPLOITATION

Chap.	Libellé	Pour mémoire budget précédent (1)	Restes à réaliser N-1 (2)	Propositions nouvelles	VOTE (3)	TOTAL (= RAR + vote)
013	Atténuations de charges	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
70	Ventes produits fabriqués, prestations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
73	Produits issus de la fiscalité (7)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
74	Subventions d'exploitation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
75	Autres produits de gestion courante	8 506,08	0,00	8 900,00	8 900,00	8 900,00
Total des recettes de gestion des services		**8 506,08**	**0,00**	**8 900,00**	**8 900,00**	**8 900,00**
76	Produits financiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
77	Produits exceptionnels	185 426,00	0,00	0,00	0,00	0,00
78	Reprises sur provisions et dépréciations (4)	0,00		0,00	0,00	0,00
Total des recettes réelles d'exploitation		**193 932,08**	**0,00**	**8 900,00**	**8 900,00**	**8 900,00**
042	*Opérat° ordre transfert entre sections (6)*	*0,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
043	*Opérat° ordre intérieur de la section (6)*	*0,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
Total des recettes d'ordre d'exploitation		***0,00***		***0,00***	***0,00***	***0,00***
TOTAL		**193 932,08**	**0,00**	**8 900,00**	**8 900,00**	**8 900,00**

+

R 002 RESULTAT REPORTE OU ANTICIPE (2)	0,00

=

TOTAL DES RECETTES D'EXPLOITATION CUMULEES	8 900,00

Pour information :

AUTOFINANCEMENT PREVISIONNEL DÉGAGÉ AU PROFIT DE LA SECTION D'INVESTISSEMENT (8)	3 500,00

Il s'agit, pour un budget voté en équilibre, des ressources propres correspondant à l'excédent des recettes réelles de fonctionnement sur les dépenses réelles de fonctionnement. Il sert à financer le remboursement du capital de la dette et les nouveaux investissements de la régie.

(1) Cf. Modalités de vote I.

(2) Inscrire en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent (après vote du compte administratif ou si reprise anticipée des résultats).

(3) Le vote de l'organe délibérant porte uniquement sur les propositions nouvelles.

(4) Si la régie applique le régime des provisions semi-budgétaires, ainsi que pour la dotation aux dépréciations des stocks de fournitures et de marchandises, des créances et des valeurs mobilières de placement, aux dépréciations des comptes de tiers et aux dépréciations des comptes financiers.

(5) Ce chapitre n'existe pas en M. 49.

(6) DE 023 = RI 021 ; DI 040 = RE 042 ; RI 040 = DE 042 ; DI 041 = RI 041 ; DE 043 = RE 043.

(7) Ce chapitre existe uniquement en M. 41, M. 43 et M. 44.

(8) Solde de l'opération *DE 023 + DE 042 – RE 042* ou solde de l'opération *RI 021 + RI 040 – DI 040*.

II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET	II
SECTION D'INVESTISSEMENT – CHAPITRES	A3

DEPENSES D'INVESTISSEMENT

Chap.	Libellé	Pour mémoire budget précédent (1)	Restes à réaliser N-1 (2)	Propositions nouvelles	VOTE (3)	TOTAL (= RAR + vote)
20	Immobilisations incorporelles	10 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	302 769,00	0,00	3 500,00	3 500,00	3 500,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	Total des opérations d'équipement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	Total des dépenses d'équipement	**312 769,00**	**0,00**	**3 500,00**	**3 500,00**	**3 500,00**
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie) (5)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participat° et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
020	Dépenses imprévues	0,00		0,00	0,00	0,00
	Total des dépenses financières	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
45…	**Total des opérations pour compte de tiers (6)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Total des dépenses réelles d'investissement		**312 769,00**	**0,00**	**3 500,00**	**3 500,00**	**3 500,00**
040	*Opérat° ordre transfert entre sections (4)*	*0,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
041	*Opérations patrimoniales (4)*	*0,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
Total des dépenses d'ordre d'investissement		***0,00***		***0,00***	***0,00***	***0,00***
TOTAL		**312 769,00**	**0,00**	**3 500,00**	**3 500,00**	**3 500,00**

+

D 001 SOLDE D'EXECUTION NEGATIF REPORTE OU ANTICIPE (1)	0,00

=

TOTAL DES DEPENSES D'INVESTISSEMENT CUMULEES	3 500,00

RECETTES D'INVESTISSEMENT

Chap.	Libellé	Pour mémoire budget précédent (1)	Restes à réaliser N-1 (2)	Propositions nouvelles	VOTE (3)	TOTAL (= RAR + vote)
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées (hors 165)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	Total des recettes d'équipement	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
106	Réserves (7)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
165	Dépôts et cautionnements reçus	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie) (5)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participat° et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	Total des recettes financières	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
45…	**Total des opérations pour le compte de tiers (6)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Total des recettes réelles d'investissement		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
021	*Virement de la section d'exploitation (4)*	*0,00*		*3 500,00*	*3 500,00*	*3 500,00*
040	*Opérat° ordre transfert entre sections (4)*	*190 454,78*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
041	*Opérations patrimoniales (4)*	*0,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
Total des recettes d'ordre d'investissement		***190 454,78***		***3 500,00***	***3 500,00***	***3 500,00***
TOTAL		**190 454,78**	**0,00**	**3 500,00**	**3 500,00**	**3 500,00**

+

R 001 SOLDE D'EXECUTION POSITIF REPORTE OU ANTICIPE (2)	0,00

=

TOTAL DES RECETTES D'INVESTISSEMENT CUMULEES	3 500,00

Pour information :

Il s'agit, pour un budget voté en équilibre, des ressources propres correspondant à l'excédent des recettes réelles de fonctionnement sur les dépenses réelles de fonctionnement. Il sert à financer le remboursement du capital de la dette et les nouveaux investissements de la régie.

AUTOFINANCEMENT PREVISIONNEL DÉGAGÉ PAR LA SECTION DE FONCTIONNEMENT (8)	**3 500,00**

(1) cf. Modalités de vote I.

(2) Inscrire en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent (après vote du compte administratif ou si reprise anticipée des résultats).

(3) Le vote de l'organe délibérant porte uniquement sur les propositions nouvelles.

(4) DE 023 = RI 021 ; DI 040 = RE 042 ; RI 040 = DE 042 ; DI 041 = RI 041 ; DE 043 = RE 043.

(5) A servir uniquement, en dépense, lorsque la régie effectue une dotation initiale en espèces au profit d'un service public non personnalisé qu'elle crée et, en recettes, lorsque le service non personnalisé reçoit une dotation en espèces de la part de sa collectivité de rattachement.

(6) Seul le total des opérations réelles pour compte de tiers figure sur cet état (voir le détail Annexe IV-A7).

(7) Le compte 106 n'est pas un chapitre mais un article du chapitre 10.

(8) Solde de l'opération *DE 023 + DE 042 – RE 042* ou solde de l'opération *RI 021 + RI 040 – DI 040*.

II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET — II

BALANCE GENERALE DU BUDGET — B1

1 – DEPENSES (du présent budget + restes à réaliser)

	EXPLOITATION	Opérations réelles (1)	Opérations d'ordre (2)	TOTAL
011	Charges à caractère général	5 400,00		5 400,00
012	Charges de personnel, frais assimilés	0,00		0,00
014	Atténuations de produits	0,00		0,00
60	*Achats et variation des stocks (3)*		*0,00*	0,00
65	Autres charges de gestion courante	0,00		0,00
66	Charges financières	0,00	*0,00*	0,00
67	Charges exceptionnelles	0,00	*0,00*	0,00
68	Dot. Amortist, dépréciat°, provisions	0,00	*0,00*	0,00
69	Impôts sur les bénéfices et assimilés (4)	0,00		0,00
71	*Production stockée (ou déstockage) (3)*		*0,00*	0,00
022	Dépenses imprévues	0,00		0,00
023	*Virement à la section d'investissement*		*3 500,00*	3 500,00
	Dépenses d'exploitation – Total	**5 400,00**	***3 500,00***	**8 900,00**

+

D 002 RESULTAT REPORTE OU ANTICIPE	**0,00**

=

TOTAL DES DEPENSES D'EXPLOITATION CUMULEES	**8 900,00**

	INVESTISSEMENT	Opérations réelles (1)	Opérations d'ordre (2)	TOTAL
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	*0,00*	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	*0,00*	0,00
14	*Prov. Réglementées, amort. dérogatoires*		*0,00*	0,00
15	*Provisions pour risques et charges (5)*		*0,00*	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées (sauf 1688 non budgétaire)	0,00	*0,00*	0,00
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie)	0,00		0,00
	Total des opérations d'équipement	0,00		0,00
20	Immobilisations incorporelles (6)	0,00	*0,00*	0,00
21	Immobilisations corporelles (6)	3 500,00	*0,00*	3 500,00
22	Immobilisations reçues en affectation (6)	0,00	*0,00*	0,00
23	Immobilisations en cours (6)	0,00	*0,00*	0,00
26	Participations et créances rattachées	0,00	*0,00*	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	*0,00*	0,00
28	*Amortissement des immobilisations (reprises)*		*0,00*	0,00
29	*Dépréciation des immobilisations*		*0,00*	0,00
39	*Dépréciat° des stocks et en-cours*		*0,00*	0,00
45…	Opérations pour compte de tiers (7)	0,00	*0,00*	0,00
481	*Charges à répartir plusieurs exercices*		*0,00*	0,00
3…	Stocks	0,00	*0,00*	0,00
020	Dépenses imprévues	0,00		0,00
	Dépenses d'investissement – Total	**3 500,00**	***0,00***	**3 500,00**

+

D 001 SOLDE D'EXECUTION NEGATIF REPORTE OU ANTICIPE	**0,00**

=

TOTAL DES DEPENSES D'INVESTISSEMENT CUMULEES	**3 500,00**

(1) Y compris les opérations relatives au rattachement des charges et des produits et les opérations d'ordre semi-budgétaires.

(2) Voir liste des opérations d'ordre.

(3) Permet de retracer les variations de stocks (sauf stocks de marchandises et de fournitures).

(4) Ce chapitre n'existe pas en M. 49.

(5) Si la régie applique le régime des provisions budgétaires.

(6) Hors chapitres « opérations d'équipement ».

(7) Seul le total des opérations pour compte de tiers figure sur cet état (voir le détail Annexe IV A7).

II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET	II
BALANCE GENERALE DU BUDGET	B2

2 – RECETTES (du présent budget + restes à réaliser)

	EXPLOITATION	Opérations réelles (1)	Opérations d'ordre (2)	TOTAL
013	Atténuations de charges	0,00		0,00
60	*Achats et variation des stocks (3)*		*0,00*	0,00
70	Ventes produits fabriqués, prestations	0,00		0,00
71	*Production stockée (ou déstockage) (3)*		*0,00*	0,00
72	*Production immobilisée*		*0,00*	0,00
73	Produits issus de la fiscalité (6)	0,00		0,00
74	Subventions d'exploitation	0,00		0,00
75	Autres produits de gestion courante	8 900,00		8 900,00
76	Produits financiers	0,00	*0,00*	0,00
77	Produits exceptionnels	0,00	*0,00*	0,00
78	Reprise amort., dépreciat° et provisions	0,00	*0,00*	0,00
79	*Transferts de charges*		*0,00*	0,00
Recettes d'exploitation – Total		**8 900,00**	***0,00***	**8 900,00**

\+

R 002 RESULTAT REPORTE OU ANTICIPE	0,00

=

TOTAL DES RECETTES D'EXPLOITATION CUMULEES	8 900,00

	INVESTISSEMENT	Opérations réelles (1)	Opérations d'ordre (2)	TOTAL
10	Dotations, fonds divers et réserves (sauf 106)	0,00	*0,00*	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	*0,00*	0,00
14	*Prov. Réglementées, amort. dérogatoires*		*0,00*	0,00
15	*Provisions pour risques et charges (4)*		*0,00*	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées (sauf 1688 non budgétaire)	0,00	*0,00*	0,00
18	Comptes liaison : affectat° BA, régies	0,00	*0,00*	0,00
20	Immobilisations incorporelles	0,00	*0,00*	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	*0,00*	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	*0,00*	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	*0,00*	0,00
26	Participations et créances rattachées	0,00	*0,00*	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	*0,00*	0,00
28	*Amortissement des immobilisations*		*0,00*	0,00
29	*Dépréciation des immobilisations (4)*		*0,00*	0,00
39	*Dépréciat° des stocks et en-cours (4)*		*0,00*	0,00
45…	Opérations pour compte de tiers (5)	0,00	*0,00*	0,00
481	*Charges à répartir plusieurs exercices*		*0,00*	0,00
3…	Stocks	0,00	*0,00*	0,00
021	*Virement de la section d'exploitation*		*3 500,00*	3 500,00
Recettes d'investissement – Total		**0,00**	***3 500,00***	**3 500,00**

\+

R 001 SOLDE D'EXECUTION POSITIF REPORTE OU ANTICIPE	0,00

\+

AFFECTATION AUX COMPTES 106	0,00

=

TOTAL DES RECETTES D'INVESTISSEMENT CUMULEES	3 500,00

(1) Y compris les opérations relatives au rattachement des charges et des produits et les opérations d'ordre semi-budgétaires.

(2) Voir liste des opérations d'ordre.

(3) Permet de retracer les variations de stocks (sauf stocks de marchandises et de fournitures).

(4) Si la régie applique le régime des provisions budgétaires.

(5) Seul le total des opérations pour compte de tiers figure sur cet état (voir le détail Annexe IV A7).

(6) Ce chapitre existe uniquement en M. 41, en M. 43 et en M. 44.

III – VOTE DU BUDGET	III
SECTION D'EXPLOITATION – DETAIL DES DEPENSES	A1

Chap / art (1)	Libellé (1)	Pour mémoire budget précédent (2)	Propositions nouvelles (3)	Vote (4)
011	**Charges à caractère général (5) (6)**	**59 638,92**	**5 400,00**	**5 400,00**
61521	Entretien, réparations bâtiments publics	59 638,92	3 400,00	3 400,00
63512	Taxes foncières	0,00	2 000,00	2 000,00
012	**Charges de personnel, frais assimilés**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
014	**Atténuations de produits (7)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
65	**Autres charges de gestion courante**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
TOTAL = DEPENSES DE GESTION DES SERVICES (a) = (011 + 012 + 014 + 65)		**59 638,92**	**5 400,00**	**5 400,00**
66	**Charges financières (b) (8)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
67	**Charges exceptionnelles (c)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
68	**Dotations aux provisions et dépréciat° (d) (9)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
69	**Impôts sur les bénéfices et assimilés (e) (10)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
022	**Dépenses imprévues (f)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
TOTAL DES DEPENSES REELLES = a + b + c + d + e + f		**59 638,92**	**5 400,00**	**5 400,00**
023	***Virement à la section d'investissement***	***0,00***	***3 500,00***	***3 500,00***
042	***Opérat° ordre transfert entre sections (11) (12)***	***190 425,08***	***0,00***	***0,00***
675	*Valeur comptable éléments d'actif cédés*	*190 425,08*	*0,00*	*0,00*
TOTAL DES PRELEVEMENTS AU PROFIT DE LA SECTION D'INVESTISSEMENT		***190 425,08***	***3 500,00***	***3 500,00***
043	***Opérat° ordre intérieur de la section***	**0,00**	**0,00**	**0,00**
TOTAL DES DEPENSES D'ORDRE		***190 425,08***	***3 500,00***	***3 500,00***
TOTAL DES DEPENSES D'EXPLOITATION DE L'EXERCICE (= Total des opérations réelles et d'ordre)		**250 064,00**	**8 900,00**	**8 900,00**

+

RESTES A REALISER N-1 (13)	**0,00**

+

D 002 RESULTAT REPORTE OU ANTICIPE (13)	**0,00**

=

TOTAL DES DEPENSES D'EXPLOITATION CUMULEES	**8 900,00**

Détail du calcul des ICNE au compte 66112 (8)

Montant des ICNE de l'exercice	0,00
- Montant des ICNE de l'exercice N-1	0,00
= Différence ICNE N – ICNE N-1	0,00

(1) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes appliqué par la commune ou l'établissement.

(2) Cf. Modalités de vote I.

(3) Hors restes à réaliser.

(4) Le vote de l'organe délibérant porte uniquement sur les propositions nouvelles.

(5) Le compte 621 est retracé au sein du chapitre 012.

(6) Le compte 634 est uniquement ouvert en M. 41.

(7) Le compte 739 est uniquement ouvert en M. 43 et en M. 44.

(8) Si le mandatement des ICNE de l'exercice est inférieur au montant de l'exercice N-1, le montant du compte 66112 sera négatif.

(9) Si la régie applique le régime des provisions semi-budgétaires, ainsi que pour la dotation aux dépréciations des stocks de fournitures et de marchandises, des créances et des valeurs mobilières de placement, aux dépréciations des comptes de tiers et aux dépréciations des comptes financiers.

(10) Ce chapitre n'existe pas en M. 49.

(11) Cf. définitions du chapitre des opérations d'ordre, *DE 042 = RI 040.*

(12) Le compte 6815 peut figurer dans le détail du chapitre 042 si la régie applique le régime des provisions budgétaires.

(13) Inscrire en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent (après vote du compte administratif ou si reprise anticipée des résultats).

III – VOTE DU BUDGET	III
SECTION D'EXPLOITATION – DETAIL DES RECETTES	A2

Chap / art(1)	Libellé (1)	Pour mémoire budget précédent (2)	Propositions nouvelles (3)	Vote (4)
013	**Atténuations de charges (5)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
70	**Ventes produits fabriqués, prestations**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
73	**Produits issus de la fiscalité (6)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
74	**Subventions d'exploitation**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
75	**Autres produits de gestion courante**	**8 506,08**	**8 900,00**	**8 900,00**
752	Revenus des immeubles	8 506,08	8 900,00	8 900,00
	TOTAL = RECETTES DE GESTION DES SERVICES (a) = 013 + 70 + 73 + 74 + 75	**8 506,08**	**8 900,00**	**8 900,00**
76	**Produits financiers (b)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
77	**Produits exceptionnels (c)**	**185 426,00**	**0,00**	**0,00**
7718	Autres produits except. opérat° gestion	13 240,00	0,00	0,00
775	Produits cessions d'éléments d'actif	172 186,00	0,00	0,00
78	**Reprises sur provisions et dépréciations (d) (7)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
	TOTAL DES RECETTES REELLES = a + b + c + d	**193 932,08**	**8 900,00**	**8 900,00**
042	***Opérat° ordre transfert entre sections (8) (9)***	***0,00***	***0,00***	***0,00***
043	***Opérat° ordre intérieur de la section (8)***	***0,00***	***0,00***	***0,00***
	TOTAL DES RECETTES D'ORDRE	***0,00***	***0,00***	***0,00***
	TOTAL DES RECETTES D'EXPLOITATION DE L'EXERCICE (= Total des opérations réelles et d'ordre)	**193 932,08**	**8 900,00**	**8 900,00**

+

RESTES A REALISER N-1 (10)	**0,00**

+

R 002 RESULTAT REPORTE OU ANTICIPE (10)	**0,00**

=

TOTAL DES RECETTES D'EXPLOITATION CUMULEES	**8 900,00**

Détail du calcul des ICNE au compte 7622

Montant des ICNE de l'exercice	0,00
- Montant des ICNE de l'exercice N-1	0,00
= Différence ICNE N – ICNE N-1	0,00

(1) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes appliqué par la régie.

(2) Cf. Modalités de vote I.

(3) Hors restes à réaliser.

(4) Le vote de l'assemblée porte uniquement sur les propositions nouvelles.

(5) Le compte 699 n'existe pas en M. 49.

(6) Ce chapitre existe uniquement en M. 41, M. 43 et M. 44.

(7)Si la régie applique le régime des provisions semi-budgétaires, ainsi que pour la dotation aux dépréciations des stocks de fournitures et de marchandises, des créances et des valeurs mobilières de placement, aux dépréciations des comptes de tiers et aux dépréciations des comptes financiers.

(8) Cf. définitions du chapitre des opérations d'ordre, *RE 042 = DI 040, RE 043 = DE 043.*

(9) Le compte 7815 peut figurer dans le détail du chapitre 042 si la régie applique le régime des provisions budgétaires.

(10) Inscrire en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent (après vote du compte administratif ou si reprise anticipée des résultats).

III – VOTE DU BUDGET — III

SECTION D'INVESTISSEMENT – DETAIL DES DEPENSES — B1

Chap / art (1)	Libellé (1)	Pour mémoire budget précédent (2)	Propositions nouvelles (3)	Vote (4)
20	**Immobilisations incorporelles (hors opérations)**	**10 000,00**	**0,00**	**0,00**
2031	Frais d'études	10 000,00	0,00	0,00
21	**Immobilisations corporelles (hors opérations)**	**302 769,00**	**3 500,00**	**3 500,00**
2111	Terrains nus	271 769,00	0,00	0,00
2157	Aménagements matériel industriel	31 000,00	3 500,00	3 500,00
22	**Immobilisations reçues en affectation (hors opérations)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
23	**Immobilisations en cours (hors opérations)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
	Total des dépenses d'équipement	**312 769,00**	**3 500,00**	**3 500,00**
10	**Dotations, fonds divers et réserves**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
13	**Subventions d'investissement**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
16	**Emprunts et dettes assimilées**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
18	**Compte de liaison : affectat° (BA,régie)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
26	**Participat° et créances rattachées**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
27	**Autres immobilisations financières**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
020	**Dépenses imprévues**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
	Total des dépenses financières	**0,00**	**0,00**	**0,00**
	Total des dépenses d'opérations pour compte de tiers	**0,00**	**0,00**	**0,00**
	TOTAL DEPENSES REELLES	**312 769,00**	**3 500,00**	**3 500,00**
040	***Opérat° ordre transfert entre sections (7) (8)***	***0,00***	***0,00***	***0,00***
	Reprises sur autofinancement antérieur	***0,00***	***0,00***	***0,00***
	Charges transférées	***0,00***	***0,00***	***0,00***
041	***Opérations patrimoniales (9)***	***0,00***	***0,00***	***0,00***
	TOTAL DEPENSES D'ORDRE	***0,00***	***0,00***	***0,00***
	TOTAL DES DEPENSES D'INVESTISSEMENT DE L'EXERCICE (= Total des dépenses réelles et d'ordre)	**312 769,00**	**3 500,00**	**3 500,00**

+

RESTES A REALISER N-1 (10)	**0,00**

+

D 001 SOLDE D'EXECUTION NEGATIF REPORTE OU ANTICIPE (10)	**0,00**

=

TOTAL DES DEPENSES D'INVESTISSEMENT CUMULEES	**3 500,00**

(1) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes appliqué par la régie.

(2) Cf. Modalités de vote I.

(3) Hors restes à réaliser.

(4) Le vote de l'organe délibérant porte uniquement sur les propositions nouvelles.

(5) Voir état III B3 pour le détail des opérations d'équipement.

(6) Voir annexe IV A7 pour le détail des opérations pour compte de tiers.

(7) Cf. définitions du chapitre des opérations d'ordre, *DI 040 = RE 042.*

(8) Le compte 15…2 peut figurer dans le détail du chapitre 042 si la régie applique le régime des provisions budgétaires.

(9) Cf. définitions du chapitre des opérations d'ordre, *DI 041 = RI 041.*

(10) Inscrire en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent (après vote du compte administratif ou si reprise anticipée des résultats).

III – VOTE DU BUDGET — III

SECTION D'INVESTISSEMENT – DETAIL DES RECETTES — B2

Chap / art (1)	Libellé (1)	Pour mémoire budget précédent (2)	Propositions nouvelles (3)	Vote (4)
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées (hors 165)	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00
	Total des recettes d'équipement	0,00	0,00	0,00
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00
165	Dépôts et cautionnements reçus	0,00	0,00	0,00
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie)	0,00	0,00	0,00
26	Participat° et créances rattachées	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00
	Total des recettes financières	0,00	0,00	0,00
	Total des recettes d'opérations pour compte de tiers	0,00	0,00	0,00
	TOTAL RECETTES REELLES	0,00	0,00	0,00
021	*Virement de la section d'exploitation*	*0,00*	*3 500,00*	*3 500,00*
040	*Opérat° ordre transfert entre sections (6) (7)*	*190 454,78*	*0,00*	*0,00*
2111	*Terrains nus*	*190 454,78*	*0,00*	*0,00*
	TOTAL DES PRELEVEMENTS PROVENANT DE LA SECTION D'EXPLOITATION	*190 454,78*	*3 500,00*	*3 500,00*
041	*Opérations patrimoniales (8)*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
	TOTAL RECETTES D'ORDRE	*190 454,78*	*3 500,00*	*3 500,00*
	TOTAL DES RECETTES D'INVESTISSEMENT DE L'EXERCICE (= Total des recettes réelles et d'ordre)	190 454,78	3 500,00	3 500,00

+

RESTES A REALISER N-1 (9)	0,00

+

R 001 SOLDE D'EXECUTION POSITIF REPORTE OU ANTICIPE (9	0,00

=

TOTAL DES RECETTES D'INVESTISSEMENT CUMULEES	3 500,00

(1) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes appliqué par la régie.

(2) Cf. Modalités de vote I.

(3) Hors restes à réaliser.

(4) Le vote de l'organe délibérant porte uniquement sur les propositions nouvelles.

(5) Voir annexe IV A7 pour le détail des opérations pour compte de tiers.

(6) Cf. définitions du chapitre des opérations d'ordre, R*I 040 = DE 042.*

(7) Le compte 15…2 peut figurer dans le détail du chapitre 042 si la régie applique le régime des provisions budgétaires.

(8) Cf. définitions du chapitre des opérations d'ordre, D*I 041 = RI 041.*

(9) Inscrire en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent (après vote du compte administratif ou si reprise anticipée des résultats).

III – VOTE DU BUDGET	III
DETAIL DES CHAPITRES D'OPERATION D'EQUIPEMENT	B3

Cet état ne contient pas d'information.

IV – ANNEXES	IV
ARRETE ET SIGNATURES	D

Nombre de membres en exercice : 0
Nombre de membres présents : 0
Nombre de suffrages exprimés : 0
VOTES :
Pour : 0
Contre : 0
Abstentions : 0

Date de convocation :

Présenté par (1) ,
A le
(1) ,

Délibéré par l'assemblée (2), réunie en session
A , le
Les membres de l'assemblée délibérante (2),

.

Certifié exécutoire par (1) , compte tenu de la transmission en préfecture, le , et de la publication le

A ,le

(1) Indiquer le « président du conseil d'administration » ou l'exécutif de la collectivité de rattachement : maire, président du conseil général,…
(2) L'assemblée délibérante étant : .

Pour retourner à la délibération, cliquez ici

BUDGET PRINCIPAL	AP	Autorisation de Programme		Crédits de paiement antérieurs	Crédit de paiement 2021	Reste à Financer	Répartition des crédits de paiement ultérieurs				
		Initiale	Actualisée				2022	2023	2024	2025	2026 et plus
AP2001 AP NPNRU BRICHERES SAINTE GENEVIEVE	2020	11 566 000 €	11 566 000 €	112 000 €		10 564 000 €	5 087 000 €	5 087 000 €	155 000 €	155 000 €	970 000 €
AP2011 BPL TIERS LIEU	2020	1 100 000 €	1 100 000 €	300 000 €	800 000 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €
Total INVESTISSEMENT EN AP		12 666 000 €	12 666 000 €	412 000 €	1 690 000 €	10 564 000 €	5 087 000 €	5 087 000 €	155 000 €	155 000 €	80 000 €

BUDGET MOBILITE DURABLE	AP	Autorisation de Programme		Crédits de paiement antérieurs	Crédit de paiement 2021	Reste à Financer	Répartition des crédits de paiement ultérieurs				
		Initiale	Actualisée				2022	2023	2024	2025	2026 et plus
AP2003 AP ACQUISITION BUS HYDROGENE	2020	3 773 200 €	3 773 200 €	###	2 248 200 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €
Total INVESTISSEMENT EN AP		3 773 200 €	3 773 200 €	###	2 248 200 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €

BUDGET ASSAINISSEMENT	AP	Autorisation de Programme		Crédits de paiement antérieurs	Crédit de paiement 2021	Reste à Financer	Répartition des crédits de paiement ultérieurs				
		Initiale	Actualisée				2022	2023	2024	2025	2026 et plus
AP2002-ASS ASSAINISSEMENT ORMES SENTIER VOSVES APP	2020	208 000 €	208 000 €	4 000 €	204 000 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €
AP2005-ASS ASSAINISSEMENT CREATION STEP EXT RESEAU	2020	1 174 000 €	1 174 000 €	87 000 €	1 087 000 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €
AP2006-ASS ASSAINISSEMENT MISE EN SEPARATIF QUENNE	2020	1 007 000 €	1 007 000 €	58 000 €	206 000 €	743 000 €	420 000 €	323 000 €	0 €	0 €	0 €
AP2007-ASS CREATION STEP VAUX	2020	619 000 €	619 000 €	24 000 €	595 000 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €
AP2008-ASS ASSAINISSEMENT REHABILITATION RESEAU VI	2020	624 000 €	624 000 €	117 000 €	305 000 €	202 000 €	202 000 €	0 €	0 €	0 €	0 €
AP2009-ASS ASSAINISSEMENT MISE EN CONFORMITE STEP	2020	375 000 €	375 000 €	96 000 €	279 000 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €
AP2010-ASS ASSAINISSEMENT CREATION SYSTEME EPURATI	2020	1 976 000 €	1 976 000 €	137 000 €	1 380 000 €	459 000 €	459 000 €	0 €	0 €	0 €	0 €
Total INVESTISSEMENT EN AP		5 983 000 €	5 983 000 €	523 000 €	4 056 000 €	1 404 000 €	1 081 000 €	323 000 €	0 €	0 €	0 €

Pour retourner à la délibération, cliquez ici

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN ETAT DE REPARTITION DE LA TEOM	A7.2.1

(COMMUNES ET GROUPEMENTS DE 10 000 HABITANTS ET PLUS, article L. 2313-1)

A7.2.1 – SECTION DE FONCTIONNEMENT – DEPENSES

DEPENSES (1)		
Article (2)	**Libellé (2)**	**Montant**
011	**Charges à caractère général**	**5 335 992,00**
60611	EAU ET ASSAINISSEMENT	902,00
60612	ENERGIE - ELECTRICITE	10 000,00
60622	CARBURANTS	190 000,00
60628	AUTRES FOURNITURES NON STOCKEES	31 000,00
60631	FOURNITURES D'ENTRETIEN	67 200,00
60632	FOURNITURES DE PETIT EQUIPEMENT	6 500,00
60636	VETEMENTS DE TRAVAIL	27 000,00
6064	FOURNITURES ADMINISTRATIVES	0,00
611	CONTRATS DE PRESTATIONS DE SERVICES	4 450 800,00
6132	LOCATIONS IMMOBILIERES	90 300,00
6135	LOCATIONS MOBILIERES	6 000,00
614	CHARGES LOCATIVES ET DE COPROPRIETE	11 700,00
615221	BATIMENTS PUBLICS	45 500,00
61551	MATERIEL ROULANT	45 000,00
61558	AUTRES BIENS MOBILIERS	20 000,00
6156	MAINTENANCE	23 500,00
6161	MULTIRISQUES	25 000,00
617	ETUDES ET RECHERCHES	45 000,00
6182	DOCUMENTATION GENERALE ET TECHNIQUE	1 000,00
6184	VERSEMENTS A DES ORGANISMES DE FORMATION	5 500,00
6237	PUBLICATIONS	9 200,00
6238	DIVERS	10 000,00
6241	TRANSPORTS DE BIENS	5 000,00
6256	MISSIONS	8 500,00
6262	FRAIS DE TELECOMMUNICATIONS	9 000,00
627	SERVICES BANCAIRES ET ASSIMILES	50,00
6281	CONCOURS DIVERS (COTISATIONS ...)	41 000,00
6283	FRAIS DE NETTOYAGE DES LOCAUX	15 840,00
6284	REDEVANCES POUR SERVICES RENDUS	46 000,00
62872	AUX BUDGETS ANNEXES ET AUX REGIES MUNICIPALES	60 000,00
6288	AUTRES SERVICES EXTERIEURS	25 000,00
6355	TAXES ET IMPOTS SUR LES VEHICULES	4 500,00
012	**Charges de personnel, frais assimilés**	**2 664 870,00**
6218	AUTRE PERSONNEL EXTERIEUR	30 000,00
6331	VERSEMENT DE TRANSPORT	8 128,00
6332	COTISATIONS VERSEES AU F.N.A.L.	7 388,00
6336	COTISATIONS CENTRE NATIONAL ET DE GESTION	13 300,00
64111	REMUNERATION PRINCIPALE	1 366 215,00
64112	NBI, SUPPLEMENT FAMILIAL ET INDEMNITE DE RESIDENCE	28 022,00
64118	AUTRES INDEMNITES	350 681,00
64131	REMUNERATIONS NON TITULAIRES	145 000,00
64138	AUTRES INDEMNITES	28 852,00
6451	COTISATIONS A L' U.R.S.S.A.F.	254 649,00
6453	COTISATIONS AUX CAISSES DE RETRAITES	420 399,00
6454	COTISATIONS AUX A.S.S.E.D.I.C.	7 038,00
6458	COTISATIONS AUX AUTRES ORGANISMES SOCIAUX	5 198,00
6474	VERSEMENTS AUX AUTRES OEUVRES SOCIALES	0,00
65	**Autres charges de gestion courante**	**0,00**
66	**Charges financières**	**0,00**
67	**Charges exceptionnelles**	**1 000,00**
6714	BOURSES ET PRIX	1 000,00
68	**Dotations provisions semi-budgétaires (3)**	**0,00**
014	**Atténuations de produits**	**0,00**
022	**Dépenses imprévues**	**0,00**

DEPENSES (1)		
Article (2)	**Libellé (2)**	**Montant**
Total des dépenses réelles		**8 001 862,00**
042	***Opérat° ordre transfert entre sections***	***0,00***
043	***Opérat° ordre intérieur de la section***	***0,00***
023	***Virement à la section d'investissement (4)***	***0,00***
Total des dépenses d'ordre		***0,00***
TOTAL GENERAL		**8 001 862,00**

A7.2.1 – SECTION DE FONCTIONNEMENT – RECETTES

RECETTES (1)		
Article (2)	**Libellé (2)**	**Montant**
Recettes issues de la TEOM		**7 344 462,00**
7331	TAXE D'ENLEVEMENT DES O.M.	7 344 462,00
Dotations et participations reçues		**700 000,00**
7488	AUTRES ATTRIBUTIONS ET PARTICIPATIONS	700 000,00
Autres recettes de fonctionnement éventuelles		**1 151 011,00**
70	**Produits services, domaine et ventes div**	**1 151 011,00**
7013	VENTES DE PRODUITS RESIDUELS	200 000,00
70323	REDEV. D'OCCUPAT. DU DOMAINE PUBLIC COMMUNAL	22 811,00
70388	AUTRES REDEVANCES ET RECETTES DIVERSES	2 000,00
70612	REDEVANCE SPECIALE D'ENLEVEMENT DES ORDURES	850 000,00
70688	AUTRES PRESTATIONS DE SERVICE	20 000,00
70841	AUX BUDG. ANNEX., REGIES MUNICIPALES, CCAS ET CDE	37 000,00
70872	PAR LES BUDGETS ANNEXES ET LES REGIES MUNICIPALES	16 000,00
70878	PAR D'AUTRES REDEVABLES	3 200,00
75	**Autres produits de gestion courante**	**0,00**
76	**Produits financiers**	**0,00**
77	**Produits exceptionnels**	**0,00**
78	**Reprises provisions semi-budgétaires (3)**	**0,00**
013	**Atténuations de charges**	**0,00**
Total des recettes réelles		**9 195 473,00**
042	***Opérat° ordre transfert entre sections***	***0,00***
043	***Opérat° ordre intérieur de la section***	***0,00***
Total des recettes d'ordre		***0,00***
TOTAL GENERAL		**9 195 473,00**

(1) Dépenses et recettes, directes et indirectes, afférentes à l'exercice de la compétence visée à l'article L. 2313-1 du CGCT.

(2) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes appliqué par la commune ou l'établissement.

(3) Si la commune ou l'établissement applique les provisions semi-budgétaires.

(4) Montant des recettes de fonctionnement transféré en investissement pour le financement des dépenses d'investissement afférentes à l'exercice de la compétence susmentionnée.

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN ETAT DE REPARTITION DE LA TEOM	A7.2.2

(COMMUNES ET GROUPEMENTS DE 10 000 HABITANTS ET PLUS, article L. 2313-1)

A7.2.2 – SECTION D'INVESTISSEMENT – DEPENSES

DEPENSES (1)		
Article (2)	**Libellé (2)**	**Montant**
Remboursement d'emprunts et dettes assimilées		**0,00**
Acquisitions d'immobilisations		**416 996,00**
2033	FRAIS D'INSERTION	5 000,00
2135	INSTAL. GEN., AGENCEMENTS, AMENAGEMENTS DES CONST.	92 000,00
2158	AUTRES INSTALLATIONS, MATERIEL ET OUTILLAGE TECH.	120 000,00
2183	MATERIEL DE BUREAU ET INFORMATIQUE	0,00
2188	AUTRES IMMOBILISATIONS CORPORELLES	8 000,00
2313	CONSTRUCTIONS	191 996,00
Opérations d'équipement (1 ligne par opération)		
Autres dépenses éventuelles		**0,00**
Opérations pour compte de tiers (1 ligne par opération)		
020	Dépenses imprévues	0,00
Total des dépenses réelles		**416 996,00**
040	***Opérat° ordre transfert entre sections***	***0,00***
041	***Opérations patrimoniales***	***0,00***
Total des dépenses d'ordre		***0,00***
TOTAL GENERAL		**416 996,00**

A7.2.2 – SECTION D'INVESTISSEMENT – RECETTES

RECETTES (1)		
Article (2)	**Libellé (2)**	**Montant**
Souscription d'emprunts et dettes assimilées		**0,00**
Dotations et subventions reçues		**5 000,00**
10222	F.C.T.V.A.	5 000,00
Autres recettes éventuelles		**0,00**
Opérations pour compte de tiers (1 ligne par opération)		
024	Produits des cessions d'immobilisations	0,00
Total des recettes réelles		**5 000,00**
040	***Opérat° ordre transfert entre sections***	***0,00***
041	***Opérations patrimoniales***	***0,00***
021	***Virement de la sect° de fonctionnement (3)***	***0,00***
Total des recettes d'ordre		***0,00***
TOTAL GENERAL		**5 000,00**

(1) Dépenses et recettes, directes et indirectes, afférentes à l'exercice de la compétence visée à l'article L. 2313-1 du CGCT.

(2) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes appliqué par la commune ou l'établissement.

(3) Montant des recettes de fonctionnement transféré en investissement pour le financement des dépenses d'investissement afférentes à l'exercice de la compétence susmentionnée.

Pour retourner à la délibération, cliquez ici

ANNEXE 1
convention de mandat pour le transport : Encaissement et reversement

CONVENTION DE MANDAT D'ENCAISSEMENT ET DE REVERSEMENT DE RECETTES

Entre les soussignés :

La COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION DE L'AUXERROIS, dont le siège est situé 6 bis, place du Maréchal Leclerc, 89000 Auxerre, représentée par M. Crescent MARAULT, agissant en application de la délibération 2020-032 du 10 juillet 2020,

Ci-après dénommé « **le Mandant** »,

d'une part,

Et :

La TRANSDEV AUXERROIS (anciennement nommée Auxerrois Mobilités), société par actions simplifiée au capital de 263 423,60 Euros, dont le siège social est situé 3 rue des Fontenottes – 89000 Auxerre immatriculée au Registre du commerce et des sociétés de Auxerre sous le numéro B 340 353 655, représentée par Brigitte GUICHARD, en sa qualité de gérante,

Ci-après dénommée « **le Mandataire** » ou « **le Délégataire »**.

d'autre part,

Ensemble ci-après dénommés « **les Parties** ».

PREAMBULE

Par un Contrat de Délégation de Service Public (ci-après dénommé « **Contrat** ») signé le 5 juillet 2018, le Mandant a délégué au Mandataire la gestion et l'exploitation des services publics de transport de personnes et de location de bicyclettes.

Vu l'article L.1611-7-1 du Code général des collectivités territoriales et conformément au Contrat, le Mandataire est chargé de l'encaissement de l'ensemble des recettes du réseau perçues au nom et pour le compte du Mandant.

Les Parties se sont donc rapprochées afin de déterminer les modalités d'encaissement et de reversement des recettes, dans le cadre du présent mandat.

Il a ainsi été convenu et arrêté ce qui suit :

Article I – Mandat d'encaissement

Par les présentes, le Mandant donne mandat au Mandataire, qui l'accepte et s'oblige, d'encaisser en son nom et pour son compte les sommes qui lui sont dues au titre des factures émises d'ordre et pour le compte du Mandant dans le cadre du présent mandat. Les recettes ainsi encaissées représentent l'ensemble des recettes du réseau et notamment les recettes d'exploitation.

Le Mandataire appliquera les tarifs qui sont précisés, d'une part, dans le Contrat, et d'autre part, dans les décisions tarifaires (délibération et/ou décision) prises par le Mandant.

I-1 – Périodicité du reversement

Les sommes perçues par le Mandataire sont reversées mensuellement au Mandant, dans un délai de cinq (5) jours ouvrés suivant l'expiration du mois auquel elles se rapportent.

I-2 – Pièces justificatives et modalités du reversement

Les sommes versées par le Mandataire au Mandant seront accompagnées d'un récapitulatif des modes d'encaissement et ventilations HT-TVA-TTC des recettes encaissées le mois précédent, de telle sorte que le Mandant puisse faire ses déclarations de TVA.

Ce reversement s'opérera par virement bancaire sur le compte du Mandant tenu par le Comptable Public.

Lorsque l'encaissement des recettes confiées au Mandataire est réalisé par carte bancaire et donne lieu au paiement de commissions bancaires, le Mandataire devra transmettre un état retraçant le montant des recettes brutes et le montant des dépenses liées aux commissions bancaires complémentaires. A l'appui de cet état le Mandataire joindra les pièces justificatives des sommes dont il s'est acquitté au titre des commissions bancaires.

Le montant de recettes reversées par le Mandataire est net des commissions bancaires dont il s'est acquitté.

Une reddition de compte est effectuée chaque année dans le mois suivant la fin de l'exercice.

I-3 Modalités de remboursement

Dans le cadre d'une demande de remboursement d'un usager, il revient au Mandataire d'effectuer ce remboursement.

Le Mandataire se référera au règlement des transports du réseau exploité par le délégataire qui précise les différents cas de remboursement.

A l'occasion du récapitulatif prévue au I-2 de la présente convention, le mandataire dressera un état des remboursements effectués au cours du mois écoulé, lequel précisera, outre l'identification du bénéficiaire, le montant remboursé (HT / TVA / TTC) et le motif. Sera jointe à cet état une copie des pièces justificatives produites par l'usager et exigées par le règlement des transports scolaires pour obtenir un remboursement.

Les montants ainsi remboursés par le mandataire seront déduits des versements mensuels prévus au I-1 de la présente convention.

I-4 Recouvrement contentieux

Le présent mandat s'étend au recouvrement contentieux des factures émises. Le Mandataire fait donc son affaire du recouvrement des impayés éventuels, selon la procédure applicable au regard de la réglementation. Le Mandataire fournira toutes justifications à cette fin. Toutefois, il ne pourra pas aller jusqu'au contentieux et voies d'exécution forcées et soumettra au mandant certains cas particuliers en vue de statuer sur la suite à leur donner.

Le Mandataire fera également les démarches nécessaires concernant le recouvrement des indemnités liées à la fraude.

Le présent mandat s'étend aux diligences judiciaires nécessaires au recouvrement des créances litigieuses, étant entendu que le Mandataire s'engage à collaborer avec le mandant à l'effet de recouvrer lesdites créances litigieuses.

Les créances dues et non recouvrées doivent être transférées par le Mandataire au Comptable public assignataire au plus tard 6 mois après leur naissance afin que le comptable précité puisse engager les diligences adéquates pour leur recouvrement ou les proposer en admission en non-valeur.

Article II : Rémunération – remboursement des frais

Le Mandat d'encaissement, s'inscrivant dans le cadre des relations d'affaires entre les Parties, n'est pas rémunéré.

Article III – Intuitu personae

Le mandat est conclu à titre intuitu personae en considération des relations existant entre le Mandant et le Mandataire. En conséquence, le Mandataire ne pourra, en aucun cas, céder ou transférer, à quelque titre et sous quelque modalité que ce soient, le Mandat.

Article IV – Durée

Le Mandat est conclu pour la durée du Contrat.

Sans préjudice de toutes stipulations contraires du Mandat, en cas de manquement grave et/ou répété par une des Parties à l'une quelconque de ses obligations contractuelles, l'autre Partie aura la faculté de résilier le Mandat, par lettre recommandée avec accusé de réception adressée à la Partie défaillante, après mise en demeure de s'exécuter notifiée préalablement à ladite Partie défaillante et demeurée infructueuse pendant un délai de soixante (60) jours.

En cas de cessation du Mandat, pour quelque raison que ce soit, le Mandataire s'engage à cesser toute facturation et tout encaissement sous quelque forme que ce soit et à quelque titre que ce soit et à restituer immédiatement au Mandant l'ensemble des documents qui lui auront été confiés dans le cadre de l'exécution du présent Mandat.

Article V – Avenants – Litiges – Election de domicile

Tout avenant aux présentes devra être conclu dans les mêmes formes par les personnes dûment habilitées à cet effet par les Parties. Il ne devra en aucun cas modifier substantiellement les termes de la présente convention de Mandat.

Le Mandat est soumis à la loi française. En cas de litige relatif au mandat, les tribunaux dont relève le siège social du Mandant seront seuls compétents.

Les Parties élisent domicile en leur siège social sus-indiqué. Toute modification ne sera opposable à l'autre que quinze jours après une notification par lettre avec AR faite du nouveau siège.

Article VI Information du comptable public

Un exemplaire de la présente convention transmise à la préfecture dans le cadre du contrôle de légalité est transmis au comptable public assignataire. Tout avenant lui sera adressé dans les mêmes conditions.

Fait à……

Le ……

En deux exemplaires originaux.

Pour le Mandant **Pour le Mandataire**

COMMUNAUTE DE L'AUXERROIS

ETAT DES CHARGES RELATIVES A LA GESTION DE LA CRISE SANITAIRE COVID 19
EXERCICE 2020

Pour retourner à la délibération, cliquez ici

Gestionnaire	N° pièce	N° bordereau	Date pièce	Lot	Libellé	Libellé tiers	Montant TTC en euros
COMP	776	103	02/04/2020	8001	FAC. 265663 DU 01/04/2020 MASQUES DE PROTECTION LAVABLE	LA COMPAGNIE DUMAS	276,00 €
COMP	957	142	24/04/2020	8001	FAC. 266475 DU 23/04/2020 MASQUES DE PROTECTION LAVABLE	LA COMPAGNIE DUMAS	2 484,00 €
COMP	958	142	24/04/2020	8001	FAC. 211522/1 DU 23/04/2020 MASQUES LAVABLES ACOMPTE DE 50 %	BLN CAP VITAL SANTE	50 700,00 €
COMP	1020	153	06/05/2020	8001	FAC. 2004 00149 DU 30/04/2020 MASQUES LAVABLES	UNIVIN	2 816,85 €
COMP	1019	153	06/05/2020	8001	FAC. F2000512 DU 05/05/2020 MASQUES LAVABLES	STAND 21	4 668,38 €
COMP	1038	158	12/05/2020	8001	FAC. 200001304 DU 07/05/2020 GELS HYDROALCOOLIQUE	AUXERRE DISTRIBUTION AUXERDIS	316,80 €
COMP	1076	165	13/05/2020	8001	FAC. 2005 00292 DU 11/05/2020 MASQUES LAVABLES	UNIVIN	4 351,88 €
COMP	1092	170	15/05/2020	8001	FAC. 29021 DU 11/05/2020 VISIERES DE PROTECTION	JPJ MOUSSE	5 220,16 €
COMP	1093	170	15/05/2020	8001	FAC. 200001328 DU 13/05/2020 GELS HYDROALCOOLIQUES	AUXERRE DISTRIBUTION AUXERDIS	475,20 €
COMP	1155	183	19/05/2020	8001	FAC. 324406 DU 15/05/2020 GELS HYDROALCOOLIQUES	GENERAL MAINTENANCE INDUSTRIE	2 369,32 €
COMP	1156	183	19/05/2020	8001	FAC. 324427 DU 18/05/2020 GELS HYDROALCOOLIQUES	GENERAL MAINTENANCE INDUSTRIE	1 501,05 €
COMP	1163	184	25/05/2020	8001	FAC. 147 DU 12/05/2020 GELS HYDROALCOOLIQUES	EDNA TRADING	8 862,00 €
COMP	1157	183	19/05/2020	8001	FAC. 267125 DU 14/05/2020 MASQUES LAVABLES	LA COMPAGNIE DUMAS	5 275,00 €
COMP	1162	184	25/05/2020	8001	FAC. 267416 DU 19/05/2020 MASQUES LAVABLES	LA COMPAGNIE DUMAS	7 912,50 €
COMP	1198	193	29/05/2020	8001	FAC. CP200053 DU 04/05/2020 MASQUES LAVABLES	DESFILERIBALTA LDA	107 625,00 €
COMP	1200	193	29/05/2020	8001	FAC. 2005-00345 DU 22/05/2020 MASQUES LAVABLES	UNIVIN	29 012,50 €
COMP	1253	205	03/06/2020	8001	FAC. 75056 DU 27/05/2020 GELS HYDROALCOOLIQUES ET LINGETTES DESINFECTANTES	SODIP A REVERDY SAS	2 743,00 €
COMP	1324	225	08/06/2020	8001	FAC. 022959/20200531/S/1 DU 31/05/2020 CP20006901 - gants de protection COVID 19	SERVET DUCHEMIN SA	382,80 €
COMP	1301	220	05/06/2020	8001	FAC. FA20060058 DU 02/06/2020 MASQUES KN95	FASHION CITY	1 318,75 €
COMP	1300	220	05/06/2020	8001	FAC. 01 DU 03/06/2020 MASQUES LAVABLES	BLN CAP VITAL SANTE	38 447,50 €
COMP	1322	225	08/06/2020	8001	FAC. F0060026 DU 04/06/2020 MASQUES FFP3	PIM LANGER BOURRIN PLB	862,02 €
COMP	1323	225	08/06/2020	8001	FAC. 2006 00365 DU 04/06/2020 MASQUES LAVABLES	UNIVIN	26 375,00 €
COMP	1321	224	08/06/2020	8018	FACTURE 070767 DU 20 05 20 MASQUES LAVABLES	SERICONCEPT SARL	39 562,50 €
COMP	1409	242	11/06/2020	8001	FAC. 200813332 DU 08/06/2020 GELS HYDROALCOOLIQUE	GROUPE PIERRE LE GOFF BFC	210,47 €
COMP	1410	242	11/06/2020	8001	FAC. 169613 DU 10/06/2020 MASQUES JETABLES	BHE SANICITY SA	8 229,00 €
COMP	1456	251	16/06/2020	8001	FAC. 74329 DU 30/04/2020 GELS HYDROALCOOLIQUE	SODIP A REVERDY SAS	791,25 €
COMP	1457	251	16/06/2020	8001	FAC. 74330 DU 30/04/2020 GELS HYDROALCOOLIQUE ET LINGETTES DESINFECTANTES	SODIP A REVERDY SAS	553,88 €
COMP	1577	270	29/06/2020	8001	FAC. 75817 DU 15/06/2020 GELS HYDROALCOOLIQUE	SODIP A REVERDY SAS	514,31 €
COMP	1702	297	15/07/2020	8001	FAC. 626279 DU 12/05/2020 LINGETTES DESINFECTANTES	LABORATOIRE SARBEC	743,40 €
COMP	1985	347	07/08/2020	8001	FAC. 9583288 DU 31/07/2020 GEL HYDROALCOOLIQUE	TRENOIS DECAMPS	2 534,11 €
COMP	2084	356	17/08/2020	4001	FAC. F12006287 DU 11/06/2020 blouses jetables	AUX TRAVAILLEURS REUNIS	1 620,00 €
COMP	2380	400	11/09/2020	8001	FAC. 77466 DU 08/09/2020 LINGETTES DESINFECTANTES	SODIP A REVERDY SAS	236,16 €
SNAS	1596	274	29/06/2020	6001	FAC. FAP2020353 DU 19/06/2020 SN20004701 - SIGNALETIQUE SOL	PANO SIGN SERVICE	63,60 €
SNAS	1522	264	19/06/2020	4001	FAC. 31474701402007 25 DU 12/06/2020 GLACIERE PROTECTION MATERIELSECOURS INDIVIDUEL MNS	DECATHLON AUXERRE SAS	100,00 €
SNAS	1628	278	02/07/2020	6001	FAC. FC26311 DU 30/06/2020 SURLUNETTES	ETAMPE H&B SARL	97,94 €
SNAS	1655	287	44019	6001	FAC. 90801186 DU 30/06/2020 PANNEAU BOIS POUR ISOLATION DES CASIERS	SOCOBOIS	228,82 €
SNAS	1289	216	43985	4001	FAC. 9456351 DU 31/05/2020 PULVERISATEURS	TRENOIS DECAMPS	273,12 €
SNAS	1290	216	04/06/2020	4001	FAC. 9456352 DU 31/05/2020 GEL HYDROALCOOLIQUE	TRENOIS DECAMPS	93,26 €
SNAS	1662	287	44019	6001	FAC. 9517564 DU 30/06/2020 RUBAN ADHESIF SIGNALISATION	TRENOIS DECAMPS	19,37 €
SNAS	1627	278	44014	6001	FAC. 200815464 DU 29/06/2020 STATION DESINFECTANTE	GROUPE PIERRE LEFOFF BFC	314,04 €
SNAS	2288	391	44078	4001	FAC. 200818822 DU 27/07/2020 DISTRIBUTEUR GEL	GROUPE PIERRE LEFOFF BFC	221,45 €
					TOTAL GENERAL DEPENSES		**360 402,39 €**
COMP	318	51	0,737268519		SUBVENTION ACHAT MASQUES JETABLES ET LAVABLES	ETAT	103 000,00 €
					TOTAL GENERAL RECETTES		**103 000,00 €**

MONTANT DES CHARGES NON SUBVENTIONNEES A REPARTIR **257 402,39 €**

Fait à Auxerre, le 30/11/2020

Etat des dépenses liées à la crise sanitaire COVID 19 arrêté à la somme de 257 402,39 euros

Deux-cent-cinquante-sept- mille-quatre-cents-deux euros et trente-neuf centimes

OFFICE AUXERROIS DE L'HABITAT

Auxerre, le 4 novembre 2020

Pour retourner à la délibération, cliquez ici

Monsieur Le Président de la Communauté
d'Agglomération de l'Auxerrois
6 bis place du Maréchal Leclerc
BP58
89010 AUXERRE CEDEX

Nos réf. Département Administratif et Financier – AB/SR
Dossier suivi par : Sandrine REY – 03.86.72.59.23

Objet : Garantie d'emprunt
Renouvellement de composants 2019

Monsieur le Président,

Nous avons obtenu un accord de principe du Crédit Industriel et Commercial pour un prêt d'un montant de 1 987 067 € pour le financement de renouvellement de composants 2019 du patrimoine de l'OAH.
L'office sollicite auprès de la **Ville d'Auxerre** la garantie de cet emprunt à hauteur de **49%** et la **Communauté d'Agglomération de l'Auxerrois** à hauteur de **49%**.

Les caractéristiques du prêt sont les suivantes :

- Montant 1 987 067 €
- Durée du prêt : 15 ans
- Taux fixe : 1,38%
- Périodicité des échéances : trimestrielle
- Amortissement : constant

Vous trouverez ci-joint, le détail des dépenses à financer, le tableau d'amortissement prévisionnel et la délibération d'autorisation d'emprunt de l'OAH.

Je vous remercie de bien vouloir inscrire ce sujet à l'ordre du jour du prochain Conseil Municipal pour la Ville d'Auxerre et du prochain Conseil Communautaire de la Communauté d'Agglomération de l'Auxerrois.

Je reste à votre disposition pour tout complément d'information.

Je vous prie d'agréer, Monsieur le Président, l'expression de mes sentiments distingués.

Le Directeur Général

Eric CAMPOY

Code opération	Définition opération	Dépenses comptabilisées	Emprunts à solliciter	Fonds propres à affecter
01GR-AE	Grosses réparations quartier des Boussicats (travaux d'aménagement extérieur)	1 021,44	970,37	51,07
02GR-PL	Grosses réparations quartier des Clairions (travaux de plomberie)	2 400,03	2 280,03	120,00
03GR-CI	Grosses réparations quartier des Clairions Pav. (travaux de chauffage individuel)	2 236,61	2 124,78	111,83
04GR-EL	Grosses réparations quartier des Rosoirs (travaux d'électricité)	151,69	144,11	7,58
04GR-PL	Grosses réparations quartier des Rosoirs (travaux plomberie)	18 220,40	17 309,38	911,02
04GR-CH	Grosses réparations quartier des Rosoirs (travaux de chauffage)	1 760,70	1 672,67	88,03
04GR-RA	Grosses réparations quartier des Rosoirs (Ravalement)	13 627,44	12 946,07	681,37
04GR-ME	Grosses réparations quartier des Rosoirs (Menuiserie)	639,42	607,45	31,97
04GR-CI	Grosses réparations quartier des Rosoirs (Chauf ind)	14 562,21	13 834,10	728,11
04GR-AI	Grosses réparations quartier des Rosoirs (Aménagement intérieur))	14 496,90	13 772,06	724,84
06GR-ST	Grosses réparations quartier St Gervais (Structure)	3 135,00	2 978,25	156,75
06GR-ET	Grosses réparations quartier St Gervais (Etanchéité)	49 224,97	46 763,72	2 461,25
06GR-EL	Grosses réparations quartier St Gervais (Electricité)	241,95	229,85	12,10
06GR-AI	Grosses réparations quartier St Gervais (Aménagement intérieur)	7 578,56	7 199,63	378,93
06GR-AE	Grosses réparations quartier St Gervais (Aménagement extérieur)	7 111,93	6 756,33	355,60
09GR-ST	Grosses réparations Colette (Structure)	2 465,10	2 341,85	123,25
09GR-AS	Grosses réparations Colette (Ascenseurs)	11 776,96	11 188,11	588,85
10GR-PL	Grosses réparations quartier Res Bahia (plomberie)	53 710,16	51 024,65	2 685,51
10GR-AI	Grosses réparations quartier Res Bahia (Aménagement intérieur)	7 719,36	7 333,39	385,97
13GR-EL	Grosses réparations Egriselles (Electricité)	20 663,04	19 629,89	1 033,15
13GR-AI	Grosses réparations Egriselles (Aménagement Extérieur)	130 818,13	124 277,22	6 540,91
13GR-AE	Grosses réparations Egriselles (Aménagement intérieur)	92,99	88,34	4,65
16GR-ST	Grosses réparations Résidence Boussicats 2 (Structure)	2 465,10	2 341,85	123,25
16GR-CC	Grosses réparations Résidence Boussicats 2 (Chauffage collectif)	18 426,84	17 505,50	921,34
16GR-AI	Grosses réparations Résidence Boussicats 2 (Aménagement intérieur)	877,80	833,91	43,89
16GR-AE	Grosses réparations Résidence Boussicats 2 (Aménagement extérieur)	8 779,64	8 340,66	438,98
18GR-RA	Grosses réparations quartier Ste Geneviève (ravalement)	19 273,19	18 309,53	963,66
18GR-ME	Grosses réparations quartier Ste Geneviève (menuiserie)	17 587,84	16 708,45	879,39
18GR-TT	Grosses réparations quartier Ste Geneviève (Toitures terrasses)	83 143,28	78 986,12	4 157,16
18GR-ST	Grosses réparations quartier Ste Geneviève (Structure)	2 068,00	1 964,60	103,40
18GR-CC	Grosses réparations quartier Ste Geneviève (Chauffage collectif)	1 238,29	1 176,38	61,91

18GR-PL	Grosses réparations quartier Ste Geneviève (Plomberie)	13 609,59	12 929,11	680,48
18GR-ET	Grosses réparations quartier Ste Geneviève (Etanchéité)	161 815,99	153 725,19	8 090,80
18GR-EL	Grosses réparations quartier Ste Geneviève (Electricité)	3 753,64	3 565,96	187,68
18GR-AS	Grosses réparations quartier Ste Geneviève (Ascenseur)	41 890,54	39 796,01	2 094,53
18GR-AI	Grosses réparations quartier Ste Geneviève (Aménagement intérieur)	1 352,95	1 285,30	67,65
18GR-AE	Grosses réparations quartier Ste Geneviève (Aménagement extérieur)	52 786,55	50 147,22	2 639,33
20GR-ME	Grosses réparations quartier des Plattes (menuiseries)	55 700,64	52 915,61	2 785,03
20GR-ET	Grosses réparations quartier des Plattes (Etanchéité)	86 029,23	81 727,77	4 301,46
20GR-AI	Grosses réparations quartier des Plattes (Aménagement intérieur)	1 603,20	1 523,04	80,16
20GR-AE	Grosses réparations quartier des Plattes (Aménagement extérieur)	20 254,28	19 241,57	1 012,71
20GR-PL	Grosses réparations quartier des Plattes (plomberie)	3 048,79	2 896,35	152,44
20GR-TT	Grosses réparations quartier des Plattes (Toiture terrasse)	23 196,76	22 036,92	1 159,84
23GR-TT	Grosses réparations quartier St Siméon (réfection toitures terrasses)	190,15	180,64	9,51
23GR-ST	Grosses réparations quartier St Siméon (Structure)	35 340,10	33 573,10	1 767,00
23GR-SD	Grosses réparations quartier St Siméon (système désenfumage)	25 795,19	24 505,43	1 289,76
23GR-RA	Grosses réparations quartier St Siméon (Ravalement)	40 499,25	38 474,29	2 024,96
23GR-PP	Grosses réparations quartier St Siméon (Remplacement 32 portes)	4 346,64	4 129,31	217,33
23GR-PH	Grosses réparations quartier St Siméon(modif porte hall)	5 474,80	5 201,06	273,74
23GR-PA	Grosses réparations quartier St Siméon (Inst points ancrage)	6 274,30	5 960,59	313,71
23GR-ME	Grosses réparations quartier St Siméon (menuiserie)	52 759,34	50 121,37	2 637,97
23GR-MA	Grosses réparations quartier St Siméon (maçonnerie)	592,10	562,50	29,60
23GR-PL	Grosses réparations quartier St Siméon (plomberie)	106 605,18	101 274,92	5 330,26
23GR-LC	Grosses réparations quartier St Siméon (Local commercial)	946,64	899,31	47,33
23GR-ET	Grosses réparations quartier St Siméon (Etanchéité)	38 918,59	36 972,66	1 945,93
23GR-EL	Grosses réparations quartier St Siméon (Electricité)	16 922,78	16 076,64	846,14
23GR-CD	Grosses réparations quartier St Siméon (Aménagement espaces collecte)	9 410,29	8 939,78	470,51
23GR-CC	Grosses réparations quartier St Siméon (Chauffage collectif)	1 225,03	1 163,78	61,25
23GR-AE	Grosses réparations quartier St Siméon (Aménagement extérieur)	3 778,45	3 589,53	188,92
23GR-GC	Grosses réparations quartier St Siméon (Garde-corps)	1 014,09	963,39	50,70
23GR-AS	Grosses réparations quartier St Siméon (Ascenseur)	71 107,81	67 552,42	3 555,39
23GR-AI	Grosses réparations quartier St Siméon (Aménagement intérieur)	7 679,52	7 295,54	383,98
28GR-PL	Grosses réparations Gouré (Plomberie)	1 870,54	1 777,01	93,53

28GR-ET	Grosses réparations Gouré (Etanchéité)	546,46	519,14	27,32
28GR-AI	Grosses réparations Gouré (Aménagement intérieur)	2 921,11	2 775,05	146,06
29GR-ME	Grosses réparations Résidence du Midi (menuiseries)	1 986,80	1 887,46	99,34
29GR-ST	Grosses réparations Résidence du Midi (Structure)	5 232,63	4 971,00	261,63
29GR-ET	Grosses réparations Résidence du Midi (Etanchéité)	31 782,75	30 193,61	1 589,14
29GR-CI	Grosses réparations Résidence du Midi (Chauffage individuel)	4 528,00	4 301,60	226,40
30GR-ET	Grosses réparations Résidence du Cadran (Etanchéité)	18 390,41	17 470,89	919,52
30GR-EL	Grosses réparations Résidence du Cadran - Pièdalloues (Electricité)	15 005,60	14 255,32	750,28
30GR-ME	Grosses réparations Résidence du Cadran - Pièdalloues (Menuiseries)	33 635,43	31 953,66	1 681,77
30GR-PL	Grosses réparation Résidence du cadran (platrerie)	852,28	809,67	42,61
30GR-CI	Grosses réparation Résidence du cadran (Chauffage individuel)	14 128,92	13 422,47	706,45
32GR-ST	Grosses réparations Normandie (Structure)	487,74	463,35	24,39
32GR-EL	Grosses réparations Normandie (Electricité)	80,47	76,45	4,02
32GR-CI	Grosses réparations Normandie (Chauffage individuel)	4 878,89	4 634,95	243,94
35GR-PL	Grosses réparations Res. St Pèlerin (Plomberie)	746,46	709,14	37,32
38GR-PL	Grosses réparations Res. Faillot (plomberie)	612,61	581,98	30,63
38GR-ME	Grosses réparations Res. Faillot (Menuiserie)	2 604,21	2 474,00	130,21
43GR-ST	Grosses réparations Rés. Française (Structure)	927,30	880,94	46,36
43GR-ME	Grosses réparations Res. Française (Menuiserie)	4 405,98	4 185,68	220,30
44GR-CI	Grosses réparations Piedalloues maisons de ville (Chauffage individuel)	5 091,05	4 836,50	254,55
44GR-ST	Grosses réparations Piedalloues maisons de ville (Structure)	5 911,17	5 615,61	295,56
44GR-ME	Grosses réparations Piedalloues maisons de ville (menuiseries)	35 708,20	33 922,79	1 785,41
47GR-ME	Grosses réparations Res. M. Leppeletier (Menuiserie)	857,77	814,88	42,89
48GR-FA	Grosses réparations Res. Des Tanneries (Façades)	10 640,76	10 108,72	532,04
50GR-CI	Grosses réparations - Résidence Jean Jaurès (chauffage individuel)	907,59	862,21	45,38
52GR-IN	Grosses réparations quartier du coteau (Interphone)	113,20	107,54	5,66
53GR-CH	Grosses réparation Fortes Terres Perrigny (Chauffage)	692,23	657,62	34,61
53GR-ME	Grosses réparation Fortes Terres Perrigny (menuiserie)	932,25	885,64	46,61
55GR-CH	Grosses réparations Thomas Ancel (Chauffage)	372,90	354,26	18,64
61GR-VM	Grosses réparations Jemmapes (VMC)	170,87	162,33	8,54
61GR-CH	Grosses réparations Jemmapes (Chauffage)	1 704,04	1 618,84	85,20
62GR-PL	Grosses réparations PLAI (plomberie)	102,30	97,19	5,11

62GR-ME	Grosses réparations PLAI (Menuiserie)	2 439,60	2 317,62	121,98
62GR-EL	Grosses réparations PLAI (Electricité)	1 319,33	1 253,36	65,97
62GR-CH	Grosses réparations PLAI (Chauffage)	5 225,57	4 964,29	261,28
64GR-MA	Grosses réparations Résidence de l'Epéron (Maçonnerie)	672,86	639,22	33,64
64GR-AE	Grosses réparations Résidence de l'Epéron (Aménagement extérieur))	1 160,50	1 102,48	58,02
65GR-ME	Grosses réparations les Images (Menuiseries)	4 505,69	4 280,41	225,28
65GR-CH	Grosses réparations les Images (Chauffage)	7 303,58	6 938,40	365,18
66GR-ME	Grosses réparations - hameau de Lesseps (Menuiserie)	1 422,88	1 351,74	71,14
67GR-CI	Grossses réparations Gouré 4 (Chauffage individuel)	2 378,64	2 259,71	118,93
68GR-EL	Grosses réparations - Hameau des Mignottes (Electricité)	2 588,92	2 459,47	129,45
68GR-PL	Grosses réparations - Hameau des Mignottes (Plomberie)	1 512,24	1 436,63	75,61
68GR-ME	Grosses réparations - Hameau des Mignottes (Menuiserie)	19 273,19	18 309,53	963,66
68GR-AE	Grosses réparations - Hameau des Mignottes (Aménagement extérieur)	1 196,86	1 137,02	59,84
70GR-PL	Grosses réparations - Léon Peigné (Plomberie)	839,71	797,72	41,99
71GR-PL	Grosses réparations Res. Turgotine - (Plomberie)	5 233,82	4 972,13	261,69
75GR-ST	Grosses réparations Clos Fabureau (structure)	20 183,94	19 174,74	1 009,20
75GR-EL	Grosses réparations Clos Fabureau (Electricité)	222,57	211,44	11,13
75GR-CI	Grosses réparations Clos Fabureau (Chauffage individuel)	4 473,21	4 249,55	223,66
77GR-EL	Grosses réparations FJT (Electricité)	2 800,05	2 660,05	140,00
79GR-AE	Grosses réparations Jeanne Hérold (aménagement extérieur)	18 266,20	17 352,89	913,31
81GR-PL	Grosses réparations Res. J. Renoult Chevannes (Plomberie)	1 126,62	1 070,29	56,33
84GR-ME	Grosses réparations Hameau des Brichères (menuiserie)	2 263,28	2 150,12	113,16
84GR-ST	Grosses réparations Hameau des Brichères (Structure)	18 430,21	17 508,70	921,51
84GR-ET	Grosses réparations Hameau des Brichères (Etanchéité)	72 978,09	69 329,19	3 648,90
84GR-CI	Grosses réparations Hameau des Brichères (Chauffage individuel)	4 473,21	4 249,55	223,66
84GR-AE	Grosses réparations Hameau des Brichères (Aménagement exterieur)	2 317,23	2 201,37	115,86
86GR-CI	Grosses réparations Sauvigny (Chauffage individuel)	4 473,20	4 249,54	223,66
87GR-ME	Grosses réparations Le pré joli-Sauvigny le Bois (menuiserie)	2 839,76	2 697,77	141,99
89GR-ME	Grosses réparations Res Saintonge (Menuiserie)	37 323,06	35 456,91	1 866,15
89GR-EL	Grosses réparations Res Saintonge (Electricité)	392,70	373,07	19,63
90GR-ST	Grosses réparations Grattery (Structure)	13 649,16	12 966,70	682,46
90GR-AE	Grosses réparations Grattery (Aménagement extérieur)	6 480,31	6 156,29	324,02

94GR-ME	Grosses réparations Jardin des Véens (menuiserie)	1 860,00	1 767,00	93,00
94GR-EL	Grosses réparations Jardin des Véens (Electricité)	148,17	140,76	7,41
96GR-EL	Grosses réparation Res. Des Carrières (Electricité)	80,47	76,45	4,02
96GR-RA	Grosses réparation Res. Des Carrières (Ravalement)	4 506,70	4 281,37	225,33
97GR-ME	Grosses réparations La coulée verte (Menuiserie)	33 000,00	31 350,00	1 650,00
97GR-ST	Grosses réparations La coulée verte (structure)	1 029,49	978,02	51,47
98GR-PL	Grosses réparations Res. Ch de Foucauld (plomberie)	2 209,35	2 098,88	110,47
98GR-CH	Grosses réparations Res. Ch de Foucauld (Chauffage)	682,57	648,44	34,13
101G-PL	Grosses réparations Résidence Fontaine Rouge (Plomberie)	2 210,95	2 100,40	110,55
101G-EL	Grosses réparations Résidence Fontaine Rouge (Electricité)	2 850,28	2 707,77	142,51
102G-ME	Grosses réparations les Images 2 (Menuiserie)	2 098,15	1 993,24	104,91
103G-ST	Grosses réparations res la Roue (Structure)	4 704,46	4 469,24	235,22
106G-ME	Grosses réparations La Seiglée Monéteau (Menuiserie)	3 302,32	3 137,20	165,12
301G-ST	Grosses réparations Res de la vallée Gurgy (Structure)	1 630,15	1 548,64	81,51
301G-CI	Grosses réparations Res de la vallée Gurgy (Chauffage individuel)	2 281,33	2 167,26	114,07
350G-ST	Grosses réparations Res du Parc (structure)	7 724,62	7 338,39	386,23
350G-PL	Grosses réparations Res du Parc (Plomberie)	5 023,83	4 772,64	251,19
350G-ET	Grosses réparations Res du Parc (Etanchéité)	135,14	128,38	6,76
350G-AE	Grosses réparations Res du Parc (Aménagement exterieur)	508,86	483,42	25,44
357G-ME	Grosses réparations Res Europe Tonnerre (menuiserie)	3 373,39	3 204,72	168,67
357G-EL	Grosses réparations Res Europe Tonnerre (Electricité)	80,47	76,45	4,02
357G-PL	Grosses réparations Res Europe Tonnerre (Plomberie)	1 368,94	1 300,49	68,45
359G-ST	Grosses réparation res maurice vilatte coulanges (Structure)	9 234,22	8 772,51	461,71
359G-PL	Grosses réparation res maurice vilatte coulanges (Plomberie)	6 950,40	6 602,88	347,52
362G-RA	Grosses réparations res de Paris (ravalement)	17 158,59	16 300,66	857,93
364G-ET	Grosses réparations Res Le Village St Georges (Electricité)	864,55	821,32	43,23
367G-EL	Grosses réparations res Gérot (Electricité)	80,47	76,45	4,02
368G-ME	Grosses réparations Res. Abreuvoir - Val de Mercy (Menuiserie)	591,70	562,12	29,58
369G-ME	Grosses réparations Fontaine Madame Chevannes (menuiserie)	814,10	773,40	40,70
371G-ST	Grosses réparations hameau Vignes Beine (Structure)	2 285,71	2 171,42	114,29
371G-EL	Grosses réparations hameau des Vignes Beine (Electricité)	1 062,07	1 008,97	53,10
372G-PL	Grosses réparations Res. Séquoia (plomberie)	1 435,71	1 363,92	71,79

372G-ME	Grosses réparations Res. Séquoia (Menuiserie)	4 108,75	3 903,31	205,44
372G-EL	Grosses réparations Res. Séquoia (Electricité)	1 127,05	1 070,70	56,35
372G-AE	Grosses réparations Res. Séquoia (Aménagement extérieur)	9,87	9,38	0,49
374G-ME	Grosses réparations Puits des dames (menuiserie)	9 368,70	8 900,27	468,43
374G-EL	Grosses réparations Puits des dames (Electricité)	1 127,06	1 070,71	56,35
374G-AE	Grosses réparations Puits des dames (Aménagement exterieur)	5,75	5,46	0,29
376G-AE	Grosses réparations Vaulabelle (Aménagement extérieur)	2 068,87	1 965,43	103,44
376G-ST	Grosses réparations Vaulabelle (Structure)	1 598,04	1 518,14	79,90
379G-CI	Grosses réparations Hameau Fleuri Champs (Chauffage individuel)	2 281,33	2 167,26	114,07
380G-ME	Grosses réparations Hameau d'Alsace (menuiserie)	2 530,85	2 404,31	126,54
381G-ME	Grosses réparations le Faubourg du Pressoir - Escamps (Menuiserie)	1 789,36	1 699,89	89,47
395-GPL	Grosses réparations le Clos de Bellevue - Laborde	3 020,18	2 869,17	151,01
396G-ST	Grosses réparations - Res. la Carilloneuse Escamps (Structure)	3 778,04	3 589,14	188,90
398G-ST	Grosses réparations Res. Gauthier - Epineuil (Structure)	1 378,14	1 309,23	68,91
403G-AE	Grosses réparations Merry la Vallée (Aménagement extérieur)	1 682,12	1 598,01	84,11
ERP1-01	ERP - Divers quartiers	8 831,20	8 389,64	441,56
ERP1-ST	ERP - Divers quartiers (structure)	11 271,75	10 708,16	563,59
ERP1-PL	ERP - Divers quartiers (Plomberie)	260,76	247,72	13,04
ERP1-AS	ERP - Divers quartiers (Ascenseur)	2 334,29	2 217,58	116,71
ERP1-EL	ERP - Divers quartiers (Electricité)	6 028,45	5 727,03	301,42
ERT1-EL	Conformité elec des ERT	1 891,76	1 797,17	94,59
BAGR-ST	Bat Administratif (Structure)	3 366,91	3 198,56	168,35
BAGR-EL	Bat Administratif (Electricité)	9 233,35	8 771,68	461,67
BAGR-AI	Bat Administratif (aménagement intérieur)	1 237,10	1 175,28	61,82
SOUS-TOTAL II- Grosses réparations		**2 091 649,33**	**1 987 067,00**	104 582,33
TOTAL I+II- Aménagement et Grosses réparations		**2 249 144,12**	**1 987 067,00**	**262 077,12**

OFFICE AUXERROIS DE L'HABITAT
OPH DE LA COMMUNAUTE DE L'AUXERROIS

EXTRAIT
REGISTRE DES DELIBERATIONS

CONSEIL d'ADMINISTRATION

REUNION DU JEUDI 10 SEPTEMBRE 2020

L'an deux mille vingt, le 10 Septembre, à 18 heures, les membres du Conseil d'Administration de l'Office Auxerrois de l'Habitat se sont réunis à la Fédération des Entrepreneurs et Artisans du Bâtiment et des Travaux Publics, 32, rue de l'Ocrerie à AUXERRE..

PRESENTS :
Christiane ANTENNI, Christophe BONNEFOND, Bernard BUFFAUT, Mahiédine CHENOUNA, Anna CONTANT, Mathieu DEBAIN, Sylvain DUVAL, Ouafaa EL KHOUDAR, Jean-Michel FREVILLE, Elisabeth GERARD-BILLEBAUT, Valérie GIABBANI, Jean-Yves LAGARRIGUE, Christian LALANDRE, Samira MARCHOUD, Sylvie MONARD, Abderrahmane NASSOUR, Bernard RIANT, Didier ROUSSEL, Alain THUAULT, Vincent VALLE, Patricia VOYE

EXCUSES :
Raymonde DELAGE (pouvoir à Vincent VALLE), Gilles JACQUEMARD (pouvoir à Sylvie MONARD)

AUTRES PARTICIPANTS EXCUSES : Bruno AGEZ, Marianne BUTON,

Préfecture de l'Yonne
Service du Courrier
16 SEP. 2020
ARRIVÉE

13 MISE EN PLACE D'UN PRET DE 1 987 067 EUROS POUR LE RENOUVELLEMENT DES COMPOSANTS – DIVERS QUARTIERS

Un budget est voté tous les ans et dédié aux renouvellements de composants du patrimoine de l'Office Auxerrois de l'Habitat. Il est prévu de financer ces renouvellements de composants à hauteur de **95 % par emprunts** et **5 % par fonds propres.**

Le Conseil d'Administration du 24 juin 2020 a validé les affectations de fonds propres correspondant à **5 %** du montant des travaux effectués soit **262 277,12 €.**

Afin de financer la part restante des travaux et après consultations de nos partenaires bancaires, il est proposé de retenir la proposition de financement suivante :

AUTORISATION D'UN CONCOURS AUPRES DU CREDIT INDUSTRIEL ET COMMERCIAL

OBJET DU CONCOURS : financement de renouvellement de composants
NATURE DU CONCOURS : prêt long terme
MONTANT : 1 987 067 € (un million neuf cent quatre-vingt-sept mille soixante-sept centimes)
DUREE : 15 ans
TAUX ANNUEL D'INTERET : taux fixe 1,38 %
PERIODICITE DES ECHEANCES : trimestrielle
MODE D'AMORTISSEMENT DU CAPITAL : constant

GARANTIE :

Garantie à hauteur de **49 % pour la Ville d'Auxerre** et **49 % pour la Communauté de l'Auxerrois**, pour le remboursement de toutes sommes dues en principal, intérêts, intérêts de retard, indemnités, frais et accessoires, au titre du prêt et conformément aux conditions générales du contrat à venir, sans renonciation aux bénéfices de division et de discussion.

SOUSCRIPTIONS ET COMMISSIONS :

Frais de dossier : **800 €**

Après en avoir délibéré, le Conseil d'Administration, à l'unanimité :

- **décide, pour financer l'opération ci-dessus, de contracter auprès du Crédit Industriel et Commercial ledit concours assorti des modalités et conditions ci-dessus indiquées**

- **délègue tous pouvoirs et autorisations nécessaires au Directeur Général à l'effet de contracter ledit concours pour le compte de l'Office Auxerrois de l'Habitat, oblige ce dernier au remboursement de ce concours en principal, intérêts, commissions, frais et accessoires, aux échéances qui seront convenues, ainsi qu'à l'exécution des garanties et conditions dont ce concours sera assorti ; en conséquence, conférer toutes garanties sur les biens sociaux ou autrement, consentir toutes délégations d'indemnités d'assurance, faire toutes déclarations qui seront nécessaires ; aux effets ci-dessus, passer et signer tous actes et pièces, élire domicile, substituer et généralement faire le nécessaire.**

Ainsi délibéré, les jours, mois et an, que dessus.

Pour copie conforme

Le Directeur Général,

OFFICE AUXERROIS DE L'HABITAT
OPH de la Communauté de l'Auxerrois
12 avenue des Brichères
BP 357 - 89006 AUXERRE CEDEX
278 900 014 RCS AUXERRE
Tél. : 03.86.72.59.00

Eric CAMPOY

Amortissement constant - Echéances trimestrielles

CIC AGENCE ENTREPRISE TROYES 30/07/20

REF : 33530 TAUX DU PRET : 1,380 %

TITULAIRE DU PRÊT :

TABLEAUX D'AMORTISSEMENT
DETAIL DES REMBOURSEMENTS

PERIODE OU DATE-ECH	CAPITAL EN DEB.PERIODE	DECOMPOSITION - CAPITAL	ECHEANCE INTERETS	COTISATION D'ASSURANCE	TERME-REMB AVEC ASSUR
05/08/2020	1987067,00	33117,78	6855,38	0,00	39973,16
05/11/2020	1953949,22	33117,78	6741,12	0,00	39858,90
05/02/2021	1920831,44	33117,78	6626,87	0,00	39744,65
05/05/2021	1887713,66	33117,78	6512,61	0,00	39630,39
05/08/2021	1854595,88	33117,78	6398,36	0,00	39516,14
05/11/2021	1821478,10	33117,78	6284,10	0,00	39401,88
05/02/2022	1788360,32	33117,78	6169,84	0,00	39287,62
05/05/2022	1755242,54	33117,78	6055,59	0,00	39173,37
05/08/2022	1722124,76	33117,78	5941,33	0,00	39059,11
05/11/2022	1689006,98	33117,78	5827,07	0,00	38944,85
05/02/2023	1655889,20	33117,78	5712,82	0,00	38830,60
05/05/2023	1622771,42	33117,78	5598,56	0,00	38716,34
05/08/2023	1589653,64	33117,78	5484,31	0,00	38602,09
05/11/2023	1556535,86	33117,78	5370,05	0,00	38487,83
05/02/2024	1523418,08	33117,78	5255,79	0,00	38373,57
05/05/2024	1490300,30	33117,78	5141,54	0,00	38259,32
05/08/2024	1457182,52	33117,78	5027,28	0,00	38145,06
05/11/2024	1424064,74	33117,78	4913,02	0,00	38030,80
05/02/2025	1390946,96	33117,78	4798,77	0,00	37916,55
05/05/2025	1357829,18	33117,78	4684,51	0,00	37802,29
05/08/2025	1324711,40	33117,78	4570,25	0,00	37688,03
05/11/2025	1291593,62	33117,78	4456,00	0,00	37573,78
05/02/2026	1258475,84	33117,78	4341,74	0,00	37459,52
05/05/2026	1225358,06	33117,78	4227,49	0,00	37345,27
05/08/2026	1192240,28	33117,78	4113,23	0,00	37231,01
05/11/2026	1159122,50	33117,78	3998,97	0,00	37116,75
05/02/2027	1126004,72	33117,78	3884,72	0,00	37002,50
05/05/2027	1092886,94	33117,78	3770,46	0,00	36888,24
05/08/2027	1059769,16	33117,78	3656,20	0,00	36773,98
05/11/2027	1026651,38	33117,78	3541,95	0,00	36659,73
05/02/2028	993533,60	33117,78	3427,69	0,00	36545,47
05/05/2028	960415,82	33117,78	3313,43	0,00	36431,21
05/08/2028	927298,04	33117,78	3199,18	0,00	36316,96
05/11/2028	894180,26	33117,78	3084,92	0,00	36202,70
05/02/2029	861062,48	33117,78	2970,67	0,00	36088,45
05/05/2029	827944,70	33117,78	2856,41	0,00	35974,19
05/08/2029	794826,92	33117,78	2742,15	0,00	35859,93
05/11/2029	761709,14	33117,78	2627,90	0,00	35745,68
05/02/2030	728591,36	33117,78	2513,64	0,00	35631,42
05/05/2030	695473,58	33117,78	2399,38	0,00	35517,16
05/08/2030	662355,80	33117,78	2285,13	0,00	35402,91
05/11/2030	629238,02	33117,78	2170,87	0,00	35288,65
05/02/2031	596120,24	33117,78	2056,61	0,00	35174,39

(*) Tous les montants sont exprimés en EUROS

CIC AGENCE ENTREPRISE TROYES 30/07/20

REF : 33530 TAUX DU PRET : 1,380 %

TITULAIRE DU PRÊT :

TABLEAUX D'AMORTISSEMENT
DETAIL DES REMBOURSEMENTS

PERIODE OU DATE-ECH	CAPITAL EN DEB.PERIODE	DECOMPOSITION - ECHEANCE CAPITAL	INTERETS	COTISATION D'ASSURANCE	TERME-REMB AVEC ASSUR
05/05/2031	563002,46	33117,78	1942,36	0,00	35060,14
05/08/2031	529884,68	33117,78	1828,10	0,00	34945,88
05/11/2031	496766,90	33117,78	1713,85	0,00	34831,63
05/02/2032	463649,12	33117,78	1599,59	0,00	34717,37
05/05/2032	430531,34	33117,78	1485,33	0,00	34603,11
05/08/2032	397413,56	33117,78	1371,08	0,00	34488,86
05/11/2032	364295,78	33117,78	1256,82	0,00	34374,60
05/02/2033	331178,00	33117,78	1142,56	0,00	34260,34
05/05/2033	298060,22	33117,78	1028,31	0,00	34146,09
05/08/2033	264942,44	33117,78	914,05	0,00	34031,83
05/11/2033	231824,66	33117,78	799,80	0,00	33917,58
05/02/2034	198706,88	33117,78	685,54	0,00	33803,32
05/05/2034	165589,10	33117,78	571,28	0,00	33689,06
05/08/2034	132471,32	33117,78	457,03	0,00	33574,81
05/11/2034	99353,54	33117,78	342,77	0,00	33460,55
05/02/2035	66235,76	33117,78	228,51	0,00	33346,29
05/05/2035	33117,98	33117,98	114,26	0,00	33232,24



** TOTAL **	1987067,00	209089,15	0,00	2196156,15

(*) Tous les montants sont exprimés en EUROS

La convention AERAS est destinée à faciliter l'accès à l'assurance et à l'emprunt des personnes présentant un risque de santé aggravé. Si vous souhaitez plus d'information vous pouvez en parler à votre chargé de clientèle ou téléphoner au n° 0820.377.377.

Pour retourner à la délibération, cliquez ici

CONVENTION DE REFACTURATION DE FLUIDES POUR LE POLE D'ÉCHANGES MULTIMODAL DE LA PORTE DE PARIS

ENTRE

La **COMMUNAUTE DE L'AUXERROIS**, représentée par son Président, Monsieur Crescent MARAULT,
Sise 6 BIS, Place du Maréchal Leclerc
BP 58 - 89010 AUXERRE CEDEX

ET

La **Ville d'Auxerre**, représentée par son Maire, Monsieur Crescent MARAULT,
Sise 14, Place de l'Hôtel de Ville
BP 70059 - 89012 AUXERRE CEDEX

Vu le Code général des Collectivités territoriales ;

Vu la délibération de la Communauté d'Agglomération de l'Auxerrois du
approuvant la présente convention ;

Vu la délibération de la Ville d'Auxerre du
approuvant la présente convention ;

Préambule :

Suite aux travaux de réalisation du Pôle d'Echanges Multimodal de la Porte de Paris, la Ville d'Auxerre a pris en charge à titre provisoire des fluides pour le compte de la Communauté de l'Auxerrois, et ce le temps que la Communauté passe ses propres contrats de fourniture.

Article 1 : Objet de la convention

La présente convention a pour objet que la Ville d'Auxerre refacture les fluides qu'elle a payés pour le compte de la Communauté de l'Auxerrois concernant le Pôle d'Echanges Multimodal.

Article 2 : Durée

La convention est conclue pour l'année civile 2020.

Article 3 : Montant

Le montant à refacturer est estimé à 4346.62 € selon le détail ci-dessous :

- Bouche arrosage Gare routière des Migraines (n°client 98-0240751053 _ compteur C17SD017210) : 1065 m3 soit 2 449.11 €

- Éclairage public CA1, 1 rue des Migraines (PDL : 12483067962980) : 6941 kWh soit 1350.69 €
- Éclairage public CA2, 13 avenue Charles de Gaulle (PDL : 12477858122106) : 99 kWh soit 546.82 €

La Ville émettra un titre de recette à l'encontre de la Communauté avant le 31 décembre 2020 en fonction du réalisé.

Fait à Auxerre, le

La Ville d'Auxerre,

Le Président de la Communauté de l'Auxerrois

Crescent MARAULT

Annexe délibération remboursement Acquagym - Espace d'Accueil et d'Animation

Tableau des remboursements

	N° de dossier	Remboursement Forfait EAA:ACQUAGYM
Remise partielle	SNAS/ACQUA/01	21 €
	SNAS/ACQUA/02	21 €
	SNAS/ACQUA/04	21 €
	SNAS/ACQUA/05	21 €
	SNAS/ACQUA/06	21 €
	SNAS/ACQUA/07	21 €
	SNAS/ACQUA/08	21 €
	SNAS/ACQUA/09	21 €
	SNAS/ACQUA/10	21 €
	SNAS/ACQUA/11	21 €
	SNAS/ACQUA/12	21 €
	SNAS/ACQUA/13	21 €
	SNAS/ACQUA/14	21 €
	SNAS/ACQUA/15	21 €
	SNAS/ACQUA/16	21 €
	SNAS/ACQUA/17	21 €
	SNAS/ACQUA/18	21 €
	SNAS/ACQUA/19	21 €
	SNAS/ACQUA/20	21 €
	SNAS/ACQUA/21	21 €
	SNAS/ACQUA/22	21 €
	SNAS/ACQUA/23	21 €
	SNAS/ACQUA/24	21 €
	SNAS/ACQUA/25	21 €
	SNAS/ACQUA/26	21 €
	SNAS/ACQUA/27	21 €
	SNAS/ACQUA/28	21 €
	SNAS/ACQUA/29	42 €
	SNAS/ACQUA/30	21 €
	SNAS/ACQUA/31	21 €
	SNAS/ACQUA/32	21 €
	SNAS/ACQUA/33	21 €
	SNAS/ACQUA/34	21 €
	SNAS/ACQUA/35	21 €
TOTAL		735 €

Remise totale personne décédée	SNAS/ACQUA/36	63 €

Pour retourner à la délibération, cliquez ici

Pour retourner à la délibération, cliquez ici

Avenant n°1 à la « Convention de délégation d'octroi des aides par la Région Bourgogne-Franche-Comté et d'autorisation d'intervention à [*EPCI signataire]* pour le Fonds régional des territoires »

entre
la Région Bourgogne-Franche-Comté
et
La Communauté de l'Auxerrois

ENTRE d'une part :

La Région Bourgogne-Franche-Comté, sise 4, square Castan - CS 51857 - 25031 BESANÇON CEDEX, représentée par Madame Marie-Guite DUFAY, Présidente du Conseil régional, ci-après dénommée « la Région ».

ET d'autre part :

La Communauté de l'Auxerrois, ci-après désignée par le terme « l'EPCI ». « Etablissement Public de Coopération Intercommunale », représentée par Monsieur Crescent MARAULT, Président, dûment habilité à l'effet de signer la présente convention.

VU le Règlement Général d'Exemption par Catégorie n° 651/2014 adopté par la Commission européenne le 17 juin 2014 et publié au JOUE le 26 juin 2014 :

VU le Régime cadre exempté n° SA 39252 relatif aux Aides à Finalité Régionale pour la période 2014-2020 ;

VU le Régime cadre exempté n° SA.40453 relatif aux aides en faveur des PME pour la période 2014-2020 ;

VU le Régime d'aides exempté n° SA.40206 relatif aux aides à l'investissement en faveur des infrastructures locales pour la période 2014-2020,

VU l'encadrement temporaire des mesures d'aide d'État visant à soutenir l'économie dans le contexte actuel de la flambée de COVID-19 du 20/03/2020 (Journal officiel de l'Union européenne / 2020/C 91 I/01).

VU le Règlement UE n° 1407/2013 de la Commission du 18 décembre 2013 relatif à l'application des articles 107 et 108 du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne aux aides de minimis,

VU le Régime SA n°56985 (2020/N) – France – COVID-19: Régime cadre temporaire pour le soutien aux entreprises

VU les articles L.1511-1 à L.1511-8 et notamment l'article L.1511-2, L.1111-8 et R.1111-1 du Code général des Collectivités territoriales (CGCT),

VU la loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique et d'affirmation des métropoles, dite loi MAPTAM,

VU la loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République, dite loi NOTRe,

VU l'instruction NOR INTB1531125J du 22 décembre 2015 relative à la nouvelle répartition des compétences en matière d'interventions économiques des collectivités territoriales et de leurs groupements issue de l'application de la loi NOTRe,

VU le règlement budgétaire et financier adopté le 9 octobre 2020,

VU le règlement d'intervention régionale adopté en assemblée plénière des 25 et 26 juin 2020 et le règlement d'intervention régionale adopté en commission permanente le 10 juillet 2020,

VU la délibération du Conseil Communautaire en date du 03 septembre 2020 ayant pour objet la délégation d'octroi des aides par la Région Bourgogne-Franche-Comté et d'autorisation d'intervention à la Communauté de l'Auxerrois pour le Fonds régional des territoires délégué,

VU les délibérations du Conseil régional en date des 25 et 26 juin 2020 et en date du 10 juillet 2020 ;

VU la convention de délégation d'octroi des aides par la Région Bourgogne-Franche-Comté et d'autorisation d'intervention à la Communauté de l'Auxerrois pour le Fonds régional des territoires délégué en date du 09 octobre 2020.

VU la délibération du Conseil régional n° …… en date du 16 novembre 2020, transmise au Préfet de la Région Bourgogne-Franche-Comté le ……..

VU la délibération du Conseil communautaire de l'EPCI en date du 17 décembre 2020.

PREAMBULE

Depuis le 30 octobre 2020, une partie des commerces de proximité font de nouveau l'objet d'une fermeture administrative. La perte de chiffre d'affaires inhérente à cette fermeture ne pourra pas être pleinement compensée malgré les dispositifs de l'Etat (fonds de solidarité national et chômage partiel). De plus la situation sanitaire rend incertaine les perspectives de reprise. C'est pourquoi il apparait nécessaire d'appuyer les commerçants dans la poursuite de leur activité et d'apporter des soutiens financiers complémentaires.

<u>Article 1:</u> Objet de l'avenant

Le présent avenant a pour objet :

- de modifier la « Convention de délégation d'octroi des aides par la Région Bourgogne-Franche-Comté et d'autorisation d'intervention à la Communauté de l'Auxerrois pour le Fonds régional des territoires » et en particulier ses modalités d'application,
- d'abonder le Fonds régional des territoires par une enveloppe complémentaire de la Région et de l'EPCI.

<u>Article 2 :</u> Objet de la délégation

L'article 2.1 de la convention est modifié et remplacé comme suit :

Article 2.1 : Périmètre de la délégation d'octroi :

Dans le respect des articles L.1511-2 et L.1111-8 CGCT, l'EPCI se voit déléguer l'octroi des aides adoptés par la Région et relatifs à :

- l'investissement pour les entreprises éligibles au règlement d'intervention voté par la Région et annexé à la présente (annexe 1)

- des dépenses de fonctionnement des entreprises éligibles au règlement d'intervention voté par la Région et annexé à la présente (annexe 1)

- des investissements économiques portés par l'EPCI, ou une commune ou tout autre bénéficiaire prévus par le règlement d'intervention voté par la Région et annexé à la présente (annexe 2)

- des prestations en ingénierie, actions de communication, actions collectives au bénéfice des entreprises de l'économie de proximité dont le règlement d'intervention est voté par la Région est annexé à la présente (annexe 2)

Cette délégation s'exerce dans les conditions et formes prévues par la présente à l'exception de toutes autres aides directes relevant de la seule compétence de la Région.

A ce titre, la Région confie à l'EPCI la compétence d'octroyer en son nom et pour son compte les aides ci-dessus mentionnées et telles que prévues par les règlements d'intervention joints en annexe 1 et 2, tel qu'adoptés en assemblée plénière des 25 et 26 juin 2020, du 16 novembre 2020 et en commission permanente le 10 juillet 2020.

Cette délégation est autorisée conformément à la durée de la convention prévue à l'article 5 de la convention initiale suscitée sans possibilité de renouvellement.

Article 3 : Conditions et modalités financières

A la suite de l'article 4 de la convention est ajouté un article 4 bis rédigé comme suit :

« Article 4 bis : Contributions complémentaires »

Le fonds régional des territoires est abondé par une enveloppe complémentaire de la Région et de l'EPCI en crédits de fonctionnement.

L'abondement complémentaire de la Région est conditionné à un abondement équivalent ou supérieur de l'EPCI et est plafonné à 2€ par habitant.

Cette contrepartie intercommunale pourra se traduire par l'attribution par l'EPCI d'aides en fonctionnement :

- soit dans le cadre des règlements d'intervention régionaux du « fonds régional des territoires »
- soit dans le cadre d'autres aides au fonctionnement relevant de sa compétence et pour les mêmes cibles d'entreprises (par exemple des aides au loyer).

Le présent avenant peut également avoir pour objet de permettre à l'EPCI de compléter ses crédits en investissement, et ce, sans contrepartie complémentaire de la Région.

La nouvelle contribution de l'EPCI s'élève à :

- 2€ par habitant soit 135 664 € en fonctionnement
- (le cas échéant) 0 € en investissement.

La nouvelle contribution de la Région s'élève à un total de 135 664 € soit 2€ par habitant, en fonctionnement.

La Région s'engage à verser la somme prévue ci-dessus à l'EPCI selon la modalité suivante :

- une avance de 70% à la signature du présent avenant,
- un solde de 30% sur justification par l'EPCI de l'utilisation des fonds conformément aux modalités prévues à l'article 4 de la convention initiale.

Article 4 : Entrée en vigueur du présent avenant

Le présent avenant entrera en vigueur à compter de sa date de signature par la Présidente du Conseil régional.

Article 5 : Autres dispositions

Les autres dispositions de la convention initiale restent inchangées.

Fait à ..... en deux exemplaires
Le .....

Le Président de l'EPCI,
la Communauté de l'Auxerrois,

Monsieur Crescent MARAULT

La Présidente du Conseil régional
de Bourgogne-Franche-Comté,

Madame Marie-Guite DUFAY

9 - ACTION ECONOMIQUE	
94 - Industrie,artisanat, commerce	40.12
Fonds régional des territoires - volet entreprise	

PROGRAMME(S)
94.04 - TPE et Entreprenariat

TYPOLOGIE DES CREDITS
AA

EXPOSE DES MOTIFS

Les très petites entreprises de Bourgogne-Franche-Comté, colonne vertébrale de l'économie de proximité, sont particulièrement impactées par la crise liée au COVID-19.

Dans ce contexte la Région, en complément des mesures prises par l'Etat, intervient de façon immédiate et massive pour soutenir les très petites entreprises rencontrant des difficultés conjoncturelles liées à une perte de chiffre d'affaires.
Soutenir l'économie de proximité au plus près des territoires, notamment en déléguant la gestion des aides aux EPCI, permet d'aller au plus près des besoins de ces entreprises.

BASES LEGALES

- Règlement (UE) n ° 1407/2013 de la Commission du 18 décembre 2013 relatif à l'application des articles 107 et 108 du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne aux aides de minimis
- Régime d'aide d'Etat n°SA.56985 (2020/N) relative au régime cadre temporaire pour le soutien aux entreprises dans le cadre du COVID 19 du 20 avril 2020
- Code général des collectivités territoriales notamment les articles L.1511-2 et L.1111-8 et R.1111-1 du Code général des Collectivités territoriales (CGCT),
- Règlement Général d'Exemption par Catégorie n° 651/2014 adopté par la Commission européenne le 17 juin 2014 et publié au JOUE le 26 juin 2014 :
- Régime cadre exempté n° SA 39252 relatif aux Aides à Finalité Régionale pour la période 2014-2020 ;
- Régime cadre exempté n° SA.40453 relatif aux aides en faveur des PME pour la période 2014-2020 ;
- Régime d'aides exempté n° SA.40206 relatif aux aides à l'investissement en faveur des infrastructures locales pour la période 2014-2020

DESCRIPTIF DE L'INTERVENTION

OBJECTIFS

Suite à la crise liée au COVID-19, l'économie de proximité doit être accompagnée au plus près du territoire. Afin de permettre la reprise de l'activité, il est proposé de soutenir la pérennité et la transition des entreprises de l'économie de proximité

OBJET :

- Soutenir les dépenses d'investissement des entreprises
- Soutenir la trésorerie des entreprises impactées par la covid-19, prioritairement les entreprises ayant fait l'objet d'une fermeture administrative.

NATURE

Subvention

MONTANT ET FINANCEMENT

Les aides sont attribuées dans la limite du budget inscrits dans la convention voté en Assemblée plénière des 25 et 26 juin 2020 et modifiée en date du 16 novembre 2020 sous réserve des plafonds des régimes d'aide communautaires applicables

Il est possible de cumuler les aides au titre du présent règlement avec les différents dispositifs nationaux (fonds de solidarité national) ou régionaux sous réserve des régimes d'aide applicables et dans le respect des plafonds d'intervention de ces régimes

Le montant de l'aide au titre du présent règlement est de maximum 10 000 €.

Dépenses éligibles (investissement) :
Investissements matériels immobilisables, immatériels ;
Charge des remboursements d'emprunt liés à des investissements, pour la partie en capital ;

Dépenses inéligibles (investissement) :
Aides à l'investissement se rattachant à l'immobilier d'entreprise. Elles sont de la compétence exclusive du bloc communal et pourront être complétées le cas échéant par les dispositifs régionaux dédiés en vigueur.

Aide à la trésorerie (fonctionnement)
Dans la limite de la perte de chiffre d'affaires n'ayant pas été compensée par le fonds de solidarité national.

BENEFICIAIRES

PME au sens communautaire ayant leur siège en Bourgogne-Franche-Comté, et dont l'effectif est compris entre 0 et 10 salariés inclus en Equivalent Temps Plein.

Sont considérés comme salariés les personnes ayant un contrat à durée déterminée ou indéterminé. Ne sont pas comptés dans l'effectif salarié : dirigeant « assimilé salarié », un dirigeant majoritaire, un apprenti, un conjoint collaborateur.

Sont exclues les SCI, les entreprises en cours de liquidation, les professions libérales dites réglementées et les entreprises industrielles.

CRITERES D'ELIGIBILITE

Projets ayant pour objet de favoriser :

- La pérennité des entreprises de l'économie de proximité sur le territoire
- La réorganisation suite à la crise des modes de production, d'échanges et des usages numériques
- La valorisation des productions locales et savoir-faire locaux
- La construction d'une économie locale durable, résiliente et vertueuse
- L'adaptation et l'atténuation au changement climatique

PROCEDURE

Dépôt des demandes d'aide auprès de l'EPCI conformément à la convention de délégation votée par l'Assemblée plénière de la Région le 26 juin 2020 et modifiée par l'Assemblée plénière du 16 novembre 2020.

Le dépôt de demande complète d'aide devra comporter les éléments suivants préalablement à tout commencement d'exécution:

- Lettre de demande de subvention signée par une personne habilitée ;
- Liste des dirigeants ;
- Extrait k-bis, registre du commerce, registre des métiers ou avis INSEE
- Relevé d'identité bancaire (RIB) ou postal ;
- Liste des concours financiers et/ou subventions en nature en provenance de toute collectivité publique dont le demandeur a bénéficié au cours des trois dernières années ;
- Bilans, compte de résultat et annexes et liasses fiscales du dernier exercice clos ;
- Attestation sur l'honneur précisant que le demandeur est en situation régulière à l'égard de la réglementation, notamment fiscale, sociale et environnementale ;
- Investissement : Document descriptif et plan de financement équilibré en dépenses et en recettes de l'opération envisagée, accompagné éventuellement de devis, et d'un échéancier prévisionnel de réalisation ;
- Fonctionnement : attestation sur l'honneur de fermeture administrative et/ou de perte de chiffre d'affaires.

Les services des EPCI instruiront et prendront en charge l'ordonnancement de la dépense.

DECISION

Décision par l'Assemblée délibérante de l'EPCI ou son président conformément à la convention de délégation votée par l'Assemblée plénière de la Région des 25 et 26 juin 2020 et modifiée par l'Assemblée plénière du 16 novembre 2020.

DISPOSITIONS DIVERSES

L'octroi des aides prévues par ce règlement d'intervention fait l'objet d'une convention de délégation aux EPCI conformément à l'article L.1511-2 et L.1111-8 CGCT.

Ce règlement d'intervention est valide jusqu'au 31/12/2021

TEXTES DE REFERENCES

- Délibération n° 20AP.168 du Conseil régional de Bourgogne-Franche-Comté des 25 et 26 juin 2020
- Délibération n° ----- du Conseil régional de Bourgogne-Franche-Comté du 16 novembre 2020

communauté de l'auxerrois

Pour retourner à la délibération, cliquez ici



FONDS RÉGIONAL DES TERRITOIRES

Règlement d'intervention

ARTICLE 1 / OBJECTIF

Suite à la crise sanitaire du Covid-19, l'économie de proximité doit être relancée et les entreprises locales doivent être accompagnées dans leur reprise d'activités.

Dans ce cadre, l'objectif du Fonds régional des territoires (FRT) est de soutenir les dépenses d'investissement matériel ou immatériel des entreprises.

ARTICLE 2 / PÉRIMÈTRE D'INTERVENTION

Cette aide s'applique sur l'ensemble des 29 communes de l'agglomération Auxerroise et s'adresse aux entreprises de moins de 10 salariés.

Liste des communes de l'intercommunalité : Appoigny, Augy, Auxerre, Bleigny le Carreau, Branches, Champs sur Yonne, Charbuy, Chevannes, Chitry, Coulanges la Vineuse, Escamps, Escolives Sainte Camille, Gurgy, Gy l'Evêque, Irancy, Jussy, Lindry, Monéteau, Montigny la Resle, Perrigny, Quenne, Saint Bris le Vineux, Saint Georges sur Baulche, Vallan, Venoy, Villefargeau, Villeneuve Saint Salves, Vincelles, Vincelottes.

ARTICLE 3 / BÉNÉFICIAIRES

PME au sens communautaire ayant leur siège en Bourgogne-Franche-Comté et dont l'effectif est compris entre 0 et 10 salariés inclus en Equivalent Temps Plein.

Sont considérés comme salariés les personnes ayant un contrat à durée déterminée ou indéterminé.

Ne sont pas comptés dans l'effectif salarié : un dirigeant « assimilé salarié », un dirigeant majoritaire, un apprenti, un conjoint collaborateur.

Sont exclues les SCI, les entreprises en cours de liquidation, les professions libérales dites réglementées et les entreprises industrielles

ARTICLE 4 / CRITÈRES D'ÉLIGIBILITÉ

Pour être éligible, l'entreprise devra présenter un projet favorisant au moins un des critères suivants :
- La pérennité des entreprises de l'économie de proximité sur le territoire
- La réorganisation, suite à la crise, des modes de production, d'échanges et des usages numérique
- La valorisation de productions locales et de savoir-faire locaux
- La construction d'une économie locale durable, résiliente et vertueuse
- L'adaptation et l'atténuation au changement climatique

ARTICLE 5 / MODALITÉS FINANCIÈRES

Dépenses éligibles :
- Investissements matériels immobilisables
- Investissements immatériels
- Charge des remboursements d'emprunt liés à des investissements, pour la partie en capital

Montant : Le montant de l'aide octroyée est plafonné à 10 000€. Cette aide est soumise au régime de minimis.

ARTICLE 6 / CONSTITUTION DU DOSSIER

Le candidat doit constituer un dossier comportant les pièces suivantes :
- Lettre de demande de subvention signée par une personne habilitée
- Liste des dirigeants
- Extrait du K-Bis, du registre du commerce, du registre des métiers ou de l'avis INSEE
- Relevé d'identité bancaire (RIB) ou postal
- Document descriptif et plan de financement équilibré en dépenses et en recettes de l'opération envisagée, accompagné éventuellement de devis, et d'un échéancier prévisionnel de réalisation
- Liste des concours financiers et/ou subventions en nature en provenance de toute collectivité publique dont le demande a bénéficié au cours des trois dernières années
- Bilans, comptes de résultat et annexes, et liasses fiscales du dernier exercice clos
- Attestation sur l'honneur précisant que le demandeur en situation régulière à l'égard de la réglementation, notamment fiscale, sociale et environnementale

ARTICLE 7 / PROCÉDURE D'INSTRUCTION DU DOSSIER

a. Lorsque le dossier est complet, il est à transmettre sur le site de la Communauté de l'Auxerrois : www.agglo-auxerrois.fr/Missions/Developpement-economique/Depot-de-dossier-Fonds-regional-des-territoires

b. Le dossier sera instruit en **comité de sélection**, il sera composé d'acteurs locaux. Le comité de sélection formule un **avis simple** sur l'éligibilité potentielle du projet vis-à-vis de l'aide sollicitée.

Le Comité de sélection s'engage au respect de la confidentialité des informations communiquées et des échanges tenus en réunions. Les données collectées à l'occasion de ces demandes feront l'objet d'un traitement conformément au règlement général sur la protection des données personnelles (RGPD).

c. Le montant de l'aide sera arrêté par décision du Bureau Communautaire, dans le respect de l'enveloppe consacrée au Fonds régional des territoires (FRT).

d. Après délibération du conseil communautaire, l'entreprise reçoit par courrier ou mail la notification de la décision.

ARTICLE 8 / MODALITÉS DE VERSEMENT

Dans le cas où la demande de subvention reçoit un avis favorable, le versement de l'aide est effectué sur présentation des factures acquittées.

ARTICLE 9 / DATE D'EFFET DU RÈGLEMENT

Le présent règlement entre en vigueur dès que la délibération afférente aura acquis son caractère exécutoire.

Date :

Mention « Lu et approuvé » :

Signature de l'entrepreneur :

ANNEXE 1 / GRILLE D'ÉVALUATION

Item évalué	Critère évalué	Document	Barème	Score
L'entreprise	Aspect financier	Dernier bilan, ... Pour les créateurs : business plan	**4**	
	Stratégie marketing digital	Site internet, réseaux sociaux, ... Pour les créateurs : business plan	**4**	
	Stratégie développement durable	Labels, certifications, ... Pour les créateurs : business plan	**4**	
Le porteur	Motivations	Lettre de motivation	**3**	
Le projet d'investissement	Plus-value du projet	Cahier des charges, devis, plan d'amortissement, ... Pour les crédits d'amortissement : tableau d'amortissement	**5**	
			20	



AIDE_LOYERS

Soutien financier à l'implantation de commerces de proximité

INTRODUCTION

La loi portant nouvelle organisation territoriale de la République du 7 août 2015 impose aux régions l'élaboration d'un schéma régional de développement économique, d'innovation et d'internationalisation (SRDEII) qui définit les orientations en matière d'aides aux entreprises, de soutien à l'internationalisation et d'aides à l'investissement immobilier et à l'innovation des entreprises, ainsi que les orientations relatives à l'attractivité du territoire régional.
Les actes des collectivités territoriales et de leurs groupements en matière d'aides aux entreprises doivent être compatibles avec le SRDEII Bourgogne-Franche-Comté 2017-2021.

Ce dernier propose une nouvelle donne pour l'économie et l'emploi, en déterminant plusieurs enjeux majeurs que sont l'internationalisation, l'innovation, le développement de l'économie sociale et solidaire (ESS), l'entrepreneuriat, la transition énergétique et écologique, l'attractivité du territoire, l'intelligence collaborative, l'ingénierie de financement, l'agriculture et la filière forêt-bois, le tourisme, les compétences, la responsabilité sociétale des entreprises, l'égalité professionnelle entre les hommes et les femmes et l'aménagement économique des territoires.

L'ambition de la Communauté d'Agglomération de l'Auxerrois par l'intermédiaire du plan d'intervention détaillé ci-après est de dynamiser le commerce et l'artisanat en centres-villes et centres-bourg.

Ce plan est composé de 3 aides distinctes :
- Soutien financier à l'implantation de commerces de proximité (Aide_Loyers)
- Soutien financier aux associations de commerçants (Aide_Animations)
- Soutien financier à la rénovation des locaux commerciaux de centre-ville (Aide_Travaux)

ARTICLE 1 / OBJECTIF

L'objectif de ce dispositif est de favoriser l'implantation commerciale visant à revitaliser les centres-villes ou centres-bourgs. L'agglomération contribue à la réussite des nouveaux projets de commerce en sécurisant le porteur dans sa démarche en lui apportant une aide financière.

ARTICLE 2 / PÉRIMÈTRE D'INTERVENTION

Cette aide financière s'applique sur l'ensemble des 29 communes de l'agglomération Auxerroise et s'adresse au porteur de projet qui a la volonté d'implanter son point de vente en centre-ville ou centre-bourg.

Liste des communes de l'intercommunalité : Appoigny, Augy, Auxerre, Bleigny le Carreau, Branches, Champs sur Yonne, Charbuy, Chevannes, Chitry, Coulanges la Vineuse, Escamps, Escolives Sainte Camille, Gurgy, Gy l'Evêque, Irancy, Jussy, Lindry, Monéteau, Montigny la Resle, Perrigny, Quenne, Saint Bris le Vineux, Saint Georges sur Baulche, Vallan, Venoy, Villefargeau, Villeneuve Saint Salves, Vincelles, Vincelottes.

ARTICLE 3 / ÉLIGIBILITÉ

Pour être éligible, le porteur devra présenter (critères cumulatifs) :

- Un projet d'expérimentation d'un nouveau point de vente[1] ouvert depuis moins de 3 mois (date de signature du bail commercial)
- Être inscrit au Registre du Commerce et des Sociétés ou au Répertoire des Métiers,
- Mettre en place des actions en faveur de la préservation de l'environnement

Ce soutien financier n'est pas cumulable avec les autres aides mises en place dans le plan d'intervention.

ARTICLE 4 / MODALITÉS FINANCIÈRES

Le montant et la durée de l'aide accordée seront définis par l'analyse du projet selon les critères énoncés dans l'annexe 1.
Dépenses éligibles : le loyer de la boutique
Taux d'intervention : 50 à 70 % du loyer
Montant : Le montant de l'aide octroyée est plafonné à 500 € HT/mois
Durée : 6 mois renouvelable 1 fois (maximum 12 mois)

ARTICLE 5 / CONSTITUTION DU DOSSIER

Le candidat doit constituer un dossier de candidature comportant les pièces suivantes :

- Lettre de motivation présentant l'expérience et le projet de l'entreprise
- Business Plan
- Attestation sur l'honneur de la capacité du porteur de projet à financer 70 % du loyer HT mensuel de son point de vente
- L'extrait d'immatriculation au répertoire des métiers (RM) ou au registre du commerce et des sociétés (RCS) datant de moins de 3 mois
- IBAN et BIC du commerçant locataire
- Le présent règlement de l'aide daté et signé portant la mention « lu et approuvé »

[1] *Un point de vente est un établissement de vente au détail avec un espace dédié dans le local d'accueil classé en ERP. Il doit accueillir la clientèle et disposer d'une vitrine*

ARTICLE 6 / PROCÉDURE D'INSTRUCTION DU DOSSIER

a. Lorsque le dossier est complet, il est à transmettre à la :

Communauté d'Agglomération de l'Auxerrois
Direction du Développement Économique
6 bis Place du Maréchal Leclerc
89000 AUXERRE

b. Le dossier sera instruit en **comité de sélection**, il sera composé d'acteurs locaux, tels que la Communauté de l'Auxerrois, la Commune sur laquelle le commerce ouvre, la Chambre de Commerce et d'Industrie de l'Yonne, la Chambre des Métiers et de l'Artisanat, OAH, BGE ...
Le comité de sélection formule un **avis simple** sur l'éligibilité potentielle du projet vis-à-vis de l'aide sollicitée.

Le Comité de sélection s'engage au respect de la confidentialité des informations communiquées et des échanges tenus en réunions. Les données collectées à l'occasion de ces demandes feront l'objet d'un traitement conformément au règlement général sur la protection des données personnelles.

c. Le montant de l'aide sera arrêté par décision du Bureau Communautaire, dans le respect de l'enveloppe annuelle consacrée au règlement d'intervention par le Conseil communautaire, dans le cadre du Budget Primitif voté chaque année.

d. Après délibération du conseil communautaire, le commerçant reçoit par courrier ou mail la notification de la décision.

ARTICLE 7 / MODALITÉS DE VERSEMENT

Dans le cas où la demande de subvention reçoit un avis favorable, le versement de l'aide est effectué mensuellement au commerçant locataire pour une durée initiale de 6 mois sur présentation des quittances de loyer.

ARTICLE 8 / MODIFICATIONS

La Communauté de l'Auxerrois se réserve le droit de modifier à tout moment, le règlement d'attribution.

ARTICLE 10 / DATE D'EFFET DU RÈGLEMENT

Le présent règlement entre en vigueur dès que la délibération afférente aura acquis son caractère exécutoire.

Date :

Mention « Lu et approuvé » :

Signature de l'entrepreneur :

ANNEXE 1 / GRILLE D'ÉVALUATION

Critères	Objectifs	Critères d'évaluation	Barème	Score
Viabilité financière	Favoriser des projets pérennes et éviter un mauvais fléchages des fonds publics	Mise à disposition des données comptables, documents justificatifs (RCS/RM, INSEE ...) et du business plan	**3**	
Profil du porteur de projet	Favoriser les entrepreneurs investi(e)s dans le territoire	Lettre de motivation et CV (expérience dans le commerce ou dans l'entreprenariat) Accompagnement par une structure (BGE, CCI ...) Adéquation projet et candidat	**4**	
Impact en terme d'emploi et d'implication dans la dynamique locale	Optimiser le ratio montant d'aides publiques/emplois crées	**EMPLOI :** Nombre d'emploi envisagés (type : CDD, CDI, intérim) Rapport du montant de l'aide demandé par le porteur de projet au nombre d'emplois envisagés	**1**	
	Adéquation projet/lieu	Implication dans une association en lien avec l'activité	**1**	
Stratégie commerciale et marketing	Conforter la cohérence et l'équilibre de la stratégie commerciale	**MARKETING DIGITAL :** Mise en place d'une stratégie marketing : présence sur Google My Business, sur les réseaux sociaux, création d'un site Internet incluant le référencement	**3**	
		CONCEPT : Innovant / ambiance intérieure de la boutique et qualité de la vitrine Diversification de l'offre existante (Nombre de code NAF identiques – Coeur de ville / Centre bourg) Activité cœur de cible de la CA : artisanat, art, culture, patrimoine, gastronomie	**4**	
		STRATÉGIE COMMERCIALE : Le commerce va-t-il attirer de nouveaux clients dans le centre-ville ? Exercer son activité au minimum cinq jours par semaine avec une amplitude horaire suffisante	**2**	
Eco-conditionnalité	Diminuer l'impact environnemental des activités économiques du territoire	Mise en place d'actions en faveur de la préservation de l'environnement	**2**	
			20	

ANNEXE 2 / CRITÈRES DE NOTATION POUR UN ÉVENTUEL RENOUVELLEMENT

		Barème	Note	Total
Finances	Concordance entre le prévisionnel et le réalisé	2		
	Évolution du chiffre d'affaires	1		
	Évolution de la marge nette avant impôts	1		
	Évolution du panier moyen	2		
	Évolution du débit client / jour	2		
Marketing digital	Suivi des indicateurs sur Google My Business	1		
	Présence et stratégie sur les réseaux sociaux	2		
Stratégie commerciale	Site internet / Référencement	1		
	Prix (affichage des tarifs, conditions de paiement)	1		
	Produit (marque, gamme, fonction, packaging)	1		
	Promotion (publicité, promotion des ventes)	1		
	Place (point ded vente, canaux de distribution)	1		
	Cross merchandising	1		
	Adapter son activité à une amplitude horaire suffisante	1		
Vie locale	Implication dans la vie locale / Présence et implication dans une association de commerçants	2		
		20		

Pour retourner à la délibération, cliquez ici

PROCEDURE DE CANDIDATURE AU PÔLE ENVIRONNEMENTAL POUR LES ENTREPRISES SOUHAITANT Y INSTALLER UNE ACTIVITE PROFESSIONNELLE

Table des matières

1. LE PÔLE ENVIRONNEMENTAL DE L'AUXERROIS....2
2. OFFRE LOCATIVE DU PÔLE ENVIRONNEMENTAL....2
3. PROCEDURE D'INTEGRATION DES ENTREPRISES....2
3.1. Téléchargement de la procédure d'intégration....2
3.2. Téléchargement du document de présentation du Pôle....2
3.3. Candidature en ligne (annexe 1)....2
3.4. Evaluation du dossier de candidature (annexe 2)....3
3.5. Passage en comité d'agrément (annexe 3)....3
Annexe 1 – Informations à renseigner dans le dossier de candidature en ligne....4
Annexe 2 – Critères d'évaluation des candidatures déposées en ligne....5
Annexe 3 – Grille d'aide à l'évaluation (jury oral)....6

1. LE PÔLE ENVIRONNEMENTAL DE L'AUXERROIS

Le Pôle Environnemental de l'auxerrois, situé dans un cadre de vie privilégié et connectés aux grandes métropoles, est un équipement dédié au développement de l'économie verte et innovante. La vocation de ce bâtiment est d'une part d'accueillir les entreprises qui travaillent sur ces problématiques, et d'autre part d'être un lieu d'échange et de synergies autours de ces sujets complexes à appréhender, puisque nécessitant une projection sur des grandes échelles de temps et d'espaces.

Les objectifs de cet équipement au niveau économique, sont de favoriser la création d'entreprises, d'optimiser la captation des startups exogènes et de maximiser le taux de pérennisation de l'activité sur le territoire. Par ailleurs, l'agglomération ambitionne que cet équipement permette de catalyser le déploiement de la filière hydrogène et de l'écosystème associé, en y accueillant les entreprises et les évènements dédiés (conférences, ateliers…).

Les objectifs sur le plan de l'écologie, sont de déployer et d'accélérer la transition écologique des acteurs économiques en centralisant les échanges sur les sujets à forts enjeux. Le Pôle doit faciliter la mise en relation opérationnelle des différents acteurs dans le but d'optimiser l'accompagnement des entreprises sur ces sujets complexes.

Le caractère innovant inscrit dans l'ADN de l'équipement ouvre des perspectives de travail collaboratif avec les structures de recherche et développement (écoles, universités, entreprises). L'agglomération entend que le Pôle devienne un acteur significatif de l'éco innovation.

2. OFFRE LOCATIVE DU PÔLE ENVIRONNEMENTAL

Au total, plusieurs bureaux (de 11 à 56 m²) sont proposés à la location selon deux types d'offre :

- **Pépinière d'entreprise** : L'offre pépinière s'adresse aux entreprises innovantes de moins de 1 an, qui peuvent bénéficier d'un accompagnement dans la structuration et la mise en réseaux avec différents acteurs
- **L'hôtel d'entreprises :** Offre destinée aux entreprises de plus de 1 an. Celles-ci pourront bénéficier de conditions optimales pour développer leur activité.

Une salle de conférence de 70 personnes est disponible pour permettre aux entreprises d'organiser les événements nécessaires à leur épanouissement et à leur croissance (séminaires, ateliers, conférences, levée de fond, conseil d'administration…).

3. PROCEDURE D'INTEGRATION DES ENTREPRISES

L'intégration des entreprises est soumise à la sélection d'un dossier de candidature et à un passage en comité. La procédure est détaillée ci-après.

3.1. Téléchargement de la procédure d'intégration

Le candidat est invité à télécharger la procédure d'intégration détaillée afin de prendre connaissance de la marche à suivre et des critères d'évaluations.

3.2. Téléchargement du document de présentation du Pôle

Afin de bien cerner les attentes et les ambitions de l'agglomération quant à cet équipement, le candidat est invité à télécharger un document de présentation du Pôle Environnemental. Ce document présente succinctement les ambitions liées à l'équipement.

3.3. Candidature en ligne (annexe 1)

Le dossier de candidature est à remplir directement sur le site de l'agglomération de l'auxerrois. En premier lieu, le candidat confirme le fait qu'il a bien pris connaissance des documents cités précédemment.
Par la suite, le candidat est invité à remplir un certain nombre de champs pour apporter des informations à la connaissance des personnes en charge d'évaluer le dossier. Les items demandés sont annexé en fin de document (Annexe 1 – Informations à renseigner dans le dossier de candidature).

3.4. Evaluation du dossier de candidature (annexe 2)

Les personnes chargées d'évaluer le dossier en prennent connaissance et attribuent une note d'après la grille d'évaluation jointe en annexe (Annexe 2 – Critères d'évaluation des candidatures).

- Le projet / L'entreprise (viabilité économique, innovation, stratégie marketing)
- Le profil du dirigeant (parcours, niveau d'expertise)
- L'apport de la structure pour le Pôle Environnemental (partage, synergies…)
- Le niveau d'engagement dans les thématiques environnementales

Chacun des items est noté sur 10 par plusieurs évaluateurs. Pour qu'un dossier soit accepté, les conditions suivantes doivent être réunies :

- Note moyenne supérieure à 5/10 dans l'item "Environnement"
- Moyenne générale supérieure à 5/10

Il est à noter que :

- La note finale correspond à la moyenne arithmétique des notes données par chacun des évaluateurs.
- Si le nombre de projets présentés est supérieur au nombre de places disponibles, les projets ayant obtenus la meilleure note sont prioritaires.

3.5. Passage en comité d'agrément (annexe 3)

Les candidats dont les dossiers sont acceptés sont ensuite invités à présenter leur entreprise/projet devant un comité d'agrément, qui statuera sur l'intégration ou non des entreprises au sein du Pôle. Le candidat réalise une présentation orale de 15 minutes + 10 minutes de questions. Chaque personne du jury attribue ensuite une note sur 10 selon la grille d'aide à l'évaluation (Annexe 3 – Grille d'aide à l'évaluation). Les critères suivants sont évalués :

- Le dirigeant (parcours, niveau d'expertise…)
- L'axe financier (chiffre d'affaires, croissance…)
- L'axe innovation (caractère innovant, brevets…)
- La plus-value pour le Pôle Environnemental et/ou le territoire (lien avec les politiques publiques, projection d'emploi…)
- L'axe environnement (niveau d'engagement ou volonté de s'engager dans des thématiques liées au développement durable)

Chacun des items est noté sur 10 par plusieurs évaluateurs. Pour qu'un dossier soit accepté, les conditions suivantes doivent être réunies :

- Note moyenne supérieure à 5/10 dans l'item "Environnement"
- Moyenne générale supérieure à 5/10

Il est à noter que :

- La note finale correspond à la moyenne arithmétique des notes données par chacun des évaluateurs.
- Si le nombre de projets présentés est supérieur au nombre de places disponibles, la candidature des projets ayant obtenus la meilleure note sera retenue.
- Le jury sera composé de membres fixes représentant de la Communauté d'Agglomération (Elus et services développement économique et développement durable) et de membres invités (partenaires développement économique ou développement durable, experts techniques, pôle de compétitivité…).

Annexe 1 – Informations à renseigner dans le dossier de candidature en ligne

LE CANDIDAT DECLARE AVOIR PRIS CONNAISSANCE :
Du document de présentation du Pôle Environnemental
Fichier de présentation du Pôle
Du document explicitant la démarche de candidature et les critères évalués
Fichier de présentation de la candidature
CANDIDAT(E)
Nom et prénom
E-mail
Téléphone
CV (document à fournir)
ENTREPRISE
Description de l'entreprise
K-BIS (document à fournir)
LOCAL
Pépinière d'entreprises / Hôtel d'entreprise [(1)]
Nombre de bureaux souhaité(s)
Surface souhaitée (m²)
EVALUATION ECONOMIQUE
BILAN COMPTABLE (document à fournir) - Pour les candidats Hôtel d'Entreprises
BUSINESS PLAN (document à fournir) - Pour les candidats Pépinière d'Entreprises
INNOVATION
Proportion (ou estimation) des dépenses liées à la R&D par rapport aux charges de l'entreprise (Comptes 60 à 64)
Avez-vous (ou envisagez-vous de) déposé(er) 1 ou plusieurs brevets?
L'innovation est-elle déterminante dans la stratégie de développement de votre entreprise?
MARKETING
Possédez-vous un site internet? Si oui, pouvez-vous indiquer son adresse?
Possédez-vous une page Linkedin? Si oui, pouvez-vous indiquer le lien de cette page?
Possédez-vous une page Facebook? Si oui, pouvez-vous indiquer le lien de cette page?
Possédez-vous une page Instagram? Si oui, pouvez-vous indiquer le lien de cette page?
Quelles actions mettez-vous (ou comptez-vous mettre) en place pour toucher vos clients?
EVALUATION ENVIRONNEMENTALE
Actions prévues/engagées dans la protection de la ressource en eau
Actions prévues/engagées dans la protection de la qualité de l'air
Actions prévues/engagées dans la réduction de la consommation d'énergie
Actions prévues/engagées dans la préservation des ressources naturelles
Actions prévues/engagées dans la réduction de la production de déchets
Actions prévues/engagées dans la préservation de la biodiversité
MOTIVATIONS A INTEGRER LE POLE
Quelles sont vos motivations à intégrer le Pôle Environnemental? Que pensez-vous pouvoir y apporter (caractère innovant, partage…)
ACCOMPAGNEMENT
Êtes-vous (ou avez-vous été) accompagné par l'une des structures suivantes? BPI / AER / CCI / CMA / BGE / DECABFC / COLLECTIVITE / REB / INITIACTIVE / FDFR / ADEME / AUTRES : Précisez

(1) Pour prétendre à l'offre "pépinière d'entreprise", le dirigeant doit justifier que l'entreprise a été créée moins de 1 an à la date où la demande est formulée.

AXE		ITEM EVALUÉ	JUSTIFICATIF	REMARQUE	NOTE (de 0 à 10)
LE PROJET	Financier	Excédent Brut d'Exploitation (EBE) (1)	*Bilan comptable ou prévisionnel*		/10
		Progression EBE (n et n-1)	*Bilan comptable ou prévisionnel*		
		Capital social	*K-bis*		
		Viabilité financière de l'entreprise	*Dossier de candidature*		
	Innovation	Niveau de dépense R&D (2)	*Dossier de candidature*		/10
		Dépôts de brevets	*Dossier de candidature*		
		Caractère innovant de l'entreprise	*Dossier de candidature*		
	Marketing	Site internet	*Dossier de candidature*		/10
		Présence sur les réseaux sociaux	*Dossier de candidature*		
		Plaquette commerciale	*Dossier de candidature*		
		Stratégie marketing	*Dossier de candidature*		
LE DIRIGEANT	Le dirigeant	Parcours	*CV*		/10
		Expérience	*CV*		
		Niveau d'expertise	*CV*		
		Motivations à intégrer le Pôle	*Dossier de candidature*		
	Apport du projet	Plus-value pour le Pôle Environnemental	*Dossier de candidature*		/10
		Plus-value pour le territoire	*Dossier de candidature*		
ENVIRONNEMENT (3)	Eau	Engagement dans la protection de la ressource en eau	*Dossier de candidature*		/10
	Air	Engagement dans la protection de la qualité de l'air	*Dossier de candidature*		
	Energie	Engagement dans la réduction de la consommation d'énergie	*Dossier de candidature*		
	Matière	Engagement dans la protection des ressources naturelles	*Dossier de candidature*		
	Déchets	Engagement dans la réduction de la production de déchets	*Dossier de candidature*		
	Biodiversité	Engagement dans la protection de la biodiversité	*Dossier de candidature*		

(1) EBE = RECETTES - CHARGES (Compte 70 - Compte 60 - Compte 61 - Compte 62 - Compte 63 + Compte 74)
Compte 60 : Achats consommés / Compte 61 & 62 : Consommation en provenance de tiers / Compte 63 : Impôts et taxes / Compte 64 : Charges de personnel / Compte 70 : Chiffre d'affaire / Compte 74 : Subventions d'exploitation

(2) Une entreprise peut être qualifiée d'innovante lorsque les frais de R&D représentent au moins 10% des charges, ou lorsque l'activité de R&D est stratégique pour l'entreprise et permet de générer un chiffre d'affaire significatif

(3) Environnement : Pour qu'un dossier soit validé, une note minimale de 5/10 est requise dans cet item

Annexe 3 – Grille d'aide à l'évaluation (jury oral)

Date :
Entreprise :
Dirigeant :

CRITERES EVALUES	REMARQUES	NOTE (de 0 à 10)
LE DIRIGEANT *(parcours, niveau d'expertise…)*		
AXE FINANCIER *(chiffre d'affaire, croissance, viabilité économique…)*		
AXE INNOVATION *(caractère innovant de l'entreprise, brevets…)*		
PLUS-VALUE POUR LE PÔLE ENVIRONNEMENTAL ET/OU LE TERRITOIRE *(valeurs et liens avec les politiques publiques portées par l'agglomération, création de valeur, industrialisation, emploi…)*		
AXE ENVIRONNEMENT *(engagement ou volonté d'engagement de l'entreprise dans le développement durable…)*		

Pôle Environnemental
7 rue des Plaines de l'Yonne
89000 AUXERRE
Tel : 03 86 98 28 01

Pour retourner à la délibération, cliquez ici

REGLEMENT INTERIEUR

1 - OBJET

Le présent règlement intérieur a pour objet de définir les conditions d'occupation et obligations des occupants du Pôle. Il constitue une annexe à la convention d'occupation.
Ce règlement ayant pour vocation de favoriser l'occupation optimale du bâtiment par chacun, dans les meilleures conditions de cohabitation, il sera susceptible d'être modifié pour tendre à l'amélioration et au respect desdites conditions.

2 - DOMAINE D'APPLICATION

Le présent règlement s'applique à toutes les entreprises installées dans la pépinière et l'hôtel d'entreprises pendant leur temps de présence dans les locaux ainsi qu'aux utilisateurs ponctuels et partenaires, ils devront s'y conformer sans restriction ni réserve. Il s'applique, de ce fait, à toute personne présente dans l'établissement.

3 - LIEUX CONCERNES

L'application du règlement intérieur s'étend à toutes les parties du bâtiment du bâtiment, qu'il s'agisse des parties communes, privatives, ou des espaces extérieurs du bâtiment.

3.1 Parties communes

Il s'agit du hall d'accueil, des sanitaires, de la cuisine, des couloirs, des espaces de convivialité, salles de réunion, salle reprographie, et espaces de circulation. Ces locaux sont équipés de matériels et agencements divers. Leur entretien et celui des équipements sont assurés par les services de la collectivité.
Un ascenseur est mis à disposition exclusivement pour les personnes en situation de handicap et pour le transport de matériels, dans le respect des consignes de sécurité affichées.

Étant donné le caractère collectif des parties communes et de leurs équipements, l'ensemble des utilisateurs est dégagé de toute responsabilité au regard de leurs éventuels défauts de fonctionnement. Tout occupant est expressément convié à signaler tout défaut à l'accueil, dès son constat.

Chacun veillera à conserver la cuisine propre et agréable (lavage et rangement de la vaisselle utilisée, utilisation de la poubelle pour tout emballage alimentaire, utilisation du micro-onde avec couvercle).

Le Pôle décline toute responsabilité en cas de vol, perte ou disparition d'objets déposés dans les parties communes.

Les sanitaires sont accessibles à l'ensemble des utilisateurs et visiteurs du Pôle Environnemental.

3.2 Parties privatives

Il s'agit de tout local faisant l'objet d'une attribution particulière à un occupant régulier, sur le fondement d'une convention spécifique. Il appartient au dit occupant de maintenir ce local ainsi que le mobilier y afférent dans le meilleur état et de prendre en charge le remplacement ou la réparation en qualité et en quantité identiques de tout élément détérioré par lui-même.
A ce titre et selon les dispositions de la convention précaire, un état des lieux et un inventaire exact seront réalisés. A défaut, l'occupant sera réputé les avoir pris en bon état. Tout aménagement modifiant l'agencement et la composition mobilière des locaux privatifs doit faire l'objet d'un accord préalable de la collectivité.

3.3 Parties extérieures

Il s'agit des parkings, espaces verts et voiries d'accès. Les entreprises hébergées au Pôle Environnemental devront respecter et faire respecter les conditions de stationnement des véhicules pour eux-mêmes et leurs visiteurs. Les emplacements de parking réservés aux usagers sont situés sur le parking mutualisé avec Auxerrexpo à proximité de l'entrée du Pôle Environnemental. La collectivité ne saurait être tenue pour responsable des actes de vols, d'accidents ou de dégradation commis par des tiers sur les espaces extérieurs.

4 – ACCES

Le Pôle Environnemental accueille les entreprises pour lesquelles la circulation est libre, y compris pendant les heures de fermeture.

Alarme : Le Pôle Environnemental étant placé sous système d'alarme, chaque occupant doit respecter les consignes de mise sous alarme. L'ensemble des locaux fait l'objet d'une télésurveillance confiée à une entreprise spécialisée. La centrale de télésurveillance est en fonctionnement automatique 24h/24. En dehors des plages horaires définies du lundi au samedi (6h30-22h30), le système d'alarme est activité automatiquement. Un badge et un jeu de clés seront remis à chaque locataire usager lui permettant d'entrer tous les jours et à toute heure. A la signature du bail, lors de la visite du bâtiment, un état des lieux d'entrée et de sortie sera réalisé pour les entreprises louant des espaces, accompagné d'une procédure de sécurité décrivant les règles de gestion du système d'alarme.

Pour les autres utilisateurs non locataires, une démonstration sur place ainsi que la procédure de sécurité leur seront délivrées. En dehors des heures de présence du personnel du Pôle, chaque occupant est invité à se montrer particulièrement vigilant en veillant à la fermeture des portes, des fenêtres, des stores, des portes de bureaux, et de la porte

d'entrée. Ce badge ainsi que les clés sont nominatifs et strictement personnels, ils ne doivent en aucun cas être remis à une personne extérieure au Pôle.

La remise des clés et badges est enregistrée, et restera sous la responsabilité de chaque détenteur, qui devra signaler immédiatement toute perte ou vol de ces moyens d'accès.

Les points d'entrées et dispositifs d'accès au bâtiment seront explicités au moment de la remise des clés lors de la signature du bail. L'accès aux services communs est permanent pour les entreprises hébergées au Pôle, pendant et hors des heures d'ouverture. En dehors de ces horaires, l'accès pour les entreprises se fera par l'entrée située en rez-de-jardin.

Tout occupant s'engage à ne pas installer de dispositif de sécurité ou de fermeture, autre que ceux déjà présents au moment de sa première occupation privative, sauf accord exprès préalable de la collectivité.

L'accès du personnel du Pôle Environnemental, à tout local destiné aux occupants, ne devra faire l'objet d'aucune entrave par un occupant, pour autant que cet accès corresponde à une démarche fondée sur des opérations de nettoyage, maintenance, installation particulière, sécurité…

La présence d'un visiteur dans les locaux est considérée sous l'entière responsabilité de ou des occupants réguliers ou ponctuels avec lesquels elle entretient des relations professionnelles qui motiveraient sa présence au sein du Pôle.

En dehors des heures d'ouverture du bâtiment, les occupants réguliers ou ponctuels devront aller chercher et raccompagner les visiteurs à la porte d'entrée du bâtiment.

En cas de manquement aux règles de sécurité définies, la collectivité est dégagée de toute responsabilité concernant les actes de vols ou dégradations par des tiers dans l'enceinte du Pôle.

5 – LA PROTECTION DES DONNÉES A CARACTÈRE PERSONNEL

La Communauté de l'Auxerrois agissant en qualité de responsable de traitement, représentée par son Président, met en œuvre des traitements sur les données à caractère personnel des usagers du Pôle Environnemental. Ces données sont collectées à travers le système de gestion du contrôle d'accès aux locaux du Pôle, le système de télésurveillance, le système informatique de journalisation, la gestion de la réservation des locaux et la gestion de l'accueil des visiteurs.

5.1 Fondements juridiques

- Les traitements sur les données à caractère personnel des usagers mis en œuvre à travers les dispositifs visant à sécuriser le Pôle (contrôle d'accès aux locaux du Pôle, le système de télésurveillance) sont fondés sur l'intérêt légitime de la Communauté de l'Auxerrois.
- Afin de gérer les accès ou utilisations abusives et frauduleuses, ainsi que les incidents portant atteinte à la confidentialité, l'intégrité ou la disponibilité, un fichier des «logs» sera constitué dans l'intérêt légitime du responsable du traitement.

- Les données des visiteurs pourront être collectées dans le cadre de leur participation aux ateliers et événements organisés par le Pôle ou ses partenaires. Ce traitement est mis en œuvre sur la base de l'intérêt légitime du responsable de traitement.
- Des locaux communs sont accessibles sur réservation au moyen d'un formulaire. Ce traitement est fondé sur le contrat.

5.2 Nature des données collectées et destinataires

Identité : Nom, prénom, entreprise d'appartenance, fonction.
Badge : numéro du badge, date de validité, dates et heures d'entrée et de sortie.
Logs : données de navigation
Visiteurs : nom, prénom, date et heure de visite, nom du salarié de la société d'appartenance ou de l'agent public accueillant le visiteur.

Les destinataires des données recueillies sont :
Les personnes habilitées du Pôle et les agents des Directions du Patrimoine Bâti, du Développement Economique et e-Services.

5.3 Les durées de conservations des données

L'historique des accès par badge est conservé pendant 3 mois maximum et les données permettant d'établir le badge de chaque usager sont conservées pendant toute la durée de son séjour au sein du Pôle (cf. contrat de location, d'hébergement, de prestation…).

Les données personnelles concernant la réservation des locaux et donnant lieu à paiement sont conservées le temps nécessaire à la réalisation de la finalité et 10 ans à compter de la clôture de l'exercice comptable. En cas de réservation gratuite, les données seront supprimées dans un délai de 3 mois maximum en cas de non-renouvellement de la demande.

Les données des visiteurs sont conservées en base active pendant l'année civile en cours, et supprimées à l'issue d'un délai d'un an, sauf si le visiteur souhaite maintenir le contact avec le Pôle.

En ce qui concerne le système informatique de journalisation (logs), la gestion des accès ou utilisations abusives et frauduleuses, ainsi que les incidents portant atteinte à la confidentialité, l'intégrité ou la disponibilité, un fichier des «logs» sera constitué dans l'intérêt légitime du responsable du traitement. Les données issues des logs sont conservées pendant 6 mois à compter du jour de l'enregistrement.

5-4 Informations sur les droits des usagers du Pôle

Chaque usager dispose selon la base légale appropriée à son cas, des droits d'accès, de rectification, de portabilité, de limitation du traitement des données, d'effacement et d'opposition pour des motifs légitimes tenant à la protection de sa vie privée ou à une situation particulière. Il peut exercer ces droits en contactant la Direction du Pôle Environnemental par courrier au 7 rue des Plaines de l'Yonne, 89000 AUXERRE, ou par mail à pole.environnemental@agglo-auxerrois.fr. En cas de question concernant le traitement des données à caractère personnel, il est possible de contacter la déléguée à la protection des

données à l'adresse dpo@auxerre.com ou un courrier au 6 bis Place du Maréchal Leclerc, 89000 AUXERRE. L'usager peut aussi introduire une réclamation auprès de la CNIL (https://www.cnil.fr).

6 – LES HORAIRES

Le Pôle Environnemental Communautaire est ouvert du lundi au vendredi de 9h00 à 12h00 et de 14h00 à 17h30.

Pendant les horaires d'ouverture, l'accueil des visiteurs est assuré par le personnel dédié. L'accès aux locaux par les visiteurs, dans la plage ou en dehors de la plage d'ouverture, se fait sous la responsabilité exclusive de l'entreprise occupant les locaux et qui les accueille. Les occupants peuvent avoir accès au bâtiment comme ils le souhaitent, dans le respect des instructions relatives à la télésurveillance.

Les occupants se verront remettre un badge d'accès de l'alarme anti-intrusion ainsi que les clés pour accéder aux bureaux.

Tout occupant régulier quittant les locaux privatifs ou communs doit veiller à ce que toutes les huisseries et fenêtres soient closes, les stores bien fermés et à respecter strictement la mise en sécurité des locaux.

7 – REGLES DE SECURITE

Pour des raisons d'hygiène et de sécurité, les occupants ne devront pas installer ni faire usage d'appareillages non compatibles avec les normes en vigueur en matière électrique ou immobilière.

Il n'est pas autorisé d'installer ou de faire fonctionner des appareils non directement destinés à l'exercice des activités déclarées par l'occupant ou des appareils susceptibles, par leur usage ou leur simple présence, de causer un trouble manifeste à la jouissance paisible des lieux par les autres occupants.

Il n'est pas autorisé d'installer, d'entreposer ou stocker des produits explosifs ou réputés à risque dans le Pôle Environnemental ou ses abords immédiats.

Toute modification de disposition de plinthes, prise ou câblage, éclairages fixes, interrupteurs fixes, aération, y compris changement de tubes et ampoules ou encore tout percement dans les murs, fenêtres, portes, etc. devront faire l'objet d'un accord préalable de la Direction du Pôle Environnemental.

8 – REGLES DE COHABITATION ET D'HYGIENE

Le comportement d'un occupant ne devra pas causer de trouble manifeste à la jouissance paisible des locaux et services d'un autre occupant, sauf circonstance exceptionnelle et ponctuelle, dûment fondée et préalablement acceptée par le représentant de l'agglomération de l'Auxerrois.

Il est strictement interdit de fumer dans tout le bâtiment ainsi que dans les espaces extérieurs du site (perron, passerelles et jardins). Il incombe à chaque occupant de respecter et de faire respecter les textes législatifs et réglementaires.

Les occupants du bâtiment doivent faire preuve du plus grand respect de la propreté et de l'hygiène de tous les lieux occupés, des parties communes et des espaces sanitaires.

La présence de tout animal est totalement interdite.

Enfin, tout occupant doit veiller à ce qu'aucune partie du bâtiment ne soit éclairée inutilement, en particulier la salle de réunion, les sanitaires inoccupés, même s'il les quitte pour une courte durée.

Il est interdit d'entreposer quelque objet que ce soit hors des parties privatives des occupants et plus généralement dans les parties communes du bâtiment, même pour une brève durée.

Les livraisons ou les chargements de véhicules doivent s'effectuer de manière discrète et ne doivent pas être une gêne pour les autres occupants.

Chaque personne recevant une livraison ou effectuant un chargement doit remettre les lieux en état.

Il est interdit d'utiliser le parking extérieur comme aire de lavage de véhicule.

Tout usager du Pôle Environnemental est tenu à l'obligation de discrétion absolue sur tout ce qui a trait aux secrets ou procédés de fabrication des autres occupants et, d'une manière générale, sur toutes les discussions qu'il pourrait intercepter dans les locaux.

Il est interdit à toute personne de pénétrer ou séjourner en état d'ivresse dans le Pôle.

Chacun doit utiliser le matériel mis à sa disposition uniquement pour l'exercice de son activité ; il est interdit de l'employer à d'autres fins, notamment personnelles.

Le stationnement des véhicules ne doit en aucun cas se faire en dehors des emplacements matérialisés.

Le dépôt de déchets doit se faire à l'intérieur des containers disposés dans les locaux et dans le respect des consignes de tri sélectif ; la clé du local poubelle est à disposition à l'accueil.

9 – LES SERVICES

Principes généraux d'usage et modalités de réservation des locaux communs : En dehors des espaces privatifs ou dédiés, l'ensemble des locaux communs est accessible sur réservation auprès de l'accueil du Pôle Environnemental.

Le planning des salles de réunion, multimédia informatique, vidéo-projection est établi et géré par l'accueil du Pôle Environnemental. Les demandes sont enregistrées dans l'ordre d'arrivée et traitées en fonction des disponibilités, et des règles définies dans les contrats ou conventions d'usage. Au préalable à la réservation d'un espace, une attestation d'assurance pourra être demandée.

Accès Internet : Les occupants disposent, s'ils le souhaitent et dans la mesure des moyens mis en œuvre par l'agglomération, d'un accès à Internet sans fil mutualisé accessible via une infrastructure informatique mutualisée.

L'usage d'Internet doit être conforme au respect des textes de lois en vigueur. N'est pas admise la consultation de sites contraires à la législation française et notamment ceux à caractère violent ou pornographique, faisant l'apologie de pratiques illégales ou de discriminations, ou de nature à porter atteinte à la dignité humaine. Dans le cas du non-respect de la législation en vigueur, le contrevenant pourra être immédiatement exclu du bénéfice de ce service.
Conformément à la loi du 23 janvier 2006 relative à la lutte contre le terrorisme, toutes les données de connexions à Internet sont enregistrées et conservées. L'occupant utilisant l'infrastructure mutualisée s'engage à protéger ses outils numériques contre toutes menaces, notamment avec un anti-virus et pare-feu à jour, et ne peut tenir pour responsable la Communauté de l'Auxerrois en cas de panne, de perte ou de destruction de données.
La Communauté de l'Auxerrois ne garantit en aucun cas un quelconque niveau de service lié à l'utilisation de l'infrastructure informatique mutualisée. Sans avis favorable, accordé par la Communauté de l'auxerrois, aucune modification de l'infrastructure informatique et électrique n'est autorisée.
Chaque occupant est libre de souscrire, en son nom et sous sa propre responsabilité, à un accès Internet lui permettant de bénéficier d'un usage exclusif. Pour répondre à ce besoin, la Communauté de l'Auxerrois met à disposition de l'occupant une liaison fibre optique pré-câblée accessible depuis les boîtiers de sol.

Le courrier : Le courrier reçu est réparti dans les boîtes aux lettres dès sa réception. Le gestionnaire du Pôle Environnemental peut signer les lettres recommandées et réceptionner les colis de petite taille après signature d'une procuration. Dans le cas contraire et en cas d'absence, l'intéressé consulte l'avis de passage de la Poste et se charge de récupérer le pli recommandé ou le colis dans le bureau de Poste concerné. Une collecte de courrier déjà affranchi a lieu tous les jours à 16h.

Notes d'information : Des notes d'information sont régulièrement diffusées auprès des occupants, concernant soit des modalités de fonctionnement du bâtiment, soit des informations reçues et diffusées par le délégataire chargé de l'accompagnement des entreprises hébergées au sein du Pôle. Certaines notes d'information peuvent venir modifier ou compléter le présent règlement.

Gestion d'une situation de crise particulière : Face à une situation de crise particulière, les utilisateurs du Pôle seront informés, dans les meilleurs délais et par tout moyen de communication (SMS, note d'affichage, e-mail...), de la mise en œuvre de la procédure à suivre, et sont tenus de respecter scrupuleusement les dispositions mises en place.

Espaces de réunion : Des espaces de réunion sont disponibles sur réservation. Dans le cas où l'utilisateur est amené à modifier l'installation d'une salle, il est prié de la remettre dans sa configuration d'origine à l'issue de la réunion.

Signalétique : Le Pôle Environnemental met en place devant le bureau concerné une signalétique indiquant le nom de l'entreprise. La taille des logos sera standardisée et décidée

par la Communauté de l'Auxerrois. Toute signalisation complémentaire, avant son installation, devra être soumise à la Direction du Pôle Environnemental pour approbation.

Entretien des locaux : L'entretien des parties communes et des bureaux est réalisé par un prestataire de services extérieur. Il est demandé de maintenir les bureaux rangés de manière à faciliter le travail des agents.

Exemplarité au quotidien : Les usagers du Pôle Environnemental sont tenus d'appliquer les bonnes pratiques respectueuses de l'environnement, et d'incarner l'image d'exemplarité du lieu vis à vis des visiteurs.
Ces bonnes pratiques porteront en particulier sur la gestion des déchets (limiter l'émission de tous types de déchets et l'utilisation à bon escient des collecteurs de tri mis à disposition). Tout utilisateur s'engage à respecter les consignes concernant la sortie des containers en cas de manifestation particulière (respect du calendrier de collecte) ; aucun container ou sac poubelle ne doit être déposé dans la rue en dehors des règles définies.
Les bonnes pratiques portent également sur l'économie des ressources naturelles (limitation des impressions par exemple, ou en privilégiant le recto/verso, le noir et blanc et le mode économie d'encre) et la ressource en eau en vérifiant l'arrêt des robinets après utilisation.
Il convient également de limiter la consommation d'énergies en veillant à éteindre les éclairages et le matériel informatique en fin de journée.
Lors de manifestations et évènements, il convient de privilégier les produits alimentaires de saison, bénéficiant d'écolabels, dans le but de correspondre à l'image vertueuse ambitionnée pour cet équipement communautaire.

10 – OPPOSABILITE AUX TIERS

Le présent règlement et les modifications qui pourraient y être apportées seront, à compter de leur notification aux occupants, opposables aux occupants ainsi qu'à toutes personnes avec lesquelles ceux-ci ont des liens contractuels (fournisseurs, clients, visiteurs,…).
Quand bien même le présent règlement et ses éventuelles modifications n'auraient pas été notifiés, ils seraient néanmoins opposables aux dits contractants.

A Auxerre, le …….

Signature de l'occupant précédée de la mention manuscrite « lu et approuvé »
(Parapher chaque page)

Time for the Planet

Crée des entreprises pour lutter à l'échelle mondiale contre le réchauffement climatique et la fin des ressources naturelles.

Pour retourner à la délibération, cliquez ici

Le constat

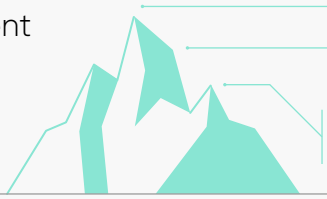
80 % de l'énergie mondiale est carbonée (pétrole, charbon et gaz)

Créant un réchauffement climatique de +2 à +7°C pour la fin du siècle

Ce qui engendrera de lourdes conséquences humaines : crises alimentaires / famines, centaines de millions de réfugiés climatiques, tensions géopolitiques...

Notre solution

Agir vite et mondialement par **l'entrepreneuriat**



Luttant à l'échelle mondiale **contre le réchauffement climatique**

Pour créer **100 entreprises**

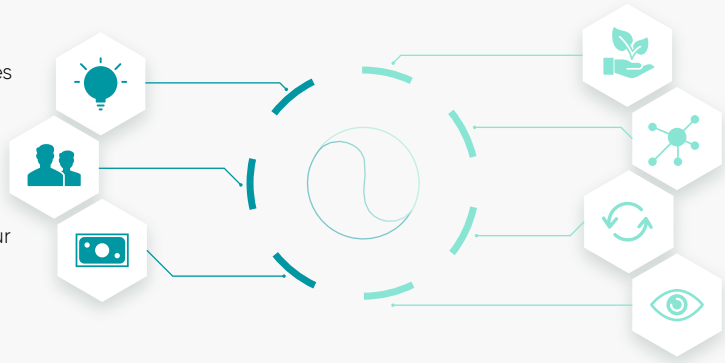
Rassembler **1 milliard d'€**

Notre rôle

Sourcer les meilleures inventions et idées

Embaucher des entrepreneurs aguerris pour mettre en oeuvre

Injecter de l'argent pour déployer vite



Nos spécificités

Création de sociétés à mission uniquement environnementale

Coopération : Mettre en open source toutes nos technologies

Réinvestissement systématique de 100 % du bénéfice

Transparence : Nos comptes sont publics, les salaires des dirigeants sont plafonnés

Timeline

Fin 2019
Preuve de concept : Convaincre les early adopters, constituer le board

Début 2020
Structuration juridique
Transformation en SCA
Objectif levée : 300 K€

Fin 2020
Communication grand public
Objectif levée : 1 M€

2021
Création des premières filiales
Objectif levée : 10 M€

2022
Déploiement de la méthode, création de 10 filiales
Objectif levée : 50 M€

2023 - 2025
Industrialisation de la méthode, création de 30 filiales
Objectif levée : 250 M€

2025 - 2030
Premières sorties des filiales
Création de 40 filiales
Objectif levée : 1 Md€

2031
Récupération de l'investissement initial pour les associés le souhaitant - Lancement de nouveaux investissements

...
Essaimage du modèle - Dissolution si l'objectif de réduction du dérèglement climatique est atteint

Forme juridique

Société en commandite par actions.
Les investisseurs ont le même rôle qu'en SA.
Les cofondateurs gardent la main pour garantir les valeurs et la direction de la société.

L'une des premières sociétés à mission de France

Qui sommes-nous ?



Time for the Planet est un mouvement de plusieurs milliers d'associé.es. Les fondateurs sont 6 entrepreneurs ayant créé 15 entreprises en 12 ans.
Ils ont décidé de tout stopper pour se consacrer au problème le plus important et urgent pour notre humanité : le réchauffement climatique.

En savoir plus

Télécharger le dossier d'investissement

Contact : Mehdi Coly, CEO
06 31 58 04 39
mehdi@time-planet.com
www.time-planet.com

JE PARTICIPE !

Time for the planet

AGIR POUR STOPPER LE DÉRÈGLEMENT CLIMATIQUE



20 PROBLÈMES

Nous avons identifié **20 problèmes indispensables** à l'arrêt des émissions de gaz à effet de serre.



- Production et stockage d'énergie sans métaux rares
- Captation directe du C02
- Alternatives au ciment et à l'acier
- Recyclage et gestion des déchets
- Isolation et rénovation des bâtiments
- Rotations et restructuration des terres agricoles

...



LES DEUX LEVIERS

DE TIME FOR THE PLANET

Créer des entreprises pensées pour **stopper les émissions de Gaz à effet de serre** dans le monde

Mise en **open source** des innovations portées par nos entreprises : nous permettons à toute personne de copier, améliorer et commercialiser l'innovation.

Pour un effet **immédiat**, **massif** et **mesurable sur le climat**.

NOUS CRÉONS

100 ENTREPRISES POUR RELEVER CE DÉFI



rapidement,



mondialement.

CHAQUE ENTREPRISE

A UNE MISSION

EXEMPLES

STOCKAGE DE L'ÉNERGIE SOLAIRE SANS MÉTAUX RARES

Secteur énergie et transports :
25% + 14% des émissions mondiales de GES

CONSTRUCTION SANS CIMENT

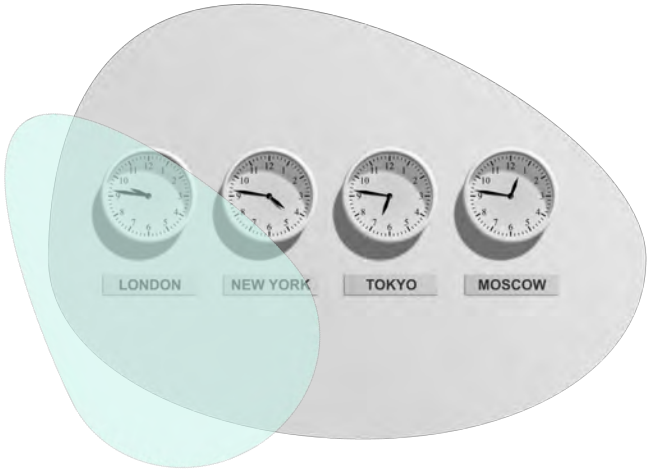
Sous-secteur ciment :
5% des émissions mondiales de GES

CAPTATION DU CO2 SUR LES CHEMINÉES D'USINES

Secteur industriel :
21% des émissions mondiales de GES

Soyons réalistes.
Sur 100 entreprises créées, combien d’échecs sont à prévoir ?

OPEN SOURCE



La planète n’a **plus le temps.**

Nous **devons réussir** dans 100% des cas.
Nous avons donc opté pour **l’open source**.

Nous mettons **chaque innovation à disposition de tous.**

QUAND TIME FOR THE PLANET CRÉE UNE ENTREPRISE



QUAND TIME FOR THE PLANET CRÉE UNE ENTREPRISE

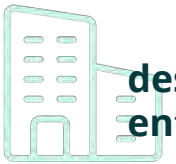
DES CENTAINES D'AUTRES SE CRÉENT EN COPIANT ET EN AMÉLIORANT NOTRE INNOVATION.



NOS INVESTISSEURS SONT



des citoyens,



des entreprises et entrepreneurs,



des banques et fonds d’investissements

RENTABILITÉ



Nos entreprises doivent être rentables pour permettre la **création de nouvelles entreprises.**

TRP

TAUX DE RETOUR POUR LA PLANÈTE

1 action de Time for the Planet (1€) = 50 kilos de CO2 non-émis

TRI

TAUX DE RENDEMENT INTERNE

1€ investi = 1€ rendu à 10 ans

TIMELINE



Fin 2019
Preuve de concept : Convaincre les early adopters, constituer le board

Début 2020
Structuration juridique
Transformation en SCA
Objectif levée : 300 K€

Fin 2020
Communication grand public
Objectif levée : 1 M€

2021
Création des premières filiales
Objectif levée : 10 M€

2022
Déploiement de la méthode, création de 10 filiales
Objectif levée : 50 M€

2023 - 2025
Industrialisation de la méthode, création de 30 filiales
Objectif levée : 250 M€

2025 - 2030
Premières sorties des filiales
Création de 40 filiales
Objectif levée : 1 Md€

2031
Récupération de l'investissement initial pour les associés le souhaitant - Lancement de nouveaux investissements

...
Essaimage du modèle - Dissolution si l'objectif de réduction du dérèglement climatique est atteint

NOTRE FORME JURIDIQUE

Société en commandite par actions.
Les investisseurs ont le même rôle qu'en SA.
Les cofondateurs gardent la main pour garantir les valeurs et la direction de la société.

L'une des premières sociétés à mission de France

QUI SOMMES NOUS ?

Time for the Planet est un mouvement de plusieurs milliers d'associé.es. Les fondateurs sont 6 entrepreneurs ayant créé 15 entreprises en 12 ans.

Ils ont décidé de tout stopper pour se consacrer au problème le plus important et urgent pour notre humanité :

le réchauffement climatique.

CONTACT



Mehdi Coly, CEO

- 06 31 58 04 39
- mehdi@time-planet.com
- www.time-planet.com

REJOIGNEZ-NOUS SUR TIME-PLANET.COM

DOSSIER D'INVESTISSEMENT POUR LA PLANÈTE
(PROJET)



TIME FOR THE PLANET

VERSION JUIN 2020

SOMMAIRE

I. La raison d'être de Time for the Planet (TP) 3

1ère levier : Créer des entreprises 4

2ème levier : Rendre toutes les innovations open source 4

3ème levier : La puissance de l'argent 5

4ème levier : Le réinvestissement et la création d'un nouvel indicateur 5

II. Concept et roadmap 7

2.1. Le concept de Time for the Planet 8

2.2. La Roadmap 10

1ère étape : Notre preuve de concept 11

2ème étape : 1er semestre 2020 : Création d'une société en commandite par actions 11

3ème étape : Fin 2020 Communication auprès du grand public 12

4ème étape : 2021 : Bêta- test et appel public à l'épargne 12

5ème étape : 2022 : Lancement "industriel" des créations d'entreprises 13

6ème étape : 2023-2025 : Impact mondial 13

7ème étape : 2025-2031 : Management et sorties 13

8ème étape : 2031 : Sorties puis réinvestissement 14

9ème étape : Essaimage et dissolution éventuelle de Time for the Planet 14

III. Les indicateurs clefs de suivi 15

3.1. Suivi de l'impact via le Référentiel Net Zero Initiative 15

3.2 Suivi de la performance par le TRP : Taux de Retour pour la Planète 17

3.2.1 La tonne équivalent CO2 17

3.2.2 L'investissement 17

3.2.3 La durée 17

3.2.4 Le calcul du Taux de Retour pour la Planète 18

3.3 Le rendement financier (TRI) 19

3.3.1 Politique de distribution de dividendes 19

3.3.2 Politique de revente d'actions 19

3.2.3 Le taux de rentabilité interne (TRI) 19

3.3.3 Risque de perte du capital investi 19

IV. Le prisme d'investissement de TP 20

4.1. Critères 20

4.2. Le périmètre d'action 20

4.3. Dealflow 21

4.4. Objectifs 22

V. Time for the Planet au service de ses filiales **23**
5.1. Time for the Planet : Startup Studio ? Fond d'investissement ? Incubateur ? 23
5.2. L'open source, l'ingrédient qui change la donne 23
5.3. Bénéfices de la présence majoritaire de Time for the Planet au capital 25
5.4. Méthodologie 27
1ère étape : Sélection du problème scientifique 28
2ème étape. Recherche d'un avantage concurrentiel 28
3ème étape : Test marché à haute fréquence et investissement 29
4ème étape : Recrutement de l'équipe fondatrice de la filiale 29
5ème étape : Constitution du board d'une filiale 30
6ème étape. Création de la société, conception du MVP 30
7ème étape. Passage en open source et investissements successifs 32
8ème étape : Schémas de sortie des filiales 34

VI. Structuration juridique et gouvernance **37**
Une société à mission : l'une des premières de France 37
6.1 Notre forme juridique initiale : 37
6.2 Notre forme juridique actuelle : La Société en Commandite par Action 37
6.2.1. Le(s) associé(s) commandité(s) : 37
6.2.2 Les actionnaires commanditaires : 38
6.2.3 La gérance 38
6.2.4 Le conseil de surveillance : 38
6.2.5 Schéma de la gouvernance : 39
6.2.6 Le capital social et valorisation : 40
6.2.7 L'achat et la vente d'actions 40
6.3 Offre au public de titres financiers / AMF : 40
6.4 Notre Conseil 41
6.5 Investissements dans les filiales 41
6.6 Entreprises en difficulté et cessation d'activités 42

VII. La charte **43**
7.1 Notre constat : l'urgence absolue de la crise environnementale 43
7.2 La puissance de l'entrepreneuriat 43
7.3 Non-Lucrativité 43
7.4 Création et financement d'entreprises ambitieuses 43
7.5 Open Source 44
7.6 Intelligence collective 44
7.7 Bienveillance 44
7.8 Transparence 44
7.9 Éthique 44

VIII. L'équipe **45**
8.1 Équipe actuelle 45
8.2 L'équipe à 5 ans 54
8.3 Organigramme à 5 ans 55

Conclusion **56**

I. La raison d'être de Time for the Planet (TP)

La vie sur terre est en danger, à court terme.

Le changement climatique va entraîner des catastrophes trop importantes pour que notre mode de vie et l'économie mondialisée y survivent. Le monde à +3°C est un monde invivable : déplacements de centaines de millions de réfugiés climatiques, destructions de villes côtières majeures, guerres pour l'accès à l'eau, terres cultivables en diminution pour une population en expansion, crises économiques liées à l'impossibilité de fournir l'énergie nécessaire à la croissance (pétrole de plus en plus difficile à produire, pas d'alternative réellement propre aux énergies carbonées).

Nous sommes la dernière génération à pouvoir encore agir contre le changement climatique. Ensuite, il sera trop tard.

Pour survivre, l'Humanité va devoir focaliser ses efforts et ses ressources sur la problématique du changement climatique.

Time for the Planet propose une plan pour cela :

1ère levier : Créer des entreprises rassemblant des inventeurs, des entrepreneurs et de l'argent

Nous croyons au génie humain. Nous savons que, partout dans le monde, il existe des inventeurs qui mettent au point des solutions capables de stopper le changement climatique.

Il faut absolument que ces inventions deviennent des entreprises pour être développées à l'échelle mondiale, en un minimum de temps.

Pour cela, il faut associer à chaque inventeur des entrepreneurs aguerris et leur apporter de l'argent.

C'est ça, Time for the Planet.

Mais pas que.

2ème levier : Rendre toutes les innovations open source

Monter une unique entreprise pour développer une invention ne suffira pas : il y a trop de risques qu'elle échoue, qu'elle reste petite trop longtemps, et qu'en conservant le secret de ses découvertes, elle ne puisse pas atteindre assez vite la dimension mondiale qu'elle doit avoir pour que son impact soit maximal.

Aussi, Time for the Planet va agir en rendant *open source* chacune des découvertes.

Pour que le génie humain puisse copier, améliorer, diffuser plus rapidement les inventions les plus fondamentales pour la survie de l'Humanité.

Nous entrons dans l'aire de la coopération mondiale.



"La recherche est aujourd'hui beaucoup plus communautaire ; Galilée travaillait en solitaire"

Jean Jouzel, Climatologue Prix nobel de la paix avec le GIEC en 2007

Membre de Time for the Planet.

3ème levier : La puissance de l'argent

Nous n'avons pas le temps. Nous devons aller très, très vite. Pour cela, les sommes investies sur les entreprises doivent être conséquentes et mobilisables rapidement. En moyenne, une entreprise met 9 mois à boucler un tour de table et, pendant ce temps, ralentit ses efforts de R&D et commerciaux.

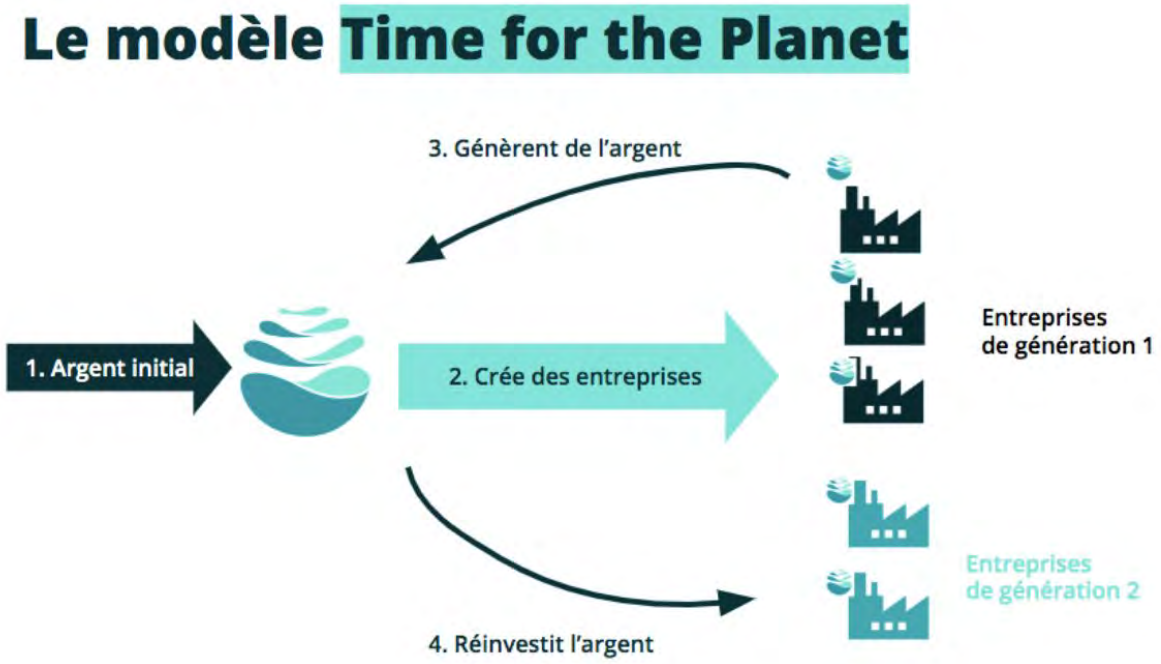
Nous voulons disposer d'une capacité à déclencher les financements rapidement sur les entreprises qui font leurs preuves, sans que les fondateurs aient à passer des mois à pitcher devant des dizaines de fonds d'investissement.

4ème levier : Le réinvestissement de 100% des bénéfices et la création d'un nouvel indicateur : le TRP (Taux de Retour pour la Planète)

Les entreprises créées par Time for the Planet devront à la fois régler un problème environnemental et être rentables. Celles qui généreront des bénéfices feront remonter une part de ce bénéfice à Time for the Planet.

Nous utilisons 100% des excédents pour réinvestir en créant de nouvelles entreprises et permettre à Time for the Planet de décupler son action.

En conséquence il n'y a pas de sens à piloter Time for the Planet sur la base d'un TRI. Nous proposons donc un nouvel indicateur : le TRP (Taux de Retour pour la Planète).



II. Concept et roadmap

La construction de Time for the Planet se fait par itérations.

Nous proposons ici une vision de ce que nous souhaitons accomplir. Ces étapes sont évidemment amenées à évoluer.

Nous proposons dans un premier temps une vision de notre concept, afin de montrer le potentiel de Time for the Planet **(2.1)**. Puis, dans un second temps, une idée de notre roadmap **(2.2)**.



2.1. Le concept de Time for the Planet

Time for the Planet, c'est avant tout 3 composantes :

1. Un inventeur/une inventeuse ayant trouvé une façon de régler un problème environnemental majeur
2. Une équipe d'entrepreneur.es confirmé.es pour rendre cette invention mondiale
3. De l'argent pour financer le développement rapide de l'entreprise

Pour démontrer notre capacité à réaliser cela à grande échelle, nous envisageons notre la mise en place de notre concept de la façon suivante :

a) Aspect financier

Démontrer que les citoyen.nes, entrepreneur.es, financiers et toutes personnes ayant vocation à acheter des actions de Time for the Planet sont prêts à investir financièrement pour sauver la planète. Nous devons dans un premier temps récolter un montant significatif (au moins 3 à 5 millions d'€) pour prouver que :

- Toutes les catégories de populations souhaitent lutter à grand échelle contre le dérèglement climatique.
- Parmi ces personnes certaines sont d'accord pour utiliser une partie de leur argent pour autre chose que gagner encore plus d'argent.
- Time for the Planet peut devenir Grand.
- La communauté des citoyen.nes investisseurs est capable de rejoindre celle des financiers préoccupés par le risque systémique du changement climatique.

b) Inventions/inventeurs

Une fois cette première somme levée, nous serons en mesure d'investir dans la création de 1 à 3 premières entreprises. Nous avons d'ores et déjà choisi les sujets prioritaires sur lesquels nous souhaitons que Time for the Planet agisse : construction sans ciment, capture du carbone, enregistrement de la donnée informatique dans l'ADN. Ces choix sont néanmoins évolutifs en fonction de nouvelles opportunités pouvant se présenter à nous. Nous sommes en effet dès à présent contactés par de nombreux inventeurs ayant des projets très intéressants.

Chaque entreprise recevra une somme de démarrage (500K à 1,5 million pour arriver au prototype et à la première vente ou négociation de contrat).

Les inventeurs nous font confiance car :

- Nous investissons financièrement dans leur invention
- Nous avons pour ambition de rendre leur invention mondiale, pour les aider à changer le monde radicalement et à participer au sauvetage de la planète
- Nous leur garantissons la non-appropriation de leur idée par des intérêts privés. Grâce à l'open source, leur invention passera à la postérité plutôt que d'être enterrée en raison d'enjeux financiers particuliers.
- Nous leur trouvons les meilleurs entrepreneurs pour développer tout le potentiel de leur invention
- Nous les rémunérons dès le départ pour leur permettre de se consacrer à leur passion
- Nous leur permettons d'être aux commandes de l'entreprise lors de la phase de sortie de Time for the Planet par diminution de capital.

c) Entrepreneur.es

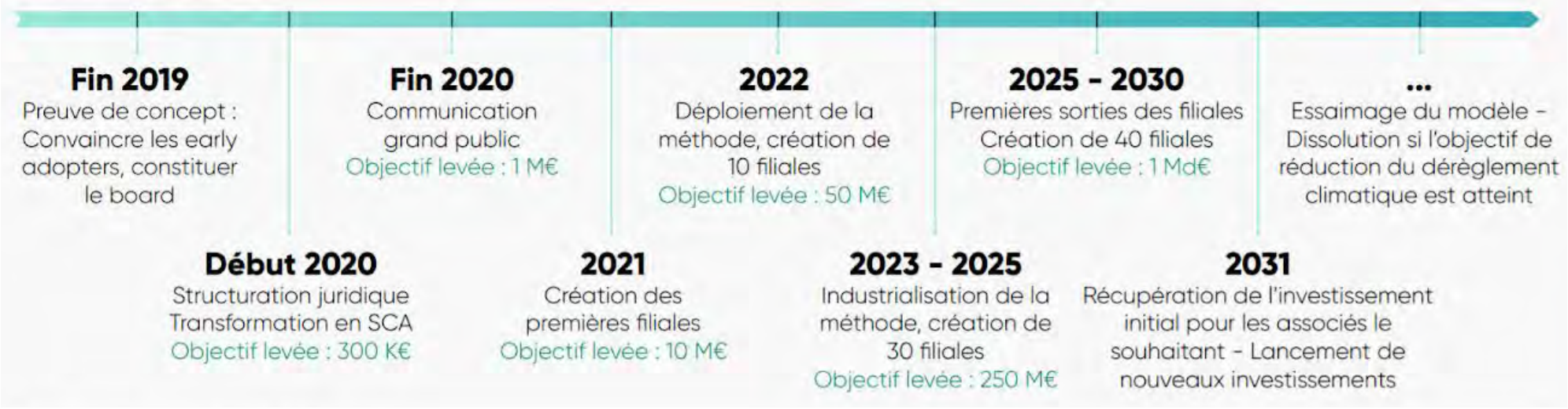
Dans le modèle de Time for the Planet, le deal de création de l'entreprise est différent de ce qui se pratique habituellement :

- Time for the Planet est majoritaire.

- En contrepartie, les entrepreneur.es :
    - Sont rémunérés dès le départ
    - Reçoivent un financement de départ sans avoir à s'en préoccuper
    - Deviennent propriétaires de l'entreprise à terme, une fois Time for the Planet sortie.

Nous constituerons nos équipes d'entrepreneurs sur la base de ce deal (1 à 2 entrepreneur.es + l'inventeur).

2.2. La Roadmap



09/2019 - 01/2020

1 Notre preuve de concept

Objectifs

1. Convaincre les “early adopters” de rejoindre Time for the Planet
2. Tester 2 de nos modes de communications principaux : les conférences et les réseaux sociaux. Collecter des fonds grâce à ces 2 canaux.
3. Bâtir le comité de développement (board)
4. Convaincre des entrepreneurs chevronnés de nous rejoindre et de financer Time for the Planet

Résultats au 1er février 2020 :

Board : *Entrée de Jean Jouzel, plus grand climatologue français, prix nobel de la paix via le GIEC et de Thanh Nghiem, ex-partner de Mckinsey, qui nous apporte un réseau national et international. Elle est désormais chargée de nous aider à composer la suite du comité de développement.*

Conférence : *300 inscriptions en 3 semaines à la première session du 5 décembre 2019.*

Investissement : *600 associés en 45 jours 180K€ levés.*

1er semestre 2020

2 Création d’une société en commandite par actions

Afin de pouvoir faire la demande, auprès de l’Autorité des Marchés Financiers, du lancement d’une offre publique de titres financiers (OPTF), nous avons réunis dans un premier temps des fonds de manière significative afin d’appuyer notre demande.
La création d’une Société en commandite par actions (SCA) est donc faite et permet ainsi de collecter jusqu’à 8 millions d’euros en communiquant à l’AMF un Document d’Information Synthétique (DIS). La rédaction et dépôt d’un prospectus auprès de l’AMF se fera dans un second temps.

Cette phase a été centrée sur la structuration juridique de la société et la définition de la gouvernance.

Objectifs :

1. Création de la SCA
2. Poursuivre la démarche de levée de fonds en proposant aux investisseurs dans un premier temps de signer un document de promesse d’investissement puis en investissant directement dans la SCA une fois créée. Objectif : 800K€

3. Tester les messages et les parcours de conversions pour préparer la constitution d'une très vaste communauté en ligne
4. Travailler la notoriété de Time for the Planet en organisant des conférences partout en France et sur le web.
5. Constituer un comité de développement) de portée nationale et internationale (financiers, entrepreneurs, scientifiques, célébrités...)

2ème semestre 2020 — 3 Communication auprès du grand public

Le grand public est régulièrement sensibilisé à la dangerosité du réchauffement climatique. Mais on ne lui propose pas d'action concrète de grande ampleur.

Objectifs :

1. Time for the Planet doit devenir un mouvement connu du grand public grâce à une communication intelligente via 3 canaux :
   - ➢ Événements physiques partout en France
   - ➢ Communautés sociales. Objectif : une communauté de 500 000 personnes
   - ➢ Presse

2. Dépasser les 2 millions d'euros de levée et plus de 1500 investisseurs.

2021 — 4 Bêta-test et Appel public à l'épargne

Objectifs :

1. Créer la première filiale Time for the Planet, en constituant la 1ère équipe autour d'une première technologie (*cf. Le concept*). Puis, en créer 2 autres maximum.

2. Time for the Planet devient un produit de placement capable de séduire les banques et les fonds de pensions, qui se font régulièrement critiquer pour leurs actifs trop carbonés, et qui cherchent des placements verts. Nous entrons dans un plan de communication auprès de leurs clients.

3. Internationalisation : Time for the Planet ouvre des antennes à l'étranger (USA, Chine, Brésil, Inde...). Chaque antenne est gérée par des personnes de la nationalité du pays concerné, ayant un réseau préexistant.

4. Dépasser les 50 millions d'€ de levée et 10 000 investisseurs

2022 — 5 Lancement "industriel" des créations d'entreprises

1. Commencer à créer les premières entreprises, selon la méthodologie Time for the Planet (cf. Méthodologie)
    - 10 entreprises maximum
    - 1ers fonds débloqués (jusqu'à 50% du montant levé jusqu'ici)
    - Recrutement d'une personne travaillant à plein temps sur l'accompagnement et la mise à disposition du réseau Time for the Planet.

2. Dépasser 300 millions de levée et 100 000 investisseurs
    - Rencontrer les plus influents millionnaires et milliardaires de la planète pour les convaincre de financer
    - Utiliser le levier des réseaux sociaux (twitter/facebook) pour obtenir des investissements conséquents de la part d'entrepreneurs à succès (Silicon Valley notamment)

2023-2025 — 6 Impact mondial

1. Créer 30 nouvelles entreprises.
   Profiter de l'expérience des 5 premières pour améliorer et fluidifier le processus de création des entreprises

2. Communiquer de façon large sur les technologies open source développées, afin de créer autour de chacune un marché vertueux capable de déployer très rapidement la solution à l'échelle du monde.

3. Atteindre 1 milliard de levée et 500 000 investisseurs

2025-2031 — 7 Management et sorties

1. Suivre et faire grandir les entreprises créées : investissements réguliers en fonction des besoins, management des équipes de fondateurs-dirigeants, communication sur les technologies, mise en réseau.

2. Mesurer l'impact sur les gaz à effet de serre des filiales et de l'écosystème créé par la mise en open source de chaque technologie.

3. Réalisation des premières sorties par diminution de capital (cf. Schéma de sortie des filiales). Chaque sortie permet de récupérer entre 2 et 5 fois les investissements consentis. Récupération de dividendes dans les entreprises qui le permettent.

4. Créer 40 nouvelles entreprises.

2031 — 8 Sorties puis réinvestissement

Les associés de Time for the Planet peuvent demander à récupérer leur investissement de départ, si la situation le permet (*cf. L'achat et la vente d'actions*).

Time for the Planet organise d'abord la sortie de ceux qui le souhaitent, puis, si possible, procède à de nouveaux investissements.

... — 9 Essaimage et dissolution éventuelle de TP

Time for the Planet encourage la création de nouveaux organismes sur le même modèle, et poursuit son action par de nouvelles levées de fonds et l'utilisation des bénéfices générés par les filiales.

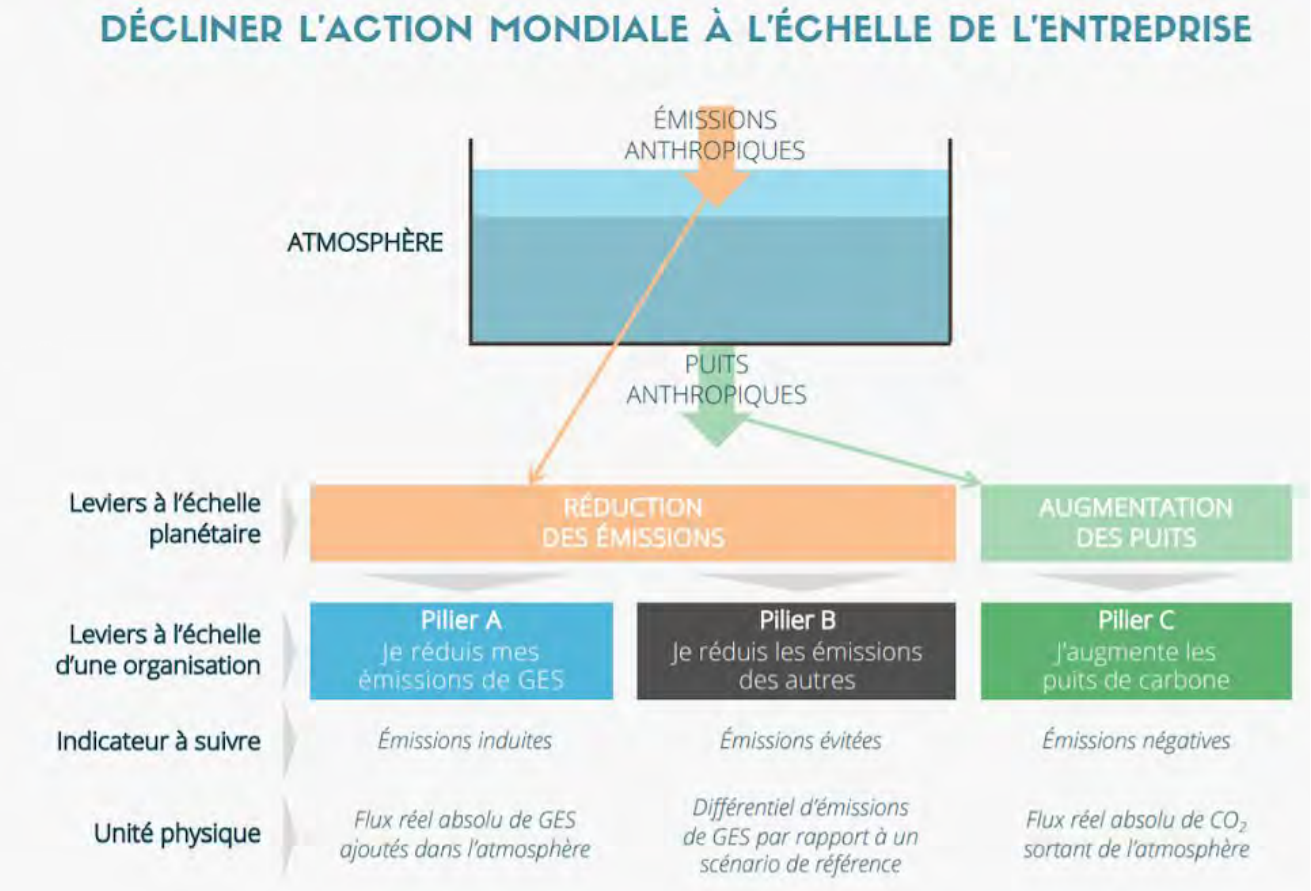
Si l'objectif de ramener le réchauffement planétaire à 0°C est atteint (ce dernier est défini comme l'élévation de la température moyenne de la planète sur les 30 dernières années par rapport à la moyenne des températures de l'ère pré-industrielle, période 1850-1900, selon la méthodologie et les données communiquées par le GIEC, Groupe d'Experts Intergouvernemental sur l'Evolution du Climat), Time for the Planet est dissout. L'actif est partagé de la façon suivante : en priorité pour rembourser les apports initiaux des actionnaires, et le reliquat pour le fonds de l'ONU.

III. Les indicateurs clefs de suivi

3.1. Suivi de l'impact via le Référentiel Net Zero Initiative

Pour mesurer son impact sur les émissions et captations des Gaz à effet de serre (GES), Time for the Planet s'appui sur le référentiel Net Zero Initiative développé par le cabinet Carbone 4 (http://www.netzero-initiative.com/fr).

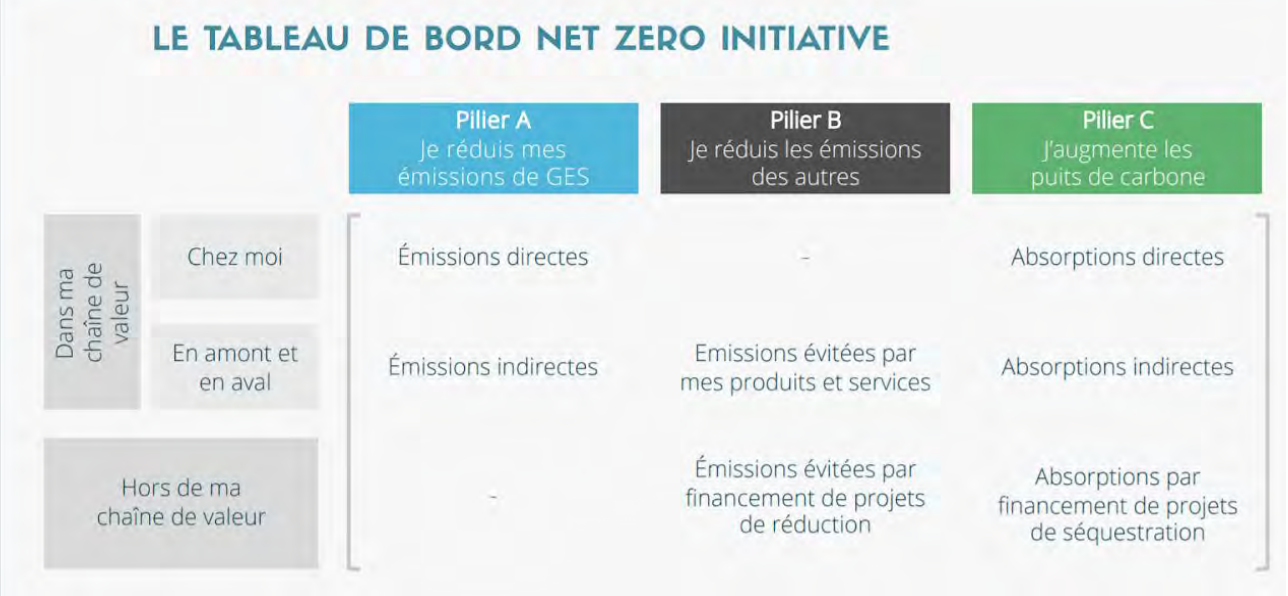
Ce référentiel permet de décrire et d'organiser les actions climat en vue de maximiser les contributions à la neutralité carbone mondiale.



Le référentiel est basé sur l'idée qu'une organisation doit agir de 3 manières complémentaires en vue de contribuer à la neutralité mondiale :

Pour contribuer à la baisse globale d'émissions, elle doit :
1. Réduire ses propres émissions directes et indirectes (A)
2. Réduire les émissions des autres (B) :
- En commercialisant des solutions bas carbone (à certaines conditions)
- En finançant des projets bas carbone en-dehors de sa chaîne de valeur

Pour contribuer à l'augmentation des absorptions mondiales, elle doit :
3. Augmenter les puits de carbone (C) :
- En développant les absorptions de carbone chez soi et dans sa chaîne de valeur
- En finançant des projets d'absorption hors de sa chaîne de valeur



Ces 3 piliers sont calculés en tonne équivalent CO2

Ce référentiel permet ainsi de mesurer et analyser l'impact sur les GES au niveau mondial de Time for the Planet en tant que structure en prenant en compte l'ensemble des investissements qui seront effectués pour la réduction ou la captation de GES.

3.2 Suivi de la performance par le TRP : Taux de Retour pour la Planète

Le Taux de Retour pour la Planète (TRP) est l'un des indicateurs de référence de Time for the Planet.

L'objectif de cet indicateur est de suivre l'impact d'un investissement financier sur la diminution des émissions mondiales de gaz à effet de serre (GES) et donc sur la baisse du réchauffement climatique.

C'est indicateur est le rapport entre la diminution et/ou la captation de gaz à effet de serre par rapport à l'investissement financier effectué.

3.2.1 La tonne équivalent CO2

La diminution et/ou captation des GES sera exprimée en tonne équivalent CO2.

L'équivalent CO2 (éqCO2) d'un gaz à effet de serre correspond à la quantité de CO2 qui serait nécessaire pour avoir la même capacité à retenir les rayonnement du soleil et donc le même forçage radiatif.

Par exemple le méthane (CH4) à un effet radiatif et donc une capacité à réchauffer notre planète 25 fois supérieure à celle du CO2. Ainsi une tonne de méthane rejetée dans l'atmosphère équivaut à 25 tonnes de CO2 rejetées.

Le gaz ayant le potentiel de réchauffement le plus important est l'hexafluorure de soufre (SF6) pour lequel 1 tonne émise correspond à 22 200 tonnes équivalent CO2. Il est cependant en très faible quantité dans notre atmosphère et est donc responsable de moins de 0,3% du réchauffement climatique.

3.2.2 L'investissement

L'investissement dans Time for the Planet pris en compte pour le calcul du TRP est le montant du capital social de la société. Le capital social de Time for the Planet à vocation à augmenter tous les ans jusqu'à l'atteinte d'un plafond fixé à 1 milliard d'euros.

3.2.3 La durée

On estime pour le calcul du TRP qu'un investissement aura de l'impact à minima pendant 10 ans et donc pourra réduire de manière significative les GES durant cette période.

Par analogie, dans le secteur des panneaux solaires, l'achat des panneaux est généralement amorti, pour calculer la rentabilité, sur 12 à 15 ans même si ces derniers continueront de fonctionner bien au delà de cette période.

3.2.4 Le calcul du Taux de Retour pour la Planète

Le calcul est le suivant :

$$\textbf{TRP} = \frac{\textbf{Tonnes équivalent CO2 non-émises par an X 10 (ans)}}{\textbf{Capital de Time for the Planet (€)}}$$

Cela permet d'obtenir par Euro investis dans Time for the Planet le nombre de Tonnes équivalent CO2 capturées ou non-émises.

Time for the Planet se donne pour objectif de créer et développer des entreprises atteignant à **minima un TRP de 5%** (0,05 tonnes équivalent CO2/Euro), soit un coût par Tonne équivalent CO2 de 20€.

A titre de comparaison, sur les marchés financiers, la tonne de CO2 en 2019 oscillait autour de 25€.

Nous nous fixons pour objectif de proposer un coût de la tonne de CO2 largement en dessous du prix du marché. Notre capacité à nous positionner en dessous du prix du marché sera une des clés pour agir rapidement et mondialement.

Comment calculer votre impact en tant qu'actionnaire de Time for the Planet ?

Pour 2 400€ investis dans Time for the Planet, nous pouvons, sur 10 ans, avec un TRP de 5%, éviter l'émission de 120 tonnes équivalent CO2 (2400€*5%) soit 12 tonnes équivalent CO^2/an correspondant aux émissions moyennes de CO2 d'un Français sur une année.

En d'autres termes tous les 100€ investis avec un TRP de 5% nous évitons ou captons 5 tonnes de CO2 ou équivalent CO2 sur 10 ans.

3.3 Le rendement financier (TRI)

3.3.1 Politique de distribution de dividendes

Les fondateurs, fondatrices et actionnaires de Time for the Planet **renoncent à distribuer des bénéfices**. Time for the Planet, statutairement, réutilise systématiquement 100% de ses bénéfices pour répondre le plus rapidement possible à la mission qu'elle s'est donnée.

3.3.2 Politique de revente d'actions

La revente d'actions par les actionnaires de Time for the Planet à un tier est possible à tout moment et à prix libre.
Il faut toutefois noter que tant que le capital de la société n'aura pas atteint d'un milliard d'euros, Time for the Planet proposera d'entrer à son capital à une valeur de 1€ l'action via des augmentation de capital régulières (tous les ans).

Time for the Planet pour faciliter la revente d'actions proposera, si certaines conditions sont réunies, après 10 ans de détention de racheter à la valeur d'achat initial les actions des actionnaires le souhaitant. (*cf. L'achat et la vente d'actions*)

3.2.3 Le taux de rentabilité interne (TRI)

Du fait de la non distribution de dividende et du rachat pouvant être escompté par Time for the Planet à la valeur d'achat initial, **le taux de rentabilité interne** pouvant être attendu pour un investissement chez Time for the Planet **est de 0%**.

3.3.3 Risque de perte du capital investi

L'investissement dans Time for the Planet est un **investissement en capital**.
Nous tenons à clarifier le fait que même si nous souhaitons à terme pouvoir racheter les actions des investisseurs qui le souhaitent, nous ne pouvons pas le garantir. Il existe donc un risque de perdre tout ou partie de votre apport.

IV. Le prisme d'investissement de TP

L'objectif unique de TP est de parvenir à lutter contre le dérèglement climatique de la façon la plus efficace. Il est donc essentiel de n'investir que sur des entreprises qui ont un impact fondamental sur les émissions de gaz à effet de serre.

4.1. Critères

Les critères que l'on retient dans la constitution de notre deal flow sont :



Mondial



Centré sur la diminution des émissions de gaz à effet de serre : le TRP doit être a minima de 5 %



Effets immédiats (à partir du moment où l'entreprise atteint le product-market-fit)

4.2. Le périmètre d'action

Suite à la réalisation de notre dossier scientifique, nous avons identifié **20 problèmes** prioritaires à traiter pour lutter contre les gaz à effet de serre au niveau mondial.

Nous interviendrons dans les 5 secteurs suivant :

- l'énergie
- l'industrie
- le transport
- l'agriculture
- le bâtiment

Avec l'ambition de développer des solutions pour :

- Ne plus émettre de GES
- Améliorer l'efficacité énergétique
- Réduire les émissions
- Capter les GES

Notre matrice d'action : les 20 problèmes que Time for the Planet adresse.

	Zéro émission	Efficacité énergétique	Sobriété	Captation
Energie	Produire et stocker les énergies renouvelables sans métaux critiques/rares	Améliorer le taux de retour énergétique des solutions renouvelables	Décentraliser la production d'énergie et rendre le réseau intelligent	Capter les GES émis par les centrales
Industrie	Fabriquer des matériaux sans sources fossiles	Récupérer et utiliser la chaleur fatale	Augmenter la durée de vie des biens et recycler	Capter les GES émis par les usines
Transport	Se déplacer sans utiliser de combustibles fossiles	Améliorer les performances énergétiques des véhicules	Optimiser les déplacements des biens et des personnes	Capter les GES émis par les véhicules
Agriculture	Cultiver sans engrais azotés	Restructurer les terres agricoles	Développer les alternatives à la consommation de viande et réduire le gaspillage	Sécuriser et développer les puits de carbone naturels
Bâtiment	Construire avec des matériaux bas carbone	Chauffer et climatiser sans HFC ni combustibles fossiles	Rénover maisons et bâtiments	Séquestrer le carbone

4.3. Dealflow

Le rôle de TP n'est pas d'investir financièrement dans des sociétés déjà avancées, mais de créer de toute pièce les entreprises, en rassemblant une équipe de scientifiques et une équipe d'entrepreneurs. Nous nous positionnons donc ante-création.

Nous recherchons pour chacun de ces sujets les meilleures inventions et inventeurs, partout dans le monde.

Nous validons scientifiquement :

- L'importance du sujet pour la réduction des émissions de gaz à effet de serre.
- La capacité de la solution proposée à avoir un impact significatif, global et immédiat sur ces émissions

Nous ferons pour cela appel à des experts extérieurs et indépendants, tels que le Cabinet Carbone 4.

4.4. Objectifs

Les filiales ont toutes un double objectif :

- Réduire les émissions de GES ou capter les GES
- Être rentables pour remonter des dividendes à Time for the Planet afin qu'elle puisse poursuivre sa politique d'investissements.

a. Réduction ou captation des GES

Cet objectif sera mesuré par un prestataire indépendant. Chaque entreprise est régulièrement évaluée (a minima une fois par an) afin que son impact puisse être communiqué aux actionnaires de Time for the Planet pour le calcul du TRP.
L'impact mesuré est celui de la filiale elle-même ainsi que des acteurs utilisant sa technologie.

b. Rentabilité

A 10 ans, Time for the Planet doit avoir pour objectif de rendre sur demande à ses actionnaires le montant initial investi. Il est aussi fondamental de dégager un rendement permettant de créer de nouvelles entreprises.

V. Time for the Planet au service de ses filiales

5.1. Time for the Planet : Startup Studio ? Fond d'investissement ? Incubateur ?

Tout ça à la fois...

Nous ne sommes pas un incubateur ou une structure d'accompagnement, mais des **co-créateurs**. Nous composons l'équipe en associant des scientifiques avec des entrepreneurs.

Notre rôle est de :

- constituer l'équipe de dirigeant.es/associé.es de l'entreprise

- financer le développement de l'entreprise au fur et à mesure de sa croissance

- garantir une stratégie basée sur l'open-source

- Participer comme conseil aux décisions stratégiques de l'entreprise

Time for the Planet fait entièrement confiance à son équipe dirigeant.e pour prendre l'ensemble des décisions et définir la stratégie, le mode de management, l'organisation et la vie quotidienne de l'entreprise, à condition que ces décisions soient conformes à la charte de Time for the Planet (en particulier sur l'open source, qui est doit être garantie).

Un.e des dirigeants sera nommé président.e de la Société et disposera donc d'une délégation de responsabilité.

5.2. L'open source, l'ingrédient qui change la donne pour le sauvetage de la planète

5.2.1. Le partage des technologies pour accélérer la résolution du problème et toucher le monde entier.

Nous sommes partis du problème suivant : une fois une technologie opérationnelle, une équipe constituée et des financements abondants, comment augmenter encore les chances de résoudre le problème auquel l'entreprise veut s'attaquer ?

Nous avons réfléchi à la façon la plus simple, la plus rapide et la moins coûteuse pour résoudre un problème à une échelle mondiale : le partage des technologies découvertes !

En effet, nous sommes bien conscients qu'une filiale créée mettrait certainement de longues années à s'imposer mondialement.

Mais en fait, ce n'est pas à elle de s'imposer mondialement mais à la technologie !

Si celle-ci est utilisée par d'autres entrepreneurs, nous ne créons pas une simple entreprise mais directement un marché !

5.2.2. Open source et licences libres : droits et devoirs

Ce que nous entendons par open source, c'est le fait de mettre à disposition de tiers l'ensemble des éléments permettant de copier, utiliser et commercialiser les innovations produites par nos entreprises.

Nous accordons des licences d'utilisation de nos innovations à toutes celles et ceux qui en feront la demande. Il est bien entendu interdit d'utiliser nos innovations sans obtenir au préalable cette licence. Nous délivrerons la licence à toutes les personnes et entreprises qui en feront la demande, à moins qu'elles ne respectent pas certains points de notre charte éthique.

La licence Time for the Planet ouvre des droits et des devoirs.

Les droits des entreprises bénéficiaires de la licence Time for the Planet :

- Copier tout ou partie d'une innovation
- Améliorer une innovation
- Commercialiser une innovation

Les devoirs :

- Mettre en commun les améliorations et découvertes faites sur l'innovation
- Commercialiser l'innovation dans un domaine et sous une forme faisant partie d'une liste exposée dans la licence édictée par Time for the Planet. Ainsi, une innovation dédiée au secteur du bâtiment ne pourra pas être utilisée dans le secteur militaire, par exemple. Bien entendu, la liste des secteurs pourra être étendue sur demande, si Time for the Planet estime que cela est pertinent pour la lutte contre le changement climatique.

5.2.3 Les modèles économiques de l'open source

Le principe de Time for the Planet est de créer des entreprises qui doivent être suffisamment viables économiquement pour pouvoir se développer, avoir un impact sur le changement climatique, et susciter la création de nombreuses autres entreprises basées sur l'innovation apportée.

Chaque entreprise doit donc mettre à disposition de tous le savoir qu'elle a accumulé, et trouver une façon de gagner de l'agent qui ne soit pas basée sur la privatisation de ce savoir.

Vous trouverez sur notre site 7 exemples de modèles économiques possibles autour de l'open source.
(https://www.time-planet.com/fr/tout-savoir/notre-strategie/methode-time-for-the-planet/comment-nous-allons-utiliser-lopen-source-pour-lutter)

5.3. Bénéfices de la présence majoritaire de Time for the Planet au capital

a. Moins de temps pour aboutir au même résultat et donc moins d'argent dépensé.

L'expérience en conception/création d'entreprise permet d'économiser des sommes considérables. Par exemple, le temps pour aboutir à une première vente peut passer de 2 ans en moyenne à 4 mois si l'on applique la méthodologie Time for the Planet. Cette méthodologie est basée sur 3 piliers:

- Interroger les clients potentiels avec une méthode innovante d'interview
- Vendre le produit avant qu'il ne soit construit
- Ne financer que les actions strictement nécessaires à l'exécution

b. Changement de paradigme

Monter une entreprise dans le cadre de l'écosystème Time for the Planet, signifie s'inscrire dans un plan de sauvegarde de la planète, sur lequel vont investir des milliers de particuliers, entreprises, organismes, institutionnels et qui va permettre de transformer l'entrepreneuriat en une arme fondamentale pour tenter de gagner la guerre contre le dérèglement climatique.
Rejoindre Time for the Planet permet donc d'ancrer l'entreprise créée dans un socle de valeurs qui dépasse le simple cadre d'une création d'activité économique.

c. Levées de fonds : on s'occupe de tout

Plusieurs mois de travail économisés en raison de l'absence d'efforts à fournir pour lever des fonds en Seed, Serie A voire Serie B : Time for the Planet se charge d'investir en direct au bon moment, et/ou de rechercher des partenaires financiers extérieurs.

d. Apport de réseau

Time for the Planet, de par le réseau de ses fondateurs et de ses associés, apporte en permanence des ressources fondamentales pour le développement de l'entreprise à chaque phase : Recherche de clients, fournisseurs ou experts, Presse, Comptabilité, Juridique, Crédit impôt innovation, Webmarketing,...

e. Visibilité et crédibilité

Les fondateurs de Time for the Planet, ainsi que des dizaines de growth hackers, juristes, entrepreneurs, communicants, etc... vont concentrer l'ensemble de leur attention et de leur expertise sur la création d'une grande entreprise de communication et de lobbyisme pour la planète. Dans ce cadre, la mise en avant des résultats obtenus par les entreprises filiales de Time for the Planet sera fondamentale, et leur permettra de grandir encore plus vite.
Time for the Planet a vocation à devenir une entreprise de portée mondiale, via des institutionnels et la constitution d'une large communauté de citoyen.nes.

f. Fonctions support et formations

Time for the Planet fournit des services supports et formation gratuits ou à tarifs réduits à ses filiales dans différents domaines : commercial, juridique, RH, marketing, ...

Ces compétences sont apportées par les salariés et fondateurs de Time for the Planet, mais également par des partenaires ou membres des Teams for the Planet.

La formation des entrepreneur se fera sur des sessions dédiées aux personnes accompagnées par Time for the Planet.

5.4. Méthodologie



ÉTAPES

1. Sélection du problème scientifique
2. Création d'un avantage concurrentiel correspondant à la solution scientifique
3. Recrutement de l'équipe fondatrice de la filiale
4. Tester l'opportunité de marché
5. Constitution du board d'une filiale
6. Création de la société, conception du MVP et investissement en Seed
7. Passage en open source et investissements successifs tout au long du développement de l'entreprise
8. Schémas de sortie des filiales

1ère étape : Sélection du problème scientifique

Le choix du problème scientifique se fait sur la base de 3 critères :

. Impact sur la résolution du problème sur les émissions de gaz à effet de serre (GES).
La solution proposée doit s'adresser à un marché suffisamment important pour avoir un impact significatif sur les émissions ou la captation de GES.
Par exemple, le problème de l'émission de CO2 par l'industrie du ciment : il s'agit de 5% des émissions mondiales de CO2, ce qui est considérable.

. Niveau de R&D nécessaire pour l'industrialisation de la solution en fonction du niveau d'impact.
Nous sélectionnerons des solutions à faible R&D si leur impact est visible à court terme. Les solutions à fortes R&D seront choisies uniquement si l'impact est visible mondialement à moyen ou long terme.

. Facilité d'accès au marché d'une solution open source.
Plus le produit doit être conçu sur-mesure pour chaque client, plus le marché est difficile d'accès pour une solution open source. Ainsi, nous privilégierons dans un premier temps les entreprises dont le produit ne nécessite pas de personnalisation trop importante pour chaque client.

Exemple : une solution de capture du carbone sur les sites industriels doit être adaptée à la configuration technique de chaque site. La diffusion de cette technologie permettra à terme à des installateurs de déployer la technologie au niveau mondial; néanmoins il faut un fort degré de personnalisation qui nécessite donc à chaque fois un temps d'adaptation.
A l'inverse, une technologie permettant de construire sans ciment à partir d'une colle écologique minérale peut être mise à disposition de tous et être déployée très rapidement à l'échelle mondiale, sans adaptation locale spécifique.

La Roadmap de Time for the planet va nous conduire à privilégier dans un premier temps des entreprises à faible niveau de R&D et avec un accès au marché facilité et donc plus rapide.

2ème étape. Recherche d'un avantage concurrentiel correspondant à la solution scientifique

Un problème scientifique ne correspond pas naturellement et nativement à un problème marché. Pour continuer sur notre exemple, le fait que le process de fabrication du ciment soit émetteur de CO2 ne sera un problème marché que si l'on trouve une façon de construire sans ciment avec un avantage concurrentiel : prix plus bas, meilleure qualité d'isolation, plus grande durabilité, etc...

Cette réflexion se fait en interne chez Time for the Planet, en y associant l'inventeur, le comité scientifique et comité entrepreneur.

3ème étape : Test marché à haute fréquence, investissement de 5000 à 15 000 €

Avec un investissement de 5 000€ à 15 000€, nous utilisons des techniques de testing à haute fréquence pour déterminer, en l'espace de 3 semaines :
- Si le produit ou service permet d'accrocher des clients
- Qui sont les clients
- Quel est le coût d'acquisition d'un client

Ces tests sont effectués dans des conditions réelles : prises de rendez-vous avec des prospects comme si l'innovation existait déjà, création de landing pages présentant l'innovation, publicités sociales, retargeting etc...

Exemples :

- si l'on veut tester l'intérêt des consommateurs pour une solution de climatisation fonctionnant sans électricité, et qu'on veut savoir à quel prix les personnes sont prêtes à l'acheter, il sera nécessaire de tenter de les vendre sur une market place, avec plusieurs prix différents, ou même de créer un crowdfunding pour valider l'intérêt réel des consommateurs pour la solution imaginée.

- Prise de rendez-vous commerciaux pour vendre la solution imaginée, à partir de dessins techniques, de simulations 3D, afin d'obtenir des contrats de pré-commandes.

- Publicités en ligne pour vendre un produit n'existant pas encore à de vrais consommateurs (avec remboursement immédiatement après la réalisation de la vente).

4ème étape : Recrutement de l'équipe fondatrice de la filiale

Dans la plupart des cas, il n'y a pas encore d'équipe en place (par exemple, seulement un inventeur/scientifique). Nous complétons donc l'équipe.

La/le CEO : nous recherchons préférentiellement une personne ayant créé une entreprise précédemment dans le même secteur. Mais cela ne sera pas toujours nécessaire. Nous privilégierons la capacité entrepreneuriale, la rapidité d'exécution, la vision et la finesse managériale.

- La/le CTO : peut parfois être l'inventeur, à condition que la personne le souhaite et qu'elle dispose des capacités de management et de vision entrepreneuriale.

- Éventuellement, 1 à 2 fondateurs supplémentaires, qui apportent une expertise industrielle ou produit, une compétence ou un réseau commercial etc...

5ème étape : Constitution du board d'une filiale

Le board d'une filiale est un comité de pilotage opérationnel qui se réunit au moins tous les 3 mois et dont les membres peuvent être amenés à intervenir directement sur le terrain.
La board est composé, au minimum de :
. 1 cofondateur de Time for the Planet
. 1 membre du comité de développement de Time for the Planet (pour l'image)
. 1 membre de la team Investisseurs de Time for the Planet
. 1 salarié accompagnateur de Time for the Planet qui suit l'avancement au quotidien et qui participe aux rendez-vous les plus importants.

6ème étape. Création de la société, conception du MVP et investissement en Seed (20 000€ à 100 000€)

La création de la société intervient une fois les tests marchés réalisés.
Time for the Planet crée les entreprises à partir de 0 ("from scratch"). Chaque entreprise créée est donc une filiale de la maison mère, Time for the Planet.

a) Création de la société :

La société sera, dans la quasi totalité des cas, une Société par Action Simplifiée. Time for the Planet se charge de la création juridique de la société, du versement de l'apport de départ et de l'enregistrement de la marque.
En règle générale, il sera exigé des fondateurs de verser une somme d'argent minimale pour symboliser leur engagement financier dans le projet. Cette somme sera néanmoins beaucoup plus faible que dans le cadre d'une création d'entreprise classique.

b) Création du MVP :

Le Minimum Viable Product correspond à la version la plus minimaliste possible du produit ou du service envisagé. En général, à l'étape précédente, les premières ventes ou approches commerciales très avancées auront été réalisées simplement sur la base du produit ou service projeté. Il s'agira, dans l'étape 6, de passer à la réalisation concrète du produit ou service.

Time for the Planet applique une méthodologie basée sur la rapidité d'accès au marché. Nous serons donc particulièrement vigilants sur la conception du MVP, qui devra être le plus rapide et le moins coûteux possible pour commencer à générer du chiffre d'affaires. Ce n'est qu'au regard de contrats ou d'intentions d'achats fermes que nous poursuivrons l'investissement dans le développement du produit. Nous n'investirons pas de fonds conséquents dans un produit n'ayant pas fait l'objet d'intentions d'achat très fortement exprimées.

c) Investissement financier :

Plutôt que de réaliser des tours d'investissement successifs, Time for the Planet apporte, comme majoritaire, le financement nécessaire à chaque étape du développement de l'entreprise.

Ce rôle de majoritaire nous permet de garantir le maintien de la philosophie open source et le développement rapide de l'entreprise.

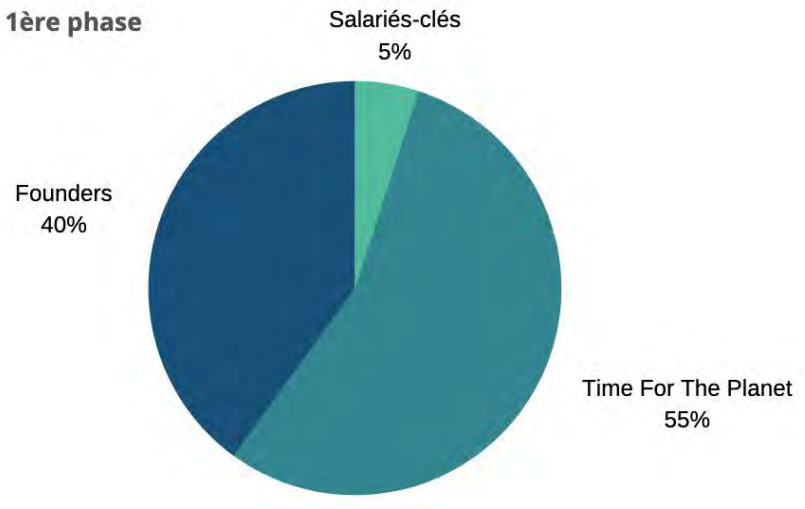
Par la détention également de golden shares nous conserverons une certaine capacité de contrôle, même dans l'hypothèse où, dans le cadre du développement futur de l'entreprise, nous serions amenés à céder la majorité aux fondateurs.

Time for the Planet investira un premier montant d'amorçage. Cet investissement doit permettre à l'entreprise de réaliser son MVP et sa Proof of Concept, et d'arriver a minima à ses premières ventes, validant un business modèle.
Le montant investi en seed oscillera entre 50K€ et 500K€. Il peut être complété par des financements extérieurs, en particulier bancaires.

Avantages de la présence de TP comme majoritaire pour les fondateurs :

- Time for the Planet investit, dans le temps, en injectant des fonds au fur et à mesure des besoins.
- Tant que Time for the Planet finance le développement de l'entreprise, il n'y a donc pas d'augmentation de capital. Aussi, les fondateurs ne peuvent pas être dilués. Or, on sait que dans un développement classique, les dilutions successives rendent souvent les fondateurs propriétaires d'une part minime de l'entreprise (en général, moins de 25% à eux tous après 2-3 tours).
- Les fondateurs restent focus sur le développement de la société car ils n'ont pas à passer du temps à la recherche des fonds notamment pour la phase d'amorçage.
- Les fondateurs sont rémunérés dès le départ et ont des parts de la société. Cela est également valable pour les salariés-clés.

La répartition du capital au lancement sera en général la suivante :



Le cas particulier : si la société existe déjà

Parfois, la société, bien que ne faisant pas ou très peu de CA, existe déjà. Dans ce cas, Time for the Planet va investir de façon minoritaire, sous la forme d'obligations convertibles.
Une fois le MVP réalisé, Time for the Planet investira alors en majoritaire. Si nous ne trouvons pas d'accord sur la majorité, nous négocierons des "golden shares" nous donnant la possibilité d'imposer notre vision sur l'open-source.
Seuls 3% à 8% des projets étudiés à l'origine passeront à l'étape 7

7ème étape. Passage en open source et investissements successifs tout au long du développement de l'entreprise

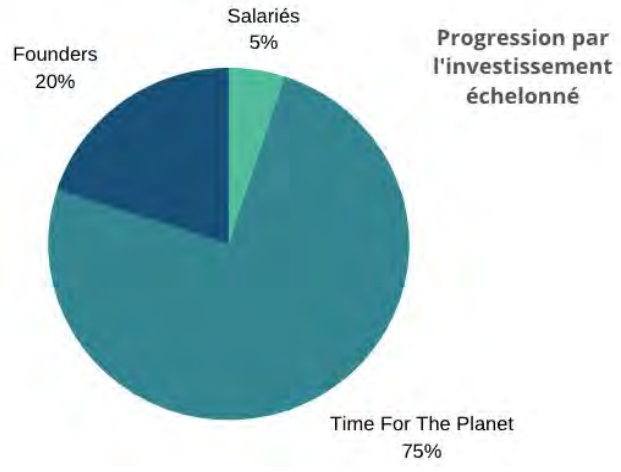
a) Passage en open source

Une fois la preuve de concept réalisée, Time for the Planet enverra l'un de ses chargés de R&D pour aider à la mise en place de la documentation sur l'innovation technologique de la filiale. Pour cela, le chargé de R&D aura accès à :

- tous les salariés et fondateurs de l'entreprise
- un budget pour financer le temps passé par les salariés de la filiale et/ou par des tiers extérieurs (prestataires)
- une interface conçue par Time for the Planet pour rendre la mise à disposition des technologies à la fois simple, ludique et détaillée.
- un-e interprète qui se chargera de la traduction dans une des 2 langues de Time for the Planet (Anglais/Français)

b) Financement échelonné

Time for the planet a vocation à financer les entreprises filiales tout au long de leur développement.
Nous privilégierons de petits investissements successifs et rapprochés, plutôt que de gros tours de tables de type Serie A, Serie B, Serie C.
Le pourcentage détenu par Time for the Planet augmente donc avec le temps, au fur et à mesure des investissement consentis :



Les Avantages :

. Intervenir de façon plus agile et plus rapide sur un besoin clairement identifié
Par exemple, besoin de 800K€ pour recruter une équipe d'ingénieurs commerciaux ou de un million pour lancer une campagne de publicité à la radio.
. Éviter les frais liés aux tours de tables (pas d'augmentation de capital)
. Éviter de financer un tour à un montant gonflé comme c'est généralement le cas pour les startups, qui lèvent de l'argent non pas en fonction de leurs besoins rationnellement identifiés, mais en fonction de ce qu'elles peuvent obtenir comme valorisation de la part des investisseurs.
. Dépenser des fonds de façon plus sécurisée, en évitant d'injecter de l'argent n'ayant pas de destination précise dans la tête des fondateurs.

Forme des investissements

Les filiales de Time for the Planet sont des SAS à capital variable, ou équivalent lorsque nous serons amenés à les créer sous législation étrangère (par exemple, sociétés de droit américain).

Nous finançons l'entreprise sous la forme d'achat de parts de l'entreprise à capital variable.

Les avantages de cette forme :

- Pas d'augmentation de capital à chaque investissement
- Possibilité de faire facilement souscrire des tiers investisseurs
- Possibilité de fixer un prix de sortie à l'avance (par exemple, 2 ou 3 fois le prix d'achat)

c) Provisionnement et régulation des investissements

Lors du lancement de l'entreprise, nous provisionnons un montant qui dépendra du niveau de R&D envisagé pour cette entreprise. Le montant oscillera entre 300K€ et 2 millions d'euros et permet de fixer le maximum de financement possible pour arriver jusqu'au product-market fit.

Définition : Product market fit
De façon globale, c'est un produit qui correspond à un marché. Plus précisément : ce produit, lorsqu'il rencontre son marché, se convertit par lui-même.
En d'autres termes, c'est un produit qui colle si bien à son marché qu'il n'a pas besoin de déployer des trésors de communication pour convaincre les acheteurs potentiels, qui comprennent immédiatement son fonctionnement ainsi que son utilité.
L'idée du Product/Market Fit, c'est donc de toucher un maximum de personnes pour convertir à grande échelle, sans avoir besoin de convaincre chaque client un par un.

Une fois le product market fit atteint, nous évaluons l'opportunité de réaliser une deuxième provision, allant de 1 à 5 millions d'euros, pour financer la suite du développement de l'entreprise. A chaque fois, l'objectif ne sera pas de dépenser l'entièreté de la provision, mais de pouvoir anticiper les besoins de l'entreprise dans le temps.

Le montant des seuils indiqués ci-dessus variera en fonction des périodes et des montants levés par Time for the Planet

Time for the Planet n'investit pas dans les entreprises filiales sans que des raisons précises le justifient.
L'investissement se fera en général à la demande du CEO de la filiale ou d'un membre du board de la filiale.
Il doit recevoir l'assentiment du board de l'entreprise elle-même, du conseil de surveillance de Time for the Planet pour valider l'enveloppe ainsi que du comité d'engagement de Time for the Planet pour débloquer les fonds. (cf. Saisine du conseil de surveillance).

Une fois la totalité de l'enveloppe Time for the Planet épuisée, si l'entreprise a encore besoin de capital, elle devra solliciter une nouvelle provision validée par le conseil de surveillance, ou rechercher des financements extérieurs, à condition que ceux-ci n'aboutissent pas à une perte de contrôle de l'entreprise par Time for the Planet.
Cela est sécurisé par les goldens shares que possède Time for the Planet qui permettent de garder le contrôle sur des points clés comme l'open source lors de co-investissement.

Co-investissement

Time for the Planet est ouvert au co-investissement dans ses filiales.
Les investisseurs extérieurs pourront investir sous toutes formes, à condition que cela ne puisse pas aboutir à une perte de contrôle de l'entreprise par Time for the planet :

- Achat de parts dans le capital variable
- Augmentation de capital (dépassement du montant maximal de capital variable)
- Obligations convertibles
- Prêts

8ème étape : Schémas de sortie des filiales

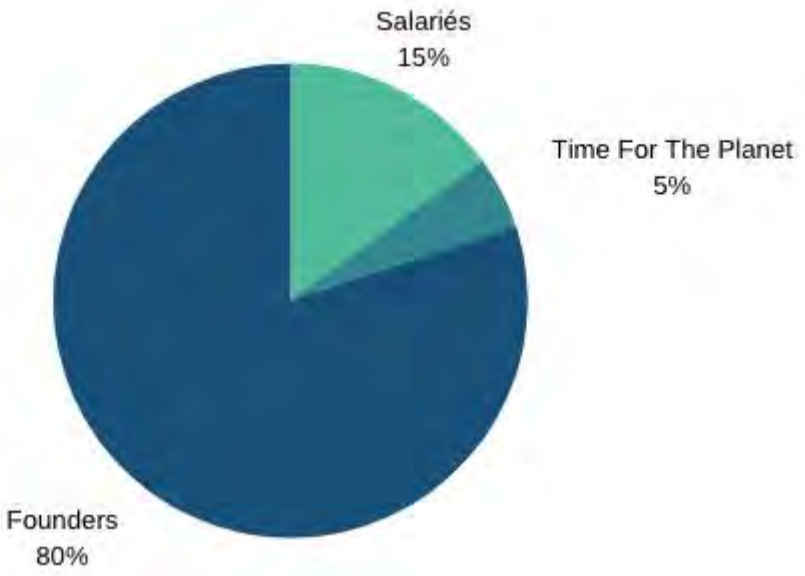
Lorsque l'entreprise atteint la rentabilité et que la diffusion open source de sa technologie a été assurée, la question de la sortie commence à se poser. Time for the Planet a vocation à vendre une partie de ses actions à la société filiale elle-même (sous la forme d'une diminution de capital). Le prix de rachat oscille, selon les entreprises, entre 2 et 5 fois le prix d'achat de l'action au départ. Ce prix est fixé lors du passage de l'entreprise en capital variable.

La sortie des investisseurs se fait donc par diminution de capital. Cela permet de :

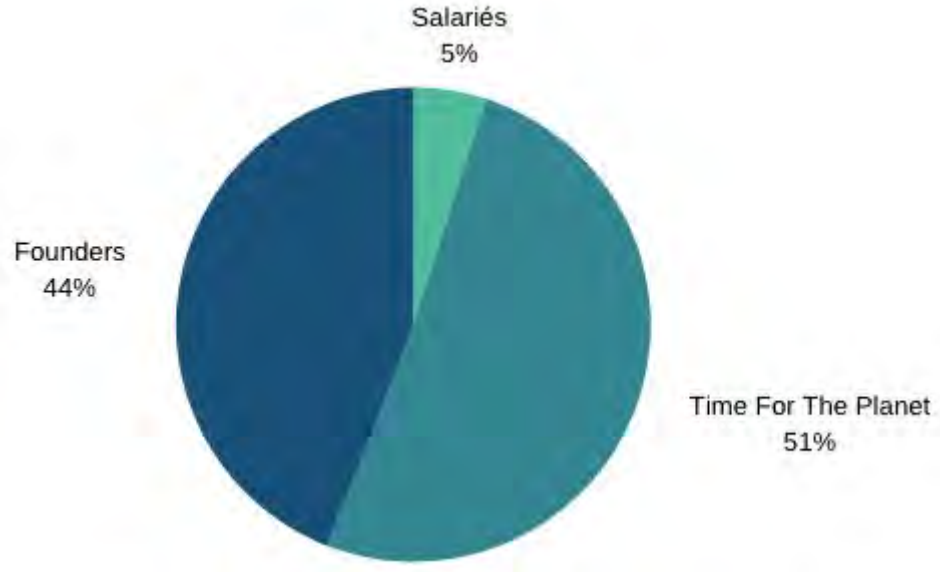
- Rendre lisible les modalités de sortie, en évitant le rachat par une entreprise tiers ayant une logique industrielle potentiellement différente de l'intérêt purement environnemental et de la culture insufflée au sein de l'entreprise (par Time for the Planet, les fondateurs et les salariés).
- Limiter le gain financier des investisseurs tiers : ils sont rémunérés pour le risque pris, mais avec des limites raisonnables

2 possibilités :

1er cas : l'entreprise est un acteur parmi d'autres, sur un marché dynamique qui a permis de réduire considérablement les émissions de CO2.
Dans ce cas, les fondateurs et les salariés sont amenés à posséder 95% de l'entreprise. Time for the Planet conserve uniquement ses golden shares sur l'open source.



2ème cas : l'entreprise est un acteur majeur, structurant, sans lequel la diminution des émissions de CO2 ne serait pas significative.
Dans ce cas, les fondateurs sont légèrement relués mais Time for the Planet garde en tout état de cause la majorité, et se rémunère sur les dividendes.



Garanties post-sorties

Nous conservons les golden shares qui nous permettent de garantir l'open source et un droit de regard sur l'utilisation des dividendes.

Nous disposons et conservons le pacte d'actionnaire qui nous offre un droit de préemption sur le rachat des parts des autres actionnaires et sur la participation à une augmentation de capital.

Statut de l'inventeur.euse

L'inventeur.euse doit pouvoir s'épanouir dans le projet qui lui est proposé. Il doit avoir 3 dimensions :

a. Reconnaissance : Dans le cadre de la mise en open source de son invention, il sera mentionné dans toutes les communications le nom de l'inventeur.euse.
b. Garanties d'efficacité : Time for the Planet lui garantit que des moyens humains et financiers vont être mis en oeuvre pour que l'invention change la face du monde.
c. Garanties capitalistique : Actionnaire minoritaire, il devient majoritaire (avec les entrepreneurs) une fois la phase de sortie de Time for the Planet finalisée
d. Sécurité financière : L'inventeur est rémunéré par Time for the Planet dès le lancement de l'entreprise

VI. Structuration juridique et gouvernance

Une société à mission : l'une des premières de France

Time for the Planet est par essence une "société à mission" tel que défini par la loi PACTE dont le décret vient de paraître le 2 janvier 2020. Une société à mission est une société qui statutairement se fixe des objectifs sociaux ou environnementaux dans le cadre de son activité. Elle a l'obligation de mettre en place un organe de contrôle interne et externe pour suivre l'exécution de la mission qu'elle s'est fixée.
Cela fait de Time for the Planet l'une des premières société à mission de France.

6.1 Notre forme juridique initiale :

En 2019 Time for the Planet a été créée sous la forme d'une SAS (Société par Actions Simplifiée)

Suite à la validation du concept de Time for the Planet fin 2019 et l'engouement suscité nous avons été rapidement contraint par la réglementation limitant le nombre d'actionnaires à 150 en SAS d'effectuer une transformation.
Nous avons donc opéré un changement de forme juridique en mars 2020 pour devenir une Société en Commandite par Action.

6.2 Notre forme juridique actuelle : La Société en Commandite par Action

La Société en Commandite par Actions (SCA) est une société commerciale dans laquelle les associés de la société sont divisés en 2 groupes : les associés commandités et les commanditaires.

6.2.1. Le(s) associé(s) commandité(s) :

Ils sont indéfiniment et solidairement responsables des dettes de la société et leurs titres ne sont pas librement cessibles.
Ils ont les pleins pouvoirs pour nommer le gérant et s'immiscer dans la vie de la société.
Dans notre cas, il n'y aura qu'un seul et unique commandité en la personne morale suivante : la SAS Act for the Planet.
Cette dernière est détenue intégralement et exclusivement par les cofondateurs.
Les 6 cofondateurs sont : Nicolas Sabatier, Mehdi Coly, Laurent Morel, Coline Debayle, Arthur Auboeuf et Denis Galha Garcia
La modification des statuts de la SCA exige, sauf indication contraire, l'accord de tous les commandités.

6.2.2 Les actionnaires commanditaires :

Ils ont le même statut que des actionnaires dans une SA (Société Anonyme)
Les commanditaires sont les personnes qui détiennent des actions de Time for the Planet, ils sont plus communément appelés : actionnaires.
Ils ont le droit de se présenter afin de devenir membre du conseil de surveillance. Le conseil de surveillance est élu par les commanditaires sur la base d'une action = 1 voix.

6.2.3 La gérance

La SCA peut être gérée par un ou plusieurs gérants. Le ou les gérants sont désignés par l'associé commandité unique de Time for the Planet à savoir : Act for the Planet.

Les gérants actuels de la SCA Time for the Planet sont au nombre de 6 et sont : Mehdi Coly, Nicolas Sabatier, Laurent Morel, Coline Debayle, Arthur Auboeuf et Denis Galha Garcia.

La rémunération fixe plus variable, d'un gérant personne physique, est capée statutairement à 4 SMICS par gérant.
Dans le cas d'un gérant personne morale, les management fees liés à la rémunération du ou des dirigeants rémunérés par la personne morale devront intégrer également ce plafond de 4 SMICS par personne physique.

En cas du décès de l'ensemble des commandités, l'ONU sera nommée associé commandité par défaut de la société.

Les actionnaires commanditaires ne peuvent être gérants.

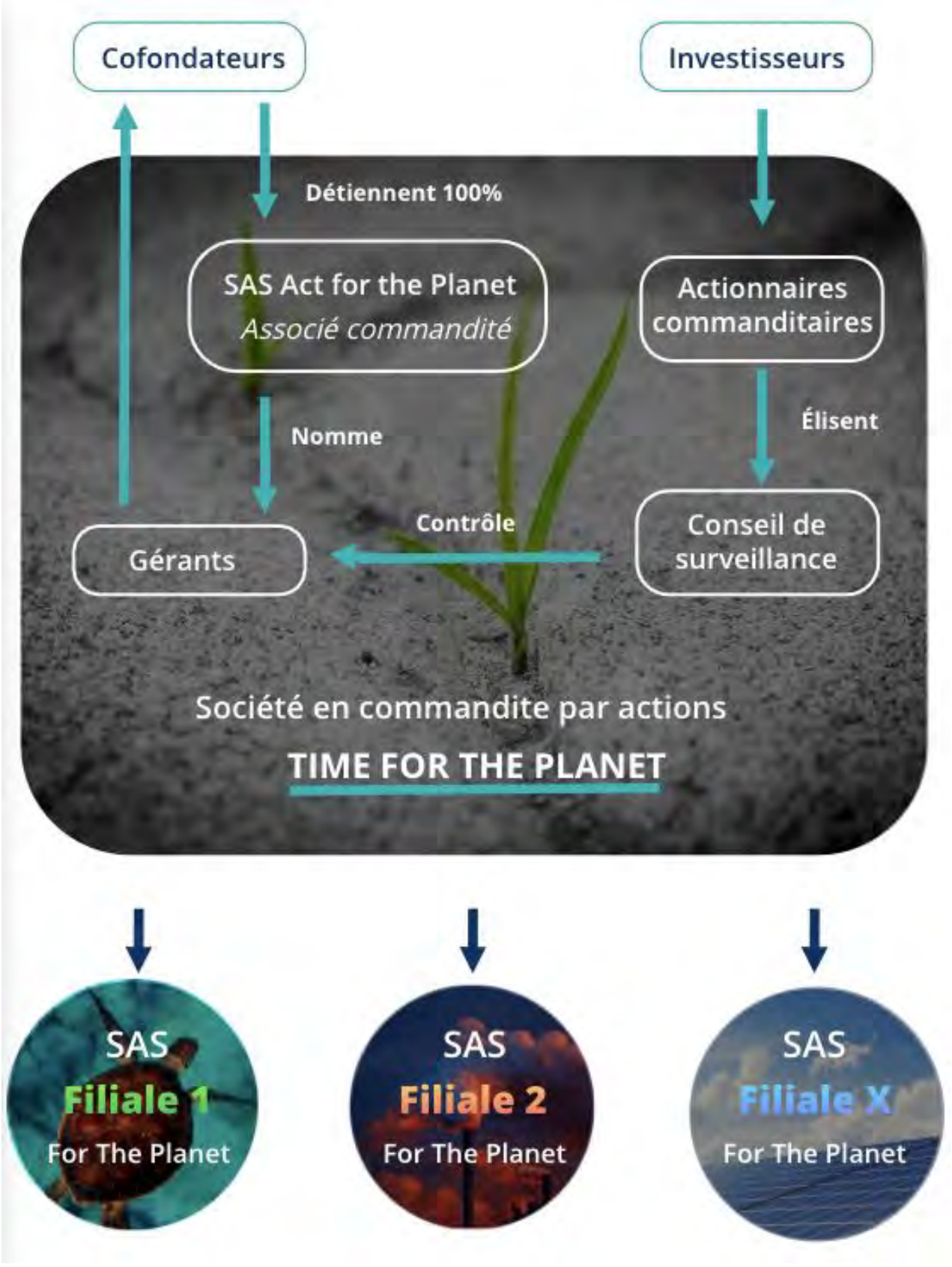
6.2.4 Le conseil de surveillance :

Le Conseil de Surveillance (CS) est composé de 3 membres au minimum et 12 membres au maximum. Les membres du CS sont obligatoirement des commanditaires. Il peut s'agir de personnes physiques ou morales.
Un associé commandité ne peut être membre du conseil de surveillance et ne peut non plus participer à la désignation des membres de ce conseil.
Il peut cependant, comme le gérant, assister au conseil de surveillance.
Le Conseil de surveillance assume le contrôle permanent de la gestion de la société (article L226-9 du code du commerce).

Le rôle du conseil de surveillance est de donner un avis sur les propositions d'investissement des gérants. Suite à cet avis les investissements doivent être votés en AGO par les actionnaires commanditaires.

Les décisions au sein du conseil de surveillance sont prises à la majorité (1 membre = 1 voix). En cas d'égalité, le président a voix prépondérante.

6.2.5 Schéma de la gouvernance :



6.2.6 Le capital social et valorisation :

Le capital social est divisé en actions de 1€ et composé uniquement des actions des commanditaires.
La valeur des actions est statutairement stable dans le temps et est évaluée à 1€ l'action.

Le capital de Time for the Planet à vocation à atteindre 1 milliard d'euros.
Cet objectif sera atteint en effectuant des augmentations de capital successives sans prime d'émission.

6.2.7 L'achat et la vente d'actions

L'achat d'actions vous donne de plein droit le statut de commanditaires. L'achat d'action se fera dans la majorité des cas par augmentation du capital de la société.
Afin de ne pas être dans une logique spéculative l'ensemble des nouvelles actions sera toujours mis en vente au prix de 1€ l'action.

Les augmentations de capital seront très régulières environ 1 à 2 par an afin d'intégrer les nouveaux actionnaires jusqu'à ce que le capital atteigne un milliard d'euros.
En tant qu'actionnaire/commanditaire vous pouvez à tout moment vendre vos actions à un tiers.

L'objectif de Time for the Planet vis à vis de ses actionnaires est de pouvoir effectuer des diminutions de capital à terme mais cela pas avant 10 ans afin de faciliter la revente d'action pour les actionnaires le souhaitant.

Le prix de rachat proposé par Time for the Planet sera au prix initial de 1€ l'action.

6.3 Offre au public de titres financiers / AMF :

Suite à un changement de réglementation, depuis le 21 juillet 2018, ne constitue pas une OPTF (Offre au Public de Titres Financiers) l'offre dont le montant total est inférieur à 8M€ calculé sur une période de douze mois.

Time for the Planet peut ainsi proposer l'acquisition de ses titres jusqu'à 8M€ sans prospectus et donc sans agrément de l'AMF.
Toutefois nous allons établir un Document d'Information Synthétique (DIS), document obligatoire devant être publié et transmis à toute personne intéressée et déposé à l'AMF préalablement à la réalisation de l'offre.

Début 2020 nous lancerons la première offre en rédigeant et déposant auprès de l'AMF le DSI (Document d'Information Synthétique).
En 2021, nous établirons un prospectus et effectuerons une demande d'agrément à l'AMF afin de pouvoir dépasser les 8M€ d'OPTF.

6.4 Notre Conseil



Dominique Stucki, du cabinet Cornet Vincent Ségurel, est notre conseil. **Membre actif au sein du Pôle Finance Innovation**, il est l'un des **avocats leaders de la FinTech** et de la **PropTech**. Il siège au sein de plusieurs associations et groupes de travail dans ces domaines et est l'auteur de nombreuses publications sur ces sujets (dont le Thomson Reuters FinTech Guide - France)
Grand spécialiste de l'AMF, il travaille en partie en Pro Bono pour Time for the Planet, afin de participer, par son expertise, au déploiement rapide de l'entreprise.

C'est aussi une façon pour son cabinet de travailler sur l'innovation sociale et technologique. Un ouvrage est en préparation sur le sujet, à paraître dans la revue Banque.

6.5 Investissements dans les filiales

Toute décision d'investissement dans une filiale doit être validée par le conseil de surveillance.

a. Saisine du conseil de surveillance

Le conseil est saisi à la demande du CEO d'une filiale, d'un gérant de Time for the Planet, d'un membre du conseil lui-même (qui dans ce cas ne participe pas aux débats), ou d'un membre du board d'une filiale. La saisine doit contenir un résumé de la demande, indiquant :

- La raison de l'investissement demandé
- Quel montant, et pourquoi ce montant
- Quelles alternatives à un financement supplémentaires ont été étudiées
- Un prévisionnel financier intégrant le montant demandé

Avant d'être validée, la saisine doit être étudiée par un analyste de Time for the Planet. Un analyste dispose de maximum 15 jours ouvrés pour donner une réponse à une demande reçue de la part d'une filiale.
Il doit vérifier que :

- La filiale n'a pas de problème de trésorerie immédiat (à 3 mois)
- La raison et le montant de la demande de financement sont bien argumentés
- Toutes les alternatives au financement supplémentaires ont bien été explorées

L'analyste peut demander des précisions et compléter de lui-même la saisine sur la base des entretiens réalisés avec les personnes compétentes au sein de la filiale. L'analyste se rend sur les lieux pour se rendre compte de l'atmosphère qui règne au sein de l'entreprise, en réalisant des observations et des entretiens avec les salariés et dirigeants. Il rédige une note (ou enregistre un message vidéo) à l'attention des membres du conseil de surveillance, afin que les aspects humains soient pris en compte dans la décision.

b. Réponse du conseil de surveillance

Le conseil peut :

- Refuser la demande. Dans ce cas, la filiale ne pourra plus saisir le conseil avant 3 mois.
- Accepter la demande en totalité, voire aller au delà.
- Accepter la demande en partie.
- Demander un pitch du CEO ou de l'auteur de la saisine sur une prochaine séance, pour disposer de plus d'éléments.

Dans tous les cas, un retour vidéo ou audio est enregistré à l'attention des dirigeants de la filiale.

c. Décision pouvant aboutir à un arrêt de l'activité

Time for the Planet ne finance pas à fonds perdus une entreprise qui n'avance pas et qui ne donne pas de gages de progrès.
Le conseil de surveillance a donc toute latitude pour prononcer le refus de financement d'une entreprise arrivant à court de trésorerie, si celle-ci n'a pas pu démontrer, au regard du temps qui lui a été imparti, une réelle capacité d'accès au marché et de scale de son chiffre d'affaires et/ou de sa rentabilité.

6.6 Entreprises en difficulté et cessation d'activités

Une partie du travail de Time for the Planet consistera à assurer la fermeture la plus propre et douce possible des entreprises qui seront en situation d'échec.

Time for the Planet assiste l'entreprise en difficulté, en travaillant sur des plans de licenciements économiques, des phases de conciliation avec les créanciers, de passages en sauvegarde ou procédures de redressement judiciaire.

L'assistance de Time for the Planet est alors à la fois juridique et psychologique pour les dirigeants et les salariés.

La conservation du patrimoine intellectuel de l'entreprise, avec un soin particulier à vérifier que tout ce patrimoine sera devenu open source avant la liquidation, sera au coeur du travail de Time for the Planet sur les entreprises en difficulté.

VII. La charte

7.1 Notre constat : l'urgence absolue de la crise environnementale

Nous considérons que l'Humanité est dans une situation d'urgence vitale absolue.
La dégradation accélérée des espèces animales et végétales, accompagnée d'un réchauffement climatique causé par l'activité humaine, fait courir un risque majeur d'extinction de la Vie sur Terre. Les scientifiques nous alertent depuis 50 ans sur ce sujet. Il est désormais absolument nécessaire d'agir.

7.2 La puissance de l'entrepreneuriat

Nous voulons ajouter les forces de l'entreprenariat pour agir aux côtés de celles et ceux qui s'engagent activement en tant que citoyen.nes, associations ou politiques.
L'entrepreneuriat désigne une capacité de mise en action. Son aptitude à déployer rapidement des solutions, son indépendance politique et financière et sa culture de l'invention sont des outils devant résolument être utilisés pour la sauvegarde de la Planète.

7.3 Non-Lucrativité

Nous nous engageons sans réserve à consacrer tous les moyens humains et financiers dont nous disposons à la résolution de cette crise écologique.
Time for the Planet et l'ensemble de ses associé.es renoncent, dans ses statuts, à partager d'éventuels profits générés. L'intégralité de ceux-ci seront consacrés à l'amélioration, à l'accessibilité et au développement des solutions.

7.4 Création et financement d'entreprises ambitieuses

Nous définissons notre rôle de la façon suivante :

- Trouver des inventions pouvant contribuer à résoudre un problème environnemental (ingénierie scientifique)
- Constituer et former des équipes à mettre en oeuvre et développer ces inventions (ingénierie humaine)
- Rassembler des fonds pour financer la création d'entreprises et la recherche (ingénierie financière)

7.5 Open Source

Nous nous devons de partager nos recherches, connaissances et expertises.
Pour augmenter les chances de développement d'une solution technique, nous utilisons le principe du partage de ces solutions selon les règles de l'open source. N'importe qui dans le monde pourra avoir accès gratuitement à ces solutions et les utiliser.

7.6 Intelligence collective

Nous croyons à l'utilité de chacun.e dans cette mission et entendons utiliser l'intelligence collective comme outil indispensable à son accomplissement.
Notre action est démultipliée par le fait d'appeler chacun.e à nous aider. Cela peut se traduire par le fait de nous faire découvrir une invention, en nous proposer des compétences, de l'expertise ou des moyens matériels et financiers.

7.7 Bienveillance

Notre façon d'impulser l'énergie : franchise, humour et bienveillance.
Nous voulons être entourés de personnes optimistes, travailleuses, persévérantes, et tournées vers le bien commun. Pour cela, nous impulsons une culture basée sur la confiance, la franchise et la dédramatisation des situations. L'humour est une composante importante de notre quotidien. Nous sommes extrêmement francs envers nous-même et envers les personnes extérieures qui nous demandent conseil. Enfin, la bienveillance est le pilier de notre entreprise. Elle consiste à accorder notre confiance à tout le monde par principe, et la retirer uniquement si des faits objectifs nous y amènent. Nous n'interprétons jamais les paroles des un.es et des autres. Nous partons du principe qu'elles ne sous-entendent rien, et que seul ce qui est dit objectivement doit être pris en compte.

7.8 Transparence

Nous revendiquons la nécessité de la transparence dans le monde des entreprises.
De par nos engagements, nous nous considérons comme redevables auprès de toutes et tous. Les salaires et comptes de Time for the Planet sont libres d'accès. De plus chacun.e peut devenir associé.e pour un euro et participer au vote selon le principe "une personne, une voix".

7.9 Éthique

Nous agissons en cohérence avec le monde plus juste auquel nous croyons.
Dans chacune de nos actions, nous entendons veiller activement à l'égalité femmes-hommes, à la non discrimination, à l'impact de nos activités sur l'environnement, à la lutte contre toutes les formes de harcèlement et contre toutes les formes de traites des êtres humains.

VIII. L'équipe

8.1 Équipe actuelle

8.1.1 Les fondateurs



Mehdi Coly

CEO : Chief Executive Officer

Imaginatif et pragmatique, spécialiste du "0 à 1", il teste à haute fréquence des stratégies de croissance de l'entreprise, et travaille inlassablement à la constitution du réseau Time for the Planet. Son obsession est d'agir avec rapidité et ingéniosité pour obtenir des résultats en utilisant le moins de ressources possibles. Il initie les projets nouveaux et les fait émerger pour que l'entreprise connaisse une croissance rapide.

Formation : Master droit des entreprises/droit international

Fondateur/co-fondateur de 5 entreprises :

2008. Vitacolo : Organisme de séjours pour enfants. Emploie 220 CDD/an. Social business qui organise plus de 2000 semaines de vacances chaque année, et finance le départ de 70 enfants en situation de handicap ou défavorisés.
2012. Linkeyword, agence web revendue en 2015 (équipe de 5 personnes)
2015. Optimiz.me et sa fliale américaine Mazen. Startup : Logiciel de référencement sur Google.
Lève 2 M€ en 2016.
Finalement en échec et reprise à la barre du tribunal en 2019 par l'entreprise historique du SEO, le groupe 1ère position. Optimiz.me avait au plus fort de son activité une équipe de 16 personnes
2016. Wuha (Exit en cours) : Startup : Technologie de recherche en langage naturel dans les applications web. Client principal : Dalloz. (Équipe de 14 personnes).
2017. MONCDI : Co-fondation de la branche digitale (Responsable de l'acquisition en ligne et de l'automatisation des process). 30 millions d'euros de contrats récurrents générés en 9 mois. 400 salariés
2017. Automate.me : Systèmes d'automatisations de process avec 0 ligne de codes. (3 salariés)

Enseignant vacataire en entrepreneuriat, Growth Hacking et stratégies d'investissement : La sorbonne, EM Lyon, Université Lyon 3

Rôle : Chargé de l'exécution, il démarre tous les nouveaux projets de Time for the Planet, les structure avant de transmettre leur gestion à ses associés.

Il se charge de :

- Convaincre les principaux investisseurs
- Développer le comité de développement (board) et le réseau de Time for the Planet
- Accompagner les fondateurs des filiales sur le plan commercial et managérial.
- Automatiser tout ce qui peut l'être
- Démarrer les projets nouveaux

Ses principales qualités : Influence, conviction, imagination, rapidité, agilité

Ses savoir-faire :
. Création d'entreprises
. Levées de fonds (Stratégie, documentation, relations aux investisseurs).
. Digital (Référencement sur Google, Automatisations, growth hacking, recrutement et management d'ingénieurs informatiques)



Nicolas Sabatier

CPO : Chief Product Officer

Centré sur les valeurs profondes de Time for the Planet, le CPO construit et sculpte l'image de marque de Time for the Planet. Par ses écrits, sa présence auprès des associés, la conception des supports de communication corporate (Dossiers, Sites internet, vidéos, pitchs deck, conférences…), et ses prises de position vis à vis des associés, salariés et bénévoles, il est l'initiateur et le gardien de la culture de l'entreprise.

Formation : Master Management et Administration des Entreprises (IAE Lyon III) et Master droit international (Univ. Lyon III)

Fondateur/co-fondateur de 3 entreprises :

2008. Vitacolo : Organisme de séjours pour enfants. Emploie 220 CDD/an. Social business qui organise plus de 2000 semaines de vacances chaque année, et finance le départ de 70 enfants en situation de handicap ou défavorisés.
2016. L'Atenium : bar à thème fonctionnant sur les principes de l'entreprise libérée.
2019. Houblon du Moulin : production, transformation et vente directe de houblon en agriculture biologique.

Rôle : Définir la stratégie et la culture de l'entreprise Time for the Planet. La diffuser aussi au sein des filiales.
Il se charge de :

- Définir la stratégie, en concertation avec les co-fondateurs, le board et les salariés
- Gérer l'amélioration continue de tous les supports de communication
- Manager les intervenants (prestataires, salariés, bénévoles)
- Gérer les événements physiques

Ses principales qualités : valeurs, intelligence humaine, vision, pédagogie

Ses savoir-faire :

- Management d'équipe
- Organisation humaine et logistique
- Stratégie



Laurent Morel

CAO : Chief Architect Officer

Le CAO de Time for the Planet est un pragmatique, fondu de tableurs et de respect des process. Capable de jongler avec tous les sujets techniques. Très attentif aux détails, aucune faille organisationnelle ne lui échappe.

Formation : Master de l'Ecole de Commerce et Management de Kedge (Bordeaux)

Cofondateur et/ou associé dirigeant de 4 entreprises :
2013-2018 - Numbr : Réseau d'expertise comptable à forte croissance spécialisé dans la création d'entreprise et tourné vers l'utilisation forte et le développement d'outils numériques. +400 salariés.
2016-Everest : Studio de production et postproduction audiovisuelle basé à Paris et Shanghai.
2016 - Atenium : Bar à thème fonctionnant sur les principes de l'entreprise libérée.
2019 - Eurêka : Cabinet de Géomètre nouvelle génération.

Rôle : Veiller au bon fonctionnement quotidien de toutes les composantes de Time for the Planet
Il se charge de :

- Gérer le quotidien de Time for the Planet, pour s'assurer que chaque projet lancé, chaque équipe de Time for the Planet fonctionne correctement, utilise les ressources à bon escient et avance suffisamment rapidement.
- Suivre l'avancement des entreprises créées au quotidien, d'un point de vue organisationnel, juridique, financier, structurel.
- Conclure les deals financiers après qu'on a reçu les accords oraux des investisseurs
- Monter les dossiers avec les institutionnels
- Gérer l'ensemble du secteur administratif et financier

Ses principales qualités : organisé, fiable, intelligence humaine, optimiste

Ses savoir-faire :

- Création d'entreprises notamment sur la partie juridique et financière
- Structuration de sociétés / Création de process
- Management d'équipe
- Développement commercial



Coline Debayle

CCO : Chief Communication Officer

La CCO aime pitcher sans arrêt pour faire rayonner l'aventure Time for the Planet et agrandir le cercle des soutiens. Elle fait preuve de pédagogie et cherche les bons mots pour embarquer le maximum de gens dans l'aventure.

Formation : Sciences Po Paris / HEC Paris / University of Berkeley (Californie)

2013-2020 : Fondatrice et Présidente pendant 7 ans de la start-up Artips

Créé avec seulement 1000 euros, Artips est devenu le premier média culturel digital en France, avec ses 4 newsletters qui comptent plus d'un million d'abonnés et des taux d'ouverture supérieurs à 60 %. Ces newsletters gratuites (Artips, Musiktips, Sciencetips et Economitips) utilisent le format court et le storytelling pour rendre les savoirs accessibles à tous.

En 2020, après deux levées de fonds, Artips compte plus de 40 employés et travaille avec des clients publics et privés très prestigieux (CNRS, SNCF, BNP Paribas, Inserm, Cour des Comptes...) pour leur offrir de la visibilité ou bien pour leur créer des parcours de formation sur une plateforme de microlearning innovante.

Rôle : Assure les relations publiques de Time for the Planet : presse, conférences, investisseurs, grands comptes...
Elle se charge de :

- Faire connaître Time auprès de la presse française et internationale
- Participer à un maximum d'événements publics
- Rencontrer et convaincre les investisseurs (particuliers, fonds, entreprises...)
- Créer du contenu et des formations pour aider les ambassadeurs de Time for the Planet

Ses principales qualités : prise de parole en public, représentation, communication, pédagogie, stratégie

Ses savoir-faire :

- Pitch : représenter l'entreprise dans tous types de situations
- Création de contenus ludiques et pédagogiques
- Levée de fonds (business angels, fonds, entreprises) et relations actionnaires
- Commerciale auprès des grands comptes



Arthur Auboeuf

CDO : Chief Digital Officer

Inséré dans les milieux influenceurs digitaux, il sait comment faire connaître la mission de Time for the Planet dans les foyers.
Capable d'avancer très rapidement, il exploite la ligne de communication définie par Time for the Planet pour la diffuser au mieux auprès du grand public.

Fondateur de plusieurs sociétés dans le digital et la création de communautés :

CEO de BrainBox (en court de revente) : La société a créé, co-créé et développé des médias populaires en France. Ces médias rassemblent plusieurs millions d'utilisateurs et des communautés très engagées (plusieurs millions de personnes touchées chaque jour).

Start Corporation : La société a développé une application de rencontre de groupe In real life dans le cadre d'activités culturelles et de loisirs.
Après une levée de fond de 430k€ et 2 ans de développement, la société a été revendue à une groupe Belge.

Head of Growth de Triller : Triller est un réseau social américain concurrent de TikTok. Avec plus de 70 millions d'utilisateurs et 50 millions d'euros levés (auprès notamment de Carnegie et de nombreuses stars américaines comme Snoop Dog, The Week end etc...), Triller connaît un développement exponentiel aux États Unis.
Arthur faisait parti du top 10 de la société et était en charge du développement de LATAM.

- Créateur de contenu : Influenceur sur les réseaux sociaux et suivi par plus de 100 000 personnes en 2016, Arthur a réalisé des vidéos vues plus de 35 millions de fois.
Il a également travaillé avec de nombreux influenceurs partout en Europe et aux États Unis.

Rôle : Diffuser la culture Time for the Planet en constituant des communautés digitales et physiques engagées

Il se charge de :

- Gérer et développer la communauté/marque TP sur les réseaux sociaux.
- Gérer les relations avec les influenceurs
- Faire rayonner et parler de TP le plus possible dans la sphère publique.

- Représenter l’entreprise auprès du grand public.

Ses principales qualités : Communiquer, être diplomate, convaincre, être agile et optimiste

Ses savoir-faire :

- Communication (création de contenu, diffusion de contenu, marketing/publicité, community management et création de communauté)
- Création d’entreprises digitales (applications, sites, médias).
- Relations (influenceurs, médias, personnalités etc...)



Denis Galha Garcia

CTO : Chief Technical Officer

Ingénieur ingénieux, le CTO pilote la stratégie scientifique de Time for the Planet pour viser une efficacité maximale dans sa lutte contre le réchauffement climatique. Curieux, rationnel, il assure la cohérence et la pertinence des innovations mises en oeuvre.

Formation : Ingénieur Supméca + Master II Management et Administration des Entreprises (IAE Lyon 3)

Associé dirigeant puis co-fondateur de 2 sociétés :
2020 - Vert de Mousse : végétalisation de façades à base de bryophyte (mousse)
2020 - Kahut (en cours de création) : dépendances élégantes et écoresponsables en ossature bois
2009-2019 - Dynergie : conseil en innovation, de la détection d'opportunités au déploiement de marché, afin de faire des innovations de véritables leviers de croissance

Rôle : Identifier les problématiques sectorielles et dénicher les innovations à impact les plus pertinentes pour répondre aux enjeux climatiques à l'échelle mondiale.
Il se charge de :

- Définir le processus de détection puis de sélection des innovations à développer.
- Constituer et animer une communauté d'experts scientifiques pour challenger et évaluer la pertinence des innovations.
- Participer au développement stratégique de Time for the Planet
- Accompagner les fondateurs des filiales dans la mise en oeuvre des innovations

Ses principales qualités : ingéniosité, bienveillance, esprit de synthèse, rationnel

Ses savoirs-faires :
- Analyse critique des innovations (technologique, économique, marketing)
- Communication multi-disciplinaires (scientifiques, entrepreneurs, avocats, administratifs, financiers...)
- Management d'équipe
- Financements publics de l'innovation (régional, national et européen)

8.1.2 Les “Teams for the Planet”

Depuis son lancement, Time for the Planet est très sollicitée par des personnes souhaitant offrir leurs compétences bénévolement. Nous avons donc créé des Teams for the Planet, qui ont pour but de disposer de forces d’exécution rapides.
Voici les premières teams créées depuis le lancement :

Team growth : Développeurs web, UX designers, Graphistes, Growth hackers… Cette team a pour objectif de permettre à Time for the Planet de disposer d’une visibilité chaque jour plus importante auprès du grand public. Composée exclusivement de profils seniors ayant une grande expérience, cette team est amenée à devenir un pilier de la stratégie de notoriété de Time for the Planet. Chaque semaine, de nouvelles personnes demandent à l’intégrer

Team Investors : Composée de personnes ayant investi plus de 5 000€ dans Time for the Planet, cette équipe a pour but de convaincre chaque jour de nouveaux investisseurs de rejoindre Time for the Planet, en organisant des rencontres, événements et mises en relation.

Team Science : En cours de constitution, cette équipe va regrouper des ingénieurs et scientifiques ayant pour fonction de conseiller Time for the Planet en matière de choix des innovations technologiques, et de réaliser une mise en réseau pour les analyser au mieux, avec les experts les plus pointus.

Team Mentors : Composée d’entrepreneurs à succès ayant réussi à créer des entreprises conséquentes (plus de 10 million de CA)**.** Les mentors interviennent en suivant les fondateurs des filiales et/ou les fondateurs de Time for the Planet.

Team Influence : Composée de personnalités et d’acteurs médiatiques. Les influenceurs ont pour rôle de participer à la stratégie de notoriété et de lobbyisme de Time for the Planet.

8.2 L'équipe à 5 ans

Une fois la levée de fonds bien avancée (au delà de 50 millions), Time for the Planet va commencer à recruter des permanents.

Les postes nécessaires seront :

. Les analystes : Ils sont chargés de trouver et sélectionner les technologies les plus intéressantes pour devenir des entreprises Time for the Planet. Ils étudient également les demandes entrantes. Leur compétence est à la fois de savoir interroger des scientifiques sur la viabilité d'un projet, mais aussi d'analyser les business modèles possibles et la structure du marché potentiel. Leur rôle va jusqu'à l'étape 2 de la méthode de création d'entreprise Time for the Planet (cf. Méthodologie)

. Les Chargés de recrutement et de suivi : Leur rôle est de trouver les entrepreneurs capables de créer les entreprises filiales de TP , et de les suivre sur le long terme, pendant les 3 premières années de l'entreprise. Ils coordonnent l'action du co-fondateur de Time for the Planet impliqué dans la filiale, des membres du board de la filiale et des créateurs de l'entreprise.
Pour rappel chaque filiale a un board composé de :
. 1 cofondateur de Time for the Planet
. 1 membre du Comité de développement de Time for the Planet (pour l'image)
. 1 membre de la team Investisseurs de Time for the Planet
. 1 salarié accompagnateur de Time for the Planet qui suit l'avancement au quotidien et qui participe aux rendez-vous les plus importants.

. Les Responsables R&D :
Leur rôle est d'étudier la faisabilité technologique des projets. Ils participent, avec les analystes, au choix des technologies à transformer en entreprise, et à la conception des MVP (minimum viable product) des filiales.

. Les growth specialists :
Ils ont une double fonction :

- Fonction support pour aider les filiales à atteindre le product-market fit en effectuant des tests de marché à haute fréquence
- Accélération de la levée de fonds de Time for the Planet en multipliant les investisseurs-citoyens.

8.3 Organigramme à 5 ans

Mehdi exécute et obtient des résultats



— CEO

Mehdi Coly

- Team investor (B)
- Team growth (B)
- Team mentor (B)

Nicolas élabore la stratégie et crée la culture



— CPO

Nicolas Sabatier

- Team technologies (B)
- Team event (B)

Laurent veille au bon fonctionnement de toutes les composantes Time for the Planet



— CAO

Laurent Morel

- Analystes (E)
- Chargé de recrutement et suivi (E)

Arthur diffuse la culture Team for The Planet



— CDO

Arthur Auboeuf

- Growth specialists (E)

Denis coordonne la partie scientifique et s'assure de la faisabilité technique des inventions



— CTO

Denis Galha Garcia

- Analystes (E)
- Responsables R&D (E)

Coline développe la notoriété de la société notamment à travers les relations publiques



— CCO

Coline Debayle

- Team investor (B)
- Team mentor (B)

B = bénévoles
E = employés

Conclusion

En créant Time for the Planet, nous avons voulu 3 choses :

1. **Passer à l'action :** Les scientifiques, mouvements écologistes citoyens, célébrités engagées, ONG, politiques… ont pendant 30 ans permis l'émergence d'une réelle conscience écologique mondiale. Pour autant, nous sommes nombreux à nous demander comment passer du discours à l'action.

2. **Être indépendants, pour être efficaces tout de suite.** Ne pas dépendre des politiques, des frontières et du niveau d'investissement individuel des populations dans la lutte contre le changement climatique. Nous sommes convaincus que l'éducation, la sensibilisation et la législation sont des éléments fondamentaux pour le succès de la cause environnementale. Mais ce sont des processus qui nécessitent un temps long pour être mis en oeuvre, et sur lesquels nous n'avons pas de prise à notre échelle individuelle. Time for the Planet peut fonctionner tout de suite, sans dépendre de la mise en oeuvre effective de ces politiques publiques.

3. **Ne pas juger, ne pas diviser.** Nous ne sommes pas là pour distribuer les bons et les mauvais points. Sans être pour autant angéliques ou crédules, nous sommes prêts à travailler avec tout le monde, quel que soit son impact passé ou présent sur les émissions de gaz à effet de serre. Le bateau coule, mais nous avons besoin de chaque membre de l'équipage pour survivre. Time for the Planet n'est pas là pour juger les personnes et entreprises sur leur exemplarité, mais pour mobiliser l'énergie de tous ceux qui croient que l'open source, la non lucrativité et l'entrepreneuriat sont les 3 ingrédients d'une solution ambitieuse pour mettre fin à la menace la plus fondamentale à laquelle l'humanité ait été confrontée.

Alors, on y va ?

Je participe !

Greffe du Tribunal de Commerce de Lyon
44 Rue de Bonnel
69433 LYON Cedex 03

N° de gestion 2019B02891

Extrait Kbis

EXTRAIT D'IMMATRICULATION PRINCIPALE AU REGISTRE DU COMMERCE ET DES SOCIETES
à jour au 3 août 2020

IDENTIFICATION DE LA PERSONNE MORALE

Immatriculation au RCS, numéro	849 876 339 R.C.S. Lyon
Date d'immatriculation	11/04/2019
Dénomination ou raison sociale	**TIME FOR THE PLANET**
Forme juridique	Société en commandite par actions
Capital social	123 456,00 Euros
Adresse du siège	10 Rue Bellecordière 69002 Lyon
Activités principales	Holding. Création d'entreprises (filiales) ayant pour but de lutter contre le réchauffement climatique.
Durée de la personne morale	Jusqu'au 11/04/2118
Date de clôture de l'exercice social	31 décembre
Date de clôture du 1er exercice social	31/12/2020

GESTION, DIRECTION, ADMINISTRATION, CONTROLE, ASSOCIES OU MEMBRES

Gérant

Nom, prénoms	SABATIER Nicolas Jacques Jean
Date et lieu de naissance	Le 11/02/1985 à Metz (57)
Nationalité	Française
Domicile personnel	10 Rue Claude Veyron 69007 Lyon

Gérant

Nom, prénoms	COLY Mehdi
Date et lieu de naissance	Le 07/12/1985 à Paris 14ème (75)
Nationalité	Française
Domicile personnel	24 Rue des Tuiliers 69003 Lyon

Gérant

Nom, prénoms	MOREL Laurent Olivier
Date et lieu de naissance	Le 02/04/1985 à Saint-Rémy (71)
Nationalité	Française
Domicile personnel	10 Rue Bellecordière 69002 Lyon

Gérant

Nom, prénoms	AUBOEUF Arthur
Date et lieu de naissance	Le 04/12/1993 à Nantua (01)
Nationalité	Française
Domicile personnel	43 Impasse d'Agleton 01430 Ceignes

Gérant

Nom, prénoms	GALHA GARCIA Denis
Date et lieu de naissance	Le 02/05/1984 à Saint-Agrève (07)
Nationalité	Française
Domicile personnel	257 Rue Vendôme 69003 Lyon

Gérant

Nom, prénoms	DEBAYLE Coline Elisa
Date et lieu de naissance	Le 21/12/1989 à Valence (26)
Nationalité	Française
Domicile personnel	135 Rue de Charenton 75012 Paris

Président du conseil de surveillance

Dénomination	ADNICA
Forme juridique	Société à responsabilité limitée
Adresse	Chemin des Chênes 69210 Bully
Immatriculation au RCS, numéro	839 728 375 RCS
Personne ayant le pouvoir de diriger, gérer ou engager à titre habituel	
Nom, prénoms	HOSTACHY Pascal
Date et lieu de naissance	Le 20/01/1969 à Roussillon (38)
Nationalité	Française
Domicile personnel	Chemin des Chênes 69210 Bully

Membre du conseil de surveillance

Nom, prénoms	BRUNEL Pauline
Date et lieu de naissance	Le 12/05/1988 à Nancy (54)
Nationalité	Française
Domicile personnel	52 Rue César Franck Bruxelles B 1050 (Belgique)

Membre du conseil de surveillance

Nom, prénoms	NDIAYE Fatou
Date et lieu de naissance	Le 23/12/1988 à Paris 18ème (75)
Nationalité	Française
Domicile personnel	139 Rue de l'Ouest 75014 Paris

Membre du conseil de surveillance

Nom, prénoms	NGHIEM Thanh
Date et lieu de naissance	Le 14/03/1966 à Antony (92)
Nationalité	Française
Domicile personnel	6 Rue Des Haudriettes 75003 Paris

Membre du conseil de surveillance

Nom, prénoms	CAZES Jérôme
Date et lieu de naissance	Le 29/06/1954 à Paris 16ème (75)
Nationalité	Française
Domicile personnel	44 Rue Benoit Malon 92130 Issy-les-Moulineaux

---

Membre du conseil de surveillance

Nom, prénoms	SAUVEUR Caroline
Nom d'usage	HANRIOT-SAUVEUR
Date et lieu de naissance	Le 24/03/1974 à Saint-Denis (93)
Nationalité	Française
Domicile personnel	6 Allée Aloyzi Kospicki 38000 Grenoble

Membre du conseil de surveillance

Dénomination	ADNICA
Forme juridique	Société à responsabilité limitée

Adresse	Chemin des Chênes 69210 Bully
Immatriculation au RCS, numéro	839 728 375 RCS
Personne ayant le pouvoir de diriger, gérer ou engager à titre habituel	
Nom, prénoms	HOSTACHY Pascal
Date et lieu de naissance	Le 20/01/1969 à Roussillon (38)
Nationalité	Française
Domicile personnel	Chemin des Chênes 69210 Bully

Membre du conseil de surveillance

Dénomination	ETMN PARET
Forme juridique	Société à responsabilité limitée
Adresse	10 Avenue de la Table de Pierre 69340 Francheville
Immatriculation au RCS, numéro	839 730 363 RCS Lyon
Personne ayant le pouvoir de diriger, gérer ou engager à titre habituel	
Nom, prénoms	PARET François Marc
Date et lieu de naissance	Le 12/06/1975 à Lyon 9ème (69)
Nationalité	Française
Domicile personnel	10 Avenue de la Table de Pierre 69340 Francheville

Membre du conseil de surveillance

Dénomination	DIGILEADS
Forme juridique	Société à responsabilité limitée
Adresse	35 Rue Saint-Simon 69009 Lyon
Immatriculation au RCS, numéro	480 171 040 RCS Lyon
Personne ayant le pouvoir de diriger, gérer ou engager à titre habituel	
Nom, prénoms	MARX Olivier
Date et lieu de naissance	Le 08/01/1974 à Chambéry (73)
Nationalité	Française
Domicile personnel	12 ter Rue Guilloud Immeuble le Millenium 69003 Lyon

Associé commandité

Dénomination	ACT FOR THE PLANET
Forme juridique	Société par actions simplifiée
Adresse	10 Rue Bellecordière 69002 Lyon
Immatriculation au RCS, numéro	882 314 024 RCS Lyon

Commissaire aux comptes titulaire

Dénomination	PAREX AUDIT S.A.S
Forme juridique	Société par actions simplifiée
Adresse	88 Rue de Courcelles 75008 Paris
Immatriculation au RCS, numéro	530 397 975 RCS Paris

Commissaire aux comptes suppléant

Dénomination	IN finance
Forme juridique	Société par actions simplifiée
Adresse	4 Avenue Simon Bolivar 75019 Paris
Immatriculation au RCS, numéro	839 981 891 RCS Paris

RENSEIGNEMENTS RELATIFS A L'ACTIVITE ET A L'ETABLISSEMENT PRINCIPAL

Adresse de l'établissement	10 Rue Bellecordière 69002 Lyon

Greffe du Tribunal de Commerce de Lyon
44 Rue de Bonnel
69433 LYON Cedex 03

N° de gestion 2019B02891

Nom commercial	Liv'in
Activité(s) exercée(s)	Holding. Création d'entreprises (filiales) ayant pour but de lutter contre le réchauffement climatique.
Date de commencement d'activité	01/04/2019
Origine du fonds ou de l'activité	Création
Mode d'exploitation	Exploitation directe

OBSERVATIONS ET RENSEIGNEMENTS COMPLEMENTAIRES

- *Mention n° F20/031006 du 22/06/2020*	Déclaration de la qualité de société à mission

Le Greffier



FIN DE L'EXTRAIT

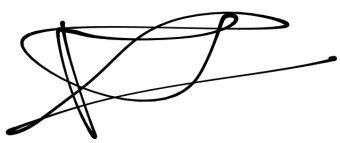
TIME FOR THE PLANET

Société en commandite par actions au capital de 612.596 euros
Siège social : 10, rue Bellecordière 69002 Lyon
849 876 339 RCS LYON

Statuts

Mis à jour par décisions de la Gérance
du 25 septembre 2020

"Certifié conforme"



PRÉAMBULE

Initialement constituée sous forme de société par actions simplifiée par acte sous seing privé en date du 24 mars 2019, la société dénommée TIME FOR THE PLANET (ci-après la « Société ») a été transformée en société en commandite par actions, par délibérations de l'assemblée générale extraordinaire du 13 mars 2020.

TITRE I
FORME - OBJET – RAISON D'ÊTRE – MISSION - DÉNOMINATION - SIÈGE – DURÉE

1. FORME

La Société existe sous la forme de société en commandite par actions entre :

- ACT FOR THE PLANET, société par actions simplifiée au capital de 1.000 euros ayant son siège social 10, Rue Bellecordière 69002 Lyon, immatriculée au registre du commerce et des sociétés de LYON sous le numéro 882 314 024, représentée par son Président Monsieur Nicolas SABATIER, associé commandité indéfiniment et solidairement responsable des dettes sociales.

  Et les commanditaires, ayant la qualité d'actionnaires, souscripteurs d'actions émises par la Société, responsables des dettes sociales à concurrence du seul montant de leur apport.

Elle est régie par les dispositions législatives et réglementaires en vigueur, et en particulier par le Livre deuxième du Code de commerce et tous les textes subséquents ainsi que par les articles L. 411-1, L. 411-2 et D. 411-1 du Code monétaire et financier, l'article 211-1 et suivants du Règlement Général de l'AMF et par les présents statuts.

2. OBJET – RAISON D'ÊTRE - MISSION

2.1. Objet :

La Société a pour objet, en France et à l'étranger la création d'entreprises ayant pour but de lutter contre le réchauffement climatique incluant la souscription, l'acquisition, la gestion et la cession par tous moyens de valeurs mobilières françaises ou étrangères, de droits sociaux, de droits représentatifs d'un placement financier et d'autres droits financiers ;

L'objet social inclut également, plus généralement toutes opérations économiques, juridiques, industrielles, commerciales, civiles, financières, mobilières ou immobilières se rapportant directement ou indirectement à son objet social (y compris toute activité d conseil se rapportant directement ou indirectement à l'objet social), ou tous objets similaires, connexes ou complémentaires ou susceptibles d'en favoriser l'extension ou le développement.

La Société peut agir, tant en France qu'à l'étranger, pour son compte ou pour le compte de tiers, soit seule, soit en participation, association, groupement d'intérêt économique ou société, avec toutes autres sociétés ou personnes et réaliser, sous quelque forme que ce soit, directement ou indirectement, les opérations rentrant dans son objet.

La Société peut également prendre, sous toutes formes, tous intérêts et participations dans toutes affaires et entreprises françaises et étrangères, quel que soit leur objet à l'exception d'entreprises faisant commerce des énergies fossiles.

Et plus généralement, de faire toutes opérations, quelle qu'en soit la nature, susceptibles de participer, directement ou indirectement, à l'objet social.

2.2. Raison d'être - Mission :

La Société a pour raison d'être au sens de l'article 1835 du Code civil d'œuvrer pour développer, promouvoir et favoriser la mise en œuvre d'une politique d'investissement visant à limiter et réduire le réchauffement climatique de la planète.

Plus particulièrement, la Société a pour mission au sens de l'article L.210-10 du Code de commerce (ci-après la « Mission ») :

- De détenir au plus tard au 31 décembre 2029 plus de 80% (quatre-vingt pour cent) de ses participations dans des entreprises françaises et étrangères ayant une contribution éprouvée dans la réduction des émissions de gaz à effet de serre, la réduction de la consommation énergétique ou la diminution de la consommation de ressources rares ;

- en prenant en considération les enjeux du réchauffement climatique, de contribuer à une inversion de l'impact de l'humanité sur les émissions de gaz à effet de serre additionnels, afin de tendre progressivement vers un retour du niveau de ces émissions à celui du début du XXème siècle.

Dans le cadre de l'accomplissement de sa Mission, la Société agira dans le but de rendre toutes innovations accessibles et sous licence libre afin de diffuser le plus rapidement et mondialement toutes les inventions nécessaires à la poursuite de sa Mission.

L'exécution de la Mission fera l'objet d'une vérification par un organisme tiers indépendant dans les conditions légales et réglementaires.

Il appartiendra à la Gérance de s'assurer du suivi de l'accomplissement de la Mission et d'en suivre l'exécution. La Gérance rendra compte, au moins une fois par an aux associés, lors de l'approbation des comptes de l'exercice, de l'exécution et de l'avancement de cette Mission.

Lorsque les conditions légales seront remplies, la Société se dotera d'un comité de mission chargé exclusivement de ce suivi et qui présentera annuellement un rapport joint au rapport de gestion. Ce comité pourra procéder à toute vérification qu'il jugera opportune et se fera communiquer tout document nécessaire au suivi de l'exécution de la Mission.

Lorsque la Société aura accompli toute ou partie de sa Mission, les actionnaires seront appelés à redéfinir, adapter ou compléter la Mission ainsi stipulée.

3. DÉNOMINATION SOCIALE

La dénomination sociale de la Société est : « TIME FOR THE PLANET ».

Dans tous les actes et documents émanant de la Société et destinés à des tiers, la dénomination sociale doit être suivie de la mention « société en commandite par actions » ou « SCA » et de l'énonciation du montant du capital social, du lieu et du numéro d'immatriculation de la Société au registre du commerce et des sociétés.

4. SIÈGE SOCIAL

Le siège social est fixé au : 10, Rue Bellecordière 69002 Lyon.

Il pourra être transféré dans tout autre endroit du même département ou de l'un des départements limitrophes par simple décision de la gérance qui, dans ce cas, est habilitée à modifier les statuts et en tout autre lieu, en vertu d'une décision de l'assemblée générale extraordinaire des actionnaires

5. DURÉE

La durée de la Société est de quatre-vingt-dix-neuf (99) ans à compter de son immatriculation au registre du commerce et des sociétés, sauf dissolution anticipée ou prorogation.

Les décisions de prorogation de la durée de la Société ou de dissolution anticipée sont prises par décision collective des actionnaires.

Un an au moins avant la date d'expiration de la Société, la Gérance doit provoquer une réunion de l'assemblée générale extraordinaire des actionnaires à l'effet de décider si la Société doit être prorogée. A défaut, tout actionnaire peut demander au Président du Tribunal de commerce, statuant sur requête, la désignation d'un mandataire de justice ayant pour mission de provoquer la consultation prévue ci-dessus.

6. EXERCICE SOCIAL

L'exercice social commence le 1er janvier et se termine le 31 décembre de chaque année.

Exceptionnellement, le premier exercice commencera à courir à compter du jour de l'immatriculation de la Société au registre du commerce et des sociétés et sera clos le 31 décembre 2020.

TITRE II

APPORTS - CAPITAL – ACTIONS

7. FORMATION DU CAPITAL – APPORTS

A la constitution de la Société, les fondateurs ont fait apport à la Société de la somme de 10.500 (dix mille cinq cents) euros correspondant à 10.500 (dix mille cinq cents) actions d'une valeur nominale de 1 (un) euro. Les actions ont été souscrites et libérées en totalité.

Par décision de l'assemblée générale extraordinaire du 13 mars 2020, le capital social a été augmenté d'une somme de 112.956 euros, par apports en numéraire libérés par compensation de créances liquides et exigibles de la Société.

Par décisions de la Gérance du 25 septembre 2020, prises sur délégation de l'assemblée générale extraordinaire du 7 mai 2020 et de l'associé commandité du même jour, le capital social a été augmenté d'une somme de 489.140 euros, par apports en numéraire.

8. CAPITAL SOCIAL

Le capital social est fixé à la somme de 612.596 (six cent douze mille cinq cent quatre-vingt-seize) euros, divisé en 612.596 (six cent douze mille cinq cent quatre-vingt-seize) actions d'une valeur nominale unitaire de 1 (un) euro, libérées en intégralité.

9. MODIFICATION DU CAPITAL

9.1. Le capital social peut être augmenté soit par émission d'actions ordinaires ou de préférence, soit par majoration du montant nominal des titres de capital existants.

Il peut également être augmenté par l'exercice des droits attachés à des valeurs mobilières donnant accès au capital, dans les conditions prévues par la loi.

Les titres de capital nouveaux seront systématiquement émis à leur montant nominal.

Ils sont libérés soit par apport en numéraire y compris par compensation avec des créances liquides et exigibles sur la Société, soit par apport en nature, soit par incorporation de réserves, bénéfices ou primes d'émission, soit en conséquence d'une fusion ou d'une scission.

Ils peuvent aussi être libérés consécutivement à l'exercice d'un droit attaché à des valeurs mobilières donnant accès au capital comprenant, le cas échéant, le versement des sommes correspondantes.

Les émissions de valeurs mobilières donnant accès au capital ou donnant droit à l'attribution de titres de créances régies par l'article L 228-91 du Code de commerce sont autorisées par l'assemblée générale extraordinaire des actionnaires conformément aux articles L 225-129 à L 225-129-6 du Code de commerce Celle-ci se prononce sur le rapport de la gérance et sur le rapport spécial du Commissaire aux comptes, si la Société en est dotée (art. L 228-92 du Code de commerce).

9.2. En cas d'augmentation de capital par incorporation de primes d'émission, réserves ou bénéfices, les actions créées en représentation de l'augmentation de capital seront réparties entre les seuls actionnaires, dans la proportion de leurs droits dans le capital.

9.3. Sous réserve des dispositions légales applicables à l'actionnariat des salariés, dans le cadre de l'article 3332-18 du Code du travail, en cas d'augmentation de capital en numéraire, le capital ancien doit être intégralement libéré.

Les actionnaires jouissent d'un droit préférentiel de souscription aux actions nouvelles ou aux valeurs mobilières donnant accès au capital ou donnant droit à l'attribution de titres de créances (art. L 228-91 du Code de commerce) et celui-ci peut être supprimé dans les conditions prévues par la loi.

Dans la limite de la délégation donnée par l'assemblée générale, la gérance dispose des pouvoirs nécessaires pour fixer les conditions d'émission, constater la réalisation des augmentations de capital qui en résultent et procéder à la modification corrélative des statuts.

9.4. Les apports en nature ainsi que les stipulations d'avantages particuliers à l'occasion d'une augmentation de capital, sont soumis à la procédure d'approbation et de vérification prévue par la loi.

9.5. L'assemblée générale extraordinaire peut décider la réduction du capital social dans les conditions prévues par la loi.

9.6. La gérance a tous pouvoirs pour procéder à la modification des statuts consécutive à une augmentation ou une réduction du capital et aux formalités corrélatives.

10. FORME ET INSCRIPTION DES ACTIONS

10.1. Les actions émises par la Société sont nominatives.

10.2. Elles donnent lieu à une inscription en compte individuel au nom du ou des titulaires sur les registres tenus à cet effet par la Société au siège social ou par un intermédiaire habilité dans les conditions et selon les modalités prévues par la loi. Plus particulièrement, la propriété et le transfert des actions pourra résulter de leur inscription au nom de leur propriétaire dans un dispositif d'enregistrement électronique partagé mentionné à l'article L. 211-3 Code monétaire et financier ouvert par la Société, tenu conformément à la réglementation en vigueur.

Toutefois, la gérance pourra alternativement décider que le registre de titres nominatifs de la Société sera tenu, en complément ou en remplacement du dispositif d'enregistrement électronique partagé, sous forme d'un compte-titres sur support papier. En tout état de cause, quel que soit le mode de tenue de titres retenu, une attestation d'inscription en compte sera délivrée à tout actionnaire qui en fera la demande.

11. INDIVISIBILITÉ DES ACTIONS

11.1. Les actions sont indivisibles à l'égard de la Société.

11.2. Les propriétaires indivis d'actions sont tenus de se faire représenter auprès de la Société et aux assemblées générales par un seul d'entre eux ou par un mandataire unique ; en cas de désaccord, le mandataire unique peut être désigné en justice à la demande de l'indivisaire le plus diligent.

11.3. Sauf convention contraire entre les parties dûment notifiée à la Société par lettre recommandée avec accusé de réception au moins un mois avant la date de l'assemblée générale concernée, le droit de vote appartient à l'usufruitier lors des assemblées générales ordinaires et au nu-propriétaire lors des assemblées générales extraordinaire.

12. CESSION - TRANSMISSION DES ACTIONS

12.1. La cession des actions s'opère, à l'égard de la Société et des tiers, par virement du compte du cédant vers le compte du cessionnaire sur production d'un ordre de mouvement. Ce virement est inscrit dans le registre des mouvements de titres.

12.2. La transmission des actions, à titre universel, à titre gratuit ou à la suite de décès s'opère également par un ordre de mouvement transcrit sur le registre des mouvements sur justification de la mutation dans les conditions légales.

12.3. Les actions non libérées des versements exigibles ne sont pas autorisées à la cession.

12.4. La transmission des actions est libre sous réserve des dispositions de l'article 12.9 ci-dessous.

12.5. Sauf en cas de succession, de liquidation de communauté de biens entre époux ou de cession à un conjoint, un ascendant ou un descendant, toute cession d'actions à un tiers, de quelque manière que ce soit (en ce compris par voie de transmission universelle de patrimoine), est soumise à l'agrément préalable de la gérance.

12.6. A ce titre, tout actionnaire désirant céder tout ou partie de ses actions à un tiers doit notifier à la Société par lettre recommandée avec accusé de réception une demande d'agrément indiquant l'identité du cessionnaire (nom / raison sociale, adresse / siège social, lieu de naissance / numéro de RCS et identité de l'actionnaire contrôlant ultime au sens de l'article L. 233-3 du Code de commerce), le nombre d'actions dont la cession est envisagée ainsi que le prix offert et les modalités de paiement proposées. L'agrément résulte soit d'une notification émanant de la Société, soit du défaut de réponse de la Société dans le délai de deux mois à compter de la date de première présentation de la notification.

12.7. En cas de refus d'agrément du cessionnaire proposé, et à moins que le cédant ne décide de renoncer à la cession envisagée, le gérant est tenu, dans un délai de trois mois à compter de la notification de refus, de faire acquérir les actions concernées par un actionnaire, par un tiers ou, sous réserve de consentement du cédant, par la Société. Le prix de cession sera le prix de rachat en vigueur tel que déterminé par l'assemblée générale annuelle.

12.8. Si, à l'expiration du délai de trois mois précités, la cession n'est pas réalisée, l'agrément sera réputé donné. Toutefois, ce délai peut être prolongé par décision de justice à la demande de la Société.

12.9. En cas d'augmentation de capital avec maintien du droit préférentiel de souscription, la cession desdits droits est soumise à agrément préalable de la gérance dans les conditions prévues par le présent article 12.

13. DROITS ET OBLIGATIONS ATTACHÉS AUX ACTIONS

13.1. Chaque action donne droit à une voix au sein des assemblées générales d'actionnaires.

13.2. Sans préjudice des dispositions des articles 29 et 31 des présents statuts, chaque action donne droit, dans l'actif social, dans le boni de liquidation et dans les bénéfices, à une part proportionnelle à la fraction du capital qu'elle représente.
A égalité de valeur nominale, toutes les actions sont entièrement assimilables entre elles à la seule exception du point de départ de leur jouissance.

13.3. La possession d'une action emporte de plein droit adhésion aux présents statuts et aux résolutions régulièrement prises par l'assemblée générale des actionnaires.

13.4. Chaque fois qu'il est nécessaire de posséder plusieurs actions pour exercer un droit quelconque, les propriétaires d'actions isolées ou en nombre inférieur à celui requis ne peuvent exercer ce droit qu'à la condition de faire leur affaire personnelle du regroupement, ou éventuellement de l'achat ou de la vente, du nombre d'actions nécessaires.

TITRE III
ASSOCIÉS COMMANDITÉS

14. DROITS SOCIAUX DES ASSOCIÉS COMMANDITÉS

14.1. Les droits sociaux attribués aux associés commandités - considérés en cette qualité et non pas en qualité d'actionnaire - ne peuvent pas être représentés par des titres négociables.

14.2. Leur cession est constatée par un acte écrit. Elle est rendue opposable à la Société dans les formes prévues par la loi.

14.3. Toute cession de droits sociaux de commandités est soumise à l'accord préalable unanime de tous les associés commandités et à l'accord préalable de l'assemblée générale extraordinaire des actionnaires.

15. RESPONSABILITÉ ET POUVOIRS DES ASSOCIÉS COMMANDITÉS

15.1. Les associés commandités sont tenus indéfiniment et solidairement des dettes sociales envers les tiers.

15.2. Les associés commandités nomment et révoquent tout gérant.

15.3. Toute décision des associés commandités, à l'exception de celles relatives à l'approbation des résolutions soumises à l'assemblée générale des actionnaires, est constatée par un procès-verbal établi sur un registre spécial coté et paraphé dans les conditions réglementaires.

16. CESSATION DE LA QUALITÉ D'ASSOCIÉ COMMANDITÉ

16.1. En cas de décès, d'interdiction d'exercer une profession commerciale, de faillite personnelle ou d'ouverture d'une procédure de sauvegarde, de redressement ou de liquidation judiciaire d'un associé commandité, ce dernier perd automatiquement et de plein droit sa qualité d'associé commandité. Si de ce fait, la Société ne comporte plus aucun associé commandité, la Société n'est pas dissoute et l'assemblée générale extraordinaire des actionnaires doit être réunie dans les meilleurs délais, soit pour désigner un ou plusieurs nouveaux associés commandités, soit pour modifier la forme de la Société.

16.2. L'associé commandité qui perd cette qualité a droit, pour solde de tout compte, au versement par la Société, *prorata temporis*, de son droit aux bénéfices jusqu'au jour de la perte de sa qualité.

16.3. Si la Société n'a qu'un seul associé commandité et si celui-ci vient à perdre cette qualité pour quelque cause que ce soit autre que celles visées à l'article 16.1 ci-dessus (en particulier à l'issue d'une cession de ses droits sociaux conformément aux dispositions de l'article 14 ci-dessus), les dispositions du présent article 16 seront applicables.

TITRE IV
ADMINISTRATION DE LA SOCIÉTÉ

17. NOMINATION ET COMPOSITION DE LA GÉRANCE

17.1. La Société est gérée et administrée par un ou plusieurs gérants, personnes physiques ou morales, associés commandités ou tiers à la Société. En cas de pluralité de gérants, toute disposition des présents statuts visant le « gérant » ou la « gérance » s'applique à chacun d'eux.

17.2. La nomination du gérant est de la compétence exclusive des associés commandités. Tout gérant est nommé par décision unanime des associés commandités.

17.3. Lorsque le gérant est une personne morale, elle doit désigner un représentant habilité à s'assurer sa représentation à l'égard des tiers. Les dirigeants de la personne morale nommée gérant sont soumis aux mêmes conditions et obligations et encourent les mêmes responsabilités que s'ils étaient gérant en leur nom propre, sans préjudice de la responsabilité solidaire de la personne morale qu'ils dirigent.

17.4. La limite d'âge pour l'exercice des fonctions de gérant est de soixante-quinze (75) ans.

17.5. Le mandat du gérant est à durée indéterminée.

17.6. Les fonctions du gérant prennent fin par le décès, l'incapacité, l'interdiction, l'ouverture d'une procédure de sauvegarde, de redressement ou de liquidation judiciaire, la révocation, la démission ou le dépassement de l'âge de soixante-quinze (75) ans.

17.7. La cessation des fonctions d'un gérant pour quelque cause que ce soit n'entraîne pas la dissolution de la Société.

17.8. Le gérant qui démissionne doit prévenir les associés commandités et le conseil de surveillance six (6) mois au moins à l'avance, par lettre recommandée avec avis de réception, sauf accord contraire de chacun des associés commandités.

La révocation du gérant ne peut être prononcée qu'à l'unanimité des associés commandités, agissant après avoir recueilli l'avis motivé du conseil de surveillance.

18. POUVOIRS DE LA GÉRANCE

18.1. Dans les rapports avec les tiers, le gérant est investi des pouvoirs les plus étendus pour agir en toute circonstance au nom de la Société. Il les exerce dans les limites de l'objet social et sous réserve de ceux expressément attribués par la loi au conseil de surveillance et aux assemblées générales d'actionnaires.

18.2. Il appartiendra à la Gérance de s'assurer que la raison d'être citée à l'article 2.2 des présents statuts est respectée et d'assurer et de suivre l'exécution de la Mission poursuivie par la Société. Sauf lorsque les conditions requises pour la nomination d'un comité de mission seront remplies, la Gérance rendra compte, au moins une fois par an aux actionnaires, lors de l'approbation des comptes de l'exercice de l'exécution et de l'avancement de cette Mission.

18.3. Dans les rapports entre associés, le gérant détient les pouvoirs les plus étendus pour accomplir tous actes de gestion dans la double limite de l'objet social et de l'intérêt de la Société et dans le respect des pouvoirs attribués par les présents statuts aux associés commandités et au conseil de surveillance.

18.4. Par exception à ce qui précède, il est précisé que l'acquisition ou la cession de la ou des participations de la Société seront considérées comme des décisions importantes (ci-après les « Décisions sur l'Investissement ») et la réalisation définitive de ces opérations par le gérant devra en conséquence être autorisée par décisions ordinaires de l'assemblée générale des actionnaires commanditaires.

18.5. Le gérant peut procéder, sous sa responsabilité, à toute délégation de pouvoirs qu'il juge nécessaire au bon fonctionnement de la Société. Les personnes désignées rendent compte à la gérance dans les conditions prévues par ce dernier.

18.6. La gérance a seule qualité pour décider ou autoriser l'émission d'obligations. Elle peut déléguer les pouvoirs nécessaires pour réaliser dans un délai d'un an l'émission d'obligations et en arrêter les modalités.

18.7. En cas de pluralité de gérants, ceux-ci détiennent séparément la totalité des pouvoirs définis au présent article 18.

19. RÉMUNÉRATION DE LA GÉRANCE

Le gérant (et en cas de pluralité de gérants, chaque gérant) a droit, indépendamment de la part des bénéfices qui peut lui revenir en sa qualité d'associé commandité ou d'actionnaire, à une rémunération dont le montant est fixé par l'assemblée générale ordinaire, avec l'accord unanime des associés commandités, qui est en tout état de cause plafonnée :

- À une somme équivalente à quatre (4) fois le montant brut du SMIC pour chaque gérant personne physique ;

- À une somme globale équivalente à quatre (4) fois le montant brut du SMIC par mandataire social du gérant personne morale.

TITRE V
CONTRÔLE DE LA SOCIÉTÉ

20. COMPOSITION DU CONSEIL DE SURVEILLANCE ET NOMINATION DE SES MEMBRES

20.1. La Société est dotée d'un conseil de surveillance composé de trois (3) à douze (12) membres.

20.2. Les membres du conseil de surveillance sont des personnes physiques ou morales actionnaires.

La qualité de membre du conseil de surveillance est incompatible avec celle d'associé commandité, de représentant légal de l'associé commandité ou de gérant.

Les personnes morales doivent, lors de leur nomination en qualité de membres du conseil de surveillance, désigner un représentant permanent qui est soumis aux mêmes conditions et obligations et qui encourt les mêmes responsabilités que s'il était membre du conseil de surveillance en son nom propre, sans préjudice de la responsabilité solidaire de la personne morale qu'il représente. Ce mandat de représentant permanent lui est donné pour la durée de celui de la personne morale qu'il représente.

Si la personne morale révoque le mandat de son représentant, elle est tenue de notifier cette révocation à la Société, sans délai, par lettre recommandée, ainsi que l'identité de son nouveau représentant permanent. Il en est de même en cas de décès, démission ou empêchement prolongé du représentant permanent.

20.3. Les membres du conseil de surveillance sont nommés par l'assemblée générale ordinaire des actionnaires. Il est rappelé que les actionnaires ayant également la qualité d'associé commandité ne peuvent participer à la désignation des membres de ce conseil aux termes de l'article L. 226-4 alinéa 3 du Code de commerce.

Les membres du conseil de surveillance sont nommés pour une durée de trois (3) ans. Par exception à cette règle, l'assemblée générale pourra, afin de garantir un renouvellement par tiers du conseil de surveillance chaque année, décider de nommer un ou plusieurs membres du conseil pour une ou deux années, au besoin en procédant par tirage au sort pour désigner les personnes concernées.

20.4. Nul ne peut être nommé membre du conseil de surveillance si, ayant dépassé l'âge de soixante-quinze (75) ans, sa nomination a pour effet de porter à plus du tiers le nombre des membres ayant dépassé cet âge.

20.5. Les membres du conseil de surveillance sont révocables à tout moment par décision de l'assemblée générale ordinaire.

20.6. En cas de vacance par décès ou démission d'un ou plusieurs membres du conseil de surveillance, ce dernier peut pourvoir au remplacement, à titre provisoire, dans le délai de trois (3) mois à compter du jour où se produit la vacance.

Toutefois, s'il ne reste pas plus de deux (2) membres du conseil de surveillance en fonction, le ou les membres en fonction, ou, à défaut, le gérant ou le ou les commissaires aux comptes, doivent convoquer immédiatement l'assemblée générale ordinaire des actionnaires à l'effet de compléter le conseil.

Les nominations provisoires effectuées par le conseil de surveillance sont soumises à ratification de la plus prochaine assemblée générale ordinaire.

21. DÉLIBÉRATION DU CONSEIL DE SURVEILLANCE

21.1. Le conseil de surveillance nomme, parmi ses membres, un président.

21.2. Le Président assure la présidence de la séance. En cas d'absence du président, le conseil élit son président de séance. Un secrétaire de séance est désigné à chaque début de réunion du Conseil de surveillance.

21.3. Le conseil de surveillance se réunit sur la convocation de son président ou de la gérance aussi souvent que l'intérêt de la Société l'exige et au moins deux fois par an, soit au siège social, soit en tout autre endroit indiqué dans la convocation.

Les convocations sont faites par tous moyens cinq (5) jours ouvrables au moins avant la réunion. Ce délai peut être réduit avec l'accord unanime du président du conseil de surveillance, des associés commandités et de la gérance.

Tout membre du conseil de surveillance peut donner, par tous moyens établissant preuve en matière commerciale, mandat à un autre membre du conseil de surveillance pour le représenter à une séance du conseil. Chaque membre ne peut disposer, au cours d'une même séance, que d'une seule procuration. Ces dispositions sont applicables au représentant permanent d'une personne morale membre du conseil de surveillance.

Le conseil de surveillance ne délibère valablement que si la moitié au moins de ses membres sont présents ou représentés.

Les délibérations sont prises à la majorité des voix des membres présents ou représentés. En cas de partage des voix, celle du président de séance est prépondérante.

Sauf lorsque le conseil de surveillance est réuni pour procéder aux opérations de vérification et de contrôle du rapport annuel et des comptes sociaux, sont réputés présents pour le calcul du quorum et de la majorité, les membres du conseil de surveillance qui participent à la réunion par des moyens de visioconférence ou de télécommunication permettant leur identification et garantissant leur participation effective par l'utilisation de moyens techniques permettant la retransmission continue et simultanée des délibérations. Le conseil de surveillance précise le cas échéant les conditions et modalités pratiques de l'utilisation des moyens de visioconférence et de télécommunication.

La gérance doit être convoquée et peut assister aux séances du conseil de surveillance mais sans voix délibérative.

21.4. Les délibérations du conseil de surveillance sont constatées par des procès-verbaux, inscrits sur un registre spécial coté et paraphé dans les conditions réglementaires et signés par le président et le secrétaire, ou par la majorité des membres du conseil.

22. POUVOIRS DU CONSEIL DE SURVEILLANCE

22.1. Le conseil de surveillance exerce le contrôle permanent de la gestion de la Société.

Il dispose, à cet effet, des mêmes pouvoirs que les commissaires aux comptes et est saisi, en même temps que ceux-ci des mêmes documents. De plus la gérance doit lui remettre, au moins une fois l'an, un rapport détaillé sur l'activité de la Société.

22.2. Le conseil de surveillance doit être consulté par les associés commandités avant toute révocation du gérant de la Société.

22.3. Le conseil de surveillance doit être consulté par les associés commandités avant toute proposition à l'assemblée générale des actionnaires de distribution de primes d'émission, réserves ou report à nouveau.

22.4. Le conseil de surveillance fait chaque année à l'assemblée générale ordinaire annuelle des actionnaires un rapport dans lequel il signale, s'il y a lieu, les irrégularités et inexactitudes relevées dans les comptes de l'exercice et commente la gestion de la Société.

Ce rapport, ainsi que le bilan et l'inventaire, est mis à la disposition des actionnaires qui peuvent en prendre connaissance au siège social, à compter de la convocation de l'assemblée générale.

Le conseil de surveillance peut convoquer l'assemblée générale des actionnaires toutes les fois qu'il le juge convenable.

Les fonctions du conseil de surveillance n'entraînent aucune immixtion dans la gestion, ni aucune responsabilité à raison des actes de la gestion et de leurs résultats.

23. RÉMUNÉRATION DES MEMBRES DU CONSEIL DE SURVEILLANCE

23.1. Il peut être alloué au conseil de surveillance une rémunération annuelle, à titre de jetons de présence, dont le montant est déterminé par l'assemblée générale ordinaire des actionnaires et demeure maintenu jusqu'à décision contraire de cette assemblée, mais ne saurait en tout état de cause excéder un montant égal à 1.000 (mille) euros par an et par membre du conseil de surveillance.

23.2. Le conseil répartit ces jetons de présence entre ses membres dans les proportions qu'il juge convenables.

23.3. Les membres du conseil de surveillance ont droit au remboursement des frais engagés dans le cadre de leurs fonctions dans les conditions prévues par le conseil de surveillance.

24. COMMISSAIRES AUX COMPTES

Les comptes de la Société sont contrôlés par un ou plusieurs commissaires aux comptes et suppléants. Ils sont nommés et exécutent leur mission dans les conditions prévues par la loi.

25. CONVENTIONS RÉGLEMENTÉES

25.1. Toute convention entre la Société et l'un de ses gérants, ou l'un des membres de son conseil de surveillance, ou l'un de ses actionnaires détenant une fraction des droits de vote supérieure à dix (10) %, ou s'il s'agit d'une société actionnaire, la société la contrôlant au sens de l'article L. 233-3 du Code de commerce, soit directement, soit indirectement, soit par personne interposée, doit être soumise à l'autorisation préalable du conseil de surveillance.

Il en est ainsi même pour les conventions entre la Société et une autre entreprise si l'un des gérants ou l'un des membres du conseil de surveillance de la Société est propriétaire, associé indéfiniment responsable, gérant, administrateur, directeur général, membre du directoire ou membre du conseil de surveillance de l'entreprise.

Les dispositions qui précèdent ne sont pas applicables aux conventions portant sur des opérations courantes de la Société et conclues à des conditions normales ni aux conventions

conclues entre deux sociétés dont l'une détient, directement ou indirectement, la totalité du capital de l'autre, le cas échéant déduction faite du nombre minimum d'actions requis pour satisfaire aux exigences de l'article 1832 du Code civil ou des articles L. 225-1 et L. 226-1 du Code de commerce.

Le gérant ou le membre intéressé du conseil de surveillance est tenu d'informer ledit conseil dès qu'il a connaissance d'une convention soumise à autorisation. Il ne peut, le cas échéant, prendre part au vote sur l'autorisation sollicitée.

Le président du conseil de surveillance donne avis aux commissaires aux comptes de toutes les conventions autorisées visées ci-dessus dans le délai d'un mois à compter de leur conclusion et soumet celles-ci à l'approbation de la plus prochaine assemblée générale.

Lorsque l'exécution des conventions conclues et autorisées au cours d'exercices antérieurs a été poursuivie au cours du dernier exercice, les commissaires aux comptes sont informés de cette situation dans le délai d'un mois à compter de la clôture de l'exercice.

25.2. À peine de nullité du contrat, il est interdit au gérant et aux membres du conseil de surveillance, autres que les personnes morales, de contracter, sous quelque forme que ce soit, des emprunts auprès de la Société, de se faire consentir par elle un découvert en compte courant ou autrement, ainsi que de faire cautionner ou avaliser par elle leurs engagements envers les tiers.

Cette interdiction s'applique aux représentants permanents des personnes morales exerçant les fonctions de gérant ou membre du conseil de surveillance. Elle s'applique également aux conjoints, ascendants et descendants de toutes les personnes visées au précédent alinéa, ainsi qu'à toute personne interposée.

TITRE VI
ASSEMBLÉES GÉNÉRALES DES ACTIONNAIRES

26. RÉUNION ET DÉLIBÉRATIONS DES ASSEMBLÉES GÉNÉRALES

26.1. Les assemblées générales ordinaires sont appelées à prendre toute décision qui ne modifie pas les statuts ainsi que les Décisions sur l'Investissement visées à l'article 18 des présents statuts ; les assemblées générales extraordinaires sont appelées à décider ou autoriser toute modification directe ou indirecte des statuts.

26.2. Les assemblées générales sont convoquées par la gérance; elles peuvent être également convoquées par toute autre personne dans les conditions fixées par la loi. La convocation est faite au moins quinze jours avant la date de l'assemblée soit par lettre simple, soit par lettre recommandée, soit par un avis inséré dans un journal d'annonces légales du département du siège social, soit par courrier électronique, dans les conditions prévues par la loi.

26.3. La réunion des assemblées générales a lieu au siège social ou en tout autre endroit précisé dans l'avis de convocation. L'ordre du jour est fixé par l'auteur de la convocation.

Le droit de participer aux assemblées est subordonné à l'inscription de l'actionnaire comme tel dans les registres de la Société le deuxième (2ème) jour ouvré précédant l'assemblée à zéro heure, heure de Paris.

Toute personne invitée par le gérant ou par le président du conseil de surveillance peut assister à l'assemblée. Les associés commandités peuvent assister aux assemblées générales d'actionnaires ès qualités. Les associés commandités personnes morales sont représentés par

l'un de leurs représentants légaux ou par toute personne, actionnaire ou non, mandatée par l'un de ceux-ci.

Les assemblées générales sont présidées par le gérant ou, en son défaut, par le président du conseil de surveillance.

Un actionnaire peut se faire représenter par un autre actionnaire, son conjoint ou le partenaire avec lequel il a conclu un pacte civil de solidarité sous condition qu'il justifie d'un mandat rédigé dans les conditions prévues par la loi.

Un actionnaire peut voter par correspondance au moyen d'un formulaire dont il peut obtenir l'envoi dans les conditions indiquées dans l'avis de convocation à l'assemblée.

26.4. Les assemblées générales ordinaires et extraordinaires statuent dans les conditions prévues par la loi.

27. EFFET DES DÉLIBÉRATIONS

27.1. Aucune décision de l'assemblée générale des actionnaires n'est valablement prise si elle n'est pas approuvée par chacun des associés commandités. La signature du procès-verbal de l'assemblée générale des actionnaires par tout associé commandité, agissant ès qualités, emporte approbation des résolutions concernées par ledit associé commandité, sans qu'il soit besoin de formalité supplémentaire. La gérance de la Société a tous pouvoirs pour constater cette approbation.

27.2. Nonobstant les dispositions ci-dessus du présent article 27, l'accord des associés commandités n'est pas requis en ce qui concerne l'adoption de toute résolution relative à l'affectation du bénéfice distribuable revenant aux actionnaires, à la distribution des fonds de réserve aux actionnaires, à la nomination ou la révocation des membres du conseil de surveillance ou à la nomination ou la révocation des commissaires aux comptes.

TITRE VII
COMPTES ANNUELS - AFFECTATION ET RÉPARTITION DES BÉNÉFICES

28. COMPTES ANNUELS

À la clôture de chaque exercice, la gérance dresse l'inventaire et les comptes annuels, puis établit le rapport de gestion.

Dans le délai de six (6) mois après chaque clôture de l'exercice, l'assemblée générale ordinaire des actionnaires et les associés commandités approuvent les comptes annuels.

29. AFFECTATION ET RÉPARTITION DES BÉNÉFICES

Connaissance prise du rapport de gestion, du rapport du conseil de surveillance et du rapport des commissaires aux comptes, l'assemblée générale annuelle approuve les comptes de l'exercice écoulé et décide de l'affectation du résultat, après constitution de la réserve légale dans les conditions prévues par la loi.

Le solde du bénéfice distribuable de l'exercice, augmenté le cas échéant du report à nouveau bénéficiaire, constitue le bénéfice distribuable revenant aux actionnaires. Son affectation est décidée par l'assemblée générale ordinaire, sur proposition de la gérance.

L'assemblée générale a la faculté d'accorder à chaque actionnaire, pour tout ou partie du dividende ou des acomptes sur dividendes, une option entre le paiement en numéraire ou en actions, dans les conditions fixées par la loi.

L'assemblée générale peut décider d'affecter la fraction distribuable du bénéfice de l'exercice revenant aux actionnaires à un ou plusieurs fonds de réserve extraordinaires, généraux ou spéciaux ou au compte « report à nouveau », sur lesquels les associés commandités n'ont, en cette qualité, aucun droit.

L'assemblée générale, statuant en la forme ordinaire, peut décider la distribution de ces fonds de réserve aux actionnaires ou les affecter à l'amortissement total ou partiel des actions. Ces fonds de réserve peuvent également être incorporés au capital.

Cependant, l'assemblée générale ne pourra en tout état de cause décider de la mise en distribution de sommes prélevées sur les réserves facultatives, soit pour fournir ou compléter un dividende, soit à titre de distribution exceptionnelle, que si et seulement si le réchauffement planétaire est limité à 0°C; ce dernier est défini comme l'élévation de la température moyenne de la planète sur les 30 (trente) dernières années par rapport à la moyenne des températures de l'ère pré-industrielle (1850-1900), selon la méthodologie et les données communiquées par le GIEC (Groupe d'Experts Intergouvernemental sur l'Evolution du Climat) ou, à défaut, sur celles de la NASA (*National Aeronautics and Space Administration*).

Les dividendes sont mis en paiement aux époques et lieux désignés par la gérance dans un délai maximum de neuf (9) mois à compter de la clôture de l'exercice, sous réserve de la prolongation de ce délai par décision de justice. Un acompte sur dividende peut être versé dans les conditions prévues par la loi.

TITRE VIII
DISSOLUTION - LIQUIDATION

30. DISSOLUTION DE LA SOCIÉTÉ

Les associés, par décision prise dans les conditions prévues pour la modification des statuts, peuvent dissoudre la Société par anticipation.

31. LIQUIDATION DE LA SOCIÉTÉ

A l'expiration de la Société, ou en cas de dissolution anticipée, l'assemblée générale règle le mode de liquidation et nomme un ou plusieurs liquidateurs dont elle détermine les pouvoirs et qui exercent leurs fonctions conformément à la loi.

Le boni éventuel de liquidation est réparti entre les seuls propriétaires d'actions.

Pour retourner à la délibération, cliquez ici

Débat sur la politique locale d'Urbanisme

Depuis le 1er janvier 2017, la Communauté de l'auxerrois exerce la compétence en matière de *« Plan Local d'Urbanisme (PLU), de document d'urbanisme en tenant lieu et de carte communale »*.

Les documents d'urbanisme tenant lieu de PLU sont les plans d'occupation des sols (POS), des plans d'aménagement de zone (PAZ) et des plans de sauvegarde et de mise en valeur (PSMV).

Par ailleurs, cette compétence inclut également les règlements locaux de publicité (RLP) et le Droit de Préemption Urbain (DPU).

Par la délibération du conseil communautaire n°2017-012 du 16 février 2017, la Communauté de l'auxerrois a adopté ses nouveaux statuts intégrant ces évolutions législatives.

En application de l'article L 5211-62 du CGCT, les communautés d'agglomération compétentes en matière de *« Plan Local d'Urbanisme (PLU), de document d'urbanisme en tenant lieu et de carte communale »* doivent organiser chaque année un débat sur la politique locale de l'urbanisme.

Ce débat doit permettre aux maires et aux conseillers communautaires d'échanger sur l'exercice de la compétence urbanisme par la communauté et de formuler des propositions.

Les éléments factuels suivants sont ainsi présentés pour alimenter le débat.

Bilan de l'année 2020

Exercice de la compétence en matière de Plan Local d'Urbanisme (PLU)

Un recours contentieux a été formé en 2019 contre la délibération approuvant le PLU de Branches. Le tribunal administratif de Dijon devait se prononcer fin 2019 ou début 2020. La crise sanitaire fait que le jugement n'est toujours pas rendu.

Une procédure de déclaration de projet valant mise en compatibilité du PLU de Venoy a été lancée en 2019 et approuvée en 2020.

Une procédure de révision allégée du PLU de la commune de Lindry a été lancée en 2019. L'approbation a eu lieu en 2020.

Plusieurs procédures de modifications simplifiées ont été menées cette année. Elles ont concerné les documents suivants :

- PLU de la commune de Champs-sur-Yonne ;
- PLU de la commune d'Auxerre ;

Une procédure de modification du PLU d'Appoigny a été approuvée en 2020.

Les procédures d'élaboration des PLU des communes de Chitry-le-Fort, Escamps, Jussy et Vincelottes ont été arrêtées en 2020. L'approbation de ces 4 PLU doit se faire en mai-juin 2010.

Exercice de la compétence en matière de Règlement Local de Publicité (RLP)

Le projet de RLP de la commune d'Auxerre a été approuvé en 17 décembre 2020.

Une procédure de RLPI (intercommunal) a été lancée en 2020.

Exercice du Droit de Préemption Urbain (DPU)

La convention de délégation du DPU aux communes membres est valable jusqu'au 31 décembre 2020. Un avenant a été proposé aux communes pour prolonger cette convention jusqu'au 31 décembre 2023.

La communauté de l'Auxerrois a effectué trois préemptions cette année :

- Pour les parcelles BH 257 et 258 (11, rue d'Orbandelle) à Auxerre pour un montant de 90 000€. Un recours contentieux a été intenté par le vendeur contre cette décision sur le montant de l'acquisition.
- Pour la parcelle DS 119 (lieudit les Bequillys) pour un montant de 1224€. Un recours gracieux a été intenté par le vendeur contre cette décision sur le montant de cette décision.
- Pour la parcelle DS 184 (lieudit les Bequillys) à Auxerre pour un montant de 8638€.

Rappel des actes administratifs pris au cours de l'année 2020

30 JUILLET 2020 - CONSEIL COMMUNAUTAIRE

- Approbation de la modification simplifiée du PLU de Champs-sur-Yonne

22 OCTOBRE 2020 - CONSEIL COMMUNAUTAIRE

- Approbation de la modification simplifiée du PLU d'Auxerre
- Prescription de la procédure d'élaboration du RLPI

17 DÉCEMBRE 2019 - CONSEIL COMMUNAUTAIRE

- Approbation de la révision allégée du PLU de Lindry
- Approbation de la déclaration de projet valant mise en compatibilité du PLU de Venoy
- Approbation de la modification du PLU d'Appoigny
- Approbation du RLP d'Auxerre
- Modernisation des PLU de Chitry-le-Fort, Escamps, Jussy et Vincelottes
- Arrêt des PLU de Chitry-le-Fort, Escamps, Jussy et Vincelottes

Pour retourner à la délibération, cliquez ici

AUXERRE DYNAMISME URBAIN

REGLEMENT LOCAL DE PUBLICITE



Pièce 1

RAPPORT DE PRESENTATION

25 octobre 2015

Sommaire

Introduction 2

I- Contexte géographique et administratif 6

1.1 - Localisation 6

1.2 Données chiffrées 7

1.3 Axes de communication 7

1.4. Activités économiques et industrielles 7

1.5. Patrimoine historique et naturel 7

1.6 Contexte géographique 12

2. Historique de la démarche 14

2.1. Chronologie : 14

2.2. Diagnostic de la publicité extérieure 14

2.3 Élaboration du Règlement Local de Publicité 15

3. Diagnostic 15

3.1. Objet du diagnostic 15

3.2. Problèmes identifiés 16

3.3 – Les enjeux 17

4. Orientations 18

4.1. Conserver la qualité paysagère de son territoire et garantir un cadre de vie agréable à ses habitants 19

4.2- Requalifier ses entrées de ville et rendre attractive ses zones d'activités 19

4.3- Préserver le centre-ville et ses faubourgs 20

4.4- Renforcer la sécurité des automobilistes 20

5. Objectifs et zonage 24

5.1. Zonage 25

Introduction

L'affichage publicitaire est un support de communication visuelle, utilisé par les professionnels pour attirer l'attention d'une cible en particulier. Cette forme d'expression non maîtrisée peut être source de pollution visuelle et de dénaturation des paysages. Il n'est pas rare en effet de voir des dispositifs publicitaires proliférer dans des conditions anarchiques ou excessives en certains lieux stratégiques comme les entrées de ville ou les abords de carrefours, créant ainsi de véritables « couloirs publicitaires ». La tendance est à la banalisation, la normalisation, la standardisation, l'unification de l'espace et la laideur (Michel Serres).



Vue du croisement entre la rue Bourneil (RN151) et l'avenue Pierre Larousse

Afin de maîtriser les règles d'implantation des dispositifs publicitaires, tout en conciliant logique d'efficacité et réalisme économique, de nombreuses municipalités ont choisi d'élaborer leur Règlement Local de Publicité (RLP). Ce document permet de définir des règles adaptées aux caractéristiques locales.

La Ville d'Auxerre s'est dotée d'un premier règlement qui a été approuvé le 2 mars 1990. Devenu obsolète, une révision a été engagée, sous couvert de l'Etat, chargée de la procédure.

Le second règlement, approuvé par la commission des sites le 12 mai 2006 et voté par le conseil municipal le 29 juin 2006 a été abrogé le 3 octobre 2011 par une décision du tribunal administratif de Dijon à cause d'un vice de forme entachant la procédure de révision.

Le grenelle II de l'environnement, et notamment la loi Engagement national pour l'Environnement (ENE) du 12 juillet 2010 a conduit à transférer le pouvoir de police du Préfet vers le maire agissant au nom de la commune.

La commune a donc, par délibération du 24 novembre 2011, décidé d'élaborer un nouveau règlement afin de répondre aux évolutions, notamment celles du cadre législatif et réglementaire.

Les règlements locaux de publicité sont soumis à un nouveau régime défini par la loi du 12 juillet 2010, dite loi « Grenelle II », et son décret d'application :

- ils doivent impérativement fixer des règles plus restrictives que les règles nationales qui sont applicables ;

- les « zones de publicités élargies » et les « zones de publicités autorisées » sont supprimées. Le RLP définit une ou plusieurs zones où s'applique une réglementation nécessairement plus restrictive que les prescriptions du règlement national tout en conciliant la liberté d'expression avec la protection du cadre de vie ;

- le règlement local de publicité est annexé au document d'urbanisme (plan local d'urbanisme) du territoire sur lequel il s'applique ;

- un délai de deux ans, six ans pour les enseignes, est accordé pour la mise en conformité des dispositifs publicitaires existants avec les règles établies au règlement local de publicité ;

- le règlement local de publicité est élaboré, révisé ou modifié conformément aux procédures d'élaboration, de révision ou de modification des plans locaux d'urbanisme définies au chapitre III du titre II du livre Ier du code de l'urbanisme ;

- l'élaboration, la révision ou la modification du RLP et l'élaboration, la révision ou la modification du plan local d'urbanisme peuvent faire l'objet d'une procédure unique et d'une même enquête publique dans les conditions définies par le chapitre III du titre II du livre Ier du code de l'environnement.

Le règlement local de publicité (RLP) comprend au moins un rapport de présentation, une partie réglementaire et des annexes :

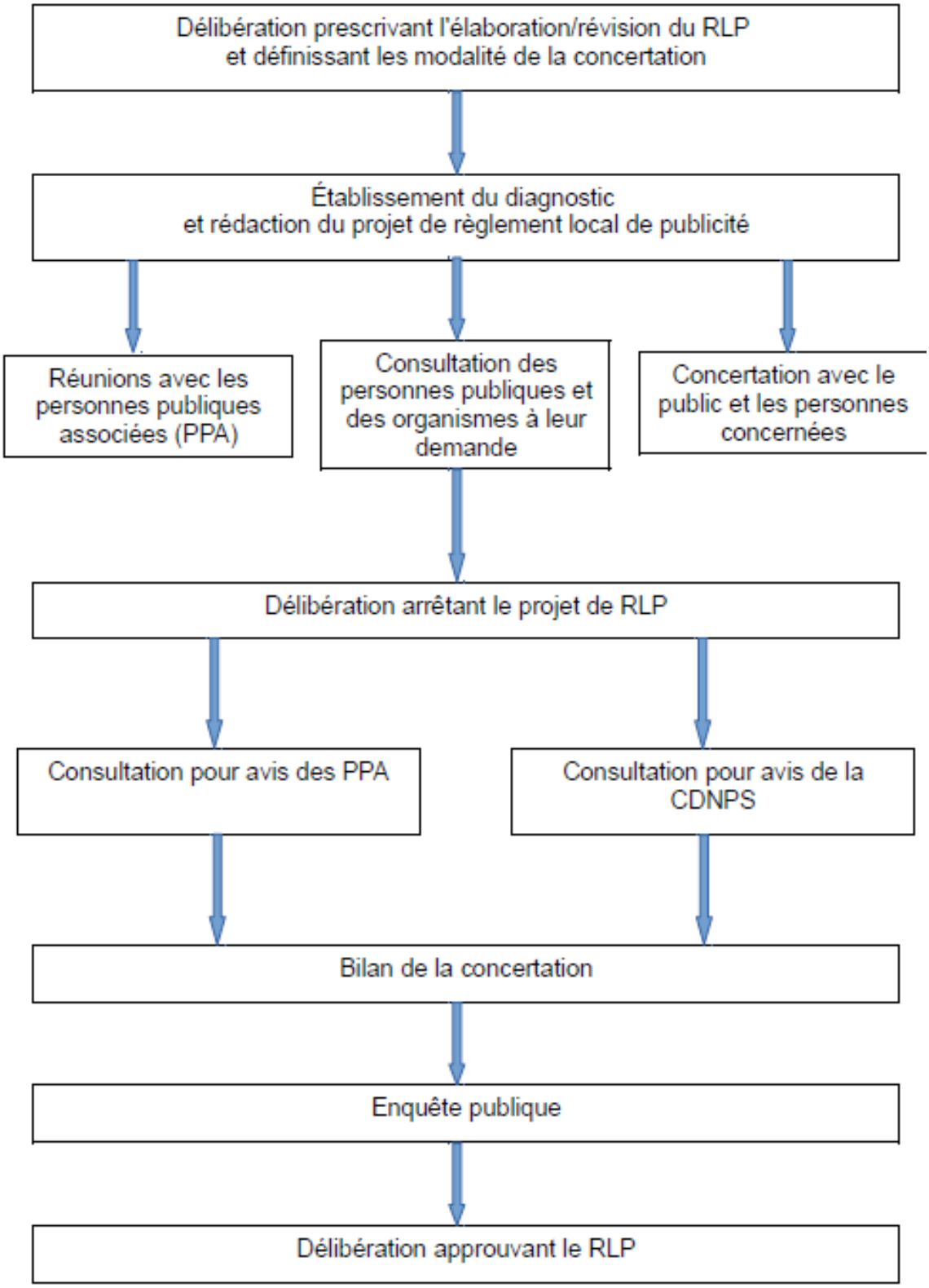
- Le rapport de présentation s'appuie sur un diagnostic, définit les orientations et objectifs de la commune, notamment de densité et d'harmonisation, et explique les choix retenus au regard de ces orientations et objectifs ;

- La partie réglementaire comprend les prescriptions adaptant les dispositions nationales. Les prescriptions du règlement local de publicité peuvent être générales ou s'appliquer aux seules zones qu'il identifie ;

- Les documents graphiques font apparaître sur l'ensemble du territoire de la commune les zones identifiées et, les périmètres identifiés par le règlement local de publicité et sont annexés à celui-ci.

- Les limites de l'agglomération défini par arrêté municipal (consultable sur le site de la Ville d'Auxerre).

PROCEDURE ADMINISTRATION D'ELABORATION DU RLP



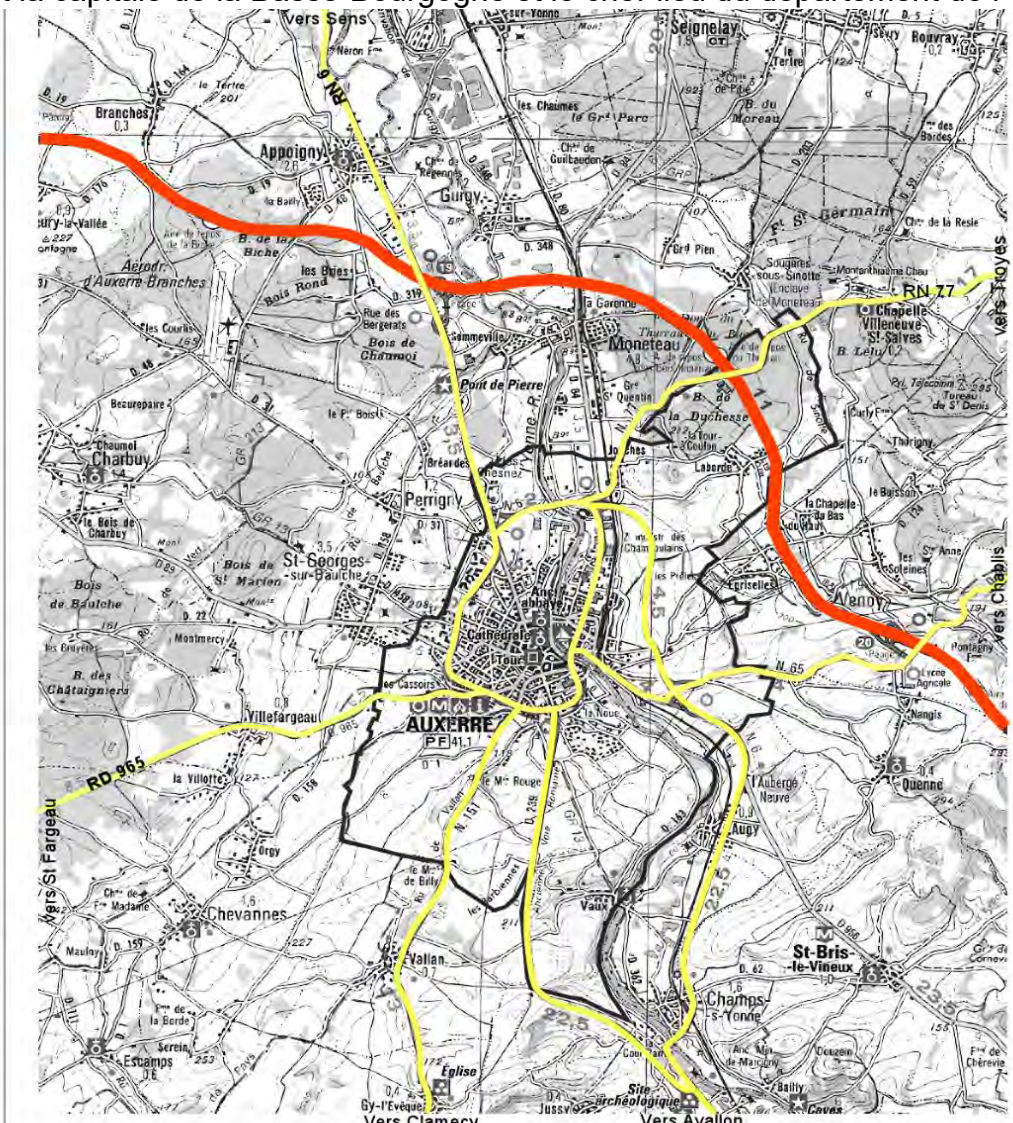
I- Contexte géographique et administratif

1.1 - Localisation



La situation de la Ville

Auxerre est située à 170 km au sud de Paris, à 150 km de Dijon et à 80 km de Troyes. Elle est la capitale de la Basse-Bourgogne et le chef-lieu du département de l'Yonne.



1.2 Données chiffrées

Le territoire communal a une superficie de 4 995 hectares dont 3 600 ha, soit prés de 70 %, sont des espaces naturels et agricoles. La partie urbanisée se compose de la ville d'Auxerre, des trois hameaux : Les Chesnez, Laborde et Jonches et de la commune associée de Vaux.
La commune compte 34 869 habitants au recensement de 2013, source INSEE.
Auxerre est la ville centre de la Communauté de l'Auxerrois qui regroupe ~~21~~ 29 communes, représentant 69 000 habitants en 2011. 55,6 % de la population communautaire habitent Auxerre.

1.3 Axes de communication

A l'échelle nationale, la ville est desservie par de grands axes routiers : l'autoroute A6, la RN 6 (axe Dijon-Paris), la RN 77 (Troyes), la RD 965 (Nevers). Elle est reliée à la ligne SNCF Paris-Lyon à Migennes et, pour le trafic fluvial, par le canal du Nivernais et l'Yonne.

1.4. Activités économiques et industrielles

Auxerre compte 3560 établissements d'activités au 31 décembre 2011, soit 64,44 % des entreprise de la Communauté Auxerroise, qui représente un bassin d'emplois salariés de 25 020 personnes, et 15 831 personnes travaillant dans la commune de résidence

Ces établissements d'activités sont répartis, comme suit :13 % dans l'industrie, 5 % la Construction, 21 % le commerce et 62 % les services.

Le centre-ville dispose en outre de la plupart des commerces et services de proximité et les grandes administrations.

1.5. Patrimoine historique et naturel

- Le ~~secteur sauvegardé~~ site patrimonial remarquable, (67 hectares) partie du territoire de la Ville d'Auxerre, classée en application du Code de l'Urbanisme (article L 313.1 et suivants, R 313.1 et suivants) par arrêté interministériel du 29 mai 1968, est délimité par la ceinture des boulevards et des quais, à l'exception de la partie située au droit du boulevard Vaulabelle, et entourée par la rue du Puits des Dames, la rue du Pont et le quai du Batardeau.La délimitation est matérialisée sur le plan de sauvegarde par un pointillé



Vue de la tour de l'Horloge

- Les Sites classés (arrêté ministériel du 04 janvier 1965) : les promenades entourant la ville et comprenant tous les terre-pleins plantés ou gazonnés, non cadastrés, situés entre la ligne des anciens remparts et la chaussée des boulevards extérieurs (boulevards Vaulabelle, Davout, du Temple, Vauban et de la Chaînette) ; les bords de l'Yonne, non cadastrés, situés entre les ponts Paul Bert et de la Tournelle comprenant : Rive droite, le port et les quais situés entre le quai Saint-Marien, la rue Saint-Martin, les Saints-Mariens et la rivière de l'Yonne ; Rive gauche, la promenade et les pelouses situées entre la route nationale n° 6 de Paris à Lyon et la rivière l'Yonne ; le jardin de l'Arbre Sec.

- Les édifices inscrits et classés

EDIFICES	**ARRETE OU DECRET**
Ancienne cathédrale Saint-Etienne	Liste de 1840
Avenue du Maréchal Juin : Borne-colonne de l'Ancien Octroi	29.01.1958
Ancien ensemble canonial : ancienne maison du chapitre, les chapelles Saint-Clément et Saint-Michel ; les caves, les maisons de la Soudoire, de la Recette, la grange (grenier) et les autres maisons, l'espace et les restes de l'ancien cloître, chapelle, maison, grange, sous-sol, salle capitulaire, cloître, enclos, sols des parcelles cadastrées BE 77, 78, 79, 251, 252, 253, 255, 256, 263 ; l'enceinte : classement par arrêté du 12 avril 1999	12.04.1999
Ancienne église des Ursulines : portail	28.04.1926
Eglise Saint-Eusèbe : Vierge à l'Enfant, statue bois XVIIème siècle	Arrêté ministériel du 15.01.1965
Eglise Saint-Germain, Saint-Martin, statue équestre, pierre peinte, XVIème siècle	Arrêté ministériel du 15.01.1965
Bâtiment dit de la Turbine rue Théodore de Bèze : salles souterraines constituant les réservoirs, citerne, installation hydraulique	18.08.1992

~~Le Théâtre municipal (ancienne maison du peuple) 54 rue Joubert, cadastré section BI 229 : façades, toitures, structures porteuses, grande salle de spectacles incluant le balcon et les décors réalisés par Jean Burkhalter sur les murs et la coupole, le panneau en céramique de sèvres figurant une allégorie d'après un dessin de Georges-André Klein~~	~~Arrêté préfectoral du 20.07.2012~~

Monument	*Adresse*	*Protection*
Abbaye Saint-Germain	2 bis place Saint-Germain	Classé
Abbaye Saint-Pierre	Impasse Saint-Pierre	Inscrit
Bâtiment de la Turbine	Allée Jean-Jacques Laubry	Inscrit
Borne-colonne	Avenue du Maréchal Juin	Classé
Cathédrale Saint-Étienne	Place de la Cathédrale	Classé
Centre hospitalier spécialisé de l'Yonne	2, 4 avenue Charles-de-Gaulle	Inscrit
Chapelle de la Madeleine	1 rue Marcellin Berthelot	Inscrit
Château de Sparre	Avenue Gambetta	Inscrit
Couvent des Ursulines	Rue du Nil Rue Michel Lepeletier-de-Saint-Fargeau	Inscrit
Crypte Saint-Amâtre	3bis rue d'Eckmühl	Inscrit
Église Saint-Eusèbe	Place Saint-Eusèbe	Classé
Église Saint-Pierre	Rue du Pont Ruelle Saint-Pierre	Classé
Église des Ursulines	Rue du Nil Rue Michel Leppelletier	Inscrit
Église de Vaux	Vaux	Classé
Ensemble canonial	Sud de la cathédrale	Classé
Hostellerie de la Grappe	14 place Charles-Lepère	Classé
Hôtel de Crôle	67 rue de Paris	
Hôtel Deschamps de Charmelieu	1 rue de l'Égalité	Classé

Hôtel Leclerc de Fourolles	2 rue du Lycée-Jacques-Amyot	Inscrit
Immeuble	59 rue de Paris	Inscrit
Immeuble	6 rue Soufflot	Inscrit
Lycée Jacques-Amyot	rue Jacques-Amyot	Inscrit
Maison	23 rue Fécauderie	Inscrit
Maison	28 rue Fécauderie	Classé
Maison	3 rue de l'Horloge	Inscrit
Maison	5 place Robillard	Classé
Maison de l'Arquebuse d'Auxerre	Place de l'Arquebuse	Classé
Maison du coche d'eau	Place Courtet	Classé
Maison de Marie Noël	1 rue Marie-Noël	Inscrit
Monument aux morts	Rue du Temple	Inscrit
Monument à Surugue	Boulevard de la Chaînette	Inscrit
Palais épiscopal	Palais épiscopal	Classé
Passage couvert Manifacier	Rue Fécauderie	Inscrit
Porte de ville	Rue du Quatre-Septembre	Inscrit
Séminaire – Chapelle de la visitation	94 rue de Paris	Classé
Théâtre municipal	54 rue Joubert	Inscrit
Tour de l'Horloge	Rue de l'Horloge	Classé



Vue des bords de l'Yonne (rive Est)

- Boulevards de ceinture : La première couronne des faubourgs s'est développée à partir des boulevards qui ceinturent le centre historique. Les formes urbaines y sont très diverses en fonction de la date des constructions et de leur nature. Ils présentent une réelle richesse patrimoniale bâtie et naturelle qui mérite la mise en place de protection et de mise en valeur adaptée.

- Le bâti rural des hameaux : Il existe dans les hameaux une typologie architecturale caractéristique de l'habitat rural traditionnel. Il convient de prendre les mesures de protection qui permettront de conserver et de mettre en valeur ce patrimoine.

- Le rapport Ville-Campagne : La ville et la campagne tissent des liens étroits qui nécessitent de traiter avec soin les limites entre l'espace urbain et les espaces naturels. Les franges de l'urbanisation doivent être réservées aux espaces verts et aux plantations pour garantir une transition harmonieuse avec la campagne. La campagne offre à de nombreux endroits de belles vues sur la ville. Ces perspectives seront préservées en réglementant les implantations.



Vue de l'interface Ville/Campagne au sud de l'agglomération



Vue de l'interface Ville/Campagne à l'ouest de l'agglomération

1.6 Contexte géographique

Les environs d'Auxerre se caractérisent par une occupation du sol essentiellement agricole et boisée. Le site de l'Auxerrois se compose d'un plateau découpé de nombreuses vallées qui le parcourent, entaillant des reliefs complexes et relativement marqués, particulièrement au Sud. La vallée de l'Yonne, est l'axe fondamental dans la composition des paysages de la ville. Cette vallée présente deux visages différents de part et d'autre de la ville, étroite et cadrée par de forts coteaux, parfois très raides, au Sud d'Auxerre, élargie au Nord, et prenant l'allure d'une plaine là où elle est traversée par l'autoroute A6. Plusieurs crêtes dégagées dominent Auxerre à l'Ouest, et s'intercalent entre les vallées et notamment celle où circule l'autoroute A6.

Les points forts de la commune d'Auxerre sont la vieille ville qui a été dans sa totalité placée en 1968 en secteur sauvegardé (à l'exception du quartier du Pont, partiellement détruit durant la deuxième guerre mondiale). Avant cette date, un grand nombre d'édifices situés dans le périmètre du secteur sauvegardé avait été classés monuments historiques. Leurs façades y composent un patrimoine exceptionnel à préserver et à valoriser.



Figure 1Maison traditionnelle rue de la Draperie

Auxerre compte aussi, à l'extérieur du secteur sauvegardé, un certain nombre d'édifices et de sites protégés au titre de la loi sur les monuments historiques.
La ville est inscrite au titre des « Villes d'Art et d'Histoire ».

L'urbanisation s'organise d'une manière à peu près concentrique autour du noyau ancien :

- Une 1ère couronne d'urbanisation constituée d'un tissu de faubourgs.

- Une 2ème couronne d'urbanisation, de forme plus étalée et moins régulière qui correspond aux extensions urbaines à partir des années 1960. Elles comprennent les grandes opérations de logements sociaux des années 1960-1970, les secteurs pavillonnaires et les grandes zones d'activités situées essentiellement au nord.

- La zone urbaine est entourée de terres agricoles et, au nord est du territoire communal, de massifs boisés. Y sont installés les hameaux excentrés : Jonches, Laborde, les Chesnez, Vaux.

Pour les axes principaux, deux familles d'entrées de ville se distinguent : les entrées nord au caractère urbain et les entrées sud au caractère rural.

- Les entrées Nord :

L'avenue Charles de Gaulle, à partir du carrefour de l'Europe, se caractérise dans un premier temps par la qualité de ses abords paysagers et par les vues sur la vielle ville, plus loin la fonction commerciale qui s'est développée à ses abords devient très présente, jusqu'à l'arrivée à la Porte de Paris. Une attention particulière devra être apporté à la préservation de la partie Nord de l'avenue.

L'avenue Jean Mermoz, traverse les zones d'activités. Elle mérite une requalification.

- Les entrées Sud :

Depuis le sud, on passe presque directement des espaces naturels et agricoles au tissu urbain des faubourgs. Il ne s'est pas développé d'urbanisation récente en bordure directe de ces axes.

- L'entrée Est

L'accès d'Auxerre par l'Est se fait par le rondpoint qui relie la RN 65 et la RD956. De là, on peut remonter l'avenue du Maréchal Juin. Cet axe a fait l'objet d'une opération contre les pré-enseignes (cf. infra). Il permet également de desservir le campus de l'IUT et le site d'Auxerrexpo. Il doit donc faire l'objet d'une vigilance particulière.

- Reste l'entrée Ouest :

En venant de Saint Georges l'urbanisation est continue et on accède directement au cœur du quartier Saint Geneviève. Ce qui en fait un axe de transition naturelle entre les deux communes.

2. Historique de la démarche

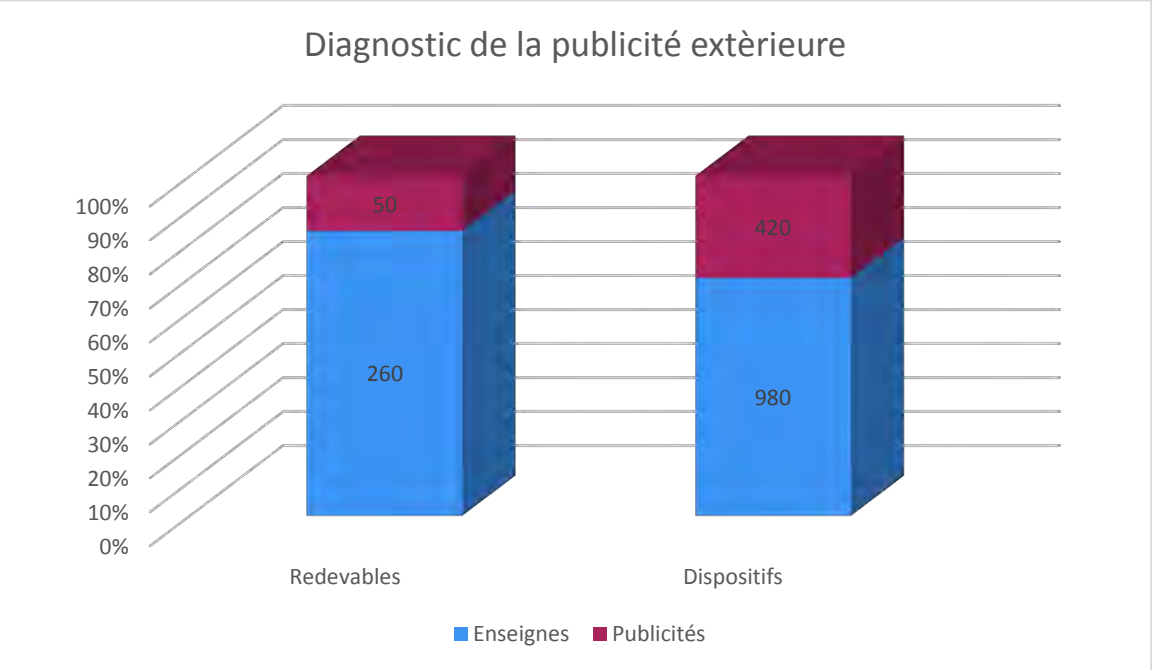
2.1. Chronologie :

Pour prendre en compte l'évolution de la commune :
- intégration de la commune dans l'agglomération de l'auxerrois ;
- projet d'extension de la zone artisanale des Mignottes entre la voie ferrée et la déviation Nord-Est reliant la route de Chablis à Jonches et l'avenue d'Egriselles,
- création de la zone commerciale des Clairions

Au regard de l'abrogation du précédent règlement et des problématiques mises au jour par le diagnostic, la commune d'Auxerre a délibéré le 24 novembre 2011, pour prescrire ~~l'élaboration~~ la révision d'un nouveau Règlement Local de Publicité (RLP) sur son territoire.

2.2. Diagnostic de la publicité extérieure

Le diagnostic a porté notamment sur le recensement de l'affichage publicitaire et des enseignes ainsi que sur l'identification des dispositifs nécessitant un traitement spécifique, au-delà de la réglementation générale.



437 redevables dont 15 afficheurs pour 216 faces publicitaires représentant 1945 m² de surface et 332 enseignes pour 1465 dispositifs d'enseigne représentant 7019 m² de surface
En surface cumulée : 72 enseignes sont inférieures ou = à 7 m² de surface, 74 enseignes supérieures à 7 m² et inférieures ou = à 12 m²
138 supérieures à 12 m² et inférieures ou = à 50 m²
48 supérieures à 50 m²

2.3 Élaboration du Règlement Local de Publicité

Entre le 21 février 2012 et le 20 juin 2013, dix réunions ont été organisées. Au cours de celles-ci ont participé les :

- personnes publiques associées (PPA) : Chambres consulaires, Architecte des Bâtiments de France (ABF), direction régionale de l'environnement de l'aménagement et du logement (DREAL), Conseil d'architecture d'urbanisme et de l'environnement (CAUE),

- services de l'Etat compétents en la matière

- professionnels de la communication,

- associations de défense de l'environnement

- association représentant les commerçants : Vitrines d'Auxerre

- communes limitrophes

Les observations émises au cours de ces réunions ont permis de faire évoluer le projet de RLP.

3. Diagnostic

3.1. Objet du diagnostic

A partir d'un repérage de terrain précis, un recensement et une description de l'ensemble des dispositifs ont été effectués, à savoir : enseignes, préenseignes, panneaux publicitaires, mobilier urbain, micro-signalétique.

- Publicités et pré-enseignes

~~420~~ 248 publicités et pré-enseignes sont réparties sur le territoire communal représentant un total de ~~2 624~~ 2240m² de surface d'affichage.

~~- Aucun dispositif numérique n'a été recensé~~ Un dispositif numérique de publicité a été installé rue jean Mermoz. Une enseigne numérique a été installée près du pont Jean Moreau.

- Les dispositifs sont au format du « 4 par 2 ». Aucun dispositif de 12 m² n'a été relevé. Le règlement précédent et abrogé avait limité la taille des dispositifs à 8 m².

- Enseignes
~~980~~ 375 dispositifs ont été recensés représentant 6369 m² d'affichage,
310 dispositifs inférieurs à 7 m² ont été relevés.

Il y a 188 dispositifs de recensés sur du mobilier urbain.

Le diagnostic est antérieur à la finalisation de la réforme du Code de l'Environnement initiée par la loi n° 2010-788 du 12 juillet 2010 portant engagement national pour l'environnement dite loi Grenelle II et complétée par le décret n°2012-118 du 30 janvier 2012 applicable depuis le 1er juillet 2012.

Il ne perd cependant pas de son utilité puisque la majorité des matériels recensés sont toujours d'actualité. Il convient cependant de souligner que, compte tenu du durcissement global de la réglementation sur la publicité extérieure, le nombre de dispositifs non conformes est selon toute probabilité supérieur depuis le 1er juillet 2012.

3.2. Problèmes identifiés

Le diagnostic de publicité de notre territoire a toutefois mis en exergue un territoire faiblement dégradé dans l'ensemble par la publicité extérieure, hormis dans certains secteurs et en particulier le long des principaux axes routiers où l'on relève la présence de très nombreux dispositifs publicitaires et pré-enseignes.

Hors agglomération et aux entrées de ville ceux-ci prolifèrent dans des conditions anarchiques en créant de véritables « couloirs publicitaires ». Leur abondance est source de « pollution visuelle » et détériore le paysage urbain auxerrois.



Vue de l'avenue du maréchal Juin (avant le retrait des panneaux)

Toutefois, le code de l'environnement ~~prévoit~~ prévoyait la disparition des pré-enseignes hors agglomération à compter du 13 juillet 2015. Une campagne a été menée dans ce sens, ce qui a entrainé une diminution de ces pré-enseignes hors de l'agglomération, notamment sur les axes d'entrée sur Auxerre.

- La signalétique, notamment dans la zone d'activité des Clairions, est un des problèmes auquel la commune est confrontée.

- Des enseignes globalement acceptables mais qui peuvent être améliorées, hormis le centre ancien.

3.3 – Les enjeux

Les enjeux consistent à inverser certaines tendances qui caractérisent le parc.

- environ 95 % des dispositifs publicitaires sont scellés au sol ou directement installés sur le sol. Ce type de dispositif est celui qui s'intègre le moins bien au paysage environnant. Afin d'assurer une meilleure insertion paysagère de l'affichage, l'un des enjeux est d'augmenter la part des dispositifs muraux.

- une concentration de dispositifs sur certaines parcelles privées ou le long de certaines voies de grande circulation est très marquée. Instaurer des règles de densité permettra de limiter ce phénomène qui peut conduire à la surenchère entre professionnels.

- concernant les enseignes, restreindre le nombre et la taille des enseignes permettra de rétablir un équilibre entre les professionnels car la visibilité excessive d'un commerce peut se faire au détriment des commerces voisins plus raisonnables.





Vues de la zone des Clairions

- Aucun dispositif numérique n'a été recensé. L'un des enjeux est d'anticiper l'arrivée de ce nouveau moyen de communication autorisé et encadré par la loi « Grenelle II ».

4. Orientations

Du fait de sa situation géographique et de son histoire, la commune est dotée de forts atouts en matière de paysage et de patrimoine bâti. La municipalité s'est prononcée en faveur d'une maîtrise de l'affichage publicitaire sur son territoire et souhaite pour cela adopter un Règlement Local de Publicité (RLP) :

- d'une part, du fait de l'abrogation du précédent RLP et de l'obsolescence du premier règlement de 1990,

- d'autre part, parce qu'elle est soucieuse de :

- conserver la qualité paysagère de son territoire, de garantir un cadre de vie agréable à ses habitants,

- requalifier ses entrées de ville et rendre attractive ses zones d'activités,

- préserver le centre-ville et ses faubourgs,

- renforcer la sécurité des automobilistes.

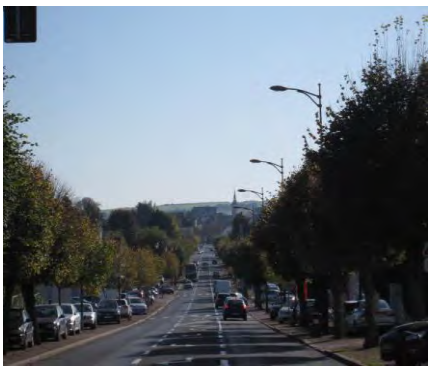
Aujourd'hui la réglementation nationale autorise des dispositifs qui ne sont pas adaptés aux enjeux de préservation et de mise en valeur paysagère identifiés par la commune d'Auxerre.

Sur la base du diagnostic, la commune d'Auxerre a défini les grandes orientations et les objectifs de sa politique de maîtrise de la publicité extérieure.

4.1. Conserver la qualité paysagère de son territoire et garantir un cadre de vie agréable à ses habitants

- Réduire les nuisances visuelles et améliorer la qualité et la lisibilité des principaux axes routiers traversant la ville

- Protéger les perspectives sur la ville historique. En effet, la topographie du territoire met en exergue des cônes de vue qui ont été identifiés au plan local d'urbanisme ;



Avenue Charles de Gaulle

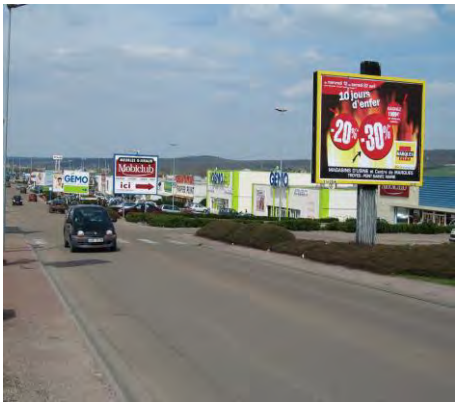


Rue Louis Richard

4.2- Requalifier ses entrées de ville et rendre attractive ses zones d'activités

- Abonnir les entrées de ville qui constituent la première vitrine du territoire et en particulier les RN 77, RN 6 et RD 965 ;

- Privilégier la qualité et la lisibilité des enseignes dans les zones d'activité et le long des linéaires commerciaux.



Avenue Jean Mermoz

4.3- Préserver le centre-ville et ses faubourgs

- mettre en valeur le patrimoine architectural du centre-ville et de sa première couronne

Nos monuments historiques, les façades de nos maisons, composent un patrimoine exceptionnel à préserver et à valoriser. De leur qualité dépend en effet la perception que les visiteurs ont d'Auxerre :

- le centre historique ancien, protégé par un plan de sauvegarde et de mise en valeur,
- notre label « Ville d'Art et d'Histoire »,
- les immeubles remarquables identifiés au plan local d'urbanisme

sont de véritables atouts et d'outils de promotion, tant en matière de richesse architecturale que d'attractivité.

4.4- Renforcer la sécurité des automobilistes

- Limiter les implantations susceptibles de gêner la lisibilité de la signalisation routière





Modèles d'enseignes qualitatives à autoriser





Modèles d'enseignes non qualitatives à interdire









Modèles d'enseignes non qualitatives à interdire

Cette emprise est particulièrement marquée sur les grandes voies d'entrées de ville, qui se résume à une succession de publicités, affiches et panneaux, dans un espace ayant perdu toute qualité.

AVANT - APRES





Rue Guynemer





Avenue de Worms





Avenue des Brichères





Rond-point de l'Europe

5. Objectifs et zonage

Le règlement local de publicité doit apporter des réponses à ces problématiques. Il convient de considérer le règlement local de publicité comme un outil de gestion local de l'espace :

- dans le respect du code de l'environnement,
- en valorisant le cadre de vie des administrés
- en respectant le principe de la liberté d'expression

Il ne s'agit donc pas d'interdire les dispositifs publicitaires et les enseignes, mais :

- d'organiser et d'améliorer leur insertion
- de restreindre leur implantation dans certains espaces
- de dé-densifier des zones surchargées
- de préserver la visibilité et la sécurité sur des points stratégiques comme les giratoires ou les intersections

L'affichage est le plus fort vecteur de banalisation du cadre de vie des villes. Il convient donc d'apporter une attention particulière sur :

- les entrées de ville : maîtriser la prolifération publicitaire,

- les zones commerciales : limiter drastiquement l'enseigne en adoptant des règles de taille et de hauteur,

- les grands itinéraires urbains : la multiplication des déplacements fait de ces axes des emplacements privilégiés avec de grands panneaux répétés pour être vu des automobilistes. Il est important de désengorger ces axes en imposant des règles de densité.

Les objectifs principaux portent notamment sur une diminution significative de l'affichage publicitaire et un meilleur encadrement de la réglementation des enseignes.

Pour la publicité et les pré-enseignes :
– un meilleur positionnement,
– une diminution de leur nombre et de leurs surfaces, tant globale, qu'unitaire,
– une bonne qualité des matériaux et une obligation d'entretien régulier.

Pour les enseignes :
– un signalement efficace et harmonieux des établissements concernés,
– une maîtrise du nombre et des dimensions des enseignes, adaptée aux dimensions des bâtiments,
– une bonne qualité des matériaux, une obligation d'entretien régulier et une maîtrise des dispositifs lumineux.

5.1. Zonage

Quatre secteurs de protection, délimités sur le plan de zonage annexé au présent règlement sont institués dans les lieux qualifiés « agglomération » par arrêté municipal n° 876 du 14 septembre 2000

5.1.1 – Secteur sauvegardé (décret du conseil d'Etat du 20 octobre 1981) et sites classés

Il s'agit :
- de la ville historique, intra-muros, délimité par le plan de sauvegarde et mise en valeur,
- des promenades dites « des remparts » entourant la ville,
- des bords de l'Yonne, non cadastrés, situés entre les ponts Paul Bert et de la Tournelle comprenant : Rive droite : le port et les quais situés entre le quai Saint-Marien, la rue Saint-Martin, les Saints-Mariens et la rivière de l'Yonne ; Rive gauche : la promenade et les pelouses situées entre la route nationale n° 6 de Paris à Lyon et la rivière l'Yonne et le jardin de l'Arbre Sec.

Le règlement :

- rappelle et complète la liste des lieux interdits ;
- interdit la publicité ;
- interdit les enseignes sur les toitures et les terrasses et au-dessus des corniches ;
- interdit les caissons lumineux
- limite le nombre d'enseignes ;
- prescrit des conditions d'installation des enseignes,

5.1.2 – Secteur de protection renforcée

C'est la séquence urbaine qui ceinture le secteur sauvegardé, avec une architecture sur les faubourgs composée de bâtiments édifiés à des époques différentes, qu'il est utile de protéger, en limitant l'impact de la publicité.

C'est également le cas des ~~villages~~ hameaux de Jonches, Laborde, Les Chesnez et Vaux où il est nécessaire de protéger une typologie architecturale caractéristique de l'habitat rural traditionnel. De plus Vaux, qui est une commune associée, est bordée d'un côté par la rivière Yonne et de l'autre par une colline « Côte de Poiry ». On y trouve encore quelques ceriseraies et un vignoble d'AOC.

Le règlement :

- rappelle et complète la liste des lieux interdits ;
- interdit les enseignes sur les toitures et les terrasses ;
- limite les enseignes scellées au sol ;
- prescrit des conditions d'installation des enseignes,
- limite la densité des dispositifs publicitaires

5.1.3 – Secteur de protection élargie

Il porte sur une zone urbaine à forte densité pavillonnaire et économique existante et les entrées de ville
Le règlement :

- rappelle et complète la liste des lieux interdits ;
- interdit les enseignes sur les toitures et les terrasses ;
- limite les enseignes scellées au sol ;
- prescrit des conditions d'installation des enseignes,
- limite la densité des dispositifs publicitaires,
- favorise les dispositifs publicitaires muraux au profit de ceux scellés au sol,
- autorise de manière limité la publicité numérique,
- protège certains giratoires et carrefours

5.1.4 – Autre secteur

Il s'agit du reste du territoire communal, soumis aux dispositions du code de l'Environnement et de ses décrets d'application.

Le règlement :

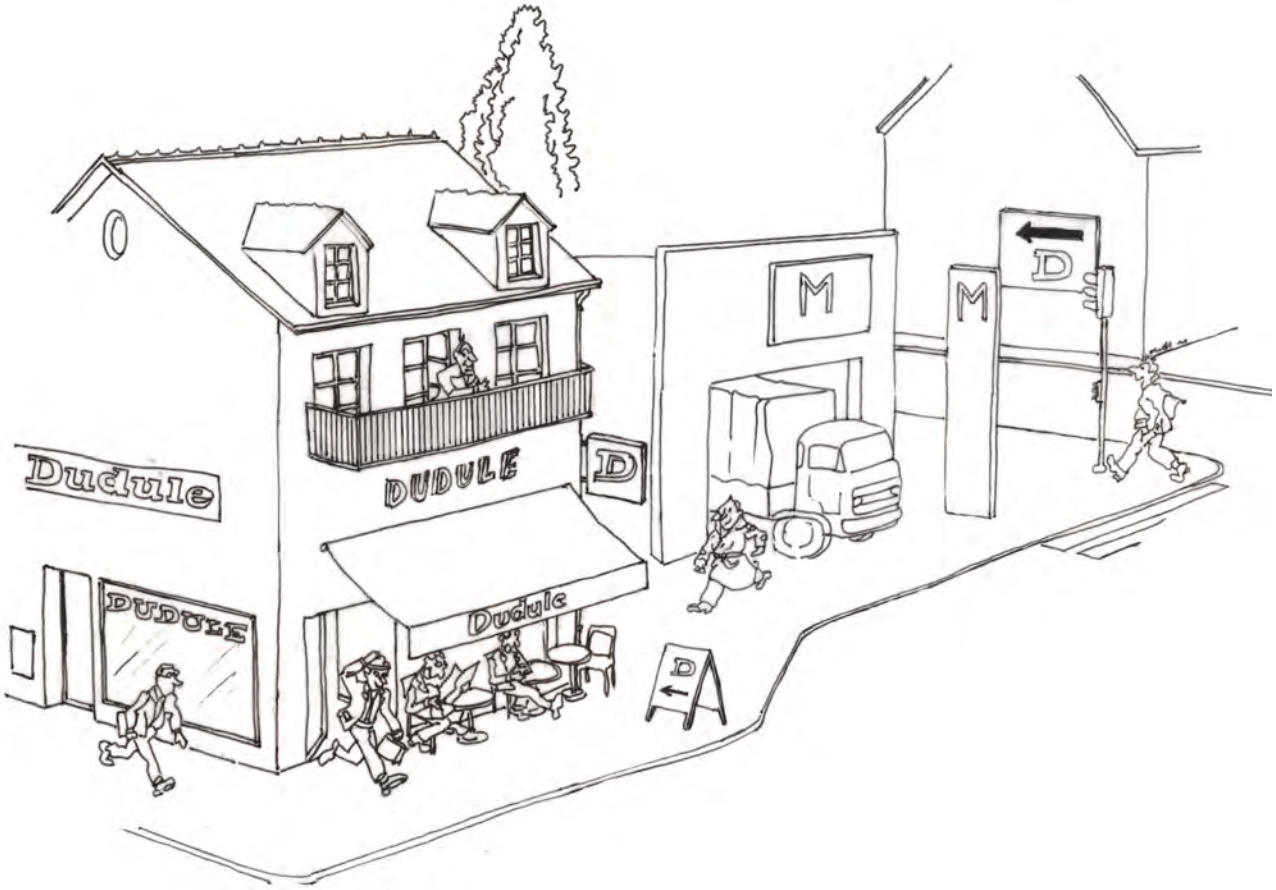
- rappelle et complète la liste des lieux interdits ;
- interdit les enseignes sur les toitures et les terrasses ;
- limite les enseignes scellées au sol ;
- prescrit des conditions d'installation des enseignes,
- prend en compte les règles de densité issues de la loi Grenelle et les limitent
- protège certains giratoires et carrefours



Maison place de l'Arquebuse

AUXERRE DYNAMISME URBAIN
14 place de l'Hôtel de Ville
BP 70059
89012 AUXERRE CEDEX
Tél. : 03.86.72.48.52
Courriel : urba.droitdessols@auxerre.com

REGLEMENT LOCAL DE PUBLICITE



Pièce 2

REGLEMENT DE PUBLICITES ENSEIGNES ET PRE-ENSEIGNES

Approuvé par délibération du conseil communautaire du 17/12/2020

S O M M A I R E

Préambule p. 4
1 – Contexte réglementaire....p. 4
2 – Objectifs....p. 4
3 – Définitions....p. 5

TITRE I - Dispositions générales p. 10

Article 1 – Classement du territoire....p.10

Article 2 – Application du présent règlement....p. 10

TITRE II - Dispositions communes aux publicités et pré-enseignes p. 11

Article 1 – Dispositions applicables aux publicités et pré-enseignes p. 11

1-1 – Déclaration préalable....p. 11

1-2 – Caractère général....p. 11

1-3 – Matériaux et entretien....p. 11

1-4 – Dimensions des dispositifs....p. 11

1-5 – Hauteur des dispositifs scellés au sol....p. 11

1-6 – Publicité lumineuse....p. 12

1-7 – Publicité numérique....p. 12

1-8 – Publicité murale....p. 12

1-9 – Publicité scellée au sol....p. 12

1-10 – Publicité sur chantier....p. 13

1-11 – Les Préenseignes....p. 13

1-12 – Les bâches....p. 13

1-13 – Le micro affichage....p. 14

Article 2 – Affichage et fléchage temporaires ....p. 14

2-1 Publicités temporaires p. 15

Article 3 – Affichage d'opinion p 15

Article 4 - Publicité sur mobilier urbain....p. 15

Article 5 – Publicité sur véhicules....p. 16

Article 6 – Interdictions ....p. 16

TITRE III - Dispositions communes aux enseignes p. 18
Article 1 – Dispositions applicables aux enseignes p. 18
1-1 – Types d'enseignes....p. 18
1-2 – Caractère général....p. 18
1-3 – Matériaux et entretien....p. 19
1-4 – Enseigne bandeau....p. 19
1-5 – Enseigne drapeau....p. 19
1-6 – Enseigne en applique....p. 19
1-7 – Enseigne scellée au sol....p. 19
1-8 – Enseigne temporaire....p. 20

TITRE IV - Dispositions particulières à chaque secteur p. 20
Article 1 – Secteur Sauvegardé et Sites classés p. 20
1-1 – Les limites....p. 20
1-2 – Les dispositions particulières....p. 20
Article 2 – Secteur de protection renforcée p. 22
2-1 – Les limites et les voies ....p. 22
2-2 – Dispositions particulières publicité et pré-enseigne....p. 24
2-3 – Densité publicitaire sur le domaine privé....p. 24
Article 3 – Secteur de protection préservée p. 26
3-1 – Les limites et les voies ....p. 26
3-2 - Dispositions particulières publicité ....p. 27
3-3 – Densité publicitaire sur le domaine privé....p. 29
Article 4 – Autres secteurs p. 31
4-1 - Dispositions particulières publicité et pré-enseigne ....p. 31
4-2 – Densité publicitaire....p. 31

Préambule

1 – Contexte réglementaire

Le code de l'Environnement et ses décrets d'application autorise les collectivités locales à instituer sur leur territoire une réglementation spécifique pour adapter ce règlement national au contexte local et permettre l'élaboration de prescriptions particulières, dérogatoires au régime général, pour l'installation de la publicité, des enseignes et pré-enseignes.

Par délibération du 24 novembre 2011, enregistrée en préfecture le 28 novembre 2011, le conseil municipal a engagé l'élaboration du règlement de publicité, enseignes et pré-enseignes de la ville d'Auxerre.

Outre les dispositions du code de l'Environnement, l'objectif est de tendre vers une mise en valeur du patrimoine urbain et des espaces naturels protégés ; d'abonnir les entrées de villes et les zones péri-urbaines, en cohérence avec l'ensemble du patrimoine historique et architectural. Ceci, tenant compte de la poursuite de l'amélioration de la qualité environnementale et intégrant le Grenelle II.

Il est rappelé qu'en absence de dispositions explicites prévues dans le présent règlement local de publicité, les règles de la réglementation nationale prescrites dans le Code de l'Environnement s'appliquent.

2 – Objectifs

Afin d'assurer la protection du cadre de vie, le présent règlement fixe les règles applicables à la publicité, aux enseignes et aux pré-enseignes visibles de toute voie ouverte à la circulation publique, sans préjudice d'autres réglementations spécifiques et notamment le code de la route, le plan local d'urbanisme, le règlement du Secteur Sauvegardé.

Les objectifs principaux portent notamment sur une diminution significative de l'affichage publicitaire et un meilleur encadrement de la réglementation des enseignes.

Pour la publicité et les pré-enseignes :

- un meilleur positionnement,
- une diminution de leur nombre et de leurs surfaces, tant globale, qu'unitaire,
- une bonne qualité des matériaux et une obligation d'entretien régulier.

Pour les enseignes :

- un signalement efficace et harmonieux des établissements concernés,
- une maîtrise du nombre et des dimensions des enseignes, adaptée aux dimensions des bâtiments,
- une bonne qualité des matériaux, une obligation d'entretien régulier et un

contrôle des dispositifs lumineux.

3 – Définitions

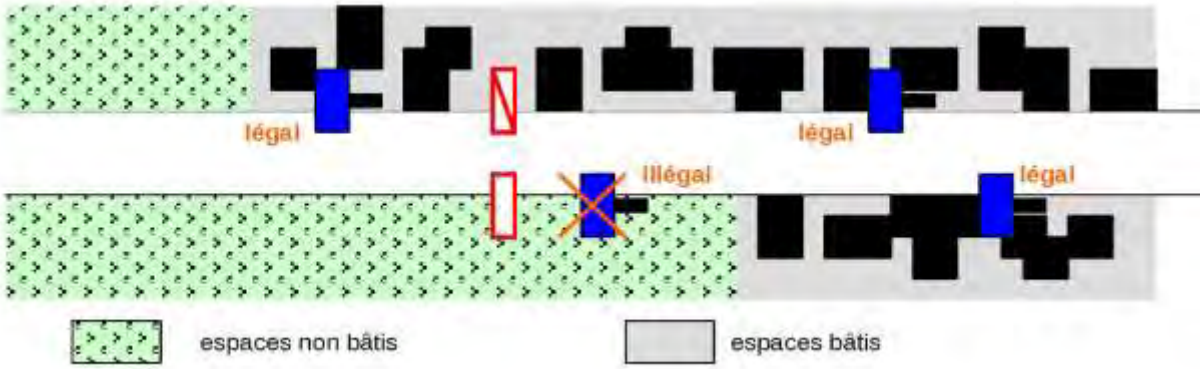
↳ *Agglomération*

La notion d'agglomération est utilisée à deux fins pour la réglementation de la publicité :

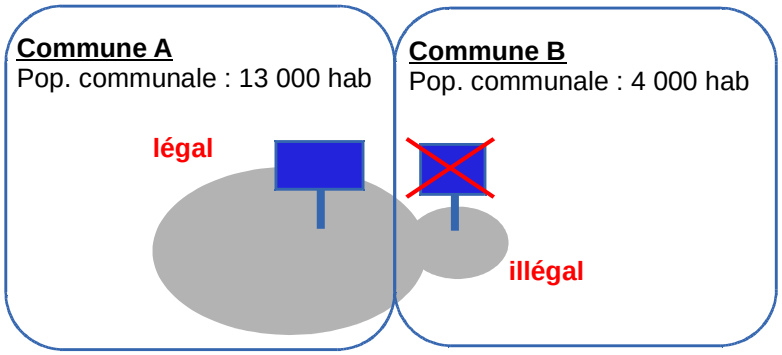
1 *déterminer où la publicité est autorisée / interdite : il faut alors savoir où s'arrête l'agglomération. C'est ce qu'on nomme ici le sens géographique de la notion.*

2 *déterminer le type de dispositifs et les formats autorisés en fonction du nombre d'habitants de l'agglomération : il faut alors savoir comment définir ce nombre d'habitants. C'est ce qu'on nomme ici le sens démographique de la notion.*

***Au sens géographique**, c'est le code de la route qui définit l'agglomération et désigne « un espace sur lequel sont groupés des immeubles bâtis rapprochés et dont l'entrée et la sortie sont signalées par des panneaux placés à cet effet le long de la route qui le traverse ou le borde […] ».C'est le même code qui stipule que « les limites de l'agglomération sont fixées par arrêté du maire ». Le Conseil d'État fait prévaloir la «réalité physique» de l'agglomération, peu importe l'existence ou non des panneaux d'entrée (ou de sortie) et leur positionnement par rapport au bâti.*



***Au sens démographique**, le nombre d'habitants compris dans l'agglomération est défini en s'appuyant sur l'espace aggloméré constitué par l'ensemble du bâti de la commune et ne peut s'apprécier qu'à l'intérieur des limites communales de l'agglomération considérée.*



Les dispositifs scellés au sol sont interdits dans les agglomérations de moins de 10 000 habitants ne faisant pas partie d'une Unité Urbaine de plus de 100 000 habitants. La population de l'agglomération est à considérer dans les limites communales, et pour chaque espace aggloméré distinct.

↳ *Autorisation d'emplacement*

Concerne les bâches et les dispositifs de dimensions exceptionnelles qui ne présentent généralement pas de support fixe ; à cet effet, l'autorisation est délivrée pour un emplacement destiné à accueillir lesdits dispositifs.

↳ *Bâche*

Toile ou matériau souple imprimé de grandes dimensions, classée en 2 catégories :

- les bâches de chantier, comportant de la publicité, installées sur des échafaudages « nécessaires à la réalisation de travaux »,

- les bâches publicitaires, qui sont toutes les autres bâches.

↳ *Dispositif*

Support ou matériel dont le principal objet est de recevoir toute inscription, forme ou image constituant une publicité. Ces supports, à l'exclusion des supports de base, sont assimilés à des publicités, et doivent respecter l'ensemble des règles applicables à ces dernières, qu'il y ait des inscriptions ou affiches publicitaires apposées ou non. Cela comprend l'éclairage, le nom...

↳ *Enseigne*

Constitue une enseigne, toute inscription, forme ou image apposée sur un immeuble et relative à une activité qui s'y exerce.

Enseigne bandeau : enseigne parallèle installée en partie haute de la façade commerciale,

Enseigne drapeau : enseigne perpendiculaire à la façade commerciale,

Enseigne en applique : inscription ou image sur la vitrine ou sur une partie aveugle de la devanture autre que le bandeau,

Enseigne scellée au sol ou posée directement sur le sol : type « totem », ou installée sur un support,

Enseigne lumineuse : enseigne à laquelle participe une source d'éclairage spécialement prévue à cet effet (néon, lettres lumineuses, écran vidéo, journal défilant).

↳ *Façade commerciale*

Ensemble des éléments architecturaux qui compose la façade d'un local d'activité, à savoir : ensemble des murs du local où s'exerce l'activité ainsi que les vitrines, leurs encadrements, le bandeau formant l'enseigne horizontale, le système de fermeture ainsi que l'éclairage.

Immeuble

Il peut s'agir d'un immeuble bâti ou non bâti.

Micro affichage

Publicité de format inférieur à 1 mètre carré affichée sur les devantures commerciales d'un établissement et ne se rapportant pas à l'activité qui s'y exerce.

Mur aveugle

Façade ne comprenant pas d'ouverture. Sont également considérés comme aveugles, les murs ou façades ne comportant que des ouvertures réduites, d'une surface unitaire inférieure à 0,50 mètre carré.

Mobilier urbain

Installation implantée sur une dépendance du domaine public à des fins de commodité pour les usagers (poubelles, bancs publics, abris des services de transport en commun, indication du nom des rues, etc...) Le code de l'environnement reconnaît à un certain type de mobilier urbain, la possibilité d'accueillir, à titre accessoire de la publicité, dans des conditions spécifiques. Sont concernés :

- les abris destinés au public ;

- les kiosques à journaux et autres kiosques à usage commercial ;

- les colonnes porte-affiches ne supportant que l'annonce de spectacles ou de manifestations culturelles (type colonne « Morris ») ;

- les mâts porte-affiches ;

- le mobilier recevant des informations non-publicitaires à caractère général ou local ou des œuvres artistiques qui peut à titre accessoire, recevoir de la publicité.

Pré-enseigne

Constitue une pré-enseigne, toute inscription, forme ou image, se dissociant matériellement du lieu d'activité, et qui indique sa proximité à l'attention du public (soumise aux mêmes règles que la publicité).

Pré-enseigne dérogatoire

Seules les pré-enseignes en relation avec la fabrication et la vente de produits du terroir seront autorisées (il s'agit de produits traditionnels liés à un savoir-faire et à une identité culturelle, fabriqués dans un secteur géographique délimité et identifié, ayant un rapport avec l'origine du produit. Les entreprises locales sont des entreprises dont l'activité principale concerne la fabrication ou la vente de produits du terroir local ce qui justifie leur implantation dans l'espace rural), ainsi que celles signalant les activités culturelles et les monuments classés ou inscrits, ouverts au public.

Elles ne peuvent être implantées à plus de 5 kilomètres de l'entrée de l'agglomération ou du lieu où s'exerce l'activité qu'elles signalent ; cette distance est portée à 10 kilomètres pour les monuments historiques ou classés ouverts au public.

Publicité

Constitue une publicité, à l'exclusion des enseignes et des pré-enseignes, toute inscription, forme ou

image, destinée à informer le public ou à attirer son attention, les dispositifs dont le principal objet est de recevoir lesdites inscriptions, formes ou images étant assimilées à des publicités (code de l'Environnement).

↳ *Publicité lumineuse*

Constitue une publicité lumineuse, une publicité à la réalisation de laquelle participe une source lumineuse spécialement prévue à cet effet, à l'exception des dispositifs de publicité ne supportant que des affiches éclairées par projection ou transparence, lesquelles sont soumises aux dispositions qui régissent la publicité non lumineuse.

La publicité numérique est soumise à autorisation préalable par l'autorité compétente en matière de police. Elle est une sous-catégorie des publicités lumineuses qui repose sur l'utilisation d'un écran, composée de diodes, leds, téléviseur géant et peut être de trois sortes :

1° images animées : il existe une animation sur l'image (superposition ou la succession d'images fixes qui défilent de façon suffisamment lente pour que l'œil humain puisse distinguer les différentes images séparément),

2° images fixes (défilement d'images fixes),

3° vidéos (succession d'images suffisamment rapide pour que ces dernières ne puissent pas être distinguées et donner ainsi l'illusion du mouvement).

↳ *Publicité scellée au sol*

La publicité scellée au sol ou installée directement sur le sol s'oppose à la publicité murale puisqu'elle n'est pas installée sur un support qui existait préalablement. Elle est généralement fixée sur un ou plusieurs pieds spécialement conçus et plantés dans le sol à cet effet, plus rarement posée directement sur le sol (cf : les chevalets).

↳ *Publicité sur véhicules*

Les véhicules terrestres utilisés ou équipés aux fins essentielles de servir de supports à la publicité ou à des pré-enseignes, à l'exclusion des véhicules sur l'eau ou dans les airs. Ces véhicules ne peuvent pas stationner ou séjourner dans les lieux où les publicités sont visibles d'une voie ouverte à la circulation publique ; ni dans les lieux interdits à la publicité ; ni circuler en convoi de deux ou plusieurs véhicules, ni à vitesse anormalement réduite.

Unité foncière

Constitue une unité foncière, l'ensemble des parcelles cadastrales contiguës appartenant à un même propriétaire.

Unité urbaine

Commune ou ensemble de communes présentant une zone de bâti continu (pas de coupure de plus de 200 mètres entre deux constructions) qui compte au moins 2000 habitants.

Voies ouvertes à la circulation publique

Les voies publiques ou privées qui peuvent être librement empruntées, à titre gratuit ou non, par toute personne circulant à pied ou par un moyen de transport individuel ou collectif.

Titre I
Dispositions générales

Article 1 – Classement du territoire

Quatre secteurs de protection, délimités sur le plan de zonage annexé au présent règlement sont institués dans les lieux qualifiés « agglomération » par arrêté municipal n° 876 du 14 septembre 2000 :

- le secteur sauvegardé (décret du conseil d'Etat du 20 octobre 1981), et Sites Classés (arrêté ministériel du 04 janvier 1965)
- un secteur de protection renforcée y compris les villages de Jonches, Laborde, Les Chesnez et Vaux,
- un secteur de protection préservée,
- le reste du « territoire communal », soumis aux dispositions du code de l'Environnement et de ses décrets d'application.

Article 2 – Application du présent règlement

Le présent règlement est exécutoire dès sa publication.
Il est à signaler que pour les dispositifs conformes avant la mise en place du Règlement Local de Publicité (RLP), le délai fixé pour la mise en conformité des publicités et pré-enseignes est de 2 ans, et de 6 ans pour les enseignes.

Titre II
Dispositions communes aux publicités et pré-enseignes

Article 1 – Dispositions applicables aux publicités et pré-enseignes

Les dispositifs de publicité autres que ceux expressément mentionnés dans le présent règlement sont interdits.

Lorsqu'elles sont autorisées, la publicité et les pré-enseignes doivent respecter les règles suivantes :

1-1 – Déclaration préalable ou autorisation préalable

L'installation, le remplacement ou la modification des dispositifs ou matériels qui supportent de la publicité sont soumis à déclaration ou autorisation préalable pour les dispositifs publicitaires lumineux autres qu'éclairés par projection ou transparence.

1-2 – Caractère général

Les dispositifs publicitaires et les pré-enseignes doivent être aménagés dans un souci d'esthétisme d'ensemble afin de s'intégrer le mieux possible à leur environnement.

1-3 – Matériaux et entretien

Les matériels destinés à recevoir des publicités, pré-enseignes sont choisis, installés et entretenus par leurs exploitants ou propriétaires afin de garantir la pérennité de leur aspect initial et la conservation dans le temps de leurs qualités techniques. Ils sont de type « monopied » et de conception homogène, leur aspect est conforme aux documents de présentation du constructeur et à la description figurant sur la demande de déclaration ou d'autorisation.

L'emploi du bois et composite sont interdits ainsi que les matériels assemblés à partir d'éléments disparates.

Les ajouts suivants sont interdits : jambes de forces, fondations sortant du sol, gouttières à colle et passerelles. Toutefois, les passerelles intégralement repliables sont admises, à condition d'être maintenues repliées hors de la présence des personnels chargés de les utiliser.

Les couleurs sont choisies pour se marier à celles de l'environnement ; l'emploi des teintes trop vives ou agressives est interdit. Les matériels sont régulièrement vérifiés et entretenus, toute dégradation constatée est considérée comme une infraction au présent article. Les dispositifs ne doivent présenter aucun signe de corrosion.

Les pièces réalisées en acier galvanisé ne sont pas visibles ; elles sont obligatoirement peintes ou protégées par un carrossage. Chaque intervention sur l'installation (inspection, affichage, etc.) donne lieu à une vérification complète, au remplacement des pièces défectueuses, au nettoyage du matériel et de ses abords.

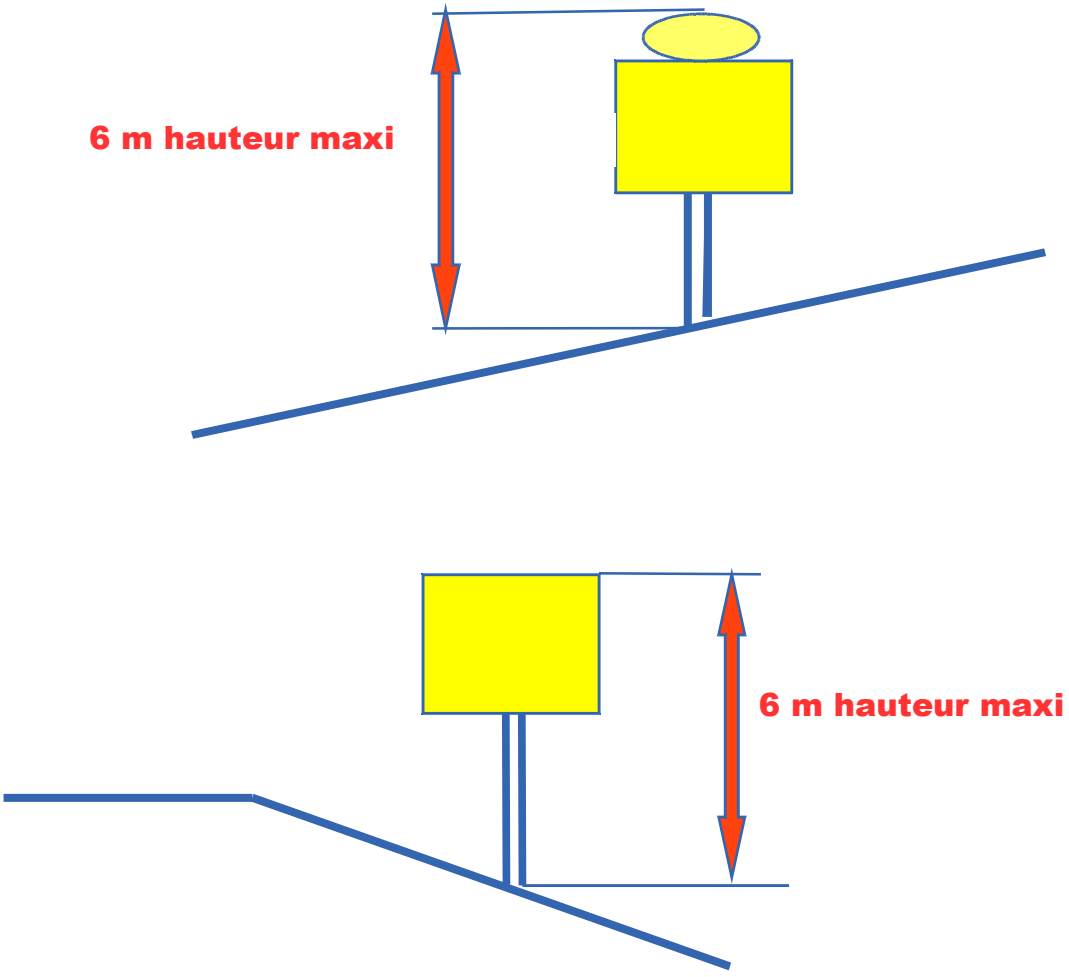
Les matériels destinés à recevoir des affiches ne peuvent demeurer nus plus d'une semaine. Passé ce délai, les faces grattées, neuves ou inutilisées sont recouvertes d'un papier de fond ou d'une affiche neuve.

1-4 – Dimensions des dispositifs scellés au sol ou muraux

Surface totale du dispositif (enveloppe + affiche) ne dépasse pas 9 mètres carrés

1-5– Hauteur des dispositifs scellés au sol

Le dispositif ne pourra excéder 6 mètres de hauteur maximale, mesurée de tous points du sommet du dispositif à la verticale du sol par rapport au niveau du sol.



1-6– Publicité lumineuse

Afin de promouvoir les énergies renouvelables, pour la publicité lumineuse éclairée par projection ou par transparence, l'énergie solaire sera privilégiée.

1-7 – Publicité numérique

Elle est autorisée exclusivement dans la zone de publicité préservée à condition de se limiter à une surface totale de 5 mètres carrés et de s'élever à 6 mètres maximum au-dessus du sol. Les écrans vidéos sont limités à une surface de 5 mètres carrés, et apposés uniquement en mural.

Dans tous les cas, elle devra être installée à plus de 30 mètres d'une baie d'une habitation, afin de protéger les baies d'où ils seraient visibles.

1-8 – Publicité murale

Lorsqu'elle est admise, la publicité murale est conforme aux règles suivantes :

- Il ne peut être installé qu'un seul dispositif sur un mur support,
- Sur les faces des bâtiments couverts en terrasse, le retrait minimum de 0,50 mètre est appliqué par rapport au faîte de l'acrotère,
- Sur les pignons, ce retrait est appliqué par rapport au prolongement de la ligne d'égout ou de l'acrotère adjacent (le plus bas),
- Une publicité murale est implantée en retrait des chaînages, à 0,50 mètre au moins de toute arête (faîte d'un mur, angle…),
- Toute publicité est interdite sur les murs « à colombages » ou en pierre de taille,
- La publicité murale peut être apposée sur une façade comportant des ouvertures en respectant les dispositions du code de l'environnement.

1-9– Publicité scellée au sol

- Un dispositif scellé au sol est obligatoirement du type « monopied » ce pied est vertical
- Tout assemblage de panneaux est proscrit, exemples : "doublons", « triptyques », « trièdres », panneaux disposés en « V » ou superposés. Un seul dispositif est admis par emplacement.
- Un dispositif scellé au sol peut être exploité recto verso ou recto seul.
- Le matériel est homogène, ses faces ne présentent pas de séparations visibles ; la juxtaposition de plateaux, à « flancs ouverts » est interdite.
- Les éléments de structure ne sont pas montrés. Le pied et le dos d'un panneau (quand il ne reçoit pas de publicité) sont carrossés.
- Le plateau recevant la publicité sera implanté parallèlement ou perpendiculairement à une clôture ou un mur.
- Aucun dispositif ne devra entraver le cheminement des piétons et des personnes en situation de handicap ou à mobilité réduite.

- Aucun dispositif publicitaire, pré-enseigne ou enseigne ne peut être installé sur le domaine public sans une autorisation de l'autorité gestionnaire de la voie. Il en est de même pour l'implantation du mobilier urbain.
- Chevalet : Un seul dispositif peut être autorisé par établissement. Il se conforme aux dispositions suivantes : installé au droit de la devanture du commerce, au plus près de sa vitrine. Ses dimensions sont, au maximum : 1,20 mètre de hauteur, 0,80 mètre de largeur, 0,80 mètre carré d'emprise au sol, un passage libre de tout obstacle, d'une largeur de 1,40 mètre doit être maintenu en permanence sur le trottoir, devant l'établissement conformément aux règles d'accessibilités pour les personnes en situation de handicap. Aussi, ces dispositifs ne sont pas fixés au sol et restent déplaçables à tout moment. Ils sont impérativement rentrés, le soir, à la fermeture de l'activité. L'autorisation d'installer un chevalet peut être assortie de restrictions particulières ; elle est, en outre, révocable à tout moment et sans délai. L'autorisation ou le refus d'installer un dispositif de cette nature tient compte des besoins particuliers de chaque profession et de la spécificité des lieux.

1-10– Publicité sur chantier

La publicité sur chantier doit respecter les caractéristiques suivantes, et être installée exclusivement pendant la durée des travaux :

- Surface maximale : 2 mètres carrés maximum,
- Nombre : un dispositif au maximum par chantier et par corps de métier et pour la durée des travaux,
- Hauteur : le dispositif ne dépassera pas le bord supérieur de la palissade.

1-11 – Les préenseignes sont soumises aux dispositions qui régissent la publicité.

1-12 – Les bâches sont soumises à autorisation,

- Les bâches de chantier ne peuvent être apposées que sur des échafaudages, et uniquement pendant la durée d'utilisation effective de ces échafaudages pour des travaux. L'affichage publicitaire y est limité au maximum à 50 % de la surface de la bâche,
- Les bâches publicitaires (qui sont des bâches comportant de la publicité autres que les bâches de chantier) sont autorisées pour une durée maximale de cinq années . Leur surface n'excédera pas 9 mètres carrés maximum. Elles ne peuvent être apposées que sur des murs aveugles (sans aucune ouverture même de dimensions réduites). La distance entre deux bâches publicitaires est d'au moins 100 mètres.

1-13 – Le micro-affichage est interdit sur les devantures des établissements temporairement fermés pour réfection ou à la suite d'une procédure de règlement judiciaire ou de liquidations. Pour les autres, ils sont soumis aux dispositions qui régissent la publicité.

Article 2 – Affichage et fléchage temporaires

Il est autorisé pour :

- les manifestations des associations à but non lucratif ayant leur siège social basé sur la Communauté de l'Auxerrois.

- les manifestations des associations à but non lucratif et/ou se déroulant sur la commune d'Auxerre.

- les manifestations à but lucratif se déroulant sur la commune d'Auxerre.

Ces dispositifs visibles depuis le domaine public, doivent faire l'objet d'une demande instruite par les services municipaux conformément au régime applicable aux autres publicités dans les secteurs de protection. Cette installation est tolérée 10 jours avant la manifestation et doit être retirée au plus tard, une semaine après la fin de la manifestation ou de l'opération.

Restrictions : Tout affichage doit mentionner selon le cas, le nom, l'adresse et le numéro de téléphone ou bien la dénomination et la raison sociale de la personne physique ou morale qui l'a apposé ou fait apposer.

contenu de l'affichage :

- ne doit pas porter atteinte à la morale,

- constituer des propos injurieux ou discriminatoires,

- porter atteinte aux institutions de la République,

- constituer des messages ou images à caractères pornographiques.

Les dimensions des affichages publicitaires doivent être en cohérence avec l'environnement dans lequel ils sont implantés et ne pas causer de gêne visuelle ou représenter un risque pour les usagers. Le format A3 est préconisé.

support d'affichage ne devra pas être en matière rigide (bois, acier, plastique rigide...). Les fixations se feront à l'aide de moyens facilement retirables, n'abîmant pas les soutiens. L'emploi d'adhésif ou de colle est prohibé. Les supports à même le sol sont interdits (chevalets, poteaux, cônes, etc...).

nombre d'affiche temporaire pour une manifestation ne devra pas excéder cent exemplaires apposés sur le territoire de la commune. En cas de dépassement constaté ou manifeste, la totalité des affiches sera retirée aux frais du dépositaire. De même qu'en cas de défaut d'autorisation ou d'application du présent règlement, l'affichage temporaire sera retiré par les services municipaux aux frais du dépositaire conformément aux tarifs fixés par arrêtés municipaux. Les affiches collectées seront stockées pendant une semaine avant destruction.

Facturation : La pause d'affiches temporaires donne lieu au paiement d'une redevance municipale correspondant à l'occupation du domaine public conformément aux tarifs fixés par arrêtés municipaux.

Assurance : chaque bénéficiaire d'une autorisation d'affichage temporaire doit être titulaire d'une assurance responsabilité civile.

2-1 – Publicités temporaires

L'emploi de banderoles, de calicots, kakemonos et autres fanions est admis pour l'annonce de manifestations exceptionnelles (sauf en secteur sauvegardé) et est accordé au maximum pour deux mois. Les enseignes temporaires immobilières sont autorisées à raison d'un dispositif unique par unité foncière, scellé au sol ou mural, de format 2 mètres carrés au maximum.

Article 3 – Affichage d'opinion

L'affichage libre (d'opinion) est destiné à la libre expression des idées, à la protection du cadre de vie et à l'affichage culturel des activités et des associations à but lucratif ou non conformément au code de l'Environnement, et est assuré sur le mobilier géré par la Communauté de l'Auxerrois, spécialement aménagé à cet effet (liste des emplacements disponibles en mairie). Aucune redevance ou taxe n'est perçue à l'occasion de cet affichage.

Article 4 – Publicité sur mobilier urbain

Un dispositif publicitaire implanté sur le domaine public est un mobilier urbain s'il remplit les missions d'intérêt général auquel cas l'affichage institutionnel apposé sur celui-ci se fera obligatoirement dans le sens de la circulation. Accessoirement une publicité pourra être apposée sur l'autre face (côté inverse à la circulation).

Le mobilier urbain destiné à recevoir des informations non publicitaires à caractère général ou local, ou des œuvres artistiques, ne peut supporter une publicité commerciale excédant la surface totale réservée à ces informations et œuvres.

Ils pourront être simple ou double faces, à leds ou électroniques ou déroulants.

Toutes ces installations devront prendre en compte les règles d'accessibilités pour les personnes à mobilité réduite ou en situation de handicap.

En périmètre de protection de Monument Historique, conformément aux dispositions du Code du Patrimoine, le mobilier urbain supportant de la publicité sera soumis à l'avis de l'Architecte des Bâtiments de France.

Article 5 – Publicité sur véhicules

La circulation et le stationnement de véhicules utilisés ou équipés à des fins essentiellement publicitaires sont interdits dans le secteur sauvegardé, dans les sites classés, et dans la zone de protection renforcée, ainsi que dans les lieux définis au Code de l'Environnement. Ils ne peuvent pas circuler en convoi de deux ou plusieurs véhicules, ni à vitesse anormalement réduite.

Article 6 – Interdictions

- Sur ou contre un arbre ou dans une haie ainsi que sur une clôture (aveugle ou non),
- Sur les murs des cimetières et des jardins publics,
- Sur les balcons,
- Sur les toitures et terrasses en tenant lieu, ni dépasser les limites du mur qui la supporte,
- En dépassement, de la ligne d'égout ou le faîte de l'acrotère,
- Ne peut être apposée à moins de 0,50 mètre du niveau du sol. Lorsque la surface du sol est en pente, aucun point de la publicité ne peut se trouver à moins de 0,50 mètre du sol,
- Ne peut constituer par rapport au mur une saillie supérieure à 0,25 mètre,
- Sur les murs des bâtiments, qui comportent une ou plusieurs ouvertures,
- Sur les immeubles présentant un caractère esthétique, historique ou pittoresque identifiés au Plan Local d'Urbanisme (PLU),
- Dans les espaces boisés et classés et dans les zones à protéger en raison de la qualité des sites, des milieux naturels, des paysages et de leur intérêt notamment au point de vue esthétique ou écologique, répertoriés au Plan Local d'Urbanisme,
- Sur les plantations, les poteaux de transport et de distribution électrique, les poteaux de télécommunications, les installations d'éclairage public, ainsi que sur les équipements publics concernant, notamment la circulation routière, ferroviaire, fluviale, maritime ou aérienne,
- De procéder à l'abattage d'arbres ou d'arbustes et à des élagages dans le but d'installer une publicité ou d'améliorer sa lisibilité,
- Toute publicité est interdite au passage à niveau (voie ferrée de la RN 77) à Jonches, sur une zone définie au plan joint en annexe.
- Toute publicité dont la surface totale excédera 2 mètres carrés et positionnée en co-visibilité avec la rivière est interdite à moins de 100 mètres du bord de celle-ci (plan en annexe). En dehors de toute co-visibilté dans la bande des 100 mètres, il est autorisé une surface totale maximum de publicité de 8 mètres carrés par unité foncière.

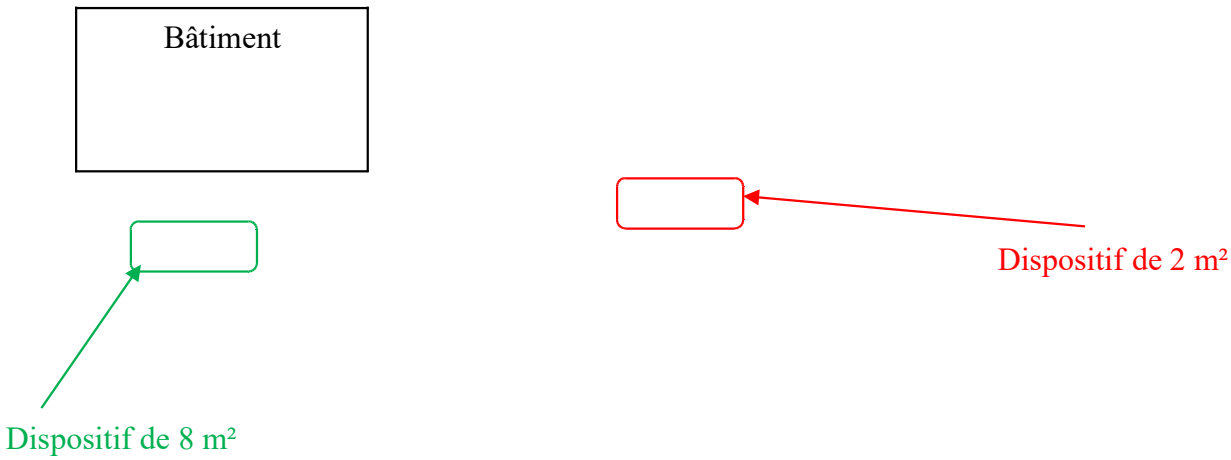


Schéma explicatif sur la règle de co-visibilité de la publicité avec l'Yonne

- Toute publicité est interdite, sur les dispositifs flottants (bateaux, péniches, barges...),
- Les bâtiments motorisés supportant de la publicité sur la rivière Yonne ne peuvent ni y stationner, ni y séjourner,
- Tout dispositif aérien ou ballon captif, permanent ou temporaire est interdit,
- La superposition de dispositifs, ne peut se faire que dans cadre de la Signalétique d'Intérêt Local (SIL),

Toute intrusion de la publicité dans la vie privée est interdite. Sont interdites :

- Dispositif engendrant un bruit audible d'un autre fonds ; la publicité sonore est interdite en secteur sauvegardé,
- Dispositif lumineux clignotant et tous dispositifs numériques lorsque le règlement le permet, est interdit à moins de 50 mètres d'une baie d'une habitation.
- Sur l'emprise des équipements sportifs les dispositifs publicitaires supérieurs à 16 mètres carrés seront interdits.

TITRE III
Dispositions communes aux enseignes

Article 1 - Dispositions applicables aux enseignes

Les dispositifs autres que ceux expressément mentionnés dans le présent règlement sont interdits. Les enseignes, qu'elles soient situées à l'intérieur ou en dehors de l'agglomération, sont soumises aux prescriptions du présents règlement.

1-1 – Types d'enseignes

Les enseignes apposées sur une façade commerciale d'un établissement ne peuvent avoir une surface cumulée excédant 15 % de la surface de cette façade. Toutefois, cette surface peut être portée à 25 % lorsque la façade commerciale de l'établissement est inférieure à 50 mètres carrés.

1-2 – Caractère général

Autorisation préalable : Chaque établissement ou regroupement d'établissements sur une même unité foncière peut installer une enseigne. Cette installation est obligatoirement soumise à autorisation préalable du maire, après avis de l'Architecte des bâtiments de France lorsque celui-ci est requis. Celle-ci est délivrée ou refusée après vérification de la conformité du projet aux dispositions du code de l'environnement et du présent règlement, au regard des critères ci-après. Les formulaires de demande d'autorisation sont tenus à disposition en mairie et sur le site de la ville. Le demandeur d'une autorisation joindra à son dossier tous les éléments utiles à la vérification de ces critères (perspectives, photomontages ou autres documents pertinents).

Protection de l'architecture : Les dispositifs s'inscrivent harmonieusement dans le bâti environnant. Leurs formes, couleurs et dimensions, leurs modalités d'implantations sont étudiées en fonction des caractéristiques du bâti. L'instruction des demandes sera effectuée dans un esprit de cohérence avec les dispositions du Plan Local d'Urbanisme et du règlement du Plan de Sauvegarde et de Mise en Valeur (Secteur Sauvegardé).

La qualité de vie des habitants : Tout dispositif susceptible de troubler la quiétude des habitants ou le confort des riverains (bruit, éclairage violent, masquage des vues, etc...) se verra refuser l'autorisation.

Interdictions :

- sur ou contre un arbre ou dans une haie ainsi que sur une clôture (aveugle ou non)
- sur les balcons, auvents, terrasses,

- sur les toitures ou terrasses en tenant lieu, en dépassement de la ligne d'égout ou le faîte de l'acrotère, de procéder à l'abattage d'arbres ou d'arbustes et à des élagages dans le but d'installer une enseigne et d'en améliorer la lisibilité,
- enseigne aérienne sur ballon captif ou autre.
- enseigne par projection à partir d'un local commercial sur le domaine public ou un fond voisin.

1-3 – Matériaux et entretien

Une enseigne doit être constituée de matériaux durables, l'emploi du bois et composites est interdit ainsi que les matériaux assemblés à partir d'éléments disparates.

1-4 – Enseigne bandeau

Le rectangle d'enveloppe de l'enseigne ne peut dépasser les limites du bandeau de la façade commerciale et se limitera à 20 % de la hauteur du bâtiment, dans la limite de 2 mètres.

1-5 – Enseigne drapeau

La surface de son rectangle d'enveloppe est limitée à 1 mètre carré au maximum, elle n'est pas implantée à plus de 4 mètres du sol et ne forme pas de saillie supérieure à 0,80 mètre.

1-6 – Enseigne en applique

Une enseigne est admise par établissement. La hauteur de ces lettres ou signes se limitera à 20 % de la hauteur du bâtiment, dans la limite de 2 mètres.

1-7 – Enseigne scellée au sol

Les enseignes scellées au sol seront obligatoirement de type totem défini par un parallélépipède de hauteur maximum de 6 mètres, largeur maximum 1,20 mètre et épaisseur maximum 0,40 mètre. A l'intérieur de ces dimensions, l'entreprise définit librement son enseigne.

Un seul de ces dispositifs, s'il est scellé au sol ou posé directement sur le sol peut avoir une surface supérieure à 1 mètre carré.

Les enseignes de plus de 1 mètre carré, scellées au sol ou installées directement sur le sol, ne peuvent être placées à moins de 10 mètres d'une baie d'un immeuble situé sur un fonds voisin lorsqu'elles se trouvent en avant du plan du mur contenant cette baie.

Ces enseignes ne doivent pas être implantées à une distance inférieure à la moitié

de leur hauteur au-dessus du niveau du sol d'une limite séparative de propriété (H/2). Elles peuvent cependant être accolées dos à dos si elles signalent des activités s'exerçant sur deux fonds voisins et si elles sont de mêmes dimensions.

Les enseignes de plus de 1 mètre carré scellées au sol ou installées directement sur le sol sont limitées en nombre à un dispositif placé le long de chacune des voies ouvertes à la circulation publique bordant l'immeuble où est exercée l'activité signalée.

Le dispositif ne doit pas former de saillie hors de l'unité foncière qui accueille l'établissement.

Il ne peut y avoir que trois enseignes scellées au sol par commerce.

1-8 – Enseigne numérique

Les enseignes numériques ne sont autorisées qu'en secteur de protection préservé.

1-9 – Enseigne temporaire

L'emploi de banderole, calicot est admis pour l'annonce de l'ouverture d'un commerce exclusivement sur la façade et son installation est limitée à 2 mois maximum.

Les enseignes numériques temporaires sont interdites.

TITRE IV
Dispositions particulières à chaque secteur

Article 1 – Site Patrimonial Remarquable (Secteur Sauvegardé) et Sites Classés

1-1 – Les limites

Le Site Patrimonial Remarquable (Secteur Sauvegardé) est délimité par la ceinture des boulevards et des quais, à l'exception de la partie située au droit du boulevard Vaulabelle et entourée par la rue du Puits des Dames, rue du Pont et le Quai du Batardeau (décret du conseil d'Etat du 20 octobre 1981).

Les sites classés sont :

- les promenades entourant la ville et comprenant tous les terre-pleins plantés ou gazonnés, non cadastrés, situés entre la ligne des anciens remparts et la chaussée des boulevards extérieurs (boulevards Vaulabelle, Davout, du Temple, Vauban et de

la Chaînette).

- les bords de l'Yonne, non cadastrés, situés entre les ponts Paul Bert et de la Tournelle comprenant :

* Rive droite : le port et les quais situés entre le quai Saint-Marien, la rue Saint-Martin-les Saints-Mariens et la rivière de l'Yonne ;

* Rive gauche : la promenade et les pelouses situées entre la route nationale n° 6 de Paris à Lyon et la rivière l'Yonne

* Le parc de l'Arbre Sec.

1-2 – Les dispositions particulières

A - LA PUBLICITÉ : est interdite dans le secteur sauvegardé et dans les sites classés au titre du code de l'environnement et de ses décrets. Cette interdiction est applicable à toutes publicités et donc préenseignes, y compris la publicité lumineuse, sur bâches ou sur mobilier urbain.

Par dérogation au code de l'environnement, un chevalet peut être autorisé par établissement. Le dispositif se conforme aux dispositions définies dans le Titre II : dispositions communes aux publicités et pré-enseignes – article 1.

B – LES ENSEIGNES : scellées et/ou installées au sol, sur toitures, sur terrasses ainsi que les enseignes numériques ou images vidéos sont interdits.

Règle générale : le nombre d'enseignes par établissement est limité à 3. La surface totale ne dépassera pas 15 % de la surface de la façade et 25 % si la surface de la façade est inférieure à 50m². La hauteur de ces lettres et signes ne peut excéder 0,40 mètre.

Règle particulière : dans le cas d'un établissement situé sur 2 voies, la règle générale ne s'applique plus, chaque devanture peut alors accueillir trois dispositifs.

↳ UNE ENSEIGNE EN DRAPEAU : l'enseigne est de préférence suspendue sous potence, en métal découpé ou en fer forgé. D'autres matériaux nobles pourront être admis s'ils permettent des réalisations de même esprit et s'ils s'harmonisent avec l'architecture des lieux.

Seront notamment autorisés : les symboles des officiers ministériels, les carottes des bureaux de tabac, les croix de pharmacies, les enseignes lumineuses des services d'urgences (hôpitaux, cliniques, pompiers…) et des activités nocturnes (hôtels,

pharmacies de garde…). D'une manière générale, une préférence sera accordée aux enseignes figuratives, évocatrices de l'activité professionnelle ou à des marques commerciales représentées par l'établissement.

POSITIONNEMENT DE L'ENSEIGNE : les enseignes de cette nature ne peuvent être installées au-dessus du niveau d'appui du premier étage, sauf activité de nature différente et sous réserve de cohérence avec la devanture commerciale.

NOMBRE D'ENSEIGNES : une seule enseigne drapeau est autorisée par activité et par façade sur rue. Toutefois pour les linéaires d'une même activité supérieurs à 20 mètres linéaires, il peut être autorisé deux enseignes de ce type.

DIMENSIONS : les enseignes en drapeau doivent présenter une épaisseur inférieure ou égale à 5 centimètres, une largeur (y compris le système de fixation) et une hauteur maximale de 0,80 mètre.

- UNE ENSEIGNE EN BANDEAU : placée sur la partie haute de la devanture, cette enseigne respecte les caractéristiques de l'architecture du bâtiment. Elle est implantée sur le bandeau, sans en dépasser les limites. Elle préserve les corniches, moulures, travées et ornements. S'il n'existe pas de bandeau, l'enseigne ne dépasse pas le niveau d'appui du premier étage sauf activité de nature différente et sous réserve de cohérence avec la devanture commerciale

UNE ENSEIGNE EN APPLIQUE : consistant en des inscriptions ou images « à hauteur d'homme », sur la vitrine extérieure, la porte ou une partie aveugle de la devanture commerciale. Les enseignes sur les baies vitrées sont admises uniquement si les inscriptions sont réalisées au moyen de caractères séparés de couleur. L'ensemble des inscriptions, espaces compris, ou images (y compris les systèmes adhésifs opaques appelés aussi vitrophanies) ne doit pas couvrir plus de 20% de la surface vitrée. Les inscriptions ne peuvent être apposées à moins de 15 centimètres du bord de la baie vitrée. La surface de la vitrophanie sera mentionnée dans la demande d'autorisation.

ENSEIGNE SUR STORE : la toile des stores sera de teinte unie et ne devra comporter aucune inscription, forme ou image. Seul le lambrequin supportera l'enseigne.

ENSEIGNE LUMINEUSE : L'emploi de caisson lumineux entièrement translucide est interdit. L'éclairage peut être direct ou indirect :

- l'éclairage direct est effectué par une ou plusieurs sources lumineuses distinctes de l'enseigne elle même, qu'elles éclairent par projection de faisceau lumineux, tels que rampes, à l'exclusion des spots sur tiges en saillie par rapport à l'enseigne .

- l'éclairage indirect est effectué par des leds non visibles, disposés à l'intérieur des lettres boîtiers, entre le mur et le support des enseignes appliquées ; par la face, la tranche ou l'arrière, ou par perforation de tableau ou plaque opaque.

Article 2 – Secteur de protection renforcée

C'est la séquence urbaine qui ceinture le secteur sauvegardé, avec une architecture sur les faubourgs qu'il est utile de protéger, en limitant l'impact de la publicité.

Ce secteur est mentionné sur le plan de zonage constituant l'annexe du présent règlement.

2-1 – Les limites et les voies

Ce secteur comprend l'ensemble des quartiers enclos par les voies suivantes ainsi que les villages de Vaux, les Chesnez, Jonches et Laborde. La protection renforcée s'étend sur 20 mètres au-delà des voies et axes ci-dessous :

- quai du Batardeau
- coulée verte jusqu'à la Place de la Gare Saint Amâtre
- avenue Pierre Larousse
- avenue Hoche
- avenue Denfert Rochereau
- avenue Haussmann jusqu'à l'avenue Pierre Scherrer
- avenue Pierre Scherrer
- avenue des Clairions
- pont de la Tournelle
- place Lamartine
- rue de Brazza
- rue Paul Doumer et emprise de la gare Saint Gervais en excluant les locaux de l'ancienne gare marchandise, en partie gauche
- avenue Maréchal juin jusqu'à l'avenue du Maréchal Juin
- passerelle « coulée verte »

2-2 – Dispositions particulières, publicité et pré-enseigne

DiSPOSITIF SCELLE AU SOL

↳ dans le hameau de Jonches, aux abords du passage à niveau de la RN 77, aucun dispositif ne sera installé, tant sur le domaine privé que sur le domaine public sur une distance de 100 mètres de chaque coté de la voie ferrée et une profondeur de 30 mètres du bord de la chaussée.

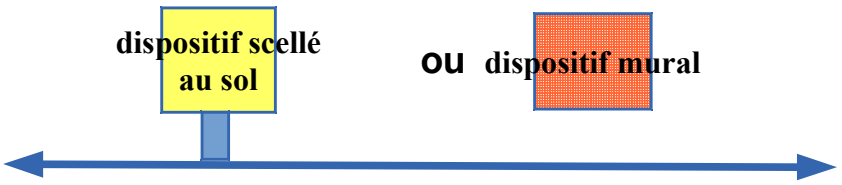
↳ dans les carrefours cités en annexe : un seul dispositif de publicité, d'une surface maximum de 2 mètres carrés, sera implanté à moins de 20 mètres d'un carrefour et sur l'ensemble des voies le constituant, afin d'améliorer l'environnement urbain et valoriser le patrimoine. Cette distance est mesurée depuis le point de rencontre des alignements (voir croquis, liste et plan en annexe). Cette règle s'appliquera également aux nouveaux carrefours qui seront créés postérieurement à l'approbation du présent règlement de publicité,

↳ dans les giratoires cités en annexe : un seul dispositif de publicité, d'une surface maximum de 2 mètres carrés, sera implanté à moins de 50 mètres d'un giratoire et sur l'ensemble des voies le constituant, afin d'améliorer l'environnement urbain et valoriser le patrimoine. Cette distance est mesurée depuis le point de rencontre des alignements (voir croquis, liste et plan en annexe). Cette règle s'appliquera également aux nouveaux giratoires qui seront créés postérieurement à l'approbation du présent règlement de publicité,

2-3 - Densité publicitaire sur le domaine privé

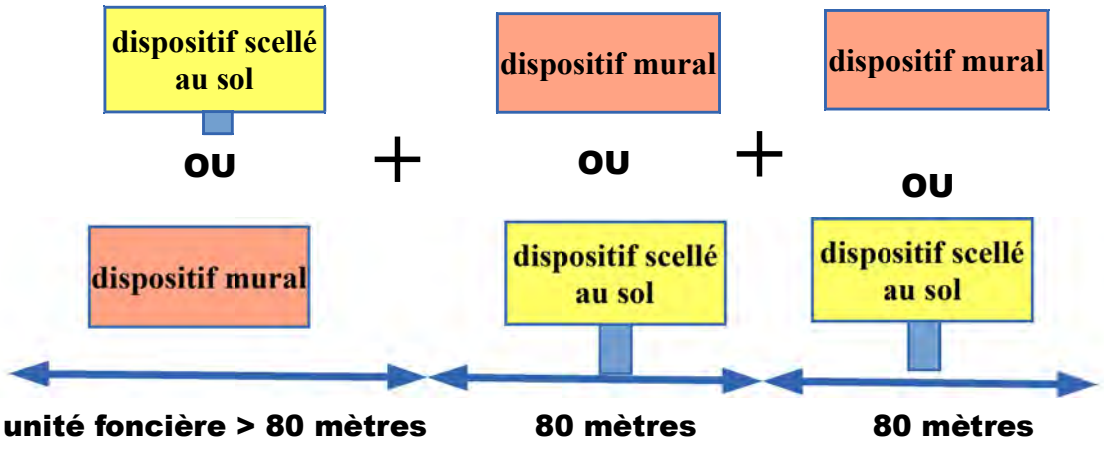
Pour les terrains dont le côté bordant la voie ouverte à la circulation publique est d'une longueur inférieure à 40 mètres linéaires, aucun dispositif ne sera accepté.

· Pour les terrains dont le côté bordant la voie ouverte à la circulation publique est d'une longueur comprise entre 40 mètres linéaires et 80 mètres linéaires, un seul dispositif sera accepté.



longueur entre 40 et 80 mètres linéaires

· Pour les terrains dont le côté bordant la voie ouverte à la circulation publique est d'une longueur d'au moins 80 mètres linéaires, un dispositif pourra être accepté plus un autre par tranche de 80 mètres linéaires.



Article 3 – Secteur de protection préservée

Zone urbaine à forte densité pavillonnaire et économique existante, et entrées de ville.

3-1 – Les limites et les voies

Ce secteur comprend l'ensemble des quartiers enclos par les voies suivantes. La protection préservée s'étend sur 20 mètres au-delà des voies et axes ci-dessous :

Partie Est :

- rond point de Jonches
- voie ferrée
- chemin rural
- avenue de la Turgotine
- chemin rural des Mignottes
- rue de la Pérouse
- rue Théodore Monod
- avenue de la Résistance
- avenue d'Egriselles
- avenue du Maréchal Juin
- rue Paul Doumer
- rue de Brazza
- rue du moulin du Président (par avenue de Bourbotte)
- rue Denis Papin
- avenue Jean Mermoz

Partie Nord :

- route de Monéteau
- rue des Caillottes, jusqu'à la limite de commune

Partie Ouest :

- avenue Haussmann
- avenue Denfert Rochereau
- avenue Hoche
- rue Rouget de l'Isle
- boulevard Lyautey

- boulevard Galliéni
- boulevard Mangin
- boulevard Gouraud
- boulevard de Montois
- limite de commune
- N6 déviation (du carrefour de l'Europe à la rivière l'Yonne)

Plus les axes suivants jusqu'à la limite d'agglomération :

- avenue du Maréchal Juin et N6
- rue de Preuilly
- route de Vaux D163
- rue Louis Richard et Voie Romaine D239
- rue Bourneil et route de Vallan N151
- avenue De Lattre de Tassigny et Route de Toucy D965
- avenue de Saint Georges
  - Boulevard Haussmann, de la rue Louis Bréguet à la rue Guynemer
  - Avenue Jean Monet
  - Avenue de La Fontaine Sainte Marguerite
  - Avenue de Worms,
  - Rue des Fourneaux
  - Avenue Robert Schuman
  - Rue Bronislaw Geremek
  - Rue Paul Henri Spaak
  - Boulevard Lyautey de la rue Poincaré au carrefour de l'avenue de Saint Georges
  - Avenue de Saint Georges, de l'église à la limite d'agglomération
  - Boulevard Gouraud, de la rue Bouchardon au rond point des Clairions
  - Avenue Jean Jaurès, de la rue de Brazza à l'avenue Jean Mermoz
  - Avenue Jean Mermoz
  - Rue du Moulin du Président, jusqu'à la rue des Champoulains
  - Avenue du Maréchal Juin, de l'avenue d'Egriselles à la RN6

3-2 – Dispositions particulières publicité

DisPOSITIF SCELLE AU SOL

↳ dans les carrefours cités en annexe : un seul dispositif de publicité, d'une surface maximum de 2 mètres carrés, sera implanté à moins de 20 mètres d'un

carrefour et sur l'ensemble des voies le constituant, afin d'améliorer l'environnement urbain et valoriser le patrimoine. Cette distance est mesurée depuis le point de rencontre des alignements (voir croquis, liste et plan en annexe).

↳ dans les giratoires cités en annexe : un seul dispositif de publicité, d'une surface maximum de 2 mètres carrés, sera implanté à moins de 50 mètres d'un giratoire et sur l'ensemble des voies le constituant, afin d'améliorer l'environnement urbain et valoriser le patrimoine. Cette distance est mesurée depuis le point de rencontre des alignements (voir croquis, liste et plan en annexe).

PUBLICITE NUMERIQUE :

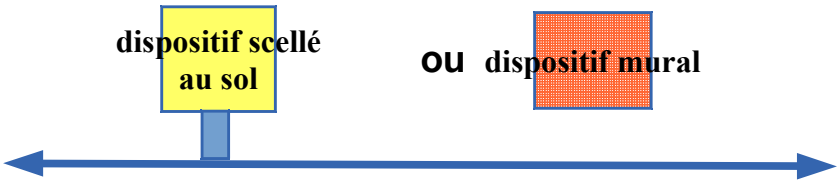
Elle est autorisée à condition de se limiter à une surface totale de 5 mètres carrés et de s'élever à 6 mètres maximum par rapport au terrain naturel.

Les écrans vidéos sont limités à une surface totale de 5 mètres carrés, et apposés exclusivement en mural. Ils devront être installés à plus de ~~50~~ 30 mètres d'une baie d'une habitation, afin d'empêcher la proximité des écrans avec les fenêtres d'où ils seraient visibles.

3-3 – Densité publicitaire sur le domaine privé

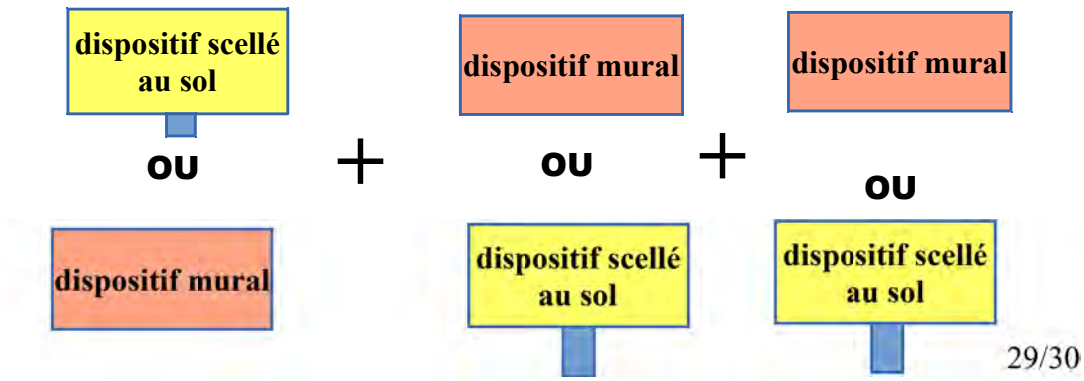
Pour les terrains dont le côté bordant la voie ouverte à la circulation publique est d'une longueur inférieure à 40 mètres linéaires, aucun dispositif ne sera accepté.

· Pour les terrains dont le côté bordant la voie ouverte à la circulation publique est d'une longueur comprise entre 40 mètres linéaires et 80 mètres linéaires, un seul dispositif sera accepté.



longueur entre 40 et 80 mètres linéaires

Pour les terrains dont le côté bordant la voie ouverte à la circulation publique est d'une longueur d'au moins 80 mètres linéaires, un dispositif pourra être accepté plus un autre par tranche de 80 mètres linéaires.





unité foncière > 80 mètres **80 mètres** **80 mètres**

Article 4 – Autres secteurs

4-1– Dispositions particulières publicité et pré-enseigne

PUBLICITE NUMERIQUE : Elle est interdite

- DISPOSITIF MURAL

- DISPOSITIF SCELLE AU SOl

4-2 – Densité publicitaire sur le domaine privé

Le Code de l'Environnement et ses décrets s'appliqueront.

AUXERRE DYNAMISME URBAIN
14 place de l'Hôtel de Ville
BP 70059
89012 AUXERRE CEDEX
Tél. : 03.86.72.48.52
Courriel : urba.droitdessols@auxerre.com

REGLEMENT LOCAL DE PUBLICITE



Pièce n°3

ANNEXES

Approuvé le
Par délibération de conseil communautaire

SOMMAIRE

Plan de zonage Nord	p. 2
Plan de zonage Centre	p. 3
Plan de zonage Sud	p. 4
Plan du secteur sauvegardé	p. 5
Plan des réseaux classés à grande circulation RCGC	p. 6
Plan zone des 100 mètres du bord de rivière	p. 7
Plan zone des 100 mètres du bord de rivière	p. 8
Plan zone des 100 mètres voie ferrée de Jonches	p. 9
Plan zone des 100 mètres périmètres monuments historiques	p. 10
Plan des ronds-points / giratoires	p. 11
Plan des carrefours	p. 12

PLAN DE ZONAGE NORD



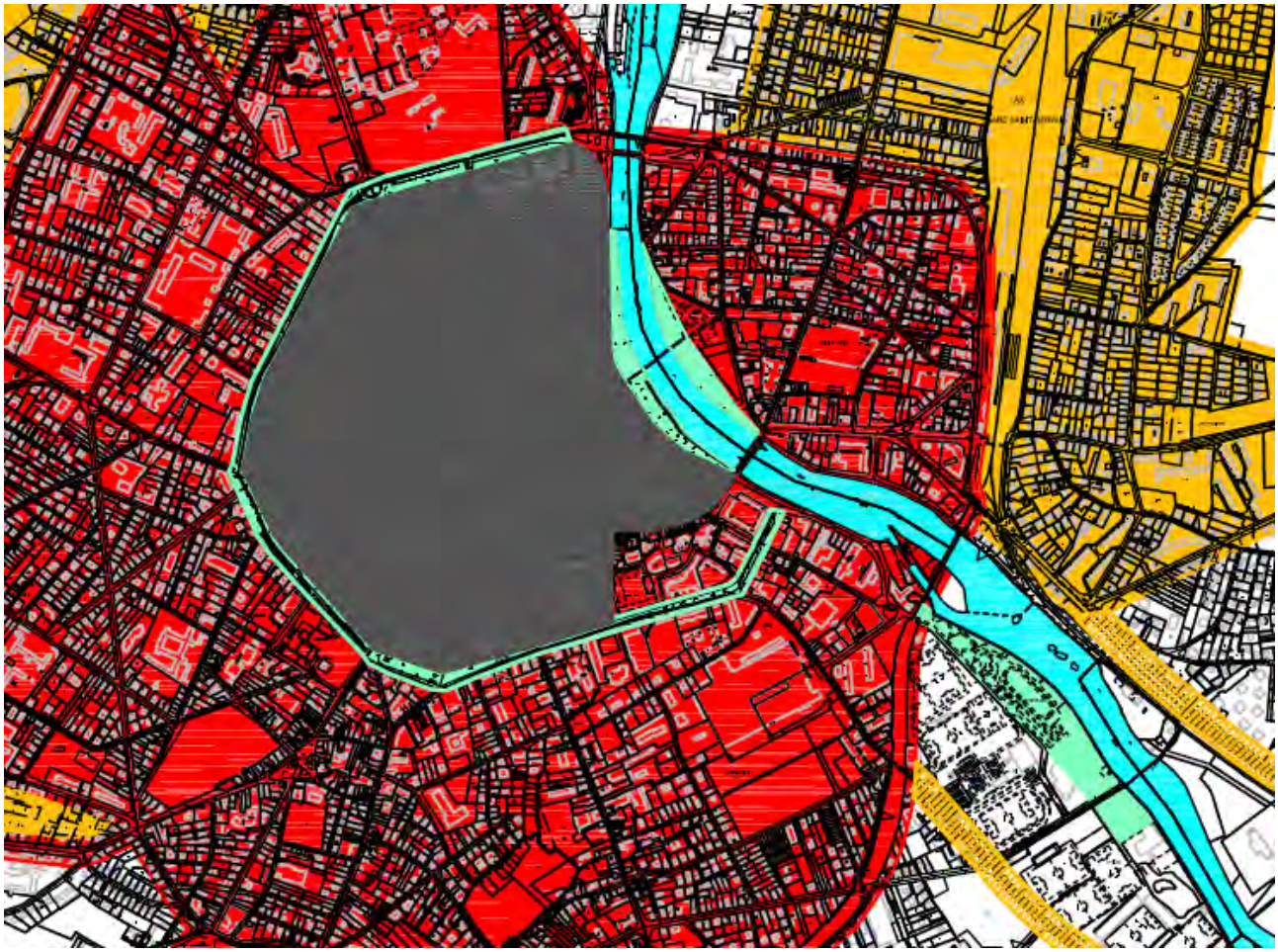
PLAN DE ZONAGE CENTRE



PLAN DE ZONAGE SUD



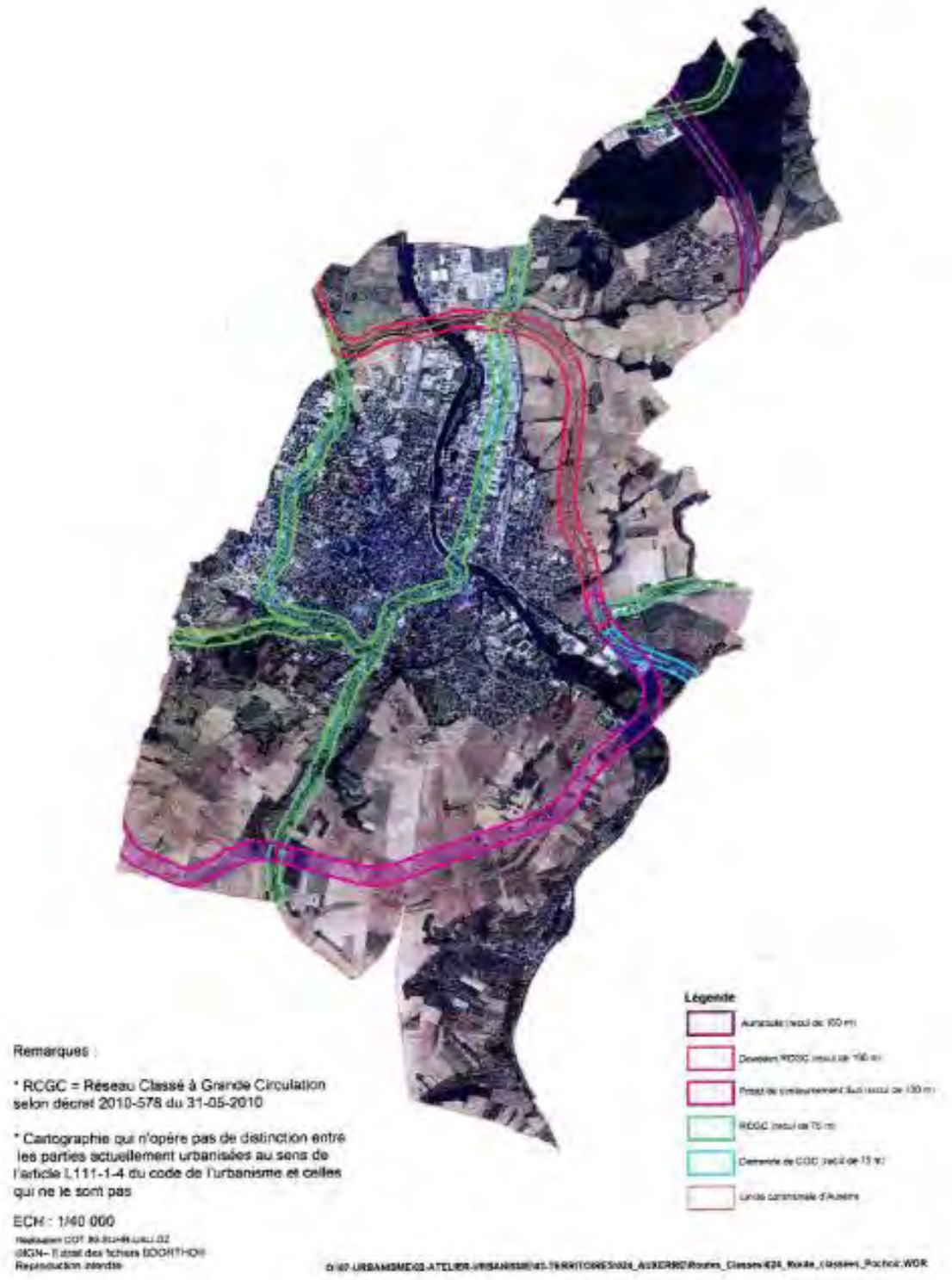
PLAN DU SECTEUR SAUVEGARDÉ



Site Patrimonial Remarquable (SPR)

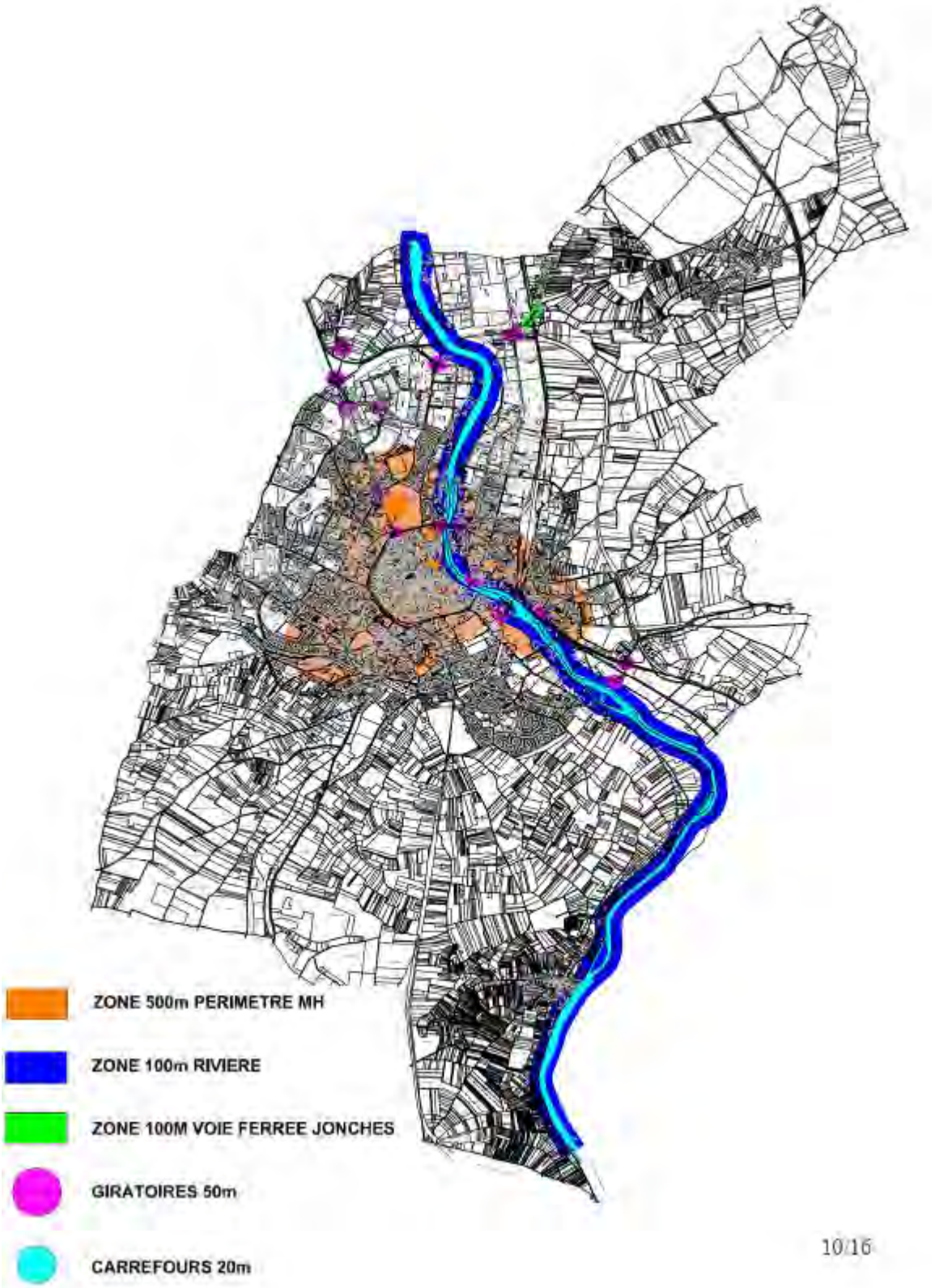
Sites Classés

PLAN DES RÉSEAUX CLASSÉS À GRANDE CIRCULATION RCGC



9/16

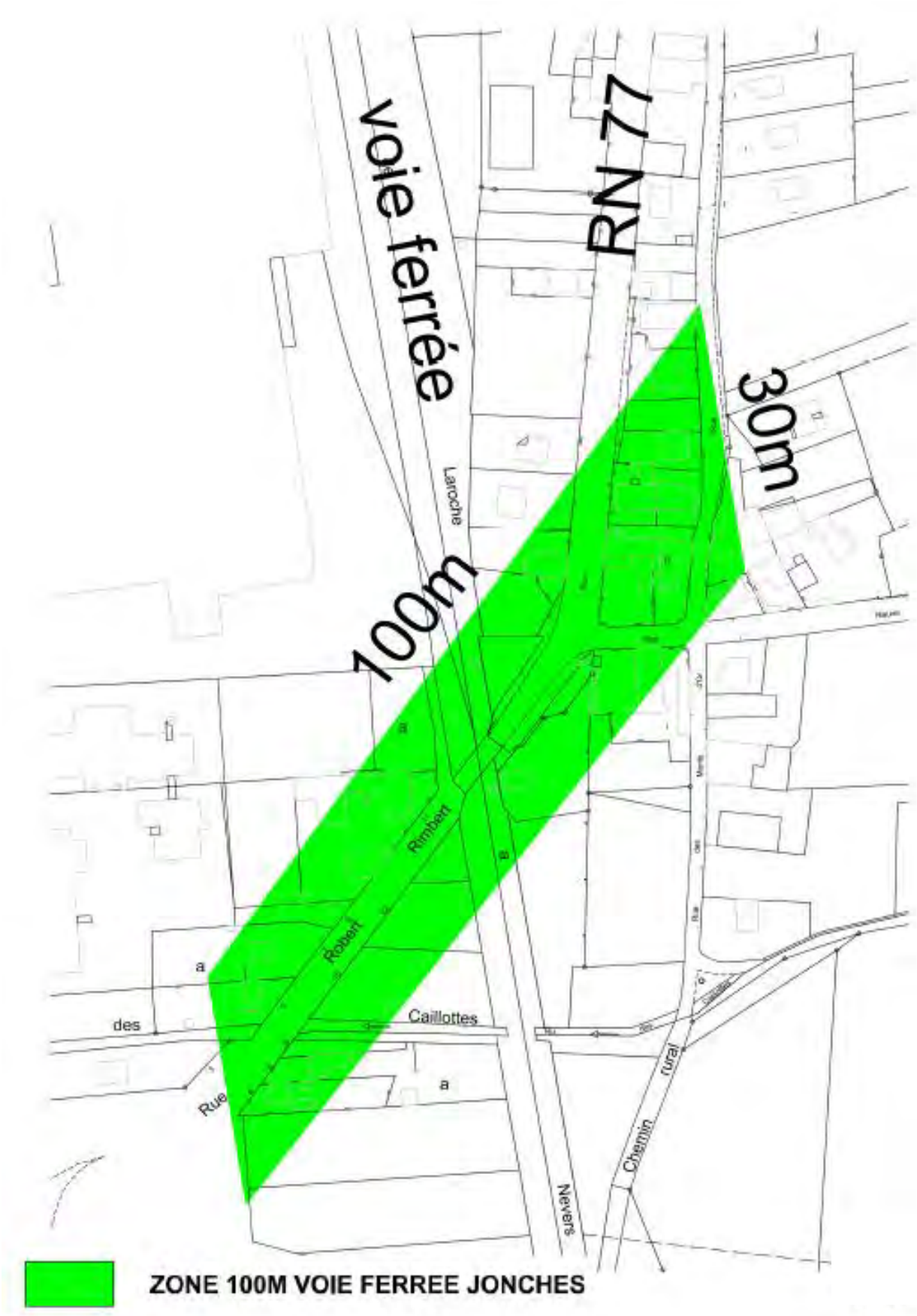
PLAN DES SERVITUDES



PLAN ZONE DES 100 MÈTRES DU BORD DE RIVIÈRE



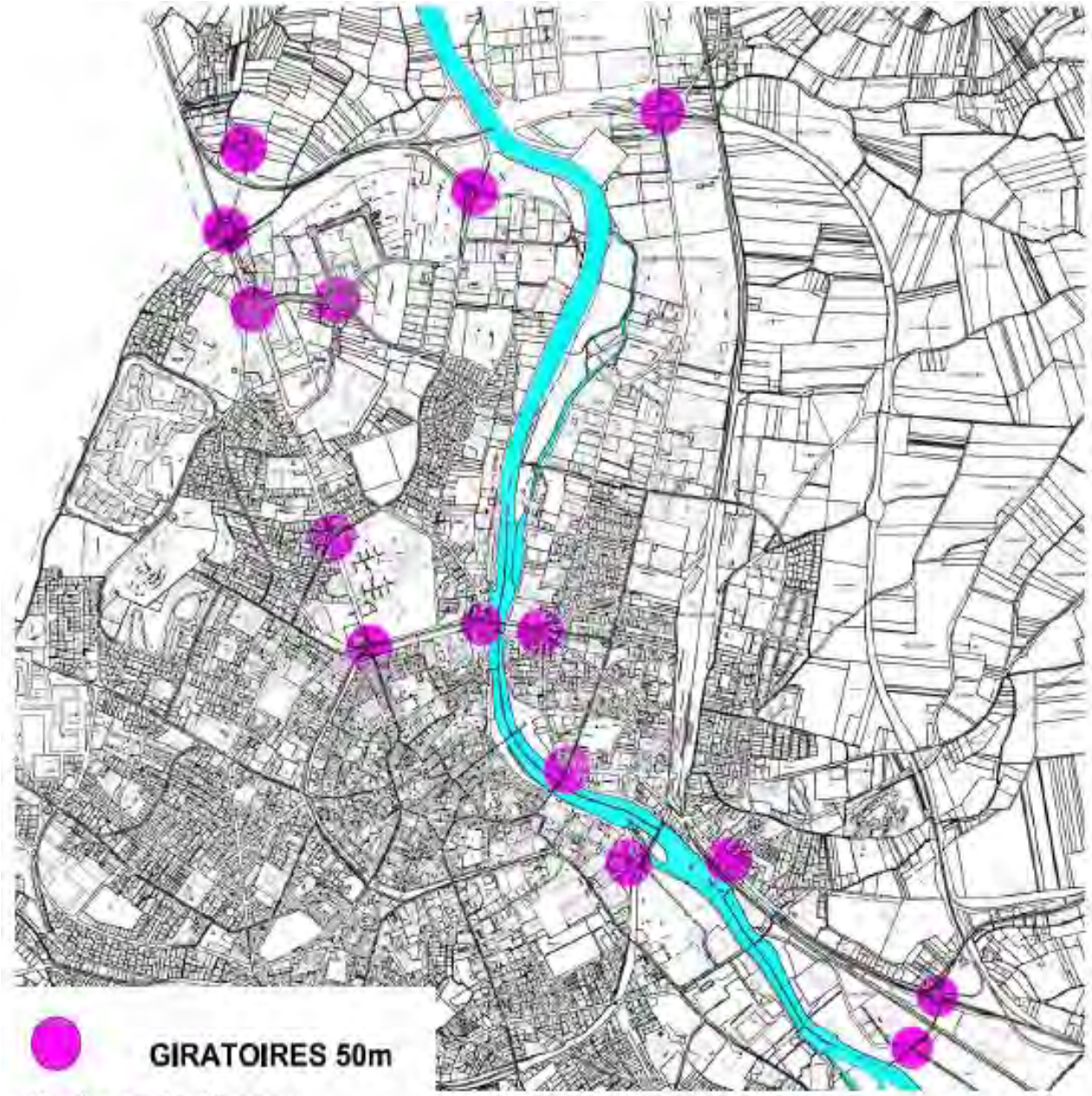
PLAN ZONE DES 100 MÈTRES VOIE FERRÉE DE JONCHES



PLAN ZONE DES 100 MÈTRES PÉRIMÈTRES MONUMENTS HISTORIQUES

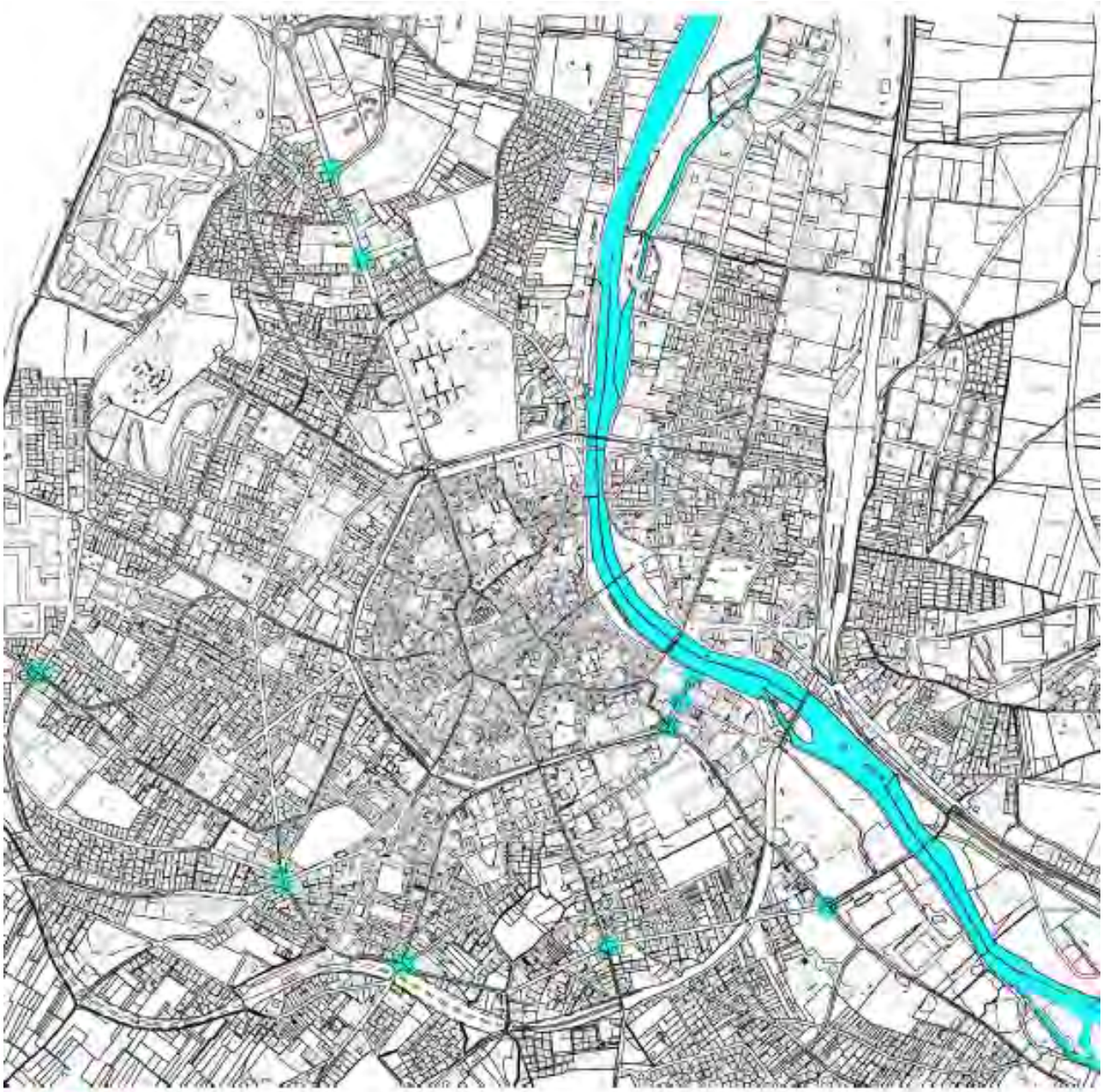


PLAN DES RONDS-POINTS / GIRATOIRES



- Rond point des Chesnez
- Carrefour de l'Europe
- Rond point des Clairions
- Rond point de la Fontaine Sainte Marguerite
- Rond point bretelle N6, avenue Haussmann, rue Guynemer
- Rond point de Jonches (carrefour N6, route de Monéteau D84, avenue Jean Mermoz)
- Rond point Denfert Rochereau (avenue Charles de Gaulle, avenue Haussmann)
- Rond point de la Porte de Paris (boulevard Vauban, de la Chainette, rue des Migraines, avenue Charles de Gaulle)
- Rond point de la Chainette
- Rond point place Lamartine
- Rond point place Jean Jaurès
- Rond point place Achille Ribain
- Rond point avenue Maréchal Juin, avenue d'Egriselles
- Rond point Auxerrexpo (rue Sainte-Nitasse, route d'Augy, rue des Plaines de l'Yonne)
- Rond point avenue Maréchal juin, N65 route de Chablis, D606

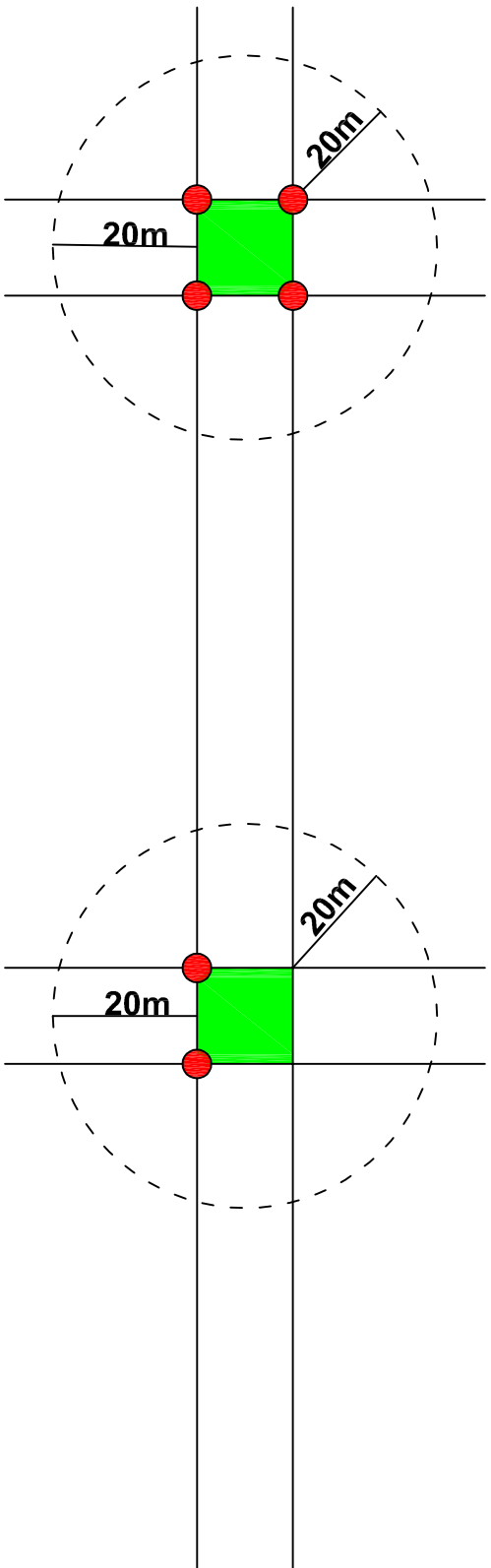
PLAN DES CARREFOURS



CARREFOURS 20m

- Avenue de St Georges, boulevard Gallièni, boulevardd Lyautey
- Avenue Hoche, avenue Pierre Larousse, avenue des Brichères, avenue de Lattre De Tassigny, rue du 24 Août
- Avenue pierre Larousse, avenue Pierre de Courtenay, rue Bourneuil, route de Vallan, rue du Viaduc, rue Vieillard
- Avenue Pierre de Courtenay, rue louis Richard, voie romaine D239
- Avenue Yver, rue de Preuilly, route de Vaux
- Boulevard Vaulabelle, rue de Joie, rue de Preuilly
- Boulevard Vaulabelle, rue Ambroise Challe, rue Max Quentin
- Boulevard Vaulabelle, quai de La République, quai du Batardeau
- Avenue Charles de Gaulle, rue Jean Moulin
- Avenue Charles de Gaulle, avenue de La Fontaine Sainte Marguerite

Schémas



Périmètre de carrefour

Point de rencontre des alignements

Zone d'interdiction de 20m/50m

VILLE D'AUXERRE (YONNE) - ARRETE MUNICIPAL
***N°* 2019 – 1400 TP**

PORTANT MODIFICATION DES LIMITES D'AGGLOMERATION

CV03 - RUE DE L'ECLUSE

BRETELLE N°3 DE L'ECHANGEUR 89N900620

Le maire de la ville d'Auxerre,

Vu les articles L 2213.1 - L2213.2 - L2213.3 et suivants du code des collectivités territoriales,
Vu les articles R 610-5 et L 131-13 du Code Pénal,
Vu les articles 529 , R-48-1et suivants, R 49 et suivants du Code des Procédures Pénales,
Vu l'article R 411-2 du Code de la Route,
Vu l'instruction interministérielle sur la signalisation routière – livre 1 – 5ème partie – signalisation d'indication,
Vu l'arrêté général de circulation n° 876 en date du 14 septembre 2000 et ses arrêtés subséquents,
Vu les arrêtés portant règlement de circulation sur cette voie,
Vu l'arrêté n°2017-AG087 du 13 novembre 2017 portant sur délégation de signature à Stéphane CUZON en tant que Directeur de la Direction du Cadre de Vie, de la Ville d'Auxerre,

Considérant la nécessité de sécuriser, par des aménagements de réduction de la vitesse de circulation à l'intersection avec la Coulée Verte, voie à circulation douce,
Considérant la nécessité de sécuriser, par des aménagements de réduction de la vitesse de circulation à l'intersection avec la vélo-route « Tour de Bourgogne »,
Considérant que la zone agglomérée située le long de la rue de l'Ecluse (Chemin Vicinal n°03) doit s'étendre et a bien le caractère de rue, à 500 mètres en aval du pont de la Route Nationale n°6, et sur la bretelle n°3 de l'échangeur 89N900620 au PR 3 +215,

Sur proposition du directeur du Cadre de Vie,

Arrête,

Article 1er :
Toutes les dispositions définies par l'arrêté général de circulation n° 876 en date du 14 septembre 2000 et ses arrêtés subséquents, fixant les anciennes limites d'agglomération d'Auxerre sur la rue de l'Ecluse sont abrogées.

Article 2 :
Les limites de l'agglomération d'Auxerre, au sens de l'article R110-2 du code de la route sont fixées sur la rue de l'Ecluse, à 500 mètres en aval du pont de la Route Nationale n°6, et sur la bretelle n°3 de l'échangeur 89N900620 au PR 3 +215.

Article 3 :

La signalisation réglementaire, conforme aux dispositions de l'instruction interministérielle sur la signalisation routière – livre 1 – 5ème partie – signalisation d'indication - sera mise en place par le service Entretien du Domaine Public de la Direction du Cadre de Vie.

Article 4 :

Les dispositions définies par l'article 1er du présent arrêté prendront effet le jour de la mise en place de la signalisation prévue à l'article 2 ci-dessus.

Article 5 :

Le directeur départemental de la sécurité publique ainsi que tous agents de la force publique, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont ampliation sera remise à : Direction du Cadre de Vie de la Ville d'Auxerre, Administration Générale, Police Municipale, Police Nationale, SAMU, Transdev, SDIS 89, Communauté de l'Auxerrois, Hôpital d'Auxerre, Droits de place, ASVP – Stationnement, Service Régie Propreté, Direction Quartiers Citoyenneté, Allo Mairie, Cabinet du Maire, Direction de la Communication, Direction du Développement Durable, Yonne Républicaine, France Bleu Auxerre, Représentant des Taxis, DIRCE.

Fait à Auxerre, le 18 décembre 2019

Pour copie conforme
- Le 18/12/2019
Stéphane CUZON,
COMMUNE D'AUXERRE

communauté
de l'auxerrois

Pour retourner à la délibération, cliquez ici

Avenant n°2 à la Convention de prestation de service dans le domaine de l'application du droit des sols et des systèmes d'informations géographiques

ENTRE,

La Communauté de l'auxerrois, 6 bis place du Maréchal LECLERC - BP 58 - 89010 Auxerre Cedex, représentée par son Président, Monsieur Crescent MARAULT, dûment habilité à signer la présente convention par une délibération du Conseil communautaire en date du 17 décembre 2020,

D'une part,

ET

Les 4 communes de la Communauté de Communes de l'Aillantais : Fleury-la-Vallée, Montholon, Senan et Valravillon,

D'autre part,

Le présent avenant introduit les modifications suivantes

Article 1. DENONCIATION ET DUREE

Les dispositions de l'article 10 « Durée et Dénonciation de la convention » de la convention est modifié comme suit :

« La présente convention est conclue pour une période annuelle reconductible par tacite reconduction, jusqu'au 31/08/2021.
Cette dénonciation doit faire l'objet d'une information par lettre recommandée avec accusé réception. La dénonciation ne pourra prendre effet qu'au 1er janvier de l'année. »

Article 2 AUTRES DISPOSITIONS

Les autres dispositions de la Convention restent inchangées.

Fait à ……., le

Le Président de de la Communauté de l'auxerrois

Crescent MARAULT

Fait à ……., le

Le Maire de ……

……..

communauté
de l'auxerrois

Pour retourner à la délibération, cliquez ici

Avenant n°2 à la Convention de mise en place d'un service commun dans le domaine de l'urbanisme et des systèmes d'informations géographiques

ENTRE,

La Communauté de l'auxerrois, 6 bis place du Maréchal LECLERC - BP 58 - 89010 Auxerre Cedex, représentée par son Président, Monsieur Crescent MARAULT, dûment habilité à signer la présente convention par une délibération du Conseil communautaire en date du 17 décembre 2020,

D'une part,

ET

Les 19 communes du territoire : Appoigny, Augy, Auxerre, Branches, Champs sur Yonne, Charbuy, Coulanges-la-Vineuse, Escamps, Escolives-Sainte-Camille, Gy-l'Evêque, irancy, Jussy, Lindry, Montigny-la-Resle, Saint-Bris-le-Vineux, Vallan, Villefargeau, Vincelles et Vincelottes,

D'autre part,

Le présent avenant introduit les modifications suivantes

Article 1. DENONCIATION ET DUREE

Les dispositions de l'article 12 « Dénonciation de la convention » de la convention est modifié comme suit :

« La présente convention est conclue pour une période annuelle reconductible par tacite reconduction, jusqu'au 31/08/2021.
Cette dénonciation doit faire l'objet d'une information par lettre recommandée avec accusé réception. La dénonciation ne pourra prendre effet qu'au 1er janvier de l'année. Les conséquences financières du retrait devront être définies préalablement par la CLECT. »

Article 2 AUTRES DISPOSITIONS

Les autres dispositions de la Convention restent inchangées.

Fait à Auxerre, le …… Fait à ……., le

Le Président de de la Communauté de l'auxerrois

Le Maire de ……

communauté
de l'auxerrois

Crescent MARAULT ……..

communauté
de l'auxerrois

Pour retourner à la délibération, cliquez ici

Avenant n°1 à la Convention de gestion fixant les modalités d'exercice du droit de préemption urbain par la Communauté de l'auxerrois et ses communes membres

ENTRE LES SOUSSIGNES

La Communauté de l'auxerrois, 6 bis place du Maréchal LECLERC - BP 58 - 89010 Auxerre Cedex, représentée par son Président, Monsieur Crescent MARAULT, dûment habilité à signer la présente convention par une délibération du Conseil communautaire en date du 17 décembre 2020,

D'une part,

ET

La commune de ……

représentée par son maire …… dûment habilité à signer la présente convention par une délibération du Conseil municipal en date du ……

D'autre part,

Il est convenu ce qui suit:

Article 1

La convention fixée pour la délégation partielle du droit de préemption urbain de la part de la Communauté d'agglomération de l'Auxerrois au profit de ses communes membres a été fixée jusqu'au 31 décembre 2020. Il convient de prolonger cette durée pendant une durée de 3 ans afin que les communes membres puissent utiliser ce droit pour mener une politique foncière en adéquation avec leurs compétences

L'article 4 « Durée » de la Convention est modifié comme suit :

« La Convention est conclue jusqu'au 31 décembre 2023. »

Fait à Auxerre, le …… Fait à ……., le

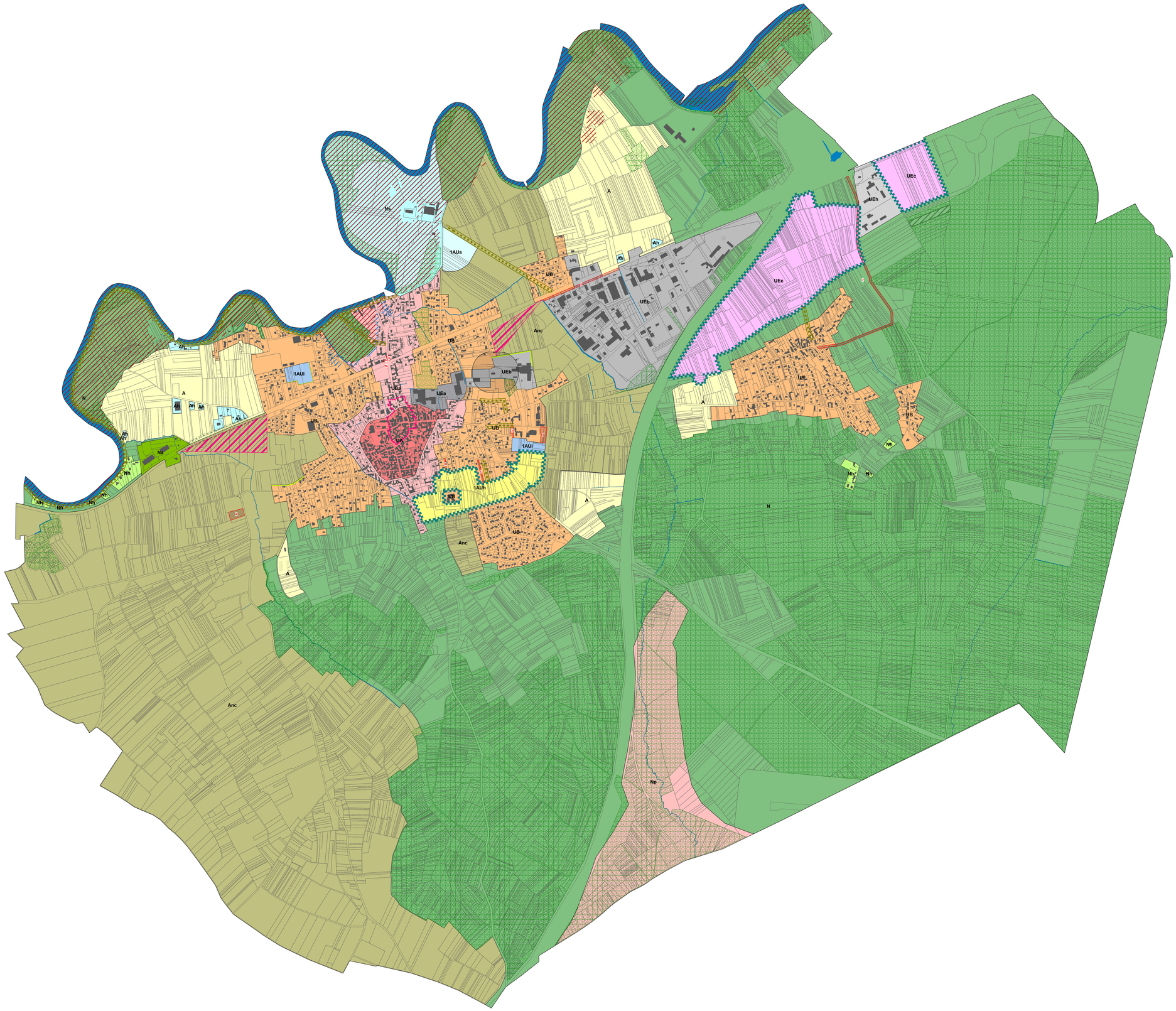
Le Président de de la Communauté de l'auxerrois

Le Maire de ……

communauté
de l'auxerrois

Crescent MARAULT ……..

Pour retourner à la délibération, cliquez ici



N° au PLU	Désignation	Organisme public bénéficiaire	Surface
1	Voie à créer pour desservir le futur quartier de la "Bailloe"	Commune	1059 m²
2	Extension du groupe scolaire et ses équipements de sports, de loisirs et parcs de stationnement	Commune	920 m²
3	Extension du groupe scolaire et ses équipements de sports, de loisirs et parcs de stationnement	Commune	2829 m²
4	Extension du cimetière	Commune	3529 m²
5	Création d'une voie de desserte de 10m de plateforme parallèle à la RD606	Commune	4520 m²
6	Aménagement du carrefour RD606/rue du Professeur Mocquot	Commune	509 m²
7	Aménagement de la RD319 à 12m de plateforme (avec plantations d'alignement) ; rectification du virage et aménagement du débouché de la RD319 sur la RD606	Département	1,57 ha
8	Création d'une voie piétonne et cycle en lien avec le futur quartier de la "Bailloe"	Commune	206 m²

LEGENDE

- Limites de zones
- Zone non aedificandi
- Emplacement réservé
- Espace Boisé Classé
- Plantations à réaliser
- Chemin à conserver ou à créer (Art. L123-1-5-6° du CU)
- Secteur soumis à Orientations d'Aménagement et de Programmation
- Secteur de péservation du commerce (Art. L123-1-5-7° bis du CU)

ELEMENTS DE PAYSAGE A PROTEGER AU TITRE DE L'ART. L123-1-5-7° DU CU

- Patrimoine bâti remarquable
- Secteur parc
- Cône de vue
- Alignement d'arbres

SECTEURS SOUMIS AU RISQUE INONDATION

- Zone Rouge du PPRi
- Zone Bleue du PPRi

Département de l'Yonne
Commune d'APPOIGNY

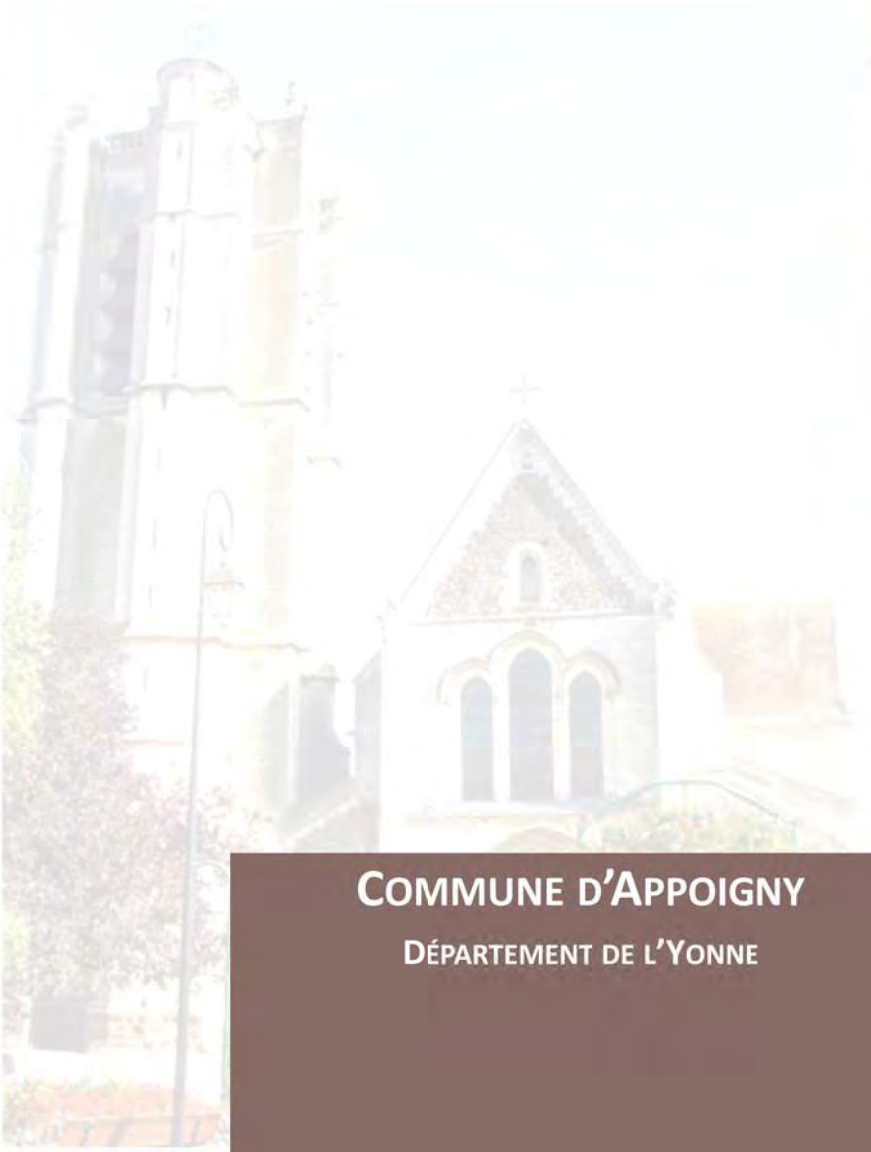
PLAN LOCAL D'URBANISME
DOCUMENTS GRAPHIQUES
4.1 - Territoire

Plan Vu pour être annexé à _____ du __ / __ / ____

Réalisé par : CA, service SIG	**Référence : UPS10281**	Communauté de l'Auxerrois 6 bis pl. Maréchal Leclerc BP 58, 89010 Auxerre Cedex Tél. : 03 86 72 20 60 contact@agglo-auxerrois.fr
Validé par :	**Échelle : 1/7500**	
Date : __ /__ / ____		

G2C Territoires – 27 rue Barrault – 75013 PARIS

VU POUR ÊTRE ANNEXÉ À LA DCC EN DATE DU 28 SEPTEMBRE 2018 APPROUVANT LA MODIFICATION SIMPLIFIÉE DU PLU D'APPOIGNY











COMMUNE D'APPOIGNY

DÉPARTEMENT DE L'YONNE

Aix-en-Provence - A
Siège : 2 avenue Mado
G2C ingénierie - SAS au cap
G2C environnement, G2
Hô-Chi-Minh-Ville - Rabat
06 78 e-mail : siege@g2c.fr
ommunautaire : FR 75 453 686 966
erie, filiale du Groupe Altereo.

Ce
6/10/2009

SOMMAIRE

Sommaire....2

TITRE I. DISPOSITIONS GÉNÉRALES....3

Article 1er : Champ d'application territorial du plan....4

Article 2 : Division du territoire en zones....4

Article 3 : Adaptations mineures....4

Article 4 : Rappels....4

TITRE II. DISPOSITIONS APPLICABLES AUX ZONES URBAINES....6

Chapitre I - Dispositions applicables à la zone UA....7

Chapitre II - Dispositions applicables à la zone UB....14

Chapitre III - Dispositions applicables à la zone UE....23

TITRE III DISPOSITIONS APPLICABLES AUX ZONES À URBANISER....33

Chapitre I - Dispositions applicables à la zone 1AUh....34

Chapitre II - Dispositions applicables à la zone 1AUl....41

Chapitre III - Dispositions applicables à la zone 1AUs....45

TITRE IV. DISPOSITIONS APPLICABLES AUX ZONES AGRICOLES....51

Chapitre Unique - Dispositions applicables à la zone A....52

TITRE V. DISPOSITIONS APPLICABLES AUX ZONES NATURELLES....60

Chapitre Unique - Dispositions applicables à la zone N....61

LISTE DES EMPLACEMENTS RÉSERVÉS....69

ELÉMENTS IDENTIFIÉS AU TITRE DE L'ARTICLE L.123-1-5-7° DU CODE DE L'URBANISME....71

Le PATRIMOINE BÂTI REMARQUABLE....72

LES ÉLÉMENTS VÉGÉTAUX REMARQUABLES....76

Secteurs parcs....76

Alignements d'arbres à conserver ou à créer....77

Les CÔNES de vue....77

24.11.2020
G2C environnement, G2C services publics et G2C territoires sont des marques commerciales de la SAS G2C ingénierie, filiale du Groupe Altereo.
Ce document est protégé suivant les termes de l'option A prévue à l'article 25 du CCAG PI du 16/10/2009

TITRE I. DISPOSITIONS GÉNÉRALES

24.11.2020
G2C environnement, G2C services publics et G2C territoires sont des marques commerciales de la SAS G2C ingénierie, filiale du Groupe Altereo.
Ce document est protégé suivant les termes de l'option A prévue à l'article 25 du CCAG PI du 16/10/2009

ARTICLE 1ER : CHAMP D'APPLICATION TERRITORIAL DU PLAN

Le présent règlement s'applique sur tout le territoire de la Commune d'Appoigny.

ARTICLE 2 : DIVISION DU TERRITOIRE EN ZONES

Le territoire couvert par le Plan Local d'Urbanisme est divisé en zones urbaines (zones U), en zones à urbaniser (zones AU), en zones agricoles (A) et en zones naturelles et forestières (zones N). Ces zones sont les suivantes.

Zones urbaines : UA, UB (UBa), UE (UEa - UEb - UEc - UEh),

Zone à urbaniser : 1AUh, 1AUl, 1AUs,

Zones naturelles et forestières : A (Ah, Anc), N (Na, Nh, Np, Ns).

Le Plan Local d'Urbanisme comporte :

- des emplacements réservés aux voies et ouvrages publics, aux installations d'intérêt général et aux espaces verts, soumis aux dispositions des articles L123-1-5-8° et R123-11.d du code de l'urbanisme,
- une trame réglementant le changement de destination des rez-de-chaussée soumis aux dispositions de l'article L123-1-5-7°bis du code de l'urbanisme ; cela s'applique aux quartiers, ilots et voies dans lesquels doit être préservée la diversité commerciales, notamment à travers les commerces de détail et de proximité ; les prescriptions pour cet objectifs sont définies dans l'article 1 du règlement de chacune des zones concernées,
- des espaces boisés classés à conserver, à protéger ou à créer soumis aux dispositions des articles L130-1 et suivants et R123-11.a° du code de l'urbanisme ;
- la localisation des secteurs parcs, des alignements d'arbres existants et des éléments bâtis à préserver soumis aux dispositions des articles L123-1-5-7° du code de l'urbanisme,
- des règles spécifiques d'emprise au sol maximale, comme définie à l'article R123-9 du code de l'urbanisme.

ARTICLE 3 : ADAPTATIONS MINEURES

Les dispositions des articles 3 à 13 du règlement ne peuvent faire l'objet d'aucune dérogation, à l'exception des adaptations mineures rendues nécessaires par la nature du sol, la configuration des parcelles ou le caractère des constructions avoisinantes en application de l'article L.123-1 du code de l'urbanisme.

« Lorsqu'un immeuble bâti existant n'est pas conforme aux dispositions édictées par le règlement applicable à la zone, le permis de construire ne peut être accordé que pour des travaux, qui ont pour objet d'améliorer la conformité de l'immeuble avec les dites règles ou qui sont sans effet à leur égard ».

ARTICLE 4 : RAPPELS

Les ouvrages techniques de faible importance indispensables au fonctionnement des services publics (eau, assainissement, électricité, gaz, services autoroutiers, transports ferrés, etc…) ne sont pas soumis aux dispositions des articles 1 à 5 et 8 à 14 des différents chapitres des titres II à V du présent règlement.

24.11.2020
G2C environnement, G2C services publics et G2C territoires sont des marques commerciales de la SAS G2C ingénierie, filiale du Groupe Altereo.
Ce document est protégé suivant les termes de l'option A prévue à l'article 25 du CCAG PI du 16/10/2009

La division d'une unité foncière, sur une période de moins de 10ans, en plus de 2 lots, qui prévoit la réalisation de voies ou espaces communs ou qui est située dans un site classé ou dans un secteur sauvegardé dont le périmètre a été délimité, est soumise à permis d'aménager en application de l'article R.421-19 du code de l'urbanisme.

Toute autre division de terrain en vue de construire est soumise à déclaration préalable en application de l'article R421-23 du code de l'urbanisme.

En application de l'article L.111-3 du code de l'urbanisme, la reconstruction à l'identique d'un bâtiment détruit ou démoli depuis moins de dix ans est autorisée nonobstant toute disposition d'urbanisme contraire, sauf si le plan local d'urbanisme ou le plan de prévention des risques naturels prévisibles en disposent autrement, dès lors qu'il a été régulièrement édifié. Peut également être autorisée, sauf dispositions contraires des documents d'urbanisme et sous réserve des dispositions de l'article L.421-5, la restauration d'un bâtiment dont il reste l'essentiel des murs porteurs lorsque son intérêt architectural ou patrimonial en justifie le maintien et sous réserve de respecter les principales caractéristiques de ce bâtiment.

Les demandes de défrichement sont irrecevables dans les espaces boisés classés.

Les clôtures sont soumises à déclaration de travaux préalable à l'exception de celles nécessaires à l'activité agricole ou forestière.

Par la seule application du code de l'urbanisme en vigueur :

- Nonobstant toute disposition du Plan Local d'Urbanisme, il ne peut être exigé la réalisation de plus d'une aire de stationnement par logement lors de la construction de logements locatifs financés avec un prêt aidé de l'Etat.
- L'obligation de réaliser des aires de stationnement n'est pas applicable aux travaux de transformation ou d'amélioration de bâtiments affectés à des logements locatifs financés avec un prêt aidé par l'Etat, y compris le cas où ces travaux s'accompagnent de la création de surface hors œuvre nette dans la limite d'un plafond de 50% de la surface hors œuvre nette existante avant le commencement des travaux.

Pour les éléments repérés ou situés à l'intérieur d'un secteur identifié au titre de l'article **L.123-1-5-7** :

- Tous les travaux affectant les éléments de paysage et non soumis à un régime d'autorisation doivent faire l'objet d'une déclaration préalable délivrée au regard des prescriptions définies par le règlement (en annexe).
- La démolition des éléments bâtis est assujettie à l'obtention préalable d'un permis de démolir (art.R.421-28.e du CU).
- Les clôtures sont soumises à déclaration de travaux préalable à l'exception de celles nécessaires à l'activité agricole ou forestière (art.L.421-12 du CU).

Au titre de la réglementation sur **l'archéologie préventive**, toute découverte fortuite de vestiges susceptibles de présenter un caractère archéologique doit faire l'objet d'une déclaration immédiate au maire, lequel prévient la Direction Régionale des Affaires Culturelles.

G2C environnement, G2C services publics et G2C territoires sont des marques commerciales de la SAS G2C ingénierie, filiale du Groupe Altereo.
Ce document est protégé suivant les termes de l'option A prévue à l'article 25 du CCAG PI du 16/10/2009

TITRE II. DISPOSITIONS APPLICABLES AUX ZONES URBAINES

24.11.2020
G2C environnement, G2C services publics et G2C territoires sont des marques commerciales de la SAS G2C ingénierie, filiale du Groupe Altereo.
Ce document est protégé suivant les termes de l'option A prévue à l'article 25 du CCAG PI du 16/10/2009

CHAPITRE I - DISPOSITIONS APPLICABLES À LA ZONE UA

ARTICLE UA 1 : OCCUPATIONS ET UTILISATIONS DU SOL INTERDITES

DISPOSITIONS GÉNÉRALES

Sont interdits :

- les installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation,
- le stationnement de caravanes, visibles depuis l'espace public,
- les dépôts de toute nature, visibles depuis l'espace public,
- les constructions légères sans fondation à usage d'habitation,
- les constructions et installations nouvelles, ainsi que les extensions des constructions à vocation industrielle, agricole et d'entrepôt,
- le changement de destination de locaux commerciaux situés en rez-de-chaussée dans le périmètre délimité sur les documents graphiques en application de l'art. L123-1-5-7°bis du code de l'urbanisme.

ARTICLE UA 2 : OCCUPATIONS ET UTILISATIONS DU SOL SOUMISES À DES CONDITIONS PARTICULIÈRES

RAPPEL

En cas de division foncière et en application des dispositions de l'article R 123-10-1 du code de l'urbanisme, les constructions et installations sont autorisées à condition qu'elles respectent les dispositions des articles 3 à 14 à l'échelle de chaque terrain issu de la division et non à celle de l'unité foncière initiale.

DISPOSITIONS GÉNÉRALES

Sont admis sous condition :

- les constructions et l'extension des constructions existantes, installations classées pour la protection de l'environnement soumises à déclaration ou non, pour un usage de commerce, d'artisanat, de service et de bureau, ainsi que le changement de destination vers l'une des vocation précitées, à condition :
  - que les nuisances et dangers puissent être prévenus de façon satisfaisante eu égard à la vocation d'habitat de la zone,
  - que les besoins en infrastructure de voirie et réseaux divers ne soient pas augmentés de façon significative,
  - et que leur aspect architectural permette leur intégration dans le site urbain.
- les affouillements et exhaussements du sol à condition d'être liés aux travaux de construction, de voirie ou aux aménagements paysagers des espaces libres, et à condition de ne pas dépasser 1m par rapport au niveau de la voie. Cette règle ne s'applique pas aux terrains en pente ni aux fondations.
- les citernes de combustibles non enterrées doivent être implantées de manière à ne pas être visible depuis l'espace public.

G2C environnement, G2C services publics et G2C territoires sont des marques commerciales de la SAS G2C ingénierie, filiale du Groupe Altereo.
Ce document est protégé suivant les termes de l'option A prévue à l'article 25 du CCAG PI du 16/10/2009

ARTICLE UA 3 : ACCÈS ET VOIRIE

3.1 - ACCÈS

Pour être constructible un terrain doit avoir un accès à une voie publique ou privée, ouverte à la circulation et en état de viabilité.

3.2 - VOIRIE

Les voies privées doivent avoir des caractéristiques adaptées à l'approche du matériel de lutte contre l'incendie, de sécurité civile et d'enlèvement des ordures ménagères.

Les dimensions, formes et caractéristiques techniques des voies privées doivent être adaptées aux usages qu'elles supportent ou aux opérations qu'elles doivent desservir.

Les aménagements de voies, publiques ou privées doivent satisfaire aux caractéristiques techniques définies par l'accessibilité des personnes à mobilité réduite en application de la réglementation accessibilité et du PAVE.

ARTICLE UA 4 : DESSERTE PAR LES RÉSEAUX

4.1 - EAU POTABLE

Toute construction ou installation nouvelle qui, par sa destination, implique une utilisation d'eau potable, doit être obligatoirement alimentée par branchement à un réseau collectif de distribution sous pression présentant des caractéristiques suffisantes.

4.2 - EAUX USÉES

Le branchement à un réseau collectif d'assainissement de caractéristiques appropriées est obligatoire pour toute construction ou installation engendrant des eaux usées.

4.3 - EAUX PLUVIALES

La gestion des eaux pluviales devra se faire de manière privilégiée sur la parcelle, mais lorsqu'il existe un réseau collectif apte à recueillir les eaux pluviales, les aménagements sur le terrain devront garantir leurs évacuations dans ce réseau.

4.4 - RÉSEAUX D'ÉLECTRICITÉ, TÉLÉPHONE, CÂBLE

Les branchements d'électricité et de téléphone en domaine privé doivent être réalisés en souterrain.

ARTICLE UA 5 : CARACTÉRISTIQUES DES TERRAINS

Non réglementé.

24.11.2020
G2C environnement, G2C services publics et G2C territoires sont des marques commerciales de la SAS G2C ingénierie, filiale du Groupe Altereo.
Ce document est protégé suivant les termes de l'option A prévue à l'article 25 du CCAG PI du 16/10/2009

ARTICLE UA 6 : IMPLANTATION DES CONSTRUCTIONS PAR RAPPORT AUX VOIES ET EMPRISES PUBLIQUES

6.1 - DISPOSITIONS GÉNÉRALES

Tout ou partie du bâtiment principal (pignon ou façade) devra être implanté à l'alignement de la voie.

6.2 - CAS PARTICULIERS

Les dispositions de l'article UA6.1 pourront ne pas être imposées :

- si, sur l'une des parcelles adjacentes à la parcelle concernée, il existe un bâtiment principal implanté en recul par rapport à l'alignement de la voie, dans ce cas la construction sera édifiée en respectant ce même recul,
- s'il existe déjà sur la parcelle un bâtiment principal conservé à l'alignement,
- s'il s'agit d'un projet dont l'intégration dans l'environnement architectural et urbain aura été particulièrement étudiée,
- pour des raisons d'harmonie, notamment pour tenir compte de l'implantation des constructions existantes ou projetées dans le parcellaire voisin, pour permettre l'amélioration des constructions existantes, ou pour des considérations énergétiques (ensoleillement),
- en cas de reconstruction, une implantation à l'identique de l'implantation initiale pourra être imposée.

Les constructions à vocation d'équipements publics, d'infrastructure et ouvrages techniques peuvent s'implanter à l'alignement ou en respectant un recul minimal de 0,50m à condition de ne pas gêner la visibilité des usagers de la route.

ARTICLE UA 7 : IMPLANTATION DES CONSTRUCTIONS PAR RAPPORT AUX LIMITES SÉPARATIVES

7.1 - DISPOSITIONS GÉNÉRALES

Les constructions devront s'implanter sur au moins une des limites séparatives.

7.2 - CAS PARTICULIERS

Les constructions à vocation d'équipement public, d'infrastructure et ouvrage technique peuvent s'implanter en limite ou en respectant un retrait minimal de 0,50m.

Des dispositions différentes des dispositions générales ci-dessus pourront être autorisées ou imposées pour des raisons d'harmonie, notamment pour tenir compte de l'implantation des constructions existantes ou projetées dans le parcellaire voisin, pour permettre l'amélioration des constructions existantes ou pour des considérations énergétiques (ensoleillement).

ARTICLE UA 8 : IMPLANTATION DES CONSTRUCTIONS LES UNES PAR RAPPORT AUX AUTRES SUR UNE MÊME PROPRIÉTÉ

Non réglementé.

ARTICLE UA 9 : EMPRISE AU SOL

Non réglementé.

24.11.2020
G2C environnement, G2C services publics et G2C territoires sont des marques commerciales de la SAS G2C ingénierie, filiale du Groupe Altereo.
Ce document est protégé suivant les termes de l'option A prévue à l'article 25 du CCAG PI du 16/10/2009

ARTICLE UA 10 : HAUTEUR MAXIMALE DES CONSTRUCTIONS

10.1 - MESURE DE LA HAUTEUR DES CONSTRUCTIONS

La hauteur totale des constructions est mesurée à partir du point le plus bas du polygone d'implantation jusqu'au point le plus haut de la construction, les ouvrages techniques, aérogénérateurs, cheminées et autres superstructures exclus.

10. 2 – DISPOSITIONS GÉNÉRALES

La hauteur des constructions devra être similaire à celle des constructions voisines.

Toutefois, une différence de plus ou moins 1m par rapport aux constructions existantes pourra être tolérée.

10.3 - CAS PARTICULIERS

Des hauteurs de bâtiments projetées, supérieures à celles qui résultent de l'application de la règle définie ci-dessus pourront être autorisées :

- s'il s'agit de remplacer une construction existante d'une hauteur supérieure et dans la limite de cette hauteur,
- s'il s'agit d'un équipement public.

ARTICLE UA 11 : ASPECT EXTÉRIEUR

11.1 – INSERTION DANS L'ENVIRONNEMENT

Les constructions doivent présenter un aspect compatible avec le caractère ou l'intérêt des lieux avoisinants, des sites et des paysages naturels ou urbains.

Les volumes de la construction doivent demeurer simples.

Les constructions d'architectures étrangères à la région sont interdites.

11.2 - CONSTRUCTIONS ANCIENNES

La restauration et/ou la modification des constructions anciennes (antérieures au milieu du XX^{ème} siècle) ne doivent pas être susceptibles de dénaturer leur aspect général et leur unité d'ensemble.

11.3 – ADAPTATION AU TERRAIN, REMBLAIS ET SOUBASSEMENTS

Sont autorisés exceptionnellement pour des raisons liées à la nature humide du sol ou aux difficultés de se raccorder au réseau public d'assainissement sous réserve :

- que la hauteur des soubassements n'excède pas 0,80m (hauteur prise entre le niveau du rez-de-chaussée et le niveau du sol naturel initial),
- qu'en cas de remblaiements, les pentes ne dépassent pas 25%.

Le soubassement doit résulter de la composition architecturale du bâtiment, avec des matériaux de parement et des ouverture d'aspect équivalent à ceux prévus pour l'ensemble de la façade.

24.11.2020
G2C environnement, G2C services publics et G2C territoires sont des marques commerciales de la SAS G2C ingénierie, filiale du Groupe Altereo.
Ce document est protégé suivant les termes de l'option A prévue à l'article 25 du CCAG PI du 16/10/2009

11.4 - TOITURES

L'ensemble des dispositions du présent paragraphe 11.3 ne s'appliquent pas en cas de réalisation de véranda ou de toitures végétalisées.

Les toitures à pan unique sont interdites sauf si elles concernent des bâtiments dont le faitage est implanté en limite séparative, à l'alignement ou accolé au bâtiment principal et si ces bâtiments présentent une surface de plancher inférieure à 20m² et une hauteur de 3,5m maximum au faîtage.

Les toitures des bâtiments principaux doivent être constituées d'un maximum de deux pentes supérieures à 40°. Elles doivent s'harmoniser avec la pente des toits des constructions environnantes.

Les toitures seront recouvertes par des matériaux ayant l'aspect (forme et couleur) des tuiles traditionnelles bourguignonnes.

11.5- CAPTEURS SOLAIRES

Les capteurs devront avoir la même inclinaison que la toiture.

Ils seront disposés en harmonie avec la toiture.

Pour les constructions neuves, les panneaux devront être intégrés dans la toiture sans surépaisseur..

11.6 - FAÇADES

Matériaux

L'emploi à nu de matériaux préfabriqué est interdit.

Les matériaux ne présentant pas un aspect de finition suffisant doivent être recouverts d'un enduit ou d'un revêtement spécial de façade dont l'aspect architectural doit s'intégrer dans l'environnement urbain.

Les couvertures et bardages métalliques ne pourront être utilisés pour des bâtiments à usage d'habitation.

Couleurs

Les couleurs des matériaux de parement et des peintures extérieures doivent s'harmoniser entre elles et avec l'environnement de la construction.

Les couleurs des parements extérieurs des constructions doivent s'inscrire dans une gamme de tons beige, pierre ou ocre.

Le blanc pur, les tons vifs et brillants sont interdits.

11.7 – ANNEXES, DÉPENDANCES ET ÉLÉMENTS TECHNIQUES

Les annexes doivent être conçues en harmonie avec la construction principale.

11.8 - CLÔTURES

La hauteur totale des clôtures sur rue n'excédera pas 1,80 mètre.

A l'alignement de la voie les clôtures seront constituées :

- soit par un mur maçonné recouvert d'un enduit ou enduit à pierres vues,
- soit par un mur bahut surmonté d'une grille ou d'un barreaudage vertical simple. La hauteur du mur bahut ne devra pas excéder le tiers de la hauteur totale de la clôture.

24.11.2020
G2C environnement, G2C services publics et G2C territoires sont des marques commerciales de la SAS G2C ingénierie, filiale du Groupe Altereo.
Ce document est protégé suivant les termes de l'option A prévue à l'article 25 du CCAG PI du 16/10/2009

11.9 - CLAUSES PARTICULIÈRES

Exceptionnellement, les dispositions édictées par le présent article, relatives aux toitures et parements extérieurs pourront ne pas être imposées dans les cas suivants :

- extension d'un bâtiment existant, en cohérence avec celui-ci,
- projet dont l'intégration dans l'environnement architectural et urbain aura été particulièrement étudié,
- équipement public.

ARTICLE UA 12 : STATIONNEMENT

12.1 - GÉNÉRALITÉS

Au regard des dispositions prévues par l'article L123-1-13 du Code de l'urbanisme, il ne peut être exigé plus d'une aire de stationnement par logement lors de la construction de logements locatifs financés avec un prêt aidé par l'Etat.

Il est rappelé que les places de stationnement, publiques ou privées, doivent satisfaire aux caractéristiques techniques définies par l'accessibilité des personnes à mobilité réduite en application de la réglementation accessibilité et du PAVE.

12.2 - NORMES DE STATIONNEMENT

Le stationnement des véhicules de toute nature correspondant aux besoins des constructions et installations nouvelles doit être assuré en dehors de la voie publique par la réalisation d'aires de stationnement sur le terrain propre à la construction.

Habitations

Sauf en cas d'impossibilité technique justifiée, il est exigé pour les nouvelles constructions à usage d'habitation, les réhabilitations créant de nouveaux logements et les changements de destination à vocation d'habitation :

- 1 place par tranche de 80m² de surface de plancher entamée.

Autres constructions

Les autres vocations des constructions devront avoir un nombre de place correspondant aux besoins générés par la fréquentation.

12.3 - ADAPTATION DE LA RÈGLE

En cas d'impossibilité architecturale ou technique d'aménager sur le terrain de l'opération le nombre de places nécessaires au stationnement, le constructeur est autorisé à aménager sur un autre terrain situé à moins de 200 m du premier, les surfaces de stationnement qui lui font défaut, à condition qu'il apporte la preuve qu'il réalise ou fait réaliser lesdites places.

ARTICLE UA 13 : ESPACES LIBRES

Les plantations existantes à hautes tiges doivent être maintenues ou remplacées par des arbres d'essence locale.

24.11.2020
G2C environnement, G2C services publics et G2C territoires sont des marques commerciales de la SAS G2C ingénierie, filiale du Groupe Altereo.
Ce document est protégé suivant les termes de l'option A prévue à l'article 25 du CCAG PI du 16/10/2009

ARTICLE UA 14 : COEFFICIENT D'OCCUPATION DU SOL

Non réglementé

ARTICLE UA 15 : OBLIGATIONS IMPOSÉES AUX CONSTRUCTIONS, TRAVAUX, INSTALLATIONS ET AMÉNAGEMENTS, EN MATIÈRE DE PERFORMANCES ÉNERGÉTIQUES ET ENVIRONNEMENTALES

Non réglementé

ARTICLE UA 16 : OBLIGATIONS IMPOSÉES AUX CONSTRUCTIONS, TRAVAUX, INSTALLATIONS ET AMÉNAGEMENTS, EN MATIÈRE D'INFRASTRUCTURES ET RÉSEAUX DE COMMUNICATIONS ÉLECTRONIQUES

Non réglementé

G2C environnement, G2C services publics et G2C territoires sont des marques commerciales de la SAS G2C ingénierie, filiale du Groupe Altereo.
Ce document est protégé suivant les termes de l'option A prévue à l'article 25 du CCAG PI du 16/10/2009

CHAPITRE II - DISPOSITIONS APPLICABLES À LA ZONE UB

ARTICLE UB 1 : OCCUPATIONS ET UTILISATIONS DU SOL INTERDITES

1.1 - Dispositions applicables dans tous les secteurs

Sont interdits :

- les installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation,
- le stationnement de caravanes, visibles depuis l'espace public,
- les dépôts de toute nature, visibles depuis l'espace public,
- les constructions légères sans fondation à usage d'habitation,
- les constructions et installations nouvelles, ainsi que les extensions des constructions à vocation industrielle, agricole et d'entrepôt,
- le changement de destination de locaux commerciaux situés en rez-de-chaussée dans le périmètre délimité sur les documents graphiques en application de l'art. L123-1-5-7°bis du code de l'urbanisme.

1.2 - Disposition supplémentaire dans les secteurs soumis au risque inondation (secteurs trames en rouge ou en bleu au document graphique)

Les installations et occupations du sol interdites telles que définies dans le règlement du PPR.

1.3 - Disposition applicable dans la zone non aedificandi

Toutes installations ou occupations du sol sont interdites.

ARTICLE UB 2 : OCCUPATIONS ET UTILISATIONS DU SOL SOUMISES À DES CONDITIONS PARTICULIÈRES

RAPPEL

En cas de division foncière et en application des dispositions de l'article R 123-10-1 du code de l'urbanisme, les constructions et installations sont autorisées à condition qu'elles respectent les dispositions des articles 3 à 14 à l'échelle de chaque terrain issu de la division et non à celle de l'unité foncière initiale.

2.1 - Dispositions applicables dans tous les secteurs

Sont admis sous condition :

- les constructions et l'extension des constructions existantes, installations classées pour la protection de l'environnement soumises à déclaration ou non, pour un usage de commerce, d'artisanat, de service et de bureau, ainsi que le changement de destination vers l'une des vocation précitées, à condition :
  - que les nuisances et dangers puissent être prévenus de façon satisfaisante eu égard à la vocation d'habitat de la zone,
  - que les besoins en infrastructure de voirie et réseaux divers ne soient pas augmentés de façon significative,
  - et que leur aspect architectural permette leur intégration dans le site urbain.

24.11.2020
G2C environnement, G2C services publics et G2C territoires sont des marques commerciales de la SAS G2C ingénierie, filiale du Groupe Altereo.
Ce document est protégé suivant les termes de l'option A prévue à l'article 25 du CCAG PI du 16/10/2009

- les affouillements et exhaussements du sol à condition d'être liés aux travaux de construction, de voirie ou aux aménagements paysagers des espaces libres, et à condition de ne pas dépasser 1m par rapport au niveau de la voie. Cette règle ne s'applique pas aux terrains en pente ni aux fondations.
- les citernes de combustibles non enterrées doivent être implantées de manière à ne pas être visible depuis l'espace public.

2.2 - DISPOSITION SUPPLÉMENTAIRE DANS LES SECTEURS SOUMIS AU RISQUE INONDATION (SECTEURS TRAMES EN ROUGE OU EN BLEU AU DOCUMENT GRAPHIQUE)

Les installations et occupations du sol doivent être conformes à la réglementation en vigueur sur les zones inondables telles que définies dans le règlement du PPR.

2.3 - SECTEURS AFFECTÉS PAR LE BRUIT EN BORDURE DES INFRASTRUCTURES BRUYANTES DE TRANSPORT TERRESTRE (PLAN EN ANNEXE)

Les constructions d'habitation et équipements scolaires sont autorisées à condition qu'elles bénéficient d'un isolement acoustique conforme à la réglementation en vigueur.

ARTICLE UB 3 : ACCÈS ET VOIRIE

3.1 - ACCÈS

Pour être constructible un terrain doit avoir un accès à une voie publique ou privée, ouverte à la circulation et en état de viabilité.

Toute construction présentera un seul accès sur la voie publique.

Les accès devront avoir une largeur minimale de 4m.

3.2 - VOIRIE

Les voies privées doivent avoir des caractéristiques adaptées à l'approche du matériel de lutte contre l'incendie, de sécurité civile et d'enlèvement des ordures ménagères.

Les dimensions, formes et caractéristiques techniques des voies privées doivent être adaptées aux usages qu'elles supportent ou aux opérations qu'elles doivent desservir.

Les aménagements de voies, publiques ou privées doivent satisfaire aux caractéristiques techniques définies par l'accessibilité des personnes à mobilité réduite en application de la réglementation accessibilité et du PAVE.

ARTICLE UB 4 : DESSERTE PAR LES RÉSEAUX

4.1 - EAU POTABLE

Toute construction ou installation nouvelle qui, par sa destination, implique une utilisation d'eau potable, doit être obligatoirement alimentée par branchement à un réseau collectif de distribution sous pression présentant des caractéristiques suffisantes.

4.2 - EAUX USÉES

Le branchement à un réseau collectif d'assainissement de caractéristiques appropriées est obligatoire pour toute construction ou installation engendrant des eaux usées.

G2C environnement, G2C services publics et G2C territoires sont des marques commerciales de la SAS G2C ingénierie, filiale du Groupe Altereo.
Ce document est protégé suivant les termes de l'option A prévue à l'article 25 du CCAG PI du 16/10/2009

Toutefois, en l'absence d'un tel réseau ou en cas d'impossibilité technique grave de s'y raccorder, toutes les eaux usées devront être dirigées par des canalisations souterraines sur des dispositifs autonomes de traitement et d'évacuation conformes à la réglementation sanitaire et aux éventuelles contraintes particulières qui pourraient être imposées par les services compétents en fonction de la nature du sol ou du sous-sol.

Ces dispositifs devront être conçus de manière à pouvoir être mis hors circuit et la construction directement raccordée au réseau lorsqu'il sera réalisé.

Toute évacuation des eaux ménagères ou effluents non traités dans les fossés, cours d'eau et égouts pluviaux est interdite.

4.3 - EAUX PLUVIALES

La gestion des eaux pluviales devra se faire de manière privilégiée sur la parcelle, mais lorsqu'il existe un réseau collectif apte à recueillir les eaux pluviales, les aménagements sur le terrain devront garantir leurs évacuations dans ce réseau.

4.4 - RÉSEAUX D'ÉLECTRICITÉ, TÉLÉPHONE, CÂBLE

Les branchements d'électricité et de téléphone en domaine privé doivent être réalisés en souterrain.

ARTICLE UB 5 : CARACTÉRISTIQUES DES TERRAINS

Non réglementé

ARTICLE UB 6 : IMPLANTATION DES CONSTRUCTIONS PAR RAPPORT AUX VOIES ET EMPRISES PUBLIQUES

6.1 - DISPOSITIONS APPLICABLES DANS TOUS LES SECTEURS SAUF UBA

Les constructions devront être édifiées en respectant un retrait de 5 m minimum par rapport à l'alignement.

6.2 – DISPOSITIONS APPLICABLES DANS LE SEUL SECTEUR UBA

Les constructions devront être édifiées soit à l'alignement soit en respectant un retrait de 5 m minimum par rapport à l'alignement.

6.3 - CAS PARTICULIERS

Les dispositions des articles UB 6.1 et 6.2 pourront ne pas être imposées :

- En cas de reconstruction, une implantation à l'identique de l'implantation initiale pourra être imposée,
- pour des raisons d'harmonie, notamment pour tenir compte de l'implantation des constructions existantes ou projetées dans le parcellaire voisin, pour permettre l'amélioration des constructions existantes, ou pour des considérations énergétiques (ensoleillement),
- aux constructions à vocation d'équipements publics, d'infrastructure et ouvrages techniques qui peuvent s'implanter à l'alignement ou en respectant un recul minimal de 0,50m à condition de ne pas gêner la visibilité des usagers de la route.

24.11.2020
G2C environnement, G2C services publics et G2C territoires sont des marques commerciales de la SAS G2C ingénierie, filiale du Groupe Altereo.
Ce document est protégé suivant les termes de l'option A prévue à l'article 25 du CCAG PI du 16/10/2009

ARTICLE UB 7 : IMPLANTATION DES CONSTRUCTIONS PAR RAPPORT AUX LIMITES SÉPARATIVES

7.1 - DISPOSITIONS APPLICABLES DANS TOUS LES SECTEURS

Les constructions devront s'implanter :

- sur une ou plusieurs limites séparatives,
- ou en respectant un retrait de 3m minimum.

Un retrait de 10 mètres doit être respecté par rapport aux limites des Espaces Boisés Classés.

7.2 - CAS PARTICULIERS

Les dispositions de l'article UB 7.1 ne s'appliquent pas :

- aux constructions de moins de 20m² qui peuvent s'implanter en limite ou en respectant un retrait minimal de 0,50m,
- aux constructions à vocation d'équipement public, d'infrastructure et ouvrage technique qui peuvent s'implanter en limite ou en respectant un retrait minimal de 0,50m.

Des dispositions différentes des dispositions générales ci-dessus pourront être autorisées ou imposées pour des raisons d'harmonie, notamment pour tenir compte de l'implantation des constructions existantes ou projetées dans le parcellaire voisin, pour permettre l'amélioration des constructions existantes, ou pour des considérations énergétiques (ensoleillement).

ARTICLE UB 8 : IMPLANTATION DES CONSTRUCTIONS LES UNES PAR RAPPORT AUX AUTRES SUR UNE MÊME PROPRIÉTÉ

Non réglementé

ARTICLE UB 9 : EMPRISE AU SOL

9.1 - DISPOSITIONS APPLICABLES DANS TOUS LES SECTEURS SAUF UBA

Habitation

L'emprise au sol des constructions est limitée à 40% de la surface du terrain (unité foncière).

Commerce, artisanat, bureau

L'emprise au sol des constructions est limitée à 40% de la surface du terrain (unité foncière).

9.2 - DISPOSITIONS APPLICABLES DANS LE SEUL SECTEUR UBA

Habitation

L'emprise au sol des constructions est limitée à 50% de la surface du terrain (unité foncière).

Commerce, artisanat, bureau

L'emprise au sol des constructions est limitée à 40% de la surface du terrain (unité foncière).

24.11.2020
G2C environnement, G2C services publics et G2C territoires sont des marques commerciales de la SAS G2C ingénierie, filiale du Groupe Altereo.
Ce document est protégé suivant les termes de l'option A prévue à l'article 25 du CCAG PI du 16/10/2009

ARTICLE UB 10 : HAUTEUR MAXIMALE DES CONSTRUCTIONS

10.1 - MESURE DE LA HAUTEUR DES CONSTRUCTIONS

La hauteur totale des constructions est mesurée à partir du point le plus bas du polygone d'implantation jusqu'au point le plus haut de la construction, les ouvrages techniques, aérogénérateurs, cheminées et autres superstructures exclus.

10. 2 – DISPOSITIONS APPLICABLES DANS TOUS LES SECTEURS

Habitation

La hauteur des constructions ne devra pas excéder R+1+c et maximum 9m au faîtage.

Autres vocations

La hauteur des constructions ne devra pas excéder 9m au faîtage.

10.3 - CAS PARTICULIERS

Des hauteurs de bâtiments projetées, supérieures à celles qui résultent de l'application de la règle définie ci-dessus pourront être autorisées :

- s'il s'agit de remplacer une construction existante d'une hauteur supérieure et dans la limite de cette hauteur,
- s'il s'agit d'un équipement public.

ARTICLE UB 11 : ASPECT EXTÉRIEUR

11.1 – INSERTION DANS L'ENVIRONNEMENT

Les constructions doivent présenter un aspect compatible avec le caractère ou l'intérêt des lieux avoisinants, des sites et des paysages naturels ou urbains.

Les volumes de la construction doivent demeurer simples.

Les constructions d'architectures étrangères à la région sont interdites.

Une architecture contemporaine et/ou bioclimatique pourra être admise sous réserve d'une parfaite intégration au site.

11.2 - CONSTRUCTIONS ANCIENNES

La restauration et/ou la modification des constructions anciennes (antérieures au milieu du XX^{ème} siècle) ne doivent pas être susceptibles de dénaturer leur aspect général et leur unité d'ensemble.

11.3 – ADAPTATION AU TERRAIN, REMBLAIS ET SOUBASSEMENTS

Sont autorisés exceptionnellement pour des raisons liées à la nature humide du sol ou aux difficultés de se raccorder au réseau public d'assainissement sous réserve :

- que la hauteur des soubassements n'excède pas 0,80m (hauteur prise entre le niveau du rez-de-chaussée et le niveau du sol naturel initial),
- qu'en cas de remblaiements, les pentes ne dépassent pas 25%.

Le soubassement doit résulter de la composition architecturale du bâtiment, avec des matériaux de parement et des ouverture d'aspect équivalent à ceux prévus pour l'ensemble de la façade.

24.11.2020
G2C environnement, G2C services publics et G2C territoires sont des marques commerciales de la SAS G2C ingénierie, filiale du Groupe Altereo.
Ce document est protégé suivant les termes de l'option A prévue à l'article 25 du CCAG PI du 16/10/2009

11.4 - TOITURES

L'ensemble des dispositions du présent paragraphe 11.4 ne s'appliquent pas en cas de réalisation de véranda ou de toitures végétalisées.

Les toitures à pan unique sont interdites sauf si elles concernent des bâtiments dont le faitage est implanté en limite séparative, à l'alignement ou accolé au bâtiment principal et si ces bâtiments présentent une surface de plancher inférieure à 20m² et une hauteur de 3,5m maximum au faîtage.

Les toitures des bâtiments principaux doivent être constituées d'un maximum de deux pentes supérieures à 40°. Elles doivent s'harmoniser avec la pente des toits des constructions environnantes.

- Les toitures terrasse sont autorisées à condition qu'elles fassent l'objet d'un traitement qui, par leur volume, les matériaux, les couleurs, et le traitement de l'acrotère, garantisse une bonne insertion dans le site, ces toitures terrasse peuvent être végétalisées ou non.

Les toitures des bâtiments d'habitation seront recouvertes :

- En secteur UB
  - par des matériaux ayant l'aspect de la tuile flammée, brun-rouge ou tuiles couleur anthracite ou ardoise,
- En secteur UBa
  - par des matériaux ayant l'aspect (forme et couleur) des tuiles traditionnelles bourguignonnes.

11.5- CAPTEURS SOLAIRES

Les capteurs devront avoir la même inclinaison que la toiture.

Ils seront disposés en harmonie avec la toiture.

Pour les constructions neuves, les panneaux devront être intégrés dans la toiture sans surépaisseur.

11.6 - FAÇADES

Matériaux

L'emploi à nu de matériaux préfabriqué est interdit.

Les matériaux ne présentant pas un aspect de finition suffisant doivent être recouverts d'un enduit ou d'un revêtement spécial de façade dont l'aspect architectural doit s'intégrer dans l'environnement urbain.

Les couvertures et bardages métalliques ne pourront être utilisés pour des bâtiments à usage d'habitation.

Couleurs

Les couleurs des matériaux de parement et des peintures extérieures doivent s'harmoniser entre elles et avec l'environnement de la construction.

Les couleurs des parements extérieurs des constructions doivent s'inscrire dans une gamme de tons beige, pierre ou ocre.

Le blanc pur, les tons vifs et brillants sont interdits.

11.7 – ANNEXES, DÉPENDANCES ET ÉLÉMENTS TECHNIQUES

Les annexes doivent être conçues en harmonie avec la construction principale.

11.8 - CLÔTURES

La hauteur totale des clôtures sur rue n'excédera pas 1,80 mètre.

A l'alignement de la voie les clôtures seront constituées :

G2C environnement, G2C services publics et G2C territoires sont des marques commerciales de la SAS G2C ingénierie, filiale du Groupe Altereo.
Ce document est protégé suivant les termes de l'option A prévue à l'article 25 du CCAG PI du 16/10/2009

- soit par un mur maçonné recouvert d'un enduit ou enduit à pierres vues,
- soit par un mur bahut surmonté d'une grille ou d'un barreaudage vertical simple – éventuellement doublé d'une haie. La hauteur du mur bahut ne devra pas excéder le tiers de la hauteur totale de la clôture.
- soit par une haie champêtre d'essences locales.

11.9 - CLAUSES PARTICULIÈRES

Exceptionnellement, les dispositions édictées par le présent article, relatives aux toitures et parements extérieurs pourront ne pas être imposées dans les cas suivants :

- extension d'un bâtiment existant, en cohérence avec celui-ci,
- projet dont l'intégration dans l'environnement architectural et urbain aura été particulièrement étudié,
- équipement public.

ARTICLE UB 12 : STATIONNEMENT

12.1 - GÉNÉRALITÉS

Au regard des dispositions prévues par l'article L123-1-13 du Code de l'urbanisme, il ne peut être exigé plus d'une aire de stationnement par logement lors de la construction de logements locatifs financés avec un prêt aidé par l'Etat.

Il est rappelé que les places de stationnement, publiques ou privées, doivent satisfaire aux caractéristiques techniques définies par l'accessibilité des personnes à mobilité réduite en application de la réglementation accessibilité et du PAVE.

12.2 - NORMES DE STATIONNEMENT APPLICABLES DANS TOUS LES SECTEURS SAUF UBA

Le stationnement des véhicules de toute nature correspondant aux besoins des constructions et installations nouvelles doit être assuré en dehors de la voie publique par la réalisation d'aires de stationnement sur le terrain propre à la construction.

Habitations

Il est exigé :

- 1 place par tranche de 50m² de surface de plancher entamée.
  - Dans le cas où plus d'une place de stationnement devrait être réalisée, au moins une des places devra être en surface et non couverte.

Autres constructions

Les autres vocations des constructions devront avoir un nombre de place correspondant aux besoins générés par la fréquentation.

12.3 – NORMES DE STATIONNEMENT APPLICABLES DANS LE SEUL SECTEUR UBA

Le stationnement des véhicules de toute nature correspondant aux besoins des constructions et installations nouvelles doit être assuré en dehors de la voie publique par la réalisation d'aires de stationnement sur le terrain propre à la construction.

24.11.2020
G2C environnement, G2C services publics et G2C territoires sont des marques commerciales de la SAS G2C ingénierie, filiale du Groupe Altereo.
Ce document est protégé suivant les termes de l'option A prévue à l'article 25 du CCAG PI du 16/10/2009

Habitations

Sauf en cas d'impossibilité technique justifiée, il est exigé pour les nouvelles constructions à usage d'habitation, les réhabilitations créant de nouveaux logements et les changements de destination à vocation d'habitation :

- 1 place par tranche de 80m² de surface de plancher entamée.

Autres constructions

Les autres vocations des constructions devront avoir un nombre de place correspondant aux besoins générés par la fréquentation.

12.3 - ADAPTATION DE LA RÈGLE

En cas d'impossibilité architecturale ou technique d'aménager sur le terrain de l'opération le nombre de places nécessaires au stationnement, le constructeur est autorisé à aménager sur un autre terrain situé à moins de 200 m du premier, les surfaces de stationnement qui lui font défaut, à condition qu'il apporte la preuve qu'il réalise ou fait réaliser lesdites places.

ARTICLE UB 13 : ESPACES LIBRES

Les plantations existantes à hautes tiges doivent être maintenues ou remplacées par des arbres d'essence locale.

Les aires de stockage doivent être masquées par des haies à feuillage persistant.

Les fonds de terrain doivent être traités en priorité pour garder leur aspect végétal.

Il est exigé le maintien d'au minimum 40% de la surface du terrain (unité foncière) en espace vert de pleine terre.

Dans les opérations d'ensemble :

- il sera planté sur les espaces collectifs, un arbre de haute tige par 100 m² de terrain d'assiette,
- 20% du terrain d'assiette de l'opération devront être réservés à des espaces aux aménagements paysagers.

Les espaces boisés classés, à conserver ou à créer, figurant au plan de zonage, sont soumis à la réglementation en vigueur (art. L130-1 du code de l'urbanisme). Le classement interdit tout changement d'affectation ou tout mode d'occupation du sol de nature à compromettre la conservation, la protection ou la création des boisements.

ARTICLE UB 14 : COEFFICIENT D'OCCUPATION DU SOL

Non réglementé.

ARTICLE UB 15 : OBLIGATIONS IMPOSÉES AUX CONSTRUCTIONS, TRAVAUX, INSTALLATIONS ET AMÉNAGEMENTS, EN MATIÈRE DE PERFORMANCES ÉNERGÉTIQUES ET ENVIRONNEMENTALES

Non réglementé

G2C environnement, G2C services publics et G2C territoires sont des marques commerciales de la SAS G2C ingénierie, filiale du Groupe Altereo.
Ce document est protégé suivant les termes de l'option A prévue à l'article 25 du CCAG PI du 16/10/2009

ARTICLE UB 16 : OBLIGATIONS IMPOSÉES AUX CONSTRUCTIONS, TRAVAUX, INSTALLATIONS ET AMÉNAGEMENTS, EN MATIÈRE D'INFRASTRUCTURES ET RÉSEAUX DE COMMUNICATIONS ÉLECTRONIQUES

Non réglementé

24.11.2020
G2C environnement, G2C services publics et G2C territoires sont des marques commerciales de la SAS G2C ingénierie, filiale du Groupe Altereo.
Ce document est protégé suivant les termes de l'option A prévue à l'article 25 du CCAG PI du 16/10/2009

CHAPITRE III - DISPOSITIONS APPLICABLES À LA ZONE UE

ARTICLE UE 1 : OCCUPATIONS ET UTILISATIONS DU SOL INTERDITES

1.1 - Dispositions applicables dans tous les secteurs

Sont interdits :

- les bâtiments à usage agricole,
- le stationnement isolé de caravanes ainsi que les terrains de camping ou de caravaning,
- les dépôts d'ordures ménagères et les résidus urbains,
- les constructions légères sans fondation à usage d'habitation,
- l'ouverture et l'exploitation de carrières,
- les hôtels, à l'exception du secteur UEh.

1.2 - Dispositions supplémentaires applicables dans le seul secteur UEa

Sont également interdites :

- Les installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation.

1.3 - Dispositions supplémentaires applicables dans le seul secteur UEc

Sont également interdits :

- Les commerces.

1.4 - Dispositions supplémentaires applicables dans le seul secteur UEh

Sont également interdits :

- Les constructions et installations à vocation de bureaux, d'artisanat, d'industrie et d'entrepôt.

1.5 - Disposition applicable dans la zone non aedificandi

Toutes installations ou occupations du sol sont interdites.

ARTICLE UE 2 : OCCUPATIONS ET UTILISATIONS DU SOL SOUMISES À DES CONDITIONS PARTICULIÈRES

2.1 - Dispositions applicables dans tous les secteurs

Sont admis sous condition :

- les constructions à usage d'habitation à condition qu'elles soient destinées à des personnes dont la présence permanente est nécessaire pour assurer le fonctionnement, la surveillance ou le gardiennage des entreprises. Dans ce cas, les constructions seront soit intégrées, soit accolées au bâtiment d'activités,

24.11.2020
G2C environnement, G2C services publics et G2C territoires sont des marques commerciales de la SAS G2C ingénierie, filiale du Groupe Altereo.
Ce document est protégé suivant les termes de l'option A prévue à l'article 25 du CCAG PI du 16/10/2009

- les dépôts, autres que ceux mentionnés à l'article UE1.1, à condition d'être masqués par des écrans de verdure ou des écrans maçonnés,
- les affouillements et exhaussements du sol à condition d'être liés aux travaux de construction, de voirie ou aux aménagements paysagers des espaces libres, et à condition de ne pas dépasser 0,50m par rapport au niveau de la voie ou, dans le cas des terrains situés en contrebas de la voie publique, 1 m par rapport au niveau du terrain naturel,
- les citernes de combustibles non enterrées doivent être implantées de manière à ne pas être visible depuis l'espace public.

2.2 - DISPOSITIONS SUPPLÉMENTAIRES APPLICABLES DANS LE SEUL SECTEUR UEa

En complément des dispositions générales, sont admis, sous condition :

- les constructions nouvelles, installations classées pour la protection de l'environnement soumises à déclaration ou non, à vocation industrielle, artisanale, commerciale, d'entrepôt et de bureau à condition :
  - d'être liées et nécessaires à une activité déjà présente dans la zone,
  - que les nuisances et dangers puissent être prévenus de façon satisfaisante et compatibles avec l'environnement urbain,
  - que les besoins en infrastructure de voirie et réseaux divers ne soient pas augmentés de façon significative,
  - que leur aspect architectural permette leur intégration dans le site urbain.
- les extensions des constructions existantes, installations classées pour la protection de l'environnement soumises à déclaration ou non à condition :
  - que les nuisances et dangers puissent être prévenus de façon satisfaisante et compatibles avec l'environnement urbain,
  - que les besoins en infrastructure de voirie et réseaux divers ne soient pas augmentés de façon significative,
  - que leur aspect architectural permette leur intégration dans le site urbain.

2.3 - DISPOSITIONS SUPPLÉMENTAIRES APPLICABLES DANS LE SEUL SECTEURS UEb

En complément des dispositions générales, sont admis, sous condition :

- les constructions, installations et extensions des constructions, installations classées pour la protection de l'environnement ou non, à vocation industrielle, artisanale, commerciale, d'entrepôt et de bureau à condition :
  - que les nuisances et dangers puissent être prévenus de façon satisfaisante et compatibles avec l'environnement urbain,
  - que les besoins en infrastructure de voirie et réseaux divers ne soient pas augmentés de façon significative,
  - que leur aspect architectural permette leur intégration dans le site urbain.

2.4- DISPOSITIONS SUPPLÉMENTAIRES APPLICABLES DANS LE SEUL SECTEUR UEc

En complément des dispositions générales et sous réserve d'être compatible avec les orientations d'aménagement et de programmation (pièce n°3), sont admis, sous condition :

- les constructions, installations et extensions des constructions, installations classées pour la protection de l'environnement ou non, à vocation industrielle, artisanale, d'entrepôt et de bureau à condition :

24.11.2020
G2C environnement, G2C services publics et G2C territoires sont des marques commerciales de la SAS G2C ingénierie, filiale du Groupe Altereo.
Ce document est protégé suivant les termes de l'option A prévue à l'article 25 du CCAG PI du 16/10/2009

- que les nuisances et dangers puissent être prévenus de façon satisfaisante et compatibles avec l'environnement urbain,
- que leur aspect architectural permette leur intégration dans le site urbain.

2.5 - DISPOSITIONS SUPPLÉMENTAIRES APPLICABLES DANS LE SEUL SECTEUR UEh

En complément des dispositions générales, sont admis, sous condition :

- les constructions, installations et extensions des constructions, installations classées pour la protection de l'environnement ou non, à vocation de commerce et d'hôtellerie à condition :
  - que les nuisances et dangers puissent être prévenus de façon satisfaisante et compatibles avec l'environnement urbain,
  - que les besoins en infrastructure de voirie et réseaux divers ne soient pas augmentés de façon significative,
  - que leur aspect architectural permette leur intégration dans le site urbain.

2.6 - SECTEURS AFFECTÉS PAR LE BRUIT EN BORDURE DES INFRASTRUCTURES BRUYANTES DE TRANSPORT TERRESTRE (PLAN EN ANNEXE)

Les constructions d'habitation autorisées dans la zone sont admises à condition qu'elles bénéficient d'un isolement acoustique conforme à la réglementation en vigueur.

ARTICLE UE 3 : ACCÈS ET VOIRIE

3.1 - ACCÈS

Pour être constructible un terrain doit avoir un accès à une voie publique ou privée, ouverte à la circulation et en état de viabilité.

La largeur de plate-forme des voies nouvelles publiques ou privées ouvertes à la circulation automobile, ne peut être inférieure à 8m. Cette règle ne s'applique pas à la voirie tertiaire.

3.2 - VOIRIE

Les voies privées doivent avoir des caractéristiques adaptées à l'approche du matériel de lutte contre l'incendie, de sécurité civile et d'enlèvement des ordures ménagères.

Les dimensions, formes et caractéristiques techniques des voies privées doivent être adaptées aux usages qu'elles supportent ou aux opérations qu'elles doivent desservir.

Les aménagements de voies, publiques ou privées doivent satisfaire aux caractéristiques techniques définies par l'accessibilité des personnes à mobilité réduite en application de la réglementation accessibilité et du PAVE.

ARTICLE UE 4 : DESSERTE PAR LES RÉSEAUX

4.1 - EAU POTABLE

Toute construction ou installation nouvelle qui, par sa destination, implique une utilisation d'eau potable, doit être obligatoirement alimentée par branchement à un réseau collectif de distribution sous pression présentant des caractéristiques suffisantes.

4.2 - EAUX USÉES

G2C environnement, G2C services publics et G2C territoires sont des marques commerciales de la SAS G2C ingénierie, filiale du Groupe Altereo.
Ce document est protégé suivant les termes de l'option A prévue à l'article 25 du CCAG PI du 16/10/2009

Le branchement à un réseau collectif d'assainissement de caractéristiques appropriées est obligatoire pour toute construction ou installation engendrant des eaux usées.

Toutefois, en l'absence d'un tel réseau ou en cas d'impossibilité technique grave de s'y raccorder, toutes les eaux usées devront être dirigées par des canalisations souterraines sur des dispositifs autonomes de traitement et d'évacuation conformes à la réglementation sanitaire et aux éventuelles contraintes particulières qui pourraient être imposées par les services compétents en fonction de la nature du sol ou du sous-sol.

Ces dispositifs devront être conçus de manière à pouvoir être mis hors circuit et la construction directement raccordée au réseau lorsqu'il sera réalisé.

Toute évacuation des eaux ménagères ou effluents non traités dans les fossés, cours d'eau et égouts pluviaux est interdite.

Les eaux résiduaires provenant des industries, des activités artisanales et commerciales seront, suivant la nature des effluents, soumises à un prétraitement avant d'être rejetées dans le réseau collectif d'assainissement.

4.3 - EAUX PLUVIALES

La gestion des eaux pluviales devra se faire de manière privilégiée sur la parcelle, mais lorsqu'il existe un réseau collectif apte à recueillir les eaux pluviales, les aménagements sur le terrain devront garantir leurs évacuations dans ce réseau.

4.4 - RÉSEAUX D'ÉLECTRICITÉ, TÉLÉPHONE, CÂBLE

Les branchements d'électricité et de téléphone en domaine privé doivent être réalisés en souterrain.

ARTICLE UE 5 : CARACTÉRISTIQUES DES TERRAINS

Non réglementé

ARTICLE UE 6 : IMPLANTATION DES CONSTRUCTIONS PAR RAPPORT AUX VOIES ET EMPRISES PUBLIQUES

6.1 - DISPOSITIONS APPLICABLES DANS TOUS LES SECTEURS SAUF UEc

Les constructions devront être édifiées en respectant un retrait de 10 m minimum par rapport à l'alignement.

6.2 - DISPOSITIONS APPLICABLES DANS LE SEUL SECTEUR UEc

Les constructions devront être édifiées en respectant un retrait minimal de 6m et maximal de 10m par rapport à l'alignement de la voie de desserte du/des lots.

Les marges de recul d'implantation des constructions par rapport aux axes de l'A6 et de la RN6 sont de 50 m, au vu de l'étude « entrée de ville » réalisée conformément aux dispositions du Code de l'urbanisme

6.3 - CAS PARTICULIERS

Les dispositions de l'article UE 6.1 pourront ne pas être imposées :

- En cas de reconstruction, une implantation à l'identique de l'implantation initiale pourra être imposée.
- pour des raisons d'harmonie, notamment pour tenir compte de l'implantation des constructions existantes ou projetées dans le parcellaire voisin, pour permettre l'amélioration des constructions existantes, ou pour des considérations énergétiques (ensoleillement),

G2C environnement, G2C services publics et G2C territoires sont des marques commerciales de la SAS G2C ingénierie, filiale du Groupe Altereo.
Ce document est protégé suivant les termes de l'option A prévue à l'article 25 du CCAG PI du 16/10/2009

- aux constructions à vocation d'équipements publics, d'infrastructure et ouvrages techniques qui peuvent s'implanter à l'alignement ou en respectant un recul minimal de 0,50m à condition de ne pas gêner la visibilité des usagers de la route.

ARTICLE UE 7 : IMPLANTATION DES CONSTRUCTIONS PAR RAPPORT AUX LIMITES SÉPARATIVES

7.1 - DISPOSITIONS APPLICABLES DANS TOUS LES SECTEURS SAUF UEc

Les constructions devront s'implanter :

- sur une ou plusieurs limites séparatives,
- ou en respectant un retrait de 5m minimum.

Un retrait de 10 mètres doit être respecté par rapport aux limites des Espaces Boisés Classés.

7.2 - DISPOSITIONS APPLICABLES DANS LE SEUL SECTEUR UEc

Pour les unités foncières dont la largeur est inférieure à 40m (au droit de la voie)

Les constructions devront s'implanter en respectant un retrait au moins égal à la demi-hauteur de la façade mesurée au point le plus haut moins 2m avec un minimum de 3m : **retrait ≥ ½ hauteur max -2m et ≥ 3m.**

Pour les unités foncières dont la largeur est supérieure à 40m (au droit de la voie)

Les constructions devront s'implanter en respectant un retrait au moins égal à la demi-hauteur de la façade mesurée au point le plus haut avec un minimum de 5m : **retrait ≥ ½ hauteur max -2m et ≥ 5m.**

7.3 - CAS PARTICULIERS

Les dispositions de l'article UE 7.1 ne s'appliquent pas aux constructions à vocation d'équipement public, d'infrastructure et ouvrage technique qui peuvent s'implanter en limite ou en respectant un retrait minimal de 0,50m.

Des dispositions différentes des dispositions générales ci-dessus pourront être autorisées ou imposées pour des raisons d'harmonie, notamment pour tenir compte de l'implantation des constructions existantes ou projetées dans le parcellaire voisin, pour permettre l'amélioration des constructions existantes, ou pour des considérations énergétiques (ensoleillement).

ARTICLE UE 8 : IMPLANTATION DES CONSTRUCTIONS LES UNES PAR RAPPORT AUX AUTRES SUR UNE MÊME PROPRIÉTÉ

8.1 - DISPOSITIONS APPLICABLES DANS TOUS LES SECTEURS SAUF UEc

Non réglementé.

8.2 - DISPOSITIONS APPLICABLES DANS LE SEUL SECTEUR UEc

La distance minimale entre deux constructions non contigües est de 6 m.

ARTICLE UE 9 : EMPRISE AU SOL

9.1 - DISPOSITIONS APPLICABLES DANS TOUS LES SECTEURS SAUF UEc

Non réglementé.

24.11.2020
G2C environnement, G2C services publics et G2C territoires sont des marques commerciales de la SAS G2C ingénierie, filiale du Groupe Altereo.
Ce document est protégé suivant les termes de l'option A prévue à l'article 25 du CCAG PI du 16/10/2009

9.2 - DISPOSITIONS APPLICABLES DANS LE SEUL SECTEUR UEc

L'emprise au sol des constructions est limitée à 50% de la surface du terrain (unité foncière).

Pour les constructions justifiant de performances énergétiques et les énergies renouvelables telles que définies dans le chapitre VIII du code de l'urbanisme, l'emprise au sol maximale pourra être portée à 60% de la surface du terrain (unité foncière).

ARTICLE UE 10 : HAUTEUR MAXIMALE DES CONSTRUCTIONS

10.1 - MESURE DE LA HAUTEUR DES CONSTRUCTIONS

La hauteur totale des constructions est mesurée à partir du point le plus bas du polygone d'implantation jusqu'au point le plus haut de la construction, les ouvrages techniques, aérogénérateurs, cheminées et autres superstructures exclus.

10.2 - HAUTEUR MAXIMALE

La hauteur des constructions ne devra pas excéder 12m au faîtage hors tout (sauf édicule technique) sauf dans la zone UEc.

10.3 - CAS PARTICULIERS

Des hauteurs de bâtiments projetées, supérieures à celles qui résultent de l'application de la règle définie ci-dessus pourront être autorisées :

- s'il s'agit de remplacer une construction existante d'une hauteur supérieure et dans la limite de cette hauteur,
- s'il s'agit d'un équipement public.

Dans la zone UEc, la hauteur des constructions ne devra pas excéder 16m au faîtage hors tout (sauf édicule technique)

ARTICLE UE 11 : ASPECT EXTÉRIEUR

11.1 - INSERTION DANS L'ENVIRONNEMENT

Les constructions doivent présenter un aspect compatible avec le caractère ou l'intérêt des lieux avoisinants, des sites et des paysages naturels ou urbains.

Les volumes de la construction doivent demeurer simples.

Les bâtiments devront être traités architecturalement sur leurs quatre côtés.

11.2 - TOITURES

Les matériaux de couverture doivent être mats et ne présenter aucune surface réfléchissante.

La réalisation de toitures végétalisées est autorisée.

Dispositions applicables à l'ensemble des secteurs sauf UEc

Les bâtiments seront, de préférence, bordés d'un acrotère en partie haute lorsque la pente des toitures sera inférieure à 20°.

Dispositions applicables en secteur UEc

La toiture sera marquée par un décroché vis-à-vis de la façade, léger ou plus prononcé (casquette, rive…)

24.11.2020
G2C environnement, G2C services publics et G2C territoires sont des marques commerciales de la SAS G2C ingénierie, filiale du Groupe Altereo.
Ce document est protégé suivant les termes de l'option A prévue à l'article 25 du CCAG PI du 16/10/2009

11.3- CAPTEURS SOLAIRES

Les capteurs devront être disposés en harmonie avec la toiture.

11.4 - FAÇADES

Matériaux

L'emploi à nu de matériaux préfabriqué est interdit.

Les matériaux ne présentant pas un aspect de finition suffisant doivent être recouverts d'un enduit ou d'un revêtement spécial de façade dont l'aspect architectural doit s'intégrer dans l'environnement urbain.

Les couvertures et bardages métalliques ne pourront être utilisés pour des bâtiments à usage d'habitation.

En secteur UEc, les façades en bois et murs végétaux sont acceptées.

Couleurs - Dispositions applicables à l'ensemble des secteurs sauf UEc

Les couleurs des matériaux de parement et des peintures extérieures doivent s'harmoniser entre elles et avec l'environnement de la construction.

Le blanc pur est interdit.

Les couvertures et bardages métalliques seront prélaqués et devront présenter un aspect mat.

Couleurs - Dispositions applicables en secteur UEc

Les couleurs seront choisies en harmonie avec l'environnement bâti, dans des tonalités plutôt sombres pour la masse principale, allant du gris au noir, en passant par les tonalités brunes, bordeaux.... Les matériaux naturels pourront garder leur coloris (bois…).

La couleur vive ou blanche peut être autorisée pour les menuiseries et les acrotères, bandeaux ou détails architecturaux, mais aussi pour certains pans de façades de surface réduite.

11.5 – ANNEXES, DÉPENDANCES ET ÉLÉMENTS TECHNIQUES

Les annexes doivent être conçues en harmonie avec la construction principale.

11.6 - CLÔTURES

Dans les secteurs UE, UEa, UEb et UEh

La hauteur totale des clôtures sur rue n'excédera pas 1,80 mètre et ne devra pas être susceptible de réduire la visibilité, ni d'occasionner de gêne pour la circulation.

A l'alignement de la voie les clôtures seront constituées :

- soit par une haie champêtre d'essences locales – éventuellement doublée de grillage à maille carrée ou rectangulaire. L'emploi de grillage mince à triple torsion est interdit.
- soit par un mur bahut et surmonté d'une grille ou d'un barreaudage vertical simple – éventuellement doublé d'une haie. La hauteur du mur bahut ne devra pas excéder le tiers de la hauteur totale de la clôture.

En cas d'absence de clôture sur rue, les espaces laissés visibles devront être paysagés.

Dans le secteur UEc

La clôture est obligatoire.

La hauteur totale des clôtures n'excédera pas 2.30 mètres.

La couleur des clôtures sera sombre mais le noir est interdit.

24.11.2020
G2C environnement, G2C services publics et G2C territoires sont des marques commerciales de la SAS G2C ingénierie, filiale du Groupe Altereo.
Ce document est protégé suivant les termes de l'option A prévue à l'article 25 du CCAG PI du 16/10/2009

L'attache au sol ne pourra comporter ni mur bahut, ni fondations. Les supports seront exclusivement métalliques, sans jambages.

Sur les voies de desserte, la clôture devra être de grande qualité esthétique.

Les différents dispositifs de comptage – coffrets, boite à lettres, indication de la raison sociale de l'entreprise – seront obligatoirement regroupés dans un « muret technique » à l'entrée du terrain dont l'esthétique et les dimensions devront être agréés par les services compétents.

Les clôtures liées à l'exploitation de l'autoroute A6 ne sont pas concernées par les règles édictées par le présent PLU.

11. 7 ZONES DE DÉPÔT

Zones de dépôts non couvertes

- Les zones de dépôt, de livraison, plein air ne pourront être situées en vue directe depuis les voies publiques.
- Leur vue sera obligatoirement masquée par des haies arbustives

ARTICLE UE 12 : STATIONNEMENT

12.1 - GÉNÉRALITÉS

Au regard des dispositions prévues par l'article L123-1-13 du Code de l'urbanisme, il ne peut être exigé plus d'une aire de stationnement par logement lors de la construction de logements locatifs financés avec un prêt aidé par l'Etat.

Il est rappelé que les places de stationnement, publiques ou privées, doivent satisfaire aux caractéristiques techniques définies par l'accessibilité des personnes à mobilité réduite en application de la réglementation accessibilité et du PAVE.

Le stationnement des véhicules de toute nature correspondant aux besoins des constructions et installations nouvelles doit être assuré en dehors de la voie publique par la réalisation d'aires de stationnement sur le terrain propre à la construction.

12.2 - NORMES DE STATIONNEMENT APPLICABLES DANS TOUS LES SECTEURS SAUF UEC

Les constructions devront avoir un nombre de place de stationnement correspondant aux besoins générés par la fréquentation.

12.3 – NORMES DE STATIONNEMENT APPLICABLES DANS LE SEUL SECTEUR UEC

Stationnement des véhicules légers

Les constructions devront avoir un nombre de place de stationnement correspondant aux besoins générés par la fréquentation.

Les aires de stationnement, hors circulations, seront traitées en matériaux perméables de type dalle gazon ou stabilisés ou tout autre matériaux permettant l'infiltration directe des eaux pluviales.

Stationnement des véhicules lourds et utilitaires

Il sera obligatoirement réalisé sur la parcelle privée, y compris pour les véhicules en attente pour lesquels un stationnement spécifique devra être aménagé.

24.11.2020
G2C environnement, G2C services publics et G2C territoires sont des marques commerciales de la SAS G2C ingénierie, filiale du Groupe Altereo.
Ce document est protégé suivant les termes de l'option A prévue à l'article 25 du CCAG PI du 16/10/2009

12.4 - ADAPTATION DE LA RÈGLE

En cas d'impossibilité architecturale ou technique d'aménager sur le terrain de l'opération le nombre de places nécessaires au stationnement, le constructeur est autorisé à aménager sur un autre terrain situé à moins de 200 m du premier, les surfaces de stationnement qui lui font défaut, à condition qu'il apporte la preuve qu'il réalise ou fait réaliser lesdites places.

ARTICLE UE 13 : ESPACES LIBRES

13.1 - DISPOSITIONS APPLICABLES DANS TOUS LES SECTEURS SAUF UEC

Il sera planté sur les aires de stationnement, un arbre de haute tige par 100 m² de terrain affecté à cet usage.

Les espaces laissés libres doivent être plantés à raison d'un arbre de haute tige, au minimum, par tranche de 100m² de terrain affecté à cet usage.

Les aires de stockage doivent être masquées par des haies à feuillage persistant.

Les fonds de terrain doivent être traités en priorité pour garder leur aspect végétal.

Il est exigé le maintien d'au minimum 20% de la surface du terrain (unité foncière) en espace vert de pleine terre.

- Cet objectif de 20% pourra être atteint par la réalisation de toitures végétalisées.

13.2 - DISPOSITIONS APPLICABLES DANS LE SEUL SECTEUR UEC

Les aires de stationnement de plus de 8 places devront être plantées d'au moins un arbre de haute tige de circonférence 13-20 minimum pour 4 places de stationnement.

Les arbres devront être plantés en pleine terre et des espaces libres aux abords devront être maintenus pour assurer leur développement dans des conditions satisfaisantes.

La proportion minimale d'espaces verts est fixée à 25% de la superficie du lot.

Les végétaux devront être sélectionnés parmi les végétaux représentatifs de la végétation spontanée du site et des écosystèmes de la région.

Tout espace non occupé par des bâtiments ou des surfaces revêtues devra obligatoirement être traités en espace vert.

Le traitement et le paysagement des marges de recul visées aux articles UE6.2 et UE7.1 devront faire l'objet d'une attention particulière.

Le nombre total d'arbres à grand développement doit correspondre à une unité pour 100m² de terrain non bâti.

D'une manière générale, les végétaux auront les caractéristiques minimales suivantes, lors de leur plantation :

- arbres de haute tige : 18-20 cm de circonférence mesuré à 1 m du sol et 2,5 m minimum sous frondaison,
- arbustes : 40/60 cm de hauteur.

ARTICLE UE 14 : COEFFICIENT D'OCCUPATION DU SOL

14.1 - DISPOSITIONS APPLICABLES DANS TOUS LES SECTEURS SAUF UEC

Non réglementé.

14.2 - DISPOSITIONS APPLICABLE DANS LE SEUL SECTEUR UEC

24.11.2020
G2C environnement, G2C services publics et G2C territoires sont des marques commerciales de la SAS G2C ingénierie, filiale du Groupe Altereo.
Ce document est protégé suivant les termes de l'option A prévue à l'article 25 du CCAG PI du 16/10/2009

Le coefficient d'occupation des sols autorise est de 1,5.

Toutefois, un dépassement du COS est autorisé, dans la limite de 0,3 pour les constructions remplissant des dispositions favorisant la performance énergétique et les énergies renouvelables telles que définies dans le chapitre VIII du code de l'urbanisme.

ARTICLE UE 15 : OBLIGATIONS IMPOSÉES AUX CONSTRUCTIONS, TRAVAUX, INSTALLATIONS ET AMÉNAGEMENTS, EN MATIÈRE DE PERFORMANCES ÉNERGÉTIQUES ET ENVIRONNEMENTALES

Non réglementé

ARTICLE UE 16 : OBLIGATIONS IMPOSÉES AUX CONSTRUCTIONS, TRAVAUX, INSTALLATIONS ET AMÉNAGEMENTS, EN MATIÈRE D'INFRASTRUCTURES ET RÉSEAUX DE COMMUNICATIONS ÉLECTRONIQUES

Non réglementé

G2C environnement, G2C services publics et G2C territoires sont des marques commerciales de la SAS G2C ingénierie, filiale du Groupe Altereo.
Ce document est protégé suivant les termes de l'option A prévue à l'article 25 du CCAG PI du 16/10/2009

TITRE III DISPOSITIONS APPLICABLES AUX ZONES À URBANISER

24.11.2020
G2C environnement, G2C services publics et G2C territoires sont des marques commerciales de la SAS G2C ingénierie, filiale du Groupe Altereo.
Ce document est protégé suivant les termes de l'option A prévue à l'article 25 du CCAG PI du 16/10/2009

CHAPITRE I - DISPOSITIONS APPLICABLES À LA ZONE 1AUh

ARTICLE 1AUh 1 : OCCUPATIONS ET UTILISATIONS DU SOL INTERDITES

DISPOSITIONS GÉNÉRALES

Sont interdits :

- les installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation,
- le stationnement de caravanes, visibles depuis l'espace public,
- les dépôts de toute nature, visibles depuis l'espace public,
- les constructions légères sans fondation à usage d'habitation,
- les constructions et installations nouvelles à vocation industrielle, agricole et d'entrepôt.

ARTICLE 1AUh 2 : OCCUPATIONS ET UTILISATIONS DU SOL SOUMISES À DES CONDITIONS PARTICULIÈRES

RAPPEL

En cas de division foncière et en application des dispositions de l'article R 123-10-1 du code de l'urbanisme, les constructions et installations sont autorisées à condition qu'elles respectent les dispositions des articles 3 à 14 à l'échelle de chaque terrain issu de la division et non à celle de l'unité foncière initiale.

2.1 - DISPOSITIONS GÉNÉRALES

Les constructions sont autorisées en zone 1AUh :

- pour le secteur du hameau des Bries : soit lors de la réalisation d'une opération d'aménagement d'ensemble, soit au fur et à mesure de la réalisation des équipements internes à la zone prévus par le projet d'aménagement et de développement durable et le règlement,
- pour le secteur de la Baillie : lors de la réalisation d'une opération d'aménagement d'ensemble respectant les orientations d'aménagement et de programmation et le règlement.

Toute opération d'aménagement ou de construction ne peut être autorisée que dans la mesure où :

- La capacité des dessertes en voiries et réseaux divers est suffisante pour desservir l'opération projetée,
- Elle est compatible avec les orientations d'aménagement et de programmation (pièce n°3) et le présent règlement.

Sont soumises à conditions particulières en secteur 1AUh, sous réserve du respect des dispositions édictées ci-avant :

- les constructions et installations artisanales, commerciales et de bureau, installations classées pour la protection de l'environnement soumises à déclaration ou non, à condition :
  - que les nuisances et dangers puissent être prévenus de façon satisfaisante eu égard à la vocation d'habitat de la zone,
  - et que leur aspect architectural permette leur intégration dans le site urbain.

24.11.2020
G2C environnement, G2C services publics et G2C territoires sont des marques commerciales de la SAS G2C ingénierie, filiale du Groupe Altereo.
Ce document est protégé suivant les termes de l'option A prévue à l'article 25 du CCAG PI du 16/10/2009

- les affouillements et exhaussements du sol à condition d'être liés aux travaux de construction, de voirie ou aux aménagements paysagers des espaces libres, et à condition de ne pas dépasser 1m par rapport au niveau de la voie. Cette règle ne s'applique pas aux terrains en pente ni aux fondations.

Sur l'ensemble de la zone, application de l'article L123-1-5-16° du Code de l'Urbanisme, où il est demandé la réalisation de 30 à 40% de logements aidés pour toute opération de plus de 30 logements.

2.2 – SECTEURS AFFECTÉS PAR LE BRUIT EN BORDURE DES INFRASTRUCTURES BRUYANTES DE TRANSPORT TERRESTRE (PLAN EN ANNEXE)

Les constructions d'habitation et équipements scolaires sont autorisées à condition qu'elles bénéficient d'un isolement acoustique conforme à la réglementation en vigueur.

ARTICLE 1AUh 3 : ACCÈS ET VOIRIE

3.1 - ACCÈS

Pour être constructible un terrain doit avoir un accès à une voie publique ou privée, ouverte à la circulation et en état de viabilité.

Les accès directs sur la RD48, RD319 ou la RD606 sont interdits.

3.2 - VOIRIE

Les voiries en impasses devront être aménagées dans leur partie terminale pour permettre aux véhicules de faire demi-tour. Cet aménagement devra être conçu pour consommer la moindre superficie tout en permettant une manœuvre simple.

Les aménagements de voies, publiques ou privées doivent satisfaire aux caractéristiques techniques définies par l'accessibilité des personnes à mobilité réduite en application de la réglementation accessibilité et du PAVE.

ARTICLE 1AUh 4 : DESSERTE PAR LES RÉSEAUX

4.1 - EAU POTABLE

Toute construction ou installation nouvelle qui, par sa destination, implique une utilisation d'eau potable, doit être obligatoirement alimentée par branchement à un réseau collectif de distribution sous pression présentant des caractéristiques suffisantes.

4.2 - EAUX USÉES

Le branchement à un réseau collectif d'assainissement de caractéristiques appropriées est obligatoire pour toute construction ou installation engendrant des eaux usées.

Toute évacuation des eaux ménagères ou effluents non traités dans les fossés, cours d'eau et égouts pluviaux est interdite.

4.3 - EAUX PLUVIALES

La gestion des eaux pluviales devra se faire de manière privilégiée sur la parcelle, mais lorsqu'il existe un réseau collectif apte à recueillir les eaux pluviales, les aménagements sur le terrain devront garantir leurs évacuations dans ce réseau.

G2C environnement, G2C services publics et G2C territoires sont des marques commerciales de la SAS G2C ingénierie, filiale du Groupe Altereo.
Ce document est protégé suivant les termes de l'option A prévue à l'article 25 du CCAG PI du 16/10/2009

4.4 - RÉSEAUX D'ÉLECTRICITÉ, TÉLÉPHONE, CÂBLE

Les branchements d'électricité et de téléphone en domaine privé doivent être réalisés en souterrain.

ARTICLE 1AUh 5 : CARACTÉRISTIQUES DES TERRAINS

Non réglementé

ARTICLE 1AUh 6 : IMPLANTATION DES CONSTRUCTIONS PAR RAPPORT AUX VOIES ET EMPRISES PUBLIQUES

6.1 - DISPOSITIONS GÉNÉRALES

Les constructions devront être édifiées :

- soit à l'alignement, sous réserve de ne pas entraver la sécurité des usagers de la route,
- soit en respectant un retrait de 3m minimum et 15m maximum par rapport à l'alignement.

6.2 - CAS PARTICULIERS

Les dispositions de l'article 1AUh 6.1 pourront ne pas être imposées :

- pour des raisons d'harmonie, notamment pour tenir compte de l'implantation des constructions existantes ou projetées dans le parcellaire voisin, pour permettre l'amélioration des constructions existantes, ou pour des considérations énergétiques (ensoleillement),
- aux constructions à vocation d'équipements publics, d'infrastructure et ouvrages techniques qui peuvent s'implanter à l'alignement ou en respectant un recul minimal de 0,50m à condition de ne pas gêner la visibilité des usagers de la route et sous réserve de la mise en place d'une protection physique de ces éléments.

ARTICLE 1AUh 7 : IMPLANTATION DES CONSTRUCTIONS PAR RAPPORT AUX LIMITES SÉPARATIVES

7.1 - DISPOSITIONS GÉNÉRALES

Les constructions devront s'implanter :

- sur une ou plusieurs limites séparatives,
- ou en respectant un retrait de 3m minimum.

7.2 - CAS PARTICULIERS

Les dispositions de l'article 1AUh 7.1 ne s'appliquent pas :

- aux constructions de moins de 20m² qui peuvent s'implanter en limite ou en respectant un retrait minimal de 0,50m,
- aux constructions à vocation d'équipement public, d'infrastructure et ouvrage technique qui peuvent s'implanter en limite ou en respectant un retrait minimal de 0,50m.

Des dispositions différentes des dispositions générales ci-dessus pourront être autorisées ou imposées pour des raisons d'harmonie, notamment pour tenir compte de l'implantation des constructions existantes ou projetées dans le parcellaire voisin, pour permettre l'amélioration des constructions existantes, ou pour des considérations énergétiques (ensoleillement).

24.11.2020
G2C environnement, G2C services publics et G2C territoires sont des marques commerciales de la SAS G2C ingénierie, filiale du Groupe Altereo.
Ce document est protégé suivant les termes de l'option A prévue à l'article 25 du CCAG PI du 16/10/2009

ARTICLE 1AUh 8 : IMPLANTATION DES CONSTRUCTIONS LES UNES PAR RAPPORT AUX AUTRES SUR UNE MÊME PROPRIÉTÉ

Non réglementé

ARTICLE 1AUh 9 : EMPRISE AU SOL

Commerce, artisanat, bureau

L'emprise au sol des constructions est limitée à 60% de la surface du terrain (unité foncière).

ARTICLE 1AUh 10 : HAUTEUR MAXIMALE DES CONSTRUCTIONS

10.1 - MESURE DE LA HAUTEUR DES CONSTRUCTIONS

La hauteur totale des constructions est mesurée à partir du point le plus bas du polygone d'implantation jusqu'au point le plus haut de la construction, les ouvrages techniques, aérogénérateurs, cheminées et autres superstructures exclus.

10.2 – DISPOSITIONS GÉNÉRALES

Habitation

La hauteur des constructions ne devra pas excéder R+1+c et maximum 9m au faîtage.

Autres vocations

La hauteur des constructions ne devra pas excéder 9m au faîtage.

10.3 - CAS PARTICULIERS

Des hauteurs de bâtiments projetées, supérieures à celles qui résultent de l'application de la règle définie ci-dessus pourront être autorisées :

- s'il s'agit de remplacer une construction existante d'une hauteur supérieure et dans la limite de cette hauteur,
- s'il s'agit d'un équipement public.

ARTICLE 1AUh 11 : ASPECT EXTÉRIEUR

11.1 – INSERTION DANS L'ENVIRONNEMENT

Les constructions doivent présenter un aspect compatible avec le caractère ou l'intérêt des lieux avoisinants, des sites et des paysages naturels ou urbains.

Les volumes de la construction doivent demeurer simples.

Les constructions d'architectures étrangères à la région sont interdites.

Une architecture contemporaine et/ou bioclimatique pourra être admise sous réserve d'une parfaite intégration au site.

11.2 – ADAPTATION AU TERRAIN, REMBLAIS ET SOUBASSEMENTS

Sont autorisés exceptionnellement pour des raisons liées à la nature humide du sol ou aux difficultés de se raccorder au réseau public d'assainissement sous réserve :

- que la hauteur des soubassements n'excède pas 0,80m (hauteur prise entre le niveau du rez-de-chaussée et le niveau du sol naturel initial),

24.11.2020
G2C environnement, G2C services publics et G2C territoires sont des marques commerciales de la SAS G2C ingénierie, filiale du Groupe Altereo.
Ce document est protégé suivant les termes de l'option A prévue à l'article 25 du CCAG PI du 16/10/2009

- qu'en cas de remblaiements, les pentes ne dépassent pas 25%.

Le soubassement doit résulter de la composition architecturale du bâtiment, avec des matériaux de parement et des ouverture d'aspect équivalent à ceux prévus pour l'ensemble de la façade.

11.3 – TOITURES

L'ensemble des dispositions du présent paragraphe 11.3 ne s'appliquent pas en cas de réalisation de véranda ou de toitures végétalisées.

Les toitures à pan unique sont interdites sauf si elles concernent des bâtiments dont le faitage est implanté en limite séparative, à l'alignement ou accolé au bâtiment principal et si ces bâtiments présentent une surface de plancher inférieure à 20m² et une hauteur de 3,5m maximum au faîtage.

Les toitures des bâtiments principaux doivent être constituées d'un maximum de deux pentes supérieures à 40°. Elles doivent s'harmoniser avec la pente des toits des constructions environnantes.

- Les toitures terrasse sont autorisées si elles représentent moins de 20% de la surface couverte.

Les toitures des bâtiments d'habitation seront recouvertes par des matériaux ayant l'aspect de la tuile flammée, brun-rouge.

11.4- CAPTEURS SOLAIRES

Les capteurs devront avoir la même inclinaison que la toiture.

Ils seront disposés en harmonie avec la toiture.

Pour les constructions neuves, les panneaux devront être intégrés dans la toiture sans surépaisseur..

11.5 - FAÇADES

Matériaux

L'emploi à nu de matériaux préfabriqué est interdit.

Les matériaux ne présentant pas un aspect de finition suffisant doivent être recouverts d'un enduit ou d'un revêtement spécial de façade dont l'aspect architectural doit s'intégrer dans l'environnement urbain.

Les couvertures et bardages métalliques ne pourront être utilisés pour des bâtiments à usage d'habitation.

Couleurs

Les couleurs des matériaux de parement et des peintures extérieures doivent s'harmoniser entre elles et avec l'environnement de la construction.

Les couleurs des parements extérieurs des constructions doivent s'inscrire dans une gamme de tons beige, pierre ou ocre.

Le blanc pur, les tons vifs et brillants sont interdits.

11.6 – ANNEXES, DÉPENDANCES ET ÉLÉMENTS TECHNIQUES

Les annexes doivent être conçues en harmonie avec la construction principale.

11.7 - CLÔTURES

La hauteur totale des clôtures sur rue n'excédera pas 1,80 mètre.

A l'alignement de la voie les clôtures seront constituées :

- soit par un mur maçonné recouvert d'un enduit ou enduit à pierres vues,

24.11.2020
G2C environnement, G2C services publics et G2C territoires sont des marques commerciales de la SAS G2C ingénierie, filiale du Groupe Altereo.
Ce document est protégé suivant les termes de l'option A prévue à l'article 25 du CCAG PI du 16/10/2009

- soit par un mur bahut surmonté d'une grille ou d'un barreaudage vertical simple – éventuellement doublé d'une haie. La hauteur du mur bahut ne devra pas excéder le tiers de la hauteur totale de la clôture.
- soit par une haie champêtre d'essences locales.

11.8 - CLAUSES PARTICULIÈRES

Exceptionnellement, les dispositions édictées par le présent article, relatives aux toitures et parements extérieurs pourront ne pas être imposées dans les cas suivants :

- projet dont l'intégration dans l'environnement architectural et urbain aura été particulièrement étudié,
- équipement public.

ARTICLE 1AUh 12 : STATIONNEMENT

12.1 - GÉNÉRALITÉS

Au regard des dispositions prévues par l'article L123-1-13 du Code de l'urbanisme, il ne peut être exigé plus d'une aire de stationnement par logement lors de la construction de logements locatifs financés avec un prêt aidé par l'Etat.

Il est rappelé que les places de stationnement, publiques ou privées, doivent satisfaire aux caractéristiques techniques définies par l'accessibilité des personnes à mobilité réduite en application de la réglementation accessibilité et du PAVE.

12.2 - NORMES DE STATIONNEMENT

Le stationnement des véhicules de toute nature correspondant aux besoins des constructions et installations nouvelles doit être assuré en dehors de la voie publique par la réalisation d'aires de stationnement sur le terrain propre à la construction.

Habitations

- Véhicules légers

  Il est exigé :

  - 1 place par tranche de 80m² de surface de plancher entamée.
    - Dans le cas où plus d'une place de stationnement devrait être réalisée, au moins une des places devra être en surface et non couverte.

  Pour les opérations de plus de 4 lots, il est exigé la réalisation d'au minimum une place visiteur sur l'espace commun.

- Deux roues non motorisés

  Pour les constructions de plus de 3 logements, il est exigé la réalisation d'un emplacement par logement dans un local ou espace aménagé et réservé à cet usage.
  Les locaux ou espaces affectés devront être faciles d'accès.

Autres constructions

- Véhicules légers

  Les autres vocations des constructions devront avoir un nombre de place correspondant aux besoins générés par la fréquentation.

- Deux roues non motorisés

24.11.2020
G2C environnement, G2C services publics et G2C territoires sont des marques commerciales de la SAS G2C ingénierie, filiale du Groupe Altereo.
Ce document est protégé suivant les termes de l'option A prévue à l'article 25 du CCAG PI du 16/10/2009

Pour les constructions de plus de 3 logements, il est exigé la réalisation d'un emplacement pour deux roues non motorisés par logement dans un local ou espace aménagé et réservé à cet usage. Les locaux ou espaces affectés devront être faciles d'accès.

12.3 – ADAPTATION DE LA RÈGLE

En cas d'impossibilité architecturale ou technique d'aménager sur le terrain de l'opération le nombre de places nécessaires au stationnement, le constructeur est autorisé à aménager sur un autre terrain situé à moins de 200 m du premier, les surfaces de stationnement qui lui font défaut, à condition qu'il apporte la preuve qu'il réalise ou fait réaliser lesdites places.

ARTICLE 1AUh 13 : ESPACES LIBRES

Des plantations d'arbres d'alignement d'essences locales seront implantées en des lieux significatifs sur les espaces communs créés.

Les plantations existantes à hautes tiges doivent être maintenues ou remplacées par des arbres d'essence locale.

Les aires de stationnement de surface doivent être plantées à raison d'un arbre de haute tige au moins par 100m² de terrain. La réalisation d'aires de stationnement non imperméabilisées est préconisée.

Les aires de stockage doivent être masquées par des haies à feuillage persistant.

Les fonds de terrain doivent être traités en priorité pour garder leur aspect végétal.

20% du terrain d'assiette de l'opération devront être réservés à des espaces verts communs (hors stationnement et voirie) aux aménagements paysagers.

A l'échelle de chaque construction, il est exigé le maintien d'au minimum 20% de la surface du terrain (unité foncière) en espace vert de pleine terre.

- Cet objectif pourra être atteint par la réalisation de toitures végétalisées.

ARTICLE 1AUh 14 : COEFFICIENT D'OCCUPATION DU SOL

Non réglementé.

ARTICLE 1AUh 15 : OBLIGATIONS IMPOSÉES AUX CONSTRUCTIONS, TRAVAUX, INSTALLATIONS ET AMÉNAGEMENTS, EN MATIÈRE DE PERFORMANCES ÉNERGÉTIQUES ET ENVIRONNEMENTALES

Non réglementé

ARTICLE 1AUh 16 : OBLIGATIONS IMPOSÉES AUX CONSTRUCTIONS, TRAVAUX, INSTALLATIONS ET AMÉNAGEMENTS, EN MATIÈRE D'INFRASTRUCTURES ET RÉSEAUX DE COMMUNICATIONS ÉLECTRONIQUES

Non réglementé

G2C environnement, G2C services publics et G2C territoires sont des marques commerciales de la SAS G2C ingénierie, filiale du Groupe Altereo.
Ce document est protégé suivant les termes de l'option A prévue à l'article 25 du CCAG PI du 16/10/2009

CHAPITRE II - DISPOSITIONS APPLICABLES À LA ZONE 1AUI

ARTICLE 1AUI 1 : OCCUPATIONS ET UTILISATIONS DU SOL INTERDITES

DISPOSITIONS GÉNÉRALES

Sont interdits :

- les installations classées pour la protection de l'environnement,
- le stationnement de caravanes, visibles depuis l'espace public, ainsi que les terrains de camping, de caravaning et les parcs résidentiels de loisirs,
- les dépôts de toute nature, visibles depuis l'espace public,
- les constructions légères sans fondation à usage d'habitation,
- les constructions et installations nouvelles à vocation artisanale, commerciale, industrielle, agricole ou forestière, de bureau, d'hôtel et d'entrepôt.

ARTICLE 1AUI 2 : OCCUPATIONS ET UTILISATIONS DU SOL SOUMISES À DES CONDITIONS PARTICULIÈRES

RAPPEL

En cas de division foncière et en application des dispositions de l'article R 123-10-1 du code de l'urbanisme, les constructions et installations sont autorisées à condition qu'elles respectent les dispositions des articles 3 à 14 à l'échelle de chaque terrain issu de la division et non à celle de l'unité foncière initiale.

2.1 - DISPOSITIONS GÉNÉRALES

Les constructions sont autorisées en zone 1AU soit lors de la réalisation d'une opération d'aménagement d'ensemble, soit au fur et à mesure de la réalisation des équipements internes à la zone prévus par le projet d'aménagement et de développement durable, les orientations d'aménagement et de programmation et le règlement.

Toute opération d'aménagement ou de construction ne peut être autorisée que dans la mesure où la capacité des dessertes en voiries et réseaux divers est suffisante pour desservir l'opération projetée.

Sont soumises à conditions particulières en secteur 1AUI, sous réserve du respect des dispositions édictées ci-avant :

- les affouillements et exhaussements du sol à condition d'être liés aux travaux de construction, de voirie ou aux aménagements paysagers des espaces libres, et à condition de ne pas dépasser 1m par rapport au niveau de la voie. Cette règle ne s'applique pas aux terrains en pente ni aux fondations.
- les constructions à usage d'habitation à condition qu'elles soient destinées à des personnes dont la présence permanente est nécessaire pour assurer le fonctionnement, la surveillance ou le gardiennage des infrastructures. Dans ce cas, les constructions seront soit intégrées, soit accolées au bâtiment.

24.11.2020
G2C environnement, G2C services publics et G2C territoires sont des marques commerciales de la SAS G2C ingénierie, filiale du Groupe Altereo.
Ce document est protégé suivant les termes de l'option A prévue à l'article 25 du CCAG PI du 16/10/2009

2.2 – SECTEURS AFFECTÉS PAR LE BRUIT EN BORDURE DES INFRASTRUCTURES BRUYANTES DE TRANSPORT TERRESTRE (PLAN EN ANNEXE)

Les constructions d'habitation et équipements scolaires sont autorisées à condition qu'elles bénéficient d'un isolement acoustique conforme à la réglementation en vigueur.

ARTICLE 1AUI 3 : ACCÈS ET VOIRIE

3.1 - ACCÈS

Pour être constructible un terrain doit avoir un accès à une voie publique ou privée, ouverte à la circulation et en état de viabilité.

Les accès directs sur la RD48, RD319 ou la RD606 sont interdits.

3.2 - VOIRIE

Les voiries en impasses devront être aménagées dans leur partie terminale pour permettre aux véhicules de faire demi-tour. Cet aménagement devra être conçu pour consommer la moindre superficie tout en permettant une manœuvre simple.

Les aménagements de voies, publiques ou privées doivent satisfaire aux caractéristiques techniques définies par l'accessibilité des personnes à mobilité réduite en application de la réglementation accessibilité et du PAVE.

ARTICLE 1AUI 4 : DESSERTE PAR LES RÉSEAUX

4.1 - EAU POTABLE

Toute construction ou installation nouvelle qui, par sa destination, implique une utilisation d'eau potable, doit être obligatoirement alimentée par branchement à un réseau collectif de distribution sous pression présentant des caractéristiques suffisantes.

4.2 - EAUX USÉES

Le branchement à un réseau collectif d'assainissement de caractéristiques appropriées est obligatoire pour toute construction ou installation engendrant des eaux usées.

Toute évacuation des eaux ménagères ou effluents non traités dans les fossés, cours d'eau et égouts pluviaux est interdite.

4.3 - EAUX PLUVIALES

La gestion des eaux pluviales devra se faire de manière privilégiée sur la parcelle, mais lorsqu'il existe un réseau collectif apte à recueillir les eaux pluviales, les aménagements sur le terrain devront garantir leurs évacuations dans ce réseau.

4.4 - RÉSEAUX D'ÉLECTRICITÉ, TÉLÉPHONE, CÂBLE

Les branchements d'électricité et de téléphone en domaine privé doivent être réalisés en souterrain.

ARTICLE 1AUI 5 : CARACTÉRISTIQUES DES TERRAINS

Non réglementé

24.11.2020
G2C environnement, G2C services publics et G2C territoires sont des marques commerciales de la SAS G2C ingénierie, filiale du Groupe Altereo.
Ce document est protégé suivant les termes de l'option A prévue à l'article 25 du CCAG PI du 16/10/2009

ARTICLE 1AUI 6 : IMPLANTATION DES CONSTRUCTIONS PAR RAPPORT AUX VOIES ET EMPRISES PUBLIQUES

Les constructions devront être édifiées à l'alignement ou en respectant un recul minimal de 0,50m à condition de ne pas gêner la visibilité des usagers de la route.

ARTICLE 1AUI 7 : IMPLANTATION DES CONSTRUCTIONS PAR RAPPORT AUX LIMITES SÉPARATIVES

Les constructions devront s'implanter en limite ou en respectant un retrait minimal de 0,50m.

ARTICLE 1AUI 8 : IMPLANTATION DES CONSTRUCTIONS LES UNES PAR RAPPORT AUX AUTRES SUR UNE MÊME PROPRIÉTÉ

Non réglementé

ARTICLE 1AUI 9 : EMPRISE AU SOL

Non réglementé

ARTICLE 1AUI 10 : HAUTEUR MAXIMALE DES CONSTRUCTIONS

Non réglementé

ARTICLE 1AUI 11 : ASPECT EXTÉRIEUR

Non réglementé

ARTICLE 1AUI 12 : STATIONNEMENT

Il est rappelé que les places de stationnement, publiques ou privées, doivent satisfaire aux caractéristiques techniques définies par l'accessibilité des personnes à mobilité réduite en application de la réglementation accessibilité et du PAVE.

ARTICLE 1AUI 13 : ESPACES LIBRES

Non réglementé

ARTICLE 1AUI 14 : COEFFICIENT D'OCCUPATION DU SOL

Non réglementé.

ARTICLE 1AUI 15 : OBLIGATIONS IMPOSÉES AUX CONSTRUCTIONS, TRAVAUX, INSTALLATIONS ET AMÉNAGEMENTS, EN MATIÈRE DE PERFORMANCES ÉNERGÉTIQUES ET ENVIRONNEMENTALES

Non réglementé

24.11.2020
G2C environnement, G2C services publics et G2C territoires sont des marques commerciales de la SAS G2C ingénierie, filiale du Groupe Altereo.
Ce document est protégé suivant les termes de l'option A prévue à l'article 25 du CCAG PI du 16/10/2009

ARTICLE 1AUI 16 : OBLIGATIONS IMPOSÉES AUX CONSTRUCTIONS, TRAVAUX, INSTALLATIONS ET AMÉNAGEMENTS, EN MATIÈRE D'INFRASTRUCTURES ET RÉSEAUX DE COMMUNICATIONS ÉLECTRONIQUES

Non réglementé

24.11.2020
G2C environnement, G2C services publics et G2C territoires sont des marques commerciales de la SAS G2C ingénierie, filiale du Groupe Altereo.
Ce document est protégé suivant les termes de l'option A prévue à l'article 25 du CCAG PI du 16/10/2009

CHAPITRE III - DISPOSITIONS APPLICABLES À LA ZONE 1AUs

ARTICLE 1AUs 1 : OCCUPATIONS ET UTILISATIONS DU SOL INTERDITES

DISPOSITIONS GÉNÉRALES

Sont interdits :

- les installations classées pour la protection de l'environnement,
- le stationnement de caravanes, visibles depuis l'espace public, ainsi que les terrains de camping, de caravaning et les parcs résidentiels de loisirs,
- les dépôts de toute nature, visibles depuis l'espace public,
- l'ouverture et l'exploitation de carrière,
- les constructions légères sans fondation à usage d'habitation,
- les constructions et installations nouvelles à vocation artisanale, commerciale, industrielle, agricole ou forestière, d'hôtel et d'entrepôt.

ARTICLE 1AUs 2 : OCCUPATIONS ET UTILISATIONS DU SOL SOUMISES À DES CONDITIONS PARTICULIÈRES

RAPPEL

En cas de division foncière et en application des dispositions de l'article R 123-10-1 du code de l'urbanisme, les constructions et installations sont autorisées à condition qu'elles respectent les dispositions des articles 3 à 14 à l'échelle de chaque terrain issu de la division et non à celle de l'unité foncière initiale.

DISPOSITIONS GÉNÉRALES

Les constructions sont autorisées en zone 1AU soit lors de la réalisation d'une opération d'aménagement d'ensemble, soit au fur et à mesure de la réalisation des équipements internes à la zone prévus par le projet d'aménagement et de développement durable, les orientations d'aménagement et de programmation et le règlement.

Toute opération d'aménagement ou de construction ne peut être autorisée que dans la mesure où la capacité des dessertes en voiries et réseaux divers est suffisante pour desservir l'opération projetée.

Sont soumises à conditions particulières en secteur 1AUs, sous réserve du respect des dispositions édictées ci-avant :

- les affouillements et exhaussements du sol à condition d'être liés aux travaux de construction, de voirie ou aux aménagements paysagers des espaces libres, et à condition de ne pas dépasser 1m par rapport au niveau de la voie. Cette règle ne s'applique pas aux terrains en pente ni aux fondations.
- les bureaux, les équipements et services publics ou d'intérêt collectif à condition d'être destinés à accueillir des fonctions hospitalières ou médicales.
- les constructions à usage d'habitation à condition qu'elles soient destinées à des personnes dont la présence permanente est nécessaire pour assurer le fonctionnement, la surveillance ou

24.11.2020
G2C environnement, G2C services publics et G2C territoires sont des marques commerciales de la SAS G2C ingénierie, filiale du Groupe Altereo.
Ce document est protégé suivant les termes de l'option A prévue à l'article 25 du CCAG PI du 16/10/2009

le gardiennage des infrastructures. Dans ce cas, les constructions seront soit intégrées, soit accolées au bâtiment.

24.11.2020
G2C environnement, G2C services publics et G2C territoires sont des marques commerciales de la SAS G2C ingénierie, filiale du Groupe Altereo.
Ce document est protégé suivant les termes de l'option A prévue à l'article 25 du CCAG PI du 16/10/2009

ARTICLE 1AUs 3 : ACCÈS ET VOIRIE

3.1 - ACCÈS

Pour être constructible un terrain doit avoir un accès à une voie publique ou privée, ouverte à la circulation et en état de viabilité.

Les accès directs sur la RD48, RD319 ou la RD606 sont interdits.

3.2 - VOIRIE

Les voiries en impasses devront être aménagées dans leur partie terminale pour permettre aux véhicules de faire demi-tour. Cet aménagement devra être conçu pour consommer la moindre superficie tout en permettant une manœuvre simple.

Les aménagements de voies, publiques ou privées doivent satisfaire aux caractéristiques techniques définies par l'accessibilité des personnes à mobilité réduite en application de la réglementation accessibilité et du PAVE.

ARTICLE 1AUs 4 : DESSERTE PAR LES RÉSEAUX

4.1 - EAU POTABLE

Toute construction ou installation nouvelle qui, par sa destination, implique une utilisation d'eau potable, doit être obligatoirement alimentée par branchement à un réseau collectif de distribution sous pression présentant des caractéristiques suffisantes.

4.2 - EAUX USÉES

Le branchement à un réseau collectif d'assainissement de caractéristiques appropriées est obligatoire pour toute construction ou installation engendrant des eaux usées.

Toutefois, en l'absence d'un tel réseau ou en cas d'impossibilité technique grave de s'y raccorder, toutes les eaux usées devront être dirigées par des canalisations souterraines sur des dispositifs autonomes de traitement et d'évacuation conformes à la réglementation sanitaire et aux éventuelles contraintes particulières qui pourraient être imposées par les services compétents en fonction de la nature du sol ou du sous-sol.

Ces dispositifs devront être conçus de manière à pouvoir être mis hors circuit et la construction directement raccordée au réseau lorsqu'il sera réalisé.

Toute évacuation des eaux ménagères ou effluents non traités dans les fossés, cours d'eau et égouts pluviaux est interdite.

4.3 - EAUX PLUVIALES

La gestion des eaux pluviales devra se faire de manière privilégiée sur la parcelle, mais lorsqu'il existe un réseau collectif apte à recueillir les eaux pluviales, les aménagements sur le terrain devront garantir leurs évacuations dans ce réseau.

4.4 - RÉSEAUX D'ÉLECTRICITÉ, TÉLÉPHONE, CÂBLE

Les branchements d'électricité et de téléphone en domaine privé doivent être réalisés en souterrain.

24.11.2020
G2C environnement, G2C services publics et G2C territoires sont des marques commerciales de la SAS G2C ingénierie, filiale du Groupe Altereo.
Ce document est protégé suivant les termes de l'option A prévue à l'article 25 du CCAG PI du 16/10/2009

ARTICLE 1AUs 5 : CARACTÉRISTIQUES DES TERRAINS

Non réglementé

ARTICLE 1AUs 6 : IMPLANTATION DES CONSTRUCTIONS PAR RAPPORT AUX VOIES ET EMPRISES PUBLIQUES

Les constructions devront être édifiées à l'alignement ou en respectant un recul minimal de 0,50m à condition de ne pas gêner la visibilité des usagers de la route.

ARTICLE 1AUs 7 : IMPLANTATION DES CONSTRUCTIONS PAR RAPPORT AUX LIMITES SÉPARATIVES

Les constructions devront s'implanter en limite ou en respectant un retrait minimal de 0,50m.

ARTICLE 1AUs 8 : IMPLANTATION DES CONSTRUCTIONS LES UNES PAR RAPPORT AUX AUTRES SUR UNE MÊME PROPRIÉTÉ

Non réglementé

ARTICLE 1AUs 9 : EMPRISE AU SOL

Non réglementé

ARTICLE 1AUs 10 : HAUTEUR MAXIMALE DES CONSTRUCTIONS

10.1 - Mesure de la hauteur des constructions

La hauteur totale des constructions est mesurée à partir du point le plus bas du polygone d'implantation jusqu'au point le plus haut de la construction, les ouvrages techniques, aérogénérateurs, cheminées et autres superstructures exclus.

10.2 – Dispositions générales

La hauteur des constructions ne devra pas excéder 9m au faîtage.

10.3 - Cas particuliers

Des hauteurs de bâtiments projetées, supérieures à celles qui résultent de l'application de la règle définie ci-dessus pourront être autorisées s'il s'agit d'un équipement public.

ARTICLE 1AUs 11 : ASPECT EXTÉRIEUR

11.1 – Insertion dans l'environnement

Les constructions doivent présenter un aspect compatible avec le caractère ou l'intérêt des lieux avoisinants, des sites et des paysages naturels ou urbains.

Les volumes de la construction doivent demeurer simples.

Les constructions d'architectures étrangères à la région sont interdites.

24.11.2020
G2C environnement, G2C services publics et G2C territoires sont des marques commerciales de la SAS G2C ingénierie, filiale du Groupe Altereo.
Ce document est protégé suivant les termes de l'option A prévue à l'article 25 du CCAG PI du 16/10/2009

Une architecture contemporaine et/ou bioclimatique pourra être admise sous réserve d'une parfaite intégration au site.

11.2 – ADAPTATION AU TERRAIN, REMBLAIS ET SOUBASSEMENTS

Sont autorisés exceptionnellement pour des raisons liées à la nature humide du sol ou aux difficultés de se raccorder au réseau public d'assainissement sous réserve :

- que la hauteur des soubassements n'excède pas 0,80m (hauteur prise entre le niveau du rez-de-chaussée et le niveau du sol naturel initial),
- qu'en cas de remblaiements, les pentes ne dépassent pas 25%.

Le soubassement doit résulter de la composition architecturale du bâtiment, avec des matériaux de parement et des ouverture d'aspect équivalent à ceux prévus pour l'ensemble de la façade.

11.3 – TOITURES

L'ensemble des dispositions du présent paragraphe 11.3 ne s'appliquent pas en cas de réalisation de toitures végétalisées.

Les toitures à pan unique sont interdites sauf si elles concernent des bâtiments dont le faitage est implanté en limite séparative, à l'alignement ou accolé au bâtiment principal et si ces bâtiments présentent une surface de plancher inférieure à 20m² et une hauteur de 3,5m maximum au faîtage.

Les toitures des bâtiments principaux doivent être constituées d'un maximum de deux pentes supérieures à 40°. Elles doivent s'harmoniser avec la pente des toits des constructions environnantes.

- Les toitures terrasse sont autorisées si elles représentent moins de 20% de la surface couverte.

Les toitures des bâtiments d'habitation seront recouvertes par des matériaux ayant l'aspect de la tuile flammée, brun-rouge.

11.4- CAPTEURS SOLAIRES

Les capteurs devront avoir la même inclinaison que la toiture.

Ils seront disposés en harmonie avec la toiture.

Pour les constructions neuves, les panneaux devront être intégrés dans la toiture sans surépaisseur..

11.5 - FAÇADES

Matériaux

L'emploi à nu de matériaux préfabriqué est interdit.

Les matériaux ne présentant pas un aspect de finition suffisant doivent être recouverts d'un enduit ou d'un revêtement spécial de façade dont l'aspect architectural doit s'intégrer dans l'environnement urbain.

Les couvertures et bardages métalliques ne pourront être utilisés pour des bâtiments à usage d'habitation.

Couleurs

Les couleurs des matériaux de parement et des peintures extérieures doivent s'harmoniser entre elles et avec l'environnement de la construction.

Les couleurs des parements extérieurs des constructions doivent s'inscrire dans une gamme de tons beige, pierre ou ocre.

Le blanc pur, les tons vifs et brillants sont interdits.

11.6 – ANNEXES, DÉPENDANCES ET ÉLÉMENTS TECHNIQUES

24.11.2020
G2C environnement, G2C services publics et G2C territoires sont des marques commerciales de la SAS G2C ingénierie, filiale du Groupe Altereo.
Ce document est protégé suivant les termes de l'option A prévue à l'article 25 du CCAG PI du 16/10/2009

Les annexes doivent être conçues en harmonie avec la construction principale.

11.7 - CLÔTURES

La hauteur totale des clôtures sur rue n'excédera pas 1,80 mètre.

A l'alignement de la voie les clôtures seront constituées :

- soit par un mur maçonné recouvert d'un enduit ou enduit à pierres vues,
- soit par un mur bahut surmonté d'une grille ou d'un barreaudage vertical simple – éventuellement doublé d'une haie. La hauteur du mur bahut ne devra pas excéder le tiers de la hauteur totale de la clôture.
- soit par une haie champêtre d'essences locales.

11.8 - CLAUSES PARTICULIÈRES

Exceptionnellement, les dispositions édictées par le présent article, relatives aux toitures et parements extérieurs pourront ne pas être imposées dans les cas suivants :

- projet dont l'intégration dans l'environnement architectural et urbain aura été particulièrement étudié,
- équipement public.

ARTICLE 1AUs 12 : STATIONNEMENT

12.1 - GÉNÉRALITÉS

Au regard des dispositions prévues par l'article L123-1-13 du Code de l'urbanisme, il ne peut être exigé plus d'une aire de stationnement par logement lors de la construction de logements locatifs financés avec un prêt aidé par l'Etat.

Il est rappelé que les places de stationnement, publiques ou privées, doivent satisfaire aux caractéristiques techniques définies par l'accessibilité des personnes à mobilité réduite en application de la réglementation accessibilité et du PAVE.

12.2 - NORMES DE STATIONNEMENT

Le stationnement des véhicules de toute nature correspondant aux besoins des constructions et installations nouvelles doit être assuré en dehors de la voie publique par la réalisation d'aires de stationnement sur le terrain propre à la construction.

Les opérations devront avoir un nombre de place correspondant aux besoins générés par la fréquentation.

12.3 – ADAPTATION DE LA RÈGLE

En cas d'impossibilité architecturale ou technique d'aménager sur le terrain de l'opération le nombre de places nécessaires au stationnement, le constructeur est autorisé à aménager sur un autre terrain situé à moins de 200 m du premier, les surfaces de stationnement qui lui font défaut, à condition qu'il apporte la preuve qu'il réalise ou fait réaliser lesdites places.

24.11.2020
G2C environnement, G2C services publics et G2C territoires sont des marques commerciales de la SAS G2C ingénierie, filiale du Groupe Altereo.
Ce document est protégé suivant les termes de l'option A prévue à l'article 25 du CCAG PI du 16/10/2009

ARTICLE 1AUs 13 : ESPACES LIBRES

Des plantations d'arbres d'alignement d'essences locales seront implantées en des lieux significatifs sur les espaces communs créés.

Les plantations existantes à hautes tiges doivent être maintenues ou remplacées par des arbres d'essence locale.

Les aires de stationnement de surface doivent être plantées à raison d'un arbre de haute tige au moins par 100m² de terrain. La réalisation d'aires de stationnement non imperméabilisées est préconisée.

Les aires de stockage doivent être masquées par des haies à feuillage persistant.

Il est exigé le maintien d'au minimum 20% de la surface du terrain (terrain d'assiette de l'opération) en espace vert de pleine terre.

- Cet objectif pourra être atteint par la réalisation de toitures végétalisées.

ARTICLE 1AUs 14 : COEFFICIENT D'OCCUPATION DU SOL

Non réglementé.

ARTICLE 1AUs 15 : OBLIGATIONS IMPOSÉES AUX CONSTRUCTIONS, TRAVAUX, INSTALLATIONS ET AMÉNAGEMENTS, EN MATIÈRE DE PERFORMANCES ÉNERGÉTIQUES ET ENVIRONNEMENTALES

Non réglementé

ARTICLE 1AUs 16 : OBLIGATIONS IMPOSÉES AUX CONSTRUCTIONS, TRAVAUX, INSTALLATIONS ET AMÉNAGEMENTS, EN MATIÈRE D'INFRASTRUCTURES ET RÉSEAUX DE COMMUNICATIONS ÉLECTRONIQUES

Non réglementé

G2C environnement, G2C services publics et G2C territoires sont des marques commerciales de la SAS G2C ingénierie, filiale du Groupe Altereo.
Ce document est protégé suivant les termes de l'option A prévue à l'article 25 du CCAG PI du 16/10/2009

TITRE IV. DISPOSITIONS APPLICABLES AUX ZONES AGRICOLES

24.11.2020
G2C environnement, G2C services publics et G2C territoires sont des marques commerciales de la SAS G2C ingénierie, filiale du Groupe Altereo.
Ce document est protégé suivant les termes de l'option A prévue à l'article 25 du CCAG PI du 16/10/2009

CHAPITRE UNIQUE - DISPOSITIONS APPLICABLES À LA ZONE A

ARTICLE A 1 : OCCUPATIONS ET UTILISATIONS DU SOL INTERDITES

1.1 - Dispositions générales

Sont interdites toutes les occupations et utilisations du sol non autorisées à l'article A2.

1.2 - Disposition complémentaire dans les secteurs soumis au risque inondation (secteurs trames en rouge ou en bleu au document graphique)

Les installations et occupations du sol interdites telles que définies dans le règlement du PPR.

ARTICLE A 2 : OCCUPATIONS ET UTILISATIONS DU SOL SOUMISES À DES CONDITIONS PARTICULIÈRES

2.1 Dispositions générales applicables dans tous les secteurs sauf Anc

Sont admises sous conditions :

- les constructions, installations et ouvrages, classés ou non pour la protection de l'environnement, à condition qu'ils soient liés et nécessaires à l'exploitation agricole,
- les constructions pour le logement des exploitants ou de leur personnel à condition qu'elles soient nécessaires à l'exploitation agricole (gardiennage) et qu'elles soient situées à moins de 50m des bâtiments d'exploitation.
- les constructions et installations liées aux équipements publics, d'intérêt collectif ou concourant aux missions de service public,
- les affouillements et exhaussements du sol à condition qu'ils soient rendus nécessaires pour la réalisation des occupations et des utilisations du sol admises dans la zone où s'ils sont directement liés à des équipements d'intérêt général, et à condition de ne pas dépasser 0,50m par rapport au niveau de la voie.

2.2 - Dispositions supplémentaires applicables dans le seul secteur Ah

Outre les dispositions du paragraphe 2.1, sont également admises sous conditions :

- dans le cadre d'une amélioration du confort de l'habitat existant non lié à une exploitation agricole, l'aménagement ou l'extension des constructions existantes à condition de respecter les dispositions des articles 3 à 13. Une seule extension sera admise au cours de la durée de validité du présent règlement.
- Les annexes aux constructions existantes à condition de respecter les dispositions des articles 3 à 13 et dans la limite d'une par unité foncière.

G2C environnement, G2C services publics et G2C territoires sont des marques commerciales de la SAS G2C ingénierie, filiale du Groupe Altereo.
Ce document est protégé suivant les termes de l'option A prévue à l'article 25 du CCAG PI du 16/10/2009

2.3 - DISPOSITIONS APPLICABLES DANS LE SEUL SECTEUR Anc

Sont seulement admises sous conditions :

- Les constructions et installations liées aux équipements publics, d'intérêt collectif ou concourant aux missions de service public.
- Les affouillements et exhaussements du sol à condition qu'ils soient rendus nécessaires pour la réalisation des occupations et des utilisations du sol admises dans la zone où s'ils sont directement liés à des équipements d'intérêt général.

2.4 - DISPOSITION COMPLÉMENTAIRE DANS LES SECTEURS SOUMIS AU RISQUE INONDATION (SECTEURS TRAMES EN ROUGE OU EN BLEU AU DOCUMENT GRAPHIQUE)

Les installations et occupations du sol doivent être conformes à la réglementation en vigueur sur les zones inondables telles que définies dans le règlement du PPR.

2.5 - SECTEURS AFFECTÉS PAR LE BRUIT EN BORDURE DES INFRASTRUCTURES BRUYANTES DE TRANSPORT TERRESTRE (PLAN EN ANNEXE)

Les constructions d'habitation et équipements scolaires à condition qu'elles bénéficient d'un isolement acoustique conforme à la réglementation en vigueur.

ARTICLE A 3 : ACCÈS ET VOIRIE

Pour être constructible, un terrain doit avoir un accès à une voie publique ou privée, ouverte à la circulation et en état de viabilité.

Les aménagements de voies, publiques ou privées doivent satisfaire aux caractéristiques techniques définies par l'accessibilité des personnes à mobilité réduite en application de la réglementation accessibilité et du PAVE.

ARTICLE A 4 : DESSERTE PAR LES RÉSEAUX

4.1 - EAU POTABLE

Toute construction ou installation nouvelle qui, par sa destination, implique une utilisation d'eau potable, doit être obligatoirement alimentée par branchement à un réseau collectif de distribution sous pression présentant des caractéristiques suffisantes.

4.2 - EAUX USÉES

Le branchement à un réseau collectif d'assainissement de caractéristiques appropriées est obligatoire pour toute construction ou installation engendrant des eaux usées.

Toutefois, en l'absence d'un tel réseau ou en cas d'impossibilité technique grave de s'y raccorder, toutes les eaux usées devront être dirigées par des canalisations souterraines sur des dispositifs autonomes de traitement et d'évacuation conformes à la réglementation sanitaire et aux éventuelles contraintes particulières qui pourraient être imposées par les services compétents en fonction de la nature du sol ou du sous-sol.

Ces dispositifs devront être conçus de manière à pouvoir être mis hors circuit et la construction directement raccordée au réseau lorsqu'il sera réalisé.

Toute évacuation des eaux ménagères ou effluents non traités dans les fossés, cours d'eau et égouts pluviaux est interdite.

24.11.2020
G2C environnement, G2C services publics et G2C territoires sont des marques commerciales de la SAS G2C ingénierie, filiale du Groupe Altereo.
Ce document est protégé suivant les termes de l'option A prévue à l'article 25 du CCAG PI du 16/10/2009

4.3 - EAUX PLUVIALES

La gestion des eaux pluviales devra se faire de manière privilégiée sur la parcelle, mais lorsqu'il existe un réseau collectif apte à recueillir les eaux pluviales, les aménagements sur le terrain devront garantir leurs évacuations dans ce réseau.

En l'absence de réseau ou en cas de réseau insuffisant, les aménagements nécessaires au libre écoulement des eaux pluviales (et éventuellement ceux visant la limitation des débits évacués de la propriété) sont à la charge exclusive du propriétaire qui doit réaliser les dispositifs adaptés à l'opération et au terrain.

4.4 - RÉSEAUX D'ÉLECTRICITÉ, TÉLÉPHONE, CÂBLE

Les branchements d'électricité et de téléphone en domaine privé doivent être réalisés en souterrain.

ARTICLE A 5 : CARACTÉRISTIQUES DES TERRAINS

En l'absence d'assainissement collectif, les caractéristiques des terrains doivent permettre la réalisation d'un système d'épuration autonome conforme à la réglementation en vigueur.

ARTICLE A 6 : IMPLANTATION DES CONSTRUCTIONS PAR RAPPORT AUX VOIES ET EMPRISES PUBLIQUES

6.1 - DISPOSITIONS APPLICABLES LE LONG DE L'A6 ET DE LA RN6

Les constructions doivent respecter les dispositions de l'article L.111-1-4 du Code de l'Urbanisme qui stipule, qu'en dehors des espaces urbanisés, les constructions ou installations sont interdites dans une bande de :

- 100m de part et d'autre de l'axe de l'A6,
- 75 m de part et d'autre de l'axe de la RN6.

Cette interdiction ne s'applique pas aux constructions ou installations liées ou nécessaires aux infrastructures routières, aux services publics exigeant la proximité immédiate des infrastructures routières, aux bâtiments d'exploitation agricole et aux réseaux d'intérêt public. Elle ne s'applique pas non plus à l'adaptation, au changement de destination, à la réfection ou à l'extension de constructions existantes.

6.2- DISPOSITIONS APPLICABLES LE LONG DES ROUTES DÉPARTEMENTALES

Hors agglomération, les constructions devront être édifiées en respectant un retrait de 25m de part et d'autre de l'axe de la RD48 (côté Branches), de l'axe de la RD319a et de la RD319 (du RD319a au RD19).

6.3 - DISPOSITIONS POUR LES AUTRES ROUTES ET VOIES

Dispositions générales

Les constructions devront être édifiées en respectant un retrait de 10m minimum par rapport à l'alignement.

Dispositions applicables dans le secteur Ah

Les constructions devront être édifiées en respectant un retrait de 5m minimum par rapport à l'alignement.

24.11.2020
G2C environnement, G2C services publics et G2C territoires sont des marques commerciales de la SAS G2C ingénierie, filiale du Groupe Altereo.
Ce document est protégé suivant les termes de l'option A prévue à l'article 25 du CCAG PI du 16/10/2009

6.4 - CAS PARTICULIERS

Les dispositions de l'article A 6.1 pourront ne pas être imposées :

- En cas de reconstruction, une implantation à l'identique de l'implantation initiale pourra être imposée,
- pour des raisons d'harmonie, notamment pour tenir compte de l'implantation des constructions existantes ou projetées dans le parcellaire voisin, pour permettre l'amélioration des constructions existantes, ou pour des considérations énergétiques (ensoleillement),
- aux constructions à vocation d'équipements publics, d'infrastructure et ouvrages techniques qui peuvent s'implanter à l'alignement ou en respectant un recul minimal de 0,50m à condition de ne pas gêner la visibilité des usagers de la route.

ARTICLE A 7 : IMPLANTATION DES CONSTRUCTIONS PAR RAPPORT AUX LIMITES SÉPARATIVES

7.1 - DISPOSITIONS GÉNÉRALES

Les constructions devront s'implanter :

- sur une ou plusieurs limites séparatives,
- ou en respectant un retrait de 3m minimum.

Un retrait de 10 mètres doit être respecté par rapport aux limites des Espaces Boisés Classés.

7.2 - CAS PARTICULIERS

Les dispositions de l'article A 7.1 ne s'appliquent pas aux constructions à vocation d'équipement public, d'infrastructure et ouvrage technique qui peuvent s'implanter en limite ou en respectant un retrait minimal de 0,50m.

Des dispositions différentes des dispositions générales ci-dessus pourront être autorisées ou imposées pour des raisons d'harmonie, notamment pour tenir compte de l'implantation des constructions existantes ou projetées dans le parcellaire voisin, pour permettre l'amélioration des constructions existantes, ou pour des considérations énergétiques (ensoleillement).

ARTICLE A 8 : IMPLANTATION DES CONSTRUCTIONS LES UNES PAR RAPPORT AUX AUTRES SUR UNE MÊME PROPRIÉTÉ

Non réglementé

ARTICLE A 9 : EMPRISE AU SOL

9.1 - DISPOSITIONS GÉNÉRALES APPLICABLES DANS TOUS LES SECTEURS SAUF Ah

Non réglementé

9.2 - DISPOSITIONS APPLICABLES DANS LE SEUL SECTEUR Ah

Extension des constructions

L'extension projetée ne pourra être supérieure à 50% de l'emprise au sol de la construction à la date d'opposabilité du présent règlement.

24.11.2020
G2C environnement, G2C services publics et G2C territoires sont des marques commerciales de la SAS G2C ingénierie, filiale du Groupe Altereo.
Ce document est protégé suivant les termes de l'option A prévue à l'article 25 du CCAG PI du 16/10/2009

Annexes

Les annexes ne pourront dépasser 20m² d'emprise au sol.

ARTICLE A 10 : HAUTEUR MAXIMALE DES CONSTRUCTIONS

10.1 - MESURE DE LA HAUTEUR DES CONSTRUCTIONS

La hauteur totale des constructions est mesurée à partir du point le plus bas du polygone d'implantation jusqu'au point le plus haut de la construction, les ouvrages techniques, aérogénérateurs, cheminées et autres superstructures exclus.

10. 2 – DISPOSITIONS GÉNÉRALES APPLICABLES DANS TOUS LES SECTEURS SAUF AH

La hauteur des constructions ne doit pas excéder 12m au faîtage.

- Toutefois, si l'activité abritée nécessite une hauteur supérieure à la limite édictée, celle-ci pourra être dépassée sous réserve de justifications techniques.

10.3 - DISPOSITIONS APPLICABLES LE SEUL SECTEUR Ah

La hauteur des constructions ne devra pas excéder R+1+c et maximum 9m au faîtage.

10.4 - CAS PARTICULIERS

Des hauteurs de bâtiments projetées, supérieures à celles qui résultent de l'application de la règle définie ci-dessus pourront être autorisées :

- s'il s'agit de remplacer une construction existante d'une hauteur supérieure et dans la limite de cette hauteur,
- s'il s'agit d'un équipement public.

ARTICLE A 11 : ASPECT EXTÉRIEUR

11.1 – INSERTION DANS L'ENVIRONNEMENT

Les constructions doivent présenter un aspect compatible avec le caractère ou l'intérêt des lieux avoisinants, des sites et des paysages naturels ou urbains.

Les volumes de la construction doivent demeurer simples.

Les constructions d'architectures étrangères à la région sont interdites.

11.2 - CONSTRUCTIONS ANCIENNES

La restauration et/ou la modification des constructions anciennes (antérieures au milieu du XX^{ème} siècle) ne doivent pas être susceptibles de dénaturer leur aspect général et leur unité d'ensemble.

11.3 – ADAPTATION AU TERRAIN, REMBLAIS ET SOUBASSEMENTS

Sont autorisés exceptionnellement pour des raisons liées à la nature humide du sol ou aux difficultés de se raccorder au réseau public d'assainissement sous réserve :

- que la hauteur des soubassements n'excède pas 0,80m (hauteur prise entre le niveau du rez-de-chaussée et le niveau du sol naturel initial),
- qu'en cas de remblaiements, les pentes ne dépassent pas 25%.

24.11.2020
G2C environnement, G2C services publics et G2C territoires sont des marques commerciales de la SAS G2C ingénierie, filiale du Groupe Altereo.
Ce document est protégé suivant les termes de l'option A prévue à l'article 25 du CCAG PI du 16/10/2009

Le soubassement doit résulter de la composition architecturale du bâtiment, avec des matériaux de parement et des ouverture d'aspect équivalent à ceux prévus pour l'ensemble de la façade.

11.4 - TOITURES

L'ensemble des dispositions du présent paragraphe 11.4 ne s'appliquent pas en cas de réalisation de véranda ou de toitures végétalisées.

En secteur A

Les bâtiments seront, de préférence, bordés d'un acrotère en partie haute lorsque la pente des toitures sera inférieure à 20°.

Les matériaux de couverture doivent être mats et ne présenter aucune surface réfléchissante.

La réalisation de toitures végétalisées est autorisée.

En secteur Ah

Les toitures à pan unique sont interdites sauf si elles concernent des bâtiments dont le faitage est implanté en limite séparative, à l'alignement ou accolé au bâtiment principal et si ces bâtiments présentent une surface de plancher inférieure à 20m² et une hauteur de 3,5m maximum au faîtage.

Les toitures des bâtiments principaux doivent être constituées d'un maximum de deux pentes supérieures à 40°. Elles doivent s'harmoniser avec la pente des toits des constructions environnantes.

- Les toitures terrasse sont autorisées si elles représentent moins de 20% de la surface couverte.

Les toitures des bâtiments d'habitation seront recouvertes par des matériaux ayant l'aspect de la tuile flammée, brun-rouge.

11.5- CAPTEURS SOLAIRES

Les capteurs devront avoir la même inclinaison que la toiture.

Ils seront disposés en harmonie avec la toiture.

Pour les constructions neuves, les panneaux devront être intégrés dans la toiture sans surépaisseur.

11.6 - FAÇADES

Matériaux

L'emploi à nu de matériaux préfabriqué est interdit.

Les matériaux ne présentant pas un aspect de finition suffisant doivent être recouverts d'un enduit ou d'un revêtement spécial de façade dont l'aspect architectural doit s'intégrer dans l'environnement urbain.

Les couvertures et bardages métalliques ne pourront être utilisés pour des bâtiments à usage d'habitation.

Couleurs

Les couleurs des matériaux de parement et des peintures extérieures doivent s'harmoniser entre elles et avec l'environnement de la construction.

Le blanc pur, les tons vifs et brillants sont interdits.

- Disposition complémentaire en secteur Ah :
  - Les couleurs des parements extérieurs des constructions doivent s'inscrire dans une gamme de tons beige, pierre ou ocre.

11.7 - ANNEXES, DÉPENDANCES ET ÉLÉMENTS TECHNIQUES

Les annexes doivent être conçues en harmonie avec la construction principale.

24.11.2020
G2C environnement, G2C services publics et G2C territoires sont des marques commerciales de la SAS G2C ingénierie, filiale du Groupe Altereo.
Ce document est protégé suivant les termes de l'option A prévue à l'article 25 du CCAG PI du 16/10/2009

11.8 - CLÔTURES

En secteur A

Non réglementé

En secteur Ah

La hauteur totale des clôtures sur rue n'excédera pas 1,80 mètre.

A l'alignement de la voie les clôtures seront constituées :

- soit par un mur maçonné recouvert d'un enduit ou enduit à pierres vues,
- soit par un mur bahut surmonté d'une grille ou d'un barreaudage vertical simple – éventuellement doublé d'une haie. La hauteur du mur bahut ne devra pas excéder le tiers de la hauteur totale de la clôture.
- soit par une haie champêtre d'essences locales.

11.9 - CLAUSES PARTICULIÈRES

Exceptionnellement, les dispositions édictées par le présent article, relatives aux toitures et parements extérieurs pourront ne pas être imposées dans les cas suivants :

- projet dont l'intégration dans l'environnement architectural et urbain aura été particulièrement étudié,
- équipement public.

ARTICLE A 12 : STATIONNEMENT

Le stationnement des véhicules correspondant aux besoins des constructions et installations doit être réalisé en dehors des voies publiques. Les manœuvres des véhicules ne doivent pas gêner l'écoulement du trafic des voies environnantes.

Il est rappelé que les places de stationnement, publiques ou privées, doivent satisfaire aux caractéristiques techniques définies par l'accessibilité des personnes à mobilité réduite en application de la réglementation accessibilité et du PAVE.

ARTICLE A 13 : ESPACES LIBRES

Des écrans de verdure masqueront les dépôts de toute nature.

Tout terrain recevant une construction doit être planté.

Les plantations doivent être d'essences locales et variée.

L'environnement immédiat des bâtiments agricoles doit être planté de haies ou de bosquets pour assurer l'intégration dans le paysage.

Les espaces boisés classés, à conserver ou à créer, figurant au plan de zonage, sont soumis à la réglementation en vigueur (art. L130-1 du code de l'urbanisme). Le classement interdit tout changement d'affectation ou tout mode d'occupation du sol de nature à compromettre la conservation, la protection ou la création des boisements.

24.11.2020
G2C environnement, G2C services publics et G2C territoires sont des marques commerciales de la SAS G2C ingénierie, filiale du Groupe Altereo.
Ce document est protégé suivant les termes de l'option A prévue à l'article 25 du CCAG PI du 16/10/2009

ARTICLE A 14 : COEFFICIENT D'OCCUPATION DU SOL

Non réglementé.

ARTICLE A 15 : OBLIGATIONS IMPOSÉES AUX CONSTRUCTIONS, TRAVAUX, INSTALLATIONS ET AMÉNAGEMENTS, EN MATIÈRE DE PERFORMANCES ÉNERGÉTIQUES ET ENVIRONNEMENTALES

Non réglementé

ARTICLE A 16 : OBLIGATIONS IMPOSÉES AUX CONSTRUCTIONS, TRAVAUX, INSTALLATIONS ET AMÉNAGEMENTS, EN MATIÈRE D'INFRASTRUCTURES ET RÉSEAUX DE COMMUNICATIONS ÉLECTRONIQUES

Non réglementé

G2C environnement, G2C services publics et G2C territoires sont des marques commerciales de la SAS G2C ingénierie, filiale du Groupe Altereo.
Ce document est protégé suivant les termes de l'option A prévue à l'article 25 du CCAG PI du 16/10/2009

TITRE V. DISPOSITIONS APPLICABLES AUX ZONES NATURELLES

24.11.2020
G2C environnement, G2C services publics et G2C territoires sont des marques commerciales de la SAS G2C ingénierie, filiale du Groupe Altereo.
Ce document est protégé suivant les termes de l'option A prévue à l'article 25 du CCAG PI du 16/10/2009

CHAPITRE UNIQUE - DISPOSITIONS APPLICABLES À LA ZONE N

ARTICLE N 1 : OCCUPATIONS ET UTILISATIONS DU SOL INTERDITES

1.1 - DISPOSITIONS GÉNÉRALES APPLICABLES DANS TOUS LES SECTEURS SAUF Np

Sont interdits tous les modes d'occupation ou d'utilisation du sol autre que ceux énumérés à l'article N 2.1 et suivants.

1.2 -DISPOSITIONS COMPLÉMENTAIRE DANS LES SECTEURS SOUMIS AU RISQUE INONDATION (SECTEURS TRAMES EN ROUGE OU EN BLEU AU DOCUMENT GRAPHIQUE)

Les installations et occupations du sol interdites telles que définies dans le règlement du PPR.

1.3 - DISPOSITIONS APPLICABLES DANS LE SEUL SECTEUR Np

Sont interdits tous les modes d'occupation ou d'utilisation du sol.

ARTICLE N 2 : OCCUPATIONS ET UTILISATIONS DU SOL SOUMISES À DES CONDITIONS PARTICULIÈRES

2.1 DISPOSITIONS GÉNÉRALES APPLICABLES DANS TOUS LES SECTEURS

Sont admis sous condition :

- les constructions et installations à condition qu'elles soient liées aux équipements publics, d'intérêt collectif ou concourant aux missions de service public,
- les affouillements et exhaussements du sol à condition qu'ils soient rendus nécessaires pour la réalisation des occupations et des utilisations du sol admises dans la zone où s'ils sont directement liés à des équipements d'intérêt général, et à condition de ne pas dépasser 0,50m par rapport au niveau de la voie,
- les constructions, installations et ouvrages à condition d'être nécessaires à la gestion forestière.

2.2 - DISPOSITIONS SUPPLÉMENTAIRES APPLICABLES DANS LE SEUL SECTEUR Nh

Outre les dispositions du paragraphe 2.1, sont également admises sous conditions :

- dans le cadre d'une amélioration du confort de l'habitat existant, l'aménagement ou l'extension des constructions existantes à condition de respecter les dispositions des articles 3 à 13. Une seule extension sera admise au cours de la durée de validité du présent règlement,
- les annexes aux constructions existantes à condition de respecter les dispositions des articles 3 à 13 et dans la limite d'une par unité foncière,
- le changement d'affectation des bâtiments existants pour une vocation d'habitation à condition :
  - de ne pas engendrer de nuisances pour le voisinage,
  - que les besoins en voiries et réseaux ne soient pas augmentés de manière significative,
  - de ne pas induire une augmentation du trafic routier.

24.11.2020
G2C environnement, G2C services publics et G2C territoires sont des marques commerciales de la SAS G2C ingénierie, filiale du Groupe Altereo.
Ce document est protégé suivant les termes de l'option A prévue à l'article 25 du CCAG PI du 16/10/2009

2.3 - DISPOSITIONS SUPPLÉMENTAIRES APPLICABLES DANS LE SEUL SECTEUR Na

Outre les dispositions du paragraphe 2.1, sont également admises sous conditions :

- l'aménagement ou l'extension des constructions à vocation commerciale existantes à condition de respecter les dispositions des articles 3 à 13. Une seule extension sera admise au cours de la durée de validité du présent règlement,
- les citernes de combustible non enterrées à condition de ne pas être visible depuis l'espace public.

2.4 - DISPOSITIONS SUPPLÉMENTAIRES APPLICABLES DANS LE SEUL SECTEUR Ns

Outre les dispositions du paragraphe 2.1, sont également admises sous conditions :

- l'aménagement ou l'extension des constructions à vocation médicale et hospitalière existantes.

2.4 – DISPOSITIONS SUPPLÉMENTAIRES DANS LES SECTEURS AFFECTÉS PAR LE BRUIT EN BORDURE DES INFRASTRUCTURES BRUYANTES DE TRANSPORT TERRESTRE (PLAN EN ANNEXE)

Les constructions d'équipements scolaires sont admises à condition qu'elles bénéficient d'un isolement acoustique conforme à la réglementation en vigueur.

2.5 – DISPOSITIONS SUPPLÉMENTAIRES DANS LES SECTEURS SOUMIS AU RISQUE INONDATION (SECTEURS TRAMES EN ROUGE OU EN BLEU AU DOCUMENT GRAPHIQUE)

Les installations et occupations du sol doivent être conformes à la réglementation en vigueur sur les zones inondables telles que définies dans le règlement du PPR.

ARTICLE N 3 : ACCÈS ET VOIRIE

Pour être constructible, un terrain doit avoir un accès à une voie publique ou privée, ouverte à la circulation et en état de viabilité.

Les aménagements de voies, publiques ou privées doivent satisfaire aux caractéristiques techniques définies par l'accessibilité des personnes à mobilité réduite en application de la réglementation accessibilité et du PAVE.

ARTICLE N 4 : DESSERTE PAR LES RÉSEAUX

4.1 - EAU POTABLE

Toute construction ou installation nouvelle qui, par sa destination, implique une utilisation d'eau potable, doit être obligatoirement alimentée par branchement à un réseau collectif de distribution sous pression présentant des caractéristiques suffisantes.

4.2 - EAUX USÉES

Le branchement à un réseau collectif d'assainissement de caractéristiques appropriées est obligatoire pour toute construction ou installation engendrant des eaux usées.

Toutefois, en l'absence d'un tel réseau ou en cas d'impossibilité technique grave de s'y raccorder, toutes les eaux usées devront être dirigées par des canalisations souterraines sur des dispositifs autonomes de traitement et d'évacuation conformes à la réglementation sanitaire et aux éventuelles contraintes particulières qui pourraient être imposées par les services compétents en fonction de la nature du sol ou du sous-sol.

24.11.2020
G2C environnement, G2C services publics et G2C territoires sont des marques commerciales de la SAS G2C ingénierie, filiale du Groupe Altereo.
Ce document est protégé suivant les termes de l'option A prévue à l'article 25 du CCAG PI du 16/10/2009

Ces dispositifs devront être conçus de manière à pouvoir être mis hors circuit et la construction directement raccordée au réseau lorsqu'il sera réalisé.

Toute évacuation des eaux ménagères ou effluents non traités dans les fossés, cours d'eau et égouts pluviaux est interdite.

4.3 - EAUX PLUVIALES

La gestion des eaux pluviales devra se faire de manière privilégiée sur la parcelle, mais lorsqu'il existe un réseau collectif apte à recueillir les eaux pluviales, les aménagements sur le terrain devront garantir leurs évacuations dans ce réseau.

En l'absence de réseau ou en cas de réseau insuffisant, les aménagements nécessaires au libre écoulement des eaux pluviales (et éventuellement ceux visant la limitation des débits évacués de la propriété) sont à la charge exclusive du propriétaire qui doit réaliser les dispositifs adaptés à l'opération et au terrain.

4.4 - RÉSEAUX D'ÉLECTRICITÉ, TÉLÉPHONE, CÂBLE

Les branchements d'électricité et de téléphone en domaine privé doivent être réalisés en souterrain.

ARTICLE N 5 : CARACTÉRISTIQUES DES TERRAINS

En l'absence d'assainissement collectif, les caractéristiques des terrains doivent permettre la réalisation d'un système d'épuration autonome conforme à la réglementation en vigueur.

ARTICLE N 6 : IMPLANTATION DES CONSTRUCTIONS PAR RAPPORT AUX VOIES ET EMPRISES PUBLIQUES

6.1 - DISPOSITIONS APPLICABLES LE LONG DE L'A6 ET DE LA RN6

Les constructions doivent respecter les dispositions de l'article L.111-1-4 du Code de l'Urbanisme qui stipule, qu'en dehors des espaces urbanisés, les constructions ou installations sont interdites dans une bande de :

- 100m de part et d'autre de l'axe de l'A6,
- 75 m de part et d'autre de l'axe de la RN6.

Cette interdiction ne s'applique pas aux constructions ou installations liées ou nécessaires aux infrastructures routières, aux services publics exigeant la proximité immédiate des infrastructures routières, aux bâtiments d'exploitation agricole et aux réseaux d'intérêt public. Elle ne s'applique pas non plus à l'adaptation, au changement de destination, à la réfection ou à l'extension de constructions existantes.

6.3- DISPOSITIONS APPLICABLES LE LONG DES ROUTES DÉPARTEMENTALES

Hors agglomération, les constructions devront être édifiées en respectant un retrait de 25m de part et d'autre de l'axe de la RD48 (côté Branches), de l'axe de la RD319a et de la RD319 (du RD319a au RD19).

6.3 - DISPOSITIONS POUR LES AUTRES ROUTES ET VOIES

Dispositions générales

Les constructions devront être édifiées en respectant un retrait de 10m minimum par rapport à l'alignement.

Dispositions applicables dans les secteurs Na, Nh et Ns

Les constructions devront être édifiées en respectant un retrait de 5m minimum par rapport à l'alignement.

24.11.2020
G2C environnement, G2C services publics et G2C territoires sont des marques commerciales de la SAS G2C ingénierie, filiale du Groupe Altereo.
Ce document est protégé suivant les termes de l'option A prévue à l'article 25 du CCAG PI du 16/10/2009

6.4 - CAS PARTICULIERS

Les dispositions des articles N 6.3 et N6.4 pourront ne pas être imposées :

- En cas de reconstruction, une implantation à l'identique de l'implantation initiale pourra être imposée,
- pour des raisons d'harmonie, notamment pour tenir compte de l'implantation des constructions existantes ou projetées dans le parcellaire voisin, pour permettre l'amélioration des constructions existantes, ou pour des considérations énergétiques (ensoleillement),
- aux constructions à vocation d'équipements publics, d'infrastructure et ouvrages techniques qui peuvent s'implanter à l'alignement ou en respectant un recul minimal de 0,50m à condition de ne pas gêner la visibilité des usagers de la route.

ARTICLE N 7 : IMPLANTATION DES CONSTRUCTIONS PAR RAPPORT AUX LIMITES SÉPARATIVES

7.1 - DISPOSITIONS GÉNÉRALES

Les constructions devront s'implanter :

- sur une ou plusieurs limites séparatives,
- ou en respectant un retrait de 3m minimum.

Un retrait de 10 mètres doit être respecté par rapport aux limites des Espaces Boisés Classés.

7.2 - CAS PARTICULIERS

Les dispositions de l'article N 7.1 ne s'appliquent pas aux constructions à vocation d'équipement public, d'infrastructure et ouvrage technique qui peuvent s'implanter en limite ou en respectant un retrait minimal de 0,50m.

Des dispositions différentes des dispositions générales ci-dessus pourront être autorisées ou imposées pour des raisons d'harmonie, notamment pour tenir compte de l'implantation des constructions existantes ou projetées dans le parcellaire voisin, pour permettre l'amélioration des constructions existantes, ou pour des considérations énergétiques (ensoleillement).

ARTICLE N 8 : IMPLANTATION DES CONSTRUCTIONS LES UNES PAR RAPPORT AUX AUTRES SUR UNE MÊME PROPRIÉTÉ

Non réglementé

ARTICLE N 9 : EMPRISE AU SOL

9.1 - DISPOSITIONS APPLICABLES DANS TOUS LES SECTEURS SAUF Na ET Nh

Non réglementé

9.2 - DISPOSITIONS APPLICABLES DANS LE SEUL SECTEUR Na

Extension des constructions

L'extension projetée ne pourra être supérieure à 50% de l'emprise au sol de la construction à la date d'opposabilité du présent règlement.

G2C environnement, G2C services publics et G2C territoires sont des marques commerciales de la SAS G2C ingénierie, filiale du Groupe Altereo.
Ce document est protégé suivant les termes de l'option A prévue à l'article 25 du CCAG PI du 16/10/2009

9.3 – DISPOSITIONS APPLICABLES DANS LE SEUL SECTEUR Nh

Extension des constructions

L'extension projetée ne pourra être supérieure à 50% de l'emprise au sol de la construction à la date d'opposabilité du présent règlement.

Annexes

Les annexes ne pourront dépasser 20m² d'emprise au sol.

ARTICLE N 10 : HAUTEUR MAXIMALE DES CONSTRUCTIONS

10.1 - MESURE DE LA HAUTEUR DES CONSTRUCTIONS

La hauteur totale des constructions est mesurée à partir du point le plus bas du polygone d'implantation jusqu'au point le plus haut de la construction, les ouvrages techniques, aérogénérateurs, cheminées et autres superstructures exclus.

10. 2 – DISPOSITIONS APPLICABLES DANS TOUS LES SECTEURS SAUF Na, Ns ET Nh

La hauteur des constructions ne doit pas excéder 3m à l'égout du toit.

10.3 - DISPOSITIONS APPLICABLES DANS LES SEULS SECTEURS Na ET Ns

La hauteur au faîtage des constructions ne devra pas excéder celle des bâtiments existants.

10.4 - DISPOSITIONS APPLICABLES DANS LE SEUL SECTEUR Nh

La hauteur des constructions ne devra pas excéder R+1+c et maximum 9m au faîtage.

10.5 - CAS PARTICULIERS

Des hauteurs de bâtiments projetées, supérieures à celles qui résultent de l'application de la règle définie ci-dessus pourront être autorisées :

- s'il s'agit de remplacer une construction existante d'une hauteur supérieure et dans la limite de cette hauteur,
- s'il s'agit d'un équipement public.

ARTICLE N 11 : ASPECT EXTÉRIEUR

11.1 – INSERTION DANS L'ENVIRONNEMENT

Les constructions doivent présenter un aspect compatible avec le caractère ou l'intérêt des lieux avoisinants, des sites et des paysages naturels ou urbains.

Les volumes de la construction doivent demeurer simples.

Les constructions d'architectures étrangères à la région sont interdites.

11.2 - CONSTRUCTIONS ANCIENNES

La restauration et/ou la modification des constructions anciennes (antérieures au milieu du XX^{ème} siècle) ne doivent pas être susceptibles de dénaturer leur aspect général et leur unité d'ensemble.

11.3 – ADAPTATION AU TERRAIN, REMBLAIS ET SOUBASSEMENTS

G2C environnement, G2C services publics et G2C territoires sont des marques commerciales de la SAS G2C ingénierie, filiale du Groupe Altereo.
Ce document est protégé suivant les termes de l'option A prévue à l'article 25 du CCAG PI du 16/10/2009

Sont autorisés exceptionnellement pour des raisons liées à la nature humide du sol ou aux difficultés de se raccorder au réseau public d'assainissement sous réserve :

- que la hauteur des soubassements n'excède pas 0,80m (hauteur prise entre le niveau du rez-de-chaussée et le niveau du sol naturel initial),
- qu'en cas de remblaiements, les pentes ne dépassent pas 25%.

Le soubassement doit résulter de la composition architecturale du bâtiment, avec des matériaux de parement et des ouverture d'aspect équivalent à ceux prévus pour l'ensemble de la façade.

11.4 - TOITURES

L'ensemble des dispositions du présent paragraphe 11.4 ne s'appliquent pas en cas de réalisation de véranda ou de toitures végétalisées.

Les toitures à pan unique sont interdites sauf si elles concernent des bâtiments dont le faitage est implanté en limite séparative, à l'alignement ou accolé au bâtiment principal et si ces bâtiments présentent une surface de plancher inférieure à 20m² et une hauteur de 3,5m maximum au faîtage.

Les toitures des bâtiments principaux doivent être constituées d'un maximum de deux pentes supérieures à 40°. Elles doivent s'harmoniser avec la pente des toits des constructions environnantes.

- Les toitures terrasse sont autorisées si elles représentent moins de 20% de la surface couverte.

Les toitures des bâtiments d'habitation seront recouvertes par des matériaux ayant l'aspect de la tuile flammée, brun-rouge.

11.5- CAPTEURS SOLAIRES

Les capteurs devront avoir la même inclinaison que la toiture.

Ils seront disposés en harmonie avec la toiture.

Pour les constructions neuves, les panneaux devront être intégrés dans la toiture sans surépaisseur.

11.6 - FAÇADES

Matériaux

L'emploi à nu de matériaux préfabriqué est interdit.

Les matériaux ne présentant pas un aspect de finition suffisant doivent être recouverts d'un enduit ou d'un revêtement spécial de façade dont l'aspect architectural doit s'intégrer dans l'environnement urbain.

Les couvertures et bardages métalliques ne pourront être utilisés pour des bâtiments à usage d'habitation.

Couleurs

Les couleurs des matériaux de parement et des peintures extérieures doivent s'harmoniser entre elles et avec l'environnement de la construction.

Le blanc pur, les tons vifs et brillants sont interdits.

Les couleurs des parements extérieurs des constructions doivent s'inscrire dans une gamme de tons beige, pierre ou ocre.

24.11.2020
G2C environnement, G2C services publics et G2C territoires sont des marques commerciales de la SAS G2C ingénierie, filiale du Groupe Altereo.
Ce document est protégé suivant les termes de l'option A prévue à l'article 25 du CCAG PI du 16/10/2009

11.7 – ANNEXES, DÉPENDANCES ET ÉLÉMENTS TECHNIQUES

Les annexes doivent être conçues en harmonie avec la construction principale.

11.8 - CLÔTURES

La hauteur totale des clôtures sur rue n'excédera pas 1,80 mètre.

A l'alignement de la voie les clôtures seront constituées :

- soit par un mur maçonné recouvert d'un enduit ou enduit à pierres vues,
- soit par un mur bahut surmonté d'une grille ou d'un barreaudage vertical simple – éventuellement doublé d'une haie. La hauteur du mur bahut ne devra pas excéder le tiers de la hauteur totale de la clôture.
- soit par une haie champêtre d'essences locales.

11.9 - CLAUSES PARTICULIÈRES

Exceptionnellement, les dispositions édictées par le présent article, relatives aux toitures et parements extérieurs pourront ne pas être imposées dans les cas suivants :

- projet dont l'intégration dans l'environnement architectural et urbain aura été particulièrement étudié,
- équipement public.

ARTICLE N 12 : STATIONNEMENT

Le stationnement des véhicules correspondant aux besoins des constructions et installations doit être réalisé en dehors des voies publiques. Les manœuvres des véhicules ne doivent pas gêner l'écoulement du trafic des voies environnantes.

Il est rappelé que les places de stationnement, publiques ou privées, doivent satisfaire aux caractéristiques techniques définies par l'accessibilité des personnes à mobilité réduite en application de la réglementation accessibilité et du PAVE.

ARTICLE N 13 : ESPACES LIBRES

Les espaces boisés classés, à conserver ou à créer, figurant au plan de zonage, sont soumis à la réglementation en vigueur (art. L130-1 du code de l'urbanisme). Le classement interdit tout changement d'affectation ou tout mode d'occupation du sol de nature à compromettre la conservation, la protection ou la création des boisements.

Les plantations existantes à haute tige doivent être maintenues ou remplacées par des plantations d'essence locale.

ARTICLE N 14 : COEFFICIENT D'OCCUPATION DU SOL

Non réglementé.

G2C environnement, G2C services publics et G2C territoires sont des marques commerciales de la SAS G2C ingénierie, filiale du Groupe Altereo.
Ce document est protégé suivant les termes de l'option A prévue à l'article 25 du CCAG PI du 16/10/2009

ARTICLE N 15 : OBLIGATIONS IMPOSÉES AUX CONSTRUCTIONS, TRAVAUX, INSTALLATIONS ET AMÉNAGEMENTS, EN MATIÈRE DE PERFORMANCES ÉNERGÉTIQUES ET ENVIRONNEMENTALES

Non réglementé

ARTICLE N 16 : OBLIGATIONS IMPOSÉES AUX CONSTRUCTIONS, TRAVAUX, INSTALLATIONS ET AMÉNAGEMENTS, EN MATIÈRE D'INFRASTRUCTURES ET RÉSEAUX DE COMMUNICATIONS ÉLECTRONIQUES

Non réglementé

24.11.2020
G2C environnement, G2C services publics et G2C territoires sont des marques commerciales de la SAS G2C ingénierie, filiale du Groupe Altereo.
Ce document est protégé suivant les termes de l'option A prévue à l'article 25 du CCAG PI du 16/10/2009

LISTE DES EMPLACEMENTS RÉSERVÉS

En application des articles L123-1-5-8° et R123-11 d) du Code de l'Urbanisme, des emplacements réservés pour voies, ouvrages publics, installations d'intérêt général et espaces verts peuvent être inscrits dans le P.L.U.
Toute construction ou aménagement dont la destination est différente de celle de l'emplacement réservé est interdite, sauf à titre précaire. La liste des emplacements réservés précise les caractéristiques des équipements projetés ainsi que les bénéficiaires de chaque réserve (cf. liste Page suivante).
Un droit de délaissement est ouvert au propriétaire d'un terrain concerné par une telle servitude, conformément aux dispositions de l'article L123-17. En faisant jouer son droit de délaissement le propriétaire met en demeure la collectivité ou l'organisme public, bénéficiaire de la réserve, d'acquérir son terrain, selon les modalités définies aux articles L230-1 et suivants du Code de l'Urbanisme.
Conformément à l'article R.123-10 du code de l'urbanisme, les droits à construire pour les parcelles soumises à un emplacement réservé, sont calculés à partir de la superficie du terrain, déduction faite de l'emplacement réservé. Toutefois, le propriétaire peut bénéficier de l'application du COS sur l'ensemble de son terrain s'il cède gratuitement la partie de celui-ci grevée par l'emplacement réservé (article R.123-10 du code de l'urbanisme).

G2C environnement, G2C services publics et G2C territoires sont des marques commerciales de la SAS G2C ingénierie, filiale du Groupe Altereo.
Ce document est protégé suivant les termes de l'option A prévue à l'article 25 du CCAG PI du 16/10/2009

N° au PLU	Désignation	Organisme public bénéficiaire	Surface
1	Voie à créer pour desservir le futur quartier de la « Baillie »	Commune	1059m²
2	Extension du groupe scolaire et ses équipements de sports, de loisirs et parcs de stationnement	Commune	920m²
3	Extension du groupe scolaire et ses équipements de sports, de loisirs et parcs de stationnement	Commune	2829m²
4	Extension du cimetière	Commune	3529m²
5	Création d'une voie de desserte de 10m de plateforme parallèle à la RD606	Commune	4520m²
6	Aménagement du carrefour RD606/Rue du professeur Mocquot	Commune	935m²
7	Aménagement de la RD319 à 12m de plateforme (avec plantations d'alignement) ; rectification du virage et aménagement du débouché de la RD319 sur la RD606	Département	1,57ha
8	Création d'une voie piétonne et cycle en lien avec le futur quartier de la « Baillie »	Commune	206m²

G2C environnement, G2C services publics et G2C territoires sont des marques commerciales de la SAS G2C ingénierie, filiale du Groupe Altereo.
Ce document est protégé suivant les termes de l'option A prévue à l'article 25 du CCAG PI du 16/10/2009

ELÉMENTS IDENTIFIÉS AU TITRE DE L'ARTICLE L.123-1-5-7° DU CODE DE L'URBANISME

L'article L.123-1-5-7° du Code de l'Urbanisme permet, dans le cadre du PLU, « d'identifier et de localiser les éléments de paysage et de délimiter les quartiers, îlots, immeubles, espaces publics, monuments, sites et secteurs à protéger, mettre en valeur ou requalifier pour des motifs d'ordre culturel, historique ou écologique et définir, le cas échéant, les prescriptions de nature à assurer leur protection ».
A ce titre, au-delà des dispositions applicables à la (aux) zone(s) concernée(s) contenues dans les titres 1 à 4, certains éléments paysagers remarquables sont soumis à des mesures de protection et de mise en valeur spécifiques traduites sous forme de prescriptions particulières. Le PLU fait apparaître les sites ou édifices concernés sur le document graphique par le biais de trames hachurées et de numéros et les prescriptions qui s'y rattachent dans le présent document.

G2C environnement, G2C services publics et G2C territoires sont des marques commerciales de la SAS G2C ingénierie, filiale du Groupe Altereo.
Ce document est protégé suivant les termes de l'option A prévue à l'article 25 du CCAG PI du 16/10/2009

LE PATRIMOINE BÂTI REMARQUABLE

Les éléments de patrimoine bâti remarquables à préserver sont représentés sur le document graphique par une étoile verte et sont identifiés par un numéro. Les numéros repris dans le tableau ci-dessous renvoient au document graphique.

Les éléments bâtis repérés au titre du patrimoine d'intérêt local (en application de l'article L.123-1- 5-7° du Code de l'Urbanisme) sur les documents graphiques, sont soumis aux règles suivantes :

- tous les travaux effectués sur un bâtiment ou ensemble de bâtiments repérés doivent être conçus en évitant toute dénaturation des caractéristiques conférant leur intérêt ;
- en application de l'article R.421-28 du Code de l'Urbanisme, la démolition totale ou partielle d'un bâtiment ou ensemble de bâtiments repéré doit faire l'objet d'une autorisation préalable.

N°	LOCALISATION	COMMENTAIRE ET PRESCRIPTIONS PARTICULIÈRES	PHOTO
1	Allée du château de Régennes	ANCIEN PIGEONNIER CONVERTI EN MAISON D'HABITATION - Les caractéristiques principales de cet édifice doivent être préservées	
2	Allée du château de Régennes	CHÂTEAU DE RÉGENNES ET DÉPENDANCES - Tout projet doit, sauf contraintes techniques fortes, conserver les dépendances ainsi que les éléments de clôture originels (portails, murs, murets, grilles…), - Le projet doit dans la mesure du possible préserver les éléments de paysage remarquable du domaine (bosquets, jardins, allées plantées…) - Le projet doit préserver au mieux la composition initiale des façades des constructions, - Les nouveaux percements sont interdits sur les façades principales et doivent s'intégrer aux compositions d'ensemble sur les façades secondaires, - En cas de travaux de réhabilitation ou de rénovation, certains mécanismes de fermeture pourront être interdits (volets roulants, rideaux de fer…), - Les surélévations ou extensions des constructions sont proscrites dès lors qu'elles portent atteinte aux constructions elles-mêmes et aux compositions d'ensemble.	  

24.11.2020
G2C environnement, G2C services publics et G2C territoires sont des marques commerciales de la SAS G2C ingénierie, filiale du Groupe Altereo.
Ce document est protégé suivant les termes de l'option A prévue à l'article 25 du CCAG PI du 16/10/2009

3	2 Rue de l'abreuvoir	ÉDIFICE PARTICULIER • Les caractéristiques principales de cet édifice doivent être préservées, • Les éléments de clôture existant (portails, murs, murets, grilles…) qui constituent un rappel de l'architecture des bâtiments identifiés et qui participent à la qualité architectural d'ensemble du site doivent être préservés, • Le projet doit préserver au mieux la composition initiale des façades des constructions, • Les nouveaux percements sont interdits sur les façades principales et doivent s'intégrer aux compositions d'ensemble sur les façades secondaires, • Les surélévations ou extensions des constructions sont proscrites dès lors qu'elles portent atteinte aux constructions elles-mêmes et aux compositions d'ensemble.	 
4	Rue du faubourg d'Yonne	ÉDIFICE PARTICULIER • Les caractéristiques principales de cet édifice doivent être préservées, • Le projet doit préserver au mieux la composition initiale des façades des constructions et notamment la structure à colombages, • Les nouveaux percements sont interdits sur les façades principales et doivent s'intégrer aux compositions d'ensemble sur les façades secondaires, • Les surélévations ou extensions des constructions sont proscrites dès lors qu'elles portent atteinte aux constructions elles-mêmes et aux compositions d'ensemble.	
5	Quai de Régennes	MAISON BOURGEOISE • Tout projet doit, sauf contraintes techniques fortes, conserver les dépendances qui présenteraient un intérêt historique ou architectural ainsi que les éléments de clôture originels (portails, murs, murets, grilles…), • Le projet doit dans la mesure du possible préserver les éléments de paysage remarquable de la propriété (bosquets, jardins, allées plantées, parcs…) • Le projet doit préserver au mieux la composition initiale des façades des constructions, • Les nouveaux percements sont interdits sur les façades principales et doivent s'intégrer aux compositions d'ensemble sur les façades secondaires, • En cas de travaux de réhabilitation ou de rénovation, certains mécanismes de fermeture pourront être interdits (volets roulants, rideaux de fer…), • Les surélévations ou extensions des constructions sont proscrites dès lors qu'elles portent atteinte aux constructions elles-mêmes et aux compositions d'ensemble.	 

24.11.2020
G2C environnement, G2C services publics et G2C territoires sont des marques commerciales de la SAS G2C ingénierie, filiale du Groupe Altereo.
Ce document est protégé suivant les termes de l'option A prévue à l'article 25 du CCAG PI du 16/10/2009

6	Quai de Régennes	MAISON BOURGEOISE • Tout projet doit, sauf contraintes techniques fortes, conserver les dépendances qui présenteraient un intérêt historique ou architectural ainsi que les éléments de clôture originels (portails, murs, murets, grilles…), • Le projet doit dans la mesure du possible préserver les éléments de paysage remarquable de la propriété (bosquets, jardins, allées plantées, parcs…) • Le projet doit préserver au mieux la composition initiale des façades des constructions, • Les nouveaux percements sont interdits sur les façades principales et doivent s'intégrer aux compositions d'ensemble sur les façades secondaires, • En cas de travaux de réhabilitation ou de rénovation, certains mécanismes de fermeture pourront être interdits (volets roulants, rideaux de fer…), • Les surélévations ou extensions des constructions sont proscrites dès lors qu'elles portent atteinte aux constructions elles-mêmes et aux compositions d'ensemble.	
7	Route de perrigny (les Bries)	LAVOIR • Sauf contraintes techniques justifiée, les éléments liés à l'usage d'origine de la construction (bassin, toitures, plancher…) doivent être préservés et mis en valeur.	
8	11 Rue châtel Bourgeois	MAISON BOURGEOISE • Tout projet doit, sauf contraintes techniques fortes, conserver les dépendances qui présenteraient un intérêt historique ou architectural ainsi que les éléments de clôture originels (portails, murs, murets, grilles…), • Le projet doit dans la mesure du possible préserver les éléments de paysage remarquable de la propriété (bosquets, jardins, allées plantées, parcs…) • Le projet doit préserver au mieux la composition initiale des façades des constructions, • Les nouveaux percements sont interdits sur les façades principales et doivent s'intégrer aux compositions d'ensemble sur les façades secondaires, • En cas de travaux de réhabilitation ou de rénovation, certains mécanismes de fermeture pourront être interdits (volets roulants, rideaux de fer…), • Les surélévations ou extensions des constructions sont proscrites dès lors qu'elles portent atteinte aux constructions elles-mêmes et aux compositions d'ensemble.	
9	Rue du tour des Fossés	MAISON BOURGEOISE • Tout projet doit, sauf contraintes techniques fortes, conserver les dépendances qui présenteraient un intérêt historique ou architectural ainsi que les éléments de clôture originels (portails, murs, murets, grilles…), • Le projet doit dans la mesure du possible préserver les éléments de paysage remarquable de la propriété (bosquets, jardins, allées	

24.11.2020
G2C environnement, G2C services publics et G2C territoires sont des marques commerciales de la SAS G2C ingénierie, filiale du Groupe Altereo.
Ce document est protégé suivant les termes de l'option A prévue à l'article 25 du CCAG PI du 16/10/2009

		plantées, parcs…) - Le projet doit préserver au mieux la composition initiale des façades des constructions, - Les nouveaux percements sont interdits sur les façades principales et doivent s'intégrer aux compositions d'ensemble sur les façades secondaires, - En cas de travaux de réhabilitation ou de rénovation, certains mécanismes de fermeture pourront être interdits (volets roulants, rideaux de fer…), - Les surélévations ou extensions des constructions sont proscrites dès lors qu'elles portent atteinte aux constructions elles-mêmes et aux compositions d'ensemble.	
10	15 rue du professeur Pierre Mocquot	<u>ÉDIFICE PARTICULIER</u> - Tout projet doit, sauf contraintes techniques fortes, conserver les dépendances qui présenteraient un intérêt historique ou architectural ainsi que les éléments de clôture originels (portails, murs, murets, grilles…), - Le projet doit dans la mesure du possible préserver les éléments de paysage remarquable de la propriété (bosquets, jardins, allées plantées, parcs…) - Le projet doit préserver au mieux la composition initiale des façades des constructions ainsi que l'organisation traditionnelle des bâtiments (maintien de la cour centrale) - Les nouveaux percements sont interdits sur les façades principales et doivent s'intégrer aux compositions d'ensemble sur les façades secondaires, - En cas de travaux de réhabilitation ou de rénovation, certains mécanismes de fermeture pourront être interdits (volets roulants, rideaux de fer…), - Les surélévations ou extensions des constructions sont proscrites dès lors qu'elles portent atteinte aux constructions elles-mêmes et aux compositions d'ensemble.	
11	11 rue du professeur Pierre Mocquot	<u>MAISON BOURGEOISE</u> - Tout projet doit, sauf contraintes techniques fortes, conserver les dépendances qui présenteraient un intérêt historique ou architectural ainsi que les éléments de clôture originels (portails, murs, murets, grilles…), - Le projet doit dans la mesure du possible préserver les éléments de paysage remarquable de la propriété (bosquets, jardins, allées plantées, parcs…) - Le projet doit préserver au mieux la composition initiale des façades des constructions, - Les nouveaux percements sont interdits sur les façades principales et doivent s'intégrer aux compositions d'ensemble sur les façades secondaires, - En cas de travaux de réhabilitation ou de rénovation, certains mécanismes de fermeture pourront être interdits (volets roulants, rideaux de fer…), - Les surélévations ou extensions des constructions sont proscrites dès lors qu'elles portent atteinte aux constructions elles-mêmes et aux compositions d'ensemble.	 

24.11.2020
G2C environnement, G2C services publics et G2C territoires sont des marques commerciales de la SAS G2C ingénierie, filiale du Groupe Altereo.
Ce document est protégé suivant les termes de l'option A prévue à l'article 25 du CCAG PI du 16/10/2009

12	5 rue du professeur Pierre Mocquot	MAISON BOURGEOISE • Tout projet doit, sauf contraintes techniques fortes, conserver les dépendances qui présenteraient un intérêt historique ou architectural ainsi que les éléments de clôture originels (portails, murs, murets, grilles…), • Le projet doit dans la mesure du possible préserver les éléments de paysage remarquable de la propriété (bosquets, jardins, allées plantées, parcs…) • Le projet doit préserver au mieux la composition initiale des façades des constructions, • Les nouveaux percements sont interdits sur les façades principales et doivent s'intégrer aux compositions d'ensemble sur les façades secondaires, • En cas de travaux de réhabilitation ou de rénovation, certains mécanismes de fermeture pourront être interdits (volets roulants, rideaux de fer…), • Les surélévations ou extensions des constructions sont proscrites dès lors qu'elles portent atteinte aux constructions elles-mêmes et aux compositions d'ensemble.	 

LES ÉLÉMENTS VÉGÉTAUX REMARQUABLES

Les éléments végétaux constitutifs du cadre naturel repérés sur les documents graphiques sont :

- PARC
  - Ces secteurs, publics ou privés, devront préserver au minimum 95% d'espaces libres, d'espaces verts, d'aires de jeux et de loisirs ou aménagement pour la mise en valeur et la protection de la faune et de la flore.
- ALIGNEMENT D'ARBRES A CRÉER OU A PRÉSERVER
  - Les plantations d'alignement repérées sont à conserver ou à planter. Les symboles graphiques employés constituent un principe de repérage et non une localisation exacte des arbres à conserver ou planter. Les accès aux propriétés et les voies nouvelles sont admis en tenant compte dans la mesure du possible des arbres ou plantations existantes.

SECTEURS PARCS

Les secteurs parcs sont repérés par une trame hachurée orientée vert foncé sur les documents graphiques.

NOM	LOCALISATION
Parc communal	Rue du Gué de la pucelle
Parcelle boisée	Chemin rural de chaumois

ALIGNEMENTS D'ARBRES À CONSERVER OU À CRÉER

Le PLU fait apparaître les alignements d'arbres existants ou à créer sur le document graphique par le biais de croix vertes.

NOM	LOCALISATION
Ripisylve	Le long de l'Yonne
Ripisylve	Le long du ru de la Biche

24.11.2020
G2C environnement, G2C services publics et G2C territoires sont des marques commerciales de la SAS G2C ingénierie, filiale du Groupe Altereo.
Ce document est protégé suivant les termes de l'option A prévue à l'article 25 du CCAG PI du 16/10/2009

Ripisylve	Le long du ru de la Fontaine Bouillon
Promenade plantée	Allée de Régennes
Alignements d'arbres	Le long de la RD606
Haie	Gréau Est
Haie	Entre la RD606 et la rue du Gué de la pucelle

LES CÔNES DE VUE

Les cônes de vue constitutif de la qualité paysagère et de la mise en valeur des éléments historique sont représentés sur le document graphique par une trame hachurée rose.

A l'intérieur de ces secteurs, aucune construction ou installation n'est autorisée.

LOCALISATION	VUE A PROTÉGER
Entrée Nord de la commune depuis la RD606	Vue sur la collégiale et sur le cœur ancien
Entrée Sud de la commune depuis la RD606	

24.11.2020
G2C environnement, G2C services publics et G2C territoires sont des marques commerciales de la SAS G2C ingénierie, filiale du Groupe Altereo.
Ce document est protégé suivant les termes de l'option A prévue à l'article 25 du CCAG PI du 16/10/2009

République Française

Préfecture de l'Yonne **Ordonnance E20000027 / 21**

Commune d'Appoigny **du Tribunal Administratif de Dijon**

ENQUÊTE PUBLIQUE

Du 1 Septembre au 1 Octobre 2020

AYANT POUR OBJET :

LA MODIFICATION DU PLAN LOCAL D'URBANISME DE LA COMMUNE D'APPOIGNY 89380.

Première partie

RAPPORT DU COMMISSAIRE ENQUÊTEUR

Denis Goutte

13, rue François Rabelais

58640 Varennes Vauzelles

Table des matières

RAPPORT DU COMMISSAIRE ENQUÊTEUR

1 Généralités 5

1.1 **La commune d'Appoigny** 5

1.1.1 Généralités et données administratives 5

1.1.2 Historique de la commune et impact sur sa topographie 6

1.1.3 Situation géographique 7

1.1.4 Situation environnementale et risques d'inondation 8

1.2 **Objet de l'enquête** 9

1.2.1 Historique 10

1.2.2 Projet de modification de PLU 10

1.3 **Cadre juridique** 12

1.3.1 Modification du PLU 12

1.3.2 Enquête publique 16

1.3.3 Avis de l'Autorité environnementale 17

1.4 **Contenu du projet** 17

1.4.1 Documents 17

1.4.2 Modifications apportées au règlement 17

1.4.2.1 Structure du PLU 17

1.4.2.2 Modifications apportées aux dispositions relatives aux toitures dans le règlement de la zone UB 18

1.4.2.3 Modifications apportées au règlement de la zone UEc 20

1.4.2.4 Modifications des règles sur la hauteur maximale autorisée des constructions dans la zone UEc 23

1.4.2.5 Modification des règles sur les clôtures en zone UE 24

1.4.2.6 Suppression des règles relatives à la publicité 25

1.4.3 Modification apportées aux documents graphiques 26

1.4.3.1 Modifications apportées aux zones réservées 27

1.4.3.2 Transformation de la zone 1AUh de la rue de la Chapelle Aux Bries en zone UB 30

2 Organisation de l'enquête publique 32

2.1 Préparation 32

2.2 Présentation du dossier 33

2.3 Mesures de publicité 34

2.4 Déroulement de l'enquête et clôture 34

3 Recensement et analyse des observations 36

3.1 Personnes Publiques Associées et consultées 37

3.1.1 Avis des services de l'Etat 37

3.1.2 Avis du conseil départemental de l'Yonne 37

3.1.3 Décision de la Mission Régionale d'Autorité Environnementale 37

3.2 Recensement et analyse des observations du public 37

3.2.1 Mentions portées sur le registre papier lors des permanences 38

R1 le 12 :09/20 Mr Dhuicq Alban 38

R2 le 12/09/20 Mr Casimir Christophe 42

R3 le 16/09/20 Mr Belval Bruno 45

R4 le 23/09/20 Mr Harchen Bernard 47

R5 le 23/09/20 Mr Chevillard 51

3.2.2 Lettres adressées ou remises au commissaire enquêteur 51

R6 Hauteur maximale des affouillements ou exhaussements en Zone UEc 51

R7 Hauteur maximale des constructions en zone UEc 56

R8 Gestion des eaux pluviales en zone UEc 58

R9 Hauteur des clôtures en zone UEc 65

3.2.3 Observations reçues sur le registre dématérialisé et courriels importés sur ce registre 66

Références bibliographiques, Documentations consultées, (Sources/Annexes) 66

CONCLUSIONS MOTIVEES 69

1 **Rappel du contexte, de l'objet, et du déroulement de l'enquête** 70

1.1 Contexte 70
1.2 Le projet 71
1.3 L'enquête publique 71
1.4 Procédure de modification 72

2 Motivation

2.1 Adéquation avec les règlementations supérieures 73

2.2 Modifications du règlement 73

2.3 Modifications du zonage 74

3 Avis 75

Liste des annexes **77**

Pièces jointes

Procès-verbal des observations

Annexes

RAPPORT

1 GENERALITES

1.1 La commune d'Appoigny

1.1.1 Généralités et données administratives

La commune d'Appoigny (Fig. 1) est située à 8 km au Nord d'Auxerre à l'ouest de l'Yonne et occupe une superficie de 2209 ha intégrant le hameau de Bries [1]. Elle fait partie de l'arrondissement d'Auxerre et du canton Auxerre 2.

Appoigny est membre de la Communauté d'Agglomération de l'Auxerrois, regroupant au 1er janvier 2017 29 communes soit 70000 habitants, et à l'initiative de la présente demande de modification de PLU.

La commune est membre du syndicat intercommunal d'épuration et de traitement des eaux usées de l'Auxerrois, du syndicat intercommunal de l'électricité de l'Auxerrois et du SIVOS (syndicat intercommunal à vocation scolaire) du collège Jean Bertin de Saint Georges.

La commune a disposé d'un POS établi en 1980, révisé en 1996, et modifié en 1997,1999,2005,2006 et 2008. Il a été remplacé par un PLU approuvé en mai 2013 (A13) et modifié en 2018 (A 8) pour corriger une erreur matérielle.

Elle relève du schéma de cohérence territoriale du Grand Auxerrois en cours d'élaboration.

La commune d'Appoigny n'est pas régie par un règlement local de publicité (RLP).

A la suite des élections municipales de mai 2020, Mr Magloire Steve SIOPATHIS a été élu maire pour un mandat de 2020 à 2026, à la place de Mr Alain STAUB.

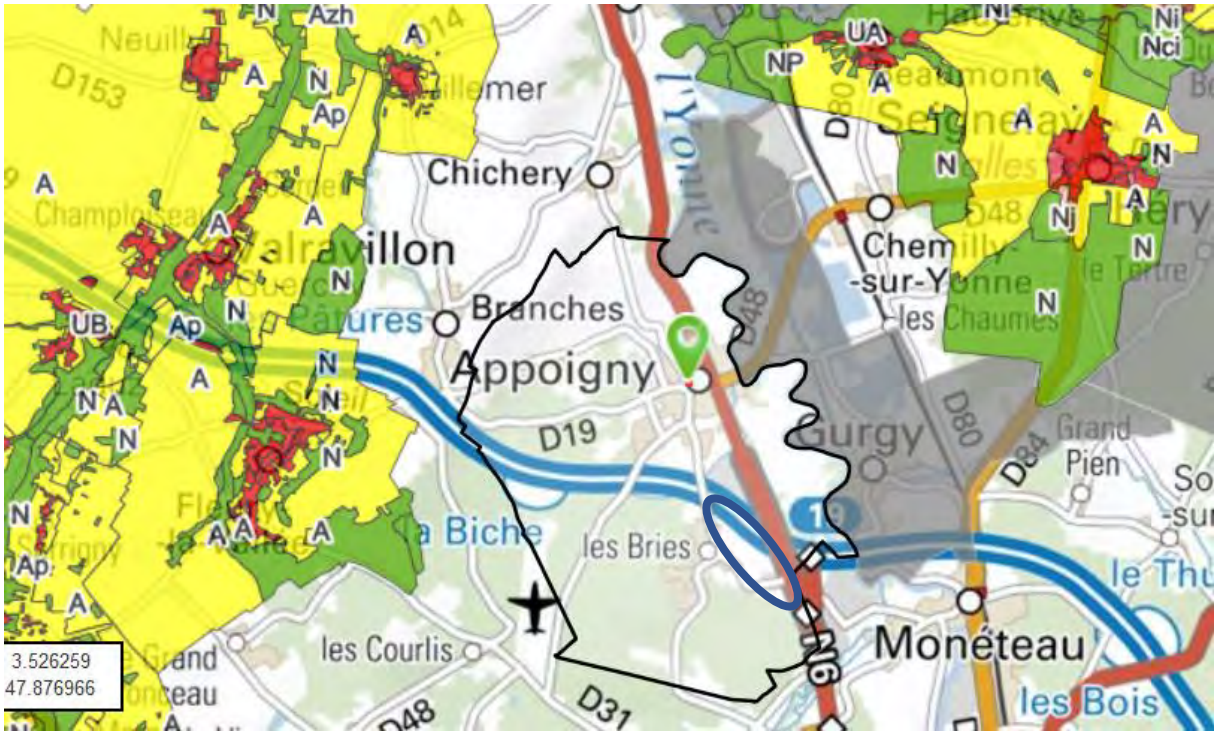


Figure 1 Situation d'Appoigny, ZAC AuxR_Parc et hameau de Bries

1.1.2 Historique de la commune et impact sur sa topographie

Le site de la commune d'Appoigny [1] a déjà été occupé depuis le paléolithique à l'antiquité. En témoignent le résultat d'importantes fouilles archéologiques menées de septembre 2015 à octobre 2016 près du hameau de Bries et la zone de présomption de prescriptions archéologiques associée [4].

La commune d'Appoigny [1] doit son nom à l'emplacement d'une villa gallo-romaine d'Eponiacus, fidèle de la déesse Epona, qui devint le domaine des parents de Saint Germain (380-448) et dont les terres furent léguées et propriété des évêques d'Auxerre de 448 à la révolution Française.

La commune est depuis ses origines traversée par la voie Appia, une importante voie romaine sur le tracé de la D 606 actuelle entre Bourgogne et Champagne, et fut donc envahie et pillée à plusieurs reprises (Huns, Francs, Normands).
Le centre du village, à l'ouest de la D 606 a donc la structure d'un village fortifié au XI siècle et en a conservé la toponymie (rue du tour des fossés,

rue Chatel Bourgeois…) avec aujourd'hui des rues concentriques et étroites autour de la mairie et de la collégiale.
La collégiale d'Appoigny du XII -ème siècle construite sur des vestiges antérieurs [33], et appréciée pour son jubé du début XVIIème siècle et son architecture, est classée au titre des monuments historiques. Malgré son grand intérêt, elle est relativement peu visitée car ouverte au public à condition de se rendre en mairie pour avoir la clé.
Elle est particulièrement visible de la route et de la D 606, ce qui explique dans le PLU la présence de cônes de vues au nord et au sud depuis cette route.
Le château de Regennes situé entre la D606 et l'Yonne, aujourd'hui occupé par une clinique gériatrique, fut détruit et reconstruit à plusieurs reprises, et a accueilli de nombreux évêques et d'illustres personnages.
La commune a été connue pour son activité maraîchère à destination de la ville d'Auxerre située à 8 km au sud. Elle conserve ce caractère rural, avec des paysages de forêts à l'ouest, bordée au nord et à l'est par l'Yonne sur 7 km, les faubourgs d'Auxerre au Sud et des zones d'activité, et des étendues agricoles au nord et un ancien camp militaire racheté en 2017 par les Sablières de Gurgy.

1.1.3 Situation géographique

La commune est entourée à partir du sud et dans le sens des aiguilles d'une montre par Auxerre (8 km), Saint Georges, Charbuy, Chichery (4,4 km), Perrigny (4,5 km), Branches (3,1 km) à l'ouest avec l'aéroport d'Auxerre et une zone de dégagement sur son finage, Chichery (4,4 km) au nord, Chemilly sur Yonne (4,4 km), Gurgy 3,2 km) à l'est, Moneteau (5,4 km) au sud-est. La zone de dégagement de l'aéroport impacte surtout des terrains agricoles au Nord-est de la commune.

La proximité d'Auxerre, de la sortie Nord Auxerre de l'autoroute A6, de la D 606 qui rejoint au Nord Joigny, Migennes, et son développement économique lui permet d'enregistrer environ 300 entreprises et environ 1400 salariés. La proximité de Paris et de Dijon (160 km) par l'autoroute, et le coût du foncier permettent d'attirer des entreprises.
La présence de l'autoroute A6 et de la D 606 implique une carte de protection contre le bruit avec schématiquement deux bandes latérales de

protection sur ces deux axes dont l'un traverse l'agglomération (D 606) et l'autre la partie sud de la commune (A6), couvre une zone ZAC, et dont la limite passe à proximité des maisons les plus au nord du hameau de Bries. Cette zone d'activités ZAC prévue en 2005, approuvée en 2017 est appelée depuis AuxR_Parc. A vocation industrielle et artisanale, elle est en cours d'implantation, comprise entre la zone d'intersection de l'autoroute A6 et de la D 606 et le hameau de Bries, en léger contrebas de ce hameau et de l'autoroute (Fig1, repère allongé bleu).

L'habitat d'Appoigny est essentiellement individuel, et dispose d'un tissu commercial, artisanal et de professions libérales procurant l'essentiel des services, avec un espace culturel et des écoles (280 élèves) en partie sud du centre-ville. Des zones de détente sont réparties avec un stade à l'est du centre-ville, un parc communal en bordure de l'Yonne.

La démographie de la commune est croissante 1200 p en 1940, 2000 en 1960, 3000 P en 2000, et se stabilise à 3167 en 2017 pour atteindre 3195 en 2019. Le taux de croissance démographique enregistré depuis 1999 est de 7,6%.

1.1.4 Situation environnementale et risques d'inondation

La moitié du territoire communal, essentiellement à l'Ouest est recouvert de forêts.
La commune comprend un site Natura 2000 « Landes et tourbières du bois de la Biche », et des zones humides dont une ZNIEFF de type 1 « Massif forestier, landes et prairies du nord- ouest de l'Auxerrois » et « Méandres de l'Yonne à Appoigny et Gurgy », et une ZNIEFF de type 2 « Vallées de l'Yonne et de la Baulche et forêts autour d'Auxerre ».
Appoigny est inscrit dans le SDAGE Seine Normandie adopté le 29/10/09.

La commune d'Appoigny est soumise à un arrêté [8] fixant la liste des communes soumises à un risque naturel ou technologique avec un Plan de prévention des risques naturels (PPRN) en 2016 :

- Inondation : PPRi approuvé ;
- Retrait gonflement des argiles : PPRN prescrit.

1.2 Objet de l'enquête

1.2.1 Historique

Le PLU de la commune d'Appoigny a été approuvé par délibération du conseil municipal en date du 23 mai 2013 (A 13), et modifié en 2018 (A8).
Parallèlement un projet de ZAC initié en 2005 par le conseil communautaire qui en a fixé les objectifs :

- Favoriser la création d'emplois,
- Pallier à l'insuffisance de foncier économique
- Promouvoir l'implantation de nouvelles entreprises,
- Assurer le maintien et le redéploiement d'activités existantes sur le territoire,
- Répondre à des critères de qualité environnementale et paysagère.

Depuis le 1er janvier 2017, la communauté d'Agglomérations de l'Auxerrois est compétente en matière de Plan Local d'urbanisme et de document d'urbanisme tenant lieu de carte communale (A11-12).
L'approbation du dossier de réalisation de cette zone d'aménagement concerté (ZAC) dit « Parc d'Activités à Appoigny » a été validée en séance du 5 octobre 2017 et inscrite au registre des délibérations du conseil communautaire. Cette zone prévoit un programme de constructions destiné à accueillir des activités de typologies diverses telles que [7] (A10):

- PME/PMI (mécatronique, métallurgie, mécanique …),
- Eco industrie et éco construction,
- Tertiaire, ingénierie, service aux entreprises (numérique),
- Petite logistique /e-commerce,
- Activités artisanales,
- …

L'objectif est de produire des bâtiments durables et économes en fonctionnement, et bien insérés dans le paysage. La surface de plancher en construction est estimée à 11,55 ha, sur 34,4 ha commercialisables, et 17,16 ha de surface non cessible.

Cette ZAC porte aujourd'hui le nom de AuxR_Parc.

Le PLU a fait l'objet d'une modification simplifiée approuvée le 25 Septembre 2018 [6] (A8) pour corriger une erreur matérielle de

retranscription dans le règlement de la zone UEc, avec la prise en compte de l'étude d'entrée de ville.
Cette modification a conduit à faire évoluer l'article UE6 « Implantation des constructions par rapport aux voies et emprises publiques » dont certaines dispositions sont rappelées dans le dossier de la présente enquête publique.

En outre, le maire d'Appoigny a prévenu par courrier du 17 octobre 2019 la Communauté d'agglomération de l'Auxerrois qu'elle n'avait pas besoin de l'intégralité des parcelles couverte par l'emplacement n°6 et souhaite le retrait des parcelles AN 440,441,148,162,163 de l'emprise de cet emplacement [12] (A16).

Le président de la Communauté d'Agglomération de l'Auxerrois a prescrit la modification de PLU par arrêté n°001-DUDT-2020 [7] en vue d'apporter les modifications sur les items suivants [23,24] :

- Dispositions relatives aux toitures dans le règlement de la zone UB,
- Règlement de la zone UEc :
    - Affouillements et exhaussements de sols par rapport au niveau de la voirie et terrain naturel,
    - Hauteur maximale autorisée des constructions,
    - Clôtures,
    - Suppression des règles relatives à la publicité en zone UE et UEc
- Plan de zonage
    - Modification du périmètre de l'emplacement réservé n°6,
    - Transformation de la zonz 1AUh de la rue de la chapelle aux Bries en zone UB.

Avant la mise à disposition du public, conformément à l'article L 153-40 du code de l'urbanisme, le Président de la Communauté d'Agglomération de l'Auxerrois a notifié le projet de modifications aux personnes publiques associées mentionnées aux articles L 132-7 et L 132-9 du code de l'urbanisme, et au maire de la commune d'Appoigny.

La mission Régionale d'Autorité Environnementale a dispensé la modification du PLU d'Appoigny d'évaluation environnementale par une décision du 4 mars 2020 [10] (A18).

Le Président de la Communauté a sollicité auprès du tribunal administratif de Dijon la désignation d'un commissaire enquêteur le 20 avril 2020 [9].

Par décision du Tribunal Administratif de Dijon en date du 15/06/20 j'ai été désigné comme commissaire enquêteur pour la Modification du Plan local d'Urbanisme de la commune d'Appoigny (89) (A 15).

Le Président de la Communauté d'Agglomération de l 'Auxerrois a promulgué l'arrêté 2020-DUDT-23 du 13 juillet 2020 ordonnant l'ouverture de l'enquête publique sur la Modification du PLU de la commune d'Appoigny (89) (A 6).

1.2.2 Projet de modification du PLU

La Communauté de l'Agglomération de l'Auxerrois a souhaité faire évoluer le PLU sur certains points sans toutefois modifier l'équilibre général du projet, et en respectant le Projet d'Aménagement et de Développement Durable (PADD).

Comme le projet n'a pas pour effet de diminuer une zone naturelle ou agricole, un espace boisé ou une zone de protection de risques, il n'est pas nécessaire de passer par une procédure de révision de PLU.

Le projet consiste à :

- Modifier des règles concernant le exhaussements et affouillements par rapport à la voirie, la hauteur maximale des constructions, et la hauteur maximale des clôtures en zone UEc pour l'implantation d'entreprises ;
- Modifier un seuil maximum de superficie de toitures terrasse au profit d'un traitement architectural d'intégration, ainsi que les règles relatives à l'aspect extérieur des toitures pour la zone UB, ne concernant pas le centre ancien de la commune ;
- Suppression des règles de publicité en zone UEc, lesquelles relèvent d'une législation spécifique, hors du PLU ;
- Modification du périmètre de l'un des emplacements réservés n°6 ;
- Transformation d'une zone 1AUh déjà urbanisée en zone UB suite à une desserte de réseaux avec modification du plan de zonage.

Par arrêté 2020 DUDT 001 du 8 janvier 2020 (A 7) a été prescrite la modification du Plan Local d'Urbanisme de la commune d'Appoigny. Une enquête publique a été prescrite du 1er septembre 9 h au 1er Octobre 2020 12 h par arrêté 2020 DUDT 2023 du 13 juillet 2020 (A6).

1.3 Cadre juridique

1.3.1 Modification du PLU

Le cadre juridique est régi par les articles L 153-36 à L 153 48 du code de l'urbanisme et R 153-8 et suivants du même code.

La modification ne modifie pas les orientations du PADD, ne vise pas à réduire un espace boisé, une zone agricole ou naturelle, ou une protection édictée en raison des risques de nuisance, de la qualité des sites, du paysage et des milieux naturels, ni ne comporte de graves risques de nuisances, auxquels cas la procédure de révision du PLU devrait être appliquée.

- Art L 153-36

« Sous réserve des cas où une révision s'impose en application de l'article L. 153-31, le plan local d'urbanisme est modifié lorsque l'établissement public de coopération intercommunale ou la commune décide de modifier le règlement, les orientations d'aménagement et de programmation ou le programme d'orientations et d'actions ».

Modification de règlement, d'affectation de zones sans impact sur les surfaces agricoles.

- Art L 153-37

« La procédure de modification est engagée à l'initiative du président de l'établissement public de coopération intercommunale ou du maire qui établit le projet de modification ».

Modification à l'initiative de la Communauté d'Agglomération de l'Auxerrois.

- Art L 153-38
  « Lorsque le projet de modification porte sur l'ouverture à l'urbanisation d'une zone, une délibération motivée de l'organe délibérant de l'établissement public compétent ou du conseil municipal justifie l'utilité de cette ouverture au regard des capacités d'urbanisation encore inexploitées dans les zones déjà urbanisées et la faisabilité opérationnelle d'un projet dans ces zones ».

Une des modifications concerne la modification d'une zone 1UA équipée de réseaux viabilisés, en zone UB et permet d'entériner une situation puisque la zone est d'ores et déjà occupée d'une habitation et d'un atelier.

- Art L 153-39
  « Lorsque le projet de modification a pour objet ou pour effet de modifier les règles d'urbanisme applicables à l'intérieur d'un périmètre de zone d'aménagement concerté créée à l'initiative d'une personne publique autre que l'établissement public de coopération intercommunale ou la commune, l'avis de cette personne publique est requis préalablement à l'approbation du plan local d'urbanisme modifié.
  Lorsque la zone d'aménagement concerté a été créée à l'initiative d'un établissement public de coopération intercommunale, cette approbation ne peut intervenir qu'après avis favorable de cet établissement public ».

Projet de modification à l'intérieur d'une ZAC (AuxR_Parc) à l'initiative de la Communauté d'Agglomération de l'Auxerrois. Voir en A 10 et A19 les documents balisant les étapes du projet.

- Art L 153-40
  « Avant l'ouverture de l'enquête publique ou avant la mise à disposition du public du projet, le président de l'établissement public de coopération intercommunale ou le maire notifie le projet de modification aux personnes publiques associées mentionnées aux articles L. 132-7 et L. 132-9.
  Le projet est également notifié aux maires des communes concernées par la modification. »

Projet adressé aux personnes publiques associées (PPA) selon le planning indiqué plus loin, et au maire d'Appoigny avec intégration des avis recueillis au dossier d'enquête mis à disposition du public.

- Art L 153-41
  « Le projet de modification est soumis à enquête publique réalisée conformément au chapitre III du titre II du livre Ier du code de l'environnement par le président de l'établissement public de coopération intercommunale ou le maire lorsqu'il a pour effet :
  1° Soit de majorer de plus de 20 % les possibilités de construction résultant, dans une zone, de l'application de l'ensemble des règles du plan ;

2° Soit de diminuer ces possibilités de construire ;
3° Soit de réduire la surface d'une zone urbaine ou à urbaniser. »

Nécessité de procéder à une enquête publique. Majoration importante des possibilités de construction sur la zone UEc.

- Art L 153-42
  « Lorsque la modification d'un plan local d'urbanisme intercommunal ne concerne que certaines communes, l'enquête publique peut n'être organisée que sur le territoire de ces communes. »

Non concerné. L'enquête publique ne concerne que la commune d'Appoigny et a été organisée sur Appoigny avec siège des permanences du commissaire enquêteur et un dépôt de dossier au siège de la Communauté d'Agglomération de l'Auxerrois.

- Art L 153-43
  « A l'issue de l'enquête publique, ce projet, éventuellement modifié pour tenir compte des avis qui ont été joints au dossier, des observations du public et du rapport du commissaire ou de la commission d'enquête, est approuvé par délibération de l'organe délibérant de l'établissement public de coopération intercommunale ou du conseil municipal ».

- Art L 153-44
  « L'acte approuvant une modification devient exécutoire dans les conditions définies aux articles L. 153-23 à L. 153-26 ».

- Art L 153-45
  « Dans les autres cas que ceux mentionnés à l'article L. 153-41, et dans le cas des majorations des droits à construire prévus à l'article L. 151-28, la modification peut, à l'initiative du président de l'établissement public de coopération intercommunale ou du maire, être effectuée selon une procédure simplifiée. Il en est de même lorsque le projet de modification a uniquement pour objet la rectification d'une erreur matérielle ».

Procédure simplifiée non autorisée.

- Art L 153-46

« Le plan local d'urbanisme peut faire l'objet d'une modification simplifiée afin de supprimer le dépassement prévu au 3° de l'article L. 151-28 dans des secteurs limités, sous réserve d'une justification spéciale motivée par la protection du patrimoine bâti, des paysages ou des perspectives monumentales et urbaines.
La modulation des majorations des droits à construire prévue au 3° de l'article L. 151-28 ne peut être modifiée ou supprimée avant l'expiration d'un délai de deux ans à compter de l'adoption de la modification simplifiée du règlement qui l'a instaurée ».

Procédure simplifiée non autorisée.

- Art L 153-47
  « Le projet de modification, l'exposé de ses motifs et, le cas échéant, les avis émis par les personnes publiques associées mentionnées aux articles L. 132-7 et L. 132-9 sont mis à disposition du public pendant un mois, dans des conditions lui permettant de formuler ses observations.
  Ces observations sont enregistrées et conservées.
  Les modalités de la mise à disposition sont précisées, selon le cas, par l'organe délibérant de l'établissement public compétent ou par le conseil municipal et portées à la connaissance du public au moins huit jours avant le début de cette mise à disposition.
  Lorsque la modification simplifiée d'un plan local d'urbanisme intercommunal n'intéresse qu'une ou plusieurs communes, la mise à disposition du public peut n'être organisée que sur le territoire de ces communes.
  A l'issue de la mise à disposition, le président de l'établissement public ou le maire en présente le bilan devant l'organe délibérant de l'établissement public ou le conseil municipal, qui en délibère et adopte le projet éventuellement modifié pour tenir compte des avis émis et des observations du public par délibération motivée ».

Modalités communiquées par affichage en mairie d'Appoigny, au siège de la Communauté d'Agglomération de l' Auxerrois et au hameau de Bries pendant toute la période d'enquête publique.

- Art L 153-48

« L'acte approuvant une modification simplifiée devient exécutoire à compter de sa publication et de sa transmission à l'autorité administrative compétente de l'Etat dans les conditions définies aux articles L. 2131-1 et L. 2131-2 du code général des collectivités territoriales ».

Procédure simplifiée non autorisée.

1.3.2 Enquête publique

L'enquête publique est régie par les articles suivants :

- Art L153-19 du Code de l'urbanisme
  « L'abrogation d'un plan local d'urbanisme est prononcée par l'organe délibérant de l'établissement public de coopération intercommunale compétent ou par le conseil municipal après enquête publique menée dans les formes prévues par le chapitre III du titre II du livre Ier du code de l'environnement.
  Le dossier soumis à l'enquête publique comprend un rapport exposant les motifs et les conséquences juridiques de l'abrogation projetée ».
  Le dossier d'enquête publique comprend les motifs et les références législatives du projet.

Remise des motifs dans le dossier avec les références législatives reprises et commentées ci-joint :

- Art L 123-1 et L 123-2 du code de l'Environnement sur le champ d'application de l'enquête publique.
- Articles L 123-1 à L 123-18 et le Chapitre III du titre II livre 1er du code de l'environnement sur la procédure et le déroulement de l'enquête publique.
- Articles R 123-1 à R 123-27 du code de l'environnement sur le déroulement de l'enquête publique.
- Articles L 581-14 à L 581-14-3 du code de l'Environnement sur les règlements locaux de publicité.

Comme indiqué plus haut, la commune d'Appoigny n'est pas régie par un règlement local de publicité.

- Articles 123-13 et 123-19 du code de l'urbanisme.

1.3.3 Avis de l'autorité environnementale

- Article R 104-28 du code de l'urbanisme.
- Code de l'urbanisme section I chapitre IV Livre 1er
  L'avis de l'Autorité Environnementale a été remis et inclus dans le dossier [10] (A 18).

1.4 Contenu du projet

1.4.1 Documents

Le dossier de projet de modification de PLU est complété par l'avis de la mission régionale d'autorité environnementale, émis au cas par cas en application de l'article R 104-28 du code de l'urbanisme, qui a émis la décision n° 2020DKBFC24 en date du 4 mars 2020 répondant à la demande d'examen BFC-2020-2443. Ce document précise que le projet n'est pas de nature à affecter le site Natura 2000 situé en partie Ouest de la commune, ni les milieux naturels remarquables, les continuités écologiques, les habitats ou espèces d'intérêt communautaire, les zones humides, les ZNIEFF de type 1 et 2, et n'est pas susceptible d'incidences significatives sur l'environnement.

L'Autorité environnementale, après analyse au cas par cas, a estimé que la modification du PLU de la commune d'Appoigny n'est pas soumise à évaluation environnementale [10] (A 18).

1.4.2 Modifications apportées au règlement

1.4.2.1 Structure du PLU

Le PLU est composé (A3) :

- De dispositions générales Titre I non affectées par les modifications. Elles mentionnent le champ d'application et le contenu du PLU, le type de zones définies, urbaines, à urbaniser, naturelles et forestières, les emplacements réservés, une trame de changement des rez-de- chaussée, les espaces boisés, les secteurs parcs, alignements e et bâtis à préserver, les règles d'emprise au sol maximales. Elles comportent un paragraphe sur les adaptations mineures et un certain nombre de rappels.

- De dispositions applicables aux zones urbaines en titre II **sujettes à modifications ;**
- De dispositions applicables aux zones à urbaniser en titre **III sujettes à modifications ;**
- De dispositions applicables aux zones agricoles en titre IV et naturelles en titre V **non sujettes à modifications** ;
- Une liste des emplacements réservés **sujette à modifications** ;
- Des éléments identifiés au titre de l'article L 123-1-5-7 du code de l'urbanisme, un patrimoine bâti remarquable, des éléments végétaux remarquables, des cônes de vues, **non sujets à modification**, à l'exception de la surface réservée en emplacement 6.

Donc les titres II et III sont sujets à modifications ainsi que la surface réservée en emplacement 6.

Les titres II et III sont rédigés en articles décrivant systématiquement les mêmes items de 1 à 16 avec le code de zone.

Les modifications concernent les titres II et III. Le texte d'origine est en italique, les retraits sont barrés et les compléments ou remplacements sont indiqués en police normale et surlignés en jaune.

Les justifications indiquées pour chaque item ci-dessous prennent en compte :

- Les documents publics introduits dans le dossier de consultation,
- Le compte rendu des échanges et de la visite sur place, entre le commissaire enquêteur et le porteur de projet, la communauté d'Agglomération de l'Auxerrois, représentés par MM O. Bouderhem Chargé de Mission Planification et Documents d'Urbanisme, et R. Mattmann du Service Développement et Gestion des Parcs d'activités, le 23/07/20 avant le début de l'enquête publique.

1.4.2.2 Modifications apportées aux dispositions relatives aux toitures dans le règlement de la zone UB

(…)

- ***Article UB 11 Aspect extérieur***
  11.4 Toitures

L'ensemble des dispositions du présent paragraphe 11.4 ne s'applique pas en cas de réalisation de véranda ou de toitures végétales.
Les toitures à pan unique sont interdites sauf si elles concernent des bâtiments dont le faîtage est implanté en limite séparative, à l'alignement ou accolé au bâtiment principal, et si ces bâtiments présentent une surface de plancher inférieure à 20 m2 et une hauteur de 3,5 m maximum au faîtage.
Les toitures des bâtiments principaux doivent être constituées d'un maximum de deux pentes supérieures à 40 °. Elles doivent s'harmoniser avec la pente des toits des constructions environnantes.
~~*Les toitures terrasses ne sont plus autorisées si elles dépassent moins de 20 % de la surface couverte*~~*.*

Remplacé par :

Les toitures terrasse sont autorisées à condition qu'elles fassent l'objet d'un traitement qui, par leur volume, les matériaux, les couleurs, et le traitement de l'acrotère, garantisse une bonne insertion dans le site ; ces toitures terrasse peuvent être végétalisées ou non.

Les toitures des bâtiments d'habitation seront recouvertes :

- *En secteur UB*
  - *Par des matériaux ayant l'aspect de la tuile flammée, brun-rouge,*

Complété par :

ou tuiles couleur anthracite ou ardoise,

- *Ou ayant la teinte et l'aspect de l'ardoise en cas de réfection de toiture ou extension en harmonie avec le bâtiment principal.*

Justifications : la zone UA du centre-ville ancien est entourée d'une zone UBA, à l'exception d'une zone sud est du centre-ville ancien occupée par une zone UEA avec plusieurs entreprises. La zone UBA est par ailleurs riche en bâtis remarquables (vers le lavoir du Faubourg et réf 1,3,4,5,6,9,10, 11 entre autres du PLU), à l'est du centre-ville à la porte d'en haut et les toitures de cette zone proche du centre-ville ancien conservent la forme et la couleur des tuiles bourguignonnes.

La zone UB de type résidentiel comme le lotissement de la Baillie, le Rimbeuf à proximité des écoles et du centre culturel au sud du centre-ville, la voie des Lys, le Faubourg qui s'appliquent à un tissu urbain moderne est donc séparée du centre-ville ancien par cette ceinture de zone UBa.

Le projet vise à ne plus limiter la superficie des toits terrasse à 20 % mais à autoriser leur réalisation sous réserve d'un traitement qui leur permette de s'insérer harmonieusement architectural dans leur environnement, tout en laissant une plus grande marge de manœuvre aux projets.

Le projet vise également à autoriser des matériaux de recouvrement ayant l'aspect de la brique ou de l'ardoise en zone UB, non plus uniquement dans le cadre d'une réfection ou une extension, mais dans le cas d'une construction. En effet dans la zone UBa, plus proche du centre-ville ancien, les matériaux ayant aspect (forme et couleur) des tuiles traditionnelles bourguignonnes sont autorisées comme en zone UA.

A noter qu'une construction en zone 1AUh sur la rue de la Chapelle au hameau des Bries destinée à passer en zone UB est équipée d'un toit en terrasse. Cette proposition de modification permet de rendre le PLU modifié cohérent avec ce bâti en place.



Figure 2 Vue de la future zone UB et du bâti toit terrasse existant, du Nord rue de la Chapelle aux Bries.

1.4.2.3 Modifications apportées au règlement de la zone UEc

- ***Article UE2 Occupations et utilisation du sol soumises à des conditions particulières***

Sont admis sous conditions

- *Les constructions à usage d'habitation à condition qu'elles soient destinées à des personnes dont la présence permanente est nécessaire pour assurer le fonctionnement, la surveillance ou le gardiennage des entreprises. Dans ce cas, les constructions seront soit intégrées, soit accolées au bâtiment d'activités.*

- *Les dépôts, autres que ceux mentionnés à l'article UE1.1 à condition d'être masqués par des écrans de verdure ou des écrans maçonnés,*
- *Les affouillements et exhaussements du sol, à condition d'être liés aux travaux de construction, de voirie, ou aux aménagements paysagers des espaces libres, et à condition de ne pas dépasser 0,5 m par rapport au niveau de la voie*

Complété par :

ou 1 m par rapport au niveau du terrain naturel.

- *Les citernes de combustibles non enterrées doivent être implantées de manière à ne pas être visibles depuis l'espace public*

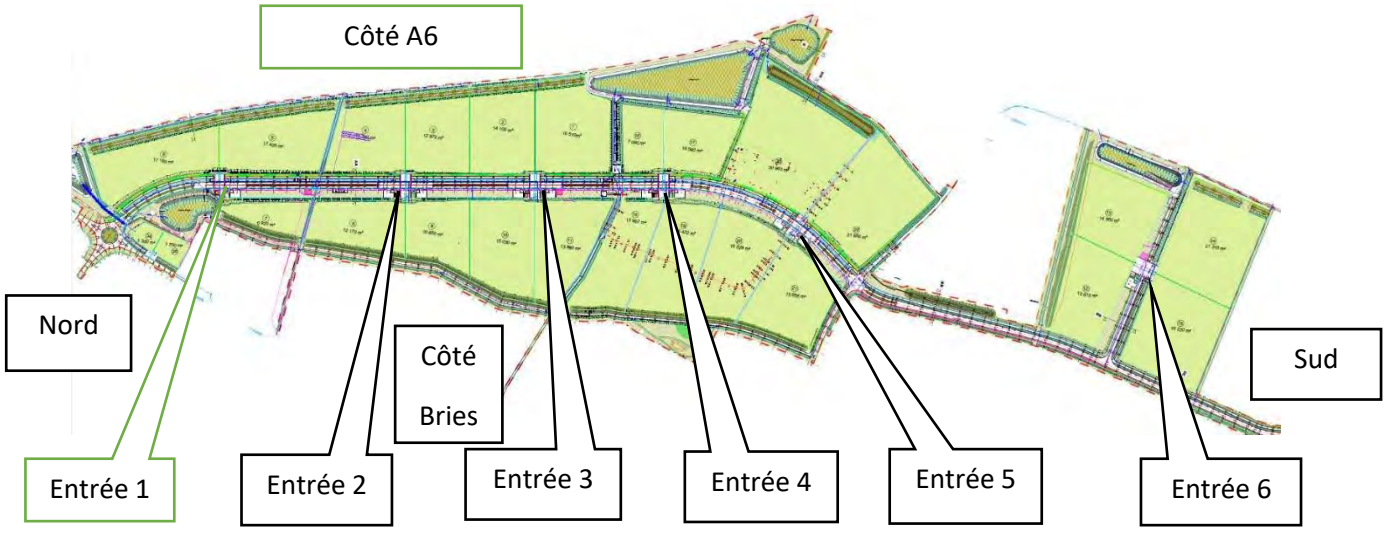


Figure 3 Localisation des entrées de parcelles Plan d'ensemble AuxR_Parc

	Du N au S	Côté A6	Côté Bries	Remarques et repères
Zone	Entrée 1	2m	2m	Après le premier virage
Nord	Allée Bries			Allée d'accès des Bries vers voie extérieure
Nord	Entrée 2	1m	1,5 m à 1,7	Ligne droite
Nord	Entrée 3	0,5m	0,5 m	Ligne droite
Nord	Entrée 4	1,5 m	1 à 1,5 m	Niveau Panneau et arrêt bus ; allée vers bassin 1, entrée virage
Nord	Entrée 5	1,3 m	1 m	Milieu virage sud
		Côté nord	Côté sud	
Zone Sud	Entrée 6	<0,5 m	<0,5 m	

Tableau 1 Estimation des niveaux de terrain naturel par rapport à la voie principale. Fait par le commissaire enquêteur le 23 septembre 2020.

Justifications : la modification concerne la fourchette de hauteur liée aux affouillements et exhaussements de sol par rapport à la voirie, qui est limité à 0,5 m dans les différentes zones UA, UB, UBa, 1AU, et UE.

Cette règle convient pour différentes zones d'activités en terrain plat. Pour la zone d'activité UEc, donc plus particulièrement la ZAC AuxR_Parc qui est la seule zone UEc de la commune, constituée de 25 parcelles sur 35 ha avec un accès sur une voirie centrale, le terrain naturel est situé de zéro à deux mètres en contrebas de la voirie pour plusieurs d'entre elles.

La rédaction actuelle du règlement ne permet donc pas d'y opérer des affouillements ou exhaussements de plusieurs mètres.

La proposition de modification consiste donc à autoriser des exhaussements ou affouillements au choix de 0,5 m par rapport à la

voirie pour les parcelles de niveau avec celle-ci, ou de 1 m par rapport au terrain naturel.

Voir la figure 3 et le tableau 1 qui représentent les niveaux naturels préexistants du terrain au droit des entrées dans les différentes parcelles côté A6/D606 à l'est et côté Hameau de Bries relevées par le commissaire enquêteur le 23/09/20 et repris dans le procès-verbal.

NB : Les photos ne sont pas jointes pour ne pas alourdir le dossier.

A noter que la notion de terrain naturel n'est pas toujours bien définie dans les PLU et dans le code de l'urbanisme, par exemple pour déterminer la hauteur des bâtiments et peut être sujette à problèmes et interprétations sur les terrains en pente, donc à litiges, pour valider les hauteurs de toitures, et mérite donc de l'être.

1.4.2.4 Modification des règles sur la hauteur maximale autorisée des constructions en zone UEc

- ***Article UE 10 : Hauteur maximale des constructions***

10.2 Hauteur maximale

La hauteur des constructions ne devra pas excéder 12 m au faîtage hors tout (sauf édicule technique) sauf dans la zone UEc.

10.3 Cas particuliers

Des hauteurs de bâtiments projetées, supérieures à celles qui résultent de l'application de la règle définie ci-dessus pourront être autorisées :

- *S'il s'agit de remplacer une construction existante d'une hauteur supérieure et dans la limite de la hauteur,*
- *S'il s'agit d'un équipement public.*

Dans la zone de constructions UEc, la hauteur des constructions au faîtage ne devra pas excéder 16 m au faîtage hors tout (sauf édicule technique).

Justifications : Les surfaces allouées des parcelles permettent d'accueillir des entreprises de taille variable, dont d'importantes. Si la limitation de la hauteur du bâti à 12 m en zone UEA et UEB a permis l'implantation d'entreprises dans les zones d'activité économiques de la commune, cette hauteur s'avère insuffisante pour des entreprises de plus grande taille en zone UEc.

L'implantation de telles entreprises permet de diversifier/compléter la typologie de l'offre et du développement économique, et permettre à des entreprises actuellement en location dans des bâtiments de gagner en autonomie par l'accès à la propriété des terrains et à la possibilité d'un aménagement plus adéquat sur des terrains de 0,16 à 3 ha, en moyenne de 1,41 ha.

La gestion des 21 zones d'activité est actuellement assurée par la Communauté d'Agglomération de communes de l'Auxerrois et il convient dorénavant d'harmoniser les règles en fonction de leur implantation et de leur importance. La zone voisine des Mâcherins à Moneteau autorise une valeur maximale de 16 m, d'après le maître d'ouvrage. Il convient de prendre en compte également le niveau naturel du terrain en contrebas du hameau, et des infrastructures autoroutières, les merlons et haies d'arbres à l'échéance de la pousse adulte de ces derniers.

1.4.2.5 Modifications des règles sur les clôtures en zone UE

- ***Article UE 11 : Aspect extérieur***
  11.6 Clôtures
  Dans les secteurs UE, UEa, UEb, et UEh
  La hauteur totale de clôtures sur rue n'excédera pas 1,80 mètre et ne devra pas être susceptible de réduire la visibilité, ni d'occasionner de gêne pour la circulation.
  A l'alignement de la voie, les clôtures seront constituées de :
  […]
  En cas d'absence de clôture sur rue, les espaces laissés visibles seront paysagers.
  Dans le secteur UEc
  […]
  La clôture est obligatoire.
  La hauteur totale des clôtures n'excédera pas ~~1, 80~~ 2,30 mètres.
  La hauteur des clôtures sera sombre, mais le noir est interdit.

  Justifications : L'article UE11 concerne toutes les zones UE UEA, UEB, UEC. L'activité des entreprises liées à une réglementation, ou leur compagnie d'assurances peut imposer des hauteurs de clôtures supérieures à 1, 80 m compte tenu de leur activité et des produits stockés.

Pour des raisons de sécurité ces entreprises peuvent aussi avoir besoin de clôtures supérieures à 1,80 m. La limite proposée de 2,30 m reste inférieure à la limite de 2,60 m imposée aux villes de moins de 50000 h conformément à l'article 663 du code civil.

1.4.2.6 Suppression des règles relatives à la publicité

- ***Article UE11 : Aspect extérieur***

  […]

  11.7 SIGNALISATIONS ET ENSEIGNES

  ~~*Dans les secteurs UE, UEa, UEb, et UEh*~~

  ~~*Tout dispositif doit être intégré et composé avec la façade du bâtiment ou en position basse devant le bâtiment.*~~

  ~~*Sauf composition architecturale particulière. La structure du support devra alors être particulièrement soignée.*~~

  ~~*L'enseigne peinte directement sur le toit ou le mur est interdite.*~~

  ~~*L'enseigne ne devra pas dépasser le bord de l'acrotère ou l'égout du toit.*~~

  ~~*Dans le secteur UEc*~~

  ~~*Le mon de l'entreprise sera apposé sur le muret situé au niveau du portail d'entrée de l'entreprise sur la rue.*~~

  ~~*Une enseigne sera également posée sur la façade principale de l'entreprise, sans dépasser le volume du bâtiment.*~~

  ~~*Les enseignes ne comporteront que la raison sociale.*~~

  ~~*Les mâts, fanions, poteaux ou tout autres enseignes ou éléments publicitaires sont interdits.*~~

  ~~*En agglomération, la publicité et les enseignes publicitaires et pré-enseignes visibles d'une autoroute ou d'une route express sont interdites, de part et d'autre de celle-ci, sur une largeur de 40 mètres mesurée à partir du bord extérieur de chaque chaussée.*~~

  Justification : ces éléments relatifs à la publicité ont été introduits lors de la rédaction du PLU. Or la règlementation de publicité doit être intégrée dans un règlement local de publicité qui se superpose au PLU. Pendant l'enquête, Mr le Maire et Mme Aubry en charge de l'urbanisme à la commune d'Appoigny, ainsi que Mr O Bouderhem représentant le maître d'ouvrage ont bien confirmé l'absence d'un règlement local de publicité (RLP) au commissaire enquêteur. Les demandes de signalisations et

d'enseignes font l'objet d'un formulaire de demande rempli par l'impétrant puis sont adressées à la DDT pour traitement. En l'occurrence, le retrait du paragraphe 11.7 qui a fait l'objet d'échanges entre le maître d'ouvrage et la DDT permet de revenir vers une situation légale. Tant qu'un règlement local de publicité n'est pas mis en place, la procédure actuelle reste d'application pour chaque dossier ou demande.

Nota : les références à ce paragraphe devront être adaptées dans le cahier de charge de cession de terrains communiqué aux acquéreurs de parcelles en zone UEc [20].

De fait, le remplissage d'un document cerfa 14798-01 par exemple, disponible en mairie qui ne dispose pas de RLP, est traité par les services préfectoraux.

1.4.3 Modifications apportées aux documents graphiques

1.4.3.1 Modifications apportées aux zones réservées

- ***Modification de l'emplacement réservé n° 6***

La commune d'Appoigny est bénéficiaire d'un certain nombre d'emplacements réservés.
Comme indiqué en 1.1, la commune d'Appoigny construite de part et d'autre de la D606 est impactée par des problèmes de circulation au carrefour de la D 606 et de la rue P Mocquot du côté Est et rue du Pont du côté Ouest, lequel permet localement de traverser l'Yonne, et génère des nuisances aux heures de pointe sur les autres axes de délestage de la commune qui ne sont pas prévus pour ce flux. Les municipalités ont successivement envisagé des projets de délestage et d'aménagement de ce carrefour, dont aucun n'a vu le jour (Aménagement de carrefour, tunnel sous la D606, déviation…) bien qu'un avant-projet d'aménagement et de travaux rue P Mocquot et rue du Pont ainsi que dans d'autres rues du centre-ville, entre autres pour améliorer la circulation, enterrer les réseaux ait été évoqué par Mr le Maire M. S. Siopathis pendant l'enquête publique le 12/09/20.

L'emplacement réservé n°13 qui figurait dans le Plan d'occupation des sols (POS) est devenu l'emplacement n° 6 dans le PLU. Il concerne les zones Nord-est, Nord-ouest, et Sud -est du carrefour. Le maire de la commune (Mr Alain Staub) a adressé en 2019 une lettre [12] (A 16) à la communauté d'agglomération de l'Auxerrois argumentant devant la non réalisation dans la durée d'aménagement à ce carrefour depuis de nombreuses années, qu'elle n'avait pas besoin de la totalité des parcelles concernées pour mener cet aménagement.
L'angle Sud Est du carrefour et le début de la rue du Pont occupé par une devanture d'établissement (bar tabac la Bonne Halte) qui reste, ainsi que trois pas de porte suivants d'après le plan, emplacement réservé.
Elle souhaite en modifier l'emprise et retirer les parcelles AN 440, 441,148,162,163, qui correspondent à des parcelles situées au coin sud-est de ce carrefour tel qu'indiqué sur le plan du dossier de l'exposé des motifs de modification du PLU d'Appoigny.



Fig. 4 Photo du PLU et zones réservées (quadrillé) en emplacement 6

Au vu du carrefour, et du plan cadastral, les zones réservées empiètent sur un certain nombre de parcelles voisines.

La réservation d'origine n° 6 de 935 m2 décrite dans le PLU (p 70) semble prévue pour réaliser un élargissement de la rue du Pont et de la D 606 aux abords du carrefour, avec une partie de l'angle du cimetière,

l'emplacement de tout ou une partie d'un établissement (Bar tabac La Bonne Halte).

La décision de retrait de réservation indique une volonté de ne conserver dans celle-ci que les zones les plus proches du carrefour pour un aménagement de moindre envergure. Les zones dont la réservation seraient maintenues concernent, après modification :

- La façade nord du bar tabac La Bonne Halte ;
- Le début de la façade Ouest du bar tabac la Bonne Halte ;
- L'angle du cimetière ;
- Le coin de corps de bâtiment au nord Est du carrefour.



Fig. 5 Photo du plan de PLU carrefour avec zones de retrait de réservation

La visualisation du cadastre accessible sur le site de la mairie d'Appoigny montre que les parcelles concernées par la réservation couvraient une emprise plus étendue sur la façade sud de la rue du Pont que celles indiquées sur le PLU.

La représentation en figure 5 montre que le corps de bâtiment du bar tabac La Bonne Halte reste un emplacement réservé ainsi que la prolongation du même bâti sur la rue du Pont de ce pâté de maisons.

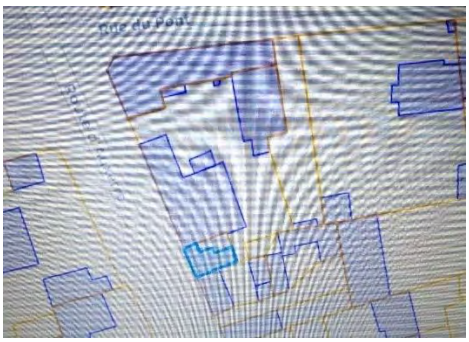
Les autres parcelles sises sur les autres angles du carrefour sont maintenues en emplacement réservé n°6.

Les photos du cadastre avec surlignage en bleu clair des parcelles permettent de bien identifier les parcelles restantes et retirées de cette réservation dans le projet en surligné bleu.





Fig.6 et 6 bis Parcelle maintenue dans la réservation



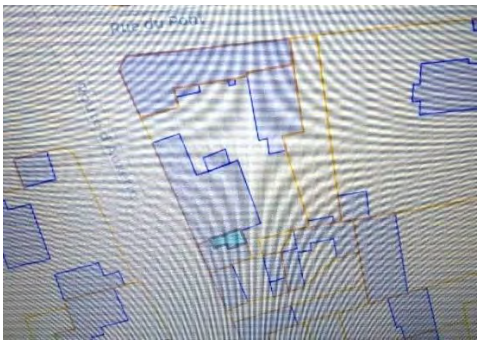


Fig. 7 Parcelle AN 148 retirée

Fig. 8 Parcelle AN 441 retirée





Fig. 9 Parcelle AN 440 retirée

Fig. 10 Parcelle AN 162 retirée

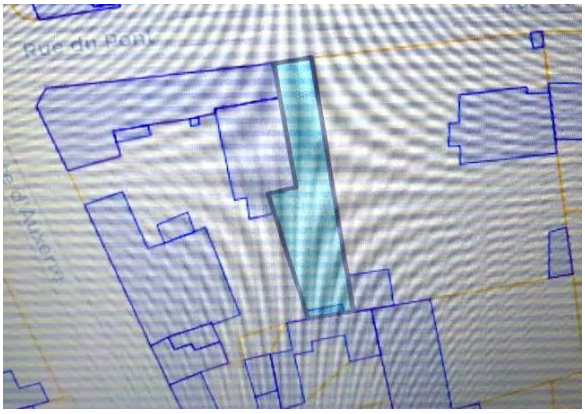


Fig. 11 Parcelle AN 163 retirée

La modification du PLU concerne le plan de zonage avec la zone réservée ainsi que la surface modifiée à définir en p 70 du PLU.

1.4.3.2 Transformation de la zone 1AUh de la rue de la Chapelle aux Bries en zone UB

Le hameau de Bries comprend deux axes parallèles orientés Nord-sud, la D 319 à l'Est et le rue de la Chapelle à l'Ouest, et un réseau de rue transversales orientées Est-ouest. En quittant la zone UB urbanisée vers le Nord, cette rue est bordée de deux constructions à l'ouest en zone 1AUh et de terrains non construits à l'Est.

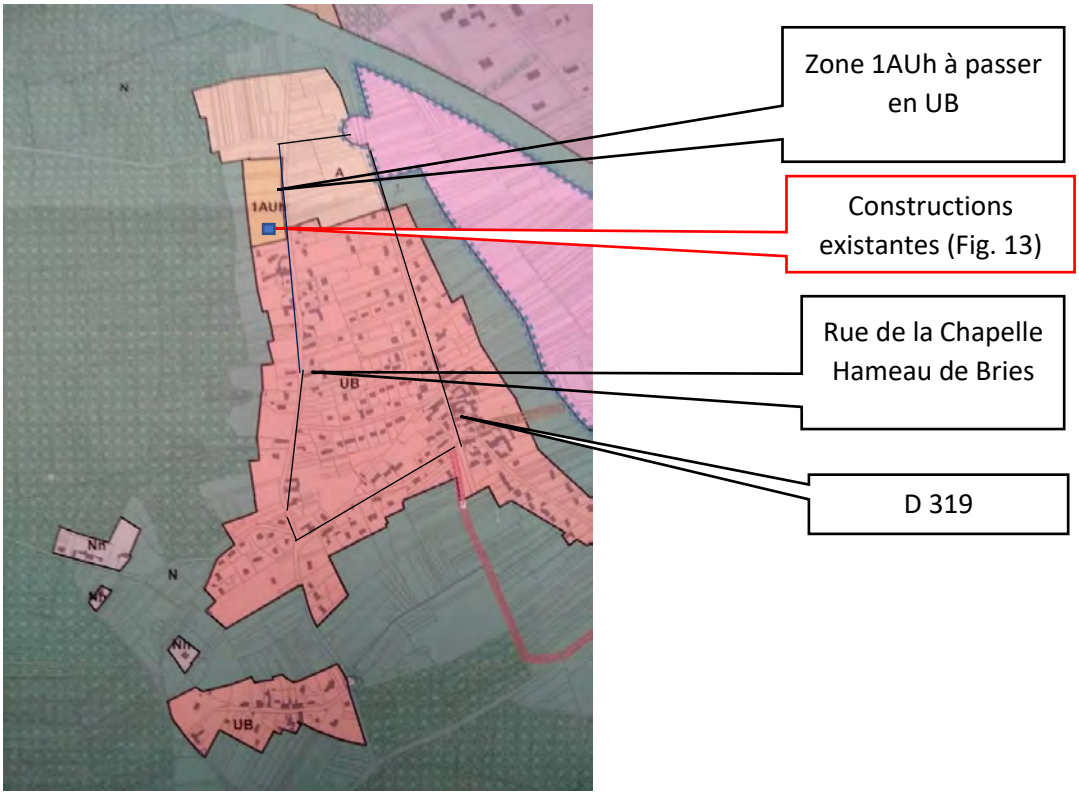


Fig. 12 Extrait du plan de zonage du hameau de Bries

La zone 1AUh située dans le prolongement de la Zone UB avait vocation à devenir urbanisée dès lors qu'elle disposerait des réseaux de viabilité.



Fig. 13 Construction en zone UB et réseau de viabilité rue de la Chapelle

Ces réseaux ont été installés, deux constructions ont été édifiées (voir Fig. 2 et 13) et plusieurs permis de construire ont été délivrés.

A noter que les constructions visibles comportent des toits terrasse (1.4.2.2 et Article UB 11).

Ces modifications de PLU impactent le règlement du PLU et le plan de zonage.

2 ORGANISATION DE L'ENQUETE PUBLIQUE

2.1 Préparation

Suite à contact téléphonique le 10/06/20 avec Mme Muccini du TA de Dijon, qui m'a transmis la demande d'enquête publique, j'ai pris contact avec Mr Olivier Bouderhem Chargé de Mission Planification et Documents d'Urbanisme à la Communauté d'Agglomération de l'auxerrois qui m'a transmis l'exposé des motifs, le PLU modifié et l'arrêt lançant la modification du PLU d'Appoigny.

Après l'envoi par la poste d'une copie du dossier par Mme Muccini, puis l'acceptation de l'enquête, les modalités de planification de l'enquête publique ont fait l'objet d'une communication téléphonique le 7/07/20 avec Mr O Bouderhem. Entretemps, l'opportunité d'une visite sur place le 13/06/20 avec l'exposé des motifs, avant une période d'indisponibilité d'un mois, m'a permis de découvrir la topographie de la commune et de la zone ZAC AuxR_Parc.

A la suite de cette période, j'ai rencontré Mr O Bouderhem, et Mr Rodolph Mattmann du Service Développement et Gestion des Parcs d'Activité le 23 /07/20 à la Communauté d'agglomération de l'Auxerrois pour faire le point sur les éléments du dossier et recueillir des informations sur la ZAC AuxR_Parc. La réunion s'est poursuivie par une visite sur place des installations et aménagements mis en place et prévus, ainsi qu'une visite à la mairie d'Appoigny pour préparer les modalités des permanences et de l'affichage urbain durant l'enquête.

2.2 Présentation du dossier

Le contenu du dossier présenté à la consultation en mairie d'Appoigny, à la Communauté d'agglomération de l'Auxerrois ainsi que sur son site internet www.communaute-auxerrois.com était conforme au bordereau des pièces suivantes :

- 1 Note de présentation (A 1).
- 2 Exposé des motifs (A2).
- 3 Règlement avec les modifications envisagées (A 3).
- 4 Projet d'Aménagement et de Développement Durable (A 4).
- 5 Avis des personnes publiques associées (A 5).
- 6 Arrêté n° 2020-DUDT-023 prescrivant l'enquête publique (A 6).
- 7 Arrêté n° 2020-DUDT-001 prescrivant la modification du PLU(A 7).
- 8 Délibération n° 2018 -113 approuvant la modification simplifiée du PLU d'Appoigny (A 8).
- 9 Dossier sur la dérogation à l'interdiction de construire à proximité d'une voie de grande circulation (A 9).
- 10 Délibération n° 2017-181 approuvant le dossier de réalisation de la zone d'aménagement concerté du parc d'activité d'Appoigny (A 10).
- 11 Arrêté Préfectoral n° 2016-751 sur la création de la Communauté d'Agglomération de l'Auxerrois (A 11).
- 12 Arrêté préfectoral n° 2016-532 sur la création de la Communauté d'Agglomération de l'Auxerrois (A12) .
- 13 Délibération 2013-020 du Conseil Municipal d'Appoigny approuvant le PLU de la commune (A13).

Autres pièces du dossier :

- 14 Décision du Tribunal administratif de Dijon de désignation du commissaire enquêteur (A14-A15).
- 15 Décision de l'autorité environnementale établie au cas par cas (A18).
- 16 Avis diffusé dans la presse (A20).
- 17 Avis et certificats d'affichage (A21-A22).
- Registre d'observation papier (A 17).

Le dossier déposé sur le site internet de la Communauté d'Agglomération de l'Auxerrois figure dans l'onglet missions/urbanisme/plu/Appoigny-Modification du PLU.

Il comprend la copie des documents mentionnés ci-dessus : 1,2,3,4,5,6,7,9,10 11,12, 13 et une copie de l'avis d'affichage.

Le document 8 non mentionné est toutefois repris en référence dans le document 7. Son absence n'est pas de nature à modifier significativement le contenu du dossier.

Nota : deux avis de PPA (CD 89 et DDT) sont mentionnés sur le site, tous deux positifs et pas de nature à mettre en cause le projet, mais l'un des deux y figure en double exemplaire, au lieu des deux séparés ce qui s'apparente à une erreur bureautique à corriger.

2.3 Mesures de publicité

Un avis d'enquête publique a été publié le 14 août 2020, soit plus de 15 jours avant le début de l'enquête et le 4 septembre 2020 soit moins de 8 jours après le début de l'enquête dans deux journaux locaux (A 20) :

- L'Indépendant de l'Yonne,
- Yonne Républicaine.

Les certificats d'affichage en date du 26/10/20 et remis au commissaire enquêteur les 26 et 27/10/20 attestent de cet affichage. (A 21,22).

En outre le commissaire enquêteur s'est bien assuré à la suite de chacune de ses permanences que l'avis d'affichage était conforme et bien visible en mairie d'Appoigny et au hameau de Bries sur le panneau d'affichage placé à proximité du lavoir, en bas de la rue des écoles à l'intersection du Chemin de la grosse Ruelle (A 22).

A noter une erreur de frappe sur la date de fin d'enquête au premier septembre sur l'avis, constatée après tirage, mais cette anomalie de typographie de l' arrêté est contredite par les informations suivantes et n'est pas de nature à dissuader le public de la consultation.

2.4 Déroulement de l'enquête et clôture

L'enquête publique s'est déroulée durant 30 jours consécutifs du 1er Septembre 2020 à 9 h au 1er Octobre 2020 à 12 h, avec dépôt de deux dossiers et registres papier :

- En mairie d'Appoigny,
- Au siège de la Communauté d'agglomération de l'Auxerrois
- Et un dossier numérisé accessible sur le site internet www.communaute-auxerrois.com

Pendant toute la période d'enquête publique, le public a pu consulter le dossier papier :

Aux heures d'ouverture de la mairie d'Appoigny, 24 rue Châtel Bourgeois :

- Du lundi au vendredi de 8h à 12 h et de 16h à 17h 30,
- Le samedi de 9h à 12 h,

Au siège de la Communauté d'Agglomération de l'Auxerrois, 6 bis, Place Maréchal Leclerc – BP 58 – 89010 Auxerre Cedex :

- Lundi, mardi, jeudi de 9h00 à 12h00 et de 13h45 à 17h45,
- Mercredi de 9h00 à 17h45,
- Vendredi de 9h00 à 12h00 et de 13h45 à 17h00.

Sur le registre dématérialisé à l'adresse urbanisme@agglo-auxerrois.fr

Sur le poste informatique mis à disposition du public au siège de la Communauté d'Agglomération de l'Auxerrois, aux jours et heures habituels d'ouverture, sur rendez-vous en téléphonant au 03.86.72.20.60.

Des consignes ont été transmises au secrétariat de mairie pour transmettre / introduire dans le registre papier/dématérialisé une copie scannée des observations déposées sur l'autre. L'adresse dématérialisée détaillée avec son chemin d'accès permettant de consulter ultérieurement chez soi les éléments du dossier ont été indiqués dans le registre papier.

Le public a pu déposer ses observations :

- Sur les registres papier déposés en mairie d'Appoigny et à la Communauté d'Agglomération de l'auxerrois,
- Sur le registre dématérialisé,
- Par courrier postal ou courriel à l'attention du commissaire enquêteur à la Mairie d'Appoigny,
- Par courriel à l'adresse indiquée ci-dessus sur le registre dématérialisé.

Le commissaire enquêteur s'est tenu à la disposition du public lors des permanences en mairie d'Appoigny :

- Le mardi 1er septembre de 9h à 12 h,
- Le samedi 12 septembre de 9h à 12 h,
- Le mercredi 16 septembre de 14h 30 à 17h30,
- Le mercredi 23 septembre de 9h à 12 h,
- Le jeudi 1 er octobre de 9h à 12 h.

A l'expiration du délai prévu, les registres papier ainsi que le registre dématérialisé ont été clôturés.

Le procès-verbal de l'enquête publique a été remis au maître d'ouvrage représenté par MM Olivier Bouderhem, accompagné de Mr Rodolph Mattmann, au siège de la Communauté d'agglomération de l'Auxerrois le 1 er Octobre 2020 à 16 h, soit moins de 8 jours après la fin de l'enquête publique (voir pièce jointe en A 23).

Le maître d'ouvrage représenté par Mr O Bouderhem m'a fait parvenir par courriel le 4/10/20 et par courrier postal reçu le 14/10/20 la réponse de la Direction de l'Urbanisme et Dynamisme du Territoire de la Communauté d'Agglomération de l'Auxerrois signée de Mr Ch. Bonnefond.

Les éléments de réponse sont repris point par point en 3.

3 RECENSEMENT ET ANALYSE DES OBSERVATIONS

3.1 Personnes Publiques Associées et Consultées

Le dossier d'enquête a été envoyé aux personnes publiques associées suivantes :

- Chambre de Commerce et d'Industrie de l'Yonne à Auxerre le 26/5 20. Pas de réponse.
- Chambre de Métiers et de l'Artisanat Interdépartementale à Dijon le 27/05/20. Pas de réponse.
- Chambre de l'Agriculture à Auxerre le 25/05/20. Pas de réponse
- Conseil Départemental de l'Yonne à Auxerre le 25/05/20. Réponse le 1/07/20
- Conseil Régional de Bourgogne-Franche-Comté à Besançon le 27/05/20. Pas de réponse.
- Direction Départementale des Territoires de l'Yonne à Auxerre le 25/05/20. Réponse le 14/06/20.
- Préfecture de l'Yonne à Auxerre le 3/06/20. Pas de réponse.
- Commune de Branches le 25/05/20. Pas de réponse.
- Commune de Gurgy le 25/05/20. Pas de réponse.
- Commune de Monéteau le 25/05/20. Pas de réponse.
- Commune de Chichery le 25/05/20. Pas de réponse.
- Pôle d'équilibre territorial et rural (PETR) du Grand Auxerrois à Auxerre le 25/05/20. Pas de réponse.

Le délai de restitution des avis est fin Août. Passé ce délai, les avis sont réputés favorables. Les deux avis reçus, rendus dans ce délai, ont été joints aux dossiers de consultation du public. Voir nota en 2.2.
Dans la mesure où l'avis de la DDT ne figurait pas dans la liste des documents du dossier d'enquête en consultation pendant l'enquête, mais qu'il était positif, je n'ai pas reçu de remarques de la part du public. Cela fera l'objet d'une recommandation pour remettre à jour le dossier dématérialisé.

3.1.1 Avis des services de l'Etat

La Direction départementale des territoires indique par courriel du 14/06/20 qu'elle ne voit pas d'objections à la modification du PLU de la commune d'Appoigny [2] (A5).

3.1.2 Avis du Conseil départemental de l'Yonne

Le conseil départemental de l'Yonne indique dans son courrier du 29 juin que le dossier n'appelle pas de remarques réglementaires et relève une correction à effectuer dans l'exposé des motifs. L'emplacement réservé n°6 est à l'intersection de la rue P Mocquot et de la D606 et non pas D6 [2] (A5).

3.1.3 Décision de la Mission Régionale d'Autorité Environnementale (MRAE)

La MRAE a émis la décision n° 2020DKBFC24 le 4 mars 2020 [10] (A 18) pour répondre à la demande d'examen au cas par cas enregistrée sous le N° BFC-2020 -2443, a statué en application de la section 1 du chapitre IV du titre préliminaire du livre premier du code de l'urbanisme, que la modification du PLU de la commune d'Appoigny n'est pas soumise à évaluation environnementale.

3.2 Recensement et analyse des observations du public

Au cours de l'enquête publique et des 5 permanences en mairie d'Appoigny, j'ai reçu cinq personnes à la mairie d'Appoigny.

Aucune personne n'a déposé d'observations sur le registre déposé à la Communauté d'Agglomération de l'Auxerrois.

Une personne venue en consultation à la mairie d'Appoigny a envoyé par la suite un courriel à la mairie d'Appoigny à l'attention du commissaire enquêteur pour reformuler/compléter ses observations endéans les délais et la semaine.

Une lettre a été adressée à la Communauté d'agglomération de l'Auxerrois à l'attention du commissaire enquêteur. Ces deux lettres ont été immédiatement communiquées au commissaire enquêteur et agrafées aux deux registres papier conformément aux instructions données en mairie.

Les observations reportées ci-dessous en 3.2.1 et 3.2.2 reprennent des extraits du procès-verbal qui peut être assorti d'informations complémentaires ou/et photos relevées par le commissaire enquêteur durant l'enquête publique pour étayer les observations.

3.2.1 Mentions portées sur le registre papier lors des permanences

Voir Annexe 17.

R 1 Le 12/09/20 Monsieur Dhuicq Alban, Agriculteur demeurant 59, route de Branches 89380 Appoigny exploite une parcelle agricole classée N située à l'est du centre-ville délimitée au nord par l'allée de château de Regennes qui donne accès à une clinique et au sud est par l'allée d'arbres qui rejoint l'entrée de la clinique. Une zone 1AUs destinée aux établissements hospitaliers occupe un secteur circulaire centré sur le point d'accès à la clinique. Voir extrait du plan ci-dessous.

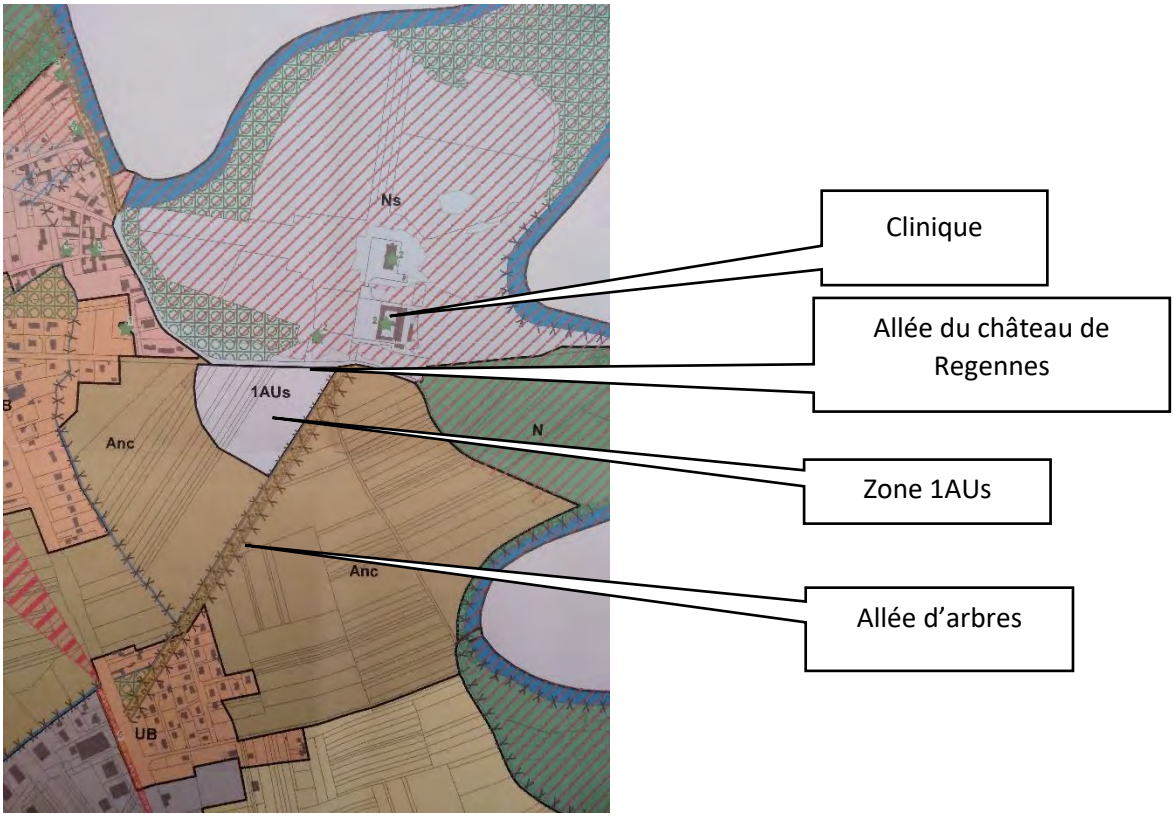


Fig.14 Plan de zonage et PPRi zone Est

La motivation de ce zonage est reprise en nota dans le dossier de présentation du PLU, p 163 à 166



FIg.15 Allée d'arbres et terrain vus depuis l'entrée de la clinique (Fig. 16)



Fig.17 Vue de la zone en se dirigeant vers la clinique par l'allée du château de Regennes.

L'observation relevée en permanence a été confirmée par un courriel du 17-09-20 transmis à la mairie laquelle l'a transmise au commissaire enquêteur le 21-09-20 et agrafé au volet 5 du registre déposé en mairie d'Appoigny (A 26).

Mr Dhuicq s'interroge sur la présence d'une zone 1AUs dont l'emprise est en forme de secteur circulaire au milieu d'une zone classée Anc. Cette forme de zone n'est pas du tout adaptée au découpage de la parcelle cultivée et empêcherait l'exploitation du reste de la parcelle si des constructions y étaient érigées. L'accès au reste de la parcelle agricole constituée serait alors rendu difficile avec les tracteurs et leurs outils.

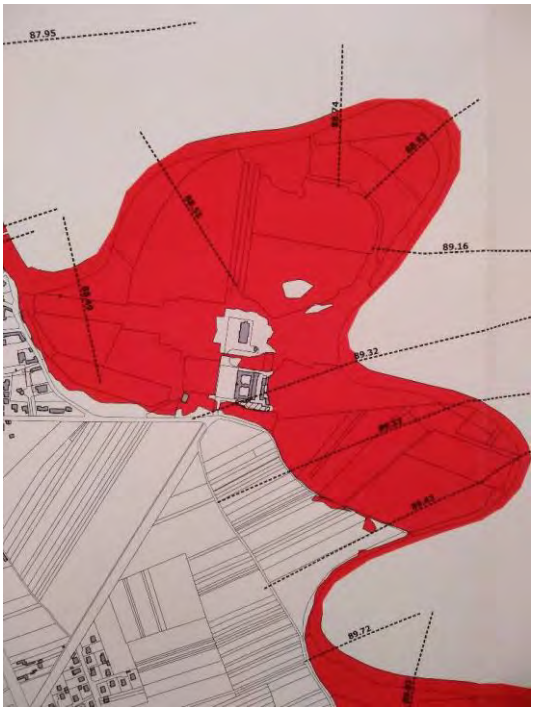
Nota : le document de présentation du PLU de 2013 [29] indique que les équipements sanitaires et hospitaliers situés dans le château de Regennes ne peuvent plus s'étendre suffisamment puisqu'ils s'inscrivent dans la zone inondable repérée du PPRi. Ce secteur d'extension a pour objectif d'assurer le développement de ces équipements communaux ou non et de permettre l'évolution de cette unité de soin. La zone 1AUs était surdimensionnée par rapport aux besoins actuels d'extension de la clinique. Elle a donc été diminuée et sa forme vient se caler dans le prolongement de la zone Ns qui concerne le site actuel. Elle vient ainsi compléter ce secteur à vocation médicale.

Pas de remarque particulière quant aux modifications proposées.

Le maître d'ouvrage : la zone 1AUs n'est pas affectée par la modification de PLU objet de l'enquête, et le tracé actuel est celui du PLU approuvé, objet

lui-même d'une enquête publique en son temps. La superficie de la zone 1AUs a fait l'objet d'une réduction de superficie lors du passage du POS au PLU en 2013 et la forme définie a été proposée en poursuivant le tracé de l'emprise foncière actuelle du château de Regennes en zone Ns inondable sur une zone d'extension non inondable 1AUs.
Pur ces raisons, la Communauté d'Agglomération de l'Auxerrois n'entend pas inclure une modification du zonage dans la modification proposée du PLU.

Le commissaire enquêteur : la figure ci-dessous représente la zone soumise aux aléas d'inondation en rouge avec deux ilots à l'emplacement des bâtiments. Les zones les plus proches d'extension ne laissent pas beaucoup de choix. Si la forme circulaire de l'emprise au sol de la zone 1AUs devait être modifiée en forme angulée, comme cela était le cas dans le POS, (cf fig.19), le tracé de la modification de l'emprise ne semble pas avoir fait l'objet d'observation ni de consultation pendant l'enquête publique du 4 décembre 2012 au 5 janvier 2013 en l'absence de projet puisque la forme angulée à l'époque semblait plus compatible avec l'exploitation agricole.



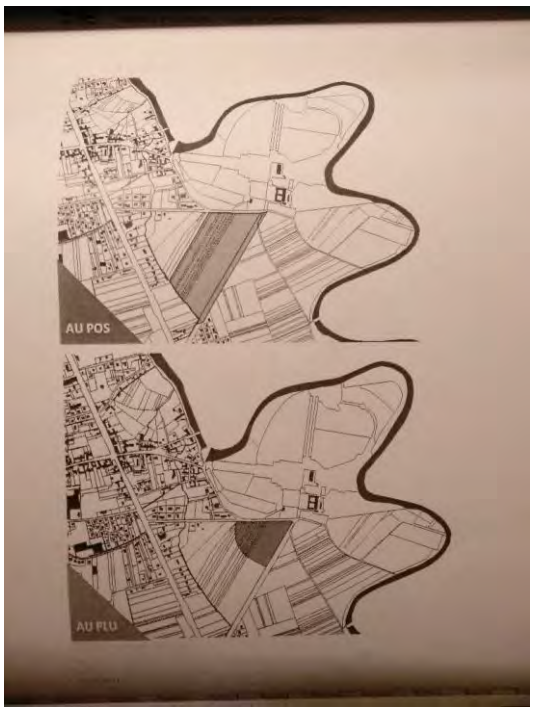


Fig.18 Vue de la zone rouge PPRi du PLU actuel en rouge à gauche,

Fig.19 évolution de l'emprise au sol en gris de la zone 1AUs entre le POS et le PLU de 2013 à droite

La zone 1AUs ne peut faire l'objet de modification dans la cadre d'une telle modification de PLU et aurait nécessité une révision allégée de PLU, avec modification du zonage de surfaces agricoles sans pour autant qu'un projet d'extension et d'agrandissement de la clinique soit à l'ordre du jour.

La modification de la forme, son déplacement et /ou l'empiètement de la zone 1AUs sur d'autres parcelles impliquerait une occupation de la zone de l'autre côté de l'allée d'arbres et de la route, ce qui n'est pas réaliste.

La modification de la forme de la parcelle 1AUs n'a pas sa place dans le cadre de ce projet qui nécessiterait une révision allégée du PLU.

Recommandations : la modification de formes de zones doit être faite de préférence en concertation avec les personnes concernées. En l'occurrence, en cas de modification ultérieure de PLU/ PLUi impactant le zonage de terrains agricoles, et /ou si un projet d'extension de la clinique existe, veiller à en optimiser à la fois implantation du bâti et forme d'emprise au sol à surface équivalente, et une bonne exploitation agricole des parcelles voisines.

R 2 Le 12/09/20 Monsieur Casimir Christophe demeurant 16, rue du Pont 89380 Appoigny s'interroge sur la gestion des flux d'automobiles et camions qui seront générés par les entreprises installées à AuxR_Parc.

Déjà actuellement, la traversée d'Appoigny est saturée et génère des nuisances. Aux heures de pointes les personnes pressées passent rapidement en regard de la configuration du réseau (centre-ville ancien, petites rues à double sens) qui ne dispose pas de déviation, à l'instar de la plupart des villages sur la RN6. Les passages cloutés sur la D 606 sont dangereux, car les camions s'arrêtent mais pas les automobilistes lorsqu'un piéton se positionne pour traverser.

Des observations ont été faites lors de l'enquête publique du PLU en 2012.

Monsieur Christophe Casimir insiste sur la difficulté de circuler en vélo, en particulier aux heures de pointe, alors que la société et la tendance actuelle prône les mobilités douces. La D 606 est équipée d'un panneau d'utilisation obligatoire de piste cyclable qui n'est pas aménagée pour traverser les embranchements ni isolée du trottoir, et de fait inutilisable au profit d'autres voies comme la rue du Pavillon, et la route des Bries pour se diriger au Sud.

La piste cyclable d'AuxR_Parc est aménagée mais son accès difficile avec les angles droit et les piquets disposés aux accès. En particulier en sortie Nord de AuxR_Parc, il faut descendre de vélo et redémarrer en pente sur une voie équipée d'une séparation centrale obligeant les voitures à ralentir. La mise en place d'un biseau à cet endroit est proposée pour constituer une bretelle d'accès. Voir photos ci-dessous :

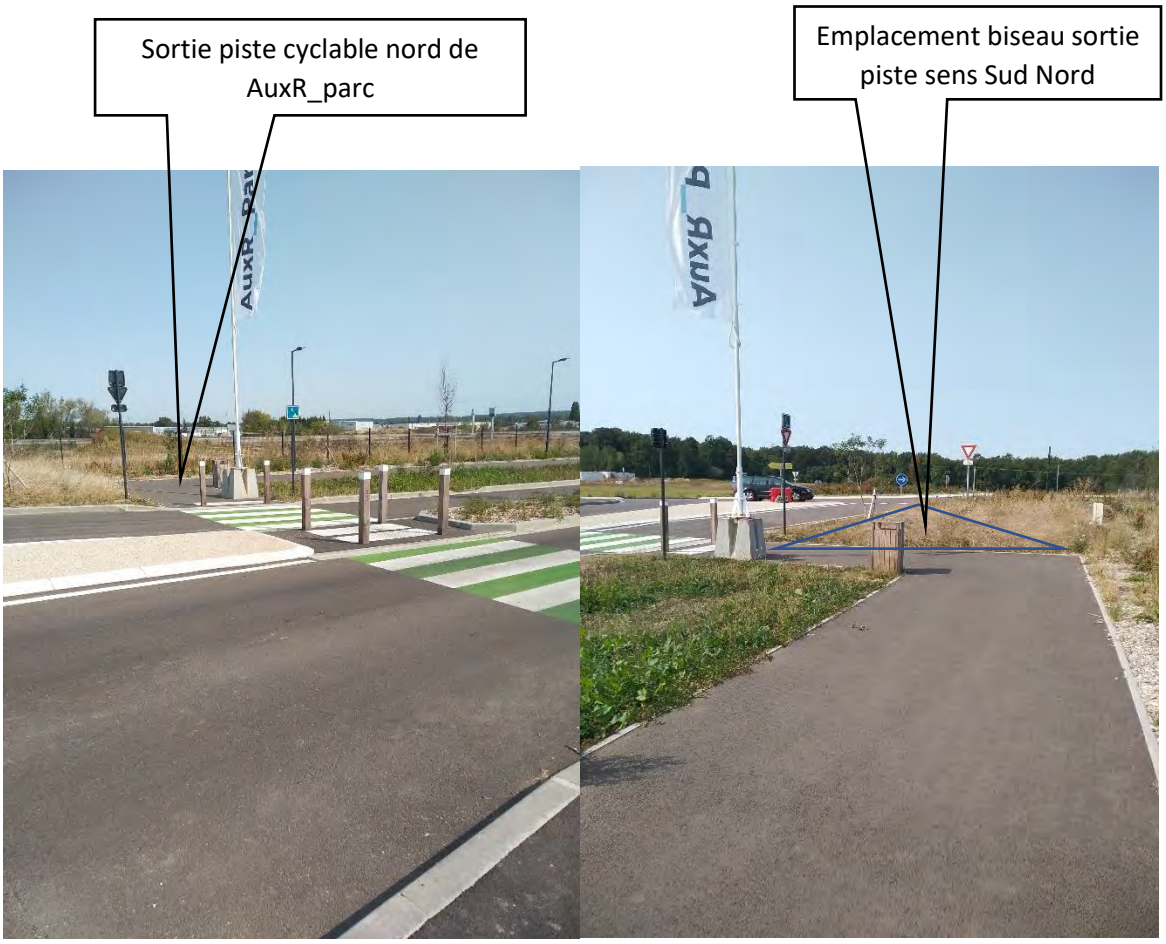


Fig. 20-21 Photos de la voie AuxR_Parc et de l'embranchement de la piste cyclable à gauche, et à droite vu depuis la piste cyclable, proposition d'emplacement de biseau.

Pas de remarque particulière quant aux modifications proposées au PLU.

Le maître d'ouvrage : prend bien note des difficultés de circulation sur la D606 et des aménagements de piste cyclable insuffisants, de l'augmentation des flux de circulation avec la zone UEC AuxR_Parc, et la proposition de mettre en place un biseau d'accès entre une la piste cyclable et le rond-point nord de la zone

AuxR_Parc. Les conditions de circulation en zone AuxR_Parc ont été étudiées et entérinées en délibération 2013-82 du 12/12/2013, avec un délestage des plus de 3,5 t au hameau de Bries (sauf desserte locale).

Le traitement de ces différentes observations est du ressort de compétences différentes au niveau des services intercommunaux, départementaux et étatiques, qu'il convient de mobiliser ensemble sur le projet pour un traitement global et que le maître d'œuvre s'engage à identifier et informer afin que cette problématique globale puisse être prise en compte dans le cadre d'une procédure plus globale telle qu'une révision de PLU.

La proposition de piste cyclable biseautée ne recueille pas l'approbation du maître d'ouvrage qui met en avant un risque d'accident lié à l'angle de vision nécessairement important entre la trajectoire du cycliste et celle des véhicules.

Le commissaire enquêteur : les visites sur place permettent de confirmer une signalisation de piste cyclable inutilisable en bordure de la D606, l'importance de la circulation aux heures de pointe et la nécessité pour les cyclistes de poser le pied au sol pour passer de la voie routière à la piste cyclable à AuxR_Parc.

Les observations d'autres riverains (cf. ci-après) confirment bien une amélioration des conditions de circulation au Hameau de Bries avec cette déviation constituée par la voirie de AuxR_Parc qui constitue un délestage pratique de la D606 et du hameau pour les habitants du centre-ville ouest.

La piste cyclable AuxR_Parc est assez fréquentée par les cyclistes, entre deux zones non équipées au nord et au sud. La mise en place d'une piste cyclable sur la D 319 au nord de AuxR_Parc pourrait revenir à élargir un pont sur l'autoroute. L'évocation de ce point montre à quel point l'implantation d'un réseau de pistes cyclables cohérent nécessite un projet global qui met en jeu des compétences différentes et qui ne se fera que progressivement. A défaut de projet construit, la Communauté d'Agglomération de l'Auxerrois a pris le parti de s'intégrer dans une démarche « pas à pas » destinée à mettre en conformité ce projet d'UEC avec les politiques de développement de mobilité douce via ce réseau, pour pouvoir être raccordées à un réseau géré par d'autres compétences.

Les accès biseautés avec un angle important de vision pour s'assurer que l'on peut s'engager sans risque sur une voie nécessitent une rotation du torse et de la tête importante du cycliste pas toujours à sa portée (forme physique, âge,

vision...), sur des vélos rarement équipés de rétroviseurs, avec un risque de chute et de heurt par un véhicule -de plus en plus silencieux-que l'usager pourrait difficilement éviter par un écart de côté avec le terreplein central.

La contrepartie favorable du biseau serait le maintien de la stabilité par la vitesse eu égard au risque de chute au démarrage. Cependant, l'accidentologie urbaine liée à la coexistence des pistes cyclables avec les autres réseaux (tramways…) dans certaines agglomérations est éloquente.

Il apparaît clairement que la disposition perpendiculaire des entrées et sorties de piste à la voirie a été conçue à dessein, conformément à une analyse de risque/réglementation pertinente, et constitue une meilleure garantie de sécurité.

Il n'est pas possible de traiter globalement le problème de circulation douce de la commune d'Appoigny dans le cadre de cette modification de PLU, et la mise en place de biseau aux accès de piste cyclables sur une voirie s'avèrerait dangereux et pourrait être remis en cause au premier accident.

Recommandation :

- Transmettre ces informations sur les difficultés de coexistence et de circulation en mobilité douce et aux différentes parties prenantes (intercommunales, départementales et étatiques) pour trouver une solution, et intégrer cette problématique dans une procédure plus large d'évolution de PLU pour connecter entre elles les portions de réseau de pistes cyclables qui dépendent de compétences différentes.
- Signalisation préventive pour les usagers de passage de cycliste à proximité des entrée/sorties de la piste cyclable parallèle à la voirie de AuxR_Parc, le cas échéant.

R3 Le 16/09/20 Mr Belval Bruno, qui participe à la commission des travaux et urbanisme, et en charge des chemins et affouages- des parcelles dont la commune est propriétaire, demeurant 16 ter rue des Gorges 89380 Appoigny.

Prise de connaissance du dossier. Mr Belval confirme les difficultés de circulation aux heures de pointe, au niveau des rues Chatel Bourgois, rue du professeur Pierre Mocquot, l'utilisation de l'itinéraire de délestage par la route des Bries.

Il n'émet pas de remarque particulière sur le fond du motif de la modification du PLU, indique que la prise de connaissance du PLU zone par zone est compliquée et est intéressé par un fichier plus synthétique qui en donne une vision globale par item pour chaque zone, qu'il proposera en réunion tenue le 21/09/20.

Pas de remarque particulière concernant les modifications proposées au PLU.

Le maître d'ouvrage prend note des problèmes de circulation et des différentes voies empruntées et commentées lors de la remise du procès-verbal. La problématique évoquée est similaire à celle évoquée par Mr Ch. Casimir, et la recherche d'une solution par collaboration interservices (communaux, régionaux, étatiques) dans le cadre d'une évolution de PLU constitue également une réponse à moyen terme.

Le maître d'ouvrage n'émet pas d'éléments de réponse sur les difficultés à exploiter le texte du PLU.

Le commissaire enquêteur s'est rendu compte lui-même de difficultés à la lecture du PLU actuel au fil de l'eau avec des omissions de paragraphes pour certaines zones, des calculs ou formules non expliquées, confirmées postérieurement à la lecture du rapport de l'enquête publique de 2012 dans laquelle le commissaire enquêteur demande un certain nombre de précisions à lever dans la rédaction du PLU.

Une lecture transversale du PLU de la commune d'Appoigny et une transcription sur fichier excel a été réalisée par moi-même pour mettre en évidence à chaque article, d'éventuelles anomalies d'une zone à l'autre. Ce fichier de travail a été mis à disposition des services d'urbanisme de la mairie et de la communauté d'agglomération de l'auxerrois à toutes fins utiles. Voir un extrait du fichier en A 28 sur l'article 3 voirie.

Une explication à cet état de fait peut être liée à la création du PLU par implémentation du POS avec les autres exigences comme le PADD, sans refondre et recouper transversalement l'ensemble du document.

Il n'est pas possible de traiter le problème de circulation dans le cadre de la présente modification de PLU.

Recommandation :

- Faire une lecture transversale du PLU pour relever des incohérences, oublis, par exemple sur base du fichier remis en mairie calculPLUAppoigny.xls et en s'assurant que celles relevées en 2012 par le commissaire enquêteur [31] ont bien été traitées et d'autres relevées à la relecture actuelle seront prises en compte dans le cadre d'une évolution du PLU. A titre d'exemple on trouvera ci-après quelques anomalies constatées simplement par cette lecture transversale :
    - Voirie en zone 1AU ; pas de réglementation sur l'accès aux services de secours et ordures ménagères : voir p.ex. L'article 3 en A 28 ;
    - Mesure de hauteur de construction en zone 1AUi ;
    - Aspect extérieur zone 1AUi non réglementé ;
    - Article 12 zone 1AUi sur le stationnement ;
    - Règlement sur le stationnement des deux roues motorisées uniquement en zone 1AUi et non traité sur d'autres zones ;
    - Espaces libres non réglementés en zone 1AUi ;
    - Articles 15 et 16 non réglementés ;
    - Article 10 manque de clarté sur les calculs de hauteur R+1+C (rez de chaussée + 1 étage+ combles ?)
    - ….

R 4 Le 23/09/20 Monsieur Harchen Bernard, 2ème adjoint au Maire d'Appoigny, en charge des travaux, de l'urbanisme et de l'environnement.

Prise de connaissance des derniers éléments du dossier, des remarques notifiées sur le cahier et des remarques de APRR reçues le 21/09/20.

Echange sur les problèmes de circulation.

La circulation est dense en ville avec l'accès depuis la D606 à des communes environnantes, la proximité du pont sur l'Yonne (rue du Pont).

A propos de la circulation, il existe un second feu sur la D 606 en direction de Sens dont la liaison avec le feu principal a été détériorée par un choc et le fil coupé. Ce feu placé au niveau du croisement de la rue Fosse aux Anglais, de la rue de la Fontaine qui est l'accès au stade, et de la D606 fonctionne en clignotant. Il ne permet pas actuellement de réguler la circulation mais sera calé sur le feu de la rue du Pont.

Au niveau des itinéraires de délestage lorsque le carrefour est bloqué, les usagers passent par la rue dite route de Joigny, la rue Chatel Bourgeois, la Rue

du Pavillon, avec une baisse de circulation rue du Fossé au Bois aux Bries constatée depuis la création de la voie d'AuxR_Parc.

La rue des Sureaux est utilisée aussi en délestage, avec un passage le long de l'Yonne et une rentrée sur la D606 au Chemin du parc communal pour éviter le feu clignotant. Ce chemin est volontairement non revêtu de macadam pour ne pas y favoriser la circulation au profit de la rue de la Fontaine.



Fig. 22-23 Photos du chemin communal au nord à droite et de la rue des Sureaux au sud à gauche servant d'accès à un itinéraire de contournement en longeant l'Yonne.

Les accès à la D606 ne permettent pas de la traverser : contournement dans le sens sud -nord.

La circulation en ville est difficile avec de petites rues et des rues à double sens.

Echange sur la présence de deux parkings proches du centre-ville et utilisés en dépose d'enfants à proximité des écoles, qui ne sont utilisés que pour la dépose des enfants mais pourraient l'être comme parking pour usager urbain afin de libérer les trottoirs en cas d'absence de parking intégré à la propriété privée. Ces parkings disponibles sont relativement proches du centre-ville.




Fig. 24-25 Photos des deux parkings situés à proximité des écoles maternelles et primaires.

Plusieurs projets de déviations ont été étudiés par le passé, y compris un tunnel sous la D606, mais aucun n'a abouti et aucun projet de déviation n'est à l'ordre du jour.

Nota : Déviation de commune à Bassou, pont sur l'Yonne (hormis sur A6, à Bassou, Appoigny, Moneteau) pour accéder au Nord Est d'Auxerre.

Pas de remarque particulière quant aux modifications proposées au PLU.
Mr B Harchen est favorable à un système de lecture simple du PLU, sachant que l'ancienne équipe de conseillers et personnes en charge est profondément modifiée avec la récente élection municipale et que l'équipe doit se réapproprier tous les dossiers.

Le maître d'ouvrage a bien pris note des informations relatives aux autres trajets de délestage qui permettent aussi d'accéder au pont sur l'Yonne sans passer par le carrefour du centre-ville, et de l'intérêt de favoriser les parkings existants à proximité du centre-ville pour les intégrer aux autres éléments de problématique liés à la circulation.

Le commissaire enquêteur s'en est enquis et a parcouru ces itinéraires de délestage qui passent par des rues à double sens étroites, à proximité de zones de circulation piétonne (parc communal), de la clinique. Il confirme que l'utilisation du chemin communal est dissuasive vu son état actuel (ornières) et dangereuse pour accéder à la D 606 et y prendre de la vitesse depuis un terrain naturel en net contrebas.

Recommandations /Suggestions :

- Prendre en compte les observations. Evaluer si les dispositifs de guidage mobile indiquent des trajets empruntant des routes présentant des risques pour accéder de l'autre côté de l'Yonne, et étudier si une signalisation routière indiquant des accès vers les communes limitrophes peut en améliorer la gestion.
- Poursuivre les actions entreprises par la mairie sur la synchronisation des feux,
- Envisager, le cas échéant, une comptabilisation des flux sur les rues caractéristiques de ces problèmes pour étayer une réflexion globale sur la circulation et préparer cette gestion pour la rénovation de la rue du pont et P Mocquot.

R5 Le 23/09/20 Mr Chevillard demeurant 4, Petite rue à Ligny le Chatel 89144, en charge de la vente de parcelles sur le hameau des Bries vient s'enquérir des modifications du PLU et de l'impact éventuel sur l'emprise des sols. Constat d'absence de modifications.





Fig. 26-28 : Vues de la zone UB concernée prise de la rue de la Chapelle et maisons donnant sur la rue bois Girault sur la photo de gauche.

Questionnement sur l'alimentation en gaz de la zone de la rue du Bois Girault, à confirmer par la mairie. Echange sur l'absence de réglementation en article 15 compte tenu de la rénovation énergétique pour le passage au gaz et en article 16 avec la montée en puissance du numérique.

Pas de remarque particulière par rapport aux propositions de modifications du PLU.

Le maître d'ouvrage qui représente la Communauté d'Agglomération de l'Auxerrois n'est pas compétent en matière de distribution énergétique pour l'alimentation en gaz, pour laquelle la mairie dispose des éléments de réponse.

Les articles 15 et 16 relatifs aux obligations imposées aux constructions, travaux, installations et aménagements en matière de performances énergétiques et environnementales et en matière d'infrastructures et réseaux de communications électroniques ne peuvent pas en l'état se baser sur une règlementation chapeau du PADD. Modifier ces articles ne peut se faire que dans le cadre d'une révision globale.

Le commissaire enquêteur

En page 12, le PADD évoque une volonté politique d'évolution en faveur de la consommation énergétique, des nouvelles sources d'énergie et des orientations favorables à l'ensoleillement, de constructions de haute qualité environnementale ou du SCOT actuellement en cours d'élaboration. Cette volonté politique sur la transition énergétique n'est pas encore déclinée en termes suffisamment précis pour alimenter un ensemble d'articles servant de cahier de charges pour établir des règles d'urbanisation.

A moyen terme, il sera opportun d'intégrer les problématiques des articles 15 et 16 en règles pragmatiques sur base des réglementations supérieures lorsqu'elles seront déclinables afin que les acquéreurs et les services publics ne s'engagent pas sur des dispositions à court terme caduques.

Recommandations : Il est donc important de suivre la mise en place du SCOT en cours d'élaboration et de sa modernisation en veillant à sa cohérence avec le Plan Climat Air Energie Territorial, le schéma Régional d'Aménagement de Développement Durable et d'Egalité des Territoires pour une révision du PLU, et en particulier des articles 15.

3.2.2 Lettres adressées ou remises au commissaire enquêteur

Le courriel de Mr A Dhuicq lié à une observation déposée sur le registre et complétée par un courriel est traité en 3.3.1.(A 26).

Courrier de l'APRR, Direction générale de Paris, ECHANGEUR De Nemours Sud 77140

Les remarques sont proposées en vue de trouver une traduction utile dans la formulation du PLU modifié.

R 6 Hauteur maximale des affouillements et exhaussements en zone UEc

La première remarque porte sur les articles 2.1 de l'article 2 intitulé Occupations et utilisations du sol soumises à des conditions particulières.

Dispositions applicables dans tous les secteurs, et qui prévoit pour les zones UE que les affouillements et exhaussements de sols soient autorisés à condition de ne pas dépasser ou 0,5 m par rapport au niveau de la voie ou 1 m par rapport au niveau du terrain naturel.

« La formulation est ambigüe et ne reflète pas la volonté des auteurs du PLU de prendre en compte les terrains situés en contrebas. Ainsi, le porteur de projet peut faire le choix de calculer la hauteur de ses exhaussements à partir du terrain naturel ou du niveau de la voie. Pour lever toute ambiguïté, il conviendrait de préciser que la règle des 1 m s'applique lorsque les terrains sont situés en contrebas, cela évitera par là même la création d'exhaussements en bordure du DPAC, source potentielle d'insécurité (franchissement de clôtures par la faune sauvage). »

*DPAC : domaine public des autoroutes concédé.

Nota : La visite sur place des entrées de chaque accès à AuxR_Parc sur la partie Nord montre que la voirie est située systématiquement à une altitude supérieure au terrain naturel des lots d'une valeur allant de 0,5 à 2 m en ne prenant pas en compte les remblaiements en cours. Il conviendrait de valider le niveau du terrain naturel par rapport à celui de la voirie en référence au niveau des entrées des lots. D'autre part en zone sud le dénivelé est important par rapport à l'artère d'accès à la zone et pratiquement nul au niveau des accès, d'où l'importance de préciser le point de référence de la voirie au niveau des accès.

Un relevé fait sur place le 23/09/20 par le commissaire enquêteur donne les valeurs approximatives suivantes :

Tableau 2 : Estimation de niveaux par rapport à la voie principale

	Du N au S	Côté A6	Côté Bries	Remarques et repères
Zone	Entrée 1	2m	2m	Après le premier virage
Nord	Allée Bries			Allée d'accès des Bries vers chemin
Nord	Entrée 2	1m	1,5 m à 1,7	Ligne droite
Nord	Entrée 3	0,5m	0,5 m	Ligne droite
Nord	Entrée 4	1,5 m	1 à 1,5 m	Niveau Panneau et arrêt bus ; allée vers bassin 1, entrée virage

Nord	Entrée 5	1,3 m	1 m	Milieu virage sud
		Côté nord	Côté sud	
Zone Sud	Entrée 6	<0,5 m	<0,5 m	

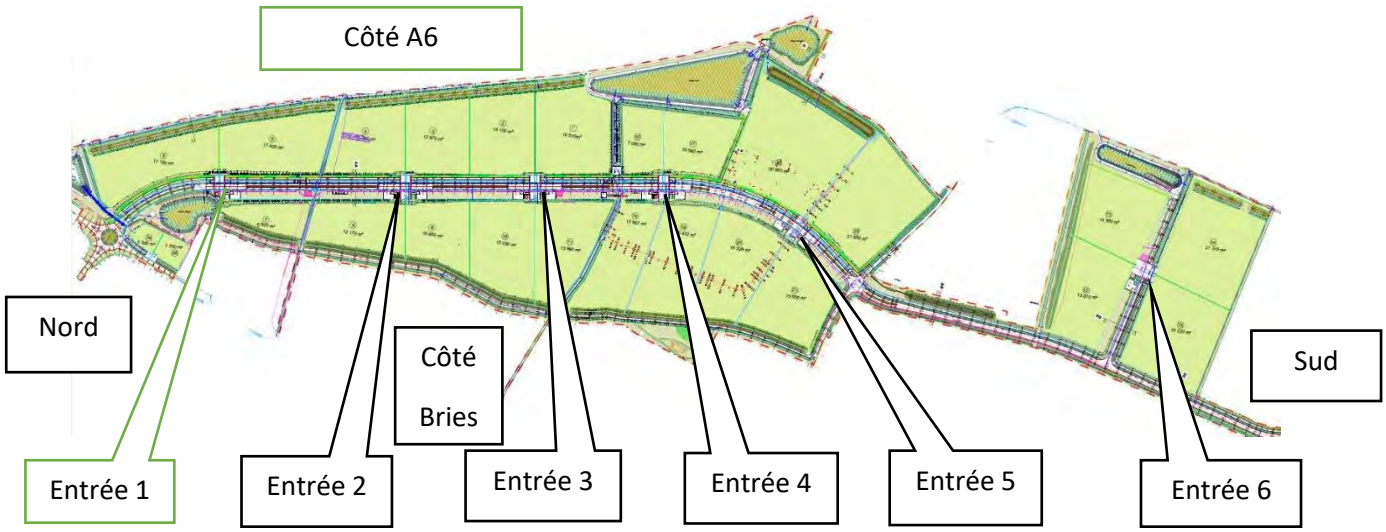


Fig. 29 Localisation des entrées (cf. tab 2) de parcelles Plan d'ensemble AuxR_Parc.

La terminologie utilisée peut se comprendre ou bien et laisser un choix du repère entre la voirie et le terrain naturel, et il convient de préciser le point de repère de la voirie.

De même, en cas de remblaiement la notion de niveau de terrain naturel est également ambigüe, pour définir si le niveau naturel restera le niveau antérieur ou postérieur au remblaiement, dans la mesure où les terrains rapportés sont de nature et d'origine différentes. A noter que le mode de remblaiement a été étudié dans l'étude géotechnique [21].

A propos des risques de franchissement de clôtures par la faune sauvage, APRR a édité des recommandations [19], en p 9 du document :

« Si les merlons sont utilisés de façon trop rapprochée de l'autoroute et de sa clôture, ou plus haut que la clôture autoroutière, ils favorisent l'intrusion des animaux sur le domaine autoroutier. En cas d'aménagement de ce type, il conviendra de prévoir un retrait suffisant entre le merlon (ou remblai) et la clôture et/ou de limiter notamment la hauteur de l'ouvrage à celle des clôtures délimitant le domaine public autoroutier. »

Nota : ce dispositif permet d'éviter l'effet de tremplin.

Le maître d'ouvrage reformule et intègre l'ambiguïté de la terminologie ainsi que le risque évoqué par la société APRR avec le risque de passage d'animaux sur l'autoroute si un exhaussement de 1 m par rapport au niveau de la voirie était réalisé. Sur un terrain situé 1,5 à 2 m en contrebas, l'exhaussement par rapport au terrain naturel pourrait atteindre 2,5 à 3 m à proximité des clôtures et merlons longeant le chemin rural, et l'autoroute.

Il précise bien qu'une clôture propre à la zone AuxR_Parc et distante du merlon qui pourrait servir de tremplin réduit fortement le risque de franchissement par saut. De plus le chemin rural et le fossé associé au chemin, puis la clôture de l'autoroute en bon état interdisent un saut en direction de l'autoroute.

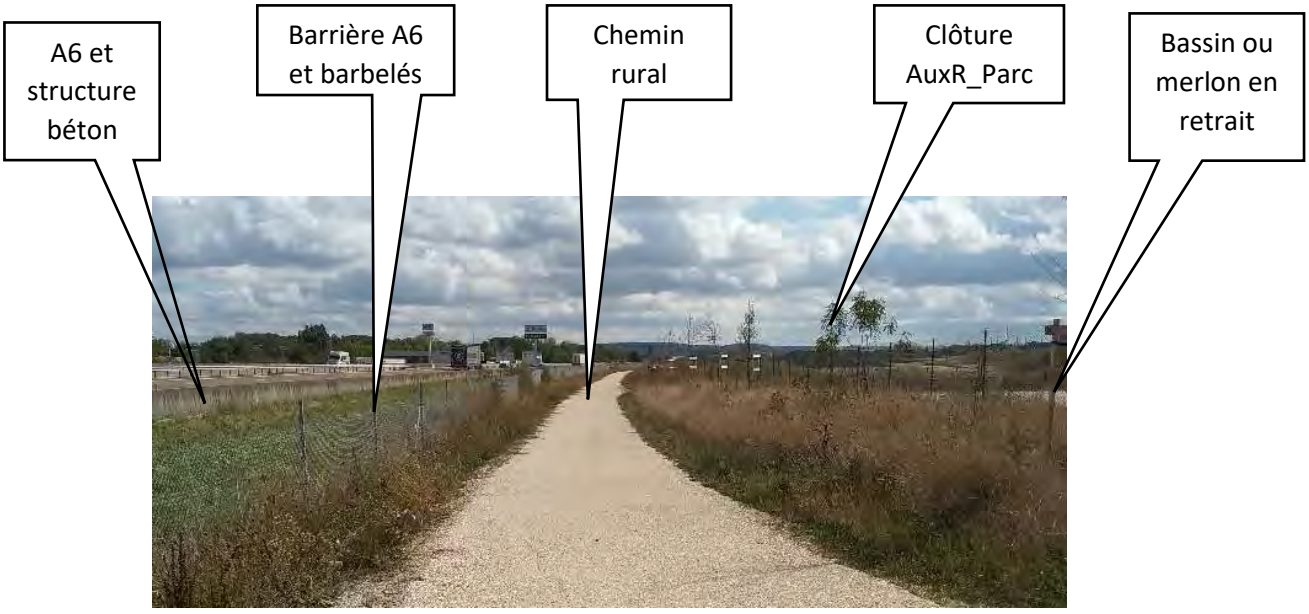


Fig.30 Vue du chemin rural et des protections par clôtures au niveau du bassin Nord 2

Plus au sud un merlon de 2,5 m en retrait de 3 à 4 m derrière la clôture, et un fossé isole le chemin de la clôture de l'autoroute, protégé par les infrastructures de surélévation en béton.



Fig. 31 Vue du chemin et du fossé en contrebas de l'autoroute au niveau de l'accès venant des Bries.

Il approuve la proposition de limiter les exhaussements et affouillements à un mètre en les limitant aux terrains situés en contrebas, et propose de préciser que la mesure est effectuée par rapport au terrain naturel avant travaux.

Le commissaire enquêteur a constaté lors des visites sur place avec le maître d'ouvrage qu'un remblaiement partiel de certaines parcelles est en cours avec des techniques de stabilisation du sol et utilisation d'apport de chaux , puis vérifié (estimation) sur place les dénivelés entre terrain naturel non remblayés et le niveau de la voirie au droit des portes d'accès (cf tableau 2), et visité les zones de séparation entre la zone UEc et les bordures de l'autoroute A6 (Fig. 30 et 31).

La littérature montre que la notion de terrain naturel n'est pas toujours bien définie dans le code de l'urbanisme et peut être sujette à interprétation en particulier quant à la hauteur des bâtiments. Les exhaussements et affouillements dans le PLU d'Appoigny seront définis :

- Par rapport au niveau de la voirie, ce qui se conçoit en zone plate, mais peut être sujette à problème pour des terrains en pente, comme par exemple sur les hauteurs du hameau de Bries.
- Par rapport au niveau naturel en zone UEc si la modification est acceptée et au niveau de la voirie pour certaines zones non situées en contrebas.

La proposition de APRR permet d'améliorer la rédaction du PLU avec :

- La formulation proposée par le maître d'ouvrage sur une limitation de l'application des affouillements et exhaussements limités à un mètre exclusivement aux terrains situés en contrebas de la voirie.
- La clarification de la notion de niveau naturel avant travaux.
- La prévention d'un risque de remblaiement excessif ou programmé avant acquisition, ce qui pourrait être sujet à litiges.

Recommandations :

- Bien clarifier avec un géomètre le niveau naturel de chaque parcelle de la zone UEc avant travaux pour éviter tout litige ultérieur entre acquéreurs et la communauté d'agglomération de l'Auxerrois.

R 7 Hauteur maximale des constructions en zone UEc

La modification proposée permet de porter la hauteur des constructions à 16 m au faîtage au lieu des 12 m initiaux. Cette modification n'est pas cohérente avec les prescriptions de l'étude d'entrée de ville annexée au dossier de modification, laquelle prévoit que les constructions seront limitées à 9 m en chapitre II intitulé « Une mise en scène volontariste des perceptions, premier alinéa. »

Nota : de telles prescriptions n'apparaissent pas dans le PADD, ni dans les documents du dossier de modification de PLU. Cependant il est fait mention dans l'extrait du registre des délibérations du conseil communautaire N° 2018-113 d'une « étude d'entrée de ville dont les dispositions sont rappelées dans le rapport de présentation » pour la séance du 25 septembre 2018.

Les entrées de ville sont actuellement des zones UB au Nord sur D 606 et route de Chichery, UBa à l'Ouest sur D19 route de Branches, UB au sud depuis le hameau de Bries et D49, UB à l'ouest sur la D48 vers Seignelay, et au hameau de Bries limitées à 9 m, avec une zone UEb au sud qui est la Zone des Ruelles limitées à 9 m également.

Le maître d'ouvrage rappelle que l'objectif économique d'attirer des entreprises d'envergures variées conduit à augmenter la hauteur maximale des bâtiments de 12 à 16 m et développe à cet endroit plusieurs arguments :

- Nécessité pour l'attractivité économique de la zone UEc ;

- Homogénéité réglementaire entre les différentes zones d'activité gérées par la Communauté d'agglomération de l'Auxerrois ;
- Effet d'écran acoustique par rapport à la proximité de l'autoroute augmenté pour les maisons les plus proches du hameau de Bries ;

En outre, l'étude d'entrée de ville date de 2012, avant la création de la ZAC AuxR_Parc prévoit une hauteur maximale de 9 m alors que le règlement actuel ne respecte pas cette prescription puisque la hauteur maximale est déjà de 12 m.

L'augmentation de hauteur des bâtiments est favorable à la réduction des nuisances sonores liées à l'A6 et la D606 pour les maisons du hameau de Bries.

Le commissaire enquêteur constate que la limitation à 9 m est bien indiquée dans les prescriptions de l'étude d'entrée de ville au chapitre VII §II. Une mise en scène volontariste des perceptions correspond à la règlementation du PLU applicable aux zones UB et UBA et 1AUh. Pour la zone UA la hauteur est assujettie à celle des bâtiments voisins, et pour les zones UE la hauteur des bâtiments est de 12 m (article UE10.2) dans le PLU. A l'approche d'Appoigny par la Sud, les constructions visibles depuis l'A6 et la D606 sont principalement des constructions de la ZI des Ruelles, et dans la configuration projetée, l'usager de l'A6 et /ou de la D 606 verra d'un côté la ZI des Ruelles et de l'autre côté, la ZAC AuxR_Parc cachée de plus par un rideau d'arbres.

Le PLU de la commune de Moneteau indique en article UE10 en p 31 une hauteur maximale de 15 m supérieure à 12 m, [17] suite à une modification simplifiée en 2018, motivée par un assouplissement de l'article UE 10 du règlement écrit portant sur la hauteur maximale des constructions de la zone UE, suite à approbation le 05 avril 2018 (délibération du Conseil Communautaire Modification de la page 31). Par ailleurs une modification simplifiée du PLU de 2019 [16] propose une harmonisation de la hauteur maximale des zones 1AUe de cette même commune, voisine d'Appoigny, à porter cette hauteur à 15 m.

A noter un écart de 1 m entre la hauteur maximale mentionnée pour une ZAC voisine des Mâcherins UE10 citée en référence (15 m) et la hauteur proposée dans le projet AuxR_Parc (16 m), avec les mêmes règles de mesure de hauteur dans le PLU, à savoir entre le point le plus haut de la construction, ouvrages techniques aérogénérateurs, cheminées et autres superstructures exclues, et le point le plus bas du polygone d'implantation.

La topographie de la zone UEc vérifiée sur place et les cartes d'état-major [18] détaillées du schéma d'aménagement n°4 de l'étude d'entrée de ville montrent un pendage de 2 à 3 m du terrain naturel en direction de l'A6, qui fait que cet écart sur cette seule zone UEc de la commune ne sera pas de nature à modifier l'aspect général en zone UE des ZAC de l'agglomération (voir A 27).

Au terme de la croissance des arbres à grand développement 12-20 m à l'âge adulte plantés sur le merlon de 2,5 m les constructions ne seront plus visibles par-dessus ceux cis.

Les recommandations d'APRR mentionnent l'effet protecteur contre la transmission des nuisances sonores de la présence la plus proche de l'autoroute, de bâtiments d'activités industrielles plus hauts que les bâtiments d'entreprises de service tertiaire, et que les habitations.

Pour ces différentes raisons, le maintien de la hauteur maximale des bâtiments en zone UEc à 16 m au faîtage, toutefois supérieur à celui d'une ZAC voisine, est justifié.

R 8 Gestion des eaux pluviales en zone UEc

« Compte tenu de l'importance de la zone UEc, l'article 4 pourrait être complété pour rappeler que les eaux pluviales ne doivent pas être rejetées dans les ouvrages de gestion autoroutiers, dimensionnés pour les besoins propres de l'autoroute. »

Nota : ce point fait vraisemblablement référence aux recommandations [19] en p 13 sur les orientations d'aménagement et de programmation, relatif à la gestion des eaux pluviales : « étant entendu que les projets ne doivent pas rejeter leurs eaux pluviales dans les ouvrages autoroutiers, sauf accord exprès du concessionnaire, ces derniers n'étant pas dimensionnés pour accueillir une charge pluviale supplémentaire. »

Cette remarque de caractère général parvient à une étape de réalisation du projet où les exutoires des rétentions déjà réalisées et équipées ont donc été étudiées et pris en compte par le porteur de projet, et avec la société autoroutière.

Un fossé situé derrière la clôture de l'autoroute longe la voie d'accès aux bassins 1 et 2, et est séparé du merlon par une clôture et la largeur de cette voie d'accès.



Fig. 32-33 Photo de gauche : fossé le long de la clôture de l'autoroute au niveau de l'accès au bassin 1 et à droite au niveau du bassin 2 Nord.

Le maître d'ouvrage confirme que la problématique de l'évacuation et le traitement des eaux pluviales a bien été étudiée en collaboration et concertation avec la société APRR**.** Les acquéreurs et exploitants des parcelles doivent respecter un cahier de charges qui leur impose de gérer les eaux pluviales et de les traiter [20]. Ces eaux traitées sont collectées par 5 bassins répartis puis évacuées par gravité ou pompage pour traverser les structures autoroutières avec des limitations de débit fixées cohérentes avec le dimensionnement des canalisations et installations de relevage en accord avec APRR.

En l'occurrence, les flux générés par le ruissellement des toitures seront traités par infiltration, et les autres flux seront régulés par une rétention imperméabilisée avec décantation et lame siphoïde pour la captation des hydrocarbures, avant de rejoindre le réseau de bassins et bassins d'orage.

Les exploitants sont tenus de dimensionner ces installations avec des références de crues trentennales. Les bassins sont quant à eux dimensionnés sur base de flux de crues centennales [20].

Les installations mises en place et imposées aux acquéreurs de parcelles sont à même de stocker les excédents d'eau et de les traiter en amont en garantissant l'absence de rejets directs.

La modification de PLU relative à la zone UEc objet de l'enquête axée sur les hauteurs de bâtiment, de clôture, affouillements et exhaussements n'est pas de nature à modifier les termes de la gestion et les flux d'eaux pluviales ou de provoquer des dysfonctionnements dans cette gestion, attendu qu'elle a bien été faite en concertation avec APRR.

Le commissaire enquêteur a noté lors de sa visite que les dispositifs de gestion des eaux pluviales ont été étudiés avec APRR, que les bassins de stockage des eaux sont en place, que leurs exutoires via le réseau APRR ont été étudiés que les terrains sont peu infiltrants [21] :

- Perméabilité des sols peu favorable dans les zones argileuses, et moyennement favorable dans les zones de sables -limoneux à graviers ;
- Présence de nappes perchées relevées au niveau des piézomètres et à l'origine d'un aménagement spécifique du bassin nord 2.

La demande de APRR telle que formulée n'est donc pas recevable en l'état d'avancement des travaux, alors qu'il est bien fondé de demander dans un cadre général que la gestion des eaux pluviales soit gérée en concertation en cas de nécessité de partage d'utilisation des installations autoroutières.

De plus, la création d'une autre zone UEc sur le territoire d'Appoigny n'est pas à l'ordre du jour. La demande de APRR est justifiée dans le cadre d'élaboration d'autres PLU. En l'occurrence, la formulation reprise dans le nota, plus haut, avec la précision « sauf accord du concessionnaire » aurait pu s'appliquer à cette modification de PLU.

La zone UEc concernée n'est pas une zone inondable, donc non pénalisée par des niveaux en aval pouvant limiter l'écoulement des eaux.

En revanche, le parcours du ru de la Biche qui traverse une zone de plaine, dans le sens sud- ouest nord-est et rejoint l'Yonne à proximité du pont est tortueux et doit pouvoir accepter un flux d'eau significatif pour la seule zone UEc (Tab 3)

Les effluents de la ZAC sont collectés en 5 capacités :

- Bassin nord 2, près du rond-point nord, avec une cuvelle bétonnée compte tenu de la présence d'une nappe phréatique, proche de la cote PR 152.02 et PR 152.015 de l'autoroute;
- Bassin d'orage 1 à proximité du bassin nord 2 ;
- Bassin nord 1 proche de la cote PR 153.28 ;
- Bassin d'orage 2 proche du bassin nord1 ;
- Bassin sud en bordure de la D606 ;

Le bassin Nord 2 se jette dans le bassin d'orage 1 puis vers le ru de la Biche.

Le bassin Nord 1 se jette dans le bassin d'orage 2 puis vers les installations APRR.

Le bassin Sud se jette dans le réseau existant qui rejoint les installations APRR.

Ils empruntent des structures d'acheminement pour traverser l'autoroute réparties en plusieurs points :

- Vers le ru de la Biche au Nord puis vers l'Yonne (max 500l/s)
- Vers la parcelle BD 795 appartenant à la commune (max 140l/s) puis vers le ru de la Biche.
- Au sud de l'intersection entre la D606 et l'A6 près du péage Auxerre Nord où se trouve un bassin en PR 153.500 relié à l'Yonne (max 79 +15 l/s)

En cas de crue, l'essentiel des flux est acheminé vers le ru de la Biche (640 l/s), et une proportion nettement inférieure (94 l/s) vers l'ouvrage APRR situé près de l'échangeur Auxerre Nord (Plan d'eau PR 153.500).

Origine	Diamètre unitaire mm	Diamètre global mm	Ecoulement	Débit max l/s	Parcours	Destination
Bassin nord 2	400	1000	Gravitaire	500	Sous D 319=>Fossé le long A6 =>	Ru de la Biche =>Yonne
Bassin nord 2	500					
Bassin orage 1	500		Gravitaire	140	Ouvrages de traversée existants PR 153.150	Parcelle BD 795 (commune Appoigny) =>Fossé le long de A6=>Ru de la Biche =>Yonne
Bassin nord 1 et bassin orage 2	300		Pompe relevage	79	Installations eaux de ruissellement A6	Domaine DPAC
Bassin Sud	200		Gravitaire	15	Fossé => D606=>Traversée D319=>Traversée D 606=>	Ouvrage APRR => Plan d'eau PR 153.500=>Fossés=>Yonne

Tableau 3 Répartition des flux d'eau par origine et exutoire

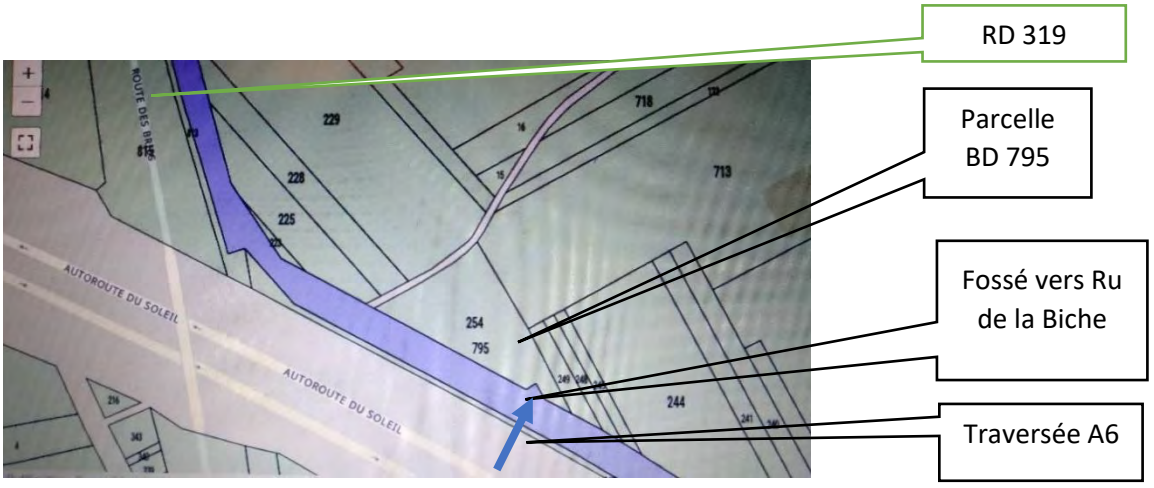


Fig. 34 Localisation de la parcelle BD795 en bordure du fossé de l'A6 qui se jette dans le ru de la Biche

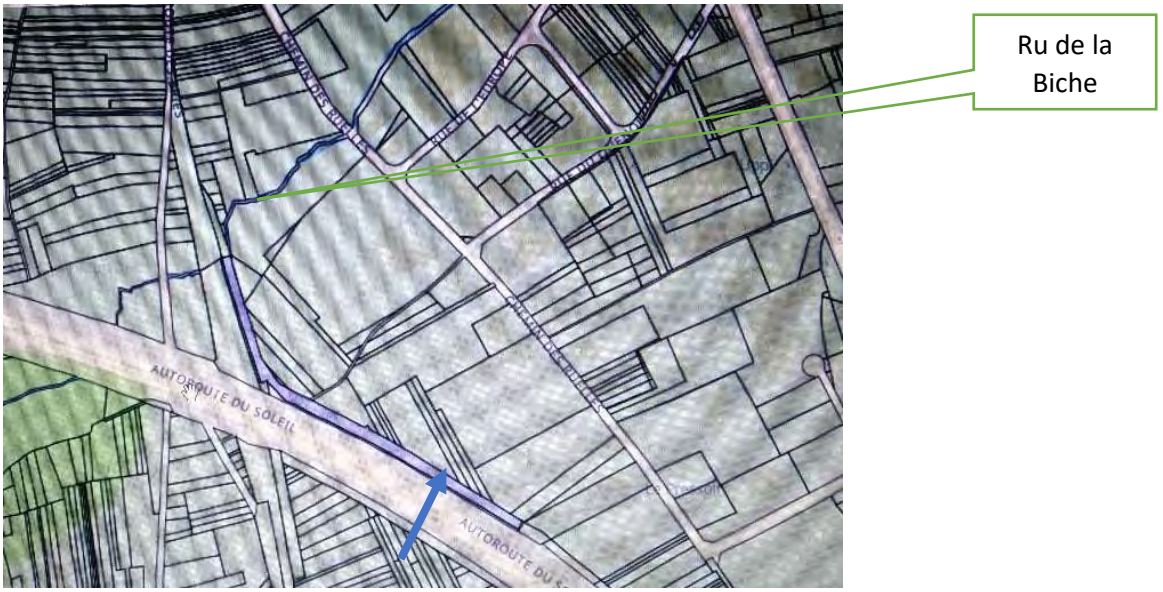


Fig. 35 Tracé du bassin vers fossé et ru de la Biche

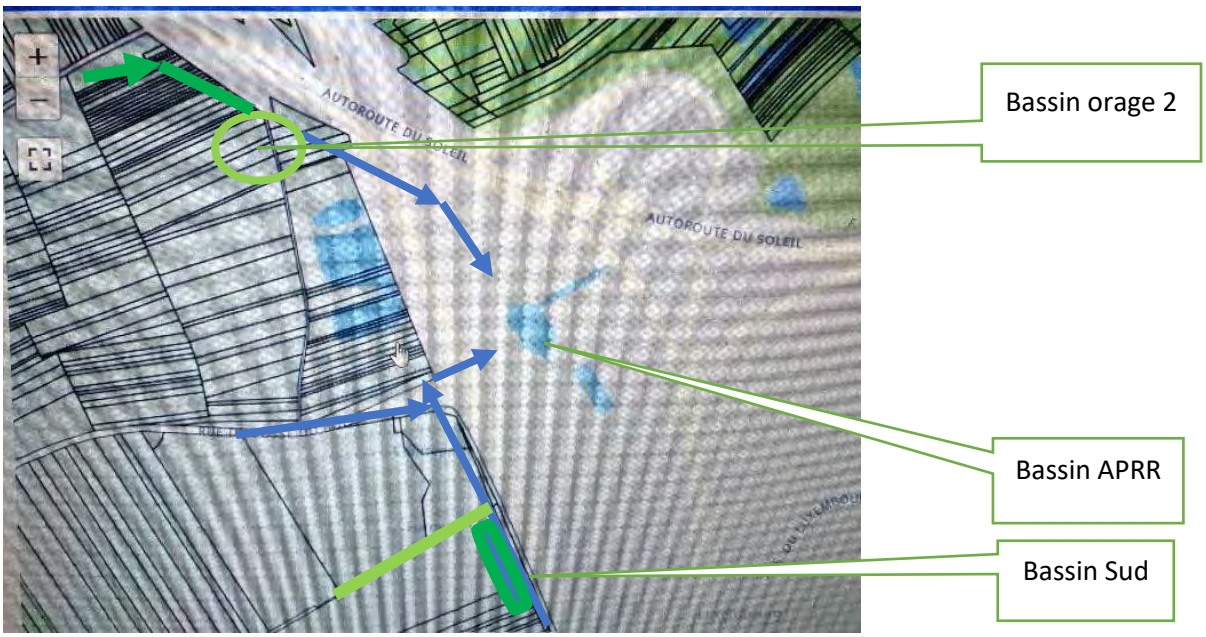


Fig. 36 Schéma des écoulements actuels vers installations APRR en bleu et modifiés en vert

La Communauté d'agglomération de l'Auxerrois a prévu dans le cahier de charges des dispositions de gestion des eaux usées interdisant leur rejet dans les eaux pluviales [20] et des dispositifs de traitement d'eaux pluviales :

- Eaux usées : « Les eaux usées ne doivent en aucun cas être raccordées sur le réseau des eaux pluviales. A l'inverse, les personnes ne doivent en aucun cas rejeter leurs eaux pluviales dans le réseau d'eaux usées. »
- Eaux pluviales : « Les propriétaires des lots devront construire des dispositifs individuels d'infiltration ou de rétention des eaux pluviales provenant des surfaces couvertes (toitures…), à l'intérieur de leur propre lot.
    - Les eaux pluviales générées par les aménagements internes à chaque lot seront gérées à la parcelle jusqu'à une occurrence trentennale,
    - Chaque acquéreur devra mettre en place un dispositif de régulation imperméabilisé avec décantation (bassin ou noue) et équipé d'une lame siphoïde,
    - Les ouvrages de régulation seront dimensionnés pour une pluie trentennale et pour un débit de fuite variable suivant la surface de la parcelle. Les valeurs prises en compte sont les suivantes :
      Parcelles surface ≤ 0,5 ha : 20 l/s/ha ou 5 l/s minimum
      Parcelles surface > 0,5 ha et ≤ 1,5 ha : 10 l/s/ha
      Parcelles surface > 1,5 ha à < 2,5 ha : 3 l/s/ha
      Parcelles surface ≥ 2,5 ha (application du PLU) : 2 l/s/ha. »

    - Les eaux de ruissellement ainsi régulées au niveau de chaque parcelle, sont collectées dans un réseau d'eaux pluviales canalisé gravitaire qui rejoint les bassins de régulation suivants : « bassin Sud » pour la zone Sud, « bassin Nord 1 » et « bassin Nord 2 » pour la zone Nord.

Les eaux du bassin nord 1 et bassin d'orage 2 ainsi que les eaux du bassin sud sont réputées être raccordées à un bassin de traitement au droit de PR 153.350 qui se jette dans un bassin au droit de PR 153.500 qui constituent des équipements de la société autoroutière.
Les eaux du bassin sud rejoignent également un plan d'eau au droit de PR153 500 mentionné ci-dessus, lequel est relié à un point de rejet dans l'Yonne.

Il est donc bien prévu que des eaux pluviales de la zone UEc empruntent des installations de la société autoroutière.

Compte tenu du projet en l'état d'avancement et de la concertation manifeste qui a fait l'objet du projet entre la communauté d'agglomération de communes et APRR, il n'est pas possible d'accéder à la demande que les eaux pluviales ne soient pas rejetées dans les ouvrages de gestion autoroutiers.

Les dispositions mises en place semblent suffisantes pour prévenir et gérer une pollution accidentelle avec les bassins équipés de lame siphoïde.

Recommandations :

- Veiller à l'entretien du tracé du ru de la Biche des fossés et l'état des ouvertures de passage sous l'autoroute durant toute la phase d'exploitation.
- A ce jour, la nature de l'activité des entreprises n'est pas définie (entreprises déclarées ou autorisées ICPE ou non). Une procédure de consignation de la pompe de refoulement d'eaux pluviales et de fermeture des vannes de sortie des capacités en cas de pollution accidentelle déclarée constitue le cas échéant une sécurité complémentaire le cas échéant pour la protection contre toute pollution soluble dans les effluents.

R 9 Hauteur des clôtures en zone UEc

Ce point fait référence aux recommandations [19] en page 8 relatives aux clôtures, « lesquelles ne délimitent pas l'emprise du domaine public autoroutier, ces dernières étant placées en retrait pour faciliter leur entretien. Il convient également de veiller à exempter les clôtures liées au domaine public autoroutier concédé des règles de hauteur des documents d'urbanisme (article 11).

Le maître d'ouvrage est d'accord pour procéder à cette exemption, pour prendre en compte les contraintes techniques propres à la gestion de l'autoroute.

Le commissaire enquêteur fait le lien avec les commentaires de la remarque 5 liée aux affouillements qui confirment que les contraintes autoroutières liées à la faune sauvage seront bien respectées par la position des clôtures par rapport au merlon et au chemin de maintenance/promenade qui longe l'autoroute.

Il n'y a pas d'obstacle pour exempter la société autoroutière des contraintes du PLU liées à la hauteur des clôtures du DPAC dès lors que celles-ci répondent au cahier de charges de la gestion autoroutière.

3.2.3 Observations reçues sur le registre dématérialisé et courriels importés sur ce registre

Aucune observation n'a été reçue sur le registre dématérialisé.

Nota : les sources documentaires sont identifiées entre crochets dans le texte et listées ci-dessous, avec la référence en annexe, pour celles qui y figurent.

Références bibliographiques, documentations consultées, (Source/Annexe)

[1] Agenda guide 2020 Appoigny. Guide de poche des collectivités territoriales.

(Documentation mairie d'Appoigny)

[2] Avis des personnes publiques associées : courriel de la DDT et courrier du CD89 (A5).

[3] Projet d'aménagement de développement durable. (A4)

[4] Département de l'Yonne. Zone de présomption archéologique de la commune d'Appoigny DRAC de Bourgogne SRA IGN scan 25 nov. 2012. (Mairie d'Appoigny)

[5] Extrait du registre des délibérations du conseil municipal de la commune d'Appoigny 2013-020. Approbation du PLU. Séance du 23 mai 2013 (A13)

[6] Approbation de la modification simplifiée de PLU de la commune d'Appoigny. N° 2018-113 (A 8)

[7] Approbation du dossier de réalisation de la Zone d'Aménagement concerté (ZAC) dit « Parc d'Activités à Appoigny » n°2017-181. (A 10)

[8] Arrêté n° PREF/CAB/SIDP/2016/0624 fixant la liste des communes soumises à un risque naturel ou technologique prévisible visé par un ou des PPRN, PPRT prescrits ou approuvés, où s'applique l'obligation d'information des acquéreurs et des locataires des biens immobiliers. (Mairie d'Appoigny, affichage).

[9] Demande de désignation d'un commissaire enquêteur pour la modification du PLU d'Appoigny. 20 avril 2020 (A 14).

[10] Décision de la Mission régionale d'autorité environnementale après examen au cas par cas relative à la modification du plan local d'urbanisme (PLU) de la commune d'Appoigny du 4 mars 2020. N° 2020DKBFC24 (A18).

[11] Arrêté 2020-DUDT-23 du Président de la Communauté d'Agglomération de l'Auxerrois promulguant l'ouverture de l'enquête publique relative à la modification du plan Local d'urbanisme de la commune d'Appoigny. (A6)

[12] Lettre de la mairie d'Appoigny demandant la modification du tracé de

l'emplacement réservé n°6, du 17 octobre 2019. (A16)

[13] Lettre de la société autoroutière APRR du 15/09/20 jointe aux registres papier. (A 25)

[14] Courriel de Mr A Dhuicq du 17 septembre 2020 joint aux registres papier.

(A 26).

[15] Réponse de la Communauté d'agglomération de l'Auxerrois au procès-verbal d'enquête publique, le 5/10/2020. (A 24)

[16] Exposé des motifs Modification simplifiée du PLU de Monéteau Service Planification et documents d'urbanisme Le 20/06/2019. (Site agglo-auxerrois.fr)

[17] Projet de règlement modifié Moneteau 2019. Le 29/07/2019. (Site agglo-auxerrois.fr)

[18] Plan local d'urbanisme 7.4 Etude d'entrée de ville Chapitre IV Schéma d'aménagement n°4, p 23, avec carte état-major (Mairie d'Appoigny)

[19] Recommandations d'APRR pour la prise en compte des contraintes autoroutières dans les aménagements et l'élaboration ou la modification des documents d'urbanisme. Document informatif Année 2016. (Site APRR)

[20] Projet de Cahier de charges de cession des terrains, version du 22/07/2020

(Documentation Communauté d'Agglomération de l'Auxerrois)

[21] Etude géotechnique de conception Phase Projet (G2-PRO) 2014/04281/AUXER/02 et /03 – Indice B 89380 – APPOIGNY RD 319 Parc d'activités 23 décembre 2016. (Documentation Communauté d'agglomération de l'Auxerrois)

[22] Note de présentation. (A1)

[23] Exposé des motifs. (A2)

[24] Règlement avec les modifications envisagées. (A3)

[25] Arrêté préfectoral n° 2016-751 sur la création de la Communauté d'Agglomération de l'Auxerrois. (A 11)

[26] Arrêté préfectoral n° 2016 -532 sur la création de la Communauté d'Agglomération de l'Auxerrois. (A 12)

[28] Arrêté n°2020-DUDT-001 prescrivant la modification de PLU (A7)

[29] Dossier du PLU 2013 Etude d'entrée de ville 7.4; document de présentation du PLU (Mairie d'Appoigny)

[30] Copie des observations relevées sur les registres papier (mairie d'Appoigny et Communauté d'Agglomération de l'Auxerrois (Registres mis à disposition du public) (A17).

[31] Rapport d'enquête publique relatif au Plan local d'urbanisme du 23/01/2013 (Mairie d'Appoigny).

[32] Dossier sur la dérogation à l'interdiction de construire à proximité d'une voie de grande circulation (Extrait de l'étude d'entrée de ville 7.4 du PLU de 2013) (Mairie d'Appoigny).

[33] Pierres premières et Pierre premier. Les cahiers de la collégiale. P Raymond Dhelin (Site internet associatif)

[34] Présentation simplifiée AuxR_Parc (A19)

Varennes Vauzelles, le 26 octobre 2020

Le commissaire enquêteur

Denis Goutte

République Française

Préfecture de l'Yonne **Ordonnance E20000027 / 21**

Commune d'Appoigny **du Tribunal Administratif de Dijon**

ENQUÊTE PUBLIQUE

Du 1 Septembre au 1 Octobre 2020

AYANT POUR OBJET :

LA MODIFICATION DU PLAN LOCAL D'URBANISME DE LA COMMUNE D'APPOIGNY 89380.

Seconde partie

CONCLUSIONS MOTIVEES

Denis Goutte

13, rue François Rabelais

58640 Varennes Vauzelles

Conclusions motivées pour la modification du PLU de la commune d'Appoigny 89130

1 Rappel du contexte, de l'objet, et du déroulement de l'enquête

1.1 Contexte

La commune d'Appoigny est située à 8 km au Nord d'Auxerre et fait partie de la Communauté d'agglomération de l'Auxerrois.
La commune a disposé d'un POS établi en 1980, révisé à plusieurs reprises puis remplacé par un PLU approuvé en mai 2013, et modifié en 2018. Le SCOT est en cours d'élaboration. Elle ne dispose pas de RLP.

La commune englobe le hameau de Bries situé au sud -ouest de l'autoroute A6, et à l'ouest de la D606 (ex RN6) qui traverse la commune. L'espace séparant ces deux importants axes de circulation qui se croisent sur la commune et ce hameau qui était anciennement occupé par une multitude de parcelles maraîchères et une carrière a été transformée en ZAC appelée aujourd'hui AuxR_Parc. Ce projet de ZAC a été lancé le 16/05/2005 et a suivi différentes étapes ; après une importante campagne de fouilles archéologiques, elle est équipée de voirie et de réseaux techniques, d'un dispositif de gestion des eaux pluviales et les 25 parcelles de taille variable réparties sur 35 ha commercialisables peuvent accueillir des entreprises d'envergure diverses.

La communauté d'agglomération de l'auxerrois a compétence pour la gestion des 21 ZAC de l'auxerrois depuis 2017, et a souhaité faire évoluer le PLU d'Appoigny pour certains points intéressant la zone d'activités AuxR_Parc ainsi que la réponse à d'autres demandes concernant les parties urbanisées et à urbaniser.

Par arrêté 2020-DUDT-23 du 13 juillet 2020, le Président de la Communauté d'Agglomération de l'Auxerrois a promulgué l'ouverture de

l'enquête publique relative à la modification du plan Local d'urbanisme de la commune d'Appoigny du 1er septembre au 1er octobre 2020.

J'ai été désigné par ordonnance du Président du Tribunal Administratif de Dijon en date du 15/06/20 pour procéder à l'enquête publique relative à la modification du Plan local d'urbanisme de la commune d'Appoigny 89130.

1.2 Le projet

Le projet concerne la zone UEc (ZAC AuxR_Parc), les zones UE, les zones UB, une zone 1AUh, et plus particulièrement :

- Modification des règles concernant le exhaussements et affouillements par rapport à la voirie, la hauteur maximale des constructions, et la hauteur maximale des clôtures en zone UEc pour l'implantation d'entreprises ;
- Modification d'un seuil maximum de superficie de toitures terrasse (20%) au profit d'un traitement architectural d'intégration, ainsi que les règles relatives à l'aspect extérieur des toitures pour la zone UB, ne concernant pas le centre ancien de la commune ;
- Suppression des règles de publicité en Zone UE, lesquelles relèvent d'une législation spécifique, hors du PLU ;
- Modification du périmètre de l'un des emplacements réservés n°6 ;
- Transformation d'une zone 1AUh déjà urbanisée en zone UB suite à une desserte de réseaux avec modification du plan de zonage.

1.3 L'enquête publique

L'enquête s'est déroulée du 1er septembre 2020 9h au 1er octobre 2020 12 h conformément à l'arrêté DUDT-2020-23 du président de la Communauté d'agglomération de l'Auxerrois.

Pendant toute la durée de l'enquête, les observations ont pu être enregistrées :

- Sur deux registres papier, l'un en mairie d'Appoigny, et l'autre à la Communauté d'Agglomération de l'Auxerrois ;
- Sur un registre dématérialisé ;
- Par courrier postal ou courriel à la mairie à l'attention du commissaire enquêteur ;

- Remises en main propres au commissaire enquêteur au cours des cinq permanences.

Un poste informatique avec accès gratuit à l'adresse mail de dépôt de courrier a été mis à disposition de usagers à la Communauté d'Agglomération de l'Auxerrois aux heures d'ouverture de bureaux.

Les observations par courrier/courriel ont été jointes à réception aux deux registres papier.

Au cours de permanences tenues en mairie d'Appoigny, j'ai reçu cinq observations sur le registre dont une a été complétée par un courriel annexé au registre, et un courrier.

Aucune observation ni consultation n'a été relevée sur le registre déposé à la Communauté d'Agglomération de l'Auxerrois.

Aucune observation n'a été relevée sur le registre dématérialisé.

Aucune observation sur registre papier ne présentait de remarque relative au contenu de la modification.

Un courrier reçu concernait les affouillements et exhaussements, les clôtures, les eaux pluviales et la hauteur maximale des constructions

Une observation concernait un problème de zonage hors sujet de l'enquête et dont le traitement aurait nécessité une révision du PLU.

Trois observations concernaient des problèmes de circulation qui sont une préoccupation connue de la commune liée à la traversée de la D606 aux heures de pointe et l'accès à un pont sur l'Yonne et ont fait l'objet d'analyse quant à leur impact sur la ZAC d'Appoigny. A ces problèmes de circulation automobile se greffent les problèmes de circulation à vélo.

Une observation a trait à l'absence de réglementation sur les articles 15 et 16 liés aux aménagements en matière de performance énergétique et infrastructures de réseaux de communications électroniques.

1.4 Procédure de modification

La procédure de modification s'inscrit dans le cadre de l'article L 153-36 du code de l'Urbanisme *: sous réserve des cas où une révision s'impose en application de l'article L. 153-31, le plan local d'urbanisme est modifié lorsque l'établissement public de coopération intercommunale ou la commune décide*

de modifier le règlement, les orientations d'aménagement et de programmation ou le programme d'orientations et d'actions.

L'ensemble des modifications proposées n'est pas concerné par les dispositions de l'article L 153-31.

2 Motivations

2.1 Adéquation avec les règlementations supérieures.

Les modifications proposées sont en adéquation avec le PADD de la commune d'Appoigny :

- Les aménagements de parcelles de la zone des Bries s'inscrivent dans une démarche de développement durable et de récupération de matériaux, et d'intégration avec les structures existantes, de maintien et de protection de la biodiversité, assorties de panneaux pédagogiques, et des installations de protection des batraciens,
- La diversité et la taille des entreprises à accueillir avec des dimensions et hauteurs de bâtiments adaptées permettent un panel d'hébergement d'entreprises compatibles avec les zones résidentielles proches et constituent une zone d'activité cohérente avec les zones d'activité artisanales et résidentielles voisines,
- Le maintien d'une règlementation sur les toitures en périphérie du centre-ville ancien permet une transition et ouvre d'autres possibilités de toits terrasse en zone résidentielle,
- Les modifications au niveau des hauteurs de clôtures ne sont pas de nature à perturber la continuité et la diversité écologique et permettent d'améliorer la sécurité des installations.

2.2 Modifications du règlement

Les modifications permettent une séparation des réglementations avec l'extraction de règles liées à la publicité pour la zone UE, ce qui supprime un écart réglementaire et ouvre la possibilité d'une meilleure homogénéité des règles pour les multiples ZAC de le Communauté d'agglomération.

Le règlement gagnera en clarté quant aux règles relatives aux affouillements et exhaussements en zone UE, en hauteurs de bâtiments avec une notion de terrain naturel explicitée, à même d'éviter des litiges ultérieurs avec les acquéreurs.

La modification de l'emplacement n°6 qui conduit à la réduction de l'emprise au sol d'un dispositif destiné à aménager la circulation, datant du POS et sans solution endéans ce délai permet de lever une contrainte auprès des propriétaires qui n'était plus justifiée.

La modification n'a suscité aucune observation négative de la part des Personnes publiques Associées.

La modification n'a pas soulevé d'observation négative relative à son contenu stricto sensu de la part du public rencontré lors des permanences tenues en mairie. Les observations relevées ont mis surtout en évidence la problématique de la circulation et la coexistence vélo- voitures en particulier aux heures de pointe, une contrainte d'exploitation agricole et la mise en évidence d'une réglementation à intégrer (énergie et communications électroniques).

2.3 Modification du zonage

La transformation d'une zone 1AU en zone UB au hameau de Bries en dehors du couloir de bruit lié à l'autoroute s'inscrit dans la continuité de la zone UB sans « mitage » des terrains agricoles et constitue un précédent sur la réglementation relative aux toitures qui peut inciter d'autres personnes à développer l'utilisation de toits terrasse éventuellement végétalisés.

La proposition de redessiner une parcelle 1AUh pour faciliter l'activité agricole peut être envisagée en lien avec un projet d'extension de la clinique.

Enfin, il n'y a pas eu de manifestation du public hostile au projet. Il faut d'ailleurs noter que la création de la zone AuxR_Parc a fait l'objet de réunions publiques en leur temps et d'aménagements dont bénéficie le hameau de Bries.

Les observations sont essentiellement orientées vers l'amélioration d'autres problématiques à garder en mémoire et formulées en recommandations et quelques propositions à intégrer au projet.

3 Avis

Pour ces motifs :

J'émets un avis favorable à la modification du PLU de la ville d'Appoigny avec les réserves suivantes :

- En article UE2 clarifier :
  - Une limitation de l'application des affouillements et exhaussements limités à un mètre exclusivement aux terrains situés en contrebas de la voirie,
  - La notion de niveau naturel des terrains avant travaux.
- En article UE 11.6, ou bien dans une disposition générale, exempter les clôtures liées au domaine public autoroutier concédé des règles de hauteur des documents d'urbanisme (article 11).
- Rectifier en p 70 du Règlement la surface de l'emplacement 6 (935 m2) compte tenu de la sortie des parcelles AN 440, AN 441, AN 148, AN 162, AN 163 ;

Enfin, pour répondre aux problématiques soulevées et à traiter ultérieurement dans un cadre plus global j'émets les recommandations suivantes :

- En cas de modification/révision ultérieure du PLU/voire PLUi :
  - Faire une lecture transversale du PLU pour lever des anomalies, omissions, incohérences entre réglementations par zones qui apparaissent avec cette lecture (cf. p 46-47 du rapport et A 28), p ex avec le fichier excel fourni à la mairie,
  - Intégrer aux articles 15 et 16 des zones une règlementation cohérente avec les règlementations supérieures telles que SCOT, PCAET quand elles seront formulées,
  - Se positionner pour la zone 1AUs, sur base de projets éventuels d'extension de la clinique sise au Château de Regennes, sur une forme plus adaptée à l'exploitation agricole que la forme actuelle et convenant à l'extension, si elle peut être proposée.
- Faire remonter les informations relatives à la circulation à vélo aux différentes autorités (intercommunales, régionales et étatiques) qui se partagent la compétence et la gestion du réseau de circulation

douce, en particulier cycliste pour en programmer le maillage et son évolution, ainsi que l'intégration de l'utilisation des parkings proches du centre-ville dans le dispositif de circulation.

- Le cas échéant, mettre en place une signalisation préventive de passage de cyclistes à l'attention des usagers aux abords des intersections avec la piste cyclable dans la zone AuxR_Parc.
- Bien clarifier le niveau naturel des parcelles en UEc,
- Veiller à l'organisation de la prise en compte de l'entretien du tracé du ru de la Biche et des passages sous infrastructures autoroutières.
- Prévoir, le cas échéant, une organisation de gestion des pompes, vannes, réseaux et rétentions d'eau selon la nature des entreprises implantées sur le site et les risques de pollution éventuels.

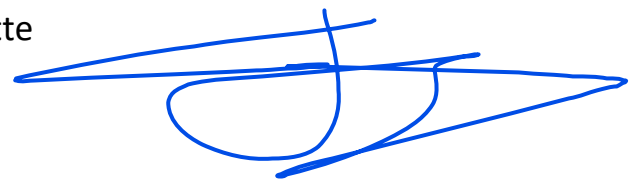
PJ 1 Procès-verbal des observations

PJ 2 Registres déposés en mairie d'Appoigny et à la Communauté d'Agglomération de l'Auxerrois (à destination de Mr le Président de la Communauté d'Agglomération de l'Auxerrois).

Varennes Vauzelles, le 26 octobre 2020

Le commissaire enquêteur

Denis Goutte



LA MODIFICATION DU PLAN LOCAL D'URBANISME DE LA COMMUNE D'APPOIGNY 89380.

LISTE DES ANNEXES

ANNEXES et [Références bibliographiques]

1 Note de présentation [22]
2 Exposé des motifs [23]
3 Règlement avec les modifications envisagées [24]
4 Projet d'aménagement et de développement durable [3]
5 Avis des personnes publiques associées : courriel de la DDT et courrier du CD89 [2]
6 Arrêté n°2020-DUDT-023 prescrivant l'enquête publique [11]
7 Arrêté n°2020-DUDT-001 prescrivant la modification de PLU [28]
8 Délibération n° 2018-113 approuvant la modification simplifiée du PLU d'Appoigny [6]
9 Dossier sur la dérogation à l'interdiction de construire à proximité d'une voie de grande circulation (Extrait de l'étude d'entrée de ville 7.4 du PLU de 2013) [32]
10 Délibération n° 2017 -181 approuvant le dossier de réalisation de la zone [7]
11 Arrêté préfectoral n° 2016-751 sur la création de la communauté d'agglomération de l'Auxerrois [25].
12 Arrêté préfectoral n° 2016 -532 sur la création de la communauté d'agglomération de l'Auxerrois [26].
13 Délibération 2013-020 du conseil municipal d'Appoigny approuvant le PLU de la commune [5]

14 Demande de désignation d'un commissaire enquêteur pour la modification du PLU d'Appoigny. 20 avril 2020 [9]
15 Communication et décision et désignation du commissaire enquêteur du 15/06/20[10].
16 Lettre de la mairie d'Appoigny demandant la modification du tracé de l'emplacement réservé n°6, du 17 octobre 2019.[12]
17 Copie des observations relevées sur les registres papier (mairie d'Appoigny et Communauté d'agglomération de l'Auxerrois) en clôture le 1er Octobre 2020.[30]
18 Décision de la Mission régionale d'autorité environnementale après examen au cas par cas relative à la modification du plan local d'urbanisme (PLU) de la commune d'Appoigny du 4 mars 2020. N° 2020DKBFC24.[10]
19 Présentation simplifiée AuxR_Parc et plan d'ensemble [28]
20 Avis diffusés dans la presse Yonne républicaine et Indépendant de l'Yonne les 14/08/20 et 04/09/20.
21 Avis d'affichage en mairie et à la Communauté d'agglomération de l'Auxerrois. Panneau Hameau de Bries le 12/09/20.
22 Certificats d'affichage en mairie et à la Communauté d'agglomération de l'Auxerrois : prescription de modification de PLU en janvier 2020 et avis d'enquête publique en octobre 2020.
23 Procès-verbal d'enquête publique du 1 er Octobre 2020.[Pièce jointe]
24 Réponse de la Communauté d'agglomération de l'Auxerrois au procès-verbal d'enquête publique du 5/10/2020 [15].
25 Lettre de la société autoroutière APRR du 15/09/20 jointe aux registres papier.[13]
26 Courriel de Mr A Dhuicq du 17/09/20 Joint aux registres papier.[14]
27 Plan local d'urbanisme 7.4 Etude d'entrée de ville Chapitre IV Schéma d'aménagement n°4, p 23.[18]
28 Extrait du fichier excel de lecture transversale : Article 3 du PLU Appoigny.

Pour retourner à la délibération, cliquez ici

TABLEAU RECAPITULATIF- CHITRY LE FORT

ANNEXE A LA DELIBERATION TIRANT LE BILAN DE LA CONCERTATION

Modalités de concertation fixées par la délibération de prescription du 03/09/2015	***Mise en œuvre***	***Avis***
Informations dans la presse	La délibération de prescription du plan local d'urbanisme a été diffusé dans l'Yonne républicaine	Favorable
Publication dans le bulletin d'information municipal « Les nouvelles de Chitry »	Un article a été envoyée aux habitants pour les avertir de la réunion publique du 3 novembre	Favorable
Réunion publique avec la population	Une première réunion publique de présentation du diagnostic et du projet d'aménagement et de développement durables a été organisée le 28 novembre 2019 Une seconde réunion publique de présentation du projet de plan local d'urbanisme a été organisée le 03 novembre 2020	Favorable
Tenu d'un registre à la disposition du public au secrétariat de la mairie	Un registre a été mis à la disposition du public au secrétariat de la mairie et au siège de la Communauté d'Agglomération de l'auxerrois pendant toute la durée d'élaboration du plan local d'urbanisme	Favorable

Pour retourner à la délibération, cliquez ici

TABLEAU RECAPITULATIF - ESCAMPS
ANNEXE A LA DELIBERATION TIRANT LE BILAN DE LA CONCERTATION

Modalités de concertation fixées par la délibération de prescription du 23/11/2006	***Mise en œuvre***	***Avis***
Tenir à disposition du public le porter à connaissance du préfet ainsi que tout élément nouveau communiqué au cours de l'élaboration du document dans leur intégralité dès leur notification au maire	Le porter à connaissance et ses mises à jour ont été tenus à la disposition du public à la mairie et au siège de la Communauté d'Agglomération de l'auxerrois	Favorable
Informations dans la presse	La délibération de prescription du plan local d'urbanisme a fait l'objet d'une publication dans la presse ***(A compléter)***	Favorable
Publication de bulletins d'information	***(A compléter)***	Favorable
Tenue d'un registre à la disposition du public en mairie	Un registre d'expression a été mis à la disposition du public en mairie et au siège de la Communauté d'Agglomération de l'auxerrois pendant toute la durée d'élaboration du plan local d'urbanisme	Favorable
Réunions publiques avec la population	Une première réunion publique de présentation du diagnostic et du projet d'aménagement et de développement durables a été organisée le 27 novembre 2019 Une seconde réunion publique de présentation du projet de plan local d'urbanisme a été organisée le 05 novembre 2020	Favorable

Pour retourner à la délibération, cliquez ici

TABLEAU RÉCAPITULATIF - JUSSY
ANNEXE A LA DELIBERATION TIRANT LE BILAN DE LA CONCERTATION

Modalités de concertation fixées par la délibération de prescription du 03/12/2013	***Mise en œuvre***	***Avis***
Tenir à disposition du public le porter à connaissance du préfet ainsi que tout élément nouveau communiqué au cours de l'élaboration du document dans leur intégralité dès leur notification au maire	Le porter à connaissance et ses mises à jour ont été tenus à la disposition du public à la mairie et au siège de la Communauté d'Agglomération de l'Auxerrois	Favorable
Tenue d'un registre d'expression à la disposition du public en mairie	Un registre d'expression a été mis à la disposition du public en mairie et au siège de la Communauté d'Agglomération de l'Auxerrois pendant toute la durée d'élaboration du plan local d'urbanisme	Favorable
Au moins une réunion publique avec la population	Une première réunion publique de présentation du diagnostic et du projet d'aménagement et de développement durables a été organisée le 02 décembre 2019 Une seconde réunion publique de présentation du projet de plan local d'urbanisme a été organisée le 09 novembre 2020	Favorable
Informations sur le blog communal	Une première information a été publié et concernait l'annonce de la première réunion publique et le résumé des premières phases d'études Un article résumant les points clés du projet et annonçant la seconde réunion publique a été publié Les ordres du jour des conseils municipaux faisant référence au plan local d'urbanisme ont été publiés.	Favorable

Pour retourner à la délibération, cliquez ici

TABLEAU RECAPITULATIF - VINCELOTTES
ANNEXE A LA DELIBERATION TIRANT LE BILAN DE LA CONCERTATION

Modalités de concertation fixées par la délibération de prescription du 30/04/2003	***Mise en œuvre***	***Avis***
Tenir à disposition du public le porter à connaissance du préfet ainsi que tout élément nouveau communiqué au cours de l'élaboration du document dans leur intégralité dès leur notification au maire	Le porter à connaissance et ses mises à jour ont été tenus à la disposition du public à la mairie et au siège de la Communauté d'Agglomération de l'Auxerrois	Favorable
La publication de bulletins d'information	Un article a été publié pour prévenir la population de la tenue de la seconde réunion publique .	Favorable
Tenue d'un registre d'expression à la disposition du public en mairie	Un registre d'expression a été mis à la disposition du public en mairie et au siège de la Communauté d'Agglomération de l'Auxerrois pendant toute la durée d'élaboration du plan local d'urbanisme	Favorable
De réunions publiques avec la population	Une première réunion publique de présentation du diagnostic et du projet d'aménagement et de développement durables a été organisée le 05 décembre 2019 Une seconde réunion publique de présentation du projet de plan local d'urbanisme a été organisée le 04 novembre 2020	Favorable

Pour retourner à la délibération, cliquez ici

Convention relative aux modalités d'accès aux données de la cartographie nationale de l'occupation du parc social

Signée entre,

Le GIP SNE représenté par Denis FEUILLOLEY, Directeur

L'Union Sociale pour l'Habitat de Bourgogne, représentée par son Président et ci-après dénommée « USH B »

La Communauté de l'auxerrois, représentée par son Président, Crescent MARAULT, et ci-après dénommée « l'EPCI »

Introduction

La cartographie nationale de l'occupation du parc social a pour objet la mise en œuvre des dispositifs prévus par la loi n° 2014-173 du 21 février 2014 de programmation pour la ville et la cohésion urbaine, dite loi Lamy, la loi n° 2014-366 du 24 mars 2014 pour l'accès au logement et un urbanisme rénové, dite loi ALUR, la loi n° 2017-86 du 27 janvier 2017 relative à l'égalité et à la citoyenneté dite loi LEC, et la loi n° 2018-1021 du 23 novembre 2018 portant évolution du logement, de l'aménagement et du numérique dite loi ELAN, nécessitant la réalisation de diagnostics locaux pour permettre l'élaboration des orientations d'attribution et des conventions intercommunales d'attribution (CIA).

Cet outil met à disposition des différents acteurs concernés (EPCI, communes, organismes Hlm, Etat, réservataires, etc.) des statistiques concernant le parc social, à partir de différents indicateurs sur l'occupation sociale (issus des données OPS) et sur les caractéristiques des logements (issus du répertoire du parc locatif social - RPLS).

Les données sont cartographiées à différentes échelles dont les plus fines sont : point adresse, carreau logement social, quartiers QPV, quartiers IRIS, collectivités. L'identification des personnes est rendue impossible par un niveau minimal d'agrégation des données représentées fixé à 11 ménages, en conformité avec les dispositions de l'article L442-5 du Code de la Construction et de l'Habitation et avec le Règlement Général sur la Protection des Données (RGPD).

Article 1 - Objectifs

L'accès aux données du portail de la cartographie a pour objectif la réalisation d'un diagnostic partagé de l'occupation du parc social, notamment en vue de la définition par les EPCI, en lien avec les communes et les acteurs de leur territoire, de politiques d'attribution territorialisées. Cette démarche doit contribuer à l'objectif plus général de favoriser des partenariats équilibrés avec les bailleurs sociaux, responsables de l'attribution et du fonctionnement des ensembles immobiliers.

Les informations précisées ci-dessus sont mises à la disposition de l'EPCI et des communes disposant sur leur territoire de logements sociaux désignées dans la présente convention, pour les finalités suivantes :

- L'aide à la définition des politiques de l'habitat
- L'aide à la programmation du logement social
- L'aide à l'observation et à la mise en œuvre des politiques locales de l'habitat

- La définition des politiques intercommunales d'attribution

Il s'agit de permettre une connaissance partagée, entre les partenaires du territoire, de la situation effective des résidences et des quartiers et à terme de leur évolution. Cette connaissance s'appuie pour partie sur les données objectives issues de la cartographie, lesquelles devront être complétées par des informations élargies au contexte urbain et résidentiel et au fonctionnement social des résidences que détiennent notamment les équipes de proximité des bailleurs sociaux.

Dans cette perspective, l'EPCI signataire s'engage à associer, dans le cadre d'un Comité de suivi, les bailleurs sociaux, membres ou non de l'USH B, et l'USH B, aux analyses de l'occupation du parc social rendues possibles par l'accès au portail de la cartographie nationale de l'occupation du parc social, qu'ils pourront compléter par des éléments qualitatifs. Ce comité de suivi réunira les bailleurs présents sur le territoire, l'EPCI, l'USH B et le prestataire éventuel mandaté par l'EPCI pour le traitement et l'analyse des données. Il permettra aux bailleurs et à l'USH B d'être associés à toutes les phases de l'utilisation des données issues du portail, d'être force de proposition et de veiller au respect des engagements de la présente convention. Les bailleurs sociaux et l'USH B seront également associés à la définition des politiques qui en découlent, ainsi qu'à toutes les exploitations et publications réalisées.

Article 2 - Règles de confidentialité

Les données consultables et éventuellement téléchargeables par cette application sont des données à caractère personnel. Le recueil, le transfert et l'exploitation des données sont soumis au respect des règles mentionnées dans la loi du 6 janvier 1978 modifiée relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés.

L'utilisateur du portail de cartographie et de ses données est astreint au secret professionnel et à une obligation de confidentialité.

L'utilisation du portail et de ses données ne peut être effectuée que dans un cadre professionnel et pour la finalité décrite dans le précédent article.

Il est strictement interdit aux utilisateurs du portail de faire un usage à but commercial ou à tout autre but, autre que professionnel, des données auxquelles ils ont accès.

L'utilisation du portail et de ses données, leur interprétation, leur exploitation et leur transmission s'effectuent sous la responsabilité unique de l'utilisateur qui s'engage à respecter les règles mentionnées dans la loi du 6 janvier 1978 modifiée relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés.

Le non-respect de ces dispositions est considéré comme une faute de nature à conduire le GIP SNE à désactiver l'accès de l'utilisateur au portail, sans préjudice des poursuites judiciaires susceptibles d'être engagées, le cas échéant.

L'acceptation de ces clauses vaut demande d'accès aux données tel que prévu par l'article R 411-4 du code de la construction et de l'habitation (annexe 1)

Article 3 –Niveau de consolidation des données accessibles

L'USH B ayant délibéré favorablement pour le compte de ses membres, et ayant recueilli l'accord unanime de tous les autres organismes intervenant sur les territoires bourguignons, les données et indicateurs de la cartographie de l'occupation du parc social sont accessibles à l'EPCI et aux communes visées par la présente convention jusqu'à l'échelle du point adresse dans la limite du secret statistique susmentionné.

Article 4 - Modalités d'accès au portail et aux données

L'accès aux données du portail de cartographie est conditionné à la création d'un compte dont la demande est effectuée directement sur le portail auprès du GIP SNE.
Le renseignement d'une adresse courriel professionnelle nominative est obligatoire, les adresses courriel génériques n'étant pas acceptées, sauf cas exceptionnels.

L'EPCI désigne un administrateur chargé de vérifier, puis de valider ou rejeter, toute demande d'ouverture de compte émanant d'un agent de l'EPCI. Les coordonnées (nom, prénom, téléphone, adresse mail) de l'administrateur sont transmises au GIP SNE (annexe 3) en amont de toute demande d'ouverture de compte.

Les communes qui souhaitent avoir accès aux données du portail de cartographie en font la demande auprès de l'EPCI auquel elles appartiennent. Pour ce faire, chaque commune formalise par écrit sa demande à l'EPCI d'accéder au portail. Cette demande est jointe en annexe de la présente convention.

Article 5 – Accès au portail et aux données par des tiers

Dans le cadre de prestations d'analyses, la collectivité peut donner un accès à un tiers (agence d'urbanisme, bureau d'étude…).

La collectivité établit, à partir du modèle fourni en annexe 2, une convention qui arrête les limites et les contraintes de l'utilisation des données du portail.

Dès signature de cette convention et transmission de celle-ci au GIP SNE, le tiers peut demander au GIP SNE l'ouverture d'un accès au portail qui s'effectue dans les mêmes conditions que pour les agents de l'EPCI.

Le .... /…. /…….

XXXXX

Président de l'USH de Bourgogne

Denis FEUILLOLEY
Directeur du GIP SNE

Crescent MARAULT
Président de la Communauté de l'auxerrois

ANNEXE 1

Article R411-4 du Code de la Construction et de l'Habitation

Toute personne qui en fait la demande auprès du service statistique ministériel du logement peut obtenir communication, par voie électronique et gratuitement, des informations mentionnées aux d, e, f, g et j de l'article R. 411-3, pour tout logement locatif figurant dans le répertoire, à l'exclusion des logements des sociétés d'économie mixte qui ne donnent pas lieu au versement de la cotisation prévue à l'article L. 452-4.

Sous réserve des dispositions du troisième alinéa, les personnes morales de droit public autres que celles visées au huitième alinéa de l'article L. 411-10 et les personnes privées chargées d'une mission de service public dans le domaine du logement, de l'aménagement ou de la construction peuvent, pour les besoins d'une telle mission, obtenir en outre communication, à leur demande et selon les mêmes modalités, des autres informations mentionnées à l'article R. 411-3. L'association nationale et les associations départementales d'information sur le logement prévues à l'article L. 366-1 ont accès dans les mêmes conditions à ces informations.

Les bailleurs mentionnés à l'article L. 411-10 et leurs unions, fédérations et associations bénéficient du droit d'accès prévu à l'alinéa précédent, sous réserve, en outre, que le bailleur du logement sur lequel portent les informations demandées n'ait pas manifesté au service statistique ministériel du logement son opposition à une telle divulgation.

Article R411-3 du Code de la Construction et de l'Habitation

En vue de la constitution et de l'actualisation du répertoire des logements locatifs prévu à l'article L. 411-10, les bailleurs sociaux mentionnés à cet article transmettent chaque année au service statistique ministériel du logement, avant le 1er mars, pour chaque logement locatif sur lequel ils sont titulaires d'un droit réel immobilier ou dont ils sont usufruitiers au 1er janvier de l'année ou au 1er janvier de l'année précédente, les informations suivantes :

a) Identifiant du logement dans le répertoire tenu par l'administration et identifiant interne au système d'information du bailleur ;

b) Informations relatives à l'identité du bailleur et, le cas échéant, à l'identité du gestionnaire ;

c) Informations relatives à l'identité du précédent bailleur, en cas d'entrée du logement dans le patrimoine du bailleur au cours de l'année civile précédente ;

d) Localisation, caractéristiques principales et équipements techniques du logement, y compris, le cas échéant, les éléments de diagnostic de performance énergétique et les informations relatives aux segments de patrimoine mentionnés à l'article R. 445-2-1 ;

e) Année et mode d'entrée dans le patrimoine du bailleur, type de droit du bailleur sur le logement, transfert de propriété ou d'usufruit au cours de l'année civile précédente ;

f) Fusion, éclatement et changement d'usage du logement au cours de l'année civile précédente ;

g) Type de financement initial, numéro et date d'effet de la convention pour les logements conventionnés mentionnés aux 2° et 3° de l'article L. 351-2, et, le cas échéant, catégorie de financement à laquelle est rattaché le logement si les loyers ont été fixés en tenant compte du classement des immeubles ou groupe d'immeubles mentionné à l'article L. 445-1, dans le cadre de la convention d'utilité sociale mentionnée au même article ;

h) Mode d'occupation du logement au 1er janvier de l'année en cours, dernière date à laquelle le logement a pu être offert à la location et date de prise d'effet du bail en cours ;

i) Informations relatives au loyer, avant toute modulation liée à la situation du locataire, et à son mode de calcul ;

j) Données complémentaires pour les logements entrant dans le champ de l'inventaire établi au titre de l'article L. 302-5 ;

k) Pour les logements soumis aux dispositions de l'article L. 443-11, informations relatives à la mise en commercialisation effective au cours de l'année civile précédente et conditions financières de la vente du logement ;

l) Informations relatives au contingent d'appartenance pour les logements réservés au sens de l'article R. 441-5.

La liste détaillée des informations ainsi que leurs modalités de collecte et de transmission sont fixées par arrêté conjoint du ministre chargé du logement et du ministre ayant autorité sur le service statistique ministériel du logement.

ANNEXE 2

Convention relative aux modalités d'accès aux données de la cartographie nationale de l'occupation du parc social

Signée entre,

La collectivité xxx (EPCI, EPT) représentée par xxx et dénommée « l'EPCI »

La société xxx, bureau d'étude / agence d'urbanisme, représentée par xxx et dénommé(e) « le tiers »

Introduction

La cartographie nationale de l'occupation du parc social a pour objet la mise en œuvre des dispositifs prévus par la loi n° 2014-173 du 21 février 2014 de programmation pour la ville et la cohésion urbaine, dite loi Lamy, la loi n° 2014-366 du 24 mars 2014 pour l'accès au logement et un urbanisme rénové**,** dite loi ALUR, la loi n° 2017-86 du 27 janvier 2017 relative à l'égalité et à la citoyenneté dite loi LEC, et la loi n° 2018-1021 du 23 novembre 2018 portant évolution du logement, de l'aménagement et du numérique dite loi ELAN, nécessitant la réalisation de diagnostics locaux pour permettre l'élaboration des orientations d'attribution et des conventions intercommunales d'attribution (CIA).

Cet outil met à disposition des différents acteurs concernés (EPCI, communes, organismes Hlm, Etat, réservataires, etc.) des statistiques concernant le parc social, à partir de différents indicateurs sur l'occupation sociale (issus des données OPS) et sur les caractéristiques des logements (issus du répertoire du parc locatif social - RPLS).

Les données sont cartographiées à différentes échelles dont les plus fines sont : point adresse, carreau logement social, quartiers QPV, quartiers IRIS, collectivités. L'identification des personnes est rendue impossible par un niveau minimal d'agrégation des données représentées fixé à 11 ménages, en conformité avec les dispositions de l'article L442-5 du Code de la Construction et de l'Habitation et avec le Règlement Général sur la Protection des Données (RGPD).

vvv

Article 1 - Objectifs

L'accès aux données du portail de la cartographie a pour objectif la réalisation d'un diagnostic partagé de l'occupation du parc social, notamment en vue de la définition par les EPCI, en lien avec les communes et les acteurs de leur territoire, de politiques d'attribution territorialisées. Cette démarche doit contribuer à l'objectif plus général de favoriser des partenariats équilibrés avec les bailleurs sociaux, responsables de l'attribution et du fonctionnement des ensembles immobiliers.

Les informations précisées ci-dessus sont mises à la disposition de l'EPCI et des communes disposant sur leur territoire de logements sociaux désignées dans la présente convention, pour les finalités suivantes :

- L'aide à la définition des politiques de l'habitat
- L'aide à la programmation du logement social
- L'aide à l'observation et à la mise en œuvre des politiques locales de l'habitat

- La définition des politiques intercommunales d'attribution

Il s'agit de permettre une connaissance partagée, entre les partenaires du territoire, de la situation effective des résidences et des quartiers et à terme de leur évolution. Cette connaissance s'appuie pour partie sur les données objectives issues de la cartographie, lesquelles devront être complétées par des informations élargies au contexte urbain et résidentiel et au fonctionnement social des résidences que détiennent notamment les équipes de proximité des bailleurs sociaux.

Dans cette perspective, l'EPCI signataire s'engage à associer, dans le cadre d'un Comité de suivi, les bailleurs sociaux, membres ou non de l'USH B, et l'USH B, aux analyses de l'occupation du parc social rendues possibles par l'accès au portail de la cartographie nationale de l'occupation du parc social, qu'ils pourront compléter par des éléments qualitatifs. Ce comité de suivi réunira les bailleurs présents sur le territoire, l'EPCI, l'USH B et le prestataire éventuel mandaté par l'EPCI pour le traitement et l'analyse des données. Il permettra aux bailleurs et à l'USH B d'être associés à toutes les phases de l'utilisation des données issues du portail, d'être force de proposition et de veiller au respect des engagements de la présente convention. Les bailleurs sociaux et l'USH B seront également associés à la définition des politiques qui en découlent, ainsi qu'à toutes les exploitations et publications réalisées.

L'EPCI, pour la production des analyses susmentionnées et qui font l'objet d'une commande spécifique (références du contrat EPCI / Tiers), a recours aux services du tiers auquel les dispositions de la présente convention s'appliquent de plein droit.

Article 2 - Règles de confidentialité

Les données consultables et éventuellement téléchargeables par cette application sont des données à caractère personnel. Le recueil, le transfert et l'exploitation des données sont soumis au respect des dispositions du Règlement (UE) 2016/679 et du conseil du 27 Avril 2016 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et à la libre circulation de ces données (RGPD) et des règles mentionnées dans la loi du 6 janvier 1978 modifiée relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés.

L'utilisateur du portail de cartographie et de ses données est astreint au secret professionnel et à une obligation de confidentialité.

L'utilisation du portail et de ses données ne peut être effectuée que dans un cadre professionnel et pour la finalité décrite dans le précédent article.

Il est strictement interdit aux utilisateurs du portail de faire un usage à but commercial ou à tout autre but, autre que professionnel, des données auxquelles ils ont accès.

L'utilisation du portail et de ses données, leur interprétation, leur exploitation et leur transmission s'effectuent sous la responsabilité unique de l'utilisateur qui s'engage à respecter les dispositions du RGPD et les règles mentionnées dans la loi du 6 janvier 1978 modifiée relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés.

Le non-respect de ces dispositions est considéré comme une faute de nature à conduire le GIP SNE à désactiver l'accès de l'utilisateur au portail, sans préjudice des poursuites judiciaires susceptibles d'être engagées, le cas échéant.

Article 3 – Protection des données à caractère personnel

Compte tenu de la sensibilité des données contenues dans le portail, le tiers s'engage à respecter la réglementation en vigueur applicable au traitement de données à caractère personnel et, en particulier, le règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 (RGPD).

Le tiers est autorisé à traiter pour le compte de l'EPCI les données à caractère personnel nécessaires dans le cadre du contrat (références du contrat EPCI / Tiers).

Le tiers s'engage à traiter les données uniquement pour la seule finalité qui fait l'objet du contrat conformément aux instructions de l'EPCI et à garantir la confidentialité des données à caractère personnel traitées dans le cadre de la présente convention.

Il s'engage à prendre en compte, s'agissant de ses outils, produits, applications ou services, les principes de protection des données dès la conception et de protection des données par défaut.

En cas de recrutement d'un ou plusieurs sous-traitants ultérieurs, le tiers doit recueillir l'autorisation écrite, préalable et spécifique de l'EPCI.
Le sous-traitant ultérieur est tenu de respecter les obligations de la présente convention pour le compte et selon les instructions de l'EPCI. Il appartient au tiers de s'assurer que le sous-traitant ultérieur présente les mêmes garanties suffisantes quant à la mise en œuvre de mesures techniques et organisationnelles appropriées afin que le traitement réponde aux exigences du règlement européen sur la protection des données. Si le sous-traitant ultérieur ne remplit pas ses obligations en matière de protection des données, le tiers demeure pleinement responsable devant l'EPCI de l'exécution par le sous-traitant ultérieur de ses obligations.

Le tiers notifie à l'EPCI toute violation de données à caractère personnel dans un délai maximum de 24 heures après en avoir pris connaissance, par mail, fax et téléphone. Cette notification est accompagnée de toute documentation utile afin de permettre au GIP SNE, si nécessaire, de notifier cette violation à l'autorité de contrôle compétente ou aux personnes concernées.

Le tiers s'engage à mettre en œuvre :

- le chiffrement des données à caractère personnel
- les moyens permettant de garantir la confidentialité et l'intégrité constantes des systèmes et des services de traitement
- une procédure visant à tester, à analyser et à évaluer régulièrement l'efficacité des mesures techniques et organisationnelles pour assurer la sécurité du traitement

Au terme de la prestation de services relatifs au traitement de ces données, le tiers s'engage à détruire toutes les données à caractère personnel. Une fois détruites, le tiers doit justifier par écrit de la destruction.

Le tiers communique à l'EPCI le nom et les coordonnées de son délégué à la protection des données, s'il en a désigné un conformément à l'article 37 du règlement européen sur la protection des données.

Le tiers déclare tenir par écrit un registre de toutes les catégories d'activités de traitement effectuées pour le compte de l'EPCI comprenant :

- le nom et les coordonnées du responsable de traitement pour le compte duquel il agit, des éventuels sous-traitants et, le cas échéant, du délégué à la protection des données
- les catégories de traitements effectués pour le compte du responsable de traitement

Article 4 –Niveau de consolidation des données accessibles

L'USH B ayant délibéré favorablement pour le compte de ses membres, et ayant recueilli l'accord unanime de tous les autres organismes intervenant sur les territoires bourguignons, les données et indicateurs de la cartographie de l'occupation du parc social sont accessibles à l'EPCI et aux communes visées par la présente convention jusqu'à l'échelle du point adresse dans la limite du secret statistique susmentionné.

Article 5 - Modalités d'accès au portail et aux données

L'accès aux données du portail de cartographie est conditionné à la création d'un compte dont la demande est effectuée directement sur le portail auprès du GIP SNE.

Le renseignement d'une adresse courriel professionnelle nominative est obligatoire, les adresses courriel génériques n'étant pas acceptées, sauf cas exceptionnels.

Dans le strict cadre de sa mission, le tiers disposera de x comptes utilisateurs reliés aux adresses mail xxx@xxx...

L'accès au portail par le tiers sera valable jusqu'au xx/xx/xxxx, date correspondant à la fin de la mission qui lui est confiée par l'EPCI dans le cadre du contrat (références du contrat EPCI / Tiers à renseigner).

Cette date pourra faire l'objet d'un ou plusieurs reports sur demande expresse de l'EPCI au GIP SNE.

A défaut, le(s) accès du tiers au portail de cartographie seront automatiquement supprimés à la date susmentionnée.

ANNEXE 3

PORTAIL CARTOGRAPHIQUE DE L'OCCUPATION DU PARC SOCIAL

Je, soussigné, Crescent Marault, Président de la Communauté de l'auxerrois,

déclare désigner en qualité d'administrateur local * :

- Nom/prénom : Godefroy Didier……..
- Téléphone :03 86 98 08 35…..
- Adresse mail :d.godefroy@agglo-auxerrois.fr

Date : ……

Signature et cachet du représentant de la collectivité

* L'administrateur local a pour mission de confirmer les demandes d'ouvertures de comptes qui seront déposées par les collaborateurs de la collectivité.

Pour retourner à la délibération, cliquez ici

Règlement intérieur de l'aire d'accueil des gens du voyage de la communauté de l'auxerrois

Article 1 : Présentation du dispositif communautaire d'accueil

En application de la loi n°2000-614 du 5 juillet 2000 relative à l'accueil et à l'habitat des Gens du Voyage et des prescriptions du Schéma départemental d'Accueil des Gens du Voyage, la communauté de l'auxerrois gère pour le compte des communes un dispositif d'aire d'accueil destinée à l'accueil et au séjour du public des populations concernées.

A ce jour, l'aire d'accueil de moyens passages des Cassoirs située route de Toucy à Auxerre (D965) propose 40 places-caravanes soit 20 emplacements. Chaque emplacement de 150 m^2 est composé d'un bâtiment comprenant deux parties. Une partie attribuée aux résidents : buanderie, WC et douche et une autre strictement réservée au personnel technique : ballon d'eau, armoire électrique et disjoncteur. Les supports de fils à linge sont installés sur chaque emplacement.

L'aire d'accueil est ouverte du 1er janvier au 31 décembre.
L'accueil se fait sur place et uniquement en présence des gestionnaires, du lundi au vendredi de 9h à 12h et de 13h à 17h.

En dehors des horaires d'accueil du public une fonction d'astreinte 24h/24 est assurée 7/7 au 06.73.85.11.09. Les motifs d'intervention sont essentiellement pour raison technique. En cas de déplacement abusif, l'intervention sera facturée.

Une participation financière pour le droit de place et des consommations des fluides sera demandée aux usagers chaque semaine.

Un soutien dans les démarches administratives pourra être proposé par le gestionnaire chargé de la relation avec les résidents ou bien son remplaçant.

L'autorisation de séjourner est délivrée sous conditions par le gestionnaire en charge de la relation avec les résidents ou son remplaçant dans la limite des places disponibles.

Article 2 : Admission – Durée de stationnement et fermeture de l'aire

2-1 Admission

L'accès à l'aire d'accueil est autorisé sous réserve

- ***d'être à jour du paiement des redevances correspondant à des séjours précédents,***
- ***d'avoir des véhicules et caravanes en état de marche*** et sur roues permettant le départ immédiat.

Et que les démarches suivantes soient réalisées :

- ***se signaler au gestionnaire ;***
- ***présenter les documents ci-dessous en cours de validité :***
  -le livret de famille ;
  - la carte d'identité ;
  - la carte grise des caravanes et des véhicules ;

- l'attestation d'assurance des caravanes

- ***remplir les conditions relatives à l'obligation de scolarisation ;***
  Scolarisation des enfants des deux sexes entre 6 et 16 ans selon les termes des articles L 111-2, L 211-1, L 131-1 et L 131-2 du Code de l'Education.

- ***effectuer avec le gestionnaire un état des lieux contradictoire de l'emplacement ;***
  Prendre connaissance, remplir et signer la convention de séjour de l'emplacement selon le modèle joint et l'état des lieux ;

- ***s'acquitter d'une caution de 60€ par emplacement ;***
  Les occupants admis sur l'aire devront s'acquitter à leur arrivée **d'une caution,** qui sera perçue par le régisseur ou son suppléant. Cette caution sera restituée à la fin du séjour lorsque les occupants libéreront leur emplacement, sans dégradation, ni dette de leur part. Tout dégât constaté en cours de séjour ou au moment du départ sera donc retenu en premier lieu sur la caution et facturé pour le surplus, le cas échéant, conformément à la grille tarifaire en annexe.

- ***s'acquitter de l'avance pour l'ouverture des fluides, d'une semaine de consommation soit 20€ :***
  Le montant de l'avance forfaitaire équivaut à une semaine type de consommation des fluides. Ce montant est fixé par délibération du conseil communautaire affiché dans le bureau des gestionnaires et à l'entrée de l'aire d'accueil.

- ***s'acquitter de l'avance d'une semaine du droit de place de 14€ :(1 semaine sur 1 emplacement)***
  La redevance correspond à l'occupation de l'emplacement attribué et à un droit de stationnement journalier (de midi à midi),

L'absence de carte d'identité ne pourra pas être un motif de refus d'entrer si le chef ou la cheffe de famille présente un livret de circulation, le gestionnaire en charge de la relation avec les résidents informera les usagers de la loi prévoyant sa suppression et proposera systématiquement un accompagnement dans les démarches d'octroi de carte d'identité.

En l'absence de police d'assurance et de carte grise des caravanes, les usagers ne pourront pas entrer sur l'aire d'accueil. Afin de lever tous freins importants pour se mettre en conformité, ex : problèmes financiers ou bien de refus de l'assureur, le personnel en charge des relations avec les résidents sera le garant d'une orientation vers l'unité territoriale du Conseil Départemental pour l'accès au droit commun. La demande de rendez-vous pourra se faire si l'usager le souhaite par mail via une fiche de liaison aire d'accueil/ Conseil Départemental de l'Yonne.

En cas de difficulté pour régler la caution, le personnel en charge des relations avec les résidents sera le garant d'une orientation vers l'unité territoriale du Conseil Départemental pour l'accès au droit commun. La demande de rendez-vous se fera par mail via une fiche de liaison Aire d'accueil/ Conseil Départemental de l'Yonne. Après accord de principe du Conseil Départemental de se porter caution solidaire, les dites familles en difficultés pourront entrer et stationner sur les emplacements désignés.

L'admission sur l'aire d'accueil pourra être refusée par le gestionnaire lorsque le chef ou la cheffe de famille ou l'un des membres de sa famille ou toute personne placée sous sa responsabilité aura, lors d'un précédent séjour :

- Provoqué(e) des troubles sur l'aire d'accueil ou à ses abords.
- Détérioré(e) les biens mis à leur disposition ou nécessaires au fonctionnement de l'aire d'accueil.
- Manqué(e) de respect, tenté d'intimidé(e) et ou agressé(e) toute personne, comme d'autres résidents, agents de la communauté d'agglomération, élus, partenaires…

Toutes ces conditions remplies, le gestionnaire en charge de l'accueil remettra à l'occupant :

- *Le kit accueil (livret accueil, livret'' sensibilisation scolarisation…),*
- *la copie de la convention de séjour,*
- *l'état des lieux signé conjointement qui sera également établi lors du départ,*
- *la copie du règlement intérieur et la copie du formulaire d'acceptation,*
- *les modalités de paiement et tarifs,*
- *la grille tarifaire en cas de dégradation,*

Après remise des documents, le gestionnaire mettra en service l'eau et l'électricité sur l'emplacement.

2-2 Durée du stationnement et dérogation

- ***Hors période de froid***

La durée maximale de stationnement d'une famille sur l'aire est au maximum de 3 mois. Le délai entre deux séjours est également de 2 mois.

Des demandes de dérogation sont possibles mais doivent être justifiées.

Demande concernant

- <u>la scolarisation des enfants :</u>
  Présentation de certificat de scolarité ou l'attestation d'inscription au CNED et/ou présentation de son travail,
  Présentation de l'attestation d'inscription du ou des enfants dans les écoles du secteur,
  Présentation du « Carnet d'école » mis à disposition par l'Education nationale.

Le non-respect de l'effectivité de la scolarisation sans justification pourra entraîner le retrait de la dérogation accordée.

- <u>des problèmes de santé et hospitalisation :</u>
  Présentation d'un certificat médical ou infirmier,
  Présentation d'un certificat du médecin de PMI du Conseil Départemental.
  Présentation du certificat d'hospitalisation.

- <u>l'insertion professionnelle et emploi :</u>
  Présentation de l'attestation de la maison de l'emploi,
  Présentation de l'attestation du travailleur social dans le cadre du suivi du RSA.
  Présentation de l'attestation de l'employeur.

- <u>l'intégration vers un processus de sédentarisation accru</u>, la demande sera instruite sur :

Co-contractualisation des résidents à fort ancrage territorial et du personnel du service de la Communauté d'agglomération dans la recherche de solutions et de projets.

- ***Période de froid***

Du 1er novembre au 28 ou 29 février, les familles avec des enfants de 0 à 6 ans, ayant à charge une personne handicapée et ou âgée de plus de 75 ans, aura d'office la reconduction tacite de la convention tous les deux mois et cela jusqu'au 28 ou 29 février.

2-3 Départ

Le départ nécessite l'établissement d'un état des lieux en présence du chef ou de la cheffe de famille. La caution versée au moment de l'arrivée sera restituée lorsque les occupants libèreront leur emplacement en parfait état de propreté, sans dégradation ni dette de leur part.
S'il est constaté que l'emplacement attribué n'est pas laissé en parfait état de propreté ou qu'il a été endommagé, il sera demandé une indemnisation en premier lieu retenue sur la caution couvrant le coût prévisionnel de la remise en état (nettoyage ou réparation).

2-4 Fermeture exceptionnelle

La Communauté d'agglomération de l'auxerrois se réserve la possibilité de fermer l'aire d'accueil à tout moment jugé opportun pour des raisons d'hygiène ou de sécurité, d'entretien et d'éventuels travaux et s'engage à respecter un délai raisonnable pour faciliter le déplacement des usagers.

Article 3 : Paiement des redevances et des contributions

3-1 La redevance (dit droit d'usage) et paiement de la redevance

La redevance correspond à l'occupation de l'emplacement attribué et à un droit de stationnement journalier (de midi à midi). Deux caravanes d'habitation peuvent être regroupées sur un emplacement. Est tolérée une petite caravane supplémentaire faisant fonction de cuisine.

Le droit de d'usage sur l'emplacement **est de 2€,** il comprend notamment :

- la gestion locative,
- l'occupation de l'emplacement,
- la mise à disposition et les frais de maintenance technique des équipements de l'aire d'accueil,
- l'entretien des parties communes de l'aire d'accueil,
- le ramassage des ordures ménagères,
- l'éclairage collectif de l'aire d'accueil.

Son montant et les modalités de paiement, sont adoptés par délibération du Conseil communautaire de l'auxerrois et annexé au présent règlement intérieur.

En cas de révision, les nouveaux tarifs feront l'objet d'une communication sur le site internet de la communauté de l'auxerrois et seront affichés sur l'aire d'accueil au moins un mois à l'avance.

3-2 Les consommations et paiement des fluides

Le calcul des consommations réelles d'eau et d'électricité.

- ***Eau***

  La consommation d'eau est issue des différentes utilisations de la famille (douche, point d'eau, machine à laver, etc.), elle sera directement payée par le chef ou la cheffe de famille, chaque emplacement étant équipé d'un compteur d'eau individuel.

- ***Electricité***

  La consommation d'électricité comprenant les consommations de la famille (éclairage des WC, de la douche etc.), le courant issu des branchements sur prise (chauffage et éclairage des caravanes, alimentation de tous les appareils électriques : lave-linge, sèche-linge, téléviseur, outils etc.) la production d'eau chaude (douche etc.) ainsi que le dispositif de maintien hors-gel des installations seront directement payés par le chef ou la cheffe de famille, chaque emplacement étant équipé d'un compteur individuel.

Chaque responsable d'emplacement règle sa consommation d'eau et d'électricité auprès du régisseur ou son suppléant chaque semaine, Il est entendu que la semaine de consommation est comptée pour 7 jours calendaires.

Article 4 : Règles d'occupation

5-1 Occupation de l'emplacement et stationnement des véhicules

Le stationnement des caravanes est strictement limité au périmètre de l'emplacement attribué. Le nombre de caravanes ne peut être supérieur à celui prévu par la convention d'occupation.

Les béquilles de caravane devront reposer sur des cales.
Les locaux techniques devront rester accessibles pour les agents.

Chaque famille admise sur l'aire devra uniquement occuper l'emplacement qui lui aura été attribué.
Aucun changement d'emplacement ne pourra intervenir sans autorisation préalable et expresse du gestionnaire.

Les véhicules ne devront pas entraver la circulation, ni empêcher l'installation de nouveaux arrivants.
Les allées sont réservées à la circulation. Son sens devra être respecté.
La vitesse de circulation est limitée à 10 Km/h sur l'aire.
Les visiteurs doivent laisser leur véhicule à l'extérieur de l'aire d'accueil.

La disposition des caravanes et de leurs véhicules tracteurs doit se faire dans le respect des règles de sécurité indiquées par le gestionnaire, notamment pour permettre une évacuation rapide de l'aire en cas d'incendie.

5-2 Usage des parties communes

- ***La libre circulation***

  - Les accès, les allées et les espaces communs sont considérés comme des voies publiques. Aussi, les services de police ou de gendarmerie pourront circuler librement.

- ***Aire de jeux***

  - Les parents veilleront à assurer la surveillance de leurs enfants.

5-3 Usage des équipements et environnement

- ***Alimentation en eau et électricité***

L'alimentation en eau et en électricité ne pourra se faire qu'à partir des équipements prévus à cet effet. Tout autre branchement est strictement interdit.

- ***Dépannage***

En cas de panne des installations ou de difficultés, l'occupant est tenu d'avertir immédiatement le gestionnaire de l'aire d'accueil qui pourra organiser les réparations.
Pour tout problème technique en dehors des plages horaires du personnel, un service d'astreinte est organisé. Chaque intervention au bénéfice d'un résident sera détaillée sur bordereau et signé par ce dernier. Tout déplacement abusif sera facturé au tarif en vigueur.
Afin de limiter les disjonctions sur les espaces privés, les rallonges électriques aux normes seront obligatoirement protégées des intempéries et surélevées. Le non-respect des préconisations faites par le gestionnaire sera considéré comme abusif, donc facturé.

- ***La collecte des ordures ménagères***

Le tri sélectif est recommandé. Aucun déchet inerte en vrac ne doit être entreposé sur et autour de l'emplacement. Les containers sont marqués au n° de chaque emplacement. Les containers ne sont pas interchangeables.
Deux collectes par semaines sont organisées sur la raquette d'entrée de l'aire d'accueil et à l'emplacement prévu.

- ***Le lundi matin***
- ***Le jeudi matin***

Il est impératif de déposer les containers la veille.

Le ou la cheffe de famille est responsable de la propreté de ses containers. Pour les déchets ultimes, tous les détritus déposés dans les containers doivent être mis dans des sacs poubelles. Les agents de la collecte se réservent le droit de ne pas ramasser les containers qui ne sont pas protégés d'un sac poubelle.

Les encombrants et matériaux divers doivent être acheminés par les usagers à la déchetterie en face de l'aire d'accueil.

Le verre doit être directement déposé dans le container prévu à cet effet.

- ***Obstruction de canalisation***

Il est interdit de jeter des détritus et toutes formes d'objets dans les évacuations des toilettes et des douches. Les gestionnaires ne sont pas tenus de déboucher les toilettes. L'intervention éventuelle de la société compétente en assainissement pourra être facturée au titulaire de la convention de ou des emplacements concernés s'il est prouvé que ces derniers ont été bouchés par manque de soin.

- ***Les espaces verts***

L'environnement de l'aire d'accueil (espaces verts, haies, arbres…) sera préservé par les occupants et les plantations respectées.

Aucun objet ou linge ne devra être posé sur les clôtures, portes d'accès, végétaux ou bâtiments constituant l'aire de stationnement.
Toute installation fixe ou toute construction, toute fixation de pieux, de piquets ou objets similaires dans le sol sont interdites sur l'aire.

Les installations sur les emplacements et les espaces verts sont sous la responsabilité des résidents. Ceux-ci doivent veiller individuellement et collectivement au respect de tous les espaces de l'aire d'accueil.

Le barbecue est admis uniquement dans une structure prévue à cet effet.

5-4 Règles de vie sur l'aire

Les usagers doivent respecter les intervenants sur l'aire d'accueil (les gestionnaires de l'aire d'accueil, personnel d'entretien technique, élus, intervenants sociaux etc…). Les usagers ne doivent avoir aucun comportement contraire à l'ordre public et aux bonnes mœurs.

Les usagers doivent veiller au respect des règles d'hygiène, de salubrité, entretenir la propreté de leur emplacement et des abords qu'ils doivent laisser propres à leur départ.
Ils observeront les règles de bon voisinage (respect d'autrui, respect des abords….) et limiteront les nuisances sonores en journée et plus particulièrement entre 22heures et 6heures du matin.

Les animaux sont sous la responsabilité de leur propriétaire, les chiens doivent être attachés et ne doivent en aucun cas divaguer sur l'aire. La divagation donnera lieu à sanction, notamment à la mise en fourrière de l'animal.

Article 5 : Interdictions majeures

Il est formellement interdit :

- d'introduire des armes à feu sur l'aire. Cet acte fera l'objet d'un dépôt de plainte systématique et du renvoi immédiat de la famille.

- d'entreposer sur l'aire objets de récupération notamment le démontage d'épaves ou de pièces d'épaves de véhicule et tous objets ou matières insalubres et d'abandonner des épaves de véhicules et autres.
  En cas de non enlèvement d'encombrants ou détritus divers, l'intervention d'une société spécialisée pourra être facturée aux utilisateurs.

- Ne pas entreposer ou stocker de liquides et matières inflammables dans les espaces privés et collectifs.

- Tous brûlages (pneumatiques, films plastiques, câbles électriques, et toute autre matière polluante et malodorante). En cas de nécessité et/ou à défaut de respect des présentes règles, l'enlèvement des encombrants se fera à la charge de l'usager responsable.

- de faire du feu à même le sol et sur les espaces publics et les aménagements paysagers de l'aire d'accueil. Le feu de bois ou de charbon est toléré pour un usage familial et dans un récipient prévu à cet effet.

- d'installer : abri fixe, mobil-home, cabane, auvent indépendant des caravanes.

- d'effectuer des travaux de modification de l'emplacement (percement de mur et de sol, modification de canalisation).

Article 6 : Responsabilité des usagers

Toute personne admise sur l'aire de stationnement est responsable des dégradations qu'elle cause ou qui sont causées par les membres dont il est responsable, ainsi que des animaux ou des objets et effets personnels dont il a la garde.

Elle sera en conséquence tenue à la réparation intégrale des préjudices correspondants conformément à la grille tarifaire.

La collectivité ne peut être tenue responsable des dégradations causées sur les véhicules et objets se trouvant sur les emplacements privatifs concernés.

Si litige il y a concernant le gestionnaire, d'avoir causé sans preuve des dégâts sur des biens personnels (au moment par exemple d'une tonte des espaces verts) il sera demandé à l'usager de déclarer les faits sur le registre des réclamations. Puis, chacune des parties enverra un rapport circonstancier à son assureur.

En cas de litige, il sera demandé aux usagers de fournir leurs attestations d'assurance en cours des véhicules et des caravanes et de leurs responsabilités civiles pour les dommages causés aux installations ou aux tiers.

Article 7 : Sanctions et expulsions

En cas de non-respect du présent règlement, une sanction pourra être appliquée pouvant aller d'une retenue sur caution à l'expulsion de l'aire prise sur le fondement de l'article L 521-3 du code de justice administrative.

Tous les manquements constatés et énumérés ci-dessous seront sanctionnés :

- ***Toutes dégradations, ou tous troubles graves*** feront l'objet d'un constat par huissier et les dégradations consécutives seront retenues sur la caution et facturées au-delà du montant de la caution. Elles pourront justifier la résiliation par l'autorité gestionnaire (Présidents EPCI) de l'autorisation d'occupation, ou l'engagement d'une procédure d'expulsion sur décision de l'autorité compétente (juge administratif) pour l'application du règlement intérieur, et le cas échéant de l'autorité judiciaire. Elles pourront également donner lieu à des poursuites pénales en application des articles 322-1 et suivants du code pénal et faire l'objet d'une plainte devant le tribunal correctionnel.

- ***Les agressions :***
  les agressions physiques ou verbales, les disputes ou rixes, les troubles à la sécurité et à la tranquillité publiques ou tous les actes de violence entre occupants ou à l'encontre

des personnes intervenant sur l'aire. Les faits seront également constatés par un rapport circonstancier, sanctionnés et pourront faire l'objet d'une expulsion immédiate réalisée par les forces de l'ordre à la demande du gestionnaire, accompagnée d'une plainte devant le tribunal correctionnel

Sanction en cas de non-paiement des frais de séjour :

- Toutes sommes dues à quelque titre que ce soit (droit de stationnement, paiement des fluides, réparations..) non réglées dans le délai imparti donnera lieu par la collectivité à saisine de Monsieur le Trésorier Principal pour recouvrement. Les résidents pourront en outre faire l'objet d'une demande d'expulsion auprès de la juridiction compétente, ainsi que d'une interdiction de fréquenter l'aire d'accueil.

Le dépassement du temps de séjour autorisé pourra également justifier l'engagement d'une procédure d'expulsion par le gestionnaire de l'aire d'accueil prise en application de l'article L 521-3 du code de justice administrative.

Article 8 : Engagement de la collectivité

9-1 Accueil des usagers

Le vivre ensemble sur une aire d'accueil impose un certain nombre de contraintes qui peuvent être plus ou moins bien vécues par le public. Aussi, une attention particulière sera réservée aux résidents pour leur simplifier leur séjour mais aussi, pour rendre la relation avec la collectivité plus agréable. Le dialogue sera toujours privilégié et les échanges devront être toujours respectueux.

9-2 Confidentialité de l'information

Les informations collectées lors de l'entrée dans l'aire sont requises par la loi pour établir le rapport annuel de gestion de l'aire. Elles seront notées par le gestionnaire en présence de l'usager dans la « convention de séjour ». Les informations privées sont protégées par la Loi. Aucune information personnelle ne sera diffusée.

9-2 Registre d'observations

Un registre d'observations, de suggestions et ou de réclamations à pages numérotées est mis à la disposition des résidents auprès du gestionnaire. Si ce dernier fait office d'écrivain public, cela sera notifié. En réponse, un courrier sera remis en main propre au demandeur par le gestionnaire.

9-3 informations

Les tarifs seront affichés dans le bureau des gestionnaires mais aussi à l'entrée de l'aire d'accueil sur un panneau signalétique. Les informations pratiques liées à l'aire d'accueil sont consultables sur le site de la Communauté de l'auxerrois.
Une information verbale sera faite au moment de toutes modifications du statut des gens du voyage.

Article 9 : Application – Affichage

Le président de la Communauté de l'auxerrois et son personnel délégué sont chargés de l'application du présent règlement intérieur qui sera affiché à l'entrée de l'aire et dont un exemplaire sera remis à l'usager avec le formulaire d'acceptation du règlement intérieur.

Le présent règlement intérieur est transmis à Monsieur Le Préfet de l'Yonne et à Monsieur Le Président du Conseil Départemental, co-signataires du schéma départemental d'accueil et à Monsieur le Maire d'Auxerre.

A Auxerre, le

Le Président de la Communauté de l'Auxerrois,

Crescent MARAULT

P.J :

- Convention de séjour
- Formulaire d'acceptation du règlement intérieur
- Etat des lieux
- Tarifs et modalités de paiement
- Grille tarifaire en cas de dégradation et déplacement abusif

RÉGION BOURGOGNE FRANCHE COMTE

l'Yonne CONSEIL DÉPARTEMENTAL

Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
PREFET DE L'YONNE

communauté de l'auxerrois
AUXERRE

Pour retourner à la délibération, cliquez ici

Rapport Annuel 2019 du Contrat de Ville de l'Auxerrois

SOMMAIRE

Préambule *Page :*

1) Rappel du cadre réglementaire dudit rapport..... 1

2) Rappel des orientations initiales du contrat de ville 2015-2019 en lien avec le Projet de Territoire de l'Agglomération Auxerroise..... 2

I) Situation géographique, données socio-démographiques et services existants dans les Quartiers Politique de la Ville (QPV)

1) Sainte-Geneviève/Brichères..... 3-4

2) Les Rosoirs..... 5

3) Rive-Droite..... 6

4) Saint-Siméon..... 7

II) Les programmations d'actions 2019 du contrat de ville

1) Déroulement et financements affectés..... 8-11

2) Synthèses effectuées, sur la base de bilan intermédiaires et de bilans définitifs réalisés, sur chaque action, par axe d'orientation, pour les 2 programmations d'actions 2019..... 12-24

III) Démarches mises en place en 2019 pour rendre l'outil contrat de ville plus efficient

1) L'Animation territoriale de la politique de la ville..... 25-27

2) Mécanique des Procédures administratives et financières du contrat de ville..... 28

3) La rénovation du Contrat de Ville : Protocole d'engagements renforcés et réciproques..... 29

IV) Perspectives d'Evolution pour 2020.....*30*

V) Avis des co-financeurs sur le Rapport Annuel 2019

Préambule :

1) Rappel du cadre réglementaire dudit rapport

Le décret n°2015-1118 du 3 septembre 2015 relatif au rapport sur la mise en œuvre de la politique de la ville prévu aux articles L. 1111-2 et L. 1811-2 du Code Général des Collectivités Territoriales, indique que :

Le Maire de la commune concernée par les Quartiers Politique de la Ville (QPV) ainsi que le Président de l'établissement public de coopération intercommunale (EPCI) compétent en matière de Politique de la Ville, co-signataires du contrat de ville, sont tenus de présenter annuellement à leur assemblée délibérante respective, un rapport sur la situation de la collectivité.

Ce rapport est débattu au sein du conseil municipal et du conseil communautaire.

Son contenu est détaillé à l'article 1 du décret pré-cité.

Le projet de rapport est soumis pour avis au conseil municipal concerné, soit la Ville d'Auxerre pour notre territoire. Ce dernier dispose d'un mois pour émettre un avis. Au-delà, il est réputé favorable.

Les contributions et délibération du conseil municipal et de toute autre partie signataire du contrat de ville sont annexées au projet de rapport sous la forme d'un avis.

L'assemblée délibérante de l'EPCI approuve le projet de rapport et indique les suites qui peuvent être réservées aux observations formulées par le conseil municipal et par les autres signataires du contrat, soit l'État, la Région et le Département.

2) Rappel des orientations initiales du contrat de ville 2015-2019 en lien avec le Projet de Territoire de l'Agglomération Auxerroise.

Le contrat de ville 2015-2019 comprend 4 thématiques principales (appelés piliers) et des sous-rubriques :

- la Cohésion Sociale
  - Aide à la scolarisation des enfants et des familles
  - Accompagnement des publics fragiles
  - Accès à l'offre culturelle, sportive et de loisirs aux populations des QPV
  - Repérage et soutien des jeunes en décrochage
  - Démarches locales de santé

- le Cadre de vie dont l'habitat et le renouvellement urbain
  - Lien social sur le quartier
  - Gestion Urbaine de Proximité

- le Développement Economique
  - Accompagnement à la création d'entreprise
  - Mobilisation vers l'emploi

- et les Valeurs de la république et de la citoyenneté
  - Lutte contre les discriminations.

Le projet de territoire 2015 – 2020 de l'Auxerrois :

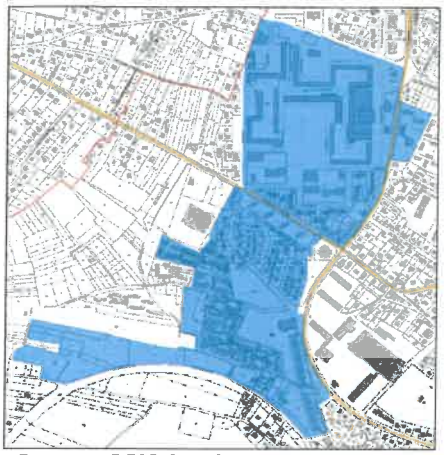
- ✔ met à profit les compétences exercées par la Communauté de l'Auxerrois, son savoir-faire et son rôle de coordinateur des politiques publiques, du développement économique en passant par l'accès aux équipements et aux services.
- ✔ converge vers la stratégie de l'État et de la Région.
- ✔ s'articule autour de trois piliers : l'attractivité et la compétitivité du territoire, la cohésion sociale et la solidarité, ainsi que la qualité urbaine et environnementale.

La Politique de la Ville est une partie intégrante du Projet de Territoire.

I) Situation géographique, données socio-démographiques et services existants dans les QPV :

Pour rappel, les Quartiers Politique de la Ville d'Auxerre comprennent :
- les quartiers prioritaires : Sainte Geneviève/Brichères, Les Rosoirs, et Rive-Droite
- un quartier en « veille active » : Saint Siméon.

1) Sainte-Geneviève/Brichères :



Source : IGN Octobre 2014 CGET

Situé à l'Ouest d'Auxerre, le quartier Sainte Geneviève/Brichères, comprend 3602 habitants au 1er janvier 2013 selon l'INSEE *(au titre du Système d'Information Géographique Politique de la ville du CGET).*
Au regard des données statistiques, il est noté :
- un nombre de ménages en diminution,
- une importante classe d'âge entre 0 et 14 ans,
- 39 % de personnes seules,
- une majorité d'employés-ouvriers,
- un taux de pauvreté important : 46 % sur Sainte Geneviève et 29 % pour les Brichères.
- et de nombreux demandeurs d'emplois sur ce quartier.

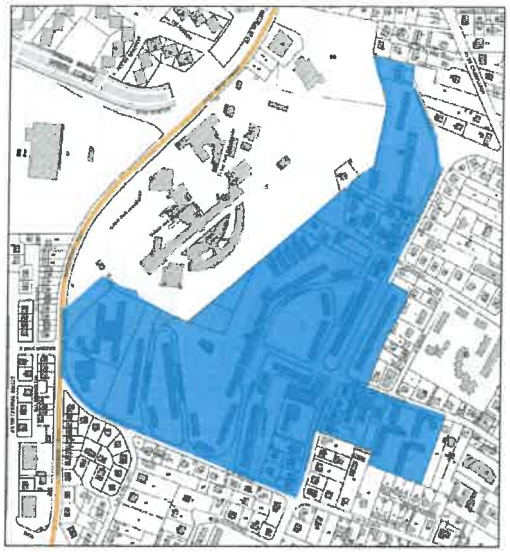
Sur Sainte Geneviève spécifiquement, les personnes sont majoritairement sans qualification ou peu qualifiées.
Le territoire dispose surtout d'un habitat collectif.

On dénombre plusieurs services :
- à la population : Mission Locale *(structure au service des jeunes de 16-25 ans)*, association Club Mob *(plateforme mobilité)*, l'Espace d'Accueil et d'Animations (EAA) « La Ruche » *(fusion du centre-social et de la maison de quartier)*, un Accueil de Loisirs Sans Hébergement municipal *(structure accueillant des enfants et proposant des activités en journée)*, une bibliothèque municipale, une halte-garderie pour 0-4 ans municipale *(structure accueillant les enfants de moins de 6 ans occasionnellement)*, une crèche familiale mutualiste (*établissement employant des assistantes maternelles agréées qui accueillent à leur domicile 1 à 4 enfants âgés de moins de quatre ans)* et un centre de santé *(professionnels de santé salariés du conseil départemental).*
- aux entreprises : le Phare *(lieu dédié à l'emploi, l'insertion professionnelle et la création d'entreprise)*

ainsi que des équipements importants : écoles, lieux de cultes et un Relais d'Assistantes Maternelles et de nombreuses associations : coup de pouce *(aide aux devoirs)*, passerelle *(animations de quartier)*, Amidon *(structure d'insertion à l'activité économique)...*

Dans le cadre du projet du Nouveau Programme National de Renouvellement Urbain (NPNRU), Sainte Geneviève/Brichères est un Quartier d'Intérêt National (QIN) impliquant une convention entre la ville d'Auxerre et l'Agence Nationale de Renouvellement Urbain (ANRU) en fin d'année 2020. Un Plan Pluriannuel d'Investissement (PPI) est prévu sur la période 2020-2030.
Différents projets sont prévus comme la démolition de bâti et d'espace public, la réhabilitation d'écoles et la création de pôle spécifique (économique et petite enfance).

2) Les Rosoirs :



Source : IGN Octobre 2014 CGET

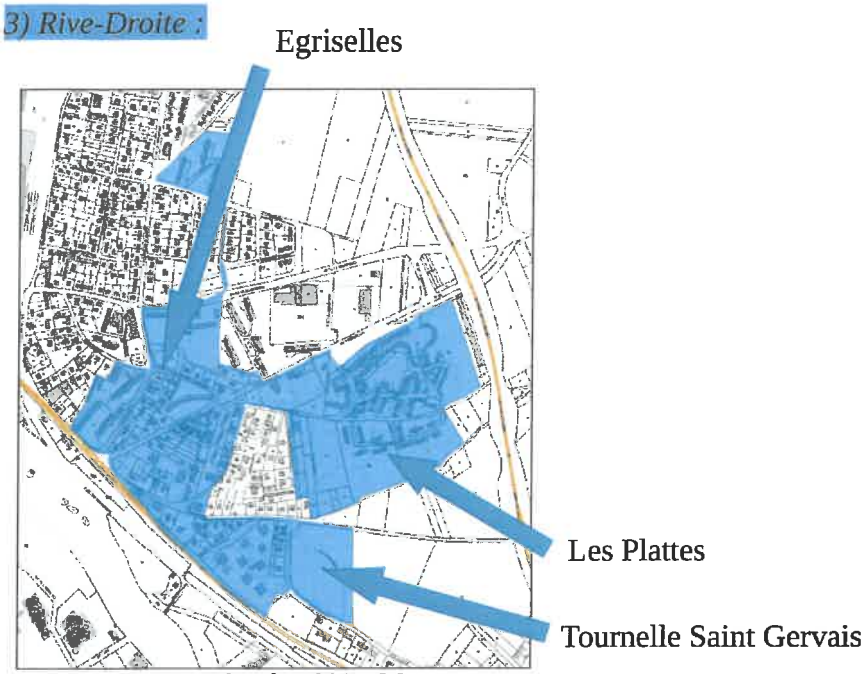
Situé entre le centre hospitalier et la gendarmerie, le quartier des Rosoirs, comprend 1388 habitants au 1er janvier 2013 selon les données statistiques de l'EAA La Source.

Au regard des données statistiques, il est noté :
- un pourcentage important des 0 à 14 ans de l'ordre de 25%. Le quartier détient le pourcentage le plus important du territoire pour les 11-17 ans. C'est un quartier plutôt jeune, le rajeunissement est confirmé depuis 2008.
- un pourcentage des 60-74 ans nettement inférieur aux autres territoires.
- 51,7 % de personnes seules.
- des familles mono-parentales surreprésentées et 62,65 % des familles ont des enfants.
- une population immigrée ou étrangère nettement plus importante qu'à l'échelle communale.
- un taux de pauvreté assez élevé : 45,1 %.
- une part des revenus liés au chômage plus importante sur les Rosoirs que sur les autres territoires.

Quelques commerces et équipements publics sont présents sur le quartier :
- pharmacie, alimentation, bar-tabac ;
- écoles, centre hospitalier, crèche, Accueil de Loisirs, EAA labellisé centre social « La Source » et l'association Les Rosoirs *(agréée Espace de Vie Sociale : aide aux devoirs et activités sportives)* .

Dans le cadre du projet du Nouveau Programme National de Renouvellement Urbain (NPNRU), Le quartier des Rosoirs est un Quartier d'Intérêt Régional (QIR) sur lequel la ville d'Auxerre et Le Conseil Régional de Bourgogne Franche comté ont déjà conventionné. En 2021-2022, il est prévu une modification du restaurant scolaire et en 2022-2023, une modification de l'EAA la source. Ces investissements doivent être réaliser avant 2024 impérativement.

3) Rive-Droite :



Source : IGN Octobre 2014 CGET

Situé à l'Est d'Auxerre, le quartier Rive-droite se distingue en 3 « sous-quartiers » : ~~Les~~ Egriselles + Tournelle Saint Gervais Les Plattes+ Les Champoulains Mignottes. Une partie de ce territoire est en Quartier Prioritaire de la Ville, elle comprend une partie des Plattes, une partie de Tournelle et une partie d'Egriselles. Ces parties de territoire comprennent donc 1663 habitants au 1er janvier 2013.

Au regard des données statistiques, il est noté :
- la taille des ménages est globalement importante sur l'ensemble du territoire : 2,3 supérieur à Auxerre.
- la population est plutôt jeune globalement.
- la population est composée à 40 % de personnes seules.
- les familles monoparentales représentent plus du 1/3 des ménages avec enfants.
- la population immigrée ou étrangère est plus importante qu'à l'échelle communale.

Les barrières géographiques empêchent la mixité des populations de part la gare ferroviaire, la rivière…
Il est à noter une importante population de jeunes adultes en risque de rupture sociale. Néanmoins, le quartier dispose d'une diversité culturelle importante.

Des équipements publics sont également présents sur le quartier : Etablissement d'Accueil du Jeune Enfant, Accueil de Loisirs, un EAA « La Confluence » labellisé centre social…

Une maison de santé sur le quartier s'est mise en place courant 2019. En effet, les habitants de ce quartier sont peu mobiles. Ce type de structure favorise l'accès aux soins de proximité. Une agence postale communale est implantée avec notamment un accès aux outils numériques pour la population du quartier pour lutter contre l'illectronisme.

4) Saint-Siméon :

C'est un quartier dit « en veille active » : territoire qui nécessite une attention particulière mais dont les financements sur ce quartier sont secondaires.

Ce quartier est constitué d'habitat public (zone haute) et d' habitat privé (zone basse).
Il compte 2924 habitants en 2013 dont 1555 ménages.

Au regard des données statistiques, il est noté :
- une légère baisse du nombre d'habitants et du nombre des ménages depuis plusieurs années.
- une population relativement jeune surtout chez les 0-14 ans et les 30-44 ans comprenant de nombreuses personnes seules.
- des ménages avec enfants (également les familles monoparentales) bien représentées, avec majoritairement un enfant par famille. A l'inverse, les couples sans enfant sont sous représentés.
- des familles monoparentales qui représentent 52 % des familles avec enfants.
- une part de la population immigrée ou étrangère équivalente à l'échelle communale.
- un taux de pauvreté assez élevé, de l'ordre de 28,9 %, par comparaison à la Communauté d'Agglomération (13,7 %) et la Ville d'Auxerre (19,2%).
- un taux de revenus d'activités important, supérieur à celui de la Ville d'Auxerre.

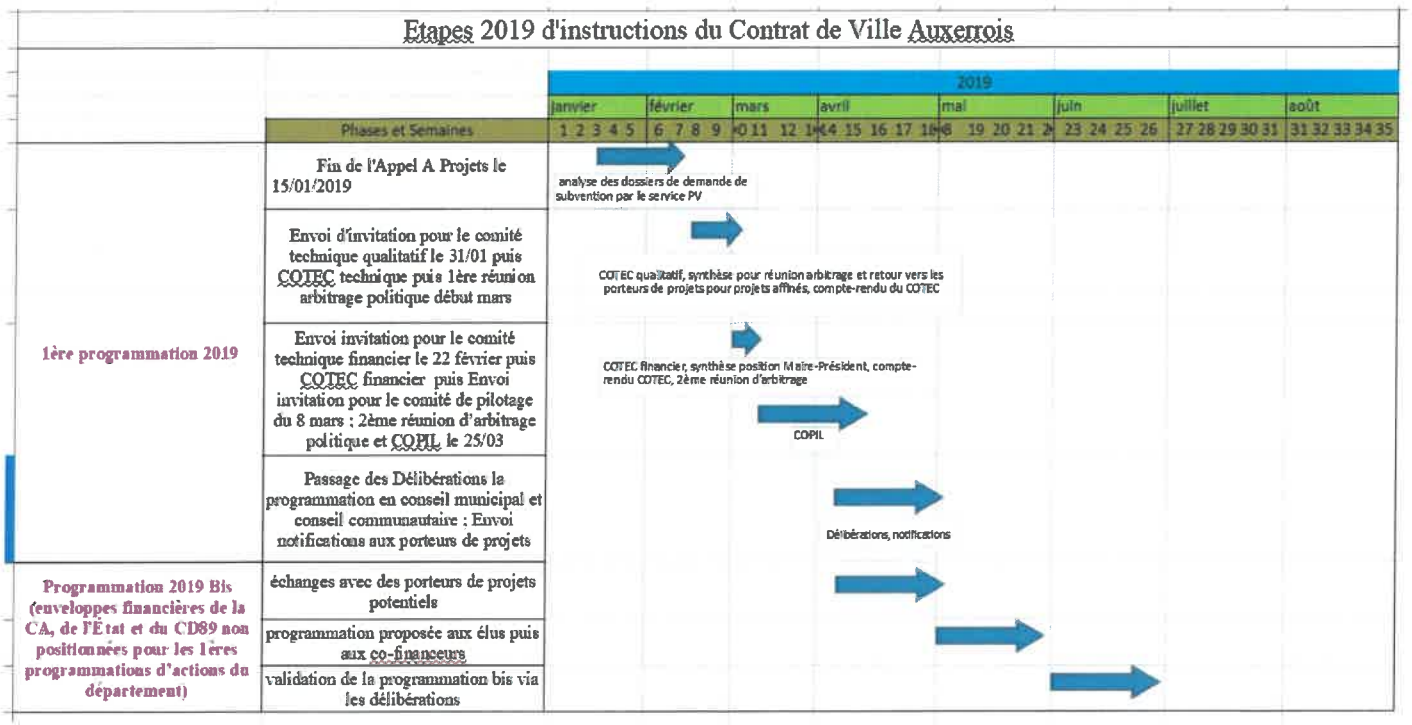
Les équipements publics suivants sont principalement dans la zone haute du quartier : des écoles, l'EAA « L'Alliance », une bibliothèque, 2 Etablissements d'Accueil du Jeune Enfant et un Accueil de Loisirs.
Il n'y a pas de commerce de proximité mais la présence d'un supermarché accessible comprenant une galerie marchande.

II) Les programmations d'actions 2019 du contrat de ville :

1) Déroulement et financements affectés

Pour rappel, La Politique de la Ville comprend un volet social et un volet urbain en faveur des quartiers défavorisés pré-définis par un seul critère, le revenu des ménages.
L'outil contrat de ville est le dispositif de développement social de la Politique de la Ville. Le volet urbain de la Politique de la Ville est traité dans le cadre des Programmes de Renouvellement Urbain.
Le contrat de ville permet de mener des actions en fonction des thématiques pour les quartiers et/ou sur les quartiers et de financer des actions nouvelles et/ou structurantes en vue de résorber les difficultés repérées.

Par conséquent, les actions à mener découlent d'instances d'échanges et de validation. En effet, comme indiqué dans le diagramme de Gantt ci-dessous, voici les étapes de l'élaboration des programmations d'actions 2019 :



Pour la 1ère programmation :

Dans un premier temps, un Appel à Projet (AAP) de la programmation d'actions est paru sur le site internet de la Communauté d'Agglomération de l'Auxerrois sur la période de décembre 2018 à janvier 2019, soit 2 mois de délais de réponses proposés aux porteurs de projets potentiels. Cet appel à projet comprenait des orientations spécifiques de la collectivité auxerroise mais également de l'État, de la région et du département, co-financeurs du contrat de ville.

78 actions ont été déposées à cet effet dans le cadre de l'AAP 2019. Dans ces 78 actions, le Programme de Réussite Educative est une action à part entière comprenant 9 sous-actions. Ces 78 actions comprenaient des actions renouvelées et des actions nouvelles. **27** nouvelles actions ont été déposées.

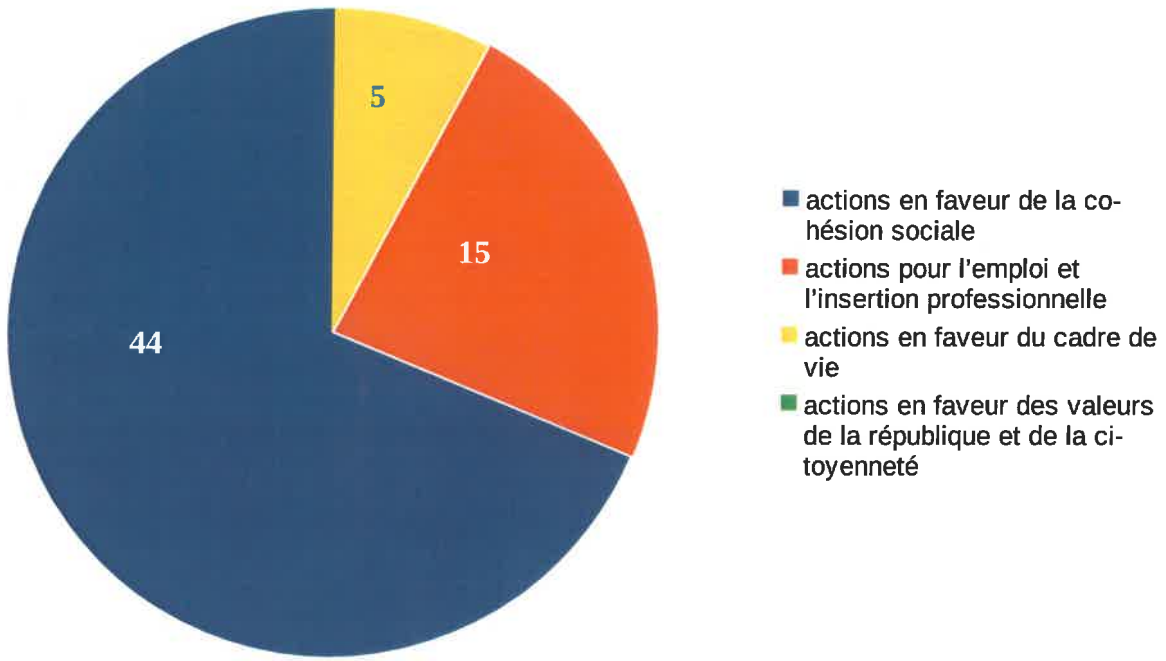
Dans un second temps, le service politique de la ville a élaboré des fiches de synthèse des projets intégrant des éléments de bilans à mi-parcours des actions renouvelées pour faciliter les échanges lors de la première instance de décision.

Dans un troisième temps, un comité technique qualitatif a eu lieu fin février 2019. Ce dernier a pour rôle de débattre de l'aspect qualitatif des actions et d'identifier les actions éligibles. Il comprend les partenaires techniques financiers et des partenaires techniques experts par thématique. Les actions ont été intégrées dans les 13 nouvelles orientations proposées suite à l'évaluation intermédiaire du contrat de Ville réalisée en 2018. **12** actions ont reçus un avis défavorable qualitativement. **34** actions ont fait l'objet de demandes d'informations complémentaires auprès des porteurs de projets.

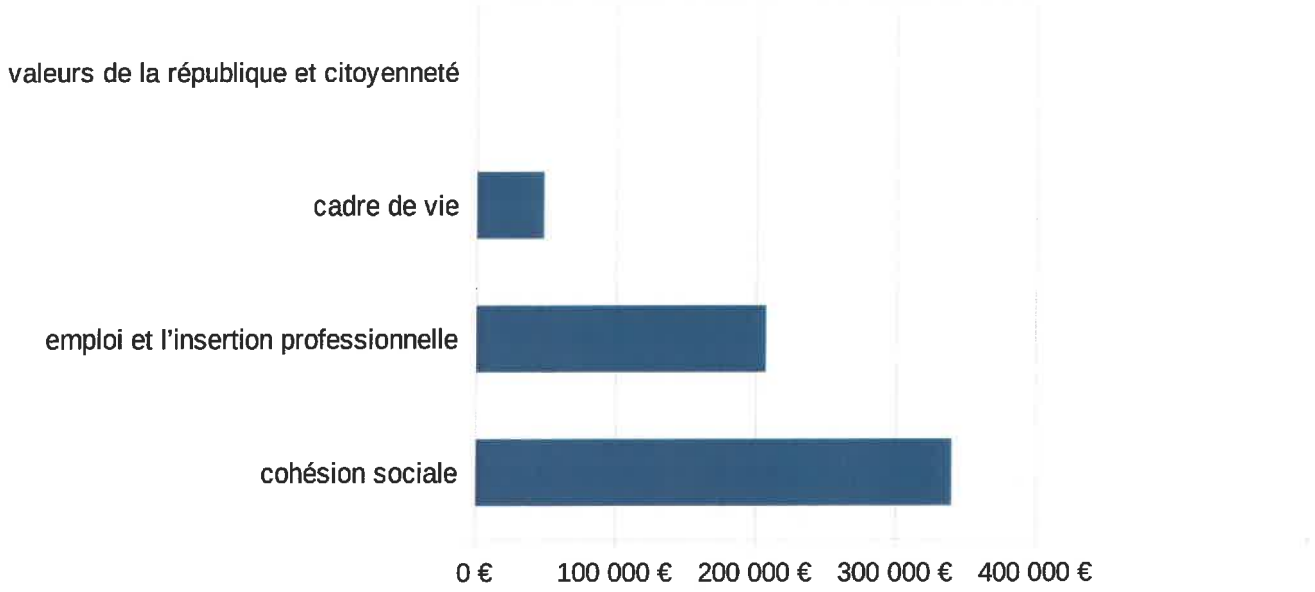
Dans un quatrième temps, un comité technique financier a eu lieu mi-mars 2019. Ce dernier a pour rôle de débattre de l'aspect financier des actions et de confirmer les actions éligibles. Les porteurs de projets sur lesquels une attention était portée ont communiqué des éléments complémentaires permettant un arbitrage définitif sur leurs actions.

Enfin, dans un cinquième temps, un comité de pilotage a eu lieu fin mars 2019. Il comprend les partenaires financiers élus et a pour rôle d'arbitrer définitivement les actions financées ou non. **31** actions ont impliqué un échange spécifique entre les élus représentants.

La programmation d'actions 2019 se conclut par **64** actions financées contre 54 en 2018 :



soit **594 174€** d'enveloppes financières globales positionnées par l'État, la Région (CRBFC), le Département (CD89), la Communauté d'Agglomération de l'Auxerrois (CA) et la Ville d'Auxerre (VA) :



A noter qu'en 2018, les enveloppes financières globales positionnées par les co-financeurs du contrat de ville pour une première programmation d'actions étaient de 580 380€.

Tableau de répartition des enveloppes financières par financeur par pilier pour la programmation 2019 :

Co-financeur / Pilier CDV	CA de l'Auxerrois	Ville d'Auxerre	Conseil Départemental	Conseil Régional	Etat (DDCSPP et DRAC)
Valeurs république	0	0	0	0	0
Cadre de vie	17 000€	1500€	16 035€	3800€	9700€
Emploi et insertion pro	99 000€	20 000€	0	41 200€	46 500€
Cohésion sociale	77 175€	18 500€	46 194€	0	193 570€

Tableau récapitulatif des contributions financières pour la programmation 2019 :

Demandes de subvention			Actions financées			Répartition par financeur				
Nbre action déposée	Nbre de porteurs	Montant sollicité	Nbre action retenue	Nbre de porteurs	Montant financé	CA	VA	CD89	CRBFC	Etat (DDCSPP et DRAC)
78	46	850 356€	64	37	594 174€	193 175€	40 000€	62 229€	45 000€	217 370€

Pour la programmation bis :

L'État, disposant de reliquat d'enveloppe financière, au titre des contrats de ville dans l'Yonne, a proposé des « programmations bis 2019» aux territoires politique de la ville icaunais.

A l'issue de la première programmation 2019 du Contrat de Ville, il subsistait des crédits. C'est ainsi que, des porteurs de projets, rencontrés au printemps 2019, ont pu déposer des dossiers de demande de subvention dans le cadre d'une programmation exceptionnelle.

Comme indiqué dans le diagramme de Gantt ci-dessus, la mise en place de cette programmation s'est réalisée dans des délais très courts.

4 actions ont été retenues pour cette programmation bis 2019, sur les 6 présentées :
- un « séjour famille » de l'Espace d'Accueil et d'Animations de Saint Siméon,
- le « programme d'animations socio-culturelles liées à l'appartement pédagogique » de l'Office Auxerrois de l'Habitat,
- la « prévention de la santé par l'activité physique adaptée à l'état de santé des individus » avec Activ'santé par le Comité Départemental Olympique et Sportif de l'Yonne,
- « parents solos » des Espaces d'Accueil et d'Animations de Saint Siméon et des Rosoirs.

L'État et la Communauté d'Agglomération de l'Auxerrois ont financé conjointement les 4 actions à hauteur de **12 625€.**
A noter qu'en 2018, 8 actions ont été co-financées en programmation bis à hauteur de 41 150€.

Parallèlement à cette programmation du contrat de Ville, la Ville bénéficie d'une Dotation Politique de la Ville annuelle, de l'ordre de 350 000 à 400 000€. C'est une dotation d'équipement versée par l'État aux communes, ayant une proportion importante de leur population qui réside dans les quartiers prioritaires. Cette dernière a permis de financer en 2019 : des réhabilitations de classes d'écoles des QPV mais également des mises en sécurité de ces dernières et d'effectuer des travaux sur un équipement public du quartier en veille active.

2) Synthèses effectuées, sur la base de bilans intermédiaires et de bilans définitifs réalisés, sur chaque action, par axe d'orientation, pour les 2 programmations d'actions 2019 :

Pilier « Cohésion Sociale »

➢ Aide à la scolarisation des enfants et des familles

- « Le Programme de Réussite Educative » par la Caisse des écoles :

Le dispositif a pour but la prise en charge individualisée des enfants à partir de 2 ans, en situation de fragilité et repérés la plupart du temps en milieu scolaire sur la base de critères multiples (état de santé physique, développement psychique et psychologique, contexte familial, facteur socio-économique…).
4 champs d'intervention: l'accompagnement à la scolarité, la parentalité, la santé, et l'ouverture culturelle et sportive.
Le dispositif comprend 9 actions :
- *« coup de pouce CLA »* : clubs de langage pour les enfants parlant peu ou mal la langue française en grande section de maternelle.
- *« coup de pouce clé »* : Activité d'1h30 par jour de soutien scolaire pour des élèves de CP repérés « fragiles » 3 soirs par semaine en « clubs ».
- *« accompagnement à la scolarité sur les brichères et rive-droite »* : aide dans la méthodologie des apprentissages, reprise de notions non acquises ciblés par les enseignants.
- *« aide aux devoirs sur les Rosoirs »* : une convention financière lie la caisse des écoles et l'association des Rosoirs sur ce volet.
- *« le français au quotidien »* : apprentissage de la langue complémentaire aux établissements scolaires de façon ludique.
- *« passage CM2-6ème »* : Aider les élèves fragiles à trouver les repères essentiels pour la 6ème rencontres diverses pour une meilleure adaptation de l'enfant.
- *« interprète »* : Afin d'échanger avec les familles sur les démarches qui seront mises en place pour leurs enfants, il est fait appel à une plateforme téléphonique d'interprétariat pour les familles ne comprenant pas le français et pour débloquer ainsi des situations complexes.
- *« Mobilité »* : Aide à la mobilité en finançant des titres de transport en fonction de la situation de la famille pour se rendre aux clubs de langages...
- *« activités culturelles, de loisirs et sportives »* : Participation financière à l'inscription de ces activités municipales ou associatives.

Eléments clés de 2019 :

- 134 enfants suivis entre janvier et juin 2019 (contre 144 en 2018).
- 51 enfants sont sortis du dispositif et 83 sont toujours en parcours individualisé.
- Majorité d'enfants sur Sainte Geneviève, Brichères et les Rosoirs néanmoins une augmentation sur Rive-droite est à souligner et une baisse sur Saint Siméon.
- 42 % des 134 enfants suivis ont bénéficié d'un accompagnement complémentaire visant l'ouverture culturelle, la santé…



- « Le soutien à la parentalité » par l'association Regalon :

L'association Regalon propose des rendez-vous pour échanger entre parents. Elle porte le "Lapiti" qui accueille des enfants de 0 à 6 ans et ses parents, de manière libre et sans inscription. L'équipe se déplace au sein de 7 équipements de quartier (EAA)dans des espaces aménagés dans lesquels parents et enfants vont évoluer, se rencontrer, jouer, échanger...

Eléments clés de 2019 :

- action interrompue de septembre à décembre 2019.
- 630 personnes accueillies sur un total de 47 séances entre janvier et juillet.
- Les participants au Lapiti sot : 1/3 des habitants des quartiers prioritaires, 1/3 d'autres quartiers et 1/3 de la CA ou plus.



- « Les parents et l'école » de l'auto-entreprise Etre et Savoirs :

Cette formation dote le parent, d'outils lui permettant d'accompagner le suivi scolaire de ses enfants et de communiquer avec les enseignants, en apprenant en même temps le français.

Eléments clés de 2019 :

- 11 personnes formées dont 10 du quartier de Sainte Geneviève et 1 du quartier de Saint Siméon
- L'action incite les personnes à sortir de chez elles, de prendre confiance, de mieux connaître le rôle du parent d'élève.

- « Accompagnement à la scolarité » par l'association Coup de Pouce :

En direction des jeunes, l'association propose un accompagnement à la scolarité aux élèves de 6 à 20 ans dans les quartiers prioritaires. L'éveil culturel complète ce suivi scolaire. L'association a un Contrat Local d'Accompagnement Scolarité (CLAS) conventionné avec la CAF.

En direction des parents, Coup de Pouce associe concrètement les familles à son action et cherche à valoriser les compétences parentales en ce qui concerne l'intérêt porté à la scolarité de leurs enfants.

Eléments clés de 2019 :

Pour l'année scolaire 2018/2019, l'association a accompagné :

- 211 enfants, soit 71 primaires, 94 collégiens et 45 lycéens.
- Des résultats aux examens positifs : 14 élèves dont 9 avec mention sur 18 ont eu le brevet, 8 élèves dont 3 avec mention sur 8 ont eu le bac.





➢ Accompagnement des publics fragiles

- « Programme d'animations » de l'Epicerie Solidaire (ESA) :

L'association accueille et accompagne les clients des quartiers prioritaires grâce à des actions collectives dans un lieu de mixité sociale qui participent à la lutte contre l''isolement et la précarité.

Eléments clés de 2019 :

➢ 1116 familles bénéficiaires d'aides dont 383 familles des QPV. S'ajoutent, les 1107 familles des clients solidaires dont beaucoup sont issues des QPV.

- « La couture tisse des liens » par l'association Amidon 89 :

Animation d'ateliers couture en "Découverte / création" et en "Maitrise des techniques de retouches" au sein des quartiers.

Eléments clés de 2019 :

➢ 432 participations : 40 séances à l'EAA de Sainte Geneviève et 32 séances à l'EAA du centre-ville. La moitié des participants viennent du QPV de Sainte Geneviève.

- « Groupe de parole thérapeutique pour auteur(es) de violences conjugales et familiales » par l'association Prologues :

Animé par un binômes de thérapeutes, ces groupes ont pour rôle de sensibiliser les auteur(es) de violence sur les conséquences de leurs comportements violents ; les responsabiliser et prévenir la récidive.

Eléments clés de 2019 :

➢ 59 personnes ont bénéficié des stages de responsabilisation.
➢ Aucune récidive pendant la durée des stages
➢ Dédoublement des stages de responsabilisation pour répondre à une demande croissante du TGI d'Auxerre.

- « Cours de français » par le service quartier citoyenneté de la ville d'Auxerre :

L'association "Femmes d'ici et d'ailleurs" sur le quartier Ste Geneviève rencontre de nombreuses femmes d'origine étrangère qui ne peuvent bénéficier de cours de français. Cela rend difficile leur compréhension de leur nouvel environnement et par conséquent leur vie quotidienne. Un prestataire extérieur a assuré la formation des bénévoles de l'association pour qu'ils puissent ensuite proposer des cours de français à l'intérieur de l'EAA.

Eléments clés de 2019 :

➢ 20 à 25 personnes issues du quartier de Sainte Geneviève, ont bénéficié des cours d'oral de français, majoritairement des femmes issues de l'immigration ou primo-arrivantes.

- « Favoriser l'accès au droit des victimes d'infractions pénales » par l'ADAVIRS :

Accompagnement pluridisciplinaire confidentiel et gratuit pour les victimes. Intervention en établissements scolaires en formation-prévention.

Eléments clés de 2019 :

➢ 965 personnes en 1er contact en 2019 dont 501 victimes d'atteintes à la personne.

- « Parlons français » d'Etre et Savoirs :

Action linguistique pour débutants à l'oral : ateliers de communication orale visant l'intégration sociale, citoyenne et professionnelle des apprenants autour de thématiques de la vie quotidienne.

Eléments clés de 2019 :

- 11 participants aux ateliers.
- Cette action a permis d'inciter les personnes à sortir de chez elles, à travailler la séparation mère-enfant, que chacun prenne sa place...

- « Accès à la pratique sportive pour les jeunes incarcérés à la maison d'arrêt » par le Stade Auxerrois :

L'accès aux pratiques sportives pour les jeunes incarcérés se traduit par des animations multisports hebdomadaires et des sorties extérieures.

Eléments clés de 2019 :

- 241 participants contre 137 en 2018,
- 33 séances effectuées à la maison d'arrêt,
- 232 personnes participants aux séances d'animations multisports.

- « Séjour famille » par l'Espace d'Accueil et d'Animations du quartier de Saint Siméon :

Séjour estivale à destination des familles monoparentales fragilisées avec des adolescents, accompagnées par des professionnels.

Eléments clés de 2019 :

- 3 familles sont parties soit 11 personnes.
- épanouissement des familles à l'issue du séjour, liens créés entre les parents et les adolescents, remobilisation des foyers.



- « Parents solos » par les Espaces d'Accueil et d'Animations des quartiers de Saint Siméon et des Rosoirs :

Actions à destination des familles monoparentales fragilisées via des séances individuelles et ateliers thématiques.

Le Bilan 2019 sera remis en janvier 2021.



➢ Accès à l'offre culturelle, sportive et de loisirs aux populations des QPV

- « Séjours collectifs de vacances » par la Direction du temps de l'enfant de la ville:

Séjours estivales pour les enfants de plus de 6 ans venant des 5 accueils de loisirs municipaux des QPV.

Eléments clés de 2019 :

➢ 73 enfants partis cet été.





- « Au coeur de l'Afrique» par les écoles du quartier de Saint Siméon via la Direction du temps de l'enfant de la ville d'Auxerre :

L'ensemble des classes de l'école maternelle s'est fédéré autour d'un module d'initiation à la danse Africaine avec des musiciens et une intervenante enseignant la danse africaine.

Eléments clés de 2019 :

➢ 300 élèves du groupe scolaire touchés et leurs familles.

- « Courts-circuit et médiation sociale » par la MJC :

Ateliers de pratique artistique collective ouvertes à tous notamment au public issu des QPV.

Pas de Bilan 2019 à ce jour.

- « Un quartier qui chante » par le collectif To&Ma :

Chorale d'enfants et d'adultes de cultures différentes sur le thème de la vie au sein du quartier de Sainte Geneviève.

Eléments clés de 2019 :

➢ 12 habitants du quartier (11 adultes et 1 enfant) se sont retrouvés chaque semaine pour chanter et préparer un spectacle autour du thème de la cuisine pour la fête du quartier mi-décembre 2019.

- « Vacances en famille » par l'association Passerelle :

Organisation d'un séjour estival de 15 jours pour les familles de Sainte Geneviève et autres.

Eléments clés de 2019 :

➢ 54 personnes dont 12 familles des QPV

- « Favoriser l'accès aux activités sportives et de loisirs pour tous » par le Stade Auxerrois :

Organiser et structurer la pratique du foot au sein des QPV en créant des équipes de jeunes (5-15 ans).

Eléments clés de 2019 :

➢ 118 personnes touchées
➢ 10 femmes participent à des séances de gym sur les rosoirs
➢ 60 participants à l'école de foot de Rosoirs et sainte geneviève
➢ 18 bénéficiaires du dispositif pass stade.

- « Développer et Promouvoir la pratique du foot féminin » par le Stade Auxerrois :

Organiser et structurer la pratique sportive féminine par le foot et accueillir des jeunes filles des QPV au sein des 2 classes à horaires aménagées et d'une section sportive.

Eléments clés de 2019 :

- 270 personnes touchées
- 130 licences féminines
- 10 équipes du stade engagées en compétition
- 80 filles des quartiers participants aux actions de promotion
- évolution des comportements et des regards face à la pratique féminine du foot lors des actions de promotion
- engagement de 3 équipes au niveau régional et 7 au niveau départemental

- « Sortie pédagogique » par le collège Bienvenu Martin :

Voyage en Normandie des élèves de 3ème du collège avec comme thématique le débarquement lors de la 2nde guerre mondiale : visites, réflexion autour de la mémoire, de la réconciliation et de la paix.

Eléments clés de 2019 :

- 90 élèves de 3ème ont participé.

- « Découverte de l'activité rugby pour les jeunes habitant en zone sensible » par le Rugby Club Auxerrois(RCA) :

Découvrir ce sport et apporter des valeurs collectives à l'effort pour le pulbic adolescents.

Eléments clés de 2019 :

- 18 séances ont eu lieu dans les écoles des Rosoirs et de Sainte Geneviève.
- Tournoi des 7 accueils de loisirs de la ville rassemblant 90 enfants.

- « Découverte de l'activité rugby pour un public féminin » par le RCA :

Faire découvrir ce sport peu pratiqué par les filles afin de faire progresser l'égalité femmes-hommes.

Eléments clés de 2019 :

- 15 séances organisées pour le groupe féminin « Auxigennes » (8 sur Auxerre et 7 à Migennes).

- « Festival Caractères » par Auxerre livres :

Festival autour du livre pour sensibiliser les jeunes publics à la lecture, au livre et à la littérature avec la venue d'auteurs internationaux dans les écoles primaires et remise d'un prix de l'album le plus apprécié par les enfants.

Eléments clés de 2019 :

- Le festival a eu lieu en mai 2019.
- 2600 visiteurs et 500 élèves y ont participé. Sur les 500 élèves, 150 venaient de l'école primaire de Rive-Droite (QPV) et 100 jeunes de Sainte-Geneviève (QPV) ont voté le prix des petits caractères.

- « Festival premiers gestes » dont « Les Passions Enfouies » par la Tribu d'essence :

Représentations avec des amateurs des quartiers dont des lectures de pièces dans les rues, des lectures théâtralisées et écrites par des habitants des quartiers, des rencontres professionnelles.

Eléments clés de 2019 :

- 12 représentations,
- 120 participants dont 28 participants des Rosoirs et Rive-Droite (QPV)
- 300 spectateurs cumulés dont 125 spectateurs des Rosoirs et Rive-Droite (QPV).

- « Séjour ados » par le service quartier citoyenneté de la ville d'Auxerre :

Temps d'activités sur différentes thématiques pour les jeunes des quartiers pendant l'année avec à la clé, des séjours afin de favoriser l'autonomie des jeunes.

Eléments clés de 2019 :

- 56 départs en séjours en 2019, pour 48 jeunes différents.
- 89 % des QPV.
- Réalisation d'un court-métrage sur l'époque médiévale.

- « Vacances sportives » par le service des sports de la ville d'Auxerre :

Favoriser l'accès à des jeunes aux équipements sportifs et aux activités physiques et sportives de la ville et au-delà pendant les vacances scolaires et bénéficier d'activités sportives gratuites pendant l'été afin de les sensibiliser pour s'inscrire ensuite de façon pérenne dans les clubs sportifs.

Eléments clés de 2019 :

- 426 enfants inscrits sur les vacances d'hiver et de printemps
- 20 % de QPV.



- « Itinéraire Bis » par le service culturel de la ville d'Auxerre :

Exposition itinérante de l'artothèque d'une quinzaine d'œuvres, qui tourne sur les quartiers, accompagnée de séances d'animations pédagogiques et créatives.

Eléments clés de 2019 :

- 1160 élèves dans ce dispositif.
- 31 classes élémentaires et 20 classes maternelles.
- 72 % de QPV.

- « Numerik Abbaye » par le service culturel de la ville d'Auxerre :

Découverte du patrimoine local (abbaye) et sensibilisation au numérique notamment à destination des jeunes des quartiers.

Eléments clés de 2019 :

- 11 000 visiteurs pour l'exposition virtuelle de l'abbaye
- 12 jeunes pour créer l'abbaye virtuellement via le jeu Minecraft.




Auxerre → Vivre sa ville

L'abbaye se visite en quelques clics

- « Lézards des arts, sur les chemins culturels » par le service culturel de la ville d'Auxerre : Ateliers artistiques et patrimoniales pour les enfants pendant les vacances scolaires, en lien avec le dispositif « vacances à la ville ».

Eléments clés de 2019 :

- 22 ateliers artistiques différents (exemple type : fabrication de bateau et propulseur préhistorique)
- 48 groupes d'enfants de la ville d'Auxerre et au-delà via les structures d'accueil.





- « Sensibilisation au monde de la comédie musicale éducative » par Graine d'étoile : Sensibilisation des jeunes au monde du spectacle via le spectacle musical "ARCHIPEL" abordant le dérèglement climatique pour un public familial de 4 à 10 ans dont l'accessibilité est difficile pour des raisons économiques.

Eléments clés de 2019 :

- 34 places enfants et 41 places adultes pour des publics issus des QPV.

- « Intégration d'un public cible dans les clubs sportifs » par l'Office Municipal des Sports : Accès à une séance de sport par semaine pour les femmes de 18 à 60 ans des QPV.

Eléments clés de 2019 :

- aucune participante vu que de nombreuses activités sont déjà proposées dans les quartiers et les créneaux horaires proposés n'étaient pas adaptés au public QPV.

- « Découverte des déplacements doux grâce au vélo à assistance électrique » par l'Office Municipal des Sports :

Familiariser des femmes QPV licenciées dans des clubs sportifs au vélo à assistante électrique pour effectuer le tour de bourgogne à vélo, en devenir les ambassadrices. Proposer des séances d'apprentissage gratuites aux femmes des QPV repérées par ces dernières.

Eléments clés de 2019 :

- 700 km en 5 jours ont été réalisés
- 100 personnes sensibilisées au vélo à assistance électrique.

- « Passeurs d'images » par le service quartier citoyenneté de la ville d'Auxerre : Projet étalé sur plusieurs mois concernant une offre cinématographique différente des médias à l'attention des jeunes avec une formation des animateurs pour déchiffrer l'image et sensibiliser les jeunes pour produire collectivement ensuite un film.

Eléments clés de 2019 :

- 400 enfants et adultes accueillis des QPV au cinéma pour voir les lipdub (clip promo chantant) réalisés par eux.

- « Le Muséum dans sa ville » par le service muséum de la ville d'Auxerre : Actions participatives pour tisser des liens entre le Muséum et les habitants de différents quartiers sur différentes thématiques.

Eléments clés de 2019 :

- Plusieurs projets s'inscrivent dans cette action dont ceux impliqué les QPV, ci-dessous :
  - Grand jeu des ados de QPV, en soirée, lors de la nuit des musées en 2019
  - Aménagement du parc favorisant la biodiversité via des chantiers jeunes des QPV (transformation d'une volière en ruche, réalisation d'une fresque sur un mur du parc mettant en avant 2 fossiles emblématiques du muséum.
  - Escape game sur Paul Bert au muséum avec des enfants de Rive-droite du collège Paul Bert
  - l'Exposition « élémentaire, ma chère chimie ! » a été co-construit par des élèves des Rosoirs du collège Denfert-Rochereau avec le muséum.

- « Initiation des arts martiaux pour les enfants et leurs parents » par l'association Dojo sans frontière :

Séances de Karaté aux sections enfants et créneau horaire spécifique pour les femmes sur le quartier de Sainte Geneviève.

Eléments clés de 2019 :

- 12 participants de Sainte Geneviève dont 5 nouveaux et composés de 7 filles et 5 garçons.
- 5 participantes lors d'une intervention de self-défense dans le cadre de la journée de la femme.

- « Rap/Slam » par le service quartier citoyenneté de la ville d'Auxerre :

Atelier de Rap Slam pour les jeunes du quartier de Sainte Geneviève afin de les faire revenir vers l'espace public.

Eléments clés de 2019 :

- 8 jeunes entre 14 et 25 ans

- « Découverte du monde francophone aux enfants du quartier de Sainte Geneviève » par la Maison des Jumelages :

Sensibiliser des enfants de 5 à 17 ans sur le quartier à la diversité de la francophonie, éveiller leur intérêt sur les valeurs citoyennes et républicaines communes ; les points communs et les différences de nos cultures ; l'importance d'une langue partagée en formant les animateurs des équipements publics.

Pas de Bilan 2019 à ce jour.



- « Rencontre multigénérationnelle et interculturelle » par l'Amicale des portugais :

Repas à thème, temps d'échanges pour les habitants des quartiers et au-delà.

- Repérage et soutien des jeunes en décrochage

- « Un été pour découvrir les métiers » par la Chambre des Métiers et de l'Artisanat :

Proposer aux collégiens d'au moins 14 ans des terrains de stage d'une semaine pendant les vacances d'été 2019 pour favoriser la découverte des métiers et de l'entreprise.

Eléments clés de 2019 :

- 85 jeunes des QPV ont été touchés et 54 jeunes se sont portés volontaires pour la démarche.
- 34 demandes de stage récoltées
- 17 conventions de stages.

- Démarches locales de santé

- « Parole de femmes » par le CIDFF :

Groupe de paroles gratuit et existant depuis 2016 permettant de confronter les vécus, de se sentir moins seules et de comprendre qu'il est possible de sortir d'une situation de violences conjugales, animé par un psychologue pour les femmes QPV victimes.

Eléments clés de 2019 :

- 11 femmes victimes de violences orientés au groupe.
- La moitié sont des QPV et ont entre 30 et 50 ans avec des enfants à charge
- 9 séances ont eu lieu sur l'année en plus des rencontres individuelles avec le psychologue.

- « Le Printemps des ados » par la Maison des Adolescents de l'Yonne :

Fédérer les acteurs de prévention autour de l'adolescence en direction des usager (familles et ados) via un forum et des conférences.

Eléments clés de 2019 :

- 200 visiteurs au forum et 60 professionnels dans les stands.

- « Prévention de la santé par l'activité physique adaptée à l'état de santé des individus » par le Comité Départemental Olympique et Sportif :

Cours d'activités physiques adaptés dans les quartiers pour tous les publics et actions de prévention.

Eléments clés de 2019 :

- 36 personnes du quartier des Rosoirs et 32 personnes du quartier de Sainte Geneviève ont été touchées.

Pilier « Cadre de vie » dont l'habitat et le renouvellement urbain

- Lien social sur le quartier

- « Science tour biodiversité » par Les Petits Débrouillards :

Laboratoire itinérant de sensibilisation des jeunes aux enjeux écologiques. 3 ateliers prévus : Ecologie et enjeux sociétaux ; - Les Eco-gestes qui sauvent le monde ; - À la découverte de l'Écologie.

Eléments clés de 2019 :

- 100 personnes des QPV sur les 200 attendues des quartiers.

- « Nous les Vauviers » par La Tribu d'Essence :

Spectacle déambulatoire sur les mémoires de l'ancien quartier dans le quartier Rive-Droite joué par des amateurs habitants le quartier.

Eléments clés de 2019 :

- 15 personnes y ont participé
- 110 spectacteurs.

- « Chantiers jeunes » par le service quartier citoyenneté de la ville d'Auxerre :

Chantiers d'une semaine pour les 14-17 ans afin de mener des travaux en matière de cadre de vie (mobilier urbain…) avec une récompense à la clé.

Eléments clés de 2019 :

- 33 jeunes des QPV en 2019 sur des chantiers au muséum, à la maison familiale de Toucy et à l'OAH.

- « Animation de quartier » par l'association Passerelle :

Activités intergénérationnelles et ludiques pour les QPV.

Eléments clés de 2019 :

- 1802 participations des personnes des QPV
- 21 repas hebdomadaires, 20 après-midis récréatives…

- « Animons les quartiers » par le service quartier citoyenneté de la ville d'Auxerre :

Programme d'animations dans les quartiers en collaboration entre les EAA, les Centres de Loisirs, et les associations locales (fête de quartier, soirée à thème…)

Eléments clés de 2019 :

- 4 collectifs d'animation dans les 4 QPV pour 10 événements annuels d'envergure touchant toutes les générations d'habitants.
- les collectifs d'animation s'étoffent et s'agrandissent
- participation active des habitants à la préparation des événements

- Programme d'animations socio-culturelles liées à l'appartement pédagogique par l'Office Auxerrois de l'Habitat (OAH) :

Programme d'animations autour de l'appartement pédagogique de l'OAH.

Eléments clés de 2019 :

- 65 élèves ont été sensibilisés sur l'environnement au vu d'une action de fleurissement dans les quartiers.
- 50 élèves ont ramassé des déchets.





Pilier « Développement Economique »

- Accompagnement à la création d'entreprise

- « Micro-crédit » par l'ADIE :

Permettre aux habitants des quartiers prioritaires d'identifier la création d'entreprise comme une possibilité pour retrouver un emploi pérenne grâce à l'accès à un financement et à un accompagnement adapté.

Eléments clés de 2019 :

- 41 personnes rencontrées, 17 ont bénéficié de financements dont 4 venant des QPV
- les revenus sont bénéficiaires des minimas sociaux
- 60 000€ débloqués pour les 17 personnes.

- « Accompagnement des futurs créateurs repreneurs » par BGE :

Conseils individualisés pour construire un projet complet de création d'entreprise.

Eléments clés de 2019 :

- 12 accompagnements réalisés de personnes des QPV
- 7 entreprises créées

- « Les jeudis de la création » par BGE :

Ateliers ludiques d'échanges et de sensibilisation à la création et reprise d'entreprise.

Eléments clés de 2019 :

- 48 personnes touchées dont 15 issues des QPV

- « Donner envie et entreprendre dans les quartiers » par BGE :

Sensibiliser le public sur la réussite professionnelle et l'entreprenariat dans les quartiers avec un café-créateur et un ciné-débat.

Eléments clés de 2019 :

- 131 personnes accueillies dont 125 issus des quartiers
- 40 personnes sont venues aux cafés-créateurs et 91 personnes sont venues aux cinés-débats.

- « Les apéros créateurs 2019 » par la FDFR :

Sensibiliser sur la création d'activité dans l'Economie Sociale et Solidaire (ESS) et sur les pratiques environnementales s'y rattachant par le biais d'ateliers collectifs thématiques.

Eléments clés de 2019 :

- 18 participants des QPV sur les 3 ateliers organisés.

- Mobilisation vers l'emploi

- « Aide au changement de domicile » par l'association Passerelle :

Déménagement à moindre coût des familles en grande difficulté pour leur permettre d'accéder à des bassins d'emploi plus porteurs.

Eléments clés de 2019 :

- 7 familles ont pu être aidées dont 4 issues des QPV.

- « Facilitateur 2019 » par la Maison de l'Emploi (MEFA) :

Garantir la bonne mise en œuvre des clauses sociales dans les marchés publics en favorisant l'accès ou le retour à l'emploi de personnes, éloignées de l'emploi et rencontrant des difficultés sociales ou professionnelles particulières.

Eléments clés de 2019 :

- 17 personnes des QPV touchées,
- la majorité des participants sont de niveau V (BEP-CAP) et VI (sans diplôme),
- Après 6 à 12 mois d'entrée dans le dispositif, la majorité retourne en intérim.

- « PLIE 2019 » par la MEFA :

Le PLIE est un dispositif d'accompagnement vers l'emploi et la formation qui existe depuis 1994 : programme d'actions dans le domaine de l'emploi destiné à construire un projet professionnel pour les personnes les plus éloignés de l'emploi afin d'apporter un appui technique face aux difficultés d'insertion professionnelle des participants.

Eléments clés de 2019 :

- 137 personnes touchées des QPV dont une majorité sur Sainte Geneviève

- « Les Moissons de l'Emploi 2019 » par la MEFA :

Détecter et recueillir les offres d'emploi cachées qui ne transitent pas par Pôle Emploi via des demandeurs d'emplois volontaires.

Eléments clés de 2019 :

- 150 moissonneurs dont 89 de l'Auxerrois dont 30 des QPV
- Récolte de 520 besoins en recrutement recensés pour 949 offres
- 9 « ateliers post Moissons »

- « L'intérim d'insertion dans le bassin industriel et du bâtiment » par Idées Intérim :

Permettre à un public éloigné de l'emploi industriel et du bâtiment de s'y insérer durablement en proposant un parcours en intérim avec un suivi du projet professionnel, des missions et qualifications.

Pas de Bilan 2019 à ce jour.

- « Faciliter la mobilité des personnes inscrites dans un parcours d'insertion professionnelle » par l'association Club Mob :

Sur prescription des référents sociaux et des partenaires de l'insertion professionnelle, le public, muni d'une fiche de liaison, sollicite la plateforme mobilité Club Mob qui s'engage à mettre à sa disposition une voiture, un 2 roues, un diagnostic individuel sur la mobilité…

Eléments clés de 2019 :

- 1650 personnes ont été touchées en terme de renseignements et d'orientation dont 38 personnes des QPV

- « Forum Emploi » par la Mission Locale :

Journée pour faciliter la rencontre entre employeurs et jeunes candidats venant notamment des QPV en étroite collaboration avec la maison de l'emploi. Sont présents des Espaces emploi, formation et ressources.

Eléments clés de 2019 :

- 380 personnes présentes
- 59 intervenants
- 370 offres d'emplois proposés lors du forum

- « Actions linguistiques Lire, écrire et oralité » par l'association CLEF :

Séances de formation d'apprentissage de base à l'écrit et de la lecture en langue française pour les habitantsdes QPV avec un programme ludique et citoyen annuellement mais aussi de perfectionnement oral de la langue française et de perfectionnement écrit de la langue française.

Eléments clés de 2019 :

- 17 participants dont 16 des QPV pour lire, écrire débutants
- 17 participants dont 16 des QPV pour lire, écrire perfectionnement
- 15 participants dont 13 des QPV pour l'oralité perfectionnement.

III) Démarches mises en place en 2019 pour rendre l'outil contrat de ville plus efficient :

1) L'animation territoriale de la Politique de la Ville :

Au 1er janvier 2019, les services municipaux et communautaires ont fusionné en un organigramme unique. La mission politique de la ville et plus spécifiquement le dispositif contrat de ville, a donc été rattaché à la Direction de la cohésion sociale et de la solidarité de la ville d'Auxerre.
Cette direction comprend :
- Le Centre Communal d'Action Sociale (CCAS), outil de la politique sociale de la ville d'Auxerre ;
- Le service quartier citoyenneté de la Ville d'Auxerre constitué :
    - des correspondants de nuits ;
    - du dispositif de démocratie participative ;
    - et des 6 Espaces d'Accueil et d'Animations de la ville d'Auxerre.

Une nouvelle équipe « politique de la ville » a repris la gestion du contrat de ville en décembre 2018. Une nouvelle chargée de mission a été recrutée par la Communauté d'Agglomération de l'Auxerrois fin 2018. Elle est basée physiquement dans les locaux du CCAS d'Auxerre.
La Politique de la Ville est une compétence transversale au sein de cette direction et une compétence obligatoire de la Communauté d'Agglomération.

Le volet urbain de la Politique de la ville est géré par la direction du dynamisme urbain de la ville d'Auxerre.

Mi-2019, il a très vite été repéré qu'un certain nombre de porteurs de projets ne maîtrisaient pas l'ensemble des enjeux et la mécanique du contrat de ville.
Ainsi, différents axes ont été travaillés pour améliorer l'information et la compréhension du dispositif.
Le service politique de la ville, en lien avec les partenaires financeurs, a réuni les porteurs de projets publics et privés. Cette rencontre a permis :
- de rappeler les objectifs de l'outil contrat de ville et sa plus-value sur le territoire ;
- de vulgariser les démarches et les procédures ci-dessous, dans un contexte où chaque financeur a son propre protocole, :

➢ Étapes d'instruction d'une programmation annuelle et son échéancier
➢ Elaboration d'un dossier de demande de subvention type, Rédaction du bilan intermédiaire de l'action ;
➢ Démarches à suivre une fois réception d'avis positif sur le projet déposé ;
➢ et Rédaction du compte-rendu financier.

Les critères des co-financeurs sur des actions contrat de ville ont été expliqués et approfondis. Les nouvelles orientations en lien avec la Rénovation du Contrat de Ville 2020-2022 de l'Auxerrois ont été explicités à cette occasion *(voir la partie III) 2))*. Ce travail d'information et de pédagogie a permis en fin d'année que les porteurs de projets puissent répondre au mieux aux axes fixés dans l'Appel à Projet 2020.

Parallèlement, des rendez-vous mensuel ont été mis en place avec le service quartier citoyenneté depuis février 2019. Un partenariat s'est également établi avec les autres directions des collectivités de la ville d'Auxerre et de la Communauté d'Agglomération de l'Auxerrois.

Des présentations du contrat de ville, sa mécanique et ses effets auprès des responsables des équipements de proximité, des différentes directions municipales et intercommunales ont été menées tout comme les réunions de sensibilisation du contrat de ville aux porteurs de projets publics et privés.

Afin de favoriser la mise en œuvre des actions adaptées aux priorités du contrat de ville et aux besoins repérés, des réflexions ont été menées :

- sur le volet éducatif avec l'Education Nationale et la Direction du Temps de l'Enfant de la Ville d'Auxerre : ces rencontres faisaient suite aux difficultés rencontrés sur les dossiers déposés par les écoles dans le cadre des programmations du contrat de ville de l'Auxerrois. Elles ont permis de :
  - mieux comprendre le mécanisme du contrat de ville,
  - ses critères d'éligibilité ,
  - d'échanger sur les priorités d'actions à mener
  - et de mieux répartir les tâches entre la Direction du Temps de l'Enfant (DTE), le coordinateur REP (Réseau d'Education Prioritaire) et les écoles, porteurs de projets pour le compte de la DTE au titre du contrat de ville. Un schéma spécifique commun a été élaboré et de nouvelles actions ont été proposées par les écoles en fonction des orientations du contrat de ville dans le cadre de l'Appel à projet 2020.

Projets deposés par la DTE au titre du Contrat de Ville pour le compte des écoles (boite aux lettres)

Etapes	Elaboration DDS	Instances de décision par les co-financeurs du CV	Courrier d'information des subventions allouées	DDS à réactualiser en fonction des instances décisionnelles du CV et des enveloppes allouées par financeur		DDS sur les plateformes dédiées (Etat et Région)
Missions	Préparation, rédaction, estimation budgétaire	Etude et décisions sur les dossiers	Envoi à la DTE pour l'inscrire en DM et pour se rendre sur les plateformes éventuelles pour les DDS à réactualiser, copie au coordonnateur REP et aux IEN pour information	Remaniement Du DDS avec un dossier par financeur	Signature des élus référents Transmission au service PV	Réécriture des DDS sur les plateformes avec les subventions allouées
Service concerné	le coordonnateur REP est référent technique des écoles en lien étroit avec les IEN et l'intermédiaire de la DTE, porteur de projet référent administratif	PV	PV	Le coordonnateur REP revoit avec les écoles en lien avec la PV et transfère les dossiers actualisés à la DTE	DTE	DTE

Délibération en CM	Arrêté/Convention des financeurs	Compte-rendu qualitatif et financier		
Rédaction (délib + DM via DTE via SQC via DCS + tableau financier)	Réception Signature Ville Demande d' acomptes	Rédaction du bilan qualitatif	Etablissement du bilan financier CERFA certifié (par la TP pour le CRBFC)	réception visa envoi aux co-financeurs
PV pour la délib + tableau financier et DTE pour la DM	DCG	Le coordonnateur REP envoie à la DTE (copie aux IEN) et la DTE envoie à la DCG	DCG	DCG

Légende :
DM : décision modificative
CM : conseil municipal
PV : service politique de la ville
DTE : direction du temps de l'enfant
DCG : direction contrôle de gestion
IEN : inspectrices de l'Education Nationale circonscription d'Auxerre 1 et 2
TP : trésorerie principale
CRBFC : conseil régional bourgogne franche comté
DDS : dossier de demande de subvention
CV : contrat de ville

- en matière d'emploi, d'insertion professionnelle et plus spécifiquement en terme de création d'activité : de nombreuses actions similaires sont menées et les résultats ne sont pas au rendez-vous. L'objectif est à terme que l'ensemble des partenaires mène une action collective coordonnée en matière d'emploi, d'insertion professionnelle et d'accompagnement à la création d'entreprise pour les publics des QPV dans le cadre des prochains appels à projets du contrat de ville.

- sur le volet financier avec la direction des finances et la direction du contrôle de gestion de la ville d'Auxerre et de la Communauté d'Agglomération de l'Auxerrois : les rencontres ont eu pour rôle de :

- mieux comprendre qui fait quoi au vu des changements d'affectation des uns et des autres ;
- de reprendre les tableaux d'étapes de suivi des dossiers de demandes de subventions des services municipaux déposés au titre du contrat de ville,
- de mettre en place de nouveaux tableaux de suivis pour harmoniser le suivi et versement des enveloppes financières ville d'Auxerre et Communauté d'Agglomération au vu de la mutualisation
- et d'établir des règlements financiers d'intervention.

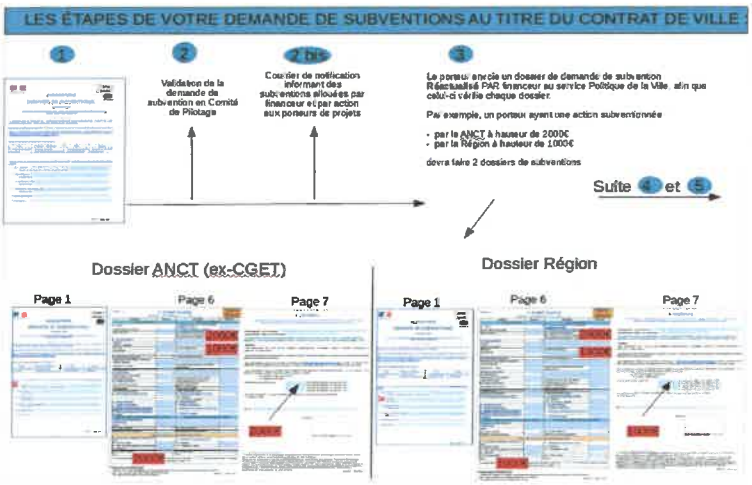
Une autre réflexion du service politique de la ville est apparue courant 2019 et a été posée aux co-financeurs : faire en sorte de simplifier le processus d'obtention de subvention auprès des porteurs de projets dans le cadre du contrat de ville. En effet, la lourdeur administrative implique la démotivation de petites associations dépourvues de moyens humains pour répondre aux appels à projets annuels ou à l'inverse, implique une baisse d'activité sur le terrain faute de temps.

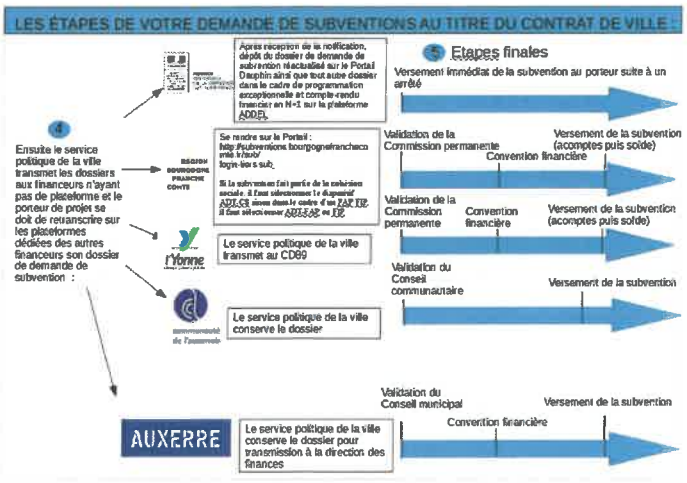
Enfin, d'autres pistes de réflexion antérieures ont été prises en compte, dans le cadre de l'évaluation du contrat de ville 2015-2019 à mi-parcours, comme : apprécier les effets et impacts de la politique de la ville sur le territoire et actualiser le diagnostic des quartiers en mettant en place un observatoire...

Pour relever les effets et impacts de la politique de la ville, en 2019, un bilan intermédiaire d'action à mi-parcours a été mis en place en mettant en exergue les freins rencontrés, les démarches déjà entreprises ou non par le porteur de projets. Et un à deux article(s) par mois ont été publiés dans le magazine de l'Auxerrois pour valoriser les actions financées dans le cadre du contrat de ville.

2) Mécanique des Procédures administratives et financières du contrat de ville :

Comme expliqué dans la partie II) 1), différentes instances de validation de la programmation du contrat de ville se réunissent. Les porteurs de projets reçoivent ensuite des courriers d'informations officiels informant des montants de subventions accordés et des financeurs positionnés. Ce qui implique une réactualisation des budgets des projets obligatoires, des dossiers de demande de subvention initiaux, par financeur.
Comme présenté dans les schémas ci-dessous, à réception de ces derniers, le service politique de la ville vérifie puis communique les dossiers modifiés aux co-financeurs concernés.
A savoir que l'État et la région disposent de plateformes dématérialisées sur lesquelles ces mêmes dossiers doivent être redéposés.
Enfin le moyen de versement de la ou des subventions n'est pas le même pour tous les financeurs. Des conventions financières sont prévues par certains, qui impliquent des versements d'acomptes puis le solde une fois réception d'un compte-rendu financier, pour d'autres, le versement est immédiat *(voir schémas ci-dessous).*





Le service politique de la ville pilote le suivi financier des actions portées par les services municipaux ainsi que le versement des subventions ville et agglomération pour les porteurs de projets via des tableaux de bord spécifiques en lien avec la direction des finances, la direction du contrôle de gestion et le service quartier citoyenneté de la ville d'Auxerre.

3) la rénovation du contrat de ville : Protocole d'engagements renforcés et réciproques

Après 4 années de contrat de ville, l'État a souhaité renforcer :
d'une part, les stratégies et orientations du gouvernement en matière de réduction des inégalités et de lutte contre la pauvreté et d'autre part, mettre en cohérence les évolutions institutionnelles, intervenues à la suite des dernières réformes territoriales concernant les quartiers politique de la ville.

« La rénovation » du contrat de ville prend la forme d'un « Protocole d'engagements renforcés et réciproques » élaboré, négocié dans un délai restreint.

Le protocole vise à :
- donner une nouvelle impulsion à la politique de cohésion urbaine et sociale du gouvernement ;
- fixer les engagements respectifs de l'État et des collectivités en la matière ;
- actualiser le contrat de ville initial en prenant en compte l'évaluation du contrat de ville, le pacte de Dijon et le Plan de Mobilisation Nationale pour les Habitants des Quartiers.

Dans ce cadre, le territoire a retenu 5 axes prioritaires d'orientations sur les 13 initiaux de l'évaluation du contrat de ville de l'Auxerrois :

1- La Gestion Urbaine de Proximité ;
2 -L'Accompagnement à la scolarisation des enfants et décrochage scolaire ;
3- Le Lien social sur les quartiers ;
4 -L'Insécurité et communautarisme ;
5 -La Mobilisation vers l'emploi.

Ces 5 axes prioritaires se déclinent pour la période 2020-2022, à travers :
- les objectifs préconisés par l'évaluation du contrat de ville ;
- les démarches en cours par la collectivité y répondant ;
- les engagements de la collectivité en lien avec :
  - ✔ les engagements de l'État via le plan de Mobilisation Nationale Pour les Habitants des Quartiers et le Pacte de Dijon ;
  - ✔ les engagements du Conseil Régional de Bourgogne Franche Comté ;
  - ✔ et les engagements du Conseil Départemental de l'Yonne.

L'appel à projet du contrat de ville pour la programmation 2020 a été le démarrage concret de ce nouveau protocole.

IV) Perspectives d'Evolution pour 2020

Au vu de la rénovation du contrat de ville, de 2 nouvelles orientations sont apparues : la lutte contre l'illectronisme et les violences intra-familiales. Des actions vont donc être menées sur le territoire en 2020 par différents porteurs de projets compétents en la matière.

L'évaluation à mi-parcours du contrat de ville indiquait également qu'il était nécessaire d'actualiser le diagnostic des quartiers en mettant en place un observatoire pour aider à la décision.
Le fonctionnement d'un observatoire étant fastidieux, le service politique de la ville prévoit de réunir les Espaces d'Accueil et d'Animations et ces partenaires par quartier pour échanger sur l'évolution du quartier quelqu'il soit dès 2020. En effet, les Espaces d'Accueil et d'Animations labellisés « centres sociaux », étant au coeur des quartiers, sont en capacité de ressentir les évolutions.

Enfin, l'État co-finance des adultes-relais pour la Maison des Jeunes et de la Culture, l'association Club Mob et pour la ville d'Auxerre au sein des EAA des Rosoirs et de Sainte Geneviève. Ces derniers devront aller vers les personnes isolées, invisibles pour renouer le lien entre eux et les institutions.

V) Avis des co-financeurs sur le Rapport Annuel 2019

- Avis de la DDCSPP : Favorable suite aux demandes de modifications de la partie « la Mécanique des Procédures Administratives ».

- Avis du Conseil Régional de Bourgogne : Favorable et appréciation positive sur ce document global.

- Avis du Conseil Départemental de l'Yonne : Favorable suite aux demandes de modifications de la partie « Déroulement et les Financements Affectés ».

- Avis de la Communauté d'Agglomération de l'Auxerrois :

- Avis de la Ville d'Auxerre :

Convention régionale urbaine et sociale

Région/Communauté d'agglomération de l'auxerrois

Signée le 6 juillet 2015

Avenant n°3

ENTRE d'une part :

La Région Bourgogne-Franche-Comté, représentée par la Présidente du Conseil régional, Madame Marie-Guite DUFAY, sise 4 square Castan à Besançon, dûment habilitée à l'effet de signer le présent par délibération du 25 septembre 2020, ci-après désignée par le terme « région »

ET d'autre part :

La communauté d'agglomération de l'auxerrois, représentée par son président *****, dûment habilité à l'effet de signer le présent par délibération du *****.

Vu le règlement d'intervention 30.13 du conseil régional « Programmes de rénovation urbaine dans les quartiers d'intérêt régional ou local » adopté en assemblée plénière du 24 juin 2016,

Vu le règlement d'intervention 30.10 du conseil régional sur les programmes de Cohésion Sociale dans les quartiers Politique de la Ville de la région adopté en assemblée plénière les 29 et 30 juin 2017,

Vu la convention régionale de cohésion urbaine et sociale en faveur de la communauté d'agglomération de l'auxerrois signée le 6 juillet 2015,

Vu l'avenant n°1 signé le 12 décembre 2016,

Vu l'avenant n°2 signé le 27 avril 2018,

Vu la délibération du conseil régional en date du 25 septembre 2020, transmise au Préfet de la Région Bourgogne-Franche-Comté le ……

PREAMBULE

La convention régionale de cohésion sociale et urbaine défini le cadre ainsi que les modalités de l'engagement réciproque de la région et des signataires, en faveur des orientations de la stratégie de cohésion urbaine et sociale du territoire de l'agglomération de l'auxerrois.

Le présent avenant a pour objet la prolongation de la durée de la convention jusqu'au 31 décembre 2024 et l'adaptation des modalités financières d'engagement de la région.

IL A ETE CONVENU CE QUI SUIT :

ARTICLE 1 :

L'article 5.2 « Engagements de la région » est complété comme suit :

L'engagement financier en crédits d'investissement de la région pourra s'élever à :

- 500 000 € maximum pour le programme de renouvellement urbain des quartiers d'intérêt local sur la période 2015-2022

- 2,5 millions d'euros maximum pour le programme de renouvellement urbain du quartier d'intérêt régional des Rosoirs sur la durée de la convention.

Concernant l'intervention régionale sur le quartier Rosoirs, la mobilisation des crédits d'investissement de la région sera soumise à la validation par le comité de pilotage du projet urbain d'une stratégie d'intervention déclinée en programme d'actions et sera priorisée conformément au règlement d'intervention régional 30.13 en vigueur.

L'engagement financier en crédits de fonctionnement :

La région s'engage à mobiliser une enveloppe de 45 000 euros par an en crédits de fonctionnement sur la période 2021-2022 pour les actions de cohésion sociale et conformément à son règlement d'intervention 30.10 en vigueur.

Cette enveloppe n'est pas fongible d'une année sur l'autre. Ainsi les crédits non affectés en année N ne pourront être reportés en année N+1.

ARTICLE 2 :

L'article 7 « durée de la convention » est modifié comme suit :

La durée de la convention est prorogée jusqu'au 31 décembre 2024.

ARTICLE 3 :

Les autres dispositions de la convention sont inchangées et demeurent applicables.

Fait à Besançon, en 3 exemplaires originaux

Le .....

La Présidente du Conseil régional de Bourgogne-Franche-Comté	Le Président de la Communauté d'agglomération de l'Auxerrois
Marie-Guite DUFAY	**Crescent MARAULT**

communauté
de l'auxerrois

Pour retourner à la délibération,
cliquez ici

CIDFF
Centre d'information
sur les droits des femmes
et des familles
Yonne

AVENANT N° 1
A LA CONVENTION DE PARTENARIAT

Entre les soussignés,

- La Communauté d'Agglomération de l'Auxerrois, représentée par son Président, Monsieur Crescent MARAULT,

Et,

- Le Centre d'Information des Droits des Femmes et de la Famille, représenté par sa Présidente, Madame Simone PARIS,

Il est exposé et convenu ce qui suit :

Le présent avenant ne modifie pas le contenu des articles de la convention de partenariat 2018-2020 liant les 2 entités, que ce soit sur l'objet et le descriptif du dispositif, ou encore des modalités d'évaluation, du montant et versement de la subvention.

Le présent avenant modifie l'article 6 concernant les délais de convention. En effet, la convention s'achevant au 31 décembre 2020, elle est prolongée d'un an dans le cadre de cet avenant.

Le présent avenant à la convention prend effet à compter du 1er janvier 2021 et ce jusqu'au 31 décembre 2021.

Fait à Auxerre, le

Le Président
de la Communauté d'Agglomération,

Crescent Marault.

La Présidente
du CIDFF,

Simone Paris.

communauté de l'auxerrois

Pour retourner à la délibération, cliquez ici

MdE AUXERROIS

AVENANT N° 1
A LA CONVENTION DE PARTENARIAT

Entre les soussignés,

- La Communauté d'Agglomération de l'Auxerrois, représentée par son Président, Monsieur Crescent MARAULT,

Et,

- La Maison de l'Emploi et de la Formation de l'Auxerrois, représentée par son Président, Monsieur Laurent PONROY,

Il est exposé et convenu ce qui suit :

Le présent avenant ne modifie pas le contenu des articles de la convention de partenariat 2019-2020 liant les 2 entités, que ce soit dans le cadre des actions de fonctionnement financées, des modalités d'évaluation, de la communication et des versements de la subvention.

Par contre, le présent avenant modifie :

- l'article 3 concernant les délais de convention. En effet, la convention s'achevant au 31 décembre 2020, elle est donc prolongée d'un an dans le cadre de cet avenant.

- l'article 6 concernant les montants de subventions. Le montant attribué passe de 77 000€ à 65 000€, montant sollicité en 2021 par la maison de l'emploi.

Le présent avenant à la convention prendra effet à compter du 1er janvier 2021 et ce jusqu'au 31 décembre 2021.

Fait à Auxerre, le

Le Président
de la Communauté d'Agglomération,

Le Président
de la Maison de l'Emploi et de la Formation,

Crescent Marault.

Laurent Ponroy.

Pour retourner à la délibération, cliquez ici

AVENANT N° 1
A LA CONVENTION DE PARTENARIAT

Entre les soussignés,

- La Communauté d'Agglomération de l'Auxerrois, représentée par son Président, Monsieur Crescent MARAULT,

Et,

- La Mission Locale de l'Auxerrois, représentée par son Président, Monsieur Laurent PONROY,

Il est exposé et convenu ce qui suit :

Le présent avenant ne modifie pas le contenu des articles de la convention de partenariat 2019-2020 liant les 2 entités, que ce soit dans le cadre des actions de fonctionnement financées ou du montant et versement de la subvention.

Le présent avenant modifie l'article 7 concernant la durée de la convention. En effet, la convention s'achevant au 31 décembre 2020, elle est prolongée d'un an dans le cadre de cet avenant.

Le présent avenant à la convention prend effet à compter du 1er janvier 2021 et ce jusqu'au 31 décembre 2021.

Fait à Auxerre, le

Le Président
de la Communauté d'Agglomération,

Crescent Marault.

Le Président
de la Mission Locale de l'Auxerrois,

Laurent Ponroy.

Pour retourner à la délibération, cliquez ici

communauté de l'auxerrois



Landes et tourbières du Bois de la Biche

Un site Natura 2000 d'exception

FICHE D'IDENTITÉ

Nom : Landes et tourbières du Bois de la Biche
Date de création : mars 2015
Code Natura 2000 : FR2600990
Surface : 339 hectares
1 site désigné au titre de la Directive « Habitats , faune, flore », 92/43/CEE
Département : Yonne
3 communes : Branches, Appoigny et Fleury-la-vallée
Structure porteuse : Communauté d'Agglomération de l'Auxerrois



ZOOM SUR UN SITE ATYPIQUE

Le site est situé sur la région naturelle de la Champagne humide. Il repose sur un sous-sol composé de formations sédimentaires de sables de Puisaye et d'argiles, permettant la formation d'un sol plus ou moins hydromorphe (qui montre des marques caractéristiques d'une saturation en eau régulière) et acide. La nature sableuse induit un ressuyage (absorbtion de l'eau par le sol) rapide dans certaines zones, ce qui permet de passer en quelques mètres d'une zone très humide à une forêt sèche. Traversant en diagonale du site, le ru de la Biche a creusé son lit au milieu de la vallée. Il le traverse sur 1,7 km et lui confère son caractère humide indispensable à l'expression de la plupart des habitats remarquables.

C'est l'ensemble de ces caractéristiques qui fait la richesse et la rareté des habitats de ce site Natura 2000.


Bruyère à quatre angles

DES ENJEUX PATRIMONIAUX IDENTIFIÉS DEPUIS PLUS DE 30 ANS

Depuis 1988, le nord est du site fait l'objet d'un **Arrêté de Protection de Biotope** (APB) sur une surface de 47 hectares. Celui-ci interdit ou réglemente certaines activités dans un périmètre donné afin de protéger les espèces remarquables identifiées : *Rossolis à feuilles rondes*, *Pyrole à feuilles rondes*, *Piment royal*, seule station connue en Bourgogne, *Lézard vert* et enfin la *Vipère péliade*. Cet APB est intégré dans les enjeux du document d'objectif du site Natura2000.



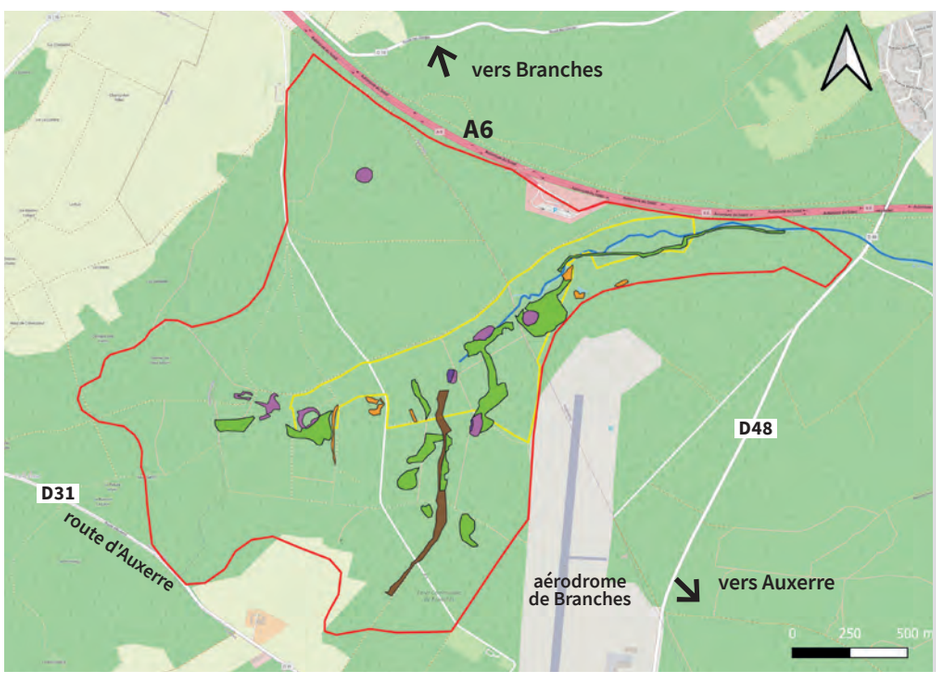


1. Piment royal *(Myrica gale)*, protection régionale, extrêmement rare
2. Lézard vert (*Lacerta viridis*), espèce déterminante

DES HABITATS NATURELS REMARQUABLES


Tourbière haute active

Un habitat naturel est un milieu naturel ou semi-naturel, aux caractéristiques biogéographiques et géologiques particulières et uniques, dans lequel vivent des espèces animales et végétales typiques.
Un habitat est d'intérêt communautaire lorsqu'il possède un enjeu fort à l'échelle de l'Union Européenne (danger de disparition, aire de répartition réduite, remarquable).



Carte des habitats naturels prioritaires d'intérêt communautaire

- Périmètre du site Natura 2000
- Arrêté de Protection du Biotope
- Ru de la Biche

Habitats naturels d'intérêt communautaire :

- Boulaie à sphaignes
- Chênaie pédonculée de sols hydromorphes à molinie
- Frênaie-aulnaie de fond de vallon
- Lande sèche atlantique
- Lande turficole à Bruyère à quatre angles

Le site Natura 2000 compte **3 grands types d'habitats** qui n'incluent pas moins de **10 habitats d'intérêt communautaire**. Ces milieux rares sont représentés sur seulement 6 % de la surface de la zone, d'où la nécessité de les préserver. L'enjeu principal est donc de veiller à ce que les espèces et habitats d'intérêt communautaire parviennent à un état de **conservation favorable**, garantissant leur survie sur le long terme. Cela implique de travailler à l'échelle de l'ensemble des habitats du site car ils assurent la bonne fonctionnalité de ces milieux rares.

Des enjeux de conservation forts

Les habitats forestiers sont largement majoritaires et représentent 97 % de la surface du site. On y trouve des habitats rares à l'échelle régionale ainsi que 3 habitats d'intérêt communautaire. **Les chênaies pédonculées** des sols humides sont dominantes mais les plus remarquables sont **l'aulnaie - frênaie de fond de vallon,** en bord du ru de la Biche et **la boulaie à sphaigne**.

➔ **Enjeux : réaliser une gestion sylvicole adaptée aux habitats naturels forestiers et restaurer progressivement les secteurs enrésinés.**

Les habitats des milieux ouverts marécageux et tourbeux représentent une surface plus restreinte. L'habitat le plus remarquable est la **lande turficole à Bruyère à quatre angles,** dit "tourbière haute active". Cet habitat, très rare, a justifié la désignation du site en Natura 2000.

Il abrite de nombreuses espèces spécialisées et rares en Bourgogne, par exemple la **Rossolis à feuilles rondes** et la **Bruyère cendrée**, toutes deux protégées, respectivement aux niveaux national et régional.

➔ **Enjeux : maintenir l'écoulement naturel des eaux sur les milieux humides, principalement la tourbière, et éviter la fermeture du milieu par les ligneux.**


1

Les habitats des landes et pelouses sont faiblement représentés et avec un morcellement important ce qui accroît considérablement leur vulnérabilité
On peut citer par exemple **les pelouses à canche blanche** ou encore **les landes sèches atlantiques**, stade de transition succédant aux pelouses.
Ces habitats, qui abritent de nombreuses espèces protégées, se développent la plupart du temps sur des formations sableuses pauvres et sont très dépendants de la gestion réalisée.
➔ **Enjeux : conserver les milieux ouverts par un entretien adapté.**


2


3

1. Salamandre tachetée, (*Salamandra salamandra*), PN
2. Rossolis à feuilles rondes *(Drosera rotundifolia)* PN, PR, statut de rareté régionale : RRR
3. Bruyère cendrée (Erica cinerea), PR, statut de rareté régionale : RR

LES PRINCIPALES MENACES OBSERVÉES

- Fermeture des milieux ouverts par les ligneux dans les habitats de landes, pelouses et tourbières
- Dépôts sauvages de déchets
- Érosion des sols
- Passage des engins motorisés qui entraine une dégradation des habitats sensibles (hors-pistes)
- Gestion sylvicole non adaptée qui entraine une perturbation du régime hydraulique (drainage, coupes rases...)et la colonisation des espèces invasives (Raisin d'Amérique, Robiniers faux accacia...)


passage d'engin motorisé


raisin d'Amérique

robinier faux accacia


Préserver les landes et tourbières du Bois de la Biche

NATURA 2000, QU'EST-CE QUE C'EST ?

Le réseau Natura 2000 regroupe un ensemble de sites naturels remarquables à l'échelle de l'Union Européenne. Il a pour vocation la préservation des habitats et espèces d'intérêt communautaire.
Ces sites d'intérêts sont désignés au titre de deux directives européennes :

- la directive « **Oiseaux** » 2009/147/CE
- la directive « **Habitats faune flore** » 92/43/CEE

Ces deux directives comportent les listes des milieux naturels et espèces à préserver prioritairement à l'échelle européenne.

La gouvernance

Chaque site Natura 2000 s'appuie sur un document d'objectifs (DOCOB) réalisé en concertation avec les acteurs locaux et les services de l'Etat. Un comité de pilotage constitué des acteurs du territoire vient appuyer la démarche et valider les orientations prises par la structure porteuse qui assure l'animation du site.

Les outils

Le contrat Natura 2000

C'est un document contractuel qui comporte des engagements, conformes aux orientations définies par le DOCOB. Il s'adresse à des propriétaires ou des ayants-droit de terrain inclus dans les sites et vise à maintenir ou améliorer l'état de conservation des habitats et espèces d'intérêt communautaire. Il peut être financé jusqu'à 100% du montant de l'action.

La charte Natura 2000

C'est un outil d'adhésion aux objectifs de conservation des habitats naturels et des espèces du DOCOB. Il s'applique à l'ensemble du site Natura 2000, quel que soit le type de milieux et le type d'activités. Elle permet à l'adhérent d'affirmer son engagement pour la gestion durable des milieux.

JE M'IMPLIQUE DANS LA PRÉSERVATION DU SITE

Une démarche collaborative...

Natura 2000 est basé sur une approche de concertation qui se veut **concilier les activités socio-économiques et la préservation de la biodiversité**. Son objectif n'est donc pas d'interdire les activités réalisées dans le respect des textes et lois en vigueur. Les mesures de gestion à réaliser sur des propriétés privées sont basées sur une démarche volontaire.

...qui implique certains devoirs

Conformément à la réglementation qui s'applique sur l'ensemble du territoire, il est interdit de détruire les espèces protégées et leur habitat (art. L411-1 du Code de l'Environnement). D'autre part, tout projet susceptible d'affecter de manière significative un site Natura 2000 (manifestation, nouvelle construction...) devra être soumis à une évaluation des incidences (art. L414-4 du Code de l'Environnement).

Plus d'informations sur : http://boisdelabiche.n2000.fr

➔ Je suis un propriétaire (privé ou public), un exploitant forestier, un porteur de projet ou un usager du site... Comment puis-je participer ?

→ **En contactant la Communauté d'Agglomération de l'Auxerrois** pour connaître les enjeux localisés sur ma propriété et bénéficier d'un accompagnement ou pour tout signalement relatif au site.

→ **En souscrivant un contrat Natura 2000** dans ma parcelle permettant de réaliser les mesures de gestion listées dans le DOCOB. Le financement de ce contrat peut aller jusqu'à 100 % du montant de l'action.

→ En devenant le relais des bonnes pratiques **en adhérant à la charte Natura 2000** et en montrant l'exemple sur ma propriété.

Dernière mise à jour : novembre 2020

CONTACTS
Direction du développement durable, 28 rue Gérot, 89000 Auxerre
Tél. : 03 86 52 39 06 | environnement@auxerre.com

www.agglo-auxerrois.fr

NATURA 2000
Conservatoire d'espaces naturels Bourgogne
UNION EUROPEENNE
RÉGION BOURGOGNE FRANCHE COMTÉ
avec le Fonds européen de développement régional (FEDER)
PRÉFET DE LA RÉGION BOURGOGNE-FRANCHE-COMTÉ

PLAQUETTE natura 2000 - V2.indd 4 19/11/2020 15:55:53

Pour retourner à la délibération, cliquez ici

Annexe 1 : Surtaxe communautaire d'assainissement 2021

Communes	Surtaxe (€HT) – Part fixe	Surtaxe (€HT/m^3) – part variable
Appoigny	0,00	1,60
Augy	14,40	1,143
Auxerre	0,00	1,5413
Bleigny le Carreau	0,00	1,035
Branches	54,00	1,449
Champs sur Yonne	44,00	0,36
Charbuy	28,91	1,66
Chevannes	0,00	1,20
Chitry le Fort		
Coulanges la Vineuse	36,00	1,26
Escamps	86,10	2,47
Escolives Sainte Camille	32,14	2,10
Gurgy	0,00	1,4098
Gy l'Evêque	81,00	1,575
Irancy	15,00	0,90
Jussy	10,00	1,00
Lindry	0,00	2,90
Monéteau	0,00	1,45
Montigny la Resle	62,84	1,32
Perrigny	0,00	1,07
Quenne	0,00	1,062
Saint Bris le Vineux	0,00	2,46
Saint Georges sur Baulches	0,00	0,74
Vallan	0,00	2,52
Venoy	18,00	0,85
Villefargeau	0,00	1,12
Villeneuve Saint Salves	38,11	1,3958
Vincelles	6,75	1,485
Vincelottes	6,75	1,485

VOTRE PARTENAIRE EAU ENVIRONNEMENT

GESTION DE MILIEU NATUREL
RISQUES D'INONDATION
HYDROGEOLOGIE
ASSAINISSEMENT
HYDRAULIQUE
EAU POTABLE
HQE ®

Pour retourner à la délibération, cliquez ici

Commune de LINDRY

ZONAGE D'ASSAINISSEMENT

Notice d'enquête publique



N° d'Affaire : 17_07_133
Date d'édition : 21/02/2020

Maitre d'ouvrage ayant la compétence assainissement :
Communauté d'Agglomération de l'Auxerrois

Etude réalisée avec le concours financier de
L'AGENCE DE L'EAU SEINE-NORMANDIE

Hôtel et Pépinière d'Entreprises
Avenue de Sully Prolongée
89300 JOIGNY
Tél : 03 86 63 50 45 / mail : bios@be-bios.com
www.be-bios.com

COMMUNE DE LINDRY

ZONAGE D'ASSAINISSEMENT

Notice d'enquête publique

Le rédacteur	Le directeur
Damien COUR	Sylvain BOUISSET

N° d'Affaire ***: 17_07_133***

Date d'édition : ***21/02/2020***

Nombre total de phase(s) : 4

Version n° 2

VOTRE PARTENAIRE EAU ENVIRONNEMENT

Sommaire

I - INTRODUCTION 5

II - CONTEXTE REGLEMENTAIRE 6

II - 1. Objectif généraux de protection du milieu 6
II - 1.1. La Directive Cadre sur l'Eau (DCE) 6
II - 1.2. Le Schéma Directeur d'Aménagement et de Gestion des Eaux 7
II - 1.3. Le Code de l'Environnement 9

II - 2. Contexte règlementaire de l'assainissement collectif 10
II - 2.1. Compétence 10
II - 2.2. Financement du service 10
II - 2.3. Obligation des usagers 10

II - 3. Contexte réglementaire de l'assainissement non collectif 11
II - 3.1. Obligation de contrôles et de réhabilitation 11
II - 3.2. Compétence et financement du service 14
II - 3.3. Obligation des usagers non raccordés au réseau collectif 14

II - 4. Contexte règlementaire de l'assainissement pluvial 14
II - 4.1. Compétence et financement du service 14
II - 4.1.1. Compétence 14
II - 4.1.2. Financement du service 15
II - 4.2. Gestion des eaux pluviales 15

III - DESCRIPTIF COMMUNAL 17

III - 1. Population et urbanisation 17
III - 1.1. Population 17
III - 1.2. Logements 18
III - 1.3. Les documents d'urbanisme et de zonage 19

III - 2. Alimentation en Eau Potable - AEP 21
III - 2.1. Gestion du service 21
III - 2.2. Consommation de l'eau potable et prix de l'eau 21
III - 2.3. Périmètre de protection de captage 21

IV - CONTEXTE ENVIRONNEMENTAL 23

IV - 1. Géologie 23

IV - 2. Hydrogéologie 24

IV - 3. Milieux naturels remarquables 25
IV - 3.1. Zones Naturelles d'Intérêt Ecologique Faunistique Floristique 25
IV - 3.2. Zones humides 27
IV - 3.3. Zones inondables 28
IV - 3.4. Sensibilité au risque de retrait-gonflement des sols argileux 28

IV - 4. Milieux aquatiques 29

BIOS – ©Tous droits réservés

Hôtel et Pépinière d'Entreprises du Jovinien
Avenue de Sully Prolongée – 89300 JOIGNY
Tél. 03 86 63 50 45 - Fax. 09 58 75 81 46 - E-mail : bios@be-bios.com – www.be-bios.com
SARL au capital de 100 000 € - RCS de SENS 484 059 142 – SIRET 484 059 142 00030

IV - 4.1. Présentation du réseau hydrographique 29
IV - 4.2. Hydrologie 30
IV - 4.2.1. Qualité globale et objectifs de qualité de la masse d'eau concernée 30
IV - 4.2.2. Qualité physico-chimique observée par l'agence de l'eau Seine-Normandie 30
IV - 4.2.3. Étude du Milieu BIOS 2017-2018 32
IV - 4.2.3.1. Qualité physico-chimique 32
IV - 4.2.3.2. Qualité hydrobiologique 37
IV - 4.2.3.3. L'indice biologique diatomée 38

IV - 5. Synthèse des enjeux environnementaux 38

V - SUBVENTIONS ENVISAGEABLES EN ASSAINISSEMENT 39

V - 1. Origine des aides 39

V - 2. Aide de l'Agence de l'Eau 39
V - 2.1. Assainissement collectif 39
V - 2.1.1. Généralités 39
V - 2.1.2. Conditions d'obtention 39
V - 2.2. Assainissement non collectif 40
V - 2.3. Détail des aides 40

V - 3. Eaux pluviales 41

VI - ZONAGE D'ASSAINISSEMENT RETENU ET CRITERES DES CHOIX OPERES PAR LA COMMUNE 43

VII - SOUS-DOSSIER ASSAINISSEMENT NON COLLECTIF 44

VII - 1. Techniques d'assainissement non collectif 44
VII - 1.1. Constitution et fonctionnement d'un système d'assainissement 44
VII - 1.1.1. Pré-traitement 46
VII - 1.1.2. Traitement 46
VII - 1.1.3. Evacuation 46
VII - 1.2. Détails techniques concernant les systèmes d'assainissement non collectif 47
VII - 1.2.1. Pré-traitement 47
VII - 1.2.2. Traitement 47
VII - 1.2.2.1. Tranchées Filtrantes 47
VII - 1.2.2.2. Filtre à sable drainé à flux vertical 48
VII - 1.2.2.3. Filtre à sable non drainé à flux vertical 49
VII - 1.2.2.4. Filtre à sable surélevé 49
VII - 1.2.2.5. Filières spécifiques 50
VII - 1.3. Coût de fonctionnement 51

VII - 2. Gestion du service d'assainissement non collectif et état du parc 52
VII - 2.1. Gestion 52
VII - 2.2. Secteurs relevant de l'assainissement non collectif jusqu'en 2019 52
VII - 2.3. Etat du parc ANC 54

VII - 1. Etude financière de la réhabilitation des systèmes d'assainissement non collectif 55

BIOS – ©Tous droits réservés

Hôtel et Pépinière d'Entreprises du Jovinien
Avenue de Sully Prolongée – 89300 JOIGNY
Tél. 03 86 63 50 45 - Fax. 09 58 75 81 46 - E-mail : bios@be-bios.com – www.be-bios.com
SARL au capital de 100 000 € - RCS de SENS 484 059 142 – SIRET 484 059 142 00030

VIII - SOUS-DOSSIER ASSAINISSEMENT COLLECTIF 56

VIII - 1. Gestion du service d'assainissement 56

VIII - 2. Prix de l'assainissement 56

VIII - 3. Nombre d'abonnés 56

VIII - 4. Descriptif sommaire et état du système 56

VIII - 5. Scénarii d'assainissement envisagés au stade du schéma directeur 57

VIII - 5.1. Présentation des projets 57

VIII - 5.1.1. Raccordement de CHAZELLES 58
VIII - 5.1.2. Raccordement des FONTENY 59
VIII - 5.1.3. Raccordement de la METAIRIE 60
VIII - 5.1.4. Raccordement des LOUPS 61
VIII - 5.1.5. Raccordement des BACHELETS 62

VIII - 5.2. Coûts des projets et impact sur le prix de l'assainissement 63

VIII - 5.2.1. Amortissement du projet 64
VIII - 5.2.2. Répercussions du projet sur le prix de l'eau 65
VIII - 5.2.3. Coût par abonné et coûts relatifs aux branchements privés 67

IX - SOUS-DOSSIER ASSAINISSEMENT PLUVIAL 68

IX - 1. Techniques de gestion des eaux pluviales 68

IX - 1.1. Les fossés et noues végétalisés 69
IX - 1.2. Les tranchées drainantes 69
IX - 1.3. Les puits d'infiltration 70
IX - 1.4. Les chaussées à structure-réservoir 70
IX - 1.5. Les bassins à ciel ouvert 71
IX - 1.6. Les bassins enterrés 71
IX - 1.7. Les toitures-terrasses 72
IX - 1.8. La récupération et l'utilisation des eaux de pluie 72

IX - 2. Gestion des eaux pluviales et infrastructures existantes 72

IX - 2.1. Structure des réseaux 72
IX - 2.2. Zones d'écoulements et accumulation des flux (ruissellements) 80
IX - 2.3. Etude de la capacité hydraulique des ouvrages 83

IX - 3. Préconisations de travaux et d'aménagements 88

IX - 3.1. Préconisation 1 : Gestion à l'amont : lutte contre le ruissellement sur les zones non urbanisées et zones de stockage des eaux 88
IX - 3.2. Préconisation 2 : Réduire les écoulements en secteur urbanisés 92

IX - 1. Règlement du zonage pluvial 92

IX - 1.1. Zone 1 : Zone de lutte contre le ruissellement sur les zones non urbanisées 92
IX - 1.2. Zone 2 : Zone de stockage des eaux pluviales 93
IX - 1.3. Zone 3 : Compensations des imperméabilisations nouvelles sur zones déjà urbanisées ou urbanisables 93
IX - 1.4. Zone 4 94

X - CONCLUSION 95

BIOS – ©Tous droits réservés

Hôtel et Pépinière d'Entreprises du Jovinien
Avenue de Sully Prolongée – 89300 JOIGNY
Tél. 03 86 63 50 45 - Fax. 09 58 75 81 46 - E-mail : bios@be-bios.com – www.be-bios.com
SARL au capital de 100 000 € - RCS de SENS 484 059 142 – SIRET 484 059 142 00030

Rapport final

BIOS – ©Tous droits réservés

Hôtel et Pépinière d'Entreprises du Jovinien
Avenue de Sully Prolongée – 89300 JOIGNY
Tél. 03 86 63 50 45 - Fax. 09 58 75 81 46 - E-mail : bios@be-bios.com – www.be-bios.com
SARL au capital de 100 000 € - RCS de SENS 484 059 142 – SIRET 484 059 142 00030

I - INTRODUCTION

Le présent document constitue le dossier d'enquête publique pour le zonage d'assainissement et pluvial de la commune de LINDRY.

Il présente à la population les modes d'assainissement choisis en délibération par le Conseil Municipal.

Le Code Général des Collectivités Territoriales dans son article L. 2224-10, attribue *obligation aux communes et à leurs établissements publics de coopération d'effectuer (notamment) la délimitation après enquête publique :*

- 1° *les zones d'assainissement collectif où elles sont tenues d'assurer la collecte des eaux usées domestiques et le stockage, l'épuration et le rejet ou la réutilisation de l'ensemble des eaux collectées ;*
- *2° les zones relevant de l'assainissement non collectif où elles sont tenues d'assurer le contrôle de ces installations et, si elles le décident, le traitement des matières de vidange et, à la demande des propriétaires, l'entretien et les travaux de réalisation et de réhabilitation des installations d'assainissement non collectif ;*
- *3° les zones où des mesures doivent être prises pour limiter l'imperméabilisation des sols et pour assurer la maîtrise du débit et de l'écoulement des eaux pluviales et de ruissellement ;*
- *4° les zones où il est nécessaire de prévoir des installations pour assurer la collecte, le stockage éventuel et, en tant que de besoin, le traitement des eaux pluviales et de ruissellement lorsque la pollution qu'elles apportent au milieu aquatique risque de nuire gravement à l'efficacité des dispositifs d'assainissement.*

La définition du zonage s'inscrit dans une gestion d'ensemble du service public de l'assainissement et relève de la compétence de la personne publique en charge (ici, la commune), sans préjudice des dispositions de l'article L.123-1 du Code de l'Urbanisme.

L'obligation de zonage d'assainissement répond au souci de préservation de l'Environnement, de qualité des ouvrages d'épuration et de collecte, de respect de l'existant et de cohérence avec le les documents d'urbanisme. Elle doit permettre également de s'assurer de la mise en place des outils d'épuration les mieux adaptés à la configuration locale et au milieu naturel communal.

BIOS – ©Tous droits réservés

Hôtel et Pépinière d'Entreprises du Jovinien
Avenue de Sully Prolongée – 89300 JOIGNY
Tél. 03 86 63 50 45 - Fax. 09 58 75 81 46 - E-mail : bios@be-bios.com – www.be-bios.com
SARL au capital de 100 000 € - RCS de SENS 484 059 142 – SIRET 484 059 142 00030

II - CONTEXTE REGLEMENTAIRE

II - 1. Objectif généraux de protection du milieu

II - 1.1. La Directive Cadre sur l'Eau (DCE)

En réponse à la DCE du 23 octobre 2000, la Loi du 21 avril 2004 prévoit que **le SDAGE fixe des objectifs environnementaux de qualité et de quantité pour une gestion équilibrée des ressources en eau**.

Ces objectifs sont identifiés à l'article L-212.1 du Code de l'Environnement : « *Les objectifs de qualité et de quantité des eaux que fixent les schémas directeurs d'aménagement et de gestion des eaux correspondent* :

> *1º) pour les eaux de surface, à l'exception des masses d'eau artificielles ou fortement modifiées par les activités humaines, à un bon état écologique et chimique ;*
>
> *2º) pour les masses d'eau de surface artificielles ou fortement modifiées par les activités humaines, à un bon potentiel écologique et à un bon état chimique ;*
>
> *3°) pour les masses d'eau souterraines, à un bon état chimique et à un équilibre entre les prélèvements et la capacité de renouvellement de chacune d'entre elles ;*
>
> *4°) à la prévention de la détérioration de la qualité des eaux ;*
>
> *5°) aux exigences particulières définies pour les zones visées au 2º du II (zones protégées), notamment afin de réduire le traitement nécessaire à la production d'eau destinée à la consommation humaine ».*

Le Décret 2005-475 du 16 mai 2005 complète cette liste par des objectifs de réduction des rejets des substances prioritaires, et de suppression à terme des rejets des substances « *prioritaires dangereuses* ».

De toute évidence, les objectifs DCE fixés au milieu récepteur devront être respectés. Pour cela, la circulaire DCE 2005/12 définie la notion de *« bon état* », ainsi que les références pour les eaux douces de surface.

Le *« bon état* » est caractérisé comme étant la résultante concomitante du bon état :

- chimique : substances prioritaires (33) et dangereuses (8),
- écologique : biologie, physico-chimie sous-tendant la biologie, autres micropolluants.

BIOS – ©Tous droits réservés

Hôtel et Pépinière d'Entreprises du Jovinien
Avenue de Sully Prolongée – 89300 JOIGNY
Tél. 03 86 63 50 45 - Fax. 09 58 75 81 46 - E-mail : bios@be-bios.com – www.be-bios.com
SARL au capital de 100 000 € - RCS de SENS 484 059 142 – SIRET 484 059 142 00030

II - 1.2. Le Schéma Directeur d'Aménagement et de Gestion des Eaux

Le SDAGE du Bassin Seine - Normandie a été approuvé le 5 novembre 2015 par le Préfet coordonnateur du bassin. Il fait suite à « *une concertation intense [qui] a associé élus, administrations, usagers, représentants des milieux socioprofessionnels* » et « *soumis à la consultation des conseils régionaux et généraux avant son adoption ...* ».

« *Le SDAGE [...] vise à obtenir les conditions d'une meilleure économie de la ressource en eau et le respect de milieux aquatiques tout en assurant un développement économique et humain en vue de la recherche d'un développement durable*.»

Le SDAGE, outil d'aménagement du territoire (à l'échelle du Bassin Seine - Normandie), est constitué par le document [...] comprenant un ensemble de textes et de cartes réparties en 8 défis. Chaque partie comprend un état des lieux conduisant à des orientations et des moyens. Ces dispositions sont, le plus souvent, accompagnées de cartes.

Quand le SDAGE traite de la réglementation, il donne des objectifs et des orientations pour son application sans l'interpréter ou rajouter à son contenu. Il définit également des indications fortes pour la mise en œuvre de procédures administratives.

Pour ce qui est des projets ou travaux, le SDAGE s'adresse aux Maîtres d'Ouvrage, mais aussi aux financeurs et le cas échéant à l'autorité administrative qui instruira le dossier en fixant des objectifs. Les orientations données demeurent le plus souvent générales, mais peuvent être d'un niveau de précision plus élevé pour certains projets.

Le SDAGE encourage aussi au développement de la recherche ou d'études particulières, ainsi qu'au suivi de l'ensemble des orientations et des mesures qu'il préconise, afin de vérifier leur niveau de contribution à la gestion équilibrée de la ressource en eau du bassin.

Les défis et dispositions associées du SDAGE concernant l'assainissement sont :

- **Défi 1 : Diminuer les pollutions ponctuelles des milieux par les polluants classiques:**

Le défi 1 vise la réduction des polluants classiques apportés par les eaux usées et les eaux pluviales souillées via une bonne fiabilité des branchements, réseaux et filières d'épuration, intégrant un traitement adapté à la proximité des usages aval.

- **Disposition D1.1** : Adapter les rejets issus des collectivités, des industriels et des exploitations agricoles au milieu récepteur.
- **Disposition D1.2 :** Maintenir le bon fonctionnement du patrimoine existant des collectivités, des industriels et des exploitations agricoles au regard des objectifs de bon état, des objectifs assignés aux zones protégées et des exigences réglementaires.
- **Disposition D1.3 :** Traiter et valoriser les boues des systèmes d'assainissement.
- **Disposition D1.4 :** Limiter l'impact des infiltrations en nappes.
- **Disposition D1.5 :** Valoriser le potentiel énergétique de l'assainissement.

BIOS – ©Tous droits réservés

Hôtel et Pépinière d'Entreprises du Jovinien
Avenue de Sully Prolongée – 89300 JOIGNY
Tél. 03 86 63 50 45 - Fax. 09 58 75 81 46 - E-mail : bios@be-bios.com – www.be-bios.com
SARL au capital de 100 000 € - RCS de SENS 484 059 142 – SIRET 484 059 142 00030

- **Disposition D1.6 :** Améliorer la collecte des eaux usées de temps sec par les réseaux collectifs d'assainissement.
- **Disposition D1.7 :** Limiter la création de petites agglomérations d'assainissement et maîtriser les pollutions ponctuelles dispersées de l'assainissement non collectif.
- **Disposition D1.8 :** Renforcer la prise en compte des eaux pluviales dans les documents d'urbanisme.
- **Disposition D1.9 :** Réduire les volumes collectés par temps de pluie.
- **Disposition D1.10 :** Optimiser le système d'assainissement et le système de gestion des eaux pluviales pour réduire les déversements par temps de pluie.
- **Disposition D1.11 :** Prévoir, en absence de solution alternative, le traitement des rejets urbains de temps de pluie dégradant la qualité du milieu récepteur.

- ***Défi 3 - Réduire les pollutions des milieux aquatiques par les micropolluants :***

Pour assurer une bonne qualité sanitaire de l'eau potable comme des produits de la pêche et de l'aquaculture (susceptibles de bio-concentrer fortement des micropolluants persistants urbains et industriels), le défi 3 comprend des dispositions relatives, d'une part, à la réduction et suppression des rejets à la source, d'autre part, au traitement performant des effluents toxiques, en particulier à l'amont proche des zones protégées.

- **Disposition D3.23 :** Améliorer la connaissance des pollutions par les micropolluants pour orienter les actions à mettre en place.
- **Disposition D3.24** : Adapter les actes administratifs en matière de rejets de micropolluants.
- **Disposition D3.25** : Intégrer dans les autres programmes et décisions pris dans le domaine de l'eau les objectifs de réduction des micropolluants ainsi que les objectifs spécifiques du littoral et ceux des programmes d'actions adoptés sur les aires d'alimentation de captage (AAC).
- **Disposition D3.27** : Responsabiliser les utilisateurs de micropolluants (activités économiques, unions professionnelles, agriculteurs, collectivités, associations, groupements et particuliers …).
- **Disposition D3.28 :** Mettre en œuvre prioritairement la réduction à la source des rejets de micropolluants.
- **Disposition D3.32 :** Soutenir les actions palliatives contribuant à la réduction des flux de micropolluants vers les milieux aquatiques.

BIOS – ©Tous droits réservés

Hôtel et Pépinière d'Entreprises du Jovinien
Avenue de Sully Prolongée – 89300 JOIGNY
Tél. 03 86 63 50 45 - Fax. 09 58 75 81 46 - E-mail : bios@be-bios.com – www.be-bios.com
SARL au capital de 100 000 € - RCS de SENS 484 059 142 – SIRET 484 059 142 00030

- ***Défi 8 : Limiter et prévenir le risque d'inondation***

Le défi 8 constitue la partie commune au SDAGE et au Plan de Gestion du risque inondation (PGRI) du bassin Seine-Normandie.

- **Disposition D8.142 :** Ralentir l'écoulement des eaux pluviales dans la conception des projets (2.B.1 PGRI).
- **Disposition D8.143 :** Prévenir la genèse des inondations par une gestion des eaux pluviales adaptée (2.B.2 PGRI).
- **Disposition D8.144 :** Privilégier la gestion et la rétention des eaux à la parcelle (2.F.2 PGRI).

Par ailleurs le **levier 1** (**Acquérir et partager les connaissances pour relever les défis**) encourage dans ces secteurs le suivi renforcé de la contamination de l'eau comme du biote par les micropolluants, y compris émergents, et le **levier 2** (**Développer la gouvernance et l'analyse économique pour relever les défis**) prévoit d'accroître la sensibilisation du public à la réduction des rejets de ces toxiques au réseau d'assainissement ou au milieu.

II - 1.3. Le Code de l'Environnement

Par application des articles L. 214-1 à L. 214-3 du Code de l'Environnement, les ouvrages, installations, travaux ou activités pouvant avoir un impact sur l'eau et les milieux aquatiques sont soumis à déclaration ou à autorisation, selon leur appartenance aux rubriques relatives à la nomenclature de ces opérations, défini à l'article R. 214-1 du Code de l'Environnement.

Parfois, le regroupement a lieu :

- selon le type même d'activité,
- le plus souvent selon le type d'effets qu'elles engendrent sur la ressource et les milieux aquatiques.

Il y apparaît également les seuils de déclenchement des régimes de déclaration et d'autorisation selon la gravité de ces effets.

Les projets devront suivre les recommandations techniques générales applicables aux rejets d'eaux pluviales et d'imperméabilisation et notamment soumis à déclaration ou autorisation :

- 2.1.5.0. Rejet d'eaux pluviales dans les eaux douces superficielles ou sur le sol ou dans le sous-sol, la surface totale du projet, augmentée de la surface correspondant à la partie du bassin naturel dont les écoulements sont interceptés par le projet, étant :
  - supérieure ou égale à 20 ha (autorisation) ;
  - supérieure à 1 ha, mais inférieure à 20 ha (déclaration).

BIOS – ©Tous droits réservés

Hôtel et Pépinière d'Entreprises du Jovinien
Avenue de Sully Prolongée – 89300 JOIGNY
Tél. 03 86 63 50 45 - Fax. 09 58 75 81 46 - E-mail : bios@be-bios.com – www.be-bios.com
SARL au capital de 100 000 € - RCS de SENS 484 059 142 – SIRET 484 059 142 00030

II - 2. Contexte règlementaire de l'assainissement collectif

II - 2.1. Compétence

Le Code Général des Collectivités Territoriales (CGCT) dans sa partie législative détermine les statuts des services d'assainissement municipaux (articles L 2224-7 à 12).

« Les communes sont compétentes en matière d'assainissement des eaux usées ». « Elles assurent le contrôle des raccordements au réseau public de collecte, la collecte, le transport et l'épuration des eaux usées, ainsi que l'élimination des boues produites. »

II - 2.2. Financement du service

Les modalités de recouvrement des dépenses d'assainissement sont fixées dans la partie réglementaire du CGCT (Articles R 2333-121 à 132).

« Les services publics d'eau et d'assainissement sont financièrement gérés comme des services à caractère industriel et commercial. Tout service public […], donne lieu à la perception de redevances d'assainissement établies dans les conditions fixées par les articles R. 2224-19-1 à R. 2224-19-11. »

« Les budgets des services publics à caractère industriel ou commercial exploités en régie, affermés ou concédés par les communes, doivent être équilibrés en recettes et en dépenses. »

« Le conseil municipal ou l'organe délibérant de l'établissement public compétent pour tout ou partie du service public d'assainissement collectif ou non collectif institue une redevance d'assainissement pour la part du service qu'il assure et en fixe le tarif. »

Par ailleurs, le Code de la Santé Publique (article L1331-7) précise que « *les propriétaires des immeubles soumis à l'obligation de raccordement au réseau public de collecte des eaux usées en application de l'article L. 1331-1 peuvent être astreints par la commune, […], à verser une participation pour le financement de l'assainissement collectif ».*

II - 2.3. Obligation des usagers

Le Code de la Santé Publique (CSP : article L1331-1) précise que « *le raccordement des immeubles aux réseaux publics de collecte disposés pour recevoir les eaux usées domestiques et établis sous la voie publique à laquelle ces immeubles ont accès soit directement, soit par l'intermédiaire de voies privées ou de servitudes de passage, est obligatoire dans le délai de deux ans à compter de la mise en service du réseau public de collecte* ».

Il peut être décidé par la commune qu'entre la mise en service du réseau public de collecte et le raccordement de l'immeuble ou l'expiration du délai accordé pour le raccordement, elle perçoit auprès des propriétaires des immeubles raccordables une somme équivalente à la redevance instituée en application de l'article L. 2224-12-2 du Code Général des Collectivités Territoriales.

BIOS – ©Tous droits réservés

Hôtel et Pépinière d'Entreprises du Jovinien
Avenue de Sully Prolongée – 89300 JOIGNY
Tél. 03 86 63 50 45 - Fax. 09 58 75 81 46 - E-mail : bios@be-bios.com – www.be-bios.com
SARL au capital de 100 000 € - RCS de SENS 484 059 142 – SIRET 484 059 142 00030

« Tant que le propriétaire ne s'est pas conformé aux obligations prévues aux articles L. 1331-1 à L. 1331-7-1, il est astreint au paiement d'une somme au moins équivalente à la redevance qu'il aurait payée au service public d'assainissement si son immeuble avait été raccordé au réseau ou équipé d'une installation d'assainissement autonome réglementaire, et qui peut être majorée dans une proportion fixée par le conseil municipal dans la limite de 100 %. » (L1331-8 du CSP).

II - 3. Contexte réglementaire de l'assainissement non collectif

II - 3.1. Obligation de contrôles et de réhabilitation

L'article L. 2224-10 du CGCT fixe comme responsabilité aux communes de contrôler les dispositifs privés d'assainissement.

Le Code Général des Collectivités Territoriales, ainsi que l'arrêté du 27 avril 2012 précise :

« *Pour les immeubles non raccordés au réseau public de collecte, la commune assure le contrôle des installations d'assainissement non collectif. Cette mission consiste :*

1° dans le cas des installations neuves ou à réhabiliter, en un examen préalable de la conception joint, s'il y a lieu, à tout dépôt de demande de permis de construire ou d'aménager et en une vérification de l'exécution. A l'issue du contrôle, la commune établit un document qui évalue la conformité de l'installation au regard des prescriptions réglementaires ;

2° dans le cas des autres installations, en une vérification du fonctionnement et de l'entretien. A l'issue du contrôle, la commune établit un document précisant les travaux à réaliser pour éliminer les dangers pour la santé des personnes et les risques avérés de pollution de l'environnement. »

Sur la base des documents fournis par le propriétaire de l'immeuble, et lors d'une visite sur place, la mission de contrôle consiste en plusieurs opérations :

- vérification de l'accessibilité et des défauts d'entretien et d'usure éventuels,
- vérification du bon fonctionnement de l'installation, ne créant pas de risques environnementaux, sanitaires ou de nuisances,
- identification, localisation et caractérisation des dispositifs constituant l'installation,
- vérification du respect des prescriptions techniques réglementaires en vigueur lors de la réalisation ou la réhabilitation de l'installation.

Techniquement, les systèmes d'assainissement non collectif doivent répondre à toutes les dispositions prescrites dans l'Arrêté du 7 septembre 2009 modifié**.**

La Loi sur l'Eau **n° 2006-1772 du 30 décembre 2006** édicte le principe suivant *« En cas de non-conformité de son installation d'assainissement non collectif à la réglementation en vigueur, le*

BIOS – ©Tous droits réservés

Hôtel et Pépinière d'Entreprises du Jovinien
Avenue de Sully Prolongée – 89300 JOIGNY
Tél. 03 86 63 50 45 - Fax. 09 58 75 81 46 - E-mail : bios@be-bios.com – www.be-bios.com
SARL au capital de 100 000 € - RCS de SENS 484 059 142 – SIRET 484 059 142 00030

propriétaire fait procéder aux travaux prescrits par le document établi à l'issue du contrôle, dans un délai de quatre ans suivant sa réalisation. ». Ce délai est de 1 an après une vente.

L'article L.1331-1 du Code de la Santé Publique est sans ambiguïté sur ce point ; il impose que les systèmes d'assainissement non collectif soient " *maintenus en bon état de fonctionnement* ". C'est donc une obligation générale et permanente de chacun des propriétaires.

Par conséquent, l'obligation de réhabiliter un système s'impose dès qu'il n'est plus en mesure de garantir simultanément la protection de l'environnement et celle de la santé publique, qui sont les deux objectifs fondamentaux de l'assainissement, qu'il soit collectif ou non collectif.

L'Arrêté du 27 avril 2012 relatif aux modalités de l'exécution de la mission de contrôle des installations d'assainissement non collectif précise cet aspect et notamment les délais de réhabilitation (voir tableau suivant).

BIOS – ©Tous droits réservés

Hôtel et Pépinière d'Entreprises du Jovinien
Avenue de Sully Prolongée – 89300 JOIGNY
Tél. 03 86 63 50 45 - Fax. 09 58 75 81 46 - E-mail : bios@be-bios.com – www.be-bios.com
SARL au capital de 100 000 € - RCS de SENS 484 059 142 – SIRET 484 059 142 00030

PROBLÈMES CONSTATÉS SUR L'INSTALLATION	ZONE À ENJEUX SANITAIRES OU ENVIRONNEMENTAUX		
	NON	Enjeux sanitaires	OUI Enjeux environnementaux
▸ Absence d'installation	Non respect de l'article L. 1331-1-1 du code de la santé publique * Mise en demeure de réaliser une installation conforme * Travaux à réaliser dans les meilleurs délais		
▸ Défaut de sécurité sanitaire (contact direct, transmission de maladies par vecteurs, nuisances olfactives récurrentes) ▸ Défaut de structure ou de fermeture des ouvrages constituant l'installation ▸ Implantation à moins de 35 mètres en amont hydraulique d'un puits privé déclaré et utilisé pour l'alimentation en eau potable d'un bâtiment ne pouvant pas être raccordé au réseau public de distribution	Installation non conforme > Danger pour la santé des personnes Article 4 - cas a) * Travaux obligatoires sous 4 ans * Travaux dans un délai de 1 an si vente		
▸ Installation incomplète ▸ Installation significativement sous-dimensionnée ▸ Installation présentant des dysfonctionnements majeurs	Installation non conforme Article 4 - cas c) * Travaux dans un délai de 1 an si vente	Installation non conforme > Danger pour la santé des personnes Article 4 - cas a) * Travaux obligatoires sous 4 ans * Travaux dans un délai de 1 an si vente	Installation non conforme > Risque environnemental avéré Article 4 - cas b) * Travaux obligatoires sous 4 ans * Travaux dans un délai de 1 an si vente
▸ Installation présentant des défauts d'entretien ou une usure de l'un de ses éléments constitutifs	* Liste de recommandations pour améliorer le fonctionnement de l'installation		

La commune doit donc, par ces vérifications, s'assurer que les dispositifs d'assainissement non collectif privés permettent non seulement une bonne infiltration dans le sol, mais aussi garantissent un niveau de traitement des eaux usées suffisant.

BIOS – ©Tous droits réservés

Hôtel et Pépinière d'Entreprises du Jovinien
Avenue de Sully Prolongée – 89300 JOIGNY
Tél. 03 86 63 50 45 - Fax. 09 58 75 81 46 - E-mail : bios@be-bios.com – www.be-bios.com
SARL au capital de 100 000 € - RCS de SENS 484 059 142 – SIRET 484 059 142 00030

II - 3.2. Compétence et financement du service

Pour effectuer ses obligations de contrôles, la commune doit créer un Service Public d'Assainissement Non Collectif (S.P.A.N.C.) et fixer une redevance payable par chaque propriétaire pour le financement d'un personnel formé au contrôle des dispositifs d'assainissement non collectif ou d'un prestataire chargé de ces missions.

Cette mission peut être déléguée (communauté de communes, délégation de Service Public, syndicat d'assainissement …).

La périodicité des contrôles est fixée à 10 ans maximum (Loi Grenelle 2, juillet 2010).

Comme pour l'assainissement collectif, le service est financièrement géré comme un service à caractère industriel et commercial et donne lieu à la perception de redevances d'assainissement.

Le CGCT précise que « *La redevance d'assainissement non collectif comprend une part destinée à couvrir les charges de contrôle de la conception, de l'implantation et de la bonne exécution et du bon fonctionnement des installations et, le cas échéant, une part destinée à couvrir les charges d'entretien de celles-ci*. »

II - 3.3. Obligation des usagers non raccordés au réseau collectif

L'article L1331-1-1 du CSP prévoit que « *les immeubles non raccordés au réseau public de collecte des eaux usées sont équipés d'une installation d'assainissement non collectif dont le propriétaire assure l'entretien régulier et qu'il fait périodiquement vidanger par une personne agréée par le représentant de l'Etat dans le département, afin d'en garantir le bon fonctionnement. »*

II - 4. Contexte règlementaire de l'assainissement pluvial

II - 4.1. Compétence et financement du service

II - 4.1.1. Compétence

Le Code Général des Collectivités Territoriales (CGCT) dans sa partie législative détermine le statut du service d'assainissement pluvial (article L 2226-1).

« La gestion des eaux pluviales urbaines correspondant à la collecte, au transport, au stockage et au traitement des eaux pluviales des aires urbaines constitue un service public administratif (SPA) *relevant des communes, dénommé service public de gestion des eaux pluviales urbaines. »*

BIOS – ©Tous droits réservés

Hôtel et Pépinière d'Entreprises du Jovinien
Avenue de Sully Prolongée – 89300 JOIGNY
Tél. 03 86 63 50 45 - Fax. 09 58 75 81 46 - E-mail : bios@be-bios.com – www.be-bios.com
SARL au capital de 100 000 € - RCS de SENS 484 059 142 – SIRET 484 059 142 00030

« La commune ou l'établissement public compétent chargé du service public de gestion des eaux pluviales urbaines, mentionné à l'article L. 2226-1 :

1° définit les éléments constitutifs du système de gestion des eaux pluviales urbaines en distinguant les parties formant un réseau unitaire avec le système de collecte des eaux usées et les parties constituées en réseau séparatif. Ces éléments comprennent les installations et ouvrages, y compris les espaces de rétention des eaux, destinés à la collecte, au transport, au stockage et au traitement des eaux pluviales ;

2° assure la création, l'exploitation, l'entretien, le renouvellement et l'extension de ces installations et ouvrages ainsi que le contrôle des dispositifs évitant ou limitant le déversement des eaux pluviales dans ces ouvrages publics. »

II - 4.1.2. Financement du service

Un Service Public d'Assainissement est principalement financé par des recettes fiscales ou par des subventions, c'est-à-dire par les impôts locaux et donc le budget général de la commune. Les possibilités de financement par une redevance basées sur la surface imperméabilisée ont été supprimées par le législateur en 2015 (loi de Finance).

II - 4.2. Gestion des eaux pluviales

Le Code Général des Collectivités Territoriales (CGCT) à l'article L. 2224-10, attribue « *obligation aux communes et à leurs établissements publics de coopération d'effectuer notamment la délimitation après enquête publique » : [...]*

- *3° les zones où des mesures doivent être prises pour limiter l'imperméabilisation des sols et pour assurer la maîtrise du débit et de l'écoulement des eaux pluviales et de ruissellement ;*
- *4° les zones où il est nécessaire de prévoir des installations pour assurer la collecte, le stockage éventuel et, en tant que de besoin, le traitement des eaux pluviales et de ruissellement lorsque la pollution qu'elles apportent au milieu aquatique risque de nuire gravement à l'efficacité des dispositifs d'assainissement.*

Dans le cadre du dépôt d'un permis de construire ou d'un permis d'aménager, des prescriptions relatives à la gestion des eaux pluviales peuvent donc s'appliquer au pétitionnaire au travers des documents et règles d'urbanisme en vigueur sur la collectivité et donc du zonage pluvial.

BIOS – ©Tous droits réservés

Hôtel et Pépinière d'Entreprises du Jovinien
Avenue de Sully Prolongée – 89300 JOIGNY
Tél. 03 86 63 50 45 - Fax. 09 58 75 81 46 - E-mail : bios@be-bios.com – www.be-bios.com
SARL au capital de 100 000 € - RCS de SENS 484 059 142 – SIRET 484 059 142 00030

Le Code Civil définit des droits et obligations aux propriétaires à l'égard des eaux qui découlent naturellement de leurs terrains :

- les eaux pluviales en provenance des toits ne doivent pas s'écouler directement sur un fonds voisin, mais sur le terrain du propriétaire ou sur la voie publique (Art. 681 du Code Civil). Lorsque la toiture se situe en limite de propriété, cela définit **une servitude d'égout de toit,**
- le propriétaire d'un fonds inférieur est obligé de recevoir les eaux qui découlent naturellement du fonds supérieur (Art. 640 du Code Civil) : cela constitue une **servitude naturelle d'écoulement**. Cependant, les propriétaires des fonds ne peuvent pas réaliser de modifications ou travaux ayant pour effet d'aggraver une telle servitude. Ainsi :
    - le propriétaire du fonds supérieur ne peut aggraver la servitude naturelle d'écoulement en réalisant, par exemple, des travaux modifiant l'orientation ou la vitesse des écoulements ;
    - le propriétaire du fonds inférieur ne peut faire obstacle à l'écoulement en réalisant, par exemple, une digue ou un renvoi des eaux vers le fonds supérieur.

Le Code de la Voirie Routière limite quant à lui la possibilité de certains écoulements sur la voie publique (sécurité, conservation) : *« Seront punis d'amende prévue pour les contraventions de la cinquième classe ceux qui : (...) 4° auront laissé écouler ou auront répandu ou jeté sur les voies publiques des substances susceptibles de nuire à la salubrité et à la sécurité publiques ou d'incommoder le public ; (...). »* Art. R116-2 (1958+).

L'article 2212-2 al. 5 du Code Général des Collectivités Territoriales (CGCT), concernant les pouvoirs de police du Maire, permet également une intervention en cas de pollution et / ou d'inondation.

BIOS – ©Tous droits réservés

Hôtel et Pépinière d'Entreprises du Jovinien
Avenue de Sully Prolongée – 89300 JOIGNY
Tél. : 03 86 63 50 45 / Fax : 09.58.75.81.46 / E-mail : bios@be-bios.com
SARL au capital de 100 000 € - RCS de SENS 484 059 142 – SIRET 484 059 142 00030

III - DESCRIPTIF COMMUNAL

La commune de LINDRY est située dans le Département de l'Yonne à environ 10 km à l'Ouest de AUXERRE.

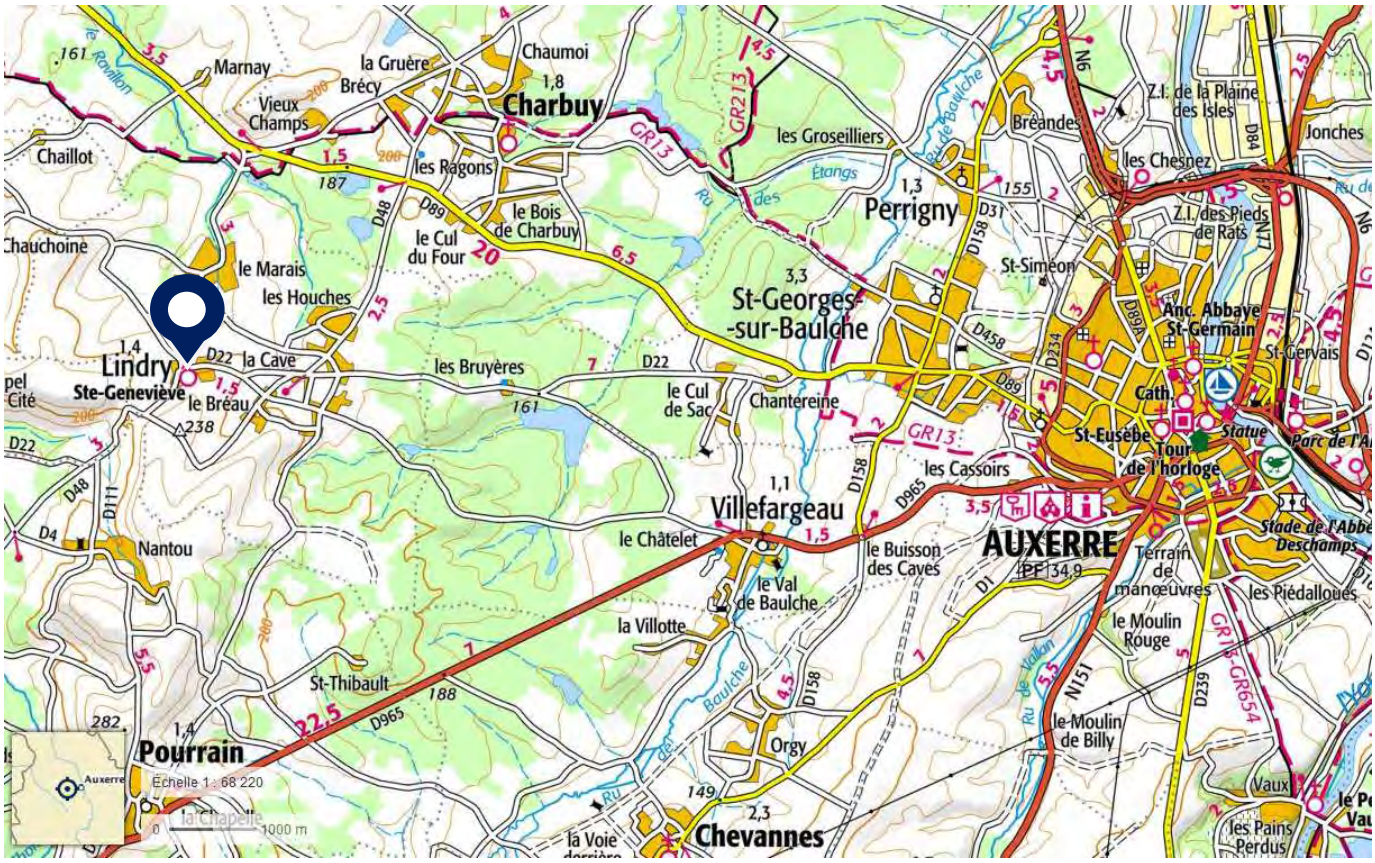


Figure 1 : Localisation de la zone d'étude

III - 1. Population et urbanisation

Les données suivantes proviennent de l'INSEE (données 2018).

III - 1.1. Population

La commune s'étend sur 15.2 km² et comptait 1 386 habitants au dernier recensement de la population (en 2014). La densité de population du village est de 91 habitants par km².

La population augmente depuis 1968 d'en moyenne 22 habitants par an (+ 0.9%).

BIOS – ©Tous droits réservés

Hôtel et Pépinière d'Entreprises du Jovinien
Avenue de Sully Prolongée – 89300 JOIGNY
Tél. : 03 86 63 50 45 / Fax : 09.58.75.81.46 / E-mail : bios@be-bios.com
SARL au capital de 100 000 € - RCS de SENS 484 059 142 – SIRET 484 059 142 00030

POP T1 - Population

	1968(*)	1975(*)	1982	1990	1999	2009	2014
Population	521	581	814	906	950	1 273	1 386
Densité moyenne (hab/km²)	34,2	38,1	53,4	59,5	62,4	83,6	91,0

POP T2M - Indicateurs démographiques

	1968 à 1975	1975 à 1982	1982 à 1990	1990 à 1999	1999 à 2009	2009 à 2014
Variation annuelle moyenne de la population en %	1,6	4,9	1,3	0,5	3,0	1,7
due au solde naturel en %	-0,4	0,1	0,2	0,4	1,0	0,8
due au solde apparent des entrées sorties en %	2,0	4,8	1,2	0,2	1,9	0,9
Taux de natalité (‰)	11,8	11,0	10,7	10,8	14,7	12,3
Taux de mortalité (‰)	15,8	10,1	9,1	7,2	4,2	4,6

III - 1.2. Logements

Le nombre de logements sur la commune a été estimé à 580 en 2014. Ces logements se composent de 530 résidences principales, 23 résidences secondaires ou occasionnelles, ainsi que 27 logements vacants.

LOG T2 - Catégories et types de logements

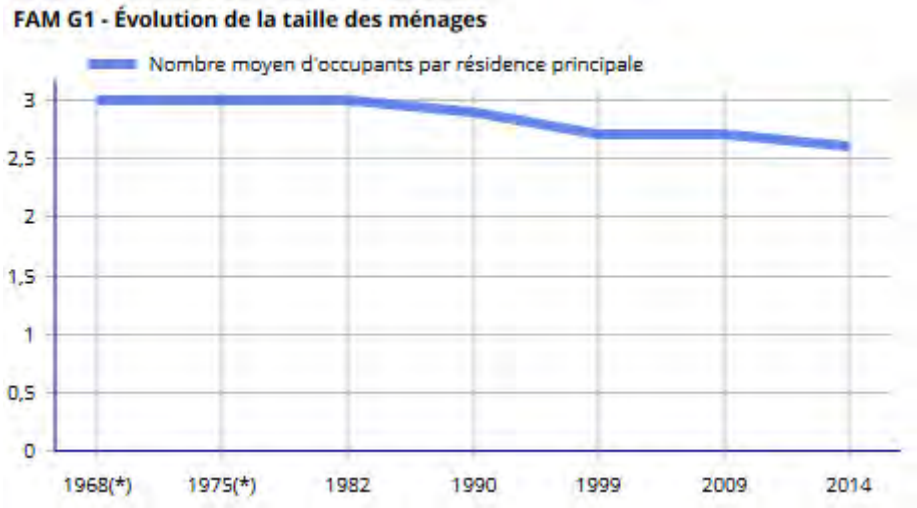
	2014	%	2009	%
Ensemble	**580**	**100,0**	**521**	**100,0**
Résidences principales	*530*	*91,3*	*478*	*91,7*
Résidences secondaires et logements occasionnels	*23*	*3,9*	*18*	*3,4*
Logements vacants	*27*	*4,7*	*26*	*5,0*
Maisons	*572*	*98,7*	*516*	*98,9*
Appartements	*7*	*1,2*	*6*	*1,1*

Le nombre de logements vacants et de résidences secondaires est en régression depuis 2009. A contrario, le nombre de résidences principales est en nette augmentation depuis 2009 (+ 10 logements par an entre 2009 et 2014).

BIOS – ©Tous droits réservés

Hôtel et Pépinière d'Entreprises du Jovinien
Avenue de Sully Prolongée – 89300 JOIGNY
Tél. : 03 86 63 50 45 / Fax : 09.58.75.81.46 / E-mail : bios@be-bios.com
SARL au capital de 100 000 € - RCS de SENS 484 059 142 – SIRET 484 059 142 00030

La taille des ménages est en diminution depuis 1968, passant de 3 à près de 2,5 habitants par ménage. Elle reste supérieure à la moyenne nationale (2.3 habitants par ménage).



III - 1.3. Les documents d'urbanisme et de zonage

La commune de LINDRY possède un POS approuvé en 1989 et révisé en 2009. Le PLU a été approuvé en 2018.

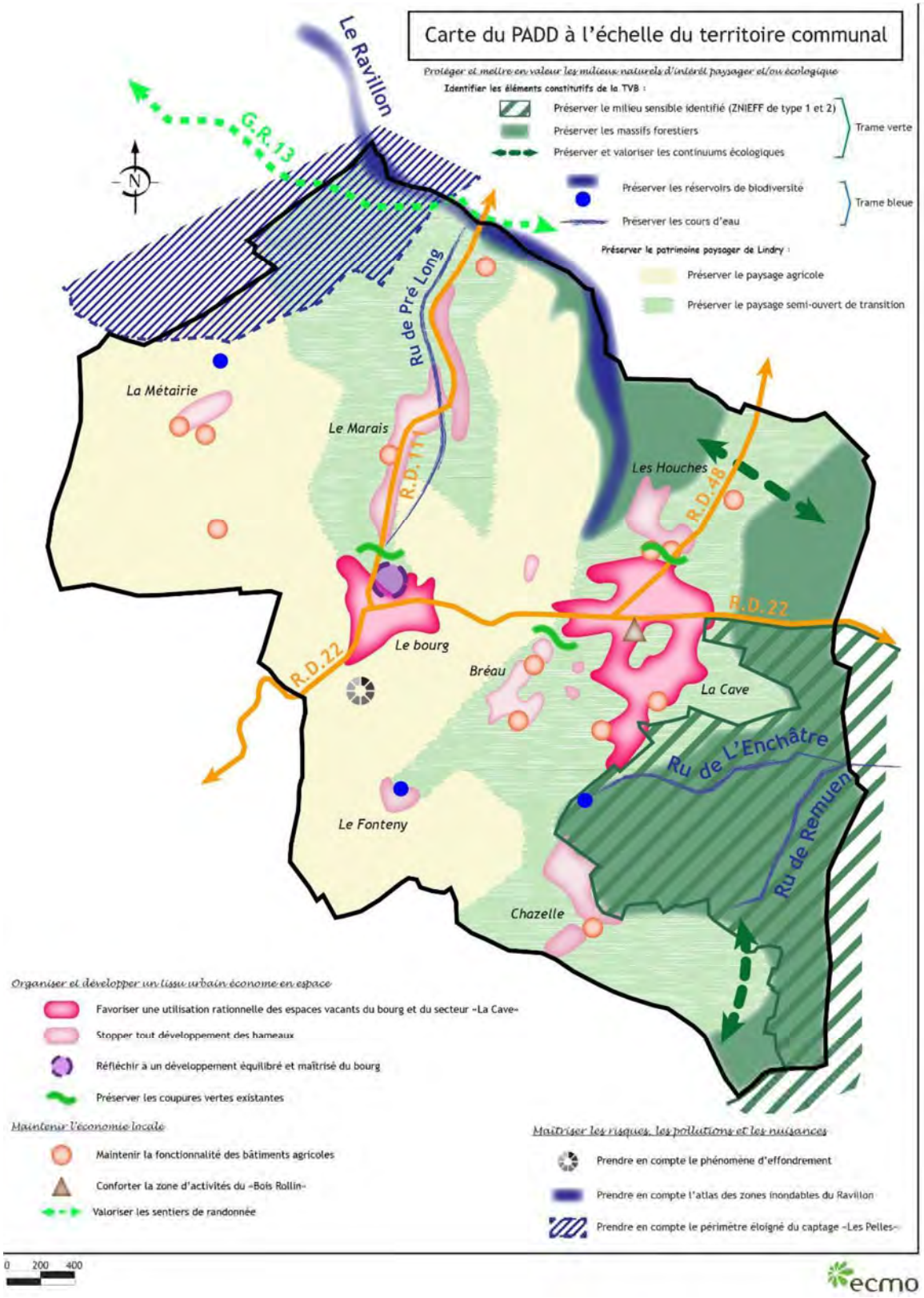
Concernant l'assainissement, les orientations principales du projet (PADD, bureau d'études ECMO 2017) sont :

- la gestion des eaux pluviales sera traitée au plus près possible du cycle naturel de l'eau afin d'éviter la surcharge du réseau d'assainissement, ce qui participe à l'amélioration de la qualité générale des eaux superficielles et permet de répondre à l'aggravation des épisodes pluvieux intenses. La commune attend tout particulièrement :
  - que soient maîtrisées les eaux pluviales par une gestion des ruissellements à la source ;
  - que soit favorisées des solutions alternatives de gestion des eaux pluviales (noues, bassins) ;
- la préservation des trames bleues et vertes (schéma de cohérence écologique) ;
- la préservation de la ressource en eau par la prise en compte du SDAGE « Seine-Normandie » ;
- la préservation des voies d'eau naturelles jouant un rôle important dans la gestion des eaux pluviales et la limitation du ruissellement ;
- la préservation de toute nouvelle urbanisation dans la zone d'expansion des crues du Ravillon ;
- la prise en compte le périmètre de protection de la source des pelles située sur POILLY-SUR-THOLON ;
- la prise en compte le risque de remontée de nappes dans la définition du projet communal.

BIOS – ©Tous droits réservés

Hôtel et Pépinière d'Entreprises du Jovinien
Avenue de Sully Prolongée – 89300 JOIGNY
Tél. : 03 86 63 50 45 / Fax : 09.58.75.81.46 / E-mail : bios@be-bios.com
SARL au capital de 100 000 € - RCS de SENS 484 059 142 – SIRET 484 059 142 00030

Figure 2 : Carte du PADD (ECMO 2017)



BIOS – ©Tous droits réservés

Hôtel et Pépinière d'Entreprises du Jovinien
Avenue de Sully Prolongée – 89300 JOIGNY
Tél. : 03 86 63 50 45 / Fax : 09.58.75.81.46 / E-mail : bios@be-bios.com
SARL au capital de 100 000 € - RCS de SENS 484 059 142 – SIRET 484 059 142 00030

III - 2. Alimentation en Eau Potable - AEP

III - 2.1. Gestion du service

Le service AEP de LINDRY est géré en affermage par la Lyonnaise des Eaux (Communauté d'Agglomération d'AUXERRE).

III - 2.2. Consommation de l'eau potable et prix de l'eau

La répartition du coût de l'eau pour 120 m^3 est la suivante.

Tableau 1 : Prix de l'eau en 2017

Abonnement (HT)	Coût au m^3 (€ HT)	Redevance pollution d'origine domestique (€ HT/m^3)	Part Communauté de l'Auxerrois (€ HT/m^3)	Part Agence de l'Eau (€ HT/m^3)
30,93	0,116	0,42	0,5984	0,1401

Le tableau suivant présente le nombre d'abonnés AEP, la population et la consommation par abonné.

Tableau 2 : Nombre d'abonnés AEP

Population 2014 (INSEE)	Nombre abonnés 2017	Consommation 2017 (m^3)	m^3/abonné
1 386	613	58 400	95,3

III - 2.3. Périmètre de protection de captage

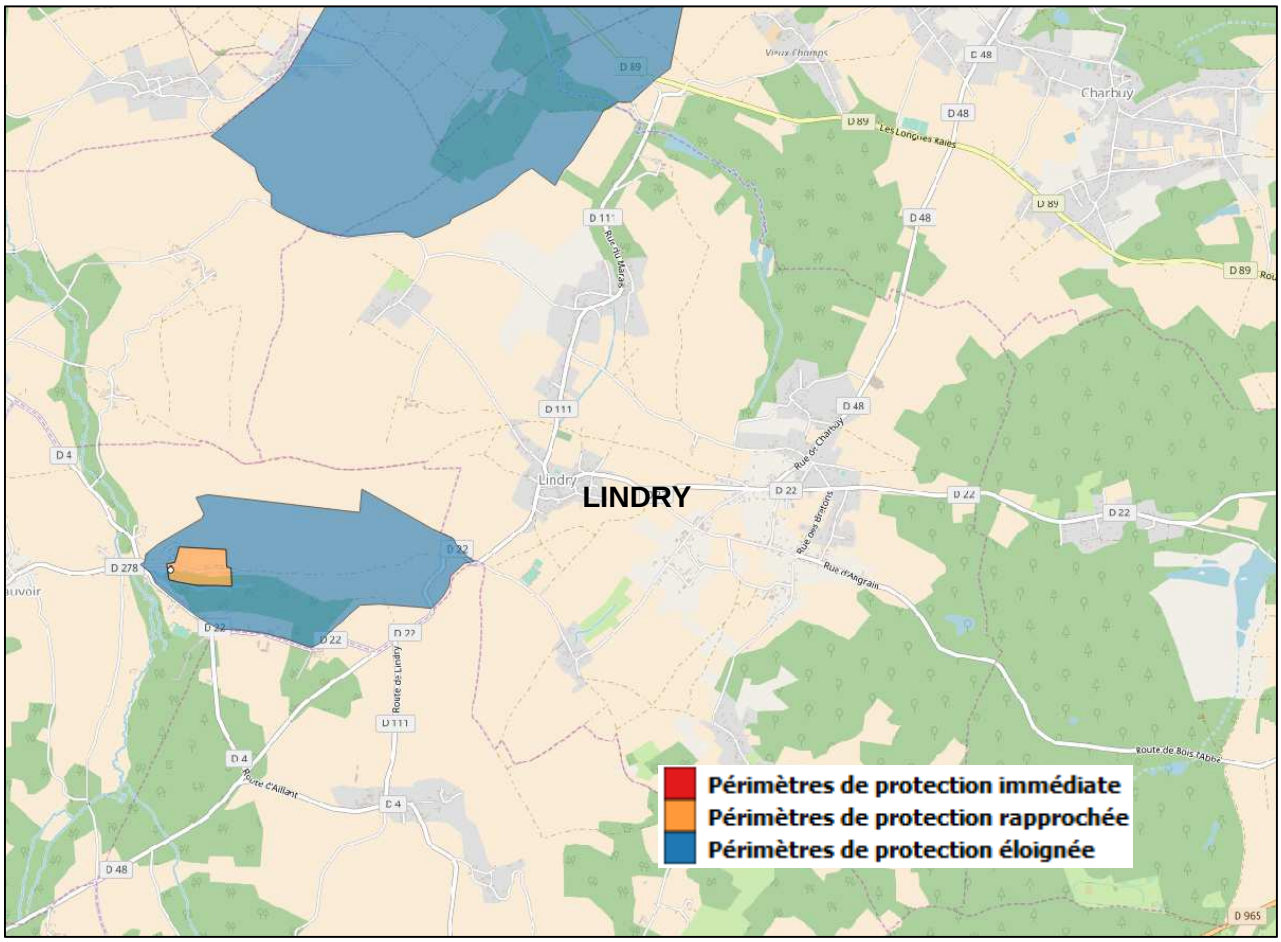
Deux périmètres de protection de captages d'eau (exploités sur des communes voisines) sont existants sur la commune.

LINDRY est en particulier concernée par le périmètre éloigné du captage de la source des Pelles, située sur la commune de POILLY-SUR-THOLON. Le captage aval situé à POILLY-SUR-THOLON n'est plus utilisé.

La figure suivante localise les captages et leurs périmètres.

BIOS – ©Tous droits réservés

Hôtel et Pépinière d'Entreprises du Jovinien
Avenue de Sully Prolongée – 89300 JOIGNY
Tél. : 03 86 63 50 45 / Fax : 09.58.75.81.46 / E-mail : bios@be-bios.com
SARL au capital de 100 000 € - RCS de SENS 484 059 142 – SIRET 484 059 142 00030



BIOS – ©Tous droits réservés

Hôtel et Pépinière d'Entreprises du Jovinien
Avenue de Sully Prolongée – 89300 JOIGNY
Tél. : 03 86 63 50 45 / Fax : 09.58.75.81.46 / E-mail : bios@be-bios.com
SARL au capital de 100 000 € - RCS de SENS 484 059 142 – SIRET 484 059 142 00030

IV - CONTEXTE ENVIRONNEMENTAL

IV - 1. Géologie

La zone d'étude est intégrée à la partie Sud-Est du Bassin Parisien constitué par des auréoles jurassiques et crétacées (-205 à -65 millions d'années). La géologie du secteur est cartographiée sur la feuille de « AUXERRE » éditée au 1/50000ème par le Bureau d'Etudes Géologiques et Minières (B.R.G.M.).

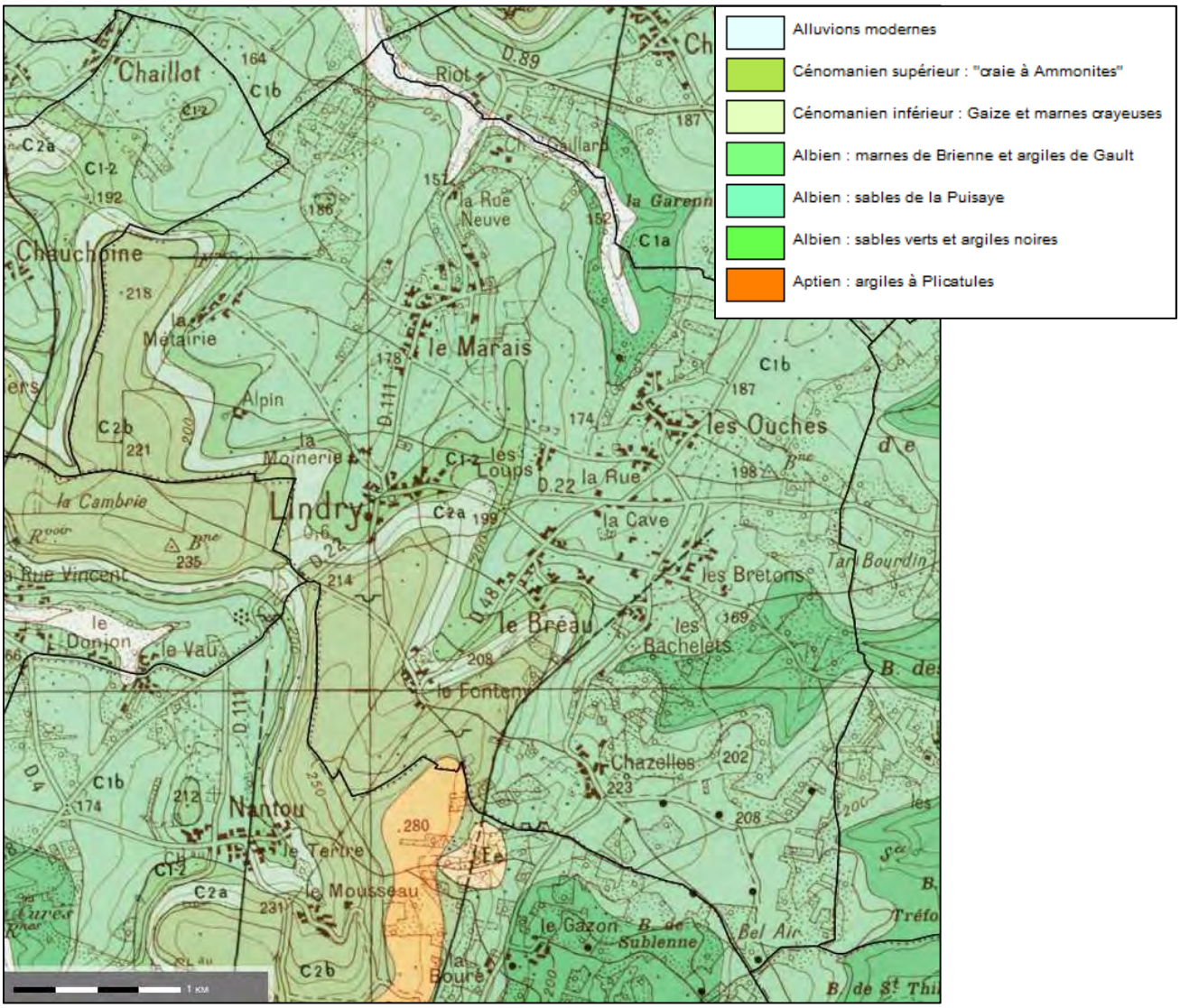


Figure 3 : Carte géologique 1/50 000 (BRGM)

BIOS – ©Tous droits réservés

Hôtel et Pépinière d'Entreprises du Jovinien
Avenue de Sully Prolongée – 89300 JOIGNY
Tél. : 03 86 63 50 45 / Fax : 09.58.75.81.46 / E-mail : bios@be-bios.com
SARL au capital de 100 000 € - RCS de SENS 484 059 142 – SIRET 484 059 142 00030

Les formations rencontrées sont les suivantes :

- **des Alluvions modernes (Fz) :** Elles sont constituées essentiellement de dépôts sableux provenant du bassin versant. Elles longent le cours du Tholon ainsi que l'écoulement de la source de la Fauviture en remontant le vallon jusqu'au hameau du Vaux,
- **des formations du Cénomanien supérieur (c_{2b}) :** Il s'agit d'une craie compacte et cassante.
- **des formations du Cénomanien inférieur (c_{2a}) :** De niveau inférieur à celui de la craie, cette formation est constituée de marnes crayeuses et glauconieuses puis de gaize.
- **des formations du Cénomanien albien (c_{1-2}) :** Cette formation intermédiaire est formée d'une transition régulière des marnes de Brienne aux argiles du Gault.
- **les sables de Puisaye de l'Albien (c_{1b}) :** Ce sont des sables jaunes hétérométriques contenant des bancs de grés ferrugineux et de petits niveaux d'argiles.
- **les sables verts et les argiles noires de l'Albien** (c_{1a}) : Les sables et argiles alternent en proportions irrégulières. Les sables sont fins et renferment quelques bancs glauconieux verts. Cette formation comporte généralement deux niveaux argileux.

IV - 2. Hydrogéologie

Les formations géologiques variées de la région abritent différents types de réservoirs aquifères : la nappe de la craie, celle des sables de l'Albien, celle des calcaires du Portlandien, et celle des calcaires à Astrates :

- **la nappe de la craie :** Les roches du Crétacé supérieur contiennent des nappes de dimensions variables. Profonde de 20 à 30 mètres sur les plateaux, elle est alimentée par percolation des eaux de pluie. Il existe également des circulations préférentielles de type karstique.
- **la nappe des sables de l'Albien :** La nappe peut être captive ou libre. La partie libre de la nappe n'est jamais profonde (moins de 20 mètres) et émerge de façon diffuse sans exutoire bien localisé.

Sur LINDRY, LES HOUCHES (secteur des HOUCHES aux BACHELETS), l'aquifère captée sont les sables de Puisaye (eau située entre moins de 1.8 et 11 mètres en étiage).

Ces sables de Puisaye sont parfois recouverts par des argiles noires peu perméables. Ainsi, des nappes perchées sont existantes lors des périodes de saturation des sols (épisodes pluvieux importants).

BIOS – ©Tous droits réservés

Hôtel et Pépinière d'Entreprises du Jovinien
Avenue de Sully Prolongée – 89300 JOIGNY
Tél. : 03 86 63 50 45 / Fax : 09.58.75.81.46 / E-mail : bios@be-bios.com
SARL au capital de 100 000 € - RCS de SENS 484 059 142 – SIRET 484 059 142 00030

IV - 3. Milieux naturels remarquables

IV - 3.1. Zones Naturelles d'Intérêt Ecologique Faunistique Floristique

Les Z.N.I.E.F.F. sont :

- soit de vastes ensembles offrant un potentiel biologique notable (Z.N.I.E.F.F. de type II) ;
- soit des milieux où les scientifiques ont identifié des espèces de faune ou de flore menacées de disparaître (Z.N.I.E.F.F. de type I).

La Zone Naturelle d'Intérêt Ecologique Faunistique Floristique **Vallées de l'Yonne et de la Baulche et forêts autour d'AUXERRE** s'étend en partie sur la commune.

Située à l'Ouest de la Champagne humide, cette ZNIEFF de type 2 englobe 6 ZNIEFF de type 1.

Ce site revêt d'un intérêt général notamment pour ses habitats humides et secs. Il est délimité par les cours d'eau (*Yonne, Sinotte, Baulche*), les massifs boisés et les milieux riches en habitats, faune et flore d'intérêt régional.

Diverses espèces déterminantes pour l'inventaire ZNIEFF ont été notées comme le Chabot (Cottus gobio) et la Lamproie de Planer (Lampetra planeri), deux poissons d'intérêt européen, indicateurs d'une bonne qualité de l'eau.

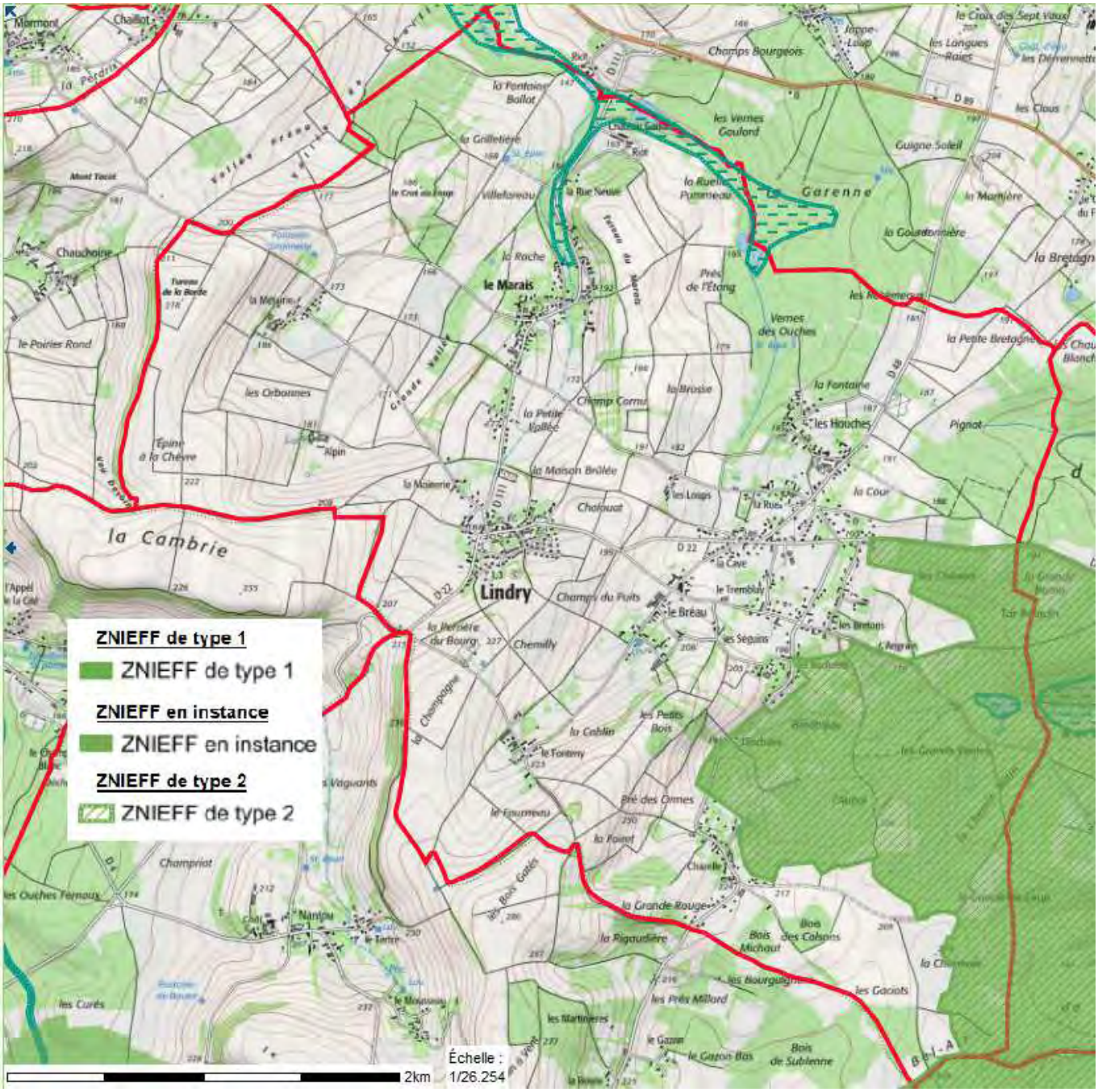
Figure 4 : Lamproie de Planer (à gauche) et Chabot (à droite)



BIOS – ©Tous droits réservés

Hôtel et Pépinière d'Entreprises du Jovinien
Avenue de Sully Prolongée – 89300 JOIGNY
Tél. : 03 86 63 50 45 / Fax : 09.58.75.81.46 / E-mail : bios@be-bios.com
SARL au capital de 100 000 € - RCS de SENS 484 059 142 – SIRET 484 059 142 00030

Figure 5 : ZNIEFF et zones humides



BIOS – ©Tous droits réservés

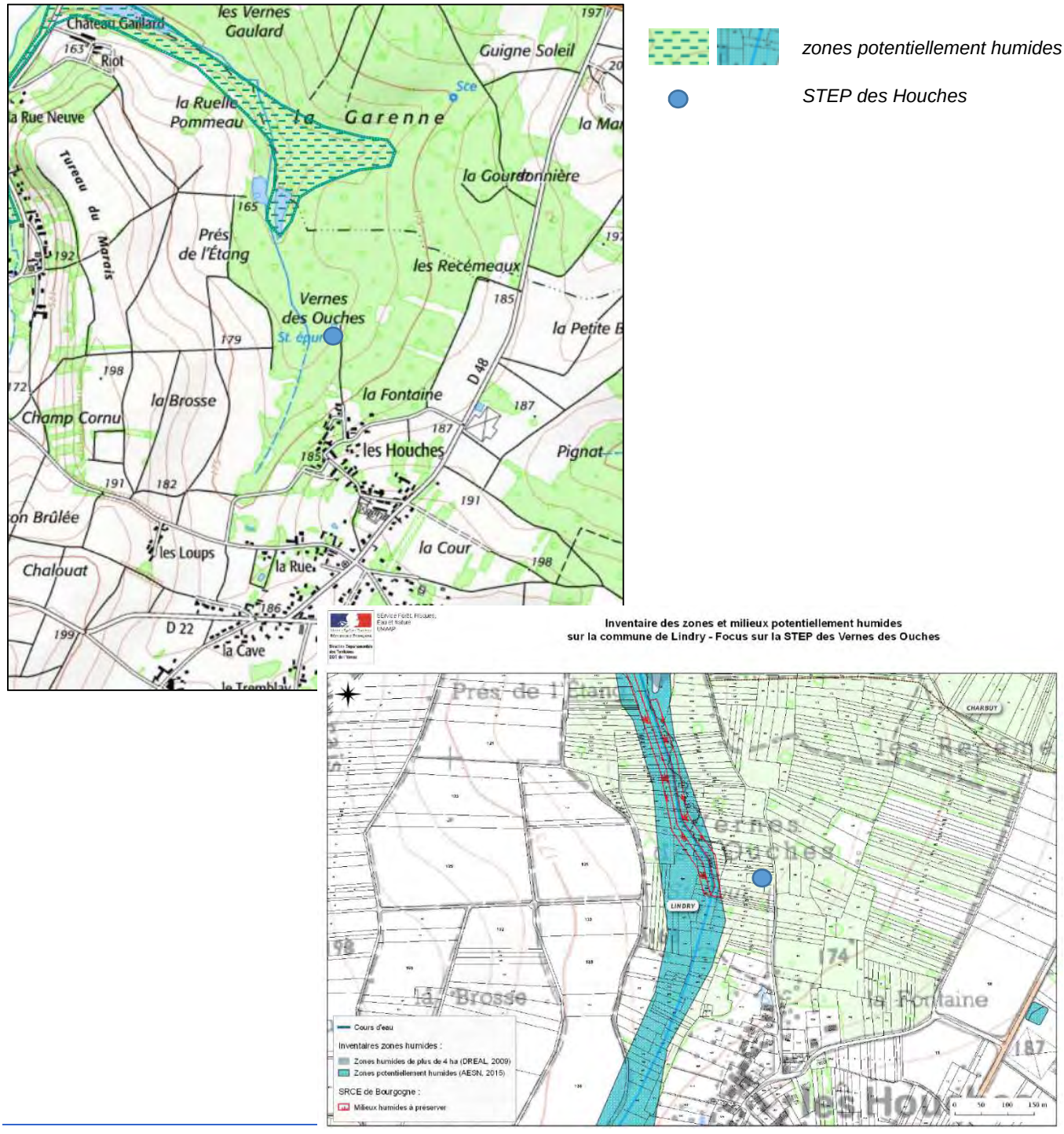
Hôtel et Pépinière d'Entreprises du Jovinien
Avenue de Sully Prolongée – 89300 JOIGNY
Tél. : 03 86 63 50 45 / Fax : 09.58.75.81.46 / E-mail : bios@be-bios.com
SARL au capital de 100 000 € - RCS de SENS 484 059 142 – SIRET 484 059 142 00030

IV - 3.2. Zones humides

Une zone potentiellement humide est répertoriée sur la commune. Celle-ci comprend le ruisseau du RAVILLON et un ru issu du hameau des HOUCHES.

Localement, le recensement AESN 2015 montre des zones potentiellement humides sur le tout le secteur RAVILLON.

Figure 6 : Localisation des zones potentiellement humides (DREAL Bourgogne 2009 – zone de plus de 4 ha)



BIOS – ©Tous droits réservés

Hôtel et Pépinière d'Entreprises du Jovinien
Avenue de Sully Prolongée – 89300 JOIGNY
Tél. : 03 86 63 50 45 / Fax : 09.58.75.81.46 / E-mail : bios@be-bios.com
SARL au capital de 100 000 € - RCS de SENS 484 059 142 – SIRET 484 059 142 00030

IV - 3.3. Zones inondables

La commune est soumise au phénomène d'inondations par remontée de nappe comme le présente la carte suivante.

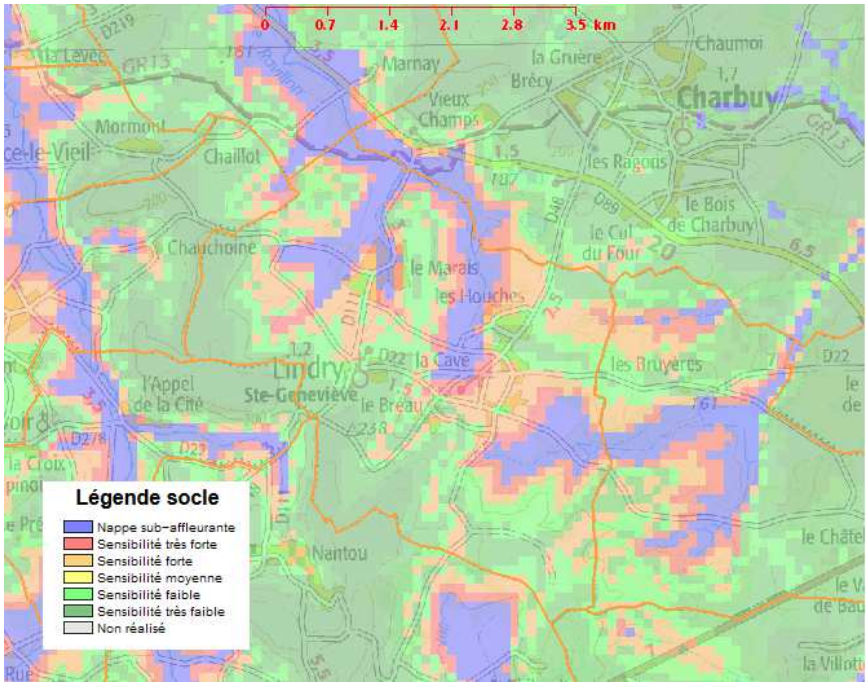


Figure 7 : Inondations par remontée de nappe

IV - 3.4. Sensibilité au risque de retrait-gonflement des sols argileux

Sur le territoire communal, il existe un risque lié au retrait-gonflement des argiles. Le retrait-gonflement des argiles est lié aux variations de teneur en eau des terrains argileux : ils gonflent avec l'humidité et se rétractent avec la sécheresse.

Le phénomène se manifeste par des tassements différentiels provoquant des dommages dans les constructions si les fondations et la structure ne sont pas assez rigides. Ces dommages peuvent prendre plusieurs formes : fissurations en façade, des distorsions des portes et fenêtres etc. …

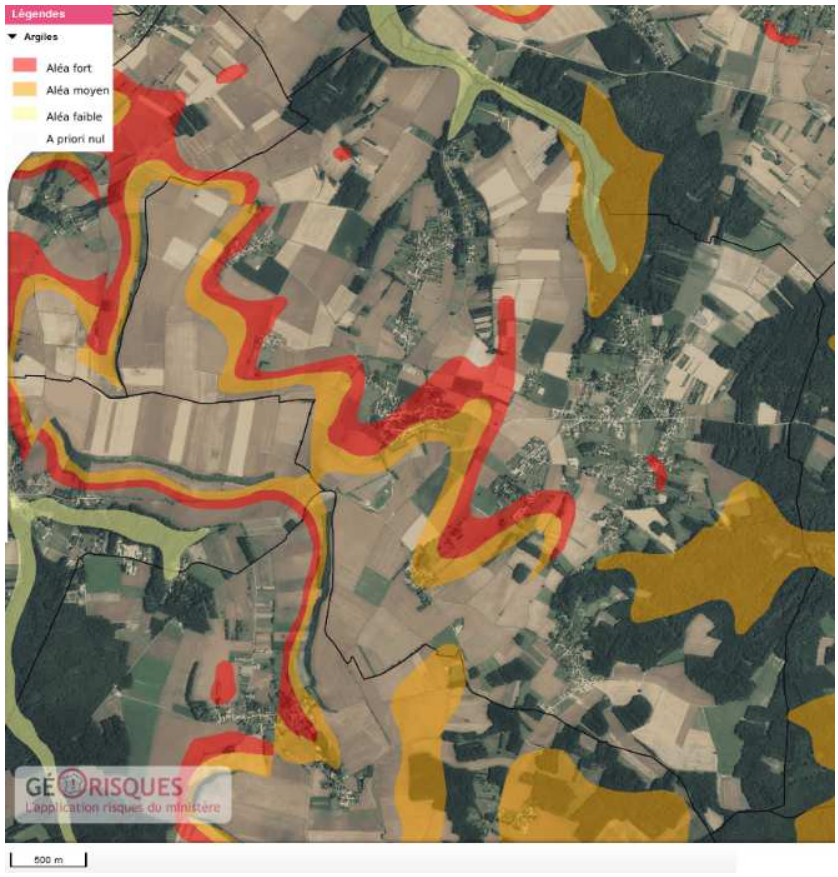


Figure 8 : Carte des aléas de retrait-gonflement des argiles

BIOS – ©Tous droits réservés

Hôtel et Pépinière d'Entreprises du Jovinien
Avenue de Sully Prolongée – 89300 JOIGNY
Tél. : 03 86 63 50 45 / Fax : 09.58.75.81.46 / E-mail : bios@be-bios.com
SARL au capital de 100 000 € - RCS de SENS 484 059 142 – SIRET 484 059 142 00030

IV - 4. Milieux aquatiques

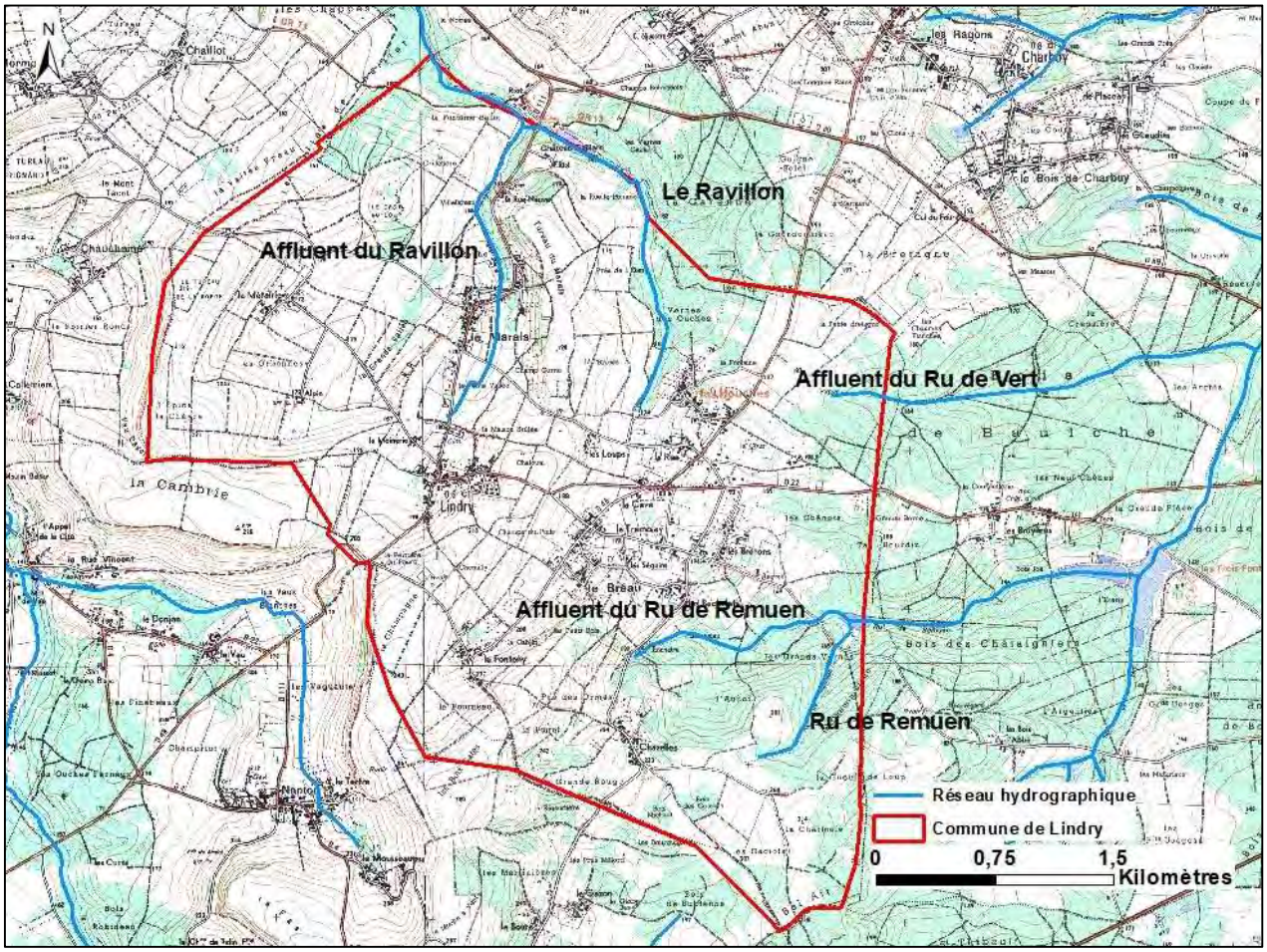
IV - 4.1. Présentation du réseau hydrographique

Plusieurs ruisseaux de petite taille traversent le territoire de la commune de LINDRY (Figure 9 : Carte des eaux superficielles de la commune). Le Ravillon, ainsi que l'un de ses affluents, sont présents au Nord de la commune. Le Ravillon prend sa source au niveau du hameau des HOUCHES et rejoint, à environ vingt kilomètres en aval, la rivière l'Yonne. Son bassin versant est rural. Il est composé en majeur parti de forêts et de cultures.

Le Ru de Remuen et l'un de ses affluents traversent le Sud-Est de la commune. Le Ru de Remuen prend sa source au niveau du lieu-dit « La Gueule-de-loup » et rejoint le Ru de Vert, trois kilomètres en aval. Un affluent du Ru de Vert est également présent à l'Est du territoire de la commune et prend sa source au niveau du lieu-dit « Pignat ».

La station d'épuration du hameau des HOUCHES rejette ses effluents dans le Ravillon. À l'inverse, la station d'épuration du Bourg et des Marais rejette ses affluents dans l'affluent du Ravillon.

Figure 9 : Carte des eaux superficielles de la commune



BIOS – ©Tous droits réservés

Hôtel et Pépinière d'Entreprises du Jovinien
Avenue de Sully Prolongée – 89300 JOIGNY
Tél. : 03 86 63 50 45 / Fax : 09.58.75.81.46 / E-mail : bios@be-bios.com
SARL au capital de 100 000 € - RCS de SENS 484 059 142 – SIRET 484 059 142 00030

IV - 4.2. Hydrologie

Aucune station hydrologique de référence n'est présente dans le bassin versant du Ravillon.

IV - 4.2.1. Qualité globale et objectifs de qualité de la masse d'eau concernée

La qualité actuelle (données 2011 à 2013 actualisées en 2015 pour le SDAGE 2016-2021) de la masse d'eau superficielle FRHR70A-F3509000 « Ruisseau le Ravillon » est la suivante :

- état chimique hors HAP (41 polluants regroupés en 4 familles : métaux lourds, pesticides, polluants industriels et autres polluants) **: bon** ;
- état écologique (résultante des qualités physico-chimiques, biologiques et des polluants spécifiques) : **bon** ;
- qualité biologique (IBD, IBGN, poissons) : **bonne** ;
- qualité physico-chimique (bilan de l'oxygène, température, nutriments, acidification) : **bonne** ;
- qualité des polluants spécifiques (4 métaux et 5 pesticides) : **bonne**.

Le SDAGE Seine Normandie est maintenant approuvé depuis le 01/12/2015. Il précise notamment les nouveaux objectifs de qualité, appelés aussi objectifs d'état, déclinés par masse d'eau.

Ils correspondent à la définition des objectifs environnementaux de la DCE, auxquels est affecté un délai d'atteinte.

Pour cette masse d'eau, le délai d'atteinte fixé par le SDAGE Seine-Normandie :

- du bon état chimique hors ubiquiste était fixé à 2015,
- du bon état chimique avec ubiquiste était fixé à 2015,
- du bon état écologique était fixé à 2015.

IV - 4.2.2. Qualité physico-chimique observée par l'agence de l'eau Seine-Normandie

Les résultats présentés ci-dessus sont issus des données fournies par l'Agence de l'Eau Seine Normandie. Trois stations de mesures sont présentes dans le bassin versant du Ravillon (Figure 10 : Localisation des stations de mesures sur le Ravillon) :

- Station 03029290 : le Ravillon à CHAMPLAY,
- Station 03029225 : le Ravillon à POILLY-SUR-THOLON,
- Station 03029177 : le Ravillon à LINDRY.

BIOS – ©Tous droits réservés

Hôtel et Pépinière d'Entreprises du Jovinien
Avenue de Sully Prolongée – 89300 JOIGNY
Tél. : 03 86 63 50 45 / Fax : 09.58.75.81.46 / E-mail : bios@be-bios.com
SARL au capital de 100 000 € - RCS de SENS 484 059 142 – SIRET 484 059 142 00030

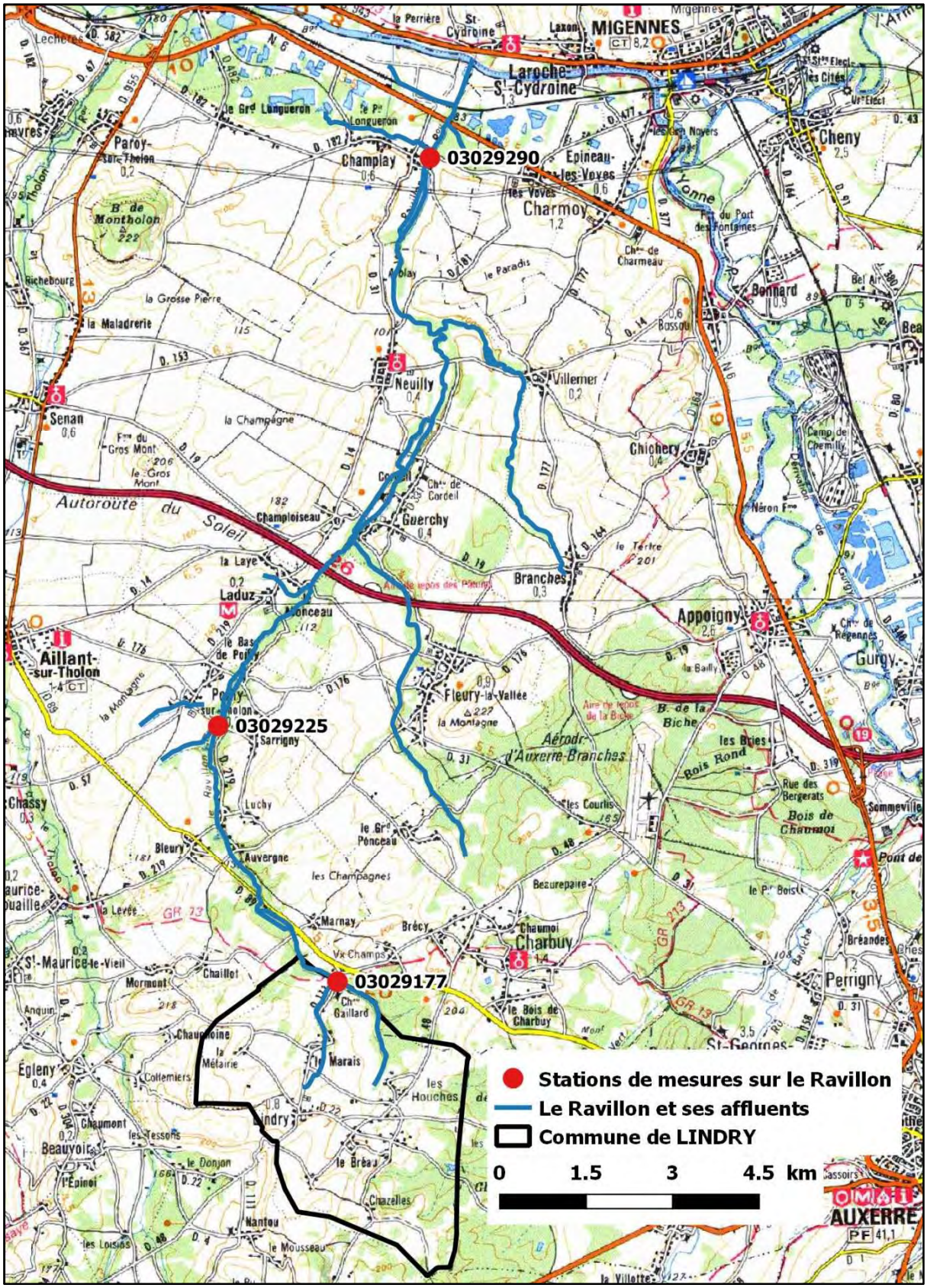


Figure 10 : Localisation des stations de mesures sur le Ravillon

BIOS – ©Tous droits réservés

Hôtel et Pépinière d'Entreprises du Jovinien
Avenue de Sully Prolongée – 89300 JOIGNY
Tél. : 03 86 63 50 45 / Fax : 09.58.75.81.46 / E-mail : bios@be-bios.com
SARL au capital de 100 000 € - RCS de SENS 484 059 142 – SIRET 484 059 142 00030

Malgré des valeurs en nitrates élevées (environ 30 mg/l), les stations de CHAMPLAY et POILLY SUR THOLON respectent les objectifs de « bon état » selon la DCE pour les années 2015, 2016 et 2017. La forte concentration en nitrate est probablement provoquée par une surface importante d'agriculture intensive au sein du bassin versant du Ravillon.

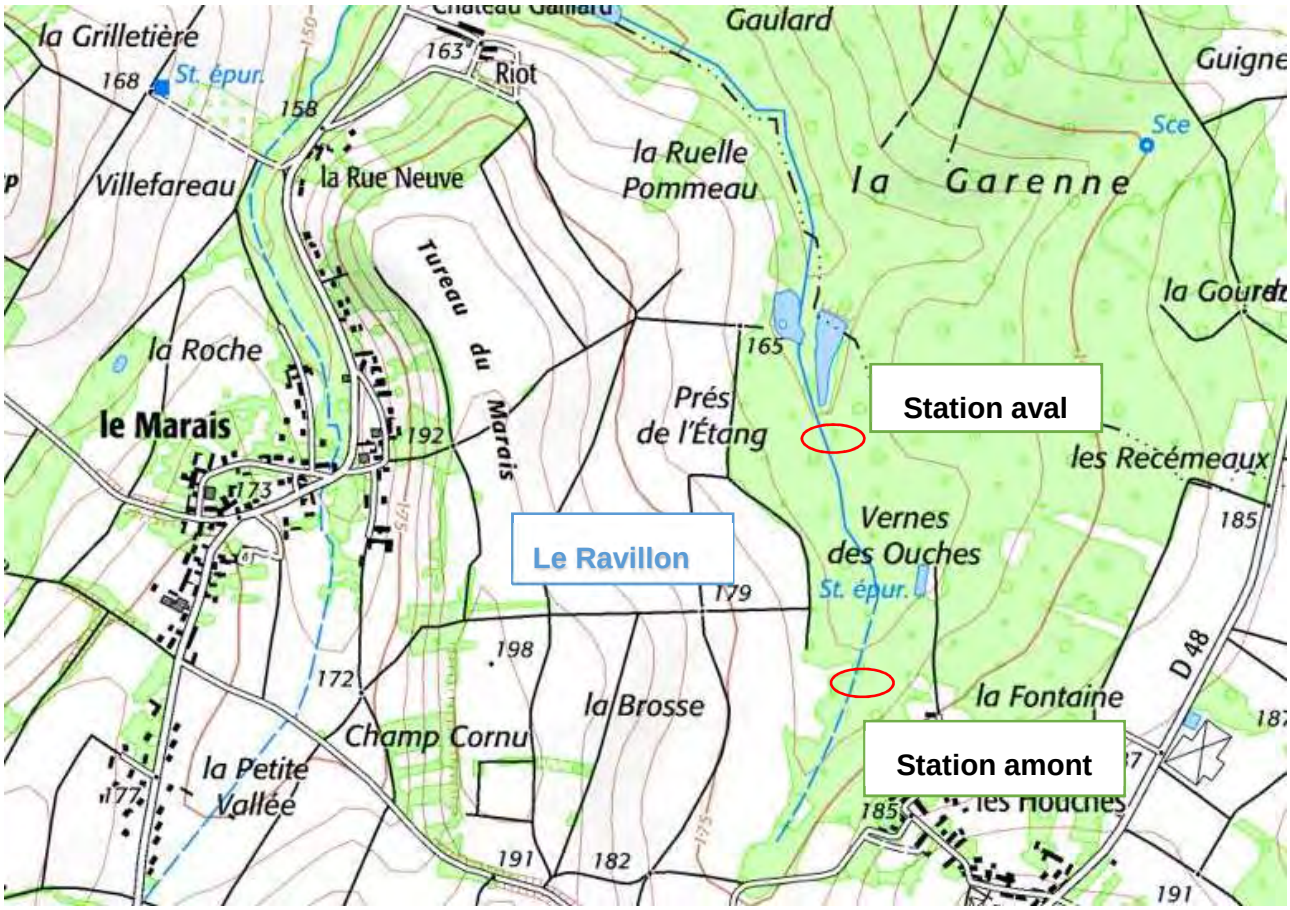
Les résultats de 2011 en aval de la station des Marais (avant sa réhabilitation en 2015) montraient des valeurs élevées de matières azotées et phosphorées au niveau de la commune de LINDRY (Ammonium = 0,72 mg/l ; Phosphore total = 0,26 mg/l). Cette station ne respectait pas les objectifs de « bon état » selon la DCE pour l'année 2011 et montrait une qualité **moyenne** du Ravillon.

IV - 4.2.3. Étude du Milieu BIOS 2017-2018

IV - 4.2.3.1. Qualité physico-chimique

Des mesures du débit et de qualité du Ravillon ont été réalisées le 26/09/2017, le 28/11/2017, 21/03/2018 et le 19/06/2018 sur des stations de mesures situées en amont et en aval de la station d'épuration du hameau des HOUCHES.

Figure 11 : Localisation des prélèvements réalisés sur le Ravillon et son affluent (par BIOS)



BIOS – ©Tous droits réservés

Hôtel et Pépinière d'Entreprises du Jovinien
Avenue de Sully Prolongée – 89300 JOIGNY
Tél. : 03 86 63 50 45 / Fax : 09.58.75.81.46 / E-mail : bios@be-bios.com
SARL au capital de 100 000 € - RCS de SENS 484 059 142 – SIRET 484 059 142 00030

Les débits du Ravillon à LINDRY sont très faibles pendant la période d'étiage (3,1 l/s sur la station amont le 26/09/2017 et 3,2 l/s le 19/06/2018), mais également en dehors de cette période (7,7 l/s sur la station amont le 28/11/2017 et 7,4 l/s le 21/03/2018). Ainsi, la qualité du ruisseau va être très sensible aux rejets de la station d'épuration du hameau des HOUCHES, car les eaux résiduaires évacuées par celle-ci vont être peu diluées dans le cours d'eau.

- Septembre 2017

Le tableau ci-dessous présente les résultats pour les différents paramètres analysés en laboratoire, sur les stations amont et aval, le 26/09/2017, en période d'étiage.

Tableau 3 : Paramètres physico-chimiques mesurés sur les prélèvements du Ravillon, le 26/09/2017

Paramètres	Unité	Station amont	Station aval
Turbidité	NFU	**5,8**	**4,9**
Carbone Organique Dissous (COD)	mg/l	**4,1**	**6,4**
Demande Biochimique en Oxygène (DBO5)	mg/l	**1,6**	**3,1**
Demande Chimique en Oxygène (DCO)	mg/l	**12**	**23**
Matière En Suspension (MES)	mg/l	**8**	**10**
Ammonium ($NH_4^{+)}$	mg/l	**< 0,05**	**11**
Nitrates (NO_3-)	mg/l	**28**	**47**
Nitrites (NO_2^-)	mg/l	**< 0,01**	**1,3**
Azote Kjeldahl (NTK)	mg/l	**< 0,5**	**9,9**
Phosphore total (Pt)	mg/l	**0,1**	**1,3**
Orthophosphates (PO_4^{3-})	mg/l	**0,174**	**3,8**

Les paramètres analysés indiquent une « **bonne qualité** » de l'eau au niveau de la station amont. En revanche, la qualité physico-chimique du Ravillon se dégrade énormément au niveau de la station aval et les analyses effectuées indiquent une « **mauvaise qualité** » de l'eau.

En effet, une augmentation significative des concentrations en matières azotées et phosphorées est observée au niveau de la station aval. De plus, les concentrations en matières organiques sur la station aval sont également en fortes hausses.

La forte présence de matières organiques est très probablement à l'origine de la diminution importante de la concentration en oxygène dissous et du taux de saturation en oxygène au niveau de la station aval.

Ainsi, les résultats des analyses montrent clairement que la station d'épuration du hameau des HOUCHES a un impact très important sur la qualité physico-chimique du Ravillon en

BIOS – ©Tous droits réservés

Hôtel et Pépinière d'Entreprises du Jovinien
Avenue de Sully Prolongée – 89300 JOIGNY
Tél. : 03 86 63 50 45 / Fax : 09.58.75.81.46 / E-mail : bios@be-bios.com
SARL au capital de 100 000 € - RCS de SENS 484 059 142 – SIRET 484 059 142 00030

période d'étiage. En effet, la station rejette des quantités importantes de matières organiques, azotées et phosphorées. Du fait du très faible débit du ruisseau en période d'étiage, cette pollution n'est pas suffisamment diluée et dégrade la qualité physico-chimique de l'eau.

- Novembre 2017

Le tableau ci-dessous présente les résultats pour les différents paramètres analysés en laboratoire, sur les stations amont et aval, le 28/11/2017.

Tableau 4 : Paramètres physico-chimiques mesurés sur les prélèvements du Ravillon, le 28/11/2017

Paramètres	Unité	Station amont	Station aval
Turbidité	NFU	**5,9**	**6,2**
Carbone Organique Dissous (COD)	mg/l	**6,8**	**8,6**
Demande Biochimique en Oxygène (DBO5)	mg/l	**1,9**	**2,6**
Demande Chimique en Oxygène (DCO)	mg/l	**19**	**36**
Matière En Suspension (MES)	mg/l	**42**	**12**
Ammonium (NH_4^+)	mg/l	**0,07**	**11**
Nitrates (NO_3^-)	mg/l	**15**	**15**
Nitrites (NO_2^-)	mg/l	**0,16**	**0,24**
Azote Kjeldahl (NTK)	mg/l	**0,9**	**9,6**
Phosphore total (Pt)	mg/l	**0,06**	**1,05**
Orthophosphates (PO_4^{3-})	mg/l	**0,129**	**3,33**

Ces résultats montrent que la station d'épuration du hameau des HOUCHES a un impact important sur la qualité physico-chimique du Ravillon, y compris en dehors de la période d'étiage.

En effet, une forte quantité de matières organiques, azotées et phosphorées peut être observée à l'aval de la station d'épuration. La matière azotée a été principalement rejetée sous forme organique (NTK = 9,6 mg/l) et réduite (NH_4^+ = 11 mg/l).

Les paramètres analysés indiquent également une « **mauvaise qualité** » de l'eau au niveau de la station aval.

BIOS – ©Tous droits réservés

Hôtel et Pépinière d'Entreprises du Jovinien
Avenue de Sully Prolongée – 89300 JOIGNY
Tél. : 03 86 63 50 45 / Fax : 09.58.75.81.46 / E-mail : bios@be-bios.com
SARL au capital de 100 000 € - RCS de SENS 484 059 142 – SIRET 484 059 142 00030

- Mars 2018

Le tableau ci-dessous présente les résultats pour les différents paramètres analysés en laboratoire, sur les stations amont et aval, le 21/03/2018.

Tableau 5 : Paramètres physico-chimiques mesurés sur les prélèvements du Ravillon, le 21/03/2018

Paramètres	Unité	Station amont	Station aval
Turbidité	NFU	**2,6**	**6,5**
Carbone Organique Dissous (COD)	mg/l	**2,9**	**4,9**
Demande Biochimique en Oxygène (DBO5)	mg/l	**1,8**	
Demande Chimique en Oxygène (DCO)	mg/l	**< 5**	**17**
Matière En Suspension (MES)	mg/l	**3**	**23**
Ammonium (NH_4^+)	mg/l	**< 0,05**	**4,8**
Nitrates (NO_3^-)	mg/l	**44**	**40**
Nitrites (NO_2^-)	mg/l	**0,05**	**0,11**
Azote Kjeldahl (NTK)	mg/l	**< 0,5**	**4,6**
Phosphore total (Pt)	mg/l	**0,04**	**0,48**
Orthophosphates (PO_4^{3-})	mg/l	**0,119**	**1,32**

Les résultats du 21/03/2018 confirment ceux réalisés le 28/11/2017. Ils montrent que la station d'épuration du hameau des HOUCHES a un impact important sur le milieu récepteur lors de la période de hautes eaux.

Les résultats montrent en effet que la station rejette énormément d'ammonium, de nitrite et de matières phosphorées.

- Juin 2018

Le tableau ci-dessous présente les résultats pour les différents paramètres analysés en laboratoire, sur les stations amont et aval, le 19/06/2018.

BIOS – ©Tous droits réservés

Hôtel et Pépinière d'Entreprises du Jovinien
Avenue de Sully Prolongée – 89300 JOIGNY
Tél. : 03 86 63 50 45 / Fax : 09.58.75.81.46 / E-mail : bios@be-bios.com
SARL au capital de 100 000 € - RCS de SENS 484 059 142 – SIRET 484 059 142 00030

Tableau 6 : Paramètres physico-chimiques mesurés sur les prélèvements du Ravillon, le 19/06/2018

Paramètres	Unité	Station amont	Station aval
Turbidité	NFU	**7,4**	**1,0**
Carbone Organique Dissous (COD)	mg/l	**2,5**	**4,1**
Demande Biochimique en Oxygène (DBO5)	mg/l	**2,0**	**7,3**
Demande Chimique en Oxygène (DCO)	mg/l	**17**	**16**
Matière En Suspension (MES)	mg/l	**43**	**32**
Ammonium (NH_4^+)	mg/l	**< 0,05**	**9,5**
Nitrates (NO_3^-)	mg/l	**29**	**32**
Nitrites (NO_2^-)	mg/l	**0,02**	**8,5**
Azote Kjeldahl (NTK)	mg/l	**< 0,5**	**8,6**
Phosphore total (Pt)	mg/l	**0,09**	**1,12**
Orthophosphates (PO_4^{3-})	mg/l	**0,219**	**2,86**

Les résultats du 19/06/2018 confirment ceux réalisés le 26/19/2017. Ils montrent que la station d'épuration du hameau des HOUCHES a un impact important sur le milieu récepteur lors de l'étiage.

Les résultats montrent en effet que la station rejette énormément d'ammonium, de nitrite et de matières phosphorées. Le taux de DBO5 a également sensiblement augmenté à l'aval de la station.

BIOS – ©Tous droits réservés

Hôtel et Pépinière d'Entreprises du Jovinien
Avenue de Sully Prolongée – 89300 JOIGNY
Tél. : 03 86 63 50 45 / Fax : 09.58.75.81.46 / E-mail : bios@be-bios.com
SARL au capital de 100 000 € - RCS de SENS 484 059 142 – SIRET 484 059 142 00030

IV - 4.2.3.2. Qualité hydrobiologique

Tableau 7 : Résultats des IBGN réalisés sur les stations amont et aval à LINDRY, le 26/09/2017

	Station Amont	Station Aval
Groupe indicateur (GI)	2	2
GI inférieur	2	2
Variété taxonomique (famille)	17	12
Abondance	310	199
Note IBGN	**7**	**5**
Robustesse	**7**	**5**
Cb2	10	6
In	6,66	2,64
Iv	3,74	3,03
Indice de Shannon	1,36	2,55
Indice de Pielou	0,33	0,71
Indice de Simpson	0,65	0,22

Sur la station amont, la note IBGN obtenue est de 7 et classe le Ravillon en « **qualité médiocre** ». En effet, le groupe indicateur est de 2 et montre l'absence de taxons polluosensibles. De plus, la variété taxonomique est très faible (seulement vingt taxons répertoriés).

Sur la station aval, la note IBGN obtenue est de 5 et classe également le Ravillon en « **mauvaise qualité ».** La variété taxonomique (seulement treize taxons) est plus faible que la station amont.

L'indice In est de seulement 2,6/10 et montre **une nette dégradation de la qualité physico-chimique de l'eau** par rapport à la station amont. De plus, la note Iv est de 3/10 et montre également une faible qualité des habitats aquatiques.

Les notes IBGN obtenues sur les deux stations montrent une altération importante du Ravillon en amont et en aval de la station d'épuration. Les très faibles diversités taxonomiques montrent en effet une très faible qualité des habitats aquatiques. Il est également possible que cette partie du cours d'eau s'assèche lors d'étiages sévères, permettant uniquement la présence de taxons pouvant recoloniser rapidement un milieu.

Les notes IBGN obtenues en 2017 concordent avec les résultats physico-chimiques et montrent que la station d'épuration du hameau des Houches a un impact important sur la qualité physico-chimique du Ravillon à LINDRY.

BIOS – ©Tous droits réservés

Hôtel et Pépinière d'Entreprises du Jovinien
Avenue de Sully Prolongée – 89300 JOIGNY
Tél. : 03 86 63 50 45 / Fax : 09.58.75.81.46 / E-mail : bios@be-bios.com
SARL au capital de 100 000 € - RCS de SENS 484 059 142 – SIRET 484 059 142 00030

IV - 4.2.3.3. L'indice biologique diatomée

Les prélèvements des diatomées ont été réalisés le 26/09/2017 sur les stations amont et aval du Ravillon. L'inventaire a été réalisé suivant la norme NF T 90-354. Le tableau ci-dessous indique les résultats qui ont été obtenus.

Tableau 8 : Résultat des IBD réalisés sur le Ravillon en amont et en aval de la station d'épuration

Paramètres	Station amont	Station aval
IBD	**15,5**	**12,5**
IPS	**15.2**	**11.3**

L'IBD classe le cours d'eau en « **bonne qualité** » au niveau de la station amont. En revanche, selon l'indice, la qualité du Ravillon se dégrade au niveau de la station aval, et classe le ruisseau en « **moyenne qualité** ».

Les résultats des IBD concordent avec les analyses physico-chimiques et les résultats des IBGN et montrent que la station d'épuration du hameau des HOUCHES a un impact important sur la qualité de l'eau du Ravillon.

IV - 5. Synthèse des enjeux environnementaux

Les différents enjeux environnementaux qui ont été identifiés sur le secteur et pouvant avoir une influence sur les projets d'assainissement sont les suivants :

- risque de retrait / gonflement des argiles (risque pour les réseaux),
- risque d'inondations par remontée de nappe (réseaux d'assainissement noyés) sur les zones argileuses,
- dégradation de la qualité des cours d'eau dû à la station d'épuration des HOUCHES et à la présence de Nitrates (milieu agricole),
- présence de zones potentiellement humides, et de ZNIEFF.

BIOS – ©Tous droits réservés

Hôtel et Pépinière d'Entreprises du Jovinien
Avenue de Sully Prolongée – 89300 JOIGNY
Tél. : 03 86 63 50 45 / Fax : 09.58.75.81.46 / E-mail : bios@be-bios.com
SARL au capital de 100 000 € - RCS de SENS 484 059 142 – SIRET 484 059 142 00030

V - SUBVENTIONS ENVISAGEABLES EN ASSAINISSEMENT

V - 1. Origine des aides

Les aides peuvent provenir :

- de l'Agence de l'Eau Seine-Normandie qui intervient selon les modalités fixées dans son 11ème Programme (2019 - 2024),
- de la DETR.

Les particuliers, dans le cadre de la réhabilitation d'assainissement non collectif, peuvent également prétendre à des aides personnelles :

- de l'ANAH sous condition de ressources (Agence Nationale de l'Amélioration de l'Habitat),
- à des Eco-Prêt à taux zéro sans condition de ressources, et uniquement sur la partie des installations ne consommant pas d'énergie, donc sans pompe de refoulement. Ce sont des emprunts entre 3 et 10 ans (15 ans exceptionnellement), avec un plafond à 10 000 €.

V - 2. Aide de l'Agence de l'Eau

V - 2.1. Assainissement collectif

V - 2.1.1. Généralités

Pour l'assainissement collectif, l'attributaire de l'aide est la collectivité territoriale. La commune peut, par ailleurs, exercer la Maîtrise d'Ouvrage, mandatée des branchements privés afin d'obtenir des aides pour les particuliers.

Remarque : pour ce qui est du branchement particulier, le législateur ne permet pas aux collectivités territoriales de prendre à leur charge les dépenses relatives aux investissements concernant le raccordement des propriétés au réseau collectif (même avec la mise en place de la redevance). L'ensemble des frais est supporté par le particulier (subventions déduites).

V - 2.1.2. Conditions d'obtention

Pour l'Agence de l'Eau, la priorité est accordée aux projets permettant une amélioration significative de la qualité des milieux aquatiques. La démonstration doit être faite que le projet pour lequel la subvention est demandée apportera une amélioration de la qualité des milieux récepteurs et de la salubrité publique.

BIOS – ©Tous droits réservés

Hôtel et Pépinière d'Entreprises du Jovinien
Avenue de Sully Prolongée – 89300 JOIGNY
Tél. : 03 86 63 50 45 / Fax : 09.58.75.81.46 / E-mail : bios@be-bios.com
SARL au capital de 100 000 € - RCS de SENS 484 059 142 – SIRET 484 059 142 00030

V - 2.2. Assainissement non collectif

Après un diagnostic réalisé par le SPANC, une grille de priorité met en évidence le degré de dépollution engendré par les dysfonctionnements des ouvrages (impact sanitaire et environnemental).

L'objectif est de réduire l'impact des installations présentant des dangers pour la santé des personnes ou un risque avéré de pollution de l'environnement. Sont aidés les étude et les travaux portant sur des opérations groupées de réhabilitation des installations d'assainissement non collectif existantes identifiées non conformes, en privilégiant les installations présentant un danger pour la santé des personnes et / ou un risque environnemental avéré (= absence d'installation ou obligation de travaux dans les quatre ans). Cette part significative a été fixée à 90 % d'installations prioritaires.

V - 2.3. Détail des aides

Pour l'assainissement, les différentes aides à retenir sont les suivantes.

Tableau 9 : Taux de subventions pour l'assainissement (11ème programme)

	AGENCE DE L'EAU – 10ème programme		
NATURE DES TRAVAUX	***PRIX DE REFERENCE***	***TAUX DE SUBVENTION***	***PRET BONIFIE (avance)***
ASSAINISSEMENT NON COLLECTIF	6 000 € HT par habitation	**Forfait**	**-**
RESEAU D'ASSAINISSEMENT CREATION DE RESEAUX NEUFS DE COLLECTE D'EAUX (1) **STATION CONFORME DERU**	7 900 € HT par branchement pour un réseau entièrement gravitaire 9 085 € HT par branchement pour un réseau comportant un refoulement 9 875 € HT par branchement en prix plafond si travaux spécialisés nécessaires	**40%**	**20%**
RESEAU D'ASSAINISSEMENT CREATION DE RESEAUX NEUFS DE TRANSPORT D'EAUX (2) **STATION CONFORME DERU**	Gravitaire :Préf = 30 000+ (460*L) D : diamètre en mm L : longueur posée en m Refoulement : Préf gravitaire*1.15	**40%**	**20%**
CREATION ET MODERNISATION D'OUVRAGE DE TRAITEMENT DE CAPACITE < 20 000 EH	Capacité < 2 000 EH : selon formule intégrant le nombre d'EH 2 000 < Capacité < 20 000 EH : selon formule intégrant les différentes formes de pollution traitées et le nombre d'EH	**40%**	**20%**
BRANCHEMENT DES PARTICULIERS SUR LE RESEAU D'ASSAINISSEMENT	3 000 € HT par habitation Immeuble et bâtiment public : 300 €/EH Déconnexion des eaux de pluie: 1 000 €	**Forfait**	**-**

(1) Les portions de réseau concernées sont les tronçons sur lesquels des habitations sont raccordées.

BIOS – ©Tous droits réservés

Hôtel et Pépinière d'Entreprises du Jovinien
Avenue de Sully Prolongée – 89300 JOIGNY
Tél. : 03 86 63 50 45 / Fax : 09.58.75.81.46 / E-mail : bios@be-bios.com
SARL au capital de 100 000 € - RCS de SENS 484 059 142 – SIRET 484 059 142 00030

(2) Les portions de réseau concernées sont les tronçons sur lesquels aucune habitation n'est raccordée (le diamètre appliqué dans la formule est de 200 mm).

Les subventions affectées aux infrastructures d'assainissement collectif sont assorties d'un prêt Agence de l'Eau à 0% d'une durée de 20 ans sur le pourcentage des coûts de travaux énoncés dans le tableau (avance).

V - 3. Eaux pluviales

L'Agence de l'Eau finance les actions permettant :

- de réduire les quantités de polluants déversés dans les milieux récepteurs par les zones urbaines, lors d'épisodes pluvieux courants, en privilégiant la maîtrise des pollutions dès l'origine du ruissellement, et la réduction des volumes d'eaux de ruissellement collectés par rapport à la dépollution ;
- de favoriser la gestion des eaux de pluie dans la conception et la réalisation des projets d'urbanisme et d'aménagements urbains en encourageant les solutions fondées sur la nature (par exemple : végétalisation et aménagements paysagers) ;
- de prévenir les inondations.

Les travaux éligibles sont les travaux justifiés par des études portant sur les polluants, leurs origines, la pertinence technique et économique des actions et par les améliorations attendues.

Pour la réduction à la source des écoulements de temps de pluie en zones urbaines, sont éligibles les études de réalisation et les travaux de maîtrise des pollutions, en favorisant la désimperméabilisation.

Pour la dépollution des rejets urbains par temps de pluie, sont éligibles :

- les études de réalisation et les travaux de traitement, de stockage-restitution des effluents vers un ouvrage d'épuration, ainsi que les études et les travaux de recueil puis d'élimination des déchets flottants dans les zones U des PLU et des POS, ainsi que dans les secteurs constructibles des cartes communales ;
- les travaux dédiés à la dépollution sur les réseaux unitaires et pluviaux (dimensionnés pour des pluies courantes) ;
- les travaux liés à la dépollution des ouvrages à double fonction (dépollution et réduction du risque d'inondations) situés sur réseaux unitaires. Les ouvrages à double fonction situés sur les réseaux pluviaux ne sont pas éligibles.

Les subventions existantes sont les suivantes :

BIOS – ©Tous droits réservés

Hôtel et Pépinière d'Entreprises du Jovinien
Avenue de Sully Prolongée – 89300 JOIGNY
Tél. : 03 86 63 50 45 / Fax : 09.58.75.81.46 / E-mail : bios@be-bios.com
SARL au capital de 100 000 € - RCS de SENS 484 059 142 – SIRET 484 059 142 00030

Nature des travaux	Taux d'aide (S= subvention A = avance)
Etudes spécifiques - Réduction des pollutions par temps de pluie	S 50%
Réduction à la source des écoulements de temps de pluie en zones urbaines – Collectivités	S 80%
Dépollution des rejets urbains par temps de pluie – Collectivités	S 40% + A 20%

BIOS – ©Tous droits réservés

Hôtel et Pépinière d'Entreprises du Jovinien
Avenue de Sully Prolongée – 89300 JOIGNY
Tél. : 03 86 63 50 45 / Fax : 09.58.75.81.46 / E-mail : bios@be-bios.com
SARL au capital de 100 000 € - RCS de SENS 484 059 142 – SIRET 484 059 142 00030

VI - ZONAGE D'ASSAINISSEMENT RETENU ET CRITERES DES CHOIX OPERES PAR LA COMMUNE

Après délibération de son Conseil Municipal, dont l'extrait du registre figure en annexe, la commune de LINDRY a décidé de retenir le mode d'assainissement suivant :

- zone d'assainissement collectif :
  - les zones actuellement raccordés ou raccordables,
  - l'extension prévue sur LES LOUPS, LES BACHELETS (du n°1 au 12) et la rue des Vignes du n° 32 au 46 ;
- zone d'assainissement non collectif :
  - les écarts et les hameaux.

La solution d'assainissement qui a été retenue l'a été au regard de la comparaison des critères économiques, techniques et environnementaux, dont les détails sont présentés dans les chapitres suivants.

Le choix s'est notamment fait en tenant compte :

- du coût des projets d'assainissement (voir chapitres suivants),
- de l'état des ouvrages existants,
- des projets d'assainissements en cours.

En ce qui concerne la gestion des eaux pluviales, quatre zones sont édictées :

- une zone de lutte contre le ruissellement sur les zones non urbanisées,
- une zone de stockage des eaux pluviales,
- une zone de compensation des imperméabilisations nouvelles sur des zones déjà urbanisées,
- une zone sans restriction.

Le choix a été réalisé en tenant compte d'un réseau existant en limite de capacité par endroit (pluie décennale) et des objectifs généraux fixés dans la règlementation et du SDAGE, notamment ceux concernant la prévention des inondations.

Le règlement de zonage EP est situé en fin de document, dans le sous-dossier assainissement pluvial.

Les cartes de zonages sont présentées en annexe.

BIOS – ©Tous droits réservés

Hôtel et Pépinière d'Entreprises du Jovinien
Avenue de Sully Prolongée – 89300 JOIGNY
Tél. : 03 86 63 50 45 / Fax : 09.58.75.81.46 / E-mail : bios@be-bios.com
SARL au capital de 100 000 € - RCS de SENS 484 059 142 – SIRET 484 059 142 00030

VII - SOUS-DOSSIER ASSAINISSEMENT NON COLLECTIF

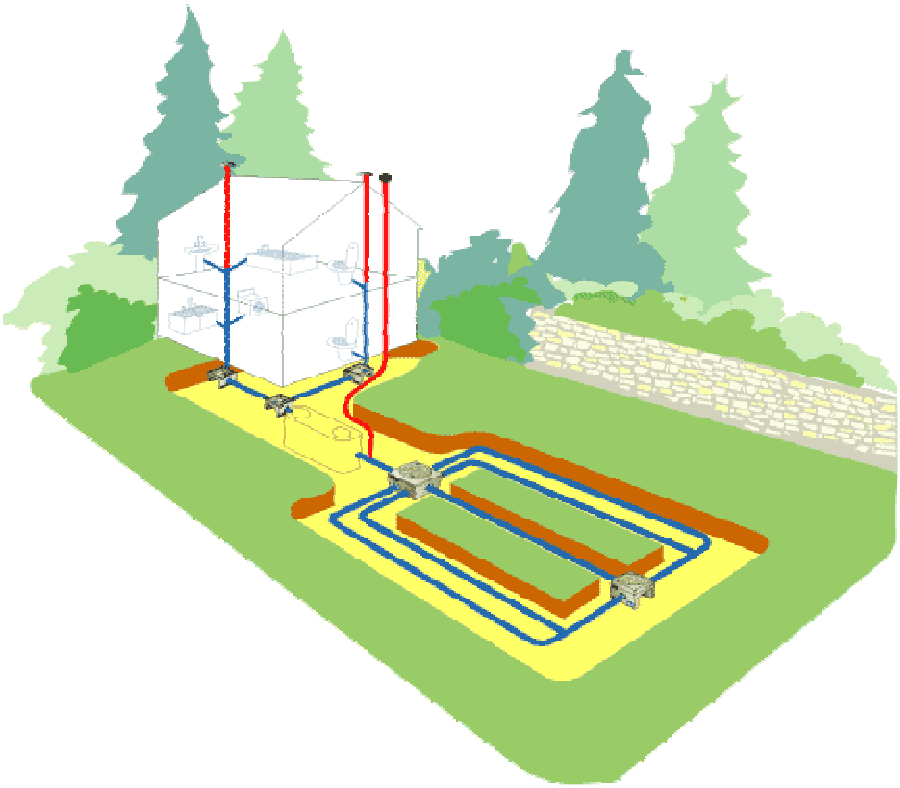
VII - 1. Techniques d'assainissement non collectif

VII - 1.1. Constitution et fonctionnement d'un système d'assainissement

L'arrêté du 7 septembre 2009 modifié fixe les dispositions techniques applicables aux systèmes d'assainissement non collectif (ou « autonome » ou encore « individuel »).

La filière doit comporter :

- un système de collecte,
- un dispositif de pré-traitement anaérobie,
- un système de traitement aérobie qui assure l'épuration,
- un système d'évacuation des eaux.



BIOS – ©Tous droits réservés

Hôtel et Pépinière d'Entreprises du Jovinien
Avenue de Sully Prolongée – 89300 JOIGNY
Tél. : 03 86 63 50 45 / Fax : 09.58.75.81.46 / E-mail : bios@be-bios.com
SARL au capital de 100 000 € - RCS de SENS 484 059 142 – SIRET 484 059 142 00030

Tableau 10 : Eléments intervenants dans chaque étape de traitement

Actions réalisées		Descriptions des actions	Dispositif utilisé
Production		Production d'eaux vannes et d'eaux ménagères	WC, urinoirs Douches, éviers, …
⇩			
Collecte		Collecte puis orientation de toutes les eaux usées vers le dispositif de pré-traitement	Réseau privé de collecte des eaux usées
⇩			
Pré-traitement	**Etape 1**	Pré-traitement anaérobie « Elimination » des particules solides et des graisses : environ 30% de réduction de la pollution	Fosse toutes eaux
⇩			
Traitement	**Etape 2**	Traitement par dispersion aérobie	Sol naturel ou sol reconstitué
	⇩		
	Etape 3	Evacuation des eaux traitées	-Sol -milieu hydraulique superficiel -milieu perméable profond

BIOS – ©Tous droits réservés

Hôtel et Pépinière d'Entreprises du Jovinien
Avenue de Sully Prolongée – 89300 JOIGNY
Tél. : 03 86 63 50 45 / Fax : 09.58.75.81.46 / E-mail : bios@be-bios.com
SARL au capital de 100 000 € - RCS de SENS 484 059 142 – SIRET 484 059 142 00030

VII - 1.1.1. Pré-traitement

Le système de pré-traitement **anaérobie** comporte trois éléments :

- la fosse « toutes eaux » qui assure la décantation des matières plus lourdes que l'eau ;
- le bac à graisse ou bac dégraisseur : appareil destiné à la séparation des graisses par flottation. Ce bac est non obligatoire, à l'exception du pré-traitement des eaux de cuisine, de restaurants, de cantines, de charcuteries, etc. et dans le cas où la fosse est éloignée du bâtiment (plus de 10 mètres) ;
- le pré-filtre, non obligatoire (ou indicateur de colmatage), mais élément essentiel pour la durée de vie des systèmes d'assainissement, est souvent intégré aux fosses toutes eaux.

Le transit ralenti des effluents domestiques dans la fosse permet une digestion partielle (première réduction de la pollution organique dissoute, consommée par des micro-organismes, se traduisant par des processus de fermentation) et une liquéfaction des effluents.

VII - 1.1.2. Traitement

Le pré-traitement est complété par une étape de traitement au sein d'un système **aérobie**, qui met en œuvre les propriétés épuratoires du sol en place, ou des milieux de remplacement (lits filtrants à massif de sable ou de zéolite / coco / laine de roche).

Le passage des effluents à travers le milieu poreux que constitue le sol déclenche au sein de celui-ci diverses réactions d'ordre physique, chimique et biologique, qui peuvent être assimilées à un processus d'épuration. Ces phénomènes ont lieu, notamment, grâce à l'action de micro-organismes présents naturellement dans le sol.

L'épuration des effluents dans le sol ayant une tranche non saturée en eau suffisante est excellente. Elle permet une rétention totale des matières en suspension, une élimination importante des pollutions organiques phosphorées et bactériologiques, ainsi qu'une diminution de 30 à 40 % de la pollution azotée.

VII - 1.1.3. Evacuation

La dernière étape d'évacuation des effluents épurés est réalisée, par ordre de priorité :

- par infiltration dans le sol si celui-ci le permet,
- par rejet vers le milieu hydraulique superficiel, mais à titre exceptionnel (fossé, cours d'eau, retenue …),
- par l'intermédiaire d'un puits d'infiltration (solution soumise à dérogation).

BIOS – ©Tous droits réservés

Hôtel et Pépinière d'Entreprises du Jovinien
Avenue de Sully Prolongée – 89300 JOIGNY
Tél. : 03 86 63 50 45 / Fax : 09.58.75.81.46 / E-mail : bios@be-bios.com
SARL au capital de 100 000 € - RCS de SENS 484 059 142 – SIRET 484 059 142 00030

VII - 1.2. Détails techniques concernant les systèmes d'assainissement non collectif

VII - 1.2.1. Pré-traitement

Les dispositifs d'assainissement non collectif se composent d'une fosse septique toutes eaux :

- d'un volume minimal de 3 m^3 pour une habitation jusqu'à 5 pièces principales, et d'1 m^3 supplémentaire par pièce principale (les dispositifs de plus de 20 EH sont dimensionnés en fonction du nombre d'EH (Equivalent Habitant) et non de la taille de l'habitation) ;
- d'un dispositif d'épandage fait d'un réseau de drains (au nombre de 5 principaux : tranchées filtrantes, filtre à sable non drainé, filtre à sable drainé, tertre d'infiltration, filtre compact sur zéolites).

Pour les filières compactes ou les micro-stations, le pré-traitement est défini par les constructeurs.

VII - 1.2.2. Traitement

VII - 1.2.2.1. Tranchées Filtrantes

La longueur minimale de drains à mettre en place, pour une habitation de 5 pièces principales est de 45 mètres linéaires, souvent réparti en 3 drains de 15 mètres linéaires (30 mètres maximum).

Pour des raisons de place, les drains peuvent être plus nombreux et moins longs.

Les tranchées filtrantes sont installées dans les zones à bonne perméabilité, non hydromorphes et ou tout substratum fissuré se situe à au moins 1.2 mètre de profondeur.

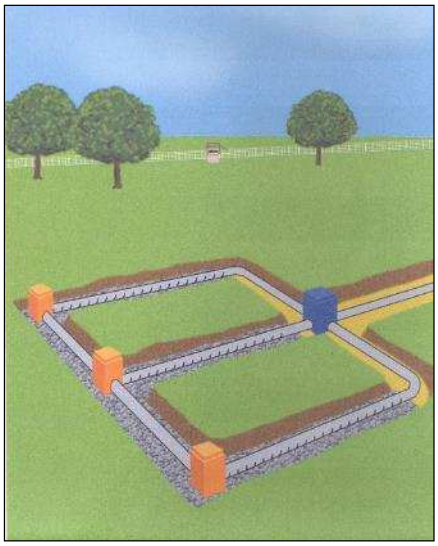
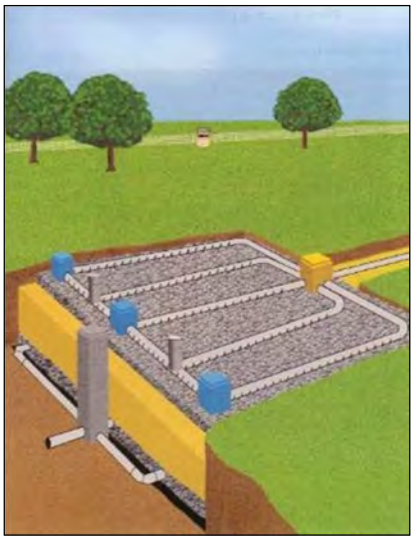


Figure 12 : Tranchées filtrantes

BIOS – ©Tous droits réservés

Hôtel et Pépinière d'Entreprises du Jovinien
Avenue de Sully Prolongée – 89300 JOIGNY
Tél. : 03 86 63 50 45 / Fax : 09.58.75.81.46 / E-mail : bios@be-bios.com
SARL au capital de 100 000 € - RCS de SENS 484 059 142 – SIRET 484 059 142 00030

VII - 1.2.2.2. Filtre à sable drainé à flux vertical



D'au moins 20 m^2 d'emprise au sol pour une habitation comptant jusqu'à 4 pièces principales (on ajoute 5 m^2 supplémentaires par pièces principales, au-delà de 4).

Ces filtres sont installés dans les zones argileuses, ou l'infiltration des eaux n'est pas assurée après le traitement aérobie. Un système de reprise des eaux après traitement est existant afin de diriger les eaux vers une zone d'évacuation.

Dans les zones pouvant présenter une hydromorphie peu marquée non permanente ou de petites circulations d'eau, une étanchéification du filtre est réalisée afin d'assurer l'aération du système (traitement aérobie).

Figure 13 : Filtre à sable vertical drainé

Le rejet peut être effectué de trois manières :

- en surface dans un fossé si le terrain présente un dénivelé suffisant (le fond du filtre se situe à une profondeur de 1,20 mètre et une pente minimale de 0,5% est nécessaire),
- par l'intermédiaire d'un réseau d'eaux pluviales sous réserve que celui-ci soit à, au moins, 1,50 mètre de profondeur et après autorisation de la commune,
- à l'aide d'un puits d'infiltration de plusieurs mètres de profondeur conforme à la norme DTU 64-1 sous réserve de l'autorisation du SPANC et / ou de l'A.R.S (captage AEP à proximité) et sous réserve qu'un sous-sol perméable soit existant.

BIOS – ©Tous droits réservés

Hôtel et Pépinière d'Entreprises du Jovinien
Avenue de Sully Prolongée – 89300 JOIGNY
Tél. : 03 86 63 50 45 / Fax : 09.58.75.81.46 / E-mail : bios@be-bios.com
SARL au capital de 100 000 € - RCS de SENS 484 059 142 – SIRET 484 059 142 00030

VII - 1.2.2.3. Filtre à sable non drainé à flux vertical

Le dimensionnement est identique au filtre à sable drainé.

Ils sont installés dans les zones ou un substratum perméable est situé à moins de 1.20 mètre de profondeur.

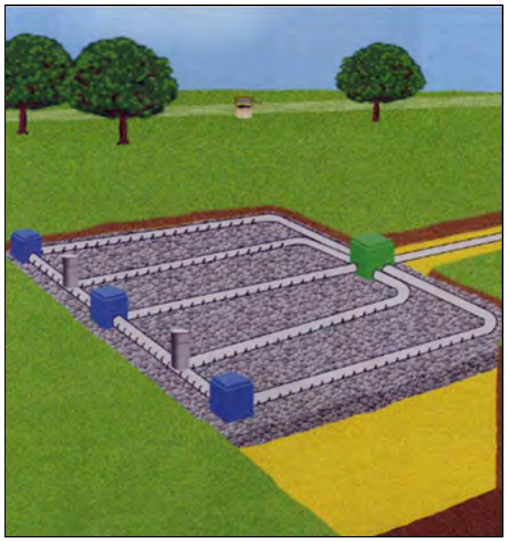
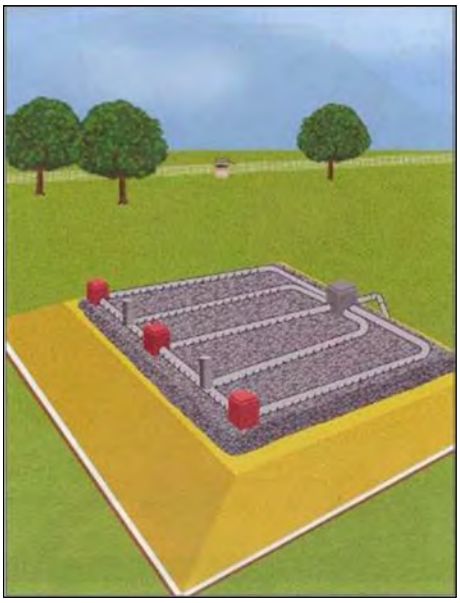


Figure 14 : Filtre à sable vertical non drainé et non étanché



VII - 1.2.2.4. Filtre à sable surélevé

Les filtres à sables peuvent êtres surélevés, en partie ou en totalité, dans les zones à fortes hydromorphie, et / ou la nappe est présente à faible profondeur au moins une partie de l'année, afin d'assurer l'aération de la zone de traitement.

Si la base du filtre est peu ou pas perméable, ces filtres peuvent également être drainés.

Figure 15 : Filtre à sable vertical surelevé

BIOS – ©Tous droits réservés

Hôtel et Pépinière d'Entreprises du Jovinien
Avenue de Sully Prolongée – 89300 JOIGNY
Tél. : 03 86 63 50 45 / Fax : 09.58.75.81.46 / E-mail : bios@be-bios.com
SARL au capital de 100 000 € - RCS de SENS 484 059 142 – SIRET 484 059 142 00030

VII - 1.2.2.5. Filières spécifiques

Pour les parcelles exiguës, la réhabilitation de l'assainissement non collectif ne peut être effectuée que par un filtre compact ou par des filières plus compactes de type micro-station, dont *quelques exemples* sont présentés ci-après.

Il existe également des alternatives aux filtres à sables, comme les filtres plantés de roseaux.



Figure 16 : Filtre compact à zéolithe

(Source EPARCO®)



Figure 17 : Micro station à culture fixée (EPUR®)



Figure 18 : Filtre compact à coco

(Source PremierTech)

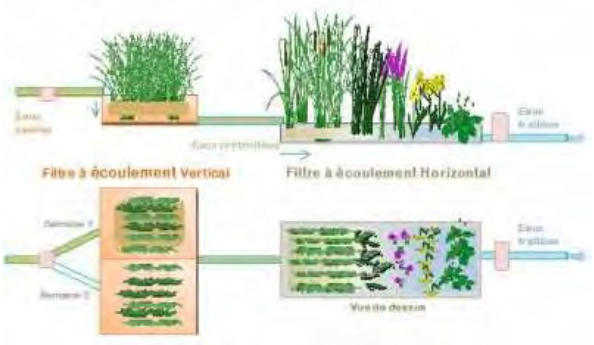


Figure 19 : Filtre planté Aquatiris®

(Source Aquatiris®)

BIOS – ©Tous droits réservés

Hôtel et Pépinière d'Entreprises du Jovinien
Avenue de Sully Prolongée – 89300 JOIGNY
Tél. : 03 86 63 50 45 / Fax : 09.58.75.81.46 / E-mail : bios@be-bios.com
SARL au capital de 100 000 € - RCS de SENS 484 059 142 – SIRET 484 059 142 00030

L'arrêté du 7 septembre 2009 prévoit que « l'*évaluation des installations d'assainissement non collectif est effectuée* […], *sur la base des résultats obtenus sur plateforme d'essai* […]. *Après évaluation de l'installation, l'organisme notifié précise, dans un rapport technique contenant une fiche technique descriptive, les conditions de mise en œuvre des dispositifs de l'installation et, le cas échéant, de maintenance, la production de boues, les performances épuratoires, les conditions d'entretien, la pérennité et l'élimination des matériaux en fin de vie, permettant de respecter les principes généraux et prescriptions techniques »* de l'arrêté.

Seuls les dispositifs de traitement agréés pourront être autorisés et installés (sauf dérogation du SPANC). La liste de ces dispositifs est disponible auprès du « site interministériel sur l'assainissement non collectif » à l'adresse Internet suivante :

http://www.assainissement-non-collectif.developpement-durable.gouv.fr/agrement-des-dispositifs-de-traitement-r92.html

Attention : les micro-stations sont des systèmes avec de nombreux systèmes électromécaniques (risque de pannes sans contrat d'entretien annuel) et produisant des boues qu'il faut vidanger fréquemment (6 mois / 1 an). Leur fonctionnement n'est pas optimal lorsqu'elles ne sont pas utilisées en permanence (temps de réactivation de la faune bactérienne). Il faut donc les éviter autant que possible dans les résidences secondaires.

VII - 1.3. Coût de fonctionnement

Le coût de fonctionnement correspond :

- pour les filières classiques et compactes de types filtres à zéolithe, filtres à laine de roche, filtres coco :
  - au coût de vidange des installations (de 200 à 400 € tous les 4 ans),
  - au coût des contrôles obligatoires du SPANC.

Soit un coût d'environ 58 € à 108 € par an et par installation. On retiendra alors **85 € par an**.

- pour les filières compactes de type micro-station :
  - au contrat d'entretien de la filière selon les préconisations du constructeur (visite de contrôle, vidange des boues, entretien des éléments électromécaniques) environ 250 € par an,
  - au coût des contrôles obligatoires du SPANC.

Soit un coût d'environ 258 € par an et par installation. On retiendra alors **260 € par an**.

BIOS – ©Tous droits réservés

Hôtel et Pépinière d'Entreprises du Jovinien
Avenue de Sully Prolongée – 89300 JOIGNY
Tél. 03 86 63 50 45 - Fax. 09 58 75 81 46 - E-mail : bios@be-bios.com – www.be-bios.com
SARL au capital de 100 000 € - RCS de SENS 484 059 142 – SIRET 484 059 142 00030

VII - 2. Gestion du service d'assainissement non collectif et état du parc

VII - 2.1. Gestion

Le Service Public d'Assainissement Non Collectif est gérer la Communauté d'Agglomération de l'Auxerrois, en régie.

VII - 2.2. Secteurs relevant de l'assainissement non collectif jusqu'en 2019

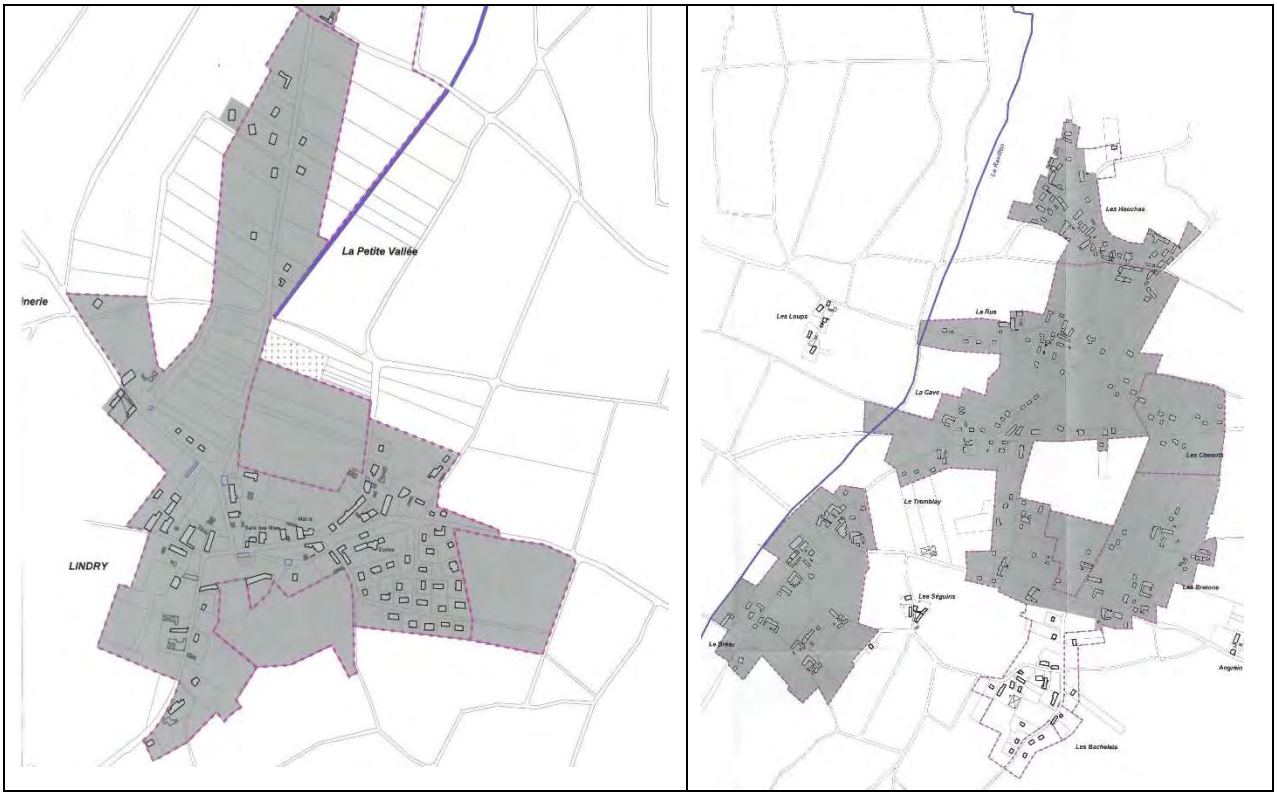
Sur la commune 199 habitations ne sont pas raccordées au réseau collectif.

Les zones raccordées au réseau collectif, en gris, sont les suivantes :

- le réseau des HOUCHES : LES HOUCHES, LE BREAU, LES CHANOTS, LES BRETONS, LA CAVE, LE TREMBLAY,
- le réseau du Bourg : le Bourg, les Marais.

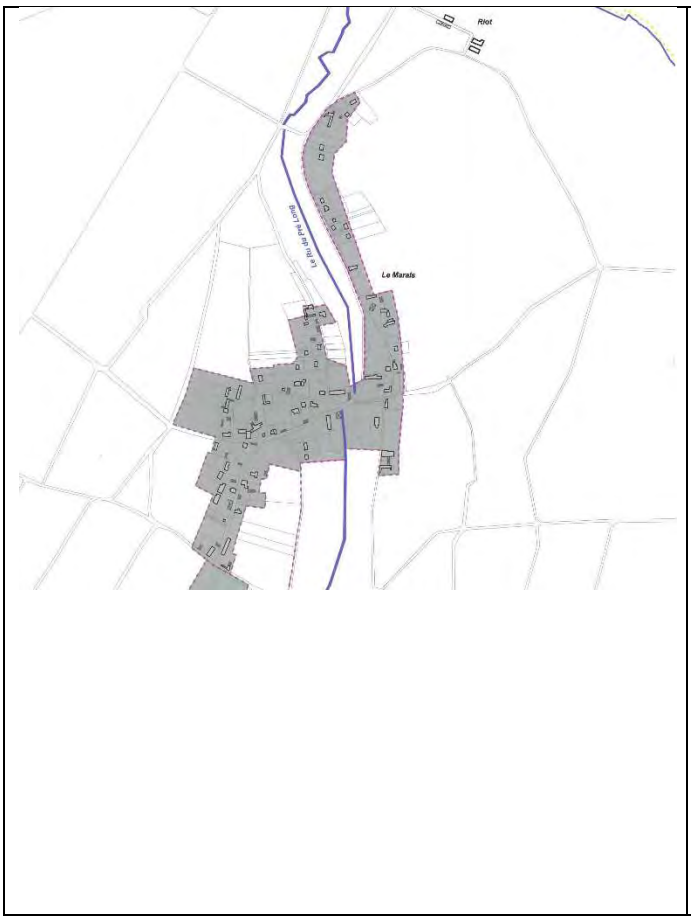
Les zones non raccordées, située en zone d'assainissement non collectif sont : LES LOUPS, ANGRAIN, LES SEGUINS, LES BACHELETS, LE FONTENY, LA METAIRIE, ALPIN.

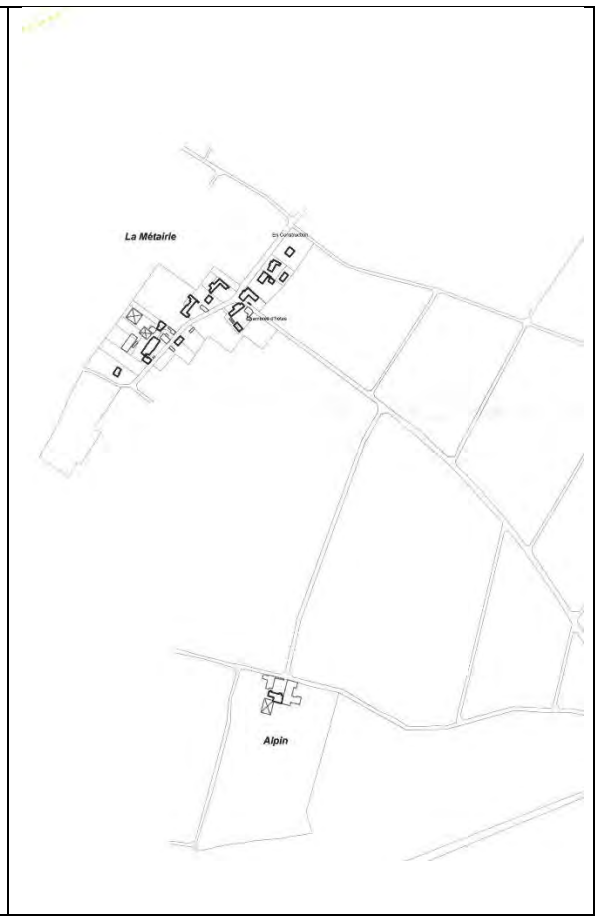
Figure 20 : Extrait du zonage d'assainissement

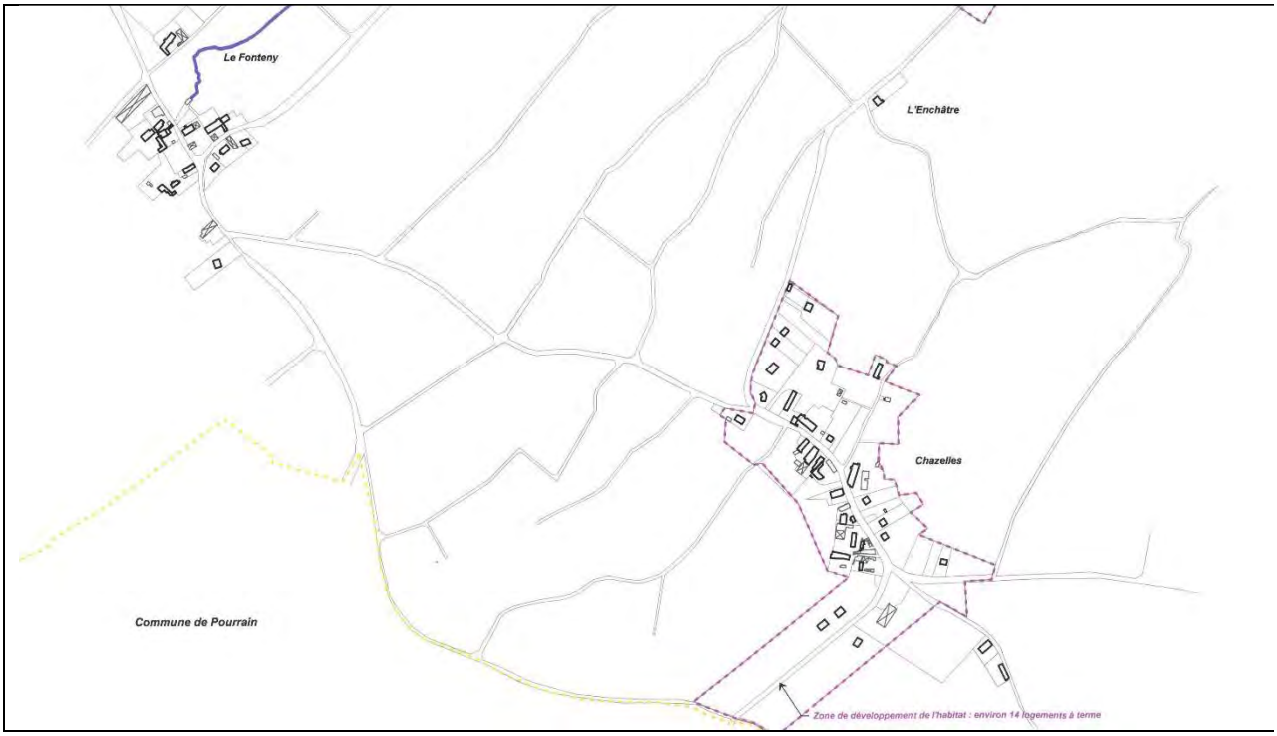


BIOS – ©Tous droits réservés

Hôtel et Pépinière d'Entreprises du Jovinien
Avenue de Sully Prolongée – 89300 JOIGNY
Tél. 03 86 63 50 45 - Fax. 09 58 75 81 46 - E-mail : bios@be-bios.com – www.be-bios.com
SARL au capital de 100 000 € - RCS de SENS 484 059 142 – SIRET 484 059 142 00030

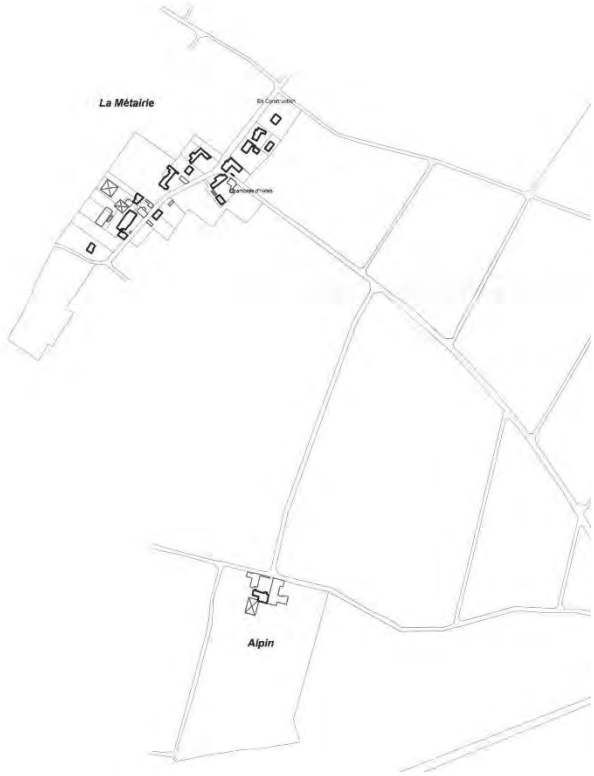






BIOS – ©Tous droits réservés

Hôtel et Pépinière d'Entreprises du Jovinien
Avenue de Sully Prolongée – 89300 JOIGNY
Tél. 03 86 63 50 45 - Fax. 09 58 75 81 46 - E-mail : bios@be-bios.com – www.be-bios.com
SARL au capital de 100 000 € - RCS de SENS 484 059 142 – SIRET 484 059 142 00030



VII - 2.3. Etat du parc ANC

Les données fournies sur l'état de l'assainissement non collectif concernent les secteurs d'extensions prévisibles du système collecte existant (secteur des LOUPS et des BACHELETS) :

- nombre d'habitations : 22,
- habitations diagnostiquées (SPANC) : 15 (contrôles 2016),
- habitations non conformes : 6 (contrôles 2016).

Les contrôles réalisés par **BIOS** en 2017 ont montré les résultats suivants :

- nombre d'habitations : 22,
- non contrôlées : 2,
- bon état de fonctionnement : 2,
- en construction : 2,
- installation acceptable sans dysfonctionnement avéré mais présentant des points de non-conformité (dispositif non accessible, ventilation trop basse) : 9,

BIOS – ©Tous droits réservés

Hôtel et Pépinière d'Entreprises du Jovinien
Avenue de Sully Prolongée – 89300 JOIGNY
Tél. 03 86 63 50 45 - Fax. 09 58 75 81 46 - E-mail : bios@be-bios.com – www.be-bios.com
SARL au capital de 100 000 € - RCS de SENS 484 059 142 – SIRET 484 059 142 00030

- installation non acceptable au regard des exigences de protection de la santé publique et / ou de l'environnement (rejet non traité dans un busage (fossé en sortie)) : 6.

Ces résultats sont représentatifs de l'état général du parc d'assainissement.

VII - 1. Etude financière de la réhabilitation des systèmes d'assainissement non collectif

Pour comparaison avec le coût de mise en place de l'assainissement collectif, le tableau suivant synthétise les coûts de réhabilitation sur chacun des secteurs du territoire communal (hors tranche).

Chaque habitation neuve créée en zone d'assainissement non collectif doit posséder une installation conforme à la règlementation.

Pour les habitations déjà existantes, le SPANC établit à l'issue du contrôle, un document précisant les travaux à réaliser pour éliminer les dangers pour la santé des personnes et les risques avérés de pollution de l'environnement.

Les coûts moyens de remise aux normes des installations d'assainissement non collectif sont estimés à 11 000 € sur les secteurs diagnostiqués des LOUPS et des BACHELETS. Ce sont les prix moyens généralement observés (10 000 à 15 000€ pour un F5).

Pour les secteurs non construits, les coûts moyens des installations sont les suivants :

Tableau 11: Coût moyen des systèmes d'assainissement non collectif (habitat neuf)

Type d'installation	PRIX EN € HT	UNITE
Tranchées filtrantes	**7 000 €**	€ HT/unité
Filtre à sable non drainé	**9 000 €**	€ HT/unité
Filtre à sable drainé	**10 000 €**	€ HT/unité
Tertre d'infiltration	**11 000 €**	€ HT/unité
Filière compacte	**10 000 €**	€ HT/unité
Micro-station	**9 000 €**	€ HT/unité

La variation des prix dépend des contraintes et notamment des contraintes de place (+1 000 à 3 000 €), et d'exutoire (+1 500 € pour une pompe).

BIOS – ©Tous droits réservés

Hôtel et Pépinière d'Entreprises du Jovinien
Avenue de Sully Prolongée – 89300 JOIGNY
Tél. 03 86 63 50 45 - Fax. 09 58 75 81 46 - E-mail : bios@be-bios.com – www.be-bios.com
SARL au capital de 100 000 € - RCS de SENS 484 059 142 – SIRET 484 059 142 00030

VIII - SOUS-DOSSIER ASSAINISSEMENT COLLECTIF

VIII - 1. Gestion du service d'assainissement

Le service assainissement est géré en régie directe par la commune. La compétence assainissement collectif va être transférée à la CCA au 1er janvier 2020, en application de la loi « NOTRE ».

VIII - 2. Prix de l'assainissement

La redevance d'assainissement est fixée à 2.90 €/m^3 consommé. La redevance pollution (reversée à l'Agence de l'Eau Seine Normandie) s'élève à 0,3 €/m^3.

VIII - 3. Nombre d'abonnés

Le tableau suivant présente le nombre d'abonnés au réseau d'assainissement, la population et le nombre moyen d'habitants par abonnement et le nombre de m^3 assujettis.

Tableau 12 : Nombre d'abonnés à l'assainissement (totalité de la commune)

Population 2014 (INSEE 2018)	Nombre abonnés 2017	m^3 assujettis	m^3/abonné
1 386	414	39 633	95,7

VIII - 4. Descriptif sommaire et état du système

Deux systèmes collectifs sont présents sur la commune. Le système de LINDRY « Bourg, LES MARAIS », est constitué d'un système de collecte séparatif et d'une station d'épuration de 720 EH réhabilitée en 2015.

Le système des HOUCHES a fait l'objet d'un diagnostic complet en 2018. La station d'épuration est en fin de vie et nécessite d'être réhabilitée.

Le coût total des travaux préconisés (réseau + station) est de 896 000 € HT. Le coût total pour la commune, remboursement d'emprunt et subvention incluse, est de 583 000 € HT.

L'augmentation prévisible de la part fixe de l'assainissement pour ces travaux est de + **0.49 € HT, subventions comprises.**

BIOS – ©Tous droits réservés

Hôtel et Pépinière d'Entreprises du Jovinien
Avenue de Sully Prolongée – 89300 JOIGNY
Tél. 03 86 63 50 45 - Fax. 09 58 75 81 46 - E-mail : bios@be-bios.com – www.be-bios.com
SARL au capital de 100 000 € - RCS de SENS 484 059 142 – SIRET 484 059 142 00030

VIII - 5. Scénarii d'assainissement envisagés au stade du schéma directeur

Afin de réaliser des comparatifs entre la mise en place de collectif et non collectif, plusieurs projets d'extensions ont été envisagés au stade schéma directeur. Ils sont présentés ci-dessous pour information.

Pour chaque scénario, il est attendu un niveau de protection de l'environnement équivalent, en considérant une réhabilitation totale des systèmes d'assainissement non collectif et la réhabilitation de la station des HOUCHES.

VIII - 5.1. Présentation des projets

- *Voir pages suivantes -*

BIOS – ©Tous droits réservés

Hôtel et Pépinière d'Entreprises du Jovinien
Avenue de Sully Prolongée – 89300 JOIGNY
Tél. 03 86 63 50 45 - Fax. 09 58 75 81 46 - E-mail : bios@be-bios.com – www.be-bios.com
SARL au capital de 100 000 € - RCS de SENS 484 059 142 – SIRET 484 059 142 00030

VIII - 5.1.1. Raccordement de CHAZELLES

Présenté pour information. Pour mémoire, la commune n'a pas choisi d'étendre son réseau sur CHAZELLES.

Le projet comprend le raccordement du hameau de CHAZELLES, via la création d'un poste de refoulement.



Poste de refoulement à créer (dont un sur le projet des BACHELETS)

Réseau gravitaire à créer : 1 400 ml dont 250 ml en terrain privé

Réseau de refoulement à créer : 860 ml

47 habitations à raccorder, dont 25% ayant des systèmes d'ANC récents (maisons neuves).

BIOS – ©Tous droits réservés

Hôtel et Pépinière d'Entreprises du Jovinien
Avenue de Sully Prolongée – 89300 JOIGNY
Tél. 03 86 63 50 45 - Fax. 09 58 75 81 46 - E-mail : bios@be-bios.com – www.be-bios.com
SARL au capital de 100 000 € - RCS de SENS 484 059 142 – SIRET 484 059 142 00030

VIII - 5.1.2. Raccordement des FONTENY

Présenté pour information. Pour mémoire, la commune n'a pas choisi d'étendre son réseau sur FONTENY.

Le projet comprend le raccordement du hameau de FONTENY, via un réseau gravitaire.



Réseau existant

Réseau gravitaire à créer : 1 410 ml dont 280 ml en terrain privé

11 habitations à raccorder

BIOS – ©Tous droits réservés

Hôtel et Pépinière d'Entreprises du Jovinien
Avenue de Sully Prolongée – 89300 JOIGNY
Tél. 03 86 63 50 45 - Fax. 09 58 75 81 46 - E-mail : bios@be-bios.com – www.be-bios.com
SARL au capital de 100 000 € - RCS de SENS 484 059 142 – SIRET 484 059 142 00030

VIII - 5.1.3. Raccordement de la METAIRIE

Présenté pour information. Pour mémoire, la commune n'a pas choisi d'étendre son réseau sur la METAIRIE.

Le projet comprend le raccordement du hameau de la METAIRIE, via la création d'un poste de refoulement.



Poste de refoulement à créer

Réseau existant :

Réseau gravitaire à créer : 470 ml

Réseau de refoulement à créer : 1400 ml

14 habitations à raccorder.

BIOS – ©Tous droits réservés

Hôtel et Pépinière d'Entreprises du Jovinien
Avenue de Sully Prolongée – 89300 JOIGNY
Tél. 03 86 63 50 45 - Fax. 09 58 75 81 46 - E-mail : bios@be-bios.com – www.be-bios.com
SARL au capital de 100 000 € - RCS de SENS 484 059 142 – SIRET 484 059 142 00030

VIII - 5.1.4. Raccordement des LOUPS

Pour mémoire, la commune a choisi d'étendre son réseau sur les LOUPS.

Le projet comprend le raccordement du hameau des LOUPS, via la création d'un poste de refoulement.



Réseau existant

Réseau gravitaire à créer : 350 ml

6 habitations à raccorder.

BIOS – ©Tous droits réservés

Hôtel et Pépinière d'Entreprises du Jovinien
Avenue de Sully Prolongée – 89300 JOIGNY
Tél. 03 86 63 50 45 - Fax. 09 58 75 81 46 - E-mail : bios@be-bios.com – www.be-bios.com
SARL au capital de 100 000 € - RCS de SENS 484 059 142 – SIRET 484 059 142 00030

VIII - 5.1.5. Raccordement des BACHELETS

Pour mémoire, la commune a choisi d'étendre son réseau sur les BACHELETS (PROJET A uniquement).

Le projet A comprend le raccordement du hameau des BACHELETS, via la création d'un poste de refoulement. Le projet B comprend le raccordement de la partie basse des BACHELETS.

A



B



Projet A

- Poste de refoulement à créer
- Réseau existant
- Réseau gravitaire à créer : 330 ml
- Réseau de refoulement à créer : 195 ml

16 habitations à raccorder.

BIOS – ©Tous droits réservés

Hôtel et Pépinière d'Entreprises du Jovinien
Avenue de Sully Prolongée – 89300 JOIGNY
Tél. 03 86 63 50 45 - Fax. 09 58 75 81 46 - E-mail : bios@be-bios.com – www.be-bios.com
SARL au capital de 100 000 € - RCS de SENS 484 059 142 – SIRET 484 059 142 00030

Projet B



Déplacement du PR du projet A

Réseau existant :

Réseau gravitaire à créer : 310 ml supplémentaires

Réseau de refoulement à créer : 310 ml supplémentaires

12 habitations à raccorder, dont la moitié en partie basse (nécessite des postes de refoulement pour chaque branchement en contrebas).

VIII - 5.2. Coûts des projets et impact sur le prix de l'assainissement

Le tableau suivant présente le coût total de chacun des projets (Maîtrise d'Œuvre comprise), ainsi que les subventions et / ou avances que l'Agence de l'Eau **peut éventuellement** attribuer. Les prix « plafonds » des projets pour l'Agence de l'Eau sont également indiqués.

Pour les projets d'extension, l'AESN finance si le rapport « Longueur du réseau » / « Nombre de branchement < 40 ».

Pour mémoire, la commune a choisi le mode assainissement collectif pour les scénarios en vert ci-dessous et en assainissement non collectif pour les scénarios grisés.

Tableau 13 : Synthèse des coûts et des subventions des projets d'assainissement collectif

Projet	Descriptif du projet	Montant estimatif (€ HT) (1)	Plafond AESN (€ HT)	Subvention AESN (€ HT) (2) 40% du plafond	Avance AESN (€ HT) (3) 20% du plafond	Prêt AESN - Remboursement annuel (€ HT) (4)
1	LES LOUPS	132 000 €	55 457 €	27 017 €	19 300 €	965 €
2	LES BACHELETS partie A	213 000 €	153 993 €	66 777 €	35 400 €	1 770 €
3	CHAZELLES	587 422 €	Non subventionable			
4	FONTENY	334 811 €				
5	METAIRIE	282 949 €				
6	LES BACHELETS partie B	148 106 €				

BIOS – ©Tous droits réservés

Hôtel et Pépinière d'Entreprises du Jovinien
Avenue de Sully Prolongée – 89300 JOIGNY
Tél. 03 86 63 50 45 - Fax. 09 58 75 81 46 - E-mail : bios@be-bios.com – www.be-bios.com
SARL au capital de 100 000 € - RCS de SENS 484 059 142 – SIRET 484 059 142 00030

VIII - 5.2.1. Amortissement du projet

Les tableaux suivants présentent :

- **le montant de l'emprunt à contracter** : emprunt à contracter pour financer le projet (hors ou avec subvention de l'AESN) en considérant éventuellement le montant d'une taxe de raccordement* ;
- **les intérêts de l'emprunt** : coût de l'emprunt : remboursement des intérêts d'un emprunt à 2 % sur une période de 15 ou 30 ans, avec ou sans subvention ;
- **les annuités** : coût annuel du projet sur une période de 15 ou 30 ans (en fonction de la durée du prêt, afin de permettre son remboursement, et du taux d'intérêt : ici un taux de 2 % est appliqué) et selon les subventions ou les avances accordées ou non par l'AESN. Elles comprennent le remboursement des intérêts et de la somme empruntée aux organismes financiers (banque, AESN …) ;
- **le coût total projet** : correspond donc au coût total du projet sur 15 ou 30 ans, avec ou sans subvention. Les coûts d'entretien des installations ne sont pas pris en compte à ce stade.

Tableau 14 : Emprunt à contracter

Projet	Montant de l'emprunt à contracter (€ HT) (7)		Intérêts de l'emprunt (2 %) (€ HT) (8)			
	Hors subvention = (1-6*nb abonnés supplémentaires)	Avec subvention = (1-2-3-6*nb abonnés supplémentaires)	Hors subvention		Avec subvention	
			15 ans	30 ans	15 ans	30 ans
LES LOUPS	132 000 €	85 683 €	20 898 €	43 643 €	13 565 €	28 329 €
LES BACHELETS partie A	213 000 €	110 824 €	33 721 €	70 424 €	17 545 €	36 642 €
CHAZELLES	587 422 €	-	92 998 €	194 219 €	-	-
FONTENY	334 811 €	-	53 006 €	110 699 €	-	-
METAIRIE	282 949 €	-	44 795 €	93 552 €	-	-
LES BACHELETS partie B	148 106 €	-	23 448 €	48 968 €	-	-

BIOS – ©Tous droits réservés

Hôtel et Pépinière d'Entreprises du Jovinien
Avenue de Sully Prolongée – 89300 JOIGNY
Tél. 03 86 63 50 45 - Fax. 09 58 75 81 46 - E-mail : bios@be-bios.com – www.be-bios.com
SARL au capital de 100 000 € - RCS de SENS 484 059 142 – SIRET 484 059 142 00030

Tableau 15 : Amortissement des projets d'assainissement collectif

Projet	Annuités (€ HT) (9)				Coût total du projet avec remboursement des intérêts bancaires (€ HT) (10)=(9*n année)			
	Hors subvention = (7+8)/ n années		Avec subvention = ((7+8)/ n années) +(4)		Hors subvention		Avec subvention	
	15 ans	30 ans	15 ans	30 ans	15 ans	30 ans	15 ans	30 ans
LES LOUPS	10 193 €	5 855 €	7 903 €	4 443.76 €	152 898 €	175 643 €	118 548 €	133 313 €
LES BACHELETS partie A	16 448 €	9 447 €	10 918 €	6 096 €	246 721 €	283 424 €	163 769 €	182 865 €
CHAZELLES	45 361 €	26 055 €	-	-	680 420 €	781 642 €	-	-
FONTENY	25 854 €	14 850 €	-	-	387 817 €	445 510 €	-	-
METAIRIE	21 850 €	12 550 €	-	-	327 744 €	376 501 €	-	-
LES BACHELETS partie B	11 437 €	6 569 €	-	-	171 554 €	197 074 €	-	-

VIII - 5.2.2. Répercussions du projet sur le prix de l'eau

A des fins de comparaison, le coût supplémentaire du m^3 d'eau est évalué pour chaque projet. Ce coût supplémentaire est calculé sur la base de la consommation moyenne annuelle par abonnés de la commune.

BIOS – ©Tous droits réservés

Hôtel et Pépinière d'Entreprises du Jovinien
Avenue de Sully Prolongée – 89300 JOIGNY
Tél. 03 86 63 50 45 - Fax. 09 58 75 81 46 - E-mail : bios@be-bios.com – www.be-bios.com
SARL au capital de 100 000 € - RCS de SENS 484 059 142 – SIRET 484 059 142 00030

Tableau 16 : Synthèse des coûts des projets d'assainissement collectif (partie publique)

Projet	Nb d'abonnés supplémentaires	Budget annuel service assainissement (€ HT) (14) = (12) + Budget actuel + (9)				Augmentation redevance assainissement : Coût/m³ (€ HT) y compris entretien (16) = (14-abonnement total annuel)/consommation annuelle future estimée - redevance actuelle- redevance actuelle (2.9 €HT)			
		Hors subvention		Avec subvention		Hors subvention		Avec subvention	
		15 ans	30 ans	15 ans	30 ans	15 ans	30 ans	15 ans	30 ans
LES LOUPS	6	125 688 €	121 349 €	123 398 €	119 938 €	0.23 €	0.12 €	**0.17 €**	**0.08 €**
LES BACHELETS partie A	16	134 189 €	127 188 €	128 658 €	123 836 €	0.36 €	0.19 €	**0.23 €**	**0.11 €**
CHAZELLES	47	165 398 €	146 091 €	-	-	0.85 €	0.41 €	-	-
FONTENY	11	142 144 €	131 139 €	-	-	0.59 €	0.32 €	-	-
METAIRIE	14	137 878 €	128 578 €	-	-	0.47 €	0.24 €	-	-
LES BACHELETS partie B	12	127 420 €	122 553 €	-	-	0.23 €	0.11 €	-	-

Le tableau présente :

- **l'entretien annuel** : le coût annuel d'entretien (électricité, maintenance, réparation …) de chaque projet ;
- **le budget annuel du service assainissement :** il présente le coût total du service assainissement, y compris l'amortissement des installations sur la période considérée et l'entretien des installations ;
- **le coût par m³** : impact de chaque projet sur le prix de l'eau (coût supplémentaire par m^3 d'eau consommé) sur une période de 15 ou 30 ans (en fonction de la consommation des abonnés et du nombre actuel d'abonnés au service assainissement) ainsi que selon les subventions ou les avances accordées ou non par l'AESN. Le coût au m^3 est calculé en considérant un abonnement annuel nul et en considérant le coût d'entretien des installations.

BIOS – ©Tous droits réservés

Hôtel et Pépinière d'Entreprises du Jovinien
Avenue de Sully Prolongée – 89300 JOIGNY
Tél. 03 86 63 50 45 - Fax. 09 58 75 81 46 - E-mail : bios@be-bios.com – www.be-bios.com
SARL au capital de 100 000 € - RCS de SENS 484 059 142 – SIRET 484 059 142 00030

VIII - 5.2.3. Coût par abonné et coûts relatifs aux branchements privés

Le tableau suivant présente les coûts par branchement de chaque projet sur une période de 15 ou 30 ans (durée du prêt), avec ou sans subventions.

Partie publique : coût par abonné de la réalisation de chaque projet (réseau, branchement partie public, boite de branchement, station d'épuration, Maîtrise d'Œuvre …), avec ou sans subvention et avec un emprunt sur 15 ou 30 ans. A des fins de comparaison avec le coût de l'assainissement non collectif, il s'agit du coût total du projet divisé par le nombre de branchement à réaliser, hors partie privée du réseau.

Partie privée : coût par particulier (avec et sans subvention) pour connecter l'habitation à la boite de branchement au réseau d'assainissement située en limite de propriété. Sur le domaine privé, les travaux de raccordement d'une habitation au réseau collectif placé sur le domaine public sont à la charge du propriétaire. Le coût d'un branchement sans difficulté est d'en moyenne 3 000 à 3 500 € HT.

Il est considéré que le particulier ne contracte pas d'emprunt pour ces travaux. Une fois le réseau et la station créée, les propriétaires ont deux ans pour se brancher sur le réseau (hors dérogation du gestionnaire). Le coût du branchement en partie privée est supporté par le particulier.

Tableau 17: Synthèse des coûts par abonné (assainissement collectif)

Projet	Coût par abonné - partie publique (€ HT) (17)=(10/nb d'abonnés futurs)				Coût par branchement - partie privée (€ HT) (18)		Coût total des branchements - partie privée (€ HT) (19)=(18*nb branchements)	
	Hors subvention		Avec subvention		Hors subvention	Avec subvention	Hors subvention	Avec subvention
	15 ans	30 ans	15 ans	30 ans				
LES LOUPS	25 483 €	29 274 €	19 758 €	22 219 €	3 257 €	257 €	19 542 €	1 542 €
LES BACHELETS partie A	15 420 €	17 714 €	10 236 €	11 429 €	3 257 €	257 €	52 112 €	4 112 €
CHAZELLES	14 477 €	16 631 €	-	-	3 500 €	-	164 500 €	-
FONTENY	35 256 €	40 501 €	-	-	3 500 €	-	38 500 €	-
METAIRIE	23 410 €	26 893 €	-	-	3 500 €	-	49 000 €	-
LES BACHELETS partie B	14 296 €	16 423 €	-	-	6 000 €	-	72 000 €	-

BIOS – ©Tous droits réservés

Hôtel et Pépinière d'Entreprises du Jovinien
Avenue de Sully Prolongée – 89300 JOIGNY
Tél. 03 86 63 50 45 - Fax. 09 58 75 81 46 - E-mail : bios@be-bios.com – www.be-bios.com
SARL au capital de 100 000 € - RCS de SENS 484 059 142 – SIRET 484 059 142 00030

IX - SOUS-DOSSIER ASSAINISSEMENT PLUVIAL

IX - 1. Techniques de gestion des eaux pluviales

Plusieurs moyens de maîtriser les ruissellements sont existants. Ils peuvent être classés en deux grandes catégories visant à :

- la limitation de la genèse des ruissellements (on agit sur les causes),
- la gestion des ruissellements (on traite les conséquences).

La limitation des ruissellements passe généralement par des actions de modification de la nature de l'occupation du sol par :

- la limitation des surfaces imperméables dans les zones urbanisées,
- la réintroduction des haies et des talus (1 mètre linéaire de haie peut stocker de 3 à 7 m^3 d'eau),
- la remise en herbe des parcelles les plus pentues,
- l'action sur les pratiques culturales (favoriser un parcellaire diversifié, jouer sur le sens de culture, appliquer la rotation des assolements, améliorer le travail du sol, …).

La gestion des eaux pluviales est la seule solution lorsqu'il n'est pas possible d'intervenir sur la limitation des ruissellements. Les solutions privilégiées reposent alors sur l'implantation d'ouvrages de collecte, de moyens de stockage et d'évacuation, voire de traitement.

On peut ainsi citer les dispositifs en domaine public :

- les bassins pluviaux et les chaussées réservoirs permettant de stocker temporairement les eaux pluviales et réaliser leur infiltration dans le sol sous réserve de perméabilité et d'absence d'enjeux relatifs aux eaux souterraines,
- les noues et les espaces publics submersibles,
- les fossés et les réseaux de collecte.

Mais également, en domaine privé :

- les puits et les tranchées d'infiltration,
- les toitures végétalisées,
- le procédé de stockage et le recyclage, notamment pour l'arrosage des jardins ou le lavage des véhicules.

BIOS – ©Tous droits réservés

Hôtel et Pépinière d'Entreprises du Jovinien
Avenue de Sully Prolongée – 89300 JOIGNY
Tél. 03 86 63 50 45 - Fax. 09 58 75 81 46 - E-mail : bios@be-bios.com – www.be-bios.com
SARL au capital de 100 000 € - RCS de SENS 484 059 142 – SIRET 484 059 142 00030

La réduction des ruissellements permet aussi de lutter contre la pollution des milieux aquatiques. Dans le cas où elles sont insuffisantes, des systèmes de dépollution doivent être mis en place :

- bassin de traitement,
- séparateur hydrocarbures / débourbeurs.

A noter que le SDAGE encourage la mise en place de techniques alternatives au « *tout tuyau* ». Quelques-unes de ces techniques sont présentées dans les paragraphes suivants (source : assainissement-developement-durable.gouv.fr).

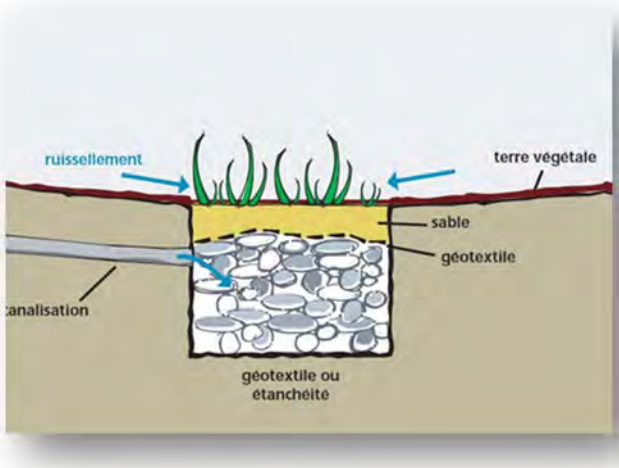
IX - 1.1. Les fossés et noues végétalisés

Une noue est un fossé large et peu profond aux formes adoucies. Les eaux pluviales sont stockées et s'infiltrent et / ou s'écoulent vers les eaux de surface ou un réseau de collecte superficiel ou enterré. Elles peuvent avoir un double usage, rétention et infiltration et ont l'avantage d'être peu onéreuse à réaliser.



Les noues peuvent être engazonnées, enherbées ou bien encore plantées. Faciles de mise en œuvre, elles permettent la création d'un paysage végétal et d'espaces verts qui rendent visible le chemin des eaux pluviales.

IX - 1.2. Les tranchées drainantes



Plus cher à mettre en place que les noues, les tranchées drainantes sont des ouvrages linéaires de faible profondeur comblés de matériaux poreux. Elles assurent le stockage temporaire des eaux pluviales avant infiltration et / ou restitution à débit contrôlé vers les eaux de surface ou un réseau de collecte superficiel ou enterré. L'eau est amenée soit par des drains ou des canalisations, soit par ruissellement diffus.

Les tranchées peuvent s'insérer dans de nombreux espaces urbains, au niveau d'accotements, sous trottoirs, en périphérie de bâtiments.

Elles peuvent facilement être réalisées chez les particuliers.

BIOS – ©Tous droits réservés

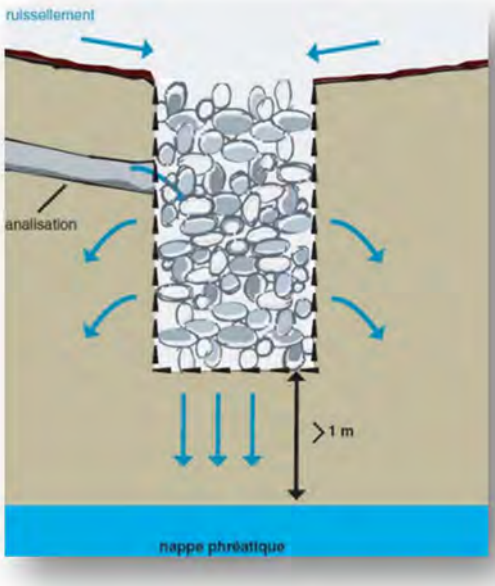
Hôtel et Pépinière d'Entreprises du Jovinien
Avenue de Sully Prolongée – 89300 JOIGNY
Tél. 03 86 63 50 45 - Fax. 09 58 75 81 46 - E-mail : bios@be-bios.com – www.be-bios.com
SARL au capital de 100 000 € - RCS de SENS 484 059 142 – SIRET 484 059 142 00030

IX - 1.3. Les puits d'infiltration

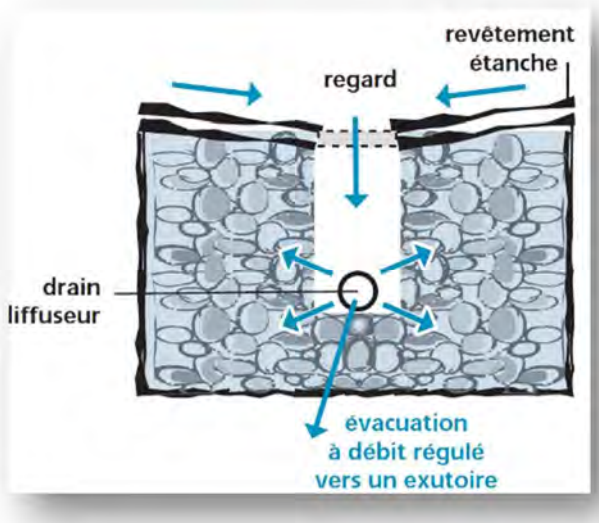
Les puits sont des ouvrages qui permettent le transit des eaux pluviales vers un horizon perméable du sol pour assurer leur infiltration, après stockage et prétraitement éventuels.

Les puits peuvent constituer une solution intéressante dans des zones privées d'exutoire ou dans des secteurs fortement contraints. Ils peuvent également facilement être réalisés chez les particuliers.

Les puits peuvent être couplés à d'autres ouvrages de gestion des eaux pluviales, en permettant par exemple la vidange de noues et fossés végétalisés ou de bassins d'infiltration.



IX - 1.4. Les chaussées à structure-réservoir



Une chaussée à structure réservoir assure le stockage des eaux pluviales à l'intérieur du corps de chaussée, dans les vides du matériau. L'eau est collectée soit localement par un système d'avaloirs et de drains, soit par infiltration répartie à travers un revêtement drainant en surface.

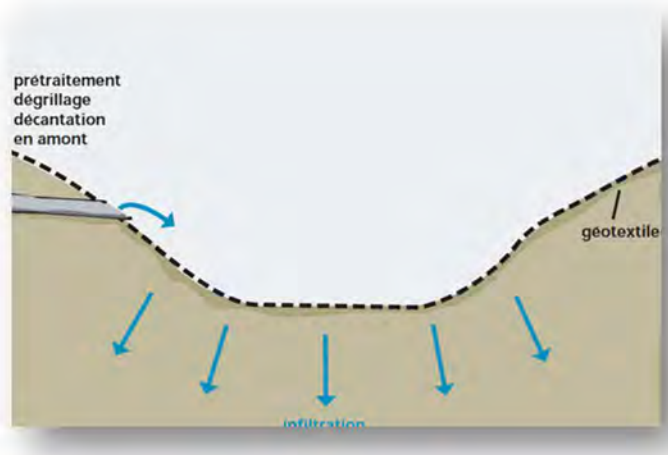
Ces solutions sont onéreuses à mettre en place sur de l'existant.

BIOS – ©Tous droits réservés

Hôtel et Pépinière d'Entreprises du Jovinien
Avenue de Sully Prolongée – 89300 JOIGNY
Tél. 03 86 63 50 45 - Fax. 09 58 75 81 46 - E-mail : bios@be-bios.com – www.be-bios.com
SARL au capital de 100 000 € - RCS de SENS 484 059 142 – SIRET 484 059 142 00030

IX - 1.5. Les bassins à ciel ouvert

L'eau est collectée par un ouvrage d'arrivée, stockée dans le bassin puis restituée par infiltration dans le sol (bassins d'infiltration) ou à débit contrôlé vers les eaux de surface ou un réseau de collecte superficiel ou enterré (bassins de retenue). Parmi les bassins de retenue, on distingue les bassins en eau, qui conservent une lame d'eau en permanence, et les bassins sec, qui sont vides la majeure partie du temps.





Les bassins à ciel ouvert s'intègrent dans les espaces publics (places, aires de jeux, terrains de sport) et participent à l'aménagement paysager et à la création de zones vertes, voire bleues.

Les retenues collinaires rentrent dans cette catégorie.

IX - 1.6. Les bassins enterrés

Contrairement aux bassins à ciel ouvert, les ouvrages enterrés de Génie Civil peuvent être situés sous parkings, voiries légères ou lourdes, selon la technique de réalisation employée.

On distingue en effet plusieurs techniques, des buses et cuves en béton ou métalliques aux ouvrages comblés de produits creux en béton ou de Structures Alvéolaires Ultra légères (SAUL).

Les bassins enterrés présentent un intérêt dans des secteurs fortement contraints (faible emprise foncière disponible) et peuvent supporter différentes activités sous réserve d'un dimensionnement mécanique adapté, en parallèle du dimensionnement hydraulique de l'ouvrage.

Cependant, leur coût est excessif.

BIOS – ©Tous droits réservés

Hôtel et Pépinière d'Entreprises du Jovinien
Avenue de Sully Prolongée – 89300 JOIGNY
Tél. 03 86 63 50 45 - Fax. 09 58 75 81 46 - E-mail : bios@be-bios.com – www.be-bios.com
SARL au capital de 100 000 € - RCS de SENS 484 059 142 – SIRET 484 059 142 00030

IX - 1.7. Les toitures-terrasses

Les toitures-terrasses, végétalisées ou non, permettent de retenir temporairement la pluie avant de la restituer via des descentes d'eaux pluviales connectées à d'autres ouvrages de gestion des eaux pluviales ou à un réseau de collecte superficiel ou enterré. Elles favorisent également l'évapotranspiration des eaux.



Ces techniques, plus adaptées pour des grands projets, ne peuvent être réalisées que sur des nouveaux projets ou des projets importants de réhabilitation.

IX - 1.8. La récupération et l'utilisation des eaux de pluie

Adapté pour les particuliers, couplés avec d'autres solutions, les eaux de pluie stockées peuvent constituer une ressource alternative pour des usages ne requérant pas une eau potable, comme par exemple l'arrosage.

Les cuves enterrées ou aériennes, les tonneaux récupérateurs, etc. ne permettent pas de remplir les mêmes fonctions que tout autre ouvrage de gestion des eaux pluviales. En effet, une cuve d'eau de pluie contribue à limiter les volumes d'eaux pluviales rejetés, mais ne garantit pas une maîtrise des débits.

IX - 2. Gestion des eaux pluviales et infrastructures existantes

IX - 2.1. Structure des réseaux

Les schémas suivants présentent les infrastructures principales du réseau.

Pour sa structure, on peut noter :

- **Sur le secteur des HOUCHES,** le réseau est principalement constitué de fossés et de fossés busés (peu profonds), ayant pour exutoire principale le Ravillon. Les diamètres vont du 300 mm (majoritaire) au 600 mm, avant le rejet au Ravillon. Il existe quelques exutoires secondaires (fossés / mares).

  Le fossé principal qui draine une grande partie des HOUCHES, prend forme entre la rue de Bréau et la D22. Il reçoit les eaux de tout le Sud de la commune (LE BREAU, LES BRETONS, LES BOIS ROLLIN, LE GRAND CHEMIN). Après avoir recueilli les eaux de la rue du Cul d'Oison, elles sont acheminées vers le PRE MOURON pour former le Ravillon.

BIOS – ©Tous droits réservés

Hôtel et Pépinière d'Entreprises du Jovinien
Avenue de Sully Prolongée – 89300 JOIGNY
Tél. 03 86 63 50 45 - Fax. 09 58 75 81 46 - E-mail : bios@be-bios.com – www.be-bios.com
SARL au capital de 100 000 € - RCS de SENS 484 059 142 – SIRET 484 059 142 00030

Des eaux claires provenant de sources et des eaux de nappes refoulées par les pompes vides caves ou des drainages (fréquents) sont rejetées dans le réseau pluvial. Le trop-plein du lavoir rue de Bréau se rejette également dans ce même réseau.

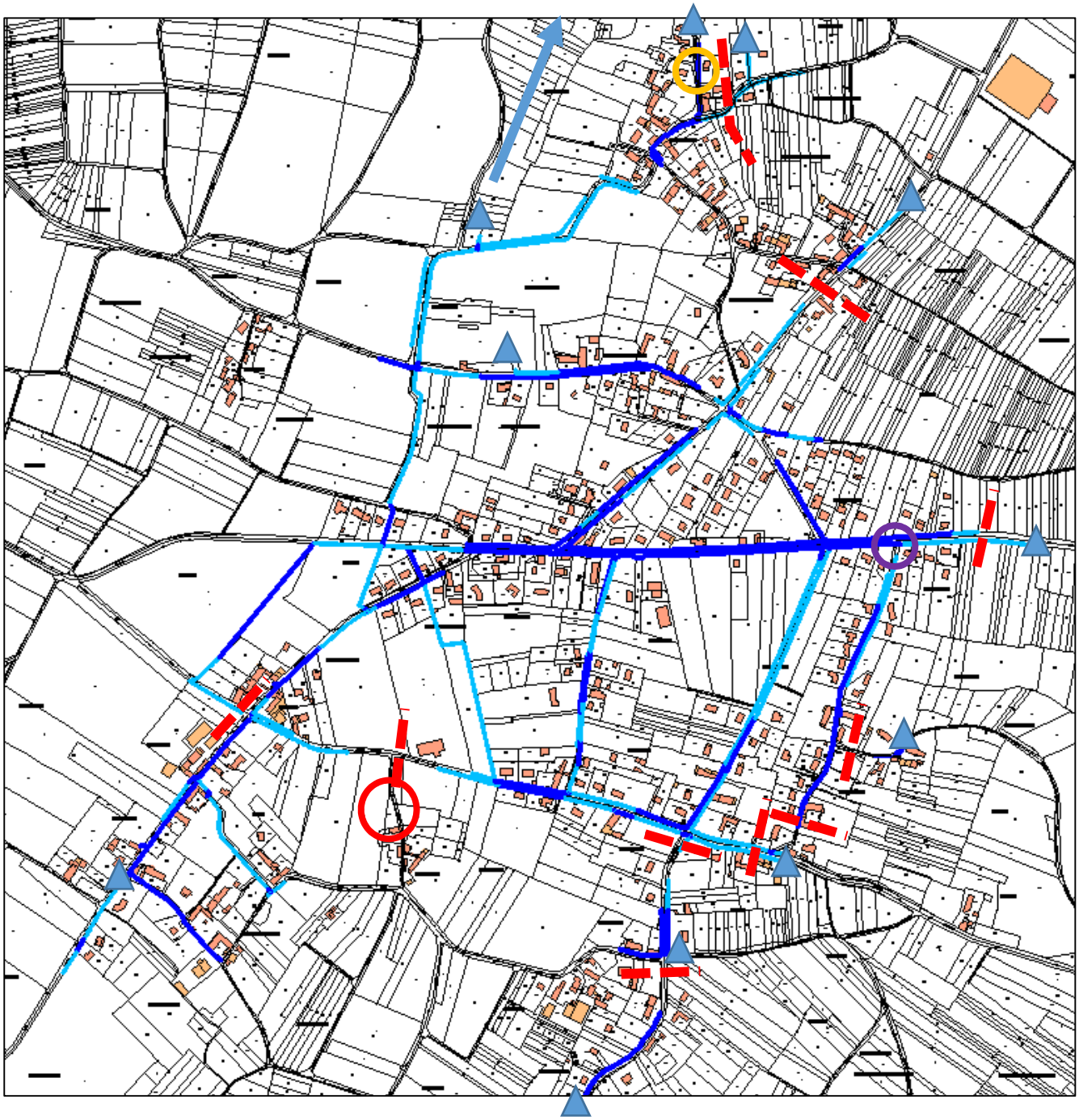
L'étude du réseau pluvial, via les visites par temps sec et les tests NH4+, n'a pas permis de déceler de rejets d'effluents domestiques.

Peu de problème sont rencontrés par les employés communaux. On notera :

- certains ouvrages semblent vétustes et présentent un danger pour les piétons et les automobilistes. Le réseau pluvial est par endroit très peu profond avec des busages apparents ;
- les canalisations sont parfois obstruées par des sédiments charriés et des embâcles. De ce point le réseau ne semble pas particulièrement entretenu hormis en cas de problème ;
- d'ensablage, pouvant entrainer des débordements sont existants sur le secteur de la route des Chenots ;
- ruissellement rue des Seguins et problèmes de gravillons en raison de l'absence de cunette, de réseau, de fossé et d'eaux provenant du chemin supérieur
- des ruissellements rue de la Garenne sont également existants.

BIOS – ©Tous droits réservés

Hôtel et Pépinière d'Entreprises du Jovinien
Avenue de Sully Prolongée – 89300 JOIGNY
Tél. 03 86 63 50 45 - Fax. 09 58 75 81 46 - E-mail : bios@be-bios.com – www.be-bios.com
SARL au capital de 100 000 € - RCS de SENS 484 059 142 – SIRET 484 059 142 00030



Busages
Fossé
Exutoires
Ligne de partage' des eaux

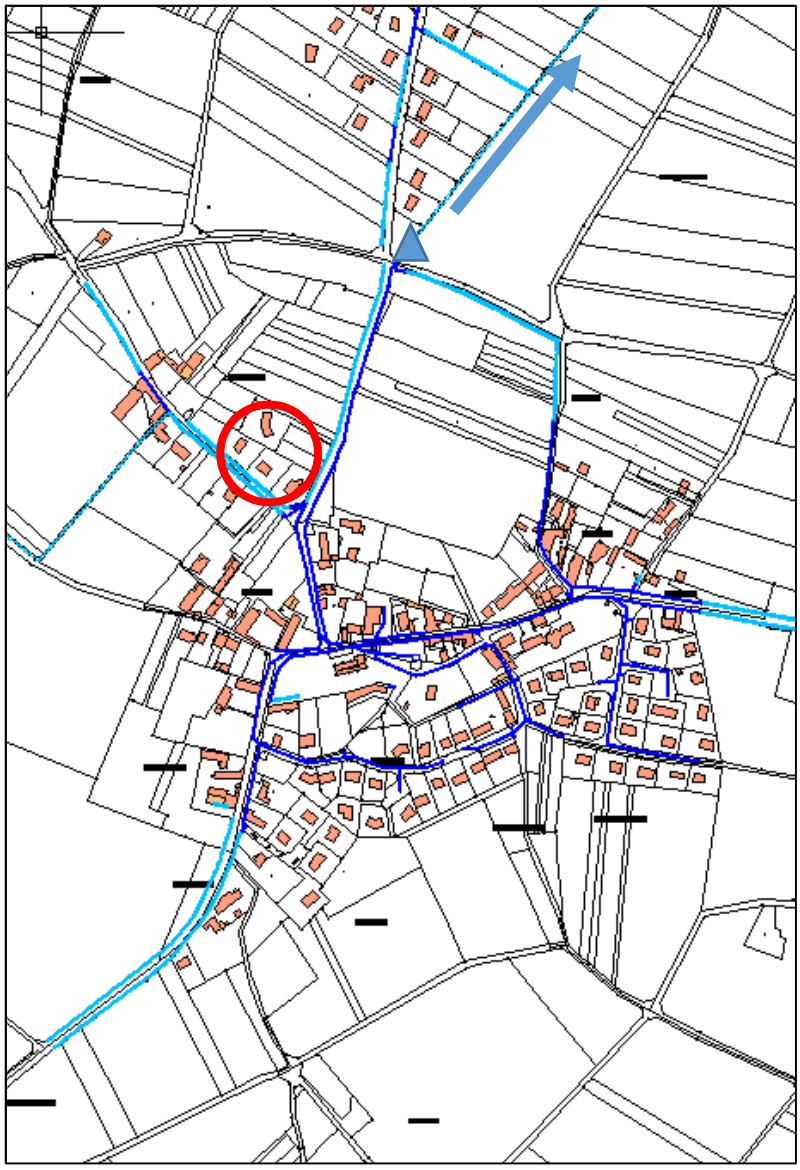
BIOS – ©Tous droits réservés

Hôtel et Pépinière d'Entreprises du Jovinien
Avenue de Sully Prolongée – 89300 JOIGNY
Tél. 03 86 63 50 45 - Fax. 09 58 75 81 46 - E-mail : bios@be-bios.com – www.be-bios.com
SARL au capital de 100 000 € - RCS de SENS 484 059 142 – SIRET 484 059 142 00030

- Sur **LE BOURG**, il existe un réseau plus développé en PVC et PE 300 mm à 500 mm, récupérant un réseau de fossé. Il a pour exutoire final le ruisseau de PRE LONG (puis le Ravillon).

  A noter que certains regards sont mixtes (EU / EP) bien que le réseau soit séparatif.

  Quelques problèmes de ruissellement ont eu lieu rue de la Moinerie, ou certaines habitations sont situées sur le point bas (Thalweg). Les eaux sont canalisées via un fossé.



Réseaux principaux

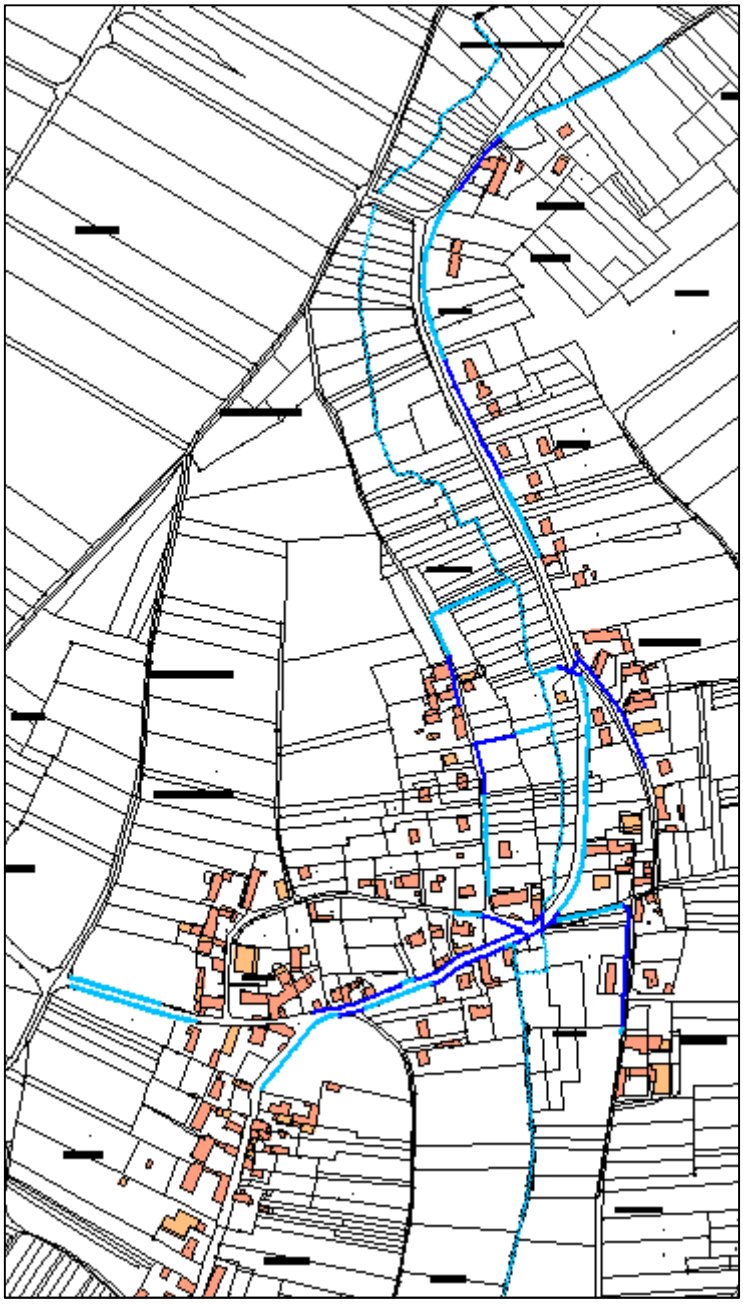
Fossé

Exutoires

BIOS – ©Tous droits réservés

Hôtel et Pépinière d'Entreprises du Jovinien
Avenue de Sully Prolongée – 89300 JOIGNY
Tél. 03 86 63 50 45 - Fax. 09 58 75 81 46 - E-mail : bios@be-bios.com – www.be-bios.com
SARL au capital de 100 000 € - RCS de SENS 484 059 142 – SIRET 484 059 142 00030

Sur LES MARAIS, les écoulements sont également canalisés vers le ru, via de nombreux fossés dont certains sont busés en diamètre 160 à 500.



Réseaux principaux

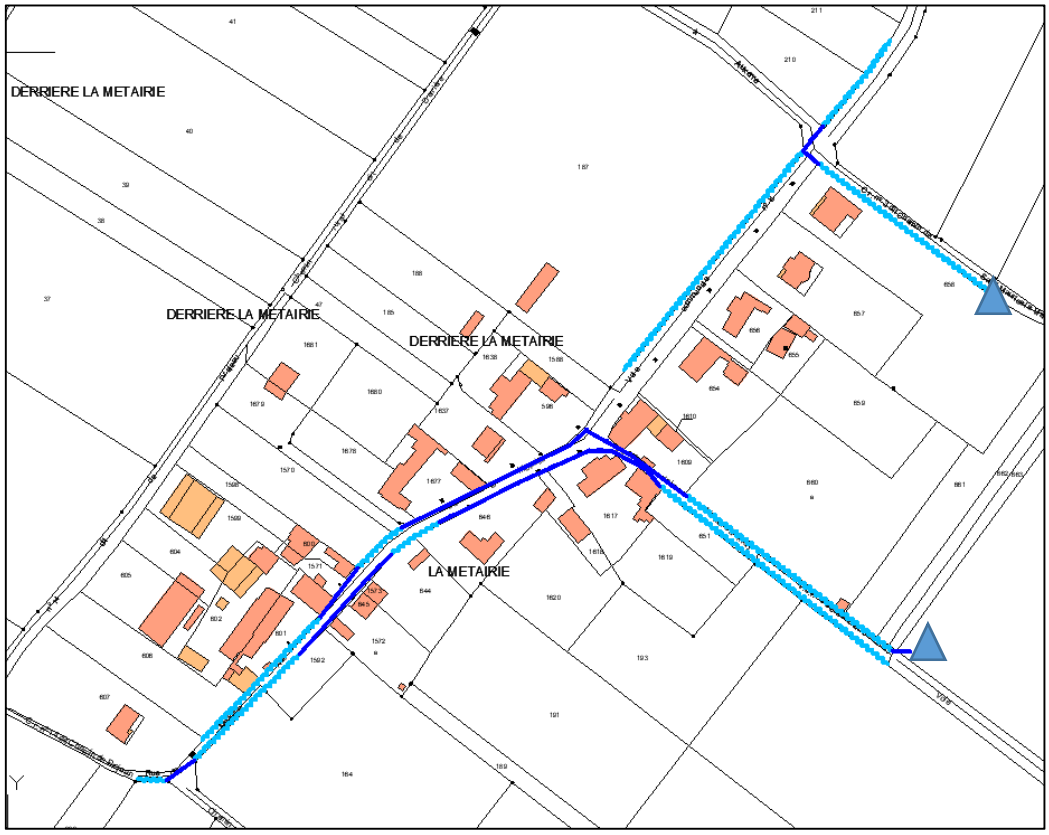
Fossé

Exutoires

BIOS – ©Tous droits réservés

Hôtel et Pépinière d'Entreprises du Jovinien
Avenue de Sully Prolongée – 89300 JOIGNY
Tél. 03 86 63 50 45 - Fax. 09 58 75 81 46 - E-mail : bios@be-bios.com – www.be-bios.com
SARL au capital de 100 000 € - RCS de SENS 484 059 142 – SIRET 484 059 142 00030

Sur LA METAIRIE, il existe un réseau de fossé et de fossés busés, ayant pour exutoire principal un fossé et un réseau situé sous un champ.



Réseaux principaux

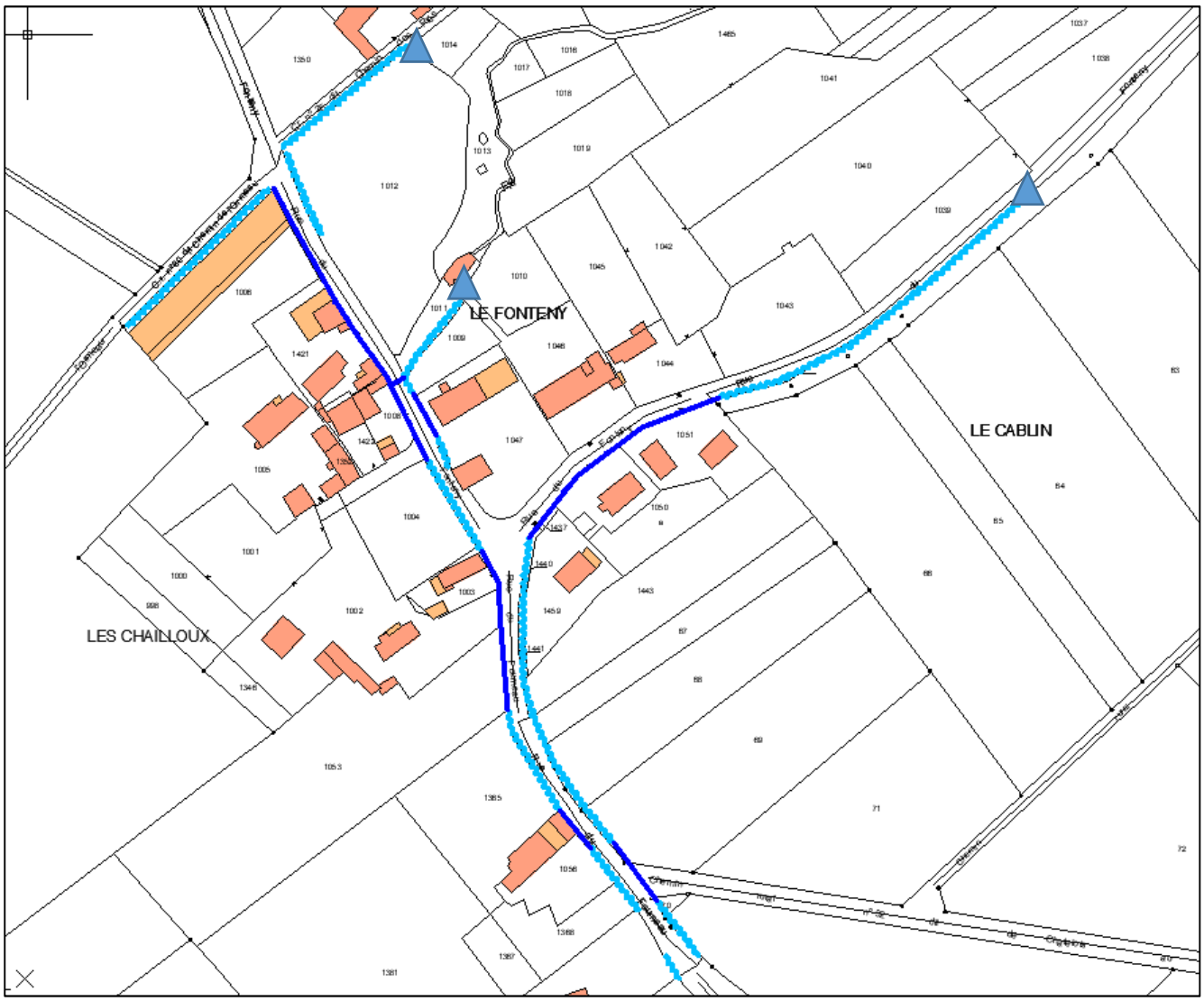
Fossé

Exutoires

BIOS – ©Tous droits réservés

Hôtel et Pépinière d'Entreprises du Jovinien
Avenue de Sully Prolongée – 89300 JOIGNY
Tél. 03 86 63 50 45 - Fax. 09 58 75 81 46 - E-mail : bios@be-bios.com – www.be-bios.com
SARL au capital de 100 000 € - RCS de SENS 484 059 142 – SIRET 484 059 142 00030

Sur FONTENY, il existe également un réseau de fossé et de fossés busés, ayant pour exutoire principal le ru de fond de vallée et un fossé routier.



Réseaux principaux

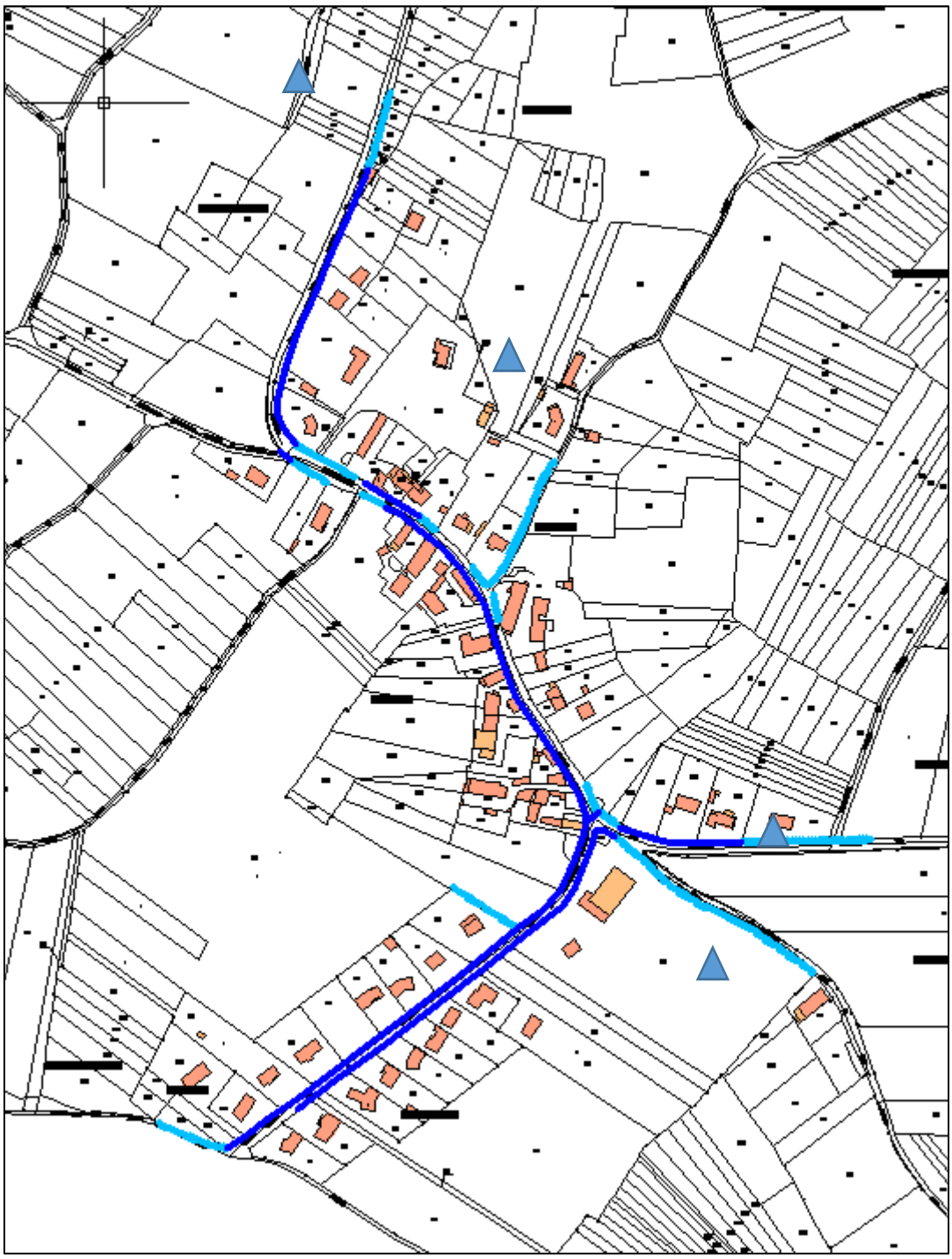
Fossé

Exutoires

BIOS – ©Tous droits réservés

Hôtel et Pépinière d'Entreprises du Jovinien
Avenue de Sully Prolongée – 89300 JOIGNY
Tél. 03 86 63 50 45 - Fax. 09 58 75 81 46 - E-mail : bios@be-bios.com – www.be-bios.com
SARL au capital de 100 000 € - RCS de SENS 484 059 142 – SIRET 484 059 142 00030

Sur LES CHAZELLES, il existe également un réseau de fossé et de fossés busés, avec plusieurs exutoires.



Réseaux principaux

Fossé

Exutoires

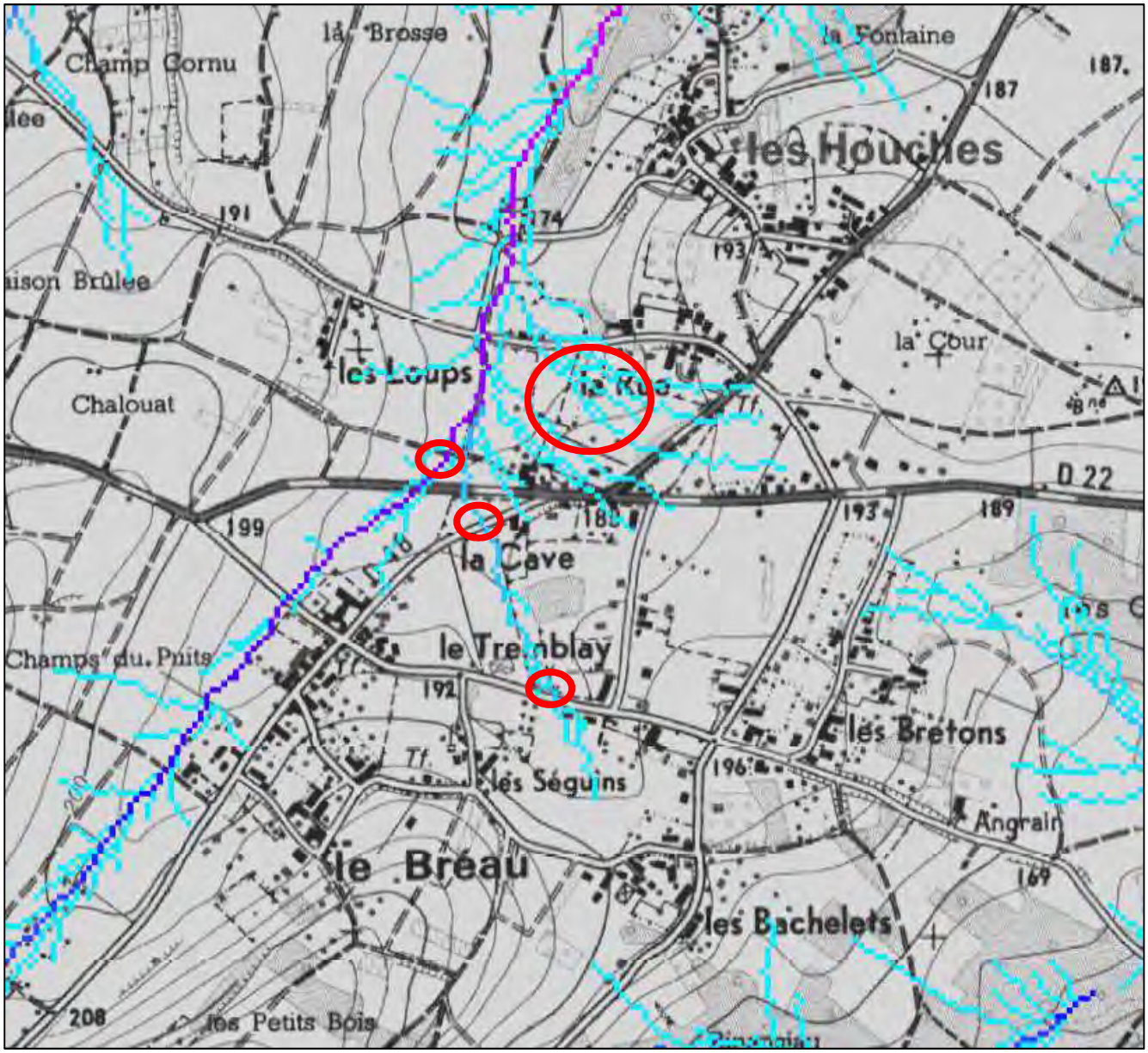
BIOS – ©Tous droits réservés

Hôtel et Pépinière d'Entreprises du Jovinien
Avenue de Sully Prolongée – 89300 JOIGNY
Tél. 03 86 63 50 45 - Fax. 09 58 75 81 46 - E-mail : bios@be-bios.com – www.be-bios.com
SARL au capital de 100 000 € - RCS de SENS 484 059 142 – SIRET 484 059 142 00030

IX - 2.2. Zones d'écoulements et accumulation des flux (ruissellements)

Les figures suivantes représentent les zones d'accumulation de flux sur la commune. Elles permettent de visualiser rapidement les secteurs pouvant être problématiques (identifiées de la façon suivante sur les cartes suivantes).

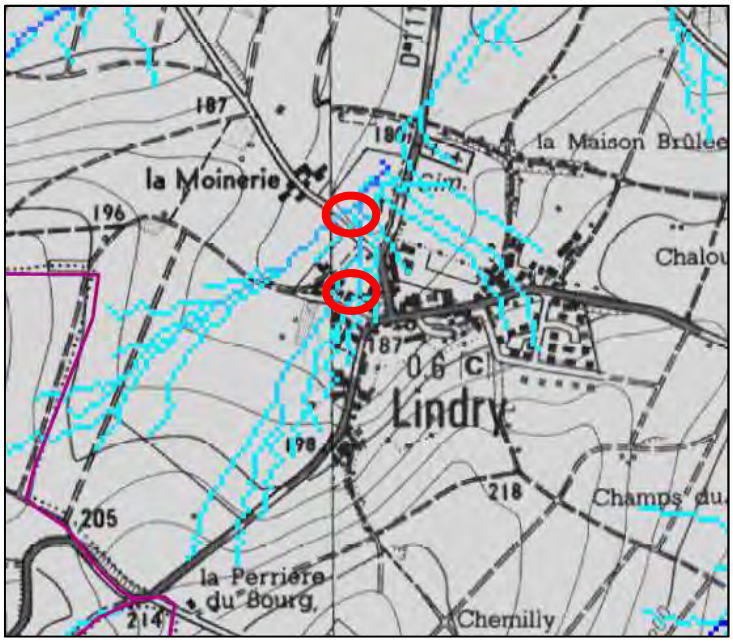
Sur le secteur des **HOUCHES,** on retrouve majoritairement les écoulements sur la vallée donnant naissance au Ravillon. Un secteur pouvant être sensible est existant sur LES TREMBLAY, LES GRANDS CHAMPS et LE CUL D'OISON. Ces secteurs sont majoritairement drainés par les fossés.



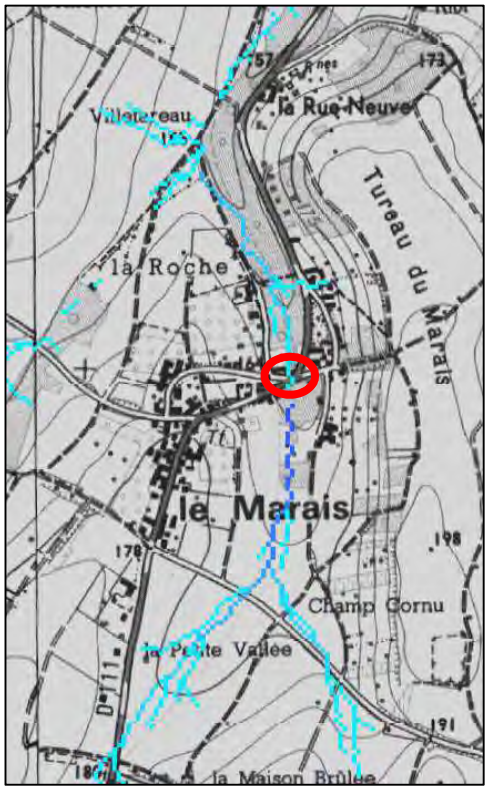
BIOS – ©Tous droits réservés

Hôtel et Pépinière d'Entreprises du Jovinien
Avenue de Sully Prolongée – 89300 JOIGNY
Tél. 03 86 63 50 45 - Fax. 09 58 75 81 46 - E-mail : bios@be-bios.com – www.be-bios.com
SARL au capital de 100 000 € - RCS de SENS 484 059 142 – SIRET 484 059 142 00030

Sur le secteur **du BOURG,** les axes d'écoulement, on retrouve la problématique de ruissellement rue de la Moinerie. Il se dégage également un axe de ruissellement sur le secteur du PRE CHATEAU.



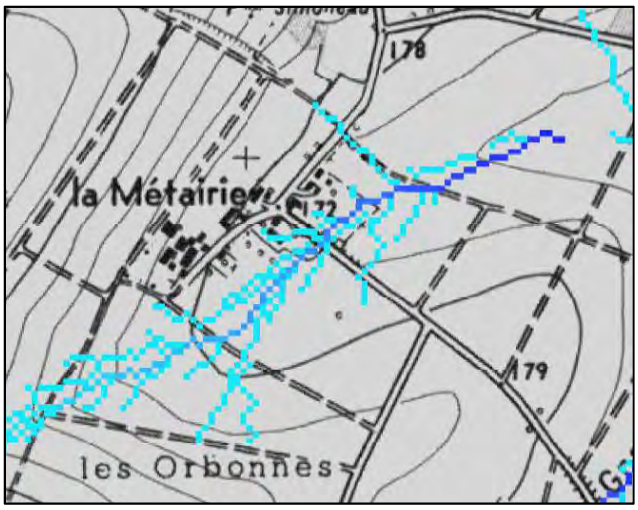
Sur le secteur des **MARAIS**, les points importants sont : le croisement de la départementale (rue du Marais) où le ru passe dans une propriété et se retrouve canalisé sous la route.



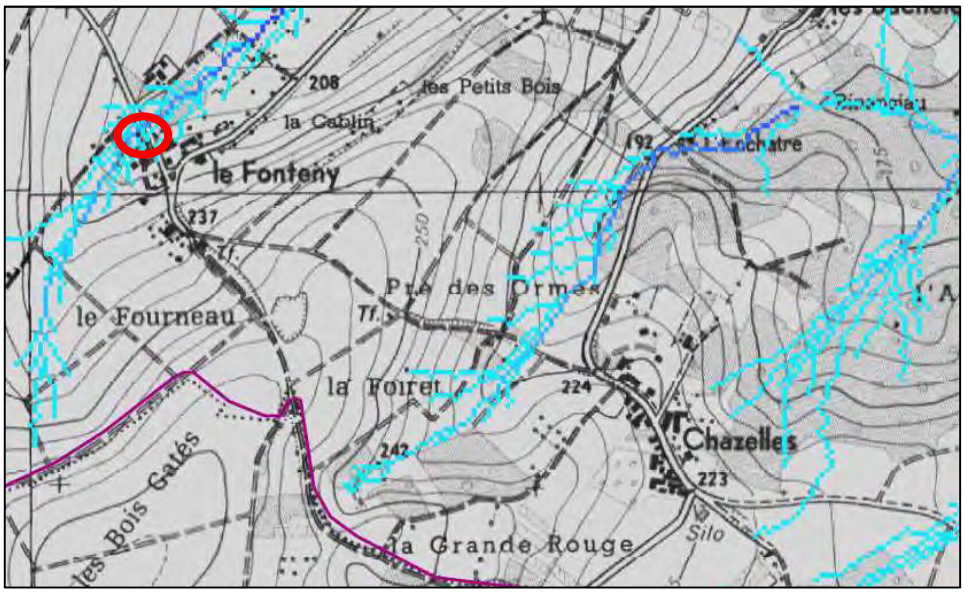
BIOS – ©Tous droits réservés

Hôtel et Pépinière d'Entreprises du Jovinien
Avenue de Sully Prolongée – 89300 JOIGNY
Tél. 03 86 63 50 45 - Fax. 09 58 75 81 46 - E-mail : bios@be-bios.com – www.be-bios.com
SARL au capital de 100 000 € - RCS de SENS 484 059 142 – SIRET 484 059 142 00030

Sur **LA METAIRIE**, les zones urbanisées sont peu concernées par les problèmes de ruissellement.



Enfin, sur **le secteur de CHAZELLES et de FONTENY**, une ferme se situe en point bas sur FONTENY.



BIOS – ©Tous droits réservés

Hôtel et Pépinière d'Entreprises du Jovinien
Avenue de Sully Prolongée – 89300 JOIGNY
Tél. 03 86 63 50 45 - Fax. 09 58 75 81 46 - E-mail : bios@be-bios.com – www.be-bios.com
SARL au capital de 100 000 € - RCS de SENS 484 059 142 – SIRET 484 059 142 00030

IX - 2.3. Etude de la capacité hydraulique des ouvrages

La quantification des débits ruisselés transitant dans les réseaux pluviaux est effectuée par application de la méthode de CAQUOT, telle qu'elle est décrite dans l'Instruction Ministérielle de 1977.

Chaque bassin élémentaire est définit par les données nécessaires aux calculs par la méthode de CAQUOT que sont leur surface, leur coefficient d'imperméabilisation en fonction de l'occupation du sol, leur pente moyenne et la longueur du plus long parcours hydraulique sur le bassin.

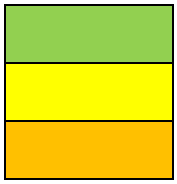
Les débits pour chaque bassin versant sont estimés pour une pluie de récurrence à un an (Q1), deux ans (Q2), à cinq ans (Q5) et à dix ans (Q10) selon les paramètres de Montana (données statistiques de la station d'AUXERRE).

Cette étude permet de faire ressortir les points noirs du réseau (cf. tableau suivants).

Capacité de réseau suffisante

Capacité de réseau limite

Capacité de réseau insuffisante



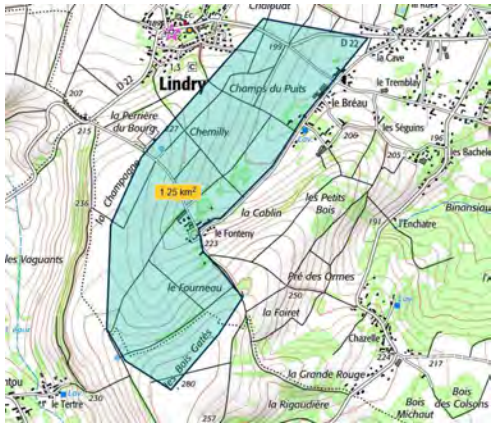
Les points clefs du réseau sont les suivants.

- BREAU / CAVE / FONTENY : le seul exutoire en 800 mm sous voirie (allée de la Cave) du secteur LE BREAU, LA CAVE, LE FONTENY. Le bassin versant pour ce seul exutoire est de 225 ha. Deux habitations se trouvent en fond de vallée sur ce secteur. Etant donné le type de sol, globalement perméable, le risque est existant en cas de pluies importantes, en situation de sols saturés (augmentation importante des ruissellements).
    - Le sous-secteur de la rue de la Cave est insuffisant dans les mêmes conditions. La pente globalement faible des fossés et des busages n'autorise pas une évacuation à débit important des eaux. Cependant, les faibles pentes permettent aux ruissellements d'être limités, d'où les stagnations d'eau sur les prés entre la rue des Bretons et LES BOIS ROLLIN. Cette zone doit prioritairement rester non constructible pour ne pas aggraver les écoulements (déjà prévu en A et Azh) dans le projet de PLU.
- LES HOUCHES : ruissellement sur une route à pente plus forte : pas de canalisation des eaux pluviales.
- LA METAIRIE : stagnation possible sur les points bas (fossé).
- LE BOURG : rue de la Moinerie : certaines habitations sont situées sur les points bas d'une vallée agricole de taille assez importante. Les canalisations sont insuffisantes pour évacuer les pluies décennales.

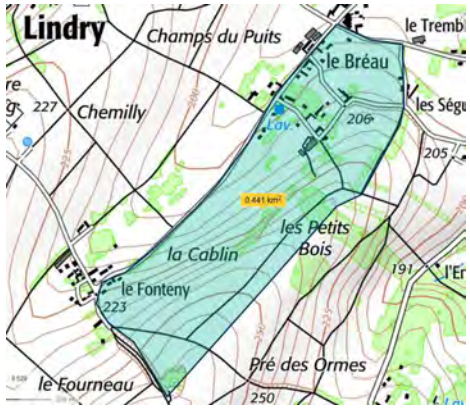
BIOS – ©Tous droits réservés

Hôtel et Pépinière d'Entreprises du Jovinien
Avenue de Sully Prolongée – 89300 JOIGNY
Tél. 03 86 63 50 45 - Fax. 09 58 75 81 46 - E-mail : bios@be-bios.com – www.be-bios.com
SARL au capital de 100 000 € - RCS de SENS 484 059 142 – SIRET 484 059 142 00030

Figure 21 : Niveau de service des réseaux / exutoires sur les bassins versants élémentaires



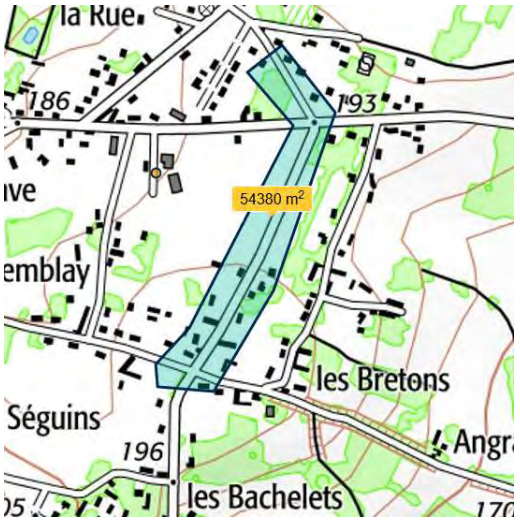
1 an
2 ans
5 ans
10 ans



1 an
2 ans
5 ans
10 ans

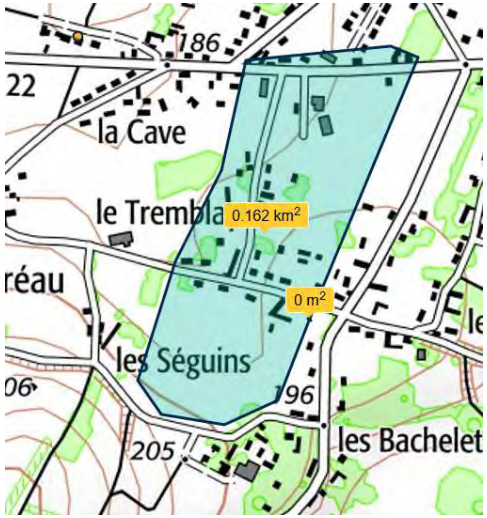


1 an
2 ans
5 ans
10 ans

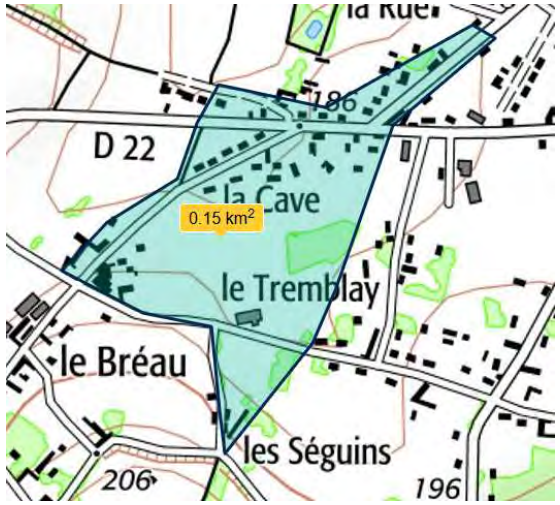


1 an
2 ans
5 ans
10 ans

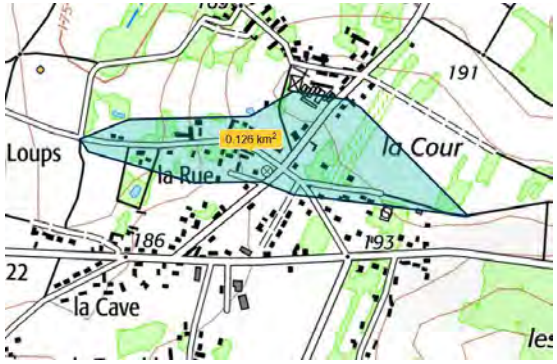
BIOS – ©Tous droits réservés
Hôtel et Pépinière d'Entreprises du Jovinien
Avenue de Sully Prolongée – 89300 JOIGNY
Tél. 03 86 63 50 45 - Fax. 09 58 75 81 46 - E-mail : bios@be-bios.com – www.be-bios.com
SARL au capital de 100 000 € - RCS de SENS 484 059 142 – SIRET 484 059 142 00030



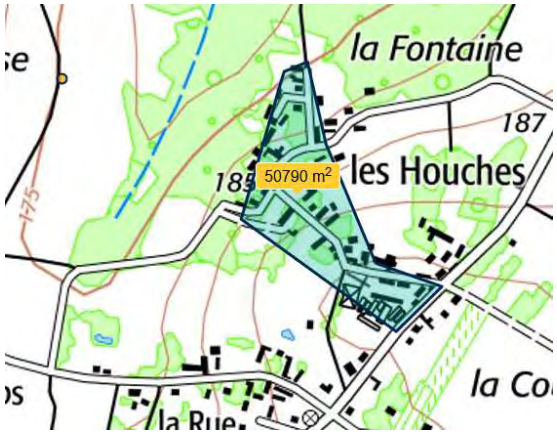
1 an
2 ans
5 ans
10 ans



1 an
2 ans
5 ans
10 ans

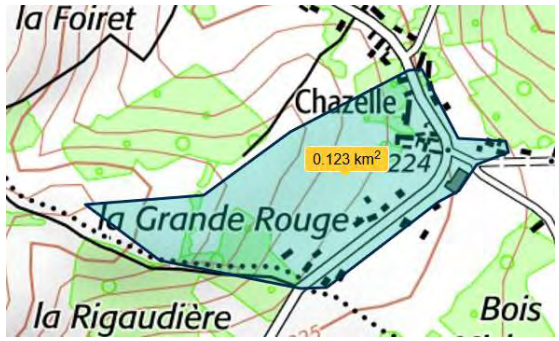


1 an
2 ans
5 ans
10 ans

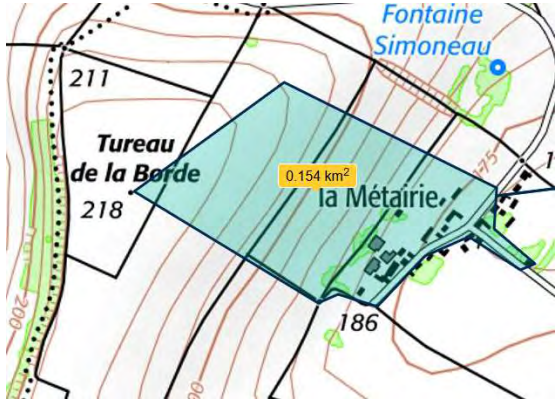


1 an
2 ans
5 ans
10 ans

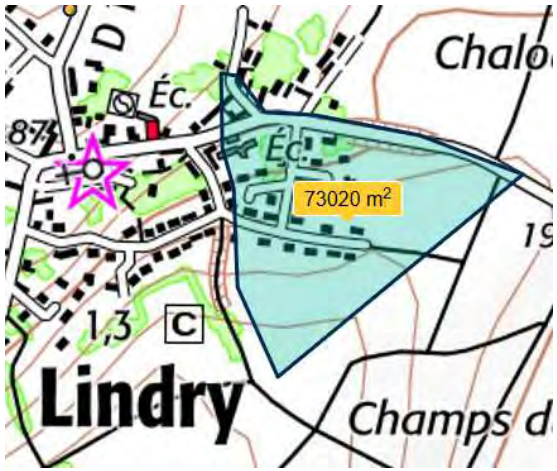
BIOS – ©Tous droits réservés
Hôtel et Pépinière d'Entreprises du Jovinien
Avenue de Sully Prolongée – 89300 JOIGNY
Tél. 03 86 63 50 45 - Fax. 09 58 75 81 46 - E-mail : bios@be-bios.com – www.be-bios.com
SARL au capital de 100 000 € - RCS de SENS 484 059 142 – SIRET 484 059 142 00030



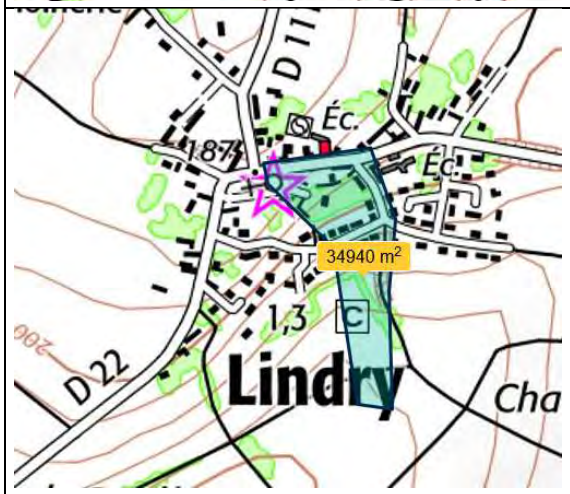
1 an
2 ans
5 ans
10 ans



1 an
2 ans
5 ans
10 ans

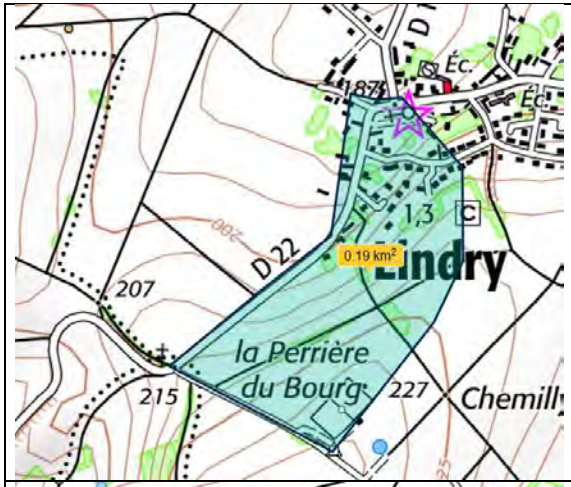


1 an
2 ans
5 ans
10 ans

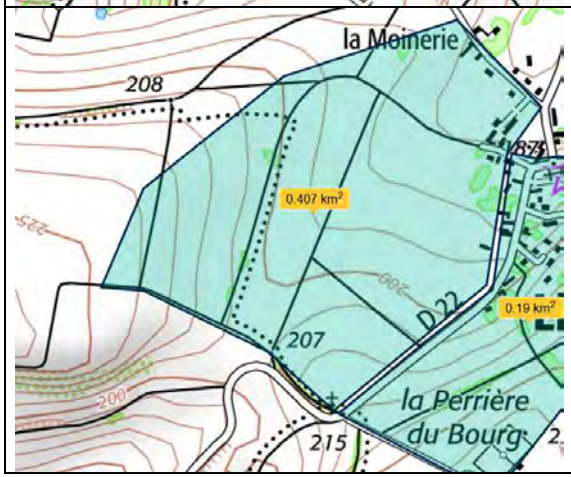


1 an
2 ans
5 ans
10 ans

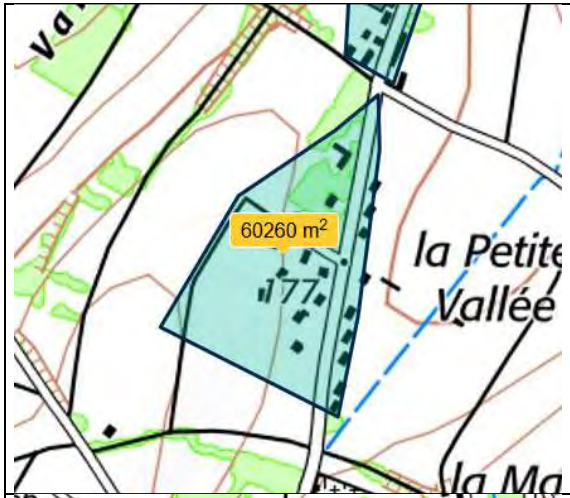
BIOS – ©Tous droits réservés
Hôtel et Pépinière d'Entreprises du Jovinien
Avenue de Sully Prolongée – 89300 JOIGNY
Tél. 03 86 63 50 45 - Fax. 09 58 75 81 46 - E-mail : bios@be-bios.com – www.be-bios.com
SARL au capital de 100 000 € - RCS de SENS 484 059 142 – SIRET 484 059 142 00030



1 an
2 ans
5 ans
10 ans



1 an
2 ans
5 ans
10 ans



1 an
2 ans
5 ans
10 ans



1 an
2 ans
5 ans
10 ans

BIOS – ©Tous droits réservés
Hôtel et Pépinière d'Entreprises du Jovinien
Avenue de Sully Prolongée – 89300 JOIGNY
Tél. 03 86 63 50 45 - Fax. 09 58 75 81 46 - E-mail : bios@be-bios.com – www.be-bios.com
SARL au capital de 100 000 € - RCS de SENS 484 059 142 – SIRET 484 059 142 00030

IX - 3. Préconisations de travaux et d'aménagements

Les problèmes de ruissellement provenant majoritairement des secteurs agricoles situés en amont, deux actions peuvent être réalisées :

- une gestion en amont des ruissellements, avec une politique de réintroduction de fossés d'infiltration, de haies, un changement des pratiques culturales (intégré dans le zonage pluvial), deux zones d'expansion des ruissellements peuvent être envisagées, voire la mise en place de « bassins » de rétention ;
- une gestion sur les zones urbanisées, par la mise en place de noue ou d'autres techniques alternatives sur les nouveaux projets d'urbanisation (lotissement, modification de voirie ...). Elles auront pour rôle le stockage des eaux et la diminution des vitesses de ruissellement.

Par ailleurs, pour ne pas aggraver les problématiques d'écoulements sur les secteurs urbanisés, il est conseillé de réduire les rejets en zone urbanisés, sur les réseaux saturés notamment.

IX - 3.1. Préconisation 1 : Gestion à l'amont : lutte contre le ruissellement sur les zones non urbanisées et zones de stockage des eaux

Il est préconisé que les propriétaires et les pouvoirs publics mettent en place un programme d'application volontaire anti-ruissellement et anti-érosion afin de protéger le milieu urbain dès l'amont.

Il s'agit des principes suivants :

- la mise en place, de fossés / noues et la plantation de haies basses, lorsque cela est possible, au niveau des chemins agricoles et en limite de voirie, perpendiculairement à l'axe de ruissellement, afin de favoriser l'infiltration. Ces dépressions permettent de stocker et d'infiltrer les eaux ; Afin d'aller plus loin, il peut être envisagé de créer des zones d'expansion en amont des zones urbanisées, sur les BV 1 et BV 14 notamment.
- retarder ou réduire la formation des écoulements superficiels en augmentant la capacité d'infiltration dans les parcelles agricoles. Pour cela il peut être mis en place des changements de pratiques culturales :
  - suppression du labour et méthode de semis sous couvert ;
  - mise en place de cultures intermédiaires afin que les sols ne soient jamais nus (retarde le ruissellement, évite les pertes de terre) ;

BIOS – ©Tous droits réservés

Hôtel et Pépinière d'Entreprises du Jovinien
Avenue de Sully Prolongée – 89300 JOIGNY
Tél. 03 86 63 50 45 - Fax. 09 58 75 81 46 - E-mail : bios@be-bios.com – www.be-bios.com
SARL au capital de 100 000 € - RCS de SENS 484 059 142 – SIRET 484 059 142 00030

  - le sens du travail du sol (perpendiculairement aux écoulements) ;
  - réduire la taille des parcelles (ilot cultural), afin de permettre une diversification des cultures et favoriser l'alternance entre les parcelles.
- la restauration, lorsque cela est possible, de boisements, ou de prairies ;
- la conservation des zones arborées existantes.

BIOS – ©Tous droits réservés

Hôtel et Pépinière d'Entreprises du Jovinien
Avenue de Sully Prolongée – 89300 JOIGNY
Tél. 03 86 63 50 45 - Fax. 09 58 75 81 46 - E-mail : bios@be-bios.com – www.be-bios.com
SARL au capital de 100 000 € - RCS de SENS 484 059 142 – SIRET 484 059 142 00030

Figure 22 : Exemple de gestion des ruissellements à l'amont des zones urbanisées sur le BV 1 et 14



Créations de zone d'expansion en fond de vallée afin de réduire la vitesse des écoulements

Un bassin peut également être envisagé.

BIOS – ©Tous droits réservés

Hôtel et Pépinière d'Entreprises du Jovinien
Avenue de Sully Prolongée – 89300 JOIGNY
Tél. 03 86 63 50 45 - Fax. 09 58 75 81 46 - E-mail : bios@be-bios.com – www.be-bios.com
SARL au capital de 100 000 € - RCS de SENS 484 059 142 – SIRET 484 059 142 00030



BIOS – ©Tous droits réservés

Hôtel et Pépinière d'Entreprises du Jovinien
Avenue de Sully Prolongée – 89300 JOIGNY
Tél. 03 86 63 50 45 - Fax. 09 58 75 81 46 - E-mail : bios@be-bios.com – www.be-bios.com
SARL au capital de 100 000 € - RCS de SENS 484 059 142 – SIRET 484 059 142 00030

IX - 3.2. Préconisation 2 : Réduire les écoulements en secteur urbanisés

Afin de ne pas augmenter les insuffisances sur les secteurs sensibles, il est nécessaire de ne pas augmenter les ruissellements en direction du réseau EP (fossés compris) pour des pluies inférieures à 10 ans, notamment lors de la réalisation de nouveaux aménagements ou de constructions.

IX - 1. Règlement du zonage pluvial

Toutes les dispositions suivantes vont dans le sens du défi 8 du SDAGE : « *Limiter et prévenir le risque d'inondation* » et notamment « *maîtriser l'imperméabilisation et les débits de fuite en zones urbaines pour limiter le risque d'inondation à l'aval* ainsi que *privilégier, dans les projets neufs ou de renouvellement, les techniques de gestion des eaux pluviales à la parcelle limitant le débit de ruissellement.* »

IX - 1.1. Zone 1 : Zone de lutte contre le ruissellement sur les zones non urbanisées

Sur ces secteurs, il est préconisé que les propriétaires et les pouvoirs publics mettent en place un programme volontaire anti-ruissellement et anti-érosion afin de protéger le milieu urbain.

Les principes pouvant être retenus sont les suivants :

- favoriser la plantation de haies et la création de fossés entre chaque parcelle (limites de voirie, chemins et perpendiculairement au thalweg) ;
- retarder ou réduire la formation des écoulements superficiels en augmentant la capacité d'infiltration dans les parcelles agricoles. Pour cela, il peut être mis en place des changements de pratiques culturales :
    - suppression du labour et méthode de semis sous couvert ;
    - mise en place de cultures intermédiaires afin que les sols ne soient jamais nus (retarde le ruissellement, évite les pertes de terre) ;
    - le sens du travail du sol (perpendiculairement aux écoulements) ;
    - réduire la taille des parcelles (ilot cultural), afin de permettre une diversification des cultures et favoriser l'alternance entre les parcelles.
- conserver les bois existants.

BIOS – ©Tous droits réservés

Hôtel et Pépinière d'Entreprises du Jovinien
Avenue de Sully Prolongée – 89300 JOIGNY
Tél. 03 86 63 50 45 - Fax. 09 58 75 81 46 - E-mail : bios@be-bios.com – www.be-bios.com
SARL au capital de 100 000 € - RCS de SENS 484 059 142 – SIRET 484 059 142 00030

Zone 1 : Zone de lutte contre le ruissellement sur les zones non urbanisées	

IX - 1.2. Zone 2 : Zone de stockage des eaux pluviales

Sur ces secteurs, il est préconisé de mettre en place des zones de stockage et des zones d'expansion des ruissellements en amont des zones urbanisées.

Zone 2 : Zone de stockage des eaux pluviales	

IX - 1.3. Zone 3 : Compensations des imperméabilisations nouvelles sur zones déjà urbanisées ou urbanisables

Pour les bâtis non existants ou les projets de réhabilitation, ainsi que les projets d'imperméabilisation (allées, routes, parkings …), il est imposé au propriétaire ou à l'aménageur de compenser toute augmentation du ruissellement induit par de nouvelles imperméabilisations de sols (création ou extension de bâtis ou d'infrastructures existantes, voirie, …), par la mise en œuvre en terrain privé des techniques suivantes, pour un objectif de protection décennal :

- dispositifs d'infiltration (tranchées, noues, puits d'infiltration, bassins d'infiltration, …),
- parkings / allées perméables (pose sur sable …),
- dispositifs de rétention par stockage (citernes, bâches, fosses étanches …) non connectés au réseau,
- stockage en toiture.

Pour les bâtis déjà réalisés, il est préconisé de diminuer les ruissellements et les rejets vers la voirie, le réseau pluvial, le fossé et le cours d'eau par la réalisation des mêmes dispositifs que cités précédemment.

Les rejets des cours et des zones de voiries sur les zones déjà bâties ne doivent pas être dirigés vers la voie publique.

Ces aménagements sont à la charge exclusive du pétitionnaire, qui doit réaliser les dispositifs adaptés à l'opération projetée et au terrain qui la supportera.

BIOS – ©Tous droits réservés

Hôtel et Pépinière d'Entreprises du Jovinien
Avenue de Sully Prolongée – 89300 JOIGNY
Tél. 03 86 63 50 45 - Fax. 09 58 75 81 46 - E-mail : bios@be-bios.com – www.be-bios.com
SARL au capital de 100 000 € - RCS de SENS 484 059 142 – SIRET 484 059 142 00030

Zone 3 : Compensation des nouvelles imperméabilisations sur zones urbanisées et urbanisables	

L'infiltration doit être réalisée sous réserve de l'absence de risques (secteurs sensibles (caves / fondations trop proches …, pollution). Pour les activités soumises à déclaration ou autorisation, les préconisations des services instructeurs doivent être respectées.

Une pluie décennale (24 heures) correspond à un volume ruisselé de 55 litres à stocker par m² imperméabilisé. Un débit de fuite de 3 l/s/ha peut être conservé.

Pour les pluies supérieures à 10 ans de retour, un trop-plein peut être réalisé vers les ouvrages existants et le milieu naturel.

Sont concernés la totalité des zones urbanisées et urbanisables, ainsi que certaines zones non urbanisables pouvant introduire un risque direct de ruissellement sur les zones urbanisées et à l'exception des habitations isolées (ALPIN, ANGRAIN, CHATEAU GAILLARD …).

IX - 1.4. Zone 4

Aucune restriction sur le reste de la commune.

BIOS – ©Tous droits réservés

Hôtel et Pépinière d'Entreprises du Jovinien
Avenue de Sully Prolongée – 89300 JOIGNY
Tél. 03 86 63 50 45 - Fax. 09 58 75 81 46 - E-mail : bios@be-bios.com – www.be-bios.com
SARL au capital de 100 000 € - RCS de SENS 484 059 142 – SIRET 484 059 142 00030

X - CONCLUSION

La réglementation établit des obligations pour la collectivité et les particuliers, quel que soit le mode d'assainissement considéré.

Aussi, selon les contraintes recensées et les coûts des différents projets, la commune de LINDRY a retenu le zonage suivant :

- zone d'assainissement collectif :
  - les zones actuellement raccordés ou raccordables,
  - l'extension prévue sur LES LOUPS, LES BACHELETS (du n°1 au 12) et la rue des Vignes du n°32 au 46.
- zone d'assainissement non collectif :
  - les écarts et les hameaux.

En ce qui concerne la gestion des eaux pluviales, deux zones sont édictées :

- une zone de lutte contre le ruissellement sur les zones non urbanisées,
- une zone de stockage des eaux pluviales,
- une zone de compensation des imperméabilisations nouvelles sur des zones déjà urbanisées,
- une zone sans restriction.

Pour l'ensemble de son territoire communal, la commune a donc déterminé les solutions les mieux adaptées, tant techniquement qu'économiquement.

La mise en œuvre de celles-ci garantira la préservation de la Santé Publique, ainsi que la protection de l'Environnement.

BIOS – ©Tous droits réservés

Hôtel et Pépinière d'Entreprises du Jovinien
Avenue de Sully Prolongée – 89300 JOIGNY
Tél. 03 86 63 50 45 - Fax. 09 58 75 81 46 - E-mail : bios@be-bios.com – www.be-bios.com
SARL au capital de 100000 € - RCS de Sens 484 059 142 – SIRET 484 059 142 00030

Figures

Figure 1 : Localisation de la zone d'étude....17
Figure 2 : Carte du PADD (ECMO 2017)....20
Figure 3 : Carte géologique 1/50 000 (BRGM)....23
Figure 4 : Lamproie de Planer (à gauche) et Chabot (à droite)....25
Figure 5 : ZNIEFF et zones humides....26
Figure 6 : Localisation des zones potentiellement humides (DREAL Bourgogne 2009 – zone de plus de 4 ha)....27
Figure 7 : Inondations par remontée de nappe....28
Figure 8 : Carte des aléas de retrait-gonflement des argiles....28
Figure 9 : Carte des eaux superficielles de la commune....29
Figure 10 : Localisation des stations de mesures sur le Ravillon....31
Figure 11 : Localisation des prélèvements réalisés sur le Ravillon et son affluent (par BIOS)....32
Figure 12 : Tranchées filtrantes....47
Figure 13 : Filtre à sable vertical drainé....48
Figure 14 : Filtre à sable vertical non drainé et non étanché....49
Figure 15 : Filtre à sable vertical surelevé....49
Figure 16 : Filtre compact à zéolithe....50
Figure 17 : Micro station à culture fixée (EPUR®)....50
Figure 18 : Filtre compact à coco....50
Figure 19 : Filtre planté Aquatiris®....50
Figure 20 : Extrait du zonage d'assainissement....52
Figure 21 : Niveau de service des réseaux / exutoires sur les bassins versants élémentaires....84
Figure 22 : Exemple de gestion des ruissellements à l'amont des zones urbanisées sur le BV 1 et 14....90

BIOS – ©Tous droits réservés

Hôtel et Pépinière d'Entreprises du Jovinien
Avenue de Sully Prolongée – 89300 JOIGNY
Tél. 03 86 63 50 45 - Fax. 09 58 75 81 46 - E-mail : bios@be-bios.com – www.be-bios.com
SARL au capital de 100000 € - RCS de Sens 484 059 142 – SIRET 484 059 142 00030

GLOSSAIRE

Non exhaustif des termes pouvant être utilisés en assainissement

AEP : Alimentation en eau potable

AESN : Agence de l'Eau Seine Normandie

Aérobie Milieu contenant de l'oxygène

Ammoniac (NH3) Gaz toxiques à risque présent dans les réseaux d'assainissement. Composé chimique détectable par sa mauvaise odeur, qui entraîne des risques d'irritation, d'intoxication voir d'explosion.

Anaérobie Milieu sans oxygène

ANC Assainissement non collectif

APB : Arrêté de Protection du Biotope

Assainissement Ensemble des techniques de collecte, de transport et de traitement des eaux usées et pluviales d'une agglomération (assainissement collectif) ou d'une parcelle privée (assainissement non collectif) avant leur rejet dans le milieu naturel. L'élimination des boues issues des dispositifs de traitement fait partie de l'assainissement.

BV - Bassin versant Surface d'alimentation. Le bassin versant se définit comme l'aire de collecte des eaux, considérée à partir d'un exutoire : elle est limitée par le contour à l'intérieur duquel toutes les eaux s'écoulent en surface et en souterrain vers cet exutoire.

Boues résiduaires Les boues désignent les résidus solides après le traitement des eaux usées dans une station d'épuration.

Charge, flux Rapport d'une masse au temps. Exemples : Kg/h ou Kg/j. La charge de pollution est estimée en kg/j sur plusieurs paramètres (DBO5, DCO, MES…)

Collecteur Canalisation permettant le transport des eaux usées et pluviales des réseaux communaux vers leurs lieux de traitement.

Concentration Rapport d'une masse au volume. Par exemple : g/m3 concentration de DBO5 de l'eau usée, de matières sèches des boues.

Dégrillage Nettoyage sommaire des eaux pluviales et usées au moyen de grilles de retenue interdisant le passage de détritus d'un certains volumes

Dégrilleur automatique Système automatique, ou semi-automatique visant à évacuer vers une benne les déchets retenus par les grilles.

Déversoir d'orage (trop-plein) Ouvrage d'assainissement permettant, sur les réseaux unitaires, d'évacuer les pointes de débit d'origine pluviale vers un ouvrage de stockage ou vers le milieu naturel, pour protéger la partie aval d'un réseau ou d'un ouvrage d'épuration

Débit quinquennal sec (QMNA 5) Débit mensuel ayant une probabilité de 4/5 d'être dépassé chaque année. Il permet de caractériser un mois calendaire de faible hydraulicité.

Demande biologique en oxygène (DBO) Quantité d'oxygène nécessaire pour oxyder les matières organiques (biodégradables) par voie biologique (oxydation des matières organiques biodégradables par des bactéries). La demande biologique en oxygène (DBO) est un indice de pollution de l'eau qui permet d'évaluer la fraction biodégradable de la charge polluante carbonée des eaux usées, et est en général calculée au bout de 5 jours à 20°C et dans le noir : on parle alors de DBO5.

Demande chimique en oxygène (DCO) Consommation en oxygène par les oxydants chimiques forts pour oxyder les substances organiques et minérales de l'eau. La demande chimique en oxygène (DCO) permet d'évaluer la charge polluante des eaux usées.

BIOS – ©Tous droits réservés

Hôtel et Pépinière d'Entreprises du Jovinien
Avenue de Sully Prolongée – 89300 JOIGNY
Tél. 03 86 63 50 45 - Fax. 09 58 75 81 46 - E-mail : bios@be-bios.com – www.be-bios.com
SARL au capital de 100000 € - RCS de Sens 484 059 142 – SIRET 484 059 142 00030

DCO / DBO5 - DCO/N – DCO/P : rapport de biodégrabilité d'un effluent. En ce qui concerne la biodégradabilité des effluents, pour le rapport DCO / DBO5, on considère : qu'en dessous de 2 l'effluent est facilement biodégradable, qu'entre 2 et 3, l'effluent est biodégradable avec des souches sélectionnées, qu'au-dessus de 3, l'effluent est difficilement biodégradable. Afin de conserver une performance d'épuration, il convient également de respecter les rapports nutritifs suivants : 10 < DCO/N < 60, pour favoriser la dénitrification, 30 < DCO/P < 300, pour favoriser la déphosphatation.

Dégradation processus physique, chimique ou biochimique par lequel les constituants d'une eau usée ou d'une boue sont décomposés.

Dégradation anaérobie biodégradation par des microorganismes en condition anaérobies.

Dégrillage Nettoyage sommaire des eaux pluviales et usées au moyen de grilles de retenue interdisant le passage de détritus d'un certains volumes

Dégrilleur automatique Système automatique, ou semi-automatique visant à évacuer vers une benne les déchets retenus par les grilles.

Déversoir d'orage Ouvrage d'assainissement permettant, sur les réseaux unitaires, d'évacuer les pointes de débit d'origine pluviale vers un ouvrage de stockage ou vers le milieu naturel, pour protéger la partie aval d'un réseau ou d'un ouvrage d'épuration

DETR dotation d'équipement des territoires ruraux

Digesteur Cuve produisant du biogaz grâce à un procédé de méthanisation des matières organiques.

Demande biologique en oxygène (DBO) Quantité d'oxygène nécessaire pour oxyder les matières organiques (biodégradables) par voie biologique (oxydation des matières organiques biodégradables par des bactéries). La demande biologique en oxygène (DBO) est un indice de pollution de l'eau qui permet d'évaluer la fraction biodégradable de la charge polluante carbonée des eaux usées , et est en général calculée au bout de 5 jours à 20°C et dans le noir : on parle alors de DBO5.

Demande chimique en oxygène (DCO) Consommation en oxygène par les oxydants chimiques forts pour oxyder les substances organiques et minérales de l'eau. La demande chimique en oxygène (DCO) permet d'évaluer la charge polluante des eaux usées .

Directive cadre sur l'eau (DCE) Directive 2000/60/CE du Parlement européen et du Conseil du 23 octobre 2000 établissant un cadre pour une politique communautaire dans le domaine de l'eau, communément appelée directive cadre sur l'eau (DCE). Elle fixe des objectifs environnementaux et des échéances pour améliorer l'état écologique et l'état chimique des masses d'eau de surface ainsi que l'état quantitatif et l'état chimique des masses d'eau souterraine. Certaines masses d'eau, créées par l'activité humaine ou fondamentalement modifiées dans leurs caractéristiques par l'activité humaine, peuvent être désignées comme respectivement masses d'eau artificielles (MEA) ou masses d'eau fortement modifiées (MEFM). Dans ce cas, leurs caractéristiques et leur fonctionnement écologiques sont décrits par un potentiel écologique . La DCE fixe en particulier l'objectif général d'atteindre le « bon état » ou le « bon potentiel » des masses d'eau d'ici 2015, et établit une procédure de planification à cette fin. Suivant des cycles de gestion de six ans (2010-2015, 2016-2021, 2022-2027...) et au sein de chaque bassin ou groupement de bassins, un état des lieux doit être réalisé, un programme de surveillance doit être défini, une participation du public doit être assurée dans le cadre de l'élaboration du calendrier, du programme de travail et de la synthèse provisoire des questions importantes, ainsi que des projets de plans de gestion (qui sont inclus dans un SDAGE) et de programmes de mesures . Dans une logique de développement durable , les considérations économiques ont été explicitement prises en compte dans la directive. Ainsi, des exemptions sont prévues à l'atteinte du bon état et du bon potentiel d'ici 2015, qui peuvent être justifiées notamment par des coûts disproportionnés . Il doit, de plus, être fait état des mesures prises en matière de tarification de l'eau et de récupération des coûts des services de l'eau.

Directive Eaux Résiduaires Urbaines (ERU) Directive 91/271/CEE du 21 mai 1991, relative au traitement des eaux résiduaires urbaines. Elle concerne la collecte, le traitement et le rejet des eaux résiduaires urbaines ainsi

BIOS – ©Tous droits réservés

Hôtel et Pépinière d'Entreprises du Jovinien
Avenue de Sully Prolongée – 89300 JOIGNY
Tél. 03 86 63 50 45 - Fax. 09 58 75 81 46 - E-mail : bios@be-bios.com – www.be-bios.com
SARL au capital de 100000 € - RCS de Sens 484 059 142 – SIRET 484 059 142 00030

que le traitement et le rejet des eaux usées provenant de certains secteurs industriels. Elle a pour objet de protéger l'environnement contre une détérioration due aux rejets des eaux résiduaires précitées. Pour ce faire, elle définit les obligations des collectivités locales en matière de collecte et d'assainissement des eaux résiduaires urbaines et les modalités et procédures à suivre pour les agglomérations ; de plus de 2000 équivalents-habitants. Les communes concernées doivent notamment: réaliser des schémas d'assainissement en déterminant les zones relevant de l'assainissement collectif et celles qui relèvent de l'assainissement individuel (non collectif); établir un programme d'assainissement sur la base des objectifs de réduction des flux polluants fixés par arrêté préfectoral pour chaque agglomération délimitée au préalable par arrêté préfectoral ; réaliser les équipements nécessaires à certaines échéances. Cette directive a été transcrite en droit français par le décret du 3 janvier 1994.

Eau de ruissellement, eaux météoriques Eau de pluie s'écoulant sur la surface du sol.

Eau domestique Eau utilisée par l'homme pour ses besoins domestiques (cuisine, toilettes, salles de bain, etc.).

Eau industrielle Eau utilisée dans le cadre d'une installation industrielle (eau de procédé, de refroidissement).

Eaux parasites Eaux claires (eaux pluviales, eaux de nappe …) rejetées au réseau d'eaux usées. Alors qu'elles devraient être infiltrées ou rejetées dans le milieu naturel, ces eaux parasitent le système d'assainissement en provoquant sa mise en charge et des surcoûts d'exploitation liés au fonctionnement des pompes de relevage et au traitement en station d'épuration.

Ecoulement en conduite forcée Dispositif permettant le transfert d'eau sous pression vers un ouvrage hydraulique.

Ecoulement gravitaire ou libre. L'écoulement provoqué par la seule pente du tuyau.

Effluents Ce terme désigne d'une manière générale l'ensemble des eaux évacuées dans les collecteurs.

Equivalent habitant (EH) Unité arbitraire de la pollution organique des eaux représentant la qualité de matière organique rejetée par jour et par habitant. Cette unité de mesure permet de comparer facilement des flux de matières polluantes . Parmi les paramètres caractérisant une pollution, celle traitée dans les stations de traitement des eaux usées est quantifiée par l'équivalent- habitant. L'équivalent-habitant est défini, par l'article R2224-6 du Code général des collectivités territoriales, comme la charge organique biodégradable ayant une demande biochimique d'oxygène en cinq jours (DBO5) de 60 grammes d'oxygène par jour.

ERU - voir "Directive Eaux Résiduaires Urbaines"

FPR Filtre planté de roseaux (type de STEP) constitué d'un massif de sable, planté de roseaux

FPRh Filtre planté de roseaux horizontal (type de STEP)

FPRv Filtre planté de roseaux vertical (type de STEP)

Fosse septique Ouvrage permettant l'épuration des eaux usées des habitations individuelles. La fosse septique parfaitement étanche, reçoit les eaux ménagères (cuisine, salle d'eau) et les eaux vannes (W.C.). Elle assure, par fermentation anaérobie (en l'absence d'oxygène), un début d'épuration qui va se poursuivre dans le sol par épandage souterrain constitué d'un réseau de drains.

Fosse toutes eaux - voir "Fosse septique"

Hydrocarbure aromatique polycyclique (HAP)

Groupe de plus de 100 composés organiques différents constitués de plusieurs anneaux de benzène. Certains d'entre eux sont persistants et cancérigènes. Les hydrocarbures aromatiques polycliques, plus connus sous le sigle HAP, sont généralement formés lors de la combustion incomplète de charbon, de pétrole, de gaz, de déchets ou d'autres substances organiques.

Indice biologique diatomique (IBD) Indice qui permet d'évaluer la qualité biologique de l'eau d'un cours d'eau au moyen d'une analyse de la flore diatomique benthique.

Indice biologique global adapté (IBGA) Indice permettant d'évaluer la qualité biologique de l'eau d'un cours d'eau au moyen d'une analyse des macro invertébrés, adapté aux spécificités des rivières larges et profondes, pour

BIOS – ©Tous droits réservés

Hôtel et Pépinière d'Entreprises du Jovinien
Avenue de Sully Prolongée – 89300 JOIGNY
Tél. 03 86 63 50 45 - Fax. 09 58 75 81 46 - E-mail : bios@be-bios.com – www.be-bios.com
SARL au capital de 100000 € - RCS de Sens 484 059 142 – SIRET 484 059 142 00030

lesquelles le protocole IBGN (Indice biologique* global normalisé) ne peut pas toujours être scrupuleusement respecté.

Indice biologique global normalisé (IBGN) Indice permettant d'évaluer la qualité biologique de l'eau d'un cours d'eau au moyen d'une analyse des macro invertébrés. La valeur de cet indice dépend à la fois de la qualité du milieu physique (structure du fond, diversité des habitats, état des berges...) et de la qualité de l'eau.

IPS indice poisson rivière

Matière en suspension (MES) Particule solide, minérale ou organique, en suspension dans l'eau. L'eau apparaît trouble et colorée.

Matière oxydable (MO) Matière organique carbonée ou azotée (substance d'origine biologique). Les matières oxydables constituent l'essentiel de la partie biodégradable de la pollution organique rejetée. Pour les éliminer, les bactéries présentes dans le milieu utilisent l'oxygène dissous dans l'eau. Des déversements importants de matière organique peuvent entraîner des déficits notables en oxygène dissous, perturbant ainsi l'équilibre biologique d'un cours d'eau .

NK ou NTK / N Azotes Kjeldahl / Azote

Objectif de qualité Niveau de qualité fixé pour un tronçon de cours d'eau à une échéance déterminée, afin que celui-ci puisse remplir la ou les fonctions jugées prioritaires (eau potabilisable, baignade , vie piscicole, équilibre biologique,...). Se traduit aujourd'hui par une liste de valeurs à ne pas dépasser pour un certain nombre de paramètres .

P ou Pt Phosphore / phosphore total

PADD : Plan d'Aménagement et de Développement Durable

Périmètre de protection – PPR- PPE – PPI (rapproché, éloigné, immédiat) Limite de l'espace réservé réglementairement autour des captages utilisés pour l'alimentation en eau potable, après avis d'un hydrogéologue agréé. Les activités artisanales, agricoles et industrielles, et les constructions y sont interdites ou réglementées afin de préserver la ressource en eau, en évitant des pollutions chroniques ou accidentelles. On peut distinguer réglementairement trois périmètres : le périmètre de protection immédiate où les contraintes sont fortes (possibilités d'interdiction d'activités), le périmètre de protection rapprochée où les activités sont restreintes, et le périmètre éloigné pour garantir la pérennité de la ressource.

PLU : Plan Local d'Urbanisme

Pollution accidentelle Par opposition à la « pollution chronique », pollution caractérisée par l'imprévisibilité sur : le moment de l'accident, le lieu de l'accident, le type de polluant, la quantité déversée, les circonstances de l'accident, les conséquences de l'accident.

Pollution chronique Par opposition à « pollution accidentelle », pollution permanente ou épisodique, connue ou prévisible, qui peut être très variable dans le temps.

Pollution diffuse Par opposition à « pollution ponctuelle », pollution dont la ou les origines peuvent être généralement connues mais pour lesquelles il est impossible de repérer géographiquement des rejets dans les milieux aquatiques et les formations aquifères. Les pratiques agricoles sur la surface cultivée peuvent être à l'origine de pollutions diffuses par entrainement de produits polluants dans les eaux qui percolent ou ruisellent.

Pompe de relevage Une pompe de relevage utilisée en assainissement, sert à relever un fluide de quelques mètres de hauteur ou bien à l'envoyer sous pression dans une conduite.

PR - Poste de refoulement Un poste de refoulement a pour objet de faire transiter au moyen de pompes les effluents sous pression pour franchir un obstacle particulier (rivière, relief, etc. …) ou pour atteindre une station d'épuration éloignée.

PR - Poste de relevage Le poste de relevage (regard équipé d'une pompe) est destiné, lorsqu'un collecteur est devenu trop profond, à élever les eaux dans une canalisation gravitaire afin que l'écoulement puisse de nouveau, avoir lieu.

BIOS – ©Tous droits réservés

Hôtel et Pépinière d'Entreprises du Jovinien
Avenue de Sully Prolongée – 89300 JOIGNY
Tél. 03 86 63 50 45 - Fax. 09 58 75 81 46 - E-mail : bios@be-bios.com – www.be-bios.com
SARL au capital de 100000 € - RCS de Sens 484 059 142 – SIRET 484 059 142 00030

Ruissellement Partie des précipitations atmosphériques (pluie, neige) qui s'écoule à la surface du sol et des versants.

SEQ-Eau Systèmes d'évaluation de la qualité des cours d'eau

Schéma d'aménagement et de gestion des eaux (SAGE) Institué pour un sous-bassin, un groupement de sous-bassins correspondant à une unité hydrographique cohérente ou un système aquifère , le schéma d'aménagement et de gestion des eaux (SAGE) fixe les objectifs généraux et les dispositions permettant de satisfaire au principe de gestion équilibrée et durable de la ressource en eau ainsi que de préservation des milieux aquatiques et de protection du patrimoine piscicole. Il doit être compatible avec le schéma directeur d'aménagement et de gestion des eaux (SDAGE), ou rendu compatible dans un délai de trois ans suivant la mise à jour du SDAGE. Il est établi par une commission locale de l'eau (CLE) et est approuvé par le préfet. Le SAGE comporte un plan d'aménagement et de gestion durable ; de la ressource en eau et des milieux aquatiques (PAGD - avec lequel les décisions administratives dans le domaine de l'eau doivent être compatibles ou rendues compatibles) ainsi qu'un règlement (opposable, comme ses documents cartographiques associés, à toute personne publique ou privée pour l'exécution de toute installation , ouvrage, travaux ou activité mentionnés à l'article L. 214-2 du code de l'environnement). Les schémas de cohérence territoriale (SCOT), les plans locaux d'urbanisme (PLU) et les cartes communales doivent être compatibles, ou rendus compatibles dans un délai de trois ans, avec les objectifs de protection définis par le SAGE.

Schéma directeur d'aménagement et de gestion des eaux (SDAGE) Document de planification de la gestion de l'eau établi pour chaque bassin ou groupement de bassins, qui fixe les orientations fondamentales permettant de satisfaire à une gestion équilibrée et durable de la ressource en eau , détermine les objectifs assignés aux masses d'eau et prévoit les dispositions nécessaires pour atteindre les objectifs environnementaux, pour prévenir la détérioration de l'état des eaux et pour décliner les orientations fondamentales. Les SDAGE, approuvés pour la première fois en 1996 en application de la loi sur l'eau de 1992, ont été mis à jour fin 2009 pour répondre aux exigences de la directive cadre sur l'eau (DCE). Ils incluent désormais les plans de gestion prévus par cette directive . Le SDAGE est élaboré et adopté par le comité de bassin , et approuvé par le préfet coordonnateur de bassin . Le secrétariat technique de bassin constitue l'instance technique en charge de rédiger les éléments constitutifs du SDAGE. Il est établi pour la durée d'un cycle de gestion de six ans (2010-2015, 2016-2021, 2022-2027...) et est accompagné d'un programme de mesures qui identifie les mesures clefs permettant d'atteindre les objectifs définis. Les programmes et les décisions administratives dans le domaine de l'eau ainsi que les schémas départementaux de carrières (SDC) doivent être compatibles, ou rendus compatibles, avec les dispositions du SDAGE. Les schémas de cohérence territoriale (SCOT), les plans locaux d'urbanisme (PLU) et les cartes communales doivent être compatibles, ou rendus compatibles dans un délai de trois ans, avec les orientations fondamentales et les objectifs de qualité et de quantité définis par le SDAGE.

SPANC Service public d'assainissement non collectif

Station de traitement des eaux usées (STEU ou STEP) Ensemble des installations chargées de traiter les eaux collectées par le réseau de collecte des eaux usées avant rejet au milieu naturel et dans le respect de la réglementation.

Station d'épuration La station d'épuration traite les eaux usées avant de les rejeter dans le milieu naturel. En sortie de station, l'eau est épurée et répond à des normes réglementaires pour un rejet en milieu naturel.

Siphon disconnecteur Ouvrage du branchement qui présente une zone de rétention en » U « . Cet ouvrage de visite est généralement placé en limite de propriété sur les branchements anciens.

Sulfure d'hydrogène (H2S) Ou hydrogène sulfuré : Gaz toxiques à risque présent dans les réseaux d'assainissement. C'est un composé chimique de soufre et d'hydrogène, responsable de l'odeur désagréable d'œuf pourri. Ce gaz peut s'accumuler dans les réseaux d'assainissement et corroder les tuyaux qu'ils soient en béton ou en métal. C'est le gaz le plus dangereux pour les égoutiers et impose le port obligatoire d'un appareil de détection. Seuil mortel : de 500 à 1000 ppm (partie par million). Seuil de toxicité : 10 à 20 ppm. Seuil de perception : 0.005 à 0.15 ppm.

BIOS – ©Tous droits réservés

Hôtel et Pépinière d'Entreprises du Jovinien
Avenue de Sully Prolongée – 89300 JOIGNY
Tél. 03 86 63 50 45 - Fax. 09 58 75 81 46 - E-mail : bios@be-bios.com – www.be-bios.com
SARL au capital de 100000 € - RCS de Sens 484 059 142 – SIRET 484 059 142 00030

Surface active C'est la surface équivalente générant un débit donné en réponse à une pluie donnée. Les ECM sont retranscrits en « surface active » en m2 provenant du calcul des débits supplémentaires mesurés [m3], divisé par la pluie considéré (en [m].

Système d'assainissement Ensemble des équipements de collecte et de traitement des eaux usées . On entend ici par eaux usées celles qui sont issues des réseaux des collectivités auxquels peuvent être raccordées des industries ou des installations agricoles.

Usage de l'eau Action d'utilisation de l'eau par l'homme (usages eau potable, industriel, agricole, loisirs, culturel,...).

ZNIEFF : zone naturel d'intérêt Ecologique Faunistique et Floristique

Zone de dissipation ou Zone de Rejet Végétalisé (ZRV) La zone de dissipation ne fait pas physiquement partie de la Station d'Epuration, même si, en plus de sa capacité d'infiltration et d'évaporation des effluents, elle permet un traitement complémentaire, notamment par l'abattement des MES.

BIOS – ©Tous droits réservés

Hôtel et Pépinière d'Entreprises du Jovinien
Avenue de Sully Prolongée – 89300 JOIGNY
Tél. 03 86 63 50 45 - Fax. 09 58 75 81 46 - E-mail : bios@be-bios.com – www.be-bios.com
SARL au capital de 100000 € - RCS de Sens 484 059 142 – SIRET 484 059 142 00030

Annexes

BIOS – ©Tous droits réservés

Hôtel et Pépinière d'Entreprises du Jovinien
Avenue de Sully Prolongée – 89300 JOIGNY
Tél. 03 86 63 50 45 - Fax. 09 58 75 81 46 - E-mail : bios@be-bios.com – www.be-bios.com
SARL au capital de 100000 € - RCS de Sens 484 059 142 – SIRET 484 059 142 00030

Commune de LINDRY

Schéma directeur

d'assainissement

Zonage EU : Planche 1/2

N

LEGENDE

- Réseau EU
- Zone d'assainissement collectif
- Zone d'assainissement non collectif

Bureau d'études BIOS
pépinière et hotel d'entreprise
avenue de sully prolongée
89 300 JOIGNY
Tél : 03 86 63 50 45
E-mail : be.bios@free.fr
Site : www.be-bios.com

Dressé par : DC

Indice	Date	Modifications	Indice	Date	Modifications
1	21/11/2018	Création			

Commune de LINDRY

Schéma directeur

d'assainissement

Zonage EP : Planche 1/2

N

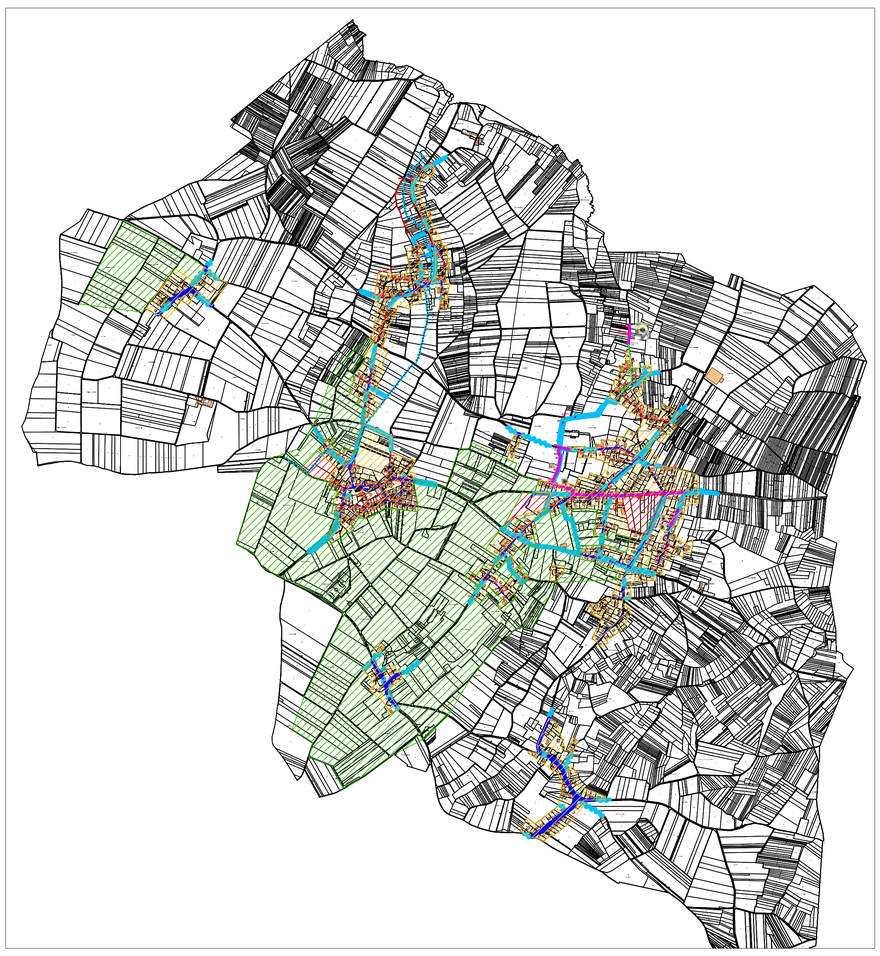
LEGENDE

- Réseau pluvial
- Fossés
- Zone de lutte contre le ruissellement sur les zones non urbanisées
- Compensations des imperméabilisations nouvelles sur zones urbanisées ou urbanisables
- Zone de stockage des eaux pluviales
- Aucune restriction

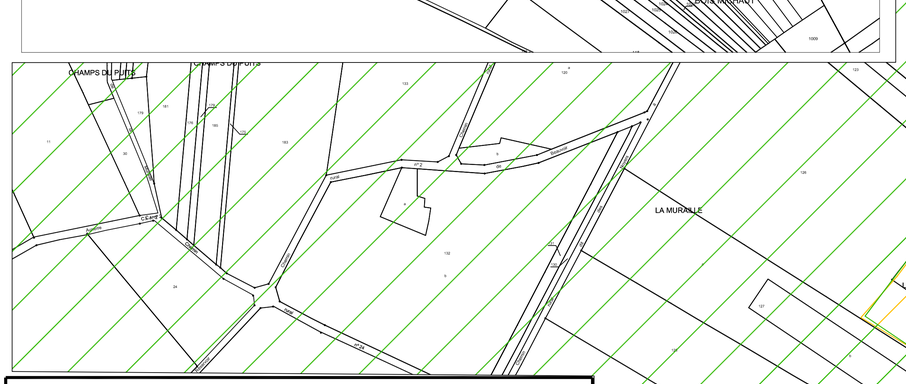
Bureau d'études BIOS
3 rue de Champagne
89110 Aillant-sur-Tholon
Tél : 03 86 63 50 45
Fax : 03 86 63 56 22
E-mail : be.bios@free.fr
Site : www.be-bios.com

Dressé par : DC

Indice	Date	Modifications	Indice	Date	Modifications
1	14/11/2018	Création			







Commune de LINDRY

Schéma directeur

d'assainissement

Zonage EP : Planche 2/2

N

LEGENDE

- Réseau pluvial
- Fossés
- Zone de lutte contre le ruissellement sur les zones non urbanisées
- Compensations des imperméabilisations nouvelles sur zones urbanisées ou urbanisables
- Zone de stockage des eaux pluviales
- Aucune restriction

Bureau d'études BIOS
3 rue de Champagne
89110 Aillant-sur-Tholon
Tél : 03 86 63 50 45
Fax : 03 86 63 56 22
E-mail : be.bios@free.fr
Site : www.be-bios.com

Dressé par : DC

Indice	Date	Modifications	Indice	Date	Modifications
1	14/11/2018	Création			

Commune de LINDRY

Schéma directeur

d'assainissement

Zonage EU : Planche 2/2

N

LEGENDE

Réseau EU

Zone d'assainissement collectif

Zone d'assainissement non collectif

Bureau d'études BIOS
pépinière et hotel d'entreprise
avenue de sully prolongée
89 300 JOIGNY
Tél : 03 86 63 50 45
E-mail : be.bios@free.fr
Site : www.be-bios.com

Dressé par : DC

Indice	Date	Modifications	Indice	Date	Modifications
1	21/11/2018	Création			

Pour retourner à la délibération, cliquez ici

CONVENTION N°2020-FTTH-016

ENTRE LES SOUSSIGNÉS

La communauté d'Agglomération de l'Auxerrois représentée par son Président en exercice, dûment habilité par une délibération du conseil communautaire, en date du [...], et dénommée ci-après « **l'EPCI** »,

d'une part,

ET

Le Département de l'Yonne, représenté par son Président en exercice, dûment habilité par une délibération de la commission permanente du Conseil Départemental en date du 14 décembre 2018, et dénommé ci-après « **le Département** »,

d'autre part,

Conjointement appelés les Parties

VU le Code Général des Collectivités Territoriales (C.G.C.T.),

VU le Code des Postes et Communications Électroniques (C.P.C.E.),

VU la délibération du Conseil Général en date du 28/01/2011 portant adoption du schéma directeur territorial d'aménagement numérique (SDTAN),

VU la délibération du Conseil Général en date du 29/06/2012 portant révision du schéma directeur territorial d'aménagement numérique (SDTAN),

VU la délibération du Conseil Général en date du 26 septembre 2014 relative aux délégations de compétences à la Commission Permanente et au lancement du programme opérationnel très haut débit,

VU la délibération du Conseil Départemental en date du 13 février 2015 relative à la mise en œuvre du SDTAN et aux modalités de mise en œuvre de la montée en débit,

VU la délibération du Conseil Départemental en date du 23 juin 2017 validant l'actualisation du programme Très Haut Débit, arrêtant la participation des établissements publics de coopération intercommunale (EPCI), approuvant le plan de financement du programme Très Haut Débit de l'Yonne et donnant délégation à la Commission Permanente de conclure les conventions avec les EPCI pour leur participation financière,

VU la délibération du Conseil Départemental en date du 14 décembre 2018, validant l'actualisation du programme Très Haut Débit, confirmant la participation des EPCI, approuvant le nouveau plan de financement du programme Très Haut Débit de l'Yonne étendu à 55 000 prises et donnant délégation à la Commission Permanente de conclure les conventions avec les EPCI pour leur participation financière,

VU la délibération du Conseil Départemental en date du 14 décembre 2018, validant l'actualisation du programme Très Haut Débit, actant la mise en place d'une Délégation de Service Public Concessive

Vu la délibération du Conseil Départemental en date du en date du 13 décembre 2019 relative à l'attribution de la délégation de service public (DSP) de concession de travaux et de services pour le financement, la construction, la maintenance et l'exploitation de boucles locales optiques de dessertes à l'usager final sur le territoire de l'Yonne (117 000 prises FttH : Fibre à l'abonné),

Vu la délibération du Conseil Départemental en date du […],

VU les statuts de l'EPCI, reprenant la compétence au titre de l'article L1425-1 du CGCT, approuvés par arrêté préfectoral le 21 mars 2014,

VU la délibération de l'EPCI en date du […],

VU la convention n°2019-FttH-005 conclue le 19 avril 2018 entre le Département et l'EPCI relative au plan de financement du programme Très Haut Débit de l'Yonne.

EXPOSÉ

Le Département de l'Yonne, en qualité d'opérateur aménageur et pilote du réseau d'initiative publique (RIP), s'est engagé en partenariat avec les établissements publics de coopération intercommunale (Communautés de Communes et Communautés d'Agglomération), dans un programme de développement du Très Haut Débit sur le territoire.

Le programme Très Haut Débit de l'Yonne est basé sur deux technologies principales et complémentaires :

- sur la première étape de son action (2016-2020/2021), la Montée en Débit (MeD), technologie préparant la Fibre à l'abonné en milieu rural. Initialement prévue sur près de 100 zones mal couvertes pour un montant de l'ordre de 20 M€ HT, le programme s'ajuste à la baisse pour une quantité de 26 MeD en substitution de fibre à l'abonné (FttH).
- la fibre optique à l'abonné (Fiber To The Home ou FttH) se découpe en deux étapes :
    - une Étape 1 reposant sur un nouveau périmètre étendu à 55 000 locaux. Ce réseau sera construit de 2018 à 2021 ; il est ciblé sur les zones les plus denses et mal desservies en ADSL du Département.
    - une Étape 2 reposant sur la construction de la zone d'initiative publique résiduelle par le délégataire de service public choisi par le Conseil Départemental de l'Yonne le 13 décembre 2019, à savoir le groupement d'entreprises Altitude Infrastructure/Fuji, qui doit déployer 120 000 prises de 2020 à fin 2022 dans le cadre de la convention attribuée (la DSP Étape 2), qui a été transférée à la société ad hoc dédiée à son exécution, YCONIK (le Délégataire de l'Étape 2).

Pour mémoire, conformément au programme de financement de l'Etape 1 arrêté initialement par la délibération du 14 décembre 2018, modifiant la délibération du 23 juin 2017 du Conseil départemental, la répartition des cofinancements de l'opération de construction du réseau d'initiative publique FttH sous la maîtrise du Département de l'Yonne, pour l'étape 1 étendue, était la suivante :

*Hypothèses Financement EPCI (**FttH : 100 € la prise**)*

Total	*PFTHD*	*Département*	*EPCI*	*Région*	*FEDER*
75 millions €	*20 millions*	*20 millions*	*15 millions*	*18 millions*	*2 millions*
	27 %	*27 %*	*20 %*	*24 %*	*2 %*

Pour l'Étape 2, il ressort de la délégation de service public que le coût public s'avère nul, la DSP ne prévoyant aucune subvention de premier établissement ou de couverture des coûts de raccordement à verser par le Département au Délégataire de l'Étape 2. Autrement dit, le coût net public de l'Étape 2 est nul.

En conséquence, le Département propose aux EPCI d'une part de considérer le déploiement de la fibre comme un projet global, d'autre part d'arrêter un montant de participation des EPCI péréqué à l'échelle de l'ensemble de la zone d'initiative publique icaunaise.

Cette approche globale des étapes 1 et 2 permet donc de traiter équitablement tous les territoires et tous les habitants pour de mêmes équipements, de lisser les besoins de financements et de proposer un coût identique par prise, quel que soit son mode de réalisation (Marché étape 1 ou DSP étape 2).

Le montant de participation de chaque EPCI, pour l'ensemble des déploiements des Étapes 1 et 2,est fixé comme suit :
– une mutualisation des risques et des résultats entre le Conseil Départemental et les EPCI, ce qui supposera :
- un partage de recettes relatif au niveau d'intervention de chaque acteur public en fonction du solde du budget ANT, qui devra être positif
- un ajustement de la contribution des EPCI en cas de non-réalisation du coût cible fixé à 33 €.

– un appel de fonds initial à 33 €
– une clause de revoyure annuelle
– une association d'un représentant des EPCI au comité de pilotage de l'étape 2. Ce représentant sera désigné par ses pairs parmi les présidents des établissements publics de coopération intercommunale et sera de préférence également Conseiller Départemental.

Ceci étant exposé, les Parties ont convenu et arrêté ce qui suit :

Article 1 - Objet

La présente Convention, annule et remplace la précédente convention entre le Département et l'EPCI relative au plan de financement du programme Très Haut Débit de l'Yonne. Elle a pour objet d'organiser les modalités de participation du Département et de l'EPCI au déploiement du réseau de communications électroniques à très haut débit dont le Département est l'autorité organisatrice, au titre des Étapes 1 et 2 du plan départemental de couverture.

Dans ce cadre, les Parties déterminent :

- le type d'actions d'aménagement numérique menées par le Département dans le respect de ses compétences, sur le territoire de Communauté de communes.
- les engagements financiers des Communautés de communes ou d'agglomération à l'égard du Département pour le financement des investissements de premier établissement du réseau.

Article 2 - Durée

La présente convention est établie pour une période allant de sa date de signature jusqu'à sa date d'expiration.

La date d'expiration de la présente convention est fixée à la date de l'expiration de la convention de Délégation de Service Public (D.S.P.) pour le financement, la construction, la maintenance et l'exploitation de boucles locales optiques de dessertes à l'usager final sur le territoire de l'Yonne, soit le 8 janvier 2050.

Article 3 - Programmation et accompagnement technique

3.1 Principe

La programmation technique sur le territoire intercommunal a fait l'objet d'une concertation entre le Département et l'EPCI, au vu des objectifs définis dans le SDTAN actualisé et du dossier de cofinancement soumis auprès de l'État, pour tenir compte des priorités de déploiement de cette dernière.

Elle s'étend de manière prévisionnelle de l'année 2019 à l'année 2023.

Elle comprend le déploiement de premier établissement du réseau.

Le nombre de prises raccordables considéré sera arrêté sur la base des études préalables que réaliseront le Département pour l'Etape 1 et le Délégataire de l'Etape 2 pour celle-ci.
Les raccordements terminaux (adductions) seront réalisés au fur et à mesure des décisions d'abonnement à un service par les clients finaux. Ils ne sont pas concernés par la programmation technique.

Les éléments prévisionnels détaillés de la programmation technique figurent en Annexe 1 de la présente convention. Cette programmation technique fera l'objet de modifications en tant que de besoin par voie d'avenant, pour tenir compte notamment, des évolutions des besoins d'aménagement numérique du Département et de l'EPCI.

Cette évolution sera discutée dans le cadre du Comité de suivi de la convention défini ci-après.

3.2 Création d'un guichet unique par l'EPCI

L'EPCI participera aux déploiements du RIP FttH en facilitant le traitement des demandes utiles à ces déploiements. Il prend en charge l'ensemble des échanges quotidiens devant intervenir entre le Département et l'EPCI, le Délégataire de l'Etape 2 en tant que de besoin, et les communes de l'EPCI, lorsque ceux-ci sont nécessaires au vu des compétences propres des communes.

L'EPCI aura notamment pour mission :

- de proposer au Département et au Délégataire de l'Etape 2 un ou plusieurs référents affectés au suivi des déploiements du RIP FttH ainsi qu'à l'instruction et au traitement des éventuelles difficultés particulières rencontrées par le Département dans le cadre de ces déploiements ;
- de soutenir le Département et le Délégataire de l'Etape 2 dans sa recherche de facilités pour les installations techniques utiles au déploiement et aux infrastructures FttH.

3.3 Assistance apportée par l'EPCI dans les relations avec les propriétaires privés

L'obtention des accords de déploiement auprès des bailleurs et des syndicats de copropriétaires est indispensable pour permettre l'achèvement du déploiement par le Département et le Délégataire de l'Etape 2 du RIP FttH dans les immeubles.

En conséquence, l'EPCI s'engage :

- à mettre en œuvre une action de sensibilisation spécifique à destination des gestionnaires d'immeubles, ayant vocation à mettre l'accent sur le caractère neutre et ouvert à tous les autres opérateurs du RIP FttH ;

- à apporter, dans les limites de ses attributions, mandats et compétences, son appui au Département pour l'obtention, auprès des bailleurs sociaux, de leur accord pour équiper leurs immeubles en fibre optique en désignant un opérateur d'immeuble conformément à l'article L. 33-6 du code des postes et des communications électroniques ;

- à communiquer au Département, dans le respect des dispositions législatives et réglementaires, la liste des gestionnaires d'immeubles (bailleurs privés) et syndics de copropriété dont elle a connaissance.

3.4 Prise en charge par l'EPCI de l'entretien des abords des ouvrages du RIP FttH

Une fois les ouvrages du RIP FttH établis sur son territoire, l'EPCI fait son affaire, directement ou par le biais des services de la commune concernée, de l'entretien des abords de ces ouvrages, constitués principalement d'armoires de rue et de NRO en shelter, afin d'assurer un accès permanent à leur exploitant. Cette charge d'entretien des abords des ouvrages recouvre notamment les tâches suivantes : nettoyage et élagage.

3.5 Comité de suivi

Le Département et l'EPCI constituent un Comité de suivi en charge du suivi de l'exécution de la présente Convention.

Ce Comité de suivi est composé :
- du Président du Conseil départemental de l'Yonne, ou de son représentant ;
- du Président de l'EPCI, ou de son représentant.

Ce Comité de suivi se réunira au minimum une fois par an.

Le Comité de suivi aura notamment pour compétences de :

- discuter et arrêter des objectifs techniques de couverture du territoire de l'EPCI par le réseau d'initiative publique dont le Département est l'autorité organisatrice ;

- discuter des modalités de fonctionnement du guichet unique de l'article 3.2 et des actions à mener à l'égard des propriétaires dans le cadre de l'article 3.3 ;

- faire le point sur l'avancement du déploiement du RIP FttH dont le Département est l'autorité organisatrice ;

- plus largement, d'échanger sur tout sujet lié à l'aménagement numérique du territoire de l'EPCI.

Article 4 - Contributions financières

Le déploiement du réseau est financé en partie par l'investissement public et en partie par l'investissement privé.

L'investissement public est composé d'une contribution de l'État et du FEDER et d'une contribution des collectivités territoriales (Région, Département, Établissements Publics de Coopération Intercommunale (EPCI)).

La part de l'État correspond au montant de la subvention éligible au cofinancement de l'Etat dans le cadre du Plan France Très Haut Débit ou de tout autre dispositif à venir. Ce montant est fonction du coût moyen à la prise propre à chaque territoire intercommunal et est détaillé en annexe 2.

La part restante constitue la part d'investissement public financée par les collectivités territoriales : Région (Y compris FEDER), Département, EPCI signataire de la présente convention.

La programmation financière prévisionnelle est détaillée par exercice budgétaire en annexe 2 de la présente Convention. Cette programmation prévisionnelle identifie les contributions d'investissement prenant la forme de fonds de concours, apportées par l'EPCI au financement du réseau

Le principe de la contribution de l'EPCI est fixée, conformément aux délibérations du Conseil Départemental du 23 juin 2017 et du 14 décembre 2018 approuvant le programme Très Haut Débit de l'Yonne.

Le montant de la contribution initiale est fixé à trente-trois euros (33 €) par prise FttH raccordable construite sur son territoire.

En tout état de cause, à tout moment, les Parties peuvent modifier d'un commun accord la répartition annuelle de cette programmation prévisionnelle d'une année sur l'autre, sans modification du montant global de contribution de l'EPCI aux investissements, en fonction d'éléments objectifs, liés notamment au calendrier réel de déploiement du RIP FttH. La modification du montant global des contributions d'investissement s'effectuera dans le cadre prévu aux articles 6 et 7 de la présente convention.

Article 5 - Modalités de versement de la contribution de l'EPCI

Les appels de fonds seront établis sur la base de l'échéancier pluriannuel correspondant aux dépenses d'investissement programmées sur chacun des exercices. Un échéancier prévisionnel est joint en annexe 3 ; il sera actualisé en tant que de besoin pour tenir compte du montant de participation publique sollicitée par le Département.
Le cas échéant, un seul et unique appel de fonds annuel sera fait par le Département, qui émettra le titre de recettes correspondant à l'exercice budgétaire en cours.

Les versements s'effectuent par virement à l'ordre du compte ouvert au nom du Département :

Titulaire : Paierie Départementale de l'Yonne
Domiciliation : 68 rue du pont – BP32 – 89010 AUXERRE CEDEX
Code Banque : 30001
Code Guichet:00167
N° compte : C8920000000
Clef RIB :27

S'agissant de fonds de concours versés par l'EPCI dans le cadre prévu par l'article L.5722-11 du code général des collectivités territoriales, l'ensemble des montants pris en compte à la présente Convention sont réputés hors taxes, le Département faisant le cas échéant son affaire de la récupération de la TVA sur les dépenses d'investissements liées au premier établissement du réseau.

Article 6 - Bilan définitif et règlement du solde

Dans un délai de douze mois à compter de la réception du réseau sur le territoire de l'EPCI au titre des Etapes 1 et 2, le Département dresse un bilan des opérations réalisées.

Ce bilan détaille notamment le nombre de prises raccordables réelles et le coût de construction . Le montant total et définitif de la contribution de l'EPCI est recalculé au prorata des dépenses réellement réalisées par le Département dans la limite du programme pluriannuel d'investissement initial.

Le dernier acompte est ajusté sur la base du différentiel entre le montant prévisionnel et le montant des investissements réalisés pour le coût de premier établissement du Réseau.

Dans tous les cas, le Département joint le bilan susmentionné comme pièce justificative de règlement.

L'exploitation du réseau départemental pourra engendrer des bénéfices qui seront reversés à l'EPCI au prorata de sa contribution initiale.

Article 7 - Modalités de révision de la contribution de l'EPCI

Le montant de la contribution inscrit à la présente Convention peut faire l'objet d'une révision, à l'initiative du Département, notamment dans les cas suivants :

- actualisation ou modification des modalités de financement telles que décrites à l'article 4, en particulier en cas de non-renouvellement du dispositif de subventionnement de l'État (Plan France très haut débit) dont la date d'échéance est fixée en 2022, ou d'évolution des règles de cofinancement du FEDER et/ou de la Région Bourgogne Franche-Comté ;

- évolution à la hausse ou à la baisse du volume de prises réalisées sur le territoire, le différentiel étant constaté après réalisation des Avants-Projets Détaillés (APD) réalisés au fil du déploiement. Les Parties conviennent ainsi de se revoir, après réalisation des APD, afin de constater s'il existe un différentiel entre le nombre de prises issu des études préalables et le nombre de prises issu des APD ;

- évolution interne à l'EPCI (entrées et sorties de communes).

- évolution à la hausse du besoin de contribution publique pour le déploiement du RIP FttH, quelle qu'en soit la cause ;

Lors de la survenance d'un de ces cas ou de tout autre cas non prévu à la convention et ayant une incidence sur le montant de la contribution de l'EPCI, le Département saisit l'EPCI en exposant les incidences économiques, juridiques et techniques de l'évolution constatée.

La décision retenue fait l'objet d'un avenant à la présente Convention.

Article 8 - Utilisation des données

L'EPCI est libre d'utiliser les données produites après agrégation des informations notamment cartographiques communiquées par le Département. Les données sont fournies au format exploitable dans le SIG de l'EPCI et au format .csv.

Article 9 - Actions de communication

Le Département et l'EPCI pourront mettre en œuvre des actions de communication visant à valoriser le déploiement du RIP dans l'EPCI, ainsi que l'engagement de chaque institution.

Article 10 - Modification de la convention

Toute modification de la présente convention et/ou de ses annexes fait l'objet d'un avenant signé par les deux Parties.

Article 11- Résiliation

En cas de non-respect, par l'une ou l'autre des parties, des engagements souscrits dans le cadre de la présente convention, celle-ci pourra être résiliée de plein droit, par l'une ou l'autre des parties, à l'expiration d'un délai de 6 mois suivant l'envoi d'une lettre recommandée avec accusé de réception valant mise en demeure d'exécuter les obligations demeurées sans effet.

Cette résiliation s'accompagne d'un bilan technique et économique remis par le Département à l'EPCI listant notamment les coûts restants à la charge de l'EPCI augmentés des coûts de gestion de l'opération par le Département.

Article 12- Litiges

Les parties à la présente convention s'engagent à rechercher une issue amiable à tout litige avant la saisine de la juridiction compétente. Tout litige lié à l'exécution de la présente convention ressort de la compétence du Tribunal administratif de Dijon.

Fait à ……., le ……

En deux exemplaires originaux,

Le Président d'Agglomération de l'Auxerrois	Le Président du Conseil Départemental de l'Yonne,
Crescent MARAULT	Patrick GENDRAUD

ANNEXES

Annexe 1 : Programmation technique

Les travaux de déploiement des prises FttH pour l'Etape 1 seront réalisés dans la période 2019-2021.
Le périmètre prévisionnel du programme technique pour l'Etape 1 figure dans le tableau ci-dessous :

SRO	NOM_COMMUNE	NB_PRISES
N089VIN_S001	Escolives-Sainte-Camille	1
N089VIN_S001	Vincelles	599
N089VIN_S002	Irancy	283
N089VIN_S002	Vincelottes	238
N089VIN_S003	Escolives-Sainte-Camille	367
N089VIN_S003	Jussy	238
N089VIN_S004	Champs-sur-Yonne	523
N089VIN_S004	Saint-Bris-le-Vineux	2
N089VIN_S005	Augy	1
N089VIN_S005	Champs-sur-Yonne	406
N089GU1_S003	Charbuy	1

Les travaux de déploiement des prises FttH pour l'étape 2 seront réalisés dans la période 2020-2022.
Le périmètre prévisionnel du programme technique pour l'étape 2 figure dans le tableau ci-dessous :

SRO	NOM_COMMUNE	NB_PRISES
N089BE2_S002	Chevannes	1
N089BE2_S004	Chevannes	6
N089BE2_S004	Escamps	441
N089BE2_S007	Lindry	330
N089BE2_S008	Lindry	319
N089LIC_S003	Chitry	24
N089MGE_S002	Coulanges-la-Vineuse	1
N089MGE_S003	Coulanges-la-Vineuse	551
N089MGE_S003	Gy-l'Évêque	5
N089MGE_S004	Escamps	40
N089MGE_S004	Gy-l'Évêque	274
N089SEI_S005	Gurgy	6

Annexe 2 : Programmation financière

La participation financière de l'EPCI est évaluée à :

	Nb de prises	Coût
Etape 1	2 659	87 747,00 €
Etape 2	1 998	65 934,00 €
Total	**4 657**	**153 681,00 €**
Participation déjà versée :		*324 363,40 €*
Reste à verser :		**-170 682,40 €**

Annexe 3 : Échéancier pluriannuel des dépenses d'investissement

Le planning prévisionnel de paiement des dépenses d'investissement sera mis en œuvre de la manière suivante :

- acompte de 30 % du montant de la contribution le 30 novembre 2020;
- acompte de 30 % du montant de la contribution le 30 novembre 2021 ;
- solde (40%)à compter de la date de fin des travaux.

Annexe 4 : Membres de l'Équipe de pilotage du Département

Le Directeur de l'Aménagement Numérique

Annexe 5 : Interlocuteurs de l'EPCI

(prénom NOM), (fonctions)
Coordonnées : (mail + téléphone)

Annexe 6 : Glossaire

Sauf stipulations expresses contraires, les termes et expressions définis ci-après auront la définition suivante :

« **APS** » ou « **Avant-projet sommaire** » : études engagées par le Maître d'ouvrage permettant la description des infrastructures et travaux à réaliser pour l'établissement du Réseau.

« **APD** » ou « **Avant-projet détaillé** » : études fines et définitives engagées par le Maître d'ouvrage permettant la description des travaux qui seront engagés sur cette base.

« **Client final** » ou « **Utilisateur final** » : désigne toute personne physique ou morale cliente d'un Opérateur usager et qui ne fournit pas elle-même de réseaux de communications électroniques ou de services de communications électroniques accessibles au public.

« **Etudes préalables** » : études engagées par le Maître d'ouvrage permettant la description des infrastructures à réaliser pour l'établissement du Réseau

« **FttH**» ou « **Fiber to the Home** » : transmission du signal en fibre optique jusqu'à l'habitat

« **Nœud de Raccordement Optique »** ou « **NRO** » : point de concentration d'un Réseau en fibre optique où sont installés les équipements actifs à partir desquels un Opérateur usager peut activer les accès de ses abonnés.

« Prise » : désigne un logement ou local professionnel ou local à usage mixte situé dans un immeuble ou un pavillon.

« Prise éligible » : désigne un Logement pour lequel un Point de mutualisation a été rattaché à un NRO et pour lequel il manque le seul Raccordement final et un éventuel brassage au Point de mutualisation pour avoir une continuité optique entre ledit NRO et la Prise terminale optique.

« Prise raccordable » : désigne un logement pour lequel il existe une continuité optique entre le Point de mutualisation et le Point de branchement optique.

« Prise raccordée » : désigne un logement pour lequel il existe une continuité optique entre le Point de mutualisation et la Prise terminale optique.

« **Point de branchement optique** » ou « **PBO** » : désigne dans les immeubles de plusieurs logements ou locaux à usage professionnel comprenant une colonne montante, le point d'interconnexion du réseau vertical de l'immeuble et du câble servant au Raccordement final. Dans les autres cas, le Point de branchement optique peut se trouver à l'extérieur de l'habitat à proximité immédiate des logements.

« **Point de mutualisation** » ou « **PM** » : désigne le point d'extrémité d'une ou de plusieurs Lignes au niveau duquel la personne établissant ou ayant établi dans un immeuble bâti ou exploitant une Ligne donne accès à ces Lignes à des Opérateurs en vue de fournir des services de communications électroniques aux Clients finals correspondants, conformément à l'article L. 34-8-3 du CPCE.

« **Prise commercialisée** » : désigne une Prise par laquelle un service est fourni à un Usager.

« **Raccordement final** » : désigne l'opération consistant à installer un câble de branchement comprenant une ou plusieurs fibres optiques entre le PBO et la PTO.

« **Réseau de communications électroniques à très haut débit** » **ou** « **Réseau de communications électronique** » **ou** « **Réseau** » : désigne l'ensemble des ouvrages constitutifs du Réseau de communications électroniques à très haut débit permettant la fourniture de services auprès des Usagers. Il assure à la fois la desserte des locaux professionnels et résidentiels.

« **Travaux de premier établissement** » : désigne l'ensemble des travaux permettant de rendre raccordables les abonnés finaux par la construction de prises raccordables dont le nombre est arrêté sur la base des études préalables.

Pour retourner à la délibération, cliquez ici

Convention de mise à disposition de personnel entre la Ville d'Auxerre et la Communauté de l'Auxerrois

Préambule :

Les termes de la présente convention sont régis par :

- le code général des collectivités territoriales,

- la loi n° 83-634 du 13 juillet 1983 modifiée, portant droits et obligations des fonctionnaires,

- la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 modifiée, portant dispositions statutaires relatives à la Fonction publique territoriale,

Vu le décret le décret n°2008-580 du 18 juin 2008 relatif au régime de la mise à disposition applicable aux collectivités territoriales et aux établissements publics administratifs locaux,

Il est convenu ce qui suit :

entre,

la Ville d'Auxerre, représentée par
,ci-après dénommée « la Ville »,

et,

La Communauté de l'Auxerrois, représentée par , ci-après dénommé « la communauté »,

Article 1 : Objet et durée de la mise à disposition

La Ville d'Auxerre met à disposition de la Communauté un agent titulaire du grade d'attaché principal, Monsieur Guillaume HOUDOT, à hauteur de 15 % d'un temps complet pour assurer les fonctions de responsable de la politique de la Ville.

La mise à disposition prend effet le 1er janvier 2021 pour une durée de trois ans renouvelables par décision expresse.

Dans ce cadre, Monsieur Guillaume HOUDOT est mis à disposition de la Communauté de l'Auxerrois et sera chargé :

- d'assurer le suivi de la compétence « Politique de la ville » de la Communauté ;
- de manager l'équipe en lien avec cette compétence
- d'assurer la gestion des ressources budgétaire de cette compétence ;
- d'assurer le suivi des instances du Contrat de ville de l'Auxerrois.

Monsieur Guillaume HOUDOT est mis à disposition avec son accord.

Article 2 : Conditions d'emploi

La Ville d'Auxerre gère la carrière de Monsieur Guillaume HOUDOT.

Les conditions de travail de Monsieur Guillaume HOUDOT sont organisées par la Communauté.

Monsieur Guillaume HOUDOT respectera les règles applicables à l'ensemble du personnel de la Communauté.

Les décisions relatives aux congés et les décisions disciplinaires restent prises par la Ville d'Auxerre.

Article 3 : Rémunération

Monsieur Guillaume HOUDOT demeure dans son cadre d'emplois d'origine et continue à percevoir la rémunération correspondant à son grade.

Article 4 : Evaluation

Dans l'exercice de ses fonctions, Monsieur Guillaume HOUDOT est placé sous l'autorité fonctionnelle du Président de la Communauté et sous l'autorité hiérarchique du Maire de la Ville d'Auxerre.

Le directeur général adjoint réalise l'entretien professionnel annuel.

Article 5 : Modalités financières de la mise à disposition

La rémunération de Monsieur Guillaume HOUDOT est assurée par la ville d'Auxerre. Elle comprend le salaire, les charges sociales, les frais professionnels et les avantages en nature qui sont assurés par la Ville d'Auxerre. Il convient que la Communauté rembourse la rémunération de Monsieur Guillaume HOUDOT à hauteur de sa mise à disposition, soit 15%. Une facture annuelle basée sur 15 % des éléments constitutifs de la rémunération cités ci-dessus sera présentée à la Communauté chaque fin d'année.

Article 6 : Fin de la mise à disposition

La présente convention pourra être renouvelée par période ne pouvant excéder trois ans.

La mise à disposition pourra prendre fin :
- au terme prévu à l'article 1 de la convention
- dans le respect d'un délai de préavis de 3 mois avant le terme fixé à l'article 1 de la présente convention, à la demande de l'intéressé, de la collectivité d'origine ou de l'organisme d'accueil.
- sans préavis en cas de faute disciplinaire, par accord entre la collectivité d'origine et l'organisme d'accueil

A la fin de la mise à disposition, l'intéressé sera affecté dans un emploi que son grade lui donne vocation à occuper dans sa collectivité d'origine (en respectant les priorités accordées par l'article 54 de la loi du 26 janvier 1984).

Article 7 : Modification

La présente convention pourra être modifiée en cours d'exécution, sur l'initiative de l'une ou l'autre des parties par voie d'avenant.

Article 8 : Contentieux

Les litiges pouvant résulter de l'application de la présente convention relèvent du Tribunal Administratif de Dijon.

Fait à Auxerre, le

Pour la Ville d'Auxerre,

Pour le Centre Communal d'Action Sociale

Pour retourner à la délibération, cliquez ici

Convention de mise à disposition de personnel et de locaux entre le CCAS et la Communauté de l'Auxerrois

Préambule :

Les termes de la présente convention sont régis par :

- le code général des collectivités territoriales,

- la loi n° 83-634 du 13 juillet 1983 modifiée, portant droits et obligations des fonctionnaires,

- la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 modifiée, portant dispositions statutaires relatives à la Fonction publique territoriale,

Vu le décret le décret n°2008-580 du 18 juin 2008 relatif au régime de la mise à disposition applicable aux collectivités territoriales et aux établissements publics administratifs locaux,

Il est convenu ce qui suit :

entre,

le Centre Communal d'Action Sociale de la Ville d'Auxerre, représenté par Marilyne SAINT-ANTONIN, Vice-Présidente, ci-après dénommé « le CCAS »,

et,

La Communauté de l'Auxerrois, représentée par Crescent MARAULT, Président, ci-après dénommé « la communauté »,

Article 1 : Objet et durée de la mise à disposition

Le CCAS met à disposition de la Communauté un agent titulaire du grade d'adjoint administratif principal 2ème classe, Madame Valérie BONNETON, à hauteur de 30 % d'un temps partiel de 80 % pour assurer les fonctions d'assistante de direction dans le cadre de la politique de la Ville menée par la Communauté de l'Auxerrois.

La mise à disposition prend effet le 1er janvier 2020 pour une durée de trois ans renouvelables par décision expresse.

Dans ce cadre, Madame Valérie BONNETON est mise à disposition de la CA et sera chargée de :

- Assurer le secrétariat de la mission Politique de la Ville ;
- Rédiger, envoyer et assurer le suivi des conventions financières entre les porteurs de projets de la programmation annuelle et les collectivités dont les enveloppes financières sont déléguées ;
- Actualiser les tableaux du rapport égalité hommes-femmes annuel et de suivis du service ;
- Organiser les réunions partenariales du service et le calendrier des instances du contrat de ville.

Madame Valérie BONNETON est mise à disposition, avec son accord.

Par ailleurs, Mme BONNETON et deux autres agents exercent des missions dans le cadre de la politique de la Ville de la CA dans les locaux du CCAS. La CA devra rembourser les frais de fonctionnement à hauteur de leur mise à disposition pour exercer cette compétence.

Article 2 : Conditions d'emploi

Le CCAS gère la carrière de Madame Valérie BONNETON.

Les conditions de travail de Madame Valérie BONNETON sont organisées par la Communauté.

Madame Valérie BONNETON respectera les règles applicables à l'ensemble du personnel de la Communauté.

Les décisions relatives aux congés et les décisions disciplinaires restent prises par le CCAS.

Article 3 : Rémunération

Madame Valérie BONNETON demeure dans son cadre d'emplois d'origine et continue à percevoir la rémunération correspondant à son grade.

Article 4 : Evaluation

Dans l'exercice de ses fonctions, Madame Valérie BONNETON est placée sous l'autorité fonctionnelle du Président de la Communauté et sous l'autorité hiérarchique de la Vice Présidente du CCAS.

L'entretien professionnel annuel est réalisé par son supérieur hiérarchique direct.

Article 5 : Modalités financières des mises à disposition

La rémunération de Madame Valérie BONNETON est assurée par le CCAS. Elle comprend le salaire, les charges sociales, les frais professionnels et les avantages en nature. Ces dépenses seront remboursées par la CA au CCAS d'Auxerre, chaque fin d'exercice, à hauteur de 30 %.

En complément, dans le cadre de la politique de la Ville menée par la CA, Mme BONNETON et deux autres agents exercent leur fonction au siège du CCAS :

- Monsieur Guillaume HOUDOT, agent Ville d'Auxerre, en qualité de responsable de la politique de la Ville pour une mise à disposition de 15 % de la Ville d'Auxerre à la CA à partir du 1er janvier 2021 ;

- Madame Aurore DESRUES, agent de la CA, en qualité de chargée de mission pour la politique de la Ville affectée à temps plein sur ces fonctions à partir du 1er janvier 2020 ;

- Madame Valérie BONNETON, agent du CCAS, en qualité d'assistante de direction pour la politique de la Ville pour 30 % à partir du 1er janvier 2020.

Ainsi, la Communauté devra rembourser au CCAS :

- 30 % de la rémunération de l'assistante de direction et 30 % des charges de fonctionnement ;

- la totalité des charges de fonctionnement pour l'agent chargé de mission pour la politique de la Ville à compter de l'année 2020 ;

- 15 % des charges de fonctionnement concernant le responsable de la politique de la Ville à compter du 2021.

Ces frais comprennent les charges bureautiques (ordinateur, bureau, téléphonie), les fournitures administratives (photocopie, affranchissement, fournitures de bureau, papeterie), les charges d'exploitation du bâtiment (fluides, assurance, maintenance) et les charges kilométriques pour les déplacements). Une facture annuelle en fin d'année sera présentée à la CA par le CCAS.

Pour 2020, les dépenses de fonctionnement sont évaluées à 3.346€ pour Mesdames Aurore DESRUES et Valérie BONNETON. A partir de 2021, elles sont estimées à 4.446 € en prenant en compte la mise à disposition de Monsieur Guillaume HOUDOT.

Le montant de ces charges directes seront ajustées annuellement en fonction du réalisé sur l'année concernée.

Article 6 : Fin de la mise à disposition

La présente convention pourra être renouvelée par période ne pouvant excéder trois ans.

La mise à disposition pourra prendre fin :
- au terme prévu à l'article 1 de la convention ;
- dans le respect d'un délai de préavis de 3 mois avant le terme fixé à l'article 1 de la présente convention, à la demande de l'intéressé, de la collectivité d'origine ou de l'organisme d'accueil ;
- sans préavis en cas de faute disciplinaire, par accord entre la collectivité d'origine et l'organisme d'accueil.

A la fin de la mise à disposition, l'intéressé sera affecté dans un emploi que son grade lui donne vocation à occuper dans sa collectivité d'origine (en respectant les priorités accordées par l'article 54 de la loi du 26 janvier 1984).

Article 7 : Modification

La présente convention pourra être modifiée en cours d'exécution, sur l'initiative de l'une ou l'autre des parties par voie d'avenant.

Article 8 : Contentieux

Les litiges pouvant résulter de l'application de la présente convention relèvent du Tribunal Administratif de Dijon.

Fait à Auxerre, le

Pour la Communauté,

Pour le Centre Communal d'Action Sociale

REGIME INDEMNITAIRE – COMMUNAUTE DE L'AUXERROIS

Pour retourner à la délibération, cliquez ici

Préambule :

Le régime indemnitaire est attribué :
- aux agents titulaires et stagiaires à temps complet, à temps non complet et à temps partiel,
- aux agents contractuels relevant de l'article 136 de la loi n°84-53 du 26 janvier 1984 et occupant un emploi permanent au sein de la collectivité.

Les montants sont fixés pour un agent travaillant à temps complet et subiront un abattement en fonction du temps de travail.

Conformément au décret n°2010-997 du 26 août 2010, pour les primes versées au titre de l'IFSE, l'ISS, la PSR , la règle ci dessous s'applique :

Les fonctionnaires et agents contractuels bénéficient du maintien des primes et indemnités, dans les mêmes proportions que le traitement, en cas de :
- congés annuels,
- congés de maladie ordinaire,
- congés pour accident de service/accident du travail et maladie professionnelle,
- congé de maternité, paternité ou adoption.

Ce dispositif d'abattement ne s'applique pas au versement des primes versées au titre de l'article 2.

Article 1

I. L'indemnité de fonctions, de sujétions et d'expertise

Le montant individuel attribué au titre de l'IFSE (indemnité de fonctions de sujétions et expertise) est librement défini par l'autorité territoriale, par voie d'arrêté individuel, dans la limite des conditions prévues par les textes. L'IFSE mise en place par la présente délibération est par principe exclusif de toutes autres primes et indemnités liées aux fonctions et à la manière de servir. Ce régime indemnitaire pourra en revanche être cumulé avec l'indemnisation des dépenses engagées au titre des fonctions exercées (frais de déplacement), les indemnités différentielles complétant le traitement indiciaire (GIPA) , les sujétions ponctuelles directement liées à la durée du travail (heures supplémentaires, astreintes, …), la prime de responsabilité versée aux agents détachés sur emploi fonctionnel, les prestations d'actions sociales, le complément de rémunération.

A. Cadre général de l'IFSE

Il est instauré au profit des cadres d'emplois visés dans la présente délibération, une indemnité de fonctions, de sujétions et d'expertise (IFSE) reposant sur une notion de groupe de fonctions dont le nombre sera défini pour chaque cadre d'emplois concerné sans pouvoir être inférieur à 1, et définis selon les niveaux d'encadrement.

Son attribution fera l'objet d'un arrêté individuel de l'autorité territoriale notifié à l'agent.
Le régime indemnitaire versé au titre de l'ISFE est versé dans le respect des seuils et plafonds fixés par les différents décrets. Les agents bénéficiant d'un logement
pour nécessité absolue de service bénéficient de plafonds minorés dans la limite de ceux prévus pour les fonctionnaires des corps de référence de L'État.

B. Conditions de versement de l'IFSE :

L'IFSE fait l'objet d'un versement mensuel.
Le montant annuel de l'IFSE versé aux agents fera l'objet d'un réexamen :
- en cas de changement de fonctions, changement de groupe de fonctions, avec davantage d'encadrement, de technicité ou de sujétions
- tous les 4 ans en l'absence de changement de fonction et au vu de l'expérience professionnelle acquise par l'agent
- en cas de changement de cadre d'emplois suite à une promotion, ou réussite à un concours.

Cadre d'emplois des administrateurs :

Arrêté du 29 juin 2015 pris pour l'application au corps des administrateurs civils des dispositions du décret n° 2014-513 du 20 mai 2014 dont le régime indemnitaire est pris en référence pour les administrateurs territoriaux.

Groupe de fonctions	Emplois/Fonctions	Montant maxi IFSE	Montant maxi CIA
Groupe 1	DGS	49 980	8 820
Groupe 2	DGA	46 920	8 280
Groupe 3	Directeur	42 330	7 470

Cadre d'emplois des attachés territoriaux:

Arrêté du 3 juin 2015 pris pour l'application au corps interministériel des attachés d'administration de L'État des dispositions du décret n° 2014-513 du 20 mai 2014 dont le régime indemnitaire est pris en référence pour les attachés territoriaux.

Groupe de fonctions	Emplois/ Fonctions	Montant maxi IFSE	Montant maxi IFSE agent logé	Montant maxi CIA
Groupe 1	DGS/DGA	36 210	22 310	6 390
Groupe 2	Directeur	32 130	17 205	5 670
Groupe 3	Chef de service	25 500	14 320	4 500
Groupe 4	Coordonnateur Chef équipe Cadre spécialisé Sans encadrement	20 400	11 160	3 600

Les primes versées au titre de l'IFSE sont basées sur le grade et les missions. Les primes versées à ces titres sont détaillées dans les annexes 1,2,3,4 et 5 de la présente délibération.

Cadre d'emplois des ingénieurs en chef :

Arrêté du 14 février 2019 portant application au corps des ingénieurs des ponts, des eaux et des forêts des dispositions du décret n° 2014-513 du 20 mai 2014 portant création d'un régime indemnitaire tenant compte des fonctions, des sujétions, de l'expertise et de l'engagement professionnel dans la fonction publique de l'Etat

Groupe de fonctions	Emplois/ Fonctions	Montant maxi IFSE	Montant maxi IFSE agent logé	Montant maxi CIA
Groupe 1	DGS/DGA	57 120	42 840	10 800
Groupe 2	Directeur	49 981	37 490	8 820
Groupe 3	Chef de service	46 920	35 190	8 280
Groupe 4	Coordo avec encadrement	42 330	31 750	7 470

Les primes versées au titre de l'IFSE sont basées sur le grade et les missions. Les primes versées à ces titres sont détaillées dans les annexes 1,2,3,4,5 de la présente délibération.

Cadre d'emplois des ingénieurs :

Arrêté du 26 décembre 2017 pris pour l'application au corps des ingénieurs des services techniques du ministère de l'intérieur des dispositions du décret n° 2014-513 du 20 mai 2014 portant création d'un régime indemnitaire tenant compte

des fonctions, des sujétions, de l'expertise et de l'engagement professionnel dans la fonction publique de l'Etat

Groupe de fonctions	Emplois/ Fonctions	Montant maxi IFSE	Montant maxi IFSE agent logé	Montant maxi CIA
Groupe 1	DGS/DGA/ Directeur	36 210	22 310	6 390
Groupe 2	Encadrant	32 130	17 205	5 670
Groupe 3	Sans encadrement	25 500	14 320	4 500

Les primes versées au titre de l'IFSE sont basées sur le grade et les missions. Les primes versées à ces titres sont détaillées dans les annexes 1, 2, 3, 4 et 5 de la présente délibération.

Cadres d'emplois des attachés de conservation du patrimoine et des bibliothèques :

Arrêté du 14 mai 2018 pris pour l'application au corps des conservateurs généraux des bibliothèques, des conservateurs des bibliothèques, des bibliothécaires, des assistants spécialisés, des dispositions du décret n°2014-513 du 20 mai 2014 portant création d'un régime indemnitaire tenant compte des fonctions des sujétions de l'expertise et de l'engagement professionnel dans la fonction publique de l'Etat :

Groupe de fonctions	Emplois/ Fonctions	Montant maxi IFSE	Montant maxi CIA
Groupe 1	Encadrant	29 750	5 250
Groupe 2	Sans encadrement	27 200	4 800

Les primes versées au titre de l'IFSE sont basées sur le grade et les missions. Les primes versées à ces titres sont détaillées dans les annexes 1,2,3,4 de la présente délibération.

Cadre d'emplois des conseillers socio-éducatifs :

Arrêté du 3 juin 2015 pris pour l'application au corps des conseillers techniques de service social des administrations de l'État des dispositions du décret n°2014-513 du 20 mai 2014 pris en référence pour les conseillers territoriaux socio-éducatifs.

Groupe de	Emplois/	Montant maxi IFSE	Montant maxi CIA

fonctions	Fonctions		
Groupe 1	Encadrants	19 480	3 440
Groupe 2	Sans encadrement	15 300	2 700

Les primes versées au titre de l'IFSE sont basées sur le grade et les missions. Les primes versées à ces titres sont détaillées dans les annexes 1,2,3,4 et 5 de la présente délibération

Cadre d'emplois des assistants socio -éducatifs :

Arrêté du 3 juin 2015 pris pour l'application au corps des assistants de service social des administrations de l'Etat des dispositions du décret n°2014-513 du 20 mai 2014 dont le régime indemnitaire est pris en référence pour les assistants territoriaux socio-éducatifs.

Groupe de fonctions	Emplois/ Fonctions	Montant maxi IFSE	Montant maxi CIA
Groupe 1	Encadrants	11 970	1 630
Groupe 2	Sans encadrement	10 560	1 440

Les primes versées au titre de l'IFSE sont basées sur le grade et les missions. Les primes versées à ces titres sont détaillées dans les annexes 1,2,3,4 et 5 de la présente délibération.

Cadres d'emplois des rédacteurs territoriaux des éducateurs des APS, des animateurs territoriaux :

Arrêté du 19 mars 2015 pris pour l'application aux corps des secrétaires administratifs des administrations d'État des dispositions du décret n°2014-513 du 20 mai 2014 dont le régime indemnitaire est pris en référence pour les rédacteurs territoriaux, les éducateurs des APS, les animateurs territoriaux.

Groupe de fonctions	Emplois/ Fonctions	Montant maxi IFSE	Montant maxi IFSE agent logé	Montant maxi CIA
Groupe 1	Chef de service	17 480	8 030	2 380
Groupe 2	Coordonnateur Chef d'équipe	16 015	7 220	2 185
Groupe 3	Sans encadrement	14 650	6 670	1 995

Les primes versées au titre de l'IFSE sont basées sur le grade et les missions. Les primes versées à ces titres sont détaillées dans les annexes 1,2,3,4 et 5 de la présente délibération.

En cas de réalisation effective d'heures supplémentaires, l'ensemble des agents des cadres d'emplois peuvent être éligibles au versement des indemnités horaires pour travaux supplémentaires dans les conditions définies par le décret n°2002-60 du 14 janvier 2002. Il est rappelé que la récupération des heures supplémentaires reste la solution privilégiée.

Cadre d'emplois des techniciens:

Arrêté du 7 novembre 2017 pris pour l'application au corps des contrôleur des services techniques du ministère de l'intérieur des dispositions du décret n° 2014-513 du 20 mai 2014 portant création d'un régime indemnitaire tenant compte des fonctions, des sujétions, de l'expertise et de l'engagement professionnel dans la fonction publique de l'Etat

Groupe de fonctions	Emplois/ Fonctions	Montant maxi IFSE	Montant maxi IFSE agent logé	Montant maxi CIA
Groupe 1	Chef de service	17 480	8 030	2 380
Groupe 2	Coordonnateur Chef d'équipe	16 015	7 220	2 185
Groupe 3	Sans encadrement	14 650	6 670	1 995

Les primes versées au titre de l'IFSE sont basées sur le grade et les missions. Les primes versées à ces titres sont détaillées dans les annexes 1, 2, 3, 4 et 5 de la présente délibération.

En cas de réalisation effective d'heures supplémentaires, l'ensemble des agents du cadre d'emplois peuvent être éligibles au versement des indemnités horaires pour travaux supplémentaires dans les conditions définies par le décret n°2002-60 du 14 janvier 2002. Il est rappelé que la récupération des heures supplémentaires reste la solution privilégiée.

Cadre d'emplois des assistants de conservation du patrimoine et des bibliothèques :

Arrêté du 14 mai 2018 pris pour l'application au corps des conservateurs généraux des bibliothèques, des conservateurs des bibliothèques, des bibliothécaires, des assistants spécialisés, des dispositions du décret n°2014-513 du 20 mai 2014 portant création d'un régime indemnitaire tenant compte des fonctions des

sujétions de l'expertise et de l'engagement professionnel dans la fonction publique de l'Etat :

Groupe de fonctions	Emplois/ Fonctions	Montant maxi IFSE	Montant annuel maximal CIA
Groupe 1	Encadrant	16 720	2280
Groupe 2	Sans encadrement	14 960	2040

Les primes versées au titre de l'IFSE sont basées sur le grade et les missions. Les primes versées à ces titres sont détaillées dans les annexes 1,2,3,4 et 5 de la présente délibération.

En cas de réalisation effective d'heures supplémentaires, l'ensemble des agents du cadre d'emplois peuvent être éligibles au versement des indemnités horaires pour travaux supplémentaires dans les conditions définies par le décret n° 2002-60 du 14 janvier 2002. Il est rappelé que la récupération des heures supplémentaires reste la solution privilégiée.

<u>Cadres d'emplois des adjoints administratifs, des ATSEM, des opérateurs des APS, des adjoints d'animation, des adjoints techniques, des agents de maîtrise:</u>

Arrêté du 26 novembre 2014 pris pour l'application aux corps des adjoints administratifs du ministère de la défense des dispositions du décret n° 2014-513 du 20 mai 2014 dont le régime indemnitaire est pris en référence pour les adjoints administratifs territoriaux, les agents territoriaux spécialisés des écoles maternelles, les opérateurs des activités physiques et sportives, les adjoints territoriaux d'animation.

Arrêté du 28 avril 2015 pris pour l'application aux corps d'adjoints techniques des administrations de l'Etat des dispositions du décret n° 2014-513 du 20 mai 2014 dont le régime indemnitaire est pris en référence pour les adjoints techniques territoriaux et les agents de maîtrise territoriaux.

Groupe de fonctions	Emplois/ Fonctions	Montant maxi IFSE	Montant maxi IFSE agent logé	Montant maxi CIA
Groupe 1	Encadrants	11 340	7 090	1 260
Groupe 2	Sans encadrement	10 800	6 750	1 200

Les primes versées au titre de l'IFSE sont basées sur le grade et les missions. Les primes versées à ces titres sont détaillées dans les annexes 1,2,3,4 et 5 de la présente délibération.

En cas de réalisation effective d'heures supplémentaires, l'ensemble des agents des cadres d'emplois peuvent être éligibles au versement des indemnités horaires pour travaux supplémentaires dans les conditions définies par le décret n°2002-60 du 14 janvier 2002. Il est rappelé que la récupération des heures supplémentaires reste la solution privilégiée.

Cadres d'emplois des adjoints du patrimoine :

Arrêté du 30 décembre 2016 pris pour l'application au corps des adjoints techniques d'accueil, de surveillance et de magasinage des dispositions du décret n° 2014-513 du 20 mai 2014 dont le régime indemnitaire est pris en référence pour les adjoints territoriaux du patrimoine.

Groupeo upe de fonctions	Emplois/ Fonctions	Montant maxi IFSE	Montant maxi IFSE agent logé	Montant maximal annuel CIA
Groupe 1	Encadrants	11 340	7 090	1260
Groupe 2	Sans encadrement	10 800	6 750	1200

Les primes versées au titre de l'IFSE sont basées sur le grade et les missions. Les primes versées à ces titres sont détaillées dans les annexes 1, 2, 3, 4 et 5 de la présente délibération.

En cas de réalisation effective d'heures supplémentaires, l'ensemble des agents des cadres d'emplois peuvent être éligibles au versement des indemnités horaires pour travaux supplémentaires dans les conditions définies par le décret n°2002-60 du 14 janvier 2002. Il est rappelé que la récupération des heures supplémentaires reste la solution privilégiée.

Prise en compte de l'absentéisme :

Pour les primes définies à l'article 1, versées au titre de l'IFSE conformément au décret n° 2010-997 du 26 août 2010, les fonctionnaires et agents contractuels bénéficient du maintien des primes et indemnités, dans les mêmes proportions que le traitement, en cas de :

- congés annuels,
- congés de maladie ordinaire,
- congés pour accident de service/accident du travail et maladie professionnelle,
- congé de maternité, paternité ou adoption.

Ce système d'abattement ne s'applique pas aux primes versées au titre de l'article 2.

Article 2

I. Cadre général du complément indemnitaire annuel :

Cette prime est liée à l'engagement professionnel et à la manière de servir. Elle est versée dans la limite des textes applicables aux agents titulaires, stagiaires et contractuels à temps complet, à temps non complet et à temps partiel, recrutés sur des emplois permanents ayant accompli au moins 6 mois de service au sein de la collectivité au cours de l'année n-1.

Le montant du CIA est versé selon la règle suivante :

- 1/3 du montant de la prime sera lié à l'absentéisme et abattu selon les règles ci dessous
- le montant annuel du CIA abattu après absentéisme sera lié à l'entretien annuel d'évaluation et abattu selon les règles définies en CTP

II. Dispositif d'abattement du CIA :

Sont exclus du dispositif d'abattement : les congés maternité, d'adoption ou paternité, les arrêts consécutifs aux accidents du travail et de trajet, les maladies professionnelles, les absences syndicales, les absences pour événements familiaux ou autres autorisations d'absence.

Pour la prise en compte des jours d'absence, le niveau de la retenue est le suivant :
- Aucun abattement jusqu'au 7 ème jour d'absence
- 50 % du 8ème au 28ème jour d'absence cumulé, soit un abattement de 50 % du tiers de la prime
- 100 % au-delà du 29ème jour d'absence cumulé, soit un abattement de 100 % du tiers de la prime

Il s'agit de jours calendaires cumulés. Le décompte s'effectue en fonction des arrêts de travail enregistrés sur l'année civile n-1.

III. Modalités de versement

Le CIA fait l'objet d'un versement en une seule fois au mois de juin et n'est pas reconductible automatiquement d'une année sur l'autre. Le montant est proratisé

en fonction du temps de travail et de la période travaillée l'année n-1. En cas de temps partiel thérapeutique, le CIA sera proratisé au temps de présence.

Le montant de la prime lié à l'entretien d'évaluation est fonction de la valeur professionnelle dont a fait preuve l'agent. Il est déterminé tous les ans, pour l'année civile, après un entretien d'évaluation de l'année n-1 sur la base de 4 critères qui permettent de mesurer la valeur professionnelle de l'agent :

- Critère 1 : Résultats professionnels et réalisation des objectifs
- Critère 2 : Compétences professionnelles et techniques
- Critère 3 : Qualités relationnelles
- Critère 4 : Capacité d'encadrement

La prime sera versée au prorata du temps de travail et de la période effectués au cours de l'année civile N-1. Les agents absents pour toutes les raisons de santé (y compris AT MP) devront avoir fait valoir au moins 6 mois de présence sur l'année civile N-1 pour bénéficier du versement du CIA.

Les agents absents moins de 6 mois sur l'année civile N-1 et absents pour l'évaluation professionnelle devront pouvoir y répondre avant le 31 mars de l'année N. Dans le cas contraire, la prime ne sera pas versée. Le non versement de la prime en année N ne peut donner lieu à un cumul en N+1.

Les agents quittant l'établissement de façon anticipée devront satisfaire l'obligation d'évaluation professionnelle pour percevoir la prime liée à la façon de servir en solde de tout compte.

Article 3

Le président fixe individuellement les montants indemnitaires du personnel communautaire et peut discrétionnairement déroger aux taux et coefficients fixés dans la présente délibération par arrêté au regard notamment des fonctions occupées, de la manière de servir de l'agent, dans le respect des textes réglementant chacune des primes instituées par l'article 1.

Article 4

Les primes et indemnités sont versées aux fonctionnaires mensuellement sauf disposition expresse contenue dans la présente délibération.
Le versement est étendu aux agents non titulaires de droit public occupant un emploi permanent à condition que la durée de leur contrat soit supérieure à 6 mois.
Si le contrat est conclu pour une durée supérieure à 6 mois, le régime indemnitaire est versé dès le premier mois.

Le régime indemnitaire des agents non titulaires est celui correspondant au grade de référence prévu dans le contrat.

Article 5

De plus, conformément à l'article 88 de la loi du 26 janvier 1984, les agents qui subissent une baisse de leur régime indemnitaire dans le cadre de la mise en place de nouvelles dispositions réglementaires, bénéficient à titre individuel du maintien du montant du régime indemnitaire dont ils bénéficiaient en applications des dispositions réglementaires antérieures.

Article 6

Les sujétions métiers :

Ainsi peuvent être versées dans le cadre de la modulation individuelle des primes instituées par l'article 1 et sous réserve des maximas fixés par les décrets réglementant chacune de ces primes.

Le montant du régime indemnitaire peut être majoré en fonction :
- des responsabilités exercées, telles que définies dans l'annexe 2 de la présente délibération. Cette prime est susceptible de concerner l'ensemble des agents, toutes catégories confondues, dès lors qu'ils occupent un emploi correspondant à l'un des niveaux de responsabilité.

- du métier exercé tel que défini dans l'annexe 3 de la présente délibération. Cette prime est versée aux agents de catégorie C

- de la gestion d"une régie telle que définies dans l'annexe 4 de la présente délibération. La prime peut être attribuée aux agents qui assurent, en tant que titulaire, les fonctions de régisseur d'avances et/ou de recettes.

- de l'obligation d'assumer un coût financier pour l'entretien des tenues professionnelles qui sont mises à leur disposition telle que définie dans l'annexe 5 de la présente délibération. Les agents qui ouvrent droit à cette prise en charge continuent de percevoir la prime quand ils sont en congés, en récupération, en formation, en autorisation d'absence ou toute autre absence assimilée à un temps de travail effectif à l'exception des absences pour raison de santé.Toute absence pour raison de santé aura pour effet de réduire cette participation financière d'1/30ème par jour d'absence. Il peut également être procédé à la suspension de cette prime dans l'hypothèse où l'agent cesse d'entretenir sa tenue.

Les agents qui perçoivent en application de ces barèmes un montant inférieur à celui qu'ils percevaient précédemment conservent à titre personnel le niveau de leur indemnité actuelle tant qu'ils occupent leur poste actuel

Le versement de ces primes est mensuel, le montant est proratisé en fonction du temps de travail.

Le directeur général des services fait l'objet d'une modulation individuelle de ses primes au regard de sa fonction et n'est pas pris en considération dans l'attribution de cette indemnité supplémentaire liée au niveau de responsabilité. A ce titre, la prime de responsabilité pour l'exercice des fonctions de directeur général des services est maintenue, dans les conditions prévues par le décret n°88-631 du 6 mai 1988.

Article 7

Les primes et indemnités seront revalorisées en fonction des textes en vigueur.

Article 8

Conformément à l'article L. 5111-7 du Code général des collectivités territoriales, les agents en poste à la communauté de l'auxerrois au 31/12/2018 conservent la possibilité de percevoir les montants maximaux de leur régime indemnitaire et leurs avantages acquis, tel que défini par les délibérations suivantes :

- délibération n°7 du 23 juin 2010
- délibération n°57 du 21 juin 2012
- délibération n°2017-246 du 12 décembre 2017.

Cela concerne les montants des primes versées au titre de l'IFSE, de l 'ISS , de la PSR, du CIA et des primes de résultats liées à la façon de servir.

Les modalités et conditions de versement des primes de CIA et primes de résultats sont modifiées et seront versées conformément à l'article 2 de la présente délibération.

Article 9

Par exception à la limite fixée à l'article 88 précité, l'article 111 de la loi du 26 janvier 1984 permet le maintien des avantages collectivement acquis ayant le caractère de complément de rémunération lorsqu'ils ont été décidés par la collectivité avant l'entrée en vigueur de la loi, les modalités de versement devant respecter celles fixées dans la délibération initiale.

De ce fait, la prime de fin d'année est maintenue.

- Le complément est versé annuellement au mois de novembre au prorata du temps de travail hebdomadaire et de la période d'activité à tous les agents, titulaires ou non, en activité et effectuant au moins 10 h de travail hebdomadaire.
- Les agents susvisés ayant quitté la collectivité avant le mois de novembre percevront le complément de rémunération avec la dernière paye établie.
- Le montant individuel, non hiérarchisé, évolue automatiquement, chaque année, dans les mêmes proportions que la valeur du point de la fonction publique. Il s'élève à 914,64 € en 2020.

Article 10

Autres primes et indemnités :

Conformément aux délibérations n° 2017 –246 et n°2018-032, les indemnités d'astreinte et heures supplémentaires sont maintenues et étendues aux nouveaux services communautaires.

Sont également maintenues les indemnités horaires pour travail du dimanche et jours fériés,et les primes et indemnités de responsabilité des emplois administratifs de direction.

Sont éligibles au versement des indemnités horaires pour travaux supplémentaires le personnel communautaire dont le cadre d'emplois est éligible au versement de l'Indemnité Horaire pour Travaux Supplémentaire (IHTS) et étant amenés à réaliser une mission exceptionnelle. Est considérée comme mission exceptionnelle, toute activité liée à un événement exceptionnel et/ou non prévisible. La qualification du caractère exceptionnel de l'événement relève de la décision du Président.

Article 11

Le régime indemnitaire est composé de primes qui sont liées au grade, à l'emploi, aux fonctions ou aux sujétions. Son caractère facultatif le différencie d'autres éléments de la rémunération (traitement, indemnité de résidence, supplément familial de traitement, nouvelle bonification indiciaire), qui sont obligatoires et pour lesquels l'organe délibérant ne dispose d'aucun pouvoir de décision et d'aucune marge de manœuvre.

Le versement est gouverné par le principe de libre administration des collectivités territoriales, qui doit cependant être concilié avec le "principe de parité" posé par l'article 88 de la loi n°84-53 du 26 janvier 1984, aux termes duquel les régimes indemnitaires sont fixés "dans la limite de ceux dont bénéficient les différents services de l'Etat".

Le décret n° 2016-588 du 11 mai 2016 portant mise en œuvre de la mesure dite du transfert « primes points » prévoit un abattement sur les indemnités perçues par les fonctionnaires en position d'activité ou de détachement dans un cadre d'emploi ayant fait l'objet d'une revalorisation indiciaire visant à la modernisation des parcours professionnels, des carrières et des rémunérations et à l'avenir de la fonction publique.

Pour les agents recrutés à compter du 1er janvier 2019, dans un souci d'équité, la communauté de l'auxerrois souhaite appliquer la règle de l'abattement du régime indemnitaire des agents contractuels permanents bénéficiant d'une revalorisation indiciaire au titre du PPCR. Le montant de l'abattement des agents contractuels recrutés sur des postes permanents sera donc identique à celui des agents titulaires. Les montants sont fixés par le décret n° 2016-588 du 11 mai 2016.

Article 12

Activité accessoire :

Conformément à la loi du 13 juillet 1983 et au décret n° 2017-105 du 27 janvier 2017, les fonctionnaires peuvent être autorisés à exercer à titre accessoire une activité auprès d'un organisme public, dès lors que cette activité est compatible avec leurs fonctions, n'affecte pas l'exercice de leur activité principale et ne porte pas atteinte au fonctionnement normal, à l'indépendance ou à la neutralité du service.

La collectivité est amenée à recruter des agents publics en vue d'exercer une activité accessoire pour exercer des missions de formations, d'enseignement, accompagnement. Pour ces agents la rémunération sera fixée individuellement par arrêté.

Recrutement de vacataire :

Les collectivités territoriales et leurs établissements publics peuvent recruter des vacataires. Pour pouvoir recruter un vacataire, les trois conditions suivantes doivent être réunies :
- recrutement pour exécuter un acte déterminé,
- recrutement discontinu dans le temps et répondant à un besoin ponctuel
- rémunération attachée à l'acte.

Afin de répondre à des besoins en recrutement la collectivité a la possibilité de recruter des vacataires dont la rémunération sera fixée de façon individuelle.

TABLEAU DES MONTANTS ANNUELS DES PRIMES VERSEES AU TITRE DE L'IFSE PAR GRADE AU 01/01/2021

FILIERE ADMINISTRATIVE

	RI GRADE
Catégorie A	
Attaché HC	12 000 €
Directeur	12 000 €
Attaché Principal	7 953 €
Attaché	6 636 €
Catégorie B	
Rédacteur principal 1ère classe	5 436 €
Rédacteur principal 2ème classe	4 152 €
Rédacteur	3 480 €
Catégorie C	
Adjoint administratif principal 1ere classe	1 643 €
Adjoint administratif principal 2ème classe	1 532 €
Adjoint administratif	1 320 €

FILIERE TECHNIQUE

	RI GRADE
Catégorie A	
Ingénieur Général	13 920 €
Ingénieur en chef HC	13 440 €
Ingénieur en chef	12 960 €
Ingénieur HC	12 480 €
Ingénieur Principal	12 000 €
Ingénieur	7 953 €
Catégorie B	
Technicien pal 1ere classe	5 736 €
Technicien pal 2ème classe	5 256 €
Technicien	3 606 €
Catégorie C	
Agent de maîtrise pal	3 306 €
Agent de maîtrise	3 132 €
Adjoint technique pal 1ère classe	1 643 €
Adjoint technique pal 2ème classe	1 532 €
Adjoint technique	1 320 €

FILIERE CULTURELLE

	RI GRADE
Catégorie A	
Attaché principal de conservation	7 953 €
Attaché de conservation	6 636 €
Catégorie B	
Assistant de conservation pal 1ere cl	5 436 €
Assistant de conservation pal 2ème cl	4 152 €
Assistant de conservation	3 480 €

FILIERE MEDICO SOCIALE

Catégorie A	
	RI GRADE
Conseiller socio éducatif sup	7 953 €
Conseiller socio éducatif	6 636 €
Assistant socio educatif de classe exceptionnelle	3 741 €
Assistant socio educatif	3 173 €

FILIERE ANIMATION

	RI GRADE
Catégorie B	
Animateur pal 1ere cl	5 436 €
Animateur pal 2ème	4 152 €
Animateur	3 480 €
Catégorie C	
Adjoint d'animation pal 1ère cl	1 643 €
Adjoint d'animation pal 2ème cl	1 532 €
Adjoint d'animation	1 320 €

FILIERE SPORTIVE

	RI GRADE
Catégorie B	
Educateur des APS pal 1ere cl	5 436 €
Educateur des APS pal 2ème	4 152 €
Educateur des APS	3 480 €
Catégorie C	
Opérateur principal	1 643 €
Opérateur qualifié	1 532 €
Opérateur	1 320 €

TABLEAU DES PVNR MONTANT BRUT ANNUEL 01/01/2021

	CHEF D'EQUIPE - DE 5 AGENTS	CHEF D'EQUIPE 5 AGENTS OU +	COORDONATEUR SANS ENCADREMENT	COORDONATEUR AVEC ENCADREMENT	CADRE SPECIALISE	CHEF DE SERVICE	DIRECTEUR
CATEGORIE A							
FILIERE ADMINISTRATIVE MEDICO SOCIALE SPORTIVE ET CULTURELLE	180	480	480	840	960	2 160	3 600
FILIERE TECHNIQUE SI NBI ENCADREMENT 5 AGENTS		180		660	960	2 160	3 600
FILIERE TECHNIQUE SANS NBI	180	480	480	840	960	2 160	3 600
CATEGORIE B							
FILIERE ADMINISTRATIVE MEDICO SOCIALE SPORTIVE ANIMATION ET CULTURE	480	780	780	1 080		1 800	2 700
FILIERE TECHNIQUE SI NBI ENCADREMENT 5 AGENTS		240		540		720	960
FILIERE TECHNIQUE SANS NBI	480	780	780	1 080		1 800	2 700
FILIERE POLICE MUNICIPALE	240	300	300	420		780	1 080
CATEGORIE C							
FILIERE ADMINISTRATIVE MEDICO SOCIALE SPORTIVE ANIMATION ET CULTURELLE	720	1 020	1 020	1 320			
FILIERE TECHNIQUE AGENT DE MAITRISE	300	300	480	660		840	
FILIERE TECHNIQUE ADJOINT TECHNIQUE AVEC NBI		720		480		1 440	
FILIERE TECHNIQUE ADJOINT TECHNIQUE SANS NBI	720	1 020	1 020	1 320			

SUJETIONS METIERS 2021

Direction	Métier	IFSE METIER 2021
3D	Agent de santé Environnementale	460
Administration générale	Vaguemestre	220
Administration générale	Gardien de salle	300
Cadre de vie	Agent de logistique	340
Cadre de vie	De l'électro sono	460
Cadre de vie	Signalisation	460
Cadre de vie	Urbaine	460
Cadre de vie	Agent de voirie	460
Cadre de vie	Atelier mécanique	460
Cadre de vie	Jardinier-serriste	460
Cadre de vie	Urbaine matinée	490
Cadre de vie	Agent de collecte	460
Maintenance bât	Plombier	340
Maintenance bât	Electricien	460
Maintenance bât	Second œuvre	460
Maintenance bât	Menuisier	460
Maintenance bât	Métallier	460
Maintenance bât	Peintre	460
Relation citoyenne	Agent chargé De reprographie	340
Relation citoyenne	Agent équipe Mobile	460
SNAS	Agent accueil SNAS	320
SNAS	Agent d'entretien	320
SNAS	Traitement de l'eau	520
Tous services	Agent d'accueil	220
Tous services	Agent de saisie	220
Tous services	Référent technique	340
Tous services	chef projet	460
Tous services	Gestionnaire technique	460

TABLEAU DU MONTANT BRUT ANNUEL DES PRIMES DE RÉGIES 01/01/2021

Montant régie avances et /ou recettes	Montant indemnité brute annuelle
Jusqu'à 3 000 euros	110
De 3 001 à 4 600 euros	120
De 4 601 à 7 600 euros	140
De 7 601 à 12 200 euros	160
De 12 201 à 18 000 euros	200
De 18 001 à 38 000 euros	320
De 38 001 à 53 000 euros	410
De 53 001 à 76 000 euros	550
De 76 001 à 150 000 euros	640
De 150 001 à 300 000 euros	690
De 300 001 à 760 000 euros	820
De 760 001 à 1 500 000 euros	1050

TABLEAU DU MONTANT BRUT ANNUEL DES INDEMNITÉS COMPENSANT L'ENTRETIEN DES VÊTEMENTS DE TRAVAIL 01/01/2021

SERVICE	MÉTIER	MONTANT BRUT ANNUEL
Cadre de vie	Agent de la logistique	420
Cadre de vie	Agent de propreté urbaine	
Cadre de vie	Agent de signalisation	
Cadre de vie	Agent de voirie	
Cadre de vie	Jardinier	
Cadre de vie	Collecte	
Cadre de vie	PAV agents de terrain	
Développement durable	Agent de salubrité	
Maintenance bâtiments	Agent des ateliers de la maintenance	
Relation citoyenne	Agent équipe mobile	
SNAS	Agent de maintenance	

Pour retourner à la délibération, cliquez ici

Tableau des emplois permanents qui peuvent être occupés par des cor			
Emplois	Cadre d'emploi	Service	Temps de travail hebdomadaire
Chargé de mission PETR	Attaché (A)	CONTRÔLE DE GESTION	35h
Directeur Développement économique	Attaché (A)	DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE	35h
Chargé de communication	Rédacteur (B)	COMMUNICATION	35h
Chargé de communication	Rédacteur (B)	COMMUNICATION	35h
Chargé de mission plateforme de rénovation énergétique et permis de louer	Attaché (A)	HABITAT	35h
Conducteur d'opération	Technicien (B)	ETUDES ET TRAVAUX	35h
Maître nageur sauveteur	Educateur des APS (B)	SNAS	35h
Technicien	Technicien (B)	TRANSPORTS-MOBILITES	35h
Technicien contrats patrimoine	Technicien (B)	OPTIMISATION DU PATRIMOINE	35h
Instructeur	Rédacteur (B)	DROIT DES SOLS	35h
Conducteur d'opération	Technicien principal (B)	ETUDES ET TRAVAUX	35h
Conducteur d'opération	Technicien (B)	ETUDES ET TRAVAUX	35h
Agent polyvalent	Adjoint technique (C)	ESPACES VERTS	35h
Responsable du service transport et mobilités	Ingénieur (A)	MOBILITE TRANSPORT	35h

Technicien chauffage	Technicien (B)	OPTIMISATION DU PATRIMOINE	35h
Responsable de la commande publique	Attaché (A)	COMMANDE PUBLIQUE	35h
Chargé de protection des ressources en eau	Ingénieur (A)	ASSAINISSEMENT	35h
Chargée de mission développement et gestion des parcs d'activités	Ingénieur (A)	DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE	35h
Coordonnateur gestion et valorisation des déchets	Ingénieur (A)	COLLECTE ET VALORISATION DES DECHETS	35h
Agent des points d'apport volontaires	Adjoint technique (C)	COLLECTE ET VALORISATION DES DECHETS	24h
Maître nageur sauveteur	Educateur des APS	SNAS	35h
Technicien contrats patrimoine	Technicien (B)	OPTIMISATION DU PATRIMOINE	35h
Conducteur d'opération	Ingénieur (A)	ETUDES ET TRAVAUX	35h
Chargé de mission	Attaché (A)	POLITIQUE DE LA VILLE	35h
Responsable ERP et gestion des risques	Technicien principal (B)	SECURITE ET GESTION RISQUES	35h
Technicien informatique	Technicien principal (B)	@-SERVICES	35h
Chargé de mission environnement	Attaché (A)	DÉVELOPPEMENT DURABLE	35H
Chargé de mission SCOT	Attaché (A)	URBANISME	35h
Chargé d'opération assainissement	Ingénieur (A)	DEVELOPPEMENT DURABLE	35H
Responsable équipe projet	Technicien (B)	@-SERVICES	35H
DGS	Administrateur	DGS	35H

Juriste DPO	Attaché (A)	DPO	35H
Référent DSP	Attaché (A)	ADMINISTRATION GENERALE	35H
	Assistant de conservation (B)	ARCHIVES	35H
	Ingénieur en chef (A)	DIRECTION	35H

ntractuels	
Indice de rémunération	Type de recrutement
349	Loi n°84-53 du 26.01.1984, article 3-3 2°
430	Loi n°84-53 du 26.01.1984, article 3-3 2°
349	Loi n°84-53 du 26.01.1984, article 3-2
349	Loi n°84-53 du 26.01.1984, article 3-2
349	Loi n°84-53 du 26.01.1984, article 3-3 2°
343	Loi n°84-53 du 26.01.1984, article 3-3 2°
355	Loi n°84-53 du 26.01.1984, article 3-2
343	Loi n°84-53 du 26.01.1984, article 3-2
343	Loi n°84-53 du 26.01.1984, article 3-2
355	Loi n°84-53 du 26.01.1984, article 3-2
534	Loi n°84-53 du 26.01.1984, article 3-3 2°
343	Loi n°84-53 du 26.01.1984, article 3-2
359	Loi n°84-53 du 26.01.1984, article 3-2
440	Loi n°84-53 du 26.01.1984, article 3-3 2°

355	Loi n°84-53 du 26.01.1984, article 3-2
410	Loi n°84-53 du 26.01.1984, article 3-3 2°
440	Loi n°84-53 du 26.01.1984, article 3-3 2°
673	Loi n°84-53 du 26.01.1984, article 3-3 2°
388	Loi n°84-53 du 26.01.1984, article 3-3 2°
326	Loi n°84-53 du 26.01.1984, article 3-2
361	Loi n°84-53 du 26.01.1984, article 3-2
349	Loi n°84-53 du 26.01.1984, article 3-2
388	Loi n°84-53 du 26.01.1984, article 3-3 2°
450	Loi n°84-53 du 26.01.1984, article 3-3 2°
436	Loi n°84-53 du 26.01.1984, article 3-2
379	Loi n°84-53 du 26.01.1984, article 3-2
411	Loi n°84-53 du 26.01.1984, article 3-3 2°
410	Loi n°84-53 du 26.01.1984, article 3-3 2°
478	Loi n°84-53 du 26.01.1984, article 3-3 2°
343	Loi n°84-53 du 26.01.1984, article 3-2
HEA	Loi n°84-53 du 26.01.1984, article 47

349	Loi n°84-53 du 26.01.1984, article 3-3 2°
349	Loi n°84-53 du 26.01.1984, article 3-3 2°
349	Loi n°84-53 du 26.01.1984, article 3-2
639	Loi n°84-53 du 26.01.1984, article 3-3 2°

communauté
de l'auxerrois

Pour retourner à la délibération, cliquez ici

RÈGLEMENT INTÉRIEUR DU CONSEIL COMMUNAUTAIRE

MANDAT 2020-2026

SOMMAIRE

TITRE I : DISPOSITIONS OBLIGATOIRES DU RÈGLEMENT INTÉRIEUR

Chapitre I : Dispositions obligatoires du règlement intérieur
Article 1 : Consultation des projets de contrats de service public
Article 2 : Questions orales
Article 3 : Expression sur les supports de communication communautaire
Article 4 : Débat sur les orientations budgétaires

TITRE II : CONSEIL COMMUNAUTAIRE

Chapitre II : Organisation des réunions du conseil communautaire
Article 5 : Périodicité des séances
Article 6 : Convocations
Article 7 : Ordre du jour
Article 8 : Accès aux dossiers
Article 9 : Vœux

Chapitre III : Tenue des séances du conseil municipal
Article 10 : Présidence
Article 11 : Quorum
Article 12 : Mandats
Article 13 : Secrétariat de séance
Article 14 : Accès et tenue du public
Article 15 : Enregistrement des débats
Article 16 : Séance à huis clos
Article 17 : Police de l'assemblée

Chapitre IV : Débats et votes des délibérations
Article 18 : Déroulement de la séance
Article 19 : Débats ordinaires
Article 20 : Suspension de séance
Article 21 : Amendements
Article 22 : Votes
Article 23 : Clôture de toute discussion

Chapitre V : Comptes rendus des débats et des décisions
Article 24 : Procès-verbaux et comptes rendus

TITRE III : BUREAU COMMUNAUTAIRE

Chapitre VI : Organisation des séances du bureau communautaire
Article 25 : Désignation des membres
Article 26 : Attributions
Article 27 : Périodicité des séances
Article 28 : Convocations et ordre du jour

Chapitre VII : Tenue des séances du bureau communautaire
Article 29 : Présidence
Article 30 : Quorum
Article 31 : Empêchements - pouvoirs
Article 32 : Comptes-rendus et procès verbaux

TITRE IV : COMMISSIONS ET INSTANCES PARTICULIÈRES

Chapitre VIII : Commissions thématiques
Chapitre IX : Commission d'Évaluation des Charges Transférées (CLECT)
Chapitre X : Commission consultative des services publics locaux
Chapitre XI : Commission d'appel d'offres
Chapitre XII : Mission d'information et d'évaluation

TITRE V : DISPOSITIONS DIVERSES

Chapitre XIII : Mise à disposition de locaux aux conseillers communautaires
Chapitre XIV : Désignation des délégués dans les organismes extérieurs
Chapitre XV : Démission des membres du conseil communautaire
Chapitre XVI : Retrait d'une délégation à un Vice-Président
Chapitre XVII : Modulation des indemnités des élus
Chapitre XVIII : Modification du règlement intérieur
Chapitre XIX : Groupe d'élus

TITRE I : DISPOSITIONS OBLIGATOIRES DU RÈGLEMENT INTÉRIEUR

CHAPITRE I : DISPOSITIONS OBLIGATOIRES DU RÈGLEMENT INTÉRIEUR

Article 1 : Consultation des projets de contrats de service public

Selon l'article L. 2121-12 du Code général des collectivités territoriales, dans les établissements publics de coopération intercommunale, *« une note explicative de synthèse sur les affaires soumises à délibération doit être adressée avec la convocation aux membres du conseil (communautaire).*

Si la délibération concerne un contrat de service public, le projet de contrat ou de marché accompagné de l'ensemble des pièces peut, à sa demande, être consulté à la mairie par tout conseiller municipal dans les conditions fixées par le règlement intérieur. »

Les projets de contrats sont transmis en annexe de la délibération aux conseillers communautaires à l'occasion de l'envoi de l'ordre du jour de la séance du conseil communautaire.

Toute question, demande d'information complémentaire, demande de consultation sur place ou intervention d'un membre du conseil communautaire auprès de l'administration intercommunale, devra se faire auprès du cabinet du Président.

Article 2 : Questions orales

Selon l'article L. 2121-19 du Code général des collectivités territoriales, les conseillers communautaires « *ont le droit d'exposer en séance du conseil des questions orales ayant trait aux affaires de (l'intercommunalité). Dans (les établissements publics de coopération intercommunale), le règlement intérieur fixe la fréquence ainsi que les règles de présentation et d'examen de ces questions.*
A défaut de règlement intérieur, celles-ci sont fixées par une délibération du conseil (communautaire)»

Les questions orales portent sur des sujets d'intérêt intercommunal. Elles ne donnent pas lieu à des débats, sauf demande de la majorité des conseillers communautaires présents.

Lors de chaque séance du conseil communautaire, les conseillers communautaires peuvent poser des questions orales auxquelles le Président, le Vice-Président ou le conseille communautaire délégué compétent répond directement.

Si le nombre, l'importance ou la nature des questions orales le justifient, le Président peut décider de les traiter dans le cadre d'une séance du conseil communautaire spécialement organisée à cet effet.

Si l'objet des questions orales le justifie, le Président peut décider de les transmettre pour examen aux commissions thématiques concernées.

Les questions orales sont traitées à la fin de chaque séance.

Afin de permettre au Président et/ou aux services de les traiter, les questions doivent être adressées au cabinet du Président au plus tard deux jours francs avant la réunion du conseil communautaire au cours de laquelle ces questions seront posées.

Article 3 : Expression sur les supports de communication communautaire

Selon l'article L. 2121-27-1 du Code général des collectivités territoriales, dans les établissements publics de coopération intercommunale*, « lorsque des informations générales sur les réalisations et sur la gestion du conseil (communautaire) sont diffusées par (l'établissement de coopération intercommunale), un espace est réservé à l'expression des conseillers élus sur une liste autre que celle ayant obtenu le plus de voix lors du dernier renouvellement du conseil (communautaire) ou ayant déclaré ne pas appartenir à la majorité municipale.*

Les modalités d'application du présent article sont définies par le règlement intérieur du conseil (communautaire) ».

La Communauté de l'Auxerrois publie régulièrement, conjointement avec la Ville d'Auxerre, le journal *Auxerrois Magazine*.

Dans chaque numéro, chaque groupe constitué au conseil municipal et tel que défini au chapitre XIX dispose d'une tribune d'expression libre. Cette rubrique est gérée par le rédacteur en chef d'Auxerrois Magazine, sous la responsabilité directe du directeur de la publication.

Les publications se consacrent aux questions d'intérêt local dans le respect de la loi du 29 juillet 1881 sur la liberté de la presse. Elles sont transmises au cabinet du Président et à la direction chargée de la publication à la date fixée par celle-ci.
Les articles produits par les groupes d'élus sont réputés être des tribunes de libre expression et n'engagent pas la Rédaction du journal.

Les articles de ces tribunes doivent permettre le débat, l'échange sur les différents dossiers de la Communauté de l'Auxerrois, et doivent, par conséquent, porter sur un thème local.

Dans tous les cas, ces tribunes, qui engagent, certes, leur auteur, mais aussi le directeur de la publication, ne devront pas comporter de propos diffamatoires, injurieux et/ou calomnieux.

En cas de litige, seul le directeur de la publication est habilité à valider ou non la parution d'une tribune.

Enfin, il est convenu que ces tribunes mensuelles ne devront jamais excéder un feuillet, c'est-à-dire vingt cinq lignes de soixante signes, espaces compris. Le non-respect de cette règle, ainsi que l'arrivée d'une tribune hors des délais fixés par le rédacteur en chef du journal, peuvent être une cause de non parution.

Le rédacteur en chef du journal sollicite, avant chaque parution, les élus concernés par la rédaction de la tribune afin de leur indiquer la date limite d'envoi. Ces échanges se font par courriel.

Quel que soit le support utilisé (Auxerrois Magazine, site internet de la communauté de l'auxerrois, réseaux sociaux…), pour toute publication donnant des informations portant sur les compétences exercées par la collectivité (budget, développement économique, ramassage des ordures ménagères…), un espace est réservé à l'opposition.

Article 3 bis : expression sur les supports numériques

1- site internet de la Ville
En même temps que la diffusion du magazine, les tribunes, dans une forme identique à celle du magazine, sont accessibles sur le site internet de la Communauté de l'Auxerrois, dans une section dédiée.

En outre, chaque groupe constitué dispose d'une tribune supplémentaire, trimestrielle, de libre expression paraissant dans la même section du site internet.

2- réseaux sociaux et infolettre
Chaque mois, les réseaux sociaux de la Communauté de l'Auxerrois émettent un post diffusant un lien hypertexte vers la section du site internet en question. Ce message est intitulé "retrouvez ici les tribunes d'expression des groupes du conseil communautaire".

L'administrateur des réseaux sociaux gère ordinairement les éventuels commentaires liés à cette publication, et peut notamment supprimer les commentaires qui contreviendraient au droit et à la charte d'utilisation des plateformes d'accueil.

Ce lien est également diffusé chaque mois dans une des infolettres générales émises par la Communauté de l'Auxerrois.

Article 4 : Débat sur les orientations budgétaires

Selon l'article L. 2312-1 du Code général des collectivités territoriales, dans les établissements de coopération intercommunale, (*le Président) présente au conseil (communautaire), dans un délai de deux mois précédant l'examen du budget, un rapport sur les orientations budgétaires, les engagements pluriannuels envisagés ainsi que sur la structure et la gestion de la dette. Ce rapport donne lieu à un débat au conseil (communautaire), dans les conditions fixées par le règlement intérieur prévu à l'article L. 2121-8. Il est pris acte de ce débat par une délibération spécifique.*
Dans les (établissements publics de coopération intercommunale), le rapport mentionné au deuxième alinéa du présent article comporte, en outre, une présentation de la structure et de l'évolution des dépenses et des effectifs. Ce rapport précise notamment l'évolution prévisionnelle et l'exécution des dépenses de personnel, des rémunérations, des avantages en nature et du temps de travail. Il est transmis au représentant de l'Etat dans le département (...) ; il fait l'objet d'une publication. Le contenu du rapport ainsi que les modalités de sa transmission et de sa publication sont fixés par décret ».

Le rapport relatif aux orientations budgétaires est envoyé aux élus avec les convocations pour le conseil communautaire. Il fait l'objet d'une présentation en séance par le Président et/ou le Vice-Président en charges des finances. Ensuite, le Président ouvre le débat durant lequel chaque élu est libre de s'exprimer.

Ce débat ne donne pas lieu à un vote.

TITRE II : RÉUNIONS DU CONSEIL COMMUNAUTAIRE

CHAPITRE II : ORGANISATION DES RÉUNIONS DU CONSEIL COMMUNAUTAIRE

Article 5 : Périodicité des séances

Article L. 5211-11 CGCT *: « L'organe délibérant de l'établissement public de coopération intercommunale se réunit au moins une fois par trimestre (...). A cette fin, le président convoque les membres de l'organe délibérant. L'organe délibérant se réunit au siège de l'établissement public de coopération intercommunale ou dans un lieu choisi par l'organe délibérant dans l'une des communes membres.*
Sur *la demande de cinq membres ou du président, l'organe délibérant peut décider, sans débat, à la majorité absolue de ses membres présents ou représentés, qu'il se réunit à huis clos ».*

Article L. 5211-11-1 *: « Dans les communautés de communes, les communautés d'agglomération, les communautés urbaines et les métropoles, le président peut décider que la réunion du conseil communautaire*

se tient par téléconférence, dans des conditions fixées par décret en Conseil d'Etat. Le quorum est alors apprécié en fonction de la présence des conseillers communautaires dans les différents lieux de réunion. Les votes ne peuvent avoir lieu qu'au scrutin public. La réunion du conseil communautaire ne peut se tenir en plusieurs lieux pour l'élection du président et du bureau, pour l'adoption du budget primitif, pour l'élection des délégués aux établissements publics de coopération intercommunale et pour l'application de l'article L. 2121-33 ».

Un planning semestriel est adressé aux élus avec les dates prévisionnelles des différentes instances
Les informations concernant la réunion du conseil communautaire suivant sont données en fin de chaque séance.

Le conseil se tient habituellement le jeudi à 09H.

Article 6 : Convocations

Article L. 2121-9 CGCT : « *Le (Président) peut réunir le conseil (communautaire) chaque fois qu'il le juge utile.*
Il est tenu de le convoquer dans un délai maximal de trente jours quand la demande motivée lui en est faite par le représentant de l'État dans le département ou par le tiers au moins des membres du conseil (communautaire) (...).

En cas d'urgence, le représentant de l'État dans le département peut abréger ce délai ».

Article L. 2121-10 CGCT : « *Toute convocation est faite par le (Président). Elle indique les questions portées à l'ordre du jour. Elle est mentionnée au registre des délibérations, affichée ou publiée. Elle est transmise de manière dématérialisée ou, si les conseillers (communautaires) en font la demande, adressée par écrit à leur domicile ou à une autre adresse. »*

La convocation précise la date, l'heure et le lieu de la réunion.

L'envoi des convocations aux membres de l'assemblée est effectué par voie dématérialisée, à l'~~eur~~ adresse électronique de leur choix.

Article L. 2121-12 CGCT *: « Dans les (établissements publics de coopération intercommunale), une note explicative de synthèse sur les affaires soumises à délibération doit être adressée avec la convocation aux membres du conseil communautaire.*
Si la délibération concerne un contrat de service public, le projet de contrat ou de marché accompagné de l'ensemble des pièces peut, à sa demande, être consulté (au siège de la Communauté de l'Auxerrois) par tout conseiller (communautaire) dans les conditions fixées par le règlement intérieur.

Le délai de convocation est fixé à cinq jours francs. En cas d'urgence, le délai peut être abrégé par le (Président) sans pouvoir être toutefois inférieur à un jour franc.

Le (Président) en rend compte dès l'ouverture de la séance au conseil (communautaire) qui se prononce sur l'urgence et peut décider le renvoi de la discussion, pour tout ou partie, à l'ordre du jour d'une séance ultérieure ».

Les projets de délibérations et leurs annexes sont adressés avec les convocations.

Article 7 : Ordre du jour

Le Président fixe l'ordre du jour qui est reproduit sur la convocation et porté à la connaissance du public par publication au sein du recueil des actes administratifs. Il est également publié sur le site internet et affiché au siège de la Communauté de l'Auxerrois.

L'ordre du jour est envoyé, pour information, à l'ensemble des conseillers municipaux des communes membres, par voie dématérialisée.

Article 8 : Accès aux dossiers

Article L. 2121-13 CGCT *: « Tout membre du conseil (communautaire) a le droit, dans le cadre de sa fonction, d'être informé des affaires de (l'établissement public de coopération intercommunale) qui font l'objet d'une délibération. »*

Article L. 2121-26 CGCT : « *Toute personne physique ou morale a le droit de demander communication des procès-verbaux du conseil (communautaire), des budgets et des comptes de (l'établissement public de coopération intercommunale) et des arrêtés (communautaires).*
Chacun peut les publier sous sa responsabilité.

La communication des documents mentionnés au premier alinéa, qui peut être obtenue aussi bien du (Président) que des services déconcentrés de l'État, intervient dans les conditions prévues par l'article L. 311-9 du code des relations entre le public et l'administration »

Toute question, demande d'information complémentaire, demande de consultation sur place ou intervention d'un membre du conseil communautaire auprès de l'administration intercommunale, devra se faire auprès du cabinet du Président.

Les conseillers communautaires peuvent consulter les dossiers au siège de la communauté de l'auxerrois auprès du directeur général des services ou du Vice-Président compétent.

Article 9 : Vœux

Article L2121-29 CGCT *: « Le conseil (communautaire) émet des vœux sur tous les objets d'intérêt intercommunal)».*

Tout conseiller communautaire peut déposer un ou plusieurs vœux à l'occasion des réunions du conseil communautaire.

Chaque vœu doit être adressé par son auteur au cabinet du Président au plus tard deux jours francs avant la réunion du conseil communautaire au cours de laquelle le vœu sera examiné.

CHAPITRE III : TENUE DES SÉANCES DU CONSEIL MUNICIPAL

Article 10 : Présidence

Article L. 2121-14 CGCT : « *Le conseil (communautaire) est présidé par le (Président) et, à défaut, par celui qui le remplace.*
Dans les séances où le compte administratif du (Président) est débattu, le conseil (communautaire) élit son président.
Dans ce cas, le (Président) peut, même s'il n'est plus en fonction, assister à la discussion; mais il doit se retirer au moment du vote. »

Article L. 2122-8 CGCT : « *La séance au cours de laquelle il est procédé à l'élection du (Président) est présidée par le plus âgé des membres du conseil (communautaire).*

Pour toute élection du (Président et des Vice-Président), les membres du conseil (communautaire) sont convoqués dans les formes et délais prévus aux articles L. 2121-10 à L. 2121-12. La convocation contient mention spéciale de l'élection à laquelle il doit être procédé.

Le président procède à l'ouverture des séances, vérifie le quorum, dirige les débats, accorde la parole, rappelle les orateurs à l'affaire soumise au vote. Il met fin s'il y a lieu aux interruptions de séance, met aux voix les propositions et les délibérations, décompte les scrutins, juge conjointement avec le secrétaire de séance les épreuves des votes, en proclame les résultats, prononce la suspension et la clôture des séances après épuisement de l'ordre du jour.

Article 11 : Quorum

Article L. 2121-17 CGCT : « *Le conseil (communautaire) ne délibère valablement que lorsque la majorité de ses membres en exercice est présente.*
Si, après une première convocation régulièrement faite selon les dispositions des articles L. 2121-10 à L. 2121-12, ce quorum n'est pas atteint, le conseil (communautaire) est à nouveau convoqué à trois jours au moins d'intervalle. Il délibère alors valablement sans condition de quorum. »

Le quorum doit être atteint à l'ouverture de la séance mais aussi lors de la mise en discussion de toute question soumise à délibération. Ainsi, si un conseiller communautaire s'absente pendant la séance, cette dernière ne peut se poursuivre que si le quorum reste atteint malgré ce départ. Si le quorum n'est pas atteint à l'occasion de l'examen d'un point de l'ordre du jour soumis à délibération, le Président lève la séance et renvoie la suite des affaires à une date ultérieure.

Les pouvoirs donnés par les conseillers absents n'entrent pas en compte dans le calcul du quorum.

Article 12 : Pouvoirs

Article L. 2121-20 CGCT : « *Un conseiller (communautaire) empêché d'assister à une séance peut donner à un collègue de son choix pouvoir écrit de voter en son nom. Un même conseiller (communautaire) ne peut être porteur que d'un seul pouvoir. Le pouvoir est toujours révocable. Sauf cas de maladie dûment constatée, il ne peut être valable pour plus de trois séances consécutives. »*

Le mandataire remet la délégation de vote ou mandat au cabinet du Président avant la réunion du conseil ou au président de séance lors de l'appel du nom du conseiller empêché. La délégation de vote peut être établie au cours d'une séance à laquelle participe un conseiller obligé de se retirer avant la fin de la séance.

Afin d'éviter toute contestation sur leur participation au vote, les conseillers communautaires qui se retirent de la salle des délibérations doivent faire connaître au Président leur intention ou leur souhait de se faire représenter.

Article 13 : Secrétariat de séance

Article L. 2121-15 CGCT : « *Au début de chacune de ses séances, le conseil (communautaire) nomme un ou plusieurs de ses membres pour remplir les fonctions de secrétaire. Il peut adjoindre à ce ou ces secrétaires des auxiliaires, pris en dehors de ses membres, qui assistent aux séances mais sans participer aux délibérations. »*

Le secrétaire de séance procède à l'appel, assiste le Président pour la vérification du quorum et celle de la validité des pouvoirs, de la contestation des votes et du bon déroulement des scrutins. Il contrôle l'élaboration du procès verbal de séance.

Le secrétaire de séance est exercé de manière « tournante » par tous les élus du conseil à l'issue d'une désignation par ordre alphabétique.

Les auxiliaires de séance (fonctionnaires municipaux ou personnalités conviées) ne prennent la parole que sur invitation expresse du Président et restent tenus à l'obligation de réserve.

Article 14 : Accès et tenue du public

Article L. 2121-18 alinéa 1er CGCT : « *Les séances des conseils (communautaires) sont publiques ».*

Le public est autorisé à occuper les places qui lui sont réservées dans la salle. Il doit observer le silence durant toute la durée de la séance. Toutes marques d'approbation ou de désapprobation sont interdites.

Un emplacement spécial est réservé aux représentants de la presse.

Article 15 : Enregistrement des débats

Article L. 2121-18 alinéa 3 CGCT : « *Sans préjudice des pouvoirs que le (Président) tient de l'article L. 2121-16, ces séances peuvent être retransmises par les moyens de communication audiovisuelle ».*

Il est procédé à l'enregistrement audio intégral des débats de l'assemblée communautaire.

Après chaque conseil communautaire, l'administration sauvegarde et conserve un fichier d'enregistrement.

Les élus qui souhaitent obtenir communication de l'enregistrement doivent effectuer leur demande auprès du cabinet du Président.

Article 16 : Séance à huis clos

Article L. 2121-18 alinéa 2 CGCT : « *Néanmoins, sur la demande de trois membres ou du (Président), le conseil (communautaire) peut décider, sans débat, à la majorité absolue des membres présents ou représentés, qu'il se réunit à huis clos ».*

La décision de tenir une séance à huis clos est prise par un vote public du conseil communautaire.
Lorsqu'il est décidé que le conseil communautaire se réunit à huis clos, le public ainsi que les représentants de la presse doivent se retirer.

Article 17 : Police de l'assemblée

Article L. 2121-16 CGCT : « *Le (Président) a seul la police de l'assemblée. Il peut faire expulser de l'auditoire ou arrêter tout individu qui trouble l'ordre. En cas de crime ou de délit, il en dresse un procès-verbal et le procureur de la République en est immédiatement saisi. »*

En cas de crime ou de délit (propos injurieux ou diffamatoires …), le Président en dresse procès verbal et en saisit immédiatement le procureur de la République.

Il appartient au Président ou à celui qui le remplace de faire observer le présent règlement.

CHAPITRE IV : DÉBATS ET VOTES DES DÉLIBÉRATIONS

Le conseil communautaire règle, par ses délibérations, les affaires qui sont de la compétence de la Communauté d'agglomération.

Il peut déléguer une partie de ses attributions au Président, vice-présidents ayant reçu délégation et au Bureau de la communauté d'agglomération, dans les conditions fixées à l'article L 5211-10 du Code général des collectivités territoriales.

Lors de chaque réunion du conseil communautaire, le Président doit rendre compte des travaux du bureau et des attributions qu'il exerce par délégation de l'organe délibérant.

Le Conseil peut à tout moment mettre fin à tout ou partie des délégations confiées au Président, vice-présidents et au Bureau.

Les délégations relatives à la réalisation des emprunts destinés au financement des investissements prévus par le budget et aux opérations financières utiles à la gestion des emprunts, y compris les opérations de couverture des risques de taux et de change, consenties en application du présent article, prennent fin dès l'ouverture de la campagne électorale pour le renouvellement général des conseils municipaux.

Article 18 : Déroulement de la séance

Le Président de la Communauté de l'Auxerrois, ou le président de séance, appelle les affaires inscrites à l'ordre du jour.

Une modification dans l'ordre des affaires soumises à délibération peut être décidée par le Président, à son initiative ou à la demande d'un conseiller communautaire.

Chaque affaire fait l'objet d'un résumé oral sommaire par le Président ou le(s) rapporteur(s) désigné(s) par le Président. Cette présentation peut être précédée ou suivie d'une intervention du Président lui-même, du Vice-Président ou du conseiller délégué ayant compétence.

Article 19 : Débats ordinaires

La parole est accordée par le Président aux membres du conseil communautaire qui la demandent.

Aucun membre du conseil communautaire ne peut prendre la parole qu'après l'avoir obtenue du président même s'il est autorisé par un orateur à l'interrompre.

Les membres du conseil communautaire prennent la parole dans l'ordre chronologique de leur demande.

Lorsqu'un membre du conseil communautaire s'écarte de la question traitée ou qu'il trouble le bon déroulement de la séance par des interruptions ou des attaques personnelles, la parole peut lui être retirée par le Président qui peut alors faire, le cas échéant, application des dispositions prévues à l'article L. 2121-16 du CGCT.

Un représentant de chaque groupe peut intervenir pour expliciter le vote du groupe auquel il appartient.

A moins que le Président ne l'y autorise, nul ne parle plus d'une fois sur la même question à l'exception d'un droit de réplique suite à une réponse apportée par le Président , un Vice-Président ou le rapporteur.

De façon générale, le temps de parole accordé à chaque affaire doit être raisonnable. Le Président peut accorder des temps de parole plus conséquents pour les débats les plus importants (DOB, budget primitif, compte administratif…)

Lorsque le Président estime le Conseil suffisamment éclairé sur l'affaire en discussion, il peut mettre fin aux interventions, dans le but de conserver aux débats une bonne tenue et de ne pas paralyser le pouvoir de décision de l'assemblée.

Sous peine d'un rappel à l'ordre, aucune intervention n'est possible pendant le vote d'une affaire soumise à délibération.

Article 20 : Suspension de séance

La suspension de séance est décidée par le président de séance.

Il revient au président de fixer la durée des suspensions de séance.

Le président peut mettre aux voix toute demande de suspension émanant d'au moins 5 membres du conseil.

Article 21 : Amendements

Les amendements ou contre-projets peuvent être proposés sur toutes affaires en discussion soumises au conseil communautaire.

Les amendements ou contre-projets doivent être présentés au Président deux jours francs avant la séance . Le Président décide si ces amendements sont mis en délibération, rejetés ou renvoyés à la commission compétente.

Article 22 : Votes

Article L. 2121-20 CGCT : « *(...) Les délibérations sont prises à la majorité absolue des suffrages exprimés. Lorsqu'il y a partage égal des voix et sauf cas de scrutin secret, la voix du président est prépondérante. »*

Article L. 2121-21 CGCT : « *Le vote a lieu au scrutin public à la demande du quart des membres présents. Le registre des délibérations comporte le nom des votants et l'indication du sens de leur vote.*
Il est voté au scrutin secret:
1o Soit lorsqu'un tiers des membres présents le réclame;
2o Soit lorsqu'il y a lieu de procéder à une nomination ou à une présentation.
Dans ces derniers cas, si aucun des candidats n'a obtenu la majorité absolue après deux tours de scrutin secret, il est procédé à un troisième tour de scrutin et l'élection a lieu à la majorité relative; à égalité de voix, l'élection est acquise au plus âgé.
Le conseil (communautaire) peut décider, à l'unanimité, de ne pas procéder au scrutin secret aux nominations ou aux présentations, sauf disposition législative ou réglementaire prévoyant expressément ce mode de scrutin. »

Les délibérations sont adoptées à la majorité absolue des suffrages exprimés.

En cas de partage, sauf cas de scrutin secret, la voix du président est prépondérante.

Le mode de votation ordinaire est le vote à main levée. Il est constaté par le président et le secrétaire qui comptent, s'il est nécessaire, le nombre de votants pour, le nombre de votants contre et le nombre d'abstentions. Les refus de prendre part au vote sont qualifiés d'abstentions.

Article 23 : Clôture de toute discussion

Les membres du conseil communautaire prennent la parole dans l'ordre déterminé par le Président.

Il appartient au président de séance seul de mettre fin aux débats.

CHAPITRE V : COMPTES RENDUS DES DÉBATS ET DES DÉCISIONS

Article 24 : Procès-verbaux – Comptes rendus

Article L. 2121-23 CGCT *: « Les délibérations sont inscrites par ordre de date. Elles sont signées par tous les membres présents à la séance, ou mention est faite de la cause qui les a empêchés de signer ».*

Les signatures sont regroupées dans un tableau et publiées après l'ensemble des délibérations.

Article L. 2121-25 CGCT *: « Le compte rendu de la séance est affiché dans la huitaine. »*

Le compte rendu comprenant les délibérations approuvées par le conseil communautaire est affiché au siège de la Communauté de l'Auxerrois. Le texte de chaque délibération peut être consulté sur le site Internet de la Communauté de l'Auxerrois.

Les comptes rendus et procès-verbaux sont transmis aux conseillers communautaires et aux conseillers municipaux des communes membres au plus tard lors de l'envoi de la convocation pour la séance suivante.

TITRE III : RÉUNION DE BUREAU COMMUNAUTAIRE

CHAPITRE VI : ORGANISATION DES SÉANCES DU BUREAU COMMUNAUTAIRE

Article 25 : Désignation des membres

Article L. 5211-10 CGCT : « *Le bureau de l'établissement public de coopération intercommunale est composé du président, d'un ou plusieurs vice-présidents et, éventuellement, d'un ou de plusieurs autres membres.*
Le nombre de vice-présidents est déterminé par l'organe délibérant, sans que ce nombre puisse être supérieur à 20 %, arrondi à l'entier supérieur, de l'effectif total de l'organe délibérant ni qu'il puisse excéder quinze vice-présidents. Pour les métropoles, le nombre de vice-présidents est fixé à vingt.

Toutefois, si l'application de la règle définie à l'alinéa précédent conduit à fixer à moins de quatre le nombre des vice-présidents, ce nombre peut être porté à quatre.

L'organe délibérant peut, à la majorité des deux tiers, fixer un nombre de vice-présidents supérieur à celui qui résulte de l'application des deuxième et troisième alinéas, sans pouvoir dépasser 30 % de son propre effectif et le nombre de quinze ou, s'il s'agit d'une métropole, de vingt. Dans ce cas, les deuxième et troisième alinéas de l'article L. 5211-12 sont applicables.

Le mandat des membres du bureau prend fin en même temps que celui des membres de l'organe délibérant ».

Article 26 : Attributions

Le bureau a un rôle essentiellement consultatif. Il examine les affaires courantes de la Communauté de l'Auxerrois et émet un avis sur les projets de délibération préalablement au conseil communautaire.

Il peut toutefois, voter certains projets, sur délégation du conseil communautaire conformément à l'article L. 5211-10 du CGCT.

Article L. 5211-10 CGCT **: «** (**…**) *le bureau dans son ensemble peuvent recevoir délégation d'une partie des attributions de l'organe délibérant à l'exception :*

1° Du vote du budget, de l'institution et de la fixation des taux ou tarifs des taxes ou redevances ;

2° De l'approbation du compte administratif ;

3° Des dispositions à caractère budgétaire prises par un établissement public de coopération intercommunale à la suite d'une mise en demeure intervenue en application de l'article L. 1612-15 ;

4° Des décisions relatives aux modifications des conditions initiales de composition, de fonctionnement et de durée de l'établissement public de coopération intercommunale ;

5° De l'adhésion de l'établissement à un établissement public ;

6° De la délégation de la gestion d'un service public ;

7° Des dispositions portant orientation en matière d'aménagement de l'espace communautaire, d'équilibre social de l'habitat sur le territoire communautaire et de politique de la ville.

Lors de chaque réunion de l'organe délibérant, le président rend compte des travaux du bureau et des attributions exercées par délégation de l'organe délibérant.

Les délégations relatives à la réalisation des emprunts destinés au financement des investissements prévus par le budget et aux opérations financières utiles à la gestion des emprunts, y compris les opérations de couverture des risques de taux et de change, consenties en application du présent article prennent fin dès l'ouverture de la campagne électorale pour le renouvellement général des conseils municipaux ».

Article 27 : Périodicité des séances

Le bureau communautaire se réunit au moins une fois par trimestre, préalablement avant toute séance du conseil communautaire et à chaque fois que le Président le juge utile.

Les séances du bureau communautaire ne sont pas publiques.

Article 28 : Convocations et ordre du jour

Le bureau se réunit sur convocation du Président.

Toute convocation est faite par le Président, avec indication des questions portées à l'ordre du jour.

La convocation aux séances du Bureau communautaire est adressée, à ses membres, par voie dématérialisée, à l'adresse électronique nominative de leur choix.

L'ordre du jour est arrêté par le Président.

Les membres du Bureau peuvent proposer au Président d'inscrire toute question importante nécessitant une décision du conseil de la Communauté d'agglomération.

CHAPITRE VII : TENUE DES SÉANCES DU BUREAU COMMUNAUTAIRE

Article 29 : Présidence

Le Président, ou à défaut le Vice-président dans l'ordre des nominations, procède à l'ouverture des séances, ~~l~~ dirige les débats et lève les séances.

Article 30 : Quorum

Uniquement pour les affaires soumises à décision, le Bureau ne peut délibérer que lorsque la majorité de ses membres sont présents.

A défaut de quorum, le Président pourra convoquer à nouveau le Bureau à au moins trois jours d'intervalle, afin de valablement statuer sans condition de quorum.

Article 31 : empêchements – pouvoirs

Tout conseiller empêché est tenu d'en informer le Président avant chaque séance. Il peut donner pouvoir écrit à un autre membre du bureau communautaire pour pouvoir de voter en son nom, conformément aux dispositions de l'article L.2121-20 du CGCT.

Les pouvoirs donnés par les délégués absents, à leurs collègues conseillers communautaires, n'entrent pas dans le calcul du quorum.
Les conseillers personnellement intéressés à une affaire ne prennent part ni au débat ni au vote.

Un même conseiller ne peut être porteur que d'un seul pouvoir sauf dans les cas dérogatoires prévus par la loi.

Les procédures de vote sont les mêmes que celle prévues lors du Conseil Communautaire.

Article 32 : Comptes-rendus et procès verbaux

Seules les décisions prises par le bureau, dans le cadre des délégations accordées par le conseil, sont rendues publiques.

Elles sont transmises au contrôle de légalité et font l'objet d'une diffusion à l'ensemble des conseillers de la Communauté. Elles figurent dans le registre établi à cet effet à chaque séance du bureau communautaire.

TITRE IV :INSTANCES PARTICULIÈRES ET COMMISSIONS

CHAPITRE VIII : COMMISSIONS THÉMATIQUES

Article L. 2121-22 CGCT *: « Le conseil (communautaire) peut former, au cours de chaque séance, des commissions chargées d'étudier les questions soumises au conseil soit par l'administration, soit à l'initiative d'un de ses membres.*
Elles sont convoquées par le Président, qui en est le président de droit, dans les huit jours qui suivent leur nomination, ou à plus bref délai sur la demande de la majorité des membres qui les composent. Dans cette première réunion, les commissions désignent un vice-président qui peut les convoquer et les présider si le Président est absent ou empêché.

(...), la composition des différentes commissions, y compris les commissions d'appel d'offres et les bureaux d'adjudications, doit respecter le principe de la représentation proportionnelle pour permettre l'expression pluraliste des élus au sein de l'assemblée (intercommunale) »

Le conseil communautaire peut décider de la création de commissions spéciales pour l'examen d'une ou de plusieurs affaires.

Les agents de la collectivité désignés par le président ou le vice-président de la commission peuvent être chargés d'exposer les dossiers aux membres de la commission.

Les séances des commissions ne sont pas publiques.

Peuvent siéger dans les commissions thématiques les élus communautaires et les élus municipaux des communes appartenant à la Communauté de l'Auxerrois. Ceux-ci sont nommément désignés.

En plus des commissions thématiques, une commission générale composée également de l'ensemble des élus du conseil communautaire se réunit sur des sujets stratégiques et transversaux.

Le Président est président de droit de la commission. Le vice-président est élu par les membres de la commission au cours de la première séance. Il remplace et préside la commission si le Président est absent ou empêché.

Les commissions peuvent entendre des personnes qualifiées extérieures au conseil communautaire, conviées par le Président ou le vice-président.

La commission se réunit sur convocation du président ou du vice-président de la commission. Il est toutefois tenu de réunir la commission à la demande de la majorité de ses membres.
Les convocations sont envoyées par courriel.

Les commissions n'ont pas de pouvoir de décision. Elles examinent les affaires qui leur sont soumises, émettent de simples avis ou formulent des propositions.

La commission des finances est convoquée avant chaque conseil communautaire afin de présenter les dossiers qui feront l'objet d'une délibération.

CHAPITRE IX : LA COMMISSION D'ÉVALUATION DES CHARGES TRANSFÉRÉES (CLECT)

Article 1609 nonies C IV du Code général des impôts : « *Il est créé entre l'établissement public de coopération intercommunale soumis aux dispositions fiscales du présent article et les communes membres une commission locale chargée d'évaluer les transferts de charges. Cette commission est créée par l'organe délibérant de l'établissement public qui en détermine la composition à la majorité des deux tiers. Elle est composée de membres des conseils municipaux des communes concernées ; chaque conseil municipal dispose d'au moins un représentant.*
La commission élit son président et un vice-président parmi ses membres. Le président convoque la commission et détermine son ordre du jour ; il en préside les séances. En cas d'absence ou d'empêchement, il est remplacé par le vice-président.

La commission peut faire appel, pour l'exercice de sa mission, à des experts. Elle rend ses conclusions l'année de l'adoption de la cotisation foncière des entreprises unique par l'établissement public de coopération intercommunale et lors de chaque transfert de charges ultérieur ».

La CLECT dispose de son propre règlement intérieur.

CHAPITRE X : COMMISSION CONSULTATIVE DES SERVICES PUBLICS LOCAUX

Article L. 1413-1 CGCT *: «Les régions, la collectivité de Corse, les départements, les communes de plus de 10 000 habitants (...) les établissements publics de coopération intercommunale de plus de 50 000 habitants et les syndicats mixtes comprenant au moins une commune de plus de 10 000 habitants créent une commission consultative des services publics locaux pour l'ensemble des services publics qu'ils confient à un tiers par convention de délégation de service public ou qu'ils exploitent en régie dotée de l'autonomie financière. Les établissements publics de coopération intercommunale dont la population est comprise entre 20 000 et 50 000 habitants peuvent créer une commission consultative des services publics locaux dans les mêmes conditions.*
Cette commission, présidée par le maire, le président du conseil départemental, le président du conseil régional, le président du conseil exécutif pour la collectivité de Corse, le président de l'organe délibérant, ou leur représentant, comprend des membres de l'assemblée délibérante ou de l'organe délibérant, désignés dans le respect du principe de la représentation proportionnelle, et des représentants d'associations locales, nommés par l'assemblée délibérante ou l'organe délibérant. En fonction de l'ordre du jour, la commission peut, sur proposition de son président, inviter à participer à ses travaux, avec voix consultative, toute personne dont l'audition lui paraît utile.

La majorité des membres de la commission peut demander l'inscription à l'ordre du jour de toute proposition relative à l'amélioration des services publics locaux.

La commission examine chaque année sur le rapport de son président :

1° Le rapport, mentionné à l'article L. 1411-3, établi par le délégataire de service public ;

2° Les rapports sur le prix et la qualité du service public d'eau potable, sur les services d'assainissement visés à l'article L. 2224-5 ;

3° Un bilan d'activité des services exploités en régie dotée de l'autonomie financière ;

4° Le rapport mentionné à l'article L. 2234-1 du code de la commande publique établi par le titulaire d'un marché de partenariat.

Elle est consultée pour avis par l'assemblée délibérante ou par l'organe délibérant sur :

1° Tout projet de délégation de service public, avant que l'assemblée délibérante ou l'organe délibérant se prononce dans les conditions prévues par l'article L. 1411-4 ;

2° Tout projet de création d'une régie dotée de l'autonomie financière, avant la décision portant création de la régie ;

3° Tout projet de partenariat avant que l'assemblée délibérante ou l'organe délibérant ne se prononce dans les conditions prévues à l'article L. 1414-2 ;

4° Tout projet de participation du service de l'eau ou de l'assainissement à un programme de recherche et de développement, avant la décision d'y engager le service.

Le président de la commission consultative des services publics locaux présente à son assemblée délibérante ou à son organe délibérant, avant le 1er juillet de chaque année, un état des travaux réalisés par cette commission au cours de l'année précédente (1).

Dans les conditions qu'ils fixent, l'assemblée délibérante ou l'organe délibérant peuvent charger, par délégation, l'organe exécutif de saisir pour avis la commission des projets précités ».

Les rapports remis par la commission consultative des services publics locaux ne sauraient en aucun cas lier le conseil communautaire.

Les agents de la collectivité désignés par le président de la commission peuvent être chargés d'exposer les dossiers aux membres de la commission.

Les convocations sont envoyées par courriel aux membres de la commission.

Les séances ne sont pas publiques.

CHAPITRE XI : COMMISSIONS D'APPELS D'OFFRES

Article L. 1414-2 CGCT :

«Pour les marchés publics passés selon une procédure formalisée dont la valeur estimée hors taxe prise individuellement est égale ou supérieure aux seuils européens qui figurent en annexe du code de la commande publique, à l'exception des marchés publics passés par les établissements publics sociaux ou médico-sociaux, le titulaire est choisi par une commission d'appel d'offres composée conformément aux dispositions de l'article L. 1411-5. Toutefois, pour les marchés publics passés par les offices publics de l'habitat, la commission d'appel d'offres est régie par les dispositions du code de la construction et de l'habitation applicables aux commissions d'appel d'offres des organismes privés d'habitations à loyer modéré.

En cas d'urgence impérieuse, le marché public peut être attribué sans réunion préalable de la commission d'appel d'offres.

Les délibérations de la commission d'appel d'offres peuvent être organisées à distance dans les conditions de l'ordonnance n° 2014-1329 du 6 novembre 2014 relative aux délibérations à distance des instances administratives à caractère collégial ».

Article L. 1411-5 CGCT *:*

« II.-La commission est composée : (...)
Lorsqu'il s'agit (...) d'un établissement public, par l'autorité habilitée à signer (le marché) ou son représentant, président (de la commission), et par cinq membres de l'assemblée délibérante élus en son sein à la représentation proportionnelle au plus fort reste ;

Il est procédé, selon les mêmes modalités, à l'élection de suppléants en nombre égal à celui de membres titulaires.

Le quorum est atteint lorsque plus de la moitié des membres ayant voix délibérative sont présents.

Si, après une première convocation, ce quorum n'est pas atteint, la commission est à nouveau convoquée. Elle se réunit alors valablement sans condition de quorum.

Lorsqu'ils y sont invités par le président de la commission, le comptable de la collectivité et un représentant du ministre chargé de la concurrence peuvent participer, avec voix consultative, aux réunions de la commission. Leurs observations sont consignées au procès-verbal.

Peuvent participer à la commission, avec voix consultative, des personnalités ou un ou plusieurs agents de la collectivité territoriale ou de l'établissement public désignés par le président de la commission, en raison de leur compétence dans la matière qui fait l'objet de la délégation deservice public ».

Les convocations seront envoyées aux membres de la commission d'appel d'offres à l'adresse électronique de leur choix.

CHAPITRE XII : MISSION D'INFORMATION ET D'ÉVALUATION

Article L. 2121-22-1 CGCT : Dans les établissements publics de coopération intercommunale, le conseil communautaire «*lorsqu'un sixième de ses membres le demande, délibère de la création d'une mission d'information et d'évaluation, chargée de recueillir des éléments d'information sur une question d'intérêt (intercommunal) ou de procéder à l'évaluation d'un service public (intercommunal). Un même conseiller (communautaire) ne peut s'associer à une telle demande plus d'une fois par an.*
Aucune mission ne peut être créée à partir du 1er janvier de l'année civile qui précède l'année du renouvellement général des conseils (communautaires).

Le règlement intérieur fixe les règles de présentation et d'examen de la demande de constitution de la mission, ses modalités de fonctionnement, les modalités de sa composition dans le respect du principe de la représentation proportionnelle, la durée de la mission, qui ne peut excéder six mois à compter de la date de la délibération qui l'a créée, ainsi que les conditions dans lesquelles elle remet son rapport aux membres du conseil municipal ».

Les élus demandeurs de la constitution de ladite mission adressent un courrier au cabinet du président de la Communauté de l'Auxerrois en indiquant les motifs de la demande et l'objet de la mission au moins quinze jours francs avant la date de la séance du conseil communautaire.

Le président présente cette demande à la prochaine séance du conseil communautaire ou à la séance suivante, dans l'hypothèse où le délai de quinze jours francs ne serait pas respecté.

Le conseil détermine le nombre d'élus composant la mission ; la composition de la mission doit permettre l'expression pluraliste des élus au sein du conseil communautaire et doit respecter le principe de la représentation proportionnelle selon la méthode de la Commission d'Appel d'Offres.

Le conseil précise l'objet et la durée de la mission qui ne peut excéder six mois.

Le président désigne le ou les agents communautaires qui seront le ou les interlocuteurs de la mission et auront en charge de faciliter son travail d'enquête.

La mission désigne un porte-parole qui sera l'interface entre les membres de la mission, les agents désignés et les élus concernés par l'enquête.

Le rapport d'étude établi par la mission est présenté par son porte-parole au président. Ce dernier doit l'inscrire à l'ordre du jour d'une prochaine séance du conseil communautaire qui en prend acte.

Ce rapport ne saurait en aucun cas lier le conseil communautaire.

TITRE IV : DISPOSITIONS DIVERSES

CHAPITRE XVIII : MISE À DISPOSITION DE LOCAUX AUX CONSEILLERS COMMUNAUTAIRES

Article L. 2121-27 CGCT *: « Dans les (établissements de coopération intercommunale), les conseillers n'appartenant pas à la majorité (communautaire) qui en font la demande peuvent disposer sans frais du prêt d'un local commun. Un décret d'application détermine les modalités de cette mise à disposition. »*

Le local mis à disposition ne constitue ni une permanence électorale ni une salle accueillant des réunions publiques.

Toutefois, tout conseiller communautaire n'appartenant pas à la majorité communautaire peut y accueillir du public, après accord du Président saisi, par le conseiller communautaire, d'une demande précisant la date et les horaires lors desquels le local sera utilisé à cette fin.

CHAPITRE XIV : DÉSIGNATION DES DÉLÉGUÉS DANS LES ORGANISMES EXTÉRIEURS

Article L. 2121-33 CGCT : « *Le conseil (communautaire) procède à la désignation de ses membres ou de délégués pour siéger au sein d'organismes extérieurs dans les cas et conditions prévus par les dispositions du présent code et des textes régissant ces organismes. La fixation par les dispositions précitées de la durée des fonctions assignées à ces membres ou délégués ne fait pas obstacle à ce qu'il puisse être procédé à tout moment, et pour le reste de cette durée, à leur remplacement par une nouvelle désignation opérée dans les mêmes formes. »*

CHAPITRE XV : DÉMISSION DES MEMBRES DU CONSEIL COMMUNAUTAIRE

Article L5211-1 CGCT *« Pour l'application de l'article L. 2121-4, la démission d'un membre de l'organe délibérant des établissements publics de coopération intercommunale est adressée au président. La démission est définitive dès sa réception par le président, qui en informe immédiatement le maire de la commune dont le membre démissionnaire est issu ».*

CHAPITRE XVI : RETRAIT D'UNE DÉLÉGATION À UN VICE-PRÉSIDENT

Article L. 2122-18 alinéa 3 CGCT : « *Lorsque le (Président) a retiré les délégations qu'il avait données à un (Vice-Président), le conseil communautaire doit se prononcer sur le maintien de celui-ci dans ses fonctions. »*

Un Vice-Président, privé de délégation par le Président et non maintenu dans ses fonctions de Vice-Président par le conseil communautaire, redevient conseiller communautaire sans délégation.

Le conseil communautaire peut décider que le Vice-Président nouvellement élu occupera la même place que son prédécesseur dans l'ordre du tableau.

CHAPITRE XVII : MODULATION DES INDEMNITÉS DES ÉLUS

Les indemnités de fonction que le conseil communautaire alloue à ses membres sont modulées en fonction de leur participation effective aux séances plénières et aux réunions des commissions dont ils sont membres.

Les instances concernées sont : le conseil communautaire, le bureau communautaire, la commission d'appel d'offres, la commission consultative des services publics locaux et les commissions de délégation de service public.

Les absences sont calculées par trimestre.
A partir de 2 absences dans le même trimestre, une réfaction de 10 % sera calculée sur la prochaine indemnité mensuelle.
20 % pour 3 absences.
30 % pour 4.
Et ainsi de suite.

Les élus présents mais arrivés avec plus de 30 minutes de retard par rapport à l'horaire de la convocation seront considérés comme absents.

Les absences justifiées par une autre convocation au sein d'une instance où l'élu représente la commune (conseils d'école, associations ou établissements publics dont la commune est membre...), ne sont pas prises en compte pour le calcul de la réfaction.

CHAPITRE XVIII : MODIFICATION DU RÈGLEMENT INTÉRIEUR

Le présent règlement peut faire l'objet de modifications sur proposition du Président ou d'un quart des membres en exercice de l'assemblée intercommunale.

CHAPITRE XIX : GROUPE D'ÉLUS

Les élus peuvent se constituer en groupes. Un groupe est constitué d'au moins 2 élus.

Les groupes d'élus se constituent par la remise au Président d'une déclaration signée de chacun de leurs membres accompagnée de la liste de ceux-ci.

Chaque groupe désigne librement un porte parole.